



**HAL**  
open science

## Jean Luchaire et la revue "Notre temps" (1927-1940)

Jean - René Maillot

► **To cite this version:**

Jean - René Maillot. Jean Luchaire et la revue "Notre temps" (1927-1940). Histoire. Université de Lorraine, 2012. Français. NNT : 2012LORR0402 . tel-01749785

**HAL Id: tel-01749785**

**<https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01749785v1>**

Submitted on 29 Mar 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : [ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr](mailto:ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr)

## LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

[http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg\\_droi.php](http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php)

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>



Ecole doctorale Perspectives interculturelles :  
écrits, médias, espaces, sociétés

Jean Luchaire  
et la revue *Notre Temps* (1927-1940)

Thèse de l'Université de Lorraine - Site de METZ

en histoire contemporaine.

Soutenue par Jean-René Maillot

sous la direction de Monsieur Olivier Dard

Professeur en histoire contemporaine

Volume 1

Centre Régional Universitaire Lorrain d'Histoire (CRULH)

Année universitaire 2012-2013







A Jacques, à Marie, à Samuel,  
mes aînés à l'Université.



## REMERCIEMENTS

Nous adressons nos très sincères remerciements à Monsieur le Professeur Olivier Dard pour avoir accepté de diriger cette thèse, pour sa disponibilité sans faille et ses encouragements constants.

Nous remercions également les membres du jury pour l'intérêt qu'ils portent à notre travail.

Nous sommes reconnaissants envers les personnes qui nous ont accueillis durant nos recherches et nous aimerions remercier plus particulièrement Léna Adadé et Christine Innocenti à la BNF, Veronique Jago et Saskia Bursens aux AML, Christine Devergne, Mélanie Karli et Franck Veyron à la BDIC, Heike Petraschk et Herbert Karbach à Berlin (PA AA). Nous avons échangé de précieuses informations avec les jeunes chercheurs Dominique Pinsolle de l'Université Michel de Montaigne à Bordeaux et Johannes Grossmann de l'Université de Sarrebruck, qu'ils trouvent ici la marque de notre gratitude. Nous remercions encore le Conseil Général du Doubs pour l'aide proposée aux doctorants. Sébastien Galliot, Jacques Maillot et Paul Royer nous ont apporté une aide précieuse au début et à la fin de ce travail, nous leur devons beaucoup. Merci à Marco pour son accueil à Berlin. Merci à toute la famille et aux amis pour leur soutien tout au long de ces années de recherche.

Merci enfin à Vanessa pour sa patience et sa confiance.





« Si vous êtes dans le secret de la Providence, dites-moi, pourquoi a-t-elle donné tant de désirs pour arriver à des résultats aussi abominables ? Cela ressemble beaucoup à une souricière tendue aux cœurs trop sensibles. »

Prosper Mérimée, *Lettres à une autre inconnue*, Calmann-Lévy, 1894.



# SOMMAIRE

SOMMAIRE .....	11
Liste des sigles .....	13
Introduction.....	15
Première partie .....	21
LA CONSTRUCTION DE LA PENSEE POLITIQUE DE JEAN LUCHAIRE.....	21
PRODROMES DE LA CREATION DE NOTRE TEMPS .....	21
Chapitre premier. Premières initiatives entre France et Italie.....	21
Chapitre deux. La maturation politique de Jean Luchaire. ....	35
Chapitre 3. ....	98
Histoire du concept de « génération réaliste », les fondements de <i>Notre Temps</i> . ....	98
Deuxième partie .....	119
<i>NOTRE TEMPS</i> , « REVUE DES NOUVELLES GENERATIONS ». 1927-1930 .....	119
Chapitre Premier. Naissance d'une revue originale. ....	119
Chapitre 2. La confrontation des idées-phares de <i>Notre Temps</i> au débat public.....	155
Chapitre 3. <i>Notre Temps</i> , miroir des perceptions d'une époque.....	203
Troisième Partie .....	239
<i>NOTRE TEMPS</i> , « LA REVUE DES NOUVELLES GENERATIONS EUROPEENNES ». 1930-1933 .....	239
Chapitre premier. Un hebdomadaire briandiste. ....	239
Chapitre deux. Le tournant des relations intellectuelles franco-allemandes. ....	280
Chapitre trois. Maintenir le cap malgré l'échec des conférences internationales. ....	361
Chapitre quatre. ....	408
Ruptures et continuités sous la pression de l'actualité allemande.....	408
Quatrième partie .....	443
LES VICISSITUDES D'UN JOURNAL .....	443
DANS LES REMOUS DES ANNEES TRENTE .....	443
Chapitre premier. 1933-1934, <i>Notre Temps</i> quotidien.....	443
Chapitre deux. L'isolement de Jean Luchaire.....	517
Chapitre trois. Le dernier acte de <i>Notre Temps</i> . 1938-1940.....	545
EPILOGUE.....	565
CONCLUSION GENERALE .....	579
Table des matières (volume 1) .....	585
Table des annexes .....	599

Annexes .....	603
ARCHIVES.....	716
SOURCES.....	721
BIBLIOGRAPHIE.....	725
INDEX.....	741
TABLE DES MATIERES GENERALE .....	750

## Liste des sigles

ACJF : Association catholique de la jeunesse française.  
AML : Archives et Musée de la littérature.  
BDIC : Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine.  
BNF : Bibliothèque Nationale de France.  
CAU : Comité d'action universitaire.  
CEP : Comité d'études politiques.  
CGT : Confédération Générale du Travail.  
CNAC : Confédération nationale des anciens combattants.  
CNE : Comité National Economique.  
CCDAS : Comité de conférences démocratiques et d'action sociale.  
DBP : Deutsche Botschaft Paris.  
DFG : Deutsch-Französische Gesellschaft.  
FJLR : Fédération des Jeunesses laïques et républicaines.  
FUISDN : Fédération universitaire internationale pour la Société des Nations.  
GEDES : Groupe d'études diplomatiques, économiques et sociales.  
GUFA : Groupement universitaire franco-allemand.  
GUSDN : Groupement universitaire pour la Société des Nations.  
IDJ : Internationale des jeunes.  
IMEC : Institut des Mémoires de l'édition contemporaine.  
JEUNES : Jeunes équipes unies pour une nouvelle économie sociale.  
LAURS : Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste.  
PA AA : Politisches Archivs Auswärtiges Amt.  
PDP : Parti démocrate populaire.  
PPF : Parti populaire français.  
PSDF : Parti socialiste de France.  
SDN : Société des Nations.  
SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière.  
URD : Union républicaine et démocratique.  
URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques.



## Introduction

Jean Luchaire a connu un destin extraordinaire aujourd'hui encore marqué par l'opprobre car le souvenir de la figure montante de la gauche radicale des années vingt est éclipsé par sa fin sous le peloton d'exécution à la Libération. *Notre Temps* quant à elle est une revue culturelle et politique qui a marqué la presse française entre 1927 et 1940 notamment par sa capacité à réunir une multitude de talents parmi la jeunesse des années vingt. Elle suscite une curiosité naturelle lorsque l'on songe par exemple à la collaboration amicale jusqu'en 1934 entre Jean Luchaire, Pierre Brossolette et Pierre Mendès France, trois personnalités dissemblables et représentatives de la vie politique française de 1919 à la Quatrième République. Les mémoires partielles qu'elle a engendrées ne facilitent pas la mise au point d'une image claire d'autant que son histoire touche à des domaines variés. Elle est inséparable de celle de son directeur, Jean Luchaire. Les deux histoires se mêlent et prennent place au sein de l'historiographie tour à tour dans une préhistoire de la collaboration<sup>1</sup>, dans les récits du dynamisme des jeunes militants du Parti radical à la fin des années vingt<sup>2</sup>, dans l'étude des relations culturelles franco-allemandes durant l'entre-deux-guerres et enfin dans l'analyse des tentatives de renouvellement politique entreprises par les relèves des années trente<sup>3</sup>.

Claude Lévy fut le premier à tracer une esquisse de la revue en introduction de son étude sur le quotidien collaborationniste *Les Nouveaux Temps*. On y apprend la création collective d'une revue, l'apport de subventions du Quai d'Orsay par l'entremise d'Aristide Briand et l'engagement au service du rapprochement franco-allemand eu égard à une relation suivie avec Otto Abetz, alors simple représentant de groupements de jeunesse. Mais Claude Lévy entendait seulement rappeler la carrière du directeur des *Nouveaux Temps* afin de mettre en perspective son adhésion à la politique de collaboration. *Notre Temps* est également cité à juste titre dans l'histoire des « Jeunes Turcs », ces jeunes militants et bientôt cadres du Parti radical qui entendaient bousculer la hiérarchie et la doctrine d'une organisation politique jugée vieillissante. Serge Berstein a rappelé dans sa thèse l'existence de relations entre Luchaire et la formation valoisienne. Et s'il n'est pas rare de lire le commentaire simplificateur de son travail faisant de *Notre Temps* l'organe des « Jeunes Turcs », c'est parce que ce raccourci a été savamment entretenu par Jean Luchaire lui-même dans *Une Génération réaliste*<sup>4</sup> publié à la Bibliothèque Valois en 1929. Luchaire entraîne alors *Notre Temps* dans le sillage des « jeunes équipes »

---

1 Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps et l'idéologie de la collaboration*, FNSP, A. Colin, 1974. Pour une première approche du personnage de Jean Luchaire, voir également Claude Lévy, « Autour de Jean Luchaire : le cercle éclaté de *Notre Temps* » in H.M. Bock, R. Meyer-Kalkus, M. Trebitsch, *Entre Locarno et Vichy : les relations culturelles franco-allemandes dans les années 1930*, CNRS, 1993, p.121.

2 Serge Berstein, *Histoire du Parti radical*, t. I, *La recherche de l'âge d'or : 1919-1926*, FNSP, 1980, t. II, *Crise du radicalisme : 1926-1939*, FNSP, 1982.

3 Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années trente*, PUF, 2002.

4 Jean Luchaire, *Une Génération réaliste*, Valois, 1929.

aux côtés de Georges Valois et de bien d'autres à la recherche d'une rénovation politique la plus large possible. *Notre Temps* prend ainsi place dans la sphère « réaliste » mise à jour par Olivier Dard. Grâce à son « ouverture internationale » et ses réflexions de politique intérieure, elle se situe « au carrefour des discours renouvelés sur la nécessaire modernisation du pays<sup>5</sup> ». Si Jean Luchaire est « l'archétype du "jeune réaliste" », il reste à positionner plus précisément la revue au sein des relèves des années trente. En effet plusieurs indices invitent à rechercher sa véritable identité qui pourrait dépasser le seul cadre politique. Les premiers sommaires de la revue montrent la volonté d'entreprendre une recherche spirituelle confirmée par la présence de Daniel-Rops. *Notre Temps* réserve ses pages aux membres de la « nouvelle génération » ce qui donne à penser que son objectif dépasse le cadre habituel d'une école ou d'un parti d'autant qu'elle laisse une place prépondérante à la littérature et aux critiques artistiques.

*Notre Temps* est certes une revue de jeunes mais peut-elle à la fois alimenter les discours « réalistes » et « spiritualistes » qui distinguent les tentatives des relèves ? Peut-elle à la fois prôner une redéfinition de la politique avec les « réalistes » et participer à la refonte du Parti radical avec les « Jeunes Turcs » ? Entend-elle s'engager dans une politique partisane ou bien représenter l'ensemble des idées de la « nouvelle génération » ? Dans quelle mesure peut-on la relier au pacifisme et à la promotion du rapprochement franco-allemand, les deux prémisses de la création des Etats-Unis d'Europe et dans le même temps comprendre l'itinéraire de son directeur vers la collaboration et l'inféodation au national-socialisme ? Et d'une manière générale, quelle est véritablement la teneur de cette rénovation du pays tant espérée et désignée comme le devoir de la « nouvelle génération » ?

Pour traiter ces questions il était nécessaire d'étudier l'intégralité de son contenu car *Notre Temps* est souvent cité mais n'est jamais traité en profondeur. Notre travail aborde donc la revue par l'étude des textes qui y ont été publiés. Il est le résultat de plusieurs réflexions dont la plus ancienne portait sur la question de son attachement à l'idée européenne et avait abouti à un mémoire de maîtrise à l'Université de Franche-Comté sous la double direction des professeurs François Marcot et Olivier Dard.

Le projet de thèse a d'abord été envisagé comme une prosopographie de la revue *Notre Temps* afin de vérifier la validité du qualificatif de « revue carrefour<sup>6</sup> » des relèves de l'entre-deux-guerres. Une utilisation neuve de la prosopographie qui sert habituellement une analyse sociologique était stimulante, elle devait mettre l'accent sur les itinéraires des participants et dresser une sorte de géographie des relèves. Il était alors permis d'envisager un renouvellement de l'approche historique d'une revue si l'on pouvait garder plusieurs niveaux d'analyse en liant le texte à ses signataires et en situant la revue dans les différentes sphères l'entourant. L'objectif

---

5 Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué*, op. cit., p.28.

6 Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué*, op.cit., p.29. Hans-Manfred Bock utilise cette expression à propos de la revue *Der Abendland*. H-M Bock, « Der "Abendland"-Kreis und Hermann Platz, p.337-362 in Michel Grunewald, Uwe Puschner, H-M Bock, *Le milieu intellectuel catholique en Allemagne, sa presse et ses réseaux (1871-1963)*, Peter Lang, 2006.



était la constitution d'une base de données qui aurait mis en relation le profil biographique de chaque signataire avec sa contribution à la revue et qui pouvait être interrogée de multiples façons avec l'outil informatique. Le relevé systématique des signatures aboutit à un fichier de 911 individus dont la moitié d'entre eux ne signe qu'à une seule reprise. Les recherches biographiques entreprises avec les outils traditionnels que sont les dictionnaires biographiques et les annuaires de presse puis dans les ouvrages de souvenirs et les archives privées lorsqu'elles existent n'ont malheureusement permis d'identifier que la moitié des signataires. Dès lors l'outil prosopographique a perdu une grande partie de son intérêt scientifique et a dû être abandonné. Cependant ces recherches n'ont pas été complètement vaines. À défaut de connaître l'identité de plus de 900 signataires, nous sommes en mesure de préciser la nature de chaque participation. Nous pouvons donc apprécier la valeur qu'accordait *Notre Temps* à tel ou tel témoignage et ainsi éviter de valoriser un point de vue isolé ou d'omettre une contribution importante fut-elle unique. Nous avons également conservé le souci d'observer dans la continuité les principaux collaborateurs de *Notre Temps*. Nous pouvons ainsi repérer chez eux toutes les variations de fond ou de forme dans leur contribution à la revue.

Une recherche prosopographique paraissait par ailleurs nécessaire car *Notre Temps* est une revue sans archives. Les circonstances de la Seconde Guerre mondiale ont fait qu'il n'existe a priori aucun « papiers Luchaire » concernant les années trente et aucunes archives propres à *Notre Temps*. Au départ de la recherche, le corpus se compose uniquement des collections conservées à la BDIC et à la BNF. Pour pallier l'absence de documents à même d'indiquer les orientations de la revue, il nous fallait collecter des sources de la manière la plus large qui soit. Les premiers numéros décrivent un projet éditorial à la fois ambitieux et vague qu'il est difficile de mesurer sans revenir à l'immédiat après-guerre désigné par *Notre Temps* comme le moment fondateur de la « nouvelle génération ». Durant les premières années de la revue cette expression vient englober les mots d'ordre de « réalisme » et de « jeunes équipes » et tend à obscurcir la compréhension de chacun d'eux, d'autant que les opinions divergent au fur et à mesure que le débat se développe. L'idée de « nouvelle génération » s'avère être un prisme à travers lequel toutes les questions sont traitées. Notre recherche a donc porté sur les témoignages d'une conscience commune au lendemain de la Grande Guerre et sur l'itinéraire personnel de Jean Luchaire pour arriver à déterminer la genèse du concept de « nouvelle génération ».

Jean Luchaire imprima à sa revue les identités successives et les orientations qui furent les siennes. Il y joue donc un rôle prépondérant. Pour autant, *Notre Temps* est une revue collective tant dans son fonctionnement que dans son projet éditorial. Quel que soit le poids de Luchaire dans l'aventure de *Notre Temps*, celle-ci est également inséparable d'un groupe d'intellectuels nés au début du siècle. Leur perception de la Grande Guerre, à laquelle la plupart ont échappé, leur perception du monde au lendemain de celle-ci et leurs engagements durant les années vingt sont des éléments indissociables de la conduite de *Notre Temps* de 1927 à 1940. Sans vouloir repousser trop en amont les limites de cette étude, il était nécessaire de

trouver des éléments d'appréciation pour expliquer la naissance d'un projet collectif centré autour d'un certain nombre de perceptions puis son délitement causé par des interprétations divergentes. A titre d'exemple il nous fallait connaître le jeune Luchaire et le jeune Brossolette pour comprendre dans quelle mesure le pacifisme qui les anime les éloigne chaque jour un peu plus à partir de 1931. Il nous fallait connaître le mieux possible la réflexion de chacun pour comprendre la collaboration entre un « très rigoureux catholique » tel que se définit lui-même Louis Martin-Chauffier et des « laïcistes bien assis<sup>7</sup> » ainsi qu'il qualifie le reste de l'équipe.

Notre travail n'est donc ni une biographie politique ni l'histoire d'une revue telle qu'a pu la mener Michel Winock<sup>8</sup> dans le cas d'*Esprit*. Il s'agit plutôt d'un entre-deux car ces deux démarches nous ont paru nécessaires. Il est finalement constitué d'une analyse du contenu de la revue que vient épauler le suivi de l'itinéraire de Jean Luchaire.

Nous avons étudié les collections de *Notre Temps* conservées à la BDIC de Nanterre et à la BNF François Mitterrand à Paris. Nous avons également trouvé là-bas les journaux auxquels Luchaire a apporté une collaboration substantielle et signée de sa main notamment *L'Ere nouvelle* et *La Volonté*. Nous avons pu mettre la main sur la série de *Vita* en 1924 qui restait inconnue jusqu'ici car elle était notée absente des collections de la BNF. De même le dépouillement des archives d'Oscar-Paul Gilbert nous a permis de découvrir quelques exemplaires des premières revues de Luchaire imprimées à Florence dont les titres successifs sont *Les Jeunes Auteurs*, *Vita Latina* et *Vita* dans sa version de 1919. Nous avons enfin réalisé des sondages dans la presse des années vingt et trente pour mesurer la réception de *Notre Temps* chez ses confrères. Aux archives nationales nos recherches se sont orientées vers la série F7 dite de Police générale en nous limitant à la période de l'entre-deux-guerres. Nous avons également consulté dans les archives de presse les cartons concernant *Les Nouveaux Temps* coté 2 AR ainsi que dans la série AJ les papiers Luchaire portant sur ses activités à Sigmaringen, ceci afin de compléter le récit de l'itinéraire du directeur de *Notre Temps*. Les papiers de l'ambassade d'Allemagne à Paris conservées aux Archives du ministère allemand des Affaires étrangères à Berlin ont été utilisés par Barbara Lambauer mais nous voulions les connaître et nous assurer qu'ils ne contenaient pas de traces de *Notre Temps*. Les quelques archives privées des membres de *Notre Temps* ont apporté des résultats variables. Le fonds des frères Berge, hommes de lettres et animateurs de *Notre Temps*, et celui de Louis Martin-Chauffier conservés à l'IMEC à Caen portent sur une longue période mais ne contiennent malheureusement que très peu de choses à propos de *Notre Temps*. Le fonds Oscar-Paul Gilbert, un ami de Luchaire qui l'accompagne de 1919 à décembre 1940, conservé aux Archives et Musée de la Littérature à Bruxelles s'est avéré beaucoup plus riche.

Afin de rendre compte le mieux possible de la teneur de *Notre Temps* nous avons mené une étude exhaustive du versant politique de la revue. Nous avons

---

7 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°10, 15/04/1930, col.385-386.

8 Michel Winock, « *Esprit* ». *Des intellectuels dans la cité. 1930-1950*, Seuil, 1975, 1996.

voulu montrer dans quelle mesure ses principes fédérateurs parmi lesquels le « réalisme », le pacifisme, l'idée du rapprochement intellectuel franco-allemand et son pendant politique, se sont peu à peu fissurés à l'épreuve des faits et des discussions. Devenus sujets de controverses, il était intéressant de voir s'ils ont constitué des motifs de séparation. Nous avons alors observé toute l'élasticité qui prévaut dans ce cas dans une rédaction. Nous n'avons pas négligé pour autant le versant littéraire tant il reflète lui aussi l'orientation de la revue. Il illustre notamment l'enchevêtrement des mots clés de « jeune génération », « jeunes équipes » et « réalisme » dans les premières années de la revue. Nous nous sommes attachés à déterminer les différentes périodes à même d'éclairer l'évolution de *Notre Temps*. En effet certains choix éditoriaux sont autant de moments charnières qui déterminent une nouvelle orientation politique. Tout au long de cette étude nous nous sommes efforcés de rendre compte de la vie de la rédaction pour contrebalancer la sécheresse du corpus de départ et pour montrer lorsque c'était possible combien les sociabilités qui entourent une entreprise de presse sont porteuses de sens. Celui qui tente d'embrasser du regard les treize années de publication de *Notre Temps* est confronté à la diversité de ses formats. Née comme une revue de réflexion qui tente de déterminer l'évolution de la société française à l'échelle d'une génération, *Notre Temps* augmente sa périodicité à mesure qu'elle affine son projet éditorial. *Notre Temps* devient alors hebdomadaire et s'engage au service d'une politique pacifiste et internationaliste avant de se transformer en un quotidien de combat politique inscrit dans les luttes intérieures françaises. Plus que le contexte ce sont ensuite les graves difficultés financières de *Notre Temps* et l'isolement de son directeur qui vont imposer une succession de formules d'édition. *Notre Temps* passe ainsi par toutes les configurations et l'analyse des idées de la publication doit se faire à partir d'un matériau sans cesse changeant selon qu'il s'agisse d'une réflexion distanciée propre à une revue ou bien d'un programme de propagande répété quotidiennement pour gagner des soutiens politiques.

Ces multiples vies de *Notre Temps* nous ont naturellement porté vers une approche chronologique. L'itinéraire de Jean Luchaire avant la création de *Notre Temps* ainsi que les indices d'une perception commune de l'après-guerre nous montrent les prodromes de la revue. Après la naissance de *Notre Temps*, la discussion des idées phares de l'époque consacre la réussite d'une entreprise et lui assigne une place originale au sein des relèves. Lorsque *Notre Temps* se mue en 1930 en un hebdomadaire à vocation européenne, le tournant éditorial est également la marque d'une progression constante. Mais le succès, trop apparent, se révèle éphémère et *Notre Temps* doit survivre entre marginalité et ilotisme. A l'heure de conclure, il nous a paru utile de clore cette étude en suivant l'itinéraire de Luchaire jusqu'à son terme, non par seul souci de cohérence mais également pour profiter de sources inexploitées. On montre au passage que les mémoires qui entourent le personnage ne sont pas unanimes, ce qui nous rappelle qu'avant d'être caricatural, le portrait d'un homme ou d'un groupe se doit de rendre compte de la complexité des événements et des itinéraires.



Première partie  
LA CONSTRUCTION DE LA PENSÉE POLITIQUE DE JEAN LUCHAIRE.  
PRODROMES DE LA CRÉATION DE NOTRE TEMPS

**Chapitre premier. Premières initiatives entre France et Italie.**

**I. L'enfance de Jean Luchaire.**

Luchaire s'est raconté dans son ouvrage phare, *Une Génération réaliste*<sup>9</sup>, paru en 1929 à la Librairie Valois. Ce témoignage a *posteriori* de sa jeunesse et des conditions matricielles de sa formation intellectuelle constitue une source précieuse autant que tendancieuse pour l'historien. En effet cet ouvrage prend place lors d'un tournant de la carrière de Luchaire et se présente comme un élément justificateur de ses positions politiques. Témoignage reconstruit et devant servir d'appui à la thèse du « réalisme » et de la « Génération » nouvelle, certains des éléments biographiques y sont alors exagérés ou tournés en faveur de l'argumentation. Il faut donc savoir prendre quelques distances avec ce document qui finalement illustre davantage, dans la place qu'il occupe au sein de la Bibliothèque syndicaliste de Valois<sup>10</sup>, le contexte de la fin des années vingt et la volonté des « nouvelles relèves » d'imposer leurs idées dans le débat public. Comme l'a montré Olivier Dard, les nouvelles relèves désignent une génération de jeunes intellectuels décidés à agir politiquement et spirituellement pour tenter de répondre à ce qui est interprété comme une crise de civilisation de l'Europe et de la France en particulier depuis la fin de la guerre. Elles se caractérisent par « l'existence, du milieu des années vingt jusqu'à la guerre d'une nébuleuse de groupements, souvent éphémères, parfois durables, qui brassent des hommes aux formations et aux profils professionnels bigarrés [...] et dont l'objectif est de porter des projets de rénovation du pays<sup>11</sup>. »

**A. La famille de Jean Luchaire.**

Jean Luchaire est né le 21 juillet 1901 à Sienne en Italie. Il voit le jour dans un milieu intellectuel riche de parents illustres. Son arrière-grand-père, Jules Zeller, a une carrière exemplaire. Historien, professeur à la Sorbonne, à l'École normale supérieure et à l'École polytechnique, il est inspecteur général de l'enseignement supérieur de 1876 à 1888 et recteur de l'Académie de Strasbourg.

---

9 Jean Luchaire, *Une Génération réaliste*, Valois, 1929.

10 La Nouvelle librairie nationale, appartenant à l'origine à l'Action Française, est dirigée depuis 1912 par Georges Valois. En 1929, elle prend le nom de librairie Valois. Entre 1929 et 1932, signe de l'évolution politique de G. Valois, elle publie dans la collection « La Librairie syndicaliste » les ouvrages des rénovateurs républicains, les « Jeunes équipes », favorables à la réforme de l'État notamment par la représentation des intérêts économiques dans les institutions républicaines.

11 Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années trente*, PUF, 2002, p. 9.

Élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques en 1874, il est président de l'Institut de France en 1886<sup>12</sup>. Son grand-père paternel, Achille Luchaire, professeur d'histoire médiévale à la Sorbonne, membre de l'Institut, historien du pape Innocent III, a rédigé les tomes II et III de la célèbre *Histoire de France* de Lavis (987-1226). Son père, Julien Luchaire est agrégé de grammaire. Il est successivement membre de l'École française de Rome, maître de conférences à l'Université de Lyon en 1901, puis professeur à l'Université de Grenoble en 1906<sup>13</sup>. C'est à son initiative, en 1907, qu'est créé l'Institut français de Florence, premier du genre, qu'il dirige jusqu'en 1918<sup>14</sup>. Inspecteur général de l'instruction publique (mission spéciale d'inspection des professeurs détachés à l'étranger), nommé expert en 1922 à la Commission internationale de coopération intellectuelle de la Société des Nations, il est un ami et un collaborateur proche du Président, Henri Bergson. On lui reconnaît un rôle précurseur en attirant l'attention de la commission sur le rôle du cinéma dans l'art et l'éducation. En 1925, le gouvernement français crée à Paris l'Institut international de coopération intellectuelle, ancêtre de l'UNESCO, dont il prend la direction. Il voulut affirmer son autonomie face aux divergences nationales mais finit par démissionner en 1930<sup>15</sup>. L'ascendance maternelle de Jean Luchaire est également intellectuelle. Son grand-père est le philosophe Lionel Dauriac. Sa mère, Fernande Dauriac, est éditrice scientifique. Elle publie le journal de Marie Lenéru en 1926, elle est également traductrice d'Aldous Huxley, *Le Tour du monde d'un sceptique* en 1926, et de Charles Dickens, *Le Baptême à Bloomsbury* en 1929 et *Esquisses* en 1930. Les parents du jeune Luchaire divorcent en 1916, alors que son père a déjà un fils de sa nouvelle compagne Maria Padovani, André, né en 1915. Sa mère se remarie avec Gaetano Salvemini, historien, professeur des Universités de Messine, Pise puis Florence. Militant socialiste, républicain convaincu, il est considéré comme un éveilléur de conscience pour ses élèves parmi lesquels Carlo Rosselli. Jean Luchaire baigne donc dès son plus jeune âge dans une famille de haute intelligence en lien direct avec certaines des plus importantes sphères politiques et culturelles françaises autant qu'italiennes.

## B. Une adolescence franco-italienne.

Les sources manquent pour connaître le détail de l'enfance et l'adolescence de Jean Luchaire. Son enfance fut tour à tour française et italienne sans que l'on puisse dater précisément les moments vécus dans chaque pays. A partir de 1908 son père partage son temps entre Grenoble et Florence<sup>16</sup>. C'est en Italie que Jean fait sa véritable éducation. Elle est constituée d'initiatives précoces en dehors des

---

12 Guy Caplat (dir.), *Les Inspecteurs généraux de l'instruction publique. Dictionnaire biographique, 1802-1914*, Institut national de recherche pédagogique, CNRS, Paris, 1986, p. 655-656.

13 Julien Luchaire, *Confession d'un Français moyen. 1876-1914*, tome 1, éditions du Sagittaire, Marseille, 1943.

14 Voir l'ouvrage d'Isabelle Renard issu d'une thèse, *L'Institut français de Florence (1900-1920) : un épisode des relations franco-italiennes au début du XXe siècle*, Rome Ecole française de Rome, Paris, de Boccard, 2001.

15 Guy Caplat (dir.), *Les Inspecteurs généraux de l'instruction publique au XXe siècle. Dictionnaire biographique, 1914-1939*. Institut national de recherche pédagogique, CNRS, Paris.

16 Julien Luchaire, *Confession d'un Français moyen. op. cit.*, p. 239.

cadres habituels donnés à un adolescent. Au cours de son procès en 1946, lors de l'énoncé de son parcours scolaire durant la Première Guerre mondiale, Luchaire tient à faire remarquer que sa scolarité ne fut pas suivie comme elle aurait pu l'être. Il déclare :

« [...] de 13 à 18 ans, je me suis en Italie, beaucoup plus occupé de propagande française et alliée, anti-allemande, que de mes études. »<sup>17</sup>

A Florence, la personnalité du jeune Luchaire s'épanouit dans un milieu culturel des plus riches, où les rencontres parmi les connaissances de ses parents lui permettent de nouer des amitiés solides. Ses premiers amis, dont l'ascendance familiale est tout aussi prestigieuse que la sienne, sont Gabriel-Edouard Monod-Herzen, le très jeune Léo Ferrero, ainsi que les frères Rosselli. Gina Lombroso a laissé des souvenirs précieux sur l'enfance de son fils Léo<sup>18</sup>. L'ouvrage présente les remarques d'une mère dans l'observation serrée des progrès intellectuels et des idées de son fils, depuis ses premières heures jusqu'à sa majorité. Les souvenirs des activités communes de Léo et de Jean Luchaire apportent quelques détails intéressants. La correspondance des Rosselli témoigne également d'une fidèle amitié<sup>19</sup>.

### C. Une première revue : *Les jeunes auteurs*, 1913-1918.

Avec Gabriel-Edouard Monod-Herzen, Jean Luchaire anime une petite revue confidentielle. Sur cette première expérience intellectuelle, le seul témoignage dont nous disposons, lointain et postérieur, est celui de Jacques Nels. C'est en rencontrant Luchaire et Monod-Herzen revenus à Paris au début des années vingt qu'il découvre ce qu'a été cette entreprise.

« Tout jeune, Jean Luchaire avait déjà la passion du journalisme. En 1913, il avait participé à Florence à la création d'un petit journal dactylographié, mi-français mi-italien, intitulé *Les Jeunes Auteurs*, dont il assurait la rédaction française avec Gabriel Monod-Herzen [...]. La jeune revue se développe, gagne en audience. En 1914, elle souligne la gravité des événements internationaux auprès d'un public italien neutre. »<sup>20</sup>

A la création de la revue, Jean Luchaire n'a que douze ans mais cette précocité ne ralentit en rien ses activités. L'objet de la revue est avant tout littéraire, le jeune Luchaire ayant semble-t-il un temps nourri le projet d'écrire des

---

17 *Les Procès de la collaboration : Fernand de Brinon, Joseph Darnand, Jean Luchaire : compte rendu sténographique*, Paris, A. Michel, 1948, p.359.

18 Gina Lombroso-Ferrero, *L'éclosion d'une vie. Notes sur Léo Ferrero-Lombroso, de la naissance à vingt ans*. Traduit avec la collaboration de Rose Celli, Georgette JJ Bernard et Henri Winckler, éditions Rieder, Paris, 1938.

19 Nello Rosselli, *Uno storico sotto il fascismo : lettere e scritti vari, 1924-1937*, a cura di Zeffiro Ciuffoletti, Firenze, la Nuova Italia, 1979, 197 p. Rosselli (famille), *Epistolario familiare : Carlo, Nello Rosselli e la madre, 1914-1937*. préf. a cura di Zeffiro Ciuffoletti ; introd. di Leo Valiani, Milano, SugarCo Edizioni, 1979. Rosselli (famille), *Politica e affetti familiari : Lettere di Amelia, Carlo e Nello Rosselli a Guglielmo, Leo e Nina Ferrero e Gina Lombroso Ferrero (1917-1943)* / a cura di Marina Calloni e Lorella Cedroni ; premessa di Giulio Sapelli ; trascrizione e trad. di Paola Ranzini, Milano Feltrinelli, 1997, 292 p.

20 Jacques Nels, *Fragments détachés de l'oubli*, Ramsay, 1989, p.86.

romans policiers<sup>21</sup>. Léo Ferrero y fait ses premières armes en écrivant des comédies<sup>22</sup>. Après la mort accidentelle de Léo en 1933, sa mère rend hommage à sa mémoire à travers deux ouvrages. En 1938 elle publie le journal de l'éducation de son fils<sup>23</sup>. L'héritage littéraire de Léo Ferrero est ensuite souligné avec la publication en 1943 à Genève d'un recueil des critiques de son œuvre<sup>24</sup>.

## II. L'éveil précoce d'une conscience politique.

Le milieu cosmopolite dans lequel grandit le jeune Luchaire à Florence est enrichi par la présence d'intellectuels européens en poste ou de passage. Chez l'historien Guglielmo Ferrero (1871-1942) et son épouse Gina Lombroso, fille du criminologue Cesare Lombroso, se croisent, entre autres, la famille Rosselli, Gaetano Salvemini, Julien Luchaire, alors directeur de l'Institut français, Arthur Spender, directeur de l'Institut britannique ainsi que de nombreux intellectuels italiens. La réflexion politique du jeune Luchaire se développe très tôt. Les familles Luchaire, Monod-Herzen et Ferrero se distinguent autant par un héritage culturel prestigieux que par des conditions sociales favorisant chez leurs enfants un éveil très jeune aux jeux de l'esprit. Les notes prises par Gina Lombroso sont à cet égard très représentatives. Elles témoignent autant de l'amour d'une mère que de l'extrême attention portée au développement intellectuel de l'enfant. Lors du début du conflit, alors que la France connaît l'Union sacrée, et l'Italie les premiers débats sur la nécessité de s'engager dans le combat pour lutter contre les impérialismes, Julien Luchaire et ses contacts s'engagent dans la propagande en faveur de l'entrée en guerre de l'Italie<sup>25</sup>. La description des événements entourant les débuts de la Première Guerre mondiale laisse à penser que le jeune Luchaire a vécu le déclenchement du conflit en France<sup>26</sup>. Luchaire décrit la rencontre des jeunes de son âge avec la réalité de la guerre lors de l'accueil des premiers blessés du front.

« Se souvient-on encore du désarroi fantastique provoqué, en septembre 1914, par l'afflux des vivantes victimes des premiers combats<sup>27</sup> ? »

Il n'est pas certain que Luchaire a personnellement assisté à ces événements. La particularité de l'écriture de Luchaire est de mêler son sort à celui de ses camarades d'âge, de mélanger dans le récit des éléments d'appréciations personnelles à ceux communs à l'ensemble de la jeunesse. La confusion entre la première personne du singulier, « Jean Luchaire », et la première personne du pluriel, « les jeunes », est soigneusement entretenue. D'autre part, Claude Aveline a connu, adolescent, cette expérience marquante de la rencontre et du soin à apporter aux blessés de guerre. Durant l'été 1915, le jeune Aveline est en

---

21 Gina Lombroso-Ferrero, *L'éclosion d'une vie*. op. cit. p.166.

22 Ibid. p.176.

23 Gina Lombroso-Ferrero, *L'éclosion d'une vie*, op. cit.

24 Gina Lombroso-Ferrero, *L'œuvre de Léo Ferrero à travers la critique*, Genève, P. E. Grivet, 1943, 320 p.

25 Julien Luchaire, *Confession d'un Français moyen*, Tome II, 1914-1950. Leo S. Olschiski Éditeur, Florence, 1965, p.23-25.

26 Jean Luchaire, *Une Génération réaliste*, op.cit., p.17 et suivantes.

27 Ibid.



vacances à Dinard et travaille une partie de la journée à l'hôpital militaire<sup>28</sup>. Par la proximité d'âge entre Aveline et Luchaire, ils sont tous deux de juillet 1901, et la puissante amitié qui les lie durant les années vingt, Luchaire a pu s'approprier ce souvenir comme témoignage de sa génération. Que ce souvenir soit personnel ou emprunté, la prise de conscience de la guerre n'en prend pas moins dans l'esprit de Luchaire une importance considérable, et dès lors, tient lieu de pierre angulaire de sa réflexion. Luchaire rappelle que, les autorités étant débordées, elles acceptèrent l'aide de ces jeunes hommes jusque là spectateurs lointains du conflit. La confrontation pour ces adolescents à la réalité des combats devenait un fait majeur de leur éducation.

« Ce fut une décision dont nos maîtres et nos mères ne pesèrent point les conséquences. Elle allait transformer en pacifistes des centaines de mille de petits garçons ou d'adolescents – parce qu'elles allaient leur faire toucher du doigt les misères physiques et morales de la guerre<sup>29</sup>. »

L'expérience de la guerre directe ou plus lointaine constitue l'élément déclencheur d'une pensée politique. Longuement expliquée dans son ouvrage de 1929, tout comme dans les premiers éditoriaux de *Notre Temps*, l'influence de la guerre sur la génération du tournant du siècle sert de grille d'interprétation dans tous les domaines de l'esprit. Cependant la conversion au pacifisme est loin d'être immédiate ou évidente comme l'écrit Luchaire en 1929. Au début de la guerre, l'heure est avant tout au patriotisme.

#### A. La Ligue latine de la jeunesse et la revue *Vita Latina*.

En 1916, la première revue de Jean Luchaire est imprimée<sup>30</sup> et accompagne sa deuxième initiative. Profitant du bouillonnement culturel qui l'entoure, et sans doute par mimétisme, le jeune Luchaire crée la *Ligue Latine de la Jeunesse*. Le témoignage de Gina Lombroso montre son fils Léo avant tout attiré par les activités littéraires, partageant son temps libre avec ses amis Jean Luchaire et Nello Rosselli, alors que Jean Luchaire est décrit comme déjà passionné par la politique.

« Mais Jean est de trois ans plus âgé que Léo et a une direction d'esprit toute différente. Il a fondé la « Ligue latine de la jeunesse » et s'occupe et se préoccupe de politique, ce qui n'est pas le cas de Léo. [...] Le mystère de l'organisation d'une ligue (que Jean connaît admirablement) ne l'intéresse pas, pas plus que la politique<sup>31</sup>. »

La naissance de cette première organisation de jeunesse se fait en même temps qu'une création paternelle. En effet, en mai 1916, Julien Luchaire crée avec Guglielmo Ferrero la *Revue des Nations Latines*. Cette revue est rédigée par des

---

28 Claude Aveline, *Moi par un autre : chronique d'une enfance et d'une adolescence dans les XX premières années de ce siècle*, P. Bordas et fils, 1988, avec la participation de Nicole Toussaint Du Wast, p.142.

29 Jean Luchaire, *Une Génération réaliste*, *op.cit.*, p. 18.

30 Jacques Nels, *Fragments*, *op.cit.*, p.86.

31 Gina Lombroso-Ferrero, *L'éclosion d'une vie*, *op.cit.*, p. 162.

Français et des Italiens et paraît jusqu'en avril 1919<sup>32</sup>. Elle eut des collaborateurs prestigieux comme Gaetano Salvemini, Giuseppe Prezzolini ou Benjamin Crémieux. D'après Jean Luchaire la « Ligue Latine de la Jeunesse » est fondée le 31 mars 1916<sup>33</sup>, elle aboutit à l'adhésion de plus de 5000 membres, « dont les deux tiers d'Italiens » autour de « cinquante sections », disposant pour certaines d'une salle de lecture et d'une bibliothèque franco-italienne. La Ligue aurait ainsi permis l'organisation de « centaines de conférences et de manifestations franco-italiennes »<sup>34</sup>. La Bibliothèque Nationale Centrale de Florence garde dans ses archives un exemplaire du *Bulletin de la ligue latine de la jeunesse et du mouvement interlatin*, daté de janvier-mars 1918, portant le n°1, ainsi qu'un opuscule de 16 pages, également daté de 1918, reproduction d'une conférence de Jean Luchaire devant la section de Grenoble, sur le thème de « La jeunesse et l'Union latine »<sup>35</sup>. La conférence de Grenoble a lieu en octobre 1917 et a pour objet de présenter la Ligue dans ses grandes lignes à un public non encore acquis. Si Luchaire admet se heurter à une certaine indifférence en France, il n'en annonce pas moins l'existence dans les deux pays d'une trentaine de comités regroupant 3000 membres. Il annonce fièrement qu'après « vingt mois de travail », elle est « la plus grande des sociétés de jeunes » dont « l'influence est incontestable et reconnue ». Malgré l'enthousiasme de Luchaire, il faut sans doute revoir l'ensemble de ce bilan à la baisse.

Cette ligue est conçue comme une entreprise patriotique. Elle correspond parfaitement à son jeune créateur qui possède la double culture franco-italienne, elle s'intègre également dans la géopolitique du moment en vantant les mérites de l'entrée en guerre de l'Italie. La finalité de cette ligue est d'assurer « le sauvetage d[es] Patries Latines » et de leur héritage culturel. Luchaire voit dans l'évolution des nations européennes un danger pour la France et l'Italie. En effet, celles-ci, dont les populations ne dépassent pas les quarante millions d'habitants, ne sauraient rivaliser avec les grands ensembles que constituent l'Empire britannique, l'Allemagne et ses quatre vingt millions d'habitants ou encore la Russie. Cette Union Latine serait alors tournée vers les idéaux « de science, de gloire, de liberté et d'amour ». Le contexte persistant de la guerre impose en outre de prévoir le rôle de chacune des nations dans l'avenir. La réflexion est alors toute entière tournée vers une organisation européenne capable d'assurer la paix. Luchaire récuse l'équilibre européen de 1914 qui aboutit à la guerre et préconise, dans une situation qu'il admet « idéale », un « déséquilibre » qui verrait le bloc germanique dominé par un bloc formé de l'Empire britannique et de l'Union latine. Pensé comme une construction « nécessaire [...] à la paix du monde et à l'Humanité<sup>36</sup> », ce projet démontre la précocité de réflexion de l'adolescent quant

---

32 Se reporter à Christophe Charle, « Enseignement supérieur et expansion internationale (1870-1930) : des instituts pour un nouvel empire ? », in Johan Heilbron, Remi Lenoir et Gisèle Sapiro (sous la dir. de), *Pour une histoire des sciences sociales : Hommage à Pierre Bourdieu*, Paris, Fayard, 2006, p.333, 337-338.

33 La Jeunesse et l'Union latine, *Opuscule de la Ligue latine de la Jeunesse*, n°2, 1918.

34 Luchaire, Jean, *Une Génération réaliste*, op.cit., p.55.

35 Nous n'avons pas pu consulter ce bulletin n°1 de janvier-mars 1918 et c'est grâce à Etienne Deschamps et Olivier Dard que le texte de la conférence de Grenoble nous est parvenu, nous les en remercions vivement.

36 La Jeunesse et l'Union latine, *Opuscule de la Ligue latine de la Jeunesse*, n°2, 1918, p.4.

aux questions de politique internationale. En tant qu'observateur et commentateur de la guerre en Europe, Luchaire fonde l'espoir d'une paix définitive entre ses membres. Il incombe alors aux Alliés de mener à bien cette mission morale considérée comme supérieure.

« Eux que le danger a réunis en une alliance fraternelle devront, après avoir écrasé les auteurs responsables de cette boucherie, faire ce que nos aïeux de 93 tentèrent de réaliser, poussés par une idée dont la grandeur n'a pu être dépassée, ils devront déclarer la Paix au monde ! Quel titre de gloire pourrait être plus sublime que celui-là ? Quelle meilleure preuve de noblesse et de la justice de nos buts de guerre? »

Il faut souligner ici les points dans cette conférence qui mettent en lumière les aspirations du jeune Luchaire. La Ligue est conçue pour mener un travail de propagande internationale via les conférences et l'édition de petits livrets en France et en Italie. Luchaire détaille la stratégie afin de favoriser l'Alliance franco-italienne, base de l'Union latine.

« [...] il fallait naturellement organiser en France une propagande italienne et en Italie une propagande française en cherchant à augmenter ainsi la connaissance mutuelle des deux pays, et enfin agir de telle façon qu'il se formât dans l'esprit de nos camarades un courant d'idées favorables à notre idéal<sup>37</sup>. »

Cette propagande s'adresse à la jeunesse et souligne les espoirs placés en elle. Luchaire insiste sur le rôle décisif que doit jouer la jeunesse. Ainsi explique-t-il au public grenoblois que l'entrée de l'Italie dans le conflit européen aux côtés des Alliés est due à l'agitation menée par les étudiants italiens aux côtés des intellectuels, une activité qui aurait été en contraste avec l'immobilisme de la bourgeoisie, des ouvriers et des paysans.

« La lutte fut livrée par la jeunesse et gagnée par la jeunesse<sup>38</sup>. »

En guise d'illustration, Luchaire signale que parmi les sept fondateurs italiens de la Ligue, cinq sont combattants. Le rôle de la jeunesse doit également s'affirmer dans la construction de l'avenir eu égard aux sacrifices des combattants.

« N'oublions pas que ceux qui se battent, le font pour nous permettre de préparer l'après-guerre. [...] L'avenir est à nous mais nous devons l'édifier<sup>39</sup>. »

La forme politique de l'Union latine n'est pas encore arrêtée. Luchaire reconnaît ses lacunes en droit comme en économie et évoque plusieurs possibilités, « une Alliance Défensive Latine » ou bien une « Alliance totale, avec abolition des droits de douanes et création de lois militaires communes<sup>40</sup> ». Le poids du contexte mène Luchaire jusqu'à des réflexions nationalistes ouvertement germanophobes. A propos des « martyrs italiens » du régime autrichien, Luchaire évoque la « Longue liste funèbre, larges gouttes sanglantes tombant sur la couronne pourrie des Habsbourg ». Afin de parfaire l'image de l'Italie, au rôle salubre dans la guerre et dont les aspirations sont si proches de celles de la

---

37 *Ibid.*, p.7.

38 *Ibid.*, p.9.

39 *Ibid.*, p.15.

40 *Ibid.*, p.14.

France, Luchaire utilise les images patriotiques censées parler aux Français.

« Trente, Trieste, l'Istrie attendent. Vous savez quelles sont ces provinces, l'Alsace et la Lorraine italiennes. Elles tiennent dans l'âme de la péninsule une place dominante. Toutes les cruautés, tous les raffinements de barbarie qu'ont inventés les Allemands pour torturer l'Alsace, les Autrichiens les ont perfectionnés et appliqués à Trente et Trieste. »

Sans vouloir interpréter des opinions de jeunesse, il faut souligner ici les talents de conférencier de Luchaire. Il mobilise également Rome et son héritage sur un mode lyrique.

« Oh ! Non, le vieux sang latin ne s'est pas épaissi, oh ! Non, la vieille race séculaire ne s'est pas éteinte ! Les descendants de Rome sont dignes d'elle, la tradition se perpétue, toujours plus glorieuse, toujours plus forte...<sup>41</sup> ».

Le jeune Luchaire, à peine âgé de seize ans, possède également le goût et l'art de citer des épisodes romanesques afin d'asseoir pleinement sa démonstration.

« Je me rappelle qu'une nuit, causant avec des soldats italiens qui retournaient au front et leur ayant dit que j'étais français, le plus âgé se leva brusquement, me tendit sa main durcie par la pioche et me dit : – Faites moi l'honneur de me serrer la main ! Il avait les larmes aux yeux – et moi aussi. »

Ainsi ressort de cette conférence les premières implications politiques du jeune Luchaire. Cette activité de propagande internationale, qui déjà envisage la paix et les formes européennes de son organisation, témoigne en premier lieu d'un immense espoir fondé en l'avenir. L'expression « déclarer la paix » est à ce sujet suffisamment évocatrice, comme si la paix devait avoir le même retentissement que la guerre. En outre, le rôle premier dévolu à la jeunesse dans la construction de l'avenir est un des piliers de la démarche de Luchaire. Ainsi est mise en route, dès 1917, une activité de propagande en faveur de la paix et en direction de la jeunesse. Les réflexions nationalistes sont à mettre au compte des effets de manche du conférencier, leur utilisation étant requise par les circonstances. Cependant Luchaire incrimine clairement l'Allemagne et l'Autriche, leur responsabilité dans le déclenchement du conflit ne fait alors aucun doute, puis il met en scène l'opposition des nations civilisées à celles barbares. On ne trouve ici nulle trace de pacifisme et les projets de paix ne sont envisagés qu'après une victoire juste. Le dessein de la ligue prendrait alors tout son sens à travers l'invitation des jeunesses françaises et italiennes à participer à l'organisation future du continent.

Le journal intime de Léo Ferrero, cité par sa mère, indique à la date du 28 janvier 1917 qu'il entreprend la rédaction d'une comédie pour le compte des *Jeunes Auteurs*<sup>42</sup>. C'est à la fin de la guerre que la petite revue littéraire *Les Jeunes Auteurs* se transforme et devient une revue politique et littéraire sous le

---

41 *Ibid.*, p.13-14.

42 Les Archives et Musée de la Littérature (AML) à Bruxelles conservent parmi les publications dues à Luchaire deux exemplaires des *Jeunes Auteurs*, le n°3 d'avril-mai 1917 et le n°4 de juin-juillet 1917, AML, MLR 05997 FG.

titre *Vita Latina*. Elle est à la fois la « Revue de la jeunesse franco-italienne<sup>43</sup> » et l'organe de la Ligue latine de la jeunesse, une note précise cependant que seul le *Bulletin* expose les vues officielles du Comité général de la Ligue. Luchaire mène donc deux entreprises parallèles et tente de les réunir sous un même titre.

Au lendemain de la guerre se propage en Italie une vive déception, le pays se sent privé des fruits de sa participation au conflit. Ceux plaidant pour une victoire raisonnée sont traités de « *rinunciatarii* » et parmi eux, les familles Ferrero et Gaetano Salvemini. De même les enfants sont victimes du même ostracisme ce qui ne les empêche nullement de poursuivre leurs activités. Jean Luchaire et Léo Ferrero se distinguent au sein d'un club de discussion monté au lycée. Ils se montrent les plus intéressés à la discussion et à la confrontation d'idées, les plus prolixes également, et soulèvent autour d'eux un courant de sympathie. Luchaire en profite pour prolonger l'expérience dans un club dédié aux jeunes.

« Jean, qui est très organisateur, en profite pour se faire concéder une salle et fonder une société « *I giovani oratori* », où il invite des jeunes gens à discuter leurs idées, lire leurs poésies, etc. Léo y lit beaucoup de poésies [...]»<sup>44</sup>. »

Ici nous pouvons dresser un premier bilan des activités du jeune Luchaire. Selon le témoignage de Gina Lombroso, il semble que Jean Luchaire ait un rôle moteur au sein de ses fréquentations et des qualités d'organisation qui permettent le développement d'activités littéraires et politiques en direction de la jeunesse. Si le discours est un temps marqué par un patriotisme des plus virulents, sans doute de circonstance, la réflexion est cependant orientée vers la paix et son organisation internationale dans le futur. A la veille de s'établir en France, Jean Luchaire, encore mineur, a déjà accumulé une expérience remarquable.

De passage à Paris à l'été 1919, Jean Luchaire passe un baccalauréat de français. Depuis Florence, il a déjà chargé Gabriel-Edouard Monod-Herzen de poursuivre les efforts pour développer la Ligue latine en France. Monod-Herzen, qui a passé une partie de sa jeunesse avec sa mère à Florence et une autre en France auprès de son père, assure la convergence des talents au profit de *Vita Latina*. En juillet 1919, il organise la rencontre de ses amis de Paris, Claude Aveline et Oscar-Paul Gilbert avec Jean Luchaire. La Ligue latine est toujours d'actualité mais elle est restée au stade des préparatifs en France. Le témoignage de Claude Aveline indique que le bilan de la Ligue latine est encore maigre et contredit les affirmations de Luchaire.

« A cette réunion, je me trouvai devant le triumvirat qui mettait sur pied la section française, future section mère, de la "Ligue latine de la Jeunesse"<sup>45</sup> ».

Luchaire débarque à Paris et ne met guère de temps à séduire son entourage.

« Gabriel continua de jouer le messenger, avant de nous réunir dès que Luchaire eut débarqué à Paris, principale étape de son été en France. Grand, le visage rond, les cheveux blonds, les yeux doux, la voix pleine, ses entreprises lui

---

43 *Vita Latina* (*Les Jeunes Auteurs*), n°1, janvier 1919, AML, MLR 05996 FG.

44 Gina Lombroso-Ferrero, *L'éclosion d'une vie*, op.cit., p. 222.

45 Claude Aveline, *Moi par un autre*, op.cit. p.291.

avaient donné une assurance chaleureuse à moins que ce ne fut le contraire, mais le résultat était le même : Il plaisait à tout le monde, aux parents les premiers. Ma mère dira bientôt : "Aucun de tes camarades n'est plus attentif et prévenant à l'égard des vieilles personnes<sup>46</sup>". »

Jacques Nels a lui aussi laissé un témoignage précieux sur l'itinéraire de Jean Luchaire.

« Venu en France, Jean Luchaire avait hâte d'entreprendre, et avec plus d'ampleur, une action dans le sens de celle qu'il avait menée en Italie. Mes idées n'étaient pas loin des siennes, il m'a vite convaincu<sup>47</sup>. »

Les souvenirs de Nels ne précisent pas les idées en question mais laissent une très grande place à la personne de Jean Luchaire. Signe d'une amitié très forte, féconde de nombreux projets, elle témoigne de l'envergure du jeune personnage arrivé d'Italie, débordant d'enthousiasme et d'initiatives. Le témoignage d'Aveline est à la fois vivant par les portraits de ses camarades et précieux par ses remarques sur le fonctionnement du groupe.

« J'étais entouré de précoces. Et déjà en ce temps il [Luchaire] estimait qu'une revue devait être avant tout l'organe d'information et de propagande d'un *groupe*, et il fondait le groupe, alors la "Ligue latine de la jeunesse", président du conseil d'administration Jean Luchaire – à quatorze ans – vice-président français Monod, italien Léo Ferrero-Lombroso [...] ».

Aveline pose un regard amusé sur la grandiloquence et le sérieux des jeunes entreprises de Luchaire, tout en dévoilant des détails intéressants.

« Devant les sept ou huit membres de son conseil, Luchaire prononçait des discours. Un exemple : "Unies dans la guerre, la France et l'Italie resteront unies dans la paix pour répandre dans le monde par leurs langues, leurs arts et leurs sciences la Civilisation latine dont elles seront toujours les puissantes gardiennes. Puisse l'année 1916 apporter avec elle, la réalisation de tous ces souhaits ! (très bien, applaudissements)"

Oui, dès le berceau, il se jugeait destiné, non pas à former une quatrième génération penchée sur l'histoire ancienne – tout passé même le plus proche était pour lui de l'histoire ancienne – mais à influencer sur les événements de son propre temps, de ces temps successifs qu'il s'efforcera de croire ou de faire croire nouveaux<sup>48</sup>. »

Claude Aveline rapporte l'image de Jean Luchaire toujours préoccupé par les suites possibles de ses entreprises. Ses objectifs sont clairs et il conseille Monod-Herzen dans ce sens.

« Cherche maintenant des articles de critique littéraire, philosophique, politique. Et des gens capables de développer largement, puissamment le programme contenu dans le chapitre "Clarté" de *Clarté* qui correspond au programme que je me suis fixé. Des idées, des manières d'idées. Les vers et la

---

46 *Ibid.*

47 Jacques Nels, *Fragments*, *op.cit.*, p.91.

48 Claude, Aveline, *Moi par un autre* *op. cit.*, p.289.

littérature passent après. Agir<sup>49</sup>. »

Littéraires et publicistes se côtoient dans la revue, cependant les buts de chacun sont différents. Or, Luchaire n'entend pas se limiter à la publication d'œuvres littéraires. Si la jeune littérature est indispensable à la présentation de la jeunesse intellectuelle, le propos principal doit rester politique. Malgré des sensibilités et des buts personnels différents, le dynamisme de Luchaire permet de réunir les amis dans un projet commun. Les littéraires espèrent ainsi pouvoir publier leurs premières œuvres, et les publicistes développer une réflexion politique afin de gagner en audience. Comme nous le confie Claude Aveline, ils trouvent ensemble une force supplémentaire et une identité nouvelle.

« Maintenant, je ne me rêvais plus qu'à l'intérieur d'*un groupe*. Non pas un de ceux auxquels on ne peut donner qu'une cotisation parce qu'ils sont trop vastes et faits par des illustres, *Clarté* par exemple. Je croyais avoir trouvé le mien dans la "Ligue Latine de la Jeunesse"<sup>50</sup>. »

Mais très vite, le groupe réuni en France par Luchaire et Monod-Herzen doit reconnaître l'échec de la Ligue latine. Aveline rapporte les conditions de l'abandon du projet<sup>51</sup>.

« Luchaire absent, je vis ses deux triumvirs déçus et même fâchés contre lui : il les accusait du peu de vitalité de la section française ! "En Italie, avait-il écrit à Monod, on fait une ligue, on se réunit pour parler, et ça marche." Monod ajoutait "C'est vrai, étonnamment. Les Italiens sont un peuple de bavards incorrigibles, ils font de la gymnastique buccale, et c'est tout." Gilbert certifiait : "La Ligue est à l'eau". »

Oscar-Paul Gilbert, toujours en quête de débouchés pour publier, se tourne ensuite vers *La Forge*, l'organe de la Ghilde *Les Forgerons*<sup>52</sup>. Le mouvement Clarté<sup>53</sup> a exercé à ses débuts une puissante attraction sur les intellectuels et la jeunesse en ralliant de larges soutiens avant son orientation spécifiquement communiste<sup>54</sup>. Cette initiative nouvelle, hors de tous les partis traditionnels, basant son action sur l'alliance des intellectuels, la primauté de la culture et une vision politique internationaliste, avait de quoi plaire aux jeunes intellectuels français soucieux de s'intégrer au débat public au lendemain de la guerre. Aveline rencontre Barbusse au printemps 1919, sur l'initiative du Veneur, l'un des frères Jaeger, inconditionnel de Clarté. Il se reconnaît pleinement dans les valeurs énoncées. Les idéaux de culture, de renouveau et d'internationalisme sont justement celles naissantes chez lui et ses camarades d'âge.

---

49 *Ibid.*, p.290.

50 *Ibid.*, p.311.

51 *Ibid.*, p.311.

52 Christophe Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre : 1900-1938*, Seuil, 1993, p.167-171.

53 Sur les débuts du mouvement Clarté se reporter à Annie Kriegel, « Aux origines du mouvement Clarté », *Le Mouvement Social*, n°42, janvier-mars 1963 ; Christophe Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre 1900-1938*, Seuil, L'Univers historique, 1993, p. 192-197 ; Nicole Racine-Furlaud, « Du mouvement à la revue *Clarté* : jeunes intellectuels « révolutionnaires » de la guerre et de l'après-guerre 1916-1925 », dans « Générations intellectuelles », J-F Sirinelli (dir.), *Cahiers de l'IHTP*, n°6, novembre 1987, p.19-28.

54 Lire également Nicole Racine-Furlaud, « Une revue d'intellectuels communistes dans les années vingt : « Clarté » (1921-1928) » in *Revue française de science politique*, n°3, 1967, p.484-519.

« Nous adhérâmes aussitôt, heureux de nous voir acceptés, désirés<sup>55</sup>. »

Aveline s'abonne à la revue dès le premier numéro d'octobre 1919, attiré autant par les formules employées, telles que « La famille des esprits libres » ou « l'Internationale de la pensée », que par les collaborations prestigieuses de Dorgelès, Duhamel, Séverine, HG Wells ou encore Vaillant-Couturier.

« Elle disposait de moyens incomparables, son programme était le nôtre, la majorité d'entre nous y avait adhéré<sup>56</sup> ! »

Pourtant le contexte politique est tout autre et le 16 novembre le Bloc national donne à la France la chambre bleu-horizon. Aveline la qualifie de « l'assemblée la plus conservatrice qu[e la France] eut connue depuis celle de Versailles ».

## B. *Vita*, 1919.

Dans le contexte des révoltes européennes et d'une certaine vigueur des projets internationalistes de l'année 1919, Luchaire transforme sa revue. De *Vita latina*, elle devient « *Vita* tout court » afin de « montrer son universalité<sup>57</sup> ». Si le contexte a fortement joué, il faut également lire ici l'échec de la Ligue latine de la jeunesse, dont la greffe n'a sans doute jamais pris en France. Cependant il s'agit d'une transition en douceur, les adresses de la direction et de l'administration de la revue étant toujours situées à Florence. La revue est éditée dans les deux langues, et la participation est autant italienne que française. *Vita* est d'abord publié à Florence dans sa troisième série. On trouve dans le numéro deux daté du 20 mai 1919 les signatures de Léo Ferrero, Oscar-Paul Gilbert, Piero Gobetti, Jean Luchaire et Carlo Rosselli. Luchaire dévoile le début de sa réflexion politique dans « Note but<sup>58</sup> ». La revue se fixe un double objectif, littéraire et politique avec la « prétention » de se préparer à « une action ». La politique internationale qu'il entend défendre avec *Vita* s'articule autour des mots d'ordre : « Union latine, Société des Nations, avec abolition des armements et des armées nationales, application du libre-échange, pour l'idée wilsonienne des colonies, pour l'observation du principe des nationalités, pour la suppression des égoïsmes nationaux et pour le concept mazzinien de la Patrie ». Le premier numéro de *Vita* préparé conjointement à Paris et à Florence sort le 25 décembre 1919<sup>59</sup>. La petite revue propose dans ses quarante-huit pages des compositions littéraires et des réflexions sur l'art, la nation et les suites de la guerre avec au sommaire les noms de Jean Luchaire, Claude Aveline, Léo Ferrero et les amis florentins Alessandro Pavolini et Carlo Rosselli. La deuxième de couverture livre la liste des collaborateurs français et italiens de la revue : Claude Aveline, Herzen, Gabriel d'Auriac, O-P Gilbert, Philippe Crouzet, Jacques Nels, Guy G. Crouzet, Emile, Sylvie Lacombe, Georges Machin, Jean-Paul Vincent, Alessandro Pavolini\*, Pi. Fi. Gomez\*, Ivo Carlo Meucci, Paolo Flores, Piero Gobetti, Alessandro

55 Claude, Aveline, *Moi par un autre*, op. cit., p.277.

56 *Ibid.*, p.315.

57 Jacques Nels, *Fragments*, op. cit., p.86.

58 JL, « Notre but », *Vita*, an VII, série III, n°2, 20/05/1919, Firenze, col.52.

59 *Vita*, an VIII, série IV, n°1, 25/12/1919.



Ghelli, Giuseppe Fonterossi, Thayaht, Leo Ferrero Lombroso, Carlo Rosselli, Mario Tarducci, Ferdinando Ferrè, Roberto Maino, Waldo Murri. Une note précise que les personnes dont le nom est suivi d'un astérisque, à savoir Pavolini et Gomez, n'apportent à la revue qu'une collaboration littéraire et sont en total désaccord avec les idées de la direction<sup>60</sup>. Nous sommes en présence de la dernière entreprise proprement franco-italienne de Jean Luchaire. Les participants sont issus des cercles d'amis de Florence. Gomez et Pavolini sont cités comme camarades de classe de Léo Ferrero<sup>61</sup>. La liste est remarquable par la diversité des noms. Et dans un contraste propre aux entreprises de Luchaire, elle regroupe, avec les participations de Gobetti, Ferrero, Pavolini et Rosselli quelques-unes des figures marquantes de la littérature et de la politique italienne de l'entre-deux-guerres. Dans le même temps, le premier groupe d'amis en France s'étoffe progressivement, l'arrivée la plus remarquable étant ici celle de Guy Crouzet. Dans ce numéro de *Vita*, Luchaire rédige quatre articles sur douze au sommaire, dont deux sont des livraisons littéraires signées Gabriel d'Auriac<sup>62</sup>, un pseudonyme inspiré du nom de sa mère. Dans les deux articles de politique qu'il signe Jean Luchaire, il développe d'abord une critique du nationalisme français puis il vante l'amitié qui lie la France et l'Italie. Dans « L'orgueil national », article qui ouvre la revue, Luchaire se penche sur les suites de la guerre et du Traité de Versailles. Il dénonce la politique de paix de la France, et compare les sentiments qui l'animent, qualifiés d'« orgueil », au nationalisme haineux de l'Allemagne du début du conflit.

« Et les peuples oublièrent. Un pacte fut signé, où chacun, voulant être *au-dessus* des autres, chercha à opprimer des êtres humains. Chaque nation victorieuse, loin de la douleur quotidienne, se crut plus victorieuse, plus noble, plus grande que les autres<sup>63</sup>. »

Luchaire dénonce la persistance depuis la fin de la guerre d'un climat fait de mépris et de haine entre les anciens belligérants, incapables de se réconcilier malgré le sort commun de leurs nations.

« Et, oubliant tous les morts qui étaient morts en commun, qui dormaient en commun, les uns égaux aux autres en tristesse et en gloire, chacun se sépara de ses frères, découvrit en eux des défauts incorrigibles, des vices, des faiblesses. On s'enorgueillit comme avant, on méprisa comme avant, on s'isola comme avant, sur les tombes toutes semblables. »

La critique s'adresse à tous les pays, et si l'Allemagne est prise comme exemple, le reproche de Luchaire concerne également la France.

« [...] source de malheurs et de lutte, l'orgueil national, qui génère toujours à un moment donné la folie et le "*Deutschland über alles*" de chaque nation<sup>64</sup>. »

Le second article de Luchaire est une « Lettre ouverte à M. Giovanni Papini » dans laquelle il entend répondre à un article paru en juin dans *La Vraie*

---

60 « I nomi segnati coll'asterisco sono quelli dei collaboratori letterari che dissentono fondamentalmente dalle idee della Direzione di Vita ». *Vita*, An VIII, Série IV, n°1, 25/12/1919, p.2.

61 Gina Lombroso-Ferrero, *L'éclosion d'une vie. op. cit.*, p.169.

62 Claude Aveline, *Moi par un autre, op. cit.*, p.291.

63 Luchaire, « L'orgueil national », *Vita*, n°1, Série IV, An VIII, 25/12/1919.

64 *Ibid.*

Italie. Cette revue a joué un rôle important durant la guerre pour l'intervention italienne et exprime à partir de 1919 les sentiments répandus de déception et d'animosité envers la France pour sa gestion de l'après-guerre<sup>65</sup>. Giovanni Papini est en outre un vieil ami de Julien Luchaire qu'il a côtoyé avant-guerre au sein des revues *Leonardo* puis *La Voce*<sup>66</sup>. Luchaire se veut rassurant et témoigne qu'en France il n'existe aucun état d'esprit anti-italien. De retour en France « depuis deux mois », Luchaire déclare avoir « étudié attentivement le sentiment populaire français au sujet de l'Italie ». Cet article est intéressant car Luchaire se présente comme étant « loin d'être un Français chauvin » et déclare ne ressentir aucun « amour propre national<sup>67</sup> ». Ces déclarations confirment celles contenues dans son précédent article condamnant toute forme de supériorité nationale. Cependant, l'idée d'un lien politique et culturel étroit entre l'Italie et la France, idée que Luchaire défend depuis son adolescence, et qui s'inscrit d'une manière générale dans un mouvement de lutte contre l'influence germanique, reste, en 1919, une de ses préoccupations courantes.

Les livraisons de Claude Aveline, « L'art et l'action » et celle de Luchaire, « L'action et l'art » correspondent à un débat entre les deux jeunes hommes sur la place à accorder à chacune de ces deux idées. Cette discussion révèle des attitudes fort différentes. On se rappelle que lors de la préparation de la revue Luchaire avait émis le souhait de privilégier l'action et la politique alors qu'Aveline entendait ne rien céder de son souci de la forme. Cette amicale controverse, qui fâche Aveline sur le moment, a révélé chez lui une question déterminante dans son engagement littéraire et politique. L'action ne pouvant se suffire à elle-même, la question de l'esthétique prime nécessairement<sup>68</sup>. Dans ce numéro de *Vita*, on note l'évolution du discours politique de Jean Luchaire qui a abandonné toute référence au patriotisme du temps de guerre. L'idée d'union latine est remplacée ici par un discours valorisant l'amitié liant les deux peuples au-dessus des Alpes. La critique vigoureuse qu'il dresse de la politique des pays européens semble être l'expression de son désarroi devant des réalités qui condamnent ses illusions d'un monde définitivement pacifié. *Vita* se poursuit en 1920 dans un double et semble-t-il ultime numéro avec la parution de la pièce en trois actes d'Oscar-Paul Gilbert, « Le Triomphe de la Haine ». La quatrième de couverture nous est précieuse pour suivre l'actualité du cercle réuni autour de Luchaire.

« Sous ce titre paraissent chaque mois des cahiers de 48 pages, formés soit d'une série d'articles et d'études soit d'un seul ouvrage inédit. Les cahiers de « Vita » voudraient être le centre de ralliement de toute une élite de la nouvelle génération, qui, élevée par la guerre, cherche à dégager de cette leçon des principes de paix et de fraternité universelles, et considère que la loi humaine est loi de collaboration et non loi de guerre, de travail et non de jouissance, d'égalité

---

65 Sur *La Vraie Italie*, CF Amotz Giladi (CSE, Paris), "Marginalisation de l'avant-garde littéraire italienne en France, 1900-1920 : le cas de La Vraie Italie", *TRANSEO*, Numéro 01 - Janvier 2009, URL: <http://www.transeo-review.eu/Marginalisation-de-l-avant-garde.html>, Date de mise en ligne: 12 mai 2010.

66 Julien Luchaire, *Confession d'un Français moyen*, Tome II, op. cit., p.243.

67 Luchaire, « Lettre ouverte à M. Giovanni Papini », *Vita*, n°1, Série IV, An VIII, 25/12/1919, p.13.

68 Claude Aveline, *Moi par un autre*, op. cit., p. 290.

naturelle et non d'égoïsme et de privilège de classe<sup>69</sup>. »

La liste des collaborateurs ne laisse plus apparaître que le nom d'un seul Italien, Franco Passigli, administrateur de la revue alors qu'elle est toujours imprimée à Florence. Le cercle s'est resserré et la seule arrivée est celle de Roland Gagey. Sa présence est intéressante à plusieurs titres. Roland Gagey fait partie des créateurs du groupe Clarté lors d'une réunion inaugurale qui s'est tenue dans la salle des « Jeunesses républicaines du III<sup>e</sup> » rue Dupetit-Thouars le jeudi 4 septembre 1919<sup>70</sup>. Elle confirme les liens entre les amis réunis autour de Luchaire, le groupe Clarté et les jeunes militants républicains. À défaut de produire une réflexion politique parmi ses membres, la revue *Vita* réussit avant de disparaître à publier ses jeunes auteurs. En 1920, une étape importante de l'itinéraire de Jean Luchaire est franchie. La transition de Florence à Paris n'a pas permis la mise sur pied d'un groupement politique réunissant les amis des deux pays. L'Italie et ses collaborateurs s'éloignent et il faut attendre la rencontre avec des groupements divers pour constater le développement d'une réflexion politique plus large.

## **Chapitre deux. La maturation politique de Jean Luchaire.**

### **I. Les essais pour une représentation de la jeunesse française.**

#### **A. Le dynamisme multiforme de Jean Luchaire.**

##### **a) Mariage et premier emploi.**

Luchaire commence des études de droit rapidement interrompues<sup>71</sup>. En 1920, il se marie avec Françoise Besnard, la petite fille du peintre Albert Besnard. Jacques Nels a raconté les moments de jeunesse où le groupe d'amis, composé également de Georges Van Parys et des trois sœurs Besnard, Françoise, Doudou et Didi, se réunissait Cour de Rohan, chez Lita Besnard. La mère de Françoise, veuve de guerre, peintre elle-aussi, est très connue des milieux littéraires et artistiques parisiens et se montre très hospitalière. Elle laisse alors cette jeunesse organiser des « surprises-parties<sup>72</sup> » dans son atelier. Entre Françoise et Jean ce fût « le coup de foudre » et ils s'installent dans un petit appartement de la rue Rotrou<sup>73</sup>. Le témoignage de Jouvenel est davantage pittoresque.

« [...] il l'avait quasiment enlevée lorsqu'elle avait seize ans, l'aimait passionnément et il l'aimerait toujours, quoique avec la plus abondante infidélité<sup>74</sup>. »

Nels raconte que le jeune Luchaire doit son premier emploi aux relations politiques de sa mère.

---

69 O-P Gilbert, « Le Triomphe de la Haine », *Cahiers Vita*, n°2-3, Florence, 1920.

70 "Les réunions de Clarté", *Clarté*, n°1, 11/10/1919, p.3.

71 *Les Procès de la collaboration*, *op.cit.* p.359. AN, F7 15327, interrogatoire de Jean Luchaire, Nice, 02/07/1945, p. 2.

72 Jacques Nels, *Fragments*, *op. cit.*, p.72.

73 *Ibid.*, p. 83.

74 Bertrand de Jouvenel, *Un voyageur dans le siècle*, Robert Laffont, 1980, p.81.

« Il venait d'arriver de Florence [...]. Il arrivait à Paris avec sa mère divorcée et accompagnée de son second mari, le célèbre professeur Salvemini [...]. Madame Salvemini, née Dauriac, avait de puissants appuis dans les milieux radicaux. Elle était une amie d'Edouard Herriot. Celui-ci fit nommer Jean au Secrétariat d'État aux Beaux-arts, qui dépendait du Ministère de l'Instruction publique<sup>75</sup>. »

Jean Luchaire travaille un temps à l'administration des Beaux-Arts. Son père Julien est alors chef de cabinet d'André Honnorat, ministre de l'Instruction Publique (1920-1921). Mais il n'y reste qu'un an et demi<sup>76</sup>. Dans ses mémoires Julien Luchaire écrit qu'il est d'abord nommé directeur de l'enseignement au ministère des Colonies par Henry Simon. Puis à la chute du cabinet, il est appelé par André Honnorat, ministre de l'Instruction publique, pour diriger son cabinet. Poste qu'il occupe jusqu'à la chute du ministère Leygues, le 12 janvier 1921.

Jean Luchaire poursuit un autre apprentissage, politique celui-là, au sein des groupes naissants des « nouvelles relèves ». Cette activité plurielle, faite de la multiplication des participations, s'avère primordiale dans l'itinéraire de Luchaire. Il additionne les expériences avec le double bénéfice d'accroître sa connaissance des problèmes contemporains et de se constituer un solide réseau d'amitiés. Cet apprentissage politique se fait au contact des associations de jeunesses de gauche par la fréquentation de cercles de réflexion animés par des étudiants.

Luchaire et ses compagnons de formation s'expriment au sein de groupes informels souvent éphémères, par le biais de manifestes et d'appels s'adressant à toute la jeunesse française et européenne. Un travail de propagande censé s'adresser au plus grand nombre accompagne et fait connaître leurs initiatives. Quand les conditions le permettent les jeunes groupements éditent bulletins ou revues au tirage souvent confidentiel et à la durée de vie très aléatoire. La jeune élite parisienne se forme ainsi aux activités premières de la politique ; à savoir la documentation, la confrontation des idées, les exercices de joute verbale et la tentative de rallier à soi toujours plus de communautés de vues. Fort de son expérience italienne à la tête de la *Ligue latine de la jeunesse*, animé d'une certaine hyperactivité, Luchaire recherche une initiative capable de réunir l'élite de la jeunesse.

#### b) L'Effort. 1920-1921.

Luchaire participe au groupe informel L'Effort<sup>77</sup>. Il évoque dans *une Génération réaliste* « des discussions à Paris » durant l'hiver 1919 entre jeunes Français et jeunes Belges. Selon lui, Luchaire écrit les principes et Nello Rosselli rédige le texte définitif avant qu'il soit envoyé à l'étranger. Ainsi naît L'Effort, Union des jeunes pour l'étude des questions sociales. Le manifeste, daté de juin 1920, est reproduit dans *Une Génération réaliste*<sup>78</sup>. La liste des signataires du manifeste

---

75 Jacques Nels, *Fragments*, op. cit., p.83.

76 *Les Procès de la collaboration*, op. cit., p.359.

77 Jean Luchaire, *Une Génération réaliste*, op. cit., p.59.

78 *Ibid.*, p.154-157.

s'établit ainsi : Jean Luchaire, René Boulle, Philippe Crouzet, Oscar-Paul Gilbert, Gabriel E. Monod-Herzen, Jacques Nels, Pierre de Saint-Prix et Gaston Vaillant. Il faut remarquer l'absence de Nello Rosselli, censé avoir rédigé la version définitive du texte, tout comme celle de signatures italiennes. Nels raconte que l'opuscule de « quatre pages imprimées [...] à grand tirage » portait en exergue cette citation de Victor Hugo.

« Qui serait l'avant-garde, sinon vous jeunes gens ? L'union des nations, ce grand but, lointain encore, des penseurs et des philosophes, est dès à l'instant, visible en vous<sup>79</sup>. »

Il s'agit d'un appel à la jeunesse pour qu'elle révèle sa véritable nature et ses attentes où les signataires livrent leur vision de l'après-guerre. La guerre aurait porté toutes les questions à maturité, celles-ci seraient désormais liées intimement et devraient être abordées globalement. Le conflit aurait également bouleversé toutes les valeurs aussi faudrait-il prévoir un nouvel arsenal critique pour répondre aux questions de l'heure.

« Croyances, traditions, autorités, dogmes se sont montrés illégitimes, faux ou disproportionnés avec la place qu'ils occupaient<sup>80</sup>. »

La guerre aurait façonné « une nouvelle jeunesse », celle-ci serait désormais unie dans un même état d'esprit et animée d'une « immense énergie rénovatrice » en faveur d'un futur plus juste, marqué par la paix et le progrès.

« Car la guerre a été l'éducatrice de toute une génération<sup>81</sup> [...]. »

L'attente de la paix aurait « été pour les jeunes la base de leur éducation spirituelle, le trait fondamental de leur mentalité ». L'après-guerre est décrit comme une « bourrasque », marquée par « l'instabilité », le « provisoire » et la « confusion ». Les signataires l'expliquent par l'échec évident du retour au monde ancien avec ses hommes, ses idées et ses solutions, tous obsolètes. La solution préconisée est l'étude des questions internationales et sociales, et par-là, la formation d'une « élite aux idées claires et ordonnées ». Le travail est prévu au sein de groupes en province et à l'étranger, le groupe central de Paris dirige et fait la synthèse des travaux. Chacun des membres de l'Effort garde sa liberté politique. La pensée des jeunes intellectuels réunis autour de Luchaire connaît une certaine radicalisation avec ce manifeste. Le rôle de la jeunesse devient exclusif, les esprits à même de comprendre l'ampleur de la situation ne peuvent être qu'exceptionnellement des aînés. En outre le refus des valeurs et idées antérieures à la guerre avec l'abandon de tout l'héritage politique et social que cela sous-entend apparaît comme une résolution extrémiste. Rien ne doit subsister qui ne soit passé au filtre de l'examen des faits. Le but est de réunir dans ce groupement des intelligences en révolte, en ratissant très largement au-dessus des partis puisqu'il est dit que chacun gardera sa liberté d'action. Il s'agit ici d'un groupement d'études et de formation politique et la doctrine reste en grande partie à écrire. A la délégation centrale de Paris était prévue une délégation en

---

79 Jacques Nels, *Fragments*, op. cit., p.92. Cette citation se trouve déjà en tête du n°1 de *Vita Latina* de janvier 1919, AML, MLR 05996 FG.

80 Jean Luchaire, *Une Génération réaliste*, op. cit., p.154.

81 *Ibid.*, p.154.

Belgique et une en Angleterre. Nels se souvient que le thème de la première réunion était « Nation et patriotisme ». Mais après « quelques réunions » et une existence d'une dizaine de mois, le groupe végète et finit par disparaître, « faute de moyens financiers, faute d'une structure plus vaste et plus solide<sup>82</sup> ». Après ce premier échec, d'autres initiatives vont se faire jour. Le rôle moteur de Luchaire est ainsi souligné par Nels.

« Nous n'étions pas découragés. Jean chercha d'autres moyens plus efficaces de nous exprimer<sup>83</sup> [...] »

Il se forme autour de Jean Luchaire un groupe d'amis fidèles. De Florence, il a conservé la connivence de Gabriel-Edouard Monod-Herzen et de Léo Ferrero, à Paris, il se lie avec Oscar-Paul Gilbert et Jacques Nels. L'arrivée dans l'équipe de Guy Crouzet, Gaston Vaillant, René Boule et Pierre de Saint-Prix donne une nouvelle identité au groupe. Sous la forme d'un manifeste, l'objectif est purement politique avec l'ambition d'intervenir prochainement dans le débat politique. Le groupe L'Effort constitue une étape importante de l'itinéraire politique de Jean Luchaire où l'on trouve pour la première fois les idées qui préfigurent le concept de « nouvelle génération ». L'initiative suivante à laquelle participe Jean Luchaire est l'Internationale démocratique des Jeunes créée par Paul Campargue. En mars 1921, *l'Ère nouvelle* émet un « appel en faveur d'une propagande des jeunesses pour la Société des Nations ». Sur l'initiative d'organisations danoises se réunissent alors à Copenhague des représentants des jeunesses de nombreux pays européens, ex-alliés et ex-vaincus compris. Paul Campargue à la tête de la Ligue Républicaine Socialiste des Jeunes lance à cette occasion l'Internationale démocratique des Jeunes. Elle publie en mai 1921 un manifeste que signe l'Union des Jeunesses républicaines, la Ligue Républicaine Socialiste des Jeunes ainsi que le Groupe des Jeunes et des Étudiants de la « Jeune République », l'organisation de Marc Sangnier. Après la participation au congrès de Copenhague, la propagande s'organise à Paris, principalement dans le Quartier latin. Cependant l'organisation se heurte à « l'indifférence hostile de la masse des étudiants<sup>84</sup> ». En 1922, alors que Jacques Kayser est chargé de la propagande dans les pays de l'Europe du Sud-est et Luchaire de la propagande en Italie, le groupement disparaît à son tour. Luchaire invoque des difficultés d'organisation entre le bureau central de Genève et ses antennes européennes pour en expliquer l'échec. Il apparaît toutefois que cette initiative présentait un programme beaucoup trop ambitieux et difficile à réaliser pour des groupements en construction.

c) *La Jeune Europe*, novembre 1921-mars 1922.

A l'automne 1921, Jean Luchaire, Gaston Vaillant et E. Calmels créent *La Jeune Europe*. Cette nouvelle entreprise de presse de Luchaire n'a malheureusement laissé que peu de traces, outre quelques encarts dans la

---

82 Jacques Nels, *Fragments*, op. cit., p.92.

83 *Ibid.*, p.92.

84 Jean Luchaire, *Une Génération réaliste*, op. cit., p.64.

presse. *L'Ère nouvelle* du 13 novembre 1921<sup>85</sup> rend compte de la naissance du bimensuel de quatre pages sous-titré « organe de la génération nouvelle » et reproduit en partie son manifeste. La revue se classerait « à gauche » tandis que ses promoteurs veulent être « pacifistes, internationalistes et rationalistes » grâce à une « méthode déterminée ».

« Organe de jeunes qui ont besoin d'apprendre, elle exposera ses idées précises au fur et à mesure que les événements les provoqueront. Son programme politique tient dans son titre [...]. Trait d'union des jeunes de France, notre feuille voudrait l'être entre ces jeunes et ceux de l'étranger<sup>86</sup>. »

Son but n'est pas de présenter un programme défini à l'avance mais bien, une fois de plus, de permettre à la jeunesse de se perfectionner, de s'exprimer et de promouvoir une vision internationaliste.

« L'esprit français que nous aimons est celui qui ne connaissait pas et qui ne rencontrait pas de frontières. »

Dans son premier numéro, *La Jeune Europe* publie, selon Luchaire, une « enquête sur les jeunesses pacifistes et internationalistes de l'étranger », sûrement constituée des échos de l'Internationale Démocratique des Jeunes. Dans son compte rendu du 24 novembre<sup>87</sup>, Alphonse Aulard, l'historien de la Révolution française et l'un des principaux rédacteurs de *L'Ère nouvelle*, reste quelque peu dubitatif sur la nature de la revue.

« Une démocratie socialiste animée par la science, voilà leur idéal, si je les comprends bien. »

Le fait que la revue entende recruter largement et ne s'affilie directement à aucun parti oblige Aulard à interpréter cela avec bienveillance.

« Ils disent, un peu juvénilement, qu'ils ne font pas de politique : ils veulent dire simplement par-là que leur politique est fondée sur des principes et cherche une méthode. »

Début décembre 1921, *L'Ère nouvelle* annonce, dans un entrefilet en quatrième page, la parution du deuxième numéro de *La Jeune Europe*. Dans la retranscription du sommaire apparaissent les signatures de Luchaire, Gaston Vaillant, E. Calmels, Claude Aveline, M. Piha, Paul Campargue, M. André et J. Sauvage.

« Nous y avons remarqué un éditorial dans lequel cette jeunesse se montre déçue par la conférence de Washington ; un article dans lequel notre confrère Jean Luchaire expose à nouveau la théorie de la guerre économiquement inutile ; deux colonnes de Gaston Vaillant en défense des monopoles d'État et en faveur de leur industrialisation ; un article de E. Calmels sur la « vérité » budgétaire ; un remarquable conte de M. Claude Aveline, le jeune écrivain connu ainsi que bien d'autres écrits. La partie documentaire est loin d'être négligée. M. André nous parle des jeunesses allemandes socialistes ; M. Piha de la jeunesse démocratique italienne ; P. Campargue, du Congrès des jeunes démocrates internationaux à

---

85 « Les jeunesses de gauche lancent le Manifeste de "La Jeune Europe" », *L'Ère nouvelle*, 13/11/1921.

86 Jean Luchaire, *Une Génération réaliste*, op. cit., p.167.

87 Alphonse Aulard, « La "Jeune Europe" », *L'Ère nouvelle*, 24/11/1921.

Copenhague ; J. Sauvage, de l'état d'esprit du Quartier latin, ...etc. Ce numéro, en vente dans tous les kiosques, 30 centimes. [...] Direction 16, rue de la Tour d'Auvergne à Paris<sup>88</sup>. »

A cette époque, les échauffourées dans le Quartier latin entre les jeunes Camelots du Roi et les étudiants républicains sont courantes<sup>89</sup>. Luchaire raconte comment les promoteurs de *La Jeune Europe* ont eux aussi pris part à ces combats, et son récit prend en 1929 une coloration volontiers héroïque<sup>90</sup>. La revue, financée par les seules économies de ses rédacteurs, est vite à court de liquidités. Elle disparaît à son cinquième numéro en mars 1922. Au sommaire de cette dernière livraison figuraient Jean Luchaire, Jacques Kayser, Pierre de Saint-Prix, Maxime Blocq, Claude Aveline et Jean Dars. Il est fait référence dans les biographies de Pierre Brossolette à sa participation, au cours de l'année 1921-22, à un éphémère bulletin pacifiste du nom de *La Jeune Europe*. Malgré la proximité des dates, aucun lien formel entre ces deux références n'a pu être établi<sup>91</sup>. En 1921, Luchaire a enrichi sa réflexion politique en créant et fréquentant divers groupements, multipliant d'autant ses contacts politiques et professionnels. La création d'un groupe de réflexion, la tentative renouvelée de créer un organe destiné à la jeunesse témoignent de son dynamisme. L'identité qu'il a voulu donner à la revue *La Jeune Europe*, en la sous-titrant « journal de la génération nouvelle », attire notre attention comme précédent historique de la revue *Notre Temps*.

L'itinéraire de Jean Luchaire prend un tournant majeur en 1921 avec son entrée d'abord irrégulière puis officielle dans la carrière journalistique au sein de *l'Ère nouvelle*<sup>92</sup> ainsi que dans l'équipe du *Matin*<sup>93</sup>.

## B. L'entrée dans le journalisme professionnel : *L'Ère nouvelle* 1921-1923.

Le quotidien *l'Ère nouvelle* est créé le 27 décembre 1919 dans l'exact prolongement du journal *Le Pays*, l'ancien journal de Caillaux. Sous-titré « organe de l'entente des gauches », il est dirigé par Yvon Delbos, Georges Ponsot et Gaston Vidal et réunit des personnages-phares des mouvements républicains et pacifistes tels que Victor Basch, Alphonse Aulard, Séverine et Victor Margueritte.

### a) La rubrique des jeunes.

La participation de Jean Luchaire à *l'Ère nouvelle* débute au moment d'une campagne de presse du journal contre les menées des étudiants royalistes à

---

88 « La "Jeune Europe" », *L'Ère nouvelle*, 04/12/1921.

89 Sophie Prevel, *Quand les royalistes étaient les rois du quartier Latin. 1919-1926, les Etudiants d'Action Française à Paris*, mémoire de maîtrise sous la direction de Rosemonde Sanson, 1995.

90 Jean Luchaire, *Une Génération réaliste*, op. cit., p.66.

91 Gilberte Brossolette, *Il s'appelait Pierre Brossolette*, Albin Michel, 1976, p. 37. Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette : un héros de la Résistance*, O. Jacob, 1998, p. 19.

92 Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps et l'idéologie de la collaboration*, FNSP, A. Colin, 1974, p. 13.

93 Sur le journal de Bunau-Varilla, se reporter à la thèse de Dominique Pinsolle, *De Panama à Sigmaringen. Le Matin, les affaires et la politique (1884-1944)*, Univ. Bordeaux III, 2010 ainsi que Dominique Pinsolle, « *Le Matin* », *1884-1944 : une presse d'argent et de chantage* ; préface de Christian Delporte, Presses universitaires de Rennes, 2012.



l'université. Le journal veut fédérer les groupements des jeunesses de gauche. Il dénonce les provocations des étudiants royalistes dans les cours des professeurs Aulard, Basch et Seignobos<sup>94</sup>. Ces derniers font partie des rédacteurs réguliers du journal, il est naturel de voir celui-ci réagir avec vivacité. C'est ainsi que naît au cours du printemps 1921 la rubrique des jeunes de l'*Ère nouvelle*. Elle est rédigée par Pierre Bonhomme et donne un écho de l'organisation des étudiants républicains, notamment la création d'un Comité d'Action Universitaire (CAU) dans les articles des 16, 23 avril et 6 juin 1921. En juillet la rubrique se pérennise avec pour titre « Les Jeunesses s'éveillent ». Toujours introduite par Pierre Bonhomme, elle donne plusieurs fois la parole à Jean Luchaire. Rebondissant sur l'actualité estudiantine, Luchaire évoque l'Effort à deux reprises et présente son entreprise comme un essai de large union des jeunesses de gauche. La rubrique rend également compte dans les mois suivants de la création de *La Jeune Europe* comme des réunions de l'Internationale Démocratique des Jeunes de Paul Campargue. L'occasion est belle pour Luchaire de donner à l'été 1921 un large écho à son groupe L'Effort et ainsi tenter de répondre au dynamisme de l'Action française<sup>95</sup>. Si l'on en croit le témoignage de Nels, le groupe est pourtant moribond à cette date. Le sursaut vient quelques mois plus tard avec la création de la *Jeune Europe*. Mais cela n'empêche pas Luchaire d'identifier son initiative aux problématiques soulevées par le journal. Tout en déclarant se défendre d'une tentative de noyautage à Lyon de la part des étudiants royalistes, il présente le mouvement et les principes qui l'animent. Il définit les membres de l'Effort en ces termes :

« [...] des jeunes qui, dans leur critique, sont tout aussi féroces pour les essais vers la République tentés jusqu'ici que les nationalistes eux-mêmes, mais qui, loin de prendre leurs reproches pour base d'une action contre le principe démocratique, en font la base d'une action nouvelle *pour la réalisation de la République*<sup>96</sup>. »

Luchaire cite les pages 56 à 59 de *L'Économie nouvelle*<sup>97</sup> dans lesquelles Georges Valois établit les différences fondamentales entre « révolutionnaires » et « catholiques ». Luchaire démontre que son groupement défend les principes « révolutionnaires » décriés par Valois parmi lesquels l'espoir placé en l'homme, la liberté individuelle et le progrès. Il ajoute que l'Effort pourrait s'entendre avec l'*Étudiant Français*, l'organe des étudiants d'Action française, dans la critique négative de la République. Mais davantage que l'idée républicaine, ce que défend Luchaire est l'idée de progrès.

« Notre orgueil est de servir la "métaphysique du progrès", que nous préférons à la "métaphysique du péché originel"<sup>98</sup> ».

---

94 Sur ces épisodes, se reporter à Guillaume Gros, "Les jeunes et l'Action française (1914-1939)", p. 217-228 in Michel Leymarie, Jacques Prévotat (eds), *L'Action française : culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008.

95 *Ibid.* p. 222.

96 Luchaire, « Les jeunesses s'éveillent ». « Un mouvement tournant des Jeunesses royalistes », *L'Ère nouvelle*, 11/07/1921.

97 Georges Valois, *L'économie nouvelle*, Nouvelle librairie nationale, 1919.

98 *Ibid.* Sur Georges Valois, lire Olivier Dard (dir), *Georges Valois, itinéraire et réceptions*, Peter Lang, 2011 ;

Luchaire reconnaît dans le programme d'Action française des qualités qui lui assurent le succès auprès de la jeunesse. Aussi entend-il concurrencer le mouvement royaliste pour capter son audience. Cet article s'adresse aux militants de gauche en affirmant l'identité républicaine de l'Effort. Il s'adresse également aux militants monarchistes par une mise en garde sur la nature du projet politique et plus encore en insistant sur une critique commune du système républicain. Le projet de rénovation politique laisse espérer à Luchaire de gagner à sa cause des jeunes préalablement tentés par l'Action Française. La deuxième intervention de Luchaire dans les colonnes de *l'Ère nouvelle* date de la fin septembre<sup>99</sup>. Luchaire répond à un article précédent à propos de l'union des jeunesses de gauche, il fait la distinction entre le CAU et « le bloc plus vaste », « le mouvement » qu'il rêve de créer.

« Le CAU a pour but de s'opposer aux menées tyranniques qui étaient celles des "Jeunes gens du roy" au Quartier latin. C'est, si j'ose dire, un instrument de défense né d'un besoin physique de réaction ».

Luchaire présente son groupement intitulé « L'Union internationale des Jeunes pour l'étude des questions sociales », deuxième nom de L'Effort. Il déclare que celui-ci est né le 1<sup>er</sup> juin 1921 comme le journal en a rendu compte dans ses colonnes. Pourtant le manifeste reproduit dans *Une Génération réaliste* est bien daté de juin 1920. Sans doute y-a-t-il ici la volonté de Luchaire de rajeunir son initiative. Dans l'enquête de *l'Ère nouvelle* sur l'union des jeunesses de gauche, Luchaire analyse la question de l'engagement de la jeunesse en politique et en livre son interprétation. D'après les réponses et les discussions qui alimentent le débat, Luchaire décrit la jeunesse comme « avide d'agir » et sensible aux « postulats de progrès, de fraternité et de rationalisme », elle serait ainsi d'accord avec « l'idée démocratique et socialiste ». Il explique ensuite l'absence d'engagement de la jeunesse.

« Puisque ces jeunes [...] n'avaient pas agi, c'est que nulle théorie, nul parti n'avait su les attirer et leur plaire. [...] Il y avait donc là – et il y a toujours – désaccord et méfiance dans l'action politique et accord dans l'attitude philosophique. »

Luchaire suppose l'existence d'une large frange de la jeunesse qui refuse d'intégrer les partis alors qu'elle peut en partager les idéaux, ce qui préfigure la dénonciation de l'échec des partis de gauche. Afin de répondre à ce décalage entre les aspirations et les réalisations possibles, Luchaire expose son entreprise de recherche politique.

« Deux actions parallèles se dégagent donc : une d'étude, pour la création d'une théorie conforme aux faits et à notre tendance mentale ; l'autre, d'affirmation publique de tendance et de principes. »

---

Samuel Kalman, *The extreme right in interwar France. The Faisceau and the Croix de feu*, Ashgate, 2008 ; Allen Douglas, *From fascism to libertarian communism: Georges Valois against the Third Republic*, Berkeley, 1992 ; ainsi que la réédition de Georges Valois, *L'homme contre l'argent. Souvenirs de dix ans 1918-1928*, éd. par Olivier Dard, Presses Universitaires du Septentrion, 2012.

99 Luchaire, « Les jeunesses s'éveillent », « Pour l'Unité des Jeunesses de gauche », *L'Ère nouvelle*, 30/09/1921.

Ne s'agit-il pas ici de remplacer les partis politiques défaillants aux yeux de la jeunesse ? Chacune des deux actions précitées vise un objectif déterminé.

« Une qui nous permette d'agir entièrement et indépendamment plus tard ; l'autre qui nous permette de combattre immédiatement les actes et les projets de nos adversaires "de principes". »

Il serait intéressant de savoir quel sens Luchaire entend donner à l'utilisation ici de guillemets. Nous pensons qu'il veut souligner le double sens du terme, quand les adversaires sont considérés comme irréductibles mais pour un temps seulement. Car Luchaire recherche non l'affrontement mais la concorde au sein de la jeunesse. Affirmée à plusieurs reprises, l'idée d'un accord né de la réunion de la jeunesse est une nouvelle fois évoquée ici.

« Dans la communauté du travail de la pensée gît peut-être le germe de la concorde et de l'estime. »

La démarche de Luchaire est un encouragement à l'entrée dans l'action politique tout en garantissant à la jeunesse une entière autonomie. Luchaire milite dans les rangs de la gauche républicaine mais jamais il n'encourage à l'affiliation à un quelconque parti. Aucune forme n'est précisée, il s'agit avant tout de « préparer les bases d'une action affirmative future ». Dans la pratique le travail d'étude est assumé par Luchaire et ses amis. L'Effort veut entreprendre un travail international afin de lutter contre « les barrières nationales » qui sont « néfastes [...] surtout en matière intellectuelle ». Pour ce faire, le groupement envisage l'intégration de « l'élite de la jeunesse de tous les pays ». Il fait également appel à la province et espère la naissance de groupes dans différentes villes universitaires. Le groupement définit enfin son orientation.

« Reste la section "action" pour l'affirmation des principes démocratiques et socialistes – républicains en un mot – et pour la défense de l'état d'esprit de progrès. »

Luchaire reconnaît que rien n'est encore organisé dans ce domaine. Elargissant son point de vue, il regrette que nombre de groupements républicains se concurrencent mutuellement et dispersent leurs efforts. Il recommande alors l'unité de toutes les forces des jeunes de gauche, sans s'attarder sur la forme ni l'identité qu'elle doit revêtir.

« On s'apercevra alors que les jeunes républicains sont plus nombreux que les jeunes royalistes. »

En s'insérant dans la campagne contre les menées royalistes à l'université, Luchaire présente l'Effort comme un élément fédérateur potentiel des groupements de jeunesse de gauche. Il se place lui-même comme théoricien leader de la réflexion politique et laisse au second plan la question de l'action et du militantisme. L'Effort, dont la démarche est pensée dans une stricte indépendance, doit conduire à la naissance d'un mouvement nouveau dont le projet est à peine esquissé.

b) Luchaire, journaliste régulier à *L'Ère nouvelle*.

Cette étude s'appuie sur 54 articles signés Jean Luchaire ou Jean

Florence, pseudonyme aisément identifiable. Nous avons suivi la fréquence de ses signatures et nous avons analysé sa participation selon les sujets développés ; les relations franco-italiennes, les liens entre certains nationalistes allemands et français, le soutien recommandé de la France à la Turquie et selon les événements couverts à savoir la Conférence de Gênes puis celle de Lausanne.

#### 1. La défense d'une politique franco-italienne.

En décembre 1921, Jean Luchaire débute une participation régulière signée de sa main à la Une de *l'Ère nouvelle*. Il y développe une politique d'amitié franco-italienne en réponses aux diverses manifestations anti-françaises qui font l'actualité de cette fin d'année. Depuis octobre, le journal s'est déjà penché sur la question italienne<sup>100</sup>. L'Italie est en proie à de graves troubles sociaux provoqués par le bouleversement du système économique italien. Au lendemain du congrès de Rome d'octobre 1921, le parti national fasciste de Mussolini s'impose peu à peu dans les différentes couches de la société comme le garant d'un retour à l'ordre. Un an plus tard, le 30 octobre 1922, Mussolini est appelé au pouvoir par le roi Victor-Emmanuel III. Luchaire rapporte une réunion de la colonie italienne à Paris qui entendait montrer sa désapprobation face aux événements de Turin et sa volonté de fortifier l'amitié franco-italienne. Toujours en verve, Luchaire annonce qu'il s'attache désormais à montrer la réalité du sentiment démocratique et pacifique en Italie afin de renforcer l'amitié franco-italienne<sup>101</sup>. Cela rappelle la lettre à Giovanni Papini dans *Vita* où Luchaire assurait déjà ses lecteurs de l'existence de bons sentiments populaires entre la France et l'Italie. Son deuxième article est une tentative d'explication des causes des manifestations francophobes de Turin et Venise. Selon lui, la France porte une responsabilité importante du fait de la conduite de sa politique extérieure. Luchaire accepte de faire un *mea culpa* au nom des groupements de gauche, ne se sentant nullement responsable de la politique extérieure française. Toujours dans le but de fortifier les relations franco-italiennes, Luchaire refuse d'employer ce qu'il appelle lui-même les clichés des « sœurs latines », de la « fraternité d'armes », ou du « glorieux passé commun », et son argument est davantage circonstancié.

« Il s'agit de constater, par exemple, que notre pays a une population clairsemée, insuffisante pour exploiter non seulement nos possessions coloniales, mais encore toutes les richesses du territoire national ; que ce pays est, pour ainsi dire, coincé entre deux peuples très prolifiques et migrants auxquels il lui est impossible de fermer la porte en même temps et à l'un desquels il faut marquer une préférence<sup>102</sup>. »

Entre l'Italie et l'Allemagne, c'est naturellement vers la première que vont ses préférences. Cette politique d'amitié franco-italienne est poursuivie par

---

100 Raymond Lange, « Les relations franco-italiennes. La leçon des incidents de Venise », *L'Ère nouvelle*, 08/10/1921.

101 Luchaire, « France-Italie. Une manifestation de la colonie de Paris », *L'Ère nouvelle*, 4/12/1921.

102 Luchaire, « France-Italie. Malentendus à dissiper », *L'Ère nouvelle*, 21/12/1921.

Luchoire à la Une de *L'Ère nouvelle* dans les premiers mois de 1922, dans une série d'articles qui sont les seuls signés Jean Luchoire pour cette période<sup>103</sup>. Le style journalistique de Luchoire se nourrit de sentiments et de considérations morales. Il accorde ainsi une grande place aux arguments psychologiques dans ses démonstrations.

« [...] l'Italie, ayant cru plus que tout autre au rôle démocratique et conciliateur de la France, a été, plus que toute autre, déçue par la politique du Bloc National. Et, douée d'un tempérament plus jeune et plus impulsif, elle nous en a voulu plus que toute autre<sup>104</sup>. »

En ce début d'année 1922, Luchoire espère toujours une politique constructive sur la base d'un partenariat avec l'Italie tandis que l'Allemagne peut encore faire figure d'adversaire.

« Parce que, enfin, il est, à notre époque, encore plus naturel de se tourner vers ceux qui paraissent partager votre idéal politique que vers ceux qui en ont été les récents adversaires...<sup>105</sup> »

Luchoire évoque des « erreurs » françaises et cite à ce propos la figure de Clemenceau dénommé « Perd-la-Victoire<sup>106</sup> ». Il souligne que la sécurité française peut être assurée grâce à l'entente avec l'Italie. Dans son article du 4 avril 1922, Luchoire émet plusieurs idées qui nous paraissent intéressantes. Il se félicite du redressement de la gauche et de sa mise en marche vers la conquête du pouvoir. Il reproche cependant à la Ligue de la République<sup>107</sup> de n'avoir pas suffisamment défini son programme de politique extérieure.

« [...] il est nécessaire d'établir les grandes lignes de la politique économique extérieure de la France [...], et de s'entendre avec les éléments étrangers avec lesquels ces grandes lignes doivent forcément prendre contact. »

S'appuyant sur la nécessité de prendre en compte les facteurs économiques et de hâter la formation d'une « démocratie internationale », Luchoire recommande à la France de s'unir à l'Italie dans un programme de paix internationale et un programme d'exploitation économique en commun. Outre l'amitié qui les lie et la commune vision de paix sur le continent, il existerait un programme économique à même de les rapprocher à savoir « l'exploitation commune des richesses nationales et coloniales des parties », une idée que Luchoire a repris des quatorze points de Wilson. Une fois encore l'Italie est le seul partenaire possible dans son schéma, l'Allemagne et la Grande-Bretagne faisant toujours figure de concurrents sinon d'adversaires.

« Pas l'Angleterre, île dont les attaches sont moins fortes avec notre

---

103 Voir *L'Ère nouvelle* des 21/02/1922, 02/03/1922, 24/03/1922 et 04/04/1922.

104 Luchoire, « Ce que l'Italie attendait de la France », *L'Ère nouvelle*, 21/02/1922.

105 *Ibid.*

106 Luchoire, « Les destructeurs de l'amitié franco-italienne. Le Gouvernement Clemenceau et le Bloc National. », *L'Ère nouvelle*, 02/03/1922.

107 Sur la Ligue de la République, se reporter à Anne-Laure Anizan, *Paul Painlevé. Un scientifique en politique (1863-1933)*, Institut d'études politiques de Paris, 2006, [http://ecoledoctorale.sciences-po.fr/theses/theses\\_en\\_ligne](http://ecoledoctorale.sciences-po.fr/theses/theses_en_ligne) (à paraître aux Presses Universitaires de Rennes) ainsi qu'à Anne-Laure Anizan, « La Ligue de la République et la modernité politique dans l'entre-deux-guerres » p. 115-133, in Olivier Dard, Nathalie Sévilla (dir.), *Le phénomène ligueur sous la IIIe République*, CRULH, Metz, 2008.

continent qu'avec tous les autres ; pas encore l'Allemagne, notre débitrice avec laquelle – indépendamment d'autres graves objections – nous ne pourrions nous lier aujourd'hui, intimement, d'égale à égale<sup>108</sup> [...] ».

## 2. La Conférence de Gênes.

Luchaire est ensuite envoyé spécial à la Conférence de Gênes<sup>109</sup>. Du 9 avril au 22 mai, il publie 27 articles sous le pseudonyme de Jean Florence. Durant le mois d'avril ses articles apparaissent en Une du journal en alternance avec ceux de John Maynard Keynes. Dans ses comptes rendus de la Conférence, il entreprend une critique du nationalisme français. La première cible de ses articles est Raymond Poincaré qu'il décrit comme impopulaire en Italie alors que Briand y bénéficierait d'une estime généralisée. Luchaire perçoit la situation comme très préoccupante, ce qu'il attend de la conférence est moins un renforcement de la France qu'une stabilisation européenne<sup>110</sup>.

« En un mot, sans réviser l'œuvre de Versailles, il était nécessaire de reconnaître (ce à quoi consentent tous les pays, sauf le nôtre) qu'elle était imparfaite, incomplète, excessive sur certains points, et que, telle quelle, elle était incapable d'établir les bases d'une paix stable et durable. »

La critique du Traité de Versailles est habile car indirecte. Refusant de se prononcer personnellement, Luchaire préfère, pour asseoir sa démonstration, prendre appui sur un avis supposé très répandu. Il s'appuie ici sur l'opinion publique italienne, qu'il qualifie de « meilleur échantillon de l'opinion mondiale », et celle-ci juge le Traité de Versailles « unanimement inapplicable et, par conséquent, néfaste ». Luchaire a souvent recours à l'argument d'autorité invérifiable pour étayer son argumentation. L'opinion publique étrangère, les informations d'un collègue journaliste sur place ou encore les confidences d'un diplomate lui permettent de faire une démonstration moins personnelle. Luchaire fait ensuite le procès de Louis Barthou dans ses articles des 12, 13, 14 et 16 avril. Le ministre des Affaires étrangères est accusé de mettre gravement en péril la suite des discussions par sa position intransigeante. Mais lorsque l'Allemagne signe avec l'URSS un accord bilatéral, Luchaire reconnaît volontiers que le danger de voir la conférence échouer peut également provenir d'autres délégations<sup>111</sup>. Dans sa critique de la politique de Poincaré, Luchaire ne peut éviter de donner un aspect terne à ses articles tant les critiques y sont répétées et le pessimisme omniprésent. Les motifs de satisfaction sont rares même si l'œuvre des experts permet d'espérer des avancées techniques non négligeables<sup>112</sup>. A partir du 24 avril, Luchaire adoucit soudainement son appréciation sur la délégation française. Il la considère désormais comme attentive et efficace, alors qu'elle doit faire face

---

108 Luchaire, « Ayons une politique franco-italienne », *L'Ère nouvelle*, 04/04/1922.

109 Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, A. Colin, 2001.

110 Sur la gestion de l'après-guerre par la France, se reporter à Jacques Bariéty, *Les relations franco-allemandes après la première guerre mondiale, 10 novembre 1918-10 janvier 1925*, Paris, Pedone, 1977, 797p.

111 Jean Florence, « La lourde erreur allemande trouble l'atmosphère, mais la Conférence continue », *L'Ère nouvelle*, 20/04/1922.

112 Jean Florence, « Pendant que les experts travaillent », *L'Ère nouvelle*, 23/04/1922.

au courroux et à l'emportement de Poincaré resté à Paris<sup>113</sup>. Lorsqu'il évoque les manœuvres de la Grande-Bretagne au sujet des intérêts stratégiques de la région pétrolifère de Mossoul, Luchaire se félicite que la France ne se distingue pas, pour une fois, dans des combinaisons jugées défavorables à la paix. Et sa conclusion témoigne de son appréciation encore une fois sentimentale.

« Quelle belle partie pourrait nous gagner un gouvernement poursuivant une politique démocratique et internationaliste, et composé d'hommes intelligents, ouverts, habiles et sympathiques<sup>114</sup>. »

Le 15 mai, Luchaire avertit les leaders de la gauche de la responsabilité devant laquelle ceux-ci se trouvent. Devant l'attitude rigide du gouvernement français, et les menaces d'isolement qu'il ferait peser sur le pays, il souligne « la responsabilité sans cesse plus grande qui incombe à nos partis de gauche et à leurs chefs<sup>115</sup> ». Alors que la presse italienne invite la France à une politique de détente avec l'Allemagne et de négociation de la dette, Luchaire enjoint la gauche de s'y atteler avec détermination afin de ne pas décevoir les amis et les appuis étrangers de la France. Dans ses conclusions, Luchaire refuse de constater un échec. Il reconnaît des avancées telles que la tenue de discussions publiques, l'entrée de l'URSS dans les conversations internationales ainsi que des accords techniques importants. Sa satisfaction majeure reste l'attitude de la délégation française qui, loin du « vent de folie<sup>116</sup> » de Paris, s'est montrée beaucoup moins intransigente que le gouvernement.

c) Les « Libres Opinions » de Jean Florence à la Une de *L'Ère nouvelle*.

Au retour de Gênes, Jean Luchaire rédige trois articles en Une de *L'Ère nouvelle*, dans la rubrique « Libres Opinions ». Cette série marque une étape instructive dans son positionnement politique et voit sa réflexion se consolider grâce à une interprétation globale des questions internationales. Plusieurs facteurs peuvent contribuer à l'expliquer. Il s'agit d'une part des enseignements d'un jeune journaliste diplomatique après une première conférence internationale. Les nombreux contacts auprès des confrères et des délégations étrangères, dans un pays qu'il connaît bien, ont sans doute contribué à modérer les premières impressions au profit d'une réflexion plus large. Un autre facteur complètement différent intervient dans la même période. L'arrivée d'Albert Dubarry à la tête de *L'Ère nouvelle* le 15 avril 1922 inaugure une nouvelle « Ère ». Le 26 juin, le journal annonce dans un encart pleine page la collaboration régulière de Joseph Caillaux. La manière dont elle est rédigée indique la nouvelle identité du journal :

« *L'Ère nouvelle*, organe quotidien du cartel de gauches. *L'Ère nouvelle*. Journal complet, vivant, admirablement informé sur tout et sur tous, est Le Grand Quotidien Républicain d'Information et de Combat. »

La présentation du nom de Caillaux laisse d'ailleurs à penser qu'il en est le

---

113 Jean Florence, « Chicanes sur des textes », *L'Ère nouvelle*, 24/04/1922. Jean Florence, « Les réajustements de M. Barthou sur ordre de Paris », *L'Ère nouvelle*, 02/05/1922.

114 Jean Florence, « Sur la pente huileuse », *L'Ère nouvelle*, 08/05/1922.

115 Jean Florence, « Les responsabilités des démocrates français », *L'Ère nouvelle*, 15/05/1922.

116 Jean Florence, « La Conférence n'est pas un échec », *L'Ère nouvelle*, 16/05/1922.

commanditaire ou bien le principal rédacteur tant est grande la place qui lui est accordée. La prise en main du journal par un proche de Caillaux a-t-il pu avoir une influence directe sur Luchaire ?

Le premier article des trois « Libres Opinions » est le plus remarquable de cette série. Intitulé « Et maintenant ? », il occupe deux colonnes au centre de la première page le 24 mai 1922. Toujours sous le pseudonyme de Jean Florence, Luchaire commence par se contredire sur le bilan général de la Conférence. Les effets positifs énumérés dans l'article du 16 mai ne sont plus considérés comme significatifs car ils datent de la Conférence de Cannes et sont dus, à l'origine, à l'action commune de Briand et de Loyd George. Sur le chapitre des responsabilités dans l'échec de la Conférence, si celles-ci sont partagées, la France en porte la plus grande part.

« [...] à Boulogne, M. Poincaré avait vidé le programme de son contenu essentiel : les réparations, le désarmement<sup>117</sup> ».

Il n'est pas surprenant de voir Luchaire incriminer le gouvernement considéré comme dangereusement nationaliste. Mais, pour la première fois, il désigne les rapports franco-allemands comme la base de l'organisation européenne.

« Quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, le sort de l'Europe est lié à la solution que l'on donnera à ces deux problèmes immédiats. »

Luchaire poursuit les deux idéaux qui ont toujours été les siens, à savoir la recherche de la prospérité et de la paix sur le continent.

« Le centre de cette production [européenne], c'est la France et l'Allemagne, qui forment logiquement un seul bloc économique. La condition de la paix, ce sont de bonnes relations franco-allemandes. »

On peut être surpris de lire de telles considérations car Luchaire estimait moins de deux mois auparavant que le rapprochement avec l'Allemagne était impossible<sup>118</sup>. C'est même la première fois dans tous ses écrits qu'il perçoit l'Allemagne comme un partenaire potentiel. L'organisation européenne est perçue sous la forme d'un système général dont les éléments sont les réparations, les dettes interalliées et le désarmement. Chaque élément dépend des autres et la réussite de l'organisation de la paix et de l'économie européenne repose sur une politique d'entente.

« Cette série de faits liés entre eux, se conditionnant mutuellement, devait être reconnue à Gênes. »

Cette construction, cette politique de détente devrait être entreprise par la gauche républicaine.

« Les gauches françaises ont, désormais, la preuve éclatante qu'une mentalité européenne existe, dont seule, la France ne fait pas partie. »

La victoire de la gauche aux récentes élections cantonales, et l'affirmation par Luchaire d'une unanimité des milieux politiques étrangers sur ce programme doivent l'encourager à agir. Et il faudrait beaucoup de courage politique, semble-t-

---

117 Jean Florence, « Et maintenant ? », *L'Ère nouvelle*, 24/05/1922.

118 Jean Florence, « Ayons une politique franco-italienne », *L'Ère nouvelle*, 04/04/1922.



il, à la gauche, car Luchaire préconise d'abandonner la politique qui défend le Traité de Versailles, dans sa capacité à reconnaître des droits à la France. Pour obtenir les réparations et la reconstruction des départements dévastés, il faut selon lui abandonner certaines illusions passées et se concentrer sur l'avenir.

« Ce n'est pas une nouvelle mobilisation, ce n'est pas le « droit écrit » qui leur rendront leur prospérité, mais bien une action claire, pratique, tablant sur le présent et sur l'avenir – et non sur le passé<sup>119</sup>. »

Entre le 4 avril, date du dernier article de politique franco-italienne, et le 24 mai 1922, Luchaire a profondément modifié ses orientations en matière de politique extérieure française. Les principes restent les mêmes, la France doit engager une politique volontariste et généreuse auprès d'un allié de poids afin d'inaugurer une organisation économique et pacifique du continent. La modification du regard sur l'Allemagne est remarquable car celle-ci est désormais décrite comme le partenaire indispensable à la France. Nous sommes dès lors tentés de relier cette nouvelle appréciation de la vie politique internationale à l'arrivée de Dubarry à la tête du quotidien, avec en arrière plan l'influence de Joseph Caillaux.

Le deuxième article dans la rubrique « Libres Opinions », tout aussi lourd de sens, même s'il est moins surprenant, est publié le 1<sup>er</sup> juin 1922. Sous le titre « Ayons la politique de notre natalité », Luchaire veut s'opposer à un « geste de folie<sup>120</sup> » à savoir, la volonté des nationalistes d'occuper la Ruhr. Luchaire dément les accusations d'angélisme du pacifisme et répond que celui-ci prend son sens dans « les lois inexorables de l'économie politique », ajoutant ainsi aux « arguments du cœur » ceux de « la raison ». A l'idée d'une opération qui risque d'être coûteuse et contre-productive, il ajoute celle de la faiblesse de la France. Avec sa « population insuffisante », sa « natalité décroissante », le pays serait « "physiquement" faible ». Il serait dans l'incapacité de mener une politique d'hégémonie et devrait choisir entre l'effacement ou l'alliance, avec les concessions que cela implique. Cet article est représentatif de l'image de la France chez Luchaire. Dans une situation de faiblesse chronique, elle n'a aucune marge de manœuvre pour agir en politique internationale de manière durable et doit accepter un dur retour à la réalité via une politique beaucoup plus humble. Mais cet article illustre surtout la construction courante de l'argumentaire de Luchaire. Son discours repose sur l'évocation d'un idéal soumis à des considérations de fait.

« Nous respectons, nous partageons profondément les arguments du cœur, mais nous les étayons avec les arguments de la raison. »

L'argument massue de la faiblesse démographique, outre qu'il est souvent utilisé, repose sur la prise en compte d'un fait et, ainsi, ne peut être contredit.

« Une nation qui compte à peine trente-neuf millions d'habitants peut-elle occuper pendant longtemps, à elle seule, et au milieu de l'hostilité générale, une

---

119 Jean Florence, « Et maintenant ? », *L'Ère nouvelle*, 24/05/1922.

120 Jean Florence, « Ayons la politique de notre natalité », *L'Ère nouvelle*, 01/06/1922.

partie d'une nation qui compte 62 millions d'habitants<sup>121</sup> ? »

L'argumentation habituelle de Luchaire consiste en la citation d'un fait particulièrement négatif pour la France qui nie la possibilité d'imaginer une politique autonome. A l'inverse il croit au « prestige des idées » pacifistes qui donnerait à la France un courant de sympathie à travers le monde et lui apporterait des alliés importants.

Dans le troisième article de la série « Libres Opinions » Luchaire réaffirme sa réflexion générale en matière d'organisation de la paix<sup>122</sup>. A une vingtaine de jours du troisième anniversaire du Traité de Versailles, la situation européenne est inquiétante, tant en matière de sécurité qu'à propos de prospérité. Ce bilan accuse tous les gouvernements européens et prouve l'inefficacité du Traité de Versailles. Alors que la politique menée par Poincaré, de l'application stricte du traité n'aurait rien apporté à la France, Luchaire entrevoit une autre solution. Elle ne peut venir que d'une négociation sur le montant des réparations. Les concessions de la France à l'Allemagne lui vaudraient alors en compensation une diminution des dettes interalliées. Pour cela la France doit inspirer confiance aux Etats-Unis par une politique de détente, propre à générer une reprise de l'activité économique européenne.

d) Variété des préoccupations de politique internationale.

1. L'Allemagne réactionnaire et les nationalistes français.

Dans la première quinzaine de septembre apparaît en *Une de l'Ère nouvelle* une série d'articles signés conjointement par Georges Vial-Mazel et Jean Florence<sup>123</sup>. Il s'agit d'une campagne d'information sur les mouvements séparatistes allemands et leurs liens avec certains milieux français. Ils sont identifiés par les auteurs comme des réactionnaires, car monarchistes, et sont qualifiés de « pangermanistes » et d'« ennemis déclarés de la démocratie et de la France<sup>124</sup> ». Mais cette campagne ne s'oriente nullement sur la seule dénonciation d'un danger outre-Rhin. Le but est de prouver les liens de ces mouvements avec des représentants des milieux nationalistes français, parmi lesquels l'Action Française, et de dénoncer sa lutte contre la République, en Allemagne comme en France. L'accusation repose sur la citation de courriers privés sans éléments d'identification ainsi qu'une lettre adressée par Charles Maurras à l'empereur Charles d'Autriche, l'assurant de l'appui de certains milieux politiques français au moment de sa tentative de restauration en novembre 1921. Cette lettre constitue selon les auteurs un aveu de la collusion entre « les Habsbourgs et les Orléanistes » au profit d'une restauration de la monarchie. Les auteurs ont préalablement expliqué que le parti populaire bavarois défend la restauration de la

---

121 Jean Florence, « Ayons la politique de notre natalité », *L'Ère nouvelle*, 01/06/1922.

122 Jean Florence, « La politique des mains vides », *L'Ère nouvelle*, 05/06/1922.

123 Georges Vial-Mazel, Jean Florence, « Les complices français de la réaction allemande », *L'Ère nouvelle*, 06/08/1922, 03-07-09-11-13/09/1922.

124 G. Vial-Mazel, J. Florence, « La crise allemande. La réaction en Allemagne et ses chefs », *L'Ère nouvelle*, 06/08/1922.

monarchie représentée par le kronprinz Rupprecht de Bavière. Ce dernier aurait signé une convention en janvier 1922 avec le kronprinz Albrecht de Habsbourg en vue de réintégrer le Tyrol au territoire bavarois<sup>125</sup>. Cette série d'articles affirme en conclusion :

« "L'Action Française se moque de la France qu'ELLE TRAHIT, c'est pour la monarchie seule qu'elle travaille." »

Outre une grave accusation de l'Action Française, cette campagne de presse permet de nier l'intérêt pour la France d'une partition du territoire allemand dont Jacques Bainville s'est fait le propagateur en France<sup>126</sup>.

Georges Vial-Mazel est l'auteur d'un ouvrage, en 1920, sur le mouvement républicain d'indépendance du Palatinat, qui réclamait, en 1919, sa représentation directe au Reichstag<sup>127</sup>. Il est certain qu'il a ici une part plus importante que Luchaire dans la signature de ces articles. Leur collaboration au sein de l'*Ère nouvelle* s'explique également par leur travail en commun dans une recherche politique plus large au sein des groupements républicains.

## 2. Une politique turque ?

Dans les deux derniers mois de 1922 Luchaire rédige une série d'articles rendant compte des négociations entre les Alliés et la Turquie. Le pays a réussi à passer du stade de vaincus, humilié par le traité de Sèvres, à celui de nation libre auprès de laquelle les grandes puissances rivalisent d'efforts pour en obtenir les bonnes grâces<sup>128</sup>.

Les onze articles interviennent peu après l'armistice de Moudanya lors de la Conférence de Lausanne censée régler les nombreuses questions d'Orient et remplacer le Traité de Sèvres. Entre le 16 novembre et le 21 décembre, Luchaire affiche un soutien sans faille à la Turquie, politique qu'il poursuit en mars et avril 1923<sup>129</sup>.

Dans son premier article, Jean Florence interroge Ismet Pacha, ministre des Affaires étrangères de la Turquie, et glisse qu'il a déjà eu l'occasion de rencontrer le général à Moudanya lors de la signature du pacte d'armistice. En effet Luchaire a, selon ses propres dires, accompagné Franklin-Bouillon en tant que secrétaire lorsque le député de Seine-et-Oise est allé négocier avec Mustapha Kemal<sup>130</sup>. Envoyé à trois reprises en 1921 auprès de Mustapha Kemal, Franklin-Bouillon signa l'accord franco-turc d'Ankara le 20 octobre qui permit à la France de sortir du conflit et d'engager des relations commerciales. Luchaire

---

125 G. Vial-Mazel, J. Florence, « Les complices français de la réaction allemande », *L'Ère nouvelle*, 07/09/1922.

126 Jacques Bainville, *Les conséquences politiques de la paix*, Nouvelle Librairie Nationale, 1920, notamment le chapitre « Ce qui a sauvé l'unité allemande ». Pour une mise en perspective historique du regard français sur le séparatisme français, voir Thomas Nicklas, « Les Bavières de Jacques Bainville », in Olivier Dard, Michel Grunewald, *Jacques Bainville : profils et réceptions*, Peter Lang, 2010, p.123-138.

127 Georges Vial-Mazel, *Le Rhin, victoire allemande*, Chiron éditeur, 1920.

128 Se reporter à Paul Dumont, *Mustapha Kemal invente la Turquie moderne*, éd. Complexe, Bruxelles, (1983) 1997.

129 Jean Florence en une de *L'Ère nouvelle*, 14-21-26/03/1923, 20/04/1923.

130 Jean Luchaire, « L'impossible programme du nationalisme français », *Notre Temps*, n°64, 16/11/1930, col.242-243.

participe ici au courant d'opinion très favorable à la Turquie<sup>131</sup>. Le 4 décembre, il défend la volonté turque d'abolir les capitulations<sup>132</sup>. Dans son compte rendu des débats à Lausanne, Luchaire fait aussi référence au rôle que doit jouer la SDN et l'envisage dans un sens favorable à la Turquie. Il prône vigoureusement le recours à la Société des Nations dans la question des Détroits, pour ne pas imposer « au nationalisme turc le fardeau insupportable et douloureux d'un contrôle et [...] d'une occupation interalliée »<sup>133</sup>. Les discussions de la Conférence de Lausanne subissent une interruption entre le 4 février et le 23 avril. C'est à cette période que Luchaire aborde de nouveau le sujet. Dans son article du 14 mars<sup>134</sup>, il défend toujours la liberté intégrale de la Turquie.

« Si nous ne voulons pas de la guerre coûteuse ou du *statu quo* épuisant, donnons à la Turquie une liberté d'où naîtra une politique d'expansion intellectuelle et économique. »<sup>135</sup>

L'article s'organise selon le schéma argumentatif habituel à savoir que les tergiversations des hommes au pouvoir auraient fait perdre à la France des opportunités importantes. Mais tout ne serait pas perdu et il serait encore temps d'opérer un redressement. Luchaire fait appel aux sentiments en témoignant de sa propre expérience des « abominables ravages commis en Anatolie » par les Grecs, puis recommande de prendre également en compte les forces et les intérêts. La détermination des Turcs mettrait la France face à une alternative simple, la guerre ou la coopération. Le 20 avril, peu avant la réouverture de la Conférence de Lausanne, Luchaire revient sur les erreurs multiples de la diplomatie française depuis « la disgrâce de Franklin-Bouillon<sup>136</sup> ». Il dénonce l'inconstance du Quai d'Orsay laquelle risquerait de coûter à la France les avantages d'une démarche plus volontaire.

### 3. Suite et fin de la collaboration à *L'Ère nouvelle*.

L'année 1923 à *L'Ère nouvelle* n'offre aucune évolution remarquable dans le discours de Jean Luchaire. En dix-huit articles signés, il aborde l'actualité internationale, surtout européenne, sans livrer d'idées majeures.

En mars 1923, l'évocation en deux articles d'un rapprochement avec l'Italie est vite abandonnée. Il faisait écho à un article du *Messagero* à Rome et une réponse du *Matin*, il n'est d'ailleurs pas impossible qu'il soit lui-même l'auteur de la réponse au journaliste romain. De retour d'un séjour en Rhénanie, il décrit en juillet les difficiles conditions de vie. En août, après avoir assisté à une réunion au *Festhalle* de Coblenz, il revient sur le problème politique rhénan et se montre en désaccord avec les articles de Vial-Mazel en Une de *L'Ère nouvelle* et ceux de la presse de gauche. Selon lui le nationalisme rhénan n'est plus, comme il y a un an,

---

131 Paul Dumont, *Mustapha Kemal*, op. cit., p.113.

132 Jean Florence, « Le statut de l'Orient. Les capitulations sont incompatibles avec le droit des peuples », *L'Ère nouvelle*, 04/12/1922.

133 Jean Florence, « Le statut de l'Orient. La Société des Nations doit assurer le contrôle des Détroits », *L'Ère nouvelle*, 04/12/1922.

134 Jean Florence, « Question d'Orient. La politique française et la Turquie », *L'Ère nouvelle*, 14/03/1923.

135 *Ibid.* En majuscules d'imprimerie.

136 Jean Florence, « Petits hommes et petits moyens », *L'Ère nouvelle*, 20/04/1923.

réactionnaire et anti-français. Il le juge républicain et fort respectueux de la France. Cependant il désapprouve l'idée d'une partition du territoire allemand. En août, il se prononce sur l'action diplomatique de Mussolini. Jugée imprécise, la diplomatie fasciste serait incapable d'« attirer la considération des foules, élément cependant indispensable à un prestige nullement inutile ». Cela expliquerait que l'Italie reste dépourvue d'une réelle envergure internationale. L'idée du prestige extérieur est souvent énoncée par Luchaire et paraît dans ses appréciations de politique internationale revêtir une grande importance. Ce prestige est déterminé selon lui par des politiques constantes, menées au grand jour, avec des implications collectives et qui se doivent d'être magnanimes chez les puissants.

Deux articles<sup>137</sup> vantent les qualités de l'alliance franco-tchèque, seule partie de la politique extérieure de M. Poincaré que Luchaire reconnaît comme viable. L'initiative de Benes, qui propose l'établissement de pactes défensifs bilatéraux dans le cadre de la Société des Nations, est vue de manière très positive. Ces pactes élaborés au su de tous ne sauraient devenir dangereux comme l'étaient les politiques d'alliances secrètes et agressives. Dans le deuxième, poursuivant l'éloge, Benes est décrit comme un diplomate « remarquable », « pacifiste convaincu » et homme politique « réaliste ». Partant de là, Luchaire envisage l'éventualité d'une reconnaissance de l'URSS par la France.

En 1924, la participation de Luchaire à l'*Ère nouvelle* se poursuit sous la signature de Jean Florence. Après les années de polémiques, en 1921-1922, il apparaît principalement pour informer ses lecteurs de l'actualité internationale. Le rythme des articles est également plus espacé. Malgré un regard très critique posé sur l'Italie, en juillet 1924 Luchaire va même jusqu'à prédire la fin prochaine de la dictature fasciste<sup>138</sup>, il reste peu de prises de position personnelles, et encore moins de déclaration théorique. Gabriel Cudenet signe en première page la rubrique « Politique étrangère », Luchaire rédige quant à lui « La vie politique à l'étranger », qui aborde des questions d'ordre secondaire. Son travail routinier l'amène à répéter des avertissements, qu'il adresse régulièrement à la France. Celle-ci doit prendre garde de bien soigner ses relations avec des partenaires variant selon l'actualité (Turquie, Grande-Bretagne, Portugal). Si tous les journalistes ont leur marronnier, celui de Luchaire consiste sans doute en ses avertissements au Quai d'Orsay.

Dans une rubrique peu alimentée, « L'Ère nouvelle des jeunes », Luchaire se prononce le 7 octobre 1924 pour une réforme du service national et sa réduction à six ou neuf mois. A partir de septembre, Luchaire écrit également des articles traitant de l'actualité mondiale avec des évocations de la Chine et des États-Unis, dans des versions purement informatives. Il est quand même une exception dans la neutralité de Jean Florence. En septembre il se félicite du

---

137 *L'Ère nouvelle*, 24/11/1923 et 30/12/1923.

138 Jean Florence, « Mussolini tiendra peut-être encore mais la dictature fasciste est morte », *L'Ère nouvelle*, 26/06/1924 ; « La première abdication de Mussolini est chose faite », *L'Ère nouvelle*, 01/07/1924.

recours à l'arbitrage entrepris par Herriot dans la politique internationale<sup>139</sup>. Le nationalisme français trouve encore l'occasion d'attirer ses foudres à la fin de l'année 1924. Les 13 et 23 décembre, il dément les campagnes alarmistes que mène la presse française contre l'Allemagne et il s'insurge notamment contre les « fantaisies de l'*Éclair*<sup>140</sup> ». Enfin, le 15 janvier 1925, Jean Florence signe pour la dernière fois dans l'*Ère nouvelle*. Il commente les rebondissements politiques en Italie et hésite à les interpréter comme un renforcement du régime fasciste ou bien comme le signe de sa fin prochaine<sup>141</sup>. L'année 1925 voit également le départ d'Albert Dubarry, le 25 août 1925 son nom disparaît de la page de garde du journal.

Albert Dubarry crée à la fin de cette année un nouveau quotidien, à l'intérieur duquel Luchaire s'impose très vite. Mais avant cela, l'année 1924 offre à Jean Luchaire l'opportunité de faire vivre sa propre entreprise de presse, à travers la nouvelle publication de *Vita*.

### C. L'apprentissage politique dans les cénacles de jeunes, 1922-1923.

L'expérience personnelle de Luchaire en parallèle de sa collaboration à l'*Ère nouvelle* est très utile à la compréhension de son parcours politique. En effet au cours des années 1922-1923 Luchaire a poursuivi sa formation politique grâce à la fréquentation de groupements professionnels et de mouvements militants.

a) Le Groupement universitaire pour la Société des Nations, la Molé et le Groupe d'études diplomatiques, économiques et sociales.

L'année 1922 voit se dérouler les préparatifs dans les milieux estudiantins d'une association dont l'initiative revient à Robert Lange<sup>142</sup>. Le Groupement universitaire pour la Société des Nations<sup>143</sup> rassemble étudiants, lycéens et professeurs afin de soutenir l'institution genevoise et l'organisation de la paix sous son couvert. L'équipe de onze membres qui crée le GUSDN comprend Jacques Kayser, Georges Marconnet, Hervé Laroche et René Pleven<sup>144</sup>. Christian Birebent a montré qu'elle profite d'un élan certain jusqu'en 1934, ainsi que la richesse de son recrutement transgénérationnel et couvrant largement le territoire français<sup>145</sup>. Luchaire se souvient du jour où, dans la grande cour de la Sorbonne, Robert Lange lui a fait part de son projet<sup>146</sup>. Pierre Brossolette et Bertrand de Jouvenel font partie de la première équipe, Luchaire, quant à lui, n'a pas eu de rôle directeur

---

139 Jean Florence, « Arbitrage et "honneur national" », *L'Ère nouvelle*, 12/09/1924.

140 Jean Florence, *L'Ère nouvelle*, 13/12/1924, 23/12/1924.

141 Jean Florence, « La deuxième vague fasciste en Italie », *L'Ère nouvelle*, 15/01/1925.

142 Christine Manigand, *Les Français au service de la Société des Nations*, Peter Lang, 2003, p.177.

143 Sur le GUSDN, voir Gilles le Béguec, « Le Groupement universitaire pour la SDN (1922-1939) », *Provinces contemporaines*, n°1, Publications de la Faculté des lettres et Sciences Humaines de Limoges, 1990, p.32-48 ; « La paix aux miroirs de la jeunesse », *Provinces contemporaines*, n°2, 1990, p. 59-77.

144 Christine Manigand, *Henry de Jouvenel*, PULIM, Limoges, 2000, p.127.

145 Christian Birebent, *Militants de la paix et de la SDN. Les mouvements de soutien à la Société des nations en France et au Royaume-Uni. 1918-1925*. L'Harmattan, 2008. Voir également Jean-Michel Guieu, *Le rameau et le glaive : les militants français pour la Société des Nations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

146 Luchaire, *Une Génération réaliste*, op. cit., p.68.

dans cet organisme, même s'il côtoie à l'époque toute l'équipe du GUSDN. Luchaire découvre également la Conférence Molé-Tocqueville. La célèbre école de formation juridique à la joute verbale n'attire plus chez lui, en 1929, que des commentaires condescendants.

« Elle nous amusa plus qu'elle nous intéressa. »

Insatisfait une fois encore d'une expérience qui fut sans doute fugace, Luchaire déclare :

« La conférence Molé-Tocqueville ne satisfait aucun de ceux qui sont épris d'action. C'est un temple du verbalisme<sup>147</sup>. »

Fondé en 1922 par des étudiants en droit et des élèves de l'École des sciences politiques, parmi lesquels Georges Marconnet, Edouard Jolly, Jacques Kayser, René Maus, Hervé Laroche et Henri Prado-Gaillard, le Groupe d'études diplomatiques, économiques et sociales (GEDES) est un lieu de formation important accueillant de nombreuses futures figures du barreau et de la politique<sup>148</sup>. Luchaire semble s'être davantage investi au sein du GEDES, sa description du travail alors entrepris est précise.

« Le Gedes ne portait pas son attention sur des sujets de politique proprement dite; mais se bornait à étudier des questions nettement économiques et sociales [...] ses discussions nous amenaient à rechercher une documentation aussi sérieuse et aussi complète que possible<sup>149</sup>. »

Luchaire reconnaît que le GEDES réussit à réunir « une grande quantité d'intelligences brillantes » au cours de deux années d'existence et de travail entre 1922 et 1924.

« Toutes les opinions y étaient admises mais une sorte de classicisme y dominait, fruit de l'enseignement mal assoupli de l'École des Sciences Politiques ».

Gilles Le Béguec a montré la diversité et la richesse de recrutement du GEDES, réservoir par exemple de futurs ministres et d'avocats promis à une grande carrière<sup>150</sup>. A Berlin, les archives de l'ambassade d'Allemagne à Paris ont gardé quelques traces du GEDES. En 1922, ce groupement entre en relation avec l'ambassade par l'intermédiaire de Jacques Kayser. Celui-ci, alors chef de la « section diplomatique » du GEDES, fait une très bonne impression à ses interlocuteurs allemands lorsqu'il demande de la documentation sur toutes les questions politiques en vigueur en Allemagne. Il mène une réflexion sur la question de la responsabilité de la guerre et désire à ce sujet se procurer de la documentation allemande. L'accueil est évidemment favorable et on préconise de nouer contact avec le bureau des relations internationales de l'Union des étudiants allemands à Göttingen<sup>151</sup>. Mais ce travail ne comble pas Luchaire. Toujours préoccupé de sacraliser et de justifier son parcours, il écrit dans son essai de

---

147 Luchaire, *Une Génération réaliste*, op. cit., p.84.

148 Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué*, op. cit., p. 23-24.

149 Luchaire, *Une Génération réaliste*, op. cit., p.85.

150 Gilles Le Béguec, « Le jeune Barreau parisien au début des années vingt », p.127-144, dans Gilles Le Béguec (dir) *Avocats et Barreaux en France. 1910-1930*, Presses Universitaires de Nancy, 1994, p.137.

151 PAAA, DBP 1026, Deutsch-französ.kulturelle u. wissenschaftliche Beziehungen. Bd 1.

1929 :

« Cet éclectisme, au surplus, ne pouvait satisfaire ceux qui dans l'étude, recherchaient les bases d'une action proprement dite. Ceux-là, sans quitter la Molé ou Gedes, cherchèrent à se grouper autrement, et à jeter les bases d'une doctrine sociale et économique plus précise<sup>152</sup>. »

C'est la recherche d'une doctrine politique complète qui semble motiver Luchaire. N'ayant aucun égard pour les partis existants, il lui faut trouver les bases programmatiques capables de nourrir un vaste mouvement politique. C'est en compagnie de Georges Vial-Mazel qu'il s'attaque à cette tâche.

b) Le Comité de Conférences Démocratiques et d'Action Sociale.

C'est par la plume de Jean Florence que l'*Ère nouvelle* rend compte de la naissance, en novembre 1922, du « Comité de Conférences démocratiques et d'action sociale »<sup>153</sup>. L'article de Luchaire entend contribuer au débat lancé par Henry de Jouvenel sur le malaise de partis politiques. Henry de Jouvenel avait exprimé, une fois de plus<sup>154</sup>, son insatisfaction quant aux partis politiques dans le *Matin* à la fin du mois d'octobre<sup>155</sup>. L'introduction de l'article par une voix du journal est intéressante car elle montre une certaine différence d'appréciation avec son auteur.

« Nous sommes ici convaincus que, seuls, les grands partis fortement organisés et ayant un plan général de politique intérieure et extérieure peuvent déterminer l'évolution des peuples et servir utilement l'intérêt public. [...] Aussi nous paraît-il opportun de recueillir l'opinion de l'élite de la jeunesse républicaine, qu'exprime ici en toute indépendance notre distingué collaborateur Jean Florence. »

Luchaire explique la désaffection des jeunes pour les partis traditionnels du fait de l'écart de perceptions qui existe entre les deux.

« La nouvelle génération n'a pas connu ces cadres que la guerre effaçait temporairement et que l'on essaye maintenant de moderniser. »

Luchaire décrit la jeunesse tournée vers un seul « idéalisme : celui de la paix », et uniquement marquée par « la leçon des événements ». Il poursuit par la narration d'une histoire, celle des efforts de la jeunesse pour appréhender les réalités politiques. Les jeunes se sont rapidement trouvés déçus par les partis car il y règne une « méconnaissance profonde » des vérités issues de la guerre et de l'après-guerre, à savoir, la prépondérance de l'économique sur le politique et le nécessaire abandon du cadre national devant « l'interdépendance et l'internationalisation de tous les problèmes ». Encore patiente, la jeunesse attendait de voir les partis « s'adapter aux phénomènes politiques et économiques de l'après-guerre ». Mais au lieu de cela, les jeunes ont assisté à « la faillite de la

---

152 Luchaire, *Une Génération réaliste*, op. cit., p.86.

153 Jean Florence, « Nos enquêtes. La crise des partis et la génération nouvelle. Un nouveau groupement », *L'Ère nouvelle*, 10/11/1922.

154 Christine Manigand évoque à ce sujet « le cheminement d'une pensée rétive à un quelconque encartement » entre 1907 et 1922. Voir Christine Manigand, *Henry de Jouvenel*, op. cit., p. 83.

155 Henry de Jouvenel, « Où sont les partis ? », *Le Matin*, 23/10/1922.



paix » et à la propre « faillite des partis ».

« Et ces organisations politiques, parvenues au terme de leur programme ou impuissantes à le réaliser, ont été incapables de diminuer un passif déjà formidable, l'ont accru de jour en jour et ont ainsi laissé à ceux qui viendront demain la tâche écrasante de le liquider. »

Luchoire décrit une jeunesse se repliant alors sur elle-même. A travers le GEDES, L'Effort et l'IDJ, elle aurait entrepris un travail d'étude prolongé ensuite avec le CCDAS. Le nouvel organisme laisse, comme son titre l'indique, une plus grande place à l'action. Luchoire reproduit ensuite le Manifeste du Comité qui met en avant la nécessité de concevoir une réflexion économique et politique à l'échelon international. Reconnaisant les principes démocratiques, le groupement se fixe pour objectif de suppléer les partis dans la définition d'une politique. On comprend les précautions du journal, organe du cartel des gauches, devant les affirmations des membres du groupement. L'idée d'une faillite des partis perçue comme irrémédiable est intransigeante et s'éloigne d'autant de celle d'Henry de Jouvenel. De plus, elle ne correspond sans doute peu au lectorat habituel du journal.

Au sein du groupe de conférences démocratiques et d'action sociale de Georges Vial-Mazel se retrouvent Jean Luchoire, Bertrand de Jouvenel, André Sauger et Georges Potut. Bertrand de Jouvenel en a gardé quelques souvenirs cocasses qu'il publie dans *Notre Temps* en juillet 1927<sup>156</sup>.

c) L'éducateur Robert de Jouvenel.

Les rencontres d'un groupe informel, au siège de la *Bienvenue Française*, au « Cercle Interallié » autour du charismatique Robert de Jouvenel sont restés comme gravés dans la mémoire de Luchoire. L'admiration portée à Robert de Jouvenel et sa reconnaissance sont palpables lorsqu'il évoque les traits de caractère de cet aîné qualifié d'« éducateur politique merveilleux ».

« Il était, à tout prendre, follement despotique. Mais nous ne nous en apercevions qu'en sortant de la salle, tant sa rayonnante intelligence, la souplesse de son esprit et la séduction de sa dialectique nous entraînaient loin de nous-mêmes et nous faisaient oublier ce que, en entrant, nous avions l'intention d'affirmer péremptoirement<sup>157</sup>. »

L'éducation jugée précieuse de Robert de Jouvenel tient autant dans la teneur des débats que dans le partage de son expérience des milieux politiques.

« Par des anecdotes, par des portraits d'hommes définis en quelques phrases à l'emporte-pièce, Robert de Jouvenel nous a guidé à travers les méandres de la faune parlementaire et nous a appris le jeu des personnes. Par

---

156 « Trois jeunes hommes réunis fondent inmanquablement une école, et, lorsque l'époque est clémente aux intellectuels, une revue. La revue précise leurs désaccords et voilà l'école par terre. Notre école n'eut pas de revue. Elle enseigna dans une brasserie. » C'est Robert de Jouvenel qui aurait encouragé à créer une association politique mais Bertrand de Jouvenel se souvient surtout de l'odeur « des frites » entourant chacune des réunions du CCDAS. Bertrand de Jouvenel, « La Politique à vingt ans », *Notre Temps*, n°2, juillet 1927, p.49-50.

157 Luchoire, *Une Génération réaliste*, op. cit. p.87.

ses critiques lucides sur les partis et sur les doctrines politiques, il a dégagé à nos yeux ce qu'il y a de permanent et de valable dans les forces qui composent la République des camarades et ce qui, en revanche, doit être éliminé, parce que pourri ou dépassé par la vie<sup>158</sup>. »

Le décès subit de Robert de Jouvenel en juillet 1924 prive ces jeunes élèves d'une grande source d'inspiration et d'entraînement au métier de publiciste.

« [...] nous résolvions des équations économiques. Pourquoi le coton est-il une année trop rare, l'autre trop abondant ? Pourquoi le blé est-il trop cher ici, tandis que là il pourrit ? [...] Nous refaisons la distribution entre les peuples des matières premières et des populations<sup>159</sup>. »

Durant la campagne électorale de 1924, Luchaire et ses camarades s'engagent aux côtés de la Ligue de la République<sup>160</sup>. Depuis 1923, ils apportent leur « appui de propagandistes » « afin d'abattre une majorité hostile au rapprochement international<sup>161</sup> ». Luchaire entre en effet, dans la Ligue de la République, au sein de la commission des jeunes aux côtés de Robert Lange et Jacques Kayser<sup>162</sup>.

## II. *Vita*, 1924. Une jeune revue originale au sein de la gauche républicaine.

L'année 1924 est une année charnière en Europe car en Grande-Bretagne comme en France l'alternance porte au pouvoir des gouvernements de gauche favorables à une détente internationale. Ce double événement cristallise les espoirs d'un arrangement définitif de toutes les questions encore en suspens depuis la fin de la guerre. En France, c'est l'année de l'aboutissement des efforts des militants de gauche avec la large victoire du Cartel aux législatives.

En 1924, Luchaire fait reparaître la revue *Vita*. Malgré l'échec subi en 1920 avec la première version, l'équipe est toujours constituée des amis fidèles réunis autour de Luchaire depuis les entreprises franco-italiennes. Claude Aveline est le directeur littéraire et Jacques Nels le rédacteur en chef. Participent également Gabriel-Édouard Monod-Herzen et Pierre de Saint-Prix, déjà membre de l'Effort en 1920. A eux s'ajoutent les nouveaux noms de Bertrand de Jouvenel et d'André Sauger croisés dans les groupements de gauche et notamment au CCDAS de Georges Vial-Mazel. La revue a existé de janvier à octobre 1924 selon l'inventaire de la Bibliothèque Nationale de France. Le numéro de janvier 1924 est absent de la collection à Paris. Comme l'indique sa direction bicéphale, la revue a un double objet, à la fois littéraire et politique. Le siège est fixé au 2, rue Rotrou, domicile des jeunes époux Luchaire. Elle paraît le 10 de chaque mois sur 32 pages dans un format A5. En quatrième de couverture, une citation des *Essais* de Montaigne

---

158 *Ibid.*

159 Bertrand de Jouvenel, « La Politique à vingt ans », *Notre Temps*, 08/1927, p.94.

160 Sur la Ligue de la République, se reporter à Anne-Laure Anizan, Paul Painlevé, op.cit. et Anne-Laure Anizan, « La Ligue de la République et la modernité politique dans l'entre-deux-guerres » p. 115-133, in *Le phénomène ligueur sous la IIIe République*, op. cit.

161 Luchaire, *Une Génération réaliste*, op. cit. p.90.

162 *Ibid.*, p.78. Sur Jacques Kayser, lire la thèse d'Aurélien Bouet, *Jacques Kayser : Un républicain radical au XXe siècle (1900-1963)*, 1993, FNSP.

indique la volonté de promouvoir la diversité.

« Nostre vie est composée, comme l'harmonie du monde, de choses contraires, aussi de divers tons, doux et aspres, aigus et plats, mols et graves : Le musicien qui n'en aymeroit que les uns, que voudroit-il dire ? Il faut qu'il s'en sçache servir en commun, et les mesler<sup>163</sup>. »

Sur cette revue beaucoup de questions restent sans réponses notamment concernant son financement, son tirage et sa réception dans les milieux politiques et estudiantins. Il faut souligner que la parution régulière de janvier à octobre constitue une réussite pour Jean Luchaire et ses amis et marque leur progression dans leur volonté de diriger leur propre entreprise de presse. *Vita* est une revue intéressante avec des livraisons de qualité, sa présentation soignée ainsi que son contenu. Ce sont les signes des nets progrès réalisés depuis décembre 1919 et la première mouture de *Vita*. Si des participations extérieures viennent enrichir le sommaire, la rédaction quasi exclusive des articles politiques par le trio Luchaire, Jouvenel, Sauger indique que la revue est toujours le fait d'un cercle restreint.

La publication de la revue qui couvre la fin de la législature du Bloc national et les premiers mois de celle du Cartel des gauches pose d'emblée la question de son positionnement politique face à ces deux entités.

#### A. *Vita*, une revue de gauche ?

##### a) La critique du Bloc national.

De février à septembre 1924, *Vita* mène une campagne déterminée contre la politique du Bloc national y compris après la victoire du Cartel via des articles qui retracent la politique française depuis 1919 et fustigent ses « erreurs ».

Pour sa première participation à la revue, Bertrand de Jouvenel dresse un tableau de la situation politique française au lendemain de la guerre dans lequel il égratigne le personnel politique. Il rappelle que le débat public fait alors une large place au mot d'ordre de « compétence » comme qualité désormais requise en politique. Jouvenel l'interprète différemment car cette supposée qualité n'est pas autre chose selon lui que l'écrasante responsabilité du personnel politique dans le déclenchement du conflit. Devant la multitude de problèmes émergents, le parlement, décrit comme trop pusillanime, aurait en outre éludé tous les points sensibles et laissé une entière marge de manœuvre au gouvernement.

« Elue dans une atmosphère d'Union Sacrée, notre Chambre évita si bien toutes les questions comme autant de causes de désaccord, qu'au jour de l'action elle ne se trouva d'accord que pour ne rien faire<sup>164</sup> ! »

Le bilan en négatif que dresse alors Bertrand de Jouvenel nous renseigne sur ses attentes déçues depuis la fin du conflit.

« Ni réforme administrative, ni réorganisation économique, ni révision de la Constitution, ni refonte du code, ni réparations, ni sécurité, ni prospérité, ni liberté,

---

163 *Vita* indique la référence suivante, Montaigne, Essais, III, XIII.

164 Jouvenel, « Le parti de la révolution », *Vita*, n°2, 02/1924, p.44.

ni paix, voilà la bilan de cinq années<sup>165</sup>. »

André Sauger rédige un billet mensuel qui s'intitule « La Politique ». Il y mène un combat régulier contre la majorité du Bloc national en mêlant à ses accusations un humour caustique. En février 1924, il évoque l'occupation de la Ruhr et dénonce la politique extérieure du Bloc national. Sauger relate des discussions à la Chambre entre Poincaré et Herriot et conclut à l'échec de la politique de force menée depuis 1919.

« La politique extérieure du bloc national a fait définitivement faillite. M. Poincaré laisse à celui-ci le soin de défendre la politique de force et d'isolement économique, qui ne peut avoir de résultats féconds. [...] De cet événement heureux, nous ne saurions jamais assez nous réjouir<sup>166</sup>. »

Sauger exprime la crainte de voir se profiler un coup de force après le recours aux décrets-lois par Poincaré. L'absence de recours au Parlement constitue selon lui un grave danger que la République ne doit plus sous-estimer. Dans l'hypothèse d'un coup de force, il examine les personnalités capables de le tenter. Nul risque ne proviendrait du gouvernement où il apparaît qu'aucun ministre n'a l'envergure suffisante et les portraits des ministres Chéron, de Lasteyrie et Maunoury sont aussi comiques qu'acerbés. Sauger reconnaît à Poincaré le caractère d'un juriste aussi ne craint-il pas de sa part une atteinte à la légalité républicaine. Il rappelle à son sujet une expression attribuée à Clemenceau.

« Poincaré, c'est une âme de 75 dans une peau de lapin. »

La crainte de voir la République renversée subsiste néanmoins.

« Oui mais... il y a les autres. Et ce sont les autres qui nous effraient, nous les Républicains qui méprisons les dictateurs quels qu'ils soient. En vérité, la France ne veut point recommencer les tristes expériences qui lui laissèrent pour tout héritage les ruines d'un empire et des meubles de mauvais goût<sup>167</sup>. »

Après la victoire du Cartel aux législatives, Sauger retrace le parcours de la Chambre bleu horizon<sup>168</sup>. Depuis les élections jusqu'à la fin de la législature, son regard est sans concession. Les élections ont d'abord été gagnées en usurpant la victoire des anciens combattants.

« Les candidats se présentèrent devant les électeurs auréolés et nantis d'un *satisfecit* qu'ils s'étaient fait donner. Et, pour que cela ne fut point discuté ou critiqué, ils eurent soin, durant la campagne électorale, de toujours parler de la guerre, qui était le passé, et de ne jamais faire d'allusion à la paix, qui était l'avenir<sup>169</sup>. »

Ensuite la majorité a dû trouver une réponse à son cruel manque d'imagination politique.

« La majorité nouvelle, qui n'avait ni programme ni idées, croyait qu'elle allait trouver tout cela au Palais Bourbon. Elle ne trouva rien et en fut fort déçue.

---

165 *Ibid.*

166 Sauger, « La Politique », *Vita*, n°2, 02/1924.

167 Sauger, « La politique », « Avant le nouveau ministère. », *Vita*, n°4, 04/1924, p.132.

168 Sauger, « La politique ». « La révolution continue ». *Vita*, n°6, 06/1924, p.201-203

169 *Ibid.* p.201.

Sentant que c'était pourtant la chose nécessaire, elle s'adressa, pour se tirer d'embarras, au plus intelligent d'entre ses membres, à M. Arago. M. Arago, qui ne doute de rien, pas même de lui-même, promit de leur donner satisfaction. Et, durant quatre ans, le Bloc National vécut sur cette promesse. »

Elle fut ensuite instrumentalisée par des intérêts économiques puissants qui lui dictèrent sa politique.

« Les gros industriels, les mercantis de toutes sortes, les représentants d'intérêts plus ou moins économiques et les députés d'extrême droite gouvernèrent la France en tenant les ficelles qui faisaient mouvoir, penser et voter les députés-pantins<sup>170</sup>. »

Toujours selon Sauger, la Chambre abandonna alors sa fonction de contrôle du pouvoir exécutif.

« Cette impuissance à diriger entraîna le Bloc National jusqu'à être impuissant à contrôler. Il accepta qu'on lui enlevât cette prérogative en établissant le budget biennal et les décrets-lois<sup>171</sup>. »

*Vita* se présente comme un adversaire farouche du Bloc national dont la politique n'a trouvé aucune grâce à ses yeux. Cette opposition qui dénonce la politique extérieure de force menée par Poincaré se prolonge par la promotion d'une politique internationale de détente.

b) La défense d'une politique internationale de conciliation.

Dans son approche de la politique internationale, *Vita* ne se positionne pas seulement dans le débat, elle lutte d'abord pour la reconnaissance de la primauté des questions internationales sur les enjeux intérieurs. Au fil de ses pages *Vita* ne cesse de dénoncer l'inanité d'une vision politique seulement nationale. Jouvenel regrette que depuis la guerre le patriotisme ait envahi toute la sphère publique y compris « le domaine des affaires ».

« A force d'avoir mis le patriotisme partout, on en a fait le masque le plus commode, et la plus commune hypocrisie<sup>172</sup>. »

Dans son billet politique du mois de mars André Sauger se penche sur la question des changes et étudie la politique financière française. La situation financière internationale est alors marquée par la hausse de la Livre sterling et les difficultés du franc. De l'avis de Sauger, la politique financière du pays dépend directement de sa position internationale.

« Le franc n'offre aucune garantie au monde, parce que le monde n'a pas confiance dans la politique extérieure que soutient en France le bloc national<sup>173</sup>. »

Il confirme son propos à l'aide d'un tableau statistique qui montre une évolution du franc sensible à chacun des événements internationaux. Il affirme alors la nécessité d'une politique internationale de conciliation en partenariat avec la SDN.

---

170 *Ibid.*

171 *Ibid.*

172 Jouvenel, « Le parti de la révolution », *Vita*, n°2, 02/1924, p.43.

173 André Sauger, « Change et politique financière », *Vita*, n°3, 03/1924, p. 87.

« A l'extérieur, il nous faut pratiquer une politique largement internationale basée sur la solidarité interalliée et s'appuyant franchement sur la SDN. Pour inspirer confiance au monde, il faut que nous lui montrions que nous avons confiance en lui et que nous voulons gagner la paix non contre lui, mais avec lui. »

Sauger n'entrevoit aucune solution viable dans un cadre strictement national car la guerre a engendré selon lui un profond bouleversement des systèmes politiques et économiques.

« Toutes les questions économiques nées de la guerre, qu'elles soient financières ou économiques, sont interdépendantes et participent de l'idée internationale<sup>174</sup>. »

*Vita* appuie également sa critique de la politique extérieure française en stigmatisant son improvisation et son absence de vue à long terme. Jouvenel, ici sous le pseudonyme d'Henri de Traysnel, et Luchaire, sous celui de Jean Florence, regrettent que la France ne fasse preuve d'aucune continuité en matière de politique extérieure.

« En un mot, y a-t-il depuis le début de ce siècle, et surtout depuis la guerre, une politique française, intérieure et extérieure, aux divers buts reliés par des principes généraux ? Si l'on dresse un bilan des cinq dernières années de la vie politique et économique française, il n'y paraît point<sup>175</sup>. »

Pour les auteurs, la diplomatie qui a cours en France est celle d'un autre âge, ils s'inquiètent qu'en ce domaine la France ne soit guidée que par des « souvenirs ».

« Les diplomates de la République ont toujours à la bouche les maximes de Richelieu, quand ce ne sont pas celles de François Ier<sup>176</sup>. »

Le principe même d'une politique de force est remis en cause par les auteurs qui ne voient là qu'une erreur de stratégie et le risque d'affaiblir financièrement le pays.

« L'invasion et la conquête sont de mauvaises opérations quand les peuples sont arrivés à ce degré d'interdépendance qui fait qu'en écrasant un rival, on perd par là même un fournisseur, un client et presque un associé...<sup>177</sup>. »

Jouvenel et Luchaire considèrent les intérêts « nationaux » comme des « intérêts périmés ou fictifs ». A leurs yeux les intérêts français sont confisqués par une minorité à laquelle seule profitent les politiques agressives.

« C'est au nom de cet invisible "intérêt national" que l'on s'est engagé dans une série de combats politiques, financiers, diplomatiques, dont le plus clair résultat est de faire peser sur la France un fardeau supérieur à ses forces<sup>178</sup>. »

Lorsqu'ils réclament une démarche de collaboration internationale pour la mise en valeur du domaine colonial on perçoit la distance qui les sépare d'une vision traditionnelle de la politique, tant les empires coloniaux, fierté de chaque nation, sont le lieu de cristallisation des rivalités entre puissances.

---

174 André Sauger, « La politique ». « Change et politique financière », *Vita*, n°3, 03/1924, p.87-89.

175 Jean Florence, Henri de Traysnel, « Premier principe d'une politique de bon sens. », *Vita*, n°4, 04/1924, p.97.

176 *Ibid.*

177 *Ibid.* p. 98.

178 Jean Florence, Henri de Traysnel, « Premier principe d'une politique de bon sens », *Vita*, n°4, 04/1924, p.98.

La revue se félicite de la participation de Paul Franck dans son numéro de juin 1924. Il est présenté comme un expert des questions financières internationales de par sa collaboration au *Manchester Guardian* et son rôle de traducteur et d'« inlassable propagateur » des ouvrages de Keynes en France<sup>179</sup>. Et c'est en tant qu'expert qu'il est appelé à se prononcer sur la politique extérieure française menée depuis 1919. Il regrette qu'elle ait été guidée par un esprit de haine et ait abouti à des mesures maladroites. Il recommande une politique de conciliation et envisage un rôle positif de l'Angleterre. C'est ici la seule fois dans *Vita* où la Grande-Bretagne bénéficie d'un regard positif.

« Il faut qu'à présent ce soit dans un esprit net de collaboration que nous nous adressions à l'Allemagne et à nos anciens alliés, particulièrement à l'Angleterre, où le Gouvernement de M. Ramsay Macdonald facilitera notre tâche. Il faut qu'à présent nous nous décidions à *internationaliser* la question des Réparations, c'est-à-dire à nous attacher à la résoudre de la manière qui, tout en nous assurant le maximum de compensation, préjudicie le moins à l'Allemagne et au monde<sup>180</sup>. »

Son avis sur l'occupation de la Ruhr rejoint ceux déjà défendus dans la revue selon lesquels la politique de force vis-à-vis de l'Allemagne est vouée à l'échec.

« En tout cas, ce qui importe au premier chef, c'est que cesse l'occupation économique, avec toutes les entraves qu'elle apporte au développement du Reich, afin que disparaisse de la face du monde le brandon de discorde et le paradoxe insupportable par lequel on voit un créancier appauvrir volontairement son débiteur<sup>181</sup>. »

Quant aux réparations, il revendique une politique de concession jugée plus raisonnable.

« Limitons notre revendication à la réparation de nos dommages matériels, moins de 20 milliards de marks-or et confions la charge des pensions à la caisse internationale prévue par les plans socialistes des réparations<sup>182</sup>. »

A partir de juin 1924, la revue porte un regard attentif aux événements internationaux. La mise en place d'une politique extérieure nouvelle ne nécessite plus les critiques du gouvernement aussi les rédacteurs se penchent-ils sur l'actualité internationale marquée à l'été 1924 par la signature du plan Dawes. Ils entreprennent également une valorisation du travail de la SDN avec l'esprit critique qui caractérise ces pacifistes impatientes. Maxime Gilbert commente la rencontre à Londres des gouvernements alliés réunis pour discuter l'emprunt extérieur prévu par les experts. Il espère sa réalisation entrevue comme le gage de la stabilité de la monnaie et du paiement des réparations. Seulement il regrette que cette question ne soit pas confiée à la SDN.

« [...] les nations non participantes à l'opération de crédit seraient engagées

---

179 Sur la réception de Keynes en France, lire Olivier Dard, « Economie et économistes des années trente aux années cinquante : un tournant keynésien ? », *Historiens et géographes*, n°361, mars-avril 1998, p.173-196.

180 Paul Franck, « La politique extérieure ». « La Tâche essentielle ». p. 184-186, *Vita* n°6, 06/1924. p.185.

181 *Ibid.* p.185.

182 *Ibid.* p.186.

à faire observer le maintien du gage ; le contrôle revêtirait une forme plus acceptable pour l'amour propre national le plus susceptible et cela supprimerait bien des tentations d'y échapper<sup>183</sup>. »

L'auteur défend l'image d'une institution capable de dépasser les égoïsmes nationaux même s'il reconnaît qu'au préalable à sa réussite la participation des Etats-Unis et de l'Allemagne est indispensable. Bertrand de Jouvenel est à plusieurs reprises observateur et rapporteur pour *Vita* des discussions tenues à Genève. Il relate ainsi dans le numéro de juillet la colère des petites nations face aux grandes puissances ainsi que la décision française de maintenir son occupation de la Ruhr alors que l'Allemagne renonce à la résistance passive. Dans le double numéro d'août-septembre il commente les pourparlers sur le désarmement à la troisième Commission de la Société des Nations. Jouvenel se pose en défenseur du principe de discussion publique dans les relations internationales.

« La Société des Nations a un grand rôle. Elle jette le jour sur des problèmes qui paraissent compliqués tant que les gouvernements peuvent en déguiser l'aspect véritable pour donner satisfaction à leur opinion publique<sup>184</sup>. »

Il oppose la diplomatie traditionnelle basée sur les conversations secrètes et les influences en sous-main à celle menée au grand jour au sein de l'assemblée de Genève.

« Pour réussir dans la vieille diplomatie, il faut pouvoir faire beaucoup de promesses, et la France est pauvre. Pour réussir dans la nouvelle, il faut faire preuve de son droit et de beaucoup de bonne volonté. Et là, la France est riche<sup>185</sup>. »

Il exprime les espoirs que ses amis et lui fondent dans l'institution genevoise qui, conformément à son statut, se doit de créer les conditions de paix en Europe.

« Nous attendons de la Ve Assemblée de la S.D.N. qu'elle lie la question du désarmement des vainqueurs, à la question de leur sécurité, et qu'elle fasse publier devant le monde entier que les conditions de cette sécurité sont le désarmement de l'Allemagne, et une solidarité effective entre les pays qui ont vaincu le militarisme allemand<sup>186</sup>. »

Après un réquisitoire contre la politique britannique accusée de gêner les chances de paix par son refus de s'engager sur le continent en matière de sécurité, il met en garde les chancelleries anglaises et françaises.

« Si des gouvernements qui lui sont favorables, en un temps où des accords – plus heureux dans leurs résultats moraux que matériels – ont préparé les peuples à des gestes de générosité collective, ne savent pas utiliser cet enthousiasme pour donner à la France la sécurité, et à la Société des Nations le prestige indestructible d'avoir été l'instrument de l'apaisement international, ils

---

183 Maxime Gilbert, « Note sur l'emprunt extérieur du plan Dawes », *Vita*, n°7, 07/1924, p.216.

184 Bertrand de Jouvenel, « Le désarmement impossible », *Vita*, n° 8-9, 08-09/1924, p.239.

185 Bertrand de Jouvenel, « Conférences ou Conversations ? », *Vita*, n°7, 07/1924, p.224.

186 *Ibid.*



auront porté à la S.D.N. un coup plus terrible que tous ceux qui eussent pu venir d'ennemis, et compromis pour longtemps la reconstruction d'une Europe<sup>187</sup>. »

Jacques Nels, rédacteur en chef, publie ici son unique article politique, sa participation étant habituellement littéraire. Sans surprise il partage les points de vue déjà énoncés quant à la responsabilité des hommes politiques de 1919.

« Ainsi, ne pouvant pas diriger leur pas, ces hommes à qui fut attribué le mandat de réorganiser le monde suivant des lois nouvelles, augmentèrent le désarroi et l'inquiétude, semèrent l'intransigeance, la haine et la violence. »

Il se félicite de l'entrée de l'Europe dans « une période de réalisations économiques et de paix » grâce au plan Dawes tout en regrettant le temps perdu depuis les premières propositions de Keynes.

« Certes, le projet Keynes n'est que schématique, mais s'il avait été accepté comme base d'une discussion raisonnable, il aurait pu assurer à l'Europe, dès 1919, une paix qu'elle attend depuis six ans<sup>188</sup>. »

Luchaire interprète les accords de Londres comme une étape des relations internationales qui n'annoncerait rien moins que « la fin du problème des réparations ».

« L'année 1924 aura vu la fin du problème des réparations. Car il ne faut pas se méprendre : les accords de Londres marquent la fin du problème, que le système Dawes finisse par rendre tout ce qu'on attend de lui ou qu'il aboutisse à un échec<sup>189</sup>. »

Si le plan Dawes échoue, Luchaire entrevoit l'abandon par la France de toutes les réparations et par conséquent l'arrêt pur et simple du paiement des dettes interalliées. Luchaire s'intéresse davantage aux responsabilités politiques dans l'ensemble du problème des réparations. Il voudrait pour cela écrire l'histoire « psychologique des réparations » afin de mettre à jour toutes les fautes françaises. Elles sont nombreuses selon lui et portent sur l'aggravation du climat international depuis 1919 et l'affaiblissement des finances françaises, par les mensonges et les faux espoirs répandus ainsi que par la mauvaise gestion des sommes perçues. Selon son calcul, la France percevra seulement 1 Milliards de francs-or après avoir réglé ses propres dettes. Son constat sur la politique française, et notamment celle de Clemenceau, est naturellement sans appel.

« Qu'on ne jette pas la pierre au bon liquidateur qu'a été M. Edouard Herriot. [...] Mais on a le droit de lapider ses prédécesseurs et surtout le vieillard plein de mépris pour les lois économiques que le bon sens populaire n'a pas appelé à tort "le Perd la Victoire"<sup>190</sup>. »

### c) La jeune littérature et la littérature pacifiste.

*Vita* est naturellement l'occasion pour ses membres de publier leurs premières œuvres littéraires. Aveline et Nels y livrent leurs propres créations et

---

187 *Ibid.*

188 Jacques Nels, « Keynes, précurseur de Dawes », *Vita*, n°8-9, 08-09/1924, p.242.

189 Luchaire, « Les réparations après les accords de Londres », *Vita*, n°8-9, 08-09/1924, p.244-246.

190 *Ibid.*

laissent également la place aux amis Léo Ferrero et Oscar-Paul Gilbert. Au sommaire apparaissent encore les noms de Jacques Natanson, Jean-Jacques Bernard, Philippe Fauré-Fremiet, Georges Heitz et Julien Green, à la fois camarades d'âge et écrivains à leurs débuts. Julien Green ne s'est pas encore fait connaître des milieux catholiques grâce à son *Pamphlet contre les catholiques de France* publiés dans l'unique numéro de *La Revue des pamphlétaires* en octobre 1924. Il apparaît à quatre reprises au sommaire de *Vita* dont trois sous son pseudonyme David Irland, et propose des extraits de *La Vie mélancolique de Charles Lamb* et de *Christine* ultérieurement publiés en 1926 et 1927. Ses souvenirs ne gardent malheureusement aucune trace explicite de sa collaboration à la revue<sup>191</sup>. Lorsque Morhange lui propose au printemps 1924 de rédiger le premier exemplaire de ce qu'il promet être une revue de pamphlets à vocation révolutionnaire, il se moque gentiment et l'encourage à dépasser l'horizon « des revues obscures » dans lesquels il a été publié jusque-là.

« Non sans une pointe d'ironie, il insinua que je n'arriverais à rien de positif si je continuais à me faire imprimer dans des revues obscures et m'ouvrit largement les portes de la sienne, Philosophies dont le programme à tout casser annonçait "manifestes et manifestations"<sup>192</sup>. »

Mais *Vita* n'est pas seulement une vitrine de la jeune littérature des années vingt, c'est également un relais pour le pacifisme. Le directeur littéraire, Claude Aveline, témoigne de sa relation privilégiée avec Anatole France. Ce dernier est à trois reprises au sommaire et participe à la promotion de la littérature pacifiste contemporaine. *Vita* publie en mars 1924 la Lettre à la « *Good Will Delegation* » datée du 15 mai 1923 dans laquelle Anatole France appelle les femmes et les mères de famille à « faire la guerre à la guerre ». *Vita* accorde une place relativement importante dans ses pages littéraires au souvenir de la guerre et à la défense de l'idée pacifiste. Nous avons relevé 6 contributions pacifistes sur 30 livraisons littéraires entre février et octobre 1924. Dans le numéro deux Paul Reboux présente en ces termes les poèmes de guerre de Paul Vialar.

« Les vieillards qui, d'un doigt tordu par le rhumatisme, désignaient la route du massacre à des hommes de vingt ans croient peut-être que leurs victimes sont bien mortes, bien enterrées, bien oubliées. Ils se trompent. Nous sommes quelques-uns à nous souvenir<sup>193</sup>. »

La littérature est ici l'occasion de mettre en accusation les responsables du conflit sans distinction de nationalité mais avec une simple nuance entre Français et Allemands.

« Et nous comprenons aujourd'hui que tout cela n'a servi à rien, ni pour les uns, ni pour les autres. Nous comprenons que les Allemands, dupés par leurs chefs militaires et leurs financiers, ont ruiné leur patrie, et que les Français, dupés par leurs financiers et leurs chefs militaires, ont poursuivi des espérances

---

191 Julien Green, *Jeunes années : autobiographie*, Paris, Seuil, 1984.

192 Julien Green, *Jeunesse*, Plon, 1974, p.260. Son *Journal 1928-1934* ne garde lui non plus aucune trace de Luchaire.

193 Paul Reboux, *Vita*, n°2, 02/1924, p.33.

chimériques pour aboutir à la ruine eux-aussi<sup>194</sup>. »

Le réquisitoire se termine par un avertissement et la promesse d'un engagement politique.

« C'est par notre inflexible résolution de mépriser ceux qui contribuent, si peu que ce soit, à supporter l'idée d'une guerre future ; ceux qui adoptent cette attitude facile et criminelle parce qu'ils ont peur de parler selon leur conscience, parce que ça fait bien, ou parce que ça rapporte ; ceux qui font métier d'être injurieux ou calomniateurs, et qui nourrissent la haine de chaque côté des frontières ; ceux qui, tout en se proclamant bien-pensants, envoient les autres au massacre en leur répétant que "mourir pour la patrie est le sort le plus beau", comme si le sort le plus beau n'était pas d'aimer, de créer et de vivre<sup>195</sup>. »

En juin 1924, Claude Aveline rend hommage en ouverture de la revue à l'ami qu'était Jean de Saint-Prix. Son frère Pierre est partie prenante de la revue, il rédige la chronique des lettres. Aveline revient sur le parcours politique du jeune intellectuel, son engagement pacifiste multiforme ; auprès du groupe des étudiants socialistes, dans le sillage de Romain Rolland ou encore via ses participations régulières à la presse pacifiste avant sa disparition brutale causée par la grippe espagnole.

« Il collabore à de petites revues que les gouvernements surveillent et pourchassent, parce qu'elles contiennent quelques atomes de vérité. Il publie des poèmes, des études, des articles dans *Demain*, *Les Humbles*, *La Forge*, *L'Avenir International* et *La Plèbe* de Fernand Desprès<sup>196</sup>. »

Pour défendre l'idée de paix, *Vita* fait également appel à des personnalités plus âgées issues du monde littéraire et journalistique. En juillet 1924, André Lamandé, ancien combattant, poète, romancier et secrétaire de *La Renaissance* d'Henry Lapauze, s'interroge sur la valeur du progrès technique quand celui-ci aboutit à la quasi destruction de la civilisation européenne.

« Le monde marche encore dans l'égarement. Il ne s'est pas débarrassé de cette folie collective qui fit de l'Europe un charnier et mit Paris et l'ordre latin à deux doigts de leur perte<sup>197</sup>. »

Le titre de son article reprend une expression de Guglielmo Ferrero tiré des *Discours aux sourds*. Il critique la responsabilité de l'ensemble des aînés et encourage les efforts de la jeunesse en faveur du pacifisme. La littérature pacifiste se lit également dans les chroniques de *Vita* sur l'actualité artistique parisienne. En mars 1924, la rubrique théâtrale signée Jack Daroy fait, en des termes militants, la publicité de la représentation à la Comédie Française du *Tombeau sous l'Arc de Triomphe* de Paul Raynal<sup>198</sup>. En dernière page de chaque numéro, les « Remarques » d'Apollodore viennent clore la revue. Nous n'avons pas pu identifier ce signataire, il a écrit avoir participé aux activités de la gilde « Les Forgerons », il pourrait s'agir de Claude Aveline ou bien de Claude Millet, car les

---

194 *Ibid.*

195 *Ibid.*

196 Claude Aveline, « Jean de Saint-Prix », *Vita*, n°6, 06/1924 p.180.

197 André Lamandé, « Le suicide de la Force », *Vita*, n°7, 07/1924, p.209.

198 Henry Desrys, Jack Daroy, « Les théâtres », p.91-94, *Vita*, n°3, 03/1924.

deux participent à *La Forge*, mais nous ne pouvons pas l'affirmer. Souvent caustique, il vient appuyer une idée déjà exprimée dans la revue. En mars 1924, il reprend la critique du personnel politique et à la fin du numéro de juin émet à son tour une opinion pacifiste. Il évoque le tombeau du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe et identifie l'âme du soldat à la flamme qui s'en échappe.

« La voûte retentît de paroles insolentes et des gardes veillent, afin d'écartier tout hommage pacifique. Que la pierre est lourde ! Que la flamme est méprisable... Par les quatre portes monumentales soufflent des vents contraires. La Religion, la Richesse, le Pouvoir, la Justice des hommes ont trouvé un hochet, et jouent<sup>199</sup>. »

La mise en accusation s'inscrit ici dans le présent et met en exergue l'instrumentalisation du pacifisme par une politique qui serait incapable de tirer les leçons du conflit mondial. Ainsi *Vita* participe à un mouvement pacifiste très présent en France depuis le lendemain du conflit. La littérature est mise à contribution par l'inscription régulière au sommaire d'œuvres professant l'idée de paix, dont celles d'Anatole France qui apparaissent dans les cahiers 2 et 10. La revue utilise également par les Remarques d'Apollodore, un espace à la marge, un interstice permettant d'exprimer aux côtés des littéraires et des publicistes une adhésion commune de la rédaction à l'idée de paix.

Tout au long de l'année 1924, *Vita* défend des idéaux de gauche réunis dans le triptyque condamnation du Bloc national, promotion de la solidarité internationale et pacifisme. Cela suffit-il pour la classer dans les rangs de la presse de gauche ? Il apparaît bien vite à sa lecture que son attitude vis-à-vis du Cartel lui confère une place originale et rend son positionnement beaucoup plus délicat à définir qu'un simple classement à gauche.

## B. *Vita*, une revue révolutionnaire ?

### a) Le « chaos » politique depuis 1919.

*Vita* se fait le rapporteur d'une situation politique française décrite sous le maître mot de « chaos ». Le terme est récurrent, il est utilisé par chacun des rédacteurs politiques. Or, dans cette idée de « chaos », les hommes politiques de droite et de gauche ne sont nullement distingués et tous sont également discrédités. Dans le numéro de février, Jouvenel date la naissance du problème au lendemain de la guerre.

« Il est bien évident que tous les problèmes se sont compliqués depuis la guerre<sup>200</sup>. »

Jouvenel rappelle que le pays s'est alors appuyé sur deux idées maîtresses, celle de la « compétence » et celle de « l'empirisme ». Nous avons vu précédemment l'interprétation que fait Jouvenel de la qualité requise de « compétence ». Quant à « l'empirisme », il l'assimile à l'unique marge de manœuvre d'un personnel en butte à l'inconsistance politique, réduit à une sorte

---

199 Apollodore, « Remarques », *Vita*, n°6, 06/1924, p.208.

200 Jouvenel, « Le parti de la révolution », *Vita*, n°2, 02/1924, p.42-46.

d'aveuglement.

« Et c'est pourquoi à force de ne rien distinguer, on a fait peu à peu de l'empirisme, qui est la politique du moins mauvais, la politique du pire<sup>201</sup>. »

Nulle part Jouvenel ne modère son propos en fonction d'une quelconque affiliation politique. Sa seule distinction oppose la jeunesse à l'ensemble du monde politique, une constante chez lui<sup>202</sup>.

« Et comme dans le chaos il n'y a plus de distinction entre les systèmes, qu'il y a seulement ceux qui profitent du chaos, et ceux qui veulent mettre de l'ordre, les empiristes et les autres, la nouvelle génération dans ce pays aura à choisir entre le parti des profiteurs et le parti de la révolution<sup>203</sup>. »

Sauger dénonce lui aussi une défaillance généralisée des hommes politiques au lendemain du conflit.

« Au même instant où le principe de l'association internationale était reconnu par tous les peuples, une vague supranationaliste déferla de par le monde. Les hommes d'Etat appelés à diriger la destinée des pays européens, animés par un esprit particulariste, se refusèrent à être les interprètes des faits pour être ceux des sentiments<sup>204</sup>. »

Il est d'accord avec Jouvenel sur l'origine du problème et en livre une explication plus précise.

« La guerre a bouleversé les grandes théories économiques ; elle a fait naître des besoins nouveaux et elle a transformé les méthodes de production, de crédit et de travail. La guerre a déchainé une révolution économique. Le retour à la paix devait logiquement faire naître une révolution politique. Elle n'eut pas lieu d'où le mal. »

Et de cette absence de révolution politique proviendrait tous les désordres du début des années vingt.

« Le chaos en lequel se débat le monde en est la triste conséquence. »

La situation nouvelle créée par la guerre ne serait toujours pas correctement interprétée par le monde politique.

« Mais, pour s'adapter à une vie nouvelle, il faut la comprendre et nos hommes d'Etat ne la comprennent pas, parce qu'ils sont en retard de dix ans sur elle. Hélas<sup>205</sup> ! »

Jacques Nels abonde dans le même sens et fustige l'incapacité de la politique française à lire les événements.

« Que conclure, sinon que l'aveuglement des uns, la méconnaissance des lois économiques des autres, ont été causes d'une fatale période d'anarchie économique et de désordre politique et social ? Ceux qui furent chargés de conclure les traités, inférieurs à leur tâche, trop préoccupés de leur passé, ne comprenant pas les événements qui les terrassaient, impuissants à démêler le sens d'une époque essentiellement et hautement révolutionnaire, ne surent pas

---

201 *Ibid.* p.43.

202 Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel, op. cit.*

203 *Ibid.* p.44.

204 André Sauger, « La politique » « Change et politique financière », *Vita*, n°3, 03/1924, p.87-89.

205 *Ibid.*

préparer l'avenir. Ainsi, ne pouvant pas diriger leur pas, ces hommes à qui fut attribué le mandat de réorganiser le monde suivant des lois nouvelles, augmentèrent le désarroi et l'inquiétude, semèrent l'intransigeance, la haine et la violence<sup>206</sup>. »

Jouvenel et Luchaire vont plus loin lorsqu'ils se défient du monde politique coupable à leurs yeux de vider de leur substance les idées politiques.

« Formules vides que cette "Liberté", et cet "Ordre" ou ce "Progrès Social", ce "maintien des Libertés Publiques", ce "Respect de la Propriété Privée", qui ont commencé par vouloir dire quelque chose de précis, mais qui, d'années en années, invoquées par tous les partis, ont donné lieu à tant de mesures ou de réalités contradictoires, et masqué tant d'intérêts privés au nom d'un nébuleux intérêt général qu'elles ont fini par ne plus rien vouloir dire du tout<sup>207</sup>. »

Ainsi à travers cette peinture pour le moins négative de la situation politique apparaît une remise en cause de l'ensemble du personnel politique. La revue considère celui-ci comme définitivement discrédité par son incapacité à interpréter des enjeux nouveaux nés dans le prolongement de la guerre.

b) Des réformes pour renforcer la République et consacrer la primauté de l'économique.

Les critiques adressées à la République s'accompagnent de propositions qui dépassent parfois une vision républicaine traditionnelle. *Vita* exprime aussi un programme positif imaginé pour répondre à la situation politique nouvelle. L'idée selon laquelle la République est en état de faiblesse est plusieurs fois défendue par Sauger. Il s'agirait de renforcer la République grâce à une réforme constitutionnelle lui assurant l'autorité nécessaire pour lutter contre deux types d'adversaires.

« Il serait absurde que des républicains, ayant instauré la liberté politique, ne s'inquiètent pas de sauvegarder l'individu vis-à-vis des tyrannies économiques [...]. »

Au souci économique s'ajoute celui du renforcement du pouvoir exécutif.

« Il serait absurde que les républicains, en minorité dans la République pendant les quatre années de l'élaboration de notre constitution ne se soucient pas aujourd'hui de faire entrer la république chez elle autrement que par la porte dérobée et consentent à voir une Présidence de la République organisée comme la Monarchie dont elle garde la place<sup>208</sup>. »

Le programme que défend *Vita* prévoit de créer à l'échelle du pays les conditions d'un retour à la prospérité grâce à un ensemble de réformes administratives et économiques. André Sauger nous livre un aperçu des réformes attendues.

« Pour cela, il nous faut : à l'intérieur, opérer une refonte complète de nos impôts, amortir notre dette publique, rendre claire et précise notre comptabilité et

---

206 Jacques Nels, « Keynes, précurseur de Dawes », *Vita*, n°8-9, 08-09/1924, p.240-243.

207 Jean Florence, Henri de Traysnel, « Premier principe d'une politique de bon sens. », *Vita*, n°4, 04/1924, p.97.

208 Jouvenel, Luchaire, Sauger, « La nouvelle Chambre », *Vita*, n°5, 05/1924, p.150-154.

assainir notre Trésorerie. Il nous faut, pour obtenir des économies, procéder à de nombreuses réformes administratives, militaires et navales ; il nous faut, pour augmenter nos recettes, frapper la fortune acquise ; il nous faut établir et avoir des budgets sincères<sup>209</sup>. »

La revue veut présenter une politique résolument neuve, centrée autour de l'impératif de prospérité. Luchaire distingue les éléments de puissance d'un pays comme étant sa population, ses ressources naturelles, l'utilité que trouve dans celles-ci ses partenaires économiques et enfin son patrimoine intellectuel et culturel. Pour la population française que Luchaire perçoit toujours victime d'une inexorable et dangereuse diminution, il requiert la mise en place d'une vaste politique de prospérité.

« Ce qui dépeuple la France, ce n'est pas l'irreligion [SIC] ou l'égoïsme, la mauvaise éducation des femmes, c'est la vie chère. Comme la vie chère est la conséquence directe de la politique de force et de dépenses militaires, c'est la politique de force qui tarit lentement mais sûrement, toutes les forces futures de la France, toutes les richesses futures de la France<sup>210</sup>. »

Dans cet article où il étudie le problème de la sécurité de la France, Luchaire émet l'idée qu'une politique de prospérité est le plus sûr moyen d'organiser cette sécurité. Aussi associe-t-il pleinement politique de paix et politique de prospérité. Dans le même numéro, c'est avec Jouvenel qu'il énonce ce « premier principe d'une politique de bon sens<sup>211</sup> ».

« C'est que nul peuple, pas plus le nôtre que les autres, n'a que faire de suprématie universelle. Depuis que l'ère des conquêtes est morte [...] ce que le peuple demande à l'Etat, ce que le pays demande à la politique de ses dirigeants, *c'est la plus grande prospérité possible de chaque citoyen*. La politique du bon sens, ce n'est pas celle qui poursuit on ne sait quelle chimère métaphysique, mais celle qui s'efforce de favoriser les intérêts du plus grand nombre<sup>212</sup>. »

Preuve de cet intérêt porté à l'idée de prospérité la revue inaugure en avril 1924 une rubrique intitulée « La Production ». Bertrand de Jouvenel, expert en économie pour *Vita*, se propose de faire dans cette chronique un examen par matières premières afin d'envisager l'accroissement de la production.

« [...] nous proclamerons l'interdépendance des nations qui fait le blé moins cher. » [...] Nous étudierons tout à tour les différentes matières premières [...], nous rechercherons uniquement comment les rendre plus abondantes, meilleur marché, c'est-à-dire comment améliorer les conditions de vie, et avancer la civilisation. »

Le premier article de cette série porte sur le coton. La rubrique s'interrompt cependant en juin 1924 après un article portant sur l'aide matérielle apportée par les Etats-Unis aux régions dévastées par la guerre. En mai 1924, fort de la large victoire de la gauche aux législatives, *Vita* enjoint la nouvelle majorité d'inaugurer

---

209 Sager, « La Politique ». « Change et Politique financière », *Vita*, n°3, 03/1924, p.89.

210 Luchaire, « Le problème de la sécurité (fin) », *Vita*, n°4, 04/1924, p.114.

211 Jean Florence, Henri de Traysnel, « Premier principe d'une politique de bon sens. », *Vita*, n°4, 04/1924, p.97-100.

212 *Ibid.* p.98.

une politique économique volontariste dans un article programme signé de ses trois rédacteurs politiques, Jouvenel, Luchaire et Sauger<sup>213</sup>.

« Il faut mettre en valeur le pays, assurer par une politique avisée de la production et une police impitoyable de la distribution le maximum de prospérité au producteur et le maximum d'abondance au consommateur. Il faut mettre fin à la corruption, en contrôlant sévèrement les comptabilités. Il faut créer des exploitations, des industries, des moyens de transaction et de transport nouveaux. Il faut briser tous les intérêts personnels qui s'opposent à l'intérêt de la collectivité, et qui ne seraient point déclarés et offerts à l'examen de tous<sup>214</sup>. »

Cette politique de réforme devrait être accompagnée à l'échelle internationale par une politique tout aussi volontariste permettant de combiner accords économiques et de sécurité.

« A l'extérieur, une politique de conciliation, de coopération politique et économique s'impose. Il faut ouvrir à nouveau les marchés, remettre au travail les peuples ruinés, faire des pactes de garantie et des pactes de libre-échange, qui gagneront de proche en proche. Il faut fortifier la Société des Nations, et lui soumettre toutes les causes de litige<sup>215</sup>. »

### C. La rhétorique révolutionnaire. Quelle vision de la République ?

*Vita* défend dès ses débuts une stratégie politique hors partis. La revue exprime avec la plus grande vigueur son refus de compter sur les deux organismes politiques les plus proches du pouvoir.

« Il n'y pas à choisir sa place par rapport au Bloc national – ce cadavre auquel on a point trouvé de fossoyeur – ou au Parti-radical, le-Parti-qui-porte-des-Reliques, ce parti des libertés qui défend puérilement la liberté politique alors qu'on attaque avec subtilité la liberté économique<sup>216</sup> ! »

Jouvenel imagine au-delà des partis une politique de réforme hardie faisant la part belle à l'idée de rationalité.

« Il y a une place au-dessus de ces partis ; c'est la "Montagne". De droite et de gauche s'y élèvent tous ceux qui veulent pour garantie de la liberté une autorité forte, contrôlée, inattaquable parce que répondant à la nécessité et représentant la part et la voix de l'intérêt général ; tous ceux qui veulent une administration responsable et commercialisée, une organisation des transports et des communications qui supprime des intermédiaires dans tous les domaines, un assainissement de l'argent qui mette fin à l'accaparement des banquiers ; tous ceux qui pensent enfin qu'il est temps pour l'univers de réaliser un de ces vastes mouvements aussi régulier, aussi inévitable qu'une révolution sidérale, et d'accomplir, pour éviter la révolution des passions, la révolution des idées<sup>217</sup>. »

Ce discours qui remet en cause la division entre la droite et la gauche,

---

213 Bertrand de Jouvenel, Jean Luchaire, André Sauger, « La Nouvelle Chambre », *Vita*, n°5, 05/1924, p.150-154.

214 *Ibid.* p. 152.

215 *Ibid.*

216 Jouvenel, « Le parti de la révolution », *Vita*, n°2, 02/1924, p.45.

217 *Ibid.* p. 46.



délaisse les valeurs idéologiques qui les séparent au profit de la seule prise en compte du fait économique. En ce sens, et allié à l'idée de rationalisation des services de l'Etat, il préfigure les discours techniciens qui se développent à la fin de la décennie et plus particulièrement celui « réaliste » développé dans *Notre Temps*. La rhétorique révolutionnaire n'est pas seulement employée pour renforcer l'impact de l'idée d'une réforme générale, plus loin lorsque Jouvenel fait référence aux hypothèses communiste et réactionnaire, il indique quels sont ses critères de comparaison dans l'ordre politique. Et pour mener son programme de réforme Jouvenel imagine un « Parti de la Révolution ».

« Il ne se recrute ni à l'extrême-gauche, ni à l'extrême-droite, ni parmi les militants de l'"action directe", ni parmi les doctrinaires du "coup de force". La passion du meilleur n'obéit à aucun accaparement. Il est sorti de la guerre, à la fois moins qu'une faction, et plus qu'un parti : une pensée<sup>218</sup>. »

Deux idées intéressantes sont exprimées ici, celle d'une « pensée » née de la guerre sur laquelle nous revenons plus loin et celle d'un rejet apparent ou du moins un appel à un dépassement de la République traditionnelle qui nous pousse à nous interroger sur la véritable perception de celle-ci par la revue *Vita*. La référence aux extrêmes politiques est intéressante car elle rappelle leur pouvoir d'attraction auprès de la jeunesse, leur capacité à représenter des projets de rénovation politique et à inspirer, y compris pour la jeunesse républicaine, des modèles comparatifs. Nous avons déjà rapporté l'idée plusieurs fois défendue dans les pages de *Vita* d'un nécessaire renforcement du régime républicain. Moins que la République, c'est davantage la politique traditionnelle des partis et leurs programmes que les auteurs veulent combattre. Lorsque Jouvenel et Luchaire défendent l'idée de la primauté de l'économique en avril, celle-ci a pour corollaire une nette domination du politique.

« [...] dans un monde où il est difficile de vivre matériellement, la politique de tout Etat doit viser uniquement à réorganiser la vie matérielle. Devant les lois économiques doivent plier désormais toutes les volontés, tous les désirs, toutes les traditions politiques<sup>219</sup>. »

Cette politique est révolutionnaire dans le sens où elle s'appuie sur l'idée que l'économie doit le politique.

« Vouloir se contenter d'un programme d'avant-guerre, avec quelques additions de circonstance pour organiser l'après-guerre, voilà ce que les jeunes ne seront pas seuls à trouver fatal pour la paix et pour la nouvelle majorité<sup>220</sup>. »

Ils discréditent l'arsenal théorique des partis de gauche et entendent prendre à leur charge l'analyse politique qu'exige l'organisation de la paix.

« Le programme traditionnel du parti républicain ? Les jeunes ne veulent le connaître qu'à titre de curiosité historique. Il y a des sentiments, et des forces

---

218 *Ibid.* p. 44.

219 Jean Florence, Henri de Traysnel, « Premier principe d'une politique de bon sens. », *Vita*, n°4, 04/1924, p.100.

220 Jouvenel, Luchaire, Sauger, « La nouvelles Chambre », *Vita*, n°5, 05/1924, p.154.

issues de la guerre : les uns doivent être utilisés, les autres organisées<sup>221</sup>. »

Luchaire et Jouvenel tiennent à préciser ce qu'attend la jeunesse et omettent de définir leur propre perception de la République. Et la définition des attentes de la jeunesse commence par une mise en garde.

« Il y a une chose à laquelle les chefs de la nouvelle majorité doivent prendre garde dès à présent. C'est à l'état d'esprit de cette partie de la nouvelle génération qui, selon un terme conventionnel, est "à gauche". »

Même s'ils l'utilisent parfois pour se définir et le plus souvent entre guillemets, le terme « gauche » ne satisfait pas les animateurs de *Vita*. Aussi entendent-ils préciser l'identité de cette jeunesse de gauche qu'ils entendent représenter.

« Les jeunes qui ont compris que la besogne la plus urgente était, depuis la guerre, d'*organiser*, et qui ne voient ni dans le royalisme ni dans le communisme des possibilités d'organisation juste et pratique, ont désiré le succès des gauches radicales et socialistes<sup>222</sup>. »

L'association entre cette jeunesse désireuse « d'organiser » et les partis de gauche prend sa source dans le combat commun contre le Bloc national et tout particulièrement contre sa politique extérieure. Aussi les auteurs se félicitent-ils de la disparition de la Chambre « qui faisait du nationalisme abstrait sa suprême idole et d'un texte inerte sa seule politique ». Mais cette jeunesse n'est pas pour autant devenue radicale ou socialiste et ils préviennent les leaders de la nouvelle majorité.

« Si la nouvelle génération de gauche a réagi contre la Chambre de 1919, qui faisait fi des réalités de l'après-guerre et des idéalismes de la guerre au milieu desquels cette génération a grandi, elle s'écartera également de la Chambre de 1924, si celle-ci se borne à être une réédition de la Chambre de 1914<sup>223</sup>. »

Ici est mise en avant la définition d'une identité politique particulière dont l'événement matriciel est la guerre. Il faut remarquer les deux points de repère de cette jeunesse que constitueraient les « réalités de l'après-guerre » et les « idéalismes de la guerre ». Ces deux points devraient être obligatoirement respectés par les partis politiques avant d'obtenir l'adhésion de la jeunesse.

« Les jeunes ne veulent pas plus d'un retour au passé qu'ils n'ont voulu de l'étouffement d'une réaction gélatineuse et inintelligente. Leurs sentiments et leur vision des réalités s'apparentent à ceux d'hommes de gauche d'avant 1915. Ce ne sont pas les mêmes ; quelque chose les sépare : la guerre<sup>224</sup>. »

L'identité politique de la jeunesse est définie comme fondamentalement différente de la gauche traditionnelle à cause des bouleversements dus à la guerre.

« La guerre a provoqué des réactions sentimentales qui sont aujourd'hui dominantes. Elle a créé une situation politique et économique dans laquelle il

---

221 *Ibid.* p.153.

222 *Ibid.* p.152. En italique dans le texte.

223 *Ibid.* p.153.

224 *Ibid.*

s'agit d'organiser l'existence des individus et des collectivités. Les principes d'avant le conflit sont morts. A plus forte raison, les formules et les programmes d'avant-guerre ne sauraient revivre utilement une minute<sup>225</sup>. »

C'est peut-être ici dans le rejet des idées et programmes d'avant-guerre que la revue exprime le plus clairement un positionnement alternatif. C'est aussi là que réside la contradiction et le point d'achoppement des relations avec les partis de gauche tant il paraît difficile de concilier un engagement républicain et l'abandon des héritages politiques de la Troisième République. Une autre évocation de l'existence d'une jeunesse nouvelle est le fait d'André Lamandé en juillet 1924<sup>226</sup>. Nous avons évoqué sa participation à la défense de l'idée pacifiste mais ce n'est pas là la seule idée remarquable dans sa participation à *Vita*. Après avoir sévèrement mis en cause les aînés, Lamandé discute l'idée d'une rivalité de générations.

« Et pourtant, c'est vers les jeunes gens, qui nous bousculent et qui mordent la vie avec des dents "de jeunes loups" que nous nous penchons avec une affectueuse anxiété. On dit qu'ils sont matérialistes, de cœur sec, et que leurs appétits de luxe et de plaisir sont illimités. Et qu'ils nous pousseront rudement par les épaules ; et qu'ils prendront nos places, et se riront de nous. La plaisante histoire ! »

Il affirme un soutien sans faille à la jeunesse pacifiste et internationaliste et prévient qu'il se rangerait à leurs côtés si les aînés, demeurant nationalistes, s'opposaient à leurs efforts. André Lamandé, même s'il est le seul à soulever l'idée qu'un conflit de génération pourrait expliquer les divergences d'appréciation en matière de politique internationale, apporte ici sa contribution à la réflexion première de *Vita*.

Ainsi *Vita* définit en 1924 la vision politique originale d'une jeunesse « révolutionnaire » présentée comme étant « la nouvelle génération ». La volonté de la revue de se placer en tant que porte-parole de la jeunesse est également affirmée en juin 1924 lorsqu'elle présente Paul Franck comme « l'une des figures les plus remarquables de cette nouvelle génération dont nos cahiers voudraient être le centre de ralliement<sup>227</sup> ». Son discours politique imagine un engagement politique de la jeunesse en totale indépendance vis-à-vis des partis politiques classiques. La politique internationale de conciliation défendue par *Vita* est-elle l'expression d'un pacifisme résolu ? Dans sa promotion des accords internationaux, de la SDN et de l'idée d'union européenne, elle rejoint des points de vue assez largement partagés dans les milieux de la gauche républicaine, sa seule originalité en ce domaine résidant sans doute dans la détermination affichée dans leur diffusion. Enfin l'intérêt porté aux questions économiques et financières est une caractéristique importante de la revue. Lorsqu'elle défend l'idée de subordonner le politique à l'économique, elle préfigure les discours techniciens de certains groupements « réalistes » du début des années trente.

---

225 *Ibid.* p.153.

226 André Lamandé, « Le suicide de la Force », *Vita*, n°7, 07/1924, p.209-212.

227 *Vita*, n°6, 06/1924, p.186.

Le dernier numéro de *Vita* conservé à la BNF, daté du mois d'octobre, est une livraison entièrement littéraire autour d'Antoine Bourdelle et Anatole France. Il annonce la parution d'un prochain numéro consacré entièrement à la Société des Nations. Introuvable à la BNF, il est probable que l'interruption de la revue n'ait pas permis sa réalisation. Cependant sous les auspices de *Vita*, Luchaire a pu entreprendre un travail d'édition. Il publie le manifeste titré « Premier principe d'une politique de bon sens » qui est une reproduction de son article d'avril 1924. Il relance ensuite Chez Delpeuch la collection « Les Problèmes du Jour » et permet la sortie de deux brochures, « Ruhr ou plan Dawes » de Jacques Kayser et « Finances de la France » de Paul Franck. Ainsi Luchaire offre à ses amis d'étendre leurs activités de propagande et donne à *Vita* une vocation supplémentaire, davantage théorique.

### III. La promotion de la jeunesse dans *La Volonté*, 1925-1927.

La poursuite de la carrière journalistique de Jean Luchaire se fait dans le sillage de son précédent directeur, Albert Dubarry. Celui-ci a obtenu 350 000 Frs lors de son départ de *l'Ere nouvelle* avec lesquels il fonde *La Volonté* le 8 octobre 1925<sup>228</sup>. Selon Pierre Albert, la ligne politique du journal est directement inspirée par Caillaux. Son directeur est toujours « proche du pouvoir qu'il soit radical ou modéré » et « s'efforce surtout de jouer de ses relations pour rester à la charnière des partis qui gouvernent<sup>229</sup> ». *La Volonté* est marquée par la figure de Dubarry qui a su nouer des relations fructueuses avec l'Allemagne lorsque le tirage était insuffisant. Jacques Bariéty a démontré que, dès 1926 et jusqu'en 1930, *La Volonté* reçoit une aide financière allemande en échange de la parution d'articles qui lui seraient favorables<sup>230</sup>.

Dubarry intègre Luchaire à son équipe en tant que rédacteur diplomatique. Claude Lévy indique que Luchaire est en charge de l'éditorial. La rubrique n'étant que très rarement signée, il ne nous a pas été possible d'intégrer ces articles dans notre étude. Cependant, nous avons remarqué qu'à de rares occasions, la teneur de l'éditorial s'avère identique aux articles de Luchaire dans *Notre Temps*, notamment en octobre 1927, après l'élection de Daladier à la direction du Parti radical. Luchaire rédige des articles d'informations sur les événements internationaux à un rythme croissant, en commençant comme second rédacteur. Ses articles arrivent régulièrement en Une de la *Volonté* après ceux de J.F Louis Merlet ainsi qu'en « Dernières Nouvelles ». Mais la particularité de sa participation réside en premier lieu dans sa double signature, sous son propre nom en politique internationale et sous le pseudonyme de Jean Dauriac dans la rubrique « La Volonté des jeunes ».

---

228 Pierre Albert, *Histoire générale de la Presse française*, tome III, p. 563.

229 *Ibid.*

230 Jacques Bariéty, « L'appareil de presse de Joseph Caillaux et l'argent allemand (1920-1932) », *Revue historique*, n°502, avril-juin 1972, p. 377-406.

## A. Les rapports de Jean Luchaire avec la Fédération des Jeunesses laïques et républicaines à travers « La Volonté des jeunes ».

La première participation avérée de Jean Luchaire date du 23 novembre 1925 sous la signature de Jean Dauriac pour l'inauguration de la rubrique « La Volonté des Jeunes ». Le nom de Dauriac est également utilisé pour des articles d'actualité internationale en décembre 1925, mais dès janvier 1926 ce pseudonyme est réservé à l'éditorial de « La Volonté des jeunes ». Cette rubrique est hebdomadaire, elle occupe la moitié haute de la cinquième page, arrivant après les pages « La Volonté littéraire » et « La Volonté théâtrale ». Elle est composée de l'éditorial de Dauriac et d'un portrait d'un militant des jeunesses républicaines signé Le Diablotin. Parmi les portraits des leaders de la jeunesse une part importante des cadres de la Fédération des Jeunesses Laïques et Républicaines<sup>231</sup> (FJLR) sont représentés ; Gaston Bonnaure, Pierre Maybon, Henri Prado, Jacques Ancelle, Albert Hecker, René Goehringer, Robert Tenger. La rubrique présente également Jean Gérard, Pierre Mendès France pour la LAURS, Roff Sohlman délégué suédois de la FUISDN, Robert Bobin, Jean Dars, Pierre Brossolette et Robert Lange du GUSDN, ainsi que quelques proches de Jean Luchaire à savoir Léo Ferrero et André Sauger. Plus tard, vient s'ajouter un article de Gaston Maurice relatant l'actualité des différents mouvements de jeunesse républicaine. Luchaire y participe depuis sa création le 23 novembre 1925 jusqu'à son abandon progressif à partir de septembre 1926. Il livre à trente-cinq reprises un article, exceptionnellement deux lorsque Jean Dauriac laisse la parole à Jean Luchaire. Il poursuit ici un travail qu'il connaît bien : outre sa participation à plusieurs feuilles politiques destinées à la jeunesse (*La Jeune Europe*, *Vita*, *Fructidor*), il a alimenté la même rubrique dans l'*Ere nouvelle* à l'été 1921. La rubrique est intéressante à double titre. Elle nous révèle d'abord les relations qu'entretiennent Luchaire et la FJLR. C'est ensuite un outil efficace pour connaître la pensée politique de l'auteur livrée de manière beaucoup plus lisible ici que dans des articles de politique internationale. L'éditorial, lieu d'expression d'idées personnelles partagées en principe par la direction du journal, offre une certaine liberté de ton qui permet à Luchaire d'associer à l'actualité de la FJLR son interprétation des événements. Et selon la qualité de sa relation avec elle, Luchaire, signant Dauriac, se montre parfois laudateur et parfois très critique. D'une manière générale, Luchaire imprime dans les editoriaux de « La Volonté des jeunes » son propre point de vue qu'il présente comme celui de la jeunesse ou de la génération nouvelle.

Depuis l'épisode de l'Internationale démocratique des Jeunes en 1921, Luchaire est en contact avec Albert Hecker, représentant des jeunesses républicaines au congrès de Copenhague. En 1924, suite à la fusion entre l'UJF et la JLR la nouvelle association dénommée FJLR se dote d'un organisme, le Comité

---

231 Sur les FJLR, se reporter à la thèse de Cédric Meletta, *La Fédération des Jeunesses Laïques et Républicaines : un apprentissage politique et civique dans la France de l'entre-deux-guerres (1924-1939)*, sous la dir. de Gilles Le Béguec, Univ. Paris X-Nanterre, 2005.

d'Action et de Propagande chargé entre autres d'organiser la réflexion politique des JLR. Le premier numéro de *Fructidor* mentionne en août 1924 que le CAP est constitué par les cadres historiques des JLR, Gaston Bonnaure, Albert Hecker et René Goehringer et qu'il « s'adjoint la participation de membres supplémentaires » réunis dans le Comité d'Etudes Politiques (CEP). Y figurent entre autres Jacques Kayser, avocat à la cour, Georges Potut, journaliste, ou encore Georges Bonnet nouvellement élu député. L'équipe resserrée de *Vita*, à l'exception de Claude Aveline, est présente avec André Sauger, Bertrand de Jouvenel, Jacques Nels et Jean Luchaire, lui-même nommé secrétaire général du CEP. Luchaire participe à deux reprises au congrès annuel de la FJLR en tant que rapporteur, en décembre 1925 à Metz, puis en novembre 1926 à Reims. Il participe également à *Fructidor*, le bulletin des JLR. Fidèle à ses sujets de prédilection, Luchaire y aborde en premier lieu la question des réparations et celle des accords internationaux de sécurité<sup>232</sup>. Dans ses deux premiers articles, on découvre les compliments qu'il adresse à Herriot pour son action en politique internationale. A l'heure des premiers résultats du Cartel, Luchaire se fait laudateur et il est intéressant de se rappeler du ton nettement plus critique adopté à peine quelques mois plus tôt dans *Vita*<sup>233</sup>. En janvier 1925, Luchaire signe une étude sur la jeunesse allemande ; « Où va la jeunesse allemande », reproduite dans *La Volonté* le 7 juin 1926. Il rédige également un essai ; « Pour contribuer à l'histoire de la génération nouvelle » publié en deux épisodes ; « L'évolution psychologique pendant la guerre » en août 1925, puis « La désillusion de la paix et la faillite du wilsonisme » dans le numéro suivant en octobre 1925.

En 1925, Luchaire assume une position importante au sein de la FJLR c'est pourquoi sa rubrique, « La Volonté des jeunes », se focalise plus spécialement sur l'actualité des JLR. Elle publie régulièrement des encarts invitant ses lecteurs à adhérer à la FJLR et à s'abonner à son organe, *Fructidor*. Cependant, au cours de l'année 1926, on devine des relations soumises à des tensions importantes entre Jean Luchaire et les JLR.

a) La promotion du travail de la Fédération des Jeunesses laïques et républicaines.

De novembre 1925 à janvier 1926, la FJLR fait l'objet d'une attention toute particulière de la rubrique<sup>234</sup>. Ce travail de propagande débute par la publication du Manifeste titré « Appel à la Jeunesse française ». Ce texte constitue le premier résultat de la réunion du Comité d'études politiques dont Luchaire est le secrétaire général. Le texte recommande à la jeunesse de s'engager en politique en respectant les idéaux de justice et de liberté. Il émet le vœu d'une réforme profonde de la République afin de restaurer son autorité. En insistant sur les termes d'autorité et de réforme, il cherche à ramener vers la FJLR la jeunesse « trompée » par les groupements extrémistes. Après les signatures des principaux dirigeants de la

---

232 *Fructidor*, 09/1924, 10/1924, 04/1925.

233 Bertrand de Jouvenel, Jean Luchaire, André Sauger, « La Nouvelle Chambre », *Vita*, n°5, 05/1924, p.150-154.

234 *La Volonté*, « La Volonté des jeunes », 23 et 30/11/1925, 28/12/1925, 15 et 22/03/1926, 14/06/1926.

Fédération, le texte énumère les mesures que réclament les jeunesses républicaines. En politique intérieure, l'accent est mis sur une réforme de l'Etat permettant de rendre plus efficace les pouvoirs exécutif et législatif ainsi que la création d'organismes susceptibles d'améliorer les rapports entre l'Etat et les différents agents économiques ; « le travail, le capital, l'Intelligence ». Dans le domaine extérieur, le texte se prononce pour une politique de conciliation, favorable au projet d'Etats-Unis d'Europe dans le cadre de la SDN. Pour finir, il mentionne que, eu égard à « la faible natalité de la France », une « collaboration étrangère » apparaît « indispensable ». Si le texte a été élaboré dans le cadre des réunions collectives du Comité d'Etudes Politiques, il ne fait guère de doute qu'il est directement inspiré par Jean Luchaire. Le manifeste commence par dresser le portrait politique de la jeunesse. Il relève ses déceptions depuis la fin de la guerre et cite parmi ses aspirations la nécessité d'« organiser » la vie politique du pays. Il veut prévenir la jeunesse de l'égarement qui la pousse à choisir les solutions extrêmes désignées comme le communisme, le royalisme et le Faisceau. Il rappelle que les « cent mille jeunes gens » qui composent les JLR soutiennent ardemment la République et il insiste enfin sur la nécessité d'une réforme.

« Le problème, ce n'est donc pas d'abattre la République, c'est de la réorganiser<sup>235</sup>. »

La volonté d'identifier la vision politique de la jeunesse, le fait de la considérer dans son ensemble, sous l'angle de la génération, en lui reconnaissant des aspirations communes malgré des engagements divergents sont les marques de la réflexion de Luchaire.

« Telle est la psychologie d'une génération qui, désormais veut agir<sup>236</sup>. »

Quelques extraits du manifeste reprennent assez nettement des arguments que Luchaire a initialement écrits en juin 1920, et depuis régulièrement défendus dans les colonnes de *La Jeune Europe*, *L'Ere nouvelle* et *Vita*.

« Les jeunes sont nés à la vie spirituelle pendant la guerre : ils en ont compris les leçons. Le voisinage de la mort leur a inspiré un amour passionné de la vie et de l'action. Les horreurs de la guerre ont fait d'eux des partisans résolus de la paix. L'instabilité générale a provoqué en eux une soif ardente d'ordre et de stabilité<sup>237</sup>. »

Ici se lisent les idées de guerre éducatrice à l'origine de la mentalité particulière de la nouvelle génération, et celle de la déception de 1919, des thèmes que Luchaire propage depuis l'été 1920<sup>238</sup>.

L'« Appel à la Jeunesse française » décrit une jeunesse libérée des idées d'avant-guerre.

« On peut le déplorer mais le fait est là : les jeunes ne respectent ni les

---

235 « Appel à la jeunesse française », « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 23/11/1925, la phrase est en capitales d'imprimerie.

236 « Appel à la jeunesse française », « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 23/11/1925.

237 *Ibid.*

238 Le manifeste de l'Effort est reproduit dans Jean Luchaire, *Une Génération réaliste*, *op. cit.*, p. 154-157. Voir plus haut notre présentation des idées de Luchaire dans *L'Effort* et dans *L'Ere nouvelle* à partir du 11/07/1921.

traditions, ni les mystiques, mais ils sont profondément idéalistes, parce qu'ils désirent profondément construire un monde meilleur. »

Dans le Manifeste de l'Effort, Luchaire et ses camarades écrivaient :

« Croyances, traditions, autorités, dogmes, se sont démontrés illégitimes, faux ou disproportionnés avec la place qu'ils occupaient<sup>239</sup>. »

La conciliation des idées de Luchaire et de celles propres à la FJLR se lit dans la présence d'un double discours. En effet le manifeste émet une sévère critique de la République, du Parlement, des figures politiques et des partis, pour autant il affirme un attachement indéfectible au suffrage universel et aux institutions républicaines.

« Que nul ne s'y trompe, il n'y a pas un jeune pour trouver que la France soit bien organisée, et pour admettre que le fonctionnement et l'aménagement actuel du régime républicain soient acceptables<sup>240</sup>. »

Ici apparaît le discours de Luchaire parlant au nom de la jeunesse et condamnant le fonctionnement de la Troisième République. La fin du manifeste laisse davantage la voix aux militants républicains et reflète mieux les idées des JLR, l'emploi des guillemets le confirme.

« Et les jeunes républicains - républicains par conviction profonde et réfléchie - ajoutent : "La Réforme de la République doit être faite suivant son principe essentiel, par la réunion des représentants du pays, régulièrement élus. Nul autre moyen de lutte politique ne doit être permis, aucun n'étant légitime, donc durable, DONC PRATIQUE." »

La fidélité au principe démocratique est également fermement énoncée.

« La seule autorité que l'on comprenne et que l'on respecte, donc, la seule légitime et la seule durable, c'est celle qui émane de la majorité des citoyens, s'exprimant en pleine indépendance par le bulletin de vote, et déléguant leurs pouvoirs à un intermédiaire nécessaire : le Parlement<sup>241</sup>. »

L'« Appel à la Jeunesse française » constitue donc à nos yeux une combinaison des idées de Jean Luchaire émises dans le cadre du CEP et de celles, plus traditionnelles, des JLR. Cette synthèse permet de cibler un large public, en exprimant clairement les critiques du régime et en proposant de les résoudre via un projet de réforme. Il reprend ainsi des idées largement en vogue dans le débat public depuis la fin de la guerre. On peut s'interroger sur la réception de ce manifeste par la FJLR tant est mise en avant la critique du régime républicain et l'on peut sans doute l'interpréter comme un changement de stratégie et un essai de propagande de la FJLR. Cela prouve en tout cas le talent de Luchaire pour s'insinuer dans des organismes notoires, y apporter des idées nouvelles et dérangeantes pour finalement parvenir à un accord temporaire. A de nombreuses autres reprises, Dauriac vante l'œuvre de la FJLR. Le 28 décembre, pendant le Congrès de Metz, Dauriac publie un article exalté où il souligne l'importance du congrès, avec un ordre du jour qui s'annonce comme un défi.

---

239 Jean Luchaire, *Une Génération réaliste*, op. cit., p.154.

240 « Appel à la jeunesse française », « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 23/11/1925.

241 *Ibid.*



« [...] il apparaît que les JLR sont appelées à se prononcer sur une série d'ordres du jour dont l'ensemble constitue un véritable programme politique, d'action intérieure et d'action internationale<sup>242</sup>. »

En mars Dauriac consacre trois éditoriaux à la FJLR où il fait l'éloge de son travail.

« A une époque où l'antiparlementarisme est de mode, surtout parmi la jeunesse, il n'est pas sans intérêt de constater les progrès incessants que font les idées républicaines auprès de la nouvelle génération. On les doit, – disons-le tout de suite – à l'admirable propagande que fait, avec une ténacité et une méthode jamais démenties, la Fédération des J.L.R. de France<sup>243</sup>. »

Il cite le travail des jeunes conférenciers qui resserrent les groupes en province. Cette série d'article de mars 1926 prend place dans le débat qui vise à obtenir de la LAURS son intégration au sein de la FJLR. Parmi les étudiants républicains socialistes, deux tendances s'opposent. Gaston Maurice, ancien vice-président, est favorable à l'union avec les JLR. Pierre Mendès France se fait lui, le garant de l'indépendance de la LAURS. Les semaines suivantes, Dauriac poursuit son plaidoyer en faveur d'une union entre « les jeunesses universitaires » (la LAURS) et « les jeunesses du pays<sup>244</sup> » (la FJLR). Une dernière fois en juin 1926<sup>245</sup>, Dauriac se fait le promoteur de la FJLR mais les compliments sont cette fois accompagnés de sévères critiques à l'encontre des cadres de la Fédération.

Ce travail de promotion de la FJLR signé Jean Dauriac ne doit pas cacher la distance qui sépare Jean Luchaire de la Fédération des JLR. On a deviné dans la rédaction du manifeste des tendances divergentes quant au respect dû aux institutions de la République. L'idée d'une révision de la constitution défendue par Luchaire s'avère être le point d'achoppement de leurs relations. Autour de cette question, les discussions révèlent des perceptions différentes et, au cours de l'année 1926, des positions politiques difficilement conciliables. A la suite de son travail au sein du CEP, Luchaire aborde le congrès de Metz avec un rapport sur « l'organisation de la démocratie ». Celui-ci réclame la révision de la Constitution et propose les éléments d'une « constitution désirable ». De son propre aveu dans les colonnes de « La Volonté des Jeunes », l'accueil du congrès fut pour le moins mitigé.

« Cet ensemble, je l'avoue, fut accueilli par le Congrès de Metz avec une certaine surprise – et avec une émotion inquiète par une minorité de congressistes<sup>246</sup>. »

#### b) La révision de la constitution : un projet antidémocratique ?

Réforme de l'Etat et révision constitutionnelle sont des mots d'ordre qui nourrissent le débat public depuis la fin de la guerre, avec la particularité d'être portés par des personnalités politiques assez différentes dans des discours aussi

---

242 Dauriac, « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 28/12/1925.

243 Dauriac, « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 15/03/1926.

244 Dauriac, « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 22 et 29/03/1926.

245 Dauriac, « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 14/06/1926.

246 Jean Luchaire, « Sur la révision de la constitution », « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 04/01/1926.

variés que divergents. La nécessité d'équilibrer les rapports entre les pouvoirs exécutif et législatif, la représentation des forces économiques dans le processus décisionnel, ou encore la rationalisation des services de l'Etat sont quelques-unes des composantes de ces débats. Au lendemain de la guerre, les milieux républicains réunis autour de Gaston Vidal et Yvon Delbos dans *Le Pays* défendent l'adaptation de l'Etat à « l'ordre nouveau ». Ils demandent un « rajeunissement des cadres et des formules électorales » et font la promotion d'un « syndicalisme des tranchées<sup>247</sup> ». L'idée qu'un héritage politique de la guerre doit être porté par les anciens combattants se lit dans l'ouvrage de Gaston Vidal, *Les idées du front*, préfacé par Paul-Boncour. En 1919, Probus réclame dans son programme de réformes politiques une révision constitutionnelle prévoyant une limitation du pouvoir législatif au profit de l'exécutif<sup>248</sup>. L'idée de révision constitutionnelle est ensuite défendue par Alexandre Millerand et sa Ligue républicaine nationale, dont le manifeste réclame « un renforcement de l'exécutif par droit de dissolution sans avis conforme du Sénat<sup>249</sup> ». Tout au long des années vingt, le débat est encouragé par l'instabilité gouvernementale, le poids des questions financières, les fluctuations monétaires et la précipitation de la France dans des enjeux internationaux qu'elle n'arrive ni à anticiper ni à maîtriser. Jean Luchaire y participe à sa mesure dans chacun des organismes politiques, groupements ou journaux qu'il fréquente. Depuis la publication du manifeste, Dauriac justifie dans les colonnes de « La Volonté des jeunes » la nature démocratique de son projet de « réorganiser » la République. Le 30 novembre, il assure qu'il n'y a aucune contradiction entre les réformes graves à entreprendre et le fait de les envisager « constitutionnellement par les assemblées actuelles régulièrement élues à leurs dates normales ».

« Ce qu'il faut commencer dès aujourd'hui c'est le travail d'étude, c'est la campagne préparatoire qui doit, soit faire pression sur les Chambres actuelles, soit préparer l'élection d'hommes nouveaux dans les prochaines assemblées<sup>250</sup>. »

Les 14 et 21 décembre, Dauriac doit encore affirmer le refus d'employer la force dans la réforme politique à entreprendre. Il semble qu'une partie de son discours souffre d'incompréhension. Au treizième congrès national de Metz Luchaire est le rapporteur concernant « l'organisation de la démocratie ». Il recommande une révision constitutionnelle inspirée des institutions américaines<sup>251</sup>. Le Président de la République pourrait nommer et révoquer ses ministres non-responsables devant le Parlement. Le pouvoir législatif serait composé du Sénat élu à la proportionnelle et de la Chambre représentant les

---

247 *Le Pays*, 15/08/1919.

248 *Le Pays*, 8/07/1919. Sur Probus, voir Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué*, op. cit., p.38.

249 Nicolas Roussellier, « La contestation du modèle républicain dans les années trente : la réforme de l'Etat », p. 319-336 in Serge Berstein, Odile Rudelle, *Le modèle républicain*, PUF, 1992. Sur la réforme de l'Etat, se reporter à Alain Chatriot, *La démocratie sociale à la française. L'expérience du Conseil national économique 1924-1940*. Paris, La Découverte, 2002, VIII – 419 pages. Préface de Pierre Rosanvallon. « L'espace de l'histoire ». Jean Gicquel, Lucien Sfez, *Problèmes de la réforme de l'Etat en France depuis 1934*, Paris, PUF, 1965, et Jochen Hook, *Le problème de la réforme de l'Etat en France, 1890-1935*, thèse, Paris, FNSP, 1970.

250 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 30/11/1925.

251 Cédric Meletta, *La Fédération des Jeunesses laïques et républicaines*, op. cit., tome II, p.260.

intérêts économiques. Le pouvoir judiciaire serait organisé autour d'une « Cour suprême » qui aurait pour charge de vérifier la constitutionnalité des lois<sup>252</sup>. Les craintes sont difficiles à dissiper car, après le congrès de Metz, Dauriac doit encore répondre à ses détracteurs qui semblent déceler le risque d'une dérive autoritaire dans son projet de révision constitutionnelle.

« Il y a un mot qui est à la base du projet de Constitution présenté à Metz, c'est le mot élection. Fascistes et royalistes le repoussent avec horreur<sup>253</sup>. »

## B. Le positionnement original de Luchaire.

a) Les interprétations de Dauriac sur le sens de l'engagement aux Jeunesses laïques et républicaines.

Le 23 novembre 1925 Dauriac insiste sur la notion de génération nouvelle. Il affirme que les JLR entendent représenter désormais cette nouvelle génération et ainsi prennent-elles la liberté de critiquer leurs aînés en politique.

« Par leur manifeste d'aujourd'hui les Jeunesses Républicaines ne rompent naturellement pas avec les liens d'amitié et de collaboration qui les attache à leurs aînés, mais elles prennent au grand jour une attitude toute nouvelle : "Nous représentons notre génération et rien que notre génération" disent-elles en substance. »

Selon Dauriac, la publication de l'« Appel à la jeunesse » marque un tournant dans le fonctionnement de la FJLR. Longtemps « succursale » et « antichambre-école » des partis de gauche, les JLR adopteraient désormais une attitude beaucoup plus critique. Le 15 mars 1926, tout en faisant l'éloge de l'œuvre républicaine des JLR, Dauriac distingue en elles une originalité qui la sépare irrémédiablement des partis de gauche.

« Une ligue de jeunes d'après-guerre serait vouée à la mort si elle se contentait de rester à la remorque des partis d'avant-guerre, ou de leur servir d'antichambre. Les JLR l'ont bien compris, et sans rompre avec leurs aînés, elles cherchent d'autres routes, avec le souci d'être pratiques et réalistes<sup>254</sup>. »

Il n'est pourtant pas évident que la FJLR tienne à se distinguer à ce point de la gauche républicaine. La conception de Dauriac de l'attachement de la jeunesse à l'idéal républicain est particulière. Selon lui, la jeunesse est favorable à la République car c'est le seul système capable de réaliser son « idéal ». Celle-ci a fait son choix par « réflexion » et non grâce à « une tradition vénérable », ni par « respect filial ».

« Mais n'ayez à ce sujet aucune illusion, si la République avait semblé un mauvais moyen, nous ne serions pas républicains<sup>255</sup>. »

Ce genre de déclarations peut sans doute choquer les défenseurs de la République car ne s'y trouve affichée qu'une adhésion de circonstances et aucune

---

252 *Ibid.* p.261.

253 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 11/01/1926.

254 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 15/03/1926.

255 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 23/11/1925.

défense de ses valeurs fondamentales. Et Dauriac souligne plus loin la fragilité du soutien au régime actuel.

« Car on peut à travers les lignes du nouvel appel des Jeunesses, lire cet avertissement redoutable : "Si nos aînés se contentent de la République telle qu'elle est, ils n'auront plus les jeunes républicains avec eux." »

Luchaire est en position de porte-à-faux vis-à-vis de la FJLR. Cela s'explique par sa conception très personnelle de la République et des idéaux politiques anciens ainsi que par sa volonté tenace de réformes devant aboutir à une plus grande efficacité politique. Luchaire adopte un discours politique médian. Il prône le respect des idéaux de justice et de progrès, et pour cela s'oppose à toute idée de dictature. Cependant il aspire à de profondes réformes sans craindre de remettre en cause les principes fondateurs de la démocratie parlementaire.

b) La position de Luchaire vis-à-vis de Valois et du Faisceau.

La conception particulière de la République chez Jean Luchaire se cristallise dans son rapport au Faisceau de Georges Valois. Claude Lévy a écrit le premier que Luchaire est « vivement frappé par l'expérience des Faisceaux de Valois<sup>256</sup> ». En 1921, Luchaire positionnait son groupement l'Effort en fonction des royalistes.

« Ce qui formait la force de *l'Action Française*, c'est qu'elle dressait devant la jeunesse un programme complet (faux ou non peu importe à la jeunesse avide d'agir) contre les tentatives et les programmes partiels des différents partis démocratiques n'offrant qu'une identité de tendance non complétée par une unité de théorie et de pratique<sup>257</sup>. »

Citant des passages précis d'*Economie nouvelle* de Georges Valois, il se plaçait alors comme son concurrent direct.

« Notre force est aujourd'hui de partir sur la même base critique que nos adversaires pour leur opposer un jour, si c'est possible, l'arme même dont ils se servent : un programme complet, mais, n'en déplaise à M. Valois, plus scientifique que l'ordre révélé<sup>258</sup>. »

Il est difficile de savoir comment Luchaire considère réellement Valois. Au temps de l'Action Française nombre d'idées les séparaient encore, Luchaire ne parle jamais du Faisceau avec acrimonie. Dauriac souligne son « succès indéniable » auprès de la jeunesse. Cette réussite s'expliquerait par la capacité de Valois à satisfaire les attentes des jeunes. Le manifeste des JLR répond alors à ce double défi : détourner la jeunesse du Faisceau et lui offrir des idées neuves.

« Surtout, il dissipe une équivoque et il arrache aux "faisceaux" le monopole d'une action constructive désirée par la jeunesse unanime, tout en précisant la bonne méthode, qui n'est pas celle de la guerre civile... même teintée de

---

256 Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps*, op. cit., p.14.

257 Luchaire, « Les jeunes s'éveillent ». « Un mouvement tournant des Jeunesses royalistes », *L'Ère nouvelle*, 11/07/1921.

258 Ibid.

bleu<sup>259</sup>. »

En 1925, Luchaire adopte la même tactique qu'en 1921 avec la volonté de proposer des projets de réforme. Dauriac reconnaît d'ailleurs publiquement des qualités au Faisceau.

« Certes, pour ma part, je n'hésiterais nullement à prendre dans le programme valoisien les idées qui me sembleraient justes<sup>260</sup>. »

Cette remarque, loin d'être anodine, est immédiatement suivie d'une condamnation de Valois.

« Mais, pour aller plus loin, il y a une question de personnes, et une question d'intentions. Georges Valois et les siens ont un passé politique qui ne s'efface pas, et qui les écarte nettement de ces républicains qu'ils ont combattu pendant trop longtemps. Ce passé nous donne le droit de nous méfier de leurs intentions, nous donne même le devoir de les combattre. »

De tels arguments correspondent assez peu aux habitudes de pensée de Luchaire, le poids du passé et l'exclusive à l'encontre des adversaires ne sont pas des valeurs qu'il reconnaît habituellement. Car l'objectif de Luchaire est de rassembler les jeunes sans se soucier des anathèmes lancés d'un bord à l'autre de l'échiquier politique, bords qu'il ne reconnaît nullement. La recherche de Luchaire est celle du consensus à obtenir au sein de sa génération. A quelques jours du congrès de Metz, il est sans doute compréhensible de le voir adopter un discours républicain intransigeant. Dauriac répondait dans cet article au club Camille Desmoulins qui a publié un « Appel aux républicains » le 11 décembre. Le texte demande la dissolution immédiate du Parlement, la formation d'un Comité de Salut public et la convocation des Etats Généraux. Ce sont pour Dauriac des idées et des formules vides de sens qui ne peuvent avoir pour seul résultat que la dictature. Au contraire la réforme de la République doit prévenir du danger d'un régime autoritaire. Pour Dauriac, la République est dans une telle posture qu'elle ne peut que choisir entre la réforme ou « le coup de force », c'est-à-dire « la méthode Valois-Doriot<sup>261</sup> ». Un mois plus tard, alors que Luchaire défend son projet devant les congressistes de Metz, Dauriac décrit la révision constitutionnelle comme indispensable pour sauver la République.

« Ce qui est courir vers l'Aventure, c'est maintenir une Constitution et des habitudes politiques discréditées, dénuées d'autorité et contre lesquelles l'autorité ... de la force ne tarderait pas à se dresser<sup>262</sup> [...]. »

Pour Luchaire, la République est moribonde, directement menacée par le dynamisme du Faisceau. C'est en ce sens que l'on peut parler d'une séduction qu'exerce le Faisceau sur Jean Luchaire. Il s'agit moins de proximité de vues que d'une impression favorable, de par son succès et son projet de rénovation politique. Il ne veut en aucun cas s'en rapprocher, il recommande seulement de s'en inspirer afin de mieux entrer en concurrence avec lui.

---

259 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 23/11/1925.

260 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 21/12/1925.

261 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 30/11/1925.

262 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 28/12/1925.

### c) Une séparation d'avec la Fédération des Jeunesses laïques et républicaines ?

#### 1. La critique des cadres de la Fédération.

A partir de janvier 1926, « la Volonté des jeunes » s'intéresse moins à la FJLR. Dauriac débute la publication d'une histoire des entreprises politiques de la jeunesse depuis la fin de la guerre et il n'aborde que très ponctuellement les JLR. Au mois de juin, « la Volonté des jeunes » présente à trois reprises des articles critiques envers la FJLR. Le 14 juin Dauriac reproche aux JLR de ne pas être suffisamment en phase avec la jeunesse et son désir de rénovation.

« Le plus grand reproche qu'on puisse leur faire, c'est de ne pas attirer la jeunesse par des formules neuves témoignant de l'esprit nouveau qui est celui de la génération d'après-guerre<sup>263</sup>. »

Dauriac reproche également à la Fédération de ne pas organiser la mixité dans ses camps de vacances, ce qui serait vu comme une marque de progrès. L'argument paraît un peu spécieux et Dauriac exprime mieux le fond de sa pensée lorsqu'il met en cause le personnel dirigeant les JLR.

« La vérité dans tout cela c'est que les JLR se ressentent un peu trop de la présence à leur tête d'éléments qui ont vraiment représenté la jeunesse, mais il y a quelques vingt ans<sup>264</sup>. »

Dauriac met cependant hors de cause le Président Bonnaure en soulignant sa « fraîcheur d'esprit<sup>265</sup> ». Les critiques de Jean Luchaire à l'encontre des JLR ne sont pas seulement la conséquence de la dégradation de ses rapports avec elle. Elles s'intègrent dans sa campagne en faveur de l'indépendance de la jeunesse vis-à-vis des aînés, c'est-à-dire en politique, des partis traditionnels. Luchaire accompagne ainsi dans sa propre rubrique l'argumentaire développé à la Une de la *Volonté* par Dubarry en faveur de la création d'un nouveau parti<sup>266</sup>. Le 21 juin, dans « Deux lettres », Luchaire signe exceptionnellement la rubrique. Il répond, d'une part à Gaston Bonnaure qui réagit après les critiques publiées la semaine passée et, d'autre part, à un lecteur, un « jeune Sarthois », qui demande la création d'un parti nouveau pour les jeunes républicains. Luchaire exprime alors des critiques structurelles sérieuses.

« La Fédération des JLR, et c'est pour cela que nous la soutenons ici avec une entière sympathie, accomplit d'excellente besogne, mais en dehors de ses manifestes, continue exactement à appliquer les méthodes qui étaient les siennes avant la guerre, et à se laisser diriger par le même personnel. Son excellent président suffirait cependant à assurer la continuité nécessaire ; tous les autres cadres devraient être renouvelés<sup>267</sup>. »

Pour la suite de son argumentation, Luchaire se contente de reproduire le courrier du « jeune sarthois » qui espérait, lors d'une évolution des activités de la

---

263 Dauriac, « Les jeunesses républicaines au travail. », « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 14/06/1926.

264 *Ibid.*

265 *Ibid.*

266 Albert Dubarry, « Pour un parti nouveau », *La Volonté*, 15/04/1926.

267 Jean Luchaire, « Deux lettres », « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 21/06/1926.

FJLR la naissance d'un parti nouveau. Il regrette alors que la Fédération reste dans ses cadres et ses activités au rythme d'avant-guerre. Les propos développés dans le courrier servent idéalement l'argumentation de Luchaire, à tel point qu'il est permis de voir ici une habile ruse de journaliste, donnant en outre à penser que l'idée fait son chemin dans l'opinion publique. Luchaire poursuit en 1926 sa recherche d'une doctrine politique capable de suppléer les partis existants et pour cela recommande toujours le recours exclusif à la « nouvelle génération ». Les seuls aînés bénéficiant encore de crédit à ses yeux sont rares, avec Aristide Briand et Albert Dubarry, souvent approuvés dans ses articles, Gaston Bonnaure jouit toujours d'un crédit intact. Le 28 juin, Dauriac reprend la plume<sup>268</sup>. Il justifie la nécessité d'une discussion publique avec la FJLR par le fait que ses reproches, déjà exprimés à titre privé, n'avaient suscité aucune réaction chez les JLR.

« Il y a des services qu'on doit rendre aux malades récalcitrants. Et l'emprise des "aînés" constitue une maladie redoutable dont les JLR peuvent mourir et qui, déjà, les empêche de grandir comme elles le pourraient. »

Après une réponse de Jean Boucoiran dans l'*Opinion républicaine*, il poursuit une interprétation en terme générationnel.

« Ne me dites pas Jean Boucoiran, que la distinction entre jeunes et vieux est factice. Ne me dites pas qu'il n'y a point de séparation nette entre deux générations. »

La rubrique s'interrompt ensuite pour réapparaître entre le 29 août et le 21 septembre. Au moment où l'actualité européenne se trouve animée par les réunions de la SDN, elle développe un discours spécialement européen et laisse une grande place aux rapports franco-allemands. S'interrompant une nouvelle fois, elle ne reparaît plus que le 11 puis le 27 novembre pour rendre compte du congrès annuel de la FJLR qui se tient à Reims. A ces deux dernières occurrences, il faut ajouter l'article de Dauriac du 14 novembre publié sous la rubrique « Dernières nouvelles »<sup>269</sup>.

## 2. Le congrès de Reims confirme l'éloignement des Jeunesses laïques et républicaines en 1926.

A Reims, Luchaire est toujours sur le devant de la scène. Après sa participation fin octobre au Congrès de Paneuropa en Autriche, il présente le mouvement aux congressistes. A ses côtés se trouve Walter Engesser, le représentant de la jeunesse allemande à Vienne, qui a accepté l'invitation. Mais c'est Jacques Ancelle qui est chargé de présenter le rapport sur l'organisation de la démocratie, le signe de l'échec de Luchaire à Metz. Le jour de l'ouverture du congrès de Reims, Dauriac rappelle, dans les colonnes de la « Volonté des Jeunes », le résultat obtenu l'année précédente à Metz.

« Alors que les vieux partis républicains se cramponnaient dans une stérile défense du *statu quo* politique et constitutionnel, la nouvelle génération faisait

---

268 Dauriac, « Jeunesse ! Jeunesse ! », « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 28/06/1926.

269 Dauriac, « Au Congrès des Jeunesses laïques et républicaines. Le débat sur la réforme constitutionnelle », *La Volonté*, 14/11/1926.

entendre un véritable cri d'alarme et s'affirmait décidée à poursuivre hardiment une tâche rénovatrice<sup>270</sup>. »

Il explique ce besoin de rénovation politique par l'évolution de la situation et la nécessité de trouver de nouveaux remèdes.

« La nouvelle jeunesse républicaine désire réorganiser la République d'après les leçons acquises par l'examen des événements et des nécessités économiques, sans s'embarrasser d'une idéologie politique maintenant périmée. »

Considérant qu'il « est désormais impossible aux JLR de revenir » sur « le principe de la révision constitutionnelle » Dauriac multiplie les avertissements aux congressistes, leur demandant de ne pas décevoir ceux qui soutiennent les JLR.

« Que les congressistes de Reims y prennent garde : on les observe avec une sympathie attentive, tout piétinement, tout recul seraient fatals à leur patient effort. »

La dernière parution de « La Volonté des Jeunes » le 27 novembre laisse longuement la parole à Walter Engesser, invité à Reims pour rencontrer les JLR. Sa présence en Champagne le 11 novembre constitue un symbole fort que chacun se plaît à souligner. Dauriac revient rapidement sur le congrès qu'il qualifie de « piétinement en matière politique<sup>271</sup>. »

Plus intéressant est son article du 14 novembre au lendemain de la clôture du congrès. Même si l'article est rédigé avec un ton très consensuel, il témoigne des vues personnelles de son auteur.

« Une fois de plus la nouvelle génération a su affirmer avec précision ses vues sur l'Etat moderne tel qu'elle voudrait le voir constituer en tenant compte à la fois des principes républicains et des nouvelles nécessités économiques<sup>272</sup>. »

Une grande place est réservée aux remarques de Luchaire prononcées après la présentation de l'ordre du jour de Jacques Ancelle. Si ce dernier accepte l'idée de faire entrer les forces économiques dans l'Etat, il fait surtout valoir la nécessité de les encadrer et de les contrôler pour ne pas mettre en danger les principes démocratiques. Le tout est envisagé sans recourir à la révision de la constitution. Luchaire s'alarme que le congrès ne reprenne pas les conclusions de l'année précédente. Il proteste ensuite contre les allégations contenues dans le rapport Ancelle présentant les partisans de la révision constitutionnelle comme des réactionnaires. Les colonnes de *Fructidor* et celles de « La Volonté des jeunes » rendent compte des échanges de vues entre Luchaire et Ancelle à Reims. Elles confirment au passage la teneur des critiques essuyées par Luchaire au sein de la FJLR. Les débats au sujet de la représentation des forces économiques dans l'Etat ont visiblement été vifs et opposent deux interprétations divergentes. D'un côté certains voient dans cette idée un danger pour la démocratie et une reconnaissance des propositions Millerand et donc un rapprochement avec le Bloc national. De l'autre côté se rejoignent ceux qui

---

270 Dauriac, « La Jeunesse et la démocratie », « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 11/11/1926.

271 Dauriac, « Le 14e congrès national des JLR », « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 27/11/1926.

272 Dauriac, « Au Congrès des Jeunesses laïques et républicaines. Le débat sur la réforme constitutionnelle », *La Volonté*, 14/11/1926.



soutiennent que l'organisation républicaine est dépassée par le poids croissant des agents économiques. La question centrale réside donc dans le crédit que chacun accorde aux institutions républicaines. L'ordre du jour final cite une nouvelle fois l'idée d'une révision de la constitution mais précise que la priorité reste la propagande en faveur du Conseil national économique appuyé sur le discours en faveur d'une « démocratie sociale<sup>273</sup> ». Malgré l'échec de ses propositions en faveur d'une révision de la constitution, Luchaire poursuit son travail de propagandiste aux côtés de la FJLR en privilégiant cette fois le rapprochement franco-allemand et l'idée d'union européenne.

### C. Une histoire de l'engagement politique de la jeunesse depuis la fin du conflit.

Dans une courte série d'articles qui débute en janvier 1926, Dauriac se propose d'aborder l'histoire de l'engagement politique de la « nouvelle génération » depuis la fin du conflit<sup>274</sup>. L'emploi du récit historique est une composante utilisée de façon récurrente par Luchaire dans son discours politique. Il vise à accréditer l'existence de la « nouvelle génération » et à mettre en évidence l'originalité de sa pensée politique. La confusion volontaire, dont on a parlé précédemment, entre les idées de l'auteur et celles supposées de la jeunesse en général se perçoit plus encore dans cet essai d'histoire. Dauriac rappelle les initiatives politiques d'une jeunesse qui, à partir de 1919, recherche une organisation politique nouvelle. Ce récit, qui intervient dans les colonnes de la *Volonté* au lendemain de la déconvenue de Luchaire au Congrès de Metz, retrace les étapes que furent l'Effort, l'Internationale Démocratique des Jeunes puis *La Jeune Europe*. Ces initiatives sont essentiellement celles de Luchaire et de quelques-uns de ses amis, elles sont pourtant données à lire aux lecteurs de la *Volonté* comme celles de toute l'élite de la jeunesse française. Luchaire aime d'ailleurs à présenter ses récits avec un ton grandiloquent.

« Leur journal s'appela *La Jeune Europe*. Leurs organismes techniques prirent le nom de "Union pour l'étude des Questions sociales". Ils furent de véritables européens pendant ces premières années de l'après-guerre<sup>275</sup>. »

A travers cette histoire, Luchaire exprime sa propre doctrine politique, via une tentative de définition de la « nouvelle génération » et la présentation de ses idées politiques fondatrices.

#### a) La définition de la « nouvelle génération ».

Les 11 et 18 janvier 1926, l'article principal de « La Volonté des Jeunes » porte en titre « La génération nouvelle ». Le premier article reproduit le manifeste de l'Effort datant de 1920. En introduction il fait le lien avec le manifeste des JLR de novembre dernier. L'auteur reconnaît à ce dernier une ampleur exceptionnelle.

---

273 Cédric Meletta, *La Fédération des Jeunesses laïques et républicaines*, op. cit., tome II, p.261. Sur l'idée de « démocratie sociale » voir Alain Chatriot, *La démocratie sociale à la française*, op. cit.

274 « La Génération nouvelle », « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 11, 18 et 25/01/26, 22/02/26.

275 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 25/01/26.

« On y a vu à juste titre l'expression de toute une élite de la génération nouvelle, – de celle qui n'a pas fait la guerre ou qui l'a faite à peine. Et avant de le considérer comme un document politique, on l'a considéré comme un document psychologique. »

Après la définition de ces limites temporelles, l'auteur revient sur l'esprit de cette génération qui reste à déterminer.

« D'ailleurs la nouvelle génération s'ignore elle-même, et elle se cherche. »

Dauriac se propose de palier à l'échec des enquêtes journalistiques sur la jeunesse.

« Nous voudrions ici apporter notre contribution à l'histoire, à l'explication de la génération nouvelle. »

Luchaire poursuit ici ce qu'il a débuté dans *Fructidor* en août et octobre 1925<sup>276</sup>. L'auteur explique comment des jeunes se sont groupés « comprenant que la paix de 1919 ne leur apporterait ce monde nouveau si ardemment escompté ». Il rappelle la réunion « sous l'impulsion d'un Français » de plusieurs jeunes dont des Italiens, des Anglais, des Belges, des Polonais et des Allemands avant leur échec un an plus tard.

La semaine suivante, la « Volonté des Jeunes » relate l'épisode de la *Jeune Europe* en reproduisant son manifeste de novembre 1921. Parmi les aspirations de cette « nouvelle génération » Dauriac date de l'année 1921, entre Internationale Démocratique des Jeunes et *La Jeune Europe*, la naissance d'un intérêt pour les questions de politique intérieure.

« Au bout de quelques mois, l'évolution était accomplie, et la plus grande partie de cette élite libérale se décida à l'action de politique et de réorganisation intérieure<sup>277</sup>. »

Le quatrième et dernier article de la série « pour contribuer à l'histoire et à l'explication de la génération nouvelle » est l'éditorial de Dauriac du 22 février 1926. Il s'agit de la reproduction d'un article tiré d'« une publication actuellement interrompue, et qui ne désespère pas de revivre tôt ou tard. » Datant de « décembre 1923 », il est à peu près évident qu'il s'agit de *Vita* dans son numéro de janvier 1924. Dauriac explique le sens de l'article et nous livre au passage une indication précieuse quant à l'origine probable d'*Une Génération réaliste* signé Jean Luchaire en 1929.

« J'y exposais quelques "points de vue de la nouvelle génération", répondant en quelque sorte à une enquête que j'ai toujours voulu faire – et que je n'ai jamais poursuivie faute de temps ...<sup>278</sup>. »

Dans cet article il précise les limites de ce qui constitue selon lui sa génération.

« C'est la génération de ceux qui, en 1914, avaient atteint, tout au plus leur majorité. C'est la génération de ceux qui n'ont pas vécu spirituellement avant le

---

276 Luchaire, « Pour contribuer à l'histoire de la génération nouvelle », « L'évolution psychologique pendant la guerre », *Fructidor*, août 1925 ; « La désillusion de la paix et la faillite du wilsonisme », *Fructidor*, octobre 1925.

277 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 25/01/1926.

278 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 22/02/1926.

conflit, de ceux qui ignorent, sauf par ouï-dire, les habitudes, les traditions, les dogmes et, en un mot, les valeurs intellectuelles, idéales et politiques admises avant la guerre. »

Eduquée par la guerre, la « nouvelle génération » se distingue fondamentalement de ses devancières.

« Ceux qui n'ont vécu que "depuis" ont automatiquement l'esprit libre, et ne connaissent que les valeurs réelles. Ils ne connaissent que leur conscience d'une part et d'autre part, les forces matérielles qu'ils ont, pour les avoir vues à l'œuvre, appris à ne pas négliger et qu'ils veulent asservir. »

A de nombreuses reprises la rubrique « la Volonté des jeunes » aborde l'idée de nouvelle génération ». Au début de février 1926, Luchaire revient sur sa définition.

« En ce moment, la nouvelle génération est celle des jeunes gens qui n'ont pas fait la guerre ou qui l'on faite à peine. C'est celle des jeunes gens qui ont complètement ignoré l'avant-guerre<sup>279</sup>. »

Entre elle et l'ensemble de ses aînés, Luchaire affirme qu'il existe « un fossé profond<sup>280</sup> ». Les 8, 15 février et les 8 et 29 mars Luchaire évoque cette opposition fondamentale entre la jeunesse et ses aînés dans une démonstration qui tourne parfois à la caricature comme en témoigne le titre de son article le 8 mars, « Ôte de là que je m'y mette<sup>281</sup>. »

La condamnation politique des aînés est vigoureuse, sans appel.

« A notre point de vue, la carence de nos dirigeants actuels peut d'un moment à l'autre se transformer en faillite<sup>282</sup>. »

Ils seraient d'abord responsables de l'échec d'un retour complet à la paix.

« Ceux de nos aînés qui ont survécu politiquement à la guerre s'avèrent incapables de gérer les affaires de la nation. Ils auraient dû prendre leur retraite dès 1919 : on n'aurait pas eu à déplorer la tragique erreur du Traité de Versailles et toutes celles qui en ont découlé<sup>283</sup>. »

La plupart sont totalement discrédités au regard de Luchaire, et les quelques-uns qui s'en tirent ne peuvent se passer des jeunes.

« [Ils] ont manifestement besoin du concours de leurs cadets, de la génération d'après-guerre<sup>284</sup>. »

## b) L'unité psychologique et politique de la jeunesse.

Après avoir abordé des aspects pratiques de l'engagement politique de la jeunesse, à savoir le manifeste des JLR puis leur congrès à Metz, la rubrique aborde au cours de l'année 1926 des considérations plus théoriques. Dans le prolongement de l'histoire de la « nouvelle génération », elle expose les idées politiques qui caractérisent celle-ci. Dans ses éditoriaux, Dauriac poursuit le

---

279 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 08/02/1926.

280 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 08/02/1926.

281 Dauriac, « Ôte-toi de là que je m'y mette », « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 08/03/1926.

282 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 29/03/1926.

283 *Ibid.*

284 *Ibid.*

portrait de sa génération toujours éminemment persuadé qu'il existe chez elle une identité propre.

« La jeunesse – la mienne... – a une façon à elle de sentir les choses, de les comprendre, et d'y faire face. Un psychologue y démêlerait beaucoup de sang-froid, beaucoup de ténacité, un idéalisme très noble et très réel quoique bien enfoui au fond des âmes, un mépris absolu pour les traditions léguées par le passé et un sens extrêmement aigu des réalités<sup>285</sup>. »

De cette psychologie originale proviendrait son regard politique.

« Aujourd'hui le jeune homme rêve, mais il établit une frontière entre ses désirs et ce qu'il est possible d'en réaliser. La jeunesse d'après-guerre veut le mieux, mais elle s'attache au possible. Aussi des observateurs superficiels la disent-ils égoïste, sèche, arriviste. Erreur et injustices profondes. On le verra bien<sup>286</sup>. »

### 1. Une révision des valeurs de l'engagement politique.

Alors que la conscience de son originalité n'est pas encore pleinement développée chez elle, ses aspirations communes dessinent, de manière évidente selon Luchaire, une même identité politique.

« Parlez à un autre jeune de lutter pour "défendre" les principes de la démocratie. Vous n'obtiendrez rien de lui. Parlez-lui d'organiser la vie pratique et économique de la France afin d'assurer le maximum de bien-être à chacun des Français, il agira. »

Il décrit ensuite chez les jeunes une perception, si ce n'est lointaine du moins originale, des valeurs de la République.

« Ne croyez pas que "justice" et "liberté" ne soient pour lui que des mots. Ce sont des réalités sentimentales, qui valent d'être réalisées dans la mesure du possible. Mais ce ne sont plus des dogmes absolus. »

L'auteur veut voir dans cette jeunesse une capacité à s'unir, comme conséquence de son identité propre. Cette réunion de la jeunesse qui encore loin d'être effective est possible grâce aux reclassements qui doivent accompagner la prise de conscience par la « nouvelle génération » de son identité politique.

« J'ajoute que les jeunes accolent irrésistiblement, dans leur pensée, la notion d'autorité à la notion de liberté, la seconde n'existant qu'avec la première, qui la garantit. Ce désir d'un "commandement qui commande" a conduit de nombreux dans les cadres des camelots du roi et les a écarté des groupements de gauche, anarchistes et velléitaires. Lorsqu'ils verront ailleurs surgir une autre doctrine et un autre groupe d'ordre et d'autorité, ces jeunes s'apercevront sans doute qu'ils ont fait fausse voie. »

De son identité psychologique commune doit naître une union politique, aussi les divisions classiques ne paraissent-elles que temporaires à Luchaire. A la situation nouvelle, doit répondre des solutions neuves. Le fait politique marquant des années vingt se caractérise selon l'auteur par l'apparition d'initiatives

---

285 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 15/02/1926.

286 *Ibid.*

porteuses d'un sens nouveau.

« C'est la naissance de groupes ou des journaux qui représentent d'une façon plus ou moins nette des tendances réellement neuves<sup>287</sup>. »

La citation d'un témoin extérieur est utilisée par Luchaire pour accréditer ses thèses.

« Déjà apparaissent, me disait un ami allemand, les différents centres qui polariseront demain les grands courants de votre opinion publique. Les grands partis d'aujourd'hui, les grands journaux sont en décadence : survivants d'une époque périmée, rien ne les sauvera qu'une métamorphose totale dont ils ne comprennent pas la nécessité<sup>288</sup>. »

Les divisions que scellent les termes « droite » et « gauche » ne sont plus effectives selon lui.

« Vous verrez que dans quelques mois se situer « à droite » ou se situer « à gauche » ne voudra plus dire grand-chose. »

## 2. L'espoir d'un rapprochement avec la Jeune Droite.

Après que Drieu La Rochelle se prononce en janvier 1926 pour la naissance d'une « Jeune Droite », Dauriac se félicite de son initiative.

« La décadence des vieilles formations politiques et le développement de nouveaux groupes me paraissent être des phénomènes inéluctables... et bienfaisants<sup>289</sup>. »

Dans sa conception de l'ordre social, Drieu accorde le rôle d'élite à une bourgeoisie constituée de « ceux qui le deviennent ou qui le restent, d'une génération à l'autre, par le travail et les talents ». Cette précision enlève selon Dauriac tout sens réactionnaire au mot « bourgeoisie ».

« Les jeunes républicains d'aujourd'hui réclament, eux aussi, de l'autorité et une élite. Dès lors que cette élite est réellement accessible aux valeurs, à toutes les valeurs, elle est parfaitement conforme à l'idéal démocratique, qui n'est pas celui d'une égalité d'arrivée, mais d'une égalité de départ. »

En matière d'économie, les idées de Drieu sont vues comme de simples « affirmations » dont il faut attendre la confirmation ou le démenti par « les faits ». Dauriac retient également que la « Jeune Droite » s'est affirmée « résolument républicaine et antifasciste ». Certes, la « Jeune Droite » se dit « nationaliste », mais Dauriac ne lit dans ce terme que la volonté d'« affirmer la personnalité spirituelle de la France ». Dans ses efforts d'interprétation, l'auteur fait preuve d'une grande compréhension à l'égard du texte de Drieu. Il lui est alors possible d'envisager le rapprochement de la jeunesse.

« Alors souhaitons de voir vivre et prospérer en France, le plus tôt possible, ce nouveau parti de droite, dont les idées se rapprocheraient d'une façon aussi extraordinaire, de ce que devrait être un nouveau parti de gauche... Ce ne serait pas l'union sacrée de la génération nouvelle, mais ce serait une vaste

---

287 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 18/01/1926.

288 *Ibid.*

289 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 01/02/1926.

collaboration possible, d'où pourrait sortir une vaste et pratique réorganisation du pays. »

Cette conclusion de Dauriac confirme la propension chez Luchaire à rechercher un consensus parmi la jeunesse, une sorte de concorde politique en vue d'une organisation rationnelle de la politique et d'une économie de la prospérité.

c) Le primat du facteur international sur toutes les autres considérations politiques.

Pour Dauriac les idées en politique internationale constituent le seul facteur décisif de positionnement politique.

« Une distinction demeure et demeurera pendant longtemps encore : celle qui sépare les gens qui ont l'esprit étroitement national de ceux qui ont la mentalité internationale. A part cela nous allons vers des classifications nouvelles, puisque les anciennes classifications ne répondent plus à des réalités précises<sup>290</sup>. »

Il a déjà affirmé le 18 janvier la primauté que constitue « l'état d'esprit en politique internationale ». Dans sa démonstration, Dauriac cite trois pôles généraux qui proposent de reconstruire ; la lutte des classes, la monarchie, et les « principes démocratiques et réalistes ». Il apparaît ainsi que ses propres adversaires politiques résident moins parmi les extrêmes politiques que chez les héritiers de 1870 tant il est mis sur un pied d'égalité les projets de renversement de la République (communisme et royalisme) et ceux de réforme de celle-ci (les « réalistes »). Et parmi les reclassements que Dauriac imagine inéluctables, il juge les questions de politique intérieure comme des points de divergences secondaires.

« Mais aux grandes heures de bataille, ce ne seront pas les problèmes intérieurs qui serviront de pierre de touche et d'instrument répartiteur, ce sera l'état d'esprit en politique internationale<sup>291</sup>. »

La primauté de la politique de la politique internationale s'explique autant par le poids de la guerre et les questions de dettes et réparations toujours en suspens que par la volonté de regarder vers l'avenir.

« Nous trouvons que la première chose à faire, c'est de réparer les ruines de la guerre, c'est de combler un trou formidable provoqué par cinq ou dix ans de consommation effrénée et inutile, c'est de donner à manger à l'Europe et de la mettre en état de soutenir sur notre petit globe, la lutte économique mondiale<sup>292</sup>. »

Cela témoigne également de la volonté de considérer les questions économiques comme supérieures aux autres.

« L'opportunisme qui est le nôtre n'est qu'une tactique nécessaire<sup>293</sup>. »

Accusés de n'être mûs que par le matérialisme, Luchaire précise son échelle des priorités auxquelles la France doit faire face. Selon lui les relations internationales pour organiser la paix et la prospérité économique ne doivent

---

290 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 01/03/1926.

291 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 18/01/1926.

292 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 01/06/1926.

293 *Ibid.*

souffrir d'aucun retard, d'aucune division. Et c'est pourquoi les querelles politiques intérieures lui paraissent caduques.

D. Un commentateur politique iconoclaste.

a) Luchaire confirme une stratégie hors des partis traditionnels...

Lorsque Dauriac cite des extraits de discussions avec ses amis militants le conflit de génération apparaît prégnant. Il exprime chez lui une déconsidération des luttes idéologiques.

« Puisque les aînés compromettent criminellement le sort du pays et celui de la paix, au nom de misérables manœuvres de partis ou au nom d'une doctrine sociale du siècle dernier, les jeunes n'ont qu'à regarder droit devant eux, sans se soucier du reste, et en s'appuyant sur ces personnalités exceptionnelles qui ont su rester à l'unisson de la mentalité nouvelle et de l'époque nouvelle<sup>294</sup>. »

La réflexion de Luchaire s'inscrit dans la recherche de l'efficacité. Sa conception politique ne reconnaît pas les idéaux hérités mais seulement des solutions précises aux problèmes immédiats. Sans jamais l'exprimer clairement, il se rapproche d'une condamnation du régime républicain dans son fonctionnement rationalisé grâce l'abandon des divisions

« On s'unira pour faire triompher certaines solutions, certains principes organisateurs – et non pour faire triompher une certaine philosophie, ou une certaine conception de la vie sociale<sup>295</sup>. »

Luchaire persiste à voir la jeunesse comme un tout unique, dont les éléments n'ont plus qu'à être rassemblés.

« Ni les uns ni les autres ne seraient suivis par la masse de la jeunesse française, qui, plus logique veut une politique constructive de collaboration mais au dehors comme au dedans<sup>296</sup>. »

Ici Luchaire exprime cet espoir de voir se dessiner un consensus de la jeunesse française au-dessus des divisions classiques qu'il juge contre-productive. Le principe directeur qui détourne fondamentalement Luchaire de tous les courants classiques de la gauche est l'abandon des idées héritées de l'avant-guerre. Dans sa théorie de la « nouvelle génération », Luchaire explique que la guerre a non seulement fait place à des réalités nouvelles mais qu'elle a en sus pourvu la jeunesse, et elle seule, des outils de pensée à même de les interpréter. Un examen sincère ou rationnel de la situation nécessite donc l'abandon de tout héritage politique.

« Les vieilles formules ne peuvent pas être rajeunies<sup>297</sup>. »

Il est impossible pour Luchaire de s'engager dans les partis politiques car il lui faudrait en respecter la doctrine. En outre, dirigés par les aînés, ils interdisent à la

---

294 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 08/03/1926.

295 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 01/03/1926.

296 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 12/04/1926.

297 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 01/03/1926.

jeunesse d'agir avec une marge de manœuvre suffisante<sup>298</sup>. L'échelle des valeurs politiques de Luchaire est dominée par la politique internationale, et plus spécialement par l'économie internationale.

« Produire, tel est le mot d'ordre de notre génération [...]. »

La paix et la prospérité structurent ce point de vue international et font figure d'impératifs que rien ne devrait contrarier.

« Il en va ainsi de la société européenne. Qu'elle vive, n'importe comment, et qu'elle se fortifie. Plus tard, on songera à la rendre juste, humaine et généreuse aux hommes qui l'habiteront<sup>299</sup>. »

b) ...dans le sillage de Dubarry.

Le 15 avril 1926, Albert Dubarry appelle de ses vœux la naissance d'un nouveau parti<sup>300</sup>. Afin de « créer le parti des républicains constructeurs », Dubarry se prononce pour la transformation du Sénat en une chambre des représentants des syndicats patronaux et ouvriers. Cette chambre de techniciens serait à même d'aiguiller la politique économique même en ne disposant que d'un avis consultatif. Cette campagne se poursuit ensuite par une série d'articles<sup>301</sup> auxquels répondent les rédacteurs politiques de *La Volonté*, Pierre Loewel, José Germain, Albert Dauzat et Charles Albert. Un an plus tard, Dubarry évoque toujours la nécessité de créer ce « nouveau parti », les discussions menées par Charles Albert à l'été 1927 aboutissent à un rapprochement avec Valois, préfiguration des Jeunes équipes<sup>302</sup>.

À sa suite Luchaire défend une stratégie hors des partis politiques. Il rappelle que les jeunes s'engagèrent en politique, les uns tentèrent de rénover les partis existants tandis que les autres créaient leurs propres groupements. Luchaire ne reconnaît que la validité de ce dernier choix car les premiers « se sont noyés dans l'avant-guerre<sup>303</sup> ». La semaine suivante Luchaire explique que la stratégie hors des partis est indispensable pour rester fidèle aux enseignements de la guerre. Il envisage alors la création d'un parti nouveau à même de regrouper les visionnaires parmi l'ancienne génération et tous les jeunes, extrêmes droite et gauche exceptées<sup>304</sup>. Dans « Jeunesse libre », il cite « le bel article » de Dubarry publié deux jours plus tôt où celui-ci évoque « les esprits enchaînés par les partis pris, les dogmes, les vieux principes ou l'esclavage des comités ». Luchaire professe une réelle admiration pour Albert Dubarry présenté comme l'un des rares aînés à comprendre la jeune génération. Et à sa suite, il défend l'idée d'un parti nouveau dont la création devrait permettre d'éclaircir la situation politique en

---

298 Sur l'engagement de la jeunesse hors des partis politiques, lire « La Volonté des jeunes », *La Volonté* 19 et 26/04/1926, 03/05/1926, 07/06/1926.

299 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 01/06/1926.

300 Albert Dubarry, « Pour un parti nouveau », *La Volonté*, 15/04/1926.

301 Albert Dubarry, « Pour un parti nouveau », 15/04/1926 ; José Germain, « Un parti nouveau ? », 28/04/1926 ; Dubarry, « Vers un parti populaire », 04/05/1926 ; Dubarry, « Le blé lève », 08/05/1926 ; Dubarry, « Démocratie et réalité », 05/06/1926.

302 Dubarry, « Pour un nouveau parti. », *La Volonté*, 06/05/1927 ; Charles Albert, « En réponse à Albert Dubarry. Et pourquoi pas un faisceau de gauche ? », *La Volonté*, 13/05/1927.

303 Dauriac, « Veille d'appel », « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 19/04/1926.

304 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 26/04/1926.



France.

« Qu'un groupement politique se fasse, sur les bases d'ailleurs exposées par *La Volonté*, et vous verrez les jeunes y affluer : ceux qui n'appartiennent à aucun parti, et ceux qui y appartiennent ... et qui désertent avec enthousiasme. »<sup>305</sup>

Luchaire ne suit pas la ligne éditoriale de la *Volonté* par simple esprit d'obéissance envers son patron mais il trouve en Dubarry une personnalité qui émet des idées très proches des siennes. En matière de politique intérieure, Luchaire affirme depuis longtemps son refus de faire confiance aux formations traditionnelles de la gauche. Le vœu de Dubarry de créer un nouveau parti regroupant des républicains « constructeurs », c'est-à-dire d'accord pour remettre en cause le fonctionnement politique traditionnel ne peut que susciter l'accord de Luchaire.

« Les radicaux vivent sur un programme vieux de vingt-cinq ans, et sur des théories sociales, économiques, voire philosophiques absurdes pour notre temps. Quant aux partis de droite, ils s'inspirent de principes antérieurs... Ainsi figés dans leur mentalité d'avant-guerre, les hommes les plus intelligents font, pour nous, figure de radoteurs... »<sup>306</sup>

En matière de politique internationale, Luchaire trouve de la même façon dans *La Volonté* un milieu, à défaut d'être jeune, tout à fait favorable à ses conceptions, ce qui était déjà le cas à l'*Ere nouvelle*<sup>307</sup>. *La Volonté* défend une politique extérieure française résolument favorable aux règlements internationaux dans le cadre de la Société des Nations. L'idée du fédéralisme européen est plusieurs fois vantée dans les articles de théorie politique que sont les éditoriaux ou les *leaders* signés par Dubarry et les rédacteurs politiques réguliers de la revue. Luchaire intervient également en faveur de l'idée européenne, du soutien à accorder à la SDN et du rapprochement franco-allemand mais sa position est différente. En tant que rédacteur diplomatique, Luchaire s'efforce d'abord d'informer son public de l'actualité internationale. Son avis se lit à la faveur des remarques et des conseils qui ponctuent chacun de ses articles. Ainsi les enjeux des événements qu'ils relatent sont mis en relief en fonction des principes de la politique de Locarno. Le sort de la France et de l'Europe est envisageable dans le seul prolongement de la politique briandiste. A l'automne 1926, *La Volonté* accélère nettement sa défense de la politique de Locarno. Suivant les progrès de la diplomatie française après l'entrevue de Thoiry, le journal, et désormais Luchaire en *Une*, promeut chaque fois qu'il est possible une œuvre qui tendrait à la une réconciliation continentale complète. L'espoir de voir se réaliser les Etats-Unis d'Europe est ainsi souvent commentée par les diverses personnalités du journal.

Les deux dernières livraisons intéressantes de Dauriac peuvent être intégrées à l'analyse de la ligne politique du journal car elles accompagnent les

---

305 Dauriac, « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 07/06/1926.

306 Dauriac, « Le sacrifice », « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 01/06/1926.

307 Armand Charpentier « La patrie européenne », *L'Ère nouvelle*, 23/07/1923.

articles en Une de Dubarry et Luchaire qui défendent avec énergie le rapprochement franco-allemand. Car la promotion de la politique briandiste s'identifie ici pleinement avec une politique courageuse de conciliation au profit de l'Allemagne. Dauriac commente le succès populaire obtenu par Marc Sangnier au congrès de Bierville. La présence de « 2000 jeunes Allemands à Bierville » témoignerait ainsi de « l'ampleur du mouvement pacifiste qui se développe au sein de la jeunesse allemande<sup>308</sup> ». Dauriac se fait fort de rappeler les différentes tentatives pour rapprocher les deux jeunes. Il cite L'Effort « dont Jean Luchaire fut le secrétaire général » qui accueillit des « adhésions [...] très nombreuses d'Allemagne » constituant un « premier contact » entre elles. Il cite ensuite l'IDJ et le GUSDN avant de déterminer la méthode à suivre pour hâter la pacification du continent.

« La pacification des esprits en Europe ne sera durable que lorsque la jeunesse française et la jeunesse allemande, ayant dissipé toutes les préventions qui peuvent les éloigner l'une de l'autre, se seront comprises et auront conclu un pacte d'amitié<sup>309</sup>. »

L'article est suivi d'un plaidoyer de Pierre Mendès France en faveur de la jeunesse pacifiste allemande<sup>310</sup>. Dauriac promet la suivante d'apporter aussi souvent que possible à ses lecteurs français « des renseignements qui leur permettront d'apprécier l'évolution des idées dans la nouvelle génération d'outre-Rhin<sup>311</sup> ».

### Chapitre 3.

#### Histoire du concept de « génération réaliste », les fondements de *Notre Temps*.

En juin 1927, la revue *Notre Temps* se propose d'être l'organe représentatif de la « nouvelle génération » et se fixe pour but non seulement de révéler son état d'esprit mais aussi d'apporter des solutions aux maux qui la bouleversent depuis la fin de la guerre.

« Une parenthèse se referme<sup>312</sup>. »

Quelles significations l'idée de nouvelle génération referme-t-elle ? Et quelle est cette parenthèse que la création de la revue doit permettre de clore ?

En étudiant le parcours professionnel de Jean Luchaire avant la création de *Notre Temps*, nous avons remarqué la multiplicité des initiatives politiques dans des regroupements plus ou moins durables, où les amitiés fédèrent et assurent la mutualisation des talents. Les individus se croisent, s'influencent, ils sont porteurs

---

308 Jean Dauriac, « France-Allemagne », « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 29/08/1926.

309 *Ibid.*

310 Pierre Mendès France, « La jeunesse allemande », « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 29/08/1926.

311 J.D., « France-Allemagne », « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 05/09/1926.

312 « Présentation », *Notre Temps*, n°1, 06/1927.

de projets qui se rejoignent en certains points. Internationalisme, soutien à la Société des Nations, réforme de l'État, intérêt pour les questions économiques, appel pour une meilleure prise en compte des éléments économiques, redéfinition des programmes des partis de gauche, sont autant de thèmes que cette jeunesse intellectuelle discute chaque jour dès 1919 et désire défendre. C'est l'expression de l'inévitable rajeunissement de la société après l'hécatombe provoquée par la guerre. Sans doute le lien entre toutes ces idées provient-il d'une interrogation lancinante face à l'avenir et d'une ferme volonté d'agir, de s'engager, avec l'espoir d'influer sur cet avenir. On peut ainsi suivre aux côtés de Luchaire une partie du milieu des relèves en gestation, encore au stade d'apprentissage.

Le domaine des arts et des lettres se distingue également par son dynamisme et une création renouvelée. Au lendemain de la guerre, une littérature internationaliste émerge, autour des initiatives *Clarté*, *Les Humbles*, *La Forge*, et intègre pleinement la politique dans sa démarche. Les jeunes écrivains s'y agrègent parfois séduits par l'esprit novateur du propos. Ils cherchent à publier, monter leurs pièces, jouer leurs créations musicales. Car c'est une constante, la jeunesse doit se frayer seule un chemin, provoquer les opportunités que nul artiste installé ou promoteur reconnu n'est prêt à lui accorder d'emblée. Ils multiplient les projets, s'agrègent dans des structures éphémères, d'abord un simple club de discussion, de joute verbale, puis grâce à la définition d'un cadre théorique, dans une école d'écriture et par la mise sur pied d'un lieu de publication. Pour l'historien la définition ronde et pleine d'une jeunesse unique est illusoire car il en aperçoit le relief, la multitude de valeurs et leur enchevêtrement, la complexité sans cesse mouvante qui en résulte. Or, les acteurs aiment à se définir dans leur époque. Ainsi naît, au cours des années vingt, la littérature de « l'inquiétude » chère à Marcel Arland. Ce milieu entreprend de se différencier de ses aînés afin de démontrer l'émergence d'une conscience originale. Leurs interrogations morales et spirituelles portent sur le sens de leur écriture et l'identification d'un trouble ressenti par beaucoup d'entre eux comme la marque de leur époque et la particularité les distinguant pleinement.

Existe-t-il une communauté de vues au début des années vingt, apte à fédérer jeunes littérateurs, publicistes et journalistes, et à créer une identité forte chez cette jeunesse tout juste réchappée du conflit mondial ?

Comment critiquer l'idée défendue par certains acteurs de l'émergence d'une nouvelle génération ?

De quand date cette perception et quels sens revêt-elle ?

Plusieurs remarques sont nécessaires à ce stade du travail. Nous cherchons moins à valider la thèse de l'existence d'une génération fondamentalement neuve que d'en vérifier la perception commune chez ses membres supposés. Ce n'est pas non plus notre propos que d'analyser précisément toutes les aspirations de la jeunesse française, nous espérons seulement trouver des éléments de filiation avec notre sujet.

Les termes de « génération », d'« esprit » ou encore de « moment », offrent certes un charme immédiat pour qualifier une époque mais ils prêtent trop le flanc

à la critique pour être durablement constructifs. Lorsque Jean Touchard<sup>313</sup> évoque « L'esprit des années trente », il signifie qu'à l'aube de la décennie, nombre d'idées rénovatrices se retrouvent dans de jeunes revues politiques. Il faut rappeler qu'en 1960, Jean Touchard invite les historiens à se pencher sur une période encore délaissée. L'expression d' « esprit » exprime la curiosité et l'intérêt pour une histoire des revues et mouvements des années trente, elle engage dès lors à approfondir la recherche pour lui trouver des substituts plus précis. Jean Touchard relativise ensuite son propos en remarquant que cet « esprit des années trente », donc de l'année 1930, est sans doute « très différent de celui de 1936 ». Ainsi il modère le caractère de fixité, l'expression laissant à penser à un moment particulier et quasiment à part, il souligne alors l'évolution et devine des continuités. Daniel-Rops l'a lui-même expliqué dans *Les années tournantes*, en 1932, la réflexion initiée au lendemain de la guerre avec la notion d'« inquiétude » se transforme à l'aube des années trente. Aujourd'hui le terme d'« esprit » au singulier ne peut rendre compte des différents aspects de l'émergence d'une littérature de réforme politique<sup>314</sup>.

Plutôt que de caractériser une époque en fonction d'un état d'esprit supposé commun à une large population, nous préférons souligner, d'une part la complexité de chaque époque, complexité qui s'affiche d'abord dans la variété et le mélange des idées chez les membres d'un même groupe, et d'autre part de mettre en relief l'antériorité de perceptions et d'idées qui perdurent d'une période à une autre.

Le terme de « génération » doit également être remis en perspective. Dilthey donne la définition suivante de ce vocable d'abord utilisé par les sociologues.

« La génération forme un cercle assez étroit d'individus qui, malgré la diversité des autres facteurs entrant en ligne de compte, sont reliés en un tout homogène par le fait qu'ils dépendent des mêmes grands événements et changements survenus durant leur période de réceptivité<sup>315</sup>. »

On remarque au passage que Jean Luchaire respecte parfaitement celle-ci et la conserve comme l'élément de base dans ses argumentations. Il apparaît dans cette définition des critères qui compliquent singulièrement un emploi précis en histoire. Dans *Sociologie des générations*, Claudine Attias-Donfut rappelle que si les premiers sociologues à définir le terme (Comte, Cournot, Dilthey) en firent un concept pour analyser l'histoire, celui-ci est toujours utilisé au service d'une argumentation.

« [...] la notion de génération ne se définit que par rapport à un contexte qui lui donne un sens : elle ne peut être comprise que si elle s'inscrit dans un projet théorique dont elle tire sa signification<sup>316</sup>. »

---

313 Jean Touchard, « L'Esprit des années trente », in *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, Hachette, 1960.

314 Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué*, op. cit.

315 Wilhelm Dilthey, *Le monde de l'esprit*, t.1, « Histoire des sciences humaines », trad. Michel Rémy, 2 vol., Paris, Aubier-Montaigne, 1947. p.42.

316 Claudine Attias-Donfut, *Sociologie des Générations, l'empreinte du temps*. PUF, 1988, p.17.

Il en va ainsi, entre autres, de Mentré<sup>317</sup> comme de Mannheim<sup>318</sup> dans des réflexions idéologiques opposées. Mentré en fait le symbole de l'unité nationale et Mannheim y voit le critère du changement social. En histoire contemporaine française, la notion de génération a été utilisée à plusieurs reprises, dans le domaine politique et culturel<sup>319</sup>. Il nous apparaît que la notion de génération peut être effective en histoire culturelle, comme en histoire politique, lorsqu'elle vise à identifier un « système idéologique<sup>320</sup> » par rapport auquel se positionne une classe d'âge à certaines époques. Les contemporanéistes français ont pu utiliser la notion en la réduisant à celle de « génération intellectuelle » ce qui a pour conséquence de limiter considérablement l'effectif qu'elle désigne en déterminant un bagage culturel et une formation scolaire relativement uniformes. Cependant le sens premier du terme « génération » en démographie lui confère en apparence la capacité de s'appliquer à toute une tranche de la société. Mais hormis la guerre, il nous semble que nombre d'événements cruciaux de l'histoire sont loin de pouvoir impressionner toute une classe d'âge. Et si l'on s'intéresse à « la diversité des autres facteurs » dont parle Dilthey, et qu'il semble mettre entre parenthèses, l'analyse ne peut déboucher sur un portrait unique d'une génération, rendant cette notion peu utile. Son utilisation néglige la prise en compte des facteurs sociaux, éducatifs, culturels existant avant comme après les événements de référence. En étant porteurs de sens, ces facteurs distinguent chacun des éléments d'une génération, lors de la perception des événements de référence, puis plus tard lors de leur interprétation. La sociologue Claudine Attias-Donfut a remarqué que l'utilisation de la notion de « génération » recèle souvent un parti pris sentimental.

« [...] la vision des générations exalte le regard d'une époque sur elle-même<sup>321</sup> [...] »

Elle souligne ainsi le risque pour le scientifique d'utiliser une perception dans son analyse. Le fait qu'elle ait existé ne lui donne pas automatiquement la valeur d'un outil d'analyse propre à l'histoire ou à la sociologie. Le politologue Pierre Favre établit les difficultés d'utilisation du terme de génération et parle de « facilité<sup>322</sup> » de langage.

Pour définir des groupements variables dans le temps et dont la nature complexe ne peut être rendue que par la mise en relief de la diversité des valeurs qui rapprochent leurs éléments, nous éviterons d'employer à notre compte un tel vocable. Cela nous préserve de nous approprier l'expression de « génération

317 François Mentré, *Les générations sociales*, éd. Bossard, 1920.

318 Karl Mannheim, *The Problem of Generations, in Essays on the Sociology of Knowledge*, London, Routledge and Kegan Paul, 1972 (1ère éd. 1928), p.276-322.

319 Jean-François Sirinelli, « Générations intellectuelles : effets d'âge et phénomènes de génération dans le milieu intellectuel français », *Cahiers de l'IHTP*, Paris, CNRS, 1987. Jean-François Sirinelli, *Les baby-boomers : une génération, 1945-1969*, Paris, Hachette littérature, 2007. Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle : khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, PUF, 1994. Jean-Pierre Azéma, Michel Winock, « Les générations intellectuelles », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril 1989, Volume 22.

320 Michel Winock, « Les générations intellectuelles », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril 1989, Vol. 22, p.17-38.

321 Claudine Attias-Donfut, *Sociologie des Générations*, op. cit., p.241.

322 Pierre Favre, « De la question sociologique des générations et la difficulté à la résoudre dans le cas de la France », p. 283-321, in Jean Crête, Pierre Favre, (dir), *Génération et politique*, Paris, Economica, Laval (Québec), Presses de l'Université de Laval, 1989, p.319.

nouvelle », au singulier ou au pluriel, termes tant utilisés par les auteurs ici étudiés, et dont la définition est inséparable d'une opinion sur les événements de l'époque.

Dans l'histoire de la perception d'une génération nouvelle, nous espérons mettre à jour le terreau dans lequel est née la revue *Notre Temps*. Ainsi est-il possible de faire la part entre les différentes aspirations qui œuvrent en son sein. Car la création d'une revue s'explique par un jeu complexe de motivations communes puis parfois divergentes. Les dix années qui précèdent la revue contiennent toutes les interrogations, les révoltes et les engagements qu'elle se propose de représenter. Déterminer quelles sont ces attentes nous permet alors de définir l'espace que la revue veut combler.

L'idée d'une revue rassemblant l'élite de sa génération est le projet personnel de Jean Luchaire, qu'il a tenté de réaliser à chacune de ses initiatives.

Quel est la réalité de ce projet ?

Luchaire reflète-t-il ses propres perceptions sur l'entière cohorte d'âge dont il fait partie ?

Ne s'est-il pas également inspiré des réflexions de son entourage pour diriger une action à visée collective ?

Il nous paraît important de déterminer le rapport entre inspiration et instrumentalisation d'un sentiment pour mettre à jour les sphères d'influence au sein du cercle intime de rédacteurs de la revue. Afin de contrebalancer le poids du principal artisan de cette idée de « nouvelle génération », nous avons recours aux témoignages de quatre jeunes intellectuels, André Chamson, né en 1900, Claude Aveline, Daniel-Rops et Jean Prévost, natifs de 1901. À l'instar de Jean Luchaire, aucun d'eux ne participe aux combats. L'histoire du concept de « nouvelle génération », mot d'ordre premier de la revue, est très utilement éclairée par leurs réflexions sur leur vécu. On lit l'empreinte partout présente de la guerre dans leur conscience et l'on peut suivre la naissance et le cheminement d'une pensée sur l'événement et ses conséquences. Parmi les idées émises par ces auteurs dans la confrontation de l'individu à la vérité de la guerre et à la réalité de l'après-guerre, il ressort un faisceau de perceptions très proches les unes des autres.

Le roman de Jean Prévost, où le titre *Dix-huitième année*<sup>323</sup> évoque à la fois le siècle et l'auteur, est un ouvrage de souvenirs. Il vise au rétablissement de la vérité, celle intime par la justification de la révision des valeurs embrassées durant son adolescence, et celle publique, par l'accusation de la guerre et de ses responsables. Publié en 1929, il apporte des éléments précieux sur l'état d'esprit de la jeunesse de la guerre et sur la construction de sa personnalité. Sa réflexion politique naît dans l'imprégnation du contexte d'Union Sacrée par l'adoption quasi automatique d'un patriotisme actif. L'esprit encore jeune forme des espoirs démesurés avec la mythification du combattant et de la paix. Face à cet idéal, la confrontation à la réalité l'amène à une révision générale de ses idées, et ses déceptions nourrissent alors un fort sentiment de révolte.

---

323 Jean Prévost, *Dix-huitième année*, NRF, Gallimard, (1929) 1993.

« La Révolution de Dix-neuf » d'André Chamson<sup>324</sup>, publié dans la revue *Europe* en octobre et novembre 1928, est également une œuvre faite de souvenirs tournée vers l'explication de la matrice de son engagement. En utilisant la première personne du pluriel, il rappelle combien l'année 1919 constitua, pour lui et ses amis, le moment premier d'expression de valeurs et d'engagements encore effectifs à la fin des années vingt.

Les deux textes suivants sont de nature différente. Sous la forme d'essais, les auteurs défendent la thèse de l'existence d'une identité nouvelle propre à la jeunesse. « Examen » de Claude Aveline<sup>325</sup>, écrit en avril 1925 et publié dans le *Navire d'Argent* le 1<sup>er</sup> janvier 1926, se rapproche de l'examen de conscience, un exercice très prisé par les jeunes écrivains de l'époque. L'auteur utilise la première personne du pluriel et dessine le portrait des jeunes hommes des années vingt en décrivant leurs caractéristiques psychologiques, parmi lesquelles se trouvent le poids de la guerre, le sentiment de solitude au regard des autres générations, le goût des responsabilités, la recherche d'un ordre, l'intérêt pour les questions religieuses et le sport.

*Notre inquiétude* de Daniel-Rops<sup>326</sup> est un recueil de trois essais publié en 1927 ; *Louange de l'inquiétude*, *Sur une génération nouvelle*, *Positions devant l'inquiétude*. La publication de ces trois examens de conscience rédigés à des dates différentes a pour but de s'interroger sur la nature de la jeunesse des années vingt, ses caractéristiques et ses rapports avec le monde, notamment avec ses aînés. Dans l'avant-propos de son ouvrage, Daniel-Rops fait une remarque qui s'applique aux ouvrages précités.

« C'est pourquoi nous voulons dédier ce livre à ceux de nos frères, de nos camarades, de nos amis, qui nés aux environs de 1900, vivent avec une jeunesse inquiète et passionnée. [...] nous espérons seulement qu'il incitera à la recherche quelques esprits anxieux et déroutés<sup>327</sup> [...] »

Ces quatre témoignages à valeur collective sont publiés entre 1926 et 1929. Ils démontrent dans un laps de temps court une préoccupation commune ; la recherche de la définition des valeurs de la jeunesse d'après-guerre.

Deux ouvrages postérieurs permettent de compléter l'éclairage sur cette question.

*Les années tournantes*, de Daniel-Rops<sup>328</sup>, publié en 1932, constitue la suite de *Notre inquiétude*. L'auteur revient sur le sentiment d'inquiétude et l'interprète désormais comme les prémices du courant spiritualiste émergent parmi les relèves au tournant des années trente.

Enfin les souvenirs de Claude Aveline<sup>329</sup> sur ses vingt premières années

---

324 André Chamson, « La Révolution de Dix-neuf », *Europe*, n° 70, 15/10/1928, p.153-169 et n°71, 15/11/1928, p.365-378.

325 Claude Aveline, « Examen », extrait du *Navire d'Argent*, deuxième année, n°8, 01/01/1926, Maison des Amis des Livres, 7 rue de l'Odéon, Paris VI, p.450-457.

326 Daniel-Rops, *Notre inquiétude. Essais. Louange de l'inquiétude. Sur une génération nouvelle. Positions devant l'inquiétude*, Paris, Perrin, 1927.

327 *Ibid.*, p.10.

328 Daniel-Rops, *Les années tournantes*, Paris, Éd. du Siècle, 1932.

329 Claude Aveline, *Moi par un autre : chronique d'une enfance et d'une adolescence dans les XX premières*

retracent les étapes de sa formation morale et professionnelle et apportent des détails de première main quant à la perception des lendemains du conflit par de jeunes intellectuels.

## I. Des adolescents spectateurs de la guerre.

### A. Le patriotisme adolescent en temps de guerre.

Durant la guerre, les adolescents que sont alors Prévost et Aveline ressentent un patriotisme fervent. Ils relatent le suivi quotidien des combats, écoutant en famille le communiqué radiophonique et inscrivant les modifications des positions françaises sur la carte du théâtre des opérations<sup>330</sup>. Ils découvrent le monde en guerre et vivent les événements avec passion.

« Une seule chose nous semblait respectable : combattre<sup>331</sup>. »

Les combattants sont alors perçus comme des modèles, l'aviateur représentant le stade ultime sur l'échelle de l'héroïsme<sup>332</sup>. A l'inverse, tout ce qui s'apparente « à l'arrière » est discrédité<sup>333</sup>.

« Nous méprisions tout l'arrière : en premier lieu les inaptes ; puis les vieillards, enfin nous. Tous les inaptes : non pas seulement les faux faibles, ceux qui s'abritaient derrière la complaisance des médecins, mais les boiteux, les poitrinaires, les aveugles, – les femmes<sup>334</sup>. »

Ce patriotisme actif n'est pas seulement familial, avec la lecture des journaux du front ou la participation aux œuvres de charité et de propagande. Lors de ses vacances Claude Aveline propose ses services à un hôpital militaire à Dinard. À quatorze ans seulement, il est d'abord liftier puis aide-infirmier<sup>335</sup>. Quant à Jean Prévost, il imagine qu'il sera réservé une place de choix aux combattants à leur retour, en signe d'une reconnaissance unanime de la part du pays<sup>336</sup>.

### B. La paix, un idéal en construction qui bouleverse les représentations.

Écrire ses mémoires à vingt-sept ans revient pour Prévost à prouver son honnêteté, et c'est en assumant des aveux parfois délicats qu'il réalise à son tour son examen de conscience. Il souligne que le sentiment cocardier se révèle éphémère car il est en réalité largement préconçu. Le discours de son père, beaucoup plus modéré que ceux de ses professeurs, lui permet notamment de relativiser certaines déclarations triomphantes. Le souvenir d'un culte des combattants trompeur illustre la révision des valeurs épousées durant l'adolescence.

---

*années de ce siècle*, P. Bordas et fils, 1988. Avec la participation de Nicole Toussaint Du Wast.  
330 Claude Aveline, *Moi par un autre*, op. cit. p.169 ; Jean Prévost, *Dix-huitième année*, op. cit. p.21.  
331 Jean Prévost, *Dix-huitième année*, op. cit., p.14.  
332 *Ibid.*  
333 Claude Aveline, *Moi par un autre*, op. cit. p.160.  
334 Jean Prévost, *Dix-huitième année*, op. cit., p.15.  
335 Claude Aveline, *Moi par un autre*, op. cit. p.142.  
336 Jean Prévost, *Dix-huitième année*, op. cit., p.14.



« [...] je crois aussi qu'on avait réussi à nous inculquer pour les combattants de l'admiration, mais non de la reconnaissance. Je sens aujourd'hui ce qu'aucun garçon de dix-sept ans n'aurait avoué : nous préférons, de beaucoup, les héros indemnes aux mutilés<sup>337</sup>. »

Le jeune Aveline découvre le pacifisme grâce à la littérature.

« [Patriote] je n'ai jamais cessé de l'être. Mais le temps devenu un cauchemar d'immobilité à ceux qui se battaient avait fait galoper mon crâne *dans leur sens*. Et la vraie cause de cette direction nouvelle, avant *Le Feu*, avant *Vie des Martyrs*, aura été une petite plaquette d'un poète angevin [...]»<sup>338</sup>.

La lecture dans *L'Écho de Paris* du poème de Marc Leclerc, titré « La passion de notre frère le Poilu » bouleverse l'adolescent et les conditions de naissance du poème, à Verdun en mars 1916, provoquent chez lui un autre regard sur les combats. Aveline poursuit sa mue en découvrant le *Feu* de Barbusse puis *Vies des Martyrs* de Duhamel. Ainsi se déroule, selon ses propres mots, « l'évolution du jeune patriote dorénavant suspendu à l'espoir de cette paix<sup>339</sup>. » Aveline se souvient, à propos de *Au dessus de la mêlée*, combien l'œuvre de Romain Rolland réussissait la synthèse de ses idéaux.

« Son pathétique, son angoisse, l'hymne à Jaurès, l'amour sans cesse proclamée du pays et que seuls pouvaient nier les sots et les bassement intéressés à poursuivre la guerre, tout me bouleversa<sup>340</sup>. »

Depuis 1917 et l'entrée en guerre des États-Unis la paix est incarnée par Wilson. Son irruption sur la scène européenne alimente une réflexion encore fortement teintée d'idéalisme, davantage tournée vers la paix que vers la victoire.

« Les doctrines de guerre du président Wilson nous paraissaient l'esprit même de la victoire : s'agissait-il pas de faire une paix splendide, digne des morts, donc au niveau d'un sacrifice désintéressé ?<sup>341</sup> »

Wilson incarne à lui seul les rêves des adolescents et les espoirs d'un monde en paix, d'un monde nouveau.

« Jusqu'à l'armistice il avait été mon Dieu ; le mois qui suivit, il devint mon homme. Aujourd'hui, je ne sais pas encore ce qu'il était ; je parle sous son nom d'un mélange de sa légende avec mon rêve<sup>342</sup>. »

On se rappelle que Jean Luchaire, lors de sa conférence de Grenoble, assignait aux puissances alliées la tâche de « déclarer la paix » après la victoire.

C. 1918, une réalité amère. 1919, la révolte détruire le monde ancien.

À l'encontre de leurs espoirs, les jeunes intellectuels vont connaître une paix au goût amer. La victoire est entachée d'un terrible bilan, et Prévost garde un souvenir très mitigé de la liesse parisienne le 11 Novembre.

---

337 Jean Prévost, *Dix-huitième année*, op. cit., p.16.

338 Claude Aveline, *Moi par un autre*, op. cit. p.182. Souligné par l'auteur.

339 *Ibid.* p.184.

340 *Ibid.* p.185.

341 Jean Prévost, *Dix-huitième année*, NRF, op. cit., p.56.

342 *Ibid.*, p.84.

« Les mots *deux millions* de victimes, lus le jour de l'armistice, et auxquels je crois ne pas avoir réfléchi, faisaient refrain dans ma tête, démolissaient la victoire, – surtout ses fêtes<sup>343</sup>. »

Prévost fait le procès de ce qu'il appelle « l'esprit de guerre ». Les innombrables mensonges issus du discours officiel ou de ceux de ses professeurs, qui tous peignaient le sacrifice des combattants en acte héroïque, où encore la tentation de la haine envers le peuple allemand sont autant de marques dont il veut s'affranchir.

« Âgé de moins de quinze ans, mon cadet conservait encore la mentalité de guerre ; il me la récitait ; je l'écoutais sans trop répondre ; cela détruisit beaucoup des restes de l'esprit de guerre en moi, comme puérils<sup>344</sup>. »

Avec la paix arrive le temps d'une profonde désillusion. Dans tous les domaines où l'imagination avait prévu un scénario idéal, les jeunes se trouvent confrontés à une réalité beaucoup plus triste et triviale. L'après guerre s'avère décevante pour Jean Prévost, l'image de Clemenceau se dégrade soudainement dans son esprit et la lecture des journaux l'inquiète.

« On parlait, pour l'indemnité allemande, de chiffres que je jugeais impossibles, comme deux cents milliards de marks or<sup>345</sup>. »

Prévost qui avoue avoir vécu jusque là dans la plus stricte ignorance politique, découvre une situation paradoxale.

« Je me méfiai de notre propre gouvernement, sentiment neuf, qui trois mois auparavant m'eut bien surpris<sup>346</sup>. »

L'idéal d'un monde en paix organisé par des vainqueurs magnanimes disparaît rapidement.

« On devinait en gros ce qu'allait être le traité de Versailles, et que les effets n'en pourraient être que mesquins et dangereux : on ne peut pas faire à la fois un traité de paix et un traité de victoire ; il faut choisir<sup>347</sup>. »

De cette déception naît un profond sentiment de révolte contre les symboles d'autorité ou de réussite sociale et dont le corollaire est un engagement pacifiste et révolutionnaire. En 1919, une partie de la jeunesse française exprime une révolte qui est à la fois juvénile, contre les mensonges de leur adolescence, et également la première expression d'une pensée politique en formation. Son engagement est une réaction aux décisions politiques de l'après-guerre, encore emplies de chauvinisme aveugle, déjà condamné par elle lors de la fin de la guerre, il correspond aussi à l'émoi que provoque la prise de conscience de la réalité de la guerre.

« Ce mensonge sur la discipline et les nécessités, qui aboutissait au culte de l'aviateur, aura été pour beaucoup dans l'esprit d'indiscipline et de révolte de l'après-guerre<sup>348</sup>. »

---

343 *Ibid.*, p.101. Souligné en italique par l'auteur.

344 *Ibid.*, p. 89.

345 Jean Prévost, *Dix-huitième année, op. cit.*, p. 102.

346 *Ibid.*, p.85.

347 *Ibid.*, p.193.

348 *Ibid.*, p.17.

La même idée est réaffirmée plus loin, avec force.

« [...] on nous avait dit tant de bien de ce Wilson, lors de la déclaration de guerre américaine. Mes pareils et moi, si nous n'avions pas été de si bonnes dupes à ce moment-là, nous nous serions montrés moins indociles l'année d'après<sup>349</sup>. »

Daniel-Rops, en 1932, se souvient de cette poussée de fièvre directement causée par la guerre.

« Et il y avait en même temps cet impérieux appel d'une jeunesse qui s'était crue promise à la mort et qui se croyait délivrée. Il faut, pour bien comprendre un certain état d'anarchie et de rébellion qui anima les jeunes hommes au lendemain de la guerre, tenir compte des événements. C'est dans l'ordre moral et intellectuel le seul résultat durable des quatre ans de mort<sup>350</sup>. »

Les modalités sont variables, certains vont vers le socialisme, d'autres vers le pacifisme wilsonien, mais le principe reste le même, l'appel à un monde résolument nouveau qui tournerait définitivement le dos à la guerre. Prévost décrit un contexte politique perçu par les jeunes comme étant en ébullition. La manifestation Jaurès en avril 1919 est l'occasion pour lui d'affirmer sa révolte aux côtés des militants libertaires en fin de manifestation. Il est à ce titre arrêté et poursuivi pour menées anarchistes. Sa révolte est désordonnée, instinctive.

« C'est nous qui nous sommes souvenus des promesses faites pendant la guerre, quand vint le moment de ne plus les tenir. Voilà pourquoi nous nous sommes révoltés alors ou depuis, sans autre programme que l'injure aux menteurs, sans autre revendication qu'une justice qui ne devait pas être pour nous : révolte d'enfants, révolte de témoins<sup>351</sup>. »

Chamson revient lui aussi sur l'engagement révolutionnaire de la jeunesse. Chamson se rappelle, avec la présence à ses côtés de Jean de Saint-Prix, de leurs rêves de révolution, de changements complets, des aspirations aussi fortes que vagues auxquelles seul le mouvement socialiste correspond.

« Ce mouvement était le seul qui répondait à nos désirs, au jugement que nous avons porté sur le monde<sup>352</sup>. »

Prévost qui fréquente les Étudiants socialistes révolutionnaires n'a pas pleinement épousé leurs causes, et les débats lors des réunions sont souvent délicats.

« L'horreur de la guerre était ma grande raison de m'asseoir parmi eux<sup>353</sup> [...]. »

Son engagement tient seulement au fait que seul le mouvement socialiste lui apparaît, tout comme à Chamson, l'unique garant d'une politique de paix<sup>354</sup>.

« Et je ne pouvais suivre une doctrine qui ne nierait pas la guerre

---

349 *Ibid.*, p.56.

350 Daniel-Rops, *Les années tournantes*, *op. cit.*, p. 77.

351 Jean Prévost, *Dix-huitième année*, *op. cit.*, p.57.

352 André Chamson, « La Révolution de Dix-neuf », *Europe*, n°70, 15/10/1928, p.167.

353 Jean Prévost, *Dix-huitième année*, *op. cit.*, p.137.

354 Sur les jeunesses socialistes, voir Christine Bouneau, *Socialisme et jeunesse en France, 1879-1969 : acteurs, discours, moments et lieux*, Pessac, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2009.

absolument<sup>355</sup>. »

Déjà lors de la manifestation Wilson, où Prévost et ses amis défilent devant le Président pour lui rendre hommage, il ne suit qu'un *a priori* sentimental.

« Quant à la Société des Nations, je n'étais pas au courant, ce que j'acclamais en elle, c'était l'*abolition absolue* de la guerre<sup>356</sup>. »

La révolte est certes en partie sentimentale, ce qui ne diminue pas sa force, mais elle est également nourrie par une perception commune à plusieurs de ces auteurs. Le monde d'après-guerre est un monde en transformation dont il faut hâter la mue. Cela passe par une remise en cause générale des valeurs communément admises et des systèmes politiques.

« Dans le grand désordre des valeurs écroulées qui a accompagné d'un fracas inattendu notre adolescence, rien n'avait résisté qui nous persuadât vraiment. Les doctrines qui avaient semblé à peu près les plus stables, nous les avons vues, nous les voyions secouées, lézardées; quelques-unes en lambeaux gisaient devant nous<sup>357</sup>. »

Chamson et Prévost emploient la même expression pour expliquer le but qu'ils se fixaient alors. Il s'agit de « détruire » tout ce qui reste de la guerre.

« Nous devinions que la guerre et l'après-guerre constitueraient des expériences formidables, devant lesquelles toutes les doctrines avaient besoin d'être révisées ; nous devinions qu'une révolution peut détruire et ne peut pas créer : nous la souhaitions que pour détruire les organes de la guerre et de la politique étrangère<sup>358</sup>. »

Chamson évoque à travers le « tumulte de 1919 » les soubresauts politiques en Europe qui faisaient suite à la guerre et à l'Armistice et nourrissaient chez lui de nouveaux espoirs.

« Alors chaque événement nouveau nous apportait l'assurance que le monde de la guerre allait être détruit<sup>359</sup>. »

Aveline garde un souvenir moins agité de l'année 1919. Nous avons déjà dit sa rencontre avec Barbusse et son adhésion immédiate au mouvement Clarté, adhésion motivée par l'idéal internationaliste et la mise en avant pour ce faire des intellectuels. Il n'en reste pas moins un engagé actif, envoyant des colis en URSS, participant aux différentes manifestations où il côtoie les Forgerons de La Ghilde. Revenant sur le déclin de La Ghilde, il pose avec le temps un regard juste quant à la viabilité de ces entreprises.

« Depuis un an, depuis la plus artificielle des victoires, toutes les révoltes, tous les rêves s'étaient élevés dans un charivari et une incohérence qui les neutralisaient et les rendaient impuissants à peser sur les décisions des pouvoirs. Il n'est pas de force sans union, on l'apprend à la maternelle et pourtant chacun accentuait ses particularités, obstiné à maintenir sa création chérie<sup>360</sup>. »

---

355 *Ibid.*, p.138.

356 *Ibid.*, p.101. Souligné en italique par l'auteur.

357 Daniel-Rops, *Les années tournantes*, *op. cit.*, p.77.

358 Jean Prévost, *Dix-huitième année*, *op. cit.*, p.140.

359 André Chamson, « La Révolution de Dix-neuf », *Europe*, n° 70, 15/10/1928, p.165.

360 Claude Aveline, *Moi par un autre*, *op. cit.* p.315.

Trois paroles d'écrivains se rejoignent sur la façon d'appréhender la guerre et l'après-guerre. Leurs témoignages ne sont pas seulement personnels, ils ont une valeur collective et participent à la diffusion durant les années vingt de l'idée de nouvelle génération.

## II. La naissance d'une génération.

Au lendemain de la guerre, vivant les cruelles désillusions et l'évaporation d'un idéal, la jeunesse non combattante se trouve dans une situation inédite ; l'absence des aînés qui se prolonge et se fixe définitivement. De cette situation particulière où apparaît le sentiment de solitude ; de leur itinéraire déjà extraordinaire si l'on souligne qu'ils n'ont connu consciemment que la guerre, et des idées qu'ils partagent alors, naît la perception très forte de la spécificité de leur sort. De là, et pour répondre à une angoisse qui se fait prégnante chez certains d'entre eux, découle la tentative de définition de leur état d'esprit. Les publicistes et les littéraires se penchent sur la définition des valeurs qui les caractérisent le mieux, chacun essayant, consciemment ou non, de lier son sort à celui du plus grand nombre. Envisagé sous le mode de l'examen de conscience, du témoignage à valeur collective, de la définition du nouveau mal du siècle, tout concourt à la justification d'un état d'esprit différent, présenté comme résolument novateur.

### A. Une contexte déterminant : grandir en guerre.

Grandir devant le spectre de la guerre est le premier point commun de cette cohorte née au début du siècle, et qui ne connut des combats que l'angoisse, le deuil ou le retour des blessés.

« Trop jeunes pour être pris par elle, nous nous étions éveillés à la vie de l'esprit devant son tumulte et, comme une sorte de privilège royal, nous l'avions senti peser sur chacune des heures pendant lesquelles s'étaient fixée notre connaissance de la vie et des hommes<sup>361</sup>. »

Chamson reconnaît cette spécificité de l'éducation qui lie un groupe de personne.

« Ce destin, le nôtre, qui lia le spectacle de la guerre à la formation d'une pensée<sup>362</sup>. »

L'éducation a été fortement contrariée par la guerre et la transmission de l'autorité s'en est trouvée amoindrie. Chamson accrédite l'idée selon laquelle l'éducation ne peut être efficace que grâce aux aînés directs, or ils étaient absents. Dans l'éducation, tous ne réagissent pas de la même façon, pour Chamson, parmi les intellectuels, certains se sont appuyés sur leurs études pour se construire.

« [...] les études classiques construisaient pour nous une Cité vivante qui,

---

361 André Chamson, « La Révolution de Dix-neuf », *Europe*, n° 70, 15/10/1928, p.153.

362 *Ibid.*, p.158.

devant la réalité de chaque jour, devenait révolutionnaire parce que tout en elle, concourait à sauver le génie de l'homme<sup>363</sup>. »

Daniel-Rops reconnaît lui aussi une unité psychologique de la jeunesse du fait des circonstances de son éducation.

« On a trop peu parlé de leur jeunesse sans joie. [...] Le sort qu'ils savaient devoir être le leur semblait tragique. Ils grandissaient et pensaient qu'ils étaient promis aux combats<sup>364</sup>. »

L'absence des pères, que l'omniprésence des mères ne saurait remplacer, a ainsi joué un rôle considérable dans la fabrication du caractère des jeunes. D'une manière générale, les bouleversements de la société ont marqué la jeunesse.

« Prédiposés à toutes les anxiétés, ils ont senti se heurter dans le vide de leur âme, dans le grand vide laissé par l'écroulement des tables anciennes, des forces contradictoires. Le spectacle des hommes les a emplies de dégoût : la déshumanisation dont parle Ortega y Gasset n'a point d'autre cause. »

Et les effets psychologiques sont tels que même si la jeunesse apparaît divisée et s'affronte sur des critères d'ordre secondaires, il existerait une réelle unité chez elle.

## B. Prise de distance avec les combattants et séparation des aînés.

La construction d'une identité propre passe également par une dissociation, en premier lieu par la prise de distance avec les combattants. Aveline évoque très peu les anciens soldats et ne leur accorde aucune importance dans ses réflexions.

« Je ne parle de celle [la génération], factice et née d'un même uniforme, qui allait du petit-fils au grand-père et qui comprend ceux qui sont morts ou presque morts<sup>365</sup>. »

Chamson à la fin 1918, ressent des différences fondamentales d'appréciation entre ses camarades et les combattants. La guerre ne serait donc pas « une expérience unanime ». Alors que tous ont vécu avec le regard penché sur la guerre, animés par la volonté de l'appréhender dans sa plus large mesure, l'expérience des combattants reste indicible, elle « ne pourrait avoir sa plénitude que dans le silence<sup>366</sup> ».

« Aussi, pesant déjà notre chance, pensant à cette liberté que notre esprit avait pu garder devant la catastrophe, nous nous demandions si nous n'allions pas être les seuls à pouvoir tirer d'elle une expérience durable<sup>367</sup>. »

Pour être effective, l'expérience doit être « intellectuelle », car, déduit-il, vivre personnellement ses effets dévastateurs en fausse la conscience. La séparation psychologique et intellectuelle est effective. Les jeunes ne regardent plus leurs aînés comme tels.

---

363 André Chamson, « La Révolution de Dix-neuf », *Europe*, n° 70, 15/10/1928, p.159.

364 Daniel-Rops, *Les années tournantes*, *op. cit.*, p.69.

365 Claude Aveline, « Examen », *op. cit.* p.451.

366 André Chamson, « La Révolution de Dix-neuf », *Europe*, n° 70, 15/10/1928, p.154.

367 *Ibid.*, p.154.

« La génération qui nous précédait devint notre sœur cadette<sup>368</sup>. »

Cette séparation a pour corollaire des difficultés de communication jusqu'à l'impossibilité de travailler ensemble. Prévost lui aussi exprime l'abandon des espoirs fondés dans les anciens combattants. La déception est amère et s'explique comme chez Chamson par le poids des combats.

« Et pouvions-nous, enfants perdus d'une révolte sans force et sans expérience, leur reprocher d'avoir subi cette pensée de la mort qui ne mène jamais loin, et de se reposer ?<sup>369</sup> »

Aveline va plus loin dans la dissociation de sa génération lorsqu'il évoque, avec l'expression de « génération sacrifiée », non les combattants, mais les personnes qui se trouvent déstabilisées par la perte de leur vie ancienne du fait de la guerre, et qui se plaignent de ce que les temps ont changé.

« Aucun charpentier ne tirera de ces épaves une coque neuve. Ils vivent de souvenirs chagrins et ne comprennent pas que nous nous efforcions, à notre tour et malgré tout, de jeter les fondations de notre avenir<sup>370</sup>. »

Daniel-Rops établit la différence entre la jeunesse d'après-guerre et les combattants en fonction de la différence fondamentale de leur expérience.

« La plupart de ceux qui sont revenus ont reçu de la guerre une discipline extérieure, à l'âge ou la personnalité se forme, et n'ont pas eu à se créer, au prix d'une crise intime de volonté et de foi<sup>371</sup>. »

Il poursuit sa démonstration et affirme que la jeunesse s'est également séparée de ses aînés. Entre les pères et leurs fils « un fossé infranchissable est creusé sur lequel nul ne peut jeter un pont<sup>372</sup> ». Les jeunes, selon Daniel-Rops, refusent de se reconnaître en leurs aînés, qui paraissent beaucoup plus éloignés que les combattants.

« Les hommes d'entre les deux guerres ont été élevés sous le sceau de la défaite. [...] Ils] ont vécu dans le tiède mensonge de la paix et de la richesse [...] dans la contemplation d'un avenir splendide ; [pratiquant une activité] dépourvue de sens vraiment profond<sup>373</sup>. »

La séparation n'est pas seulement d'ordre psychologique, basée sur ces caractères fondamentalement différents, mais elle repose également sur une accusation, sur la question de la responsabilité de la guerre.

« Les combattants ont le droit de leur adresser des reproches : nouveaux Abraham, n'ont-ils pas trop facilement consenti au sacrifice de leur fils<sup>374</sup> ? ».

Daniel-Rops cite ensuite une scène du *Tombeau sous l'Arc de Triomphe* de Paul Raynal, où le fils soldat oppose au respect de la paternité celui de l'expérience de la guerre.

« Tu m'a transmis un jour, sans y penser, la vie. Chaque jour je préserve la

---

368 *Ibid.*, p.155.

369 Jean Prévost, *Dix-huitième année*, *op. cit.*, p.196.

370 Claude Aveline, « Examen », *op. cit.* p.451.

371 Daniel-Rops, *Notre inquiétude*. *op. cit.*, p.67-68.

372 *Ibid.*, p. 64.

373 *Ibid.*, p.65.

374 *Ibid.*

tienne. Que parles-tu de la paternité encore<sup>375</sup> ! »

C. 1919, année charnière, solitude définitive.

L'effet dévastateur de la guerre sur la population française est immédiatement perçu par les jeunes hommes.

« Capitale, 1919 le sera pour ma génération entière et pour le monde entier. A nous, à notre naissance d'adultes, elle allait offrir toutes les places que les années précédentes avaient vidées d'un million et demi de nos aînés, avec leur sang. Tandis que ce monde survivant, il osera se figurer que d'avoir échappé à la mort, il y avait gagné une Renaissance<sup>376</sup> ! »

Loin de tout opportunisme, le sentiment qui prédomine est la solitude. Aveline y voit une circonstance particulière pour les intellectuels.

« Nous sommes cependant plus seuls, plus isolés que n'étaient nos anciens. Cela tient à la disparition de nos aînés immédiats. Nous avons perdu nos flèches indicatrices. Chacun de nous est devenu son propre maître, à l'âge ou l'on devient d'ordinaire un disciple conscient<sup>377</sup>. »

Chamson a la même perception et celle-ci lui sert à expliquer le mouvement de révolte de 1919.

« J'ai voulu seulement [...] montrer que nous avons grandi seuls au milieu du monde en guerre et, comme nous étions quelques-uns à le dire dès 1918, que nous avons été vraiment la "génération sans aînés", les adolescents séparés des hommes. [...] Que l'on pense à la force révolutionnaire d'une pareille solitude<sup>378</sup>. »

Cette situation est quand même source d'une certaine liberté reconnaît Chamson, y compris en matière de séduction, un sujet qu'Aveline a également abordé.

« Tous nos désirs, tous nos jugements, tous les actes qu'ils nous commandaient avaient devant eux le même champ libre, le même pays neuf et, du même coup, la même puissance dans la même liberté<sup>379</sup>. »

### **III. La production d'un discours sur soi à la recherche des fondements de l'identité.**

A. Affirmation d'une identité commune, par delà les limites habituelles.

Les jeunes intellectuels développent dans les années vingt un discours visant d'abord à se reconnaître. Ils sont intimement persuadés d'une commune identité. Chamson le dit avec beaucoup de talent.

---

375 Paul Raynal, *Le Tombeau sous l'Arc de Triomphe*, 1924, cité in Daniel-Rops, *Notre inquiétude*, op. cit., p.66.

376 Claude Aveline, *Moi par un autre*, op. cit., p.267.

377 Claude Aveline, « Examen », op. cit., p. 452.

378 André Chamson, « La Révolution de Dix-neuf », *Europe*, n° 70, 15/10/1928, p.156.

379 *Ibid.*, p.157.



« Nous étions la première ligne de jeunesse épargnée, laissé à la vie, non pas une génération vague, rassemblée par le hasard ou le succès, mais un groupe fait pour le même destin, une classe de mobilisation, la classe qui fut la première à ne pas combattre<sup>380</sup>. »

Daniel-Rops, dans son essai « Sur une génération nouvelle », répond à Mauriac et à son essai *Le jeune homme*, où ce dernier décrit la jeunesse et ses traits communs génération après génération, refusant l'idée qu'une d'entre elle puisse être différente des précédentes<sup>381</sup>. Daniel-Rops, tout en précisant son profond respect pour Mauriac, affirme que les générations sont créées par les conditions extérieures.

« Une guerre, une révolution imposent mieux l'union que la molle paix de douceur et de sommeil<sup>382</sup>. »

Chamson accrédite l'idée d'un phénomène généralisé.

« Plus que de sa permanence, ce mythe tire sa force de son ampleur et du nombre de jeunes hommes qui vécurent pour lui, chez nous et, sans doute aussi, au-delà de nos frontières<sup>383</sup>. »

Un autre facteur d'unité de la jeunesse serait son aptitude à la clairvoyance. Lorsque des conditions nouvelles apparaissent, les anciens, surpris, sont déstabilisés. Les jeunes, quant à eux, prennent note et enregistrent.

« Les jeunes hommes [...] sont seulement les miroirs où se reflètent avec le plus de lucidité les lueurs mystérieuses qui éclairent toute la masse<sup>384</sup>. »

L'apparition d'une génération nouvelle, selon Daniel-Rops, est un phénomène également sensible en Allemagne. Il cite pour cela *Opfergang* de Fritz von Unruh.

« [...] les mêmes questions étaient débattues dans tous les cerveaux, sans souci des frontières mouvantes des batailles<sup>385</sup>. »

Dès 1925, Aveline propose une définition.

« Il reste aux hommes une inquiétude née de la guerre, de ces heures où chacun ignorait s'il lui serait donné de voir les heures suivantes, où la vie n'était qu'une agonie quotidienne. Et les jeunes, sans avoir connu personnellement cette période abominable, se sont pénétrés de ce même tourment et se hâtent de vivre<sup>386</sup>. »

Pour Daniel-Rops, la génération est « polymorphe ». Il en fixe les limites en incluant d'abord « quelques-uns des plus jeunes combattants », ceux qui n'ont pas été marqués par la discipline des combats.

« Puis cette cohorte se prolonge dans les rangs intacts de ceux qui étaient trop jeunes en 1918 pour connaître de la guerre autre chose que ces échos. »

Et il retient lui aussi pour principal caractère l'angoisse ressentie par les

---

380 *Ibid.*, p.153.

381 François Mauriac, *Le jeune homme*, Hachette, 1926.

382 Daniel-Rops, *Notre inquiétude*, *op. cit.*, p.63.

383 André Chamson, « La Révolution de Dix-neuf », *Europe*, n° 71, 15/11/1928, p.377.

384 Daniel-Rops, *Notre inquiétude*, *op. cit.*, p.63.

385 *Ibid.*, p.67.

386 Claude Aveline, « Examen », *op. cit.*, p.450.

jeunes.

« Tous sont pénétrés de cette angoisse à la fois vague dans son essence, précise dans ses effets, que M. Marcel Arland a très justement nommée "le nouveau mal du siècle"<sup>387</sup>. »

## B. Les aspirations de la jeune génération. Un portrait psychologique.

Se prononcer, s'engager, ne plus rester spectateur, influencer sur le monde extérieur, voilà sans doute les aspirations premières de la jeunesse telle que la voient les auteurs cités.

« Aussi, puisqu'à cause de notre âge, on ne nous jetait pas dans l'action, puisqu'on ne nous demandait pas, comme à nos aînés, le sacrifice de nous-mêmes, il a fallu que notre esprit qui n'avait pas l'alibi de la souffrance et du sacrifice, porte un jugement sur le monde<sup>388</sup>. »

Faut-il voir ici la recherche d'une position concurrentielle vis-à-vis des combattants de la part des plus jeunes ? Le rapport aux anciens combattants et aux aînés est en effet constamment abordé, afin de justifier et valoriser une position différente.

La jeunesse est décrite comme se cherchant une identité. Dans le refus des règles imposées, et donc des maîtres dont on pourrait s'inspirer, il lui faut chercher et se construire elle-même un maître. Daniel-Rops énumère les penchants de la jeunesse des années vingt, elle se caractérise par l'indécision, l'inquiétude, une curiosité insatiable, une soif de tous les plaisirs et de toutes les expériences dans un certain snobisme, le goût de l'absolu, et finalement une aspiration religieuse dans ou hors des dogmes. Daniel-Rops en 1932, revient sur ce qui animait les plus jeunes, à savoir la recherche de la connaissance.

« Ils s'interrogeaient sur eux-mêmes, – sur l'homme, que des méthodes nouvelles d'analyse, avec Proust et Freud, leur révélaient différent de celui qu'avaient vu leurs pères, – sur la vie, dont les aspects et les fondements n'avaient plus rien de commun avec ceux qu'on enseignait dans les livres, – sur la destinée, qui leur apparaissait, dans les perspectives où la plupart demeuraient fixés, comme quelque chose de menaçant et de secrètement absurde<sup>389</sup>. »

La jeune génération en proie à « l'inquiétude », à la remise en cause des valeurs que la guerre a semble-t-il définitivement balayées, entre dans une démarche de recherche et d'identification.

« Ces jeunes hommes, dont la psychologie était si confuse, cherchaient un truchement qui leur fût adéquat. Il leur paraissait que tout ce qui pouvait, avant eux, en tenir lieu, était périmé, car la nouveauté de leur état d'âme n'aurait pu, pensaient-ils, s'insérer dans les anciens moules<sup>390</sup>. »

En littérature, Daniel-Rops identifie cette recherche de repères nouveaux

---

387 Daniel-Rops, *Notre inquiétude*, op. cit., p.71.

388 André Chamson, « La Révolution de Dix-neuf », *Europe*, n° 70, 15/10/1928, p.161.

389 Daniel-Rops, *Les années tournantes*, op. cit., p.44.

390 *Ibid.*, p. 49.

dans la naissance du mouvement Dada ou encore dans le roman *Ulysse* de James Joyce. La peur des artistes de voir le fond dénaturé par la recherche de la forme les conduit à des expressions nouvelles. On peut voir les manifestations de cette recherche dans quelques-unes des initiatives de la jeunesse intellectuelle durant les années vingt.

### C. Les engagements de la jeune génération, pratiques politiques et littéraires.

Le sentiment d'« inquiétude » est découvert par le public en février 1924 lorsque Marcel Arland le qualifie, dans la *NRF*, de « nouveau mal du siècle » en comparaison avec la nostalgie des romantiques au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>391</sup>. Selon Daniel-Rops, la revue *Les Cahiers du Mois* a assuré un rôle important dans la représentation de l'inquiétude. Cette revue est fondée en mai 1924 par les frères André et François Berge et par Maurice Betz, elle constitue leur première entreprise de presse. Elle compte parmi ses rédacteurs réguliers Louis Martin-Chauffier, Daniel-Rops, René Crevel et André Beucler. Elle est en lien avec un large milieu culturel français avec les participations de Jean Paulhan, Paul Nizan, JR Bloch, et les dialogues entretenus avec différents cénacles lors des numéros spéciaux qualifiés d'enquêtes. Parmi ces enquêtes on retient « Exotismes » en juin 1924, « Cinéma » en septembre-octobre 1925, et « Examen de conscience » en 1926.

François Berge exprime l'importance de ce sentiment lors de l'hommage à Anatole France.

« Il fut le dernier représentant de la vieille civilisation "contemporaine", avant la révolution que, bon gré mal gré, nous vivons. Ma jeunesse tourmentée s'impatiente de ne pas retrouver dans l'œuvre du grand français qui vient de mourir de pâture à ses tourments. Anatole France n'a pas connu cette inquiétude de la "vie intérieure", ces poussées venues de l'inconscient qui font, pour nous, la valeur d'une destinée<sup>392</sup>. »

Dans les archives des frères Berge conservées à l'IMEC, on trouve la volonté de prolonger le souvenir de la revue. Dans les courriers échangés en vue d'une commémoration de son cinquantenaire, André Berge rappelle que *Les Cahiers du Mois* « portèrent témoignage » des années 1925-1930. Il décrit l'époque de naissance de la revue comme encore marquée par la guerre.

« 1924. Ce siècle avait dix ans. [...] A l'ouest, Paris, qui fut durant un lustre capitale de la politique et dont les banlieues ont baptisé les traités qui édifièrent une nouvelle Europe des Nations, Paris, fait cortège au char funèbre d'Anatole France illustre parmi ses confrères, dont l'œuvre exalte autant un passé d'histoire et de tradition que l'espoir des jeunes générations en un nouvel ordre social<sup>393</sup>. »

Il se souvient également des principes qui guident alors les animateurs de la revue.

---

391 Marcel Arland, « Sur un nouveau mal du siècle », *NRF*, 01/02/1924, p.149-158.

392 François Berge, « Sur la mort d'Anatole France. Éloge du maître. », *Les Cahiers du Mois*, n°7, 12/1924.

393 « Projet », 12/04/1974, IMEC, Fond Ber 9.49, « Commémoration du cinquantenaire des *Cahiers du Mois* ».

« Nous sommes, disions-nous à une époque de recherche et de mouvement, où l'on dégage quelque peu le vieux principe statique de "la Beauté". [...] Les *Cahiers du Mois* étaient assurément une revue de jeunes, mais le mot "jeune" n'avait pas la même tonalité qu'aujourd'hui. Ce n'était pas l'âge qui nous paraissait définir la jeunesse. Pour nous toute pensée était jeune si elle n'était pas figée. [...] Cette recherche de concepts nouveaux était sans doute notre dénominateur commun auquel nous aboutissions par ces voies diverses. »

Daniel-Rops distingue dans la jeune littérature des années vingt nombre d'auteurs se rapprochant de l'esprit d'« inquiétude » dans la mise en scène de leurs personnages : Luigi Pirandello, HR Lenormand, Stève Passeur, Gabriel Marcel, Louis Martin-Chauffier ainsi que Bernard Zimmer, Henry Bernstein et Jean Sarment<sup>394</sup>. D'autres formes de recherches permettent selon lui des comparaisons avec ce courant, notamment Dada, ainsi que le groupe Philosophies auquel Daniel-Rops rend un hommage appuyé à travers les portraits de Pierre Morhange et Henri Lefebvre.

Dans son essai de 1926, Aveline décrit l'entrée dans la vie professionnelle sous le signe commun des responsabilités.

« Nous n'avions pas songé aux responsabilités : nous ne songeons plus qu'à elles. Notre cœur est mordu de l'angoisse d'agir et des conséquences. Ici peut-être notre inquiétude puise quelque raison<sup>395</sup>. »

Selon lui la jeunesse ne rime plus avec juvénile. Ce que retiennent ces jeunes hommes est d'un ordre plus prosaïque.

« [...] nos réunions ont un caractère grave. Nous discutons, non de la marche des mondes, des passions, de l'existence de Dieu, ce qui serait heureusement jeune, mais de rapports internationaux, de la politique intérieure, des finances, de la littérature considérée comme source de revenus. Et puisque l'un fait les éditoriaux de tel quotidien, un autre est sous-chef de cabinet, un troisième directeur de banque, le dernier critique, fort écouté, et fondateur peut-être d'un périodique tirant à trois cent mille, qu'est-ce qui nous diffère des hommes de quarante ans ? Nous ne disons ni plus ni moins de bêtises.<sup>396</sup>. »

Aveline fait le lien entre les milieux publicistes, au premier rang desquels le cercle Luchaire, et les cercles littéraires. Entre les préoccupations des premiers et celles des tenants de l'inquiétude, on devine ce qui peut différencier des matérialistes et des artistes. Or il existe entre eux cette commune expérience depuis leur adolescence jusqu'à leurs premiers pas d'hommes murs.

Les points communs dans la carrière de jeunes intellectuels sont naturellement nombreux. Quand bien même les domaines d'intervention sont différents, il n'en reste pas moins qu'ils doivent partager l'angoisse du devenir et l'âpreté de la concurrence avec les aînés. Cependant le caractère prégnant de leur personnalité reste cette perception commune d'être les premiers, les éléments neufs d'un monde nouveau. Ainsi lorsque Daniel-Rops fixe en l'adolescence une

---

394 Daniel-Rops, *Notre inquiétude*, *op. cit.*, p.76-79.

395 Claude Aveline, « Examen », *op. cit.*, p.452-453.

396 *Ibid.*, p.454.

valeur supérieure, il confirme la primauté de cette perception de génération originale.

« Dans toutes les grandes œuvres qu'accomplit l'homme à l'âge de la raison et de la maturité, on peut douter qu'il y ait une vie bien profonde si, d'abord, on n'y trouve pas ce sentiment secret de passion, de trouble, d'inquiétude, qui n'est pas autre chose qu'une fidélité suprême à son adolescence<sup>397</sup>. »

De même André Chamson émet cette idée d'une fidélité aux idéaux de jeunesse. Et alors qu'il montre la continuité entre les pratiques des années vingt et le souvenir de la guerre, il ne soulève nullement la question des divergences d'engagements.

« Jusqu'à ces dernières années, plus nous nous sommes engagés dans des œuvres ou dans des actes et plus fortement nous nous sommes sentis fidèles à la révolution de 19, à ce qui a été, pour nous, l'expérience de la guerre<sup>398</sup>. »

Ici la guerre et l'après-guerre apparaissent comme des matrices modélisant une même identité.

La conclusion de l'essai de Daniel-Rops nous permet de faire le lien avec la création de *Notre Temps*.

« Tirillée en tous sens par des influences contraires, la jeunesse d'aujourd'hui n'a pas encore indiqué le but qu'elle veut atteindre. Il n'est pas souhaitable qu'elle l'indique trop tôt. Le péril de l'Europe lui impose l'inquiétude : chacun en laisse apparaître les symptômes<sup>399</sup>. [...] »

En 1927, la recherche de la jeunesse intellectuelle doit se poursuivre, elle doit aussi trouver de nouveaux supports car les *Cahiers du Mois* interrompent leur publication en juin 1927.

La revue se propose de répondre aux interrogations psychologiques de la jeune génération. Luchaire qui a toujours assuré la publication d'œuvres littéraires, à côté de ses réflexions politiques, poursuit son but en s'appuyant non plus seulement sur ses amis Aveline et Gilbert, mais sur le courant littéraire de l'inquiétude, qui s'est lui aussi défini en termes générationnels.

Bien que cela recouvre chez eux une perception philosophique très différente de celle de Luchaire ils travaillent ensemble sur le postulat qu'il faudrait révéler l'identité complète de la nouvelle génération. Les littéraires se plongent dans la recherche et la réflexion, Luchaire poursuit la défense de sa politique. Luchaire recrute également dans les sphères radicales, pour assurer un relais aux efforts de rajeunissement du parti radical. Ainsi se regroupent dans un amalgame inédit et surprenant, sous la bannière de la jeunesse, de cette nouvelle génération que chacun interprète à sa façon; des littéraires, nourris du sentiment de l'inquiétude, spiritualistes des années trente, des militants radicaux soucieux de rajeunir le parti, et des individualités, jalouses de leur indépendance tels Luchaire ou Bertrand de Jouvenel.

---

397 Daniel-Rops, *Les années tournantes*, op. cit., p.71.

398 André Chamson, « La Révolution de Dix-neuf », *Europe*, n° 71, 15/11/1928, p.375.

399 Daniel-Rops, *Notre inquiétude*, op. cit., p.151.



## Deuxième partie

*NOTRE TEMPS*, « REVUE DES NOUVELLES GENERATIONS ». 1927-1930

### Chapitre Premier. Naissance d'une revue originale.

#### I. Définitions des cadres de la revue.

##### A. La création de *Notre Temps*.

La naissance de *Notre Temps* constitue l'aboutissement d'une démarche personnelle de Jean Luchaire depuis son plus jeune âge. Après ses années d'apprentissage professionnel et politique, son projet voit le jour grâce à la rencontre d'Emile Roche. Bertrand de Jouvenel a souligné l'importance de Roche dans la création de la revue.

« Ma génération doit à Emile Roche le moyen d'expression que fut le mensuel *Notre Temps*, fondé par lui en 1927 et qui devint aussitôt le lieu de rassemblement d'une foule de talents<sup>400</sup>. »

Sur le parcours d'Emile Roche, il faut se reporter aux travaux de Franck Tison à l'université de Lille<sup>401</sup>. La personnalité de Roche ne nous est guère connue. Ces quelques mots de Jouvenel dessinent un personnage discret et efficace.

« Roche ne se mettait nullement en avant mais se plaisait à découvrir et pousser les autres<sup>402</sup>. »

Emile Roche est né en 1893, il est revenu du conflit avec le grade de capitaine, depuis il est banquier et administrateur de plusieurs sociétés<sup>403</sup>. En 1927, la rencontre de Roche et Luchaire est récente, elle prend son sens dans la création de *Notre Temps*.

« Chacun de leur côté et alors qu'ils ne se connaissaient pas, les signataires de ces lignes n'ont cessé d'exposer au cours de ces trois dernières années l'un dans la presse, l'autre par des conférences, l'ensemble d'observations que nous résumons aujourd'hui pour les amis de "Notre Temps"<sup>404</sup>. »

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer leur collaboration. Cette rencontre est celle de deux personnalités différentes mais complémentaires dans leurs projets. Roche assure le cadre, offre une garantie de sérieux et une certaine caution à la fois comme chef d'entreprise et comme militant du parti radical. Sans que nous ne puissions le prouver, on peut penser qu'il est responsable d'une partie importante du

---

400 Bertrand de Jouvenel, *Un voyageur dans le siècle*, op.cit., p.81.

401 Franck Tison, « Un homme d'influence : Emile Roche (1893-1990) », *Revue du Nord*, 76 (1994), p.347-357 ; Franck Tison, *Emile Roche et les années trente ou l'humanisme raisonné*, Maîtrise d'histoire sous la direction de M. Ménager, Univ. Lille III, Villeneuve d'Ascq, 1987.

402 Bertrand de Jouvenel, *Un voyageur dans le siècle*, op.cit., p.81.

403 Serge Berstein, *Histoire du Parti Radical, t.I, La Recherche de l'âge d'or. 1919-1926*, Presses de la FNSP, 1980, p.287.

404 Luchaire, Roche, « La Discipline européenne », *Notre Temps*, n°4, 09/1927, p.124.

financement. Jean Luchaire est un jeune journaliste confirmé et ambitieux, à qui il manque encore les moyens financiers pour diriger seul une entreprise de presse. Il apporte sa compétence reconnue en matière de politique internationale et sa jeunesse. Sa connaissance des jeunes milieux politiques et artistiques assure le recrutement de collaborateurs reconnus ou en passe de le devenir. Ce que confirme Bertrand de Jouvenel évoquant l'investissement d'Emile Roche dans la presse.

« Dans cette intention il ne pouvait mieux s'adresser qu'à Jean Luchaire qui était bien le plus brillant de notre génération<sup>405</sup>. »

L'entente entre les deux hommes n'est pourtant pas évidente en soi. Roche est l'aîné de Luchaire de presque dix ans. Cet écart pourrait rester symbolique s'il n'y avait eu, à la suite de la Première Guerre mondiale, la perception pour les plus jeunes d'une irrémédiable fracture générationnelle entre eux et leurs aînés. Aussi les propos des premiers éditoriaux de *Notre Temps* signés Luchaire et Roche mettant en exergue une rupture générationnelle fondamentale sont sans doute davantage imputables à Luchaire qu'à Roche. Il apparaît que cette collaboration répond à des stratégies personnelles où chacun voit en l'autre un allié de circonstances qui apporte ses compétences et permet la concrétisation d'un projet professionnel et politique. La proximité de Luchaire avec Albert Dubarry, décrit par Serge Berstein comme l'« homme lige de Caillaux et son représentant dans les affaires de presse<sup>406</sup> » a pu également favoriser la rencontre avec Emile Roche. En effet c'est en 1927 qu'Emile Roche rencontre Joseph Caillaux. Autour du Congrès de Paris du Parti radical, il devient son secrétaire et le reste jusqu'à la mort de ce dernier. Dans ses souvenirs, dont le thème central est sa collaboration avec « l'homme d'Agadir » comme il aime à le présenter, Roche n'est guère précis sur les circonstances qui l'ont amené à croiser Caillaux et encore moins sur sa participation à *Notre Temps*. Il ne fait aucune mention de Jean Luchaire et évoque plus longuement sa principale réussite à savoir la création et la direction de *La République*<sup>407</sup>. Administrateur d'entreprises, collaborateur de Joseph Caillaux et animateur du milieu des « Jeunes Turcs », Emile Roche a le profil adéquat pour diriger des entreprises de presse à vocation politique. En 1928, c'est encore lui qui est à l'origine de la création de *La Voix*, le quotidien des jeunes radicaux<sup>408</sup> avant de faire naître *La République* en juin 1929<sup>409</sup>.

a) Une entreprise collective basée sur l'amitié.

*Notre Temps* est une entreprise collective qui regroupe des amis de longue date aux profils variés, issus d'un itinéraire universitaire remarquable comme Brossolette, ou bien autodidactes comme Luchaire. Ce groupe, marqué par des

---

405 Bertrand de Jouvenel, *op. cit.* p.81.

406 Serge Berstein, *Histoire du Parti Radical*, t. I, *op. cit.* p.249.

407 Emile Roche, *Caillaux que j'ai connu*, Plon, 1945. Il s'agit d'un ouvrage hagiographique qui a également vocation à justifier l'itinéraire de l'auteur durant l'occupation. Emile Roche, *Avec Joseph Caillaux. Mémoires, souvenirs et documents*, préface de Jean-Baptiste Duroselle, Publications de la Sorbonne, 1980. L'intérêt historique est ici supérieur, la distance permet de relativiser la tendance au seul hommage. Le livre contient davantage d'informations et surtout une partie de leur correspondance.

408 *Ibid.* p.82.

409 Serge Berstein, *Histoire du Parti Radical*, t. I, *op. cit.*, p.251.



personnalités au tempérament ambitieux est composé d'écrivains, de dramaturges, de journalistes, d'avocats, d'économistes, d'historiens, de scientifiques et de philosophes. Le rythme de travail de la revue est donné par Luchaire qui accueille les rédacteurs pour préparer chaque numéro.

« Il pourrait alors recevoir chez lui, ceci avec autant de simplicité que de cordialité. Françoise était une charmante hôtesse, et les nombreux amis étaient tous intéressants, actifs dans les arts ou les lettres, ou le théâtre, autant et plus qu'occupés de politique<sup>410</sup>. »

Les souvenirs de Jouvenel laissent penser que la direction effective de la revue est le fait de Jean Luchaire.

« Il y avait bien là, réunis par les goûts étendus du ménage Luchaire, de quoi meubler richement une revue qui allait en effet être excellente, et à laquelle il faut se référer pour bien saisir l'esprit de notre génération<sup>411</sup>. »

Corinne Luchaire, fille aînée des époux Luchaire et actrice à succès à la fin des années trente, a laissé dans ses souvenirs l'image de réunions chaleureuses.

« Nous n'étions pour ainsi dire jamais seuls. Mes parents sortaient beaucoup et quand ils étaient là, ce n'étaient que visites, réceptions, thés. Le jeudi était un grand jour, le jour de mes parents. J'assistais à la réception. Dans le salon, il y avait Paul-Boncour, Osuski, l'ancien ministre de Tchécoslovaquie, Stève Passeur, Achard, Claude Dauphin, Paul Reynaud, Pierre Brossolette, Pierre Laval, Otto Abetz, Léo Ferrero, Jacques Chabannes. On discutait politique, théâtre. On fumait, on se fâchait<sup>412</sup>. »

Même si Corinne Luchaire mélange les époques, il reste que le salon des Luchaire voit se réunir intellectuels, militants et hommes politiques. Un autre témoignage, celui de Gilberte Brossolette, le confirme.

« On rencontrait chez lui à des réunions amicales Marcel Achard et Stève Passeur, Pierre Mendès France et Bertrand de Jouvenel, Rainer Maria Rilke, Paul Colin, Jean Fayard aussi bien que Louis Martin-Chauffier, Claude Aveline ou Georges Auric, Alfred Fabre-Luce et même Jean Giraudoux<sup>413</sup>. »

Corinne nous apprend que le 86, rue Claude-Bernard est aussi le lieu d'habitation d'une partie des membres de l'équipe.

« C'était Mme Gilbert, la femme du romancier alors pensionnaire chez nous, rue Claude-Bernard, qui m'emmenait chaque matin<sup>414</sup>. »

A la fin des années vingt, rue Claude-Bernard, puis à son domicile de la rue des Ternes dans les années trente, Luchaire a permis à quelques-uns de ses collaborateurs de trouver à ses côtés davantage qu'une place dans un comité de rédaction. Jouvenel rappelle ainsi la générosité de Luchaire.

« Elle était extrême et quasiment démente. Père de nombreux enfants, il lui paraissait naturel d'assumer la charge d'amis, ce qui vint à se traduire au cours des années 30 par un habitat communautaire dans le quartier des Ternes. Il logeait avec

---

410 Bertrand de Jouvenel, *op. cit.*, p.81.

411 *Ibid.* p.81.

412 Corinne Luchaire, *Ma drôle de vie*, Sun, 1949, p.31.

413 Gilberte Brossolette, *Il s'appelait Pierre Brossolette*, *op. cit.*, p.49.

414 Corinne Luchaire, *Ma drôle de vie*, *op. cit.*, p.31

sa famille dans une maison autour de laquelle étaient disposés d'autres logements, occupés par des associés et collaborateurs<sup>415</sup>. »

Le caractère de Jean Luchaire est pour beaucoup dans la constitution de l'équipe de *Notre Temps*. Ces personnalités sont réunies par lui, agrégées à chacune de ses initiatives, depuis celles florentines jusqu'à sa participation active au monde du journalisme politique français. Bertrand de Jouvenel parle en l'occurrence d'un « milieu luchairien<sup>416</sup> ». Outre son intense activité professionnelle et ses multiples activités politiques dans les groupements au cours des années vingt, où il fait œuvre de propagandiste davantage que de militant, Luchaire a toujours mis un point d'orgue à ne pas prononcer d'exclusive. Ses accointances proviennent de milieux différents et parfois divergents. Ainsi se côtoient au sein de *Notre Temps*, de jeunes militants du parti radical, Emile Roche, Jacques Kayser, des catholiques indépendants, Daniel-Rops, Louis Martin-Chauffier, des républicains rénovateurs qui bousculent les partis et les idées en place, Bertrand de Jouvenel, André Sauger, et des jeunes littérateurs et artistes sur la voie d'une reconnaissance professionnelle croissante, André et François Berge, Jacques Chabannes, jusque là chroniqueur sportif à *La Volonté*, Stève Passeur, ou encore Marcel Achard. Le critère d'amitié est donc une donnée fondamentale. *Notre Temps* est constitué en une sorte de coopérative mise en route grâce à une cotisation collective lui assurant ses premiers financements.

« A sa naissance, Notre Temps mensuel était financé par un groupe d'amis. Emile Roche, vice-président du Parti radical [...], qui assurait avec Luchaire la direction ; Jacques Chabannes, rédacteur en chef ; Pierre Brossolette [...] ; l'avocat Prado-Gaillard, Robert Lange, Marcel Achard, Jacques Kayser, Maxime Blocq-Serruys [...], moi-même versions chacun mensuellement dans les caisses du journal de cinquante à trois cents francs, selon nos moyens<sup>417</sup>. »

#### b) Les temporalités de la revue.

Dans la vie de *Notre Temps*, le seul indice des nombreux changements de périodicité indique une histoire riche en rebondissements. La revue est livrée à ses débuts sur quarante pages et à 3050 exemplaires dont 50 sur papier d'Annam et 3000 sur Alpha Bulky. Le prix est fixé à 4Fr50. Elle arbore une présentation classique, sans sous-titre. Sur sa couverture, outre le sommaire complet, apparaissent les noms des deux directeurs, Jean Luchaire et Emile Roche, celui du rédacteur en chef, Jacques Chabannes, et l'adresse de la publication sise au 86, rue Claude Bernard, le domicile de Luchaire. D'abord mensuel *Notre Temps* devient bimensuel le 1<sup>er</sup> décembre 1929 au prix de 2Fr50. A compter du 15 juin 1930, *Notre Temps* est hebdomadaire. Il garde son prix identique jusqu'au 31 janvier 1932 où celui-ci s'abaisse à 1Fr50. Entre le 26 septembre 1933 et le 31 juillet 1934, *Notre Temps* est un quotidien du soir. Annonçant une parution « au ralenti » pendant les vacances, *Notre Temps* repasse au rythme hebdomadaire à partir du 12 août 1934.

---

415 Bertrand de Jouvenel, *op. cit.* p.83.

416 Bertrand de Jouvenel, *op. cit.* p.81.

417 Jacques Nels, *Fragments détachés de l'oubli*, Ramsay, 1990, p.110.

Le 23 octobre 1934 *Notre Temps* reprend une parution quotidienne, sur deux pages et avec une nouvelle numérotation. Mais cela semble difficile, les deux derniers numéros sont datés du 9 puis du 19 décembre 1934, numéro dans lequel Luchaire donne rendez-vous à ses lecteurs le 5 janvier 1935. Les numéros des trois premiers mois de l'année sont absents des collections de la BNF et de la BDIC, ce qui est dû selon Claude Lévy à l'incendie qui détruisit une partie de la Bibliothèque de Vincennes en août 1944. *Notre Temps* reparaît au début de 1935 à un rythme hebdomadaire, périodicité que la revue conserve jusqu'en 1939, malgré des périodes d'interruption, notamment en janvier 1936 et janvier 1937. A l'été 1939, son directeur est malade et *Notre Temps* interrompt sa publication pour ne la reprendre que de mai à juin 1940 avant sa disparition définitive.

c) La délicate question du financement.

L'analyse des changements de formule, comme de tout autre critère est inséparable de la question du financement. Les cotisations des membres ne peuvent assurer que le lancement de la revue, et selon le témoignage de Bertrand de Jouvenel, Emile Roche a sans doute assuré une grande part du financement de *Notre Temps* à ses débuts. L'absence totale d'archives nous empêche pourtant de connaître précisément ses modes de financement. Il nous faut nous en remettre, à la suite de Claude Lévy<sup>418</sup>, aux déclarations de Luchaire d'abord devant le commissaire des Renseignements Généraux à Nice en juillet 1945<sup>419</sup>, puis lors de son procès en 1946<sup>420</sup>. Jusqu'en octobre 1928, *Notre Temps* subsiste grâce aux subventions de ses membres, Emile Roche jouant le rôle principal en équilibrant le budget. A la seule vue des sommaires de la fin de l'année 1928, soit juste après la rupture avec Roche, il apparaît que Luchaire a trouvé quelqu'un pour remplacer ce dernier dans le rôle du mécène. En effet, *Notre Temps* connaît une amélioration certaine de son contenu et augmente le nombre de ses signataires par numéro. D'ailleurs Luchaire déclare à propos du départ d'Emile Roche :

« Je ne m'en suis pas autrement inquiété car, à ce moment, par l'intermédiaire de Léger, j'ai fait intimement la connaissance d'Aristide Briand dont j'avais toujours admiré la politique mais que je n'avais personnellement que croisé dans les couloirs de la Chambre<sup>421</sup>. »

Dans les souvenirs de Luchaire comme dans l'historiographie, les premières subventions provenant du Quai d'Orsay dateraient de 1929.

« Dès l'été 1929, d'ailleurs, Briand avait apprécié l'aide morale et matérielle que pouvaient apporter à sa politique la revue "Notre Temps" et son équipe ; il lui avait fait accorder une subvention de 10 000 Francs par mois sur ses fonds spéciaux, somme qui avait permis d'améliorer cette publication<sup>422</sup>. »

En réalité, c'est un an avant que Luchaire obtient un nouveau financement. Pressé par Emile Roche de rembourser des sommes empruntées à *Notre Temps*, et

---

418 Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps*, op. cit. p.15-28.

419 AN, F7 15327, op.cit.

420 *Les Procès de la collaboration*, op. cit., p.362-363.

421 AN, F7 15327, op. cit., p.6.

422 *Ibid.*, p.7.

mis devant la menace de voir *Notre Temps* et *La Voix* supprimés, Luchaire entre en contact avec le quai d'Orsay et trouve ainsi le moyen de faire survivre *Notre Temps*<sup>423</sup>.

« Cette subvention fut accrue, par tranches dans la suite. Portée à 15 000 francs par mois, elle permit de transformer *Notre Temps* en publication bimensuelle<sup>424</sup>. »

La subvention s'élève plus tard à hauteur de 25 000 Frs par mois ce qui lui permet une périodicité hebdomadaire à partir du 29 juin 1930. Tiré jusqu'à 10 000 exemplaires<sup>425</sup>, *Notre Temps* est désormais sous-titré « La revue des nouvelles générations européennes ». Mis entièrement au service de la politique extérieure de Briand, *Notre Temps* crée la rubrique « La Jeune Europe », composée d'un éditorial de Pierre Brossolette et d'un article, « La Fédération européenne », chargé de faire échos à toutes les manifestations en faveur de l'idée européenne. Luchaire entretient ensuite sans faille ses contacts parmi la chancellerie et les différents gouvernements. Ainsi sa subvention est-elle prolongée jusqu'en 1933. Paul-Boncour, alors ministre des Affaires étrangères, préside le banquet en l'honneur du 200<sup>e</sup> numéro de *Notre Temps*, le 25 juin 1933. Pour transformer sa revue en quotidien, Luchaire réalise un savant montage financier. Par l'intermédiaire de l'abbé Trochu, ancien directeur de *L'Ouest-Eclair*, il obtient une somme de 500 000 Frs des « Produits homéopathiques de l'Abbé Chaupître » ainsi qu'un versement mensuel de 20 000 Frs de l'Union des coopérateurs de France<sup>426</sup>. Luchaire bénéficie en outre d'une augmentation substantielle des différentes subventions ministérielles qui atteignent un montant mensuel de 100 000 Frs. L'arrivée à la direction d'Edouard Pfeiffer, cadre du Parti radical est interprétée par Claude Lévy comme une prise d'assurance de la part des commanditaires de Luchaire<sup>427</sup>. Mais la collaboration avec Pfeiffer s'interrompt dès la fin de l'année 1933, ce qui prive Luchaire d'« une source importante de capitaux privés<sup>428</sup> », car Pfeiffer entretenait des liens étroits avec les milieux d'affaires. A partir de février 1934, la situation financière de *Notre Temps* s'aggrave avec l'arrivée de Barthou au Ministère des Affaires étrangères. Décidé à s'opposer au danger que représente à ses yeux l'Allemagne, celui-ci réoriente la politique extérieure française en direction d'un renforcement des alliances à l'Est, notamment de l'URSS<sup>429</sup>. Luchaire qui aurait refusé d'abandonner sa promotion du rapprochement franco-allemand voit ses subventions ministérielles supprimées. *Notre Temps*, qui tire alors à 15 000 exemplaires, se vend mal, et ne parvient pas à tirer de la publicité des gains suffisants. A la fin 1934, le journal est épuisé financièrement et revient à une parution hebdomadaire. En 1945, Luchaire a reconnu devoir alors une somme qui dépasse le million de francs<sup>430</sup>. Luchaire obtient une nouvelle subvention bien plus faible après

---

423 Nous renvoyons plus loin à l'étude de la correspondance de Luchaire, Roche et Gilbert.

424 AN, F7 15327, *op. cit.*, p.7.

425 *Ibid.*, p.7.

426 *Ibid.*, p.14.

427 Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps*, *op. cit.*, p.20.

428 *Ibid.* p.20.

429 Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, 1990, p.175. Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France, La décadence. 1932-1939*, Seuil, 1979, p. 91 et suivantes.

430 AN, F7 15327, *op. cit.*, p.15.

la nomination de Laval au ministère des Affaires étrangères en 1935. En avril 1935, il publie une nouvelle version de *Notre Temps*, sous forme de magazine d'actualité illustré de nombreuses photos, mais le succès n'est toujours pas au rendez-vous. En 1938 Bonnet arrive au Quai d'Orsay, après la conférence de Munich, la subvention ministérielle atteint de nouveau 20 000 Frs. En juillet 1939, Luchaire malade se retire dans les Alpes et *Notre Temps* interrompt sa parution. Celle-ci ne reprend qu'en mai 1939, lorsque Luchaire se met au service de Ludovic-Oscar Frossard, pour une propagande en faveur de la défense nationale qui prend fin le 12 juin 1940. De nouveau dans les allées du pouvoir, Luchaire quitte Paris pour suivre le gouvernement en exil.

La revue n'aurait certainement jamais été viable sans l'apport de subventions. Lorsqu'il retrace le portrait de Luchaire, Jouvenel pointe chez son ami une faiblesse.

« Toute cette extrême maturité dans l'examen des affaires publiques avait pour contrepartie une légèreté séduisante mais dangereuse dans la conduite de sa vie. Il lui fallait un tuteur. Il perdit successivement Roche et puis Briand, qui lui apportaient différentes formes d'appui et de contrôle<sup>431</sup>. »

Jouvenel cherche à expliquer dans ce passage l'itinéraire complexe de Luchaire au cours des années trente. Mais ce témoignage nous indique d'abord la détermination du directeur de *Notre Temps*. C'est en mobilisant toutes ses qualités, au premier rang desquelles son entêtement, que Luchaire réussit à assumer les responsabilités qu'il s'est fixées et ainsi, faire vivre son projet éditorial. Cela nécessite des arrangements davantage officieux qu'officiels et toujours aux limites d'une certaine intégrité professionnelle.

« Durant toute son existence, Jean Luchaire, accablé de soucis d'argent, eut à faire face à des échéances urgentes. Il frappait à toutes les portes. Il prit de mauvaises habitudes<sup>432</sup>. »

Ses amis tentent de minimiser les errements de Luchaire jusque dans leurs souvenirs pour mieux se dédouaner personnellement. En effet, en tant que fidèles de Luchaire et de *Notre Temps*, ils ne pouvaient ignorer les modes de financement de la revue<sup>433</sup>.

#### d) L'équipe rédactionnelle.

L'examen de l'ours est une première étape dans la recherche des temporalités de la revue, il permet de noter l'évolution de l'équipe directrice et les responsabilités exercées par les uns et les autres. Cependant, une analyse plus fouillée nécessite un relevé précis et daté de l'ensemble des participations. Si une liste exhaustive apporte des renseignements précieux, elle peut encore porter à confusion. Le travail prosopographique de Pierre-Marie Dioudonnat concernant *Je suis partout* est présenté à juste titre par une note d'introduction intitulée « Rien n'est simple<sup>434</sup> ». Il

---

431 Bertrand de Jouvenel, *op. cit.* p.84.

432 Jacques Nels, *Fragments, op. cit.*, p.84.

433 Jacques Nels et Bertrand de Jouvenel signent dans *Notre Temps* jusqu'en 1937.

434 Pierre-Marie Dioudonnat, *Les 700 rédacteurs de Je suis partout. 1930-1944*. Dictionnaire des écrivains et journalistes qui ont collaboré au "grand hebdomadaire de la vie mondiale" devenu le principal organe du fascisme français (1930-1944), Sedospols, 1993, p.7.

est en effet indispensable de déterminer l'ensemble des critères des participations ; littéraires, artistiques ou politiques, régulières ou ponctuelles, leurs dates et l'éventualité d'un positionnement par rapport à la ligne politique de la revue. La confrontation de ces différentes données permet alors de qualifier avec justesse le degré d'appartenance d'un signataire à un organe de presse. La recherche des temporalités de la revue se poursuit avec l'analyse du contenu sans s'en tenir à la seule ligne éditoriale. Nombre de rubriques secondaires ont une importance déterminante et un contenu des plus enrichissants, depuis les notes de la rédaction dans de petits encadrés, témoins de l'atmosphère qui règne au sein de l'équipe directrice, jusqu'aux rubriques ordinaires sur la vie quotidienne, la marche des idées ou l'actualité de certains mouvements dont le choix des thèmes constitue un révélateur des réflexions du moment.

Lorsque l'on étudie l'évolution de l'équipe rédactionnelle de *Notre Temps*, on touche au caractère de Luchaire, à ses qualités et ses défauts. Depuis ses débuts, Luchaire fédère, organise, mutualise. Il s'est créé un solide réseau parmi les intellectuels et les militants républicains, son *curriculum vitae* paraît remarquable et il n'a de cesse de le mettre en avant. Certes il irrite et provoque quelques inimitiés. Mais son talent de séducteur lui autorise toutes les audaces, tant dans sa vie personnelle que dans ses projets professionnels comme en témoignent deux de ses plus proches amis, Jacques Nels et Bertrand de Jouvenel. Dans son parcours professionnel au sein de plusieurs organes de premier plan, il multiplie les connaissances dans le monde journalistique et politique. Nombre de participants à *Notre Temps* sont ainsi des collègues rencontrés dans les différentes salles de rédaction. C'est de cette formidable capacité de réunion qu'il réussit à s'attacher la collaboration de personnalités littéraires importantes *a priori* assez éloignées de sa propre personne telles qu'André et François Berge, Daniel-Rops, ou Louis Martin-Chauffier. Après le départ d'Emile Roche<sup>435</sup>, en novembre 1928, la revue mentionne sur sa couverture la création d'un « Comité de direction » dans lequel figurent les noms de Marcel Achard, Jean-Jacques Bernard, Guy Crouzet, Daniel-Rops, Philippe Fauré-Frémiet, Léo Ferrero et Stève Passeur. Le nom de Daniel-Rops disparaît de la couverture au numéro suivant, alors que sa dernière participation remonte déjà à septembre 1928. De toute évidence il a du exprimer le souhait de ne plus collaborer à la revue. En avril 1929, ce comité de direction prend le nom de comité littéraire. C'est au printemps 1929 que le comité se renforce avec les arrivées en son sein d'André Berge et de Louis Martin-Chauffier. Dans une lettre adressée par Jean Luchaire à Louis Martin-Chauffier le 21 février 1933, le directeur de *Notre Temps* nous livre le fonctionnement de ce comité.

« [...] il n'a jamais été décidé que les titulaires des rubriques, même littéraires, seraient choisis ou ratifiés par le Comité littéraire dont les fonctions sont essentiellement des fonctions de lecture<sup>436</sup>. »

Luchaire indique également quelles étaient les stratégies de recrutement de la revue.

---

435 Il signe son dernier article en août et disparaît de la couverture en novembre 1928.

436 Lettre de Jean Luchaire à Louis Martin-Chauffier, 21/02/1933, IMEC, Papiers Martin-Chauffier, LMC2-C2.

« [...] le Comité – chaque fois qu'il a eu à étudier sa propre composition – n'a cessé d'exprimer le souhait de s' "intégrer" quelques-uns des noms les plus brillants de notre littérature. Si j'ai bonne mémoire, André Chamson, Drieu la Rochelle et Prévost figuraient sur cette liste<sup>437</sup>. »

On apprend ainsi les limites du recrutement de *Notre Temps* car jamais n'apparaissent dans les colonnes de la revue les signatures de Drieu la Rochelle ou de Chamson. Outre les départs successifs de personnages centraux, Roche et Daniel-Rops en 1928, Louis Martin-Chauffier en 1932, il est un moment de l'histoire de *Notre Temps* qui marque une césure définitive. A l'été 1934, la revue connaît une véritable hémorragie décrite comme le « cercle éclaté de *Notre Temps*<sup>438</sup> » par Claude Lévy. Il régnait jusque-là une remarquable continuité dans la participation de certains des artisans de sa création tels que Jacques Chabannes et Monod-Herzen. Mais l'année 1934 voit l'irruption d'une très grave crise au sein de la revue. Le soupçon de financement par les autorités nationales-socialistes et l'arrêt des subventions ministérielles condamnent Luchaire à se séparer définitivement de collaborateurs de qualités autant que d'amis d'enfance. D'une manière générale, il semble que Luchaire n'arrive plus à créer l'illusion autour de lui, le témoignage de Robert Aron étant sur ce point révélateur. Dès ses débuts, *La Lutte des jeunes*, lancée peu après le 6 février 1934 par Bertrand de Jouvenel, échoue à devenir un espace public fédérant les initiatives politiques de la jeunesse. Lorsqu'Aron d'*Ordre Nouveau* critique la démarche de *La Lutte des jeunes*, il établit un portrait de Luchaire, décrit comme « l'opportuniste », qui en dit long sur la réputation du directeur de *Notre Temps* dans la presse et dans les milieux spiritualistes.

« Sans cohérence, ni foi, émargeant aux différents fonds secrets, les officiels ou les privés, ce personnage a l'impudence de s'ériger à l'étranger comme en France comme le porte-parole de la jeunesse française, et même de parler au nom de la révolution<sup>439</sup>. »

A partir de 1934, Luchaire doit se contenter de la fidélité de quelques rares amis, Chabannes, Lange et Nels pour une courte période. Il est ensuite contraint de limiter son équipe rédactionnelle à la ponction congrue jusqu'au retour d'une subvention suffisante en octobre 1938. Mais *Notre Temps* ne peut plus retrouver le niveau général qui fut le sien au début de la décennie. Si la revue fédère quelques voix munichoises, elle reste très isolée. Son étiolement est évidemment du aux choix malheureux de son directeur, il est également la marque des divisions et des reclassements de la seconde moitié des années trente.

#### e) Les rubriques.

La revue arbore dans un premier temps une présentation simple en deux parties. La première regroupe des livraisons littéraires ; romans, nouvelles, poèmes, récits de voyages ainsi que des réflexions et des essais. La seconde partie

---

437 *Ibid.*

438 Claude Lévy, « Autour de Jean Luchaire : le cercle éclaté de *Notre Temps* » dans H.M. Bock, R. Meyer-Kalkus, M. Trebitsch, *Entre Locarno et Vichy : les relations culturelles franco-allemandes dans les années 1930*, CNRS, 1993, p.121.

439 *La Lutte des jeunes*, 27/05/1934, p.3, cité par Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, op. cit. p.81.

comprend les chroniques des rédacteurs réguliers. Elles sont nombreuses et touchent à tous les domaines ; « les lettres », « le théâtre », « la musique », « le music-hall », « le cinéma », « les beaux-arts », « la philosophie », « les livres politiques », « les nôtres », « bibliographie », « les revues », « la politique internationale », « l'économie et les finances », « la chronique judiciaire », « la vie parlementaire », « la vie à l'étranger ». Il faut ajouter à cette liste des chroniques éphémères ou irrégulières telles que « les sports », « l'esthétique de la mode », « l'homme du mois », « La vie aérienne » ou encore « La vie médicale ». La « Chronique des jeunes équipes » signée Guy Crouzet apparaît en avril 1928 et dure jusqu'à la transformation de *Notre Temps* en quotidien en septembre 1933. *Notre Temps* étoffe progressivement son contenu. La rubrique « Recherches » accueille entre mai 1929 et avril 1931 les articles politiques de Luchaire, ceux scientifiques de Monod-Herzen et philosophiques de Martin-Chauffier. Elle représente la volonté de *Notre Temps* de participer à une rénovation dans tous les domaines de l'esprit.

La dimension collective de l'entreprise est soulignée dans les troisième et quatrième de couverture où la revue présente à ses débuts « quelques collaborateurs » afin d'annoncer les signatures probables des prochains numéros. Certains noms ne sont jamais apparus au sommaire de *Notre Temps*, comme ceux de Benoist-Méchin, Joseph Kessel et Pol-Rab. D'autres n'y figurent qu'à titre exceptionnel, c'est le cas de Pierre Lazareff qui adresse une lettre à *Notre Temps* en octobre 1935. Cette liste qui s'étoffe au fil des premiers numéros témoigne ainsi de l'étendue de son réseau dans les jeunes milieux artistiques et politiques. Elle est ensuite remplacée par la liste des collaborateurs effectifs des « précédents cahiers ». *Notre Temps* passe ainsi de la présentation de collaborateurs virtuels à la dénomination d'une collectivité toujours plus ample. La liste enrichie à chaque numéro participe à la démonstration que se forme autour de la revue un très large courant de sympathie et permet d'ajouter un argument d'autorité à sa ligne éditoriale centrée sur l'idée d'une génération unie. Une autre rubrique concerne encore cet esprit collectif dont est imprégné *Notre Temps*. Elle s'intitule « Les Nôtres ». Elle apparaît au sommaire du mois de novembre 1927 sous le titre « Le chemin que font les nôtres » et perdure pendant quelques mois. Elle y rend compte de l'actualité d'une élite intellectuelle, artistique et politique dont la revue veut être le creuset et le révélateur. En novembre 1927 y sont nommés André Chamson, Julien Green, André Sauger, Marcel Achard, Philippe Fauré-Frémiet, Melle Falconetti, Gilbert Lane, Jacques Deval et Pierre Fresnay pour leurs succès dans le domaine des lettres et des spectacles ainsi que Jean Montigny et Jacques Kayser pour leur ascension au sein du Parti radical. Cette rubrique est d'autant plus intéressante qu'elle fait parfois écho à des personnalités étrangères à la revue comme ici Chamson, Green et Fresnay.

## B. Un projet éditorial axé autour d'une recherche.

Le premier article de la revue porte pour simple titre « Présentation ». Il est signé des deux directeurs, Emile Roche et Jean Luchaire, et présente leur projet



éditorial.

« Les écrivains et les hommes d'action qui se sont groupés pour fonder « Notre Temps » et le faire vivre ont une volonté très nette : créer une tribune libre, exclusivement réservée à la génération nouvelle, jusqu'ici privée de centre de ralliement<sup>440</sup>. »

*Notre Temps* vise à regrouper toute l'élite de la jeunesse et, à l'instar d'une revue classique, se propose d'aborder des domaines variés.

« Librement, dans un cadre qui ne leur avait jamais été fourni jusqu'ici, les tempéraments les plus intéressants de la nouvelle génération viendront dire ce qu'ils pensent et ce qu'ils veulent – dans le domaine des idées générales comme dans celui de leurs activités particulières, qu'il s'agisse de littérature, d'art, de politique, d'industrie, de sciences ou de sports<sup>441</sup>. »

Il est dans cette présentation des éléments assez communs au lancement d'une revue. L'adresse à la jeunesse, le recours à son élite et la volonté de défendre ses idées sont des mots d'ordre courants lors du lancement d'une publication. Cependant l'exclusivité jalouse réservée à la « nouvelle génération » nécessite de bien comprendre ce qu'entendent par-là les promoteurs de la revue. En effet, loin de constituer un simple appel à la jeunesse, l'expression revêt une signification complexe.

a) La définition de la « nouvelle génération ».

La génération se définit avant tout dans le rapport à la guerre.

« Parmi les tranchées que la guerre a creusées, certaines sont ineffaçables. Invisibles, elles séparent des hommes nés à la vie spirituelle avant 1914, les jeunes hommes dont l'esprit a été formé pendant ou après la tourmente. »

Les limites de la génération sont donc fixées en fonction de la perception du conflit mondial.

« Il y a un fossé difficilement franchissable entre ceux qui ont vécu avant, imprégnés d'un passé lourd de traditions et de mysticismes divers, et ceux qui, venant après, ne peuvent se laisser guider par les valeurs intellectuelles, idéales et politiques admises avant le conflit mondial ».

Il s'agit de la reproduction de ce que Jean Dauriac écrivait dans « La Volonté des jeunes » en février 1926 évoquant déjà un « fossé profond<sup>442</sup> ». Entre les deux, la collaboration est jugée impossible car ils « ne réagissent pas, ne raisonnent pas de la même façon<sup>443</sup> ».

La nouvelle génération se définit autour de trois points ; une éducation spécifique, hors des modèles et des cadres traditionnels, un désintérêt pour les idées du passé et une profonde déception vécue en 1919.

Si la guerre fut destructrice de la génération des combattants, elle fut en même temps la matrice intellectuelle de la génération suivante. Les conditions

---

440 Luchaire, Roche, « Présentation », *Notre Temps*, n°1, 06/1927, p.1.

441 *Ibid.*, p.3.

442 Jean Dauriac, « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, n°124, 08/02/1926.

443 Luchaire, Roche, « Présentation », *Notre Temps*, n°1, 06/1927, p.1.

exceptionnelles auraient privé une jeunesse de cette éducation classique, à la fois sociale, familiale et scolaire, qui forme ordinairement les esprits.

« Ceux qui composent cette génération ont dû gravir un pénible calvaire spirituel. [...] Autant dire qu'ils se sont formé tous seuls, recueillant sur un terrain vierge les leçons du drame qui les enveloppait<sup>444</sup>. »

Ici réside l'élément décisif dans la naissance d'une conscience originale lorsque la formation de l'esprit, c'est-à-dire l'éveil à la vie publique intervient dans le contexte de guerre. Les auteurs respectent ici un des critères de définition d'une génération selon lequel l'événement modélisateur intervient sur une conscience non encore marquée. Mis en évidence par Wilhelm Dilthey, il est ensuite régulièrement repris par les sociologues. Il faut préciser que les directeurs n'évoquent ni François Mentré, ni Ortega y Gasset pourtant auteurs et précurseurs dans les années vingt de théories générationnelles. La première prise de position qui découle de cette expérience particulière de la guerre, vécue non sur le front mais dans leur foyer en tant que spectateurs, est le rejet du passé.

« Les faits eux-mêmes ont enseigné aux adolescents le mépris d'un passé dont l'effroyable tuerie fut l'unique aboutissant. »

Durant le conflit, la jeunesse forme le vœu d'un futur radieux, organisé dans des cadres résolument nouveaux. Le retour à la vie normale pour les aînés correspond en réalité à une défaite pour cette jeunesse nourrie d'un espoir démesuré.

« Or, 1919 et les années suivantes marquèrent un angoissant recul. Les habitudes d'autrefois reprirent leur place dominante [...]. Les jeunes en furent désorientés. Ils s'étaient cru appelés à construire une maison neuve, on leur demandait de s'adapter au passé. »

Il est intéressant de voir que les protagonistes de *Notre Temps* retiennent 1919 comme une année charnière, et combien cette « désillusion de 1919 » peut se rapprocher de la « révolte » qu'évoquent dans un même esprit Jean Prévost, Daniel-Rops et André Chamson au cours des années vingt. Cette perception est bien connue des historiens et a déjà été mise en lumière par Gilles Le Béguec dans sa thèse<sup>445</sup> et Olivier Dard dans l'histoire des relèves.

« [...] les nouvelles générations avaient été, pendant des années douloureuses, passionnément tendue par l'espoir d'une humanité plus prospère, plus juste, plus pacifique [...] après la désillusion de 1919, les jeunes avaient refoulé cet idéal au plus profond de leur cœur, où ils le gardaient jalousement jusqu'au jour des possibles réalisations<sup>446</sup>. »

*Notre Temps* désire d'abord clore cette « parenthèse<sup>447</sup> » ouverte en 1919. Le temps du retrait dans l'ombre de leurs aînés est révolu et la revue invite les jeunes hommes à entamer une réflexion afin de faire le point.

« Il est donc nécessaire que la nouvelle génération se mette à l'œuvre et

---

444 *Ibid.*, p.2.

445 Gilles Le Béguec, *L'entrée au Palais Bourbon : les filières privilégiées d'accès à la fonction parlementaire (1919-1939)*, Université de Paris X, 1827p, 1989.

446 Luchaire, Roche, « Présentation », *Notre Temps*, n°1, 06/1927, p.2.

447 *Ibid.*, p.3.

entreprenne le labeur auquel le destin l'a conviée<sup>448</sup>. »

L'objectif est de réaliser une « synthèse » et de répondre à une sorte de malaise moral mal défini.

« Mais tandis que les aînés bénéficient d'une solidarité déjà ancienne et reconnue, les cadets se cherchent anxieusement<sup>449</sup>. »

Cette idée d'une nécessaire mise au point des idées de la jeunesse a déjà été exprimée par Luchaire dans « La Volonté des Jeunes » au début 1926 lorsqu'il décrit « la nouvelle génération [qui] s'ignore elle-même, et [qui] se cherche<sup>450</sup> ». En 1927, pour *Notre Temps*, le but premier semble alors moins politique que moral.

« Leur psychologie collective ne s'est pas encore clairement révélée. Où commence-t-elle, où s'arrête-t-elle ? Quelles sont ses principales manifestations, ses tendances caractéristiques ? Autant de questions dont l'importance ne cesse de croître<sup>451</sup>. »

Aussi la revue se propose-t-elle, dans un premier temps, de se mettre au service de cette révélation collective.

« En leur donnant le moyen d'exprimer leur pensée dans un cadre commun à tous, chacun servant de décor au voisin, « Notre Temps » espère intensifier et faciliter cette recherche<sup>452</sup>. »

Luchaire et Roche livrent leur espoir en conclusion. On reconnaît alors l'ampleur de la tâche. Interroger une génération sur son état d'esprit relève déjà du défi des plus difficiles à tenir mais l'ambition des jeunes animateurs de la revue ne s'arrête pas là. Cette convocation des plus grands esprits a un but précis, l'action, et un moyen espéré, une communauté de vues.

« Et si les multiples facettes de ce miroir arrivent à refléter un esprit commun, gage d'une œuvre commune, nous aurons réalisé le plus ambitieux de nos désirs<sup>453</sup>. »

La volonté de révéler une « psychologie collective » et la recherche d'« un esprit commun » dans l'optique d'une « œuvre commune » permet de distinguer clairement *Notre Temps* de toutes autres revues littéraires et politiques s'adressant à la jeunesse.

*Notre Temps* se fait donc le porte-parole de la « nouvelle génération » et propose d'ouvrir ses colonnes à ses représentants dans l'attente d'une précision des idées de la jeunesse. Or en matière de politique, les deux directeurs présentent aussitôt leur orientation. Deux éditoriaux à valeur de programme, « Une Discipline politique » en août 1927 et « La Discipline européenne » le mois suivant, définissent leurs opinions en matière de politique intérieure et internationale. Avec le premier éditorial de juin 1927 énonçant un cadre psychologique, ils constituent à eux trois la base théorique de la réflexion de *Notre Temps*.

---

448 *Ibid.*, p.3.

449 *Ibid.*, p.1.

450 Voir *supra*, Jean Dauriac, « La nouvelle génération », « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 11/01/1926.

451 Luchaire, Roche, « Présentation », *Notre Temps*, n°1, 06/1927, p.2.

452 *Ibid.*, p.1.

453 *Ibid.*, p.3.

b) La « Discipline politique » de la « nouvelle génération ».

Une première idée, si elle apparaît comme un simple constat, n'en conditionne pas moins les autres. De la guerre serait né un monde nouveau qui nécessite une révision générale des valeurs. Cette idée que Luchaire popularise depuis ses débuts dans le journalisme est exprimé dès le premier numéro.

« Car il commence aujourd'hui à être évident que la guerre a bien marqué la fin d'une ère, et que les habitudes et les méthodes d'autrefois ne sont plus de taille à ordonner les réalités de ce vingtième si tragiquement inauguré<sup>454</sup>. »

En août 1927, les directeurs de la revue soulignent d'abord le poids de l'événement.

« Ce n'est point la volonté humaine, c'est l'enchaînement de l'histoire qui indique son rôle à toute génération<sup>455</sup>. »

Et en comparant leur époque à la génération romantique, les auteurs définissent le caractère éminemment politique de leur destin.

« Ainsi, après une période de crise aiguë, pendant laquelle la société a été ébranlée jusque dans ses fondements les plus profonds, on a toujours vu surgir une époque essentiellement politique, dominée par la nécessité de constructions sociales nouvelles<sup>456</sup>. »

En inaugurant la présentation de sa réflexion politique, *Notre Temps* poursuit la remise en cause du passé.

« En réalité, la guerre et l'immédiat après-guerre ont autant révélé qu'ils ont détruit<sup>457</sup>. »

Ce qui aurait été détruit est un ensemble indéterminé d'idées, de valeurs et sans doute d'hommes, collectivement responsables pour avoir conduit à l'hécatombe. Ce qui aurait été révélé sont des principes nouveaux dans l'organisation des sociétés. De cet événement fondateur du siècle, les auteurs retiennent l'idée d'un monde en mouvement avec l'émergence de critères fondamentalement nouveaux.

« Jamais n'a existé, comme aujourd'hui, l'obligation de réorganiser les rapports que les hommes entretiennent entre eux, et de réviser l'idée que nous nous faisons des liens par lesquels la volonté humaine s'exerce sur le mécanisme des choses<sup>458</sup>. »

Parmi ces critères, la notion d'interdépendance est une clé pour l'organisation des sociétés et un principe qui annonce une approche radicalement différente de la politique.

« Que l'interdépendance économique nous apparaisse aujourd'hui comme une règle absolue, tant dans le domaine des rapports entre les Etats que dans celui des rapports entre les classes sociales, voilà qui modifie totalement l'optique traditionnelle. Le principe de l'indispensable coopération internationale et nationale

---

454 *Ibid*, p.3.

455 Luchaire, Roche, « Une Discipline politique », *Notre Temps*, n°3, 08/1927, p.81.

456 *Ibid*.

457 *Ibid*.

458 *Ibid*.

vient remplacer automatiquement le principe de rivalité belliqueuse jusqu'à présent incontesté<sup>459</sup>. »

Les auteurs annoncent des implications politiques majeures à cette idée d'interdépendance économique.

« Une métamorphose intellectuelle s'impose donc, plus complète qu'aucune de celles dont nous pourrions être gratifiés par une révolution<sup>460</sup>. »

Et l'emploi du terme de « révolution » n'est pas qu'un procédé stylistique pour appuyer le propos car ils entendent proscrire les rapports de force qui caractérisent habituellement les rapports politiques. Qu'en est-il du rejet du passé ? A la lecture de telles affirmations, il faut se garder de toutes interprétations hâtives.

« Sur tous les terrains, le retour au passé aboutit à une succession d'échecs manifestes, à une impuissance criante<sup>461</sup>. »

Certes l'affirmation est brutale et l'on peut se demander ce qui doit rester d'une telle table rase. Les auteurs affirment voir dans leur époque « le renversement des valeurs spirituelles ou matérielles de tous ordres, jadis fondamentales et dont les événements ont prouvé le caractère fictif<sup>462</sup> ». Cet abandon des valeurs signifie en réalité leur indispensable révision par le passage au crible de l'examen des faits.

« Il serait puéril de condamner sans appel tout ce qui, issu d'un proche passé, s'efforce anxieusement de survivre. Mais rien de ce qui vient de se passer ne doit, par les jeunes générations, être accepté sans un contrôle sévère<sup>463</sup>. »

L'analyse du présent devrait alors guider une réflexion saine.

« Mais si grande que soit notre confiance dans l'instinct, affiné par les événements, d'une jeunesse brutalement avertie des nécessités actuelles – si grande aussi que soit la présomption d'hommes jeunes, forts précisément d'être dégagés de toute tradition, nous ne voulons pas juger sans appel. Nous voulons seulement *examiner* à la lumière des faits – tels qu'ils sont – et à la lumière du bon sens<sup>464</sup>. »

Partant du constat couramment évoqué d'une désaffection des jeunes pour la politique, les auteurs rectifient cette idée en faisant valoir que la jeunesse se détourne non du principe politique mais seulement de son organisation. Ils accusent les responsables politiques de ne pas reconnaître « l'incapacité dans laquelle se trouve[nt] [les] institutions, [les] organisations, [les] mentalités politiques d'opérer la réadaptation de l'Etat aux conditions nouvelles de la vie<sup>465</sup> ». Dauriac formulait déjà dans *l'Ere nouvelle* ce constat auquel devait répondre la création de l'Effort puis de *La Jeune Europe*. Luchaire et Roche présentent ensuite leur vision de la politique en un triptyque qui aboutit à la définition du « réalisme ».

« Il faut donc aujourd'hui commencer par juger les choses de ce temps sans parti-pris, c'est-à-dire sans mystique. »

---

459 *Ibid.*

460 *Ibid.*

461 Luchaire, Roche, « Présentation », *Notre Temps*, n°1, 06/1927, p.3.

462 Luchaire, Roche, « Une Discipline politique », *Notre Temps*, n°3, 08/1927, p.81.

463 *Ibid.*, p.82.

464 *Ibid.*, p.83.

465 *Ibid.*, p.82.

« Il faut aussi considérer la politique dans ses moyens et dans ses résultats, et non dans ses hommes. »

« L'objectivité est la règle fondamentale d'une discipline politique. Et qui dit objectivité dit réalisme<sup>466</sup>. »

En conséquence de l'abandon des valeurs du passé et dans l'attente d'une expertise de chaque problème, Roche et Luchaire semblent proposer ici le reclassement des idéologies politiques qui structurent le paysage politique entre droite et gauche. Le « réalisme » dont Luchaire se fait le porte-parole n'est autre qu'un synonyme de politique, avec la particularité que celle-ci ne vise non plus à faire valoir une idée ou un principe dans la confrontation des points de vue, mais seulement d'atteindre un objectif raisonnable en fonction des contraintes et nécessités qu'ont révélé l'examen préalable du problème. Ainsi est privilégiée une approche exclusivement pragmatique de la gestion de la chose publique<sup>467</sup>. La recherche d'une concorde politique est l'idée qui structure le propos. La politique est imaginée comme un processus scientifique.

« Pour les jeunes générations qui se nourrissent des produits venant de tous les coins du monde, [...], politique est synonyme d'organisation. Faire de la politique, c'est instituer la meilleure collaboration possible entre les hommes, en vue de la meilleure production, d'une bonne gestion, du maximum de bien-être<sup>468</sup>. »

Cela rappelle en des termes très similaires ce que Luchaire écrivait trois ans plus tôt dans les pages de *Vita*<sup>469</sup>. Et fidèle au principe de « réalisme », les auteurs refusent clairement tout engagement partisan.

« On ne trouvera donc pas, dans « Notre Temps », de politique-lutte d'hommes et de partis, puisque cette tendance n'est pas celle des générations dont nous voudrions être le reflet. Mais on trouvera constamment de la politique-organisation, puisque organiser est la tâche inéluctable de notre époque<sup>470</sup> [...]. »

### c) L'engagement européen.

En septembre 1927, *Notre Temps* présente son engagement au service d'une politique européenne volontariste. Elle découle des idées précédemment exposées en juin et août 1927. Dans « La Discipline européenne », Roche et Luchaire exposent leur engagement dans le souci d'appliquer aux questions internationales les préceptes de la « nouvelle génération » et du « réalisme ». A l'occasion de la réunion annuelle de la SDN, les auteurs se félicitent que l'opinion publique internationale soit « galvanisée » par cette actualité politique et qu'elle « enveloppe les hommes d'Etat » de leurs espoirs. Ils se réjouissent également du caractère

---

466 *Ibid.*

467 Sur ce sujet voir *supra* le chapitre consacré aux projets d'application de la science au gouvernement par Jean Luchaire, Claude Bussard et Christian Pineau. En la matière, Luchaire ne fait référence ni à William James ni à aucun autre auteur.

468 Luchaire, Roche, « Une Discipline politique », *Notre Temps*, n°3, 08/1927, p.82.

469 « La politique du bon sens, ce n'est pas celle qui poursuit on ne sait quelle chimère métaphysique, mais celle qui s'efforce de favoriser les intérêts du plus grand nombre. », Jean Florence, Henri de Traysnel, « Premier principe d'une politique de bon sens », *Vita*, n°4, 04/1924, p.98. Puis le mois suivant : « Les jeunes qui ont compris que la besogne la plus urgente était, depuis la guerre, d'organiser [...] », Jouvenel, Luchaire, Sauger, « La Nouvelle Chambre », *Vita*, n°5, 05/1924, p.152.

470 Luchaire, Roche, « Une Discipline politique », *Notre Temps*, n°3, 08/1927, p.83.

public des discussions à Genève, écorchant au passage la pratique politique ordinaire.

« Contre le désir de la diplomatie classique, à laquelle le mot "organisation" est aussi étranger qu'au parlementarisme traditionnel, toutes les questions en suspens viennent au grand jour, tous les malaises se trouvent dénoncés<sup>471</sup>. »

Sans cacher les difficultés inhérentes aux rapports entre petites et grandes nations au sein de la SDN, ils reconnaissent un manque global d'efficacité dont les grandes puissances seraient responsables. Mais plus encore, ils redoutent un échec définitif de l'organisation.

« Car une déception mondiale enlèverait à la Société des Nations tout son prestige et ramènerait le monde aux pires époques de rivalités et de luttes<sup>472</sup>. »

En quatre paragraphes la direction de *Notre Temps* s'engage contre la primauté de la souveraineté nationale, contre l'objectif d'un désarmement immédiat, en faveur d'un arbitrage international et en faveur d'un projet d'union continentale. Fidèles à leur méthode « réaliste », les auteurs entendent « juger les choses sans partis-pris<sup>473</sup> ». Ils rejettent la « mystique nationaliste », à l'origine du « dogme de souveraineté nationale », autant que la « mystique humanitaire » et son « dogme de la fraternité universelle<sup>474</sup> ».

« [...] elles méconnaissent les intérêts matériels des individus et des collectivités, [...] présentant un caractère absolu, elles sont incapables de s'adapter aux réalités sans cesse changeantes.<sup>475</sup> »

Les « intérêts », les « réalités » et la nécessaire « adaptation » sont les piliers de l'argumentation de Luchaire régulièrement mis à contribution dans son discours. Ce texte qui souligne l'engagement européen de *Notre Temps* s'oppose d'abord au principe de souveraineté nationale.

« Tel qu'on prétend nous l'imposer il est, depuis que s'est affirmée l'interdépendance totale des peuples, synonyme de désorganisation<sup>476</sup>. »

L'argumentation des deux directeurs énoncée au nom de toute la génération rappelle un double objectif de rénovation.

« Les nouvelles générations, qui ne conçoivent pas la possibilité de réorganiser la vie intérieure des Etats sans organiser l'existence entre les Etats, doivent de libérer du joug du principe jusqu'ici mal compris, parce qu'étendu au-delà des frontières de la souveraineté nationale<sup>477</sup>. »

En matière de désarmement, les auteurs veulent se démarquer d'un « mythe pacifiste exclusivement sentimental ». Ils inversent le point de vue et interrogent le lecteur sur la cause de l'armement d'un pays.

« Prétendre réduire les forces défensives d'un Etat tant que ce dernier, à tort ou à raison, se croit exposé à une attaque, c'est poursuivre une entreprise

---

471 Luchaire, Roche, « La Discipline européenne », *Notre Temps*, n°4, 09/1927, p.121.

472 *Ibid.*

473 *Ibid.*, p.122.

474 *Ibid.*

475 *Ibid.*

476 *Ibid.*

477 *Ibid.*

chimérique<sup>478</sup>. »

Ainsi le préalable au désarmement doit-il être l'arbitrage obligatoire. L'idée n'est pas neuve et les deux auteurs en font une condition indispensable au maintien de la paix.

« Ou l'arbitrage sera absolu, universel – ou il ne sera pas. Et s'il n'est pas, inutile de songer à organiser la vie commune des peuples, à assurer la paix, à provoquer le désarmement<sup>479</sup>. »

L'argumentation énergique témoigne de l'intérêt supérieur porté à cette question.

« Et qu'on nous entende bien, aucun problème, si vaste et si essentiel soit-il, ne doit échapper à l'arbitrage<sup>480</sup>. »

L'exemple choisi pour appuyer le propos a valeur de symbole

« Si demain, des peuples comprimés dans des limites trop étroites demandent à leurs voisins moins nombreux de leur faire place, cela aussi rentre dans le domaine de la conciliation arbitrale<sup>481</sup>. »

Les auteurs vantent un schéma qui envisage de s'appuyer sur la SDN pour créer une union européenne, et plus précisément, continentale. Prenant exemple sur le Protocole de 1924 et ses échecs, les auteurs reconnaissent une condition indispensable à l'instauration d'un tel arbitrage : il ne peut concerner que des membres volontaires et suffisamment liés entre eux.

« [...] il ne saurait être universel. Une certaine solidarité de fait doit servir de base, en l'occurrence à l'égalité juridique<sup>482</sup>. »

Aussi excluent-ils l'éventualité de la participation britannique au projet européen.

« Cette solidarité de fait, cette étroite ressemblance d'intérêts et de situation, existe-t-elle entre l'Europe continentale et l'Empire britannique – sans parler du reste du globe ? Evidemment non<sup>483</sup>. »

Roche et Luchaire se prononcent donc fermement pour les Etats-Unis du continent européen. Ils espèrent une construction assurant à la SDN une existence pleine et efficace et qui permettrait la création d'ensembles continentaux homogènes et unis.

« De là à régionaliser la Société des Nations, à engager le monde dans la voie des fédérations continentales, à aborder directement la création des Etats-Unis d'Europe, il n'y a qu'un pas<sup>484</sup>. »

Outre l'urgence de l'organisation économique et politique qui commande cette solution, c'est bien la menace d'un retour de la guerre qui justifie le projet européen.

« Sans les Etats-Unis d'Europe, la guerre et l'insécurité perpétuelle seront le sort de tous les pays du vieux continent<sup>485</sup>. »

---

478 Luchaire, Roche, « La Discipline européenne », *Notre Temps*, n°4, 09/1927, p.122.

479 *Ibid.* p.123.

480 *Ibid.*

481 *Ibid.*

482 *Ibid.*

483 *Ibid.*, p.123-124.

484 *Ibid.*, p.124.

485 *Ibid.*



L'argument d'efficacité est appelé à justifier leur projet, d'autant qu'il ne leur paraît pas exister d'autres solutions.

« De ce plan, le seul logique et le seul pratiquement réalisable, d'organisation de la paix, naît la nécessité d'une commune discipline européenne, devant laquelle s'efface nécessairement les particularismes dissociateurs<sup>486</sup>. »

Et en guise de conclusion, la revue annonce son intérêt pour l'étude des relations avec l'Allemagne dans une optique européenne.

« C'est en tenant compte d'une telle discipline, que notre revue étudie les diverses questions extérieures, et au premier plan les questions franco-allemandes<sup>487</sup>. »

d) La « nouvelle génération » érigée au rang de concept.

En réalité, le terme de « nouvelle génération » ne signifie pas l'intégralité de la jeunesse française même si les auteurs le laissent entendre. Pour construire un discours rassembleur, ils mêlent ce sens premier à quelques tentatives menées depuis la guerre par une partie de la jeune élite parisienne et en particulier à l'expérience de Luchaire. Luchaire confond l'opinion de la jeunesse et la sienne, l'emploi de l'expression lui permet alors de doter ses idées d'une audience beaucoup plus large. Ensemble gigogne, le concept de « nouvelle génération » s'applique à des domaines variés et tend à constituer ce que nous pourrions appeler un discours conceptuel autour de la notion de génération. Jean Luchaire en est le principal promoteur et c'est sous sa plume qu'il est le plus employé. Il est également présent dans chacun des domaines abordés par *Notre Temps*, à la fois parce qu'il est partagé par nombre des animateurs de la revue et également parce qu'il est la problématique devant laquelle les participants extérieurs sont invités à se positionner.

La première de ces applications correspond à une interprétation psychologique et se cristallise dans la définition d'une identité particulière. Celle-ci reste à prouver mais ses lignes de forces seraient déjà connues. D'un apprentissage bouleversé par la guerre, résulte une morale originale animée par la faculté de poser un regard neuf sur le rapport à la vie, l'engagement, les responsabilités, la liberté ou encore la religion. Dans ce discours conceptuel s'intègre également ceux de politique intérieure et internationale. Le discours de politique intérieure qui se structure autour des thèmes de « réalisme », de « jeunes équipes » et de « réforme de l'Etat », consacre le rejet des valeurs et des discours traditionnels conformément à l'idée de révision générale énoncée précédemment. En politique extérieure, il se cristallise dans la promotion de la SDN, de l'idée européenne et du rapprochement franco-allemand. La réflexion internationale est marquée à chaque instant par le souvenir de la guerre et/ou la crainte d'un conflit futur.

Chez Jean Luchaire, chacune des idées politiques tire sa légitimité du concept de « nouvelle génération ». Si les trois articles programmes ont été signés conjointement par Emile Roche et Jean Luchaire, le flou de la définition de « nouvelle génération » est palpable au vue des différences d'interprétation qu'en donnent

---

486 Luchaire, Roche, « La Discipline européenne », *Notre Temps*, n°4, 09/1927, p.124.

487 *Ibid.*

chacun d'eux. En avril 1928, Roche décrit sa jeunesse comme ayant « la maturité de quatre ans de guerre et le plus souvent de commandement, de missions à l'étranger et de responsabilités<sup>488</sup> ». On s'éloigne ici du portrait dressé par Luchaire de l'adolescent découvrant le monde pendant la tempête mondiale. Mot d'ordre, slogan ou titre accrocheur, la notion de « génération », à l'instar de celle de « jeunesse », est davantage un symbole qu'un terme strictement définissable. De même, lorsque Roche définit la jeunesse dans *La Voix*, il inclut précisément les anciens combattants.

« [...] tous ceux qui ont été appelés le 2 août 1914, à quitter leur famille et leur foyer pour défendre le sol menacé<sup>489</sup> ».

Roche qui est présenté dans cet article comme le directeur de *Notre Temps* adapte l'idée de « nouvelle génération » à sa propre expérience.

« [...] ce jour-là, désillusionnés de tout ce qui avait fait leur sécurité précédente, leurs yeux ont découvert des faits nouveaux qui les ont obligés, faisant un retour sur eux-mêmes, à considérer qu'il leur fallait renouveler un certain nombre des idées qui avaient été jusque-là, la base de leur activité de pensée politique. »

Ce flottement quant à la définition précise du mot d'ordre de *Notre Temps* reste sans conséquence. Il nous indique que les premières années de la revue sont celles nécessaires au développement du concept de « nouvelle génération », à sa discussion, et à la tentative de l'appliquer en politique comme en littérature ou en philosophie. Lorsqu'en 1930 intervient la contestation du concept, il s'agit moins d'un problème de définition que celui de son application pratique en politique.

La ligne politique de *Notre Temps* est présentée comme celle de la « nouvelle génération » ce qui signifie à la fois que la revue rassemble mais également qu'elle édicte la pensée de celle-ci. L'objectif de réunir une génération pour en révéler la pensée commune constitue un double défi. A l'heure de sa naissance, on peut s'interroger sur sa capacité à susciter un débat aussi vaste que possible et à réunir des personnalités-phares de la jeunesse intellectuelle dans les domaines politiques, littéraires et artistiques. Plus encore apparaît la difficulté d'en retirer les éléments d'une pensée globale et positive.

Quelle forme prend cette recherche d'« une pensée commune, gage d'une œuvre commune<sup>490</sup> » ? Dans quels domaines s'inscrit-elle principalement ? Faut-il y voir la recherche obstinée d'un consensus pourtant aussi délicat à trouver en littérature qu'en politique ?

L'originalité de la revue réside en premier lieu dans sa dimension générationnelle, ce qui lui donne une fonction de creuset. *Notre Temps*, « carrefour de la mouvance réaliste<sup>491</sup> » réussit-il au-delà de ce cercle à réunir plus largement parmi les relèves politiques et intellectuelles de l'entre-deux-guerres ?

---

488 Roche, « Le mot d'ordre : être élu », *Notre Temps*, 04/28, p.107. L'article est divisé en deux parties, l'une signée par Luchaire et l'autre par Roche.

489 Emile Roche, « Temps nouveaux. Les jeunes et la réalité économique. », *La Voix*, n°5, 27/02/1928.

490 Luchaire, Roche, « Présentation », *Notre Temps*, n°1, 06/1927, p.3.

491 Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué*, op. cit., p.26.

## II. Un positionnement politique encore délicat.

### A. Un premier aperçu du « réalisme ».

#### a) La vigueur du « réalisme » en 1927.

Comme l'a montré Olivier Dard, le courant réaliste connaît une certaine vigueur en 1927. Valois amorce un virage républicain, il ouvre ses éditions aux « réformateurs » c'est-à-dire aux « jeunes équipes<sup>492</sup> » via sa collection « Les écrivains du Nouveau Siècle ». Le Club Camille Desmoulins de Pierre Dominique poursuit sa campagne pour la « réorganisation politique » soutenu en cela par *Le Rappel*. Pierre Dominique est un personnage central dans la mouvance réaliste et son parcours depuis le Club Camille Desmoulins, au *Rappel*, à *Paris-Phare* puis dans les quotidiens radicaux à partir de 1929 illustre la gamme des positions et un reclassement au service du Parti radical. En 1926 puis en 1927, Albert Dubarry affirme la nécessité de créer un nouveau parti. Il envisage d'abord la transformation du Sénat, jugé trop réactionnaire par rapport à la Chambre, en chambre des représentants des syndicats patronaux et ouvriers. Pour réaliser ce programme dont la finalité est économique, Dubarry appelle à « créer le parti des républicains constructeurs<sup>493</sup> ». Caillaux prononce peu de temps après un discours dans la Sarthe où il envisage la création d'un nouveau parti qui regrouperait les « républicains constructeurs ou réalistes, ouvert à toutes les bonnes volontés<sup>494</sup> ». Dans le même temps Luchaire profite de sa tribune, « La Volonté des Jeunes » pour recommander à la jeunesse de se réunir entre elle plutôt que d'intégrer les partis politiques existants<sup>495</sup>. En mai 1927, Dubarry revient à la charge, persuadé que son idée « a très vite fait son chemin ». Dubarry justifie sa création par à la « nécessité d'un rajustement de la politique aux nouvelles réalités du monde d'après-guerre » et il l'envisage avant tout s'adressant à la jeunesse.

« Offrons-leur de construire une maison nouvelle, qui sera leur maison, pour l'aménagement de laquelle nous agirons en camarade – et non en mentors<sup>496</sup> – [...] ».

Depuis septembre 1926, Charles-Albert a entrepris dans *La Volonté* une réflexion autour du mot d'ordre « L'Ordre nouveau ». Après une quinzaine d'articles<sup>497</sup>, il livre sa conclusion en janvier 1927 en faisant appel à des organisations nouvelles. Selon lui, si les partis politiques sont appelés à jouer un rôle, ils ne peuvent être les « initiateur[s] » en matière de réforme, quant aux organisations professionnelles, elles doivent s'abstenir de « trop s'aventurer sur le domaine politique ». Et l'auteur d'appeler à un « fascisme honnête et sans violence, un fascisme de propagande par l'idée<sup>498</sup> » à même de réagir aux nouvelles

---

492 *Ibid.*, p.34.

493 Albert Dubarry, « Pour un parti nouveau », *La Volonté*, 15/04/1926.

494 Serge Berstein, *Histoire du Parti radical*, op. cit., t. II, p.100.

495 Jean Dauriac, « Les jeunes et les partis », « La Volonté des Jeunes », *La Volonté*, 26/04/1926.

496 Albert Dubarry, « Pour un nouveau parti », *La Volonté*, 06/05/1927.

497 Charles-Albert, *La Volonté*, 19 et 26/09/1926, 3, 10, 18, 25 et 31/10/1926, 9, 17, 24 et 30/11/1926, 9, 20 et 30/12/1926, 17 et 26/01/1927.

498 Charles-Albert, « L'Ordre nouveau. Conclusions. », *La Volonté*, 26/01/1927, p.2.

conditions et de préserver les libertés. En mai 1927, Charles-Albert réitère sa proposition de créer un « Faisceau de gauche<sup>499</sup> ». Considérant le communisme et le fascisme comme « les seules manifestations d'énergies » « dans l'immense désarroi de l'après-guerre<sup>500</sup> », il interprète le fascisme non comme une doctrine fixe mais comme « une méthode d'action, une discipline, une conception particulière de l'intervention des citoyens dans la vie publique » qui pourrait être utilisée dans un sens moins « réactionnaire » qu'en Italie. Il se démarque des « abominables pratiques de violence et de cruauté du fascisme italien » mais il entend bien « faire confiance » « aux nerfs et aux muscles » en vue du « redressement national ». Celui-ci doit selon lui passer par un bouleversement des institutions.

« Et quand je dis le "pouvoir", je n'entends pas celui éphémère et débile que "le libre jeu de nos institutions" attribue aujourd'hui sans raison profonde à l'un ou à l'autre de nos partis politiques<sup>501</sup>. »

Il envisage alors la conquête du pouvoir ni par la violence ni par la constitution d'un parti mais par la mise sur pied d'un mouvement en contact avec « les forces vives de la nation » et capable de fédérer « des intelligences et des énergies » autour d'un « programme complet et précis<sup>502</sup> ». Ainsi les débats qui animent la sphère « réaliste » porte parfois l'idée de rénovation de la République à son paroxysme en s'inspirant du dynamisme du fascisme italien. Le fait de faire appel au mouvement de Valois pour régénérer la République est loin d'être illogique, car comme le montre l'historiographie récente, le Faisceau affiche une identité politique complexe qu'on ne saurait réduire à une simple imitation des troupes de Mussolini ni à un mouvement uniquement conservateur<sup>503</sup>. Charles-Albert constitue le lien entre *La Volonté* et le mouvement de Valois et il répond à la proposition de Dubarry de créer un nouveau parti par celle d'un rapprochement avec le Faisceau. Charles-Albert et Valois se connaissent de longue date car ils fréquentaient ensemble le groupe anarchiste « L'Art social » en 1897<sup>504</sup>. Dans le courant de l'été 1927, Charles-Albert présente « les idées du Faisceau », et tente de concilier les positions de Valois avec celles des « réformateurs ». Il a bon espoir de trouver bientôt chez Valois des mesures pleinement républicaines et regrette la crainte qu'exprime encore Pierre Dominique à son sujet<sup>505</sup>. Il poursuit ensuite sa série d'articles jusqu'en décembre 1927<sup>506</sup>. Valois s'étant affirmé républicain, Charles-Albert perçoit la réalisation possible d'un groupement répondant au vœu d'un nouveau parti d'Albert Dubarry et

---

499 Charles-Albert, « A propos du "nouveau parti". Et pourquoi pas un Faisceau de gauche ? », *La Volonté*, 13/05/1927, p.1-2.

500 *Ibid.* p.1.

501 *Ibid.* p.2.

502 *Ibid.*

503 Voir à ce titre les contributions de Samuel Kalman, « Georges Valois et le Faisceau : un mariage de convenance », d'Alain Chatriot, « Georges Valois, la représentation professionnelle et le syndicalisme », et de Didier Musiedlak, « L'Italie fasciste et Georges Valois » dans Olivier Dard (dir), *Georges Valois, itinéraire et réceptions*, Peter Lang, 2011, respectivement p.37-53, p.55-68 et p.205-214. On peut également se reporter à Samuel Kalman, *The extreme right in interwar France. The Faisceau and the Croix de feu*, Ashgate, 2008.

504 Allen Douglas, *From fascism to libertarian communism: Georges Valois against the Third Republic*, Berkeley, 1992, p.142.

505 Charles-Albert, « Les idées du Faisceau », *La Volonté*, 13/07/1927.

506 Charles-Albert, « Les idées du Faisceau », *La Volonté*, 23 et 30/06/1927, 7, 13, 22 et 29/07/1927, 23/09/1927, 04/10/1927, 27/12/1927.

à celui de Valois, à savoir la mise en place d'une « sorte de cartel de tous les réformateurs attachés à l'idée d'un Etat syndical et [...] de l'unité Européenne<sup>507</sup> ».

« A ce programme ont déjà implicitement adhéré et ces "Jeunes radicaux", qui ne voient plus sans impatience les chefs imbéciles du vieux radicalisme consommer la ruine d'un parti dont le passé fut si grand, et ces "Jeunes socialistes", qui paraissent, eux aussi, en avoir assez d'accommoder à toute les sauces de l'opportunisme parlementaire ce que les communistes ont bien voulu leur laisser de l'évangile de Marx<sup>508</sup>. »

Dans ce groupement Charles-Albert espère en outre attirer les membres du Parti Démocrate-populaire, Marc Sangnier et les militants de la Jeune République. De l'engagement républicain de Valois naissent les conditions d'un rapprochement des différents animateurs des projets de réforme politique que ce soit sur l'idée du « nouveau parti », de l'intégration du syndicalisme dans l'Etat, de la rénovation du système parlementaire ou encore de l'idée européenne. Charles-Albert n'a de cesse, au cours de l'année 1927, de témoigner de la sincérité de Valois. En décembre 1927, il répond à ce sujet à Pierre Auscher, de l'Alliance républicaine.

« [...] nous sommes quelques-uns de gauche, Jean Luchaire, Pierre Descaves, André Fourgeaud, Maurice Allard, pour ne citer que ceux-là, et moi-même qui avons répondu à l'appel du *Nouveau Siècle*<sup>509</sup>. »

Selon Charles-Albert, Valois a déjà affirmé sa foi républicaine, et même s'il reconnaît qu'il est peut-être encore trop timide dans ses critiques contre le fascisme italien, il n'en reste pas moins un interlocuteur de confiance. Enfin en octobre 1927, la librairie Valois publie *L'Avenir de la République*, ouvrage coordonné par René de la Porte et qui regroupe les tenants d'une réforme de l'Etat. On sait d'après Jean-Claude Delbreil qu'en décembre 1927 se réunissent chez Valois divers représentants de la presse politique dont Charles-Albert<sup>510</sup>, dans l'optique de fonder un groupement à même de fédérer ces « républicains constructeurs », « réformateurs », « réalistes » et « syndicalistes », un objectif que beaucoup défendent sans y parvenir. Ainsi *Notre Temps* voit le jour à l'heure où les équipes réalistes se mobilisent. En entrant dans le débat, elle tente de rallier la jeunesse au lot d'idées que promeut la mouvance réaliste.

b) La signification donnée du « réalisme ».

Lorsque Roche et Luchaire créent *Notre Temps*, ils mettent immédiatement leur revue au service du « réalisme » qui est considéré comme l'expression de l'engagement politique de la « nouvelle génération ». Grâce à une pratique « objective » de la politique, c'est-à-dire via un examen dépassionné de chaque question politique, ces tenants du « réalisme » espèrent faciliter la résolution des problèmes contemporains, notamment ceux restés en suspens depuis la fin de la guerre. La réforme de l'Etat, une politique économique productiviste et un

---

507 Charles-Albert, « La réponse du "Faisceau" », *La Volonté*, 22/07/1927.

508 Charles-Albert, « La réponse du "Faisceau" », *La Volonté*, 22/07/1927.

509 Charles-Albert, « Sur le cas Valois », *La Volonté*, 27/12/1927.

510 Jean-Claude Delbreil, *Centrisme et démocratie chrétienne, Le Parti démocrate populaire des origines au MRP, 1919-1944*, Publications de la Sorbonne, 1990, cité par Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué*, op. cit., p.78.

engagement international en faveur de la paix et de l'idée européenne sont les points principaux du programme politique. Cependant cette notion de « réalisme » reste largement à définir, pour ses propagateurs comme pour ses lecteurs. La diversité de mouvements et de personnalités qui y ont recours, son emploi davantage comme leitmotiv que comme sujet d'un exposé précis, la variété des idées qu'elle semble contenir, et surtout l'absence de concrétisations politiques formelles invitent à se pencher sur ses significations. Le « réalisme » est un signe courant des années vingt et son emploi généralisé dans les discours politiques ne facilitent pas sa définition.

### 1. Le « réalisme » et la critique de la politique traditionnelle.

Le discours réaliste est d'abord porté dans *Notre Temps* par Roche et Luchaire. Dans les articles rédigés à quatre mains et qui, à défaut d'en avoir le titre, ont valeur d'éditoriaux, les deux directeurs expriment un rejet très dur de la politique traditionnelle, exprimant par-là un des fondements du « réalisme ». De juin 1927 à août 1928, Roche et Luchaire signent en tout treize articles dont douze expriment une critique voire une dénonciation de la politique telle qu'elle est pratiquée en France. Dans « Frontières spirituelles » en octobre 1927, Roche et Luchaire évoquent les rares personnalités plus âgées en qui ils ont confiance.

« A ces isolés, qui combattent en francs-tireurs dans un monde périmé, peuvent aller la sympathie et l'appui des jeunes équipes en voie de formation<sup>511</sup>. »

Et ceux-ci doivent encore rompre avec « les survivants du siècle dernier ». En novembre, lorsque *Notre Temps* apporte son soutien aux « Jeunes Turcs », Luchaire avoue ne considérer le congrès du parti radical que comme « un nouveau pas vers le cimetière de la France politique d'avant 1914<sup>512</sup> ». Le parlementarisme et le jeu des partis sont les cibles favorites de Roche et Luchaire.

« [...] la plupart des parlementaires, pour lesquels le Palais-Bourbon fait l'office de cloche à melon, sous laquelle à l'abri des sautes de température, le fruit mûrit jusqu'à la pourriture<sup>513</sup>. »

En décembre, la politique toute entière est condamnée.

« A notre avis, le triomphe de la politique réaliste marquera la disparition des vieilles idéologies d'avant-guerre, dont la survivance a jusqu'ici paralysé tout effort objectif en faveur d'une organisation rationnelle de la vie nationale et internationale<sup>514</sup>. »

En février puis en mai 1928, le jugement porté sur les législatures 1919, 1924 et 1928 est très critique<sup>515</sup>. En mars, ils se passionnent pour l'action politique mais « répugnent » à l'action « électorale », cette « cuisine généralement peu appétissante<sup>516</sup> ». En avril, Roche signe à part et se montre le plus virulent. Il dresse le portrait du député, uniquement intéressé par sa réélection, qui agit par

---

511 Roche, Luchaire, « Frontières spirituelles », *Notre Temps*, n°5, 10/1927, p.2.

512 Luchaire, « Réalisme radical », *Notre Temps*, n°6, 11/1927, p.49.

513 *Ibid.*

514 Luchaire, Roche, « Du vrai réalisme au réalisme verbal », *Notre Temps*, n°7, 12/1927, p.97.

515 Luchaire, Roche, « Europe, ô ma Patrie », *Notre Temps*, n°8, 02/1928, p.1-2. Luchaire, Roche, « Chambre de transition », *Notre Temps*, n°11, 05/1928, p.1.

516 Luchaire, Roche, « Au seuil de l'action », *Notre Temps*, n°9, 03/1928, p.49.

clientélisme, pourvu de slogans obsolètes mais incompétent face aux problèmes contemporains. Et il met en garde les hommes politiques.

« J'annonce que dans le temps ou vous hésitez, atermoierez, nous préparerons nos hommes. Ils peuvent être quelques centaines en 1932, à moins que ce ne soit plus tôt, qui demanderont aux électeurs moins leur vote pour leur personne que leur affirmation, sur leur nom, d'un programme positif, totalement indépendant en tout. Et le bilan de vos erreurs sera leur arme principale<sup>517</sup>. »

En juillet 1928, l'homme politique comparé au scientifique ne fait guère le poids. Le premier est décrit comme restant invariablement en retrait de tout progrès technique alors que le second est le véritable responsable du progrès.

« Et les seuls révolutionnaires politiques sont ceux qui veulent adapter nos mœurs, nos institutions, nos habitudes, notre mentalité à ce monde nouveau que la science a déjà créé, qu'elle métamorphose davantage chaque jour, et qu'elle doit libérer au lieu d'asservir<sup>518</sup>. »

A partir de novembre 1928, *Notre Temps* propose une réflexion approfondie sur l'apport de la science dans l'organisation et le gouvernement des sociétés que nous analysons plus loin. Enfin en août, Roche et Luchaire appellent les parlementaires à un « examen de conscience<sup>519</sup> », un effort intellectuel nécessaire avant d'espérer une bonne législature. Roche adhère pleinement au « réalisme ». En novembre 1927, dans un article qui introduit l'étude de Bertrand de Jouvenel, bientôt publié chez Valois sous le titre *L'Economie dirigée*, il explique les principes et les vertus de cette réflexion politique. Le « réalisme » serait d'abord une réflexion qui réunit des profils variés.

« C'est parce que nous sommes réalistes que, théoriciens ou hommes d'action, nous nous trouvons d'accord. Le théoricien qui ne prétend point faire rentrer les faits dans sa théorie, mais tire celle-ci des faits, accomplit la même démarche spirituelle que fait journallement tout industriel un peu prévoyant<sup>520</sup>. »

Roche illustre son propos en considérant que l'industrie s'est développée rapidement, sans organisation et dans le cadre de marchés nationaux. Depuis les progrès de moyens de communication, l'ouverture aux marchés mondiaux ferait courir le risque à toute l'économie d'une sur ou sous-production, suivie de faillites et du chômage. Aussi considère-t-il comme urgent « une réforme du capitalisme », et son pendant indispensable, « une réforme de l'Etat<sup>521</sup> ».

« Pour que nous admettions de confier à l'Etat un rôle croissant, il faut que nous le sachions éclairé et à l'abri des influences démagogiques. Eclairé par une assemblée des intérêts ou chacun pourra plaider sa cause, indépendant par le renforcement du pouvoir exécutif<sup>522</sup>. »

Emile Roche, comme nombre des promoteurs du « réalisme » défend l'idée d'une représentation politique des intérêts économiques, une idée phare des années

---

517 Emile Roche, « Le mot d'ordre : être élu. », *Notre Temps*, n°10, 04/1928, p.108.

518 Luchaire, Roche, « Révolution scientifique », *Notre Temps*, n°13, 07/1928, p.2.

519 Luchaire, Roche, « Devoirs de vacances », *Notre Temps*, n°14, 08/1928, p.57.

520 Emile Roche, « Construction de l'Avenir », *Notre Temps*, n°6, 11/1927, p. 61-62.

521 *Ibid.*, p.62.

522 *Ibid.*

vingt comme l'a montré Alain Chatriot dans ses travaux sur le Conseil National Economique<sup>523</sup>. Roche élargit ensuite sa réflexion au niveau international et envisage le rôle de la SDN dans la réorganisation de l'économie.

« Mais la Société des Nations, qui est bien loin aujourd'hui d'être un super-Etat, constitue du moins un lieu de négociations où les Etats peuvent organiser un ensemble de concessions économiques mutuelles, par quoi chacun acceptera graduellement [...] de donner une certaine direction à sa production, propre à se combiner avec la production des autres pays<sup>524</sup>. »

## 2. Les vertus de l'économie et sa primauté sur le politique.

Les autres contributeurs au discours « réaliste » sont Georges Potut et Bertrand de Jouvenel. Leurs réflexions s'organisent autour de deux points principaux : l'économie et l'orientation politique de la jeunesse. L'ouvrage de Jouvenel est sous-titré « Le programme de la nouvelle génération » et Georges Potut, qui participe à *Notre Temps* jusqu'au départ de Roche défend la primauté de l'économie.

« Ce siècle verra peut-être l'avènement d'un stade où chacun admettra à la fois la valeur prééminente de l'Economie et la nécessité inéluctable de le penser internationalement<sup>525</sup>. »

On trouve dans son discours les mêmes arguments que ceux de Luchaire, notamment celui d'un changement inévitable lorsqu'il décrit cette prééminence de l'économie comme la « poussée irrésistible d'une évolution dominatrice ».

Né en 1900, il défend dans le même temps l'idée de génération nouvelle.

« Si les réalisations que nous souhaitons sont lointaines et paraissent à beaucoup chimériques, notre génération a l'ambition d'en hâter la venue avec toute l'ardeur de son énergie juvénile<sup>526</sup>. »

Cette contribution signée dans le premier numéro de la revue reprend aussi en conclusion la problématique que *Notre Temps* veut défendre au nom de la jeunesse.

« [...] elle pense y trouver la satisfaction de quelques unes de ses tendances et de ses aspirations surgies au contact de la vie contemporaine. »

De même en août 1927, Potut se fait le chantre d'un « idéalisme pratique » perçu comme la clé du système réaliste.

« Nous ne voulons pas rompre le fil des traditions. Nous n'avons pas cette présomption qu'on veut bien nous prêter sans rire. Nous cherchons à nous adapter, comme dit Taine, au lieu et au moment<sup>527</sup>. »

Potut appelle alors à juger la réalité « sans notion préconçue ». Il célèbre en novembre l'ouvrage de Montigny, *La République réaliste*. L'année suivante sa contribution devient plus conséquente avec deux longs articles qui ont pour objectif de définir la « doctrine financière » des « réalistes ». Dans le premier il dénonce

---

523 Alain Chatriot, *La démocratie sociale à la française*, op. cit.

524 Emile Roche, « Construction de l'Avenir », *Notre Temps*, n°6, 11/1927, p.62.

525 Georges Potut, « En face de l'Economie », *Notre Temps*, n°1, 06/1927 p.21.

526 *Ibid.*

527 Georges Potut, « Pour un idéalisme pratique », *Notre Temps*, n°3, 08/1927, p.96.



l'« état morbide des finances<sup>528</sup> » à cause des dépenses de guerre. Il perçoit certes quelques améliorations depuis quatre ans sans préciser à qui celles-ci sont redevables mais il attend toujours une approche globale de la question des finances. Et, selon lui, celle-ci ne peut venir que du « réalisme ».

« Le réalisme, qui n'est pas une vaine expression, doit déterminer sans mystique, sans précipitation, sans prétention non plus, les fondements d'une politique financière apte à la fois à hâter de façon raisonnable et positive la liquidation des charges de la guerre et à élaborer les éléments de ce que l'on pourrait appeler les finances de la paix, en d'autres termes les principes selon lesquels, tout en faisant face aux dépenses indispensables, les charges seraient réparties et dans la mesure du possible allégées, la politique monétaire dirigée, les solutions définitives mises en œuvre de manière à hâter l'essor économique et à favoriser la mise en valeur des richesses nationales pour permettre à la France de tenir son rang de pays prospère et de grande puissance qui lui est dévolu<sup>529</sup>. »

Potut se limite ici à un discours incantatoire, il illustre ainsi une tendance souvent repérée chez les publicistes favorables au « réalisme », confrontés qu'ils sont au manque de matérialité et de résultats de leurs idées. Cependant son second article est davantage instructif. Potut entend d'abord souligner « dans quelles conditions psychologiques les problèmes financiers demandent à être abordés et selon quelles méthodes il est désirable qu'ils soient traités<sup>530</sup> ». Ainsi au « procédé des gens habitués à penser avec des mots », il veut opposer les chiffres. Et ici s'observe la remise en cause du personnel politique traditionnel.

« Une formation intellectuelle de juriste [...] est peu propre à faciliter l'application d'une méthode réaliste et positive aux problèmes concrets que posent le déséquilibre financier d'à-présent<sup>531</sup>. »

Après avoir rappelé que rien ne sert de s'attendre à un miracle ni à des solutions rapides en matière de finances, il aborde tour à tour « l'équilibre du budget et de la dette publique », « la conversion des emprunts », et le rôle de l'Etat dans ce qu'il nomme « les finances de la paix ».

« Les perspectives que l'on entrevoit ici impliquent l'organisation de services d'informations, de statistiques et de prévisions, comme il en fonctionne aux Etats-Unis, destinés à discerner l'évolution prochaine des courants économiques et à permettre de diriger et de répartir en connaissance de cause le crédit et les facilités monétaires<sup>532</sup>. »

Après avoir cité Caillaux dans ce sens, Potut fixe à l'Etat la mission de tenir sous sa férule les grands intérêts économiques accusés de gêner son bon fonctionnement.

« Il est ainsi indispensable d'organiser un pouvoir central vigoureux, indépendant, arbitre supérieur et coordonnateur des forces agissantes du pays<sup>533</sup>. »

---

528 Georges Potut, « Pour une doctrine financière », *Notre Temps*, n°9, 03/1928, p.83.

529 *Ibid.*

530 Georges Potut, « Pour une doctrine financière (II) », *Notre Temps*, n°11, 05/1928, p.11.

531 *Ibid.*, p.12.

532 *Ibid.*, p.18.

533 *Ibid.*, p.19.

Un autre article dans cette même première période de la revue est intéressant au titre du « réalisme ». En décembre 1927, Maxime Blocq-Serruys signe une étude sur les méthodes scientifiques de production aux Etats-Unis relayant aux lecteurs de *Notre Temps* les idées de Ford et Taylor<sup>534</sup>.

## B. Le voisinage du Parti radical.

### a) L'engagement aux côtés du Parti radical, un paradoxe et une stratégie.

Après les définitions théoriques données dans ses premiers articles, *Notre Temps* s'engage en novembre 1927 dans un accompagnement critique du Parti radical. Le soutien accordé aux « Jeunes Turcs » constitue ainsi la première application pratique du « réalisme ». Les résultats du Congrès de Paris de 1927 avec la montée en puissance des jeunes du parti sont interprétés par Luchaire comme un engagement « réaliste ».

« Comment passer sous silence l'éclatante victoire que le réalisme vient de remporter au récent Congrès radical<sup>535</sup> ? »

Luchaire s'appuie une nouvelle fois sur la définition du « réalisme ».

« Juger les choses de ce temps sans parti pris, c'est-à-dire sans mystique ; considérer la politique dans ses résultats et dans ses moyens, non dans ses hommes ; prendre l'objectivité comme fondement d'une nouvelle discipline<sup>536</sup>. »

Il raconte comment « une douzaine de jeunes radicaux », accompagnés par des sympathisants critiques, dont quelques-uns sont des collaborateurs de *Notre Temps*, préparèrent dans cet esprit « réaliste » le Congrès de Paris<sup>537</sup>. Il précise ensuite les acquis du Congrès.

« Pour la première fois, un grand parti français fait sien ce principe qui nous est cher : l'arbitrage obligatoire et sans exceptions, et la politique, défendue ici par Jean Montigny, de l'échange des gages rhénans. Pour la première fois aussi un grand parti français met au premier rang de ses préoccupations la réforme de l'Etat, par l'intégration des groupements syndicaux, par le contrôle des puissances industrielles et bancaires, par l'organisation de la production. »

Luchaire veut même reconnaître deux qualités en la personne de Daladier, « l'énergie et la clairvoyance ». De la part d'une revue qui s'est promis de ne pas s'engager en politique, cela peut paraître surprenant. Cela l'est plus encore de Jean Luchaire dont le parcours est marqué jusque là par le désaveu de la politique traditionnelle et des vieux partis. Depuis six ans maintenant et ses débuts dans *l'Ere nouvelle*, Luchaire n'a eu de cesse d'encourager la jeunesse à se réunir dans des cénacles privés et tout spécialement en dehors des partis. En 1924, le soutien qu'il apporte au Cartel s'accompagne de mises en garde et d'admonestations telles qu'elles en limitent la valeur. L'explication donnée tient au fait que la revue « entend contribuer de toutes ses forces à l'œuvre de réorganisation nationale et européenne

---

534 Maxime Blocq-Serruys, « L'organisation de la production ». « Ce qu'est la rationalisation », *Notre Temps*, n°7, 12/1927, p.125-130.

535 Luchaire, « Réalisme radical », *Notre Temps*, n°6, 11/1927, p.49.

536 *Ibid.*, p.50.

537 Serge Berstein, *Histoire du radicalisme*, t. II, *op. cit.*, p.47 et 102-103.

qui constitue la tâche essentielle du présent et du proche avenir », aussi, et pour la première fois sous la plume de Luchaire, le Parti radical apparaît comme étant l'un des moyens pour y parvenir.

« Or, contrairement à l'attente générale, le radicalisme s'est soudain dégagé de la vieille phraséologie doctrinaire dont étouffent tous les groupements de ce pays<sup>538</sup>. »

Les idées qui forment le terreau idéologique du parti sont considérées comme des freins à l'action politique. Obsolètes depuis les lendemains de la guerre, elles ne sont pour Luchaire que le paravent de la politique politicienne. De l'interprétation personnelle de Luchaire, il ressort que le réalisme correspond à un engagement politique hors des idéologies. Or, l'adoption de rapports au congrès annuel du parti ne constitue pas pour autant l'engagement au service d'un programme de gouvernement et la pratique du Parti radical depuis 1920 est là pour le rappeler<sup>539</sup>. Aussi Luchaire reste-t-il prudent.

« C'est un commencement ; toutefois ce n'est pas encore assez pour que les jeunes générations se déclarent satisfaites et accordent au radicalisme en voie de rénovation une confiance sans réserve<sup>540</sup>. »

Le mois suivant, Roche et Luchaire signent ensemble une nouvelle profession de foi « réaliste » qui n'a rien de spécifiquement radicale.

« A notre avis, le triomphe de la politique réaliste marquera la disparition des vieilles idéologies d'avant-guerre, dont la survivance a jusqu'ici paralysé tout effort objectif en faveur d'une organisation rationnelle de la vie nationale et internationale<sup>541</sup>. »

Ils citent d'autres mouvements qui s'intéressent également au réalisme, l'Union des Intérêts économiques, l'Alliance démocratique et la Fédération républicaine. Il ne leur suffit pas « que l'on badigeonne de réalisme les anciennes étiquettes » et ils mettent en garde leurs interlocuteurs potentiels.

« Mais les jeunes hommes de notre temps ne sont point dupes. Le réalisme fait si intimement partie de leur "moi" qu'ils distinguent presque instinctivement les vrais défenseurs de la politique nouvelle, de ceux qui, sous prétexte de l'embrasser, ne songe qu'à l'étouffer<sup>542</sup>. »

#### b) *Notre Temps* : la revue des « Jeunes Turcs » ?

Depuis le Congrès de Wagram un certain nombre d'informations permettent de lier *Notre Temps* au Parti radical. Outre les commentaires élogieux de Jean Luchaire sur l'action des jeunes du parti et leur nouveau président, il faut rappeler l'élection d'Emile Roche au secrétariat du Comité exécutif du Parti. La participation de Jean Luchaire aux tractations qui ont précédé le Congrès, et surtout le récit qu'il en a fait dans *Une Génération réaliste*, en s'attribuant une part de responsabilité non

---

538 Luchaire, « Réalisme radical », *Notre Temps*, n°6, 11/1927, p.49.

539 Serge Berstein, *Histoire du Parti Radical*, tome I et II, Presses de la FNSP, 1980.

540 Luchaire, « Réalisme radical », *Notre Temps*, n°6, 11/1927, p.51.

541 Roche, Luchaire, « Du vrai réalisme au réalisme verbal », *Notre Temps*, n°7, 12/1927, p.97.

542 Luchaire, Roche, « Du vrai réalisme au réalisme verbal », *Notre Temps*, n°7, 12/1927, p.98.

négligeable parmi « les conjurés de Wagram<sup>543</sup> » peuvent laisser croire que la direction de la revue est dès lors acquise au Parti radical. Parmi ses rédacteurs réguliers figurent également des militants de premier plan tels Jacques Kayser, Jean Montigny et Georges Potut.

Au début de l'année 1928, un nouveau quotidien défend les idées radicales. *La Voix*<sup>544</sup>, dirigée par Emile Roche et dont la rédaction en chef revient à Jean Luchaire, titre pour son premier numéro : « Notre But : "La Voix", Pour défendre, répandre et préciser le programme radical<sup>545</sup> ».

En juin 1928, lorsque Roche et Luchaire dressent le bilan d'un an d'existence de leur revue, ils veulent souligner à propos de *La Voix* combien est « féconde » l'œuvre de *Notre Temps*.

« Ce qui est particulièrement significatif, c'est l'efficacité d'une pensée, d'une méthode, d'une action qui se sont dégagées de *Notre Temps* et qui ont été celles de ceux d'entre nous qui se consacrent – d'une façon ou d'une autre – à la vie politique<sup>546</sup>. »

Il est vrai que le quotidien est presque entièrement rédigé par des collaborateurs de *Notre Temps*, en particulier les pages littéraires ainsi que les chroniques artistiques et scientifiques. Il faut cependant remarquer la différence de nature et de projet politique entre la revue de Luchaire et *La Voix*, quotidien à vocation radicale. Ce rapprochement est en partie le fait de Luchaire, qui vit un succès dans ses entreprises de presse comme dans le noyautage du Parti radical. Cependant, les discours entre les deux organes diffèrent nettement. D'une part, la différence de périodicité implique des commentaires rapprochés et partisans de l'actualité dans *La Voix*, alors que *Notre Temps* porte un regard distancié et conserve une analyse théorique. Fondé pour préparer les élections législatives de 1928, le quotidien radical défend chaque jour les idées valoisennes quand *Notre Temps* préfère, comme on l'a vu précédemment, souligner l'influence future des jeunes. A ce titre, il refuse de se positionner entre « Union des gauches » et « Union nationale » et préfère réfléchir à l'efficacité des « solutions techniques<sup>547</sup> ». On pourrait d'ailleurs évoquer un double discours de la part d'Emile Roche en comparant les articles signés à *Notre Temps* et ceux de *La Voix*. Or, dans *Notre Temps*, Roche n'a écrit que deux articles de sa seule main<sup>548</sup>. Dans ceux-ci, il fait d'abord le procès de l'Etat dont la faiblesse impose selon lui une réforme profonde et une restauration de son autorité, puis celui des politiciens en campagne électorale. Mais nulle part il ne critique explicitement le radicalisme, ses idées ou ses hommes. En avril 1928, Roche et Luchaire rédigent chacun de leurs côtés un article qu'ils réunissent sous le même titre. On y lit une égale intensité dans la colère à l'encontre de la politique mais la

---

543 Luchaire, *Une Génération réaliste*, op. cit. p.118.

544 D'après les notes Jean, le journal serait dirigé en sous-main par les laboratoires Grémy. « Grémy, le pharmacien-apothicaire, vient d'enrôler Loucheur (en remplacement de François Albert) dans son nouveau journal "La Voix". Notes Jean, F7 12 956, 22/02/1928.

545 *La Voix*, n°1, 23/02/1928.

546 Luchaire, Roche, « L'œuvre commune », *Notre Temps*, 06/1928, p.57-58.

547 Luchaire, Roche, « Du vrai réalisme au réalisme verbal », *Notre Temps*, n° 7, 12/1927, p.99.

548 Roche, « Construction de l'avenir », *Notre Temps*, n°6, 11/1927 ; Roche, « Le mot d'ordre : être élu », *Notre Temps*, n°10, 04/1928.

différence est patente entre les deux quant à leur signification. Le discours de Luchaire dessine une nouvelle géographie politique, où il récuse la division entre la droite et la gauche et dénigre l'ensemble des partis qu'il considère comme des « barrières édifiées au début du siècle » et des « divisions arbitraires<sup>549</sup> ».

« A côté du monde politique ancien, plus grouillant que jamais par sa décomposition même, s'annoncent déjà les principes directeurs qui édifieront le monde nouveau, et leurs créateurs<sup>550</sup>. »

Il rappelle le seul intérêt que poursuit la revue, la réunion d'une « communauté précieuse » à savoir celle des « jeunes équipes ». Roche dresse quant à lui un portrait au vitriol de l'homme politique, décrit comme uniquement préoccupé par sa réélection. Il ne dévalorise cependant aucune institution politique ; il met simplement en garde le monde politique de l'arrivée imminente de jeunes véritablement porteurs d'idées. Entre Luchaire qui ne reconnaît ni cadres, ni doctrine et Roche qui appelle à un regain de moralité politique, on remarque une différence fondamentale. Et nous sommes tentés de penser que les articles en tête de *Notre Temps* signés par les deux directeurs sont davantage imputables à Jean Luchaire qu'à Emile Roche. D'ailleurs Jean Luchaire apporte une collaboration strictement professionnelle au quotidien radical en ce sens qu'il s'en tient à la politique internationale et évite toute prise de position en politique intérieure.

Serge Berstein indique que Jean Luchaire fut un temps pressenti pour devenir un des hommes de presse du Parti radical. En effet, lorsqu'en 1928 est créé le bulletin, *Les Nouvelles radicales et radicales-socialistes*, Jean Luchaire est chargé de le rédiger. Ce nouvel organe avait pour finalité de « faire connaître à toute la presse le point de vue de la direction radicale sur les événements<sup>551</sup> », mais il est resté très éphémère. En réalité *Notre Temps* ne s'intéresse guère au Parti radical. Même si celui-ci est le seul parti dont les résultats des congrès sont commentés, c'est seulement sous l'angle de la rénovation portée par ses jeunes éléments que la revue y porte un regard et dans l'attente de transformations profondes. Après le Congrès de Paris, Luchaire relaie une nouvelle fois l'actualité valoisienne en décembre 1928 afin de commenter les résultats du Congrès d'Angers. Son principal motif de satisfaction reste l'influence des jeunes qui perdure après « un an d'efforts ». Luchaire cite Edouard Pfeiffer, Emile Roche, Jacques Kayser, André Liautey<sup>552</sup> et Pierre Mendès France. Les rapports de Jean Montigny sur les questions financières et militaires, et celui de Pierre Cot sur la Réforme de l'Etat et la réorganisation économique nationale ont été adoptés par le congrès, preuve de cette montée en puissance des jeunes. Seulement au mot d'ordre « Programme d'abord », le parti semble encore avoir quelques difficultés à s'ébranler.

« De programme, il n'en était plus question. Le soir même la déclaration était lue et adoptée. Je préfère, par indulgence, n'en point parler. Le Congrès radical avait acclamé la devise "Programme d'abord", il s'achevait sans avoir donné ce

---

549 Luchaire, « Le mot d'ordre : être élu », *Notre Temps*, n°10, 04/1928, p.105.

550 *Ibid.*

551 Serge Berstein, *Histoire du Parti Radical*, t. I, *op. cit.*, p.253.

552 Sur André Liautey, Olivier Verdier, *André Liautey et le monde des groupes de pression (1919-1960)*, thèse de doctorat d'histoire, université de Paris Ouest Nanterre-La Défense, 2009.

programme à l'opinion publique<sup>553</sup>. »

Luchaire témoigne de la « déception des jeunes radicaux » et la « promesse » de Daladier de publier prochainement un programme « tant espéré par les jeunes équipes ». Luchaire se montre donc patient et garde un jugement modéré sur le fonctionnement de la rue de Valois, tout en faisant remarquer un certain vice dans l'organisation du Parti, où les jeunes radicaux semblent constamment soumis à des embuches.

c) Un tournant dans la carrière de Luchaire : la rupture avec Emile Roche.

Durant l'été 1928, Luchaire est confronté à une série de problèmes financiers qui aboutit à sa rupture définitive avec Emile Roche. Longtemps perçu par l'historiographie comme le résultat d'un épisode rocambolesque, des documents récemment découverts nous ont révélé quelques facettes de la personnalité de Jean Luchaire et les circonstances de cet important virage dans sa carrière. Dans sa déposition de 1945, Luchaire raconte qu'il se produisit à l'époque « un divorce politique » entre Emile Roche, favorable à l'union de la gauche, et lui, penchant pour la concentration.

« D'un commun accord, Roche quitta *Notre Temps* qu'il me donna complètement. De mon côté, je lui abandonnais *La Voix*<sup>554</sup> [...]. »

Seulement Jouvenel montre une toute autre facette de l'histoire dans ses souvenirs lorsqu'il raconte dans quelles circonstances il hérite de la rédaction en chef de *La Voix*.

« Luchaire fait la connaissance d'une belle Mandchourienne, l'emmène au Maroc, oubliant *La Voix* dont il est rédacteur en chef, et il se mêle à cette aventure quelque question d'argent. Toujours est-il que la publication fut suspendue pendant deux mois, et reprit le 1er novembre avec un nouveau rédacteur en chef : c'était moi<sup>555</sup>. »

La correspondance d'Oscar-Paul Gilbert, ami intime de Luchaire et secrétaire général de *La Voix*, est précieuse pour connaître les détails de l'affaire<sup>556</sup>. Les causes du problème ne sont ni politiques ni de l'ordre de l'intime mais s'avèrent essentiellement financières. Dans une lettre datée du 8 août Emile Roche détaille les « légèretés » de Luchaire.

« Je n'écrirai pas un mot à Jean. Sikorski fera la situation exacte de *Notre Temps*. Puisque vous voulez bien vous en charger vous serez aimable de le prier de rembourser immédiatement *Notre Temps* en se souvenant qu'il fut précédemment convenu au mois de Mai dernier quand nous fîmes le budget de *La Voix*, que *Notre Temps* n'avait à lui verser aucun traitement. C'est donc la totalité des sommes qu'il a prises à *Notre Temps* qu'il devra nous reverser, et ce, pour la fin de ce mois<sup>557</sup>. »

---

553 Luchaire, « La bataille des jeunes radicaux », *Notre Temps*, n°18, 12/1928, p.94.

554 AN, F7 15327, *op.cit.*, p.6.

555 Bertrand de Jouvenel, *Un voyageur*, *op. cit.*, p.84.

556 Nous aimerions remercier ici le personnel des Archives et Musée de la Littérature de Bruxelles. Le soin apporté à la conservation et surtout à l'indexation des archives d'Oscar-Paul Gilbert ont permis cette précieuse découverte.

557 Emile Roche, 08/08/1928, p.1, Archives et Musée de la Littérature, ML 09165/41.

En mai 1928, soit moins d'un an après la création de la revue, Luchaire doit déjà suffisamment d'argent pour qu'un arrangement soit nécessaire. Trois mois plus tard, les mesures que Roche est prêt à prendre sont à la hauteur des préjudices subis.

« Si, *Notre Temps* étant supprimé, Jean n'arrive pour *La Voix*, à se discipliner et surtout ne cesse de creuser sous lui des trous que nos caisses différentes bouchent à leur tour, je suis décidé à interrompre brutalement *La Voix* dès le retour d'un incident semblable à ceux qui se sont succédés depuis l'histoire du chèque Grémy qui fut la première manifestation de "légèreté" de Luchaire<sup>558</sup>. »

Claude Lévy rappelle que Luchaire, alors rédacteur en chef de *La Voix*, avait fait appel aux Laboratoires Grémy « pour subventionner le journal<sup>559</sup> ». On peut en déduire que Luchaire a détourné une première fois un chèque destiné au journal avant de prendre des libertés grandissantes avec la trésorerie de *Notre Temps*. A cette époque Luchaire est au Maroc, envoyé par *La Volonté* pour préparer un reportage sur le développement du protectorat français. Le 10 août, Luchaire écrit à Gilbert depuis le Secrétariat général du Protectorat. Il lui adresse ses articles destinés à *La Voix* et au *Carnet de la Semaine*. Prévoyant de rentrer en France aux alentours du 18 août, il évoque à demi-mot les difficultés qui l'attendent.

« Ne dis rien à personne de mon retour plus proche. Je ne tiens pas à être empoisonné de préoccupations avant mon retour, le 2 septembre. Là, je consens à tout, et ...à toutes les démarches. Avant cette date, je crois avoir le droit d'avoir la paix. Ce sera mon tour ensuite de faire face aux nécessités diverses<sup>560</sup>. »

Luchaire répond à Gilbert le lundi suivant.

« Je reçois ton télégramme auquel je m'attendais un peu. »

Visiblement, Gilbert n'a pas pu prendre « les 1000 Fr pour Françoise » comme le lui demandait Luchaire dans son précédent courrier. Ce dernier promet d'arranger « les choses » avec Françoise, sa femme, et croit pouvoir attendre « la fin du mois, date normale » pour ses 1000 Frs en renonçant à rapporter du Maroc des objets choisis. Pendant son absence, la crise couve au sein de *La Voix* et Luchaire ne semble pas prendre la pleine mesure des difficultés qui l'attendent.

« Car lorsque tu écris que "tu ne réponds plus du journal", je ne pense pas que ce soit seulement à une difficulté de rédaction que tu fasses allusion<sup>561</sup>... »

A l'époque l'avis de Roche sur Luchaire est sans équivoque.

« Mon amitié pour Luchaire est partie parce qu'il en a abusé et seul le besoin momentané, parce que je ne veux pas vous séparer brutalement d'avec lui, que j'ai de le conserver, me donne la volonté de durer quelque temps encore. Je ne cache pas, cependant, que cette œuvre commune a été très blessée par ce dernier incident et qu'il ne faudra désormais que peu de choses pour m'en détacher<sup>562</sup>. »

Luchaire évoque le budget de *La Voix* et cherche à se justifier auprès de

---

558 *Ibid.*

559 Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps*, op. cit. p.20. Dans sa déposition de 1945, Luchaire mentionne également les laboratoires Grémy.

560 Luchaire, Rabat, 10/08/1928, p.2, ML 09165/41.

561 Luchaire, Rabat, lundi [13/08 ?], p.1-2, ML 09165/41.

562 Emile Roche, 08/08/1928, p.1, Archives et Musée de la Littérature, ML 09165/41.

Gilbert.

« Tu me dis que Roche va devoir sortir 35.000 F. d'ici le trente et un. Pourquoi ? Je ne suis en retard que de 5.000 F. S'il y a déficit, comme le budget n'a pas été dépassé au contraire, c'est soit que Roche est lui aussi en retard, soit que le solde de l'ancienne Voix a handicapé la nouvelle, comme je le craignais. Qu'y puis-je<sup>563</sup> ? »

En prévision du rendez-vous avec Roche, Luchaire demande à Gilbert de préparer un bilan comptable de *Notre Temps* et de *La Voix*. S'il reconnaît une part de responsabilité dans les difficultés du journal, il en rejette la plus grande partie sur Emile Roche.

« Peu m'importent les raisons qui peuvent justifier les dangers que court *La Voix*. Ce sont des raisons qui ne peuvent venir que de Roche, sans d'ailleurs aucune mauvaise intention de sa part<sup>564</sup>. »

Luchaire doit trouver 5000 Frs, somme qui pourrait correspondre à ce que lui réclame Roche.

« Quant aux 5000 [Frs] je viens d'écrire une longue lettre au Q. Tu pense bien que je ne puis arriver à Paris, et recevoir cet argent le jour même. Il faut toujours des palabres pour cela... Je demande donc à qui de droit de me fixer un rendez-vous le 20, rendez-vous utile. Je reviendrai de Blonville exprès et je repartirai ensuite<sup>565</sup>. »

Mais à la lecture des courriers adressés à Gilbert, on est en droit de penser que Luchaire doit davantage que ces 5000 Fr.

« Si je touche les 5.000 F. lundi ou mardi, je ne pense pas que cela m'empêche d'en toucher encore 10.000 le 3 ou le 4. Pour les 5.000 restants, il y aura certainement le tirage et le retard habituels<sup>566</sup>. »

Et afin de rembourser *Notre Temps* ou bien d'équilibrer le budget de *La Voix*, Luchaire n'a d'autres solutions que de s'adresser au Quai d'Orsay.

« Pour ma part je suis convaincu que le Quai marchera pour 10.000 quelques mois encore. Ce sont les 5.000 en plus qui créent toute la difficulté, parce qu'ils sont au dessus du chiffre habituel de ce genre de subvention<sup>567</sup>. »

Le plus piquant est le ton adopté par Luchaire pour relater ses contacts avec le ministère des Affaires étrangères.

« Je suis convaincu qu'en me contentant de 10.000 je les ferais marcher beaucoup plus longtemps et presque sans à-coups<sup>568</sup>. »

Luchaire fait preuve d'un certain sang-froid mais il ne faut pas se méprendre sur sa situation. Les lettres adressées à Gilbert témoignent d'une absence totale de marge de manœuvre. Luchaire ne dispose plus d'aucun argent ; il tente d'obtenir une avance de 1000 Fr., il renonce ensuite à une halte en Espagne ainsi qu'à des achats au Maroc. Il avoue enfin être contraint de voyager de Blonville à Paris dans la voiture

---

563 Luchaire, lettre manuscrite, vendredi [17/08 ?], p. 2, ML 09165/41. Souligné dans le texte. Il en va de même pour les prochains extraits.

564 Luchaire, lettre manuscrite, vendredi [17/08 ?], p. 1, ML 09165/41.

565 Luchaire, Rabat, lundi [13/08 ?], p.1, ML 09165/41.

566 Luchaire, lettre manuscrite, vendredi [17/08 ?], p. 2, ML 09165/41.

567 *Ibid.*

568 *Ibid.*



d'un ami. Il évoque à plusieurs reprises son avenir professionnel.

« Et après les récents accrocs, si bien arrangés grâce à toi, je pensais avoir un minimum de tranquillité. Si de pareils inconvénients doivent se vérifier chaque mois, mieux vaut rompre un attelage dont l'harmonie s'avèrerait impossible<sup>569</sup>. »

Le ton est certes léger lorsqu'il envisage la séparation avec Roche, mais il n'a aucun pouvoir de décision en cette occasion. Plus loin il semble vouloir se justifier et, dans une sorte d'aveu, nous livre un de ses traits de caractère.

« Je m'habitue à cette idée d'avoir à parer, seul et avec toi, à la publication de nos journaux. Et j'entends en sortir honorablement, c'est pourquoi je suis tranquille. J'aime mieux les difficultés matérielles que les complications psychologiques<sup>570</sup>. »

Il ne dispose d'aucune carte pour décider de l'avenir de *Notre Temps*, seul Roche est à même d'en fixer les conditions.

« En tout cas, cesse de te débattre pour moi. Si ma personne gêne quelqu'un, je suis prêt à disparaître sur le champ et à faire autre chose seul ou avec Notre Temps<sup>571</sup>. »

Dans chacun de ces courriers, Luchaire tente de rassurer Gilbert et justifie son éloignement de Paris par son état de santé. On sait que Luchaire souffre d'une maladie pulmonaire, cependant ses explications sont tellement argumentées que l'on sent poindre en elles une autojustification. Luchaire se plaint d'un état de fatigue croissant dû aux contraintes de son séjour marocain et des conditions de transports, atteint de « fièvre » et de « névralgies dentaires », il refuse de « rester à Paris privé de [s]es moyens et en état de surmenage ».

« Reprendre des forces d'abord. Se battre après. [...] Je me refuse à compromettre ma santé de cet hiver pour des drames qui ne devraient pas se produire<sup>572</sup>. »

D'autre part, Luchaire insiste lourdement sur le secret que doit entourer son retour en France. Le 18 août, il demande à Gilbert de taire son passage à Paris entre le Maroc et ses vacances à Blonville. Le lundi suivant, il lui indique son emploi du temps à Paris sous forme de confidences.

« De moi à toi, je compte passer à Paris Jeudi matin [...] mais je n'irai que chez moi, changer de linge, et incognito. Je ne désire pas qu'on me sache de passage, hormis toi seul<sup>573</sup>. »

Son ardeur à justifier son état de santé et le mystère qui doit entourer ses allers et venues montrent Luchaire en grande difficultés. Il ressort de ces courriers que Luchaire était au pied du mur lorsqu'il a contacté le Quai d'Orsay. Sa demande a sans doute été présentée avec une argumentation politique solide, mais l'élément causal n'est autre que le besoin impératif d'assainir sa situation financière. A l'été 1928, alors qu'il a failli disparaître, il semble que *Notre Temps* a été sauvé grâce à la manne des fonds secrets et donc par la capacité de Luchaire à réagir en face d'une situation critique. La revue devient dès lors sa propre entreprise tout en étant

---

569 Luchaire, Rabat, lundi [13/08 ?], p.2, ML 09165/41.

570 Luchaire, lettre manuscrite, vendredi [17/08 ?], p. 1, ML 09165/41.

571 *Ibid.*

572 Luchaire, Rabat, lundi [13/08 ?], p.1, ML 09165/41.

573 Luchaire, Rabat, lundi [13/08 ?], p.2, ML 09165/41.

entièrement dépendante des subventions ministérielles. Ceci explique l'amélioration quantitative du sommaire dès le départ de Roche alors que l'intense propagande en faveur de l'œuvre de Briand n'a pas encore commencé dans les colonnes de la revue. Jusqu'à la découverte de la correspondance d'Oscar-Paul Gilbert, le récit de Jouvenel paraissait plausible car l'interruption de *La Voix* concorde avec un reportage de Luchaire dans *La Volonté*. L'épisode de la « Mandchourienne » peut faire sourire mais les accusations de Roche sont d'une toute autre importance et s'avèrent très précieuses pour connaître Luchaire.

Luchaire fait paraître en septembre 1928 dans *La Volonté* son reportage au Maroc<sup>574</sup>. Dans sa présentation il explique être envoyé par « un proche collaborateur de M. Steeg, afin qu'un journaliste découvre et raconte le Maroc en paix, et comment « on organise, comment on construit un "Empire Moderne", plus scientifiquement outillé que la Métropole ». En effet Luchaire insiste tout au long de ses douze articles sur les innovations techniques qu'il rencontre et qu'il interprète comme autant de conséquences bénéfiques d'une organisation rationnelle des services de l'Etat<sup>575</sup>.

Devenu hebdomadaire après les législatives de 1928, *La Voix* a annoncé sa transformation prochaine en « un grand quotidien du soir<sup>576</sup> ». Mais au début septembre, sa publication s'interrompt brusquement. Le 2 novembre suivant, lorsque celle-ci reprend, Luchaire a disparu du sommaire, et *La Voix*, toujours hebdomadaire, se présente comme un « organe de documentation politique ». La rupture avec Emile Roche éloigne Luchaire de la publication radicale, et provoque une distance supplémentaire dans ses relations avec les jeunes radicaux. Mais elle prive surtout Luchaire et *Notre Temps* d'un allié politique de poids. Sans doute Luchaire se sentait-il peu à l'aise dans une structure où l'on doit se plier à la doctrine et aux cadres d'un parti. Assumée ou non, cet épisode fait de Luchaire un journaliste pour le moins bohème et révèle son caractère d'aventurier de la presse. Elle libère du même coup *Notre Temps* d'un ancrage spécifiquement radical et l'oriente vers de nouveaux horizons.

La proximité entre *Notre Temps* et le parti radical comme l'historiographie le précise habituellement est donc à relativiser. Elle existe bien entre les hommes, mais elle est loin d'être complète sur le plan des idées. Serge Berstein a montré l'« ambiguïté du mouvement Jeunes Turcs<sup>577</sup> » qui, s'il affiche une stratégie commune à certain moment, poursuit finalement des objectifs différents. De même la stratégie de Jean Luchaire paraît fluctuante. Son rapprochement avec le Parti de la rue de Valois s'explique avant tout par la recherche de soutiens et la volonté de bousculer une institution. Il n'était pas non plus en mesure de se prononcer sur le fond n'étant pas membre du Parti. En ce sens, son engagement n'est guère comparable à ceux des « Jeunes Turcs », militants de longue date. Luchaire aime à présenter *Notre Temps* comme la revue de leur mouvement. Ceci s'explique avant

---

574 Luchaire, « Comment on crée un Empire Moderne », *La Volonté*, 5, 7, 9, 11, 13, 15, 19, 22, 27, 30/09/1928, 3 et 5/10/1928.

575 Sur les tentatives de rationalisation des services du secrétariat du Protectorat du Maroc voir Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué*, op. cit., p.89.

576 *La Voix*, 07/05/1928.

577 Serge Berstein, *Histoire du Parti radical*, op. cit. t. II, p.100.

tout par son implication personnelle supposée dans les tractations qui précédèrent le congrès de Wagram. Seulement au vu des participations des radicaux dans la revue, il n'est pas évident de qualifier *Notre Temps* de revue du mouvement « Jeunes Turcs » et encore moins du jeune radicalisme. Sur cinq participations au total, Jacques Kayser ne signe que deux articles à valeur politique dans les premiers numéros de la revue. L'un est un récit de voyage à travers l'Europe insistant sur l'absurde quantité de frontières<sup>578</sup> et l'autre est un plaidoyer en faveur de la SDN<sup>579</sup>. Pierre Cot ne participe qu'à quatre occasions et seulement à partir de janvier 1929. Quant à Jean Montigny, le plus régulier dans les pages de *Notre Temps* où il livre principalement ses idées en matière de politique internationale, sa participation en tant que fidèle de Caillaux ne peut à elle seule refléter le jeune radicalisme.

## Chapitre 2. La confrontation des idées-phares de *Notre Temps* au débat public.

### I. Quelle appartenance politique pour les « jeunes équipes » ?

#### A. La pérennisation de *Notre Temps*.

Après le départ de Roche, *Notre Temps* entame une restructuration importante. Dans un article non signé, la revue annonce sa réorganisation sans bien sûr en préciser les raisons mais en se félicitant du travail accompli.

« Destinée à exprimer les idées et les tendances des générations de la guerre et de l'après-guerre, elle constitue à l'heure présente une publication unique dans son genre en même temps qu'un centre intellectuel dont l'activité a été remarquée non seulement en France, mais dans la plupart des pays européens<sup>580</sup>. »

La revue annonce la constitution d'un « comité de direction » dont feraient déjà partie Marcel Achard, Guy Crouzet, Philippe Fauré-Frémiet et Daniel-Rops. Elle charge également certains de ses collaborateurs « d'assurer le contact entre *Notre Temps* et les élites des nouvelles générations de leurs nations respectives ». Elle espère ainsi souligner son « caractère, sinon international, du moins européen ». Malgré le départ d'Emile Roche, directeur et principal pourvoyeur de fonds, *Notre Temps* réussit à surmonter la crise qui le secoue. Dès le mois suivant, on constate une augmentation du nombre de rubriques. Ainsi apparaissent les chroniques régulières sur la politique intérieure, la politique extérieure, l'économie internationale, et une autre intitulée « Science et Action » dont la vocation est également politique. La culture n'est pas en reste puisque des chroniques déjà existantes telles que celles sur le cinéma, les beaux-arts et la musique, sont désormais présentes à chaque numéro aux côtés des critiques habituelles des lettres et du théâtre. Le nombre de participants augmente sensiblement, à titre d'exemple il passe de treize en octobre à

---

578 Jacques Kayser, « L'Europe est une », *Notre Temps*, n°2, 07/1927.

579 Jacques Kayser, « SOS pour la SDN », *Notre Temps*, n°4, 09/1927.

580 « Notre Temps, le mois prochain... », *Notre Temps*, n°11, 10/1928, deuxième de couverture.

vingt en novembre 1928. Parmi les nouvelles signatures, celle de Christian Pineau est intéressante. Il partage la rubrique Science et Action avec Claude Bussard et livre des réflexions sur la société future qu'il imagine organisée scientifiquement. Après une première participation en juin 1928 dans une critique théâtrale, il signe à cinq reprises jusqu'en août 1929 alimentant ainsi la recherche de *Notre Temps* sur l'avenir de l'organisation politique et sociale de la France. En janvier 1929, André Sauger, inaugure une série de dix participations politiques et prend part aux débats sur la politique intérieure. Autre recrue de prestige, Pierre Mendès France signe son premier article en décembre 1928. Le jeune docteur en droit, dirigeant de la LAURS et animateur du mouvement « Jeunes Turcs » devient le spécialiste des questions financières dans *Notre Temps*, une collaboration qui se poursuit jusqu'en novembre 1934. L'équipe littéraire est également renforcée avec l'entrée au printemps 1929 des frères François et André Berge et celle de Louis Martin-Chauffier au sein du Comité de direction rebaptisé ensuite Comité littéraire. Un réseau de correspondants se met en place. La deuxième de couverture présente les noms des dépositaires de la revue en province, en Afrique du Nord et bientôt en Allemagne. Ce réseau est censé relayer l'action de *Notre Temps* et lui donne une assise beaucoup plus large que le cercle restreint des élites parisiennes. Avec une équipe renforcée, la revue trouve une nouvelle stabilité et peut accueillir des signatures prestigieuses à sa Une ; Jean Giraudoux en novembre 1928, André Thérive en décembre 1928, Robert Garric en janvier 1929, André Beucler en février, Wolfgang Stresemann en juillet, H-G Wells<sup>581</sup> en août, Emmanuel Berl en septembre, Albert Ehrenstein en octobre 1929.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1929, *Notre Temps* entame une parution bimensuelle, signe d'une réussite croissante et traduction de l'augmentation de la subvention du ministère des Affaires étrangères à hauteur de 15000 Frs par mois. Le sommaire ne change guère avec cette première augmentation de périodicité, *Notre Temps* vit en réalité une période de transition qui s'achève en juin 1930 avec le passage au rythme hebdomadaire. Durant toute la période qui constitue son premier âge, de sa création à juin 1930, elle garde son identité de revue de recherche. En matière de politique, elle mène une réflexion de fond, s'intéressant moins au commentaire de l'actualité qu'à la définition d'un projet de société. Dans un égal souci de faire « le point<sup>582</sup> », les sciences et la philosophie sont abordées en parallèle du politique afin de contribuer à une explication de l'époque.

## B. La « Chronique des jeunes équipes ».

La rubrique « Chronique des jeunes équipes » débute dans *Notre Temps* en avril 1928, elle a pour fonction de « reproduire les manifestations les plus marquantes de l'activité des jeunes générations<sup>583</sup> ». Elle est confiée le mois suivant à Guy Crouzet, un vieil ami de Luchaire qui fait alors son entrée dans la revue. Les termes de

---

581 Il est une connaissance de la famille Luchaire et était déjà cité par le jeune Luchaire en 1917, Jean Luchaire, « Le roman d'aventures scientifiques », *Les Jeunes Auteurs*, n°4, 06-07/1917, AML, MLR 05997 FG.

582 Luchaire, Roche, « Présentation », *Notre Temps*, n°1, 06/1927, p.3.

583 « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°10, 04/1928, p.151.

« Jeunes équipes » signifient selon Crouzet « au sens restreint » les organes *Notre Temps* et *La Voix*, les jeunes candidats « réalistes » ainsi que les ligues et fédérations « amies ». Mais il reconnaît l'existence « d'autres vraies "jeunes équipes" » avec lesquelles l'accord n'est pas nécessairement complet.

« Car dans notre génération où s'affrontent les tendances les plus diverses, c'est avec une facilité merveilleuse que l'on s'entend... au moins contre quelque chose<sup>584</sup>. »

Crouzet affirme dans la droite ligne de Jean Luchaire qu'aucun motif ne saurait empêcher durablement le rapprochement de la jeunesse.

« Cette complicité charmante d'avoir vingt-cinq, trente ou trente-cinq ans, on la retrouve dans tous les domaines : ceux qui sont allés affronter les réunions publiques en ce mois d'avril savent que la seule opposition inexpiable a été celle des âges, et qu'entre camarades du même bord de siècle les pires batailles n'allaient pas sans la complaisance d'un intime désarmement<sup>585</sup>. »

La rubrique entend respecter « le réalisme, règle de l'heure et règle du jeu » et ainsi éviter les bagarres stériles. Le but annoncé est de « construire » en s'inspirant pour ce faire de tous les domaines même si Crouzet reconnaît vouloir donner une certaine priorité à la politique.

« Comme dit l'autre, Politique d'abord..., surtout lorsque cela signifie : Economique d'abord<sup>586</sup>. »

Cette rubrique est très intéressante car elle permet de matérialiser dans un premier temps le milieu des « jeunes équipes », c'est-à-dire les personnes, les organes et les mouvements qui partagent les orientations politiques de *Notre Temps*. Comme on le voit plus loin, elle est le lieu du dialogue et des polémiques qui, pour les plus graves d'entre elles, annoncent l'éclatement du milieu des « jeunes équipes ». Rubrique de contacts et d'échos, elle représente également une porte ouverte sur l'extérieur. Et à défaut de fédérer un large milieu autour d'idées claires, cette chronique indique quelles sont les sources d'inspiration de *Notre Temps*, les regards portés sur d'autres organes de presse et les pays étrangers avec lesquels il existe une circulation des idées.

#### a) Le premier cercle des « jeunes équipes ».

Le quotidien radical *La Voix* est l'organe le plus souvent cité par Crouzet, ce qui ne constitue pas une surprise car la même équipe rédige les deux journaux. Au début de l'année 1929, peu avant son départ qui intervient en mars, Crouzet tient dans *La Voix* les chroniques « La Voix des autres » et « Opinions en marge ». En décembre 1929 apparaît la « Chronique des jeunes équipes » simplement signée des initiales LV. Elle ressemble alors en tout point à la version de *Notre Temps* et cite les mêmes groupements et organes de la sphère réaliste (*Cahiers Bleus*, *Politique*) et du jeune militantisme républicain (LAURS par exemple). Un autre des partenaires privilégiés de *Notre Temps* en matière de « Jeunes équipes » est

---

584 Guy Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°11, 05/1928, p.55.

585 *Ibid.*

586 *Ibid.*

l'hebdomadaire *Paris-Phare*, dirigé par Jean Goldsky et Pierre Dominique. La « Chroniques des jeunes équipes » de *Notre Temps* reproduit lors de sa première apparition un article de *Paris-Phare* intitulé « Le printemps de la République ». Il s'agit d'un violent réquisitoire contre la Chambre, dont la mort annoncée correspond au « printemps » politique espéré par les « jeunes équipes ».

« Cette pauvre femelle de Chambre, efflanquée, abattue, trompée, roulée, volée, qui ne sait plus à quel saint se vouer et qui porte à son cou M. Poincaré, en or fin comme un scapulaire [...], c'est un paquet de haillons qui va s'éparpiller sur les routes<sup>587</sup>. »

L'article nous apprend encore que les rédacteurs de *Paris-Phare* n'attendent rien de mieux de la prochaine assemblée. Ils considèrent mener de leur côté une véritable étude de la « réforme de l'Etat » alors que la Chambre ne fait que discuter « en vain ». A l'inverse, les membres des « jeunes équipes » seraient sur la voie d'une œuvre constructive.

« Il s'est trouvé que sur vingt points les idées de ces hommes concordaient et que leurs méthodes d'action étaient, sauf rarissimes exceptions, identiques<sup>588</sup>. »

#### 1. Les démocrates populaires.

En juin Crouzet cite Robert Fermat qui entrevoit dans *Paris-Phare* la réalisation d'une majorité de concentration avec radicaux et démocrates-populaires. A ce titre il intègre les jeunes troupes du Parti Démocrate Populaire aux « jeunes équipes ». Dans sa réponse, Crouzet se fait le défenseur des candidats radicaux auxquels se sont opposés les démocrates populaires dans de nombreuses élections et parlant au nom de *Notre Temps*, se déclare pas encore prêt à un « enrôlement » de *L'Ouest-éclair* au sein des « jeunes équipes<sup>589</sup> ». Après une interruption durant l'été, la chronique reprend en octobre. Crouzet cite Pierre Demagny dans *Politique*, la revue de doctrine et d'action du parti démocrate populaire. Outre deux pages sur *Notre Temps*, *Politique* évoque *Paris-Phare* et les jeunes écrivains politiques dans un spectre très large, Drieu, Fabre-Luce, Daniel-Rops, Chamson, Ramon Fernandez.

#### 2. Les Cahiers bleus.

En août 1928, Valois<sup>590</sup> lance la publication de ses *Cahiers Bleus* avec un premier numéro intitulé « Chantiers 1928 ». Dans celui-ci, Valois dresse le bilan de la situation politique française après les élections qu'il qualifie de celles de « la stabilisation ». Il évoque chacune des formations politiques et leur potentiel dans la rénovation politique et déclare à propos des radicaux :

« Il n'y a d'espoir de rénovation chez les radicaux que dans ces nouvelles équipes, très syndicalistes d'esprit, qui depuis quelques années ont fondé ces groupes comme l'Ordre nouveau, avec Charles-Albert, le Club Camille Desmoulins, avec Pierre Dominique et Gaston Riou, *La Voix* avec Emile Roche, *L'Impartial* avec

---

587 « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°10, 04/1928, p.151.

588 *Ibid.*

589 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°12, 06/1928, p.109.

590 Il faut noter la réimpression de Georges Valois, *L'Homme contre l'argent. Souvenirs de dix ans 1918-1928*, édition présentée par Olivier Dard, Presses universitaires du Septentrion, 2012.

Grémy et le regretté Simonin, et ce groupe si vivant de *Notre Temps* où Jean Luchaire, Bertrand de Jouvenel et vingt autres hommes jeunes montrent une intelligence aiguë de la vie économique et des sentiments qu'elle fait naître<sup>591</sup>. »

Crouzet ne s'intéresse pas immédiatement à la publication de Valois. Il faut attendre un an avant qu'il ne relaie les contributions de Marcel Lucain et Sammy Béracha dans les *Cahiers Bleus*, respectivement en juillet et août 1929. En octobre, Crouzet fait naturellement l'éloge du *Cahier Bleu* rédigé par Luchaire<sup>592</sup>.

b) Les « jeunes équipes » entendues au sens large.

Crouzet entretient dans ses citations et ses références aux autres revues des contacts très larges et sans ostracisme dès lors qu'apparaissent dans les revues ou les groupements deux facteurs indispensables ; la jeunesse et un effort d'interprétation nouvelle. Dans les échos des revues, Crouzet garde un ton volontairement neutre. Sont mis en avant le dynamisme des équipes, la volonté et l'originalité des initiatives. Il ne prononce pas de jugement mais indique parfois la distance politique qui sépare certaines revues de ses propres idées. Sa rubrique cherche avant tout les points communs et souligne dès que possible la moindre pointe de « réalisme » devinée dans la démarche des animateurs cités. Dans le deuxième exemplaire de la chronique, Crouzet rend compte de la création par Jean Maxence avec « un groupe serré de jeunes écrivains catholiques », dont André Harlaire, Paul Gilson, JP Godmé et R de Lafforest, de 1928, *Cahiers de littérature et de philosophie*. Sa conclusion, qui ponctue en même temps le numéro du mois de mai indique l'état d'esprit avec lequel Crouzet examine l'activité de la jeunesse.

« Rien, certes, ne saurait être plus éloigné du réalisme radical que ce radical mysticisme. Néanmoins, les amis de *Notre Temps* se plairont peut-être à saluer comme une vieille connaissance cette juvénile manière d'imposer l'essentiel et d'étriller les doctrines poussiéreuses. Quand chaque jeune équipe aura terminé dans son domaine ce petit travail, le jeu ou le combat seront partout plus francs<sup>593</sup>. »

S'il reconnaît en ces catholiques des adversaires politiques probables, il se garde cependant de critiquer leur initiative. La présentation objective et la neutralité du ton permettent à Crouzet d'insister sur un exemple de rénovation qui semble suivre celui opéré par l'équipe de *Notre Temps*. Ainsi lorsqu'il commente une « Enquête auprès des Etudiants d'aujourd'hui », menées par Roland Alix et Gérard de Catalogne pour les *Nouvelles littéraires*, il retient du témoignage de Pierre Godmé une « belle profession de foi<sup>594</sup> ». Il reste malgré tout à trouver les modalités de regroupement entre ces divers foyers de la jeunesse intellectuelle.

« L'impression est très nette, de ces intelligences neuves tirées à hue et à dia. Que sortira-t-il de ces confrontations intérieures ? C'est le secret de la génération qui monte<sup>595</sup>. »

---

591 *Cahiers Bleus*, n°1, « Chantiers 1928 », 15/08/1928, p.9.

592 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », « Les Etats-Unis d'Europe à l'ordre du jour », *Notre Temps*, n°28, 10/1929, p.122-124.

593 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°11, 05/1928, p.56.

594 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°20, 02/1929, p.115.

595 *Ibid.* p.115.

L'appartenance aux milieux catholiques ou de droite n'est nullement un frein à l'apparition dans la rubrique de Crouzet. En novembre 1928, Crouzet cite *Nouvelle Equipe*, animé par Yves Lenain, comme un « très allant organe d'un groupe de jeunes catholiques belges ». Il distingue chez eux une « croisade spirituelle » mais également des « signes de réalisme » et des points communs. En septembre 1929, Crouzet réitère ces compliments en remarquant que *Nouvelle Equipe*, montre une « riche substance idéologique ». Selon lui, elle « mérite d'être suivie avec la plus attentive sympathie<sup>596</sup> ».

#### 1. Les « jeunes équipes » vues de droite.

Crouzet rend compte en janvier 1929 d'un diner offert par les Compagnons des professions intellectuelles aux « Jeunes Equipes littéraires » à la grande salle des Sociétés Savantes. Parmi celles-ci, à vrai dire très variées, Crouzet distingue Beau de Loménie qui, présentant ses *Nouveaux Essais critiques*, « s'annonça pamphlétaire et réactionnaire avec un cran qui rendait bien sympathique les deux mots<sup>597</sup> ». Même les anciens d'Action Française trouvent grâce aux yeux de Crouzet du moment qu'ils engagent une réflexion sur une rénovation politique. De même en août, Crouzet félicite Beau de Loménie pour son indépendance d'esprit et son courage dans les critiques qu'il a formulées à l'encontre de Foch, gage selon lui d'un travail de qualité.

« *Nouveaux Essais critiques* sont une équipe – une jeune équipe – de droite ». [...] « Saluons le non-conformisme partout où il se rencontre<sup>598</sup>. »

A trop vouloir bien faire, Crouzet se contredit parfois, comme lorsqu'il présente *Le Point*, « revue mensuelle des générations d'après-guerre ». Jean Gattino, son directeur, s'il est un homme « de droite et en liens avec François Coty » est à même selon Crouzet de présenter une certaine « impartialité » et des « idées communes » avec *Notre Temps*, notamment dans le portrait psychologique de la jeunesse face aux événements et aux aînés. Mais lorsque Crouzet attire l'attention du lecteur sur une prochaine enquête du *Point* sur « les anciens combattants et les générations nouvelles », il craint tout de même d'y trouver « des conclusions unilatérales<sup>599</sup> ».

Cependant tous les milieux jeunes ou réformateurs n'obtiennent pas l'agrément de Guy Crouzet. En 1930, il rapporte la naissance de *Réaction*, autour de son rédacteur en chef Jean de Fabrègues et de ses collaborateurs Georges Bernanos, Henri Massis, Robert Valléry-Radot. L'objectif de *Réaction* est de « restaurer dans les esprits la notion de l'ordre spirituel, intellectuel et social, seul capable de satisfaire les aspirations de l'homme moderne tourmenté d'inquiétude et de révolte. » Le manifeste reproduit dans les colonnes de *Notre Temps* provoque chez Crouzet une incompréhension totale.

« Toutes convictions à part, aimez-vous ce pot-pourri de spirituel et de temporel ? Si oui, c'est que vous avez bon estomac. »

---

596 Crouzet, « Quelques témoignages », « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, 09/1929, p.57.

597 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°19, 01/1929, p.49.

598 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°26, 08/1929, p.274-275.

599 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°24, 06/1929, p.125.



Il demande d'ailleurs aux protagonistes de la revue d'avoir « le courage de mettre en cause toute la civilisation d'aujourd'hui ». Mais ce sont surtout les références au dogme chrétien qui irritent le plus Crouzet.

« Je ne sais pas de texte plus propre que celui-là à encourager l'anticléricisme<sup>600</sup>. »

De même le rapprochement avec la droite, comme avec les socialistes d'ailleurs, a certaines limites. Lorsque Crouzet commente les résultats des élections législatives, il s'interroge sur la capacité des nouveaux députés Rauzy de la SFIO, et Dumat des Jeunesses Patriotes, de rejoindre les rangs du réalisme. Il ne se berce d'aucune illusion à ce sujet et accorde une plus grande confiance aux députés Cot, Bergery, Geisdoerffer, Pomaret, de Fels, et de Tessan<sup>601</sup>.

## 2. Le regard vers l'étranger.

Une autre facette intéressante de la « Chronique des jeunes équipes » est sans nul doute son ouverture sur l'étranger. De l'ensemble des trente cinq revues et journaux cités par Crouzet entre avril 1928 et mai 1930, il ressort que la Belgique et l'Allemagne figurent comme les principaux objets d'attention. L'existence à l'étranger de tentatives de rénovation des doctrines est soulignée, quelle que soit leur identité politique et spirituelle, et souvent interprétée comme un marqueur de l'époque. Il en va ainsi à propos de la revue catholique belge *La Nouvelle Equipe*<sup>602</sup>, qui montrerait des « signes de réalisme » bien qu'elle entreprenne une « croisade spirituelle<sup>603</sup> ». Crouzet relaie également le dynamisme des mouvements de jeunesse en Allemagne à plusieurs reprises. En septembre 1929<sup>604</sup> il cite le *Berliner Tageblatt* du 20 juillet qui publie un article sur la jeunesse française. Son auteur, le Dr. Hans Hartmann<sup>605</sup> citerait d'ailleurs les efforts de *Notre Temps*. Crouzet aimerait voir se propager en France l'exemple des « *Jugendburgen* » qui serait une organisation de jeunesse sans divisions politiques. Il cite également Rudolf Friedmann qui publie « un curieux article sur "la jeunesse politique française" » dans le *Rhein-Mainische Volkszeitung* du 22 novembre 1929. Le journaliste allemand serait très bien informé de la tentative de rénovation entreprise par les jeunes au sein du Parti radical notamment en ce qui concerne les idées qui les diffèrent des cadres du parti. Friedman citerait les noms de Montigny, Kayser, Cot et Mistler ainsi que *Notre Temps*<sup>606</sup>. Crouzet cite encore *Deutsche Jugend* qui se penche le 26 novembre sur la question des jeunes et des

---

600 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°10, 15/04/1930, col 392.

601 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, 06/1928, p.109.

602 Sur l'engagement de la jeunesse catholique belge durant l'entre-deux-guerres, voir Olivier Dard, Etienne Deschamps (dir.), *Les Relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre. Racines, réseaux, projets et postérités*, Peter Lang, 2005 et notamment les contributions d'Etienne Deschamps, « *L'Esprit nouveau (1931-1936). Des nouvelles relèves catholiques dans la Belgique francophone de l'entre-deux-guerres* », p105 et de Geneviève Duchenne, « Les nouvelles relèves en Belgique francophone (1926-1936). Une source pour l'européisme ? », p.331. Lire également Geneviève Duchenne, *Esquisses d'une Europe nouvelle : l'européisme dans la Belgique de l'entre-deux-guerres (1919-1939)*, Peter Lang, 2008.

603 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°17, 11/1928, p.44-45.

604 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°27, 09/1929, p.56.

605 Hans Hartmann donne un article à *Notre Temps* en janvier 1931 puis participe à la rencontre de Mayence en 1932.

606 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°2, 15/12/1929, col.70. Rudolph Friedmann donne huit articles à *Notre Temps* entre mai 1931 et janvier 1933.

partis en Allemagne<sup>607</sup>. La revue serait elle aussi au courant de la rénovation menée en France. Crouzet considère alors qu'une frange importante de la jeunesse allemande serait favorable à des groupements alternatifs devant l'impossibilité de rajeunir les partis.

Le regard admiratif porté sur les Etats-Unis, trait commun de la sphère réaliste, est nettement contesté par Crouzet en février 1930. Il recommande ainsi la lecture d'un ouvrage de Lucien Lehman « aux victimes de l'*advertising* américain<sup>608</sup>. » Crouzet considère l'idéal américain comme une idée fausse, au même titre que les prétendues libertés et « possibilités individuelles » qui serait devenues « plus limitées que partout ailleurs ». Le portrait qu'il reproduit des citoyens américains n'est guère flatteur.

« [...] l'inintelligence, la brutalité, un manque total d'esprit critique, pour les hommes – l'impudeur, pour les femmes – voilà, selon lui les traits de caractère les plus frappants du peuple américain ! »

Crouzet s'accorde avec l'auteur sur le fait que « leur salut ne peut venir que d'une crise, d'une calamité » car « ils n'ont pas suffisamment souffert ». Ce jugement à l'emporte pièce et la rage qui en ressort sont des expressions plutôt rares chez Guy Crouzet. Elles témoignent pour le moins d'une méconnaissance criante de la société américaine. Dans une approche beaucoup plus positive, les références aux différents organes de presse ont également pour objectif de rendre compte de l'actualité littéraire étrangère et des échos de celle française dans les pays voisins.

### C. La ligne politique défendue par André Sauger.

Sauger participe tout au long de l'année 1929 au débat de politique intérieure. Sa participation débute par une série de quatre articles intitulée « Le problème politique de notre temps ». Sauger y affirme que le problème politique en France se résume à l'opposition entre conservateurs et démocrates. Il décrit les premiers comme ne croyant pas en la nécessité de réformer l'Etat, et les seconds comme décidés à sauver la démocratie mise à mal par les oligarchies économiques (banque et industrie) depuis la fin de la guerre. En janvier 1929, il retrace l'évolution historique qui a vu selon lui la mainmise des puissances économiques sur le pouvoir au détriment de l'Etat et *in fine* du peuple. Dénonçant le poids de « l'oligarchie capitaliste<sup>609</sup> », il appelle le mois suivant à la création de nouvelles institutions pour sauver la République. Cela reste assez proche de ce qu'il écrivait en mai 1924 dans *Vita* où, avec Jouvenel et Luchaire, il fixait à la nouvelle majorité de « sauvegarder l'individu vis-à-vis des tyrannies économiques<sup>610</sup> ». En suivant les débats de l'époque son propos s'est ensuite précisé. Aussi demande-t-il la création d'une chambre représentant les intérêts économiques afin de « rendre possible l'adaptation de l'Etat

---

607 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°3, 01/01/1930, col.111.

608 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°6, 15/02/1930, col.233.

609 André Sauger, « Le problème politique de notre temps (II) », *Notre Temps*, n°20, 02/1929, p.103.

610 Bertrand de Jouvenel, Jean Luchaire, André Sauger, « La Nouvelle Chambre », *Vita*, n°5, 05/1924, p.151.

aux exigences modernes de la production<sup>611</sup> ». Mais l'originalité du propos de Sauger au sein de *Notre Temps* réside plutôt dans sa position de défenseur de la République et de la démocratie mais encore des couches populaires.

« Ce qui importe c'est la démocratie des classes laborieuses ; ce qui importe ce sont les temps nouveaux avec tout ce qu'ils traînent avec eux de science et de progrès. Ce qui importe c'est l'avenir de la République<sup>612</sup>. »

Sauger est le seul à défendre ici les couches modestes de la population, il laisse ainsi apparaître une certaine conscience de gauche qui reste sans équivalent au sein de la revue. C'est également cette conscience de gauche qui commande chez lui la solution politique.

« Et ce malaise demeurera jusqu'à ce que tous les démocrates enfin unis aient répondu à l'appel de notre temps, qui réclame des nouvelles formes pour l'Etat, une nouvelle structure économique et sociale et un nouveau droit, qui est prête à confier ses destinées à ceux qui auront du caractère, de la volonté et qui seront hantés par cet esprit révolutionnaire qui est celui de notre race puisqu'il est l'esprit de la création<sup>613</sup>. »

Après cette série qui s'inscrivait dans la ligne éditoriale de *Notre Temps*, par son titre autant que par les idées émises, Sauger s'exprime ensuite de manière plus indépendante. Dans des articles aux titres évocateurs<sup>614</sup>, il présente alors une orientation politique plus personnelle et se distingue de la ligne politique de *Notre Temps* qui refuse de se situer dans le paysage politique français. En mai, lorsqu'il juge que la République devient « cléricale », « capitaliste » et « fasciste », Sauger se prononce en faveur un programme d'union de la gauche. Les remarques de Luchaire ne tardent pas<sup>615</sup> et le mois suivant, Sauger doit justifier son attachement aux « vieilles formules d'avant-guerre<sup>616</sup> ». Dans le même temps, Luchaire a donné par deux fois la parole aux jeunes de l'Alliance démocratique et incite Sauger à ne pas verser dans une orientation politique trop marquée. Cependant Sauger compte avant tout combattre les « excès » du capitalisme et fixe à ses interlocuteurs une exigence préalable : « un programme et de ce qui en est la moelle : la reprise par le peuple de la direction politique de la Nation<sup>617</sup> ».

En guise de conclusion, il répond à Luchaire quant aux « vieilles » valeurs et exprime pour la première fois une profonde divergence de vues.

« Je pense que notre position est claire et sans équivoque. Il s'agit tout simplement de savoir si l'on demeure fidèle à la tradition républicaine et aux vieilles formules ou si, au contraire, on les combat. En vérité, je te le dis, Luchaire. Si je reste attaché au passé, c'est afin de préparer l'avenir en réalisant la République moderne<sup>618</sup>. »

---

611 André Sauger, « Le problème politique de notre temps (III) », *Notre Temps*, n°21, 03/1929, p.173.

612 *Ibid.*, p.174.

613 André Sauger, « Le problème politique de notre temps (IV) », *Notre Temps*, n°22, 04/1929, p.240.

614 André Sauger, « Pour une opposition agissante », *Notre Temps*, n°23, 05/1929 ; « La Révolution nécessaire », *Notre Temps*, n°24, 06/1929.

615 Luchaire, « Du désordre spirituel à l'équivoque politique », « Recherches », *Notre Temps*, n°23, 05/1929, p.31-35.

616 André Sauger, « La Révolution nécessaire », *Notre Temps*, n°24, 06/1929, p.110.

617 *Ibid.*

618 *Ibid.*

Sauger évoque d'ailleurs très librement cette différence de point de vue en septembre 1929. Sauger distingue deux courants au sein du Parti radical, celui porteur d'évolution et celui appelant à la révolution. Il assimile Luchaire au premier, à la fois en référence à l'étude que celui-ci publie dans la rubrique « Recherches<sup>619</sup> » et parce qu'il représente le courant favorable à la concentration, courant auquel Luchaire semble se rapprocher à demi-mot. Sauger se place lui dans le groupe des révolutionnaires. Entre Luchaire, et Sauger le révolutionnaire, l'accord en l'état est impossible.

« Entre ces deux conceptions aucune conciliation n'est possible. Luchaire a choisi la première. J'ai opté pour la seconde. Toute la différence qu'il y a entre nous deux est là<sup>620</sup>. »

Sauger insiste lourdement afin de montrer la netteté de son engagement à gauche. Il entend également marquer sa différence avec le discours de Luchaire qui poursuit dans ses « Recherches » le rapprochement politique des jeunes des partis issus d'un très large spectre allant des Démocrates populaires, de l'Alliance démocratique à certains jeunes socialistes, en passant évidemment par les jeunes radicaux<sup>621</sup>. Avant l'ouverture du Congrès radical de Reims, Sauger exprime une nouvelle fois sa soif de précision.

« Il lui faut émettre un choix clair, net, sans équivoque. [...] La bataille sera rude, la bataille sera nécessaire. »

Là encore Luchaire montre un avis bien différent. Il apporte son commentaire à la fin de l'article, estimant que les idées de Sauger sont « les éléments essentiels d'une charte d'action aussi acceptables par les parlementaires du centre gauche "concentrationniste" que par les parlementaires radicaux ». Luchaire ajoute des commentaires personnels à la fin des articles de Sauger ; entre mise au point et correction, le procédé paraît assez indélicat entre journalistes et amis. Dans son dernier article<sup>622</sup> livré à *Notre Temps*, Sauger revient sur l'essai d'Emmanuel Berl, *Mort de la morale bourgeoise* publié à la même époque dans la revue *Europe*. Luchaire avait prononcé des commentaires élogieux du premier essai de Berl, *Mort de la pensée bourgeoise*, où l'auteur s'en tenait à dénoncer le conformisme de la littérature française. Sauger quant à lui, démonte longuement l'argumentation de Berl et estime que la bourgeoisie est non seulement bien vivante mais encore promise à un bel avenir. Revenant sur son engagement politique, il déclare :

« A l'heure actuelle, on est pour le capitalisme ou contre lui, contre la démocratie ou pour elle. Il n'est plus de collaboration possible. Il faut opter franchement pour l'un ou pour l'autre. Les formules parlementaires de concentration, union, bloc, cartel, ne signifient rien. Elles sont impuissantes et vaines. Elles cachent de la veulerie et beaucoup de lâcheté. Elles sont employées par ceux qui, soit par intérêt, soit par impuissance, n'osent pas choisir. »

---

619 Luchaire y développe une théorie qu'il nomme « l'évolutionnisme ». Voir plus loin notre analyse des « Recherches » de Luchaire.

620 André Sauger, « Evolution ou réforme ? », « La politique intérieure », *Notre Temps*, n°27, 09/1929, p.45.

621 Luchaire, « Les évolutionnistes en politique », « Recherches », *Notre Temps*, n°26, 08/1929, p.259.

622 Sauger, « La naissance de la pensée bourgeoise », « La Politique intérieure », *Notre Temps*, n°29, 11/1929, p.170-171.

A la suite de quoi Luchaire ajoute à nouveau un commentaire en fin d'article. Selon lui, et s'appuyant en cela sur ses recherches, le désaccord avec Sauger n'est qu'une question de « terminologie ». Reliant tour à tour la bourgeoisie à une pensée, à la richesse ou au capitalisme, Luchaire joue sur le sens des mots, il la voit mourir ou bien se transformer et envisage les deux solutions afin de conserver un point d'accord avec Sauger. Luchaire ici fait preuve de sa qualité de prosateur et sa capacité d'alimenter des discussions byzantines semble sans limites. Alors que Berl et Luchaire ont proclamé la « mort de la bourgeoisie », et que Sauger la considère au contraire comme bien vaillante, Luchaire réussit le tour de force de conclure à des vues similaires. Après son départ, il nous faut remarquer que Sauger ne s'est nullement appuyé sur le réalisme. Si les idées qu'il émet dans la première partie de sa collaboration à *Notre Temps* font partie du corpus rhétorique « réaliste », il n'en a ni vanté le terme ni défendu la méthode. Le flou qui entoure le discours « réaliste » permet une alliance temporaire autour des idées de Réforme de l'Etat et de révision générale de la politique. Mais lorsque les modalités d'action se précisent, les divergences séparent définitivement Luchaire de ses compagnons. L'orientation à gauche clairement exprimée à partir du mois d'avril exclut automatiquement Sauger du pôle réaliste censé réunir, selon Luchaire, au-delà des partis.

D. L'ouverture politique de *Notre Temps*, une campagne en faveur de la concentration.

L'invitation dans les colonnes de *Notre Temps* de quelques jeunes cadres de partis politiques français s'organise autour du thème des « jeunes équipes ». Comme l'indiquent les titres, le propos est d'abord de connaître « où vont les jeunes de [...] » tel ou tel parti. Le discours autour de l'idée de « jeunes équipes » repose théoriquement sur les idées de rénovation de la doctrine des partis, la remise en cause de ses cadres âgés, la définition d'un programme, l'abandon d'une politique qui se limiterait à la mention ou l'exclusion de telles personnalités et telles formules chocs et enfin la recherche d'une communauté de vues avec les jeunes des autres partis. Les contributions qui suivent reprennent certaines de ces idées sans parvenir à les mentionner toutes. Au cours de l'année 1929, *Notre Temps* accueille les contributions de Pierre Auscher et Paul-Kahn de l'Alliance démocratique, de Marcel Prélot du Parti démocrate populaire, de Henry Hauck de la SFIO et de Louis Dumat de l'Union républicaine démocratique.

a) La proximité dans le discours. Reprise des termes chers à *Notre Temps*.

En février 1929, Pierre Auscher présente le travail des jeunes de l'Alliance démocratique<sup>623</sup>. Fondateur du Cercle d'études politiques au sein de l'Alliance républicaine démocratique en 1927<sup>624</sup>, Auscher précise qu'il expose ici non les idées du Parti dans son ensemble mais celles de la tendance « Cercle d'Etudes

---

623 Pierre Auscher, « Ou vont les jeunes de l'Alliance démocratique ? », *Notre Temps*, n°20, 02/1929, p.68-72.

624 Gilles Le Béguec, « Les circuits de formation du personnel politique », dans Serge Berstein, Pierre Milza, (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, PUF, 1998, p.306.

Politiques ». L'article s'ouvre sur un extrait d'une conférence de Pierre-Etienne Flandin prononcée le 29 mai 1928 au Cercle d'Etudes Politiques. Dans celui-ci Flandin se prononce nettement pour « faire une place [au Syndicalisme] dans l'Etat moderne », en faveur du « principe des lois sociales et leur financement immédiat ». Il promeut également « le rapprochement franco-allemand » et soutient « la politique réaliste et prévoyante de M. Briand<sup>625</sup> ». Il apparaît ainsi que le programme des jeunes de l'Alliance démocratique correspond à celui de *Notre Temps*. Pierre Auscher déclare également qu'il en partage le « réalisme ».

« [...] l'Alliance incorpore des esprits préoccupés de réalités positives ».

Une note de bas de page souligne d'ailleurs que l'auteur a déjà donné une définition du « réalisme » dans une étude publiée sous le titre « La fin du sentimentalisme en politique ». En effet Auscher reprend le discours habituel des « réalistes ». Selon lui, les jeunes du parti « ne regard[ent] ni à droite ni à gauche », ils recherchent « un programme précis, plan de travail pour une législature », ils préfèrent les « idées » aux « hommes » et aux « étiquettes » et enfin partagent « le mépris des formules toutes faites ». Auscher se prononce en faveur d'une « Alliance renouvée, adaptée à l'après-guerre et revenant sans équivoque aux traditions de républicanisme de ses fondateurs<sup>626</sup> ». Il explique que le but du Cercle d'études politiques est de veiller à l'unité du parti qui risque de se scinder autour d'une ligne de fracture opposant Paul Reynaud, partisan de l'ancrage à droite, à Pierre-Etienne Flandin, favorable à une formule de concentration avec les radicaux. Pour ce faire, les membres du Cercle entendent dynamiser l'Alliance démocratique en « confront[ant] sa doctrine et ses hommes avec les faits » puis « rechercher ce qui, dans les partis voisins, [peut] constituer les bases d'un accord futur en vue d'une concentration des forces républicaines stable ». Auscher qualifie cette démarche d'« effort parallèle à celui que Jean Luchaire et ses amis poursuivaient aux confins et au sein du Parti radical. » Il cite également le Club Camille Desmoulins, de Pierre Dominique, « Valois et sa *République Syndicaliste* » ainsi que « le *Redressement Français* » pour son activité « dans le domaine économique ». Auscher raconte l'invitation au CEP de Pierre Dominique, José Germain et Georges Valois afin d'étudier les modalités d'une concentration. Et si celle-ci a échoué, Auscher en rejette la responsabilité sur Albert Dubarry et les radicaux.

### 1. Le rapprochement des jeunes de l'Alliance démocratique et du Parti radical.

En mai 1929, Paul-Kahn propose dans les colonnes de *Notre Temps* un rapprochement avec les radicaux au nom des jeunes de l'Alliance républicaine et démocratique<sup>627</sup>. Paul-Kahn imagine l'Alliance démocratique comme un « parti de gouvernement » avec l'aide des radicaux. Il tend la main aux jeunes radicaux et les invite à donner « un coup de barre à droite », afin de faire naître « le Parti républicain central et social ». Il se félicite en outre du travail déjà accompli « dans un accord

---

625 Pierre Auscher, « Ou vont les jeunes de l'Alliance démocratique ? », *Notre Temps*, n°20, 02/1929, p.68.

626 *Ibid.*, p.69.

627 R. Paul-Kahn, « Où vont les jeunes de l'Alliance démocratique. II, Pour la Concentration Républicaine. », *Notre Temps*, n°23, 05/1929, p.17-19.

parfait », entre les jeunes de l'Alliance démocratique avec « des jeunes déjà si appréciés comme Bertrand de Jouvenel, Jean Luchaire, Jacques Kayser, Mendès France, Marc Jacquier, Gaston Maurice et leurs amis. »

## 2. Marcel Prélot et l'idée du « parti central ».

En juin 1929, c'est au tour des Démocrates Populaires<sup>628</sup> d'apparaître dans les pages de *Notre Temps* par l'intermédiaire de Marcel Prélot, auteur d'une thèse intitulée *La Représentation professionnelle dans l'Allemagne contemporaine*, publiée chez SPES en 1924<sup>629</sup>. Prélot débute son article en soulignant que la jeunesse est la caractéristique première de son parti. Il considère que la politique française est « désaxée » car « un centre fait défaut<sup>630</sup> » et il déclare que le pays ne veut plus faire confiance au Bloc National ou au Cartel car « il attend le parti central ». Pour envisager sa forme, il prend exemple sur le *Zentrum*, formation « catholique » allemande, qu'il qualifie de « constitutionnelle », « républicaine », « démocratique », « acquise enfin à une politique internationale de collaboration et de paix ». Prélot définit ensuite les fondements de la doctrine du Parti démocrate populaire. Il dit de son parti qu'il est « spiritualiste dans son fondement », et donc opposé au matérialisme de Marx comme au capitalisme. Il serait « scientifique dans ses méthodes » et finalement « personnaliste dans ses fins » afin de « servir et grandir la personne humaine ». Selon Prélot, l'Etat est « désuet », car il date « des débuts de l'industrie », aussi sa réforme constitue « le problème fondamental d'aujourd'hui ». Fort de ces idées, Prélot dessine une géographie politique particulière qui ne peut pas manquer de satisfaire Jean Luchaire.

« Ainsi le Centre n'est plus le lieu géographique de rencontre entre la gauche et la droite, un terrain vague intellectuel, mais un mouvement doté de sa doctrine et de ses idées propres<sup>631</sup> [...]. »

Dans l'idée d'un vaste mouvement du centre, il se dit prêt à toute collaboration avec des « républicains modérés », des « républicains radicaux » et même des « socialistes démocrates ».

## 3. Des socialistes « réalistes » en prise à une querelle de génération ?

En août, Henry Hauck présente le point de vue des jeunes socialistes<sup>632</sup>. Hauck, très courtois, évoque le travail de journaliste de Luchaire à l'occasion du congrès de la SFIO à Nancy.

« Sa perspicacité toujours en éveil lui avait fait deviner le point le plus délicat de l'ordre du jour du Congrès<sup>633</sup>. »

La discussion devant porter entre autres sur la question des statuts, Hauck dit de Luchaire qu'« il assista à un débat entre deux générations ». L'idée d'une révision des statuts lancée par Déat dans *La Vie socialiste* provoqua l'« alarme » et la

---

628 Marcel Prélot, « Ou vont les jeunes démocrates populaires », *Notre Temps*, n°24, 06/1929, p.76-81.

629 Alain Chatriot, *La Démocratie sociale, op. cit.*, p.33.

630 Marcel Prélot, « Ou vont les jeunes démocrates populaires », *Notre Temps*, n°24, 06/1929, p.77.

631 *Ibid.*, p.81.

632 Henry Hauck, « Où vont les jeunes socialistes », *Notre Temps*, n°26, 08/1929, p.226-230.

633 *Ibid.*, p.226.

« riposte » de Paul Faure. Dans son opposition à Déat et aux jeunes l'ayant soutenu, Hauck veut bien reconnaître une « querelle de générations ». Hauck pose la question de savoir s'il existe au sein du Parti socialiste un groupe de jeunes s'opposant aux vieux et s'il y a « un courant socialiste nouveau » qui chercherait « à prendre sa place dans cette "génération réaliste" dont Jean Luchaire s'est institué l'historien et le doctrinaire<sup>634</sup> ». Hauck promet d'apporter dans sa réponse une « étude objective des jeunes générations socialistes. »

#### 4. Une large union jusqu'à la droite ? Au moins contre le marxisme.

La participation de Louis Dumat<sup>635</sup> à *Notre Temps* illustre la flexibilité dont peut faire preuve Luchaire en matière de politique. Le plus jeune député élu en 1928, inscrit au groupe URD et ancien membre des Jeunesses Patriotes, n'est pas, *a priori*, un fervent défenseur des idées défendues par la revue. Quelques mois auparavant, Guy Crouzet, dans sa « Chronique des jeunes équipes » doutait fortement de trouver en lui un état d'esprit « réaliste<sup>636</sup> ». Mais Dumat est né en 1901, et cela peut suffire à le rapprocher de *Notre Temps*. Louis Dumat s'oppose d'entrée à l'incongruité que beaucoup perçoivent à la lecture d'un homme de droite dans une revue de gauche.

« Je voudrais essayer de montrer aux jeunes qu'ils ont des idées communes, autour desquelles ils peuvent en commun "construire" et, pour l'heure, je vais chercher à analyser leur état d'âme. »

Dumat expose des idées très communes à celles de Luchaire sur l'état d'esprit de la jeunesse, ses nouvelles préoccupations, le moindre attachement aux principes et aux hommes et l'attente de réalisations. Mise à part la condamnation de la lutte des classes, l'article de Dumat ne comprend aucune idée politique clairement exprimée. Dumat reste sur le mode de la déclaration « platonique » en vantant un rapprochement souhaitable de la jeunesse. Seulement il ne l'explique nullement et se montre au final très peu convaincant.

#### b) Participer au débat pour mieux mettre en avant sa propre maison.

##### 1. Renforcer l'Alliance Démocratique.

Auscher évoque longuement son parti, il raconte comment avant Wagram, ses membres « flirt[èrent] quelques temps<sup>637</sup> » avec Franklin-Bouillon afin d'éviter le virage à gauche du Parti radical. Mais sa préoccupation première reste la « recherche de l'unité à peu près disparue de l'Alliance Démocratique<sup>638</sup> ». Il examine les hypothèses possibles d'un « Parti central ». Sa forme la plus large jusqu'aux confins du socialisme est jugée impossible pour l'heure. La formation d'un « inter-groupe<sup>639</sup> » aurait l'avantage de procurer un rapprochement et des discussions mais il risquerait de n'être qu'éphémère aussi l'auteur assume-t-il un

---

634 *Ibid.*, p.227.

635 Louis Dumat, « Points de vue, points communs », *Notre Temps*, n°2, 15/12/1929, col.46-49.

636 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°24, 06/1928, p.109.

637 Pierre Auscher, « Ou vont les jeunes de l'Alliance démocratique ? », *Notre Temps*, n°20, 02/1929, p.70.

638 *Ibid.*

639 *Ibid.* p.71.



repli au sein de l'Alliance démocratique. Ainsi la mise en évidence de l'activité des jeunes dans un parti de droite et la mention d'idées communes aux jeunes équipes correspond sans doute aux objectifs de *Notre Temps* et aux attentes de son directeur. Cependant le propos d'Auscher reste centré sur la survie de son propre parti. Lorsque Paul-Khan envisage le rapprochement avec les jeunes radicaux en mai, la concentration qu'il imagine doit se faire autour de l'Alliance démocratique. Il espère une droite bien dessinée, où le parti de Marin ne serait pas considéré comme « réactionnaire » et que celui-ci ne considère pas les radicaux comme des « révolutionnaires », ceci en prémisses d'un « travail, avec un grand T<sup>640</sup> ». Dans cet article, comme dans les autres de cette série, nombre d'idées propres à *Notre Temps* sont citées sans être réellement défendues par l'auteur. Cela pourrait s'apparenter à un procédé journalistique ou épistolaire où la courtoisie recommande de citer les termes d'une problématique sans forcément l'épouser. Comme Auscher, Paul-Khan porte uniquement son attention sur la position que doit occuper son parti dans la géographie politique.

## 2. Prélot en faveur d'une concentration autour du Parti démocrate populaire.

Prélot estime que le PDP ne prétend pas occuper seul le pouvoir mais il n'entend pas pour autant intégrer « une formation pléthorique » et « abandonner » ce qui en fait l'« originalité<sup>641</sup> ». Dès lors ce rapprochement au centre a beau être vanté par Prélot, il reste difficile à imaginer entre les Démocrates populaires et les socialistes, fussent-ils « démocrates » comme les qualifient Prélot. L'idée d'une concentration suit cependant son cours dans les colonnes de *Notre Temps*, trouvant à chacune de ces participations de nouveaux partisans.

## 3. La distance qui sépare Luchaire des jeunes socialistes.

Henry Hauck, s'en tient également aux idées propres à son parti et s'éloigne d'autant des projets de Luchaire. Comme il l'a fait pour la présentation du sujet, Hauck répond en reprenant point par point les idées et la problématique de Luchaire. A propos de l'identité de la jeunesse, il déclare que les jeunes de la SFIO « sont avant tout socialistes<sup>642</sup> ». Il cite plusieurs extraits de l'ouvrage de Luchaire et à travers eux, estime que la « nouvelle génération » n'est pas exempte de critiques. En reprenant précisément les termes de Luchaire, il raille le choix opéré par Luchaire de faire Parti radical un « terrain [d'] expérience » en raison de son « inconsistance dogmatique ». Il dénigre ensuite la vision de Luchaire où « les intellectuels<sup>643</sup> » qui répugnent « à s'assujettir aux obligations de propagandiste militant » doivent affronter « l'hostilité » de « la masse des militants ». Plaçant toujours le fond du problème sur le terrain des idées, il remarque que les représentants de l'Alliance démocratique et du Parti démocrate populaire se sont « presque exclusivement

---

640 R. Paul-Kahn, « Où vont les jeunes de l'Alliance démocratique. II, Pour la Concentration Républicaine. », *Notre Temps*, n°23, 05/1929, p.19.

641 Marcel Prélot, « Ou vont les jeunes démocrates populaires », *Notre Temps*, n°24, 06/1929, p.79.

642 Henry Hauck, « Où vont les jeunes socialistes ? », *Notre Temps*, n°26, 08/1929, p.229.

643 Nous avons souligné les expressions que Hauck emprunte à *Une Génération réaliste*, p.94 et p.104. L'effet recherché est évidemment de décrédibiliser Luchaire.

préoccupés de combinaisons parlementaires<sup>644</sup> ». Aussi affirme-t-il fièrement que les jeunes socialistes n'ont pas ses défauts.

« Et c'est peut-être parce que leur réalisme n'est ni un réalisme de salons "républicains", ni un réalisme de cabinets ministériels, ni un réalisme de couloirs parlementaires, qu'il n'a jamais rencontré "l'hostilité de la masse des militants" socialistes. »

Hauck entend bien établir toute la distance qui sépare ses camarades d'engagement de Luchaire.

« Nous sommes venus au Parti socialiste non parce qu'il nous apparaissait comme "déconsidéré" ou comme "inconsistant", parce que seul il traduisait les aspirations que la vie nous avait données, – non parce que nous voulons nous en servir comme d'un instrument de nos ambitions, mais parce que notre seule ambition est de servir un idéal qui est le sien comme il est le nôtre<sup>645</sup>. »

Hauck expose alors sa définition d'un « réalisme », une conception de la pratique politique évidemment très éloignée de la vision de Jean Luchaire.

« N'est-ce point être réalistes que de lutter sans trêve, dans la grisaille sans gloire de la lutte quotidienne, contre l'autorité brutale du patron qui exploite, contre l'envahissement arrogant du hobereau qui exproprie, contre l'oppression du gradé, qui, au régiment, abrutit, contre l'onctuosité insinuante du curé qui pourchasse toute indépendance de pensée<sup>646</sup> ? »

Après cette mise au point, Hauck peut s'identifier à un état d'esprit commun à la jeunesse.

« Oui, nous aussi, nous sommes de cette "génération réaliste" dont *Notre Temps* est le coryphée<sup>647</sup>. »

Hauck estime que « la réalité d'aujourd'hui » est d'« agir pour le socialisme » et réfute les exclusives lancées par Luchaire.

« Et c'est pourquoi, si nous portons les stigmates de notre temps, nous n'avons jamais songé, cependant, à nous désolidariser d'avec nos devanciers<sup>648</sup>. »

Après cette opposition frontale aux pratiques politiques de Luchaire, on comprend que Hauck n'ait été invité qu'une seule fois dans *Notre Temps*. Cependant la ferme fidélité aux idéaux socialistes renforce sans doute le directeur de la revue dans son idée que seule la concentration permet le rassemblement le plus large.

#### 4. Une participation symbolique de Dumat.

La répétition des poncifs de l'idée de « nouvelle génération » sous la plume d'un jeune député de droite<sup>649</sup> a une réelle valeur symbolique à défaut d'apporter des idées nouvelles où des perspectives réelles d'entente. Cependant l'absence d'arguments politiques dans la participation de Louis Dumat permet d'imaginer l'écart qui reste à combler avant un rapprochement avec la droite. Serge Berstein a mis en

---

644 Henry Hauck, « Où vont les jeunes socialistes ? », *Notre Temps*, n°26, 08/1929, p.229.

645 *Ibid.*, p.230.

646 *Ibid.*, p.229.

647 *Ibid.*, p.230.

648 *Ibid.*

649 Louis Dumat, « Points de vue, points communs », *Notre Temps*, n°2, 15/12/1929, col.46-49.

lumière la campagne en faveur de la concentration orchestrée dans les colonnes de *La Volonté* à partir de septembre 1929<sup>650</sup>. Celle-ci démarre plus tôt dans *Notre Temps* et Luchaire la présente comme les éléments d'une recherche plus large propre à une revue théorique.

## II. Un discours technicien, marque du « réalisme ».

### A. La recherche théorique de Luchaire.

La rubrique « Recherches » qui débute en mai 1929 et s'interrompt un an plus tard est l'une des plus intéressantes de la revue à cette époque. Rédigée par Luchaire pour une série d'essais politiques, Louis Martin-Chauffier pour la poursuite des réflexions spiritualistes et Gabriel-Edouard Monod-Herzen pour la philosophie, c'est elle qui donne à lire le plus d'idées, de réflexions et de projections. En mai 1929, Luchaire débute une réflexion politique théorique qui, à mesure de son développement, prend des formes diverses. En dix-huit articles, Luchaire anticipe l'organisation politique et sociale de la France, il rédige un essai de sociologie politique pour montrer l'évolution en cours des rapports sociaux. Il construit une argumentation pour expliquer la disparition prochaine des idéologies politiques, à commencer par le marxisme. Il définit enfin, partant du « réalisme », une pensée politique dénommée « évolutionnisme » à même de faire correspondre l'ensemble des éléments précités. Il faut remarquer qu'en 1929 Luchaire s'exprime très peu hors de cette « recherche ». Au deuxième semestre, il publie seulement trois articles sur les règlements financiers internationaux, et avant cela, un extrait d'*Une Génération réaliste*, un essai sur le devenir du Royaume-Uni et un article de politique internationale sur les suites du plan Dawes. A partir du 1<sup>er</sup> décembre 1929, la périodicité bimensuelle incite Luchaire à rédiger de nouveau un éditorial par numéro. Ces éditoriaux reprennent les conclusions auxquelles il est parvenu dans ces « recherches » et sont également la marque d'un retour à l'actualité, notamment de politique intérieure. Dès le début de 1930, il lui faut en effet défendre ses idées forces mises à mal par les jeunes radicaux. Ainsi ses idées politiques sont présentées dans leur ensemble dans ses « Recherches ».

#### a) De la révolte de la jeunesse à la révision de la politique.

Luchaire débute sa recherche en revenant sur la publication par *Notre Temps* des articles de R. Paul-Khan et Sauger, dans lesquels chacun envisageait une possible majorité parlementaire à même de soutenir durablement un gouvernement. Paul-Khan soutient l'idée d'une majorité de concentration alors que Sauger envisage l'union des gauches. Luchaire reconnaît en chacun d'eux « un même souci d'action constructive, un même désir de clarification politique » qu'il désigne comme étant les préoccupations propres aux « nouvelles générations ». Cependant l'impossibilité de réunir les deux points de vue ne proviendrait pas d'un écart idéologique mais parce

---

650 Serge Berstein, *Histoire du Parti radical*, op. cit. t. II, p.141-142.

que les deux auteurs navigueraient « dans un chaos confus d'idées anciennes et d'aperçus nouveaux<sup>651</sup> ». Luchaire considère ces deux articles comme « des vivants témoignages documentaires du désordre politique auquel [le] pays est en proie depuis dix ans – désordre qui croît sans cesse au lieu de s'atténuer<sup>652</sup> ». Lorsqu'il évoque la politique parlementaire quotidienne, Luchaire défend l'idée d'une concentration. Mais la situation politique serait telle qu'elle ne pourrait être solutionnée par une quelconque combinaison politique. Aussi souhaite-il élever le débat et ne pas s'en tenir à l'alternative concentration ou cartel.

« Elles se rattachent toutes deux à des contingences trop particulières et trop momentanées pour avoir droit de cité dans le domaine des idées générales qui est spécifiquement le nôtre. Surtout elles ne constituent que des palliatifs à une crise très profonde et très vaste dont les causes et les remèdes sont d'un ordre infiniment plus élevés<sup>653</sup>. »

Luchaire rappelle que « la révision générale des idées » est le but que s'est fixé *Notre Temps*, en dehors des partis, et pas seulement à gauche, à une dimension française et même européenne.

« Par elle, et par elle seule, renaîtra l'ordre des idées et disparaîtront les équivoques de la politique – qui alors ne sera plus synonyme d'intrigue<sup>654</sup>. »

Luchaire précise non sans fierté qu'il a débuté ce travail depuis la réunion de son groupement l'Effort en 1920.

« Il y a aujourd'hui presque exactement neuf ans un groupe d'adolescents appartenant à plusieurs pays différents s'unissaient pour publier une sorte de manifeste dans lequel ils constataient notamment que [...] le désordre des faits provient du désordre des idées<sup>655</sup> ».

Luchaire entend mener grâce à *Notre Temps* une révision des idées qui doit au premier chef toucher les partis politiques.

« Car ce conformisme qu'Emmanuel Berl reproche à la littérature, nous le reprochons vigoureusement à la politique, et aux partis. A nos yeux d'habitants d'un monde nouveau que les partis n'acceptent pas encore de reconnaître et auquel la politique refuse de s'adapter, tous les partis sont conformistes, sans exception, y compris le parti communiste<sup>656</sup>. »

Luchaire part du principe que la jeunesse française se caractérise par un sentiment de révolte et d'anticonformisme en matière de politique. Il cite l'essai d'Emmanuel Berl<sup>657</sup>, déclare partager la même révolte puis assimile toute la jeunesse à cet état d'esprit.

« [...] tous les jeunes hommes d'aujourd'hui [...] sont, en vertu de leur formation spirituelle, des non acceptants et des accusateurs habités par l'esprit de

---

651 Luchaire, « Du désordre spirituel à l'équivoque politique », « Recherches », *Notre Temps*, n°23, 05/1929, p.31.

652 *Ibid.*

653 *Ibid.*, p.32.

654 *Ibid.*, p.34.

655 *Ibid.*, p.32.

656 Luchaire, « De l'esprit révolutionnaire à la politique d'évolution », « Recherches », *Notre Temps*, n°24, 06/1929, p.102.

657 Emmanuel Berl, *Mort de la pensée bourgeoise*, Grasset, 1929.

révolte<sup>658</sup>. »

De là serait né l'engagement de Luchaire.

« Cet esprit de révolte, je le considère comme la caractéristique dominante de la génération à laquelle j'appartiens, et c'est à la fois pour l'affirmer, pour le justifier et pour en souligner les manifestations politiques que j'ai écrit *"Une génération réaliste"*<sup>659</sup>. »

Luchaire entend mener une révision de la République à travers la remise en cause de ses « formules ».

« Car toutes les traditions et toutes les vieilles formules de la politique républicaine d'avant-guerre sont en opposition criante avec l'esprit révolutionnaire de notre génération. Ceux qui veulent construire une République moderne doivent, avant tout, renier et discréditer ces vieilles formules derrière lesquelles s'abritent efficacement toutes les oligarchies de fait<sup>660</sup>. »

Ce propos s'appuie sur une considération partagée par plusieurs des membres des jeunes équipes selon laquelle la politique pâtirait de l'emploi par les hommes politiques d'un vocabulaire creux, signe d'une pensée stéréotypée. Ainsi Jouvenel fustige les « discours de sous-préfecture » dans lesquels « les mots de Liberté, de Progrès, de Laïcité, ressassés comme des *Ave Maria*, sont vidés de leur substance<sup>661</sup> ». Brossolette quant à lui dénonce le recours aux « mystiques<sup>662</sup> ».

Seulement Luchaire semble avoir une vision plus radicale et lorsqu'il appelle au rejet du « passé » il se distingue nettement de Jouvenel ou de Brossolette.

« Le respect du passé, c'est l'un des plus grands obstacles qui, pour cette œuvre absolument nouvelle, s'opposent à l'édification rationnelle de l'avenir<sup>663</sup>. »

Ce mouvement de table rase ne concerne d'ailleurs pas que la politique. Malheureusement le flou volontaire des formules nous empêche de caractériser précisément le point de vue de Luchaire.

« Il serait déjà considérable de démontrer [...] que la formule fondamentale qui nous a été légué par le XIXe siècle en matière sociale est une formule périmée, fautive, incapable de nous guider aujourd'hui, susceptible seule de nous induire à la plus funeste des erreurs<sup>664</sup>. »

b) « L'évolutionnisme : une combinaison du « spiritualisme et du « réalisme ».

Luchaire présente une doctrine politique qu'il nomme « l'évolutionnisme ».

« Le propre de l'évolutionniste est donc de considérer avec une méfiance systématique toutes les valeurs spirituelles, tous les cadres sociaux que ses aînés lui lèguent; de n'attacher qu'une valeur relative aux solutions qu'il adopte ou qu'il crée

---

658 Luchaire, « De l'esprit révolutionnaire à la politique d'évolution », « Recherches », *Notre Temps*, n°24, 06/1929, p.101.

659 *Ibid.*

660 *Ibid.*, p.103.

661 Luchaire, « Du désordre spirituel à l'équivoque politique », « Recherches », *Notre Temps*, n°23, 05/1929, p.34.

662 Pierre Brossolette, « Notre Temps et le socialisme », *Notre Temps*, 01/06/1930, col.13.

663 Luchaire, « De l'esprit révolutionnaire à la politique d'évolution », « Recherches », *Notre Temps*, n°24, 06/1929, p.103.

664 Luchaire, « Automatismes et libre-arbitre dans la suppression des classes », « Recherches », *Notre Temps*, n°3, 01/01/1930, col.101.

lui-même et de n'accepter – comme valeur absolue – que le mouvement par lequel s'effectuent les étapes successives de ce qu'on appelle le progrès<sup>665</sup>. »

Cette réflexion est décrite comme s'appuyant sur les principes de la science expérimentale et des religions, à savoir la « recherche de la perfection », ainsi « le réaliste et le spiritualiste » y trouveraient « également leur compte<sup>666</sup> ». Rappelant la définition du « réalisme » publiée dans les premiers numéros de *Notre Temps*, il répond aux critiques de Daniel-Rops et reconnaît que c'est « un moyen », « une méthode » et qu'il ne doit pas être « une fin en soi<sup>667</sup> ». L'évolutionnisme repose sur deux principes, une « révision complète des valeurs et des cadres sociaux » et la plasticité des nouvelles valeurs. L'identité des « évolutionnistes » est d'abord définie par leur opposition aux « conservateurs » et aux « révolutionnaires ».

« [...] les évolutionnistes sont imprégnés du sens du relatif, tandis que les conservateurs et les révolutionnaires sont imprégnés du sens du définitif, les premiers considérant comme définitive la forme actuelle de la société, les autres considérant comme définitive leur conception de la société future<sup>668</sup>. »

Entre les « conservateurs » qui pensent que seul le capitalisme est à même de gérer le monde et les « révolutionnaires » qui ne font confiance qu'au marxisme, Luchaire opte pour une troisième voie.

« A nos yeux – et je crois pouvoir écrire : aux yeux de ma génération entière – cette thèse est fautive. Elle s'oppose aux constatations du réalisme. Elle s'oppose à l'exigence du spiritualisme. L'évolutionnisme seul nous satisfait<sup>669</sup>. »

Or Luchaire ne développe pas son propos « idéaliste » qu'il se contente de répéter tel un argument de vente. Le recours au vocable d'« évolutionnisme » n'ajoute finalement au « réalisme » que l'idée d'une révision des valeurs à entreprendre par chaque génération. D'après Luchaire, seuls les « évolutionnistes » auraient une lecture raisonnée de la politique. Et apparaît ici, une fois encore, un principe de réflexion selon lequel l'idée doit s'assujettir au fait ou au résultat.

« [...] ce sont les évolutionnistes qui peuvent faire cadrer le plus étroitement leur doctrine avec leur action<sup>670</sup>. »

## 1. Le rôle du Parti radical.

La révision générale serait encore plus importante pour le Parti radical car Luchaire le situe à une place stratégique entre les deux systèmes « conservateur », c'est-à-dire capitaliste, et « révolutionnaire », c'est-à-dire communiste.

« [...] le radicalisme a besoin de définir sa doctrine par rapport à elle-même et par rapport à l'ensemble des besoins spirituels et matériels du pays. »

Il rappelle que ce travail a commencé lors du Congrès de Wagram, qu'il n'a été que faiblement poursuivi à Angers, et que depuis « il semble [...] s'être complètement égaré ». Selon lui, le Parti radical aurait besoin d'un « rajeunissement

---

665 Luchaire, « La politique d'évolution », « Recherches », *Notre Temps*, n°25, 07/1929, p.183.

666 *Ibid.*

667 *Ibid.*, p.184.

668 *Ibid.*, p.185.

669 *Ibid.*, p.187.

670 *Ibid.*, p.185.

de sa doctrine, dans une définition de son programme, dans un rétablissement intellectuel ». Il cite Bertrand de Jouvenel écrivant qu'il faudrait au Parti radical « approfondir et éclairer » sa doctrine par un travail de recherches intellectuelles. Luchaire porte sur la rue de Valois un jugement très sévère.

« D'où vient qu'aujourd'hui, en dépit d'efforts méritoires, il demeure discrédité? D'où vient qu'il symbolise aisément ce qu'il y a d'équivoque et de malsain dans la politique ? D'où vient qu'il fait figure de survivance du passé<sup>671</sup> ? »

Il désigne les tares du Parti et regrette que celui-ci ne corresponde pas à ses propres attentes.

« [...] le parti radical perd du terrain parce qu'il n'arrive pas – absence de chefs, manque de courage, lâcheté intellectuelle résultant d'un abus des ressources du pouvoir – à prendre publiquement figure de grand parti d'évolution<sup>672</sup>. »

De l'avis de Luchaire, le Parti radical est contraint d'évoluer au risque sinon d'être effrité par ses adversaires puis supplanté par un nouveau parti créé par les évolutionnistes impatients.

« Ici, d'où sont parties les diverses tentatives par lesquelles le radicalisme a reçu depuis deux ans les impulsions rénovatrices les plus incontestables, ici nous souhaitons le redressement du parti radical. La vivacité de nos critiques, la brutalité de nos analyses n'ont qu'un objet : amener le parti radical à voir clair en lui-même, [...] à accomplir l'effort nécessaire pour se mettre en mesure de servir la politique évolutionniste [...] et de reprendre sa marche ascendante<sup>673</sup>. »

Lorsque Luchaire décrit ce qu'est le « devoir d'un radical résolu à galvaniser son parti », la distinction en ce qui concerne son héritage n'est pas aisée à discerner.

« C'est d'amener le parti radical à briser avec son propre passé – non à renier ce passé, mais à le déclarer catégoriquement inactuel<sup>674</sup>. »

Luchaire justifie l'emploi d'un ton qui frôle parfois « l'outrance » en allant jusqu'à se faire le défenseur d'un Parti radical supposé en danger de mort.

« Car les résistances doivent être brisées coûte que coûte : il y va de l'existence du radicalisme<sup>675</sup>. »

Luchaire invite les jeunes radicaux, qualifiés de « révolutionnaires », à une « révision totale des valeurs politiques jusqu'ici admises par les républicains ». Il indique les étapes de la révision de la doctrine radicale, une démarche qui reste néanmoins très floue. Outre le programme politique qui doit être détaillé avec des projets d'envergure, Luchaire appelle à la définition des « fondements philosophiques » et des « éléments intellectuels<sup>676</sup> » de cette doctrine. Luchaire porte un égal jugement sur toutes les formations politiques.

« [...] les aînés sont contraints de s'avouer impuissants et viennent enfin de reconnaître que la réorganisation de la politique doit être précédée d'une

---

671 Luchaire, « Les évolutionnistes en politique », « Recherches », *Notre Temps*, n°26, 08/1929, p.260.

672 *Ibid.*

673 *Ibid.*

674 *Ibid.*

675 *Ibid.*, p.261.

676 *Ibid.*

réorganisation des idées générales<sup>677</sup>. »

Ce travail doit évidemment être mené par la jeunesse et Luchaire en distingue les signes dans plusieurs formations politiques. Il cite ainsi « M. Henri de Kerillis qui tente de rajeunir les formations conservatrices », « au centre, les jeunes de l'Alliance démocratique », « à l'extrême gauche, toute une jeunesse socialiste » et enfin « à gauche », Pierre Cot, Jean Montigny et Bertrand de Jouvenel parmi « les porte-parole de la phalange "jeune-radical"<sup>678</sup> ». Quant à Jacques Kayser et André Sauger, il semblerait que le respect des idéaux du radicalisme les écarte naturellement du mouvement « évolutionniste » car ils ne sont pas cités par Luchaire.

## 2. Qui sont les évolutionnistes ?

En août 1929, Luchaire distingue les représentants de « l'évolutionnisme » dans le paysage politique français. Sans surprise, le Parti radical est le premier d'entre eux. Non que celui-ci suive effectivement ses idées mais il reste le parti avec lequel Luchaire entretient des relations étroites.

« Le parti radical-socialiste est le type aujourd'hui le plus parfait de parti évolutionniste. »

Les autres pourraient ensemble former une majorité de concentration très élargie, à condition que se réduisent à des points de détails les oppositions formelles entre chaque composante de cette combinaison.

« Le Parti républicain-socialiste, les indépendants de gauche, l'aile droite du parti socialiste SFIO, l'aile gauche des modérés du centre, le Parti démocrate populaire sont aussi des éléments ressortissant à l'idée d'évolution<sup>679</sup>. »

Selon Luchaire, c'est même cette nature « évolutionniste » qui l'aurait décidé à participer à la tentative de réforme menée par les « Jeunes Turcs ».

« C'est pourquoi, indépendamment d'autres raisons que j'ai énumérées ailleurs (1)<sup>680</sup>, il a attiré à lui, dans ses rangs ou dans son entourage, toute une élite de la jeune génération, évolutionniste par essence<sup>681</sup>. »

## 3. Les modalités d'action pour la révision générale des idées. Dans et hors les partis.

Mais les modalités de l'engagement politique restent à déterminer, comme le reconnaît Luchaire.

« Le passage de la révolution spirituelle à la révolution tout court est, de tous les problèmes qui se posent devant les nouvelles générations, le plus difficile à résoudre<sup>682</sup>. »

Au sein même du Parti radical et du mouvement « Jeunes Turcs », qui serait

---

677 Luchaire, « Du désordre spirituel à l'équivoque politique », « Recherches », *Notre Temps*, n°23, 05/1929, p.33.

678 *Ibid.*

679 Luchaire, « Les évolutionnistes en politique », « Recherches », *Notre Temps*, n°26, 08/1929, p.259.

680 Luchaire fait référence au chapitre V d'*Une Génération réaliste*. Dans celui-ci, il justifie pourtant ce choix d'après un raisonnement tactique, le Parti radical, vieilli, usé, apparaissait comme le seul parti pouvant être noyauté.

681 Luchaire, « Les évolutionnistes en politique », « Recherches », *Notre Temps*, n°26, 08/1929, p.259.

682 Luchaire, « De l'esprit révolutionnaire à la politique d'évolution », « Recherches », *Notre Temps*, n°24, 06/1929, p.103.



le laboratoire le plus avancé de « l'évolutionnisme », les divergences de tactiques sont nombreuses. Luchaire perçoit certains éléments « trop dociles » parmi les jeunes radicaux tandis que d'autres sont toujours autant « révolutionnaires ». Mais loin de conclure à des divergences de vues, il ne voit ici qu'un « malentendu<sup>683</sup> ». Sur le plan de la tactique, Luchaire ne donne pas de consignes strictes même s'il rejette personnellement les partis. Le travail de révision des doctrines doit se faire à la fois à l'intérieur des partis par les militants de chacun des mouvements qualifiés d'« évolutionnistes » et également en dehors par les publicistes et les intellectuels. Autrement dit, Luchaire continue d'accompagner et de commenter les efforts des jeunes radicaux, tout en essayant de se rapprocher des jeunes animateurs des autres partis. Mais la clé du problème réside dans la conciliation d'impératifs contradictoires, à savoir rénover une doctrine tout en affirmant son affiliation à un parti et par-là à sa doctrine. A la question de quitter les partis, Luchaire oppose le « sens des responsabilités » qui caractériserait les « nouvelles générations ». Il recommande de ne pas « désertier les formations politiques » et de ne pas « abandonner [un] esprit révolutionnaire<sup>684</sup> ». Il paraît pourtant bien difficile de conjuguer les deux en même temps.

c) « L'ère scientifique ».

En novembre 1929, Luchaire livre à ses lecteurs un nouvel essai retraçant une évolution générale de la société française. Comme il l'a fait pour expliquer l'adhésion des « nouvelles générations » à un « patriotisme » européen, adhésion qui serait due avant tout à un sens de l'histoire<sup>685</sup>, Luchaire décrit ici le destin de la bourgeoisie selon une évolution historique inéluctable.

D'après lui, la bourgeoisie a conservé jusque-là son statut prééminent dans la société en réussissant à transmettre trois facteurs essentiels que sont la richesse, la morale et les traditions. Or, Luchaire distingue dans son époque la « mort de la richesse bourgeoise<sup>686</sup> ». Comme la Révolution Française aurait vu la chute de la noblesse et de sa « structure morale », l'époque serait marquée par le déclin de la bourgeoisie et de ses valeurs. Et à la base de cette évolution résiderait un fait « essentiellement moderne : la puissance de la technique<sup>687</sup> ». L'avènement de la « technique » découle d'un jugement déjà ancien conférant à l'économie la primauté dans les affaires publiques. C'est également la prise en compte des progrès scientifiques, notamment en termes d'organisation de la production, qui détermine chez lui un point de vue « technicien ». Aussi la science entre-t-elle comme principe devant participer à la gestion de la chose publique.

« Ce qu'il y a de nouveau, de révolutionnaire, de déterminant dans le moment historique qui est le nôtre, c'est que la science ayant pris le pas sur la richesse, crée

---

683 *Ibid.*

684 *Ibid.*, p.102.

685 Luchaire, Roche, « Europe, ô ma Patrie », *Notre Temps*, n°8, 02/1928, p.3. Il y est décrit un degré d'association croissant des communautés humaines ; de la famille jusqu'au continent, chacune des étapes correspondant peu ou prou aux grandes périodes de l'Histoire. Celui-ci s'accompagnerait alors d'un sentiment d'appartenance s'élargissant dans un mouvement analogue.

686 Luchaire, « Mort de la richesse bourgeoise », « Recherches », *Notre Temps*, n°28, 10/1929, p.112-115.

687 Luchaire, « L'héritage agonisant », « Recherches », *Notre Temps*, n°29, 11/1929, p.165.

devant nous un principe inédit de puissance sociale, principe qui est intransmissible de père en fils<sup>688</sup>. »

Luchaire décrit alors la naissance d'une nouvelle « ère ».

« ...l'ère scientifique du XX<sup>ème</sup> siècle donne le pas à la technique sur toutes les autres formes de pouvoir social<sup>689</sup> [...]. »

Cette domination de la technique aurait pour corollaire l'émergence de nouvelles valeurs de références.

« Le nouveau principe de l'ère scientifique : la technique, sera lui aussi père de morales et de psychologies nouvelles<sup>690</sup>. »

En effet Luchaire veut voir dans la technique le principe d'une nouvelle organisation sociale. Comme l'indique le titre de l'article, « L'héritage agonisant », le principe clé du pouvoir ne serait plus transmissible d'une génération à l'autre comme l'était l'argent jusqu'à lors. Luchaire conclut à un accroissement de la mobilité sociale et à un abandon légitime de la théorie de la lutte des classes.

« [...] la technique, pouvoir social désormais prépondérant, est un irrésistible agent de destruction des classifications sociales d'hier<sup>691</sup>. »

Les capacités que lui confèrent sa formation tendraient à rendre le « technicien » indispensable au processus de production et par-là, supérieur à « l'héritier ». Aussi trouverait-il naturellement une place importante dans la société.

« [...] le privilège de l'Argent ne sera plus jamais en mesure d'étayer la naissance et la durée d'une classe capitaliste proprement dite – pas plus qu'il n'a pu assurer l'existence durable de la classe bourgeoise moribonde<sup>692</sup>. »

Dans l'esprit de Luchaire, le principe émergent de la technique pourrait assurer une organisation sociale, sinon idéale, du moins rationnelle.

« Sur les ruines de la bourgeoisie, du prolétariat au capitalisme, la technique souveraine commence à abolir et abolira complètement des barrières que la science ne connaît pas<sup>693</sup>. »

## 1. L'Etat technique.

Luchaire prévoit la naissance d'une « société nouvelle issue de la technique ». Il s'interroge sur les moyens de l'organiser afin de « vaincre les résistances de l'argent » et de créer les conditions pour que « la technique puisse gouverner la société non comme un monarque absolu, mais comme un monarque constitutionnel<sup>694</sup> ». Les références historiques de Luchaire étant très rares, il est intéressant de noter qu'il envisage alors une évolution des mentalités telle qu'en a connue la France « après la Révolution Française et l'action des philosophes du XVIII<sup>e</sup> ».

« Il s'agit pour nous, aujourd'hui, d'accomplir un acte analogue de libre-arbitre

---

688 *Ibid.*

689 Luchaire, « Fin de la lutte des classes », « Recherches », *Notre Temps*, n°1, 01/12/1929, col.19.

690 Luchaire, « L'héritage agonisant », « Recherches », *Notre Temps*, n°29, 11/1929, p.166.

691 Luchaire, « Fin de la lutte des classes », « Recherches », *Notre Temps*, n°1, 01/12/1929, col.20.

692 Luchaire, « Privilèges politiques de classe », « Recherches », *Notre Temps*, n°5, 01/02/1930, col.183.

693 Luchaire, « Fin de la lutte des classes », « Recherches », *Notre Temps*, n°1, 01/12/1929, col.20.

694 Luchaire, « Automatismes et libre-arbitre dans la suppression des classes », « Recherches », *Notre Temps*, n°3, 01/01/1930, col.103.

et d'ouvrir la voie à l'ère technicienne en jetant bas les remparts encore existants de la société bourgeoise<sup>695</sup>. »

Luchaire décrit les obstacles à l'avènement de la « technique » comme le fait d'une classe détentrice de « l'Argent », jalouse de son pouvoir, « imperméable » et à même d'empiéter sur la souveraineté de l'Etat. Les Etats démocratiques occidentaux consacrent la supériorité du système politique sur l'économique. Selon Luchaire, ceci relève de la théorie et n'est plus conforme à la réalité. L'économique, devenu pouvoir de fait, serait désormais supérieur au politique. Dans ce système subsisterait alors le danger de voir l'Etat asservi par l'économique, aussi faut-il selon lui donner à l'Etat les capacités de se placer au-dessus de cette menace.

« Il s'agit de faire de l'Etat politique – lequel, tant qu'il demeurera politique, sera impuissant et brimé – un organisme centralisateur des techniques et un arbitre indépendant<sup>696</sup>. »

Dans une société toujours constituée de classes, mais entre lesquelles la mobilité sociale assurerait une certaine harmonie entre ses éléments, les nouveaux détenteurs du pouvoir seraient les techniciens.

« Le problème politique de demain, c'est donc la défense de l'Etat contre les excès de pouvoir possibles de la part des techniciens qui auront asservi le capital à des règles objectives d'utilité générale et qui pourraient être tentés d'oublier cette utilité<sup>697</sup>. »

Deux principes devraient être conservés ; le maintien des droits de l'individu afin de protéger les ouvriers d'une exploitation inique et la sauvegarde du principe de l'intérêt personnel, qualifié de « facteur essentiel d'activité créatrice<sup>698</sup> ». Luchaire décrit « un double système à établir » avec une « organisation du contrôle de l'Etat sur les grandes corporations économiques » et une « organisation du contrôle ouvrier dans chaque entreprise<sup>699</sup> ». Le schéma imaginé comporte trois principes essentiels. L'Etat conserve sa fonction d'« expression du corps électoral » mais le politique voit son domaine d'application restreint.

« Indépendance du Politique vis-à-vis de l'Economique et limitation du Politique aux questions politiques<sup>700</sup> [...]. »

L'Etat doit ensuite encadrer le secteur économique grâce à une chambre des intérêts économiques permettant « l'intégration du syndicalisme dans l'Etat ». Luchaire la nomme « Chambre des techniciens ». Enfin l'Etat doit garantir les droits des moins qualifiés par l'instauration d'un droit de regard des ouvriers dans la gestion des entreprises.

« Nous attachons une extrême importance à cette troisième proposition. [...] La direction de la Société par la science est une chose aussi juste que nécessaire; mais cette direction ne doit pas dégénérer en oppression<sup>701</sup>. »

---

695 Luchaire, « Aider au succès de la technique », « Recherches », *Notre Temps*, n°4, 15/01/1930, col.145.

696 Luchaire, « Privilèges politiques de classe », « Recherches », *Notre Temps*, n°5, 01/02/1930, col.186.

697 Luchaire, « La politique face au technique », « Recherches », *Notre Temps*, n°6, 15/02/1930, col.224.

698 *Ibid.*

699 *Ibid.*, col.225.

700 Luchaire, « Justification du contrôle ouvrier », « Recherches », *Notre Temps*, n°7, 01/03/1930, col.263.

701 *Ibid.*

## 2. L'exemple italien à l'époque de l'avènement du fascisme.

En guise d'illustration de son système, Luchaire cite l'expérience des conseils de fabrique qui, selon lui, « de 1920 à 1924, faillirent bousculer toute la structure de l'Etat italien<sup>702</sup> ». Il prévient que cela ne doit pas être pris pour l'instrument d'une « complète transformation sociale » qui reste « une affaire chimérique ». Mais cela pourrait assurer « une loyale et complète collaboration entre le travail, l'intelligence et le capital ».

« ... l'institution des Conseils de fabrique ou d'entreprise, si elle s'accompagne d'une réforme syndicale de l'Etat et si elle se borne à la mise en œuvre d'un contrôle direct du salarié sur l'établissement auquel il appartient, sert de contrepoids à la rigidité d'un système social scientifique et laisse en même temps les assemblées techniques et politiques de l'Etat libres d'assurer l'équilibre de l'économie nationale<sup>703</sup>. »

En arrivant bientôt au terme de son étude, Luchaire rappelle les buts de sa « Recherche ». Il s'agissait non de « tracer un programme politique proprement dit ni d'esquisser le plan de l'Etat technique » mais seulement de se « débarrasser de certaines idées périmées – surtout de la notion de la lutte des classes – ». Il voulait également démontrer que se pose ici un « problème d'organisation scientifique et non [de] choix politique », enfin il s'agissait de « déterminer les principes généraux selon lesquels une "coopérative d'intelligences" pourrait [...] énumérer les réformes médiate et immédiates<sup>704</sup> ». Dans cet article d'avril 1930 Luchaire affirme à plusieurs reprises son dédain pour la politique, il lui préfère une interprétation en termes techniques plutôt que partisans.

« Car [...] le régime de démocratie politique instauré à la suite de la Révolution française n'a pas été autre chose qu'un régime d'oligarchie financière déguisée, où la souveraineté apparente du peuple s'effaçait devant la souveraineté réelle des possesseurs d'argent<sup>705</sup>. »

A l'avenir, la structure de l'Etat semble devoir supporter de profonds changements.

« Demain, dans une société où primera la puissance de la Technique, les lois devront défendre la culture, et la direction de l'Etat devra appartenir aux délégués désignés par les techniciens d'après un critérium de compétence<sup>706</sup>. »

Cependant, l'heure n'est pas encore à ses changements, et Luchaire prévoit une période intermédiaire. Il faut selon lui « entrevoir [...] les rouages de l'Etat mi-technique mi-politique qui, pendant une durée imprévisible, permettra à la société nouvelle de passer sans secousses catastrophiques de la vieille formule démocratique-politique à la formule démocratique-culturelle<sup>707</sup> ». Ces changements

---

702 Luchaire, « L'expérience italienne des Conseils de fabrique », « Recherches », *Notre Temps*, n°8, 15/03/1930, col.301.

703 *Ibid.*, col.305.

704 Luchaire, « Vers l'Etat technique », « Recherches », *Notre Temps*, deuxième série, n°9, 01/04/1930, col. 343.

705 *Ibid.*, col.344.

706 *Ibid.*

707 *Ibid.*

que vivrait la société et qui doivent s'inscrire dans le droit public sont ainsi décrits par Luchaire.

« La primauté du politique sur l'économique n'existe plus. L'ère de l'économie libérale disparaît pour faire place à une ère d'économie dirigée. [...] Le régime de démocratie politique, fondé sur la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, ne parvient plus à satisfaire les nécessités d'une époque qui tend vers une démocratie culturelle où serait indispensable une Déclaration des droits et des devoirs des groupes de production<sup>708</sup>. »

C'est également les régimes étrangers qui peuvent et qui doivent servir d'exemples.

« La période de transition entre l'économie libérale et l'économie collective n'est pas achevée. Les plus vastes expériences sont en cours : expérience de collectivisme étatique en Russie, expérience de collectivisme capitaliste en Amérique. Ni l'une ni l'autre ne sont encore capables de nous apporter un enseignement décisif<sup>709</sup>. »

Luchaire pense que la société n'est pas encore prête à des évolutions qui pourraient paraître trop rapides, aussi la gratuité de l'enseignement, une révision du code civil ainsi que l'institution de la collaboration entre les ouvriers et leurs entreprises lui paraissent autant d'étapes avant une évolution des mentalités. Le système que préconise Luchaire serait à même de concilier rien moins que capitalisme et communisme.

« On a coutume de poser le dilemme : libéralisme ou étatismisme, capitalisme ou syndicalisme ? Nous refusons d'y répondre car les faits dominant ici les préférences humaines et nous apporteront eux-mêmes la solution<sup>710</sup>. »

Le « fait », élément suprême, est toujours souverain dans l'esprit de Luchaire. Cette constante dans la réflexion s'accompagne de la volonté d'envisager les éléments d'un tout non en opposition mais en association.

« Rien ne nous prouve au surplus, que le capitalisme et le syndicalisme sont deux entités inconciliables. [...] On va vers une interpénétration et non vers une lutte<sup>711</sup>. »

Le mois suivant, dans le dernier article de ses « Recherches », Luchaire répond à Sammy Béracha<sup>712</sup>, économiste et auteur chez Valois d'une « *Introduction au marxisme réaliste* ». Luchaire répète cet espoir de voir s'unir toutes les composantes du pouvoir économique.

« L'association des forces économiques, consentie par chacune d'elle, supprimera la liberté économique. La vieille polémique, à laquelle tant d'esprits "rénovateurs" croient encore, entre le "libéralisme" et l'"étatismisme" se conclura par une synthèse et non par un coup de force<sup>713</sup>. »

---

708 Luchaire, « Un régime de transition », « Recherches », *Notre Temps*, n°10, 15/04/1930, col.381.

709 *Ibid.*

710 *Ibid.*, col.383.

711 *Ibid.*, col.384.

712 Béracha voit en Luchaire, Valois et Jouvenel des « marxistes ». Il entrevoit la « révolution » comme « l'œuvre des techniciens appartenant, en dehors de toute notion de classe, à une génération réaliste ».

713 Luchaire, Sammy Béracha, « Marxisme réaliste ou anti-marxisme ? », *Notre Temps*, n°11, 01/05/1930, col.430.

### 3. « La démocratie culturelle ».

La pacification des relations sociales serait l'œuvre d'une « démocratie culturelle » que Luchaire appelle de ses vœux.

« L'organisation de la démocratie culturelle sera l'œuvre fondamentale des années qui viennent. C'est à elle – et à sa condition préalable, l'organisation de la paix – que les jeunes hommes de notre temps doivent se dévouer<sup>714</sup>. »

Le préambule est la mise en place d'une instruction secondaire gratuite.

« Pour ceux qui, comme nous, entendent édifier sur la démocratie politique non point une démocratie économique (formule à nos yeux inexacte), mais une démocratie culturelle qui donnera automatiquement naissance, dans ce qu'elle a de possible, à la démocratie économique, le problème fondamental consiste précisément à rendre la culture accessible à tous ceux qui en sont intellectuellement dignes<sup>715</sup>. »

Luchaire veut s'élever contre la tendance supposée de la bourgeoisie capitaliste à ne distribuer la culture qu'à certains éléments qu'elle entend utiliser à son profit, ce qu'il appelle un « néo-malthusianisme culturel<sup>716</sup> ».

« [...] la culture doit être accessible à tous ceux qui en sont intellectuellement dignes<sup>717</sup>. »

Luchaire exprime une importante modération quant à l'ouverture à offrir aux classes les plus modestes. Il indique alors les limites des transformations sociales envisagées et définit une société élitiste et hiérarchisée que viendrait couronner la paix sociale.

« [...] la gratuité scolaire, de même que le plus élémentaire sens de l'utilité sociale, exige une limitation à la fois stricte et variable du nombre d'adolescents à suivre les cours. L'Etat ne saurait être financièrement en mesure d'ouvrir ces cours à tous les candidats; la société périrait si elle finissait par inclure un trop grand nombre d'intellectuels ou de techniciens supérieurs<sup>718</sup>. »

Ce n'est pas seulement les limites budgétaires qui commandent une limitation de la mobilité sociale mais bien la nature même de la société qui est en jeu. Aussi doit-elle rester hiérarchisée. Dans sa projection, Luchaire ne prévoit ni la survivance d'une « bourgeoisie conservatrice », ni la pérennité du concept de lutte des classes. Il aspire à une certaine paix sociale grâce à l'organisation du système autant qu'à une dévalorisation des luttes partisans. Luchaire critique certains « rénovateurs » qui parlent de « jeune droite » et de « jeune gauche<sup>719</sup> » conservant l'idée d'un affrontement entre elles deux. Pour lui ce constat n'est pas adapté à la réalité car les Français s'achemineraient « vers une ère d'unité sociale ». Dans ce contexte, il s'agirait « non de se battre, mais d'organiser<sup>720</sup> ». Le schéma de Luchaire prévoyant

---

714 Luchaire, « Pour une culture sociale », « Recherches », *Notre Temps*, n°2, 15/12/1929, col.62.

715 *Ibid.*, col.59.

716 Luchaire, « Privilèges politiques de classe », « Recherches », *Notre Temps*, n°5, 01/02/1930, col.183.

717 *Ibid.*

718 Luchaire, « Pour une culture sociale », « Recherches », *Notre Temps*, n°2, 15/12/1929, col.61.

719 *Ibid.*, col.59.

720 *Ibid.*, col.60.

la mobilité sociale en fonction du mérite de chacun serait la garantie de la paix sociale.

« Nous voyons la société déjà en voie d'unification automatique, grâce au remplacement d'un capitalisme héréditaire par un capitalisme de technicien dans lequel pourront figurer des enfants du prolétariat<sup>721</sup>. »

Dans une lettre qu'il aurait adressée à Luchaire, Gaston Riou félicite Luchaire pour son article « Fin de la lutte des classes » et lui demande de tirer de son étude un ouvrage complet en détaillant sa doctrine, livre « qui deviendrait la bible républicaine<sup>722</sup> ». Comme toujours en matière de réflexion théorique de Luchaire, on s'interroge sur son degré d'adhésion à la République. En effet sa réflexion se caractérise par l'absence de mobilisation de valeurs de références. Cela correspond à son interprétation du « réalisme » qui commande de trouver des solutions plutôt que de s'en tenir à l'évocation d'idées. Une remarque de Louis Martin-Chauffier sur un autre sujet pourrait selon nous s'appliquer au « cas » Luchaire.

« Il me semble que l'observateur, s'il veut conserver clair son regard, doit avoir des idées plutôt que des opinions, et que, passionnément intéressé par l'actuel, il doit, autant que faire se peut, demeurer, lui, inactuel, c'est-à-dire ne point se mêler – non par dédain mais par précaution – au mouvement qu'il examine<sup>723</sup>. »

En effet Luchaire se plaît à envisager un système politique à même d'apporter des réponses au sujet de l'autorité de l'Etat, de la mainmise des « trusts » ou de la politique de prospérité. Mais ces questions ne sont jamais évoquées que dans leurs grandes lignes et nous sommes tentés de rejoindre le point de vue de Louis Martin-Chauffier et d'y voir des prises de position mais non des idées. Ainsi, en matière de réforme de l'Etat, Luchaire partage les vues des « réalistes » sur la représentation des travailleurs dans les entreprises, non eu égard à une conscience des problèmes sociaux mais selon un argument d'efficacité.

« [...] je tiens pour certain que la révolte des jeunes intellectuels contre l'ordre social d'aujourd'hui a une origine essentiellement rationnelle<sup>724</sup>. »

En septembre 1929, il évoque des « entretiens » entre Henri de Man, Georges Valois, Paul Desjardins et Gertrud Hermes portant sur leurs découvertes des injustices sociales<sup>725</sup>. Luchaire témoigne de sa propre expérience et d'un jugement qui ne peut se fonder sur une « pitié sentimentale peu réaliste ».

« La révolte "anti-bourgeoise" [...] des jeunes intellectuels [...] est née lorsque nous avons constaté que l'organisation sociale actuelle correspondait à une époque passée, à des conditions de production et de consommation qui ne sont plus celles d'aujourd'hui<sup>726</sup>. »

---

721 Luchaire, « Automatismes et libre-arbitre dans la suppression des classes », « Recherches », *Notre Temps*, n°3, 01/01/1930, col.102.

722 *Ibid.*, col.101.

723 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°23, 05/1929, p.37. Voir *supra* notre analyse de la participation de Louis Martin-Chauffier.

724 Luchaire, « L'évolution sociale », « Recherches », *Notre Temps*, n°27, 09/1929, p.38.

725 A l'été 1929, Valois est invité aux Décades de Pontigny. Allen Douglas, *From fascism...op.cit.* p.201.

Luchaire, qui insiste avec fierté sur la haute qualité des débats et de l'assistance, a pu être invité par Valois lui-même ou bien par les frères Berge qui y participent déjà depuis les années vingt.

726 Luchaire, « L'évolution sociale », « Recherches », *Notre Temps*, n°27, 09/1929, p.38.

Nous l'avons dit plus haut, les événements sont toujours montrés comme inéluctables. Qu'ils interviennent en politique intérieure ou internationale, ils ne laissent jamais la place à la moindre alternative valable dans l'esprit de Luchaire. En la matière, nous n'avons que l'embarras du choix dans les citations possibles.

« [...] tels sont les divers aspects d'un même phénomène qui se développe d'une façon automatique, sans que nous puissions faire autre chose qu'entraver ou accélérer sa marche<sup>727</sup>. »

Le propos est en outre d'amener à une solution fédérant le plus largement possible. La conclusion de son étude est d'ailleurs représentative de cette préoccupation récurrente.

« C'est d'indiquer un processus d'organisation vers l'unité, vers le progrès, vers la coordination des éléments sociaux sans opérer aucune scission, sans créer des germes de lutte, sans donner naissance à des factions nouvelles<sup>728</sup>. »

Luchaire ne préconise jamais l'emploi de la violence et affirme régulièrement vouloir conserver intacte l'idée de liberté.

« Mais si au contraire on entend par cette formule la suppression violente de la liberté économique [...] et son remplacement par une sorte d'étatisme à structure syndicale, notre attitude est différente. Car nous repoussons tout ce qui, prenant l'allure d'une contrainte imposée, peut entraver ou faire dévier l'évolution libre des esprits et des réalités matérielles<sup>729</sup>. »

Est-ce là une affirmation suffisante de l'impératif de liberté ? Adaptée à la réflexion de Luchaire, la question paraît mal posée. Il n'est selon lui pas de principes intangibles hormis peut-être la recherche de la prospérité économique et de sa condition, la paix continentale. La phrase consacre certes les libertés économiques et de pensée mais la mise sur un pied d'égalité de « l'esprit » et des « réalités » invite à s'interroger sur la protection de l'individu face à la puissance de ces « réalités ».

## B. Le discours scientifique dans *Notre Temps*.

### a) La science au secours de la politique.

En 1928 et 1929, *Notre Temps* donne à lire une série d'articles à propos de l'application de la science à l'exercice du pouvoir. Claude Bussard débute cette série en juin 1928. Dans son article intitulé « Anticipations », il récuse l'idée de lutte des classes au motif que la société est constituée d'une multitude de couches qui empêcherait une telle conception des rapports sociaux. De là il apporte à la revue son opinion sur l'organisation politique et sociale<sup>730</sup>.

« Que le prolétariat n'exerce jamais nulle part sa fameuse dictature, cela est bien évident, mais qu'aucune minorité ne remplace d'ici un moment les représentants

---

727 Luchaire, « Aider au succès de la technique », « Recherches », *Notre Temps*, n°4, 15/01/1930, col.145.

728 Luchaire, « Un régime de transition », « Recherches », *Notre Temps*, n°10, 15/04/1930, col.384.

729 Luchaire, Sammy Béracha, « Marxisme réaliste ou anti-marxisme ? », *Notre Temps*, n°11, 01/05/1930, col.430.

730 Claude Bussard, « Anticipations », *Notre Temps*, n°12, 06/1928, p.70-72.



falots de l'opinion publique : voire<sup>731</sup> ! »

A la politique classique qui se distingue selon lui par son inconsistance, il oppose l'idée d'un gouvernement scientifique.

« Le gouvernement des savants ne nuira vraisemblablement à personne, les rhétoriciens mis à part. Leur autorité, estimée de tous, vaudra bien celle des financiers actuels<sup>732</sup>. »

Il rejoint ici les idées propres à la revue qui souvent assimile la politique, notamment parlementaire, à des bavardages et qui dénonce le pouvoir des banques sur l'Etat. Le principe d'un Etat scientifique, de par sa nature objective, permettrait une plus grande harmonie au sein de la société.

« On se meurt, dans nos sociétés contemporaines, de ne savoir plus à qui témoigner sa confiance et de ne plus posséder d'idée, admise de tous, qui soulève les individus, les transporte sur un autre plan que celui de l'intérêt de tous les jours limités à sa propre personne<sup>733</sup>. »

En juillet 1928, Roche et Luchaire évoquent l'accélération des progrès scientifiques à l'occasion de la sixième traversée aérienne de l'Atlantique. Leur article, tout en dénonçant d'abord le caractère faussement révolutionnaire du communisme, s'attache à démontrer le caractère scientifique de ce qu'ils qualifient de révolution.

« Or, nous vivons en pleine révolution – une révolution qui s'accomplit devant nos yeux, devant nos oreilles – une révolution qui est déclenchée par des hommes – des hommes qui, absorbés par leurs laboratoires – livrent leurs découvertes au monde, sans évaluer les répercussions immenses que ces découvertes vont avoir<sup>734</sup>. »

Et le mérite dans l'évolution de la société reviendrait davantage aux scientifiques qu'aux hommes politiques quels qu'ils soient.

« Il n'y a plus d'autres révolutionnaires que les savants. Lénine n'aura pas bouleversé l'univers comme l'ont bouleversé Marconi, Edison, Wilbur Wright et mille autres chercheurs paisibles<sup>735</sup>. »

En novembre 1928, à l'occasion de la première réorganisation de la revue, la réflexion reprend sur l'apport de la science dans le gouvernement de la France avec la création d'une nouvelle rubrique intitulée « Science et Action ». Placée aux côtés des chroniques politiques et économiques et non avec celles artistiques et littéraires, elle est rédigée à tour de rôle par Christian Pineau et Claude Bussard et se poursuit jusqu'en août 1929, date du départ définitif de Christian Pineau<sup>736</sup>. Dans cette chronique, la politique traditionnelle est sévèrement dénoncée par Pineau. Il partage un certain nombre d'idées avec le discours « réaliste » à commencer par la prédominance des faits dans l'examen politique.

---

731 *Ibid.*, p.71.

732 *Ibid.*, p.73.

733 *Ibid.*

734 Luchaire, Roche, « Révolution scientifique », *Notre Temps*, n°13, 07/1928, p.2.

735 *Ibid.*

736 Sur Christian Pineau, lire Alya Aglan in François Marcot, *Dictionnaire historique de la Résistance : Résistance intérieure et France libre*, Paris, Le Grand livre du mois, 2006, p.502-503.

« Les peuples se soumettent plus volontiers à la domination des idées qu'à celle des faits, mais celle-ci malgré leur richesse [...] sont un jour mises au rebus. C'est que les idées ne sont que la résultante de conditions économiques ou sociales dont le matérialisme, avoué, choquerait les aspirations mystiques des hommes ; si les principes ne correspondent plus avec les faits, ils sont pourtant remplacés par d'autres, plus neufs<sup>737</sup>. »

Pineau remet en cause la légitimité même de l'idée politique jusqu'à atteindre les fondements de la République.

« Ainsi n'y eut-il jamais de "grands principes de 89" ; les hommes qui ont pris la Bastille n'étaient pas républicains ; le pouvoir absolu devait tomber de l'arbre parce que il était blet, non parce que d'autres idées étaient mûres<sup>738</sup>. »

Pineau appelle lui aussi à faire table rase du passé, il partage l'analyse que fait Luchaire selon laquelle la France souffrirait d'un vieillissement de ses cadres politiques.

« C'est précisément que les hommes se limitent par des mystiques sociales périmées ; jamais peut-être dans l'histoire du monde, les principes directeurs des consciences nationales ne se sont trouvés plus démodés. Les peuples cherchent vainement à adapter à des conditions de vie nouvelles, les idées les plus vieilles, les plus moisies ; la Déclaration des Droits de l'homme, les "immortels" principes du nationalisme, de laïcité ou de cléricisme ne devraient plus être les seules bases d'une mystique politique, à la veille du jour où l'homme libérera l'énergie intratomique<sup>739</sup> [sic]. »

En leur lieu et place, il élève la science au rang de « mystique » à même selon lui de se mettre au service de l'organisation sociale.

« Il n'y pas d'organisation du progrès, de recherches scientifiques sur le bonheur humain, parce que les peuples n'ont pas compris que la Science pouvait être en elle-même une idée-force, une mystique sociale<sup>740</sup>. »

Pineau considère la science comme le seul élément qui dispose aux yeux de tous d'un crédit inépuisable, sa nature objective offre ainsi la perspective d'une organisation politique et sociale parfaitement rationnelle.

« Enfin, la science est une force de gouvernement ; idéal mais aussi réalité puissante, elle fixe l'individu dans le cadre de la société plus fortement que toutes les dictatures. Quelle aveugle opposition pourrait se heurter aux armes formidables dont elle dispose<sup>741</sup> ? »

Reste alors à savoir à qui doit revenir ce pouvoir à la fois politique et scientifique. En la matière, Pineau entend confier les clés de cet instrument « du bonheur de l'humanité » aux hommes « jeunes » et « enthousiastes ». Le mois suivant Claude Bussard discute des relations qu'entretient l'Etat avec le monde

---

737 Christian Pineau, « Une mystique sociale nouvelle : la Science », « Science et Action », *Notre Temps*, n°17, 11/1928, p.40.

738 *Ibid.*

739 *Ibid.*, p.41.

740 *Ibid.*, p.41.

741 *Ibid.*, p.42.

scientifique<sup>742</sup>. Lui aussi n'accorde au monde politique qu'un respect très relatif lorsqu'il s'interroge sur le degré d'attention qu'apporte celui-ci à la sphère scientifique.

« Le spectacle des Assemblées parlementaires permet d'en douter *a priori*<sup>743</sup>. »

Il fustige alors le peu de crédit moral et financier que l'Etat accorde à la science, ce qui aurait pour résultat l'absence d'une politique scientifique d'ensemble.

b) Le plaidoyer pour une politique rationnelle.

En janvier 1929, Bussard et Pineau entament une étude en quatre articles sur « l'Etat scientifique ». *Notre Temps* présente le premier de ces articles et explique le fait qu'il puisse se contredire avec celui d'André Sauger qui signe alors sa première participation.

« Si *Notre Temps*, par l'assemblage spontané de ses articles, espère démontrer l'unité spirituelle de la nouvelle génération, dont Jean Luchaire a raconté la formation psychologique dans les pages qui précèdent, il n'aspire pas à la monotonie et laisse à ses collaborateurs une complète liberté pour la recherche des solutions diverses susceptibles de régler la crise actuelle d'organisation collective<sup>744</sup>. »

Sauger appelle, comme on l'a vu plus haut, au renforcement de l'Etat et à la libération de ses institutions d'une « oligarchie industrielle et financière » afin de sauver la démocratie. Pineau est désigné comme le « porte-parole d'une équipe essentiellement scientifique » et présente le plan d'un « Etat scientifiquement construit, idéalement voisin de la logique abstraite ». La revue pense cependant qu'il n'y a pas « incompatibilité totale » entre les deux thèses et qu'elles peuvent sans doute « se fortifier réciproquement ». La première livraison de Pineau propose la formation d'un « Parlement rationnel ». Dans la mise en concurrence de la politique traditionnelle par la science, le but est de rechercher une plus grande compétence.

« Le gouvernement scientifique ne sera pas le gouvernement des seuls hommes de laboratoire, mais de techniciens dont l'activité sera basée dans tous les domaines sur des découvertes, des progrès, des réalités<sup>745</sup>. »

L'aménagement des structures de l'Etat, commandé par « les nécessités de la vie moderne », passe par le remplacement du Sénat par une « Chambre technique ». La Chambre politique maintenue verrait ses membres élus au suffrage universel au scrutin uninominal afin de se défaire des « querelles politiques » issus des « Blocs » et des « Cartels ». Les membres de la Chambre technique ne seraient pas élus au suffrage universel car la compétence s'accommode mal, selon Pineau, des jeux politiques.

« [...] la lie des professions, qui trouble trop souvent nos Parlements actuels,

---

742 Claude Bussard, « Le Prince et la science », « Science et action », *Notre Temps*, 12/1928, p.99-101.

743 *Ibid.*, p.99.

744 « La Politique intérieure », *Notre Temps*, n°19, 01/1929, p.35.

745 Christian Pineau, « Essai sur l'Etat scientifique (I), Le Parlement rationnel », « Science et Action », *Notre Temps*, n°19, 01/1929, p.38.

sera presque entièrement filtrée<sup>746</sup>. »

Ils seraient désignés pour neuf ans parmi les représentants syndicaux de chaque branche et parmi ceux du patronat, auxquels Pineau propose d'adjoindre les juges du Conseil d'Etat. Dans son esprit cette chambre technique doit disposer de pouvoirs étendus : elle ne peut être dissoute par le gouvernement, qui peut seulement avancer la date de son renouvellement par tiers ; elle discute en première main le projet de loi de finances et dispose d'un droit de veto absolu sur tous les textes législatifs. Pineau insiste moins sur la représentation sociale et professionnelle au sein de l'Etat que sur l'assurance de trouver dans cette Chambre une efficacité jamais atteinte dans le processus législatif. L'idée est par exemple de simplifier les procédures. Les interpellations sur la politique du gouvernement ne doivent avoir lieu qu'une fois par an afin de ne pas menacer sans cesse la survie du cabinet. Cela doit permettre également de réduire les discussions et d'éviter par exemple « la débauche oratoire qui prépare annuellement, au Parlement, les fêtes de Noël<sup>747</sup> ».

« Le gouvernement de la Science aura les mains libres pour être, comme il convient au XXe siècle, le maître des faits sociaux. »

La suite de la réflexion de Pineau porte sur les révisions constitutionnelles nécessaires à l'établissement d'un pouvoir exécutif stable<sup>748</sup>. Pineau entrevoit l'élection du Président de la République au suffrage universel indirect pour neuf ans. Il s'appuie en cela sur l'exemple étranger et assure que cela ne comporte aucun risque de dictature. En effet, le pouvoir effectif reviendrait à deux « premiers ministres », à savoir l'équivalent du Président du Conseil et un Ministre de la Science, tous deux nommés par le Président de la République. Dans les deux articles de la série, Claude Bussard insiste sur deux principes qui doivent guider les relations entre le pouvoir et la science ; la nécessité d'une direction de la recherche et l'indispensable circulation de l'information scientifique. Dans le prolongement de cet « Essai sur l'Etat scientifique », Pineau aborde les questions scientifiques appliquées aux domaines militaires. Dans sa préoccupation à promouvoir des relations plus intelligentes entre la science et le reste de la société, Pineau fait preuve d'une sensibilité sans doute excessive quant à l'impact des progrès techniques sur les individus.

« Et cependant, il faut admettre que les découvertes scientifiques suivent une progression géométrique et que dans moins d'un siècle, les conditions de notre vie sociale auront été modifiées aussi profondément qu'elles le furent depuis deux mille ans<sup>749</sup>. »

Cela peut peut-être expliquer les jugements à l'emporte pièce quant à la valeur des idées en politique, et souligne en tout cas la perception d'un monde à la fois en plein bouleversement et également en retard dans son évolution, ce retard impliquant dès lors des solutions drastiques. A propos des questions militaires,

---

746 *Ibid.*, p.40.

747 *Ibid.*

748 Christian Pineau, « Essai sur l'Etat scientifique. Un gouvernement stable », « Science et Action », *Notre Temps*, n°21, 03/1929, p.180-183.

749 Christian Pineau, « Quelques principes de guerre et de paix », « Science et Action », *Notre Temps*, n°23, 05/1929, p.44.

Pineau reprend ce constat d'une situation désespérément obsolète de la France.

« Notre dernier budget militaire est la synthèse des conceptions les plus périmées<sup>750</sup>. »

Pineau raille alors les choix stratégiques de la France et se demande quelle doit être la hauteur de fortifications devant faire face à des avions. Aussi recommande-t-il l'investissement dans un matériel moderne.

« [...] il suffit d'évoquer les derniers combats de 1918 pour se rappeler qu'ils consacrent le règne à peu près exclusif de l'artillerie à longue portée et de l'aviation<sup>751</sup>. »

Il envisage ensuite le rôle de la SDN dans la sauvegarde de la paix, avec une police efficace et le recours aux moyens scientifiques capables de modérer les ardeurs de guerre.

Les derniers articles de la rubrique n'abordent plus ensuite l'intégration de la science dans le processus de réforme de l'Etat. Claude Bussard disserte sur les énormes progrès dans le domaine des transports, dont les effets sont aussi sensibles sur l'économie que sur la paix<sup>752</sup>. Pineau, pour sa dernière participation à *Notre Temps*, fait la promotion d'une politique de santé publique en faveur des travailleurs<sup>753</sup>. Alors que Luchaire poursuit son analyse d'une organisation technique, le principal représentant de ce discours, Pineau, quitte la revue, après une courte participation. A mesure que se précise le discours et, virtuellement, le mouvement qu'il est censé créer, le groupe de ses partisans s'étiolé.

### III. L'impossible réunion des « jeunes équipes ».

A. 1930, La séparation des « jeunes équipes » et la remise en cause des concepts de « réalisme » et de « nouvelle génération ».

*Notre Temps*, par les voix de Luchaire et Crouzet, soutient l'idée selon laquelle les « jeunes équipes » sont l'expression politique de la « nouvelle génération ». Dans leur esprit, ces « jeunes équipes » s'adjoignent la participation pour ainsi dire exceptionnelle d'aînés clairvoyants. La pensée politique de la « nouvelle génération » se concrétiserait dans le « réalisme », à savoir un examen dépassionné des questions politiques, une révision de toutes les doctrines politiques et la recherche d'un accord le plus large parmi ses membres au-dessus de partis politiques jugés sclérosés et obsolètes. Seulement, au fil des échanges, il semble que Luchaire et Crouzet soient les seuls à retenir l'ensemble de ces éléments de définition. Pierre Mendès France, avant même de débiter sa collaboration à *Notre Temps*, livre son opinion sur les notions de « réalisme » et de « nouvelle génération » en répondant, le 15 décembre 1928, à une « Enquête sur les tendances de la génération nouvelle » présentée par Paul Aubery dans les *Cahiers Bleus*.

---

750 *Ibid.*, p.45.

751 *Ibid.*

752 Claude Bussard, « Des transports », « Science et Action », *Notre Temps*, n°24, 06/1929, p.116-120.

753 Christian Pineau, « Le travail individuel », « Science et Action », *Notre Temps*, n°26, 08/1929, p.268-271.

« Non que je sois de ceux qui nourrissent l'espoir de trouver quelques jours le but ou l'idéal commun, la "commune mesure" qui permettront un rapprochement étroit, un contact intime entre les fractions souvent opposées de la génération nouvelle<sup>754</sup>. »

Il reconnaît que les événements ont « périmé » chez les jeunes hommes les « vieilles idéologies ». Aussi lui paraît-il nécessaire d'imaginer la politique autrement.

« Le recours à la réalité matérielle ou psychologique doit être à la base de tous nos travaux, de tous nos programmes. C'est ce qu'on appelle aujourd'hui le réalisme<sup>755</sup>. »

Cependant, contrairement à Luchaire, le « réalisme » n'entraîne pas chez lui une complète désaffection de la pratique politique traditionnelle, notamment celle des partis politiques.

« Il consiste simplement à donner le pas à la technique, à l'étude consciencieuse, impartiale, minutieuse du monde moderne, sur tout préjugé, toute préoccupation sentimentale ou intéressée<sup>756</sup>. »

Déjà en mars 1928, Robert Lange avait pris ses distances avec le concept de « réalisme ». En participant au débat sur l'organisation internationale de la paix, Robert Lange se moque gentiment de la conception défendue par les directeurs de *Notre Temps*, ceux-ci opposant le « réalisme vrai », le leur, au « réalisme » verbal. Préférant s'en tenir à une interprétation simple qui se résume au vœu de « déraciner les préjugés », Il raille le « réalisme enveloppant » de Luchaire.

« Admettons que, comme le vocable République, le mot Réalisme a perdu de son sens, en raison même du nombre trop grand d'hommes et de groupes qui s'en réclament<sup>757</sup>. »

En 1929, à la faveur de l'impératif de positionnement politique, de graves divergences de vues se font jour parmi ces « jeunes équipes ». L'idée de « nouvelle génération » est d'abord battue en brèche par Pierre Dominique<sup>758</sup> qui signe un *Cahier Bleu* ravageur pour les idées de Luchaire. Dominique critique les ouvrages de René de la Porte, *Nés de la guerre*<sup>759</sup>, et de Luchaire, *Une Génération réaliste*, parus tous deux chez Valois, respectivement en 1928 et au début de l'année 1929. Avec ces deux livres qu'il juge « francs, nets, vivants, curieux », Dominique s'accorde sur le fait que la guerre est l'élément déclencheur de beaucoup de bouleversements. Mais cela ne lui paraît pas suffisant pour « déterminer les sources de la vie moderne

---

754 Pierre Mendès France, « Enquête sur les tendances de la génération nouvelle », Paul Aubery, *Cahiers Bleus*, n°7, 15/12/1928, p.7.

755 *Ibid.*

756 *Ibid.*

757 Robert Lange, « La Politique internationale », « La Paix sans les Etats-Unis d'Europe », *Notre Temps*, n°9, 03/1928, p.98.

758 Pierre Dominique, « La Querelle des générations », *Cahiers Bleus*, n°12, 27/04/1929.

759 René de la Porte, *Nés de la guerre*, Valois, 1928. Ouvrage autobiographique, il retrace le parcours de l'auteur avant guerre, au front puis dans la banque au lendemain du conflit. Le témoignage s'élargit ensuite et prend la défense de la génération « de la guerre ».

« Notre génération sera pacifique et radicale parce que nulle autre génération autre que celle de la guerre n'a amassé un tel acquis, une telle expérience. Nous ne détruirons rien, nous avons horreur de la destruction. »

L'auteur fixe en outre à sa génération un devoir à la hauteur du cataclysme qui l'a vu naître.

« La révolution qui marquera entre toutes les révolutions, la nôtre, aura pour chefs, d'où qu'ils surgissent et quelle qu'elle doive être, des hommes nés de la guerre, des hommes renouvelés par la guerre. »

[et] éclaircir ses fondements ». Dominique ne montre ensuite aucune indulgence vis-à-vis du concept cher à *Notre Temps*.

« Négligeons d'abord les questions de date de naissance et autres balivernes<sup>760</sup>. »

Dominique situe le problème au niveau de l'individu et, fidèle à son idée de « révolution créatrice », appelle à une régénérescence de celui-ci.

« C'est par là qu'une révolution créatrice est nécessaire en France et sur le type français, sinon, de toute évidence, nous serons amenés, soit à être dépassés par les autres groupes humains, soit, voyant que nous sommes à la suite, à nous rallier à l'une des formules qui seront lancées avant la nôtre<sup>761</sup>. »

Luchaire répond indirectement à Dominique lors d'une interview dans les *Nouvelles littéraires*<sup>762</sup>. Luchaire perçoit une différence fondamentale entre sa génération et celle de Pierre Dominique. Au rédacteur en chef, Frédéric Lefèvre, qui l'interroge alors sur le sens de ce « cadre spirituel d'avant-guerre » mis en cause par Luchaire et en quoi une expérience plus vieille empêcherait un examen « réaliste » des événements, Luchaire apporte une réponse bien évasive.

« Ce qui compte, [...] ce ne sont pas seulement les expériences, c'est aussi la façon dont on les enregistre et dont dépend ensuite la réaction de l'esprit devant ces expériences. »

Luchaire poursuit son interprétation selon laquelle la guerre a imprimé les esprits « vierges » des adolescents fondant ainsi une conscience unique. De là proviendrait cette perception fondamentalement différente des faits et de la politique particulièrement. Crouzet est à *Notre Temps* un autre partisan de l'idée de « nouvelle génération ». En juin, il répond à Dominique que le meilleur critère de différenciation reste pour lui « la date de naissance<sup>763</sup> ». Comme nous l'avons vu plus haut, l'année 1929 marque une divergence de vues grandissante entre Luchaire et Sauger tandis que la participation de jeunes représentants politiques révèle elle aussi les difficultés à réunir les « jeunes équipes ». A la lecture de celles-ci, on perçoit combien la question des « jeunes équipes » n'est jamais loin d'une instrumentalisation politique. Ainsi, à mesure que se développe le débat sur les formes d'association des jeunes équipes, qui se confond ici avec celui sur les conditions d'une majorité gouvernementale, les positions se précisent et les ruptures sont proches. Au cours de l'année 1929, Luchaire poursuit sa collaboration avec les « jeunes équipes » comme en témoigne la publication d'un *Cahier Bleu* sur le projet européen<sup>764</sup>. Valois, qui s'est engagé avec l'équipe de *La Voix* en faveur d'une union de la gauche, reproche à René de la Porte son soutien à la Concentration. C'est à cette occasion qu'il affirme être à l'origine des « jeunes équipes ».

« Les nouvelles équipes, c'est notre invention. Nous avons parlé d'elles en 1924. On en a longtemps parlé comme d'un mythe. Elles ont commencé de se former en 1928, de janvier à mars, lorsque, après une controverse publique d'une

---

760 Pierre Dominique, « La querelle des générations », *Cahiers Bleus*, n°12, 27/04/1929, p.24.

761 *Ibid.*, p.25.

762 Elle est reproduite dans la rubrique « Echos » des *Cahiers Bleus*, n°16, le 25/05/1929.

763 Guy Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°24, 06/1929, p.129.

764 Jean Luchaire, « Vers les Etats fédérés d'Europe », *Cahiers Bleus*, n°28, 31/08/1929.

année, des jeunes radicaux, des jeunes socialistes, des syndicalistes, des fonctionnaires, des producteurs sans parti, des démocrates populaires, des hommes de la Jeune République, se réunirent à Paris [...] pour découvrir leurs doctrines communes<sup>765</sup>. »

Valois ne croit pas en Tardieu et aspire à l'union des jeunes de la gauche « et peut-être [de] la jeune gauche unitaire et syndicaliste<sup>766</sup> ». Le mois suivant, Valois revient à la charge et critique l'obstination de Luchaire à ne pas s'engager en faveur d'un leader politique. Il admet la qualité de ses vues sur la technique, « intéressantes et si voisines » de ce qu'il a lui-même écrit dans ses écrits<sup>767</sup>. Et en effet, Luchaire et Valois sont d'accord sur la création d'un « Etat technique » à même d'organiser l'économie tout en dépassant les querelles religieuses. A partir de janvier 1930, Luchaire poursuit ses « Recherches » en privilégiant le mot d'ordre « technique » dont Allen Douglas a montré qu'il était sans doute l'axe permettant de déceler une continuité dans l'itinéraire heurté de Valois<sup>768</sup>. Si Valois refuse à critiquer les idées de Luchaire « en ce qui concerne les apparences », des divergences importantes subsistent sur « l'essentiel ». Et à ce titre Valois justifie « le dilemme "Tardieu ou Daladier" » qui reste à ses yeux « plein de sens<sup>769</sup> ».

L'opposition frontale au sein du Parti radical entre les partisans de la concentration et ceux de l'union des gauches déborde sur le milieu des « jeunes équipes » et accentue la séparation entre *Notre Temps* et un certain nombre de jeunes radicaux. En décembre Guy Crouzet sonne la charge contre *La Voix* dans un argumentaire opposant l'idéal républicain au fascisme. Il cite un article du 3 novembre dans lequel il a relevé vingt et une fois le nom de Daladier et affirme sa « déception politique ».

« [...] l'esprit jacobin, si fort à la mode ces dernières années, en train de se muer en un caporalisme inattendu que nous n'arrivons pas à prendre au sérieux<sup>770</sup>. »

Il reproche à *La Voix* son soutien sans faille à Daladier et surtout l'excommunication de ceux soutenant le ministère Tardieu, la concentration ou même Briand.

« A chaque page, l'anathème foudroie ».

Face à cette intransigeance supposée, Crouzet n'hésite pas à employer la pire des accusations.

« Politique des clubs tant qu'on voudra, jusques et non compris ce singulier fascisme idéologique ».

Crouzet se fait le défenseur du « véritable esprit républicain » qui « abomine la dictature ». Il rappelle l'existence d'un « esprit "de gauche" » qui se serait « incorporé cet "éternel ferment d'anarchie gauloise" que Charles Maurras considère comme un

---

765 Valois, « Echos des jeunes équipes », *Cahiers Bleus*, n°37, 23/11/1929, p.26.

766 *Ibid.* p.27.

767 Valois cite *L'Homme contre l'argent, souvenir de dix ans, 1918-1928* et *Un Nouvel âge de l'humanité*, respectivement publiés en 1928 et 1929, « Echos des jeunes équipes », *Cahiers Bleus*, n°40, 14/12/1929, p.25.

768 Allen Douglas, « Ruptures et continuités : à la recherche de Georges Valois », in Olivier Dard (dir), *Georges Valois*, *op. cit.* p.27.

769 Valois, « Echos des jeunes équipes », *Cahiers Bleus*, n°40, 14/12/1929, p.26.

770 Crouzet, « Caporalisme », « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°1, 01/12/1929, col.29.



des principaux obstacles à la victoire du nationalisme intégral ». Et au nom des idéaux qui sont censés être ceux de *La Voix*, il réclame une indépendance de vue.

« Respectons-le, même si cela ne fait pas l'affaire de telle ou telle formation politique, et sous peine de frapper au cœur la mystique républicaine, la mystique de la liberté<sup>771</sup>. »

Cet article est le résumé d'une lettre envoyée au même moment à *La Voix*, reproduite *in extenso* dans l'édition du 15 décembre 1929, dans laquelle Crouzet l'accuse de se diriger vers un « fascisme de gauche ». Dans sa réponse, Pierre Dominique justifie, au titre du « réalisme », l'emploi « des méthodes d'autorité », car il se dit engagé « dans une véritable guerre financière, économique et sociale » dont l'enjeu est la fondation de « l'Etat moderne ». Le recours à des méthodes qu'il reconnaît comme celles de ses « ennemis » se justifie par le danger de se voir, « écraser<sup>772</sup> » par eux. Dominique qualifie la perception des « jeunes équipes » de Crouzet de « formule [...] puérule », et ne leur reconnaît d'utilité qu'à la condition que « chacune travaille à l'intérieur de son parti ».

« Ce qu'il faut sauvegarder avant tout, ce sont les partis. Il faut les rajeunir, les réformer. »

Dominique reproche alors à Crouzet de n'adhérer à aucun parti et d'œuvrer au seul service « d'une faction<sup>773</sup> ».

A la même date, Crouzet insiste dans *Notre Temps* sur l'indépendance des jeunes équipes.

« C'est ainsi que le Parti Radical, du jour où il fit participer les "jeunes radicaux" à ses conseils, et que ces "jeunes radicaux" eux-mêmes, du jour où ils participèrent aux conseils du Parti Radical, annoncèrent *urbi et orbi* que Nouvelles Equipes et Parti Radical s'intégraient en une harmonieuse union<sup>774</sup>. »

S'il reconnaît que ce fut là une « intéressante expérience » à laquelle *Notre Temps* prit part, il déplore la désormais mainmise de la « mentalité radicale » et du « conformisme radical », qui obligeraient par exemple à être « "daladiériste" pour bien penser au sujet des Etats-Unis d'Europe ».

« Cette victoire de l'esprit de parti sur une solidarité plus haute vicie profondément la position des jeunes radicaux. »

L'opposition de Crouzet aux jeunes radicaux atteint du même coup Georges Valois, l'un des animateurs majeurs du milieu des jeunes équipes.

« Quant à la fameuse "concentration", objet de tant de débats, M. Georges Valois, qui s'honore avec quelques autres, d'avoir avec quelques amis "inventé les nouvelles équipes", n'en est pas partisan, ce qui est son droit le plus strict ; mais il la condamne du point de vue des nouvelles équipes, et c'est une autre affaire. »

Et Crouzet se positionne à son tour dans le débat de politique intérieure.

« Ce mouvement tournant, en somme assez simple, seule, au cours de la présente législature, la concentration peut le réaliser. Voilà pourquoi il est au moins

---

771 *Ibid.*

772 Pierre Dominique, « Chronique des jeunes équipes », *La Voix*, 15/12/1929, p.9.

773 *Ibid.*

774 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°2, 15/12/1929, col.69.

permis à quiconque, et particulièrement aux jeunes équipes que les considérations de parti laissent assez indifférentes, d'être concentrationnistes<sup>775</sup>. »

En janvier 1930, la controverse entre Crouzet et Dominique se poursuit avec toujours plus de vigueur. Crouzet taxe les membres de *La Voix* de « farouches et belliqueux conformistes<sup>776</sup> » et affirme que « les partis ne sont que des moyens (extrêmement médiocres et confus) et non des fins ». Dès lors, la polémique s'élargit avec l'entrée en scène de Jacques Kayser et d'André Sauger dans une offensive générale qui vise à décrédibiliser l'ensemble des positions de *Notre Temps*. Les jeunes radicaux ne sont guère tendres avec Briand comme en témoigne la correspondance de Roche avec Caillaux<sup>777</sup>. Kayser porte la charge en janvier 1930 arguant du droit à la critique au nom des jeunes équipes<sup>778</sup>. Parmi ces « thuriféraires » que dénonce Kayser, prend place Luchaire qui, dans *La Volonté* bien davantage que dans *Notre Temps*, poursuit une campagne sans faille en faveur du Ministre des Affaires étrangères.

« Jean Luchaire, dans son ardeur briandiste, oublie trop facilement le passé. Il prétend donner des leçons de pacifisme à ceux qui depuis dix ans ont, comme lui, mené le combat pour l'organisation de la Paix, qui même sous le Bloc national n'ont pas craint d'affirmer leur foi<sup>779</sup>. »

A partir du 12 janvier, la rubrique « Chronique des jeunes équipes » disparaît des pages de *La Voix* remplacée par celle titrée « Polémiques et commentaires ». Dans celle-ci, Pierre Dominique définit précisément ce qu'il entend par « jeunes équipes » et met en lumière ce qui le sépare de la vision que défend *Notre Temps*.

« Il y a des jeunes équipes [...] dans tous les partis. Ce ne sont pas du tout les moins de trente ans qui au contraire n'y sont, sauf exception, que des écoliers. Ce sont tous les hommes qui pensent comme on ne pensait pas avant-guerre. Ces jeunes équipes doivent s'appuyer si elles sont voisines politiquement, mais le point essentiel pour elles est de ne pas confondre les doctrines et par conséquent de conserver, quitte à les réformer, les partis à l'intérieur desquels elles agissent. »

Dominique évoque « le fameux point de vue : génération nouvelle » et le qualifie d'« amusante jobarderie ». Il souligne ensuite le peu de consistance des propos de Louis Dumat dans *Notre Temps*, censés illustrer le rapprochement générationnel. L'idée d'une « fédération des jeunes équipes » comme l'ébauche d'un parti politique lui paraît d'ailleurs « assez drôle ». Dominique ne manque pas d'humour ni de vigueur pour railler l'équipe de *Notre Temps* dont les théories le font « sourire ».

« [...] il ne faut pas que les clans et chapelles en question crient là-dessus qu'elles sont la fleur de l'esprit moderne, surtout pour la très bonne et très suffisante raison que leurs membres étaient au collège durant la guerre, c'est-à-dire au moment

---

775 *Ibid.*, col.70.

776 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°3, 01/01/1930, col.110.

777 Emile Roche, *Avec Joseph Caillaux. Mémoires, souvenirs et documents*, préface de Jean-Baptiste Duroselle, Publications de la Sorbonne, 1980, p.156-157. Sur cette question, voir également Serge Berstein, *Histoire du Parti radical*, op.cit. t. II, p.140.

778 Jacques Kayser, « La Paix ! M. Briand la parle. Ses thuriféraires s'en contentent. Cela ne suffit pas ! », *La Voix*, n°138, 05/01/1930, p.3.

779 *Ibid.*

où on n'y travaillait pas<sup>780</sup> ! »

En ce mois de janvier, chaque numéro de *La Voix* comporte au moins un article pour porter la contradiction à *Notre Temps*. Le 19, Kayser débute son article en dénonçant « l'orgueil de Luchaire » et veut voir dans le succès de la formule des « jeunes équipes » la volonté chez certains de s'y « réserver une place ». Kayser se montre aussi déterminé que Dominique à démonter pièce par pièce la thèse de Luchaire, mais au lieu de l'humour il utilise une argumentation serrée et basée sur les idées politiques. Kayser explique placer au dessus de toute celle de liberté, ce qui justifie son engagement à gauche et contre les tentatives de la droite de revenir sur la laïcité. Kayser termine son exposé en raillant « cette "heure" problématique qu'annonce Luchaire et où les adversaires se rejoindront ». Elle signifie selon lui la naissance d'une « concentration sans limite » qui serait le « fruit de tant de concessions mutuelles » qu'elle inaugurerait une « ère d'inaction et de stérilité ». La contradiction de Kayser est révélatrice des lacunes de la pensée politique de Luchaire. Préoccupé par le souci d'efficacité et les moyens pour parvenir à des résultats sensibles, compte tenu, il faut le rappeler, d'une urgence toujours soulignée de la situation, Luchaire fait l'impasse sur les valeurs morales et politiques qui guident habituellement la réflexion. Cela donne au lecteur de ses articles l'impression d'une certaine sécheresse de *Notre Temps* que viennent heureusement contrebalancer les contributions de Monod-Herzen et Martin-Chauffier entre autres. La semaine suivante, André Sauger s'attaque au « réalisme<sup>781</sup> » et souligne tout ce que cette notion comporte d'ambiguïté.

« Cette tendance tient lieu de tout, de doctrine, de programme et d'idées. Cela est, il faut l'avouer, singulièrement pratique. »

Sauger, qui ne mentionne pas ici *Notre Temps*, qualifie le « réalisme » de « mode » politique, permettant « l'équivoque et les alliances saugrenues », celui-ci n'aboutissant qu'à des « solutions partielles, chaotiques, fragmentaires ». Dans le même numéro, une petite note répond à Luchaire et reprend le titre qu'il avait utilisé le 15 janvier<sup>782</sup>. Au-delà de la dispute déjà ancienne à savoir qui des deux, *Notre Temps* ou *La Voix*, fait preuve du plus grand conformisme, la conclusion de Sauger est plus savoureuse.

« Mais pour en terminer avec cette polémique, pourquoi cette fâcherie à propos d'un mot de *la Voix* ? Il paraît que c'est tout à fait inélégant que d'avoir dit : "la meilleure école de non-conformisme est l'opposition au gouvernement et à l'argent qu'il distribue ?" Car nous l'avons dit et nous le répétons. Inélégant ? Il ne fallait donc pas le dire ? »

Au sein de *La Voix*, il n'existe somme toute pas une parfaite homogénéité des positions. Les différences d'argumentation entre celle de Dominique avec le recours à « l'autorité » et celle de Kayser s'appuyant sur la liberté en témoignent. Dans le même esprit, Crouzet remarque que si Pierre Dominique ne veut pas en entendre

---

780 Pierre Dominique, « Coup d'œil chez les jeunes équipes », « Polémiques et commentaires », *La Voix*, 12/01/1930, p.6.

781 André Sauger, « les duperies de la politique réaliste », *La Voix*, 26/01/1930.

782 « Métafouillis », *La Voix*, 26/01/1930, p.10.

parler, Jouvenel conserve un attrait certain pour l'idée de génération. Et Crouzet d'ironiser :

« Ô *Voix* ! Dans quelle colonne se fait entendre ton conformisme<sup>783</sup> ? »

Une dernière fois, Dominique revient sur les théories de Luchaire pour mieux les contredire en prenant pour exemple quatre moments de l'histoire susceptibles d'avoir vu naître une génération particulière ; le Christianisme, la Réforme, la Révolution Française et le romantisme français du début du XIXe siècle. La conclusion de Dominique est sans surprise.

« Il n'y a jamais eu de mouvements d'esprit, politiques, littéraires ou autres qui aient groupé uniquement des jeunes hommes de moins de trente ans par exemple. Les quatre exemples que j'ai donnés le prouvent très clairement<sup>784</sup>. »

Luchaire se garde bien jusque-là de prendre part directement aux polémiques lancées par *La Voix* et il préconise sans faille l'unité des jeunes équipes. Pour cela, il s'appuie à deux reprises sur la question de la laïcité<sup>785</sup>. Selon lui, pour la grande majorité de la jeunesse le temps des luttes antireligieuses serait dépassé. Ainsi le débat officiellement clos laisserait-il la possibilité d'un rapprochement au-dessus des querelles spirituelles. Et en habile journaliste qu'il est, il obtient dans cet esprit la participation de Pierre Cot<sup>786</sup>. Celui-ci « transgresse sans émoi » un pilier de la pensée radicale et « déclenche une vive polémique<sup>787</sup> » dans les rangs valoisien lorsqu'il propose d'autoriser les congrégations à enseigner à l'étranger. Cette prise de position d'un jeune radical au titre de la diffusion de l'influence française correspond parfaitement à l'idéal de réflexion préconisé par Luchaire. Le 15 février, dans un éditorial qu'il dit « exceptionnel » compte tenu « des circonstances », le directeur de *Notre Temps* livre sa conception de l'équilibre parlementaire<sup>788</sup>. Il reprend l'expression « gauche unitaire » employée par Jouvenel et s'oppose à cette idée du fait d'une opposition « tactique » lors des élections et « de doctrine » entre le Parti radical et la SFIO. Sur le plan doctrinal, Luchaire se réfère aux études de Jouvenel côté radical et à celles de Montagnon côté socialiste. Luchaire évoque *Grandeur et servitude socialistes*, « remarquable ouvrage » dans lequel Montagnon convient d'un rapprochement possible avec les Démocrates populaires, exception faite de la religion. Luchaire n'envisage rien moins qu'une complète réorganisation du paysage politique français.

« La "gauche unitaire" [...] doit entraîner la dislocation de tous les partis de gauche et de centre-gauche : scission socialiste, épuration radicale, reclassement des "modérés". De telles opérations s'imposent d'ailleurs depuis longtemps, elles seront salutaires<sup>789</sup>. »

---

783 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, 01/02/1930, col.192.

784 Pierre Dominique, « Petite démonstration pour en finir avec la querelle des Jeunes Equipes et des générations », *La Voix*, 9/02/1930, p.7.

785 Luchaire, « Les "après-guerre" et le problème religieux », *Notre Temps*, n°3, 01/01/1930, col.81-86 ;

Luchaire, « La question religieuse et les jeunes équipes », *Notre Temps*, n°9, 01/04/1930, col.321-324.

786 Pierre Cot, « Les jeunes radicaux et les congrégations », *Notre Temps*, 01/1929, p.1-4. Il a donné un article identique le 16 du mois à *La Volonté*, soit quatre jours avant la sortie de *Notre Temps*.

787 Sabine Jansen, *Pierre Cot. Un radical antifasciste*, Fayard, 2002, p.103.

788 Luchaire, « La vraie "gauche unitaire" », *Notre Temps*, n°6, 15/02/1930, col.201-209.

789 *Ibid.*, col.208.

Dans des conditions une fois encore décrites comme « inéluctables », l'absence de repères idéologiques ne gêne en rien la construction de Luchaire.

« Elles permettront sans doute aux "jeunes équipes" de tous les partis de s'unir sur le terrain de l'action quotidienne qu'elles ne pourraient aborder aujourd'hui sans se diviser, sans se combattre au nom de vieux dogmes, de vieilles idéologies et d'étiquettes vides de sens présent. »

Ce « centre évolutionniste » pourrait alors permettre l'éclosion d'un nouveau parti au recrutement des plus larges, voire iconoclaste pour les fidèles de la politique traditionnelle.

« Ne pourrait-elle pas être ce nouveau parti travailliste ou républicain-syndicaliste que nous avons tant désiré, dont on a tant parlé, et auquel viendraient volontiers aussi des jeunes hommes qui sont provisoirement installés, à la droite, voire à l'extrême-droite de l'hémicycle politique<sup>790</sup> ? »

Luchaire qui s'en était tenu à des réflexions théoriques lors de ses « Recherches » est irrésistiblement attiré sur le terrain de la politique partisane et poussé par ses contradicteurs à se positionner. Les récentes allusions de *La Voix* sur la dépendance financière de *Notre Temps* vis-à-vis du gouvernement ont créé un climat pesant où chacun s'accuse désormais de « trahison ». Un petit texte signé « JD », à savoir Luchaire sous le pseudonyme Jean Dauriac, reproduit des extraits d'un article de *Vita* datant de mai 1924 signé conjointement par Luchaire, Sauger et Jouvenel<sup>791</sup>. Dans ces passages, Luchaire y trouve exprimé le « réalisme » à travers l'évocation de « l'impossibilité, pour les jeunes, de se contenter des doctrines démocratiques d'avant-guerre ». Il le compare alors au passage de *La Voix* où Sauger brocarde le « réalisme » et conclut facilement à une « trahison » de sa part. Luchaire semble bien seul parmi les « jeunes équipes » à envisager une union des jeunes au-dessus des partis en vertu de la communauté de vues générationnelle. En mars, Valois désire participer au débat en cours et déclare, « comme Dominique », que « l'âge ne fait rien ou pas grand' chose à l'affaire<sup>792</sup> ». Valois cite parmi un large spectre les noms de ceux qui selon lui partagent l'esprit « nouvelle équipe ».

« Par exemple, Peyerimhof, Lambert-Ribot, Ernest Mercier, Lucien Romier, Aymé Bernard et d'autres comme eux représentants de grands comités, sont "nouvelles équipes" au même titre que démocrates et syndicalistes comme Georges Bonnet, Emile Roche, Dominique, Jouvenel, Luchaire, Laurat, Louzon, que je cite au hasard de la gauche radicale au socialisme communiste<sup>793</sup>. »

En mars, Luchaire semble vouloir calmer la polémique. Dans « Trois mois de discussions », il fait preuve d'une très grande assurance, et affirme que « ce combat cordial » a permis « une reconnaissance » des idées défendues par sa revue. Seulement André Sauger garde une vigueur intacte à l'encontre du directeur de *Notre Temps*.

« Luchaire, girouette charmante qui tourne au gré des vents, est en vérité des

---

790 *Ibid.*, col. 209.

791 Il s'agit de « La Nouvelle Chambre », *Vita*, n°5, 05/1924, p.150-154.

792 Valois, *Cahiers Bleus*, n°51, 01/03/1930, p.27.

793 *Ibid.*

plus joyeux<sup>794</sup>. »

Il entend bien répondre à Luchaire qui l'a accusé d'avoir renié ses positions.

« Luchaire qui est fort ennuyé d'avoir soutenu M. André Tardieu, se cherche des excuses. Il affirme le plus sérieusement du monde, que sans défendre Tardieu, il défendit certaines de ses formules, parce que le réalisme et la politique de prospérité sont deux thèses qui sont nôtres et qu'il n'est pas de ces girouettes qui ayant lutté pour certaines idées, les abandonnent et les ridiculisent, dès qu'un homme d'un autre bord s'en empare et s'en sert<sup>795</sup>. »

Sauger retourne son compliment à Luchaire et mesure l'écart de position entre le soutien de Blum et la lutte contre « les trusts » prônées en 1924 et le choix, en 1929, d'appuyer Tardieu, un soutien qu'il interprète comme un ralliement aux puissances financières. Luchaire, imperturbable, continue d'appeler à l'union des jeunes équipes, une alternative qu'il juge toujours valable face à la crise politique marquée par la succession des cabinets Tardieu, Chautemps puis de nouveau Tardieu.

« Il est temps, en tout cas, que les jeunes équipes se désolidarisent d'un monde politique, de formations politiques, de méthodes politiques dont la vaine agitation démontre la vétusté et la nocivité<sup>796</sup>. »

Car l'instabilité gouvernementale s'explique selon lui par « les vieux partis et les hommes du passé » incapables « d'agir avec l'objectivité indispensable<sup>797</sup> ». En avril, Sauger feint d'apprécier les « Recherches » de Luchaire et déclare que les idées qu'il y a développées « sont autant d'articles du programme radical socialiste que Jean Luchaire faisait semblant d'ignorer pour mieux le découvrir<sup>798</sup> ».

Cependant la rupture est bien consommée entre *Notre Temps* et les « Jeunes Turcs ». Et quand Luchaire déclare la « faillite des jeunes radicaux<sup>799</sup> », le projet d'union des « jeunes équipes » vole en éclat. Luchaire revient sur les relations étroites que la revue a entretenues avec les jeunes de la rue de Valois et, fidèle à sa modestie toute relative, lui attribue un rôle de premier plan. Il rappelle que le groupe des jeunes radicaux fut formé « sous l'impulsion » conjointe d'adhérents « gênés, paralysés » et des jeunes étrangers au Parti.

« Ces "indépendants" [...] qui n'étaient point parvenus – en dépit de quelques tentatives – à donner le jour à un organisme qui fut en mesure de les satisfaire, avaient les yeux fixés sur le Parti radical. »

Ici se lit le parcours de Luchaire et la succession de ses éphémères groupements.

« Jeunes du parti radical et jeunes réalistes se rencontrèrent à *Notre Temps*. »

De ce travail en commun, et profitant de la volonté d'un « certain nombre d'aînés » de « livrer bataille », Luchaire peut dresser un bilan conséquent dont on sait qu'il est loin d'être dû à *Notre Temps*.

---

794 André Sauger, « La querelle du réalisme », *La Voix*, n°146, 02/03/1930, p.6.

795 *Ibid.*

796 Luchaire, « Faisons place nette », *Notre Temps*, n°8, 15/03/1930, col.283.

797 *Ibid.*

798 Sauger, « Polémiques et commentaires », *La Voix*, n°154, 27/04/1930, p.8.

799 Luchaire, « La faillite des jeunes radicaux », *Notre Temps*, n°11, 01/05/1930, col.402-406.

« [...] les vieilles équipes radicales mises en échec au Congrès de 1927, M. Edouard Daladier "candidat des jeunes" élu à la présidence, des "jeunes radicaux" appelés à diriger l'administration du parti, le journal électoral du parti pour 1928 fondé et dirigé par le groupe de *Notre Temps*, puis, au Congrès d'Angers, la dislocation de l'Union Nationale provoquée par le départ des radicaux<sup>800</sup>. »

Après ses succès, Luchaire relève « deux fautes parallèles, aussi graves l'une que l'autre » de la part des jeunes radicaux, avoir « lié le sort du "jeune radicalisme" à celui de M. Daladier » et d'avoir cédé à une « mystique cartelliste<sup>801</sup> ». Luchaire leur reproche des « ambitions personnelles » et l'adoption « avec une intensité croissante » de « l'esprit de parti ». Mais c'est bien la recherche d'un rapprochement avec la SFIO qui gêne le plus Luchaire.

« Avoir, en deux ans, passé du jeune radicalisme au jeune socialisme témoigne d'une merveilleuse souplesse qui peut nous réserver d'autres surprises<sup>802</sup>. »

Le commentaire de Paul Aubery dans les *Cahiers Bleus* témoigne de l'écart qui s'est creusé entre *Notre Temps* et le reste des « jeunes équipes ».

« Il serait de bonne politique réaliste de faire suivre un si décisif acte de décès de propositions nettes pour l'action. Jean Luchaire y semble peu disposé. A moins qu'il ne vienne nous enjoindre de nous enrôler sous la bannière de M. Tardieu, dans la voie des "promesses de réalisations", ce qui est bien encore une espèce de réalisme<sup>803</sup>... »

Dans une lettre adressée à Jean Luchaire et datée du 4 mai 1930, Pierre Brossolette<sup>804</sup> pose la question « *Notre Temps* exclut-il le socialisme ? ». Dans les remarques qu'il fait à Luchaire, il précise sa vision des idées fondatrices de la revue ainsi qu'une interprétation du « réalisme » très proche de celle précitée de Pierre Mendès France.

« La marque de tous les camarades qui ont fondé *Notre Temps* avec toi c'est leur jeunesse, et, par cette jeunesse, cette communauté de préoccupations et de méthode de travail qui constitue leur "réalisme"<sup>805</sup>. »

Et de l'avis de Brossolette, cette « identité d'inspiration » ne signifie en rien « une identité des solutions que chacun [...] donne au problème politique ».

Ici résiderait une première et substantielle erreur de Luchaire. Brossolette entend rester « fidèle à l'esprit de *Notre Temps* ».

« Dans la bataille politique je demeure réaliste ; je me préoccupe du problème social et économique plus que de l'idéologie politique ; je suis soucieux des améliorations possibles plus que de l'inaccessible perfection ; je suis positif, hostile au sentiment et aux mystiques<sup>806</sup>. »

Il refuse d'y déceler une seule orientation possible et déclare que « cet état

---

800 *Ibid.*, col.402.

801 *Ibid.*, col.404.

802 *Ibid.*, col. 406.

803 Paul Aubery, « Echos du monde moderne et des jeunes équipes », *Cahiers bleus*, n°61, 10-17/05/1930, p.30.

804 Pierre Brossolette, « *Notre Temps* et le socialisme », *Notre Temps*, 01/06/1930, col.13-14.

805 *Ibid.*, col.13.

806 *Ibid.*

d'esprit peut se manifester dans le socialisme aussi bien qu'ailleurs ». Sur la forme, il reproche à Luchaire, par son « goût redoutable des baptêmes », d'avoir identifié un groupe homogène de « jeunes radicaux ».

« Et en fait, entre les conceptions politiques, celles de Pfeiffer, celles de Kayser, celles de Montigny, celles de Roche, celles de Pierre Cot, celles de Daladier, celles de Berthod, celles de Bertrand de Jouvenel, celles de Guy Crouzet, celles de Mendès France, les miennes, il y avait manifestement, même à l'époque du Congrès de Wagram, des différences profondes et presque irréductibles : non-conformisme admis et prêché, si je ne me trompe, par *Notre Temps* lui-même<sup>807</sup>. »

Assimiler ce groupe au « réalisme » constitue une autre erreur décrite par Brossolette comme « tout le contraire du principe essentiel de *Notre Temps* » par les « antagonismes » en présence et les « cassures irréparables » qu'elle n'allait pas manquer de provoquer. C'est sans doute dans la signification de l'idée de « génération » que réside les plus profondes divergences de vues entre Brossolette et Luchaire, une divergence que l'on peut sans doute élargir à une très large majorité de l'entourage de Luchaire car seuls Crouzet et Jouvenel accordent encore du crédit à cette idée. Pour Brossolette, ce qui justifie l'emploi du « nous » réside « simplement » dans une « volonté positive » qui ferait « l'originalité, l'unité et la force » de cette « génération ». Brossolette conditionne d'ailleurs son adhésion au mouvement que fédère *Notre Temps* à l'acceptation par Luchaire que « le propre de [leur] génération est de préciser dans un sens "réaliste" les grands courants de pensée qui ont, de toute éternité, traversé l'humanité<sup>808</sup> [...] ». Cette vision est très différente de celle Luchaire qui appelle constamment à une « révision générale » voire à l'abandon pur et simple des idéologies en échange d'une approche purement technique et utilitariste des moyens politiques. A trop vouloir célébrer l'homogénéité de sa génération, Luchaire semble en avoir oublié de s'en tenir au minimum. Et le rappel de Brossolette est à notre avis symptomatique de l'égarement de Luchaire.

« Ce qui est important, c'est de savoir si tu veux que les socialistes de notre génération puissent ou non faire toujours partie, moralement et spirituellement parlant, de ce mouvement que nous avons appelé *Notre Temps* parce qu'en lui devait s'exprimer l'esprit commun des jeunes hommes de notre époque<sup>809</sup>. »

B. L'impossible rapprochement avec les autres pôles de la jeunesse : premier échec de *Notre Temps* ?

L'échec de *Notre Temps* dans sa tentative de rapprochement avec la Jeune Droite est à relier à celui concernant les « jeunes équipes ». Tous deux montrent l'incapacité de *Notre Temps* à fédérer la jeunesse et à rendre crédible l'idée d'une union de celle-ci au-dessus des barrières partisans. Crouzet n'hésitait pas à faire référence aux publications de Maxence et aux idées « spiritualistes » dans la « Chronique des jeunes équipes ». Mais la main tendue de *Notre Temps* n'a pas trouvé grâce auprès de l'équipe des *Cahiers 1929 et 1930*. Crouzet cite le deuxième

---

807 *Ibid.*

808 *Ibid.*

809 *Ibid.* col.14.



cahier de la deuxième série de 1929 lors du débat sur la signification et la portée du « réalisme ». Tout en reconnaissant la percée de Luchaire et Valois, Jean Maxence se positionne comme leur concurrent.

« Le succès des jeunes radicaux de *Notre Temps* et des *Cahiers Bleus* est sans doute fait de ce qu'ils pensent être les premiers à faire front<sup>810</sup> ».

Crouzet rapporte encore les paroles de Maxence qui s'emporte dans 1929 contre le « bloc enfariné<sup>811</sup> » du réalisme. Luchaire reconnaît lui-même l'antipathie que provoque *Notre Temps* chez ses camarades de la Jeune Droite.

« Grâce à cette méthode qui égalise chacun sous le couperet de sa guillotine, M. Robert Francis peut aisément qualifier de "niaiserie" ce que j'ai écrit dans *Notre Temps* à propos des nouvelles générations et du problème religieux. Mais nous sommes assez fiers de constater la violence avec laquelle 1930 dénonce notre position à ce propos<sup>812</sup>. »

Luchaire cite abondamment *La Vie intellectuelle* et Etienne Lajeunie afin de montrer qu'il existe aussi des catholiques avancés avec lesquels le contact serait plus favorable.

La réflexion de Luchaire reçoit également un écho des plus négatifs du pôle très éloigné qu'est l'extrême gauche. Luchaire peut reprocher aux rédacteurs de *Monde* et aux communistes en général leur « jésuitisme » car en lisant les propos de Barbusse, on devine les limites du concept de réunion de toute la jeunesse.

« Réaliste, réalisateur, expérimental, moderne, évolutionniste, etc. Quelle source d'adjectifs, pour faire passer une viande qui pue de très loin ! Jean Luchaire nous explique que, dans la mesure du possible, il entend vivre. Voilà son vrai programme. Il était inutile d'insister : on s'en était aperçu<sup>813</sup> ! »

On sait l'ancienneté de la réflexion de Luchaire autour des idées de recherche de la prospérité et de réorganisation de l'Etat, notamment dans *Vita* en 1924. De là à écrire qu'il y avait là les fondements du réalisme, il y a un pas que seul Luchaire franchit. Il nous apparaît que comme en matière de « nouvelle génération », Luchaire s'est incontestablement appuyé sur certaines opinions couramment partagées par ses camarades d'âges. Cependant, l'interprétation qu'il en a est absolument personnelle et s'oppose finalement à sa volonté d'être leur porte-parole. L'engagement au service d'une politique débarrassée des querelles théoriques correspond à une recherche absolue de pragmatisme et pose inévitablement la question des valeurs de références de ses promoteurs. Luchaire semble avoir adopté une interprétation extrême du « réalisme » alors que Mendès France ou Brossolette le considèrent plus simplement comme nous venons de le montrer. En effet, s'ils s'engagent en faveur d'un examen dépassionné des idées ayant cours dans les années vingt, ils ne rejettent nullement l'ensemble des valeurs appartenant à l'histoire politique et à sa philosophie. D'autre part, la frontière est mal définie chez Luchaire entre la prise en

---

810 Crouzet, « A propos du réalisme », « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°1, 01/12/1929, col.29.

811 Crouzet, « Caporalisme », « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°1, 01/12/1929.

812 Luchaire, « Robinsou Crusoé au XXe siècle », *Notre Temps*, n°16, 06/07/1930, col.122-123.

813 Cité par Luchaire, *Notre Temps*, 06/07/1930, col.150.

compte de réalités économiques et politiques nouvelles et une certaine passivité face aux événements, passivité qui fait parfois figure de soumission. L'histoire de *Notre Temps* et celle de Luchaire s'articulent dans les années vingt autour de la convergence momentanée entre des pôles distincts : littéraires, « spiritualistes », « jeunes équipes » et jeunes radicaux se retrouvent autour de mots d'ordres suffisamment flous et d'objectifs suffisamment complémentaires pour que naisse *Notre Temps*. D'un point de vue, il y a là tous les éléments pour constituer un riche comité rédactionnel : jeunes auteurs, militants, croyants, radicaux. Les divergences d'interprétation, de tactique et de personnalité font ensuite le reste pour que la revue évolue au fil de l'épuisement de certains de ses mots clés. Le premier de ces mots clés à disparaître en tant que tel de l'argumentation de *Notre Temps* est celui de « réalisme », remplacé par le discours européen et de promotion du rapprochement franco-allemand.

Partant d'une critique de la pratique parlementaire ou bien de la faiblesse supposée de l'Etat républicain, certains parmi les promoteurs du discours « réaliste » adoptent des positions ambivalentes. Ainsi ce discours, constitué pour réformer la République, comporte-t-il à ses marges la tentation d'une remise en cause des principes fondateurs de la démocratie. Non loin de là, Luchaire poursuit une argumentation apolitique par la négation du principe de confrontation des idéaux et la recherche de solutions qui s'imposeraient à tous. Ainsi sans qu'il n'y ait aucune raison de le qualifier de partisan d'un quelconque régime autoritaire, nous ne pouvons certainement pas non plus le désigner de militant républicain.

Les propositions de Luchaire ne sont pas novatrices mais bien conformes aux débats de la décennie. A ce titre le premier numéro de *l'Ere nouvelle* l'illustre parfaitement. Le 27 décembre 1919, le journal présente son programme politique. Il entend défendre le « réalisme économique », pour « faire des questions économiques et sociales une priorité ». Il affirme son attachement à la République en proclamant un « idéalisme républicain ». En matière de réformes, pour lutter contre les révolutionnaires et les conservateurs, il réclame une organisation du travail afin de rapprocher « ouvriers, techniciens et patrons notamment dans la participation ouvrières aux bénéfices et à la gestion ». Enfin dans le domaine international, il recommande à la France d'entreprendre une politique extérieure « éclairée et digne, pratiquée au grand jour, [qui] lui assure le maintien de la paix ». Il promeut également une SDN puissante avec des tribunaux et des armées. Déjà dans *Le Pays*, prédécesseur de *l'Ere nouvelle*, Gaston Vidal et Yvon Delbos voulaient promouvoir « l'ordre nouveau » en menant des recherches politiques et favoriser la réadaptation de la France aux conditions nouvelles. La citation quasi complète du programme de Luchaire à la fin des années vingt, hormis l'idée de « nouvelle génération », permet de relativiser le caractère supposée novateur de ses idées.

### Chapitre 3. *Notre Temps*, miroir des perceptions d'une époque.

#### I. Une empreinte spiritualiste.

*Notre Temps* développe un discours générationnel qui se décline dans tous les domaines. En philosophie, dans les livraisons littéraires ou encore dans les critiques artistiques apparaît ainsi le facteur générationnel sous diverses formes. Grille de lecture pour définir par exemple les nouveaux courants littéraires, la notion de « nouvelle génération » sert d'une manière générale à vanter les nombreuses facettes d'une influence des jeunes jugée déterminante sur l'époque contemporaine. En parallèle de l'argumentation politique, elle est également utilisée pour démontrer une certaine communauté de vues. *Notre Temps* veut faire de cette notion le principe structurant d'une « philosophie » commune encore à définir et qui doit servir à équilibrer un discours accusé, lorsqu'il n'est que politique, de pêcher par excès de matérialisme et de manquer cruellement d'idéalisme.

##### A. A la recherche d'une identité psychologique commune.

Le deuxième article de la revue, qui s'intitule « A la recherche d'une métaphysique », expose la volonté de *Notre Temps* de définir « la métaphysique commune » de la « nouvelle génération ».

« [...] démêler la philosophie moyenne de notre génération en nous demandant pourquoi nous agissons, pourquoi nous pensons de telle ou telle manière<sup>814</sup>. »

Cette recherche a d'abord pour objet de répondre aux critiques récurrentes de matérialisme. *Notre Temps* indique mener une recherche non de « La vérité » mais « des clés [du] système de pensée<sup>815</sup> » des « nouvelles générations ». Entendu comme un questionnement spirituel et moral, cette recherche s'inscrit dans plusieurs domaines, toujours dans un esprit de remise en cause des idées établies. En matière de littérature, la revue refuse de s'en tenir au « naturalisme », et en philosophie, elle entend remettre en cause le positivisme d'Auguste Comte. S'il s'agit de réfléchir sur « les valeurs » et « les disciplines du passé », la question de référence reste néanmoins celle du rapport au spirituel. Et afin de « réfléchir au sens profond de la vie », *Notre Temps* annonce la publication d'une série d' « interview de Dieu<sup>816</sup> » dirigée par Bertrand de Jouvenel.

Le premier des articles de *Notre Temps* qui fait référence aux questions d'ordre spirituel est intitulé « Une heure avec Dieu<sup>817</sup> », il est signé Henri de Traysnel, un pseudonyme que Bertrand de Jouvenel utilisait déjà dans *Vita*. Jouvenel délivre ici un article au contenu quelque peu autobiographique. En effet, le narrateur explique à Dieu s'être attaché, avec quelques camarades, à « réformer la politique ». Cependant les critiques qu'ils essuient ensemble le poussent à venir lui « demander

---

814 « A la recherche d'une métaphysique », *Notre Temps*, n°1, 06/1927.

815 *Ibid.*

816 *Ibid.*

817 Henri de Traysnel, « Une heure avec Dieu », *Notre Temps*, n°2, 07/1927.

une religion ». La seconde occurrence du thème spirituel est un article de Monod-Herzen qui relate un dialogue imaginaire avec un ange à propos de la place de la religion et de la foi dans la vie des hommes<sup>818</sup>. Cette rubrique s'interrompt le mois suivant lors de l'apparition au sommaire de Daniel-Rops sans doute beaucoup plus à l'aise dans ce domaine que Jouvenel ou Monod-Herzen.

## B. La participation de Daniel-Rops.

Outre des poèmes, des critiques théâtrales et un premier roman intitulé *Révolution*, Daniel-Rops a déjà publié à partir de 1923 à Grenoble les « Cahiers trimestriel d'art et de littérature » intitulés *Tentatives*<sup>819</sup>. A Paris, Daniel-Rops participe à plusieurs revues dont la *NRF* pour laquelle il donne régulièrement des critiques littéraires. En mars 1927, il publie *Notre Inquiétude*, un premier essai qui le place parmi les représentants du courant littéraire de l'inquiétude et lui apporte un premier succès. Il rédige également depuis mai de la même année le bulletin *Signaux* aux côtés de Georges Dupeyron. Il est présent à six reprises au sommaire de *Notre Temps* entre décembre 1927 et septembre 1928. Sa participation est certes limitée mais elle n'est pas pour autant anecdotique. Son arrivée à *Notre Temps* marque une certaine réussite pour l'équipe dirigeante dans sa volonté de réunir les « talents » de la « nouvelle génération ». Il livre pour commencer deux extraits de son essai de 1927, le premier en décembre 1927, « Une génération inquiète », puis « Le mal de Dieu » en avril 1928. Lors de cette deuxième participation, Daniel-Rops rapproche le sentiment d'inquiétude à la foi chrétienne.

« On voit assez quel secours la foi peut apporter à une âme troublée et sincèrement désireuse de sortir de son trouble : ces mérites, tous pragmatiques, nous les dirons. Il faut d'abord envisager les difficultés qu'elle rencontre<sup>820</sup> [...] »

Cependant, la foi nécessite selon lui une certaine « volonté » qui, la première, est « ébranlée » par le sentiment d'inquiétude. Aussi ce recours lui paraît-il encore délicat. Il intègre pleinement la revue à l'été 1928 en tant que rédacteur d'un billet régulier, « Les idées de notre temps ». Parallèlement, il participe à l'hebdomadaire radical *La Voix*, sous la direction d'Emile Roche et avec une grande partie de l'équipe de *Notre Temps*. A cette époque, Daniel-Rops n'est pas encore reconnu comme un intellectuel catholique de référence mais plutôt comme un jeune critique attentif à définir l'état d'esprit de sa génération. Ses préoccupations et ses domaines d'intervention restent avant tout littéraires et philosophiques. En juin 1928, la revue présente ainsi la rubrique de Daniel-Rops.

« A partir d'aujourd'hui, on trouvera dans chacun des numéros de *Notre Temps* une chronique de dimensions variables, où notre collaborateur et ami Daniel-Rops traitera d'un sujet littéraire, en cherchant moins à le considérer dans les

---

818 G-E Monod-Herzen, « Dieu et toi », *Notre Temps*, 11/1927, p.72.

819 Le premier numéro de la nouvelle série daté de janvier 1924 est consacré à Stendhal, le n°2 en avril à la littérature féminine et le troisième cahier de l'année à « La lumière qui vient d'Orient ».

820 Daniel-Rops, « Le mal de Dieu », *Notre Temps*, n°10, 04/1928, p.110.

perspectives de l'esthétique qu'à le rattacher à la vie dans ses manifestations les plus diverses. »

Dans la première livraison de la rubrique « Les idées de notre temps », Daniel-Rops place en exergue une citation de l'Évangile.

« Car il est nécessaire qu'il arrive des scandales<sup>821</sup>. »

Daniel-Rops aborde les rapports qu'entretient la littérature contemporaine avec la morale. Il considère que les sujets abordés par les romanciers « ont une audace que ne connaissaient point leurs prédécesseurs » et parmi ceux-ci figure en premier lieu la sexualité. Il justifie cette tendance par ce qu'il considère être la tâche essentielle de la littérature.

« Toute notre littérature tend actuellement vers un approfondissement psychologique et veut connaître l'homme non seulement du dehors, non en fonction de règles, de normes, d'habitudes préétablies, mais tel qu'il est en son essence, hors des barrières des conventions, de la morale, de la société<sup>822</sup>. »

Pour Daniel-Rops, la morale dont se servent les écrivains s'est « effritée » à l'image de toute la société.

« La littérature ne démoralise pas l'époque ; ce serait plutôt le contraire qu'il faudrait dire<sup>823</sup> ».

Dans sa démonstration, il cite André Gide, Jacques Maritain et l'Évangile avant d'amorcer sa conclusion.

« A force de chercher sa matière sur des terres étrangères l'écrivain ne risque-t-il pas de se déshumaniser<sup>824</sup> [...] ? »

Il précise alors que la citation habituelle de l'Évangile selon Saint Mathieu, « Malheur à l'homme par qui le scandale arrive ! », est précédée de celle placée en exergue de son article. Ainsi il justifie la quête littéraire, même lorsqu'elle atteint les confins de la morale, tout en reconnaissant ses dangers. Les trois participations suivantes ont pour sujet le sentiment d'inquiétude. A l'été 1928, il revient sur l'existence d'une « génération » particulière née des circonstances exceptionnelles engendrées par la Première Guerre mondiale, une génération qui se caractériserait par le sentiment d'inquiétude.

« Dans notre précédente chronique, nous avons cherché à fixer les traits et à marquer les limites d'une inquiétude qui, chez les jeunes hommes d'aujourd'hui, paraît évidente. Mais ces troubles pourraient n'être, somme toute, que le témoignage, intéressant certes, mais passager, d'un état d'esprit de jeunesse, si ces jeunes hommes qui ont été élevés dans les collèges sur le signe du Communiqué officiel quotidien, qui ont connu la guerre, soit en y participant soit dans les fièvres moites de l'arrière, et cela au moment où la matière mentale de l'homme subit le plus fortement les influences extérieures, par leur trouble, du trouble de leur époque<sup>825</sup>. »

---

821 Évangile selon Saint Mathieu, XVIII, 7, Daniel-Rops, « Les idées de notre temps », « Terres maudites », *Notre Temps*, n°12, 06/1928, p.97.

822 Daniel-Rops, « Les idées de notre temps », « Terres maudites », *Notre Temps*, n°12, 06/1928, p.98.

823 *Ibid.*, p.100.

824 Daniel-Rops, « Terres maudites », « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°12, 06/1928, p.100.

825 Daniel-Rops, « Sens et périls d'une inquiétude présente (II) », « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°14, 08/1928, p.101.

Daniel-Rops cite et contredit Benda dans *Belphégor*.

« Les jeunes hommes apparaissent donc [...] non comme les *guides*, mais comme les *miroirs* de leur temps<sup>826</sup>. »

L'auteur pense que la situation n'a pas encore clairement accouché d'une vérité et il se dit « attendre l'éventualité d'une crise avec une quasi certitude<sup>827</sup> ». Il s'appuie, pour s'en persuader, sur un choix de publications variées : les dernières pages de *Malice* de Pierre Mac Orlan, *Le Déclin de l'Europe* de Demangeon, *Le Crépuscule des Nations blanches* de Maurice Muret, *Les Contradictions du Monde moderne*, de Francis Delaisi ou encore *La Crise du Monde moderne* de René Guénon. Malgré leur diversité, il leur attribue une même origine due à l'ouvrage de Spengler, *Der Untergang des Abendlanders*, traduit en français par *Le Déclin de l'Occident*.

Daniel-Rops rédige parallèlement dans *La Voix* une même rubrique alimentées avec des réflexions différentes. Le 1<sup>er</sup> juillet, il examine les rapports entre l'homme et la femme et évoque « l'intelligence du sexe faible ». En août, il discute des rapports entre science et arts puis en septembre de l'intérêt des jeunes pour les questions sociales<sup>828</sup>. Son propos généraliste dans *La Voix* n'a donc rien de commun avec ses réflexions livrées à *Notre Temps*. Sa participation s'arrête brusquement après sa sixième signature au moment où la revue connaît un premier soubresaut avec le départ d'Emile Roche. Cependant Daniel-Rops poursuit sa collaboration à *La Voix*. Il ne s'agit donc pas encore d'un éloignement du pôle réaliste mais seulement d'une prise de distance avec Luchaire. En octobre 1928, Jacques Chabannes remplace au pied levé Daniel-Rops et aborde à sa place ses sujets de prédilection<sup>829</sup>. Plus tard, en mai 1930, c'est Louis Martin-Chauffier, qui reprend la rubrique « Les idées de notre temps » et apporte la contribution d'un « très rigoureux catholique<sup>830</sup> » à *Notre Temps*.

Le mois suivant le départ de Roche *Notre Temps* se restructure avec la création d'un Comité de direction. Daniel-Rops est cité comme étant l'un de ses membres mais son nom disparaît de la couverture dès le numéro suivant. *Notre Temps* n'aura donc pas réussi à garder Daniel-Rops dans ses rangs. D'abord préoccupé par la définition de sa génération à travers l'inquiétude, Daniel-Rops a trouvé dans les publications de Jean Luchaire et Emile Roche une certaine convergence. Les relations devenues espacées avec Luchaire n'en restent pas moins courtoises. En mai 1929, Daniel-Rops rédige pour *La Voix* la critique d'*Une Génération réaliste* de Luchaire en même temps que celle de *La Révolution* créatrice de Pierre Dominique. Il porte sur ces ouvrages un commentaire non politique, ce domaine, dit-il, « sort de [sa] compétence », mais recherche en eux les éléments à

---

826 *Ibid.*

827 *Ibid.*

828 Daniel-Rops, « Les idées de notre temps », *La Voix*, n°67, 01/07/1928 ; Daniel-Rops, « Les idées de notre temps », « Le mariage de la science et de l'art », *La Voix*, 12/08/1928 ; Daniel-Rops, « Les idées de notre temps », « Avec Robert Garric à Belleville. L'inquiétude des jeunes et la question sociale. Réponse à Gil », *La Voix*, n°76, 02/09/1928.

829 Jacques Chabannes, « Inquiétude et foi », *Notre Temps*, n°16, 10/1928, p.193-195.

830 Lui-même se définit comme tel au sein de la revue, Martin-Chauffier, « Les idées notre temps », *Notre Temps*, n°10, 15/04/1930, col.385.

même de représenter l'époque. De la thèse de Luchaire, il reconnaît la validité de l'existence du « réalisme » comme bannière sous laquelle se retrouve une part importante de la jeunesse. Cependant il s'oppose à cette idée lorsqu'elle est utilisée en tant que projection.

« Mais cet état d'esprit me semble dangereux. [...] Mais j'admets plus difficilement que cette solution puisse être autre que transitoire, ou superficielle<sup>831</sup>. »

Daniel-Rops requiert alors de ne pas se limiter à l'« infime être personnel, ni dans l'espace, ni dans le temps<sup>832</sup> ». En 1928-1929, la pensée de Daniel-Rops est à l'aube d'une rupture et d'une révélation qui le conduit au tournant de la décennie à un engagement auprès des publications et mouvements spiritualistes. En témoigne un article dans *L'Européen* en septembre 1929 où, plus complet et plus objectif que Jean Luchaire, il dresse le véritable portrait de sa génération. Elle serait formée d'entités distinctes dont les « réalistes », les spiritualistes réunis autour du néo-thomisme à l'exemple de la revue *1929*, les surréalistes et d'autres représentants de la jeune littérature. Tous, selon lui, ont en commun une réflexion spirituelle.

« Aussi l'inquiétude métaphysique et religieuse est-elle un des aspects les plus significatifs de cette génération<sup>833</sup>. »

Daniel-Rops est sur le point de s'éloigner du pôle « réaliste » dont les préoccupations avant tout politiques ne peuvent le satisfaire, et à la fin de l'année 1929, il interrompt sa participation à *La Voix*. En 1932, dans *Les Années tournantes*, Daniel-Rops fait une distinction rigoureuse entre « réalistes » et « spiritualistes ».

« On laissera en dehors de cet essai de classification, des groupes dont l'intérêt peut être réel, mais qui, par l'adhésion qu'ils ont donnée à certaines formes politiques, limitent le cadre de leurs développements. Par exemple le groupe de la revue *Notre Temps*, dont l'activité est loin d'être négligeable, mais qui reste immédiatement, et d'ailleurs très franchement, soumis aux principes du radicalisme<sup>834</sup>. »

Daniel-Rops adopte une hiérarchie des valeurs précise, « Spirituel d'abord, politique ensuite, économique à leur service ». Elle est celle de l'Ordre nouveau<sup>835</sup> et se distingue nettement de celle des « réalistes » et tout autant de celle de Jean Luchaire. Il considère ainsi que les « réalistes » s'excluent d'eux-mêmes du mouvement de rénovation en restant fidèle à certaines contingences politiques.

Gabriel-Edouard Monod-Herzen est en charge des questions philosophiques. A ce titre il entend « chercher quelle est la tendance qui correspond à notre temps et, autour d'elle, construire l'édifice de notre civilisation<sup>836</sup> ». Dans un article intitulé « Inquiétude et Foi<sup>837</sup> », Jacques Chabannes reprend les questions de prédilection de Daniel-Rops lorsqu'il disparaît des pages de *Notre Temps*. Il cite alors de larges

---

831 Daniel-Rops, *La Voix*, « La Révolution permanente », *La Voix*, 19/05/1929.

832 *Ibid.*

833 Daniel-Rops, « Ceux de Trente ans », *L'Européen*, 04/09/1929, p.2.

834 Daniel-Rops, *Les années tournantes*, Les Cahiers d'Occident, Editions du Siècle, 1932, p.90.

835 Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué*, *op.cit.*

836 GE Monod-Herzen, « La vie philosophique », « Scolastiques », *Notre Temps*, n°2, 07/1927, p.80.

837 Jacques Chabannes, « Inquiétude et foi », *Notre Temps*, n°16, 10/1928, p.193-195.

passages d'une lettre de Philippe Fauré-Frémiet<sup>838</sup> où celui-ci répond aux sollicitations de *Notre Temps* et discute des termes de « nouvelle génération ». Après le départ de Daniel-Rops, il était prévisible de constater une rupture dans l'occurrence du thème de spiritualité dans *Notre Temps*. Mais cette carence est évitée grâce à l'arrivée en mai 1929 de Louis Martin-Chauffier.

### C. La contribution de Louis Martin-Chauffier.

Louis Martin-Chauffier est un membre important de l'équipe *Notre Temps* d'abord parce qu'il intègre le comité littéraire dès son arrivée, ensuite parce qu'à travers ses trente-six participations entre mai 1929 et juillet 1932, il développe une réflexion précieuse pour la revue. Outre les qualités de son écriture et de sa réflexion qui viennent enrichir nettement le contenu de *Notre Temps*, son approche est indispensable pour remplir l'objectif de représenter la génération dans toutes ses sensibilités. En effet, dans la partie « Recherches » qu'il partage avec Luchaire et Monod-Herzen, Martin-Chauffier mène une réflexion personnelle qui constitue le pendant « spiritualiste » de *Notre Temps*, contrebalançant ainsi sa tendance majoritairement « réaliste ».

En mai 1929, il inaugure sa rubrique intitulée « Les idées de notre temps » et définit sa démarche. Dans l'optique d'« examiner le mouvement des idées », il se propose « d'observer sans parti pris [...] la disposition actuelle des esprits et de tâcher d'en déceler les sources<sup>839</sup> ». La recherche vise à déterminer quelle est « [...] la philosophie générale, celle qui, du romancier au métaphysicien, à la fois dessine une figure de l'époque et la situe dans l'éternel<sup>840</sup> ». Cependant cette réflexion ne doit pas se tenir trop éloignée des faits, ainsi elle propose d'aborder les domaines les plus variés.

« Qu'elle s'applique d'ailleurs aux évolutions du sentiment religieux, à la lutte des classes, au rôle de la personnalité dans la société, à un système poétique ou à la conception du roman<sup>841</sup>. »

Dans son premier article, Martin-Chauffier trace le portrait de cette jeunesse dont *Notre Temps* veut être le révélateur. Sans employer lui-même le terme de « génération », il ne fait que citer Luchaire, il reconnaît la validité de certaines idées déjà défendues par la revue, notamment celle de l'identité des jeunes adultes de l'après-guerre.

« Une génération réaliste – n'est-ce pas Jean Luchaire ? – a besoin d'autres nourritures. Pourquoi ? Parce qu'elle se trouve en face d'un monde à la fois désorganisé et en instance d'organisation, et qu'elle veut intervenir. Elle se défie de ses prédécesseurs, qui n'ont rien vu, rien prévu, et se trouvent désarmés à cette heure dynamique du monde. Elle cherche des directions : ici commence le confus,

---

838 Voir plus loin notre analyse de la contribution de Philippe Fauré-Frémiet.

839 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°23, 05/1929, p.35.

840 *Ibid.* p.37.

841 *Ibid.* p.37.



où il faut un choix, une foi<sup>842</sup>. »

Comme Daniel-Rops il considère que le sentiment d'inquiétude joue un rôle prépondérant dans la psychologie de la jeunesse.

« C'est l'angoisse qui presse chacun, violemment sollicité par le besoin vital d'assumer sa stabilité, et redoutant de ne la trouver que trop tard<sup>843</sup>. »

Il reconnaît les défauts que peut induire une démarche trop égocentrée. Aussi prévient-il qu'il ne veut « [...] pas regarder seulement en soi, mais interroger anxieusement le monde, pour tâcher de prévoir la figure qu'il prendra, et y trouver son équilibre<sup>844</sup>. »

a) Martin-Chauffier précurseur de la réflexion personaliste ?

Martin-Chauffier propose d'apporter à *Notre Temps* un témoignage complémentaire.

« Il n'est pas mauvais d'imaginer une sorte d'embranchement méditatif de la génération réaliste, qui travaillerait en accord avec les actifs, mais s'interdirait d'agir – hors du domaine purement intellectuel – pour se conserver l'esprit libre, et sans rompre le contact avec le réel ou puiser son aliment, s'occuperait de mettre en ordre les leçons de l'expérience<sup>845</sup>. »

Dès le numéro suivant, Martin-Chauffier élargit sa réflexion à l'être humain dans son ensemble, toutes générations confondues. Refusant les barrières que le nationalisme peut dresser dans ce type de réflexion, il évoque l'idée d'un portrait de « l'homme nouveau ».

« Tandis que le portrait du Français me paraît inutile à tracer, puisque ce terme si général n'englobe que des réflexes superficiels, le portrait de l'Homme nouveau présente un très grand intérêt. Il ne s'agit encore que de réflexes, mais de réflexes neufs, et tellement multipliés et tellement répétés qu'ils ne vont à rien de moins qu'à réduire l'homme à un pur automatisme<sup>846</sup>. »

Martin-Chauffier commente ici l'ouvrage de Lucien Romier, *L'Homme nouveau*, paru en 1929 chez Hachette.

« Serré, dans une lutte de plus en plus sévère, entre un collectivisme qui, mal compris, le réduirait à un rôle mécanique, et un individualisme qui se rabaisserait à défendre, non point son individualité, mais ses appétits, l'homme moderne, l'homme nouveau a besoin de prendre conscience de sa personnalité, non pour s'enorgueillir mais pour vivre<sup>847</sup>. »

Martin-Chauffier se fait le miroir des débats de l'époque et s'inquiète des dangers du communisme et du capitalisme sur la moralité humaine. Face aux cadences accélérées de la vie moderne, il souligne l'importance de la réflexion spirituelle.

« Le rôle de l'esprit est de lui faire admettre la nécessité de ces refuges, et de

---

842 *Ibid.* p.36.

843 *Ibid.* p.36.

844 *Ibid.* p.36-37.

845 *Ibid.* p.37.

846 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°24, 06/1929, p.106.

847 *Ibid.* p.107.

lui apporter la nourriture dont il aura besoin pour subsister<sup>848</sup>. »

En novembre, Martin-Chauffier s'interroge sur le but de toute vie humaine et le désespoir que certains peuvent ressentir devant l'immensité de la tâche à accomplir. Il pose la question de la « faillite de l'action » et répond par la négative, assurant qu'il s'agirait plutôt d'une erreur de « calcul ».

« La plupart des hommes, et de plus en plus, se détournent d'eux-mêmes et prêtent à leur action une fin immédiate, médiocre, factice et intéressée, qui n'est que l'assouvissement<sup>849</sup>. »

Il fait de ce défaut d'une quête uniquement matérielle la marque de son époque autant que l'explication du regain d'intérêt pour les religions.

« Et c'est le drame d'aujourd'hui. On vit, sans qu'on puisse attribuer à la vie aucune fin raisonnable : elle ne se suffit pas à elle-même [...] D'où ces appels à quelque foi, à quelque certitude qui monte de partout<sup>850</sup>. »

De l'avis de Martin-Chauffier, la solution réside dans la rigueur morale.

« [...] la culture d'un effort intéressé non point à atteindre tel but extérieur qu'il s'est fixé, mais à composer et à réaliser (et non plus seulement à exprimer) une personnalité exemplaire. Si de soi-même on fait un homme, on n'a pas vécu tout à fait inutilement<sup>851</sup>. »

De même en février 1930, lorsqu'il examine quelles sont les qualités qui animent les individus optimistes, il s'attarde sur la satisfaction que procure l'effort entrepris et identifie l'épanouissement personnel à la volonté de s'améliorer<sup>852</sup>. Le centre d'intérêt premier pour Martin-Chauffier reste l'homme.

« Le mal essentiel de la société est de sortir l'homme de lui-même pour lui donner une centre d'attrait extérieur qui développe tous ses vices. Il me semble que la question sociale se trouverait bien améliorée si l'on se rendait compte que la société (et pas seulement la société bourgeoise) est l'ennemi naturel de l'homme : c'est-à-dire qu'il est d'abord urgent de lui fournir des défenses particulières et des voies d'évasion. Mais qui songe aujourd'hui que les hommes sont un pluriel dont l'humanité n'est pas du tout le singulier<sup>853</sup> ? »

b) Les prises de position de Martin-Chauffier ou la convergence avec Luchaire.

Martin-Chauffier a prévenu le lecteur à l'ouverture de sa chronique, son examen « sans parti pris » ne l'empêche pas de se positionner lui-même dans le courant de sa réflexion. Ces prises de position sont nombreuses et particulièrement utiles pour le situer d'abord par rapport à *Notre Temps* puis par rapport à l'ensemble des relèves. Dès son premier article, il indique au lecteur qu'il partage avec l'équipe de Luchaire un certain nombre d'idées propres aux « nouvelles générations ». L'événement fondateur est évidemment perçu comme la guerre d'autant que Martin-Chauffier, né en août 1894, y a participé en tant que médecin auxiliaire.

---

848 *Ibid.* p.107.

849 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°29, 11/1929, p.167.

850 *Ibid.* p.167.

851 *Ibid.* p.167-168.

852 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°5, 01/02/1930, col. 186-187.

853 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°26, 08/1929, p.263.

« La guerre a créé un bouleversement, une sorte de réveil en fanfare. La paix l'a encore exaspéré : il s'agit de reconstruire le monde<sup>854</sup> [...] »

Depuis le cataclysme, la vaste révision des valeurs à laquelle s'attaquent les relèves dans les années vingt prend chez lui le sens d'un engagement actif.

« Jamais, dans tous les domaines, tout n'a été comme aujourd'hui remis en question : non dans des disputes académiques, mais dans de vivantes querelles. Jamais l'idée n'a été plus immédiatement dynamique et génératrice d'action. Jamais non plus, si grande épaisseur de nuées n'a flotté sur les esprits<sup>855</sup>. »

On retrouve ici l'analyse de Luchaire qui décrit la situation politique paralysée par le « désordre des idées ». Martin-Chauffier est également convaincu que la jeunesse est profondément révoltée, notamment parce qu'il perçoit le prolongement de ce sentiment « au-delà de l'âge accoutumé<sup>856</sup> ». Mais il ne reconnaît pas la validité de toutes les expressions de cette révolte. Il éreinte ainsi Emmanuel Berl et son pamphlet contre la littérature contemporaine<sup>857</sup>.

« Il est plus intéressant (mais moins retentissant) d'examiner les forces vives, et d'abord de découvrir, que, chez les jeunes (d'un certain âge !), elles sont nombreuses et bien armées. Le dégoût que montrent les jeunes pour les anciennes formules, et les anciennes pratiques des partis me paraît plus révélateur que la soumission des auteurs à succès aux conditions de la réussite<sup>858</sup>. »

Alors que Luchaire avait encensé Berl en juin, Martin-Chauffier se montre extrêmement dur avec l'auteur de *Mort de la pensée bourgeoise*, en soulignant la « vanité de ses propos », les « injustices de nombre de ces attaques », et pour finir « surtout l'inintelligence d'une certaine élévation d'esprit où il ne peut atteindre<sup>859</sup> ».

Partant d'une réflexion sur la position du clerc dans la société, Martin-Chauffier se prononce, d'accord avec Julien Benda, sur le détachement nécessaire à l'intellectuel pour garder intacte la quête de la vérité et de la justice. Il distingue « le philosophe pur » et « l'artiste pur », éloignés à juste titre de la réalité, de « l'écrivain, romancier, moraliste, psychologue, sociologue, » qui a besoin de comprendre le monde et doit pour cela rester en contact avec le domaine politique. De l'avis de Martin-Chauffier, l'adhésion de l'intellectuel à un parti revient pour lui à « abdiquer à la fois sa liberté, sa recherche désintéressée et une partie de son honneur<sup>860</sup> ».

« D'où la nécessité première de dénoncer la tare du régime des partis, et de l'analyser<sup>861</sup>. »

Martin-Chauffier développe alors un réquisitoire complet contre la nature même des partis politiques. Ceux-ci seraient fondés sur des « trafics » et des formules « rigides » et « vite périmées ». Il remarque que l'instabilité ministérielle n'évite nullement la permanence du personnel politique puis décrit un processus qui condamne chaque parti dès sa naissance.

---

854 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°23, 05/1929, p.36.

855 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°23, 05/1929, p.37.

856 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°26, 08/1929, p.262.

857 Emmanuel Berl, *Mort de la pensée bourgeoise*, op. cit.

858 *Ibid.*, p.262.

859 *Ibid.*, p.263.

860 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°25, 07/1929, p.187.

861 *Ibid.* p.187.

« Une doctrine enfante un parti et meurt des suites de l'accouchement. Elle se fige, se raidit, les idées deviennent des opinions, les opinions des formules, les formules de dogmes<sup>862</sup>. »

En avril 1930, Martin-Chauffier évoque l'éventualité d'un parti catholique. S'il reconnaît à chacun la possibilité de s'engager personnellement, il considère que l'adhésion à un parti est une source de contradictions irrémédiables.

« L'expérience prouve que cette soumission à une doctrine et à une discipline précises provoque de douloureuses prises de conscience; et que, neuf fois sur dix, le conflit se termine par la défaite de la conscience<sup>863</sup>. »

Pour lui, le parti est un « panier de crabes » aussi préfère-t-il s'engager dans une structure plus souple, « l'équipe ».

« Qu'on veuille bien croire que je ne joue pas sur les mots quand je proscris le parti et adopte l'équipe. L'équipe est la mise en commun d'efforts convergeant vers un but précis et limité, mais n'engage pas toute la pensée et ne propose nul profit personnel<sup>864</sup>. »

#### c) L'engagement au service de la vérité et de la justice.

Martin-Chauffier se place dans une lutte au service de la vérité et dénonce le danger de voir les idées se scléroser.

« Le dogme doit traiter de toutes les matières, du politique, du religieux, comme du littéraire et de l'artistique, afin de suspendre, en comblant l'esprit de certitudes, l'activité intellectuelle de ceux qui ont faim et soif de vérités toutes mâchées et de nourriture artificielle<sup>865</sup>. »

Selon lui, La politique traditionnelle via les partis, et plus encore, les idéologies extrêmes ont recours à ces outils. Il prononce une virulente dénonciation du communisme qu'accompagne une opposition franche au nationalisme.

« C'est alors que le mythe de la Latinité a réalisé sa dernière prouesse. Aujourd'hui où l'on n'entend plus parler que de races, de minorités ethniques, de regroupements nationaux suivant le sang, il fallait au nationalisme français, plus agressif que jamais, des lettres de noblesse<sup>866</sup>. »

Martin-Chauffier dénonce précocement le racisme en écrivant que la « nation la mieux définie » est aussi « la moins pure<sup>867</sup> ». Dans son analyse du nationalisme, il montre combien la perception d'un monde en profonde évolution lui sert de grille de lecture.

« Peut-être faut-il voir dans le nationalisme – invention récente, et qui n'est pas le patriotisme – une formation de combat pour lutter contre la tendance de la vie contemporaine, qui va à substituer l'idée de nation de nouveaux groupements, économiques plus que politiques. Il répugne à certains que les mots : France, Allemagne, Italie, soient appelés à avoir moins de sens que les mots : Fer, Houille,

---

862 *Ibid.*

863 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°10, 15/04/1930, col.386.

864 *Ibid.*

865 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°25, 07/1929, p.189.

866 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°24, 06/1929, p.106.

867 *Ibid.*, p.106.

Pétrole. Que cela soit inévitable, je le pense. Que cela soit un bien, je ne le sais, nous verrons. Ce qui est certain, et redoutable, c'est que, dans la nouvelle forme de civilisation qui se dessine depuis la guerre, la victime prévue, annoncée, c'est, non point seulement le solitaire, mais la personnalité<sup>868</sup>. »

Martin-Chauffier pose un regard assez juste sur une partie des milieux nationalistes qui voit dans le développement du capitalisme le risque d'une perte d'identité tant à l'échelle de l'individu qu'à celle du pays. Il prononce à cette occasion les premiers arguments personnalistes et souligne la convergence possible entre des milieux de droite comme de gauche, également inquiets des répercussions du capitalisme. L'opposition de Martin-Chauffier au nationalisme se traduit par une critique sévère de l'Action Française. En juillet 1929, l'Action Française est qualifiée d'« idéologie qui a perdu toute espérance de se réaliser jamais, et vouée à la stérilité<sup>869</sup> ». Comme à tout autre parti extrémiste, Martin-Chauffier reproche au mouvement de Maurras d'utiliser les « dogmes » afin de limiter l'esprit critique de ses membres.

« Barrès me disait que l'Action Française est une fabrique d'imbéciles (à la différence du communisme, qui les reçoit tout faits), car elle supprime le travail de l'intelligence, et plus simplement, la claire vue des choses<sup>870</sup>. »

L'authenticité de cette citation de Barrès, du moins sous cette forme, est difficile à évaluer. La plus récente historiographie ne fait aucune mention de Martin-Chauffier dans l'entourage proche de Barrès<sup>871</sup>. Il faut sans doute voir dans celle-ci la capacité du rédacteur de *Notre Temps* à se muer en féroce polémiste. Cela préfigure sa participation à *Vendredi* où, entre 1935 et 1937, il rédige des portraits au vitriol de Maurras, Maxence, Brasillach et Maulnier entre autres<sup>872</sup>.

d) Les limites de la communauté de vues avec Luchaire.

L'article du 15 avril 1930 est entièrement consacré à une précision nette de ses idées, une mise au point rendue nécessaire après deux éditoriaux de Luchaire où ce dernier présente les « jeunes équipes » comme détachées des questions religieuses<sup>873</sup>. Martin-Chauffier insiste sur la nature particulière de *Notre Temps* qui se fait fort de recruter ses contributeurs dans un esprit d'ouverture.

« En spécifiant avec netteté ce qui nous sépare, ce qui nous unit, et tout simplement ce qui ne nous sépare pas, elles [ses remarques] montreront clairement quelles possibilités de travail en commun existent entre un très rigoureux catholique et des laïcistes bien assis ; et délimiteront les zones où ils n'ont pas occasion de se rencontrer ; réduiront enfin, sans les supprimer, les points où le conflit demeure inévitable<sup>874</sup>. »

---

868 *Ibid.*

869 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°25, 07/1929, p.188.

870 *Ibid.* p.189.

871 Olivier Dard, Michel Grunewald, Michel Leymarie et Jean-Michel Wittman (dir.), *Maurice Barrès, la Lorraine, la France et l'étranger*, Peter Lang, 2011. Martin-Chauffier n'apparaît pas dans l'index des *Cahiers* de Barrès.

872 Des extraits de ces chroniques sont conservés dans ses archives à l'IMEC, à Caen.

873 Luchaire, « Les "après-guerre" et le problème religieux », *Notre Temps*, n°3, 01/01/1930, col.81-86 ;

Luchaire, « La question religieuse et les jeunes équipes », *Notre Temps*, n°9, 01/04/1930, col.321-324.

874 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, n°10, 15/04/1930, col.385.

*Notre Temps* offre un cadre de travail original où ses membres sont animés par la volonté de dépasser les clivages habituels et partagent cette perception d'une époque nouvelle à laquelle doit correspondre une mentalité propre. Cela correspond à la définition du « réalisme » selon Pierre Mendès France et Pierre Brossolette. Martin-Chauffier s'y trouve dans son élément et rappelle au passage son rejet de la politique traditionnelle, une constante parmi les relèves.

« Il ne s'agit pas du tout d'abandons, de concessions réciproques, de subtils compromis, ni de toute cette malpropre et lâche cuisine qui a pu régler autrefois et qui règle encore aujourd'hui quelques combines électorales<sup>875</sup>. »

Pour autant, la convergence de vues avec Luchaire a ses limites.

« Nous admettons la séparation des Eglises et de l'Etat, la distinction du civil et du religieux, du politique et du religieux; et ensemble nous constatons que l'Economique doit désormais primer le politique. Où je tique c'est quand Luchaire proclame la primauté de l'économique sur le métaphysique, la séparation rigoureuse du spirituel et du temporel, enfin la défaite sociale de la religion ; et déclare que la religion est "uniquement subjective"<sup>876</sup>. »

Il nous semble que Martin-Chauffier touche ici un des points essentiels marquant l'opposition entre le pôle « réaliste » et celui « spiritualiste ». Puis il montre que la différence de conception est fondamentale entre les deux hommes.

« Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de catholicisme, mais de toute vie spirituelle. Reléguer au second plan l'importance des idées, c'est à la fois réduire la qualité humaine et la valeur de la vie à une si profonde bassesse, que je ne vois plus bien quel intérêt pourrait inspirer l'homme ; et ignorer que cette relégation est purement illusoire, que les idées continueront de mener le monde, de lui donner forme et couleur et que les hommes se différencieront toujours non point d'après leur travail [...] mais d'après leur conception du monde<sup>877</sup>. »

Martin-Chauffier souligne l'aveuglement de Luchaire dans deux des piliers de sa réflexion, à savoir la relativité des valeurs en fonction des événements et des époques et la probabilité d'un mouvement capable de réunir la jeunesse au-delà des querelles idéologiques. Martin-Chauffier met ainsi à jour ce penchant à minimiser les idées qui peut expliquer l'itinéraire politique du directeur de *Notre Temps*.

#### D. Une empreinte spiritualiste dans *Notre Temps*.

L'idée même d'une réflexion spiritualiste au sein de *Notre Temps* est à tempérer dans le sens où les réflexions de Daniel-Rops, Chabannes, Monod-Herzen puis de Louis Martin-Chauffier ne sont pas de la même ampleur que celles développées dans les revues spiritualistes des années trente. Pour ce qui est de Daniel-Rops, sa participation à *Notre Temps* et à *La Voix* correspond sans doute à une maturation de sa réflexion, ne serait-ce que dans la différenciation des priorités. Cependant la volonté de *Notre Temps* de proposer à son sommaire une réflexion

---

<sup>875</sup> *Ibid.*

<sup>876</sup> *Ibid.*, col.386.

<sup>877</sup> *Ibid.*, col.387.

spirituelle est un élément constitutif de son histoire. Cela correspond au premier âge de la revue, lorsqu'il semble possible à son directeur de réunir des profils divergents voire opposés, tels que des militants radicaux et des intellectuels croyants par exemple, en vue d'une définition commune d'un projet de société. A défaut de proposer une réflexion spirituelle aboutie ou une synthèse des idéaux de la jeunesse, *Notre Temps* conserve avec ses membres catholiques une certaine variété dans son équipe rédactionnelle, ce qui lui confère une place à part dans le milieu des revues de l'entre-deux-guerres.

## II. Les illustrations littéraires du concept de génération.

### A. La réflexion littéraire et artistique.

Représenter les « nouvelles générations » signifie également pour *Notre Temps* de propager la jeune littérature. La revue réserve d'abord ses colonnes aux seuls membres de la « nouvelle génération ». Après un an, elle esquisse un bilan qui proclame la réussite de l'entreprise.

« En quelques mois, l'esprit commun dont nous souhaitons démontrer l'existence s'est affirmé par de multiples études politiques, de nombreuses pages d'imagination et de critique, sans que nous soyons obligés de mettre une limite à la liberté et à la spontanéité de nos divers collaborateurs<sup>878</sup>. »

Roche et Luchaire veulent bien souligner l'éclectisme et l'unité qui marquent la première année d'existence de *Notre Temps*.

« La preuve était faite que les générations de la guerre et de l'après-guerre possèdent la même mentalité, qu'un même idéalisme les anime, qu'un même souci des réalités caractérise leurs jugements et leurs actes<sup>879</sup>. »

Leur travail « a gagné l'intérêt de littéraires, scientifiques, artistes », aussi peuvent-ils se féliciter de la participation à *La Voix* de Stève Passeur, André Boll, Jacques Chabannes, Daniel-Rops, Gil [Oscar-Paul Gilbert] et Marcel Delannoy. Cette remarque qui souligne le travail en commun des littéraires et des publicistes correspond à l'idéal que se fait Jean Luchaire de l'engagement de la jeunesse. Mais avant d'être politique, l'engagement des littéraires et des artistes passe en premier lieu par une réflexion sur l'art de l'écriture, les conditions de travail et de vie des jeunes artistes, le sens des productions contemporaines et le commentaire de l'évolution des arts et lettres durant les années vingt. Ainsi le discours sur la création artistique s'intègre naturellement à celui sur la génération. Il faut remarquer cependant que la réflexion artistique se limite nettement au cercle restreint des proches de *Notre Temps*. En matière de littérature, le bilan des participations, pour la seule première année s'élève à 28 auteurs<sup>880</sup>. On ne retient ici ni les rédacteurs de

---

878 Luchaire, Roche, « L'œuvre commune », *Notre Temps*, n°12, 06/1928, p.57.

879 *Ibid.*

880 La liste ci-dessous présente les auteurs de livraisons littéraires dans les treize premiers numéros, de juin 1927 à juin 1928 inclus : Jean Sarment, Claude Aveline, Henri Jeanson, Jacques Natanson, O-P Gilbert, Zach Papantoniou, Henri Raphael, Nancy George, Charles-Henry, Léopold Marchand, Léon Deutsch, Léo Ferrero, Basil Marco, René Jouglet, Alfred Fabre-Luce, Jacques Chabannes, Daniel-Rops, Philippe Fauré-Fremiet,

chroniques ou de critiques ni les auteurs d'essais mais seulement les auteurs des différentes formes d'expression littéraire que sont les romans, les nouvelles, les poèmes, les récits de voyages, les dialogues et les pièces de théâtre.

Une première étude intéressante sur l'évolution de l'art vu par les animateurs de *Notre Temps* est le fait des deux frères Boll. Marcel Boll est scientifique de formation et chroniqueur régulier à *La Volonté* dès 1925 où il rédige les pages littéraires et scientifiques du quotidien<sup>881</sup>. Il ne donne au total que cinq articles à *Notre Temps* entre 1928 et 1929. André est décorateur de théâtre, il participe à 185 reprises et, fait remarquable, il est l'un des rares à apparaître du début à la fin de l'existence de *Notre Temps*. Leur réflexion évoque la création artistique et sa critique entre érudition et psychologie. Ils partent de l'idée que la critique est forcément incomplète si elle s'en tient à ne faire qu'« une œuvre d'art sur l'art ». Ils regrettent que les auteurs de critiques soient la plupart du temps « dépourvus des moindres notions psychologiques précises ».

« Un procédé si rudimentaire laisse totalement échapper la psychologie des artistes et surtout le caractère des œuvres d'art ; c'est néanmoins d'une analyse approfondie de ces deux données fondamentales que pourrait surgir quelques clartés, en place de discussions aussi passionnées que stériles<sup>882</sup>. »

La référence à la psychologie est une constante dans les réflexions sur l'art et la littérature dans *Notre Temps*. Cette science bénéficie d'un véritable engouement de la part des jeunes auteurs de la revue et prolonge ce besoin d'analyse qu'exprimaient déjà les tenants du courant de « l'inquiétude ».

« L'esthétique est une branche ou, mieux, une application de la psychologie. Cette science, qui, à l'heure actuelle, vient de se renouveler en entrant dans sa phase positive, ne peut manquer d'entraîner d'importantes modifications aux idées communément acceptées sur l'art<sup>883</sup>. »

Dans leur conclusion, les frères Boll distinguent dans un tableau les vues et les idées de « l'esthéticien », qui correspond selon eux à un scientifique de l'esthétique, et « l'esthète », artiste de son état, animé d'avis sans cadres précis. Les animateurs de *Notre Temps* mènent également une abondante réflexion sur le théâtre. André Boll évoque en novembre 1927 les conceptions décoratives nouvelles qui apparaissent à Paris<sup>884</sup>. Il remarque une évolution lente vers une création qui s'éloigne d'un réalisme de premier degré. Il se félicite qu'elle ait permis à un groupe d'hommes dont Jouvet, Dullin, Baty et Pitoëff de lutter victorieusement dans une voie nouvelle. Ainsi à côté de la rubrique théâtrale qui est une constante dans *Notre Temps*, la revue publie des articles de réflexion sur le « genre dramatique », la création et les résultats de ses plus jeunes auteurs. La critique littéraire s'attache

---

James de Coquet, Marise Querlin, Pierre Vidal, Jacques Kayser, Marcel Achard, Jean Silvain, Jacques Nels, Stève Passeur, Gilbert Lane, Jean-Jacques Bernard, Joseph Delteil, Pierre Bathille, Francis Birrell, Robert Hesmot. Kayser et Fabre-Luce qui ne sont pas précisément des écrivains romanciers livrent ici des récits de voyage.

881 Marcel Boll, « Science et religion », *La Volonté*, n°26, 02/11/1925

882 Marcel et André Boll, « L'Art et notre temps », « La psychologie de l'artiste. », *Notre Temps*, n°9, 03/1928, p.51.

883 *Ibid.*

884 André Boll, « Les décors en quête de pièce », *Notre Temps*, n°6, 11/1927, p.60.



également à relier les œuvres à leur époque en y trouvant des moyens d'interprétation. Poursuivant une œuvre débutée dans les *Cahiers du Mois*, André Berge cherche à définir les différentes formes d'écriture romanesque, en comparant par exemple les ouvrages de Roger Martin du Gard et de Blaise Cendrars<sup>885</sup>. A l'occasion de la parution à la NRF d'un nouveau volume des Thibaut de Roger Martin du Gard, Berge s'interroge sur la nature de l'œuvre.

« Néanmoins le véritable sens du livre nous échappe encore<sup>886</sup>. »

Il se demande s'il s'agit-là d'un roman, avec un objet, un début, un développement et une fin ou s'il s'agit d'une peinture fidèle d'« une tranche de vie ». Berge s'intéresse surtout à la nature des personnages et à ce qu'ils peuvent transmettre au lecteur comme signes d'une morale contemporaine. En commentant *Le Plan de l'aiguille* de Cendrars, paru au Sans-Pareil, il perçoit les personnages de Cendrars comme répondant au seul « caprice de l'auteur ». Ils ne peuvent plus, dès lors, recevoir aucune critique.

« Ce sont plutôt des états d'âmes que Cendrars a détachés de sa personne afin de les expédier n'importe où en quête de n'importe quoi pour rompre la monotonie de l'existence civilisée<sup>887</sup>. »

André Berge rédige à l'été 1929 la critique de *L'Ordre* de Marcel Arland. C'est ici que l'on comprend le mieux les liens que les jeunes auteurs et critiques entendent tisser entre la littérature et la société.

« Depuis la guerre, nous avons traversé toute une période de courts romans. [...] Aujourd'hui commence à se manifester le besoin de mettre de l'ordre (sans jeu de mots), dans la vie intérieure des êtres dont on nous raconte l'histoire<sup>888</sup>. »

Berge et Arland se connaissent bien ayant déjà entrepris ensemble la rédaction des *Cahiers du Mois* de 1924 à 1927, dans lesquels ils ont mis en avant l'idée d'« inquiétude », à la fois comme nouvelle école littéraire et comme symptôme de l'état d'esprit de la jeunesse des années vingt. Berge s'appuie une fois de plus sur les personnages pour analyser l'œuvre.

« Le personnage principal n'est plus un indécis, un parfait aboulique, comme nous en avons tant connu dans la littérature contemporaine<sup>889</sup>. »

Berge veut voir dans cet ouvrage un « intérêt documentaire » entendu qu'il « trace le tableau d'une certaine époque à peine écoulée<sup>890</sup> ». Cet extrait participe moins de la défense du concept de « nouvelle génération » que de l'interprétation chère à Daniel-Rops et Marcel Arland sur le roman des années vingt. Il témoigne cependant de cette volonté d'inscrire la production littéraire dans la description des changements de société.

---

885 André Berge, « Deux aspects du roman contemporain », « Lettres et Arts », *Notre Temps*, n°23, 05/1929, p.57-58.

886 *Ibid.* p.57.

887 *Ibid.* p.58.

888 André Berge, « Les lettres », *Notre Temps*, n°25, 07/1929, p.210-211.

889 *Ibid.* p.210.

890 *Ibid.* p.211.

## B. Le discours sur la génération.

### a) La contribution de Philippe Fauré-Frémiet.

Philippe Fauré-Frémiet apporte une participation plurielle et active à *Notre Temps* depuis décembre 1927 jusqu'en avril 1934. En plus de livraisons littéraires, il rédige des articles de critique théâtrale, des récits de voyages et des essais. Il est membre du Comité littéraire de la revue et participe à la réflexion qui cherche à définir l'identité psychologique de la « nouvelle génération », notamment dans une série de trois articles à l'été 1928<sup>891</sup> puis dans le numéro spécial du 15 mai 1930 consacré à la comparaison des générations de 1830 et 1930. En 1931, il prend part au congrès de Rethel et présente un exposé sur « Les aspects psychologiques et éthiques de l'Union européenne<sup>892</sup> ». Fauré-Frémiet intervient non en tant que membre de la « nouvelle génération » mais en tant qu'observateur de celle-ci. Dans ses considérations sur la guerre qui ouvrent son article de juillet 1928, il se présente en tant qu'aîné, parmi ceux qui ont souffert directement du conflit alors que les plus jeunes n'en avaient qu'à peine conscience. Il partage un certain nombre d'idées de la revue sur la « nouvelle génération », notamment la perception d'une situation politique désordonnée et la psychologie particulière de la « nouvelle génération ».

« Pour beaucoup d'enfants, l'absence du père, l'éloignement des hommes, avaient été la cause d'une émancipation précoce, l'occasion de se croire, avant l'âge, quelqu'un de libre et d'important. De tout cela pouvait résulter un grand désordre dans l'âme de la jeunesse et surtout le sentiment d'un désaccord, d'un écrasement à l'ombre des générations épiques de la grande guerre<sup>893</sup>. »

Dans son examen de la jeunesse, il reconnaît également l'idée d'inquiétude et de quête spirituelle.

« Et cependant elle cherche son Dieu. Son inquiétude est l'éternelle inquiétude de l'homme devant le mystère de la conscience et de la vie<sup>894</sup>. »

Le mois suivant Fauré-Frémiet établit les différences de parcours entre sa génération et celle que veut représenter *Notre Temps*. Antérieure à la guerre, son expérience fut, elle aussi, accompagnée d'une remise en cause générale des idées.

« Deux hommes achevèrent de consommer notre déroute [...] Renan et Anatole France. On peut dire qu'après leur passage, rien ne resta plus de rien<sup>895</sup>. »

De l'héritage de Renan et de France, il ne retire aucun jugement négatif, car le vide créé aurait permis une reconstruction et un idéalisme.

« Si je retrace ici l'histoire de ma propre évolution philosophique, ce n'est certes pas par une orgueilleuse complaisance, mais afin de montrer jusqu'à quel point notre jeunesse, celle qui s'est formée au début du siècle, s'est vue forcée, devant l'écroulement de toutes les philosophies et de toutes les morales à se créer

---

891 Philippe Fauré-Frémiet, « Jeunesses d'hier et de demain », *Notre Temps*, n°s 13, 14, 15, 07/, 08/, 09/1928.

892 Philippe Fauré-Frémiet, « Les aspects psychologiques et éthiques de l'Union européenne », *Notre Temps*, n°103-104, 16-23/08/1931, col.625.

893 Philippe Fauré-Frémiet, « Jeunesses d'hier et de demain. Réflexions sur quelques tendances et quelques antagonismes », *Notre Temps*, n°13, 07/1928, p.5.

894 *Ibid.*, p.7.

895 Philippe Fauré-Frémiet, « Jeunesses d'hier et de demain. Evolution philosophique », *Notre Temps*, n°14, 08/1928, p.93.

une conception nouvelle du monde et de la vie, une discipline, un but, un idéal. »

Son témoignage est intéressant car tout en accréditant les idées émises par *Notre Temps*, il permet de relativiser certaines perceptions des tenants de la thèse de la « nouvelle génération ». Les idées de rejet d'un héritage intellectuel, la révolte et le désir de recréer qui l'accompagnent étaient déjà partagées par de jeunes intellectuels avant-guerre et ne peuvent donc pas constituer des éléments de différenciation. En septembre, dans les conclusions de son étude, il revient sur les rapports difficiles que semblent entretenir les aînés et les membres de la « nouvelle génération ». Il répond à un reproche communément adressé aux aînés, celui d'avoir failli au lendemain du conflit.

« C'est dans ce domaine vivant, hors des partis philosophiques et politiques, que nous tous, ceux de la grande guerre, nous aurions dû créer une conscience française, nouvelle, fixer des buts et guider la jeunesse. Nous ne l'avons pas fait<sup>896</sup>. »

Avant d'apporter une conclusion en forme d'espoir, il conserve un regard bienveillant sur la jeunesse.

« Mais le pire, c'est que nous avons peur de cette jeunesse qui véritablement, ne demande qu'à être guidée<sup>897</sup>. »

*Notre Temps* trouve en Philippe Fauré-Frémiet un aîné reconnu à même de confirmer partiellement la validité de ses idées premières.

b) La publication de témoignages personnels, entre histoire de la décennie et promotion du concept de génération.

Bertrand de Jouvenel partage ses souvenirs en une dizaine de livraisons entre juin et septembre 1927 et entre novembre 1928 et mars 1929. Cette série est d'abord intitulée « La Politique à vingt ans » puis « La naissance d'une génération » à partir de janvier 1929. Il s'agit d'un récit autobiographique porté au rang de témoignage collectif. Jouvenel mélange dans son récit le « je » et le « nous » pour bien montrer combien il partageait sa vie avec ses amis « André » [Sauger], « Jean » [Luchaire] et « Jacques » [Nels]. De plus, comme chez Luchaire, le « nous » a une double signification en ce sens que Jouvenel confond volontairement leurs aspirations et celles de la jeunesse de France. Il retrace les étapes de l'apprentissage politique d'un jeune homme au fil des rencontres et des groupements fréquentés. Ainsi se succèdent réunions, premières réflexions politiques personnelles et conférences. Jouvenel laisse la place à un certain romantisme lorsqu'il détaille leurs pérégrinations nocturnes<sup>898</sup>. Elles les mènent sur les boulevards, puis « chez Prévost » où le temps de « prendre un chocolat » ils observent des journalistes en train de terminer un article sur un coin de table. Ensuite la promenade se poursuit devant l'Olympia, « Chez Weber », chez « Maxim's », avant de rejoindre le « Fouquet's ». Lorsque se tient une séance de nuit à la Chambre, ils passent la Seine et se tiennent au courant « debout dans un couloir obscur ». A l'aube, ils traversent Paris et montent la butte en direction du « Lapin Agile ». Jouvenel pousse

---

896 Philippe Fauré-Frémiet, « Jeunesses d'hier et de demain. Conclusions », *Notre Temps*, n°15, 09/1928, p.119.

897 *Ibid.*, p.120.

898 Bertrand de Jouvenel, « La politique à vingt ans », *Notre Temps*, n°3, 08/1927, p.90-95.

encore le cliché jusqu'à évoquer leur initiation « sentimentale » dans une maison de charme<sup>899</sup>. Plus sérieusement, on apprend que lors de leurs premières activités de presse leur détermination est contrariée par une inexpérience criante.

« Pour le premier numéro, chacun se récuse. Heureusement que les vieux ont toujours quelque "rossignol" dans leurs tiroirs pour remplir les revues de jeunes. »

Les jeunes patrons de presse ont bien prévu de payer l'imprimeur mais nullement les frais d'expédition, si bien que la revue reste sans lecteur. Il s'agit sans doute ici de la revue *La Jeune Europe* de 1921. Au-delà des souvenirs personnels, Jouvenel livre un certain nombre de réflexions intéressantes sur l'état d'esprit de ces publicistes en herbe, en premier lieu sur leur approche de la politique.

« Journalistes, attachés de cabinet, secrétaires d'associations éphémères, nous voilà maintenant figurants dans la comédie politique<sup>900</sup> [...]. »

Exutoire de leur ambition et vecteur indispensable de leurs opinions, ils imaginent le journalisme à la fois comme le moyen de débiter une carrière publique et un outil de satisfaction personnelle.

« N'empêche que nous sommes tous amoureux du journalisme parce que c'est le seul métier où l'on donne au jour le jour son esprit en spectacle. On pense pour le grand nombre<sup>901</sup>. »

Jeunes loups ambitieux, initiés et bien intégrés aux élites parisiennes, ils connaissent les vices et les vertus des relations qu'entretiennent la politique et le journalisme. Et le personnage prénommé « Jean » sait déjà les bénéfices qu'il peut tirer de son métier.

« Jean. \_ Tu oublies que tu parles à un journaliste. Qui fait l'opinion ? La Presse. A quel candidat est la presse ? A celui qui représente un parti ayant passé un marché avec une telle banque apportant tel nombre de journaux, en échange de la promesse de concessions nommément désignées. Les votes ne sont presque jamais achetés directement. Indirectement, ils le sont toujours<sup>902</sup>. »

Jouvenel revient aussi sur la prégnance chez eux de l'idée de « génération ».

« Ce qui fait notre force, c'est que nous sommes parfaitement adaptés à notre époque, et cela à cause de la date de notre naissance... nous n'aurons pas à prendre le pouvoir, ceux qui le détiendront seront trop heureux, devant des circonstances qui les dépasseront, de s'en débarrasser...<sup>903</sup>. »

Ils partagent cette conscience d'un destin commun particulier et d'une vocation politique mais pour autant ils ne se leurrent pas sur l'ampleur du phénomène.

« Dans notre génération, déclare André, nous sommes vingt-neuf. Je n'ai identifié que chez ceux-là une certaine attitude d'esprit qui est proprement celle de notre génération<sup>904</sup>. »

Le sens que revêt pour eux la politique rend inévitable la confrontation avec

---

899 Bertrand de Jouvenel, « La politique à vingt ans », *Notre Temps*, n°18, 12/1928, p.82-83.

900 *Ibid.*, p.79.

901 *Ibid.*, p.81.

902 Bertrand de Jouvenel, « La naissance d'une génération », *Notre Temps*, n°21, 03/1929, p.164.

903 Bertrand de Jouvenel, « La politique à vingt ans », *Notre Temps*, n°18, 12/1928, p.81.

904 *Ibid.*, p.79.

leurs aînés.

« Nous dénonçons les chefs qui s'obstinaient à tout voir dans le cadre national, et sous l'angle politique. Nous ne faisons point la part du désarroi apporté, dans un esprit préparé par toute sa culture à une politique de phrases, par une politique de chiffres<sup>905</sup>. »

Pour Jouvenel et ses camarades, il s'agissait alors de définir une pratique résolument nouvelle de la politique.

« Au lieu que la vie du politique s'usât dans une querelle, nous eussions voulu qu'elle se passât dans une recherche. Nous ne voulions nous associer à aucun parti, parce que le prétexte de chacun nous paraissait périmé. Nous croyions être un parti nouveau : nous étions déjà plus que cela : la nouvelle génération<sup>906</sup>. »

De la lutte contre la majorité du Bloc national, Jouvenel rappelle des idées émises dans les colonnes de *Vita*<sup>907</sup> et que nous avons précédemment étudiées.

« Mars 1924. [...] Parce qu'un petit homme à la voix insupportable a voulu affirmer sa dictature tatillonne sur une Chambre qui l'implore de la faire réélire, nous clamons qu'un pont est jeté sur le Rubicon, et nous nous préparons au 2 décembre<sup>908</sup>. »

Jouvenel relate également un engagement ambivalent aux côtés du Parti radical lors de la victoire du Cartel des gauches.

« Nous nous réclamons pour la première fois du Radicalisme. La France ne voulait plus s'embarquer sur ce vieux bateau [...]. Du jour au lendemain, ce vaisseau échoué fut transformé en citadelle de la liberté<sup>909</sup>. »

Ce n'est pas seulement la volonté de lutter contre la politique du Bloc National mais bien un certain nombre d'idées qui rapproche Jouvenel et ses camarades de la rue de Valois.

« Nous apprîmes que notre programme était le programme traditionnel du Parti, augmenté seulement d'une politique extérieure Société des Nations. »

Impensable quelques temps auparavant, le soutien au Parti radical relèverait davantage de la tactique et du pragmatisme que d'un réel engouement.

« Aussi bien ne pouvions-nous triompher sans les vieux chefs. Ils nous apportaient en dot leurs noms. En retour, ils hypothéquaient notre programme. Au lieu de les suivre, nous étions obligés de les porter. Ils tirèrent pour nous de leurs armoires, l'épouvantail jésuite, défraîchi comme un masque de carnaval oublié. Il faut que la vieillesse se passe<sup>910</sup>. »

Au soir des élections remportées par le Cartel, le groupe d'amis réunis autour de Jouvenel partage effectivement une vision politique pour le moins éloignée du radicalisme traditionnel.

« Jean. \_ Pour réorganiser le pouvoir exécutif, on ne peut pas compter sur ses dépositaires, ministre ou président, qui le laissent échapper de leurs mains

---

905 Bertrand de Jouvenel, « La politique à vingt ans », *Notre Temps*, n°3, 08/1927, p.94.

906 *Ibid.*

907 André Sauger, « La politique », « Avant le nouveau ministère. », *Vita*, n°4, 04/1924, p.131.

908 Bertrand de Jouvenel, « La naissance d'une génération », *Notre Temps*, n°20, 02/1929, p.88.

909 *Ibid.*

910 *Ibid.*

incapables, ni sur le Parlement qui l'usurpe.

Jacques. \_ « Alors, ce n'est plus la crise d'une majorité, mais, comme dit l'Action Française, d'un régime. Vous ne voulez plus la République ?

Jean. \_ D'une République où l'autorité est partout et la responsabilité nulle part ! Ce n'est pas la République, c'est le grand-duché de Gerolstein<sup>911</sup>. »

Les souvenirs de Jouvenel constituent une illustration supplémentaire de l'importance de la notion de génération au sein de la ligne éditoriale de *Notre Temps*. Si ceux-ci paraissent crédibles, compte tenu de la possibilité de les vérifier à la lecture de *Vita*, la question se pose pour l'historien de la valeur à leur accorder lorsqu'il cherche à déterminer le positionnement politique des tenants de la « nouvelle génération ». A lire Jouvenel citant les personnages « André » ou « Jean », on aimerait disposer des mêmes témoignages dûment signés par Sauger et Luchaire pour les intégrer à notre étude. Cependant, ce témoignage apporte à tout le moins une indication supplémentaire quant à l'ancienneté de leurs interrogations.

Une autre illustration du discours générationnel propagé par *Notre Temps* se lit dans les articles de Marcelle Prat. Epouse de Bertrand de Jouvenel depuis décembre 1925<sup>912</sup>, elle a publié en 1922 *Vivre*, un roman préfacé par Maurice Barrès<sup>913</sup>. Elle ne livre finalement que quatre articles à *Notre Temps* et disparaît du sommaire en mai 1928, après un échange assez rude avec le rédacteur en chef Jacques Chabannes sur la notion de critique littéraire. Mais avant cela, elle signe un article en forme d'essai, « Une génération perdue », puis une critique d'un roman d'André Sauger, deux articles dans lesquels la notion de génération est centrale. En novembre 1927, Marcelle Prat étudie les différences entre sa génération, la « nouvelle génération », et celle qui la précède. Les jeunes hommes qui avaient « 25 ans en 1914 » sont décrits comme se perdant dans le désordre et les tourments de l'après-guerre. Pourtant la société veut croire encore à leur avenir. Le jugement de Marcelle Prat est beaucoup plus catégorique.

« Et à nous, la génération d'après-guerre, ces "jeunes" paraissent bien démodés<sup>914</sup>. »

Marcelle Prat liste alors les différences de valeurs et d'appréciations de la vie qui rendent la séparation définitive entre les deux générations.

« Au fond, rien ne s'explique plus facilement. Ce qui les a "épatés" ne nous épate plus. Dans cet univers où ils voient un étonnant fox-trot des valeurs d'avant-guerre, nous ne voyons que de nouvelles valeurs qui demandent à être ordonnées. Pour cette besogne nous nous voulons disciplinés. Rien ne le marque mieux que le peu d'intérêt qu'éveillent en nous ces revendications qui ont rempli le début du siècle : droit à l'amour, droit de vivre sa vie, de parcourir le cycle des expériences affectives<sup>915</sup> ! »

---

911 Bertrand de Jouvenel, « La naissance d'une génération », *Notre Temps*, n°22, 04/1929, p.164.

912 Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel, op.cit.*, p.47.

913 Dans cette préface, Barrès note, à travers le sujet du roman, l'ambition des jeunes de vingt ans, et insiste naturellement sur les qualités de l'auteur. Afin de ne pas être mal compris, il précise que le féminisme doit surtout être « ferment de spiritualité », Marcelle Prat, *Vivre*, préface de Maurice Barrès, Flammarion, 1922, p. IX.

914 Marcelle Prat, « Une génération perdue », *Notre Temps*, n°6, 11/1927, p.56-57.

915 *Ibid.*

Elle reprend ici les arguments communément présentés par Luchaire que sont le désir d'ordre et l'émergence de données nouvelles. En décembre 1927, Marcelle Prat rédige la critique d'un roman d'André Sauger, *Aujourd'hui... mon vieux*<sup>916</sup>. L'ouvrage retracerait l'itinéraire de jeunes soldats qui seraient revenus moralement ruinés du conflit et seraient désormais en complet décalage avec la société. Marcelle Prat estime qu'il s'agit de « la confession d'une génération<sup>917</sup> » qui mettrait en lumière « un état d'esprit collectif ». Connaissant les liens serrés qui unissent Marcelle Prat à l'équipe de *Notre Temps*, on est tenté de penser, sans que nous ne puissions l'affirmer, qu'il s'agit dans ces deux articles de l'exécution d'une commande. Les commentaires de Marcelle Prat sont malheureusement insuffisants pour connaître son propre avis sur les idées phares de *Notre Temps*.

c) Le goût de Luchaire pour l'autobiographie appliquée à sa génération.

*Notre Temps* publie un extrait d'*Une Génération réaliste*, au moment de sa parution chez Valois<sup>918</sup>. L'ouvrage de Luchaire est l'œuvre de sa vie. Préparé de longue date, maintes fois répété dans ses articles au cours de sa carrière, le projet a lentement muri au contact de ses contemporains. Nous avons retrouvé à Bruxelles l'exemplaire d'Oscar-Paul Gilbert. La dédicace que lui adresse Luchaire indique que l'ouvrage devrait lui montrer « comment on chasse l'inquiétude<sup>919</sup> ». La part autobiographique omniprésente est transposée par l'auteur au rang de témoignage à valeur collective, et ce qui pouvait rester un livre de souvenirs se voit ériger en un essai sur la jeunesse française des années vingt. Il s'éloigne dès lors du « pacte autobiographique » décrit par Philippe Lejeune<sup>920</sup>. Publié en 1929, il adopte le qualificatif « réaliste » à la faveur du succès de ce terme et d'une interprétation toute personnelle sur l'engagement politique de la jeunesse. L'ouvrage retrace son parcours de formation politique à travers quelques uns des groupements en vogue dans les années vingt. La cohérence de l'ouvrage est maintenue grâce à la mise hors de propos à la fois des jeunesses communistes et socialistes jugées trop révolutionnaires et de celles royalistes, nationalistes et conservatrices, également considérées comme reflet du passé. En 1929, après dix années à poursuivre le but d'une union de la jeunesse, Luchaire n'a-t-il pas déjà échoué ?

d) Un exercice imposé pour les membres de *Notre Temps*.

Grâce à *Notre Temps*, Luchaire prolonge l'idée de génération et lui donne tour à tour une interprétation politique ou artistique. En mai 1930 la revue publie un numéro spécial intitulé « Deux générations d'après-guerre : 1830-1930 ». Après les polémiques qui aboutissent à la séparation avec les « jeunes équipes », les littéraires de *Notre Temps* sont invités à « tenter une définition d'ensemble sur la génération de 1930 » en utilisant « la génération de 1830 comme d'un point de comparaison<sup>921</sup> ».

---

916 Il ne nous a pas été possible de trouver sa trace.

917 Marcelle Prat, « Aujourd'hui... mon vieux », par André Sauger (Baudinière), *Notre Temps*, n°7, 12/1927.

918 Jean Luchaire, « Histoire de quatre ans », *Notre Temps*, n°19, 01/1929, p.11-18.

919 Jean Luchaire, *Une génération réaliste*, Valois, 1929, AML, MLA 22935.

920 Philippe Lejeune, *Le pacte autobiographique*, nouv. éd. augm., Paris, Seuil, 1996.

921 « Explication », *Notre Temps*, n°12, « Deux générations d'après-guerre : 1830-1930 », 15/05/1930, col.441.

Le sujet a sans doute été choisi par Luchaire car il se montre le plus prolige<sup>922</sup>. Martin-Chauffier se montre peu enthousiasmé par le sujet et même un brin moqueur quant à la « querelle des générations » qui a récemment opposé Pierre Dominique à Crouzet et Luchaire. Il réfute finalement l'idée de génération et préfère évoquer dans sa conclusion les « jeunes 1930<sup>923</sup> ». Fauré-Frémiet ne montre guère plus d'empressement estimant qu'il n'existe « aucun rapport<sup>924</sup> » entre les deux points d'étude choisis. La contribution de Brossolette est plus aimable et plus intéressante<sup>925</sup>. Piketty a d'ailleurs remarqué son importance en s'y arrêtant longuement<sup>926</sup>. Cet article présente sa propre interprétation des mots clés « nouvelle génération » et « réalisme » chers à *Notre Temps*. Avec la lettre intitulée « "Notre Temps" et le socialisme<sup>927</sup> » publiée dans le numéro suivant, Brossolette clarifie, en deux articles, sa position doctrinale et philosophique vis-à-vis du projet éditorial de *Notre Temps*. Dans le même temps, il indique à Luchaire l'ampleur de ses contradictions. De manière assez inhabituelle, Brossolette propose le 15 mai un témoignage personnel et plus encore, un examen de conscience dans lequel il se livre pleinement. On retrouve cependant l'humilité et le caractère grave qui caractérisent habituellement ses écrits. Il révèle le sens qu'il donne au « réalisme » et précise immédiatement ses limites.

« J'ai, pour ma part, pressenti depuis longtemps le malentendu auquel nous allions tout droit en sonnant le ralliement du réalisme, et voici bientôt deux ans, je crois, que j'ai dit à Jean Luchaire [qui d'ailleurs s'apprêtait à faire dans son livre *Une Génération réaliste* une mise au point analogue] quelles réserves je faisais sur le mot et sur la chose, parfaits pour désigner notre façon d'envisager les problèmes de la vie publique – parce qu'elle est elle-même de plus en plus fondée sur la vitesse et sur l'argent – , mais absolument faux pour donner une idée de notre vie profonde, de notre vie spirituelle, morale et sentimentale<sup>928</sup>. »

Il s'accorde avec *Notre Temps* sur une perception commune des jeunes après le conflit.

« La guerre, qui a démolie toutes nos croyances anciennes, nous avait laissés avec un prodigieux besoin d'idéaux nouveaux et d'absolus qui donnent un sens à notre vie. »

Brossolette se plie au jeu de la comparaison avec les romantiques du siècle passé et relève parmi les caractéristiques des membres de sa génération « la nécessité où la plupart d'entre [eux] se sont trouvés de travailler durement » alors qu'ils se trouvaient mis en « contact rapide avec une vie publique terriblement positive ». Pour autant les espoirs formulés à l'entrée dans l'âge adulte se trouvent singulièrement déçus à cette heure et sa génération n'auraient trouvé ni dans

---

922 Luchaire, « De Marius à Gilbert », *Notre Temps*, n°12, « Deux générations d'après-guerre : 1830-1930 », 15/05/1930, col.459-467.

923 Louis Martin-Chauffier, « Rêveries sur le romantisme », *ibid.*, col.442-444.

924 Philippe Fauré-Frémiet, « 1830-1930 ? Aucun rapport », *ibid.*, col.445-447.

925 Brossolette, « Le pessimisme de notre temps », *ibid.*, col.450-452.

926 Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette, op. cit.* p.51-53.

927 Pierre Brossolette, « "Notre Temps" et le socialisme », *Notre Temps*, n°13, 01/06/1930, voir notre analyse *supra*.

928 Brossolette, « Le pessimisme de notre temps », *Notre Temps*, n°12, 15/05/1930.



« l'argent », ni dans « l'action [...] sur la destinée des peuples », ni dans « l'amour » de quoi nourrir ses « illusions ». Il semble confirmer enfin que sa génération reste marquée par le spectacle de la guerre et continue d'espérer combler un vide.

« Car si cette génération est entrée dans l'existence "coudes au corps et mâchoires serrées" ; ce n'est peut-être pas par arrogance ou par ambition sans frein : si c'était par peur – par peur du néant et du médiocre – et par une sorte de dernier espoir de trouver quelque chose à quoi se raccrocher ? ».

La semaine suivante Brossolette confirme son accord de principe sur « la jeunesse » de *Notre Temps* mais dément l'idée d'une quelconque unanimité de vues en matière politique. Piketty a interprété ses deux articles comme la marque chez Brossolette d'une « nette césure entre une décennie de formation, d'apprentissage et d'espoirs, et une autre marquée par les désillusions<sup>929</sup> ». De notre côté nous penchons pour une mise au point adressée à l'équipe de *Notre Temps* et moins la marque d'une génération « tiraillée entre son réalisme pratique et son humanité personnelle<sup>930</sup> » que la nécessité pour Brossolette d'éclaircir la signification du projet éditorial de *Notre Temps*. Comme l'a noté Piketty<sup>931</sup>, Brossolette devient à cette époque le secrétaire général de la revue, il a donc toute latitude pour se prononcer sur son orientation.

#### e) Les sociabilités autour de l'idée de génération.

L'idée de génération a, en dehors de l'interprétation personnelle qu'en fait Jean Luchaire, de multiples résonances dans les années vingt. Un certain nombre de pratiques sociales aux significations très variables complètent l'étude de cette perception courante dans la jeunesse. *Notre Temps* relaie naturellement la tenue d'une conférence de Jean Luchaire sur Piero Gobetti, présenté comme un « journaliste et homme d'action bien représentatif de notre temps<sup>932</sup> ». En mars 1928, *Notre Temps* publie également la reproduction d'une conférence tenue aux Annales par Marcel Achard, Bernard Zimmer et A. Lang sous la forme d'un dialogue à bâtons rompus. Sous le titre « La Querelle des jeunes auteurs », les trois conférenciers abordent, avec humour et beaucoup de recul, leur condition de « jeunes auteurs », les notions d'art et d'avant-garde<sup>933</sup>. Ils n'en expriment pas moins des idées chères à *Notre Temps*.

« Et nous trouvons notre esprit de génération dans notre manque de certitude<sup>934</sup>. »

Les trois auteurs reconnaissent ensemble qu'ont disparu « les écoles », « les maîtres », « les chapelles », « les pontifes », « les groupes », « les chefs » et même « les idées générales ». Ainsi les jeunes préoccupés de littérature affirment une certaine proximité avec ceux s'intéressant à la politique qui se caractérise par le rejet des modèles et une lecture générationnelle de leur époque. Une autre manifestation

---

929 Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette, op. cit.*, p.53.

930 *Ibid.*

931 *Ibid.*

932 « Les Nôtres », *Notre Temps*, n°9, 03/1928, troisième de couverture.

933 B. Zimmer, M. Achard, A. Lang, « La querelle des jeunes auteurs », *Notre Temps*, n°9, 03/1928, p.72-74.

934 *Ibid.* Marcel Achard, p.72.

de l'esprit de génération est d'un ordre beaucoup plus léger. Raymond Cogniat a présenté en 1928 l'état d'esprit et la signification du club des « Moins de Trente-Ans » présidé par Pol-Rab<sup>935</sup>. Ce club informel, dont les membres étaient acceptés par cooptation, réunissait chaque mois des amis autour d'une bonne table. Partageant avant tout leur proximité d'âge, il ne devait sortir de leurs réunions aucune manifestation publique. Plusieurs de ses membres participent également à *Notre Temps*, dont Jacques Natanson qui publie en février 1930 une lettre évoquant l'un de ses diners, et Jean Fayard qui publie en avril un poème offert au club<sup>936</sup>. Luchaire n'a pas été invité à faire partie de ce club amical bien qu'il connaisse et fréquente un grand nombre de ses membres.

### III. La politique internationale dans et autour de *Notre Temps*.

#### A. Le fait international dans *Notre Temps* entre 1927 et 1930.

Durant ce premier âge de *Notre Temps*, la politique internationale n'est pas particulièrement mise en avant en ceci qu'elle ne dispose pas d'une chronique régulière. Georges Ralli évoque certes l'actualité internationale dans les deux premiers numéros mais sans émettre de théories particulières. Dans les vingt sept numéros de la première série, de juin 1927 à novembre 1929, la rubrique « Politique internationale » n'apparaît nommément qu'à faible reprise et sous des signatures variables. Tenue au départ par Georges Ralli pour des comptes rendus de l'actualité internationale, elle accueille ensuite les participations épisodiques de Marcuse<sup>937</sup>, Pierre Brossolette, Robert Lange, Jacques Kayser et Walter Engesser. Ceci témoigne de la jeunesse de la revue qui doit attendre de se renforcer avant de mettre en place un service régulier de politique étrangère, ce qui est le cas à partir de décembre 1929 avec le recrutement de Pierre Brossolette. Durant la même période, *Notre Temps* ne publie finalement que peu d'articles sur les différents sujets qui touchent les relations internationales. En effet à cette époque, la réflexion de *Notre Temps* tourne principalement autour de la Réforme de l'Etat et de l'implication des jeunes en politique intérieure. Luchaire poursuit son travail de spécialiste des questions internationales dans *La Volonté* et *La Voix*. L'engagement européen de Luchaire se lit surtout hors de *Notre Temps* avant que la revue ne connaisse une réorientation de sa ligne éditoriale en juin 1930. Luchaire publie également en août 1929 chez Valois un *Cahier Bleu* intitulé « Vers les Etats fédérés d'Europe<sup>938</sup> ».

#### a) La « conscience européenne » des promoteurs de *Notre Temps*.

On a vu précédemment l'engagement européen défini avec soin par les deux directeurs dans le quatrième numéro de la revue. Rappelons seulement qu'ils

---

935 Raymond COGNAT, « Les Moins de Trente Ans », *L'ami du lettré. Année littéraire et artistique pour 1928*, Bernard Grasset éditeur, p.207-211.

936 Jacques Natanson, « A un ex-moins de trente ans », *Notre Temps*, n°5, 01/02/1930, col. 165-166. Jean Fayard, « Quand nous avions moins de trente ans », *Notre Temps*, n°9, 01/04/1930.

937 Nous n'avons pas pu identifier ce signataire.

938 Luchaire, *Cahiers Bleus*, n°28, « Vers les Etats fédérés d'Europe », 31/08/1929.

entendaient promouvoir, au titre du « réalisme », une diplomatie menée au grand jour et un soutien appuyé à la SDN, la remise en cause de la souveraineté nationale au profit des règlements internationaux, l'établissement d'un « arbitrage obligatoire » comme préalable au désarmement, un projet d'union continentale dont serait exclue la Grande-Bretagne, et enfin l'application de cette « discipline européenne » dans l'étude des questions franco-allemandes<sup>939</sup>. En février 1928, dans « Europe, ô ma patrie », Roche et Luchaire affirment de nouveau leur engagement européen. Ils évoquent les élections prochaines en Allemagne, en France et aux Etats-Unis dont l'enjeu réside selon eux dans l'adoption de solutions définitives aux problèmes internationaux. Roche et Luchaire affirment ressentir une réelle conscience européenne et définissent un « esprit européen » qui correspondrait à « la manière dont les jeunes générations envisagent les questions internationales<sup>940</sup> ».

« Nous avons instinctivement la notion de la solidarité européenne, et nous subordonnons à cette solidarité ce que l'on appelait jadis les "nécessités nationales". Notre patriotisme n'est pas moindre que celui de nos aînés. Il est beaucoup plus vaste, il ne s'arrête pas aux frontières d'un pays, mais à celui du continent que nous avons appris à considérer comme un tout indissoluble<sup>941</sup>. »

Cette prise de position se justifie également par l'impératif économique.

« Nous savons, par une dure expérience, que notre prospérité est étroitement liée à celle de nos voisins ».

Ils fixent leur point de vue non au niveau national mais à celui du continent.

« Ainsi, convaincus qu'il n'y a pas d'irréductibles oppositions sentimentales entre les peuples européens, nous sommes portés à juger les problèmes continentaux sous un angle purement objectif<sup>942</sup> [...] »

Pour étayer leur raisonnement les auteurs se risquent à un essai d'explication psychologique. Le sentiment d'appartenance évoluerait, avec retard parfois, en fonction du degré de solidarité du groupe. Depuis l'appartenance familiale des premières tribus, l'homme se serait attaché à des sphères toujours plus larges, la cité puis le pays. Ainsi à l'époque contemporaine, l'être humain est-il censé ressentir naturellement une conscience collective à l'échelle de son continent. Cet essai qui met en exergue une évolution inéluctable de la psychologie humaine pourrait être de la main de Luchaire tant il ressemble à ce qu'il livre en 1929 dans *Une Génération réaliste*. C'est encore parmi les leçons de la guerre que naît le patriotisme européen.

« Une Europe collective est née de la guerre qui brisa les souverainetés individuelles des Alliés au profit d'une sorte de gouvernement supra-national [...]. Il n'est pas possible, après cette première preuve de la nécessité d'une union au-dessus des patries, de revenir à la conception d'une nation indépendante dans ses desseins, à l'heure où ceux-ci s'avèrent – s'ils ne sont que nationaux – en contradiction avec l'interdépendance manifeste des pays du vieux continent. »

Le poids de la guerre nourrit ainsi l'engagement international et un profond

---

939 Luchaire, Roche, « La Discipline européenne », *Notre Temps*, n°4, 09/1927, p.121-124.

940 Luchaire, Roche, « Europe, ô ma patrie », *Notre Temps*, n°8, 02/1928, p.2.

941 *Ibid.*

942 *Ibid.*

pacifisme, deux fondements de la réflexion politique de la revue.

« Nous pourrions nous contenter de dire que cette psychologie nous conduit plus sûrement à la paix ; nous tenons à ajouter qu'elle nous fut impérieusement commandée par la façon même dont les événements façonnèrent notre cerveau. » Ici apparaît clairement combien le poids des circonstances s'inscrit comme élément modélisateur de la pensée de Luchaire. Dans l'évocation du passé, Luchaire mobilise souvent l'événement comme preuve et, dans le présent et le futur, comme déterminant des conditions du possible. On trouve également dans ce paragraphe une attribution exclusive du sentiment européen aux seules « nouvelles générations » dont le cerveau aurait été « façonn[é] » en ce sens.

Après les déclarations pro européennes des premiers éditoriaux, comment se caractérise l'approche du fait international dans *Notre Temps* de 1927 à 1930 ?

b) Le débat sur le projet européen structuré autour de la place de la Grande-Bretagne dans l'équilibre continental.

Le débat sur les formes possibles d'une Union européenne s'installe dans la revue à la suite des déclarations de Roche et Luchaire en septembre 1927. Brossolette, qui prend la plume pour la première fois en novembre 1927, affirme que le Royaume-Uni est un partenaire absolument indispensable.

« Il y a trop d'argent britannique en Europe, il y a trop d'influences britanniques dans la plupart des Etats européens, il y a trop d'intérêts économiques qui nous lient tous au commerce britannique pour que nous puissions nous bercer de l'espoir de réaliser sans Londres cette union douanière et ce pacte continental qui serait à la base des Etats-Unis d'Europe<sup>943</sup>. »

Il ne craint pas la concurrence du projet européen avec la SDN et croit en la possibilité de « créer des organismes régionaux au sein d'un organisme universel [...] ». Prudent, Brossolette veut éviter de provoquer des « illusions » dans l'opinion publique. Il rappelle que le projet européen ne repose pour l'heure sur aucune réalité tangible et il préfère parler de « l'établissement d'une solidarité européenne ». Par-là, il entend « des accords économiques par matières, avec un nombre de membres variant avec chaque matière [...] ; des accords multipliés d'arbitrage et de sécurité, particuliers ou généraux [...] ; un effort commun pour arriver au désarmement [...] ». Il est loin d'imaginer comme Luchaire une communauté indéfectiblement unie et reste conscient du chemin qu'il reste à parcourir.

« Il y a là une tâche assez difficile déjà pour la soumettre à l'opinion dans son ampleur réelle et non sous le nom fallacieux d'Etats-Unis d'Europe. »

Pour sa première participation à *Notre Temps*, Brossolette se distingue par la froideur et la précision de son argumentation. Afin d'apporter la contradiction à Brossolette, *Notre Temps* publie le mois suivant un article dans lequel l'exclusion du Royaume-Uni des projets européens est une nouvelle fois affirmée<sup>944</sup>. Marcuse, ancien journaliste à Londres, présente la Grande-Bretagne comme un adversaire

---

943 Brossolette, « La politique internationale », *Notre Temps*, n°6, 11/1927.

944 Marcuse, « L'Angleterre contre l'Europe », « La Politique internationale », *Notre Temps*, n°7, 12/1927, p.143-146.

acharné d'une organisation européenne. Chacun des litiges territoriaux que connaît l'Europe tels que les « Mines de Silésie, Vilna, Memel, Fiume, Bolzano, Eupen et Malmédy », est présenté comme le résultat des tractations anglaises pour désorganiser et profiter des divisions du continent. L'auteur imagine pour sa part la réalisation d'une Europe spécifiquement continentale.

« Peut-être n'est-elle, quand même, plus très loin, l'heure où les Etats du continent élaboreront de concert avec les Soviets, un plan d'exploitation de toutes les Russies<sup>945</sup>. »

En mars 1928, l'idée européenne est mise au second plan par Robert Lange. En matière d'organisation de la paix, celui-ci place uniquement ses espoirs dans les organismes internationaux existants<sup>946</sup>. Membre fondateur du GUSDN puis de la FUISDN, Lange défend naturellement l'institution genevoise plutôt qu'une construction européenne encore largement hypothétique<sup>947</sup>. Il se positionne ainsi contre le projet européen de Roche et Luchaire excluant l'Angleterre.

« [...] ils comptent sur les prochaines législatures de France et d'Allemagne et réclament en des termes évidemment bien vagues, la création d'une formation au sujet duquel il ne nous disent pas grand chose de précis, mais dont je considère que parce que, la seule, elle écarte l'Angleterre de l'Europe, elle est aussi utopique que néfaste<sup>948</sup>. »

Il convient de l'utilité d'accords économiques et de sécurité au niveau européen mais il reste cependant attaché à « la formule universelle » de la SDN qui doit s'imposer en matière d'édiction de « grandes règles internationales ». Dans un article intitulé « La tragédie britannique » Luchaire analyse ce qu'il définit comme le déclin politique et économique du Royaume-Uni depuis la fin de la guerre<sup>949</sup>. Confronté à la concurrence mondiale et à la révolte de ses Dominions, il n'aurait d'autre choix que de s'engager sur le continent.

« Il n'est plus pour eux qu'une seule solution : abandonner la primauté universelle, admettre que la moitié du monde va avoir Washington comme pôle, et s'associer avec le continent européen pour conserver – au bénéfice de la communauté européenne – la primauté dans les régions du globe auxquelles l'influence américaine ne saurait encore prétendre<sup>950</sup>. »

Mais Luchaire rappelle que la Grande-Bretagne, refusant ce choix, constitue un frein aux arrangements internationaux et recommande à deux reprises de ne « pas suivre le conservatisme anglais » et de se défier de « l'orgueil britannique ».

« C'est à ce prix – à ce seul prix – que l'aide de la finance américaine nous sera acquise pour le règlement des réparations par la commercialisation de la dette allemande, opération indispensable à la pacification et au relèvement de

---

945 *Ibid.*, p.146.

946 Robert Lange, « La Paix sans les Etats-Unis d'Europe », *Notre Temps*, n°9, 03/1928.

947 Sur Robert Lange, se reporter à Christine Manigand, *Les Français au service de la Société des Nations*, Peter Lang, 2003.

948 Robert Lange, « La Paix sans les Etats-Unis d'Europe », *Notre Temps*, n°9, 03/1928.

949 Luchaire, « La tragédie britannique », *Notre Temps*, n°22, 04/1929, p.207-213.

950 *Ibid.* p.213.

l'Europe<sup>951</sup>. »

Et en matière d'organisation continentale, le constat est identique.

« Nous ne devons pas – enfin – attendre la compréhension et le bon vouloir anglais pour organiser les Etats-Unis d'Europe, pour mettre en vigueur des conventions d'arbitrage obligatoire, pour établir des traités de libre-échange européen, pour réduire les armements continentaux. »

Luchaire veut bien admettre que le projet européen serait incomplet sans le Royaume-Uni mais le prix de son adhésion lui paraît bien trop élevé.

« Mais ils naîtront trop tard si, pour les créer, on attend une modification profonde de la psychologie politique anglaise<sup>952</sup>. »

Plaidoyer en faveur des Etats-Unis d'Europe autant que réquisitoire contre la politique extérieure britannique, cet article nous indique deux éléments intéressants dans la réflexion de Luchaire : d'abord une vision globalement négative de la Grande-Bretagne et l'impossibilité de trouver en elle un partenaire solide, ensuite le recours aux critères économiques et de « psychologie nationale » comme bases d'un jugement de politique internationale. Concernant l'apport de Crouzet à l'idée européenne dans sa « Chronique des jeunes équipes », on peut citer à titre d'exemple le commentaire qui conclut en octobre 1928 sa critique d'un article de Drieu la Rochelle paru dans *La Revue Européenne*.

« C'est ainsi qu'on en revient toujours à la nécessité immédiate et essentielle : faire les Etats-Unis d'Europe [...] Oui, Drieu, les Etats-Unis d'Europe ; eux seuls permettront de "sauver les meubles" de cette civilisation européenne, que vous voyez à ces *derniers jours*<sup>953</sup>. Malgré tout, elle en vaut la peine<sup>954</sup>. »

Cette citation illustre l'approche européenne de *Notre Temps*, si le principe est défendu, aucune propagande effective ne se lit dans ses pages. En octobre 1929, Crouzet fait écho à la sortie de l'ouvrage de Luchaire « Les Etats fédérés d'Europe » chez Valois. Il reprend l'idée de Luchaire de création d'une association fédérant tous les efforts en faveur de l'union européenne et rappelle que c'est à la « nouvelle génération » qu'incombe la tâche de « *travailler pour les Etats-Unis d'Europe*<sup>955</sup> ». Une autre vision relativement distanciée du projet européen est exprimée par Louis Martin-Chauffier.

« Je ne dis pas que les Etats-Unis d'Europe sont une mauvaise chose ; pour l'instant, ils ne sont rien du tout ; ils peuvent être n'importe quoi, le meilleur ou le pire : c'est encore un rêve assez confus<sup>956</sup>. »

Lui préfère étudier la question sous l'angle de la réflexion philosophique.

« Il y a dans tout cela du bon et du mauvais, du vrai et du faux, et de l'excessif. [...] je constate que le bon européen est avant tout intéressé et que ses

---

951 *Ibid.*

952 *Ibid.*

953 En italique dans le texte en référence à la revue *Les Derniers Jours* rédigés par Emmanuel Berl et Drieu la Rochelle.

954 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°16, 10/1928.

955 Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », « Les Etats-Unis d'Europe à l'ordre du jour », *Notre Temps*, n°28, 10/1929, p.122.

956 Louis Martin-Chauffier, « Sur les Etats-Unis d'Europe », « Les idées de notre temps », *Notre Temps*, 01/12/1929, n°1, col.20-22.

passions mêmes sont d'un ordre strictement temporel. »

Peu intéressé par une approche pratique de l'idée européenne, Martin-Chauffier rappelle l'esprit du « bon européen de jadis », qui ressentait déjà l'unité spirituelle par delà les différences de races, de cultures et de mœurs autour d'« une âme commune ». En juin 1930, les premiers signes de la réorientation éditoriale de *Notre Temps* apparaissent avec les articles de Pierre Brossolette<sup>957</sup> et Pierre Mendès France<sup>958</sup>. Brossolette se déclare en plein accord avec Briand.

« L'examen du mémoire de M. Briand, loin de nous égarer dans l'utopie, nous ramène au cœur des réalités immédiates. »

En souhaitant l'aboutissement le plus sûrement possible du plan Briand, il se félicite de sa présentation devant la SDN sans attendre le positionnement officiel de l'URSS et de la Grande-Bretagne. Il envisage la possibilité de créer au sein de la SDN une « entente régionale » comme le permet l'article 21 et remarque l'habileté de Briand à refuser de réduire la souveraineté des Etats.

« La limitation ou le respect de la souveraineté, qui est un sujet "tabou", est aussi un sujet passablement vain puisque l'idée même de souveraineté évolue sans cesse, et puisque c'est de cette évolution interne, beaucoup plus que de limitations imposées de l'extérieur, qu'il faut attendre la transformation du droit international public. On peut donc estimer que le mémoire fait preuve d'un excellent réalisme en s'abstenant de provoquer un débat d'idées dans une matière où les faits marchent eux-mêmes, à un rythme rapide, vers des solutions satisfaisantes<sup>959</sup>. »

Selon Brossolette, le réalisme de Briand l'a amené « à faire passer le problème politique avant le problème économique », ce qui lui paraît être une bonne chose. Brossolette souligne « la difficulté de l'œuvre économique européenne et la nécessité de la préparer par l'union politique » et s'éloigne des idées généralement émises par *Notre Temps* quant à la capacité des accords économiques à pacifier le continent. Dans le même numéro, Mendès France étudie la possibilité de l'émission d'une monnaie commune, « monnaie de compte d'abord, monnaie fiduciaire ensuite » et les problèmes à la fois psychologiques et techniques qui la ralentissent encore. Cependant l'espoir en une réalisation prochaine de cette monnaie unique reste mesuré.

« Bien entendu le projet de création d'une monnaie [...] demeure et nous persistons à croire que la BRI la réalisera à l'issue d'une évolution prudente mais sûre<sup>960</sup>. »

*Notre Temps* ne propose donc durant ses trois premières années d'existence qu'un débat relativement diffus sur le projet européen. Outre les appels réguliers de Crouzet et Luchaire à la réalisation d'une organisation européenne, le projet européen n'est nullement un point majeur du discours de la revue. On ne trouve pas en 1929 de commentaire direct de l'œuvre de Briand à Genève<sup>961</sup> et durant les

---

957 Brossolette, « France, Allemagne et la Fédération européenne », *Notre Temps*, n°13, 01/06/30.

958 Pierre Mendès France, « Une monnaie internationale », *Notre Temps*, n°13, 01/06/1930.

959 Brossolette, « France, Allemagne et la Fédération européenne », *Notre Temps*, n°13, 01/06/30, col.31.

960 Pierre Mendès France, « Une monnaie internationale », *Notre Temps*, n°13, 01/06/1930.

961 Dans le premier article de sa participation régulière, Brossolette évoque en conclusion la Fédération européenne comme une « chimère d'aujourd'hui » et peut-être « une réalité de demain » mais ce n'est qu'un

premiers mois de 1930, il faut attendre le numéro du 1<sup>er</sup> juin pour lire à nouveau un article d'envergure sur le projet d'union européenne. C'est à ce titre que le passage au rythme hebdomadaire à partir du 29 juin 1930 constitue une véritable césure dans la ligne éditoriale avec le passage au premier plan de l'organisation européenne et plus particulièrement des rapports franco-allemands. Jusqu'à cette date, les préoccupations de la revue se concentrent très largement sur l'identité de la « nouvelle génération » et sur le rôle des « jeunes équipes » en politique intérieure. Quant à Luchaire, il est absorbé par sa « recherche » sur l'évolution de la société française. Il n'aborde la politique internationale que sous l'angle des réparations et défend dans six articles relativement similaires une politique de conciliation internationale<sup>962</sup>. Dans la mesure où les réparations exigées de l'Allemagne constitueraient une « folie » il conviendrait d'en réduire le montant et de lui offrir des facilités de paiement. Il s'agit certes de pacifier les relations franco-allemandes mais surtout d'encourager à un nouvel élan économique sur le continent.

## B. Jean Luchaire dans *La Volonté* de 1927 à 1930.

Luchaire soutient une intense campagne en faveur d'une évacuation anticipée de la Rhénanie tout au long de l'année 1927 dans les pages de *La Volonté*. Sa position de principe est édictée dans les articles de début janvier, elle affirme que la France n'aurait rien à gagner à rester sur le territoire allemand jusqu'en 1935 et devrait plutôt considérer « le gage rhénan » comme une « monnaie d'échange franco-allemande<sup>963</sup> ». Luchaire défend également l'idée que le désarmement en Allemagne serait sur la bonne voie<sup>964</sup> avant de convenir de l'échec de la conférence en avril 1927. Luchaire voit dans la politique locarnienne la possibilité de renforcer les républicains allemands<sup>965</sup>. Suite à l'échange par discours interposés entre Poincaré à Lunéville et Stresemann devant son parlement, Luchaire opte sans surprise en faveur du point de vue allemand.

« L'interrogatoire qui clôt le discours du chef de la Wilhelmstrasse n'est pas seulement dans tous les esprits allemands, mais aussi dans tous les esprits impartiaux de notre pays<sup>966</sup>. »

En juillet Luchaire estime que l'évacuation permettrait d'enclencher une « politique de collaboration<sup>967</sup> ». En fin d'année, il dénonce l'inefficacité des

---

point dans son analyse de la situation internationale. Au mois ce point fixe-t-il sa position sur le sujet.

Brossolette, « Vers la solidarité européenne ? », *Notre Temps*, n°1, 01/12/1929, col.26.

962 Luchaire, « Un plan de liquidation de la guerre », *Notre Temps*, n°16, 10/1928. Luchaire, « La première étape de la liquidation de la guerre », *Notre Temps*, n°17, 11/1928. Luchaire, « La transaction des experts », *Notre Temps*, n°21, 03/1929. Luchaire, « La liquidation financière de la guerre », *Notre Temps*, n°25, 07/1929.

Luchaire, « La folie des réparations (I) », *Notre Temps*, n°28, 10/1929. Luchaire, « La folie des réparations (fin) », *Notre Temps*, n°29, 11/1929.

963 Luchaire, « Le débat sur Locarno continue », *La Volonté*, 06/01/1927. Lire également ses articles du 6 et du 11 janvier. A noter que Victor Basch, ami de Dubarry et caution républicaine du journal, se prononce contre l'évacuation au vu du nationalisme allemand, Victor Basch, « L'Occupation rhénane. II. L'argumentation politique », *La Volonté*, 15/05/1927.

964 Luchaire, « Le désarmement du Reich », *La Volonté*, 15/01/1927.

965 Luchaire, « Un bloc républicain est devenu possible au delà du Rhin », *La Volonté*, 05/06/1927.

966 Luchaire, « M. Stresemann a répondu au discours de Lunéville », *La Volonté*, 24/06/1927.

967 Luchaire, « Les Alliés resteront-ils en Rhénanie ? », *La Volonté*, 11/07/1927.



« occupations militaires » et considère que le « gage rhénan » est « inutile aux réparations<sup>968</sup> ». A partir de 1928 la signature de Luchaire apparaît moins souvent. On remarque tout de même que la ligne du journal ne varie guère. Citons à titre d'exemple l'éditorial du 13 janvier signé L.V. comme à l'habitude. L'auteur reprend un discours type souvent utilisé par Luchaire et estime que si l'évacuation n'intervenait qu'en 1935, elle n'aurait réussi qu'à attiser la haine de l'Allemagne et consacrer la faiblesse de l'armée française réfugiée derrière une ligne de fortifications ignorées par la guerre aérienne<sup>969</sup>.

La participation de Luchaire à *La Volonté* avant et en parallèle<sup>970</sup> de *Notre Temps* est intéressante à plus d'un titre. Elle nous renseigne d'abord sur ses positions de politique extérieure à une période où il ne s'y intéresse que partiellement dans *Notre Temps*. Ensuite parce que sa rencontre avec Albert Dubarry est décisive dans sa carrière. Luchaire a en effet bénéficié avec lui d'un net renforcement de sa position professionnelle. Simple rédacteur à l'*Ere Nouvelle*, il obtient vraisemblablement de rédiger l'éditorial de *La Volonté* ainsi qu'une part importante des articles de politique internationale. Il devient secrétaire général des services du journal puis participe à la création de *La France de Nice et du Sud-Est*<sup>971</sup> en février 1926 avant de prendre la rédaction en chef du *Carnet de la Semaine* au printemps 1927<sup>972</sup>, deux publications dirigées par Dubarry. La collaboration entre les deux hommes est un succès et l'on est en droit de s'interroger au vu des archives si la personnalité sulfureuse<sup>973</sup> de Dubarry n'aurait pas influencé également l'orientation politique de Luchaire. Jacques Bariéty<sup>974</sup> a prouvé que « *La Volonté*, dès le lendemain de sa naissance, se compromet financièrement avec l'Allemagne<sup>975</sup> ». Dubarry était depuis plusieurs années à la recherche d'une aide financière pour son projet de fondation d'un journal favorable à Caillaux. Lors de son passage à la direction de l'*Ere nouvelle* de 1922 à 1925 il a entretenu des contacts répétés avec l'Allemagne sans que ceux-ci n'aboutissent. Mais en 1926 Dubarry établit « un véritable marché entre *La Volonté* et la *Wilhelmstrasse*<sup>976</sup> » avec la publication d'au moins un article par semaine en faveur de l'Allemagne. Dubarry mène ensuite une campagne sans faille en faveur de Briand dans le but de satisfaire à ses engagements avec l'ambassade d'Allemagne mais également d'encourager à la constitution d'un cabinet Briand-Caillaux à même de remplacer le gouvernement Poincaré. Dans ces conditions il n'est pas surprenant de lire Luchaire défendre la politique de Thoiry dans *La Volonté* respectant ainsi la ligne édictée par son

---

968 Luchaire, « Une leçon à méditer », *La Volonté*, 09/11/1927.

969 LV, « La question rhénane », *La Volonté*, 13/01/1928.

970 Luchaire ne quitte *La Volonté* qu'à l'automne 1933 alors que *Notre Temps* s'apprête à devenir quotidien.

971 On y retrouve les articles de *La Volonté* signés Jean Dauriac et Jean Luchaire. On lit également Bertrand de Jouvenel en octobre 1926 qui vante l'organisation scientifique du travail aux Etats-Unis ; Bertrand de Jouvenel, « Les Américains [...] L'organisation scientifique du travail », *La France de Nice et du Sud-Est*, 29/10/1926, également publié le 4 janvier 1927 dans *La Volonté*.

972 AN, F7 15327, p.5.

973 Dubarry fait l'objet en mai 1918 d'une note de police détaillée et peu flatteuse quant à son intégrité professionnelle, AN F7 15 15953, 29/05/1918.

974 Jacques Bariéty, « L'appareil de presse de Joseph Caillaux et l'argent allemand (1920-1932) », *Revue Historique*, n°502, avril-juin 1972, pp.375-406.

975 *Ibid.*, p.388.

976 *Ibid.* p.389.

directeur. On est alors en droit de se demander si la brusque prise de position de Luchaire en faveur du rapprochement franco-allemand dans l'*Ère nouvelle*<sup>977</sup> en 1922 n'est pas la conséquence directe de l'arrivée de Dubarry à la tête du journal. Des soupçons de trafic d'influence concernant Dubarry se multiplient à la fin des années vingt.

« On rapporte – sous toutes réserves – que M. Dubarry, directeur de *La France du Sud-ouest* [SIC], à Nice, qui dans son journal faisait paraître en langue italienne, une page où il critiquait sévèrement les menées fascistes et le gouvernement de Mussolini, serait sur le point de cesser cette publication italienne. Désirant des compensations financières, il aurait engagé des pourparlers avec les milieux fascistes officiels, pour le dédommager<sup>978</sup>. »

Yvan Gastaut a montré que Dubarry entendait révéler les agissements fascistes à Nice en menant de véritables « enquêtes policières » afin de « créer l'événement<sup>979</sup> » mais il ne mentionne pas de tentatives de chantage à destination de l'Italie. Une note mentionne en septembre 1928 que Dubarry rentrerait de Berlin sans avoir « trouvé l'argent du journal pro-allemand qu'il voulait fonder<sup>980</sup> ». Puis en avril 1929, les suspicions se poursuivent et commencent à atteindre Luchaire sans pour autant le mettre en cause directement.

« On signale que la Presse Associée a reçu hier un télégramme de son correspondant de Berlin l'informant que le docteur Schacht a déclaré dans les couloirs du Reichstag qu'il avait pu s'assurer la collaboration de deux journaux de Paris en vue de mener une campagne; quoiqu'il advienne, en faveur des suggestions allemandes à la Conférence des Experts. Suivant les derniers renseignements parvenus, les quotidiens auxquels le docteur Schacht a fait allusion sont LA VOLONTE et L'ERE NOUVELLE. Il y a lieu de noter que M. Jean Luchaire, rédacteur à LA VOLONTE, a séjourné dernièrement à Berlin<sup>981</sup>. »

Nous n'avons pas trouvé d'indications quant à ce voyage supposé de Luchaire en Allemagne et ces extraits de rapports de police ne doivent pas nous encourager à le soupçonner. Il ne semble pas être directement concerné et il a déjà trouvé auprès du Quai d'Orsay tout l'appui financier nécessaire à *Notre Temps*. Pour autant, il nous paraît important de connaître les agissements de celui qui fut longtemps son patron et qui l'a véritablement lancé dans la carrière.

### C. L'Allemagne dans *Notre Temps*.

L'Allemagne est davantage représentée dans *Notre Temps* que n'importe quel autre pays européen. Dans les quarante trois numéros de sa parution mensuelle puis bimensuelle, *Notre Temps* publie dix articles signés par des auteurs de langue

---

977 Jean Florence, « Et maintenant ? », *L'Ère nouvelle*, 24/05/1922.

978 « A 2848, A/S de « La France du Sud-Ouest » [SIC], 07/11/1927, Notes Jean, F7 12955, bobine 2.

979 Yvan Gastaut, « La France de Nice et du Sud-Est : journal-événement (1926-1928) », *Cahiers de la*

*Méditerranée* [En ligne], 62 | 2001, mis en ligne le 15 février 2004, URL : <http://cdlm.revues.org/index55.html>

980 « 03/09/1928, manuscrit », Notes Jean, F7 12956.

981 « A 4277, 27/04/1929, A/S du Docteur Schacht et de la presse française », Notes Jean, F 7 12957, bobine 1.

allemande. Aux trois livraisons littéraires d'Else Lasker-Schüler, Rainer Maria-Rilke<sup>982</sup> et Albert Ehrenstein, s'ajoutent sept articles politiques portant sur l'implication de la jeunesse allemande en politique, notamment autour de l'idée d'Europe et de paix. Cela correspond à l'objectif annoncé à sa création de vouloir placer « au premier plan les questions franco-allemandes<sup>983</sup> ». Le premier article signé par un auteur allemand apparaît dans le cinquième numéro en octobre 1927<sup>984</sup>. Dans celui-ci, Herbert Dankworth évoque Versailles et la défaite comme les traumatismes du peuple allemand.

« S'il y a une vérité européenne, elle s'exprime dans le fait que l'avenir de chaque pays européen dépend des services qu'il est capable de rendre à l'Europe entière. C'est la force morale d'attraction qui l'emportera sur les problèmes militaires et économiques<sup>985</sup>. »

L'auteur rappelle les liens privilégiés qui uniraient la France à l'Allemagne et leur implication politique.

« Il n'y a pas, peut-être, un deuxième pays qui serait capable d'aimer la France plus sincèrement et de saluer son esprit et ses idées avec plus de réelle affection que l'Allemagne. Mais les Allemands qui portent à la France dès aujourd'hui l'amour le plus sincère se sentent quelque fois douloureusement troublés dans leurs sentiments. Est-ce qu'on sème la confiance par la méfiance<sup>986</sup> ? »

Ici est exprimée pour la première fois l'idée qu'une politique de compréhension de la part de la France aurait des conséquences avantageuses sur l'opinion publique allemande. Walter Engesser intervient ensuite à trois reprises pour éclairer les lecteurs de *Notre Temps* sur la situation politique allemande. On se rappelle de la rencontre de Luchaire avec le délégué allemand de Paneurope lors du Congrès de Vienne de 1926. Depuis, Engesser a été l'invité de la FJLR et le contact avec Luchaire s'est maintenu. En juin 1928, il revient sur les élections législatives allemandes du mois précédent<sup>987</sup>. Engesser veut voir dans ses élections remportées par la gauche « sous le signe de : Paix, Liberté, Pain » la marque d'une amélioration des rapports franco-allemands.

« La politique de réconciliation, d'entente avec la France est devenue l'apanage commun aux milieux les plus divers. »

Cependant il ne cache pas les obstacles qui se dressent outre-Rhin.

« La social-démocratie est aujourd'hui, par sa puissance, en face de l'opposition communiste et par l'importance encore effective d'une réaction qu'on aurait tort de négliger, le parti de soutien de l'Etat allemand<sup>988</sup>. »

En décembre 1928 puis en janvier suivant, Engesser analyse la situation

---

982 *Notre Temps* publie un extrait du *Livre des rêves*, à paraître chez Schiffrin d'après une traduction de Maurice Betz. Suite à la disparition de Rilke, Betz et les frères Berge ont consacré le numéro d'août 1926 des *Cahiers du Mois* au poète allemand.

983 Luchaire, Roche, « La Discipline européenne », *Notre Temps*, n°4, 09/1927, p.124.

984 Herbert Dankworth, « La Jeunesse allemande devant l'Europe », *Notre Temps*, n°5, 10/1927, p.23-25.

985 *Ibid.* p.23.

986 *Ibid.* p.25.

987 Walter Engesser, « La Politique internationale », « Les élections en Allemagne », *Notre Temps*, n°13, 07/1928, p.52-53.

988 *Ibid.* p.53.

politique allemande en des termes chers au directeur de *Notre Temps* en évoquant la « crise des partis » politiques<sup>989</sup>. Prenant pour exemple le débat qu'a suscité la construction d'un croiseur militaire et la volte-face que les socialistes seraient prêts à faire sur le sujet pour parvenir à la formation d'un cabinet, il décrit les manœuvres en cours au détriment des idées et regrette la faiblesse des partis incapables de garder une position de principe. Il décrit les difficultés économiques qui empêcheraient le développement d'une politique sereine puis il s'insurge contre un système incapable de permettre aux hommes jeunes d'accéder aux responsabilités. Il met alors en cause l'excès de « bureaucratie politique » et une « surestimation malade de l'organisation<sup>990</sup> ». En guise de conclusion, Engesser affirme son attachement aux principes démocratiques.

« C'est le règne de cette bureaucratie politique d'une part et le manque du sens de l'autorité d'autre part, qui sont un obstacle à ce que l'on peut appeler la véritable éthique de la démocratie ; le choix des meilleurs, par le peuple, pour la conduite du peuple<sup>991</sup>. »

En janvier 1929, Engesser poursuit son analyse d'une crise des partis politiques. Celle-ci serait d'abord due à l'absence de « doctrine définie » et de programme en matière économique. Devant le poids grandissant des questions économiques dans le positionnement politique de chacun, Engesser émet l'hypothèse d'un reclassement des partis non en fonction des idées politiques traditionnelles mais selon des mesures purement économiques. Il décrit l'opposition en Allemagne entre les partisans du régime parlementaire qui portent la discussion en termes idéologiques et leurs adversaires qui rejettent la responsabilité de la crise sur les partis et le régime même. Engesser réaffirme sa fidélité au système des partis politiques, qui sont « les éléments et la condition du régime parlementaire » ainsi que l'expression de la volonté politique du citoyen.

« Le parlementarisme n'est pas obligé de verser dans "la politique des couloirs", ou de faire de la tactique pour de la tactique, comme il l'a fait en Allemagne ces dernières années<sup>992</sup>. »

Engesser rappelle que tout régime a des défauts et il attend des partis le raffermissement de leurs positions et la définition de leur programme. En juillet 1929, Luchaire réussit un joli « coup » médiatique en publiant un article de Wolfgang Stresemann<sup>993</sup>. Cette participation a sans doute été facilitée par l'épouse de son père, Antonina Vallentin, journaliste et femme de salon très active dans la capitale allemande. Elle côtoie une part importante des élites culturelles et politiques de Berlin, elle est assez proche de Stresemann et publie sa biographie en 1931. Luchaire se félicite de cette participation à *Notre Temps* et déclare que le jeune

---

989 Walter Engesser, « La question du croiseur et la crise des partis en Allemagne », *Notre Temps*, n°18, 12/1928, p.94-96. Walter Engesser, « La crise des partis politiques et du parlementarisme en Allemagne », *Notre Temps*, n°19, 01/1929, p.42-44.

990 Walter Engesser, « La question du croiseur et la crise des partis en Allemagne », *Notre Temps*, n°18, 12/1928, p.96.

991 *Ibid.*

992 Walter Engesser, « La crise des partis politiques et du parlementarisme en Allemagne. », *Notre Temps*, n°19, 01/1929, p.43.

993 Wolfgang Stresemann, « La jeune génération allemande », *Notre Temps*, n°25, 07/1929, p.145-151.

Stresemann, natif de 1904, apporte des « informations et des opinions infiniment précieuses sur la mentalité de ses compatriotes ».

« [...] il prouve à quel point les préoccupations qui sont celles de *Notre Temps*, ont, au-delà du Rhin, des ré pondances [sic] profondes. Le réalisme, le pacifisme constructeur de la nouvelle génération ne sont pas des faits exclusivement français, mais aussi des faits allemands, donc européens. »

On peut lire dans cet article les réponses qu'adresse Stresemann à ce qui devait être un questionnaire de Luchaire autour des thèmes chers à la revue. Stresemann évoque les « courants spirituels de l'époque » à même de définir la jeunesse allemande, le développement de la technique, le rôle de la jeunesse allemande dans la promotion du pacifisme et sa réaction aux initiatives en faveur de la paix telles que les accords de Locarno et le mouvement Paneurope. Stresemann déclare que l'idée « pacifiste est très répandue en Allemagne<sup>994</sup> » cependant il lui est impossible d'« en conclure que la jeunesse soit particulièrement apte à devenir la propagandiste d'idées pacifistes<sup>995</sup> ». La participation de jeunes auteurs allemands marque ensuite une longue interruption jusqu'au mois d'avril 1930 et l'article de Martin Rank sur les mouvements de jeunesse allemands au lendemain de la Grande Guerre<sup>996</sup>. En mai, la revue se félicite de publier Frantz Rehr<sup>997</sup> en raison de la personnalité de l'auteur. Agé de 35 ans, il est présenté comme le « gouverneur d'une des plus actives provinces d'Autriche » et promis à un avenir politique brillant. Rehr étudie ici l'idée d'un « parlement économique ». Il permet à *Notre Temps* de nourrir simultanément plusieurs de ses thèmes de prédilection, la réforme de l'Etat, le rôle de la jeunesse et la convergence des idées au niveau européen.

« Ses idées, qui vont être incessamment soumises à l'opinion autrichienne, méritent d'être amplement discutées en France même, et du point de vue français. Cela prouve, d'une part, l'unité des besoins européens et, d'autre part, l'unité d'esprit qui lie les nouvelles générations par-dessus les frontières<sup>998</sup>. »

La participation allemande s'inscrit donc dans une promotion des thèmes chers à la revue en même qu'elle prouve l'existence de liens entre des hommes ayant une réflexion relativement proche. Cela resterait à approfondir mais la revue entend ainsi démontrer la justesse de son analyse internationale.

---

994 *Ibid.*, p.148.

995 *Ibid.*, p.149.

996 Martin Rank, « Une faillite allemande du tolstoïsme », *Notre Temps*, n°9, 01/04/1930.

997 Frantz Rehr, « L'économie introduit dans le politique », *Notre Temps*, n°11, 01/05/1930.

998 *Ibid.*



Troisième Partie  
*NOTRE TEMPS*, « LA REVUE DES NOUVELLES GENERATIONS  
EUROPEENNES ». 1930-1933

**Chapitre premier. Un hebdomadaire briandiste.**

Depuis l'automne 1928, *Notre Temps* perçoit une subvention mensuelle du Quai d'Orsay<sup>999</sup>. Cette subvention s'accroît une première fois en décembre 1929 pour permettre une publication bimensuelle. En juin 1930, elle est portée à 25000 Frs par mois et permet à la revue de paraître chaque semaine<sup>1000</sup>. Ceci inaugure une période de stabilité financière tout en rendant *Notre Temps* entièrement dépendant de la manne gouvernementale, ce qui pose certaines questions quant à l'indépendance de sa ligne éditoriale. Briand a-t-il un droit de regard sur les articles de la revue ? Ou bien Luchaire bénéficie-t-il d'une marge de manœuvre assez large ? Une autre série de questions porte sur la pérennité de cette subvention, la nature des engagements contractés et l'avenir de *Notre Temps* en cas d'alternance gouvernementale.

L'apport d'une subvention ministérielle n'a pas immédiatement modifié la ligne éditoriale. Depuis la parution en septembre 1927 de l'article « Une discipline européenne » puis après celui de février 1928, « Europe, ô ma patrie », il manque à *Notre Temps* une réelle consistance européenne que ses directeurs avaient pourtant annoncée. Jusqu'en juin 1930, la revue reste préoccupée par les questions politiques intérieures. Le débat sur l'idée européenne n'occupe qu'une place secondaire, il n'existe aucun suivi régulier de l'activité de Briand à la SDN et le seul élément important en ce sens est la prise en charge d'une rubrique de politique internationale par Pierre Brossolette à partir de décembre 1929<sup>1001</sup>. Entre décembre 1929 et juin 1930, alors que la subvention vient d'être augmentée, les articles de Luchaire ne concernent que les questions intérieures autour de ses thèmes de prédilection que sont la réforme de l'Etat, la désignation de ce que serait l'évolution de la société française, l'identité de la « nouvelle génération » et le rôle des « jeunes équipes » en politique. Il est alors empêtré dans la « querelle des générations » et fait face à la séparation de ces « jeunes équipes » qu'il rêvait de réunir.

Le 29 juin 1930, *Notre Temps* inaugure une rubrique spécialement consacrée à l'actualité politique internationale, elle est accompagnée d'un éditorial rédigé par Brossolette. Conformément sans doute à ses engagements auprès du Quai d'Orsay, *Notre Temps* débute une campagne active en faveur de l'idée européenne. Un autre événement a pu également influencer sur ce changement de ligne éditoriale. En effet, Luchaire a récemment fait la connaissance d'Otto Abetz, jeune professeur de dessin

---

999 Luchaire, lettre manuscrite, vendredi [17/08/1928 ?], p. 2, AML, ML 09165/41.

1000 AN, F7 15327, interrogatoire de Jean Luchaire, Nice, 02/07/1945, p.7.

1001 Il n'avait jusque là signé qu'une seule fois en novembre 1927.

et animateur de l'*Arbeitsgemeinschaft Karlsruher Jugendbünde*, une fédération des mouvements de jeunesse de Karlsruhe. C'est à ce titre qu'Abetz et son camarade Friedrich Bentmann sont venus pendant les vacances de Pâques 1930 trouver Luchaire à son domicile, également le siège de *Notre Temps*, pour lui faire part d'un projet qu'ils préparent déjà de longue date<sup>1002</sup>. Ils tombent rapidement d'accord sur l'idée d'une rencontre des jeunesses des deux pays. L'équipe organisatrice allemande étant déjà constituée, il reste à Luchaire à mettre sur pied une délégation française. C'est chose faite en ajoutant à l'équipe de *Notre Temps* une association étudiante dirigée par Cecil Mardrus, le Groupement universitaire franco-allemand (GUFA). Luchaire engage ainsi la revue à la pointe d'un nouveau combat en faveur de la paix et complémentaire à un engagement européen. La perspective d'une rencontre avec les représentants de la jeunesse allemande a pu également servir à appuyer la demande d'augmentation de la subvention. Jacques Chabannes a laissé quelques souvenirs diffus de *Notre Temps*. Il confirme cependant le poids de Briand dans le développement de la revue jusqu'à lui attribuer l'idée originale d'un contact avec la jeunesse allemande<sup>1003</sup>. Cette approximation, contredite par les témoignages de Otto Abetz, Friedrich Bentmann et Jean Luchaire<sup>1004</sup> révèle combien le souvenir des contacts avec Otto Abetz est délicat à évoquer et nécessite le recours à une caution morale irréprochable en la personne de Briand.

Désormais les préoccupations internationales priment dans la ligne éditoriale de *Notre Temps* selon deux axes : la mise en valeur du projet de Fédération européenne et la promotion du rapprochement franco-allemand. Sur les vingt sept numéros du second semestre 1930, Luchaire rédige cinq articles portant sur l'idée européenne, huit à propos de l'Allemagne et des possibilités de rapprochement et onze concernant la politique intérieure française<sup>1005</sup>. Ainsi Luchaire se penche désormais sur l'actualité politique internationale dans presque la moitié de ses éditoriaux. Avec quinze articles en moyenne, chaque numéro comporte au moins trois articles de politique internationale parmi lesquels l'éditorial de Pierre Brossolette, la rubrique « La Fédération européenne » et un ou plusieurs de la rédaction de *Notre Temps*. L'augmentation de l'occurrence « Allemagne » dans le sommaire de *Notre Temps* se décline de trois façons : la participation d'auteurs allemands et autrichiens s'accroît, l'attention des rédacteurs français se porte plus régulièrement sur l'actualité allemande dans des domaines variés (arts, lettres,

---

1002 Barbara Lambauer, *Otto Abetz et les Français ou l'envers de la collaboration*, Fayard, 2001, p.24.

1003 Jacques Chabannes, *Je les ai connus : de A à Z*, Presses de la Cité, 1984, p. 46 et 123. Dans les pages consacrées à Aristide Briand : « Aristide Briand nous invita, Luchaire et moi, à Cocherel [...] Il nous conseilla de prendre contact avec la jeunesse allemande et d'examiner avec elle les problèmes de demain, le "contentieux" comme il disait. » Et parmi celles consacrées à Jean Luchaire, p.123 : « Le 30 juin 1930, l'idée européenne prenait corps, répondant au memorandum de Briand. Celui-ci était persuadé qu'il ne suffisait pas que des jeunes Français s'affirment "européens". Il fallait prendre contact avec les jeunes Allemands. C'est pourquoi nous organisâmes, en Forêt-Noire, un congrès des jeunesses franco-allemandes. C'est là que nous fîmes la connaissance du futur ambassadeur nazi d'Allemagne à Paris pendant l'occupation, Otto Abetz, alors social-démocrate. »

1004 Parmi les sources de la rencontre, nous disposons des témoignages d'Abetz et de Bentmann, de la déposition de Luchaire en 1945 (p.8) et de l'historiographie allemande avec Dieter Tiemann, Barbara Unteutsch et Barbara Lambauer.

1005 Au cours de ces 27 numéros, Luchaire signe également un article consacré à l'organisation de *Notre Temps*, il est par ailleurs absent du sommaire à deux reprises.



politique, économie, etc), enfin, fort de ses contacts avec des représentants de la jeunesse allemande, Luchaire se fait le défenseur du point de vue allemand dans ses éditoriaux.

## I. L'œuvre de rapprochement intellectuel entreprise par *Notre Temps*.

### A. Le Sohlberg, conférences et commentaires.

Le Congrès du Sohlberg est le début d'une campagne intensive en faveur d'une politique d'entente avec l'Allemagne. Dès ses premiers numéros, la revue a certes défendu l'idée d'une conciliation internationale. Mais après juin 1930 *Notre Temps* se lance dans une pratique nouvelle à la faveur de la promotion de l'idée d'union européenne. Cette ouverture franco-allemande s'insère dans les tentatives socioculturelles pour œuvrer à une meilleure connaissance entre les deux pays. Ce mouvement dont Hans Manfred Bock nous dit qu'il n'est pas exempt de méfiance en Allemagne espérait une évolution de la politique afin d'obtenir « un *modus vivendi* avec la France<sup>1006</sup> ». On parle à l'époque d'un « Locarno intellectuel<sup>1007</sup> » en reprenant une expression de Heinrich Mann.

Le moment est crucial puisqu'il correspond à une succession d'événements aptes à décourager les partisans du rapprochement. En septembre, les élections législatives allemandes voient la forte poussée du NSDAP tandis que la crise continue de faire progresser le chômage en Allemagne. En octobre, la manifestation du *Stahlhelm* à Coblenz est une illustration supplémentaire de la volonté allemande de se défaire, par la force ou la diplomatie, du plan Young comme du Traité de Versailles.

#### a) Le déroulement de la rencontre.

##### 1. Un séjour d'immersion du 28 juillet au 3 août 1930.

Pendant une semaine, l'auberge de jeunesse située à 800 mètres d'altitude réunit une centaine de participants. Lieu symbolique puisqu'il permet aux visiteurs d'admirer librement les paysages français et allemand, il voit les congressistes assister aux conférences en matinée et partir en excursion l'après-midi. Dans les récits de ces journées, une grande place est faite à la sympathie des échanges et aux bienfaits de la vie en communauté dans un cadre rustique.

Le numéro spécial du 10 août 1930, entièrement consacré à la rencontre du Sohlberg<sup>1008</sup>, est la première expression de la politique de rapprochement intellectuel qu'entend mener *Notre Temps*. Il reproduit l'intégralité des conférences des Français

---

1006 Hans Manfred Bock, « Transaction, transfert et constitution de réseaux. Concepts pour une histoire sociale des relations culturelles transnationales » in Hans Manfred Bock, Gilbert Krebs, *Échanges culturels et relations diplomatiques: Présences françaises à Berlin au temps de la République de Weimar*, Presses Sorbonne Nouvelle, 2005, p.23.

1007 Heinrich Mann, « Pour un Locarno intellectuel », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 1, 1928, p.292.

1008 « Une expérience de contact franco-allemand. Le Congrès du Sohlberg », *Notre Temps*, n°21, 10/08/1930.

et un résumé de celles des Allemands. Le but de la réunion étant d'établir une comparaison des jeunesses des deux pays en abordant des domaines variés, il fait écho à la première signature allemande dans *Notre Temps*, celle d'Herbert Dankworth, qui publiait en octobre 1927 un article intitulé « La Jeunesse allemande devant l'Europe », un thème resté sans suite jusqu'alors. Cette rencontre semble correspondre idéalement à la ligne éditoriale de *Notre Temps*, elle met en avant la jeune génération française, sa tendance pacifiste et son ouverture aux questions internationales. La rencontre destinée à améliorer la connaissance mutuelle des jeunesses des deux pays ne devait avoir aucune signification politique propre comme l'écrit Jean Luchaire.

« Nulle pensée directement politique n'a inspiré ses organisateurs<sup>1009</sup> ».

L'idée était de faire vivre en commun une centaine de jeunes Français et Allemands « choisis sans distinction de professions, de classe et d'opinions politiques et religieuses ». L'assistance française était composée essentiellement d'étudiants de la Sorbonne, celle allemande est plus diversifiée avec des démocrates et des nationalistes. Cette rencontre dépassant le cadre d'une « manifestation politique » prend de l'avis de Luchaire « la valeur d'une expérience scientifique réalisée dans des conditions d'objectivité absolue<sup>1010</sup> » avec pour résultat l'apparition d'une « matière surprenante d'unité » et la découverte pour les participants « d'innombrables motifs de solidarité et d'accord<sup>1011</sup> ». Connaissant le discours habituel de Luchaire, nous ne sommes pas surpris de sa précaution à se séparer du politique et de sa faculté à trouver des éléments de convergence entre les deux jeunesses. Mais la dimension politique n'est nullement absente pour les organisateurs allemands. Alors qu'il prépare la rencontre, le professeur Gustav Mittelstrass développe en vain un argumentaire nationaliste pour plaire aux autorités allemandes espérant obtenir une participation financière de la part du Ministère des Affaires étrangères. Mittelstrass explique ainsi que la rencontre ne vise pas « une fraternisation avec des Français quelconques », chacune des délégations serait animée « des sentiments nationaux dans l'esprit des rencontres des ligues » et la délégation allemande se fixerait pour objectif d'exposer la situation politique de l'Allemagne et « en particulier [la] position de la génération de la guerre<sup>1012</sup> ». Lors de leur visite en France pour soumettre à des groupements français le projet d'une rencontre des deux jeunesses, Bentmann<sup>1013</sup> se rappelle qu'ils essuyèrent nombre de refus avant de croiser Jean Luchaire<sup>1014</sup>. En l'équipe de *Notre Temps*, Abetz et

---

1009 Luchaire, « Deux jeunesses en présence », *Notre Temps*, n°21, 10/08/1930, col.321.

1010 *Ibid.* col. 322.

1011 *Ibid.* col. 321.

1012 Extrait de la lettre de Gustav Mittelstrass adressée le 5 juin 1930 au Ministère des Affaires étrangères, cité par Barbara Lambauer, *op. cit.* p.26 et Dieter Tiemann, *Deutsch-französische Jugendbeziehungen der Zwischenkriegszeit*, Bouvier/Röhrscheid, Bonn 1989, p.117.

1013 Il a laissé un précieux témoignage de ses rapports avec Abetz et de la rencontre du Sohlberg dans « Über Otto Abetz », *Jahrbuch des Archivs der deutschen Jugendbewegung*, achter Band, 1976 p.51-59. Je dois ici remercier la Dr. Suzanne Rappe-Weber et Madame Christine Herrberger pour l'envoi gracieux de ce document.

1014 « Er hatte sich die Adressen von französischen Jugendorganisationen besorgt, und so ging es von Büro zu Büro. Teilweise wurden wir von den Vertretern skeptisch belächelt. Einer aber nahm uns von Anfang an sehr ernst. Das war Jean Luchaire, der Leiter der Zeitschrift "Notre Temps", die sich als Organ "der jungen europäischen Generation" bezeichnete. » Friedrich Bentmann, *op. cit.*, p.56. « Il avait obtenu les adresses des organisations de jeunesse française, et il allait de bureau en bureau. Parfois, nous étions moqués par les

Bentmann trouvent des jeunes gens acquis à des idées propres à faciliter la discussion. Il faut rappeler que l'*Arbeitsgemeinschaft* réunit l'ensemble des mouvements de jeunesse de Karlsruhe, que l'idée d'une rencontre avec la jeunesse française a nécessité un travail de préparation pendant dix mois afin de définir « une attitude typique pour toute la jeune génération allemande<sup>1015</sup> ». La délégation française quant à elle ne s'est nullement préparée et s'avère sûrement beaucoup plus candide.

## 2. Le menu des conférences : discours allemands et français.

Chaque intervenant s'exprime dans sa langue maternelle, les traductions ont lieu pendant ou après le discours. La première conférence est prononcée par le Dr. Friedrich Bentmann, ami d'enfance d'Otto Abetz et l'un des principaux protagonistes de cette rencontre. Elle porte sur les rapports spirituels entre la France et l'Allemagne et la mise en évidence d'un « héritage commun », parallèlement à « l'approfondissement des cultures proprement nationales ». Le professeur Kurt Martin fait ensuite un exposé informatif sur l'art moderne allemand sans que cela n'implique de réflexions politiques. Il n'en va pas de même lors de la conférence du Docteur Arnold Bergstraesser. Né en 1896, élève de Max Weber, il obtient en 1923 un doctorat de philosophie à Heidelberg et se montre très investi dans les mouvements étudiants et les échanges universitaires. Il est le collègue d'Ernst Robert Curtius à Heidelberg et publie en 1930 *Sinn und Grenzen der Verständigung zwischen Nationen*<sup>1016</sup>, un indice de son intérêt à participer Sohlberg. Son intervention porte sur « le problème social en Allemagne<sup>1017</sup> ». L'orateur étudie « les conséquences profondes produites en Allemagne par les mutilations territoriales subies en vertu du Traité de Versailles » puis il place les réparations et l'occupation de la Ruhr parmi les facteurs de la crise économique allemande. Face à cela, la jeunesse est décrite comme « désorientée », et à la recherche « de principes nouveaux et de nouveaux maîtres ». Les discours du Dr. von Grohlman sur la littérature comme celui du Pr. Otto Piper sur les tendances religieuses de la jeunesse allemande s'en tiennent au rang d'exposé apolitique et n'abordent pas l'idée du rapprochement franco-allemand<sup>1018</sup>. Le samedi sont au programme pour le dernier jour des conférences les interventions sur la politique par Jean Luchaire pour la France et par le Pr. Dähnhardt pour l'Allemagne. Sur le programme publié dans les numéros précédents celui du Sohlberg, l'exposé de Dähnhardt est annoncé sous le titre « *Der politische Willen der jungen deutschen Generation* ». *Notre Temps* en

---

représentants sceptiques. Mais l'un deux nous prit très au sérieux dès le début. C'était Jean Luchaire, le directeur de la revue "*Notre Temps*", qui se présentait comme l'organe "de la jeune génération européenne" ». Comme nous l'avons remarqué, *Notre Temps* n'a pas encore qualifié d'européenne la nouvelle génération qu'il veut représenter. Ce n'est le cas que trois mois plus tard.

1015 Barbara Lambauer, *op. cit.* p.24.

1016 Arnold Bergstraesser, *Sinn und Grenzen der Verständigung zwischen Nationen*, Dunckler und Humblot, München, 1930.

1017 « Intervention du Dr. Bergstraesser sur le problème social en Allemagne », *Notre Temps*, n°21, 10/08/1930, col.329.

1018 « Discours du Dr. von Grohlman sur la littérature actuelle en Allemagne », col.336-338 ; « Discours du Pr. Otto Piper sur les tendances religieuses de la jeunesse allemande », col.341-342, *Notre Temps*, n°21, 10/08/1930.

publie une traduction intitulée « les tendances de la politique allemande<sup>1019</sup> », ce qui en atténue quelque peu le sens. Heinz Dähnhardt, responsable du mouvement conservateur « *Jungnationale Bund* », présente en réalité un portrait psychologique de la jeunesse allemande en prise aux bouleversements d'après-guerre qui n'est pas sans rappeler celui que l'on doit à Luchaire. De l'expérience de la guerre, de la défaite et du chaos politique qui l'a suivi, la jeunesse sortirait impatiente de trouver une stabilité et un sens aux événements. De l'avis de l'auteur, le système politique reste insuffisant.

« L'Allemand n'a pas de talent pour la politique et il n'est pas arrivé dans les dix années d'après-guerre à faire de sa République une forme d'Etat bien convaincante, et qui satisfait la majorité de ses citoyens<sup>1020</sup>. »

Parmi les « tendances de la politique allemande » que l'auteur veut souligner, la première est l'engouement de la jeunesse pour les groupements politiques. Selon lui, la recherche d'une discipline à travers ces groupements n'est autre qu'un moyen d'éducation. Ensuite, la jeunesse en révolte s'orienterait soit dans les mouvements extrêmes antirépublicains, pour les moins intelligents d'entre eux, soit dans ceux conservateurs, pour les « plus intelligents ». L'auteur se dit déçu du régime tout comme le seraient également les jeunes et les anciens combattants, « remplis d'une juste rancune contre leur patrie ». En conclusion, Dähnhardt évoque des projets de réforme pour des « institutions vraiment populaires ». Luchaire prend alors la parole pour demander de trouver « au-dessus des solutions nationales, des solutions réellement européennes ». Il semble que réside ici la distinction fondamentale entre la conception allemande de la rencontre et celle des animateurs de *Notre Temps*. Chacun pensait peut-être amener la discussion sur ses idées de prédilection, seulement l'ordre du jour ne mentionne aucune réflexion au niveau continental mais au contraire la présentation des situations propres à chaque pays. La rencontre du Sohlberg fait ainsi la part belle aux exposés nationaux voire nationalistes, car entre les deux la frontière est parfois ténue. La journée se termine avec l'intervention impromptue du Pasteur Kappes lors de la veillée auprès du feu. Dans une ambiance propice à la rêverie, l'ancien combattant provoque une forte émotion en rappelant les souvenirs de la Grande guerre et en invitant à « l'union des hommes libres et fraternels ». Les congressistes poursuivent alors la soirée au son des hymnes nationaux et de l'Internationale. Le dimanche, Luchaire doit faire un discours en forme de conclusion. Abetz prononce quelques mots pour remercier les participants et certains congressistes interviennent pour dire quelques mots. Un représentant des jeunes catholiques allemands interprète l'idée de génération. Gustav Mittelstrass revient sur la gravité de la crise en Allemagne qu'il qualifie de « première préoccupation du pays ». Il énonce ensuite plusieurs idées sur la manière dont la jeunesse s'engage dans la politique. Là encore, le propos privilégie l'idée nationale puisqu'il décrit l'époque comme marquée par le besoin et la satisfaction d'appartenance nationale.

---

1019 « Discours du Pr. Dähnhardt sur les tendances politiques allemandes », *Notre Temps*, n°21, 10/08/1930, col.351.

1020 *Ibid.*

« Jamais on ne s'est senti autant Allemand et pourtant jamais on n'a été aussi heureux de rencontrer des étrangers que l'on aime<sup>1021</sup>. »

Avant cela Mittelstrass s'est montré assez proche des conceptions propres à Luchaire en décrivant la situation politique.

« Tout le monde cherche l'objectivité, contre les idéologies. »

A l'instar de Heinz Dähnhardt, Mittelstrass partage, ou tout au moins reprend dans son argumentaire les idées que Luchaire défend publiquement depuis des années et qui sont facilement accessibles depuis la publication d'*Une Génération réaliste*. S'il est délicat de conclure à une réelle identité de vues entre certains congressistes allemands et français, il est possible de penser que les Allemands auront eu le temps de lire Luchaire et ainsi gagner en crédibilité.

b) Jean Luchaire au Sohlberg.

1. Les tendances politiques de la « nouvelle génération » française.

La veille de conclure le congrès Luchaire prononce une conférence sans surprise puisqu'elle porte sur « les tendances politiques de la nouvelle génération française<sup>1022</sup> ». Dans son introduction, Luchaire situe une jeunesse porteuse d'une action décisive à chaque étape importante de l'histoire de France. Cette situation se serait interrompue après la guerre et, en citant l'expression de Tardieu, l'orateur dénonce « le syndicat des anciens présidents du Conseil » et la mainmise sur le pouvoir par « l'équipe de 1880 ». Parmi les « camarades d'âge » de Poincaré, Luchaire ne distingue qu'une exception en la personne d'Aristide Briand. Dans son exposé Luchaire reprend nombre des principaux points développés dans *Une Génération réaliste*. Il revient sur « la révélation que fut [...] la prédication de Wilson », devant le spectacle de la guerre, le monde était alors « en pleine dislocation » aux yeux de la jeunesse. Une fois de plus, il développe sa vision de l'évolution politique de la jeunesse en citant les notions de « réalisme » et d'« idéalisme », l'orientation politique de la jeunesse entre droite et gauche, et l'existence d'un mouvement autonome dans divers groupements (L'Effort, *La Jeune Europe*, le GUSDN, Paneurope, etc.), et en matière de politique intérieure au sein des JLR, de la LAURS et du GEDES. Luchaire met sur le même plan des mouvements quantitativement importants et ses propres initiatives aussi éphémères que leur recrutement était limité. Son panorama de la jeunesse française se limite essentiellement à celle « allant du centre au parti radical ». Luchaire distingue parmi elle « le non-conformisme de tous les jeunes, de droite à gauche, vis-à-vis des dogmes de leur parti ». Prenant en compte cette fois les jeunes socialistes, Luchaire peut déclarer :

« A quelque parti qu'ils appartiennent, sauf les royalistes qui ne comptent plus, les jeunes Français veulent modifier profondément la structure politique de leur

---

1021 « Dimanche 3 août », *Notre Temps*, n°21, 10/08/1930, col.355.

1022 « Discours de Jean Luchaire sur les tendances politiques de la nouvelle génération française », *Notre Temps*, n°21, 10/08/1930, col.347-350.

pays<sup>1023</sup>. »

En conclusion, Luchaire ouvre son propos à l'échelle européenne sur cette question de réforme politique et cite la Russie et l'Italie comme étant les deux seuls pays à avoir « apporté à l'Europe deux systèmes complets et neufs<sup>1024</sup> » alors que la France se serait montrée « muette » en la matière.

« Nous allons faire en sorte, nous autres jeunes, qu'elle brise son silence et qu'elle apporte aussi sa solution générale à la crise politique européenne. »

Sans préciser aux congressistes du Sohlberg de quel ordre serait cette crise européenne, Luchaire sous-entend habilement qu'elle concerne d'une manière identique les jeunesses allemandes et françaises. Le propos reste prudent car il n'évoque pas précisément le projet de Fédération européenne qu'il promeut ardemment en France. C'eût été là l'occasion de s'opposer diamétralement à l'exposé de Heinz Dähnhardt, ce que Luchaire a préféré éviter pour ne pas ternir la réussite du Congrès.

## 2. Parmi ses conclusions, l'idée européenne et le fait national.

Dans son discours final Jean Luchaire exprime son entière satisfaction et tire un premier enseignement du congrès.

« [...] nous nous trouvons actuellement, en France et en Allemagne, dans une période de trouble inexprimable – celui qui suit l'écroulement graduel d'un monde vieilli et qui précède la naissance hésitante mais certaine d'un monde nouveau<sup>1025</sup>. »

Un second enseignement proviendrait des similitudes et des différences qui se sont fait jour lors de cette rencontre. Si les « inquiétudes sont de nature diverse dans le domaine psychologique parce qu'elles se ressentent de deux caractères nationaux proches mais non identiques », Luchaire veut croire en « une même et seule inquiétude dans le domaine des réalités politiques, économiques, sociales et culturelles<sup>1026</sup> ». Fort de cette convergence, il entrevoit la possibilité d'agir ensemble.

« Les mêmes problèmes se posent devant nous, et nous savons à présent qu'il nous est possible de leur chercher en commun des solutions également applicables dans nos deux pays. »

Dans sa perception, Luchaire retient un critère important quant au déroulement des échanges. « Loyauté, simplicité, franchise » auraient guidé les congressistes dans leurs discussions et les « arrière-pensées politiques » auraient été « balayé[es] en quelques heures ». Luchaire insiste sur la sincérité et l'absence de mensonges qui ont présidé aux débats.

« Ainsi, en nous refusant à faire de la politique, avons-nous acquis ce qu'il faut pour faire désormais de la bonne politique. »

Pourtant il s'agit bien de politique à la lecture de Bergstraesser et de Dähnhardt. Luchaire livre ici son opinion personnelle de la politique qui serait indissociable de soupçons de partialité. Il en est de même avec la diplomatie.

---

1023 *Ibid.* col.350.

1024 *Ibid.* col.350.

1025 « Discours final de Jean Luchaire », *Notre Temps*, n°21, 10/08/1930, col.356.

1026 *Ibid.*

« Au Sohlberg, nous n'avons pas fait de diplomatie. Nous n'avons pas menti, nous ne nous sommes pas déguisés, nous n'avons rien dissimulé<sup>1027</sup>. »

Luchaire veut dépasser l'idée de rapprochement face aux identités différentes et à la multitude de « divergences irréductibles » et il invite chacun à s'engager pour une « œuvre constructive commune » où les « divergences » pourraient « devenir complémentaires<sup>1028</sup> ». Il argue de la communauté de vues des « nouvelles générations » allemandes et françaises et distingue de nombreux points communs dont « l'éducation sentimentale et intellectuelle », les « espoirs », la « révolte contre les mêmes façons de vivre », la recherche d'un « ordre nouveau », « l'amour du travail » et enfin l'abandon groupé de « l'esprit de caste », de « l'orgueil du parti pris individuel ou national » et de « la volonté de domination ». Les deux jeunessees étant animées par « un mutuel esprit de tolérance », chacun de ses membres avec ses opinions pourrait respecter les opinions des autres. Luchaire ne craint pas alors d'affirmer que « la nouvelle génération allemande », comme celle française, serait mue par les deux valeurs que sont le « réalisme » et « l'idéalisme ».

Luchaire présente les membres de l'équipe de *Notre Temps* comme « depuis dix ans, les partisans, les défenseurs, les propagandistes de l'idée d'union européenne ». Et au Sohlberg, il aurait appris que le « vrai support de l'idée d'union européenne » serait l'« identité presque complète des réactions qu'éprouvent les nouvelles générations allemande et française devant leurs phénomènes nationaux respectifs<sup>1029</sup> ». Il semble que les discussions censées rapprocher les deux générations ont en même temps valorisé leurs spécificités nationales. Luchaire se doit donc d'adapter ses cadres de pensée à ceux rencontrés au Sohlberg.

« En un mot, ce n'est pas sur le terrain européen que se manifeste une saisissante unité. C'est sur notre terrain national respectif. »

Mais il n'oublie pas pour autant le projet de Fédération européenne.

« L'Union de l'Europe, c'est-à-dire la Fédération Européenne, seule certitude de paix, seule certitude de prospérité, seul moyen, pour vous comme pour nous, d'être pleinement libres sans réduire la liberté d'autrui<sup>1030</sup>. »

Luchaire fait le vœu que les différences soient utilisées comme point d'équilibre et espère qu'elles n'empêchent pas le travail en commun, toujours à la recherche des conditions pour un consensus.

« Dans la vie, tout est question d'optique. Appliquons-nous à considérer comme complémentaires les caractéristiques que l'on a jusqu'à présent qualifiées d'opposées. Corrigeons-nous et fortifions-nous les uns les autres<sup>1031</sup>. »

Le soin qu'apporte Luchaire à rapprocher les points de vue exprimés dans les deux délégations a pour objectif de fêter la rencontre du Sohlberg comme une réussite. Celle-ci obtient dès lors la valeur de symbole propre à encourager de nouveaux contacts avec l'Allemagne, notamment politiques. Luchaire compte fermement sur le projet de Fédération européenne pour concilier les points de vue et

---

1027 *Ibid.*

1028 *Ibid.* col.357.

1029 *Ibid.*

1030 *Ibid.* col.358.

1031 *Ibid.*

résoudre les différends européens. Dans sa vision de politique internationale, ces deux points sont étroitement associés, chacun épaulant et justifiant l'autre. Reste le problème de la confrontation des idées. Il n'a pas pu échapper à l'équipe de *Notre Temps* qui est porteuse d'idéaux européens que la délégation allemande s'est globalement positionnée autour d'un discours nationaliste. Après cette première rencontre qui correspond à une présentation de chacun, comment les interlocuteurs français et allemands peuvent-ils réagir ?

c) La réception du congrès en France et en Allemagne.

Sitôt le congrès terminé, Alfred Silbert est parti sac-au-dos à la rencontre des jeunes allemands afin de rendre compte de leur état d'esprit auprès des lecteurs de *Notre Temps*. Silbert explique recevoir un accueil excellent même lorsqu'il rencontre des militants nationalistes. La conversation s'engage en bonne intelligence après quoi chacun se quitte en bons amis. Empreint de sentimentalisme, Silbert pose la question :

« Pourquoi s'imaginer qu'un nationaliste allemand est automatiquement un ennemi de la France<sup>1032</sup> ? »

De son voyage, il tire une réflexion apaisée sur la politique allemande.

« En tout cas, contrairement aux apparences – et à moins d'une crise de folie collective actuellement impossible, qui conduirait à un fascisme dictatorial – le national-socialisme n'apparaît donc pas dangereux à l'extrême pour la France, car, plus encore que les jeunes Français, la nouvelle génération allemande a horreur de la guerre, dont elle a tant souffert et par laquelle elle souffre encore. »

L'erreur d'appréciation du nazisme n'est ni surprenante ni porteuse d'un sens particulier, mais de cet avis découle une idée qui l'est davantage. Il n'existerait pas de contradiction entre un nationalisme extrême et une attitude respectueuse envers la France. Ainsi le nationalisme allemand doit être compris et accepté par les Français en vertu d'une sorte de relativisme sociologique.

« Et pourquoi, ajouterai-je encore, transposer les caractéristiques fondamentales de notre système et de nos habitudes politiques<sup>1033</sup> ? »

Silbert recommande de ne pas comparer la France et l'Allemagne car les situations seraient trop différentes. Il applique ici « la méthode d'objectivité<sup>1034</sup> » que *Notre Temps* défend dans l'examen des « problèmes continentaux<sup>1035</sup> » comme dans son regard sur les régimes étrangers. La défaite et l'inflation auraient sapé les fondements de la société allemande et la jeunesse souffrirait trop du capitalisme. Silbert peut alors affirmer toute sa confiance en la jeunesse allemande.

« Car il est hors de doute dans leur effort de reconstruction de l'Allemagne, appuyé sur la notion de *Deutschtum*, c'est-à-dire, si j'ose employer ce néologisme, de "germanicité" [SIC], les jeunes Allemands qui ont l'amour de leur race et de leur culture, buteront chez nous des intérêts et des traditions. »

---

1032 Alfred Silbert, « La jeunesse allemande chez elle. Suite du Sohlberg-camp », *Notre Temps*, n°23, 24/08/1930, col.413.

1033 *Ibid.*

1034 Luchaire, Roche, « La Discipline européenne », *Notre Temps*, n°4, 09/1927, p.124.

1035 Luchaire, Roche, « Europe, ô ma patrie... », *Notre Temps*, n°8, 02/1928, p.2.



Le désir de contribuer à une amélioration des relations franco-allemandes combiné à celui de comprendre le partenaire allemand mène Silbert à excuser toute forme de nationalisme chez ce dernier. En guise de conclusion Silbert appelle à une synthèse des idées.

« A nous donc – pour mieux en assurer la juxtaposition – de faire le même effort et de pénétrer leur "culture" vaillante comme ils tentent, eux, de pénétrer notre "civilisation"<sup>1036</sup>. »

Sans les expliquer, Silbert reprend à son compte les termes d'une réflexion courante chez les intellectuels allemands dans les années vingt. Confrontés à la modernisation qu'affronte la République de Weimar, les intellectuels allemands distinguent deux modèles culturels opposés, celui de « *Kultur* » et celui de « Civilisation ». Dans leur prolongement, s'établissent deux visions politiques de l'avenir également antithétiques<sup>1037</sup>. Ils en déduisent la supériorité de l'Allemagne et de ses conceptions pour organiser l'Europe. Cette réflexion, qui s'appuie sur l'opposition de Ferdinand Tönnies entre *Gemeinschaft* et *Gesellschaft*, constitue la base idéologique de la « Révolution conservatrice », phénomène politique majeur de la République de Weimar<sup>1038</sup>. La « *Kultur* » allemande correspond à la défense d'un lien organique entre l'individu et la société. Elle s'inspire du romantisme politique qui s'oppose à la démocratie et à l'héritage des Lumières et s'appuie sur l'idéalisme et le spiritualisme pour envisager la société à construire. Le *Wandervogel* est une de ses émanations et le courant *völkisch* son expression politique exacerbée. Selon cette réflexion, la « Civilisation » distingue « la fusion spécifiquement française entre la culture et la politique<sup>1039</sup> » dont la figure de l'intellectuel engagé serait le symbole. L'héritage du rationalisme de Descartes, des Lumières et de la Révolution française conduirait les Français à une analyse politique et libérale de l'Europe contraire aux aspirations allemandes. Lorsque Silbert reprend les termes de cette dichotomie et même s'il pense à en faire la synthèse, il témoigne de sa perméabilité aux idées allemandes. L'absence de jugement critique conduit à l'acceptation de l'idée au même titre qu'un fait et marque le départ d'un transfert culturel de l'Allemagne à la France. Ainsi est présentée aux Français l'idée de l'existence d'identités culturelles spécifiques, voire diamétralement opposées.

---

1036 Alfred Silbert, « La jeunesse allemande chez elle. Suite du Sohlberg-camp », *Notre Temps*, n°23, 24/08/1930, col.413.

1037 Voir Gérard Raulet, « Les Lumières françaises et leur fonction idéologique dans la romanistique allemande des années vingt et trente », p.317-342, dans H-M Bock, R. Meyer-Kalkus, M. Trebitsch, *Entre Locarno et Vichy*, *op. cit.*

1038 Sur la Révolution conservatrice, voir Louis Dupeux (dir.), *La « Révolution conservatrice » dans l'Allemagne de Weimar*, Paris, Kimé, 1992. S. Breuer, *Anatomie de la Révolution conservatrice*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1996. S. Breuer, « Y a-t-il eu une "Révolution conservatrice" sous la République de Weimar ? », in *Carnets. Revue du Centre de recherche et de documentation Ernst Jünger*, édités par D. Beltrán-Vidal, Montpellier, 2001. G. Merlio, « Le concept de "Révolution conservatrice". A propos de deux ouvrages de Stefan Breuer », in *Etudes germaniques*, octobre-décembre 1997, p.673-688. G. Merlio, « Y a-t-il eu une "Révolution conservatrice" sous la République de Weimar ? », in B. Koehn (dir.), *La Révolution conservatrice et les élites intellectuelles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, p.15-32. L. Dupeux, *Aspects du fondamentalisme national en Allemagne de 1890 à 1945*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2001. Olivier Dard, « Contribution à l'étude des réceptions française de la "Révolution conservatrice" allemande : l'exemple de la Nouvelle droite » in Pierre Béhar, Françoise Lartillot et Uwe Puschner, *Médiation et conviction*, Mélanges offerts à Michel Grunewald, L'Harmattan, 2007, p. 63-75.

1039 Gérard Raulet, *op. cit.*

En novembre, *Notre Temps* reproduit un article paru dans la *Deutsch-Französische Rundschau*<sup>1040</sup> signé Hans Steinthal, un témoin du Sohlberg<sup>1041</sup>. Au début comme à la fin de son article, l'auteur insiste sur la sympathie et la volonté de compréhension qui accompagnèrent les discussions. Au Sohlberg, il n'y eut aucun ordre du jour politique de voté, seulement un essai de rapprochement réalisé non en discussion mais en actes. Steinthal rappelle que les discours de Dähnhardt, Bergstraesser et Mittelstrass ont abordé « les difficultés économiques et politiques que suscitent en Allemagne la malheureuse solution apportée au problème des frontières de l'Est ».

« La sincérité de ces exposés, le sentiment national qui les anime font une grande impression sur les Français. [...] En particulier, ce qui fait impression, ce sont les chiffres que Mittelstrass apporte sur le déséquilibre qui existe en Allemagne entre le nombre de ceux qui demandent à apprendre un métier et le nombre de ceux dont on a besoin<sup>1042</sup>. »

Steinthal ajoute qu'Alfred Silbert, spécialiste des questions coloniales à *Notre Temps*, proposa une conférence improvisée sur sa récente traversée du Sahara. La discussion aborda rapidement la question des mandats coloniaux que Silbert traita, selon Steinthal, « avec une compréhension réelle du point de vue allemand ».

En octobre 1930, Raymond-Raoul Lambert<sup>1043</sup> rend compte d'un article publié par Mittelstrass dans le *Stuttgarter Neues Tagblatt* du 3 septembre se félicitant d'un écho positif en Allemagne. Les quelques extraits viennent encore confirmer l'objectif politique que revêtait la rencontre du Sohlberg pour certains participants.

« C'est ainsi que nous avons pu attirer l'attention en toute clarté sur la question des frontières de l'Est qui n'est pas résolue<sup>1044</sup> [...]. »

Derrière le thème de la jeunesse résident en réalité des questions éminemment politiques telles celles des frontières de l'Allemagne.

« C'est ainsi que nous avons pu montrer à des Français, chiffres à l'appui, combien la situation de la jeunesse chez nous, par suite du chômage, est véritablement terrible, [...] et, sans taire les pertes de territoires dues au Traité de Versailles, nous avons pu dire que le chômage est devenu un élément de la vie nationale et que la jeunesse, bien plus, a les plus grandes difficultés à choisir une carrière. »

---

1040 Sur cette revue, lire Béatrice Pellissier, « Aspects de la crise intellectuelle franco-allemande en 1930 à travers la *Deutsch-Französische Rundschau* et la *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n°4, oct-déc. 1991, p.435-449. Pour une approche plus complète, lire sa thèse, « Un dialogue franco-allemand de l'entre-deux-guerres : la *Deutsch-Französische Rundschau* (janvier 1928-juin 1933) et la *Revue d'Allemagne* (novembre 1927-décembre 1933) », Université Paris IV-Sorbonne, 1992.

1041 Hans Steinthal, « Le Sohlberg-camp vu par un Allemand », *Notre Temps*, n°66, 30/11/1930, col.356-358.

1042 *Ibid.*, col.358.

1043 Lambert, né en 1894, est combattant de la Grande Guerre et décoré de la Légion d'honneur. Dès la fin du conflit il est en contact avec des associations juives allemandes. Au début des années vingt, grâce à sa parfaite maîtrise de l'allemand il occupe le poste d'adjoint à la Haute-commission des territoires rhénans à Bonn. Il est membre de l'équipe de *Notre Temps* de 1930 à 1932 et participe activement aux rencontres franco-allemandes. Il joue également un rôle important dans la communauté juive en rédigeant l'hebdomadaire *L'Univers israélite* en 1934, publication qui reflète les idées du Consistoire central. Raymond-Raoul Lambert, *Carnet d'un témoin : 1940-1943* ; établi, présenté et annoté par Richard Cohen, Fayard, 1984.

1044 R-R Lambert, « Le Sohlberg-camp et la presse allemande », *Notre Temps*, n°60, 19/10/1930, col.120.

Mittelstrass mentionne encore l'intérêt qu'a suscité Luchaire lorsqu'il a appelé à la « dévalorisation des frontières ». Même si l'auteur sous-entend ici une identité de vue, l'accord sur quelques expressions ne doit pas cacher les importantes divergences entre les conceptions européennes de la délégation française et celles nationales énoncées par les Allemands Heinz Dähnhardt et Gustav Mittelstrass.

A partir de ces trois exemples de réception du congrès du Sohlberg, il convient de conclure que les Allemands l'interprètent globalement comme une victoire politique. A l'inverse les Français, en proie à la mauvaise conscience ou bien tentant de se défaire des schémas de pensée courants en France s'en tiennent à des considérations sentimentales et témoignent d'une certaine naïveté politique.

## B Les signataires allemands et français pour le rapprochement des jeunesses.

### a) Evaluation quantitative des participations allemandes de 1930 à 1934.

La nouvelle orientation de la ligne éditoriale se traduit par une nette augmentation des signatures germanophones. De décembre 1929 à juin 1930 il ne se trouve que deux auteurs de langue allemande pour signer dans les quatorze numéros de la série bimensuelle. L'Allemand Martin Rank et l'Autrichien Frantz Rehrl abordent respectivement le rôle de la jeunesse en politique au lendemain de la guerre et l'importance de l'économie dans les décisions politiques, deux thèmes chers à *Notre Temps* mais nullement mis en rapport avec le rapprochement franco-allemand. Durant le second semestre 1930, vingt-trois des vingt-sept numéros comportent des signatures d'auteurs germanophones. *Notre Temps* publie seize auteurs de langue allemande et dix-sept articles à caractère politique. Dans le même temps, neuf auteurs étrangers non germanophones apparaissent au sommaire, ils sont tous européens. Les Allemands rencontrés au Sohlberg ne monopolisent pas pour autant la parole et seul Otto Piper livre un second article. Walter Engesser est toujours présent tandis que de nouveaux auteurs, tels Rudolf Junges et Waldemar Bellon, s'installent durablement au sommaire. La tendance amorcée en juin 1930 se poursuit les deux années suivantes. Parmi les cinquante-et-un numéros de l'année 1931, vingt-quatre comportent des signatures germanophones. Avec dix-sept auteurs de langue allemande dont douze nouveaux et trente-et-un articles *Notre Temps* alimente de manière croissante le débat en faveur du rapprochement franco-allemand. Il faut noter l'absence de livraison purement littéraire. Tous les articles ont vocation à informer en apportant des données utiles au rapprochement, si ce n'est politique du moins culturel. En 1932, le nombre de participants augmente encore, vingt-quatre numéros portent des signatures d'auteurs germanophones. Cela correspond à trente-quatre articles pour vingt-cinq auteurs, dont quinze nouveaux.

D'une manière générale, la grande majorité des auteurs répertoriés dans *Notre Temps* ne signent qu'une fois. Il en est de même avec ceux germanophones. Parmi ceux apportant le plus grand nombre de participations se trouve d'abord Walter Engesser avec douze signatures de 1928 à 1932, Coudenhove-Kalergi signe à onze reprises de 1932 à 1936, Walter Bing, correspondant à Berlin donne huit articles à *Notre Temps* quotidien entre décembre 1933 et mars 1934, quant à

Rudolph Friedmann, il signe pour la huitième et dernière fois le 29 janvier 1933, veille de l'accession au pouvoir des Nationaux-socialistes. Otto Abetz interrompt sa participation à *Notre Temps* en novembre 1933. Rudolf Junges apparaît à cinq reprises entre novembre 1930 et janvier 1932, tout comme Werner Schumann entre février 1931 et juin 1932. Waldemar Bellon signe quatre articles entre septembre 1930 et juin 1931, ainsi que le correspondant autrichien, Hans Schlesinger entre août 1930 et juin 1931. Friedrich Bran laisse trois fois sa signature en 1931 et 1932.

En 1933, les contributions allemandes diminuent nettement. Parmi les trente trois numéros de la série hebdomadaire, neuf comportent des signatures germanophones. Et si l'on excepte la signature de Richard Coudenhove-Kalergi, il ne reste que six auteurs allemands, tous respectueux du nouveau pouvoir en place. Les signataires porteurs d'un discours démocratique tels que Walter Engesser, Rudolph Friedmann et Waldemar Bellon n'apparaissent plus au sommaire après l'arrivée au pouvoir du national-socialisme. Quant à *Notre Temps* quotidien, entre septembre 1933 et juillet 1934, il ne recueille plus que les signatures de Walter Bing et de Coudenhove-Kalergi.

#### b) Nature des participations allemandes en 1930.

L'ouverture de la ligne éditoriale à des signataires allemands tient davantage du politique que du culturel. De juin à septembre 1930 *Notre Temps* publie *Sif, la femme qui a tué* de Reck-Malleczewen, paru à Munich en 1926. *Notre Temps* publie ensuite une nouvelle de Cornelis, *L'Attaque*, dont l'action se situe en 1918. La publication de récits de guerre est exceptionnelle dans *Notre Temps*, sans doute parce qu'ils ne peuvent être l'expression des « nouvelles générations ». En participant à un argumentaire pacifiste, Luchaire renoue ici avec une ligne éditoriale déjà aperçue dans *Vita* 1924 mais très rarement utilisée. D'une manière générale ces deux livraisons font figure d'exception parmi les signatures allemandes. En effet, malgré l'annonce faite dans la présentation de la rubrique « La Jeune Europe » d'un intérêt accru pour la littérature étrangère, *Notre Temps* publie dès lors presque exclusivement des articles propres à encourager le rapprochement.

#### 1. En 1930, une information objective en provenance d'Allemagne et d'Autriche.

Grâce à deux correspondants réguliers, Walter Engesser pour l'Allemagne et Hans Schlesinger pour l'Autriche, *Notre Temps* publie des comptes rendus de la situation politique dans la perspective des élections dans chacun de ces pays<sup>1045</sup>. La revue offre ainsi à ses lecteurs une information objective en provenance d'Allemagne et d'Autriche. En octobre, dans un article non signé, *Notre Temps* publie sur cinq colonnes une étude très détaillée des finances allemandes<sup>1046</sup>. L'auteur commente « l'attitude des différents partis en face des différents budgets votés ces derniers mois et en particulier des plans d'assainissement ». Il pourrait s'agir ici de Walter

---

1045 C'est le cas pour l'Autriche avec Hans Schlesinger le 24/08/1930 puis le 02/11/1930 et pour l'Allemagne le 31/08/1930 avec Walter Engesser.

1046 « Lettre d'Allemagne », « Les plans successifs et les projets financiers actuels », *Notre Temps*, n°58, 05/10/1930.

Engesser car il envisage toujours la situation politique allemande sous l'angle des partis. De plus l'auteur est assez dur avec Hugenberg ce qui pourrait correspondre à l'opinion d'un démocrate tel qu'Engesser.

## 2. Les signataires allemands favorables au rapprochement.

En septembre 1930 apparaît pour la première fois la signature de Waldemar Bellon. Il témoigne de l'activité de deux petits groupes d'étudiants attachés à l'idée paneuropéenne, le « Paneuropäische Studentengruppe » de Stuttgart et celui de Tübingen<sup>1047</sup>. Le 7 décembre, *Notre Temps* publie deux articles de Bellon, le premier apporte une « opinion allemande sur Paneurope » dans la rubrique « Recherches », le second, dans la partie « Jeune Europe », est une « Lettre d'Allemagne » intitulée « Il faut en finir ». Ces deux articles nous permettent de connaître l'orientation politique de Bellon. Alors qu'il discute de l'admission dans la Paneurope de la Turquie, de la Russie et de la Grande-Bretagne, il souligne le danger que ferait planer le mouvement hitlérien qui pourrait s'avérer à l'avenir « une menace pour la paix, pour l'unification » de l'Europe. Il faut remarquer la mesure du jugement de Bellon peu de temps après le succès hitlérien aux législatives. Face aux « extrémistes » et à « la droite modérée » qui exigent la révision du Traité de Versailles et du plan Young, il oppose l'impératif de construire d'abord l'union du continent.

« L'Europe est en danger de périr dans une nouvelle guerre qui doit naître de ces querelles insensées. Notre tâche, c'est d'abord de mettre à part cette menace, alors nous pourrions discuter des traités et de nos querelles<sup>1048</sup>. »

Tout en étant favorable à l'idée d'une révision du statut de l'Allemagne, il place tous ses espoirs dans le projet européen. Dans sa « lettre d'Allemagne » quelques pages plus loin, Bellon rapporte les incidents en Pologne et en Tchécoslovaquie à l'encontre de citoyens ou d'intérêts allemands. Il s'insurge alors contre le traitement qu'il a été fait de ces événements par la presse allemande. Par le biais d'exposés tronqués ou exagérés des faits, elle aurait gravement attisé la haine entre les peuples. Il appelle alors à « désarmer les esprits » et ne craint pas de dénoncer la responsabilité du nationalisme, notamment allemand. Déjà remarqué pour son engagement européen, Waldemar Bellon s'affirme comme un républicain et un pacifiste convaincu.

Rudolf Junges est un signataire allemand parmi les plus intéressants pour notre étude. Luchaire a déclaré avoir fait sa connaissance à Vienne en 1926 lors du Congrès de Paneuropa<sup>1049</sup>. Junges est le fondateur à Berlin du groupe étudiant de la *Deutsch-Französische Gesellschaft* et à ce titre le rapporteur dans la *Deutsch-Französische Rundschau*<sup>1050</sup> des rencontres de jeunesses entre l'Allemagne et la

---

1047 Waldemar Bellon, Lettre d'Allemagne, « Les "Panstud" à l'école polytechnique de Stuttgart et à l'université de Tübingen », *Notre Temps*, n°26, 14/09/1930, col.559-560.

1048 Waldemar Bellon, « Recherches », « Une opinion allemande sur Paneurope », *Notre Temps*, n°67, 07/12/1930, col.384.

1049 AN, F7 15327, op. cit., p. 5.

1050 Nous aimerions remercier ici Johannes Grossmann, doctorant à l'Université de la Sarre, pour nous avoir fait part de ses connaissances concernant Rudolf Junges.

France ou la Belgique. Il est par ailleurs le représentant des jeunes du *Zentrum* lors de la rencontre des jeunesses républicaines à Mannheim. Il apparaît pour la première fois au sommaire de *Notre Temps* le 2 novembre 1930 lorsqu'il rapporte la rencontre entre Pierre Cot et le député du *Zentrum* Joseph Joos<sup>1051</sup>. La discussion organisée par la *Deutsch-Französische Gesellschaft* avait pour thème « Ce qu'attend la France de l'Allemagne et ce que l'Allemagne attend de la France » et a abordé tous les points sensibles des relations franco-allemandes. L'accueil très favorable du public permet à Junges de se féliciter de la continuité d'un climat propice au rapprochement malgré les résultats des législatives du 14 septembre. Le mois suivant Junges poursuit sa relation des rencontres organisées à Berlin avec un article au titre évocateur, « La propagande pour le rapprochement franco-allemand<sup>1052</sup> ». Henri Jourdan<sup>1053</sup> a présenté une conférence sur « l'individualisme en France et en Allemagne » et aurait appelé le public berlinois à reconnaître l'originalité de chaque peuple, préalable nécessaire à la compréhension. Junges relaie ensuite la conférence de l'ancien ministre Yves Le Troquer à propos de « la réorganisation de l'Europe au point de vue économique ». Aux côtés de ces militants en faveur du rapprochement franco-allemand, la signature de Wolfgang Stresemann apporte un supplément symbolique. En octobre, *Notre Temps* publie sa deuxième et dernière livraison, dans laquelle le fils de l'ancien ministre livre ses souvenirs à l'heure de la mort de son père, insistant sur sa probité et son attachement indéfectible à la paix<sup>1054</sup>.

### 3. Dans le contexte des élections allemandes.

Engesser prévient peu avant les élections que celles-ci s'annoncent comme « les plus intéressantes et les plus importantes [...] depuis l'organisation de la démocratie parlementaire<sup>1055</sup> ». Il les compare dans une perspective historique à celles précédentes des années vingt et fait preuve d'une justesse de vue lorsqu'il déclare « qu'une dictature demeure en Allemagne dans le domaine des choses possibles ». Il explique ensuite la persistance d'un attachement profond au « romantisme individualiste » qui se caractérise par « une incroyable force de résistance » à l'encontre de la réforme de l'Etat, de « l'américanisation » et de « la rationalisation ». Cette « pensée romantique » influencerait les doctrines politiques en entretenant les souvenirs historiques glorieux et en identifiant à la personne d'Hindenburg l'ensemble des « vertus allemandes<sup>1056</sup> ». Engesser montre ensuite les

---

1051 Rudolf Junges, « Dialogue franco-allemand », « Lettre d'Allemagne », *Notre Temps*, n°62, 02/11/1930, col.199-200.

1052 Rudolf Junges, « La propagande pour le rapprochement franco-allemand », « Lettre d'Allemagne », *Notre Temps*, n°69, 21/12/1930, col.479-480.

1053 Sur Henri Jourdan, normalien et actif partisan des relations universitaires franco-allemandes, voir Dominique Bosquelle, "La Maison académique à Berlin", p.143-156 in H.M. Bock, Gilbert Krebs, (dir.), *Echanges culturels et relations diplomatiques. Présences françaises à Berlin au temps de la République de Weimar*, Publications de l'Institut d'Allemand, PIA, 2004 ; ainsi que Lionel Richard, « Aspects de relations intellectuelles et universitaires entre la France et l'Allemagne dans les années vingt », in Jacques Bariéty, Alfred Guth, Jean-Marie Valentin (éds.), *La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1987, p.117.

1054 Wolfgang Stresemann, « Les derniers jours de mon père », *Notre Temps*, n°59, 12/10/1930, col. 44-46.

1055 Engesser, « La situation politique allemande avant les élections », *Notre Temps*, n°24, 31/08/1930, col. 441.

1056 *Ibid.*col.442.

difficultés que connaîtrait le régime parlementaire dont les Allemands rendraient les partis responsables en employant le néologisme de « partiisme ». La bureaucratie, la lenteur du travail, l'égoïsme et les luttes d'intérêt auraient empêché la réalisation de mesures importantes et attendus de tous. Le troisième facteur déterminant des élections est l'ampleur de la crise économique. Après avoir provoqué la hausse du chômage à hauteur de trois millions de personnes, elle touche tous les secteurs de l'économie de telle manière qu'elle devrait influencer grandement les résultats.

« Il n'est pas difficile de prévoir que la propagande démagogique de Hugenberg et surtout des nationaux-socialistes – "Seuls le plan Young et les partis qui l'ont défendu sont responsables de la misère" – pourra corrompre les esprits d'un grand nombre d'électeurs qui en des temps plus normaux et plus sains au point de vue économique n'auraient pas été attirés par les aventuriers de la politique<sup>1057</sup>. »

Après une critique sévère du national-socialisme, Engesser entrevoit la teneur des résultats. Il prévoit une perte de trente sièges du parti *Deutsch-national* de Hugenberg, soit « juste assez pour devenir l'allié un peu méprisé des nationaux-socialistes », tandis que ceux-ci remporteraient soixante sièges. Compte tenu du reclassement au sein de la droite conservatrice, il imagine une collaboration entre les partis du centre et le *Deutsch Volkspartei* définitivement rallié au régime. Il convient que la jeunesse en quête d'un idéal s'engage plus volontiers auprès des socialistes et des nationaux-socialistes. Engesser fixe comme clé de l'avenir la capacité du futur Reichstag à constituer une coalition puissante au service d'un gouvernement durable. Sans cela il ne fait guère de doute selon lui que la dictature et la guerre civile constitueraient un aboutissement inévitable. Cependant il fait remarquer que la droite modérée et le centre ne peuvent prétendre à la majorité aussi considère-t-il comme « un destin tragique pour l'Allemagne d'avoir un centre trop faible pour gouverner ».

L'actualité politique en Allemagne est marquée par le succès national-socialiste aux élections législatives de septembre 1930. C'est Otto Piper, rencontré au Sohlberg qui en livre le premier un commentaire sur trois colonnes<sup>1058</sup>. La première est un essai d'analyse sociologique du vote dont a bénéficié Hitler qui s'appuie davantage sur des remarques personnelles que des données précises. Dans la deuxième colonne, l'auteur explique les raisons qui auraient poussé la jeunesse à voter « en grande majorité pour les nationaux-socialistes ». Il présente alors un à un les points qui composent « l'idéal que réclame l'ardeur de cette jeunesse ». En employant la première personne du pluriel, Piper se fait le porte parole de cette jeunesse séduite par le mouvement nazi et qui chercherait à travers lui la liberté, la justice sociale, l'honneur national, la justice internationale et la responsabilisation individuelle. Dans la troisième colonne Piper se positionne comme défenseur de la jeunesse allemande. Il se veut compréhensif face à la tentation de l'illégalité car cette dernière serait confrontée à une situation politique et économique sclérosée.

« La jeunesse aime *les conceptions absolues*. La vie parlementaire

---

1057 *Ibid.* col.443.

1058 Otto Piper, « La jeunesse allemande et Hitler », *Notre Temps*, n°66, 30/11/1930, col.325-328.

d'aujourd'hui est une lutte décevante d'intérêt. Une jeunesse qui est enflammée par les idées doit constater qu'aucun idéal n'est réalisable dans ces conditions<sup>1059</sup> [...] ». Aussi la jeunesse allemande aurait-elle préféré s'engager pour le mouvement qui met « les idées au premier plan », qui n'hésite pas à reléguer le parlementarisme et qui demande à ses partisans un engagement total.

« Pour nous qui travaillons pour un avenir meilleur et pour la compréhension internationale, nous devons d'abord considérer cette évolution sans pouvoir y remédier. »

Piper décrit la jeunesse comme pleine d'idéal, en proie à « une utopie romantique » et espérant que le parti nazi encore en cours de formation puisse convenir à ses attentes.

« Nous sommes malheureux car nous croyons que notre jeunesse se trompe. On va proposer à son rêve, qui voit loin, des satisfactions faciles et provisoires et l'on commence déjà. »

Piper se prononce nettement contre l'orientation politique de la jeunesse allemande.

« La jeunesse n'a aucune idée que nous ne puissions repousser : mais précisément, pour la dignité de ces idées, nous repoussons la bassesse de certaines directions et la grossièreté des moyens qu'emploient les nationaux-socialistes<sup>1060</sup>. » Face à cette situation très délicate, Piper recommande aux partis traditionnels de faire une place à la jeunesse et à ses idées, un objectif qu'il désigne comme un défi pour l'Allemagne et pour l'Europe. Le constat final, assez sombre, est un appel à satisfaire les attentes de la jeunesse, sans quoi, le risque grandirait sans cesse qu'elle opte pour la violence.

c) Les membres de *Notre Temps* en faveur du rapprochement.

*Notre Temps* nourrit le thème du rapprochement franco-allemand avec l'appui de certains de ces membres. Parmi les plus actifs se trouvent Raymond-Raoul Lambert, chef du service franco-allemand et traducteur des livraisons germanophones, et Alfred Silbert passionnément engagé dans le rapprochement des deux jeunesses depuis son expérience au Sohlberg. Au début septembre 1930<sup>1061</sup>, Raymond-Raoul Lambert recommande la lecture d'un article de Poincaré paru dans *Excelsior* et intitulé « Les Marches de France ». En évoquant avec Clemenceau et Foch « les mauvais bergers [qui] n'ont pas désarmé », Lambert nous livre son opinion sur les relations extérieures de la France. Il dénonce d'abord chez Poincaré « sa responsabilité dans le retard apporté à la stabilisation de la paix franco-allemande ».

« C'est lui qui a transposé dans l'ordre politique l'idéologie poétique d'un Maurice Barrès. »

A l'instar de Luchaire, Lambert dévalorise le recours à l'histoire pour l'étude de la politique.

---

1059 *Ibid.* col.327. L'expression est en italique dans le texte.

1060 *Ibid.*

1061 Raymond-Raoul Lambert, « La destinée rhénane », *Notre Temps*, n°25, 07/09/1930, col. 487-488.



« Mais l'évolution de la politique internationale a par bonheur prouvé que les arguments des professeurs ne suffisent plus à guider les diplomates. Les réalités et les nécessités économiques demeurent plus fortes que les idées. »

Poincaré est ensuite accusé d'avoir créé le mouvement séparatiste et d'avoir, par-là, failli provoquer de nouveaux conflits. De l'avis de Raymond-Raoul Lambert, ceci « explique bien des manifestations et bien des haines. » Finalement, Lambert oppose aux discours de Poincaré les accords de Londres et de Locarno, comme preuves que « la vraie politique de la France demeure pure ». Les réflexions de Lambert sont représentatives de l'opinion que se forment au sein de *Notre Temps* les partisans du rapprochement franco-allemand. Cela passe souvent par la dénonciation des excès de la politique française menée au lendemain de la Grande Guerre. A l'automne 1930, les animateurs de *Notre Temps* ont également pour tâche de redorer une image de l'Allemagne ternie par le résultat sorti des urnes le 14 septembre puis par les manifestations paramilitaires. Ainsi *Notre Temps* publie successivement divers comptes rendus du Sohlberg, tous présentant la rencontre sous un jour très favorable. Dans un double article intitulé « Impressions sur la voix des intellectuels allemands », Claude Bordas et Raymond-Raoul Lambert apportent la contradiction à Gérard Bauer qui s'est ému du silence des intellectuels allemands face à la montée de l'extrémisme allemand dans l'édition du 10 octobre des *Nouvelles littéraires*<sup>1062</sup>. Bordas reproche à Bauer un « espoir médiocre » et affirme la nécessité pour les Français de prendre la mesure « du mécontentement actuel Outre-Rhin [...] cause profonde du succès des partis extrêmes ». Son empathie pour la « situation morale » de l'Allemagne est instructive en ce qu'elle montre, outre une image quelque peu idéalisée du voisin, l'absence de tout critère politique ou idéologique dans son appréciation.

« Ce pays connaissait la défaite après une résistance héroïque, tandis que la révolution augmentait la misère et la souffrance ; il renonçait à l'Empire et adoptait le gouvernement même de ses anciens adversaires ; il souhaitait avec un visage nouveau et beaucoup de pensées nouvelles, loyales, trouver une aide autour de lui [...] mais on lui refusait hautement la moindre confiance<sup>1063</sup>. »

Tout en convenant à demi-mot d'une relative absence de réactions des intellectuels, Bordas oppose à celle-ci les livres de Remarque, Glaeser et Klaus Mann comme autant de marques d'une « sympathie précieuse ». Face au manque de confiance des Français, il estime naturelle une révolte d'abord intérieure puis publique.

« Nous payons l'erreur aujourd'hui<sup>1064</sup>. »

D'autre part, Bordas distingue chez les jeunes intellectuels allemands un désir impérieux d'indépendance qui les dissuaderait d'intervenir publiquement. Aussi juge-t-il « vain [...] de réclamer un reniement général des doctrines nationalistes ». D'accord avec Bordas quant à « la juste révolte de la jeunesse devant la ténacité des

---

1062 Claude Bordas, « M. Gérard Bauer ignore-t-il Glaeser, Remarque et Klaus Mann ? », *Notre Temps*, n°67, 07/12/1930, col.380-381 ; Raymond-Raoul Lambert, « Paroles de Thomas Mann », *Notre Temps*, n°67, 07/12/1930, col.382

1063 *Ibid.* col.380.

1064 *Ibid.* col.381.

mauvais bergers », Raymond-Raoul Lambert parle de « la méchante action de Gérard Bauer ». En guise de réponse il lui oppose la signature par Einstein, Freud, Thomas Mann et Stefan Zweig entre autres du « Manifeste contre la conscription et la préparation militaire de la jeunesse » lancé par le *Joint Peace Council*, ainsi que l'« Appel à la raison » de Thomas Mann publié le 18 octobre. De même que pour Bordas, il se mêle chez Lambert une culpabilité vis-à-vis de la politique française et l'impression mal définie que la vérité serait du côté allemand, notamment de sa jeunesse, et que ses excès, d'ailleurs minorés, ne pourraient être imputés qu'aux errements français. Marguerite Deschênes évoque depuis Coblenz des « Visages » fraternels et accueillants afin de prouver que la Rhénanie n'est pas toute entière conquérante comme semblaient le montrer les manifestations des Caques d'Acier. *Notre Temps* précise en introduction de l'article qu'il entendait répondre à l'actualité.

« Il est plus que jamais nécessaire de rappeler que toute vérité a plusieurs faces<sup>1065</sup>. »

d) La lecture du Congrès de Mannheim par *Notre Temps*.

Le Congrès de Mannheim est la première manifestation de l'intérêt mutuel de la LAURS et d'organisations de la jeunesse de gauche en Allemagne<sup>1066</sup>. Il se tient du 16 au 21 septembre 1930. Il est piloté par la LAURS et par le *Deutscher Studenten Verband* côté allemand et ne réunit que des organisations de gauche des deux pays. Il s'agit donc d'une initiative parallèle à celle de *Notre Temps* et du *Sohlbergkreis* mais d'une nature absolument différente. Silbert est l'envoyé spécial de *Notre Temps* et livre un compte rendu relativement positif dans un premier article<sup>1067</sup>. Il explique y avoir pris la parole à la suite de l'intervention d'Henri Jourdan, lecteur à l'Université de Bonn, pour adresser un message de soutien de la part de Luchaire. Le propos consiste en un encouragement à « faire tous les efforts nécessaires par des contacts individuels pour pénétrer la véritable mentalité allemande ». Pour Luchaire, l'action serait d'abord « morale » et consisterait à repérer « "les divergences" afin d'en annihiler les effets ». Dans un second article<sup>1068</sup> publié la semaine suivante, Silbert déclare devoir désormais commenter le Congrès de Mannheim avec un regard subjectif. Il s'adresse directement aux « chers camarades français et allemands » présents à Mannheim et exprime certaines critiques notamment en leur demandant « dans quel sens » ils envisagent le rapprochement. Sa charge repose essentiellement sur le recrutement réservé aux seules organisations de gauche. Ils moquent les jeunes socialistes qui se seraient montrés obtus puis déclare refuser de faire de la politique telle qu'elle serait réduite à l'affrontement de deux groupes « persuadés d'avoir raison » et décidés à « se le répéter à grands coups d'arguments ...inutiles ». Il interpelle ensuite les membres de

---

1065 Marguerite Deschênes, « Visages de Coblenz », *Notre Temps*, n°60, 19/10/30, col.116-118.

1066 Emmanuel Naquet, « Eléments pour l'étude d'une génération pacifiste dans l'entre-deux-guerres: la LAURS et le rapprochement franco-allemand (1924-1933) », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1990, n°18, « La mésentente cordiale : les relations franco-britanniques, 1945-1957 », p.50-58.

1067 Alfred Silbert, « Le Congrès universitaire de Mannheim », *Notre Temps*, n°58, 05/10/1930, col. 36-40.

1068 Alfred Silbert, « Impressions de congrès », *Notre Temps*, n°59, 12/10/1930, col.77-78.

la LAURS et leur reproche de faire de la « politique partisane<sup>1069</sup> » en confisquant le rapprochement franco-allemand au profit des seules forces de gauche. Sobernheim répond à Silbert dans une lettre adressée à *Notre Temps* et justifie sa démarche<sup>1070</sup>. Il serait selon lui absolument impossible de réussir un congrès en intégrant des « groupes divergents entre eux sur les points les plus importants<sup>1071</sup> ». Sobernheim se satisfait aisément de la réussite enregistrée et d'être parvenu à faire dialoguer Allemands et Français quand il existe déjà tant d'opinions différentes entre radicaux et socialistes français comme entre socialistes, démocrates et catholiques allemands. Il est pour lui absolument justifié de réunir « ceux qui avait pris [...] la tête du mouvement de rapprochement franco-allemand – bien entendu sous sa forme démocratique ». Et à « l'excès de prudence » que lui reprochait Silbert, il répond qu'il fut « salutaire » prenant ainsi le contrepied de « tous ceux qui croient pouvoir noyer les divergences des opinions dans des formules d'autant plus vastes qu'elles signifient moins de choses<sup>1072</sup> ». Il nous est impossible d'affirmer que cette formule était directement adressée sinon à Silbert du moins à Luchaire. Pour autant elle pourrait cadrer bien avec la perception par un militant socialiste des objectifs et des méthodes préconisées par Luchaire. A Luchaire qui proclame la nécessité de concilier les antinomies pour progresser dans le rapprochement des deux pays s'oppose la démarche des congressistes de Mannheim croyant pouvoir établir une feuille de route commune eu égard à leur proximité idéologique supposée.

En cette fin d'année 1930, le thème du rapprochement franco-allemand jouit d'une grande actualité chez les intellectuels au-delà même du cercle de *Notre Temps*. La revue *Europe* publie un numéro spécial en décembre intitulé « Guerre et paix » enrichi des participations allemandes de Thomas et Heinrich Mann, et celles françaises d'Emmanuel Berl et André Chamson entre autres<sup>1073</sup>. Dans la *NRF* du 1<sup>er</sup> décembre, Jean Schlumberger se plaint que la France s'en tienne au respect des Traités de paix et perde les occasions de conclure véritablement la paix avec l'Allemagne<sup>1074</sup>.

## II. La politique extérieure dans *Notre Temps* en 1930.

### A. Défense du projet de Fédération européenne dans *Notre Temps*.

Le 29 juin 1930, Luchaire présente la ligne de *Notre Temps* hebdomadaire<sup>1075</sup> dans un éditorial qui n'est pas sans rappeler ceux de l'été 1927. La méthode requise

---

1069 *Ibid.* col.78.

1070 Rudolf Sobernheim, « Un nouvel écho du Congrès de Mannheim », *Notre Temps*, n°68, 14/12/1930, col.439-440.

1071 *Ibid.*col.440.

1072 *Ibid.*

1073 A propos de la revue *Europe*, voir Nicole Racine-Furlaud, « La revue Europe (1923-1939). Du pacifisme hollandien à l'antifascisme compagnon de route », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°30, 1993, p.21-26, ainsi que Philippe Niogret, *La revue Europe et les romans français de l'entre-deux-guerres (1923-1939)*, L'Harmattan, 2004.

1074 Jean Schlumberger, « D'un certain manque d'imagination », *NRF*, n°207, 01/12/1930, p.757.

1075 Luchaire, « Un idéal, une méthode, un programme », *Notre Temps*, n°15, 29/06/1930, col. 81-84.

est toujours celle du « réalisme » et le programme qu'il préconise consacre désormais la Fédération européenne et la réforme de l'Etat. Selon une interprétation bien connue désormais, la conscience européenne des « nouvelles générations » proviendrait de l'héritage de l'idéal internationaliste délivré par Wilson. Luchaire reste fidèle à ses principes de « relativisme » et de recherche d'une organisation politique à même de réduire tous les conflits. A l'intérieur, la réforme de l'Etat doit permettre l'expression de toutes les forces économiques sans qu'elles puissent s'opposer sous peine sinon de rester stérile.

« Les luttes entre les peuples, les luttes entre les classes nous apparaissent comme condamnables. Bien plus : elles nous apparaissent comme incompatibles avec les lois de la solidarité économique, c'est-à-dire avec les lois qui régissent la production de notre pain quotidien. Au principe du combat, nous opposons le principe de la coopération<sup>1076</sup>. »

En matière européenne, la future organisation doit permettre elle aussi l'épanouissement de toutes les forces en présence.

« Ce qui importe, c'est de doter l'Europe, dans son ensemble et dans chacune de ses parties en particulier, d'un mécanisme capable d'assurer aux forces nouvelles leur plein développement et leur *self-organisation*. Ce mécanisme, c'est pour l'Europe, le conseil européen proposé par le mémorandum Briand du 1er mai 1930<sup>1077</sup>. »

Luchaire évoque une nouvelle fois la particularité dans la conscience des « nouvelles générations » d'une empreinte européenne indélébile.

« Européens tous les jeunes hommes de l'après-guerre l'ont été dès 1920 ou 1921. Ils le sont demeurés. Vraisemblablement, ils le demeureront leur vie durant<sup>1078</sup>. »

#### a) Luchaire et l'organisation européenne.

Le discours de Luchaire se caractérise par son zèle à vanter le projet Briand autant que son auteur. Il assimile la Fédération européenne à une solution idéale et qui, en s'appuyant sur la SDN, serait à même d'apporter des solutions à chacun des problèmes du continent.

Luchaire décrit avec enthousiasme les moindres progrès politiques du projet européen. Luchaire adopte le ton du reporter au cœur de l'action pour mieux évoquer les progrès de l'idée européenne.

« J'écris ceci de Genève, à l'instant même où, réunis pour la première fois d'une façon officielle, vingt sept ministres des Affaires Etrangères ou représentants autorisés des gouvernements écoutent le rapport de M. Aristide Briand sur la Fédération Européenne. »

Il décrit les couloirs « animés » de la SDN et « l'affluence exceptionnelle du public international » qui assiste, « sinon à la naissance, du moins à la gestation de

---

1076 *Ibid.* col.83.

1077 *Ibid.* col.84.

1078 Luchaire, « L'Heure de l'Europe », *Notre Temps*, n°17, 13/07/1930, col.161.

l'Europe unie de demain<sup>1079</sup> ». En ce mois de septembre 1930, Luchaire veut croire à un succès public du projet Briand.

« Que l'on soit ou que l'on ne soit pas favorable à l'initiative de M. Briand, on est unanime à reconnaître que l'on ne peut plus enrayer le développement de l'idée fédérale européenne<sup>1080</sup>. »

Pour justifier le flou qui entoure le projet européen, Luchaire le place dans une dimension supérieure à celle qui touche les questions politiques ordinaires.

« Si le projet qui consiste à vouloir fédérer l'Europe répond d'une façon incontestable aux nécessités économiques et politiques les plus immédiates et les plus tangibles du vieux continent, s'il répond aussi à un souhait confus et profond de l'opinion internationale, il dépasse les possibilités intellectuelles et psychologiques de la plupart des gens<sup>1081</sup>. »

Si l'on en croit Jacques Chabannes, Luchaire reprendrait ici les termes mêmes des confidences que Briand leur aurait faites à l'heure de défendre son projet devant l'assemblée genevoise.

« Le 8 septembre 1930, je le retrouvai à Genève, siège de la SDN, dans un petit salon de l'hôtel des Bergues. Il allait le lendemain défendre son projet d'union européenne. Il hocha la tête : "Nous allons vivre des jours difficiles. Si ce projet répond aux nécessités politiques et économiques du vieux continent, il dépasse les possibilités intellectuelles de la plupart des gens. Mais quoi, je suis à l'avant-garde. Cela conserve jeune<sup>1082</sup>". »

Contre l'avis des « pessimistes », Luchaire prolonge l'espoir d'une concrétisation prochaine du projet de Fédération européenne. Il vante l'actualité du projet de Briand avec la nomination de Sir Eric Drummond comme secrétaire de la Commission d'études et donne rendez-vous en janvier 1931 pour le début de ses travaux<sup>1083</sup>. En septembre 1930, Luchaire commente au plus près l'examen à Genève du projet Briand. Il prévoit la désignation d'un Comité d'études chargé de définir pour l'année suivante « le rôle et le fonctionnement du système fédéral ». Il se veut rassurant et refuse de faire le lien avec la pratique parlementaire française supposée dont les « Comités d'Etudes » feraient à chaque fois « office de cimetières<sup>1084</sup> ». Pour lui, l'étude du projet se poursuit à un rythme satisfaisant. Cependant il reconnaît la présence d'« adversaires » au sein même du Secrétariat de la SDN inquiets voire jaloux de la concurrence qu'un organisme européen pourrait créer en face d'un organe mondial<sup>1085</sup>. La liste des obstacles est longue. L'Angleterre, qui bénéficie toujours d'une image peu glorieuse aux yeux de Luchaire, serait l'un des premiers adversaires du projet Briand, notamment parce que la Fédération « mettrait définitivement fin au jeu du "*divide et impera*" auquel Londres se livre[r]ait depuis des siècles ». L'Italie fait également figure de sérieux opposant à

---

1079 Luchaire, « L'Europe commence », *Notre Temps*, n°26, 14/09/30, col.521.

1080 *Ibid.*

1081 Luchaire, « Un homme, une œuvre », *Notre Temps*, n°27, 21/09/1930, col. 561.

1082 Jacques Chabannes, *Je les ai connus, op. cit.* p.47.

1083 Luchaire, « Attention, oui. Pessimisme, non », *Notre Temps*, n°28, 28/09/1930, col. 604-605.

1084 Luchaire, « L'Europe commence », *Notre Temps*, n°26, 14/09/30, col.521.

1085 Luchaire, « L'Europe commence », *Notre Temps*, n°26, 14/09/30, col.521 ; « Un homme, une œuvre », *Notre Temps*, n°27, 21/09/1930, col.564.

cause de ses « visées impérialistes » et de ses « politiques nationales de violence et de prestige<sup>1086</sup> ». D'autres adversaires encore sont ceux qui réclament d'abord une modification de certaines situations internationales, ce qui est impossible en l'état selon Luchaire. Parmi eux, l'Allemagne, à propos de ses frontières de l'Est, les défenseurs des minorités linguistiques et les tenants d'un désarmement général préalable.

« Tous ceux-là sont hypnotisés par leurs objectifs particuliers. Et ils ne comprennent pas qu'aucune de leurs revendications ne sauraient aboutir à l'heure actuelle [...] et qu'au contraire la Fédération européenne pourra, seule, leur donner satisfaction en apportant des solutions d'ensemble<sup>1087</sup>. »

Luchaire semble poser ici une limite claire à l'examen des réclamations nationales. Le fait est suffisamment rare pour le souligner. Poursuivant l'énumération des adversaires de Briand et par-là, de l'idée européenne, Luchaire dénonce le poids des nationalismes de chaque pays, décrits comme très actifs à Genève. Mais Luchaire se garde bien de critiquer les pays étrangers et préfère dénoncer l'influence néfaste de la presse française de droite. Enfin, en se défendant de toutes « animosités particulières », il vitupère les critiques que socialistes et radicaux français adressent à Briand. Luchaire vise certains jeunes cadres des partis de gauche qui, étant acquis aux idées pacifistes, seraient « plus coupables que les autres » et commettraient « la plus grave des trahisons quotidiennes » en souhaitant la chute de Briand pour des questions de politique intérieure. Il est vrai que la situation politique française est paradoxale en France, le cabinet Tardieu mène une politique extérieure de conciliation et reste soutenu par une majorité conservatrice, ce qui ne facilite pas les positionnements définitifs. Aussi Luchaire rappelle-t-il à l'ordre les « jeunes générations ».

« [...] il faut participer au combat sans réserves apparentes, sans hésitations, sans faiblesses [...] Tout notre avenir, tout le rêve de notre adolescence sont en jeu<sup>1088</sup>. »

Luchaire veut promouvoir un « optimisme raisonné » face au pessimisme ambiant. Il assimile les résultats des élections législatives de septembre à l'expression d'une « révolte sociale et intérieure<sup>1089</sup> ». Les hésitations françaises et anglaises seraient responsables des progrès du nationalisme allemand et seule la Fédération européenne permettrait d'envisager un futur pacifique et prospère. A l'inverse, sans la Fédération, le continent ne saurait échapper à la guerre. Aussi les discussions en cours à Genève autour du projet Briand lui permettent-elles de relativiser les événements en Allemagne. Et pour preuve de sa détermination en faveur de l'idée européenne, Luchaire termine son article en citant Guillaume d'Orange : « Il n'est point nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer<sup>1090</sup>. »

---

1086 Luchaire, « Un homme, une œuvre », *Notre Temps*, n°27, 21/09/1930, col.562.

1087 *Ibid.*, col.562-563.

1088 *Ibid.*, col.563-564.

1089 Luchaire, « Attention, oui. Pessimisme, non », *Notre Temps*, n°28, 28/09/1930, col.602, souligné par Luchaire.

1090 *Ibid.*, col.605.

Un moyen efficace pour vanter une politique consiste à mettre en avant la probité de son auteur. Luchaire rivalise d'ardeur dans cet exercice à tel point qu'il s'en justifie auprès de ses lecteurs. Non sans humour, il prévient en débutant son article qu'il s'apprête à donner des armes aux « détracteurs » de *Notre Temps* qui accusent la revue de faire preuve de « "servilité" » et de « "dévouement intéressé" » étant « "vendu au gouvernement" ». Mais Luchaire déclare se refuser à trahir le « respect de la vérité » et « la sincérité de [sa] jeunesse » et exprime son « émotion poignante et admirative » devant les « efforts merveilleux d'habileté et de courage<sup>1091</sup> » que déploie Briand. En conclusion, Luchaire termine son panégyrique en évoquant la psychologie du personnage, lorsque celui-ci fait montre de « stoïcisme héroïque et obstiné », puis la morale qui l'anime, à savoir l'« amour de la paix » et « la conviction qu'il est dans le courant des réalités ». Briand serait ainsi « en communion spirituelle avec l'âme des peuples ». Luchaire s'applique enfin à rappeler les qualités professionnelles de Briand, son « étonnante connaissance de la politique internationale », « sa psychologie aigüe des hommes » et « son adresse, qui est légitimement proverbiale ». Voulant rendre hommage à son courage, Luchaire insiste sur le pari que se serait lancé Briand en voulant convaincre l'Europe.

« [...] il abdique tout amour-propre, toute susceptibilité et risque audacieusement la somme de prestige et d'autorité qu'il a accumulée au cours d'une longue et harassante carrière<sup>1092</sup>. »

Luchaire appelle d'ailleurs la « nouvelle génération » à s'inspirer de ce sacrifice et à s'engager à sa suite en prenant sa « part du danger politique actuel ».

Luchaire défend sans cesse les succès que la France aurait obtenus grâce à Briand. Celle-ci, partant d'une situation chaotique au lendemain du Traité de Versailles bénéficierait au tournant des années trente de la garantie de ses frontières par l'Allemagne, de l'engagement allemand de ne point modifier par la violence les frontières polonaises, du pacte Briand-Kellog, qui sans prévoir de sanctions n'en est pas moins la première déclaration de l'illégalité de la guerre, du renforcement de la SDN et d'un arrangement sur les réparations. Le prochain événement serait alors l'« immense négociation officielle<sup>1093</sup> » au sujet de la Fédération européenne. Luchaire le reconnaît volontiers, le contexte paraît de moins en moins favorable.

« Jamais les peuples n'ont été à ce point dressés les uns contre les autres. Voyez l'Allemagne, où progresse la réaction nationaliste, et où la libération de la Rhénanie excite les adversaires du couloir de Dantzig<sup>1094</sup>. »

Luchaire énumère alors des manifestations nationalistes jugées semblables en Autriche, en Pologne où il distingue des « préparatifs belliqueux "de défense" », en URSS, en Hongrie ainsi qu'en Italie, « qui prend la tête des adversaires du *statu quo* de Versailles ». Cependant, il refuse tout « pessimisme ».

« Créer la Fédération européenne, c'est créer simultanément l'instrument, la méthode et l'atmosphère psychologique indispensables à la solution des difficultés

---

1091 Luchaire, « Un homme, une œuvre », *Notre Temps*, n°27, 21/09/1930, col. 561.

1092 *Ibid.*, col.564.

1093 Luchaire, « L'Heure de l'Europe », *Notre Temps*, n°17, 13/07/1930, col.163.

1094 *Ibid.*, col.162.

dont nous nous inquiétons<sup>1095</sup>. »

Quels que soient les problèmes du continent la Fédération européenne fait office de solution. Ainsi, le projet européen doit pouvoir organiser une collaboration économique entre l'Allemagne et la Pologne, rendre l'*Anschluss* « superflu ou inoffensif », combattre ou offrir « une soupape de sûreté » à « l'impérialisme fasciste », proposer une « collaboration pacifique » à la Hongrie et ses voisines. L'organisme européen est ainsi envisagé comme un outil de négociation capable de désamorcer les conflits. Luchaire écrit à plusieurs reprises que la situation en l'état ne peut être modifiée et que seule la Fédération rendrait possible l'examen des questions en suspens. Il apparaît alors que l'idéal européen prime sur celui du rapprochement franco-allemand et que ce dernier devrait se réaliser en respectant certaines conditions. En règle générale, conformément à son « rêve » d'une situation d'où serait absent tout conflit, Luchaire imagine possible d'accorder à chaque pays demandeur ce qu'il réclame grâce à la « dévalorisation des frontières<sup>1096</sup> ». Pour l'heure, l'espoir intact en une création prochaine d'un organisme continental permet à Luchaire d'imaginer des réponses à chacune des questions soulevées.

b) L'examen de l'actualité internationale par Pierre Brossolette.

Au sein de la partie « La Jeune Europe », l'éditorial de Brossolette est titré « Le mouvement international » et précède la rubrique « La Fédération européenne ». La présentation que fait *Notre Temps* de la participation de Brossolette est intéressante à plusieurs égards.

« Dans son éditorial hebdomadaire, Pierre Brossolette a décidé de traiter seulement des relations entre les peuples, ou de traiter des événements intérieurs de chaque pays dans la mesure seulement où ils intéressent les rapports internationaux. Nous estimons en effet qu'il n'est pas dans la ligne de notre effort de juger de loin la vie particulière des peuples et de professer *ex cathedra* des jugements éditoriaux sur la destinée des nations dont ces nations sont seules maîtresses<sup>1097</sup>. »

Brossolette partage avec Luchaire l'idée d'une nécessaire discipline dans le commentaire de politique internationale en s'interdisant certaines critiques. Il s'agit en l'occurrence de ne pas s'opposer de manière frontale à tel ou tel régime, notamment les dictatures, au titre de valeurs personnelles. Cela rejoint ce qu'écrivaient Roche et Luchaire en septembre 1927 dans « Une discipline européenne » lorsqu'ils refusaient de voir les problèmes continentaux sous un angle uniquement français. Il faut également remarquer que Brossolette ne se met pas au service du projet briandiste ni même à celui du rapprochement franco-allemand. Il conserve donc toute sa liberté d'écriture quant au sujet de son éditorial. Au second semestre 1930, Brossolette participe à chaque numéro excepté celui du Sohlberg. Parmi ses vingt-six articles, Brossolette consacre neuf d'entre eux au rapprochement franco-allemand, cinq au désarmement, quatre à la Fédération européenne, trois à répondre aux nationalistes français, et enfin trois à la Grande-Bretagne et deux aux

---

1095 *Ibid.* col.163.

1096 Luchaire, « L'avenir des relations franco-allemandes », *Notre Temps*, n°67, 07/12/1930, col.365.

1097 « La Jeune Europe », *Notre Temps*, n°15, 29/06/1930, col.113-114.



Etats-Unis. Brossolette poursuit la défense du projet de Fédération européenne dans la mesure où celui-ci permet d'espérer une organisation continentale de la paix. A l'été 1930, Brossolette fait l'éloge de *La Banque Internationale*<sup>1098</sup> de Pierre Mendès France à paraître très prochainement chez Valois et distingue la BRI comme « un facteur puissant de l'unité européenne ».

« En posant le problème de la défense de l'Europe vis-à-vis de l'Amérique, elle impose la notion de Fédération continentale<sup>1099</sup>. »

Brossolette montre un certain optimisme lors de l'examen du mémorandum Briand par les chancelleries européennes. Il fait preuve de bonne volonté et examine dans quelles mesures des négociations peuvent rapprocher les différents points de vue. L'échec semble pourtant inévitable à lire certaines réponses, notamment celles anglaise, allemande, italienne et bulgare.

« Notons surtout que le mécanisme de la Fédération doit être extrêmement souple [...] et que les Etats européens étant très inégalement intéressés à l'union de notre continent, ils devraient pouvoir y assumer des obligations et des responsabilités variables, comme ils en retireront des avantages variables. C'est vraisemblablement dans ce sens qu'il faudra s'orienter si l'on veut englober dans l'Europe des Etats comme l'Angleterre, dont les pensées débordent naturellement de notre cadre commercial<sup>1100</sup>. »

Brossolette conserve ici la même analyse que celle livrée en novembre 1927 quant à la place de la Grande-Bretagne dans un schéma d'union européenne. Il apporte l'opinion du militant socialiste en septembre 1930 lorsque débutent à Genève les discussions relatives au mémorandum Briand. Il exprime le souhait d'une avancée et non d'un étouffement dans un « comité technique sans mandat et sans autorité ». Il souligne l'importance de l'opinion européenne en parallèle des discussions de Genève et compte sur la « force ouvrière » et les étudiants.

« L'idée des Etats-Unis d'Europe appartient à l'héritage spirituel de l'Internationale socialiste ouvrière<sup>1101</sup>. »

Il affirme sa confiance en la social-démocratie allemande et témoigne des réactions du mouvement socialiste à propos du projet de Fédération européenne. Il cite l'*Arbeiter Zeitung* du 18 mai 1930 et regrette de manquer de place et de ne pouvoir citer d'autres journaux socialistes européens qui tous abonderaient en faveur du projet briandiste. Mais Brossolette se prononce le plus souvent avec une visée pédagogique. A *Notre Temps*, il ne joue ni le rôle du théoricien ni celui du propagandiste, il met en perspective et éclaire d'abord le lecteur. Il exprime ensuite

---

1098 Pierre Mendès France, *La Banque internationale : contribution à l'étude du problème des États-Unis d'Europe*, Bibliothèque économique universelle, Valois, 1930, 295 p. L'auteur revient sur les projets précurseurs élaborés avant la guerre. Il affirme également la supériorité des solutions économiques en face d'un « droit individualiste et politique révolu » et l'efficacité de solutions envisagées dans un cadre international, p.6. L'ouvrage n'est d'ailleurs pas passé inaperçu, voir Jacques Houdaille, « La Banque des Règlements Internationaux », *Annales d'histoire économique et sociale*, 3e année, n°11, 1931, p.321-348.

1099 Brossolette, « La Banque Internationale et la Fédération Européenne », *Notre Temps*, n°18, 20/07/1930, col.234.

1100 Brossolette, « Les réponses de l'Europe au Mémorandum français. Quelques suggestions pratiques pour résoudre les divergences inévitables », *Notre Temps*, n°19, 27/07/1930, col.274.

1101 Brossolette, « Socialisme, syndicalisme et Fédération Européenne », *Notre Temps*, n°25, 07/09/1930, col.511.

son opinion personnelle sans que celle-ci ne vienne biaiser l'analyse. Après l'adoption par la Chambre de l'Acte général d'arbitrage, Brossolette explique précisément les mécanismes qu'il anime et chacune de ses étapes<sup>1102</sup>. Empreint de rigueur et d'honnêteté, il entend suivre une logique juridique contre les passions nationales. En toute fin d'année 1930, Brossolette aborde une question secondaire dans les relations internationales pour mettre en relief les principes qui devraient être scrupuleusement suivis<sup>1103</sup>. En commentant les réactions françaises à propos des zones franches franco-suisse, il remarque que les hommes politiques français soutenaient le droit de révision des Traités. La décision de la Cour de La Haye qui a fait remarquer qu'il n'existait pas d'argument juridique en faveur de la révision des Traités aurait du rassurer les défenseurs du Traité de Versailles. Brossolette rapproche un article du *Temps* arguant des « nécessités présentes » à propos des zones franches franco-suisse et les discours de Stresemann et Curtius qui eux aussi font appel à des « nécessités » exceptionnelles pour justifier la révision. En conclusion, Brossolette se félicite d'une décision de sagesse qui certes ne convient pas à la France sur la question des zones franches mais qui a le mérite de poser un principe de droit beaucoup plus important. Au passage il écorne l'image d'une droite française prompt à faire une entorse à ses principes lorsqu'elle y trouve un intérêt. Pierre Brossolette occupe une place particulière dans la rédaction de *Notre Temps*. Entré par étapes dans la rédaction de la revue, il accepte de partager avec Guy Crouzet le poste de secrétaire général après le décès de Jean Sikorski en 1930. Cependant il ne se départit pas de son indépendance d'esprit. Dans sa lettre à Luchaire publiée le 1<sup>er</sup> juin 1930, il pousse le directeur de *Notre Temps* dans ses retranchements sur la question des « jeunes équipes » en demandant s'il existe parmi elles une place pour les jeunes socialistes dont il fait partie. Il pose alors le principe de sa liberté de parole comme la règle inaliénable de sa participation à une entreprise de presse. Il partage certes l'idée selon laquelle le rapprochement franco-allemand et la Fédération européenne sont des initiatives susceptibles de permettre l'organisation pacifique du continent, mais il assume certaines critiques adressées au partenaire allemand et dessine des limites très claires à la coopération politique.

c) La rubrique « La Fédération européenne ».

Davantage qu'une nouvelle chronique, « La Jeune Europe » est une partie importante de la revue. Le sommaire général de *Notre Temps* se divise en trois parties égales, une première partie regroupe l'éditorial de Luchaire, les livraisons littéraires, les essais et les signatures étrangères les plus importantes. La deuxième partie est constituée des « Chroniques » et « Recherches » rédigées par l'équipe restreinte de *Notre Temps*. La troisième partie intitulée « La Jeune Europe » se compose de l'éditorial de politique internationale de Pierre Brossolette, de la rubrique « La Fédération européenne » qui n'est pas signée et reproduit toute l'actualité ayant trait au projet européen, et enfin par les « Lettres de l'étranger » et parfois les rubriques artistiques si elles abordent des sujets européens. Les « Lettres de

---

1102 Brossolette, « L'acte général d'arbitrage », *Notre Temps*, n°15, 29/06/1930, col 113-116.

1103 Brossolette, « Les zones franches et la révision des traités », *Notre Temps*, n°69, 21/12/1930, col.469.

l'étranger » sont une dénomination pratique pour désigner des livraisons très variables. Elles sont d'abord signées par des membres de *Notre Temps* puis progressivement par des étrangers. Elles sont irrégulières et n'ont pour seul critère commun que l'actualité hors des frontières françaises. En 1931, elles sont plus nombreuses et proviennent très majoritairement « d'Allemagne » ou « d'Autriche ». « La jeune Europe » est présentée lors de sa création comme le prolongement de la revue éponyme qui rassembla dix ans auparavant « Jean Luchaire, Claude Aveline, Pierre de Saint-Prix, Maxime Blocq, Henry Hauck, G-E Monod-Herzen, Jacques Kayser, Jean Dars, Luc Benoist et bien d'autres<sup>1104</sup> ». La rubrique la plus remarquable dans la campagne européenne de *Notre Temps* est celle intitulée « la Fédération européenne ». La revue se propose d'établir à travers elle un bilan hebdomadaire de l'actualité européenne sans se limiter à une revue de presse.

« Le mouvement européen, en réalité, est infiniment plus large et plus vaste ; partout l'idée fédérale fait travailler les esprits et les imaginations ; et elle est "dans l'air" depuis assez longtemps déjà pour qu'un nombre considérable d'organisations publiques ou privées aient apporté déjà des éléments intéressants de solution positive au problème européen. »

La revue désire se pencher sur les actes gouvernementaux et ceux des associations de propagande, ainsi que sur les conférences des techniciens et des juristes aussi bien que sur l'activité des organismes internationaux.

« Tâche extrêmement vaste, qui n'a encore été tentée dans aucune grande revue européenne et que nous croyons d'une utilité extrême pour la mise en œuvre des idées lancées par M. Briand. »

Parmi les associations de propagande, *Notre Temps* cite à titre d'inventaire Paneuropa du Comte Coudenhove-Kalergi, l'Union internationale des associations pour la SDN de Jean Hennessy et Walter Wappice, la FUISDN de Robert Lange, le Comité fédéral de Coopération européenne, sous la présidence d'Emile Borel, le Comité d'Action douanière et économique, dont Jean Proix, son directeur, étudie un projet d'union postale européenne, et enfin le Comité français pour l'Union douanière, de MM. Le Troquer et Truchy. *Notre Temps* se félicite la semaine suivante de l'accueil du projet Briand, assurant qu'il ne s'agit-là « d'aucune espèce de flagornerie » envers le ministre français ni « d'optimisme béat ».

« L'intérêt suscité dans le monde entier est prodigieux et nous avouons volontiers que l'attention et la rapidité avec laquelle le projet de fédération européenne est examiné par les gouvernements et les chancelleries dépasse nos prévisions mêmes les plus larges<sup>1105</sup>. »

Durant l'été 1930, *Notre Temps* analyse les réponses de chacun des pays européens au mémorandum Briand avec une lecture volontairement optimiste y compris lorsque les chancelleries se montrent réticentes. En septembre, la rubrique suit de près l'activité de la SDN et rend compte par exemple de la réunion du sous-comité chargé d'étudier « l'unification de la nomenclature douanière<sup>1106</sup> ». Mais après

---

1104 « La Jeune Europe », *Notre Temps*, n°15, 29/06/1930, col.113-114.

1105 « La Fédération européenne », *Notre Temps*, n°16, 06/07/1930, col.166.

1106 « La Fédération européenne », *Notre Temps*, n°26, 14/09/1930.

une période riche en actualité *Notre Temps* doit combler sa rubrique avec ses « Lettres de l'étranger » qui alimentent davantage l'idée de rapprochement franco-allemand qu'elles ne participent à la propagande envers la Fédération européenne. L'émotion suscitée par le projet de Briand est redescendue et les regards se tournent désormais vers la Rhénanie et vers Berlin plus que vers Genève. La rubrique perdure jusqu'en septembre 1932 puis opte pour le titre « Dossiers européens ».

d) Les rédacteurs de *Notre Temps* et l'idée européenne.

Dans la mesure où une rubrique *ad hoc* récapitule toute l'actualité en faveur du projet européen, les membres de *Notre Temps* abordent assez rarement ce thème. Dans l'un des premiers numéros qui inaugurent la nouvelle ligne éditoriale à l'été 1930, Gabriel-Edouard Monod-Herzen, l'ami d'enfance de Luchaire, rend compte d'une conférence tenue à la Sorbonne par le Comte Keyserling sur le sujet « Europe et Amérique ». Face à la tendance de l'orateur à généraliser pour identifier les portraits types de l'Américain, de l'Européen et du Russe, Monod-Herzen, qui s'intéresse par ailleurs aux civilisations africaines<sup>1107</sup> remarque le trait commun européen.

« Il existe une intellectualité européenne, que nous ne manquons pas d'ériger en marque de supériorité absolue quand on nous compare aux habitants des autres continents, ce qui est absurde, mais prouve combien nous avons conscience de son existence<sup>1108</sup>. »

Il ne croit ni aux « intérêts économiques » ni aux « traités diplomatiques » pour réaliser l'unité européenne. Il envisage la question non sous l'angle de la politique mais sous celui de la psychologie. Il recommande alors l'adaptation des programmes scolaires et l'institution de « relations intellectuelles et techniques internationales » afin de faire passer la Fédération européenne « du domaine de la spéculation à celui de la réalité ». Au cours de l'été 1930, Jacques Chabannes livre à *Notre Temps* son nouveau roman, *Mitropa*<sup>1109</sup>. Dans ce récit d'un voyage à travers l'Europe en passant par la Suisse, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'Allemagne, la Hollande, la Belgique et la Grande-Bretagne Chabannes témoigne de ses espoirs d'une union du continent, un défi pour l'Europe afin de se maintenir au rang de grande puissance face à la concurrence américaine et asiatique. Le livre est également l'occasion d'apporter sa vision de la politique internationale. D'une manière générale, il assimile le nationalisme à une certaine barbarie et pose des regards assez différents sur les pays rencontrés. Il fait preuve d'une grande connaissance de la culture allemande et professe une certaine admiration envers elle en réservant à son séjour allemand la plus grande part de son récit. A ce regard favorable sur l'Allemagne s'oppose celui dévalorisant sur la France. Il est témoin des manifestations nationalistes allemandes et sans marquer envers elles aucune sympathie, il dénonce dans leur genèse la responsabilité des nationalistes français, ceux-ci étant réduits à des « marchands de

---

1107 Monod-Herzen, « Le Soudan français », *Europe*, 15/02/1929, p.246.

1108 Monod-Herzen, « L'Unité européenne », « Recherches », *Notre Temps*, n°16, 06/07/1930, col.144.

1109 Jacques Chabannes, « Mitropa 1930 », *Notre Temps*, du 15/06/1930 au 28/09/1930. L'ouvrage est publié chez Valois en 1932.

canons ». Chabannes affirme son espoir en un accord franco-allemand qui serait le préalable à une union des pays européens. La Grande-Bretagne ne figure pas quant à elle au rang de partenaire vital et reste perçue comme très différente de l'Europe continentale. Ce récit rappelle la première contribution de Jacques Kayser à *Notre Temps* qui faisait le constat amer de la difficile union européenne eu égard à la multitude de frontières<sup>1110</sup>. En 1930, Crouzet n'apparaît pas dans le débat franco-allemand et se cantonne aux relations avec les revues des « jeunes équipes ».

B. Deux signatures au service d'une politique internationale de détente.

a) La priorité de Brossolette réside dans l'organisation pacifique du continent.

1. Le rapprochement franco-allemand dans l'optique d'une organisation de la paix.

Dans le prolongement du Traité de Versailles, une « commission préparatoire » se réunit à Genève depuis mai 1926. Elle a la charge de fixer les modalités de discussions en vue d'une Conférence du désarmement à réunir une fois ce travail préalable terminé<sup>1111</sup>. Ajournée en novembre 1927, la commission préparatoire reprend ses travaux en 1930. Brossolette analyse cette actualité avec un optimisme mesuré. Conscient des difficultés que soulèvent les débats préparatoires à la Conférence de désarmement, il poursuit une analyse bienveillante notamment en septembre lorsqu'il considère comme possible de rapprocher la position anglaise qui prône une limitation quantitative de celle française qui préconise des accords préalables de sécurité. Quoi qu'il en soit, Brossolette reste fermement attaché à l'espoir d'un désarmement.

« Assez d'hypocrisie, par conséquent ! Assez de formules destinées à masquer un désir passionné et absurde de conserver éternellement des forces militaires onéreuses et scandaleusement nombreuses<sup>1112</sup> ! »

Le 12 octobre dans « Faites la guerre ou désarmez » Brossolette témoigne de toute sa personne en faveur du désarmement.

« La plupart de nous sont mobilisables pendant vingt ans encore, [...]. Nous sommes les premiers intéressés à la guerre ou à la paix<sup>1113</sup> [...] ».

Il réclame une politique de désarmement par le biais de l'union européenne, seule solution pour « aider les républicains allemands à jouer leur carte et assurer, par une diminution de la misère allemande, l'exécution du plan Young ». L'Allemagne poursuit une politique révisionniste afin de se défaire des Réparations et en vue d'obtenir l'égalité des droits. Brüning, nommé Chancelier en mars 1930 prolonge cette politique dans des conditions difficiles compte tenu de la crise et de la pression constante du cabinet Hindenburg et de la Reichswehr<sup>1114</sup>. L'idée court à *Notre*

---

1110 Jacques Kayser, « L'Europe est une », *Notre Temps*, n°2, 07/1927.

1111 Sur la question du Désarmement, voir Maurice Vaisse, *Sécurité d'abord : la politique française en matière de désarmement, 9 décembre 1930-17 avril 1934*, Paris, Pedone, 1981.

1112 Brossolette, « Pas de fossé entre M. Briand et M. Henderson », *Notre Temps*, n°27, 21/09/1930, col.591.

1113 Brossolette, « Faites la guerre ou désarmez ! », *Notre Temps*, n°59, 12/10/1930, col.71.

1114 Maurice Vaisse, *Sécurité d'abord op.cit.*, p.81.

*Temps*, comme chez bon nombre de jeunes radicaux<sup>1115</sup>, qu'il ne tient qu'à la France d'influencer positivement l'Allemagne grâce à une politique adroite et conciliante. D'une manière générale, *Notre Temps* aboutit souvent à un optimisme de principe afin de privilégier une solution européenne au problème posé. Brossolette livre une vision du rapprochement franco-allemand qui entend exclure les chimères et travaillerait dans le seul but d'organiser la paix.

« Aujourd'hui comme hier le meilleur moyen d'y travailler demeure d'étudier et de préciser techniquement tous les grands problèmes qui se posent entre la France et l'Allemagne et dont l'interprétation erronée pourrait accroître les difficultés entre nos deux pays<sup>1116</sup>. »

Lorsqu'il commente l'adoption par la Chambre de l'Acte général d'arbitrage, il réclame de l'Allemagne la même ratification. Et c'est au nom du rapprochement franco-allemand qu'il place l'Allemagne devant ses obligations.

« Il faut que l'Allemagne ratifie aussi. Ou bien elle donnerait à penser qu'elle ne veut pas la paix<sup>1117</sup>. »

Il est des conclusions moins fermes. Parmi les problèmes qui minent les relations franco-allemandes, Brossolette imagine que celui de la dette pourrait être partiellement résolu grâce à sa mobilisation commerciale dans le cas où l'Allemagne aurait recours au crédit international.

## 2. Une mise en perspective des nationalismes français et allemand.

Les opinions politiques exacerbées en France ne faciliteraient pas le débat public le plus clairvoyant. Aussi Brossolette s'inscrit-il avec *Notre Temps* dans la lutte contre les campagnes de presse alarmistes. La multiplication des manifestations nationalistes en Allemagne après l'évacuation anticipée de la Rhénanie nourrit l'inquiétude et l'opposition à la politique de Briand. Réagissant à un discours récent de Treviranus<sup>1118</sup> pour réclamer des territoires perdus par le Reich, Brossolette espère que le fondateur du *Konservativen Volkspartei* (KVP) permette de diviser les nationalistes et fasse perdre des voix à Hugenberg et Hitler. Après les élections allemandes de septembre 1930, Brossolette refuse de céder à la panique et combat avec toujours autant de détermination les tenants de la fermeté.

« 107 hitlériens, 76 communistes et 41 nationalistes, voilà plus qu'il ne leur en faut pour affirmer que la cause est entendue, pour déclarer que l'Allemagne retourne à son vomissement et que seul le recours est dans une politique de refus et d'armement<sup>1119</sup>. »

Face à l'inquiétude générale, Brossolette poursuit son analyse de la situation allemande. Il lui semble important que la France crée les conditions susceptibles de favoriser l'équilibre démocratique en Allemagne.

« Et il semble que la grande coalition aura quelque peine à se constituer si

---

1115 C'est le cas de Gaston Bergery, voir Philippe Burrin, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Seuil, 1986, p.36

1116 Brossolette, « L'évacuation rhénane et l'emprunt de mobilisation », *Notre Temps*, n°17, 13/07/1930, col.191.

1117 Brossolette, « L'acte général d'arbitrage », *Notre Temps*, n°15, 29/06/1930, col.116.

1118 Brossolette, « Utilité de M. Treviranus », *Notre Temps*, n°23, 24/08/1930, col.433.

1119 Brossolette, « A l'aide de l'Allemagne », *Notre Temps*, n°28, 28/09/1930, col.617.

nous n'avons pas le courage et la clairvoyance de lui permettre d'apporter au peuple allemand des réalisations que, de toute évidence, nous refuserions à un cabinet Hitler<sup>1120</sup>. »

Il désigne du même coup des limites claires à la politique de rapprochement, une idée encore jamais abordée dans *Notre Temps*. L'urgence de la situation entraîne chez lui la détermination à sauver l'Allemagne des dangers de la violence et de la dictature. Brossolette observe l'Allemagne avec calme et adopte une liberté de ton qui lui permet de distinguer des ennemis potentiels de la paix. Comme beaucoup en France, il espère une majorité capable de repousser les extrêmes.

« Il est bien évident que la constitution d'une telle majorité est la seule planche de salut possible pour l'ordre allemand et pour la paix européenne, le seul obstacle au règne des nationaux-socialistes et des *Deutsch-Nationalen*<sup>1121</sup>. »

Il justifie la politique d'aide envers l'Allemagne car la situation lui semble d'ores et déjà catastrophique.

« Va-t-on attendre longtemps avant d'aller à l'aide de l'Allemagne ? Va-t-on attendre qu'elle cesse de payer pour gémir qu'elle ne paye plus ? Va-t-on attendre qu'elle soit dans l'anarchie pour déplorer qu'elle soit ingouvernable<sup>1122</sup> ? ».

Le spectre de la guerre est bien présent dans l'argumentaire de Brossolette comme le laisse entrevoir sa conclusion évoquant les dangers de la question du Couloir de Dantzig. Mais il incrimine moins la réclamation allemande que la presse française qu'il accuse d'exciter dangereusement les passions. Il veut relativiser la nature des manifestations nationalistes outre-Rhin et soutient l'idée que le nationalisme allemand ne serait guère différent de celui qui s'est développé en France après la guerre de 1870. L'idée a été lancée dans la presse matinale par Luchaire semble-t-il<sup>1123</sup> et a suscité des réactions scandalisées. Arguant de sa qualité d'historien et citant un ouvrage de Maurice Reclus, Brossolette rejette les interprétations politiciennes et apporte un éclairage plus serein.

« J'ai simplement voulu signaler que lorsque des hommes politiques allemands parlent de révision pacifique des traités, lorsqu'ils parlent de la grandeur et de la puissance de leur pays, lorsqu'ils sont pleins d'amertume et de passion, leur nationalisme n'est pas au-dessus de celui de nos grands pères. Il est à son niveau et parfois au-dessous<sup>1124</sup>. »

Brossolette dénonce d'une même voix les nationalismes de chaque côté du Rhin. Après l'évacuation de la dernière zone d'occupation française en Rhénanie, il revient sur les multiples manifestations allemandes. Il vitupère les journaux nationalistes français dont l'attitude est selon lui « mensongère, indécente et criminelle ». Mais il ne réserve pas sa critique aux seuls Français.

« Nous en avons d'ailleurs autant – et plus encore – au service des journaux

---

1120 *Ibid.*, col.618.

1121 *Ibid.*, col.617.

1122 *Ibid.*, col.618-619.

1123 Brossolette évoque « un des principaux collaborateurs de *Notre Temps* » écrivant « dans un journal du matin ». Brossolette, « Nationalisme allemand 1930. Nationalisme français 1872 », *Notre Temps*, n°26, 14/09/1930, col.553.

1124 Brossolette, « Nationalisme allemand 1930. Nationalisme français 1872 », *Notre Temps*, n°26, 14/09/1930, col.556.

nationalistes d'Allemagne qui ont excité contre la France, contre les Rhénans et contre la paix toute la lie des décerveleurs racistes, au mépris du bon sens, de la bonne foi et des conventions signées<sup>1125</sup>. »

De telles affirmations sont très rares dans *Notre Temps*. Brossolette partage avec Luchaire l'objectif de combattre la presse « nationaliste » française mais il ne minimise pas l'ampleur du phénomène en Allemagne, celui-ci n'étant ni « justifiable », ni « admissible ». Il rappelle son « profond dégoût » déjà exprimé devant « les représailles exercées par les décerveleurs racistes contre les Rhénans<sup>1126</sup> [...] ».

Il distingue même un danger supérieur en Allemagne.

« Nous nous inquiétons aujourd'hui de l'amour des Allemands pour ce qu'on leur a laissé d'armée. Ce bellicisme est choquant en effet et je dis sans pudeur que j'aime encore moins le militarisme allemand que le militarisme français<sup>1127</sup>. »

Brossolette montre ainsi une certaine fermeté dans l'examen des relations franco-allemandes. Il se place ainsi sur une position sensiblement différente de celle de Luchaire.

b) Le rapprochement franco-allemand, cheval de bataille du directeur de *Notre Temps*.

1. Une analyse « réaliste » et les enseignements du Sohlberg.

Avant les élections allemandes qui doivent se dérouler en septembre, Luchaire se plaint d'un climat de « polémiques » « injustement passionnées » et des « plus inopportunes<sup>1128</sup> ». Il replace ces prises de position dans l'affrontement qui durerait depuis 1920 entre les défenseurs d'une politique d'entente et ceux favorables à celle de force. L'avis des membres de *Notre Temps* serait non pas motivé « par un sentiment naïf de mysticisme pacifiste », mais par « un examen objectif de la situation ». Pour Luchaire, la France n'a nullement la capacité de mener une politique de force. Il cite une nouvelle fois un argument déjà employé dans les colonnes de *La Volonté* qui oppose la France, avec quelques « 40 millions d'habitants » et un très grand empire colonial à exploiter, à l'Italie, qui compte la même population mais dans « un territoire ingrat » tandis que « l'Allemagne vibre au souffle de 65 millions d'âmes ». De plus, la France serait isolée car elle aurait perdu ses deux appuis historiques, Russie et Grande-Bretagne. Aussi Luchaire invite-t-il ses lecteurs à être « clairvoyants et pratiques ». En imaginant un conflit, la somme des Français, des Tchèques, des Polonais, des Yougoslaves et des Roumains ne pourraient rivaliser avec le « bloc des 105 millions d'Allemands et d'Italiens ».

Dans l'étude d'un accord franco-allemand, Luchaire veut, au nom de l'équipe de *Notre Temps*, « faire intervenir le résultat de [leurs] propres et très récentes

---

1125 Brossolette, « L'évacuation rhénane et l'emprunt de mobilisation », *Notre Temps*, n°17, 13/07/1930, col.191.

1126 Brossolette, « Nationalisme allemand 1930. Nationalisme français 1872 », *Notre Temps*, n°26, 14/09/1930, col.554.

1127 *Ibid.* col.555.

1128 Luchaire, « Politique de force ? Non, politique d'entente », *Notre Temps*, n°23, 24/08/1930, col.401.



expériences<sup>1129</sup> ». Deux facteurs doivent alors entrer en ligne de compte, l'économique et le psychologique. Luchaire considère que les deux pays sont globalement complémentaires. De même en matière coloniale, Luchaire ne craint pas d'imaginer le partage de l'Empire.

« Quant aux sacrifices que notre pays pourrait envisager pour satisfaire les ambitions coloniales de l'Allemagne, ils seraient bien moins amples et surtout politiquement bien moins dangereux que les sacrifices de même nature réclamés de nous par le fascisme<sup>1130</sup> [...] ».

Le facteur psychologique ne pourrait être maîtrisé que par un contact personnel et une connaissance du peuple allemand. Et Luchaire estime qu'il bénéficie d'une certaine autorité en la matière depuis le Sohlberg. Luchaire a bon espoir que la situation s'améliore encore car « la génération du feu » doit vite être remplacée par la « nouvelle génération allemande » si proche de son homologue française. Ce jugement à l'emporte pièce ne subit aucune critique même après avoir écrit que la jeunesse allemande « ne retient rien que l'amour de son pays<sup>1131</sup> ». Ainsi les perspectives d'opposition à la France sont-elles éludées. Luchaire compte beaucoup sur l'opinion publique et met en avant les contreparties « psychologiques » qu'offrirait une politique de conciliation. Il regrette à ce titre que l'évacuation de la Rhénanie n'ait pas été effectuée vers 1925 car alors « la France aurait été en droit d'escompter la reconnaissance de l'Allemagne<sup>1132</sup> ». On se souvient qu'en 1927 Luchaire espérait la mise en route d'une « politique de collaboration » si la France acceptait une évacuation anticipée en 1930<sup>1133</sup>. Or une fois réalisée, celle-ci ne comporte plus aucun motif de gratitude car elle reste trop tardive. De même la France se devrait d'éviter tout geste susceptible de décourager son partenaire. Les relations entre les deux pays sont toujours décrites sous menace d'une aggravation. Aussi la France devrait-elle s'engager dans une politique européenne volontariste pour ne pas provoquer « l'exaspération des anciens vaincus » et ne pas encourager leurs « ambitions excessives<sup>1134</sup> ».

## 2. Les visions déformées du nationalisme français.

D'après Luchaire, les nationalistes français feraient courir un risque de guerre en provoquant la colère outre-Rhin. Luchaire dénonce également leur malhonnêteté alors qu'ils se mettraient consciemment au service des milieux économiques censés tirer profit d'un climat guerrier. Il en va ainsi des « trois groupes de l'*Action Française*, du *trust* François Coty et du *trust* métallurgique ayant à sa tête M. de Wendel<sup>1135</sup> » dont la presse attiserait la haine laissant espérer « les bénéfices les plus alléchants » aux marchands d'armes et aux détenteurs des mines de la Sarre. Luchaire s'en prend à Henri de Kerillis avec la même exagération. Celui-ci aurait regretté dans un

---

1129 Luchaire, « Politique de force ? Non, politique d'entente », *Notre Temps*, n°23, 24/08/1930, col.403.

1130 *Ibid.*

1131 Luchaire, « Politique de force ? Non, politique d'entente », *Notre Temps*, n°23, 24/08/1930, col.405.

1132 Luchaire, « Adaptation, et non concession », *Notre Temps*, n°65, 23/11/1930, col.282-283.

1133 Luchaire, « Les Alliés resteront-ils en Rhénanie ? », *La Volonté*, 11/07/1927.

1134 Luchaire, « Adaptation, et non concession », *Notre Temps*, n°65, 23/11/1930, col.283.

1135 Luchaire, « Une triste plaisanterie : Des "Casques d'acier" en France », *Notre Temps*, n°59, 12/10/1930, col.41.

article de *l'Echo de Paris* qu'il n'existe pas en France un mouvement équivalent au « Casque d'Acier ». Pensant que Kerillis admire « inconsciemment<sup>1136</sup> » le *Stahlhelm*, Luchaire a beau jeu de sous-entendre un vice caché chez les opposants au rapprochement franco-allemand. L'argumentaire de Luchaire alimente ici la vision stéréotypée et somme toute assez commune de milieux conservateurs accusés d'entretenir des liens occultes avec de puissants agents économiques. C'est à cette image d'Epinal négative que s'oppose celle d'une politique de bon aloi chez le voisin allemand. L'article est suivi de la deuxième et dernière livraison de Wolfgang Stresemann intitulée « Les derniers jours de mon père », témoignage également publié dans l'organe viennois, *Die Neue Freie Presse*, et qui rend naturellement hommage à la probité et au pacifisme de l'ancien ministre allemand.

Luchaire rejette la responsabilité de l'essor des extrémistes allemands sur les partisans de la politique de force.

« [...] les élections allemandes ont été essentiellement le témoignage du complet désarroi germanique, désarroi qui peut aboutir à une vague de nationalisme agressif – mais qui n'y a pas encore abouti et qui n'y aboutira que si nous paraissions, en France, soit effrayés soit disposés à revenir vers une politique de d'armements<sup>1137</sup>. »

Luchaire accuse une partie de la presse française de renforcer les mouvements nationalistes et de leur faire « gagner des voix ». Les campagnes de presse en France auraient ainsi bénéficié aux nationalistes et désormais au mouvement national-socialiste. Dès lors, l'Allemagne qui aurait à choisir entre une coopération pacifique avec la France et une alliance avec le fascisme serait encouragée à se rapprocher de l'Italie.

« Et la droite française, inconsciemment ou criminellement, agit de façon à accroître le poids du mauvais plateau<sup>1138</sup>. »

En octobre 1930, Luchaire souligne l'absence d'alternative proposée par ses opposants à la politique de Locarno. Il lui semble ainsi impossible d'augmenter les crédits militaires sans appauvrir le pays tandis que la population serait contre l'augmentation de la durée de conscription. Renforcer des alliances avec la Pologne, la Grande-Bretagne ou l'Italie est également inenvisageable pour des raisons diverses. Aussi n'existerait-il qu'une seule politique, celle réalisée depuis six ans. Le pays est alors sommé de choisir entre l'Europe et la guerre.

« Que reste-t-il ? Rien. Rien que ce choix : continuer la politique de ces dernières années, qui cherche à réaliser la paix internationale par l'organisation internationale sans pour cela affaiblir les forces autonomes de la France – ou renoncer à cette politique *pour ne rien faire de plus*, si ce n'est pour donner à l'Europe et à l'Allemagne l'impression que notre pays se prépare à la guerre et, par là même, ouvre la porte à la guerre<sup>1139</sup>. »

---

1136 Luchaire, « Une triste plaisanterie : Des "Casques d'acier" en France », *Notre Temps*, n°59, 12/10/1930, col.43.

1137 Luchaire, « Une triste plaisanterie : Des "Casques d'acier" en France », *Notre Temps*, n°59, 12/10/1930, col.41.

1138 Luchaire, « Politique de force ? Non, politique d'entente », *Notre Temps*, n°23, 24/08/1930, col. 404.

1139 Luchaire, « Une triste plaisanterie : Des "Casques d'acier" en France », *Notre Temps*, n°59, 12/10/1930,

Ce schéma de réflexion qui met en évidence l'absence d'alternative pour la France est régulièrement utilisé par Luchaire. Lors de la rentrée parlementaire, se tient au Palais Bourbon un débat de politique extérieure. Le 6 novembre, Franklin-Bouillon exprime les craintes que lui inspirent les événements en Allemagne depuis l'évacuation de la Rhénanie. Il dénonce la volonté allemande de se défaire de ses engagements internationaux. Briand répond en défendant la continuité de sa politique depuis les accords de Locarno et les améliorations quant à la sécurité française. Il fustige le « vent de panique » propagé par ses opposants. A partir du 16 novembre, Luchaire rédige quatre éditoriaux consécutifs afin de combattre les arguments énoncés par les adversaires de Briand<sup>1140</sup>. Luchaire entend d'abord « donner à [ses] amis des armes pour lutter contre une propagande néfaste » constituée « d'arguments tendancieux, de chiffres faux, de faits inexacts », autrement dit contre l'ensemble des idées énoncées par Franklin-Bouillon lors du débat de politique extérieure. Luchaire fait précéder son argumentation d'un hommage appuyé à Franklin-Bouillon pour les négociations qu'il mena en Turquie auprès de Mustapha Kemal et « l'excellente politique turque du député de Seine-et-Oise » qui aboutit aux accords de Moudania. Luchaire rappelle alors le rôle qu'il joua lui-même à ses côtés en tant que secrétaire. Luchaire reprend ensuite une à une les idées de Franklin-Bouillon pour mieux les contredire. Certaines des mesures réclamées seraient impossibles à réaliser telles que l'interdiction d'une demande de moratoire sur les paiements ou celle visant les manifestations nationalistes « belliqueuses », la France ne disposant en la matière d'aucune marge de manœuvre légale. Luchaire souligne en outre qu'affirmer la volonté de refuser toute modification du Traité de Versailles avant d'en recevoir la demande serait contraire à l'esprit du Traité à travers son article 19. Luchaire considère qu'il serait dangereux de renforcer les alliances avec les pays amis car cela pourrait engager l'Allemagne à réunir des appuis autour d'elles jusqu'à former un « bloc des puissances dites menaçantes et révisionnistes ». Pour Luchaire, le renforcement des alliances avec un autre partenaire que l'Allemagne n'est autre qu'une « provocation à la guerre par l'exaspération systématique [des] voisins de l'Est<sup>1141</sup> ».

En utilisant la première personne du pluriel, dont on ne sait si elle signifie l'adhésion de l'équipe de *Notre Temps* ou celle des « nouvelles générations », Luchaire se prononce en faveur du plan Young. Tout en reconnaissant à l'Allemagne le droit de demander un moratoire, il renonce à une révision du Traité de Versailles qui serait pour l'heure « une périlleuse aventure » mais il appelle à la destruction des « barrières économiques, politiques et psychologiques créées<sup>1142</sup> » par ce dernier. Il réaffirme, enfin, son soutien à la politique européenne en lieu et place de la politique des alliances. Reprenant la structure habituelle de son argumentation, Luchaire

---

col.42. En italique dans le texte.

1140 Luchaire, « L'impossible programme du nationalisme français », 16/11/1930, col.241-244 ; « Adaptation, et non concession », 23/11/1930, col.281-285 ; « Y a-t-il une menace allemande ? », 30/11/1930, col.321-324 ; « L'avenir des relations franco-allemandes », 07/12/1930, col.361-366.

1141 Luchaire, « L'impossible programme du nationalisme français », *Notre Temps*, n°64, 16/11/1930, col.244.

1142 Luchaire, « Adaptation, et non concession », *Notre Temps*, n°65, 23/11/1930, col.283.

début par l'examen des requêtes allemandes.

« Le problème véritable est de savoir si les réclamations allemandes ont été bien comprises et surtout si nous nous faisons en France une idée juste de la portée de ces réclamations<sup>1143</sup>. »

A propos du corridor de Dantzig et de la réunion des populations de langue allemande, Luchaire juge ces réclamations naturelles et comparables à l'attente du retour de l'Alsace-Lorraine dans le giron français entre 1870 et 1914. Ces questions seraient en outre dénuées de danger depuis Locarno et l'engagement de l'Allemagne à œuvrer sans violence. Trois problèmes subsistent cependant, celui de l'égalité des droits, de la frontière germano-polonaise et celui de l'*Anschluss*. L'égalité des droits serait en grande partie assurée grâce à la SDN. Luchaire reconnaît que la politique défensive de la France reste perçue en Allemagne comme une politique « d'impérialisme statique », il espère qu'une saine explication puisse régler « ce sujet délicat<sup>1144</sup> ». En matière militaire, Luchaire réclame le recours à un « contrôle international » dans le cadre duquel les Français pourraient même convenir à la parité des armements. Quant à la démilitarisation de la rive droite du Rhin, Luchaire recommande à la France une égale démilitarisation sur la rive gauche eu égard à un « sentiment de justice et d'équité sincère ». Luchaire reconnaît toute la dangerosité du problème de la frontière germano-polonaise. Il en appelle à la « dévalorisation des frontières » grâce à la réalisation du projet de Fédération européenne mené par Briand.

« Oui, il faut que l'Allemagne se dise qu'en dehors d'un régime fédéral européen, elle ne fera valoir aucune des revendications qu'elle formule encore. Mais il faut aussi qu'elle sache que dans un régime fédéral européen, toutes ses revendications feront l'objet d'examen approfondis et impartiaux<sup>1145</sup>. »

### 3. La reconnaissance du nationalisme allemand.

La jeune génération qui arrive au pouvoir en Allemagne, « celle du feu », est de l'avis de Luchaire « ardemment nationale » mais « elle n'est ni *nationaliste*, au sens agressif du mot, ni surtout *anti-française*<sup>1146</sup> ». La minoration du nationalisme allemand se double chez Luchaire d'une mise à l'épreuve de la France.

« Si elle devient "revancharde" et anti-française, ce sera par l'effet de nos propres maladresses<sup>1147</sup>. »

En novembre, répondant aux alarmes de Franklin-Bouillon, Luchaire poursuit sur la même ligne.

« A vrai dire, ces agités sont beaucoup moins nombreux qu'on ne voudrait le faire croire à l'opinion française : les 107 députés hitlériens eux-mêmes, ne sont pas unanimes à désirer un coup de force<sup>1148</sup>. »

---

1143 Luchaire, « L'avenir des relations franco-allemandes », *Notre Temps*, n°67, 07/12/1930, col.361-362.

1144 *Ibid.* col.364.

1145 *Ibid.* col.366.

1146 Luchaire, « Politique de force ? Non, politique d'entente », *Notre Temps*, n°23, 24/08/1930, col.404. En italique dans le texte.

1147 Luchaire, « Politique de force ? Non, politique d'entente », *Notre Temps*, n°23, 24/08/1930, col.404.

1148 Luchaire, « Adaptation, et non concession », *Notre Temps*, n°65, 23/11/1930, col.282.

A propos des armements allemands, Luchaire contredit une à une les affirmations de Franklin-Bouillon. Il réduit ses chiffres à des suppositions expliquant par exemple que l'augmentation du budget militaire allemand peut simplement s'expliquer par le coût plus élevé d'une armée de métier par rapport à celui d'une armée de conscription. Pour ce qui est des informations provenant d'Allemagne, Luchaire préfère s'appuyer sur le témoignage du journaliste Alfred Mallet, auteur d'une « enquête exceptionnellement importante ». Celui-ci écrit que l'armement y coûterait plus cher qu'en France et que les dépenses seraient davantage réalisées en « recherches » qu'en « accumulations de matériel<sup>1149</sup> ». Luchaire cite enfin le témoignage d'un chef militaire « des plus qualifiés » qui dément tout risque d'armement occulte de la part de l'Allemagne. Renonçant à percevoir pour l'heure le moindre risque en Allemagne ; Luchaire lie celui-ci à la réussite de la politique de conciliation.

L'argument démographique est le premier qui justifie chez Luchaire les équilibres de force et rend légitime les visées expansionnistes. Il reprend en partie une idée défendue avant-guerre par Arthur Moeller van den Bruck<sup>1150</sup> et qui a cours dans les milieux de la « Révolution conservatrice » avant d'être instrumentalisé par le national-socialisme.

« Parce que si l'Allemagne est, autant, sinon plus que l'Italie, en proie à un légitime besoin d'expansion, le terrain de l'expansion naturelle de l'Italie est le même que le terrain de l'influence française : la Méditerranée, les Balkans, l'Afrique du Nord – tandis que le terrain de l'expansion naturelle de l'Allemagne est à l'opposé du terrain de l'influence française : l'Est européen, la Russie<sup>1151</sup>. »

A l'inverse, la solution d'un accord avec l'Allemagne paraît plus apte à satisfaire la France.

« Pour qu'un bloc franco-allemand soit viable, il suffirait que l'Allemagne tourne résolument et uniquement ses regards vers l'Est, réalise un accord avec la Pologne et renonce à toute visée sur l'Ouest<sup>1152</sup>. »

En novembre, Luchaire examine la thèse de Franklin-Bouillon quant au « péril allemand ». Il reprend à son compte l'expression courante qui met en scène « deux Allemagnes », l'une pacifique et l'autre militariste, et que Franklin-Bouillon a modifiée en parlant de l'Allemagne « cynique » et de celle « habile », toutes deux œuvrant selon lui pour les mêmes objectifs. Mais au lieu de le contredire, Luchaire reconnaît les aspirations allemandes et les accepte comme les éléments de départ de sa réflexion.

« Oui. L'Allemagne est unanime à répudier une responsabilité unilatérale de la

---

1149 Luchaire, « Y a-t-il une menace allemande ? », *Notre Temps*, n°66, 30/11/1930, col.323.

1150 Arthur Moeller van den Bruck, *Das Recht der jungen Völker*, Piper, München, 1919, 120s. L'ouvrage a été réédité en 1993, *La révolution des peuples jeunes*. Arthur Moeller van den Bruck ; textes choisis et présentés par Alain de Benoist ; trad. de l'allemand par Jean-Paul Allard, Puiseaux, Pardès, 1993, 359p. Sur Moeller van den Bruck voir également Denis Goeldel, *Moeller van den Bruck, 1876-1925, un nationaliste contre la révolution : contribution à l'étude de la "Révolution conservatrice" et du conservatisme allemand au XXe siècle*, Frankfurt am Main, Bern, New York, Nancy, Peter Lang, 1984, 614p. Voir également Michel Grunewald, *Le milieu intellectuel conservateur en Allemagne, sa presse et ses réseaux (1890-1960)*, Peter Lang, 2003.

1151 Luchaire, « Politique de force ? Non, politique d'entente », *Notre Temps*, n°23, 24/08/1930, col.402.

1152 *Ibid.*

guerre, historiquement contestable [...]. Oui, l'Allemagne est unanime à souhaiter la rectification de ses frontières de l'Est. Oui, l'Allemagne est unanime à espérer une graduelle atténuation des charges de réparation<sup>1153</sup>. »

Luchaire distingue alors « les réalistes » décidés à travailler diplomatiquement et « les insensés », impatients et prêts à employer la force. Ce qui guide la réflexion de Luchaire est toujours cet « examen réaliste » de la situation. Chez les nationalistes Allemands, il devine une « évaluation objective des possibilités diplomatiques, financières et militaires du Reich » qui pèserait dans chacune de leurs décisions. Pour la France, la méthode devrait être la même.

« La paix n'est pas affaire de mystique. C'est affaire de coordination d'intérêts<sup>1154</sup>. »

Ainsi, la politique de Locarno et ses suites seraient autant de transactions ayant grandement servi la France en termes de sécurité comme en termes financiers, la faisant passer d'une « politique de la chimère à la politique de la réalité<sup>1155</sup> ».

Pour répondre aux accusations de Franklin-Bouillon qui met en cause la politique de « concessions » de Briand comme la raison du regain nationaliste au sein d'une Allemagne « insatiable », Luchaire revient au contexte de 1920 et évalue les progrès que seule la politique briandiste aurait apporté à la France. La politique de rapprochement franco-allemand ne lui paraît pas être autre chose que la réparation des erreurs du Traité de Versailles. Et à ce titre, les revendications allemandes ne seraient ni la marque d'une volonté de puissance, ni la preuve de son caractère supposément « insatiable » mais de justes revendications face à des mesures perçues comme injustes.

« Excessives, celles qui permettraient à une puissance étrangère d'isoler deux parties du territoire germanique. Excessives, celles qui imposaient à l'Allemagne une réduction unilatérale trop prolongée de ses armements<sup>1156</sup>... »

Si Luchaire s'est toujours montré un adversaire du nationalisme français il fait preuve de la plus grande mansuétude qui soit à l'égard de celui allemand. A vrai dire, Luchaire refuse d'imaginer une confrontation politique autrement que guerrière avec l'Allemagne. Ainsi chacune de ses réclamations doit-elle être satisfaite.

« [...] une seule politique pacifique et possible : celle qui offre à l'Allemagne la certitude d'assurer son expansion économique et culturelle, ainsi que l'unité du germanisme<sup>1157</sup> [...]. »

Un tel arrangement semble pourtant difficile à trouver c'est pourquoi Luchaire s'appuie sur l'idée d'Europe, dans un cadre idéalisé à savoir « une Europe pacifiée où les frontières ne seront plus un obstacle et une gêne pour personne<sup>1158</sup> ». Dès lors le briandisme de Luchaire prend une signification tout à fait particulière. La semaine suivante, Luchaire poursuit son démenti contre d'éventuels dangers

---

1153 Luchaire, « Adaptation, et non concession », *Notre Temps*, n°65, 23/11/1930, col.282.

1154 *Ibid.*

1155 *Ibid.*

1156 *Ibid.*, col.285.

1157 *Ibid.*, col.283.

1158 *Ibid.*

provenant d'Allemagne en expliquant que le voisin respecte les dispositions du Traité de Versailles. Il justifie en outre les efforts allemands dans le domaine militaire.

« Il est parfaitement compréhensible qu'elle veuille donner à ces 150 000 hommes le maximum d'armements compatibles avec les limites imposées à Versailles. Il est compréhensible aussi qu'elle cherche à compenser la diminution de ses "réserves instruites" par l'éducation sportive, parfois militarisée, de sa jeunesse<sup>1159</sup>. »

Il y a là un exemple supplémentaire de ce que Luchaire accorde à l'Allemagne et refuse à la France mais les solutions que proposent Luchaire aux problèmes franco-allemands posent un certain nombre de questions. Alors qu'il s'applique à étudier les « faits », ces « réalités tangibles » qui servent de base à son raisonnement, le but envisagé reste, quant à lui, largement hypothétique. Surtout, il nécessite un investissement des pays étrangers sans que la France ne puisse y concourir. Luchaire est-il prêt à adresser les mêmes recommandations à l'Allemagne ? Il est logique de lire Luchaire critiquer le Traité de Versailles qu'il n'a cessé de dénoncer depuis 1920. Mais il est plus surprenant de lire sous sa plume la justification de la remilitarisation de l'Allemagne. Les aspirations à la puissance militaire qu'il critique lorsqu'elles sont françaises sont perçues comme normales chez les Allemands. Cela peut provenir d'une certaine mauvaise conscience depuis le Traité de Versailles et la contestation de la politique française de force. Peut-être a-t-il assimilé un discours allemand via le *Sohlbergkreis*. Ceci montre que Luchaire ne parvient pas à se départir de partis pris personnels en commentant la situation allemande malgré l'objectif affirmé de mener une analyse objective. Lorsqu'il envisage un nouveau cadre pour les relations internationales, Luchaire peut-il demander à l'Allemagne de renoncer à certaines prétentions si celles-ci s'avèrent dangereuses ou en contradiction avec l'objectif de prospérité du continent ? Autrement dit, quels sont les points sur lesquels Luchaire entretient en contradiction avec les principes énoncés précédemment dans *Notre Temps* ?

Pour l'heure, la ligne politique de Luchaire se structure autour du seul pacifisme. Il s'agit moins d'un principe moral que de l'expression d'un pragmatisme intégral, le but étant d'écartier le risque de conflit grâce à des arrangements successifs. En cela il pourrait correspondre au « réalisme » prôné par *Notre Temps*, pourtant son analyse s'en démarque nettement dans la mesure où Luchaire échoue à mener une analyse dépassionnée. Celle-ci nécessiterait de conserver un œil critique sur l'Allemagne plutôt que de chercher à répondre à ses adversaires français avec un argumentaire hasardeux. Luchaire en vient alors à fournir un discours déséquilibré dans lequel les concessions exigées de la France n'appellent aucune contrepartie. L'unique principe moral mobilisé dans son discours est celui de l'égalité entre les nations et ni le pacifisme ni la démocratie ne sont des valeurs sur lesquelles sont appelées à se fonder les relations franco-allemandes.

---

1159 Luchaire, « Y a-t-il une menace allemande ? », *Notre Temps*, n°66, 30/11/1930, col.324.

## **Chapitre deux. Le tournant des relations intellectuelles franco-allemandes.**

En 1931 *Notre Temps* intensifie son engagement franco-allemand. La conjoncture internationale ne fait que s'aggraver alors que la crise économique s'abat sur l'Europe, préservant la France pour encore une courte période. En multipliant les initiatives, *Notre Temps* se place au cœur des débats de politique internationale en France. Le rapprochement intellectuel entre alors pleinement dans la sphère politique.

### **I. *Notre Temps*, fer de lance du rapprochement intellectuel franco-allemand.**

A. De l'engagement des intellectuels au service de la paix.

a) Les deux manifestes.

1. Le manifeste français.

Le 18 janvier 1931, la revue publie le « Manifeste de *Notre Temps* contre les excès du nationalisme, pour l'Europe et pour l'entente franco-allemande ». Il est signé par 186 écrivains et artistes, « l'élite de la pensée française d'après-guerre ». Dans le même numéro la rédaction de *Notre Temps* livre des articles sur la paix par la main de ses principaux rédacteurs, à l'exception de Brossolette. *Notre Temps* précise que ce numéro n'est rédigé que « par des écrivains, des savants et des artistes sans aucune collaboration politique ». C'est pour Luchaire le signe de l'honnêteté et de la vérité. Les intellectuels français protestent « contre les rumeurs de guerre » et s'engagent pour éviter le retour d'une catastrophe. Ils comptent sur la réciprocité à l'étranger et espèrent que les intellectuels s'inscrivent dans la lutte contre le nationalisme dans chaque pays. Ils réaffirment l'exigence de paix de la France et font le vœu d'une Europe unie. Le texte recommande enfin l'abandon par tous de la politique de force et appelle à la réalisation de l'Europe par le rapprochement franco-allemand grâce à des « accords librement consentis par des peuples apaisés ».

Parmi les 188 signataires, une petite moitié fait partie du cercle immédiat de *Notre Temps*, anciens signataires ou actuels collaborateurs. Pour le reste, *Notre Temps* regroupe au bas de son manifeste une frange importante des arts et lettres français de l'entre-deux-guerres. La *NRF* est présente avec Jean Paulhan, Benjamin Crémieux, Ramon Fernandez et Julien Benda. *Europe* apporte également sa collaboration par l'intermédiaire Jean-Richard Bloch, Jean Guéhenno, Jean Prévost et Jacques Robertfrance. Au-delà de l'adhésion des deux revues dominant le paysage intellectuel français, *Notre Temps* réussit à grouper les signatures de personnalités très diverses : des écrivains engagés dans le pacifisme comme Jules Romains ou Roland Dorgelès ; des écrivains classés à droite et que l'on n'attend pas forcément au sein de *Notre Temps* tels que Paul Morand et Jacques Chardonne ; quelques uns des fondateurs du « groupe de l'Abbaye » dont Charles Vildrac, René Arcos et Luc Durtain ; les pamphlétaires Emmanuel Berl et Pierre Drieu la



Rochelle<sup>1160</sup> ; l'ancien allié au sein des « jeunes équipes » Pierre Dominique ; les hommes de théâtre H-R Lenormand, Louis Jouvet et Charles Dullin ou encore les peintres Raoul Dufy, Paul Signac et Maurice de Vlaminck.

On ne peut que remarquer l'ampleur du recrutement qu'a réussi *Notre Temps* en s'appuyant sur les réseaux de ses membres littéraires. Cela fait de *Notre Temps* une revue bien intégrée dans les milieux intellectuels français et confirme sa réussite quelques mois avant son quatrième anniversaire. En donnant la parole aux « jeunes intellectuels », représentant « l'élite des lettres, des sciences et des arts de France d'après-guerre », *Notre Temps* poursuit son objectif de représentation de la jeunesse. Mais l'étude des personnalités présentes montre qu'il eut été impossible à *Notre Temps* d'obtenir un écho aussi considérable en se limitant à la « nouvelle génération » définie par Luchaire. La grande majorité des signataires appartient selon sa propre nomenclature à la génération précédente, celle qui a connu l'avant-guerre. Ceci marque ainsi une limite supplémentaire à l'efficacité du principe des « nouvelles générations ». La continuité réside ici dans la façon propre à *Notre Temps* de se défier du monde politique, de ses relais traditionnels comme de son personnel pour mener sa propre action de propagande.

## 2. La réflexion autour du manifeste français.

A l'instar de la rencontre du Sohlberg, le Manifeste de *Notre Temps* et les commentaires qui l'accompagnent ne sont pas de l'ordre du politique selon Luchaire. Il explique l'existence entre les spécialistes de politique de *Notre Temps* et leurs confrères littéraires d'« une communauté de pensée sans cesse plus profonde<sup>1161</sup> ». A tel point que les littéraires se seraient accordés afin d'apporter leur concours à l'œuvre de paix que suit *Notre Temps* dans ses pages politiques. Luchaire ne manque pas de préciser que ce fut pour lui « une émouvante surprise » que de voir les littéraires sortir de leur « tour d'ivoire ». Jean-Jacques Bernard<sup>1162</sup>, auteur dramatique et fils de Tristan Bernard, rédigea le Manifeste que discutèrent ensuite les membres du comité de lecture. Voulant conserver la nature exclusivement intellectuelle du numéro spécial, Luchaire dit ne vouloir recueillir aucune signature politique et réserver à ce cahier des contributions littéraires et scientifiques. Alors que le manifeste ne l'exprime pas, l'objectif de ses protagonistes est bien de remettre en cause le Traité de Versailles. Jean-Jacques Bernard propose ainsi une réflexion sur celui-ci avec l'idée qu'un traité de paix ne peut être celui des seuls vainqueurs. Il souligne l'impératif de s'engager afin de « faire l'entente franco-allemande » et le rôle particulier de la France à cet égard.

« Mais devant l'Allemagne vaincue, c'est à nous, Français, à prendre l'initiative de l'action<sup>1163</sup>. »

---

1160 *Les Derniers Jours, cahier politique et littéraire* rédigé par Drieu la Rochelle et Berl au premier semestre 1927 témoigne d'une recherche à la fois originale et aussi large que possible dans la remise en cause des idées établies. Ainsi Drieu prévient-il ses lecteurs : « Mais ceux qui veulent des doctrines bien mâchées, qu'ils se détournent de ces cahiers où l'on ne craindra jamais de laisser voir un désordre de chantier. » Drieu la Rochelle, « Première note sur le drame de "l'Action Française" », *Les Derniers Jours*, n°1, 01/02/1927, p.5.

1161 Jean Luchaire, « Histoire d'une initiative », *Notre Temps*, n°73, 18/01/1931, col.85.

1162 Jean-Jacques Bernard (1888-1972) participe à *Notre Temps* de 1928 à 1934.

1163 Jean-Jacques Bernard, « La Victoire et la Paix », *Notre Temps*, n°73, 18/01/1931, col.87.

Il étudie les conditions dans lesquelles « Français et Allemands de bonne foi et de bonne volonté » pourraient s'entendre. Or le traité ne serait pas « viable » car il ne provoque pas une « satisfaction réciproque » jugée indispensable. Pis, le traité de Versailles serait responsable de l'aggravation de la situation internationale.

« Hitler est né du Traité de Versailles<sup>1164</sup>. »

Pour Jean-Jacques Bernard, il est inévitable de modifier les traités lors de la construction européenne et il recommande de « faire table rase d'un passé boiteux » afin de « construire un avenir solide<sup>1165</sup> ». Dans le rapprochement franco-allemand, la France devrait se garder d'agir trop tard même s'il est légitime qu'elle reste sourde devant « les récriminations des bandes d'exaltés ». Ce serait enfin le souci d'honnêteté qui commanderait cette prise de position en faveur de l'Europe et contre le *statu quo*.

« En face d'une nation qui nous accuse de lui avoir fait signer un "diktat", le cœur d'un bon Français ne peut se sentir parfaitement à l'aise. »

Mais plus encore qu'une volonté morale pour le présent, il semble bien que l'auteur soit sujet à une certaine mauvaise conscience depuis la fin de la guerre.

« Car la faiblesse de notre position, la voilà. Nous parlons de respect des traités, mais à des adversaires qui n'ont pas eu la liberté de les discuter. »

Bernard recommande alors la signature dans un cadre européen d'accords librement discutés et minutieusement élaborés. Philippe Fauré-Frémiet<sup>1166</sup> exprime également ce malaise face à la justice des « vainqueurs<sup>1167</sup> ». Dans ce texte écrit lors de l'anniversaire de l'armistice, Fauré-Frémiet rappelle combien cette victoire porte encore « un goût amer ». Alors que l'Armistice fut conclu « autour de l'idée wilsonienne », que tous assimilaient à celle de justice, une équivoque durable naquit avec le Traité de Versailles et cette volonté « de satisfaire tous les appétits soulevés par le désastre ». Pour lui aussi, le climat orageux au tournant des années trente trouve ici son explication.

« Depuis la signature de la paix, le monde est puni pour son mensonge<sup>1168</sup>. »

S'il ne croit pas au retour imminent de la guerre, Fauré-Frémiet l'imagine comme certain après la disparition du souvenir des souffrances de la Grande Guerre. Aussi l'Europe devrait-elle profiter de cette période intermédiaire pour s'unir, non pas économiquement, ce qui serait insuffisant mais moralement et spirituellement. A propos du ministre des Affaires étrangères, plus que jamais perçu comme le « pèlerin de la paix », Louis Martin-Chauffier évoque « la revanche du sentiment<sup>1169</sup> », Guy Crouzet « La Croix de la Paix » et Chabannes dessine une « pédagogie de la paix ». Quant à André Berge, il s'appuie sur la psychologie, sa spécialité scientifique, pour étudier l'impact de l'opinion publique sur les relations internationales. Hormis l'hommage sans doute sincère à Briand, les membres de

---

1164 *Ibid.*

1165 *Ibid.* col.88.

1166 Philippe Fauré-Frémiet est le fils de Gabriel Fauré et le frère d'Emmanuel, biologiste. Hommes de lettres, il participe à *Notre Temps* de 1927 à 1934.

1167 Philippe Fauré-Frémiet, « 11 novembre 1930 », *Notre Temps*, n°73, 18/01/1931, col.89-92.

1168 *Ibid.* col.91.

1169 Louis Martin-Chauffier, « Aristide Briand ou la revanche du sentiment », *Notre Temps*, n°73, 18/01/1931, col.96-99.

*Notre Temps* montrent ici les penchants personnels qui influencent leur positionnement politique. Le recours au sentiment autant qu'à la morale est total, qu'il s'agisse des gouvernants ou bien des peuples. De la même manière, Jean-Jacques Bernard envisage les relations entre la France et l'Allemagne comme étant celles de personnes de « bonne volonté ». Aussi ont-ils bon espoir d'influer sur les décisions politiques en informant et au besoin en convertissant une large part de la population. Finalement, le manifeste français ne semble tourné que contre la France, sa politique d'exécution du Traité et ses excès supposés de fièvre nationaliste.

### 3. Le « Manifeste des 188 intellectuels artistes et savants d'Allemagne ».

Le 8 mars 1931, *Notre Temps* publie le « Manifeste des 188 intellectuels artistes et savants d'Allemagne en réponse au manifeste de *Notre Temps* ». Le texte rédigé par le Pen-Club berlinois débute par l'expression d'un accord avec les idées défendues par le texte français, à savoir la nécessité de lutter contre « ceux qui entretiennent l'esprit de guerre » et celle d'accords librement consentis pour un avenir commun. Les signataires allemands déclarent s'engager dans « une lutte parallèle, avec la même sincérité ». Cependant l'affirmation est immédiatement tempérée. Le paragraphe suivant mentionne que la situation des défenseurs de la paix en Allemagne serait rendue délicate par les règlements d'après-guerre.

« [...] il y a des raisons substantielles qui ne permettent pas qu'une volonté de paix unanime se développe en Allemagne. On a imposé au peuple allemand des charges morales et matérielles qu'il ressent comme injustes et insupportables. »

Les auteurs allemands estiment à demi-mot qu'une négociation générale est indispensable à la paix, et afin de rendre possible cette « base de réconciliation véritable », ils comptent sur l'aide « des hommes libres et justes des autres nations ». En conclusion, ils appellent les intellectuels français à un travail en commun pour former « un tribunal des consciences absolument libres et courageuses » et créer « la nouvelle Europe ».

Les différences entre les deux textes paraissent importantes. Sur la forme d'abord, les Allemands laissent de côté le critère de jeunesse défini par *Notre Temps*. Sur le fond ensuite, les Allemands ont réorienté la discussion en faisant valoir la spécificité de leur situation. Le texte français définit le nationalisme comme sa cible première et la création de l'Union européenne comme le but politique souhaitable. Le texte allemand, clame son accord de principe tout en faisant valoir des réclamations d'autant plus larges que la formule « des charges morales et matérielles » est évasive. Le point névralgique de la discussion n'est donc plus les manifestations attentatoires à la paix, sous-entendues nationalistes, mais l'accusation du Traité comme le responsable de ces excès nationalistes, et par-là la cause principale du danger de guerre. Et la révision des contraintes imposées à l'Allemagne est posée comme condition du contact franco-allemand et comme préalable à l'objectif politique d'union européenne. Dans ce sens le manifeste allemand affirme plus clairement la nécessaire révision du Traité de Versailles quand celui français ne la prononçait qu'à demi-mot. Et aux Français qui exprimaient leur désir de corriger l'image de leur pays, les Allemands répondent en défendant leurs

intérêts. Regrets et auto-flagellation d'un côté, affirmation et audace de l'autre. Parmi les signataires se trouvent les personnalités déjà engagées dans le rapprochement franco-allemand, à travers des mouvements intellectuels comme Otto Grautoff, des universitaires comme les professeurs Ernst-Robert Curtius et Wilhelm Friedmann, et les écrivains Heinrich Mann, Thomas Mann et Arnold Zweig<sup>1170</sup>.

b) La réception des manifestes en France et en Allemagne.

Luchaire reproduit des extraits des nombreux commentaires publiés dans la presse française à la suite de l'initiative de *Notre Temps*<sup>1171</sup>. Ils sont essentiellement négatifs de la part de la presse de droite, ce qui n'empêche pas Luchaire de citer longuement *L'Action Française*, *Figaro*, *le Journal* et *la Revue Française*. Cette dernière s'est d'ailleurs empressé de rédiger son propre manifeste ce qui constitue pour Luchaire une preuve supplémentaire de la portée de son initiative. Martin-Chauffier revient sur « un des articles les plus honnêtes<sup>1172</sup> » parmi les réactions négatives, celui de Jean-Pierre Maxence dans la *Revue Française*. Cet article renseigne précisément sur la personnalité de Martin-Chauffier et sur les liens entre les relèves. Martin-Chauffier se dit d'abord proche de Jean-Pierre Maxence d'une part en raison de son honnêteté intellectuelle et d'autre part en raison de la foi qu'ils partagent, au point de les rapprocher voire de les « confondre ». La proximité entre les deux hommes est aussi le fait d'un troisième, en la personne de Jacques Maritain, car il est le maître à penser de chacun des deux. Martin-Chauffier avoue d'ailleurs son admiration pour « un des hommes, un des esprits, une des âmes les plus purs, les plus sages, les plus tendres et les plus éclairés de ce temps », et admet « que nul autre ne [le] surpasse dans [son] admiration<sup>1173</sup> ». Martin-Chauffier cherche à convaincre Maxence de l'influence néfaste de Maurras qualifié de « vieux professeur de mensonge, de calomnie, de sophisme et d'abstraction ». Il adopte un ton à la fois amical et paternaliste et répond aux reproches les plus graves de Maxence.

« Ne nous donnez pas l'air d'absoudre les socialistes-nationaux allemands, les fascistes, les bolchevistes de tout poil<sup>1174</sup>. »

Il justifie la démarche contre un danger intérieur, « réaliste », celle-ci vise à changer l'image extérieure de la France.

La réception en Allemagne est décrite par Raymond-Raoul Lambert dans l'éditorial du 22 février 1931<sup>1175</sup>. Lambert insiste sur l'accueil globalement positif qui a été réservé au Manifeste français et cite avec satisfaction les grands journaux allemands tels que le *Vossische Zeitung* et le *Berliner Tageblatt*. Il se penche plus précisément sur ce dernier, présenté comme l'équivalent du *Temps* en France, et en reproduit de longs extraits. Le journal précise que le manifeste « n'a pas

---

1170 Voir en annexe la liste complète des signataires.

1171 Luchaire, « Autour du manifeste de "Notre Temps" », *Notre Temps*, n°76, 08/02/1931, col.201-219.

1172 Louis Martin-Chauffier, « Examen de l'examen d'un manifeste », *Notre Temps*, n°76, 08/02/1931, col.227-230.

1173 *Ibid.* col.227.

1174 *Ibid.* col.229.

1175 Raymond-Raoul Lambert, « Le Manifeste de "Notre Temps" et la presse allemande », *Notre Temps*, n°78, 22/02/1931, col.289-293.

immédiatement reçu l'estime qu'il méritait<sup>1176</sup> ». L'article de Jean-Jacques Bernard aurait retenu l'attention du *Berliner Tageblatt*, lequel évoque ensuite les déclarations récentes du dirigeant du *Zentrum*, Mgr. Kaas, à propos de la révision des Traités. Il s'agirait d'une nécessité dont la France ne devrait avoir aucune crainte depuis les accords de Locarno et la garantie de ses intérêts.

#### 1. Le débat en France sur l'attitude de la jeunesse vis-à-vis de l'Allemagne.

La réaction la plus remarquable est d'abord celle de la *Revue française*. Le « Manifeste des jeunes intellectuels "mobilisables" contre la démission de la France », premier signe selon Olivier Dard de la naissance effective d'une « Jeune Droite<sup>1177</sup> », est publié immédiatement à la suite de celui de *Notre Temps*. La rapidité de Jean-Pierre Maxence indique le souci de concurrence en direction de la jeunesse. Maxence reproche à *Notre Temps* l'emploi du thème de la jeunesse et la signature d'auteurs de plus de trente ans, il rassemble de son côté les signatures d'étudiants sympathisants de droite jusqu'à dépasser le nombre obtenu par *Notre Temps*. Il entend surtout montrer une toute autre image de la jeunesse française face au danger de guerre. Les événements allemands sont pour lui les signes annonciateurs d'une catastrophe et la politique de Briand se résume à des « abdications » qui attendent « le verdict de la justice compétente ». Maxence s'inquiète de ce que la révision des Traités sous le prétexte de la justice serait le préalable à « un nouveau partage de la Pologne et des atteintes réitérées à [la] frontière rhénane ». Cependant de la même manière que *Notre Temps*, Maxence veut défendre le droit à la paix pour la jeunesse et le mot « mobilisables », même avec un double sens, est moins une formule de va-t-en-guerre qu'une alerte à un futur guerrier. La sensibilité qui entoure les questions franco-allemandes n'empêche pas *Notre Temps*, par les voix de Luchaire et Martin-Chauffier, d'exprimer une certaine reconnaissance envers Jean-Pierre Maxence une fois critiquées ses positions nationalistes. Luchaire souligne « l'ardeur et [le] talent » de Maxence dans sa direction des *Cahiers 1930*, un partenaire qui serait apprécié par *Notre Temps* pour la valeur des joutes d'idées qu'il provoque. Luchaire imagine en outre que les signataires du manifeste de Maxence pourraient former une partie de la future élite française « en 1941 ou en 1951 ». Le débat entre *Notre Temps* et la *Revue Française* s'est ensuite prolongé au Club du Faubourg de Léo Poldès<sup>1178</sup> pour une discussion publique. Début mars, Luchaire revient sur le manifeste et justifie une nouvelle fois son lancement au titre du « réalisme », un mot dont il reconnaît qu'il est « désormais si décrié après avoir connu un succès si vif<sup>1179</sup> ». Luchaire explique que l'objectif était de répondre « à la crise psychologique » provoquée en France par le résultat des élections législatives de septembre 1930. Et pour mettre en relief le succès présumé de l'entreprise, Luchaire cite divers courriers provenant d'Allemagne remerciant unanimement *Notre Temps*.

---

1176 *Ibid.* col.290.

1177 Olivier Dard, *Le rendez-vous*, *op. cit.*, p.123

1178 Sur le Club du Faubourg, lire Claire Lemercier, *Le Club du faubourg, Tribune libre de Paris, 1918-1939*, sous la direction de Nicolas Offenstadt, Mémoire de l'Institut d'études politiques de Paris, 1995.

1179 Luchaire, « Autour du Manifeste de "Notre Temps" », *Notre Temps*, n°79, 01/03/1931, col.330.

## 2. Quel engagement pour les intellectuels ?

Il faut noter la convergence affichée entre littéraires et publicistes de *Notre Temps* au sujet du rapprochement franco-allemand. *Notre Temps* ne pouvait donner un tel écho à son engagement sans la participation des littéraires. Et Luchaire obtient non seulement un accord des frères Berge, de Jean-Jacques Bernard, de Philippe Fauré-Frémiet et de Louis Martin-Chauffier mais aussi leur participation active. Lorsque *Notre Temps* implique la culture dans ses théories politiques, cela confirme son scepticisme vis-à-vis de la politique et la volonté de ne pas y recourir. La figure de l'intellectuel est davantage positive et serait plus à même de répondre aux défis de l'époque. *Notre Temps* a atteint son objectif en provoquant un débat dans la presse française et des réactions scandalisées chez ses adversaires politiques. Mais des échos se lisent également chez les intellectuels de gauche et touchent à une autre réflexion. Car *Notre Temps*, qui se place à la confluence des différents courants du pacifisme avec son manifeste<sup>1180</sup> relance l'interrogation sur le rôle de l'intellectuel dans le rapprochement franco-allemand et plus généralement dans l'action. En témoignent les lettres de Georges Canguilhem à Jean-Richard Bloch en 1931. Bloch était absent à Rethel mais il apporte un soutien total à l'entreprise<sup>1181</sup>. Très éloignée du politique et en quête d'absolu, sa vision des relations franco-allemandes est empreinte de sentimentalité lorsqu'il appelle à « l'union intime ». La lettre de Jean-Richard Bloch à Georges Canguilhem daté du 31 octobre 1931 renseigne beaucoup sur l'état d'esprit de l'intellectuel « engagé ». Bloch est d'accord sur l'utilité de se prononcer, et ce de plusieurs manières très différentes. Cependant l'idée domine et l'auteur se refuse à l'action proprement dite.

« Le côté pratique n'est pas de notre ressort<sup>1182</sup>. »

Pour Jean-Richard Bloch, l'action proprement dite n'est guère envisageable pour l'intellectuel.

« L'action est notre *tentation de Saint-Antoine* à nous autres. Il nous faut nous en méfier<sup>1183</sup>. »

## B. Rethel ou l'ambiguïté des relations intellectuelles.

Le congrès de Rethel est présenté par *Notre Temps* comme la « réplique » de celui du Sohlberg. De nombreux indices montrent cependant que Rethel est d'une nature différente et qu'il marque le rapprochement intellectuel entre *Notre Temps* et le *Sohlbergkreis* d'une empreinte durable à travers un lot d'ambiguïtés non résolues. Vingt-six groupements allemands et une douzaine côté français se réunissent à Rethel. La jeunesse allemande est largement représentée par la multitude de

---

1180 Michel Trebitsch, « L'intellectuel dans l'action. Lettres de Georges Canguilhem à Jean-Richard Bloch (1927-1946) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1996, n° 50, p.113.

1181 Jean-Richard Bloch, « Pour l'union intime franco-allemande », *Notre Temps*, n°105, 30/08/1931, col.668-670.

1182 Michel Trebitsch, « L'intellectuel dans l'action. Lettres de Georges Canguilhem à Jean-Richard Bloch (1927-1946) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1996, n° 50, p.118.

1183 *Ibid.* p.119.

groupements, le Comité d'entente français peut quant à lui se féliciter de réunir des associations catholiques et laïques parmi les plus influentes, seules les jeunesses royalistes et communistes sont absentes. *Notre Temps* explique également que se réunissent des jeunes hommes de « moins de quarante ans » pour aborder « les problèmes essentiels de leur pays » et précise qu'aucun ordre du jour ne devrait être voté.

« Il s'agit non d'un congrès politique mais d'un congrès de contact destiné à une information mutuelle complète et ne liant nullement entre elles les associations françaises et allemandes représentées<sup>1184</sup>. »

Le thème de la rencontre est « Jeunesse allemande et jeunesse française face au devoir européen ». L'idéal européen que défend *Notre Temps* semble difficile à aborder de front avec les représentants allemands aussi la réunion ne peut-elle échapper à une présentation par pays. L'expression « devoir européen » laisse ainsi à chacun la possibilité de défendre sa vision personnelle de l'avenir du continent. L'impératif d'engagement en faveur de la Fédération européenne défendu par Luchaire dans ses conclusions du Sohlberg ne s'est donc pas encore imposé à la délégation allemande. Les Français expriment dans le même temps une certaine gêne vis-à-vis du politique qui n'est pas sans incidence sur le déroulement des discussions.

a) L'ancrage des positions.

1. La mise en avant du concept de *Volkstum*.

Le premier jour des conférences s'expriment André Berge et Friedrich Bran. Berge débute sa réflexion en reprenant les termes de la controverse provoquée *La Trahison des clercs* de Benda et s'interroge sur le rôle de l'intellectuel. En matière de politique internationale, il juge les élites françaises globalement favorables à « toute tentative d'union entre les peuples<sup>1185</sup> ». Cependant il situe la discussion sur un autre plan que celui politique.

« Le vrai problème de l'Europe est d'abord un problème d'adaptation des mentalités et des mysticismes. »

Berge compare la crise morale des nouvelles générations françaises à celle des Allemands, cette dernière se doublant d'une crise économique. En évoquant la France il cite tour à tour *Décadence de la nation française* d'Aron et Dandieu, Benjamin Crémieux puis Emmanuel Berl et Jean-Richard Bloch. Berge privilégie une approche psychologique, aussi le devoir passerait-il d'abord par la « reconstruction intérieure de l'individu<sup>1186</sup> ». Il partage l'opinion de Luchaire selon laquelle la jeunesse se distinguerait par son « non-conformisme » et sa capacité à discuter des idées déjà établies ou bien à aborder des idées neuves. Il distingue comme premier objectif une compréhension mutuelle et profonde.

---

1184 *Notre Temps*, troisième de couverture, n°100, 27/07/1931.

1185 André Berge, « Les élites intellectuelles de la jeunesse française face au devoir européen », *Notre Temps*, n°103-104, 16-23/08/1931, col.608.

1186 *Ibid.* col.611.

« [...] le devoir européen, avant d'être politique, est intellectuel<sup>1187</sup>. »

Partant du principe que les doctrines politiques s'opposent presque fatalement en achoppant sur la signification des idées, il espère que le contact intellectuel permette d'éviter les « faux concepts » et les « pseudo-problèmes qui vicient presque toutes les discussions politiques et qui empoisonnent l'Europe et le monde ».

A la suite d'André Berge, l'exposé de Friedrich Bran<sup>1188</sup> diffère nettement dès son introduction.

« Dans ce congrès nous avons l'intention de joindre au sentiment de l'Europe celui de la patrie et de ne pas oublier au sein de la civilisation internationale les particularités de chaque peuple<sup>1189</sup>. »

Bran multiplie les références littéraires, aussi bien allemandes que françaises. Montaigne voisine Goethe avant qu'une place importante ne revienne dans l'argumentation à Hugo von Hofmannsthal, Carl Schmitt et Ernst Jünger. Bran désire ainsi « envisager le nationalisme allemand et apprécier sa contribution à la création de l'Europe nouvelle ». Ce nationalisme est selon lui « un sentiment profond dans l'âme de la plupart des Allemands » et, reprenant l'expression d'un certain Freyer, il le qualifie de « révolution de droite<sup>1190</sup> ». Bran expose ensuite la situation de l'Allemagne dont le peuple resterait à unir.

« Grâce à l'Anschluss avec l'Autriche, nous voulons compléter notre état social<sup>1191</sup>. »

Il assimile ensuite le projet européen aux réclamations concernant les populations allemandes.

« D'ailleurs, il existe une vingtaine d'Etats européens qui ont des minorités allemandes et pour lesquelles nous revendiquons les droits accordés par les traités. A ce point de vue le devoir européen se confond avec le devoir allemand. »

Mais Bran peut également se montrer rassurant lorsqu'il parle de collaboration européenne.

« Nous cherchons à constituer pour l'Europe de nouveaux droits concernant les relations entre les pays voisins et ce, en collaboration avec les autres nations. »

Associant une nouvelle fois l'avenir européen et le sort de l'Allemagne, Bran exprime dans sa conclusion le souhait que les différentes nations reconnaissent « les nécessités vitales et les devoirs éternels du peuple allemand ». Il apparaît ainsi que la question des frontières et de leurs modifications est omniprésente dans la pensée du premier orateur allemand. *Notre Temps* note d'ailleurs que le débat qui suivit son allocution fut « vivant, tumultueux » à tel point que « parfois le rapprochement franco-

---

1187 *Ibid.*

1188 Jeune professeur de Karlsruhe, Bran participe aux rencontres de Rethel et Mayence avant de prendre en charge la direction du *Sohlbergkreis* à la suite d'Abetz en 1933. Sur ce personnage montant de la diplomatie de Ribbentrop, voir Barbara Unteutsch, « Dr Friedrich Bran – Mittler in Abetz' Schatten » dans *Entre Locarno et Vichy, op. cit.*, p.87 à 105. Voir également sa thèse, *Vom Sohlbergkreis zur Gruppe « Collaboration ». Ein Beitrag zur Geschichte der deutsch-französischen Beziehungen anhand der Cahiers franco-allemands/Deutsch-französische Monatshefte, 1931-1944*, Münster, Kleinheinrich, 1990.

1189 Friedrich Bran, « La jeunesse intellectuelle allemande face au devoir européen », *Notre Temps*, n°103-104, 03-10/08/1931, col.612.

1190 *Ibid.*

1191 *Ibid.* col.613.



allemand parut à un moment abandonné au profit d'autres questions<sup>1192</sup> ». La revue s'empresse d'ailleurs de justifier ces difficultés en expliquant qu'il « est bien difficile dans ces problèmes aussi complexes de ne pas faire entrer un rappel de toutes les angoisses qui agitent [le] monde ». Parmi les nombreuses réactions qui suivent l'exposé de Bran, deux proviennent de membres d'Ordre Nouveau, Albert de Chauveron et Alexandre Lipiansky. Du côté allemand, entre autres, Mittelstrass identifie la nation à la patrie et explique que « le nationaliste veut l'unification de l'Allemagne, la réalisation du *Volk*<sup>1193</sup> » et ajoute que même le prolétariat tendrait vers ce but. Le lendemain Jouvenel présente ses théories sur l'économie dirigée qu'il applique au niveau mondial<sup>1194</sup> puis c'est au tour de Max Clauss d'intervenir<sup>1195</sup>. Clauss dresse un rapide schéma de l'économie française qui se caractériserait par la prudence et la petite épargne.

« Mais nous Allemands, nous sentons très fortement que la conception française étroite ne correspond pas à nos besoins<sup>1196</sup>. »

Clauss oppose à la situation française l'expérience allemande depuis Bismarck et remarque l'échec supposé du prolétariat et de la bourgeoisie face à la crise. Quand à envisager l'Union européenne, Clauss la juge « difficile » « au premier abord » notamment parce que la conception française, avant tout politique, signifierait le « maintien du *statu quo* ». A propos de la crise en Allemagne, il refuse tout constat pessimiste et préfère envisager l'avenir.

« Cette grande pénitence une fois achevée, l'Allemagne, demeurée fidèle à sa philosophie du mouvement et riche de toutes ses possibilités, deviendra une puissance dynamique indéniable<sup>1197</sup>. »

Clauss appelle finalement de ses vœux le rapprochement franco-allemand, « indispensable », il pourrait trouver une réalité pratique dans le contrôle du crédit à l'échelle continentale. François Berge, lecteur à Heidelberg, est l'un des interprètes de la rencontre. Revenant sur les déclarations de Clauss, il croit reconnaître une différence entre la réflexion européenne des Français et celle des Allemands, la première serait d'ordre politique alors que la seconde serait d'ordre économique. Ainsi pour Berge, certaines incompréhensions seraient imputables au fait que le personnel politique français est majoritairement avocat alors que son équivalent allemand est souvent composé d'hommes d'affaires. Il estime donc la réflexion allemande globalement « mieux instruite des sciences économiques ». Afin de rassurer les congressistes allemands, il précise que les Français ne sont pas pour autant obtus.

« Sans doute les idées de la France concernant l'Union européenne sont plus

---

1192 *Ibid.*

1193 *Notre Temps*, n°103-104, 03-10/08/1931, col.616

1194 Bertrand de Jouvenel, « L'Unité économique européenne et l'économie dirigée mondiale », *Notre Temps*, n°103-104, 03-10/08/1931, col.615-622.

1195 Elève de Bergsträsser à Heidelberg, il est directeur de l'*Europäische Revue* avant de se mettre au service de Ribbentrop. Il intervient déjà dans *La Voix* en 1929, Max Clauss, « Le triumvirat européen ? », *La Voix*, n°119, 25/08/1929.

1196 Max Clauss, « Les aspects économiques de l'Union européenne », *Notre Temps*, n°103-104, 03-10/08/1931, col.621.

1197 *Ibid.* col.622.

malléables que ne le croient les Allemands<sup>1198</sup>. »

Le troisième jour du congrès interviennent Gustav Mittelstrass et Philippe Fauré-Frémiet. Fauré-Frémiet aborde « les aspects psychologiques et éthiques de l'Union européenne » et apporte, selon la présentation de *Notre Temps*, « la note d'idéal et de sentiment pur [...] qui n'avait pas reçu un accent suffisant ». La revue dit de l'exposé de Mittelstrass qu'il montre « les aspirations de la jeunesse allemande », celle-ci de par « sa situation morale et physique » attendrait de la France « énormément, et de toutes façons un entier effort de compréhension<sup>1199</sup> ». Mittelstrass retrace une histoire de l'Allemagne et de ses voisins européens depuis la fin de la guerre. Il distingue une période qui favorisa un temps les espoirs d'une union internationale des pays, jusqu'à la moitié des années vingt, période à laquelle a succédé un courant qui rétablit dans toutes les sphères de la société la notion de *Volk* et redonne un rôle de premier plan au nationalisme.

« La constitution de Weimar est déjà du passé. Tout cela n'amènera pas la création de l'Etat européen<sup>1200</sup>. »

Moins catégorique ensuite, Mittelstrass perçoit dans l'accord anglais sur le principe de l'égalité des armements l'un des « signes précurseurs d'un avenir en communauté ». Il conclut alors en vantant la naissance de « la future culture européenne, une mais respectueuse des traditions de chacun ». Le bilan de la journée s'avère une nouvelle fois bien maigre voire inquiétant en matière de projet européen. Fauré-Frémiet s'est limité à un exposé psychologique en dissertant sur le capital spirituel hérité de la guerre par les anciens combattants, espérant sans doute rapprocher les deux délégations. Mais Mittelstrass, comme ses deux prédécesseurs, s'est montré beaucoup plus prosaïque. Cependant les animateurs de la rencontre se refusent à envenimer les échanges. Dans la discussion qui s'ensuit, François Berge déclare que la France avait trouvé des possibilités d'accord mais ne les a pas saisies et devrait « faire son *mea culpa*<sup>1201</sup> ». Pierre Viénot<sup>1202</sup> évoque les désillusions et les idées fausses de chaque côté du Rhin. Il explique par exemple que l'Allemagne ne mènerait pas volontairement une politique de mauvaise gestion financière mais serait victime de l'attente d'un miracle en la matière.

Le jeudi les congressistes examinent la situation de la jeunesse dans chaque pays avec les exposés d'Hermann Maass<sup>1203</sup> et de Jean Luchaire. Maass se propose de donner un tableau « réaliste » de la jeunesse allemande et utilise pour cela des statistiques. Il relève deux critères géographiques que sont la diminution du territoire allemand depuis le Traité de Versailles et la densité de population supérieure à celle de la France avant de décrire une jeunesse allemande en proie au chômage et au désespoir. Elle serait dans l'attente d'un « miracle » et tentée par « un extrémisme

---

1198 *Notre Temps*, n°103-104, 03-10/08/1931, col.624.

1199 *Ibid.* col.625.

1200 Mittelstrass, « Les aspects psychologiques et éthiques en Allemagne de l'Union européenne », *Notre Temps*, n°103-104, 16-23/08/1931, col.633.

1201 *Notre Temps*, n°103-104, 16-23/08/1931, col.633.

1202 Sur Pierre Viénot, voir Gaby Sonnabend, *Pierre Viénot (1897-1944), ein Intellektueller in der Politik*, München, R. Oldenbourg, Paris, Institut historique allemand, 2005.

1203 Maass est un ancien combattant et également le secrétaire général du Reichsausschuss der Deutschen Jugendverbände. Il poursuit les contacts franco-allemands en 1932 à Mayence puis en 1934 à Berlin.

politique qui sévit dans tous les partis ». Dans ses différents mouvements la jeunesse serait d'accord sur l'idée d'une transformation du régime, sans l'être sur les modalités.

« La jeunesse d'aujourd'hui est très sceptique et même hostile à une apparente démocratie<sup>1204</sup>. »

L'orateur allemand décrit ensuite l'engagement de la jeunesse vis-à-vis des partis politiques. Des événements d'après-guerre seraient nés « un esprit critique de toutes les valeurs, une incertitude profonde et un mécontentement très vif ».

« La jeunesse ne s'identifie pas avec les anciens partis, même si elle y est inscrite. Elle veut créer une nouvelle idéologie dans tous les partis. »

Hormis l'exclusive dressée à l'encontre de la démocratie, Maass reproduit ici les arguments de *Notre Temps* sur l'identité particulière de la « nouvelle génération ». Autrefois passionnée par les questions culturelles, la jeunesse allemande se tournerait désormais vers la politique car elle serait consciente de l'urgence de créer un nouvel ordre.

« En politique et en général, la pédagogie exceptée, c'est dans l'attitude de la jeunesse et de la nouvelle génération d'aujourd'hui que se manifeste la tendance de transformer l'ensemble par la force et la vigueur de l'activité collective et d'une discipline qui exige la renonciation à l'individualité<sup>1205</sup>. »

Maass reconnaît le danger de l'abandon de la formation spirituelle et de la responsabilité individuelle et devine l'apparition d'individus privés de leur indépendance d'esprit, ce qui serait notamment le cas chez les nationaux-socialistes. Mais la caractéristique première de la jeunesse serait bien son attachement à la notion de *Volk*.

« En outre, on peut observer que presque dans tous les groupements, on reconnaît l'importance de cette notion du *Volk* (peuple) sans que la majorité de la jeunesse allemande y joigne un impérialisme nationaliste. »

De l'idée de *Volk* découle celle des droits des minorités et de la légitimité de réunir les populations de langue allemande.

« L'Allemagne a formé avec l'Autriche un Empire pendant des siècles. Leur séparation n'a eu lieu que pour des intérêts dynastiques. »

Maass illustre ensuite son propos sur la situation de crise en Autriche avec l'exemple d'une association de chômeurs dont les membres auraient promis que l'un d'eux se suicide chaque semaine.

« C'est un geste de protestation contre le chômage et contre l'impossibilité de créer de meilleures conditions de travail par l'Union douanière. L'existence de la frontière austro-allemande semble être déraisonnable de plus en plus. »

Maass s'applique ensuite à montrer la conception supposée des nouvelles générations allemandes. Elles n'ont pas souffert du conflit mais souffriraient de ces conséquences tout en s'interrogeant sur leurs responsabilités propres.

« Ainsi les réparations ne sont plus considérées comme des paiements pour

---

1204 Hermann Maass, « La jeunesse allemande d'aujourd'hui du point de vue social et de politique intérieure », *Notre Temps*, n°103-104, 16-23/08/1931, col.636.

1205 *Ibid.* col.637.

réparer les dommages divers de la guerre, mais comme des tributs. On peut facilement montrer à cette jeunesse qu'elle doit contribuer à la réparation des dommages de cette guerre, mais elle n'acceptera jamais les responsabilités unilatérales de la guerre. »

Cependant la jeunesse allemande ne serait pas agressive sur la question et serait même portée à croire à un arrangement pacifique futur avec l'ensemble des pays concernés.

« Si on ne comprend pas cette attitude en France, il est à craindre qu'elle disparaisse peu à peu, ce qui serait une catastrophe mondiale. »

En matière de politique intérieure, Maass croit à l'existence d'une communauté de vues assez forte malgré l'absence d'un front uni de la jeunesse.

« Les troubles actuels et les discussions passionnées sont moins des signes de décomposition que de renaissance en matière de philosophie et de politique. »

La jeunesse s'engagerait volontiers dans des mouvements politiques à vocation collectiviste et la voie démocratique via le parlement serait peu envisagée du fait de l'omniprésence des anciens. La conclusion de Maass ponctue de manière tout aussi efficace son exposé.

« Nous autres Allemands, avons perdu la guerre, que notre sort serve de leçon à vous autres Français de toutes générations. Prenez garde de ne pas perdre la paix. Nous sommes prêts à lutter, mais cette fois-ci pour la paix, avec vous<sup>1206</sup>. »

Maass a dressé un portrait sans ambages de la jeunesse allemande et s'est sans doute montré très convaincant. Représentant du groupement de jeunesse le plus important, sa crédibilité se trouve renforcée par la hardiesse de son propos. En présentant l'opinion supposée de la jeune génération allemande, il utilise le point de vue privilégié des animateurs de *Notre Temps* comme des autres membres de la délégation française et expose sous un jour bien compréhensible des idées qui font habituellement figure de *desiderata* nationalistes. La théorie du *Volk* est présentée sous son aspect d'abord culturel, de son imprégnation supposée au sein de la jeunesse découle la nécessité de revoir chacune des dispositions du Traité de Versailles contraignant l'Allemagne, ce à quoi Maass ajoute la menace répétée jusque dans sa conclusion d'une jeunesse allemande unie contre la France. En mêlant le chaud et le froid, l'orateur allemand ne pouvait mieux se faire entendre des congressistes français.

En comparaison du plaidoyer de Maass, le titre seul de l'exposé de Luchaire<sup>1207</sup> suffit à mesurer l'écart qui s'est formé entre les deux délégations. Alors que Maass a disserté sur la jeunesse allemande en politique intérieure, Luchaire traite des aspects de l'Union européenne chez la jeunesse française. Il faut alors s'interroger sur les marges de manœuvres dont disposent encore les Français pour évoquer le projet d'Union européenne et quels objectifs *a minima* peuvent-ils retenir de la réunion. Luchaire prononce une fois encore son exposé favori sur l'engagement de la jeunesse française en faveur des idées internationales. Mais loin

---

1206 *Ibid.* col.639.

1207 Jean Luchaire, « Les aspects sociaux et politiques en France de l'Union européenne », *Notre Temps*, n°103-104, 16-23/08/1931, col.639-642.

d'affronter les idées spécifiquement nationales émises par les orateurs allemands, il conserve la trame habituelle de son discours, à tel point qu'il s'excuse de répéter des idées déjà énoncées au Sohlberg. Les discussions qui suivent sont l'occasion pour François Berge, inlassable médiateur de la rencontre, de revenir sur la dimension culturelle de la notion de *Volkstum* aussitôt appuyé par Hermann Maass. Mittelstrass prend ensuite la parole pour expliquer que le peuple allemand croit les réparations terminées, il paraît étonné d'apprendre que la France n'a pas encore réalisé la reconstruction des régions dévastées. Il promet alors de propager l'information en Allemagne afin de faciliter une « compréhension mutuelle ». Si au Sohlberg, l'heure était à « l'illusion<sup>1208</sup> », il semble qu'à Reibel la délégation allemande ait choisi de passer à la vitesse supérieure pour convaincre les Français. S'il fallait encore s'en persuader, il suffit de remarquer que c'est à Walter Reusch, militant national-socialiste, que revient la charge de présenter, au dernier jour des conférences, les « revendications nationales allemandes<sup>1209</sup> ». *Notre Temps* présente son discours avec beaucoup de naturel.

« Reusch, national socialiste, se montre synthétique et pratique. Dans son discours, il donne la thèse de la droite allemande, en matière de politique étrangère. »

L'orateur allemand ordonne son propos autour de la notion de *Volk* et présente la réunion des minorités allemandes comme une urgence économique. Ainsi en irait-il de l'*Anschluss*, de Dantzig et à l'ouest d'Eupen et Malmédy.

« Le rejet de la thèse suivant laquelle, l'Allemagne et ses alliés seraient jugés unilatéralement responsables de la guerre est la première condition *sine qua non* pour toute collaboration sincère entre les deux pays<sup>1210</sup>. »

Les versements financiers allemands sont considérés par Reusch comme « un véritable tribut » car ils seraient destinés aux dettes envers les alliés et non aux réparations. Reusch conclut en affirmant que les thèses allemandes du *Volkstum* et des minorités sont « des conceptions vraiment européennes, aptes à donner une base solide, pour un ordre plus stable ». En guise d'illustration, *Notre Temps* reproduit des cartes de la région de Dantzig et un croquis de la France amputée de certaines de ses régions à l'image de ce qu'a subi l'Allemagne en 1918. Privé d'explication, le lecteur doit penser qu'il s'agit des croquis exposés par Reusch lors de son discours.

En écho à Reusch, Brossolette prend la parole et présente « les aspects diplomatiques de l'Union européenne<sup>1211</sup> ». Brossolette entend défendre le projet Briand et affirme que l'actualité politique, loin de le reléguer au second plan, le justifie de par la gravité des problèmes soulevés. La crise économique elle-même appellerait ainsi à une collaboration accrue entre les pays voisins. De la même manière, les difficultés de la SDN dans sa mission de maintien de la paix pourraient

---

1208 Selon l'expression d'Abetz parlant d'« illusionnisme réussi », propos cité plus haut.

1209 Walter Reusch, « Les revendications nationales allemandes », *Notre Temps*, n°103-104, 16-23/08/1931, col. 643-648.

1210 *Ibid.* col.644.

1211 Pierre Brossolette, « Les aspects diplomatiques de l'Union européenne », *Notre Temps*, n°103-104, 16-23/08/1931, col.645-647.

être résolues en imaginant une institution parallèle cantonnée à l'espace européen. Brossolette se lance dans l'examen des motifs de l'éloignement constaté depuis un an entre la France et l'Allemagne. Il passe en revue nommément les principaux points d'achoppement des relations franco-allemandes et que résume l'opposition entre *statu quo* et dynamisme. Et à ses souhaits de voir les Français abandonner la position du vainqueur face aux vaincus, il ajoute un avertissement solennel aux Allemands.

« A nos camarades allemands nous disons – et nous leur dirons de plus en plus énergiquement – que, si nous sommes prêts à préférer une philosophie de l'action, une philosophie du devenir à une philosophie statique, nous croyons qu'il font fausse route en appliquant leur doctrine de l'action à une pure et simple résurrection du passé : la reconquête des anciennes frontières, l'union avec les peuples de même race, le réarmement terrestre, militaire et aérien, tout cela est du passé<sup>1212</sup>. »

La position de Brossolette est claire lorsqu'il énonce l'impossible convergence du nationalisme et du projet européen.

« En particulier, la théorie du *Volk*, de la nationalité sur laquelle les Allemands fondent la plupart de leurs revendications (minorités, révision, *Anschluss*), appartient au passé. En outre, par son caractère peu désintéressé, la théorie du *Volk* apparaît comme une mauvaise base pour une véritable coopération internationale. »

La fermeté de principe de Brossolette ne l'empêche pas de poursuivre l'objectif d'un rapprochement des deux jeunessees. Pour ce faire il examine les conditions d'un accord politique en vue de la création de la Fédération européenne. En matière de désarmement il préconise un geste des puissances armées précédant l'engagement des pays déjà désarmés en matière de sécurité sur le continent. Brossolette juge ensuite « indispensable » la signature par l'Allemagne de l'Acte général d'arbitrage.

« [...] si l'on proclame la possibilité de réviser les traités, il n'y a plus d'inconvénients à accepter l'arbitrage : les arbitres jugeront d'après les traités tels qu'ils seront – sous leur forme actuelle, aujourd'hui – sous leur forme révisée demain –, ce qui est l'équité absolue<sup>1213</sup>. »

Il juge donc qu'une révision est possible et récuse la position française qui lie celle-ci à une décision à l'unanimité. Pour Brossolette, la Fédération européenne pourrait dès lors être « le couronnement » d'un tel programme et il conclut en affirmant une fois de plus l'obligation pour l'Allemagne d'abandonner la théorie du *Volk* et pour la France celle de la sécurité préalable.

Les débats reprirent en fin de journée après une après-midi de détente. Toujours dans l'euphémisme lorsqu'il faut avouer des divergences de vues, *Notre Temps* note que la discussion « par instant crépite lorsque le discours de Reusch est traduit ». Se gardant bien de préciser l'intensité ou les termes de la discussion, la revue préfère rappeler la valeur du témoignage de Pierre Viénot, personnalité la plus informée des questions allemandes et dont l'ouvrage, *Incertitudes allemandes*, serait

---

1212 *Ibid.* col.646.

1213 *Ibid.*col.647.

très utile à une « mutuelle compréhension », objectif premier et semble-t-il unique de *Notre Temps*. Les discussions ont sans doute atteint le comble de leur intensité le samedi. Le compte rendu évoque des « moments pathétiques » qui auraient visiblement épuisé Luchaire à la fin de la journée. Les délégations françaises et allemandes se sont opposées sur la théorie du *Volk* et le sens européen ou national du rapprochement. Les interventions d'Aron et de Dandieu replacent le débat dans une perspective originale, ils dénoncent à la fois le pacifisme et les avantages accordés à la France et appellent à une révolution dirigée contre le capitalisme. Hermann Maass s'oppose à l'idée d'une signature de l'Acte général d'arbitrage par l'Allemagne car cela signifierait l'acceptation définitive du Traité de Versailles. Il reproche à la jeune génération française d'avoir rejoint leurs aînés sur cette question. Weil-Curiel oppose à la politique nationaliste française celle vertueuse de Briand. Il dénonce le nationalisme allemand et appelle à s'engager sur la voie de l'« européenisme » entraînant ensuite les contre-arguments de Gustav Mittelstrass. Luchaire est obligé de convenir que l'opposition est presque complète entre les deux délégations.

« Vous ne vous êtes pas séparés de la vieille Allemagne impérialiste [...] tandis que nous faisons un effort formidable vers l'avenir et sacrifions beaucoup à la Paix. Vous avez des arguments qui font tomber les bras au Français même le plus avancé et conciliant<sup>1214</sup>. »

Philippe Lamour, animateur du groupe Plans, appelle à la création de l'Europe afin de la sauver de la disparition, le projet est envisagé non dans le prolongement de Locarno mais grâce à une révolution. Conformément à cet objectif, *Ordre Nouveau*<sup>1215</sup> et *Plans* annoncent la création d'un nouveau Comité franco-allemand pour l'Union européenne. Mettant toujours l'accent sur l'idée de révolution, ils ont maintes fois reproché les limites de la réflexion menée à Rethel.

Le dimanche, à l'heure de conclure, les organisateurs Abetz et Luchaire tentent de sauvegarder ce qui peut l'être.

« Pour nous, Allemands, l'Europe c'est d'abord une nécessité économique [...]. Pour vous, Français, le problème de l'Union européenne prend d'abord un aspect politique : nous vous avons montré que nous ne pouvons pas vous suivre si vite, que nous voulons marcher du même pas et en même temps que tous les Allemands d'Europe pour faire admettre et fêter cette union européenne<sup>1216</sup>. »

Abetz se félicite de « la clarté et de la sincérité » des échanges, qui a pourtant abouti à une profonde divergence de vues entre les deux délégations. Abetz ajoute d'ailleurs que la jeunesse allemande s'intéresse parallèlement aux autres jeunesses européennes et à leurs conceptions économiques. En face du lien privilégié censé exister entre l'Allemagne et la France, lien que les Français ne manquent jamais de mettre en avant, Abetz exprime ici un certain détachement. Il rend hommage à Jean Luchaire et Philippe Lamour car ils ont souligné la proximité entre les jeunesses des

---

1214 « Samedi 8 août », *Notre Temps*, n°103-104, 16-23/08/1931, col.650.

1215 Sur *Ordre Nouveau*, voir Christian Roy, *Alexandre Marc et la jeune Europe (1904-1934) : l'Ordre Nouveau aux origines du personnalisme*, Presses d'Europe, 1998.

1216 Discours final d'Otto Abetz, *Notre Temps*, n°103-104, 16-23/08/1931, col.652.

deux pays. Evoquant le droit et la justice, Abetz appelle Français et Allemands à s'engager en faveur de « la justice politique et économique » qu'il désigne comme le « premier but de l'organisation européenne<sup>1217</sup> », argumentaire évident en faveur de l'égalité juridique entre l'Allemagne et la France. Ensuite Abetz revient sur l'actualité politique allemande et somme les Français de prendre en compte chacune des identités politiques existantes, y compris celles extrémistes. De l'avis d'Abetz, il est impossible de les nier, aussi recommande-t-il de les « amener<sup>1218</sup> » à discuter et de les inviter à la prochaine réunion. Luchaire veut d'abord retenir du congrès la franchise des propos, les informations échangées et « la certitude de [se] comprendre<sup>1219</sup> » qui ponctuerait la semaine de discussions. Il décrit Rethel comme une expérience « psychologique » qu'il conviendrait de partager en France et en Allemagne afin que les opinions publiques soient averties des réalités et débarrassées des idées fausses le plus souvent propagées par la presse. Luchaire retient l'image observée dans le public de Rethel d'une discussion cordiale entre un Français membre des Jeunesses Patriotes et militant un national-socialiste. Il insiste alors sur « l'immense ressource de paix » qui résiderait dans les contacts franco-allemands. Il évoque « l'amour de la paix » qui a réuni les congressistes et observe que la paix possède une signification présente et une future.

« Elle est double cette paix. Elle est la paix de fait, mais elle est aussi la paix des esprits et des intérêts. »

Cette paix future resterait à « conquérir par [les] intelligences et par [les] cœurs », et seules les jeunesses des deux pays seraient à même de la conclure à condition de rejeter l'« héritage » de « la vieille France » et de « la vieille Allemagne ». Entre « la jeune France » et « la jeune Allemagne », il perçoit un égal constat générationnel caractérisé par une défiance envers les aînés et la recherche d'un équilibre politique entièrement nouveau. L'Allemagne serait même en avance sur son voisin.

« [...] tout cela vous a mis en garde - trop peut-être - contre ces valeurs de démocratie individualiste et d'économie capitaliste libérale qui, venue de l'étranger, ont cherché à s'implanter chez vous<sup>1220</sup>. »

Peut-être le croit-il vraiment ou bien s'agit-il d'un effet de rhétorique, toujours est-il que Luchaire associe étroitement la réflexion des « nouvelles générations » à celle de la jeunesse allemande, y compris dans sa représentation nationaliste.

« Cet écroulement, cette méfiance n'ont chez nous été perçus pendant dix ans que par une seule minorité. Votre examen de conscience nationale a précédé notre examen de conscience nationale. C'est pourquoi n'avons-nous pas pu nous entendre : vous parliez un langage neuf tandis que nous parlions un langage ancien, à peine modernisé<sup>1221</sup>. »

Oubliant les différences fondamentales qui ont opposé les deux délégations, Luchaire se fait le chantre du rapprochement des deux jeunesses.

---

1217 *Ibid.* col.653.

1218 *Ibid.*

1219 Discours final de Jean Luchaire, *Notre Temps*, n°103-104, 16-23/08/1931, col.654.

1220 *Ibid.* col.656.

1221 *Ibid.* col.657.



« [...] la jeunesse française entière commence à comprendre, à s'examiner, à vous examiner. Elle vous rejoint dans votre doute et dans votre recherche. Elle vous rejoint dans votre effort vers un avenir neuf. »

Il ne veut retenir que les points d'entente et minimise les causes de désaccords.

« Il est possible, pour que de telles réactions se soient produites, que nous ayons les uns et les autres été maladroits dans le choix de nos mots, que quelque chose de nos intentions réciproques se soit perdu dans les traductions, ou même que nous n'ayons pas su exactement exprimer ce que nous sentions<sup>1222</sup> [...]. »

Il appelle à résoudre ces divergences en réalisant la fusion des « énergies ». Il recommande à chacun d'abandonner son orgueil, « Anticapitalisme », « Fédération Européenne » ou « *Volk* » seraient peut-être de « faux Dieu ».

« Aurions-nous perdu ce sens du relatif qui nous fut si précieux ? Dans notre recherche de l'avenir, avons-nous fait le tour de toutes les possibilités et de toutes les solutions<sup>1223</sup> ? »

Luchaire invite à interroger l'idée de Fédération européenne afin qu'elle puisse cadrer avec les « préoccupations fondamentales allemandes ». Il demande le même effort aux Allemands.

« Je pense que votre devoir est aussi, amis allemands, de partir avec la ferme volonté de mettre en accusation devant votre propre esprit cette notion de *Volk*, du moins dans ce qu'elle a d'excessif, d'exclusif, de germaniquement égocentriste – de façon à ce qu'elle n'apparaisse plus comme une réédition du nationalisme d'autrefois, de façon à ce que ce *Volk* se soumette (comme le patriotisme français) à un supérieur patriotisme européen<sup>1224</sup>. »

Luchaire appelle alors à la poursuite de contacts étroits afin de communiquer mutuellement leurs idées « aux fins d'un double et réciproque contrôle ».

## 2. Les Français : des agneaux dans le débat de politique internationale ?

Il faut bien convenir d'une ingénuité criante dans la démarche des Français. Tous les orateurs, Brossolette excepté, semblent empêtrés dans leurs habitudes de pensée. Berge réfléchit en psychologue et Fauré-Frémiet en moraliste, les deux tablent sur un accord des jeunesses allemandes et françaises. Jouvenel et Luchaire profitent de la tribune pour exposer leurs idées personnelles mais n'entrent pas dans le fond du débat. Ils paraissent alors incapables de réagir à l'habile offensive intellectuelle de la délégation allemande. Car de Friedrich Bran à Otto Abetz, les orateurs allemands sont à l'unisson. Ils nourrissent leurs discours de références littéraires et philosophiques françaises, reprennent les mots-clés chers à leurs interlocuteurs et utilisent le porte-voix de la jeunesse allemande pour défendre chacune des revendications de l'Allemagne. Face à la menace à peine déguisée d'un recours à la violence par la jeunesse allemande, les considérations sur la psychologie des « nouvelles générations » ne sont d'aucune utilité.

---

1222 *Ibid.* col.658.

1223 *Ibid.* col.659.

1224 *Ibid.* col.660.

Ils paraissent également liés par la logique du rapprochement telle qu'elle a été définie au Sohlberg et qui identifie le contact à une entente. Ils sont alors contraints par la délégation allemande de choisir entre la défense de l'idée européenne et la poursuite des relations franco-allemandes. La marge de manœuvre pour évoquer la Fédération européenne est minime voire nulle ce qui conduit Brossolette à un affrontement inévitable. La fermeté de Brossolette dans la conduite de ses idées offre le seul discours résolument européen et les circonstances qui l'ont placé en face de Walter Reusch résumant parfaitement l'impasse dans laquelle se trouve l'idée du rapprochement intellectuel avec le *Sohlbergkreis*. Cela reflète en même temps le décalage désormais abyssal entre le projet Briand et le renouveau du nationalisme allemand. Dès lors il ne reste plus que l'impératif de paix pour inspirer les Français lors de ces rencontres. Supérieur, il commande finalement les réactions bienveillantes de Jean Luchaire et François Berge. La volonté de conserver des points d'entente substantiels les empêche de faire valoir tout ce à quoi devait aboutir le projet européen, à savoir la reconstruction des économies et l'organisation définitive de la paix. Ainsi peut-on dire qu'il n'y a pas d'argumentation positive de la part des Français, hormis encore une fois chez Brossolette.

Il faut remarquer enfin la présence dans les discours allemands de références à l'idéologie aujourd'hui connue sous le nom de « Révolution conservatrice » et son impact possible auprès de certains congressistes français. Bran cite Hugo von Hofmannsthal, Carl Schmitt, Ernst Jünger puis il emprunte à Freyer l'expression « révolution de droite ». Il débute son exposé en rappelant des contacts récents avec les frères Berge à Heidelberg. Mittelstrass évoque la notion de *Volk* et distingue dans l'avenir non une organisation mais une « culture » européenne à l'intérieur de laquelle s'épanouiraient les différentes identités. Herman Maass met lui aussi en avant la notion de *Volk* dans sa défense du point de vue nationaliste. En concluant le congrès, Luchaire identifie l'abandon des valeurs démocratiques par la jeunesse allemande à l'existence d'un « langage neuf » chez les « nouvelles générations » d'outre-Rhin. Veut-il seulement concilier les points de vue ou est-il séduit par les idées allemandes ? Certains des thèmes de la « Révolution conservatrice » et des idées de la délégation allemande peuvent être rapprochés des réflexions de Luchaire. Même si ces idées n'ont pas été ouvertement développées dans les colonnes de *Notre Temps*, les nombreux contacts depuis le Sohlberg ont pu être l'occasion de les transmettre. La remise en cause du libéralisme politique et économique peut trouver un écho chez Luchaire dans sa critique du parlementarisme et sa promotion de l'économie dirigée. Les références à l'idéalisme sont susceptibles de le conforter dans sa volonté de témoigner de celui animant la « nouvelle génération ». L'idée d'une rénovation politique complète à laquelle la jeunesse serait prête à participer n'est autre que son propre projet. L'appartenance organique des individus à la société et la présentation d'une unanimité au sein de la jeunesse est encore aisément identifiable à son souhait de réunir la jeunesse. Mais il est peut-être vain de chercher quelles idées ont pu séduire Luchaire tant il semble ne les concevoir que comme un moyen transitoire pour parvenir à un arrangement. Comme nous l'avons vu plus haut, sa conclusion encourage les congressistes à conserver le

« sens du relatif » afin de trouver « toutes les solutions ».

Dieter Tiemann a apporté des renseignements précieux sur la démarche du *Sohlbergkreis*<sup>1225</sup>. Alors qu'il prépare la rencontre de Rethel, Otto Abetz rédige un « mémoire » en date du 30 avril 1931 qu'il adresse aux ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères ainsi qu'au *Reichsausschuss* d'Hermann Maass<sup>1226</sup>. Il y explique avoir accompli l'année précédente au Sohlberg « un illusionnisme réussi<sup>1227</sup> ». L'objectif est double, il s'agit d'imposer aux Français l'image d'un consensus au sein de la jeunesse allemande et d'émousser les positions françaises à l'encontre de l'Allemagne. L'activité d'Abetz est désormais suivie par l'*Auswärtiges Amt* car le Ministère crée un dossier « Sohlbergkreis » le 18 juin 1931<sup>1228</sup>. Le même jour, il interroge ses services parisiens pour avoir des renseignements sur une prochaine réunion franco-allemande à Marseille<sup>1229</sup>. Il s'agit de la deuxième rencontre des organisations étudiantes françaises et allemandes appartenant à la gauche démocratique, la première s'étant tenue l'année précédente à Mannheim. L'ambassade répond un mois plus tard<sup>1230</sup>. Elle joint à son courrier le numéro du 5 juillet de *Notre Temps* dans lequel Luchaire présente la naissance du Comité d'Entente de la jeunesse française pour le rapprochement franco-allemand<sup>1231</sup>. L'enquête de l'ambassade visait à savoir « quelle importance [...] attribuer » au Comité et si ses effectifs atteignaient bien les chiffres annoncés par Luchaire. Le rapport final envoyé à Berlin contient la lettre du conseiller Kühn ainsi qu'une note rédigée en français. Le ton est plutôt enthousiaste. Après la présentation de Luchaire et de son positionnement politique, la note décrit ses efforts pour réunir les organisations de jeunesse dans un Comité dédié au rapprochement. Ayant eu l'accord des jeunesses catholiques, protestantes et laïques, les effectifs s'élèveraient bien à 270 000 et pourraient même atteindre le demi million de membres avec l'accord escompté des jeunesses de l'Union Nationale Catholique. Le programme fixé préconiserait « le règlement direct et sans intermédiaire de tous les différends franco-allemands, comme condition première d'une action commune pour la réalisation ultérieure de l'union européenne ». La note va même plus loin en pensant que « la question préalable de la révision des traités est sérieusement envisagée<sup>1232</sup> ». Outre que les effectifs prétendus semblent largement surestimés, nous ne pouvons que nous interroger sur la formulation et la provenance de ces

---

1225 Dieter Tiemann, *Deutsch-französische Jugendbeziehungen der Zwischenkriegszeit*, Bouvier/Röhrscheid, Bonn 1989, p.117 et suivantes.

1226 *Ibid.* p.118.

1227 *Ibid.* p.118. « Seine "Denkschrift" qualifizierte die Sohlbergtagung als gelungenes Blendwerk mit der Absicht, die Einheit französischer Positionen gegenüber Deutschland aufzuweichen und eine Einheitsfront deutscher Jugend gegenüber Deutschland zu errichten. » Son aide-mémoire qualifie la rencontre du Sohlberg d'illusionnisme réussi avec l'objectif d'émousser l'unité des positions françaises contre l'Allemagne et d'ériger un front uni de la jeunesse allemande vis-à-vis de la France. »

1228 Barbara Unteutsch, *Vom Sohlbergkreis zur Gruppe « Collaboration »*.op. cit., p.58. PAAA, DBP 1050/1, Dossier « Sohlbergkreis ».

1229 L'AA joint à sa demande un exemplaire de la revue *Germania*, affiliée au *Zentrum*, elle rend compte de l'actualité des groupements catholiques.

1230 PAAA, DBP 1050/1, courrier du Conseiller Kühn à l'AA, 18/07/1931.

1231 Luchaire, « La jeunesse française pour le rapprochement franco-allemand », *Notre Temps*, n°97, 05/07/1931, col.361-362.

1232 Courrier du Conseiller Kühn à l'AA, 18/07/1931, Abschrift, p.1.

informations car elles énoncent les idées propres au rapprochement de manière beaucoup plus abrupte que ne le font publiquement les membres du Comité d'entente. Aussi l'ambassade considère-t-elle qu'il s'agit de « la tentative la plus importante qui ait été accomplie en France », elle est d'ailleurs perçue comme pouvant « peser sérieusement sur les décisions » des hommes politiques. La note souligne finalement que les initiateurs de ces mouvements constituent un réservoir futur « pour succéder un jour au personnel politique ». Kühn paraît également convaincu, il croit en la personnalité de Luchaire qui serait la « garantie » d'un « travail pratique et fécond<sup>1233</sup> ».

Barbara Lambauer a montré que Rethel constitue une étape importante du parcours d'Abetz. Le *Sohlbergkreis*, fondé à l'automne 1930, s'étend avec la naissance de groupes à travers le pays puis la création des *Sohlbergheft*, les *Cahiers du Sohlberg*, dont la publication reste irrégulière. Ses contacts en France s'étendent, outre Bertrand de Jouvenel, il côtoie désormais une partie de la sphère spiritualiste à travers les groupes *Ordre nouveau* et *Plans*. Le suivi des activités du *Sohlbergkreis* et du Comité d'entente par les autorités allemandes signifie la reconnaissance du travail de propagande amorcé par Abetz.

Les témoignages *a posteriori* de Rethel ne retiennent que la portée symbolique de la rencontre et l'esprit pacifique qui aurait guidé les conversations. Otto Weise, qui qualifie Abetz de « génie de l'amitié », était présent à Rethel. Il n'aborde pas le fond des discussions mais rapporte des détails précis sur les circonstances<sup>1234</sup>. Dans un même souci de privilégier un souvenir positif, Karl Epting retrace de manière consensuelle le destin de la « génération briandiste<sup>1235</sup> ». Plus intéressants sont les lectures à chaud de François Berge et d'Otto Abetz.

## b) L'influence du *Sohlbergkreis* sur *Notre Temps*, un transfert culturel ?

### 1. La lecture de Rethel par François Berge.

En septembre 1931, *Notre Temps* publie une longue lettre de François Berge qui apporte aux lecteurs de *Notre Temps* sa vision du rapprochement intellectuel<sup>1236</sup>. La revue en publie un fac-similé pour servir à la promotion de l'entente franco-allemande dont la BDIC a gardé un exemplaire dédié par l'auteur à Jean-Richard Bloch.

François Berge est particulièrement intéressé au contact franco-allemand car

---

1233 Courrier du Conseiller Kühn à l'AA, 18/07/1931, p.2. „Auf jeden Fall ist die Persönlichkeit Luchaires eine Bürgschaft dafür, dass es bei der blossen Gründung des französischen Jugendausschusses für die deutsch-französische Verständigung nicht sein Bewenden haben wird, und dass der ernsthafte Versuch gemacht werden wird, praktische und fruchtbare Arbeit zu leisten“. «En tous les cas, la personnalité de Luchaire est la garantie que la question du Comité d'entente de la jeunesse française pour le rapprochement franco-allemand ne s'arrêtera pas à sa création et qu'une tentative sérieuse sera faite pour donner un travail pratique et fécond. »

1234 Otto Weise, « Deutsch-französisches Jugendtreffen in Rethel, August 1931 », Jahrbuch des Archivs der deutschen Jugendbewegung, achter Band, Burg Ludwigstein, 1976, p.60-63.

1235 Karl Epting, „Das Schicksal der briandistischen Generation“, Jahrbuch des Archivs der deutschen Jugendbewegung, achter Band, Burg Ludwigstein, 1976, p.12-38.

1236 François Berge, « Après le Congrès de Rethel », (I), *Notre Temps*, n° 107, 13/09/1931, col.44-48 ; (II), n°108, 20/09/1931, col.85-88 ; (Fin), n°109, 27/09/1931, col.124-126.

il est lecteur à l'Université d'Heidelberg depuis six mois lorsqu'a lieu la rencontre de Rethel. Parmi les meilleurs connaisseurs de l'Allemagne à *Notre Temps*, traducteur et médiateur à Rethel, Berge apparaît comme le mieux placé pour apporter une lecture éclairée des relations intellectuelles franco-allemandes. Cependant son jugement ne se distingue pas de ceux de ses amis de *Notre Temps*. Au-delà de la séduction que peut exercer son environnement intellectuel et professionnel d'adoption, il y a chez Berge la conviction d'une supériorité de l'Allemagne. Il l'exprime à propos de différents domaines et elle est lisible tout au long de sa lettre. On peut également distinguer une réelle perméabilité à certaines idées ayant cours en Allemagne au tournant des années trente. Berge commence par relever les différences qui séparent les deux pays. Selon lui, la France se distinguerait par une approche idéologique de la politique et l'omniprésence des avocats en son sein. En Allemagne, elle s'appuierait d'abord sur l'économie.

« L'homme de la rue [en Allemagne] connaît mieux la situation économique mondiale que tel ou tel de nos députés<sup>1237</sup>. »

L'Allemagne se placerait « au centre de la *Wirtschaft*, des réalités économiques » et serait amenée par les circonstances de l'heure à se détourner « des purs jeux idéologiques ». Berge semble partager ici un certain mépris pour la politique.

« Une idéologie désintéressée n'est plus possible [...]. Choisir pour un parti, c'est moins choisir un ensemble d'idées que préparer la mise en train immédiatement applicable d'un genre de vie nouveau, c'est lier sa vie. Seule, une mystique est possible<sup>1238</sup>. »

Berge est pleinement satisfait de l'accueil qu'ont réservé les Allemands aux idées défendues dans *Notre Temps*, ils auraient reconnu la valeur de leur « inquiétude intellectuelle » comme le « caractère novateur » de leur réflexion, autant de signes « d'espoir et de fécondité ».

« Au lieu de ce conservatisme et de ce sommeil, les Allemands ont rencontré l'appel impatient de notre jeunesse vers une idéologie nouvelle, et le désir d'intégrer leur propre expérience<sup>1239</sup>. »

Il se penche ensuite sur « les habitudes qu'il faudrait prendre au cours des discussions internationales ». Il reproche à certains Français d'avoir « glissé du plan idéologique au plan partisan » alors que les Allemands auraient « peut-être mieux compris le caractère de dialogue franco-allemand d'un pareil congrès ». Berge semble requérir une sorte d'objectivité extrême.

« Ceci dit, certaines thèses nationales allemandes sont d'un ordre tout à fait respectable. Ce serait une chose pénible si certains de nos interlocuteurs avaient pu croire que nous, Français, traitons leurs préoccupations avec mépris parce qu'elles ne cadraient pas avec les nôtres<sup>1240</sup>. »

Il peut citer les propos d'un tenant du « nationalisme social à usage

---

1237 François Berge, « Après le Congrès de Rethel », (I), *Notre Temps*, n° 107, 13/09/1931, col.44.

1238 *Ibid.*

1239 *Ibid.* col.45.

1240 *Ibid.* col.46.

interne<sup>1241</sup> » sans se soucier d'expliquer cette expression. Berge exprime une profonde empathie pour le nationalisme allemand.

« [...] je ne suis pas "nationaliste", mais jusqu'au jour où une nation autre viendra mutiler celle qui est la mienne. »

Berge est d'accord pour considérer que « la frontière polonaise est mauvaise pour l'Allemagne, très mauvaise » et que les représentants allemands, restés « modérés » à Rethel, n'ont pas « révélé au Congrès toutes les finesses sadiques de ce traité arbitraire ». Pour percevoir l'importance du fait psychologique dans la réflexion de Berge, il faut revenir sur le champ lexical employé. A propos du peuple allemand, Berge mentionne les « blessures », les citoyens « politiquement déchirés » mais « sentimentalement d'accord », l'« humiliation », les « finesses sadiques », l'« arbitraire », l'« insécurité », l'« inquiétude », la « hantise de la liberté perdue » et à deux reprises ceux qui « souffrent ». Il recommande alors de ne pas transformer « ce terrain sentimental [...] en terrain de luttes ». Berge croit également à une unanimité allemande.

« Or, c'est un sort fatal du sentiment national le plus pur que de toujours paraître agressif au dehors. »

Les Allemands ne ressentiraient qu'« un sentiment spontané ». Par conséquent, ce serait une erreur que de critiquer un mouvement de pensée aussi communément admis. L'impératif est d'abord pour Berge de comprendre la « "mentalité" allemande ». Le meilleur exemple qu'il trouve en la matière est l'intervention d'un jeune « Eclaireur catholique<sup>1242</sup> » qui le dernier jour de Rethel réussit « le beau redressement » des discussions en faisant appel à la fraternité et à l'amour qui devrait guider les hommes. A ce témoignage, il oppose la démarche des membres des « partis politiques dits internationaux ». Un membre de *Notre Temps* l'aurait à ce sujet « stupéfait » en faisant appel dans son discours au domaine juridique<sup>1243</sup>. Car pour Berge l'emploi de certains idéaux ne pourraient détourner l'Allemagne d'une légitime méfiance. On ne peut douter que Berge a puisé à Heidelberg une grande partie de sa réflexion lorsqu'il écrit :

« [...] l'opinion courante des milieux cultivés outre-Rhin au sujet de la France serait à rectifier sérieusement, cependant elle exprime bien une part importante – je dis une part – de notre réalité nationale<sup>1244</sup>. »

Il présente alors l'opposition entre la « Kultur » et la « civilisation » qui remet en cause la position universaliste prônée par la France.

« D'autre part, c'est aussi déclarer que le type national français est bon pour tous peuples, en tous pays et en tout temps. C'est vouloir se donner comme modèle au monde, et il y a là une manière d'impérialisme de la pensée, dont nous n'avons pas toujours une conscience nette, et qui peut troubler, prétend-on, le développement harmonieux de peuples différents du nôtre<sup>1245</sup>. »

Il reprend alors cette vision à son compte.

---

1241 *Ibid.* col.45.

1242 *Ibid.* col.47.

1243 Il peut s'agir de Pierre Brossolette ou bien d'André Weil-Curiel.

1244 François Berge, « Après le Congrès de Rethel », (I), *Notre Temps*, n° 107, 13/09/1931, col.48.

1245 *Ibid.*

« Dans la mesure où cette remarque est exacte, ne pourrions-nous pas, nous examinant avec conscience, reconnaître que notre propre développement harmonieux a été troublé par notre long assentiment collectif à une idéologie trop rationnelle et trop rigide. »

De la même manière que Silbert à son retour du Sohlberg, François Berge semble séduit par l'argumentaire qui sert de base à la « Révolution conservatrice<sup>1246</sup> ». Gérard Raulet a d'ailleurs montré le succès de ce discours auprès des romanistes allemands durant l'entre-deux-guerres.

Dans la deuxième partie de sa lettre, publiée la semaine suivante<sup>1247</sup>, Berge se fait plus que jamais le médiateur des positions allemandes. Animé d'un souci pédagogique, il explique que le mot *Volkstum* provient de peuple et du suffixe *tum* signifiant l'appartenance collective. Il souligne aussitôt la nécessité de ne pas le confondre avec l'idée de nationalité au risque « de graves contre-sens ». Il lui préfère la traduction de « monde allemand ». Cette notion de *Volkstum* comporterait d'abord des « préoccupations culturelles » et Berge l'identifie à l'espace francophone. Il revient une nouvelle fois sur les nombreuses différences entre la nation française et celle allemande. Cette dernière est décrite comme non « formée » et « en devenir<sup>1248</sup> ».

« Il existe en Allemagne un nationalisme à usage intérieur dont la transposition en France serait absolument inconcevable<sup>1249</sup>. »

Berge cite les enseignements qu'il a tirés de Rethel ; le nationalisme allemand serait « un nationalisme social », qui ne s'opposerait à la France que selon des « circonstances », les nationaux-socialistes eux-mêmes ne seraient pas des « ennemis *a priori* » de la France. On sent la perception chez Berge d'une certaine supériorité des idéaux allemands, les jeunes chantent le *Heimat* qu'ils auraient réussi à revigorer dans le *Jugendbewegung* alors qu'en France le patriotisme et le régionalisme garderaient un côté vieillot<sup>1250</sup>. A propos de la *Kultur*, qui apparaît à Berge comme la clef de voute de la pensée allemande, le mot français de culture ne transcrirait qu'imparfaitement le sens plus large en allemand d'où proviendrait la notion de *Volkstum*.

« Le *Volkstum* répond donc à la fois à une réalité culturelle intérieurement vécue et à une réalité collective tout aussi intérieurement éprouvée. Il n'est pas qu'une idéologie. Il est une grande fraternité sensible. »

Berge affirme que « [...] cette idée de *Volkstum* n'est pas une idée politique [...] », dans ce domaine elle pourrait seulement servir de « matériau ». En présentant le *Volkstum* comme une donnée culturelle qui serait portée par la jeunesse, les Allemands mobilisent un discours qui entre en résonance avec les propres

---

1246 Voir Gérard Raulet, « Les Lumières françaises et leur fonction idéologique dans la romanistique allemande des années vingt et trente », p.317-342, dans H-M Bock, R. Meyer-Kalkus, M. Trebitsch, *Entre Locarno et Vichy, op. cit.*

1247 François Berge, « Après le Congrès de Rethel », (II), *Notre Temps*, n°108, 20/09/1931, col.85-88.

1248 *Ibid.* col.85.

1249 *Ibid.* col.86.

1250 *Ibid.* col.87.

interrogations des Français. L'artifice le plus ingénieux est sans doute de présenter le *Volkstum* comme une idée tout à fait spécifique à l'Allemagne et qui ne saurait être réduit à un nationalisme classique. Ainsi se met en place un transfert culturel autour de la notion de *Volkstum* dont les répercussions sont nombreuses. La discussion proprement idéologique est close en vertu du principe de spécificité de la situation allemande. Ni le politique, ni aucune valeur n'ont droit de cité dans les discussions. Les Français sont engagés sur la voie de la négociation sans aucune marge de manœuvre. Dans sa troisième livraison<sup>1251</sup>, Berge propose d'examiner une carte sur la quelle sont représentées les populations de langue allemande. Il en conclut d'abord qu'à l'Est, « le *Deutschtum* est ouvert, il est sans frontière<sup>1252</sup> ». Sans pour autant défendre les réclamations allemandes, il semble proche de telles préoccupations.

« Sur la carte est inscrite la fatalité, dans l'Europe nouvelle d'une activité politique allemande des minorités<sup>1253</sup>. »

A propos de l'idée européenne, Berge remarque son déficit de crédit auprès des Allemands. Pour autant il ne semble pas disposé à insister auprès d'eux sur cette question.

« En Allemagne au contraire où [...] on ne se contente pas à l'heure actuelle d'idéologie pure, où l'on parle avant tout économie, et où l'on se préoccupe d'éviter une débâcle générale, ce lien entre l'idée d'union européenne et l'idée de paix n'a pas été établi de la même façon. »

Paneuropa non plus ne trouve grâce auprès de ses contacts allemands.

« [...] dans l'esprit de la majorité de l'opinion allemande, c'est un instrument destiné à maintenir ce que l'on appelle l'hégémonie française, autrement dit l'état d'infériorité politique et économique actuelle du Reich<sup>1254</sup>. »

Une fois encore Berge reprend à son compte des jugements entendus au contact des Allemands et il accepte comme un fait établi l'idée d'un consensus en Allemagne contre les projets européens. L'idée selon laquelle la France serait unanimement perçue en Allemagne comme voulant lui porter atteinte est développée à plusieurs reprises à Rethel. Berge en donne un autre exemple en note de bas de page. Il en conclut que les erreurs politiques et les retards de la France sont en grande partie responsables de la situation. Ainsi s'impose l'idée de la nécessité et même de l'urgence de s'engager en faveur de l'essor économique de l'Allemagne. Et dans cette optique, il imagine toujours possible le recours au projet d'union européenne. Il recommande comme solution de réaliser une synthèse.

« Même des conceptions comme celle du *Volkstum* allemand et celle de notre Union européenne ne s'opposent pas essentiellement : il ne faut pas parler ici de vieille Allemagne et de jeune France, ou inversement. »

Plus encore, il s'avère conquis et pense que l'Europe pourrait bénéficier des nouvelles idées allemandes.

---

1251 François Berge, « Après le Congrès de Rethel », (Fin), *Notre Temps*, n°109, 27/09/1931, col.124-126.

1252 *Ibid.* p.124.

1253 *Ibid.*

1254 *Ibid.* col.125.



« Je ne vois une Europe rajeunie que par une assimilation de certaines des idées déjà plus répandues en Allemagne qu'en France, à propos de *Heimat* et de *Volkstum*. Il faut voir ces idées dans leur pureté. »

Berge termine ensuite son propos en revenant sur la rencontre de Rethel. Il admet l'échec du projet français d'y aborder les questions européennes.

« Je veux dire cependant comment j'aurais aimé que se posât le problème européen dans un congrès comme celui de Rethel<sup>1255</sup>. »

Il insiste alors sur la valeur de l'amitié et de la fraternité qui auraient marqué ces journées et qui, à défaut d'être les prémisses d'une politique comme il le reconnaît, seraient la marque d'une « réalité franco-allemande qui ne doit pas disparaître ».

Berge est marqué par l'expérience humaine vécue à Rethel. Persuadé d'appartenir à l'élite intellectuelle à la pointe du rapprochement franco-allemand, il omet de poser un regard critique sur les idées présentées. Il affirme dans sa lettre son pacifisme et exprime une critique sévère de la politique de fermeté menée par la France au lendemain de la guerre. Mais la confusion dans son esprit le pousse à accueillir avec la même sympathie les idées nationalistes allemandes et celles proprement révolutionnaires de *Plans* et d'Ordre Nouveau<sup>1256</sup>.

## 2. La poursuite des contacts franco-allemands, entre *Jugendbewegung* et *Volkstum*.

En février 1931, André Weil-Curiel relate une rencontre franco-allemande qui a eu lieu durant les fêtes de fin d'année<sup>1257</sup>. A l'invitation du *Sohlbergkreis*, les membres du GUFA<sup>1258</sup> sont invités en vacances pour le réveillon. Les réjouissances autour du ski ou de la dégustation de vin chaud n'empêchent pas la tenue de conférences marquées par des discussions « d'hommes à homme avec une franchise brutale et amicale ». Les Français auraient ainsi pu « comprendre l'inquiétude » de la jeunesse allemande et « exposer les raisons de la timidité » des dirigeants politiques français. Le message est ainsi passé, en attendant la rencontre de Rethel, selon lequel la jeunesse allemande serait impatiente de découvrir les efforts que pourrait entreprendre la jeunesse française.

Intitulé « Mouvement de jeunesse et "Volkstum" », l'article d'Otto Abetz est le compte-rendu d'une conférence prononcée lors d'une rencontre franco-allemande organisée par le *Sohlbergkreis* à l'été 1931<sup>1259</sup>. Après le Sohlberg et Rethel, Abetz poursuit ses contacts en mêlant divertissements et réflexions comme ce fut le cas au Feldberg. Avant guerre, la jeunesse allemande se serait révoltée contre ses aînés et aurait cherché en animant le *Wandervögel* à se débarrasser des défauts inhérents à l'âge.

« Dès lors s'expliquent toutes les tendances du *Wandervögel* d'avant-guerre :

---

1255 *Ibid.* col.125-126.

1256 François Berge, « Après le Congrès de Rethel », (I), *Notre Temps*, n° 107, 13/09/1931, col.48.

1257 André Weil-Curiel, « La rencontre du Feldberg », *Notre Temps*, n°76, 08/02/1931, col.247-248.

1258 Groupement universitaire franco-allemand, sous la direction de Cecil Mardrus il a organisé côté français et avec le groupe de *Notre Temps* la rencontre du Sohlberg.

1259 Otto Abetz, « Lettre d'Allemagne », « Mouvement de jeunesse et Volkstum », *Notre Temps*, 13/09/1931, n°107, col.78-80. L'article paraît dans le même numéro que la première livraison des conclusions de François Berge sur la rencontre de Rethel.

I) la proclamation de l'autonomie de la jeunesse ; II) le retour à la nature ; III) une conscience plus profonde du *Volkstum* allemand<sup>1260</sup>. »

Si l'on en croit Otto Abetz, le *Wandervögel* serait né au début du siècle de plusieurs facteurs. Le premier correspond à la volonté de la jeunesse de se prendre en main et de compléter son éducation par une activité au sein d'un groupement. Le deuxième facteur, « le retour à la nature », résulterait d'une réaction contre le mode de vie de la bourgeoisie. Enfin la réminiscence du *Volkstum* chez la jeunesse allemande proviendrait d'une réaction à la fois contre le régime politique d'avant-guerre et contre un « patriotisme de commande<sup>1261</sup> » partagé par l'ancienne génération. Abetz admet la difficulté de traduire la notion de *Volkstum* et en guise de définition déclare que celui-ci « résume toutes les forces physiques et psychiques d'un peuple, il est l'expression de son passé, de son présent, de sa volonté d'assurer son avenir<sup>1262</sup> ». Après-guerre le *Wandervögel* aurait connu un essor spectaculaire essaimant autour de lui l'idée de *Volkstum*, avec un égal succès auprès des jeunes qu'ils soient croyants, athées, « prolétaires » ou bien « national-socialistes » [sic]. Abetz le décrit comme un puissant élément fédérateur de la jeunesse allemande. Malgré les divergences d'opinions politiques, les militants socialistes et ceux d'extrême-droite pourrait se réunir en son sein tout en s'affrontant sur le terrain politique. Et alors que les aînés en viennent aux mains pour les mêmes luttes politiques, les jeunes auraient un idéal en commun, « le nouveau *Volkstum* allemand ». Aussi Abetz le désigne-t-il dans sa conclusion comme « un précieux facteur pour le rapprochement franco-allemand, pour l'entente européenne ».

Toujours en quête d'une meilleure connaissance du voisin outre-Rhin, *Notre Temps* publie en quatre épisodes le récit de voyage de Claude Bordas<sup>1263</sup>. De retour en Allemagne après y avoir passé quatre années, Bordas cherche à comprendre les événements en cours. Pour ce faire, il indique vouloir se départir de « tout égoïsme national<sup>1264</sup> » et envisage de rencontrer la jeunesse. Sur les étals des librairies, Hitler a remplacé Remarque, et les livres d'idéologues foisonnent prédisant la fin du capitalisme, du régime actuel ou encore des réparations. Bordas constate également l'ampleur de l'antisémitisme et il devine l'assentiment probable d'une large part de la jeunesse. Il voyage ensuite à Mayence où il rencontre le professeur Niemann qui travaille à l'Institut de Pédagogie internationale situé dans la citadelle de la ville<sup>1265</sup>. De Francfort, Bordas rapporte les paroles échangés avec des Allemands. Tous semblent argumenter en faveur d'une politique de conciliation de la part de la France en insistant sur ses erreurs et sa méfiance.

« Il ne faut pas considérer l'Allemagne comme un garnement à qui l'on retire

---

1260 *Ibid.* col.78.

1261 *Ibid.* col.80.

1262 *Ibid.* col.79.

1263 Claude Bordas, « Jungdeutschland 1931 » (I), *Notre Temps*, n°117, 22/11/1931, col.451-453 ; (II), n°118, 29/11/1931, col.494-496 ; (III), n°119, 06/12/1931, col.533-535 ; (fin), n°120, 13/12/1931, col.570-574. L'auteur participe à *Notre Temps* de 1930 à 1934, d'abord signataire des « Lettres de Suisse », il s'engage rapidement en faveur du rapprochement franco-allemand.

1264 Claude Bordas, « Jungdeutschland 1931 » (I), *Notre Temps*, n°117, 22/11/1931, col.451.

1265 C'est le lieu choisi pour la troisième rencontre entre le Sohlbergkreis et le Comité d'entente français qui se déroule du 20 au 26 mars 1932.

ses jouets et les quelques pièces de monnaie qu'il avait en poche, parce qu'il n'a pas été sage. La France avait mieux à faire devant notre jeune et courageuse République. Elle aurait pu exiger moins et nous entendre avec elle<sup>1266</sup>. »

L'auteur décrit une réunion de la jeunesse socialiste et l'accueil émouvant dont il fut l'objet. Malgré des engagements politiques contradictoires, Bordas retient l'image d'une jeunesse allemande unie.

« [...] si l'uniforme changeait, tous paraissaient bien se ressembler. [...] ils avaient la même allure décidée, vaillante. Leurs traits étaient fermes. Ils avaient le même visage<sup>1267</sup>. »

Il recommande au lecteur de chercher « la vraie jeunesse allemande » dans leurs auberges et précise que son meilleur souvenir en la matière se trouve être une réunion organisée par le *Sohlbergkreis* pour présenter le lien entre le *Jugendbewegung* et le *Volkstum*<sup>1268</sup>. Bordas explique y avoir rencontré le « sentiment de communauté [qui] se manifeste aujourd'hui parmi les nouvelles générations d'Allemagne » et il insiste sur l'« atmosphère cordiale » et les discussions « à cœur ouvert ». Bordas reprend ensuite point par point l'argumentaire d'Abetz. Il décrit le « Jugendbewegung » comme « une réaction contre la civilisation bourgeoise [...] qui amoindrit les forces véritables de la nation ». A l'intérieur de ce mouvement de jeunesse se retrouveraient « les forces populaires, les communautés d'âme et de race ».

« L'ordre bourgeois est mort. La jeunesse allemande se libère des attaches familiales afin de lutter pour la renaissance d'une culture nouvelle. Cette culture doit trouver une sève riche dans les formes élémentaires du "Volkstum" auquel jusqu'ici la masse est restée profondément, inconsciemment attachée<sup>1269</sup>. »

Lors des discussions Abetz aurait reconnu les risques d'une interprétation purement nationaliste du concept de *Volkstum*.

« [...] l'idée, qu'elle soit juste ou non, se trouve être maintenant solidement établie. Il faut essayer seulement de contenir le danger qui est en elle et de la mettre en accord avec les tendances européennes<sup>1270</sup>. »

Bordas est d'accord pour considérer que cette idée pourrait être la marque de la jeunesse allemande sur son époque et que la comprendre serait un pas vers le rapprochement. Son voyage le mène ensuite dans une petite ville du Wurtemberg réputée pour son université. Selon un professeur qu'il rencontre là-bas, les événements d'après-guerre correspondraient à l'écroulement d'un monde périmé, à « l'effondrement d'une civilisation<sup>1271</sup> ». Il cite Spengler et fixe un rôle particulier à la jeunesse, « *die heilige Pflicht* », que Bordas traduit par « le devoir sacré ». Poursuivant son propos, le professeur semble partager les idées de *Notre Temps*.

« Les valeurs anciennes n'existent plus. Tout est remis en question. Les faits

---

1266 Claude Bordas, « Jungdeutschland 1931 » (II), *Notre Temps*, n°118, 29/11/1931, col.495.

1267 *Ibid.* col.495.

1268 Voir plus haut notre analyse de l'article d'Otto Abetz, « Lettre d'Allemagne », « Mouvement de jeunesse et Volkstum », *Notre Temps*, 13/09/1931, n°107, col.78-80.

1269 Claude Bordas, « Jungdeutschland 1931 » (II), *Notre Temps*, n°118, 29/11/1931, col.496.

1270 *Ibid.*

1271 Claude Bordas, « Jungdeutschland 1931 » (III), *Notre Temps*, n°119, 06/12/1931, col.533.

seuls comptent. La jeunesse doit être désormais réaliste. »

Bordas cite plus loin les propos de jeunes gens qui attendraient de la France qu'elle retrouve sa « mystique » révolutionnaire et puisse compléter le dynamisme allemand.

« Le *Werden* germanique s'oppose malheureusement au *Sein* français, le devenir à l'être. »

Bordas établit un point sur la situation politique allemande en fonction des informations par fois divergentes que lui livrent ses interlocuteurs. Au manque de confiance dans les partis s'oppose l'idée d'un crédit populaire intact en faveur des partis de droite. Le chancelier Brüning serait malgré les divisions du pays soutenu par une large part de la population. Bordas attire ensuite l'attention du lecteur sur l'intensité de la crise économique et la progression des mouvements extrémistes. Dans la quatrième et dernière partie de son récit, Bordas décrit depuis Dresde les difficiles conditions de vie des étudiants, leur détermination à poursuivre leurs études malgré la perspective du chômage et l'engouement pour le travail bénévole. Il relaie l'angoisse de l'approche de l'hiver alors que le pays compterait « 5 millions de chômeurs » et peut-être « bientôt 7 à 8 millions<sup>1272</sup> » et dresse un tableau des plus préoccupants de la situation sociale. En conclusion, Bordas considère que la jeunesse allemande dont le dynamisme trancherait avec l'apathie générale doit déterminer dans un proche avenir le destin politique de l'Allemagne.

Il est délicat de juger de l'opinion de Bordas, d'une part parce qu'il nous est peu connu et d'autre part parce qu'il mêle constamment sa parole à celle des Allemands rencontrés. Animé du désir de comprendre l'Allemagne et décidé à négliger les *a priori* courants d'un étranger, il ne peut que se fier aux indices apparemment nombreux. Ceux-ci dressent le portrait d'une jeunesse organisée sous le sceau du *Volkstum* et déterminée à agir pour redonner à l'Allemagne sa liberté et sa prospérité, fut-ce par la force. Autrement dit, il ne déroge nullement au discours qu'Abetz répète à chacune des rencontres franco-allemandes.

### 3. Le regard de *Notre Temps* sur d'autres rencontres de jeunes.

Alfred Silbert signe le compte rendu de la rencontre alors que Crouzet et Luchaire l'accompagnaient à Dijon<sup>1273</sup>. Organisé sous les auspices de l'Entr'aide Universitaire Internationale, ce congrès réunit des étudiants de toutes opinions politiques confondues et aborde le rôle respectif de l'Allemagne et de la France, de l'Université et des étudiants face aux problèmes internationaux. L'article est une occasion supplémentaire de vanter les contacts franco-allemands et surtout de défendre la manière jugée adéquate de les mener. Il insiste lourdement sur l'« indulgence » et les « efforts de compréhension » visibles de part et d'autre, ainsi que sur la volonté commune de ne pas « s'engager sur les terrains battus ».

« Il y a, dans les deux pays, une désaffection absolument semblable pour les formules encore en vigueur. Et chez les Allemands de droite, ce sentiment est peut-

---

1272 Claude Bordas, « Jungdeutschland 1931 » (fin), *Notre Temps*, n°120, 13/12/1931, col.571.

1273 Alfred Silbert, « Le congrès universitaire franco-allemand de Dijon. Impressions côté français », *Notre Temps*, n°84, 05/04/1931, col. 565-567. Luchaire et Crouzet sont également présents.

être encore plus fort. »

Ici se lit la confusion de Silbert entre les idées de *Notre Temps* notamment le vœu de se départir de partis pris nationaux et l'illusion que les représentants allemands les appliqueraient. De la même manière, Luchaire serait intervenu lors du congrès afin d'éviter que les débats ne débouchent sur une discussion politique. Pour des raisons qui restent à déterminer, Silbert ne peut s'empêcher de représenter positivement les intervenants allemands alors qu'il réserve ses critiques aux Français. A Dijon les interventions du professeur Mannhardt de l'Université de Marbourg comme celle d'Achille Mestre auraient retenu l'attention de tous. Le professeur allemand, orienté à droite, est pourvu de qualités, y compris physiques.

« M. Mannhardt [...], charmant homme dont la finesse de traits le rendait particulièrement sympathique à la délégation française, traitait le premier sujet. »

Mannhardt se lance alors dans un exposé de l'ensemble des revendications allemandes que Silbert qualifie de « net, précis, énergique, empreint du sentiment national le plus pur<sup>1274</sup> ». Alors que Mannhardt se distinguerait par une « ardeur respectable du sentiment national », Achille Mestre n'aurait présenté que des « légèretés nationalistes » au cours d'une « improvisation rapide et tumultueuse ».

Silbert met en avant la difficulté de traduire correctement les idées allemandes. Il insiste sur la différence de sens des mots et l'impossibilité de trouver un équivalent français aux positionnements politiques allemands. Dès lors, les idées ne pourraient être critiquées et il ne reste plus qu'à les accepter telles qu'elles sont énoncées. Ainsi en va-t-il du positionnement des étudiants d'extrême-droite.

« A vrai dire parmi ces derniers également des nuances diverses, l'accentuation du sentiment national s'accommodant parfaitement chez certains avec des idées internationales ou sociales qui, chez nous, les classeraient à gauche. Toujours la différence des échiquiers<sup>1275</sup> ! ».

Il ressort de cette méthode une indulgence pour le nationalisme allemand qui n'empêche nullement la dénonciation du nationalisme français. Silbert ne revient finalement que très rapidement sur les vœux du congrès émis en faveur du rapprochement franco-allemand, une conclusion qui semble avoir beaucoup moins d'importance que la comparaison des attitudes nationales.

Sous le même titre, *Notre Temps* publie, à la suite de celles de Silbert, les conclusions de Waldemar Lentz, représentant à Dijon des étudiants populistes<sup>1276</sup>. Lentz explique avoir trouvé dans « l'esprit de la conférence résultant des discussions privées » les signes les plus probants du rapprochement franco-allemand. Il revient sur les discours de Mannhardt et Achille Mestre qui auraient tous deux « glorifié l'idéologie nationale<sup>1277</sup> ». Mais c'est surtout la réaction paradoxale qui vit des Allemands défendre les propos de Mestre et des Français ceux de Mannhardt qui l'a réjoui.

« C'était bien une protestation inconsciente contre une méthode de parler, de

---

1274 *Ibid.* col.566.

1275 *Ibid.* col.565.

1276 Waldemar Lentz, « Le congrès universitaire franco-allemand de Dijon. Impressions côté allemand », *Notre Temps*, n°84, 05/04/1931, col.567-568.

1277 *Ibid.* col.567.

penser et de discuter vieillie et périmée. On protestait spontanément, de cette manière, contre les opinions subjectives de ses compatriotes : on voulait être objectif et parler avec la pleine connaissance du point de vue opposée. On agissait en jeunes gens d'après-guerre<sup>1278</sup> [...]. »

Lentz considère qu'il s'agit là d'un critère décisif qui lui permet d'être tout à fait confiant pour l'avenir du rapprochement entre les deux pays. Il convient de s'attarder sur le sens de cette « objectivité » tant recommandée par l'équipe de *Notre Temps* d'une part, et par nombre d'intervenants allemands de l'autre. Pour *Notre Temps*, c'est un principe déjà ancien qui vise à remettre en question les idées habituellement admises et à les confronter à la situation de l'heure. Elle invitait également à se départir d'une analyse strictement nationale. En 1931, il s'agit de relativiser l'omniprésence du nationalisme allemand. Lentz reprend quant à lui les principes de réflexion de Luchaire et de *Notre Temps* en des termes très proches. Il évoque ainsi l'objectivité nécessaire associée à la connaissance et la prise en compte de l'avis du partenaire ou encore le refus de la subjectivité qui découlerait de l'ignorance des avis différents. Il identifie alors le rapprochement intellectuel à la compréhension du nationalisme. C'est ainsi que les recommandations de *Notre Temps* entrent en parfaite résonance avec les précautions de langage des allemands. En effet, pour légitimer un discours national, si ce n'est nationaliste, ses promoteurs s'appuient sur l'idée de la particularité de la situation allemande. La règle de l'objectivité s'avère un outil avantageux pour les représentants allemands.

De l'avis de Weil-Curiel, le congrès de Marseille a été marqué par les « déceptions<sup>1279</sup> », ce qui serait pour l'avenir une bonne chose en permettant de « mettre au rancart quelques vieilles idées et de serrer de près la réalité ». En effet, la rencontre des « Républicains » allemands et français n'a nullement débouché sur un consensus. Les orateurs allemands, le consul Bernhardt, Rudolf Sobernheim et Rudolf Junges ont respectivement défendu la nécessité de réviser le Traité de Versailles pour effacer les « humiliations inutiles » dont serait victime l'Allemagne, une sévère critique de la politique extérieure française et finalement l'idée d'une Mitteleuropa pour réaliser l'union du continent. Les français qui se trouvaient « pour la première fois [...] en contact avec les revendications des républicains allemands » auraient été surpris. Weil-Curiel souligne « le vice constitutif du Congrès » dont l'objectif était de parvenir à une résolution commune. En constatant qu'un accord entre des « tendances inconciliables » était impossible, il distingue celles-ci comme suit :

« [...] celle des socialistes français que les sociaux-démocrates eussent volontiers rejoint et celle des populistes et centristes dont la thèse, pour justifiée qu'elle fut dans l'état actuel de l'Europe, ne répondait pas à l'attente naïve des "républicains" français<sup>1280</sup>. »

Pour autant le congrès ne s'est pas terminé par un échec. Les membres du

---

1278 *Ibid.* col. 567.

1279 André Weil-Curiel, « Le Congrès de Marseille », *Notre Temps*, n°109, 27/09/1931, col.135.

1280 *Ibid.* col.136.

comité franco-allemand, Rudolf Sobernheim et René Georges-Etienne sont renouvelés dans leur fonction et l'on s'est entendu pour rédiger une motion suffisamment évasive pour convenir à tous. Pour Weil-Curiel le meilleur résultat du congrès est d'avoir montré que chacun « ne comprenait pas encore la mentalité du partenaire » et l'ampleur des efforts qu'il restait à accomplir dans ce domaine. La semaine suivante, *Notre Temps* donne la parole à Junges afin de connaître les « impressions allemandes » de la rencontre de Marseille<sup>1281</sup>. Rudolf Junges participe au congrès de Marseille en tant que délégué des étudiants du *Zentrum*. Il participe à *Notre Temps* depuis novembre 1930 sur le sujet du rapprochement entre les deux pays. Junges rappelle la teneur des discussions entre étudiants à Marseille.

« Les Allemands présents trouvèrent tout naturel de parler de l'épouvantable crise et des charges à peine supportables que le Traité de Versailles, le plan Dawes et le plan Young ont imposées à la jeune République allemande<sup>1282</sup>. »

Alors que les Français auraient continué de « proposer comme remède universel la création des Etats-Unis d'Europe », les Allemands, bien que d'accord sur le principe, auraient objecté que leur pays n'est pas en état d'attendre la création de cette Fédération. Confronté à cette divergence, la délégation allemande aurait eu à cœur d'« éclaircir la notion de *rapprochement*<sup>1283</sup>. »

« Le rapprochement c'est pour nous le fait de parcourir avec des amis le chemin qui mène à un but unique – que nous appelions ce but : la paix ou la Paneurope ; ces amis, de plus, doivent comprendre le poids de notre destin et avoir la volonté de travailler, avec toutes les forces de leur jeunesse, à l'amélioration des conditions politiques et économiques dont tout le monde souffre<sup>1284</sup>. »

Junges a le mérite d'engager la discussion sur le point névralgique des rapports intellectuels. Une fois dépassé le stade de la célébration d'un état d'esprit de fraternité, il est plus que temps de définir les attentes de chacun des protagonistes. Franc, il ne craint pas de bousculer certains *a priori* chez les jeunes partisans du rapprochement franco-allemand.

« Ce n'est donc pas pour nous, au point de vue pratique, un rapprochement que ce mémorandum européen, tout inspiré d'idéal, ou la création du Comité de Genève qui n'a pu s'entendre ni sur les moyens d'enrayer la crise économique ni sur la façon d'organiser en Europe un désarmement réel, général et absolu<sup>1285</sup>. »

Junges convient que le rapprochement se concrétise lorsque des jeunes gens critiquent avec honnêteté la politique de leur propre pays et reconnaissent les erreurs passées. Eux-mêmes, en Allemagne, auraient reconnu certaines erreurs antérieures à l'arrivée de Brüning. Mais regardant la jeunesse française les déceptions allemandes seraient nombreuses. Junges explique qu'il attendait « la même

---

1281 Rudolf Junges, « Impressions allemandes du Congrès de Marseille », *Notre Temps*, 04/10/1931, n°110, col.164-166. Junges en donne également un long compte-rendu dans la *Deutsch-Französische Rundschau*, R. Junges, „Deutsch-französisches Studententreffen in Marseille“, *Deutsch-Französische Rundschau*, IV, 10, 1931, p.848-852.

1282 Junges, « Impressions allemandes du Congrès de Marseille », *Notre Temps*, 04/10/1931, n°110, col.164.

1283 Le mot est en italique dans le texte.

1284 Rudolf Junges, « Impressions allemandes du Congrès de Marseille », *Notre Temps*, 04/10/1931, n°110, col. 164-165.

1285 *Ibid.* p165.

sincérité » et « un appui » dans chacun de ses revendications qu'il s'agisse du désarmement unilatéral ou de l'aide internationale à apporter à l'Allemagne qualifiée d'« acte de solidarité continentale ». Son attente déçue concernait encore la thèse des populations allemandes à réunir.

« La délégation allemande espérait aussi être mieux comprise de la jeunesse française dans la question des frontières, des minorités et la politique orientale<sup>1286</sup>. » Rudolf Junges évoque les « cruelles blessures » que seraient « la frontière de l'Est déchirée », la « séparation d'avec Dantzig » ou encore « la détresse spirituelle des minorités nationales ». Il déclare au nom des « jeunes étudiants allemands, républicains et démocrates » sa déception devant la frilosité de « l'avant-garde de la jeune France ». Junges se montre particulièrement habile dans la mesure où, ajoutant au pathétique de son discours, il pointe la responsabilité de la jeunesse française dans la lenteur du rapprochement. Il justifie ensuite le projet d'union économique austro-allemand en s'appuyant sur le projet de Briand.

« Le but des unions régionales est de faciliter la réalisation de l'union douanière européenne, qui apparait la tâche la plus haute de notre époque qui a été celle du morcellement de l'Europe<sup>1287</sup>. »

Malgré les évidentes difficultés que posent les exigences allemandes, Junges se veut rassurant quant à la capacité des jeunes Français à se montrer compréhensifs. Il porte un regard plus positif que celui de Weil-Curiel sur la déclaration finale du Congrès. Celle-ci proclame comme idéal la création d'une Fédération européenne reposant sur l'égalité complète de ses membres et la volonté d'œuvrer en faveur du désarmement général. Weil-Curiel a parlé d'une « attitude théorique » devant les problèmes européens et Junges évoque la décision « à l'unanimité » d'œuvrer en faveur de « la réduction solidaire de toutes les charges de guerre » et pour la création d'unions régionales entre les Etats et notamment celle austro-allemande. Junges se félicite enfin que le congrès ait déclaré la nécessité d'assurer à chaque pays, « et à l'Allemagne en particulier, le droit d'être libre et de vivre ». Il apparait ainsi clairement que sous des appellations communes, les idées et les projets connaissent des interprétations très divergentes. Le congrès de Marseille, dernier du genre entre les associations républicaines, a eu le mérite de montrer les défis multiples que contient l'idée d'un rapprochement franco-allemand. Junges conclue sans quitter son optimisme et affirme sa détermination à lutter contre les solutions violentes.

« Nous ne nous laisserons pas tromper par les vociférations des extrémistes<sup>1288</sup>. »

Après la rencontre de Marseille il est utile de faire un premier bilan des rencontres franco-allemandes en retenant leur enseignement propre. On peut ainsi découvrir le déroulement d'un processus qui s'il est orchestré par le *Sohlbergkreis* est également accepté voire encouragé par le groupe de *Notre Temps*. Au Sohlberg

---

<sup>1286</sup> *Ibid.*

<sup>1287</sup> *Ibid.* col.165-166.

<sup>1288</sup> *Ibid.* col.166.



deux jeunesses ont fait connaissance en prenant soin de maintenir une ambiance aimable et en évitant pour cela les sujets de mésentente. Silbert réfute l'option d'un rapprochement politique à son retour de Mannheim. Weil-Curiel assiste au Feldberg à un plaidoyer en faveur du *Volkstum*. *Notre Temps* présente le congrès de Rethel comme « une exploration psychologique », il occulte l'impossibilité de développer une réflexion sur l'idée européenne puis embrasse le nationalisme allemand. Le *Sohlbergkreis* mène de son côté une offensive d'envergure pour populariser l'idée du *Volkstum*. Silbert récuse les discussions politiques à Dijon. Il subit la séduction du sentiment national allemand à l'instar de François Berge à Rethel. Claude Bordas accepte l'idée du *Volkstum* comme reflet de la jeunesse allemande après son séjour en Forêt Noire avec Abetz à l'été 1931. Weil-Curiel prend acte de la divergence de vues entre « Républicains » allemands et français à Marseille.

Cette dernière rencontre témoigne du succès des thèses nationalistes auprès d'un large pan de la société. En refusant le débat politique et les inévitables divergences de vues qui l'accompagnent, *Notre Temps* se place dans une position d'acceptation quoi qu'il arrive. Le *Sohlbergkreis* poursuit une stratégie politique et diplomatique et peut dès lors manipuler son partenaire.

### c) La poursuite du rapprochement après Rethel.

Louis Martin-Chauffier ne fait pas partie des animateurs principaux du rapprochement franco-allemand. Davantage homme de lettres que journaliste, il occupe sans doute une place particulière au sein de la rédaction. Malgré l'augmentation de la périodicité, il n'a pas modifié sa contribution, il signe quatorze fois en 1930 et douze l'année suivante. Ses sujets sont variés et il se préoccupe également de l'Allemagne. A l'été 1931, il se montre très inquiet. Il répudie « la sottise figure [...] d'une Germania casquée, préparant sournoisement la revanche », mais croit davantage au risque de guerre civile en Allemagne et ce, dès la fin de l'année en cas d'une victoire des nationaux-socialistes ou bien des communistes. Dans les deux cas le continent serait ensuite entraîné dans la guerre et les « nationalistes » français en porteraient une responsabilité importante.

« Ils dénoncent comme proche un péril dont ils n'aperçoivent pas les causes, et qu'ils appellent par leurs cris, au lieu de s'en défaire en en arrachant les racines<sup>1289</sup> ».

La misère lui paraît expliquer à elle seule le regain de tension en Allemagne.

« [...] il y a quinze ou vingt millions de mécontents, pour qui la question est avant tout intérieure, et qui sont hitlériens comme à peu près nos mal-lotés sont communistes. Qu'on les sorte de leur misère, ils redeviendront pacifiques. »

Crouzet publie le compte-rendu d'un article d'Otto Steinbrinck sur « la jeune génération allemande et l'Europe<sup>1290</sup> » paru dans la *Parole Universitaire*. Steinbrinck, directeur de la revue *Der Durchbruch* à Bonn, décrit un engouement de la jeunesse étudiante pour le mouvement d'Hitler, exception faite de la jeunesse catholique.

---

1289 Louis Martin-Chauffier, « Les idées de notre temps », « Le danger de guerre civile en Allemagne », *Notre Temps*, n°95, 21/06/1931, col.294.

1290 Guy Crouzet, « Chronique des jeunes équipes », *Notre Temps*, n°86, 19/04/1931, col.637-638.

Partisan de l'idéal européen et opposé à la disparition du Traité de Versailles, il s'agit là d'une voix modérée assez rare que Crouzet met en avant pour redorer l'image de la jeunesse allemande en France.

Pierre Mendès France a presque interrompu sa participation à *Notre Temps* et ne livre qu'un seul article en 1931. Dans celui-ci, il pointe les interventions de l'Etat allemand dans plusieurs secteurs de l'économie, notamment l'importation de blé, la finance et les assurances et semble montrer l'intérêt de l'Allemagne pour l'économie dirigée comme remède à la crise<sup>1291</sup>. Mendès-France ne reprend une activité régulière dans les colonnes de *Notre Temps* qu'après le passage au rythme quotidien en septembre 1933. Il intervient alors en tant que député dans la rubrique « Tribune libre » et également comme expert des questions financières dans la rubrique hebdomadaire « Notre Temps financier ». Hormis quelques prises de position en faveur de l'idée européenne, Mendès France apporte à *Notre Temps* une collaboration exclusivement technique.

Dans sa rubrique « A travers les groupes » qui orne la troisième de couverture, *Notre Temps* rend compte des réceptions d'intellectuels allemands à Paris au cours du printemps 1931. La revue fait la publicité des banquets Weingartner en hommage au chef d'orchestre, ceux-ci ayant pour objectif de corriger le souvenir des incidents l'ayant empêché de jouer l'année précédente. Preuve s'il en est besoin de la proximité entre le père Julien Luchaire et son fils, *Notre Temps* relaie la venue de Thomas Mann pour une conférence à l'Institut de Coopération intellectuelle et puis la réception d'Ernst Johannsen par le GUFA. Jean Luchaire n'a pas abandonné son goût pour les conférences et il entreprend avec ses amis une intense campagne en faveur des idées européennes. Il dirige avec Robert Lange un cercle étudiant destiné à accueillir des intellectuels de passage, la Tribune internationale<sup>1292</sup>. Celle-ci propose en avril une conférence intitulée « La pédagogie et le rapprochement international » qui aborde la question de l'éducation à la paix censé préparer « le désarmement international et moral<sup>1293</sup> ». Le 18 mai 1931, elle accueille Waldemar Lentz du Groupe des Etudiants populistes de Berlin<sup>1294</sup>. En février Luchaire, Brossolette et Chabannes sont au Foyer de la Nouvelle Europe pour une triple conférence sur « Les jeunes devant l'Europe ». Dans un exposé intitulé « Sur le rôle social et international des jeunes », Silbert soutient qu'il faudrait observer un certain relativisme dans les relations internationales. Luchaire donne également une série de conférences en province. En février, il est à Périgueux puis à Toulouse, où il aborde successivement « Les coulisses de la diplomatie européenne » puis « Les nouvelles générations devant la politique européenne ». Jacques Chabannes l'accompagne et disserte sur le sujet « Y a-t-il une culture européenne ? », une

---

1291 Pierre Mendès France, « Economie et Finance », « Les progrès de l'étatisme en Allemagne », *Notre Temps*, n°110, 04/10/1931, col.184-185.

1292 Elle est créée en 1924 et constitue l'un des outils « d'éducation internationale et de propagande » propre à la FUISDN. Voir à ce propos Christine Manigand, « La Fédération universitaire internationale pour la Société des Nations. Un observatoire des jeunes relèves européennes », in Olivier Dard, Etienne Deschamps, *Les Relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre*, op. cit., p.355-369.

1293 « La Tribune internationale », *Notre Temps*, n°86, 19/04/1931, col.648.

1294 « A travers les groupes », *Notre Temps*, n°90, 17/05/1931.

conférence qu'il reproduit plusieurs fois à Paris au cours du mois suivant. A la même période, Chabannes donne un cours à l'Université populaire de Persan<sup>1295</sup> intitulé « Aspects de l'Europe centrale, Fédération danubienne ou *Anschluss*? ».

### C. Une participation allemande plurielle.

La participation allemande à *Notre Temps* en 1931 se distingue par sa pluralité, nous en rappelons ses caractéristiques générales en note<sup>1296</sup>. Il faut remarquer la présence d'auteurs allemands qui ne sont pas en relation avec le *Sohlbergkreis* et qui participent à la connaissance mutuelle entre les deux pays d'une manière absolument indépendante.

#### a) Une voix démocratique : Werner Schumann et le théâtre allemand.

La signature de Werner Schumann apporte à *Notre Temps* une voix allemande radicalement différente<sup>1297</sup>. Dans le premier des cinq articles qu'il donne jusqu'à juin 1932, Werner Schumann aborde les problèmes du théâtre allemand dans une perspective politique résolument attachée à la sauvegarde des libertés. Il constate ainsi que depuis les victoires du parti national-socialiste aux élections locales et nationales la « réaction intellectuelle<sup>1298</sup> » se développe et que les actes de censure se multiplient. Il donne l'exemple de l'interdiction du film de Remarque et des pièces de Maurice Rostand et Alfred Döblin. Il voit dans la création de divers comités contre la censure les prémises d'un vaste mouvement de défense des libertés artistiques. La manière dont il perçoit la jeunesse est certes exaltée mais elle est nouvelle dans les colonnes de *Notre Temps*. En avril il témoigne des hommages reçus par Heinrich Mann à l'occasion de ses soixante ans<sup>1299</sup>. Entre autres qualités, il lui reconnaît « le courage de dire bien des vérités amères » à l'Allemagne, celui de s'être déclaré « pour l'entente franco-allemande » alors qu'il serait attaqué par « les partis de droite [...] avec plus d'acharnement que jamais ». Schumann souligne enfin le combat d'Heinrich Mann en faveur des écrivains démunis. En juillet, alors qu'il figure désormais comme correspondant de *Notre Temps* à Hanovre, Schumann exprime les difficultés financières du théâtre en Allemagne eu égard à la crise et à la baisse des subventions<sup>1300</sup>. Il retrace l'histoire du *Volksbühne* depuis le XIXe siècle et met en évidence ses points communs avec le théâtre en France et son apport à la culture allemande. Il insiste sur son approche populaire et l'organisation en son sein d'une « communauté sur une base démocratique ». Schumann relate le mois suivant

---

1295 En Seine-et-Oise, aujourd'hui Val-d'Oise.

1296 Comme nous l'avons indiqué en début de chapitre, la participation allemande est en nette hausse en 1931 et vingt-quatre des cinquante-et-un numéros comportent des signatures germanophones. Avec dix-sept auteurs de langue allemande dont douze nouveaux et trente-et-un articles *Notre Temps* alimente de manière croissante le débat en faveur du rapprochement franco-allemand. Il faut noter l'absence de livraison purement littéraire. Tous les articles ont vocation à informer en apportant des données utiles au rapprochement, si ce n'est politique du moins culturel.

1297 Werner Schumann, « Pour la liberté de l'art », *Notre Temps*, n°78, 22/02/1931, col.327-328.

1298 *Ibid.* col.328.

1299 Werner Schumann, « Les soixante ans d'Henri Mann », *Notre Temps*, n°86, 19/04/1931, col.645-648.

1300 Werner Schumann, « Le théâtre populaire en Allemagne », *Notre Temps*, n°98, 12/07/1931, col.423-425.

le déroulement du Congrès des associations pour le Théâtre populaire de Würzburg. Chaque orateur aurait insisté sur les qualités propres du Théâtre populaire parmi lesquelles son pacifisme, sa soif de liberté, son apport à la culture et à la conscience des citoyens. Schumann le présente ainsi comme un mouvement libre, pacifique et décidé à lutter contre « les puissances de réaction<sup>1301</sup> ». Le communiqué final adresse un appel solennel aux autorités publiques allemandes pour qu'elles garantissent « les besoins indispensables de l'esprit » et reconnaissent que le théâtre participe « à l'éducation et la vie du pays ».

L'apport de Schumann est particulier parce qu'il défend ouvertement un lien indissociable entre culture et liberté mais également parce qu'il se situe en retrait du débat sur le rapprochement franco-allemand. Il s'en tient à l'exposé de la situation du théâtre en Allemagne et ne participe ni aux débats sur les rapports entre les deux pays ni à ceux sur les formes de l'Europe future. Sa participation n'en possède pas moins une réelle signification politique et, quoique secondaire dans les colonnes de *Notre Temps*, elle est représentative de l'Allemagne démocratique.

b) Expliquer l'Allemagne sans instrumentalisation.

Walter Engesser signe ici son troisième article pour l'année 1931<sup>1302</sup>. Avant de proposer le mois suivant un tableau complet de la situation politique allemande, il entend défendre ici l'image de la jeunesse allemande en donnant des raisons à son engagement extrémiste. Depuis vingt ans, l'avenir se réduirait pour elle au lendemain.

« La jeunesse allemande dont une grande partie adhère – à un point qui doit même nous donner des craintes – aux partis extrémistes, a commencé à oublier l'insouciance de l'enfance ... [pendant la guerre]. »

Pour mettre en lumière le désarroi de la jeunesse, Engesser revient sur le poids de la défaite et les espoirs déçus de la Révolution et de la République.

« Depuis 1919 on a toujours espéré une évolution, une victoire de la raison, de la vérité et de la justice. »

Il met sur un plan d'égalité l'extrémisme communiste et national-socialiste. La jeunesse qui n'a connu que la guerre, puis le désordre et le chômage se tournerait vers les extrêmes par perte d'espoir.

« La jeunesse allemande a besoin de pain, de travail et d'espérer une existence humaine. Elle a besoin en outre qu'on lui prouve que la foi en le progrès continue à être justifié. »

La mise en perspective de l'engagement des jeunes Allemands se distingue par la volonté d'Engesser de résister au parti pris. Une réelle honnêteté transparait et indique sa volonté d'informer le public français sans exagérer ni minimiser les dangers de la situation en Allemagne.

Les progrès du mouvement national-socialiste suscitent d'autres tentatives

---

1301 Werner Schumann, « Le théâtre populaire contre la réaction dans le domaine intellectuel », *Notre Temps*, n°102, 09/08/1931, col.598.

1302 Walter Engesser, « La jeunesse allemande et l'extrémisme », *Notre Temps*, n°111, 11/10/1931, col. 207-208.

d'explication notamment celles de Rudolf Friedmann. En mai, il propose une interprétation reposant les identités religieuses comparée des Allemands et des Français<sup>1303</sup>. Il propose ensuite une analyse sociale penchée sur la situation de l'Université outre-Rhin<sup>1304</sup>. Il justifie l'adhésion de la jeunesse au parti d'Hitler par la tendance à la paupérisation des étudiants.

« L'Étudiant est devenu prolétarien. Il travaille dans les usines et même dans les mines, il mange peu et mal, il accepte n'importe quel travail pour pouvoir continuer ses études jusqu'à l'examen<sup>1305</sup>. »

Ceux-ci entameraient une carrière universitaire non par « l'amour du savoir » mais dans le but « d'échapper à la misère », une tactique décrite comme vaine face à l'ampleur du chômage.

« Le seul espoir paraît donc à ces jeunes gens l'arrivée au pouvoir des Hitlériens. »

Friedmann reconnaît leur capacité à séduire la jeunesse en lui redonnant espoir mais reste très critique envers les nationaux-socialistes.

« D'autant que la philosophie des nationaux-socialistes (si on veut faire l'honneur du mot à cette conception de vie) leur enseigne qu'il n'y a pas de progrès. »

Le discours antiscientifique porterait auprès d'étudiants ne considérant l'Université que comme un pis-aller dans la crise.

« Ce n'est qu'en somme la lutte désespérée d'une classe pour son existence car le nombre d'ouvriers dans le parti est infime malgré tous les efforts d'Hitler de se présenter comme champion du peuple. »

*Notre Temps* publie un texte d'Ernst Johannsen récemment invité pour une conférence par la Ligue Internationale des Combattants de la Paix. A la suite de celle-ci, l'auteur de *Quatre de l'infanterie*, adapté au cinéma par Pabst, a été insulté par la *Deutsche Allgemeine Zeitung*. Il réitère ses déclarations de la salle Wagram et se prononce nettement contre les manifestations extrémistes en Allemagne. Toujours favorable à une entente internationale, Johannsen se défend de vouloir justifier le mouvement national-socialiste, il espère seulement que le contact franco-allemand ne soit pas rompu à cause des extrémistes.

« « Ne condamnez pas le peuple allemand en bloc. Ne le jugez pas d'après ses nationalistes. »

Il demande alors à la France de comprendre le succès hitlérien comme la résultante de la défaite et de la grave crise qui touche le pays.

A l'occasion du douzième anniversaire de la Constitution allemande, Engesser cite le discours officiel du Ministre des Finances Hermann Dietrich et le commente favorablement<sup>1306</sup>. De l'avis d'Engesser, Dietrich aurait sous-entendu que le gouvernement Brüning défendrait « les bases démocratiques de la République » et qu'il serait décidé à sauvegarder « la constitution la plus libre que le monde

---

1303 Rudolf Friedmann, « Antithèse allemande et française », *Notre Temps*, n°89, 10/05/1931, col.44-46.

1304 Rudolf Friedmann, « Le prolétariat universitaire en Allemagne », *Notre Temps*, n°95, 21/06/1931, col.285-286.

1305 *Ibid.* col.286.

1306 Walter Engesser, « La route est libre pour Brüning », *Notre Temps*, 06/09/1931, n°106, col. 9-12.

connaissse ».

« On peut considérer le plébiscite du 9 août comme une manifestation populaire en faveur de Brüning et, en même temps, comme un acte de foi en la démocratie<sup>1307</sup>. »

Engesser transmet l'image d'un peuple allemand profondément engagé en faveur de la démocratie. Ainsi il refuserait « les théories économiques des bolchevistes et des nationaux-socialistes ». Cependant, son optimisme atteint ses limites lorsqu'il évoque les électeurs indécis. La République allemande ferait face à trois groupes distincts, « la majorité loyale », « les révolutionnaires de droite et de gauche » et « le groupe des déracinés qui espèrent l'anarchie<sup>1308</sup> ». Engesser encourage néanmoins le rapprochement franco-allemand. Pour que celui-ci reste « loyal », chacun devrait abandonner la « politique de l'obstination<sup>1309</sup> ». L'Allemagne devrait ainsi donner de réelles garanties financières à son créancier et la France ne devrait exiger aucune garantie politique en l'échange de son aide financière. Malgré un tableau de la situation économique et sociale des plus alarmants dans lequel il envisage « 8 millions de chômeurs », Engesser pense que Brüning est encore solidement installé au pouvoir. A la fin de l'année 1931, Engesser propose à *Notre Temps* un exposé très détaillé de la situation politique allemande<sup>1310</sup>. Il revient sur les circonstances qui ont entouré la naissance du second cabinet Brüning et notamment sur la journée du 11 octobre où, d'une part, l'opposition nationaliste s'est réunie à Bad Harzburg et, d'autre part, Schacht, l'ancien président de la Reichsbank, s'est publiquement opposé au gouvernement et à sa politique financière<sup>1311</sup>. Dans un langage guerrier il se félicite de l'échec de « l'attaque brusquée menée par Schacht ». Alors que « les armes [étaient] rassemblées à Harzburg », « le sergent-mitrailleur Brüning gagnait au front la croix de fer<sup>1312</sup> ». Il analyse ensuite la situation de chaque parti et leurs stratégies propres face au Cabinet Brüning.

c) Les démocrates plaident également l'amélioration du sort de l'Allemagne.

Engesser met en avant la portée européenne du rapprochement franco-allemand<sup>1313</sup>. Il applaudit à l'initiative du Manifeste contre les excès du nationalisme de *Notre Temps* et du plan proposé par Wladimir d'Ormesson. Elles auraient eu « le mérite d'arracher le problème du rapprochement franco-allemand au domaine des choses mortes, pour ne pas dire des projets oubliés ». Parmi les adversaires du rapprochement franco-allemand, il identifie en un amalgame saisissant *Le Temps*, *Le Journal*, le *Völkischer Beobachter* et les journaux de Hugenberg. Pour Engesser, le rapprochement franco-allemand n'a de sens que s'il est destiné à améliorer le sort du continent.

« La vie même de cet organisme nous importe plus que l'un de ses organes. »

---

1307 *Ibid.* col.9.

1308 *Ibid.* col.10.

1309 *Ibid.* col.11.

1310 Walter Engesser, « L'Allemagne et la menace de l'hiver », *Notre Temps*, 22/11/1931, n°117, col. 447-450.

1311 Frédéric Clavert, *Hjalmar Schacht, financier et diplomate (1930-1950)*, Peter Lang, 2009, p.132-133.

1312 Walter Engesser, « L'Allemagne et la menace de l'hiver », *Notre Temps*, 22/11/1931, n°117, col. 447.

1313 Walter Engesser, « Nous progresserons », *Notre Temps*, n°87, 26/04/1931, col. 655-658.

Engesser fait ainsi figure d'européen convaincu et s'il reconnaît l'omniprésence de « l'égoïsme national », il ne conçoit comme « seul admissible<sup>1314</sup> » que celui liant le sort du pays à celui du continent. Engesser considère que la politique ne peut résoudre les questions en suspens dans le sens où elle fait jouer davantage des réflexes affectifs qu'une analyse rationnelle. A l'inverse l'économie offrirait des progrès notoires. Aussi recommande-t-il de procéder à une union douanière franco-allemande, « premier stade de la Paneurope dans le domaine économique<sup>1315</sup> ». Un autre argument qui justifierait l'union économique franco-allemande est « l'essor dangereux de la puissance économique russe », une menace qui nécessiterait d'agir vite avant que le « bolchevisme oriental » ne porte atteinte à « la culture occidentale ». Engesser fait ensuite remarquer qu'il serait impératif que l'Allemagne retrouve toute « sa souveraineté ». Ce sont « les patriotes, les partisans de l'entente » qui réclameraient que les traités soient examinés « aux lumières de la raison et de la libre discussion ». Dans cette révision des traités, dont on comprend qu'elle constitue pour lui une des étapes du rapprochement, Engesser reconnaît que la France devrait faire un effort supérieur à celui de l'Allemagne. Et le risque qu'il comporte devrait être pleinement assuré par la France. Quant à l'effort allemand il consisterait à rester honnête, dans le rôle de l'associé et de l'égal de la France. Engesser assure que pratiquer une telle « politique d'entente » garantirait des résultats importants à commencer par la consolidation du gouvernement Brüning. Il prend à son compte l'argument selon lequel l'évacuation rhénane intervint trop tard pour offrir « l'influence morale » espérée. Et sa conclusion résolument optimiste quant à l'avenir politique immédiat en Allemagne justifie un peu plus l'idée d'un engagement français au service de l'Allemagne.

Waldemar Bellon poursuit en 1931 la promotion du rapprochement franco-allemand<sup>1316</sup>. Le ton qu'il emploie est sensiblement différent et il semble que la conjoncture toujours plus délicate le porte à défendre à son tour les réclamations allemandes. Il existerait en Allemagne un intérêt constant pour la France et une volonté de « s'adapter à la mentalité française ». A l'inverse la France ne ferait pas un effort suffisant. Il aborde longuement les difficultés économiques allemandes et comprend l'interprétation négative du peuple allemand vis-à-vis de la France suite à son opposition au projet d'union douanière austro-allemande. Il dessine une Allemagne au bord de la catastrophe et met en parallèle les chiffres du chômage et ceux des succès de Hitler.

« La France a le pouvoir de nous aider ou de nous rejeter dans l'abîme où doit nous conduire l'extrémisme de droite ou de gauche. »

En écho à l'annonce du moratoire Hoover, Bellon demande avec détermination d'envisager une révision du plan Young.

---

1314 *Ibid.* col. 655.

1315 *Ibid.* col. 656.

1316 Waldemar Bellon, « Lettre d'Allemagne », « Les relations franco-allemandes », *Notre Temps*, n°96, 28/06/1931, col. 357-358.

d) Le rapprochement franco-allemand au service des exigences allemandes.

Plusieurs des signatures allemandes interviennent exclusivement en 1931 pour faire valoir, à travers le rapprochement franco-allemand, les réclamations allemandes. Le propos insiste sur les points sur lesquels la France pourrait intervenir de manière conciliante afin d'atténuer la crise politique européenne. Dans le premier de l'année 1931, Hans Hartmann et Rudolf Junges illustrent ce discours exclusivement porteur de réclamations. L'article de Hans Hartmann intitulé « La Jeunesse et la nouvelle Europe<sup>1317</sup> » est un extrait de son dernier ouvrage dans lequel il identifie une « jeune génération européenne<sup>1318</sup> ». L'auteur se pose en porte parole de cette jeunesse et lui confère entre autres idées celle de souffrir « que les nations, contrairement au véritable sentiment des peuples, continuent à s'armer sous le masque de la démocratie ». C'est à ce propos qu'il cite *Notre Temps* et *La Renaissance* comme les représentants en France de ce désir de réformes. Il connaît bien ce courant au sein des relèves françaises car il a livré un compte rendu d'*Une Génération réaliste* pour le *Berliner Tageblatt* en juillet 1929<sup>1319</sup>. Il s'appuie sur les portraits typiques du jeune Allemand et du jeune Français dont les nombreux préjugés caricaturaux dessinent un écart profond entre les deux. Par son esprit « logique et lucide », le jeune Français serait porté à croire à « la réalisation des idées » et serait pour l'heure confronté au « problème de la pensée et de l'action<sup>1320</sup> ». De même que les jeunes français devenus « réalistes » ne se laisseraient plus « hypnotiser par les formules », Hartmann croit à une prise de conscience grandissante « des clichés qu'emploient les parlementaires pour tromper le peuple<sup>1321</sup> ». L'Allemand, « plus sceptique », serait en quête d'idéal et souffrirait de voir le pays livré aux profiteurs. Au-delà des idées difficiles à interpréter avec justesse, Hartmann dresse le portrait d'une jeunesse allemande avide d'agir, pleine de résolution et de force. Sa conclusion affirme que la jeunesse est prête à s'engager en faveur de l'Europe, « un devoir » que l'auteur associe pleinement à la « mission nationale ». Cet article montre combien les Allemands ont connaissance de l'actualité politique française et l'utilisent pour propager l'image d'une jeunesse allemande sensiblement nationaliste. Raymond-Raoul Lambert qui traduit le texte et commente l'ouvrage la semaine suivante se garde bien de distinguer les idées de Hartmann en matière de réforme politique. Il retient seulement chez la jeunesse allemande « une profonde volonté d'agir, avant qu'il ne soit trop tard, pour sauver de la décadence la civilisation occidentale<sup>1322</sup> ». Pour lui, la proximité des idées de Luchaire et de Hartmann prouve la validité du rapprochement des jeunes franco-allemandes. Ces deux articles appuient l'interprétation personnelle de Luchaire lorsqu'il distinguait au Sohlberg une « nouvelle génération » allemande très similaire

---

1317 Hans Hartmann, « La Jeunesse et la Nouvelle Europe », *Notre Temps*, n°71, 04/01/1931, col.8-10.

1318 Hans Hartmann, *Die junge Generation in Europa*, Der Neue Gast Verlag, Berlin, 1930. Il est également l'auteur d'une étude sur Spengler, *Oswald Spengler und Deutschlands Jugend*, Greifenverlag, Rudolstadt, 1925.

1319 Claude Lévy, *Les nouveaux temps...*, op.cit., p.11.

1320 Hans Hartmann, « La Jeunesse et la Nouvelle Europe », *Notre Temps*, n°71, 04/01/1931, col.8. En italique dans le texte.

1321 *Ibid.* col.8.

1322 Raymond-Raoul Lambert, « La jeune génération allemande », *Notre Temps*, n°72, 11/01/1931, col.78.



à celle décrite par lui en France. Il est intéressant de noter la proximité idéologique qu'Hartmann perçoit entre une jeunesse allemande qui se détournerait de la démocratie et les efforts d'une partie de la sphère « réaliste » en faveur de la réforme de l'Etat. On comprend que son propos pour être persuasif entend coller au maximum avec certaines idées chères à *Notre Temps*. Hormis l'effet tactique, il pourrait également s'agir d'une reconnaissance chez Luchaire et chez d'autres la volonté de dépasser le cadre de la politique traditionnelle et par là la démocratie.

Hartmann s'est inspiré des idées de Luchaire pour décrire la jeunesse française dans son ouvrage. Il les interprète et les place au service d'une position antidémocratique et nationale. Quand Raymond-Raoul Lambert constate une proximité de vue entre Luchaire et Hartmann, il néglige de prendre en compte le facteur politique. Ainsi les membres de *Notre Temps* appuyant le rapprochement des deux jeunesses se trouvent progressivement amenés à défendre l'intégrité des nations au lieu du projet d'union européenne. Luchaire qui a toujours placé l'objectif au dessus des idées ne peut s'offusquer des mesures envisagées par la jeunesse allemande.

Le 4 janvier 1931, Rudolf Junges signe son troisième article. Jusque là rapporteur d'événements intéressant le rapprochement franco-allemand, il exprime pour la première fois son avis personnel sur la question. Regrettant la méconnaissance de la jeunesse allemande en France il se propose d'« éclairer ceux qui cherchent à comprendre les préoccupations de notre jeunesse<sup>1323</sup> ». Il retrace l'histoire du *Jugendbewegung* depuis le XIX<sup>ème</sup> avec à sa base le *Wandervögel* et son influence désormais prégnante sur tous les groupements confessionnels et politiques. Junges véhicule lui aussi l'image d'une jeunesse unie en faveur du pays.

« Tout le monde, même les socialistes [...] ont reconnu le principe de la patrie allemande<sup>1324</sup>. »

Il offre ensuite un tableau très documenté de la répartition de la jeunesse allemande parmi une multitude de groupements. L'enseignement principal est la très grande incorporation de la jeunesse dans ces organisations, ce qui pourrait refléter l'inverse de la situation française. En conclusion, Junges espère la fin de la crise allemande, « avant soixante-huit ans », l'assimilant par là à l'observance du Traité de Versailles. Il imagine alors l'accord de la jeunesse allemande avec ses homologues européennes pour « vivifier la civilisation occidentale [...] pour le bien de la patrie et le salut de l'Europe<sup>1325</sup> ». Junges a clairement défini ses objectifs ; révision complète du Traité de Versailles, égalité juridique en Europe et modification des frontières en faveur de l'Allemagne, autant de préalables à un projet de Fédération des Nations européennes. Les différences avec le projet européen tel que l'imaginent ses partisans français et tel que l'imaginait *Notre Temps* jusqu'alors sont telles qu'il est difficile d'imaginer un accord possible sur ces bases respectives.

---

1323 Rudolf Junges, « L'organisation de la jeunesse allemande », « Lettre d'Allemagne », *Notre Temps*, n°71, 04/01/1931, col.35.

1324 *Ibid.* col.36.

1325 *Ibid.* col.40.

Junges signe à quatre reprises cette année là dans *Notre Temps*. Il revient en février et présente un nouveau plaidoyer *pro domo*. Alors que l'année 1930 n'aurait apporté que « des catastrophes pour l'Allemagne », Junges émet le souhait « que 1931 permette au vieux continent de prendre conscience de la détresse de l'Allemagne<sup>1326</sup> ». Il le fait suivre d'un hommage particulièrement appuyé<sup>1327</sup> à Luchaire pour sa lecture lumineuse des « sentiments qui animent l'Allemagne », notamment dans son éditorial du 7 décembre précédent<sup>1328</sup>. Junges assure que l'Allemagne serait animée d'une réelle volonté de paix et développe plusieurs arguments pour répondre à la crainte qu'inspirent les organisations paramilitaires telles que SA, Casque d'Acier et Bannière d'Empire Noir-Rouge-Or. Celles-ci représenteraient « des tendances qui ne peuvent être comprises que par des Allemands ». Sans armements, elles ne seraient que des « sections de défense des partis » et par là les symptômes d'une maladie infantile atteignant « le jeune parlementarisme allemand<sup>1329</sup> ». Pour résoudre la méfiance persistante entre France et Allemagne, Junges invite la France à réduire ses efforts militaires car mêmes défensifs, ils porteraient le germe d'une attaque possible. Il l'appelle ensuite à accomplir « le geste de la générosité » à même de garantir la confiance et la coopération. Sur ce point, il félicite Luchaire pour sa proposition de créer une zone démilitarisée en France équivalente à celle prévue sur la rive gauche du Rhin par le Traité de Versailles. Il sait gré à Luchaire d'interpréter avec justesse les déclarations publiques de Curtius et Brüning, de faciliter la compréhension des protestations « à juste titre contre les nombreuses et dures injustices du Traité de Versailles<sup>1330</sup> » et de faciliter ainsi le « travail ardu des républicains » allemands. La question des réparations pourrait par ailleurs être grandement facilitée selon Junges si un réel effort de désarmement de la part de la France décidait les Etats-Unis à réduire leurs dettes de guerre. A propos des frontières germano-polonaises, Junges n'attend rien d'autre que la réparation de « l'injustice faite à l'Allemagne ». Il prononce finalement un vibrant plaidoyer en faveur de l'*Anschluss*. C'est d'ailleurs son principal motif d'espoir vis-à-vis du projet européen. Il imagine ainsi que la constitution de « la Fédération des Etats égaux d'Europe<sup>1331</sup> » consacre en premier lieu la réunion de l'Autriche et de l'Allemagne. Junges dit croire « avec Luchaire » en un avenir qui ferait la part belle aux conceptions nationales. Luchaire ne s'est pas officiellement prononcé en faveur d'une telle conception européenne, Junges interprète à son profit les bons offices de Luchaire dans le rapprochement franco-allemand. Mais cette assimilation aux conceptions nationales allemandes n'entraîne chez lui aucune protestation. C'est une indication supplémentaire de l'abandon progressif du principe

---

1326 Rudolf Junges, « Souhaits allemands en 1931 », *Notre Temps*, n°77, 15/02/1931, col.252.

1327 « Il me sera permis, ici, d'exprimer avec plaisir, au nom de la jeune génération d'Allemagne, prête à l'entente, la gratitude et la reconnaissance que nous devons à un homme qui, comme bien peu de ses compatriotes, a réussi à analyser avec un sentiment profond des réalités et un honnête désir de comprendre qui forcent l'admiration, les sentiments qui animent l'Allemagne aujourd'hui. » *Ibid.* col.252.

1328 Luchaire, « L'avenir des relations franco-allemandes », *Notre Temps*, n°67, 07/12/1930, col.361-366. Luchaire y défend chacune des revendications allemandes, voir *supra*.

1329 Rudolf Junges, « Souhaits allemands en 1931 », *Notre Temps*, n°77, 15/02/1931, col.253.

1330 *Ibid.* col.254.

1331 *Ibid.* col.255.

de souveraineté européenne qu'il défendait en septembre 1927<sup>1332</sup>.

En février 1931, l'article de W. Hertel reprend un schéma d'explication désormais bien rôdé<sup>1333</sup>. En informant le public français des difficultés économiques auxquelles est confrontée l'Allemagne, l'objectif principal est de promouvoir un moratoire ou une cessation des paiements. Il plaide en faveur d'une diminution des réparations afin de relever l'économie allemande et de diminuer d'autant l'influence des partis extrêmes. Si la crise est mondiale, il s'y ajouterait en Allemagne la particularité du « manque d'argent ». Hertel dresse alors la liste des pertes de l'Allemagne dues au Traité de Versailles, à l'inflation et à l'occupation de la Ruhr et aux paiements annuels prévus par le Plan Young et juge que l'urgence pour son pays serait de reconstituer son capital.

« On doit être convaincu en effet, et les puissances doivent lentement s'accoutumer au fait que toute la politique du cabinet actuel, fondée sur un assainissement de la vie économique, serait illusoire si le fardeau que les réparations font peser sur l'Allemagne n'était pas encore allégé<sup>1334</sup>. »

Face au danger d'un extrémisme politique nourri par la crise, la paix elle-même commanderait de réduire les réparations.

« Il est évident que la crise intérieure de l'Allemagne reste la raison principale des progrès réalisés par les partis extrêmes. Par conséquent, si les dangers économiques diminuent, les dangers extrémistes diminueront en même temps<sup>1335</sup>. » Dans le même esprit, le projet européen dépendrait entièrement de la capacité de l'Allemagne à « retrouver sa paix intérieure ».

En novembre, Junges esquisse un bilan après la visite récente de Laval et Briand à Berlin<sup>1336</sup>.

« [...] il est de la plus haute importance de rechercher ce qu'au point de vue extérieur l'Allemagne est en droit d'attendre de la France. »

La position du demandeur est tellement bien intégrée par Junges qu'il ne prend pas même la peine d'imaginer ce que la France serait en droit d'attendre de l'Allemagne. Il apparaît évident que les modes de réflexion utilisées dans les premiers temps du rapprochement ne sont plus d'actualité. Lors de ses discussions avec les journalistes français, il aurait entendu une longue liste de reproches qu'il qualifie de « préjugés habituels que le Français modéré nourrit à l'égard de l'Allemagne ». Et plutôt que de devoir les justifier un à un, Junges préfère revenir sur le travail qui permettrait d'« écarter le danger des vieux préjugés<sup>1337</sup> ». Junges a visiblement ménagé des rendez-vous avec des personnalités de choix à même de convaincre la délégation de journalistes français. En matière de colonisation, la discussion a lieu avec un représentant d'une compagnie coloniale. Junges a ensuite prévu une rencontre avec le Dr. Otto Kriegk<sup>1338</sup>, chef du bureau de presse du parti

---

1332 Luchaire, Roche, « La Discipline européenne », *Notre Temps*, n°4, 09/1927, p.122.

1333 W. Hertel, « Lettre d'Allemagne », « La situation économique en Allemagne », *Notre Temps*, n°78, 22/02/1931, col.325-327.

1334 *Ibid.*, col.326.

1335 *Ibid.*, col.327.

1336 Rudolf Junges, « Après les conversations de Berlin », *Notre Temps*, n°114, 01/11/1931, col.324-326.

1337 *Ibid.*, col.324.

1338 Il est le futur homme de confiance de Goebbels.

Deutsch-National. Celui-ci attend l'arrivée au pouvoir de Hugenberg, « le seul à pouvoir prouver qu'il peut appliquer un programme », et ce dans la perspective d'une alliance avec Hitler. C'est ainsi que Junges utilise presque une demi page de *Notre Temps* à la présentation de la politique nationaliste allemande. C'est ensuite au tour du Dr. Vockel, secrétaire général du *Zentrum*, de se prononcer pour une politique financière plus favorable à l'Allemagne. Après le Dr. Grautoff, président de la *Deutsch-Französische Gesellschaft*, les journalistes français ont rencontré Rudolf Breitscheid, un spécialiste des questions extérieures au SPD. Selon Junges, Breitscheid interrogé sur l'entente franco-allemande aurait répondu de la même manière qu'Otto Kriegk.

« Une seule chose peut nous servir : l'annulation de toutes les dettes par l'Amérique et en France la disparition de tous les doutes au sujet de la bonne volonté de l'Allemagne. Seuls, les scrupules de la France permettent aux extrémistes de gagner du terrain en Allemagne<sup>1339</sup>. »

Il est difficile de savoir si c'est Junges ou Breitscheid qui s'exprime ici, toujours est-il que cette formule conclue l'article en rendant la politique française responsable de l'extrémisme allemand. L'article offre ainsi l'image d'une certaine unanimité en matière de politique internationale après avoir modéré les manifestations nationalistes et des prétentions militaires allemandes. Un an auparavant, lorsque Junges se félicitait des progrès du rapprochement franco-allemand lors des activités de la DFG à Berlin, il n'était pas encore question de détailler ses implications. En 1931, sa signification pour ses promoteurs allemands ne fait plus guère de doute.

e) Conclusion sur la signification du « rapprochement franco-allemand » en 1931.

L'effort de précision du sens du rapprochement franco-allemand est d'abord le fait des signataires allemands. Malgré l'approche résolument « objective » des membres de *Notre Temps*, la finalité du rapprochement est exclusivement politique. Les discussions devraient être menées dans un état d'esprit compréhensif et les auteurs allemands évoquent indifféremment « la confiance », « la franchise », « l'honnêteté » et finalement la volonté de s'entendre dont les deux partenaires devraient faire preuve. L'approche sentimentale et psychologique de *Notre Temps* contraste fortement avec l'attitude pragmatique et exigeante des Allemands. A travers les réclamations adressées aux Français, ils sont finalement les seuls à exprimer un discours positif. Les Français s'en tiennent quant à eux à des sermons concernant la politique française depuis la fin de la guerre. Ils sont marqués par la mauvaise conscience alors que le Traité de Versailles et la crise économique tendent à faire de l'Allemagne une victime des événements internationaux. Les promoteurs français du rapprochement intellectuel se montrent finalement incapables d'établir une relation équilibrée et contractuelle.

---

1339 *Ibid.*, col.326.

## II. La politique extérieure dans *Notre Temps* en 1931.

Pour rendre compte du traitement de politique extérieure dans *Notre Temps* nous avons choisi de comparer les lignes suivies par Brossolette et Luchaire. Ils sont les deux signatures attitrées de politique internationale rédigeant chacun un éditorial, pour Luchaire en tête de numéro et pour Brossolette dans la rubrique « La Jeune Europe ». Ils sont reconnus comme des spécialistes des relations internationales et donnent à la revue cette « épaisseur » par la qualité de leurs exposés et la hardiesse de leurs propos. A eux deux, ils offrent également aux lecteurs de *Notre Temps* une complémentarité qui est le fruit tant de choix éditoriaux que d'une conscience politique tout à fait différente. En effet, entre le socialiste Brossolette et l'« évolutionniste » Luchaire, détaché des partis comme des doctrines, la perception des événements européens ne peut être la même. L'étude comparée des deux lignes de 1930 à 1934 doit mettre en lumière la pluralité des opinions de politique internationale sous couvert d'une unanimité en faveur de la politique de Locarno.

*Notre Temps* est habituellement présenté comme la revue à la pointe du rapprochement franco-allemand. Or il faut pouvoir en distinguer les conceptions, les objectifs et les valeurs mobilisées, ainsi que les différentes temporalités pour comprendre ce que signifie l'expression générique de « rapprochement franco-allemand ». Il faut tenir compte de son entrelacement avec les questions qui sous-tendent les relations franco-allemandes à savoir le désarmement et les réparations. Elles s'inscrivent toutes les deux dans un processus évolutif qui correspond à la remise en cause du Traité de Versailles. Les Français ont l'espoir d'apporter des réponses aux réclamations allemandes par le biais de projets visant à organiser la sécurité en Europe et à créer une union continentale tantôt dénommée « Fédération européenne » tantôt « Etats-Unis d'Europe ». Bien que le nationalisme repousse toujours plus loin ces projets ambitieux, le rapprochement franco-allemand perdure dans la recherche d'une discussion d'ensemble avec l'Allemagne. Les points de négociation, « concessions » pour les uns ou impératifs à sauvegarder pour les autres, évoluent au gré des événements dans la tension qui se crée chez ces militants pacifistes entre la crainte de la guerre et la défense de leurs idéaux.

### A. Brossolette ou le respect du droit face à l'actualité internationale.

Une lecture serrée et exhaustive des articles de Luchaire et Brossolette révèle les arguments et les idées sur lesquelles leurs thèses s'appuient. Le credo initial de *Notre Temps* en termes de politique internationale consacre une diplomatie nouvelle, celle pratiquée au grand jour à Genève, ainsi qu'une marche en avant vers une internationalisation des questions politiques et économiques qui trouverait sa consécration dans la naissance des Etats-Unis d'Europe. Luchaire et Brossolette partagent globalement cette approche mais ils se positionnent indépendamment l'un de l'autre devant les événements. Aussi est-il intéressant de voir les points de rapprochement et de divergence à mesure que les problèmes se posent et de mettre en évidence les principes mobilisés et les objectifs propres à chacun. En 1931, le

propos de Brossolette s'articule principalement autour du désarmement, des relations franco-allemandes et du débat de politique extérieure en France. Luchaire, lui, semble esquisser un projet politique dont le point central serait la Fédération européenne ou du moins une organisation collective des nations européennes.

a) La politique de désarmement.

La question du désarmement est centrale en 1931 car chacun attend avec un mélange d'anxiété et d'espoir la Conférence qui s'ouvre finalement en janvier 1932. Cette question s'invite dans toutes les discussions, à la Chambre comme dans la presse. Que l'on envisage les rapports de la France avec les Etats-Unis ou avec ses voisins européens ou bien que l'on examine le fonctionnement de la SDN, aussitôt la question du désarmement réapparaît. Prévue par les Traités de paix avec si peu de précision qu'elle paraissait aisément relégable, la question revient dans le prolongement des accords de Locarno. Au niveau international, le débat est d'abord porté par l'Allemagne et l'URSS<sup>1340</sup> selon une stratégie diplomatique visant à déstabiliser les puissances occidentales. En outre, le pacifisme diffus qui irrigue la société française<sup>1341</sup> encourage la recherche d'une avancée sur cette question. L'idée d'un consensus dans la population en faveur d'une politique de conciliation est ainsi régulièrement mobilisée dans les discours.

Brossolette se penche sur la question du désarmement tout au long de l'année 1931. Quatorze articles y sont directement consacrés, soit près d'un tiers de ses quarante sept livraisons en 1931. Sa position ne varie pas, il défend inlassablement le principe d'une réduction, et ce dès le premier numéro de l'année. A la suite d'une déclaration récente d'Henry de Jouvenel, Brossolette recommande à la France de proposer non un plan de limitation mais de réduction. Maurice Vaïsse explique la distinction fondamentale entre la réduction qui implique une diminution des armements et la limitation qui pourrait encore signifier augmentation si la limite est placée au-delà des stocks existants<sup>1342</sup>. Briand s'étant prononcé à Genève en faveur de la réduction, Brossolette pense voir à travers cette « promesse » un acquis définitivement accepté par la diplomatie française<sup>1343</sup>. Brossolette croit à l'accord des jeunes en France, des modérés jusqu'aux socialistes, sur un programme de politique extérieure consacrant la recherche de la conciliation et le désarmement. Il s'appuie sur un article de *Politique*, dans lequel les jeunes du Parti Démocrate Populaire ont présenté leur « programme de politique extérieure ».

« A un moment où un certain nationalisme cherche à nous enfermer dans la formule "sécurité d'abord, désarmement ensuite", il nous plaît particulièrement de voir les jeunes modérés répondre avec les socialistes : "La sécurité, ce n'est pas les armements, c'est l'arbitrage, l'assistance mutuelle et la réduction collective des armements"<sup>1344</sup>. »

---

1340 Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord : la politique française en matière de désarmement, 9 décembre 1930-17 avril 1934*, Paris, Pedone, 1981.

1341 Antoine Prost, *Les Anciens combattants et la société française*, FNSP, 1977, 3 vol.

1342 Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord : op. cit.* p.2.

1343 Brossolette, « Où l'on voit les conflits se volatiliser », *Notre Temps*, n°75, 01/01/1931, col.204.

1344 Brossolette « Un programme de politique étrangère », *Notre Temps*, n°76, 08/02/1931, col.243.

Brossolette rappelle à cette occasion son opposition à la démarche française qui conditionne le désarmement à un accord préalable de sécurité collective. En fin d'année, à l'occasion du Congrès radical, Brossolette affirme une nouvelle fois son attachement au principe de réduction. La journée consacrée à la politique extérieure aurait vu se dérouler un duel entre Pierre Cot et Edouard Herriot. Cot qui était sorti vaincu l'année précédente à Grenoble, aurait imposé ses idées à Wagram. Brossolette parle d'un « discours trop parfait pour exiger de longs commentaires<sup>1345</sup> » et se félicite de l'adoption par le Congrès de la résolution sur le désarmement. Compte tenu des progrès de la sécurité, il pense que la France devrait s'engager à une réduction de 15 à 20% de ses budgets militaires. Brossolette témoigne à plusieurs reprises de son attachement personnel à l'idée du désarmement. En février il commente le plan proposé par Wladimir d'Ormesson<sup>1346</sup>, en novembre il participe lui-même à l'élaboration d'une proposition de désarmement. Mais plus qu'en telle ou telle proposition partielle, il fonde ses espoirs sur la Conférence de Genève prévue en 1932 qu'il qualifie d'« assises historiques<sup>1347</sup> ».

#### 1. Un élément de l'organisation de la sécurité.

Contre le préalable de la « sécurité » il encourage la France à effectuer un premier geste symbolique qui pourrait être précurseur d'accords de sécurité. Brossolette rend compte au printemps des discussions entre l'Italie, la Grande-Bretagne et la France en matière de désarmement naval<sup>1348</sup>. Depuis le 23 février la Grande-Bretagne accompagne les discussions franco-italiennes en vue d'un accord de limitation des armements navals<sup>1349</sup>. Exprimant toute sa satisfaction après l'accord, il juge que c'est de bon augure pour la conférence du désarmement et le signe du début d'une ère plus favorable à la paix. Mais la question du désarmement des vainqueurs reste entière. Il s'agirait d'un impératif à mener pour ne pas encourager l'Allemagne et les pays insatisfaits à se réarmer. Il estime que refuser d'entreprendre le désarmement « serait le moyen radical d'anéantir toute espèce d'espoir de paix<sup>1350</sup> » sur le continent. Devant la pression des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne et l'opportunité de voir Mussolini s'y engager, il presse la France de régler le problème de l'impératif de sécurité. Il distingue la naissance en Grande-Bretagne d'un courant favorable au soutien de la France en échange d'un désarmement. Mais ses espoirs sont rapidement déçus. En mai, Brossolette révèle que dans l'accord naval franco-italo-britannique sont apparues « des difficultés d'interprétation assez considérables pour mettre en cause le sort même de cet arrangement ». Il juge inacceptable le silence des militaires des trois pays et attend les explications du Ministère de la Marine pour savoir qui de la France ou de la Grande-Bretagne aurait fait preuve d'exigences excessives. Vaïsse a montré que la

---

1345 Brossolette, « Le condamné de Grenoble vainqueur de Wagram », *Notre Temps*, n°116, 15/11/1931, col.433.

1346 Brossolette, « Le plan d'Ormesson », *Notre Temps*, n°77, 15/02/1931, col.279-283.

1347 Brossolette, « Sur un projet de réduction des armements aériens », *Notre Temps*, n°118, 29/11/1931, col.515.

1348 Brossolette, « L'accord naval au 1er mars », *Notre Temps*, n°80, 08/03/1931, col.397-399.

1349 Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord : op. cit.* p.92.

1350 Brossolette, « L'accord naval au 1er mars », *Notre Temps*, n°80, 08/03/1931, col.440.

conduite du désarmement était essentiellement le fait de militaires accrédités auprès des hommes politiques en tant qu'experts<sup>1351</sup>. De cette position, ils ont pu conserver le pouvoir de décision. Au passage Brossolette livre son jugement sur la place des experts en politique qui dépasse la querelle autour du pacifisme.

« Voici donc quelque temps déjà que nous étions en droit de nous demander si le règne absolu des techniciens n'était pas une pure et simple extravagance. Le conflit actuel entre la France, l'Angleterre et l'Italie semble de nature à nous confirmer singulièrement dans cette opinion<sup>1352</sup>. »

Il s'inscrit ici à l'encontre des idées de Luchaire et du discours dominant dans *Notre Temps* entre 1927 et 1930. Le contrôle politique reste pour lui une donnée imprescriptible. Après le discours de Doumergue à Nice, Brossolette se montre à la fois plus volontaire et moins exigeant que la diplomatie française<sup>1353</sup>. Le discours du Président de la République, quoique subtil, aurait enfreint la règle non écrite qui confère au chef de l'Etat une position au dessus des partis et des visions partisans. En se prononçant à mots couverts contre la réduction des armements, il indiquerait en outre que la sécurité de la France n'est pas assurée par les Traités. Doumergue entendait réagir à l'annonce du projet Curtius-Schober et appelait « la France à la vigilance<sup>1354</sup> ». Mais Brossolette se refuse pour autant au découragement. Il estime qu'avant la création d'une force armée internationale au service de la SDN, de nombreuses mesures seraient possibles pour garantir la sécurité telles que le renforcement des sanctions économiques et de l'assistance financière ou encore la ratification par l'Allemagne de l'Acte général d'arbitrage. En septembre, les débats sur le désarmement reprennent à Genève<sup>1355</sup>. Il considère que nul ne pourrait plus mettre en doute le principe de « réduction ». Après un discours retentissant de Curtius, lequel se serait distingué par « son intransigeance et son outrage », Brossolette se dit néanmoins « extrêmement éloigné » des vues du gouvernement français. En matière de désarmement, il reconnaît la « force » et la « logique » de la thèse française. Il admet toute la difficulté des limitations-réductions d'armements, la possibilité pour les esprits rusés de s'y soustraire et le fait que la guerre est toujours possible. Cependant le désarmement devrait permettre un gain psychologique avant d'aller vers une plus grande sécurité. Par ailleurs, la position de Brossolette ne dépend pas exclusivement du rapport à l'Allemagne.

« C'est seulement au prix d'une réduction massive des armements qu'on peut espérer amener des Etats comme les Pays Scandinaves ou comme l'Angleterre à contracter des obligations nouvelles ou à donner à certains articles du Covenant toute la portée désirable<sup>1356</sup>. »

Ainsi l'offre de désarmement français ne serait que le préalable à une série d'accords avec les nations européennes. Brossolette affirme ici le principe de base

---

1351 Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord* : op. cit. p.31.

1352 Brossolette, « Vieux marins, jeunes diplomates », *Notre Temps*, n°89, 10/05/1931, col.73.

1353 Brossolette, « D'une politique néfaste à une politique positive », *Notre Temps*, n° 86, 19/04/1931.

1354 Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord*, op. cit. p.105.

1355 Brossolette, « L'heure du désarmement », *Notre Temps*, n°108, 20/09/1931, col.105-107.

1356 *Ibid.* col.107.



de sa réflexion de politique internationale<sup>1357</sup>. Toujours à la recherche d'une organisation de la sécurité sur le continent, les mesures envisagées doivent permettre de combiner le maintien de la sécurité française, la réalisation d'une réduction des armements conformément au principe selon lequel la quantité est en soi un facteur de guerre, la démonstration de la volonté pacifique de la France et l'entraînement à ses côtés d'un courant de sympathie voire de coopération. L'année 1931 n'apporte guère de satisfaction en matière de désarmement. Sa déception particulièrement palpable en fin d'année est l'occasion pour lui de critiquer l'attitude du gouvernement français. Considérant le bilan de la XIIe Assemblée, Brossolette résume le travail accompli à « une insignifiante résolution sur la trêve des armements », « de platoniques considérations sur la crise économique » et « une semi-abstention dans le conflit sino-japonais ». Il dénonce une « attitude absurde et obstinément nationaliste de la France<sup>1358</sup> » à l'occasion de la publication d'un mémorandum demandant une sécurité accrue et préalable à tout effort de désarmement. Brossolette se montre même calculateur en regrettant que la France n'ait pas accueilli avec bonne grâce le projet italien. Il eut alors été possible pour elle de s'afficher en faveur du désarmement avant d'enterrer aussitôt le projet via un comité d'experts. Brossolette regrette que la France par son intransigeance offre une image négative à l'opinion publique internationale. L'année 1931 et sa succession de déconvenues internationales ont fait disparaître les bonnes perspectives que Brossolette percevait encore au premier trimestre, peu avant l'ouverture de la conférence sur le désarmement au début 1932 le climat semble peu propice à un accord.

## 2 Un outil de négociation en matière de dettes et de réparations.

A l'été 1931, en pleine crise des réparations, la menace de rupture des paiements par l'Allemagne pousse Brossolette à envisager une égale défaillance de la part de la France à l'encontre des Etats-Unis. Il s'inspire de l'avis de Léon Blum qui exprime cette thèse dans *Le Populaire*. Dans la mesure où il existerait aux Etats-Unis un courant qui soutient l'idée du lien entre le désarmement et la réduction des dettes, Brossolette encourage la France à désarmer afin d'obtenir une remise de ses dettes. Elle n'aurait « rien à perdre » d'autant que la réduction des armements lui paraît être « nécessaire » et même « inévitable<sup>1359</sup> ». Il pressent d'ailleurs une évolution négative de ces questions aussi préfère-t-il envisager un échange plutôt qu'une réduction des armements sans contreparties. A l'heure du bilan de l'année, Brossolette livre au lecteur son amertume. On sent chez lui bien plus que chez d'autres rédacteurs de *Notre Temps* une réelle déception, dont le manque d'avancée en matière de désarmement n'est qu'un élément. Brossolette regrette que face aux problèmes du continent, les Etats aient tenté de préserver des intérêts propres, et

---

1357 Brossolette a déjà affirmé ce principe au mois d'avril en défendant la politique de Locarno, « La "faillite" de la politique de Locarno », *Notre Temps*, n°85, 12/04/1931, col.604.

1358 Brossolette, « Crise à Genève comme ailleurs », *Notre Temps*, n°111, 11/10/1931, col.236.

1359 Brossolette, « La liaison nécessaire », *Notre Temps*, n°95, 21/06/1931, col.312.

n'aient pas entamé « une véritable coopération européenne<sup>1360</sup> ». Il regrette finalement que Laval n'ait pas lié la question des dettes à celle du désarmement, seul moyen pour amener les Etats-Unis plus près des conceptions françaises. Et après que la France a dit « non », Brossolette s'interroge :

« Mais pourra-t-on dire non au destin ? Et pourra-t-on tenir bon si l'on est entraîné dans le souffle impitoyable de la tempête mondiale ? Cela valait sans doute d'être mûrement délibéré<sup>1361</sup>. »

b) Une confiance maintenue dans les institutions internationales.

Brossolette affiche une confiance systématique dans les institutions internationales. En écho aux activités de la SDN ou dans le commentaire du travail de Briand Brossolette affiche une confiance de principe qui paraît parfois un peu exagérée. Le 1<sup>er</sup> janvier, il détaille les réussites de l'institution genevoise où Briand aurait accumulé les succès<sup>1362</sup>. En septembre, à l'heure de la réunion de la Commission d'études pour l'Union européenne, Brossolette prolonge auprès de ses lecteurs l'espoir d'un avenir pour le projet Briand.

« L'œuvre s'est détachée de l'homme. Elle a désormais sa vie propre. L'Europe est née<sup>1363</sup>. »

Mais les prises de position exagérément optimistes restent rares. Brossolette se plaît ordinairement à souligner tant les réussites que les échecs de la SDN. En octobre, lorsqu'il dresse le bilan de la XII assemblée, Brossolette reproche aux fonctionnaires de la SDN leur « souci d'universalité ». Sur le conflit entre la Chine et le Japon, il comprend que la SDN ne pouvait faire mieux, du fait entre autres choses de l'éloignement du conflit. Il regrette que les difficultés de la situation en Extrême-Orient aient « injustement et excessivement diminué son crédit en Europe<sup>1364</sup> ». Brossolette poursuit sa défense de l'institution genevoise contre ses adversaires. Il rappelle le succès obtenu lors du projet Curtius-Schober ainsi que sa capacité à juger avec davantage d'efficacité les questions européennes plutôt que celles mandchoues. Aussi affirme-t-il toujours son soutien au projet de désarmement et à celui d'Union européenne. A l'automne 1931, la guerre sino-japonaise mobilise les énergies. D'accord avec l'opinion publique, Brossolette admet le demi-échec de la SDN face au problème mandchou en ce sens qu'elle aurait seulement évité un élargissement du conflit. Il revient sur les réussites antérieures de la SDN notamment son intervention dans le conflit gréco-bulgare en 1925. Il lui apparaît indispensable d'« assouplir le mécanisme de la SDN<sup>1365</sup> ». Ainsi, en prévoyant de « régionaliser » la SDN, Brossolette indique qu'une création de l'Union européenne ne paraît nullement une gageure. L'épisode du projet d'union douanière austro-allemande nous révèle combien Brossolette appuie sa réflexion politique sur les institutions internationales.

---

1360 Brossolette, « Les réparations et le désarmement », *Notre Temps*, n°122, 28/12/1931, col.667.

1361 *Ibid.* col.667.

1362 Brossolette, « Où l'on voit les conflits se volatiliser », *Notre Temps*, n°75, 01/01/1931, col. 201-204.

1363 Brossolette, « L'Europe en fonction », *Notre Temps*, n°107, 13/09/1931, col.67.

1364 Brossolette, « Crise à Genève comme ailleurs », *Notre Temps*, n°111, 11/10/1931, col.237.

1365 Brossolette, « Les difficultés mandchoues de la SDN », *Notre Temps*, n°114, 01/11/1931, col.356.

## 1. La réaction face au projet Curtius-Schober.

Peu après le coup de théâtre provoqué par la publication du projet d'union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche, Brossolette réagit avec le plus grand calme. Il mène une analyse qui souligne d'abord que l'initiative austro-allemande n'est encore qu'un « projet » qui laisserait le temps pour une négociation entre les Etats européens et à la France une importante marge de manœuvre.

« C'est à nous de faire un effort pour qu'une contradiction flagrante n'apparaisse pas entre le maintien des traités, que nous soutenons, et l'abaissement des barrières douanières que nous ne préconisons pas moins<sup>1366</sup>. »

Brossolette explique que le projet Curtius-Schober limite l'indépendance de l'Autriche et qu'à ce titre, il serait contraire aux Traités et entraînerait sûrement un veto. Il juge les ministres Curtius et Schober adroits car leur projet se propose de palier l'inefficacité des tentatives européennes de réponse à la crise économique. Dans la mesure où le projet austro-allemand prévoit la suppression des barrières douanières et l'unification des tarifs douaniers, il recommande d'y joindre le maximum de pays afin de le rapprocher au maximum du projet Briand. En France, le projet Curtius-Schober est l'occasion d'une nouvelle passe d'armes entre adversaires et promoteurs de la politique de Locarno où chacun se rejette la responsabilité de l'initiative austro-allemande. Pour Brossolette, il ne fait pas de doute que cette responsabilité repose sur ceux qui ont ralenti toutes les opportunités d'entente internationale, au premier rang desquels les « superpatriotes des hauts-fourneaux et du marteau-pilon<sup>1367</sup> ». Dans cette controverse, Brossolette se place en commentateur mesuré et exige des réflexions logiques de la part des ses adversaires. Parmi eux, seul Pertinax<sup>1368</sup> aurait un discours utile au débat. Brossolette reconnaît à sa suite que le projet est « un événement grave » et qu'il « exige un examen sérieux de la situation internationale<sup>1369</sup> ». Contre les propos de la droite française qui juge Briand responsable des intentions austro-allemandes, il défend l'idée que seule la Fédération européenne aurait pu éviter l'accord austro-allemand. Et la politique de coopération européenne resterait le seul moyen d'éviter l'*Anschluss*.

« Dévaloriser les frontières pour dévaloriser les conflits, voilà ce à quoi tend la politique que nous suivons ici<sup>1370</sup>. »

Le projet Curtius-Schober s'intègre à « une vaste offensive dans l'Europe danubienne<sup>1371</sup> » à laquelle la France tente de répondre en proposant des plans d'aide économique en échange de garanties politiques. Un mois plus tard, Brossolette se prononce sur le projet austro-allemand d'union douanière avec davantage de recul. Le projet Curtius-Schober ne pourrait « sérieusement être

---

1366 Brossolette, « L'accord douanier austro-allemand », *Notre Temps*, n°83, 29/03/1931, col.517.

1367 *Ibid.* col.519.

1368 Maurice Vaisse remarque par ailleurs que les articles de Pertinax concernant le désarmement sont « remarquablement précis ». Maurice Vaisse, *Sécurité d'abord*, op. cit. p.153.

1369 Brossolette, « Toujours l'accord douanier austro-allemand », *Notre Temps*, n°84, 05/04/1931, col.555.

1370 *Ibid.* col.558.

1371 Maurice Vaisse, *Sécurité d'abord*, op. cit. p.104.

considéré comme l'amorce, quoi que puissent prétendre Vienne et Berlin<sup>1372</sup> » de l'Union économique européenne. D'accord avec les récentes déclarations de Benès devant son parlement, il admet qu'il « faudrait être aveugle pour ne pas tenir compte de la menace politique<sup>1373</sup> » qu'il contient. Brossolette est fermement opposé au projet Curtius-Schober car en tant que prélude à l'union des deux pays, sa justification économique ne serait qu'un leurre. Le réel objectif, politique, serait globalement contraire au plan Briand qui prévoit de s'opposer à tout *Zollverein* et à la hausse des droits douaniers extérieurs. Mais pour Brossolette, l'examen juridique ne suffit pas.

« Il n'en reste pas moins qu'il faut lui substituer quelque chose pour remédier à la crise économique dont souffre l'Europe et dont l'Allemagne et l'Autriche prétendent souffrir plus aucun autre pays<sup>1374</sup>. »

C'est là qu'entrerait en action la Fédération européenne en permettant la création de débouchés pour résoudre le chômage et créer un équilibre entre l'Europe agricole à l'Est et celle industrielle à l'Ouest.

« A dix ou douze on doit pouvoir négocier un système souple, fondé soit sur des tarifs préférentiels, soit sur des contingentements, et capable de stimuler à la fois l'industrie et l'agriculture du vieux monde<sup>1375</sup>. »

Brossolette affirme la nécessité pour la France d'accorder sa confiance aux accords internationaux<sup>1376</sup>. Il s'agit d'une leçon de constance comme il en avait déjà adressée une à la droite en décembre 1930 à propos de la révision des accords franco-suisse<sup>1377</sup>. Le débat de politique extérieure à la Chambre aurait montré les preuves de « l'ignorance prétentieuse » de certains députés de droite. De l'avis de Brossolette, le soutien de la SDN implique d'y recourir en cas de difficultés d'interprétation des textes. Il dénonce le peu de confiance de la droite dans les juridictions internationales et sa peur panique à l'idée de laisser Genève ou La Haye décider. Dans la mesure où le projet Curtius-Schober est soumis aux juridictions internationales, Brossolette appelle à un examen dépassionné de la situation. Si à Genève ou La Haye, le projet était accepté, il ne s'agirait alors que d'une union douanière en respect des traités. Dans le cas où le projet serait refusé, la France se devrait d'agir.

« [...] sur les ruines d'un projet d'accord auquel l'Allemagne et l'Autriche auraient le devoir de renoncer, nous n'aurions plus qu'un devoir d'humanité et de sagesse : celui de porter secours à des misères qui font souffrir des peuples et qui sont pour eux de mauvaises conseillères<sup>1378</sup>. »

---

1372 Brossolette, « Les projets européens de la France et le discours de M. Benès », n°88, 03/05/1931, col.31.

1373 *Ibid.* col.32.

1374 *Ibid.* col.32.

1375 *Ibid.* col.33.

1376 Brossolette, « Admet-on ou n'admet-on pas les juridictions internationales ? », *Notre Temps*, n°90, 17/05/1931, col.111-113.

1377 Brossolette, « Les zones franches et la révision des traités », *Notre Temps*, n°69, 21/12/1930, col.469.

1378 Brossolette, « Admet-on ou n'admet-on pas les juridictions internationales ? », *Notre Temps*, n°90, 17/05/1931, col.113.

## 2. Une conception politique de l'Europe.

Le jugement porté sur le projet Curtius-Schober révèle également chez Brossolette une conception éminemment politique de l'Europe. Après le verdict de la Cour de Justice internationale de La Haye condamnant le projet Curtius-Schober, Brossolette ne se déclare pas surpris par cette issue ayant toujours été persuadé du « danger du projet austro-allemand et du bien-fondé<sup>1379</sup> » de la thèse française. Brossolette rappelle en outre qu'il n'a jamais été partisan de la formule « économique d'abord ». Il ne pourrait y avoir de réalisations durables sans une Europe apaisée politiquement et ajoute que c'est un des principes du mémorandum français de mai 1930. Cependant il espère des progrès dans l'ordre économique, avec la circulation du blé par exemple, car l'union économique du continent constituerait sa seule chance de survie. La confiance de Brossolette dans les institutions internationales en pleine tempête provoquée par le projet Curtius-Schober repose sur le principe qui guide sa réflexion en matière d'organisation de la sécurité.

« La politique de Locarno n'escompte aucun sentiment. Elle est seulement fondée sur l'idée qu'en observant toujours vis-à-vis du Reich comme vis-à-vis de nos amis une attitude de compréhension et de correction juridique nous n'en serions que plus forts pour faire valoir nos droits, le moment venu, devant l'opinion du monde et devant ces juridictions<sup>1380</sup>. »

La politique que défend Brossolette nous paraît à la fois rationnelle et raisonnée en s'appuyant sur le droit. Il exprime ici un principe déjà affirmé en matière de désarmement<sup>1381</sup>.

### c) La crise des réparations.

Au cours de l'été 1931 se profile une crise des réparations qui semble mener les anciens belligérants vers un nouvel accord d'ensemble sur toutes les questions financière d'après-guerre. L'offre soudaine des Etats-Unis en faveur d'un moratoire d'un an vient bouleverser durablement le problème des réparations. Cette annonce amplifie en Europe le trouble déjà provoqué par la tentative d'union douanière entreprise par Curtius et Schober. Brossolette suit de près l'actualité et apporte une information très complète sur les événements et leurs répercussions pour la France.

### 1. De Chequers au moratoire Hoover, l'actualité brûlante.

Au début juin, Brossolette commente les perspectives de la rencontre de Chequers. Curtius et Brüning sont reçus dans la résidence de villégiature du Premier ministre britannique pour des entretiens confidentiels. Il explique que cette rencontre était prévue depuis l'accord naval franco-italo-britannique et il prévoit que l'Allemagne pose la question de la révision du plan Young. La réclamation lui paraît d'ailleurs facilement explicable eu égard à la situation tant économique que politique en Allemagne.

---

1379 Brossolette, « L'Europe en fonction », *Notre Temps*, n°107, 13/09/1931, col.68.

1380 Brossolette, « La "faillite" de la politique de Locarno », *Notre Temps*, n°85, 12/04/1931, col.604.

1381 Nous l'avons vu plus haut lorsqu'il affirmait la nécessité de désarmer afin de s'attirer l'appui des pays nordiques ou de la Grande-Bretagne en matière de sécurité. Brossolette, « L'heure du désarmement », *Notre Temps*, n°108, 20/09/1931, col.107.

« Les ministres allemands cherchent à tirer parti de leur situation financière, qui n'est évidemment pas très brillante<sup>1382</sup>. »

Brossolette cherche à deviner la tactique allemande et il pressent un accueil assez froid de la part des créanciers de l'Allemagne notamment à cause de son image à l'extérieur du pays.

« Elections inquiétantes, manifestations maladroites, initiative lamentable du projet d'union douanière austro-allemande, tout a concouru à nous mettre en défiance, à nous décevoir, à nous irriter<sup>1383</sup>. »

Alors que « ses souffrances » avaient éveillé des « sympathies », son « agressivité » provoque le mouvement inverse. Selon Brossolette, l'Allemagne devrait jouer profil bas.

« L'heure n'est pas propice à des revendications trop bruyantes. »

La semaine suivante, Brossolette poursuit son commentaire au travers d'interrogations et de perspectives inquiétantes<sup>1384</sup>. Ne disposant que de peu d'informations, il en est réduit aux suppositions en écho aux rumeurs d'une prochaine demande allemande de moratoire. Brossolette s'interroge sur l'ampleur de la crise si l'Allemagne officialisait cette demande. Cela jetterait évidemment un « trouble » mais pourrait également signifier une réévaluation générale des réparations. Peu avant l'annonce du moratoire Hoover Brossolette n'envisage encore qu'un report de la tranche différable et le maintien de celle allouée aux réparations des régions dévastées<sup>1385</sup>. La part différable étant destinée au paiement des dettes, Brossolette envisage l'arrêt des paiements aux Etats-Unis. C'est dans cette perspective qu'il recommande une négociation générale sur les dettes, les réparations et le désarmement. La fermeté affichée à l'encontre de l'Allemagne deux semaines plus tôt fait déjà place à la recherche d'une solution<sup>1386</sup>. *Notre Temps* commente enfin l'offre de moratoire du Président Hoover une semaine après son annonce<sup>1387</sup>. Devant la rapidité des événements internationaux, Brossolette indique que sa réflexion est déterminée par la volonté de voir la France se placer « à la tête de ces courants et de ces remous prodigieux<sup>1388</sup> » afin d'en capter les intérêts pour elle et pour la paix. Il s'en prend longuement à Franklin-Bouillon l'accusant d'avoir une réflexion réductrice. Il fustige plus durement encore « toute la presse des Coty et des de Wendel<sup>1389</sup> ». A l'inverse de la presse de droite qui ne verrait pas tout ce que l'offre de Hoover aurait de généreux et de sacrificiel, Brossolette qualifie la proposition du Président des Etats-Unis de « très grand et très méritoire effort vers une compréhension plus large et plus humaine des problèmes internationaux<sup>1390</sup> ». Cependant la position de Brossolette est loin d'être arrêtée sur ce qui apparaît aujourd'hui comme « l'exemple

---

1382 Brossolette, « Le week-end de Chequers », *Notre Temps*, n°93, 07/06/1931, col.233.

1383 *Ibid.* col.235.

1384 Brossolette, « Un moratoire ? », *Notre Temps*, n°94, 14/06/1931, col.273-275.

1385 *Ibid.*

1386 Brossolette, « La liaison nécessaire », *Notre Temps*, n°95, 21/06/1931, col.311-313.

1387 Brossolette, « L'offre du président Hoover », *Notre Temps*, n°96, 28/06/1931, col.349-353.

1388 *Ibid.* col.350.

1389 *Ibid.* co.350-351.

1390 *Ibid.* col.351.

typique d'une intervention américaine maladroite dans les affaires européennes<sup>1391</sup> ». Il explique alors les conséquences financières du moratoire, à savoir que privée de l'annuité non différable destinée aux réparations, la France perdrait 2 milliards 300 millions de francs. Il témoigne alors de son trouble personnel devant « l'aspect moral » de la question. Dans la mesure où tous les partis sont unanimes pour juger que les dommages de guerre incombent à l'Allemagne, il imagine la France repoussant l'offre Hoover.

« Nous croyons que l'opinion française sera intransigeante sur le maintien de paiements allemands équivalents à la charge de la restauration de nos départements dévastés. »

En examinant précisément le moratoire Hoover et dans l'attente que la Chambre se prononce, Brossolette défend les intérêts français.

« La France a une difficile partie à jouer pour défendre, dans cette affaire, des droits et des intérêts dont nul ne peut méconnaître la légitimité<sup>1392</sup>. »

Brossolette exprime ensuite ses « vifs regrets ». Il faudrait s'attendre à de « nouveaux sacrifices », lesquels seraient « certains » en matière de désarmement et « probables » en matière de réparations, ce qu'il regrette plus encore. Seulement la France ne pourrait escompter aucun bénéfice moral à cause d'une politique qu'il juge « agressive » et « récriminatoire ». En effet, Briand serait empêché d'agir « depuis six mois » par les « marchands d'acier<sup>1393</sup> ». Brossolette utilise un discours souvent utilisé par les socialistes et qui tend à diaboliser le patronat français<sup>1394</sup>. Celui-ci traduit ici son désappointement et son incapacité à argumenter face à un constat d'échec. Selon Brossolette, une politique active aurait limité les « sacrifices ». Mais aujourd'hui il perçoit seulement le début d'une période difficile. Et en citant Henry de Jouvenel il évoque « la paix des occasions manquées » dont la responsabilité reposerait d'abord sur les figures politiques et symboliques de la droite que sont Marin, Franklin-Bouillon, Coty et de Wendel. Dans le même temps, la Chambre des députés approuve la réponse du Cabinet Laval au Président des Etats-Unis. Celle-ci accepte le moratoire d'un an mais entend faire respecter le versement de la part inconditionnelle des réparations grâce à un mécanisme comptable. La semaine suivante<sup>1395</sup> Brossolette veut éclairer le public sur un sujet complexe, obscurci par l'abondance de chiffres et le manque de « rigueur » et de « clarté<sup>1396</sup> » dans les explications gouvernementales. Il entend évaluer le prix du sacrifice que demanderaient les Etats-Unis à la France « dans un dessein de franchise et de clarté ». Il s'appuie sur les chiffres donnés par Flandin à l'Assemblée et compare les trois situations possibles, celle d'une exécution normale du plan Young, celle de la proposition Hoover et celle d'un report de paiement par l'Allemagne. Il conclut que le moratoire Hoover causerait une perte sèche de 2 milliards soit davantage que

---

1391 Maurice Vaisse, *Sécurité d'abord*, *op. cit.* p.106.

1392 Brossolette, « L'offre du président Hoover », *Notre Temps*, n°96, 28/06/1931, col.352.

1393 *Ibid.* col.352.

1394 Sur les multiples emplois de ce discours diabolisant voir Olivier Dard, « Mythologies conspirationnistes et figures du discours antipatronal », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 114, 04-06/2012, « Patrons et patronat en France au 20e siècle », p.137-151.

1395 Brossolette, « Le prix réel de ce qu'on nous demandait », *Notre Temps*, n°97, 05/07/1931, col.393.

1396 *Ibid.* Brossolette incrimine ici l'exposé du Ministre des Finances P.-E Flandin devant la Chambre le 26 juin.

n'importe quel autre scénario. Brossolette présente la situation avec une certaine froideur en insistant sur la perte subie par la France quand Flandin de son côté voulait rassurer la Chambre en affirmant que la perte ne serait que provisoire. Le lecteur s'attend alors à ce que Brossolette se prononce contre la proposition Hoover d'autant qu'il a déjà défendu l'éventualité d'un moratoire classique tel que prévu dans le plan Young<sup>1397</sup>. Mais Brossolette refuse finalement de s'opposer à l'arrangement trouvé et se glisse dans le sillage du Parti socialiste pour approuver la réponse du gouvernement à la proposition Hoover. Il nous semble que Brossolette modère ici fortement son avis personnel et se plie contre son gré à la discipline du parti autant qu'au déroulement des événements. En fin d'année, Brossolette revient sur le problème des réparations à l'occasion du voyage de Laval à Washington afin de négocier les dettes françaises<sup>1398</sup>. Il explique au lecteur les différents enjeux quant aux dettes privées et publiques de l'Allemagne, notamment le choix pour l'Allemagne de privilégier le paiement des unes ou des autres. Dans l'esprit de Brossolette, la tentative de Laval ne suscite aucun espoir. La France qui se distinguerait par son inertie dans les moments décisifs, ne pourrait entrevoir de solutions avec une politique essentiellement négative. Début novembre, Brossolette indique qu'il n'existerait plus la « moindre illusion » quant aux réparations. La France ne pourrait s'en « tirer sans une diminution de [sa] créance<sup>1399</sup> ». Il malmène Laval avec une ironie plutôt inhabituelle.

« A défaut des résultats positifs qu'il n'a pas osé provoquer, il a magnifié les résultats négatifs qu'il se figure avoir obtenus. Le désarmement ? Maintien de la thèse française. L'étalon-or ? Triomphe du bon sens français. Les réparations ? Retour à la thèse française. Trois fronts ; trois victoires... Marseillaise. Vin d'honneur<sup>1400</sup>. »

L'initiative de Hoover concédant un moratoire des paiements entre les Etats permettrait à l'Allemagne de rembourser une part de ses crédits et obligations privés. Mais compte tenu de la situation financière de l'Allemagne, Brossolette envisage une division « par 2, 3 ou 4 » de ce qu'elle pourrait payer. Courant novembre, Brossolette poursuit son examen des paiements internationaux. Il émet l'hypothèse que Berlin cesse définitivement les paiements relatifs au plan Young. Mais en matière de dettes privées, cela risquerait d'anéantir le crédit allemand déjà mal en point vis-à-vis des financiers internationaux<sup>1401</sup>. Brossolette envisage les deux questions ensemble, dettes publiques et privées, dans la mesure où ces règlements financiers internationaux seraient tous deux à même de provoquer une faillite de l'économie allemande. Il se plaint alors que le gouvernement français s'évertue à conserver la distinction entre les deux pour maintenir devant sa majorité « la fiction du succès

---

1397 Brossolette, « Un moratoire ? », *Notre Temps*, n°94, 14/06/1931, col.273-275.

1398 Brossolette, « L'heure des miracles », *Notre Temps*, n°112, 18/10/1931, col.271-273.

1399 Brossolette, « Du dégel des crédits et du gel du plan Young », *Notre Temps*, n°115, 08/11/1931, col.395.

1400 *Ibid.*, col.393.

1401 Sylvain Schirmann, *Les relations économiques et financières franco-allemandes. 24 décembre 1932-1er septembre 1939*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1995, 304p et *Crise, coopération économique et financière entre Etats européens 1929-1933*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2000.



remporté à Washington<sup>1402</sup> ».

Brossolette accuse Laval de tromper l'opinion publique en faisant croire au maintien de l'annuité inconditionnelle. Brossolette élargit ensuite la responsabilité de cette politique à la majorité et à toute la droite. Par fierté pour une prétendue fermeté, elle n'éviterait aucun des sacrifices « imposés par un monde chancelant ». Brossolette ne trouve évidemment aucune solution à la crise des réparations mais il veut reconnaître l'ampleur de cette crise et fustige les « illusions » et les « fictions » que distillerait la majorité parlementaire issue des « élections Poincaré<sup>1403</sup> ».

A l'heure du bilan annuel, la déception est aussi grande qu'en matière de désarmement. Pour Brossolette le plan Young est « moribond<sup>1404</sup> ». Il analyse les déclarations du Reich et y voit l'annonce que l'Allemagne s'apprête à cesser tous ses paiements. Laval jouerait la continuité, la fermeté pour revenir au plan Young. Plus désabusé que jamais, Brossolette s'interroge pour savoir comment Laval, seul, pourrait « repousser cet assaut<sup>1405</sup> ». Brossolette regrette que la France ait refusé de lier question des dettes privées et publiques, cela aurait permis d'user d'un moyen de pression sur le Reich. A vouloir sauver le mot « réparations », la France en aurait compromis la réalisation. En toute fin d'année, Brossolette annonce que le Congrès a ratifié le moratoire Hoover et affirmé son refus de diminuer les dettes des pays étrangers. Les discussions en cours prendraient alors un cours très défavorable pour la France. Brossolette tance une fois de plus Laval et fustige ses péroraisons au retour de Washington.

« Le sensationnel voyage de Washington n'a donc rien fait ni rien empêché<sup>1406</sup>. »

Mais le problème reste entier et Brossolette, à l'image de la France, ne peut que s'interroger sur la marge de manœuvre encore existante.

« Va-t-on [...] essayer d'extirper au Reich un argent qu'il met tous ses soins à nous dissimuler et à soustraire à notre prise<sup>1407</sup> ? »

Brossolette a exprimé une première recommandation de fermeté avant même la demande allemande de révision des paiements. Ensuite, pressé par les événements, il analyse la situation comme une impasse et semble accepter malgré lui le moratoire Hoover. Devant la plus délicate des situations, il en est réduit à espérer que « l'Allemagne sache justifier ce que le monde et la France font pour elle<sup>1408</sup> ».

## 2. Un regard lucide sur l'Allemagne.

En février 1931 *Notre Temps* commente le plan de désarmement rédigé par Wladimir d'Ormesson. Brossolette s'interroge sur l'illusion dont ferait preuve son auteur, il se montre pleinement conscient des prétentions militaires allemandes et fait

---

1402 Brossolette, « La politique des "distinguo" et la crise qui s'aggrave », *Notre Temps*, n°117, 22/11/1931, col.475.

1403 *Ibid.*, col.476.

1404 Brossolette, « Bataille pour un mot », *Notre Temps*, n°120, 13/12/1931, col.591.

1405 *Ibid.*, col.593.

1406 Brossolette, « Les réparations et le désarmement », *Notre Temps*, n°122, 28/12/1931, col.667.

1407 *Ibid.*, col.666.

1408 Brossolette, « La clairvoyance de l'escalier », *Notre Temps*, n°98, 12/07/1931, col.433.

preuve à ce titre de beaucoup de prudence<sup>1409</sup>. Brossolette est beaucoup moins optimiste que d'Ormesson car l'Allemagne jugerait déjà son potentiel militaire « sordide, ridicule et déshonorant ».

« Peut-être, à la faveur de la Conférence générale du désarmement, arriverait-on, par un contrôle rigoureux, à la rappeler à une observation plus stricte de ses obligations de désarmement<sup>1410</sup>. »

La tactique de négociation que prévoit le plan étudié serait en outre prématurée. Brossolette reste prudent et recommande de ne pas négocier trop tôt avec les Etats-Unis car cela pourrait éveiller les espérances de l'Allemagne. Il se montre conscient des attentes allemandes et des difficultés que l'Allemagne ne manquerait pas de soulever si la France obtenait une remise de ses dettes. En février Brossolette propose une analyse pointue de la situation politique en Allemagne<sup>1411</sup>. La crise y ferait courir le risque de la disparition de la démocratie et de la politique d'exécution. Dès lors la survie de la coalition au pouvoir outre-Rhin s'élève au rang d'impératif. Brossolette veut bien se réjouir pour l'heure de la solidarité du cabinet Brüning. Mais Curtius, son ministre des Affaires étrangères, après un discours teinté de nationalisme, est décrit comme n'étant mû que par les intérêts de l'Allemagne. Brossolette le juge très loin d'être désintéressé et à ce titre très éloigné de la hauteur morale de Briand. Après la crise des réparations, la France doit accepter la suspension des paiements avec sans doute le pressentiment qu'il sera très difficile de décider l'Allemagne à les reprendre. Brossolette semble quelque peu abasourdi, il est réduit à espérer que « l'Allemagne sache justifier ce que le monde et la France font pour elle<sup>1412</sup> ». Brossolette interrompt le cours habituel de ses articles en juillet et s'interroge s'il faut « accorder les crédits que l'Allemagne demande ». Alors que le gouvernement français y serait disposé à condition d'obtenir des contreparties politiques, Brossolette estime que l'Allemagne ne serait pas prête à faire les efforts nécessaires. Il faudrait sauver l'Allemagne mais cela pourrait l'encourager à une « politique de revendications qui paraît extrêmement menaçante pour [les] intérêts légitimes [de la France] et pour la paix du monde<sup>1413</sup> ». Alors que Luchaire reviendrait d'Allemagne « avec cette conviction bien arrêtée » qu'il faudrait accorder une aide sans contrepartie, Brossolette se montre beaucoup moins enthousiaste et évoque le jugement de l'histoire avec ironie.

« Que la France ait droit à la réparation de ses dommages matériels, que la France n'ait pas confiance en une Allemagne où la mégalomanie de la banqueroute semble avoir succédé à la mégalomanie des armes, que la France soit découragée par les élections du 14 septembre, par la politique violente des trois quarts du Reich, qu'importe à l'histoire ? »

En conclusion Brossolette souligne une fois encore le point de vue français.

« En tout cas il est certain que pour le moment la sensibilité française a été

---

1409 Brossolette, « Le plan d'Ormesson », *Notre Temps*, n°77, 15/02/1931, col.279-283.

1410 *Ibid.* col.282.

1411 Brossolette, « M. Brüning, son emprunt et son Ministre des Affaires étrangères », *Notre Temps*, n°78, 22/02/1931, col. 319-322.

1412 Brossolette, « La clairvoyance de l'escalier », *Notre Temps*, n°98, 12/07/1931, col.433.

1413 Brossolette, « Perplexités françaises », *Notre Temps*, n°99, 19/07/1931, col.474.

profondément bouleversée par les violences de l'Allemagne ; elle a été frappée par l'âpreté que nos voisins mettent à répudier une dette de réparations qui nous paraît indiscutable ; elle a été émue par la facilité avec laquelle l'Allemagne a fait faillite<sup>1414</sup>. »

### 3. Le renoncement de Brossolette au rapprochement intellectuel.

Brossolette dialogue avec Luchaire dans le numéro suivant et veut préciser le sens des derniers éditoriaux de *Notre Temps*. Il ne partage pas la vision de Luchaire et ne croit pas à la théorie de « l'occasion manquée<sup>1415</sup> ». Il considère en outre que le fait d'accorder une aide financière sans contrepartie est un acte de « charité » sans effet ni sur l'économie allemande ni sur la paix. Il explique avoir déjà beaucoup conseillé aux Français d'abandonner un peu de leur passé et vouloir cette fois s'adresser aux Allemands. Il présente alors à ses lecteurs le texte de son allocution au Congrès de Rethel, lequel vient justement de s'ouvrir. Dans un bilan qui sonne comme un réquisitoire Brossolette reproche aux Allemands un retour au passé dans chacune de leurs revendications<sup>1416</sup>.

« Cette conception territoriale de la vie, de la souveraineté, de la richesse, est-ce de l'avenir ou du passé ? Et seriez-vous plus heureux, plus à l'aise si vous aviez reconquis quelques milliers de kilomètres carrés<sup>1417</sup> ? »

Il évoque ensuite « une guerre dont les responsabilités sont sans doute partagées, mais en part trop inégales pour qu' [ils aient] intérêt à soulever la question de ses origines<sup>1418</sup> ». La publication de cette prise de position personnelle dans son analyse de politique internationale démontre sa volonté d'exprimer publiquement son avis sur le rapprochement intellectuel. Il indique également que la voie choisie par Luchaire serait une impasse. Ainsi l'organisation de la paix sur le continent ne passerait plus nécessairement par la conciliation franco-allemande, tout du moins en l'état des exigences allemandes. Dans le même numéro Luchaire invite ses lecteurs à « comprendre l'Allemagne » et à relativiser un nationalisme qui ne serait pas de « type classique<sup>1419</sup> » mais seulement l'expression d'un « dynamisme ». Entre les deux rédacteurs de *Notre Temps* la divergence de vues sur l'Allemagne est donc totale sans que cela n'entraîne une rupture. Brossolette se trouve conforté dans son point de vue à son retour de Rethel.

« Mais il nous apparaît que par suite d'évolutions politiques et sociales très dissemblables les deux pays se sont spirituellement éloignés plutôt que rapprochés depuis quelques mois<sup>1420</sup>. »

Il condamne finalement l'entreprise de rapprochement intellectuel à laquelle il

---

1414 *Ibid.* col.475.

1415 Brossolette, « Une occasion manquée ? », *Notre Temps*, n°101, 02/08/1931, col.551-554. Brossolette fait référence à l'éditorial de Luchaire du précédent numéro dans lequel il considère que la France avait l'occasion de « faire une paix tangible » en 1919, 1926, 1930 et le mois précédent mais n'en n'aurait pas saisi l'occasion. Luchaire, « De l'erreur allemande au sommeil français », *Notre Temps*, n°100, 26/07/1931, col.481.

1416 Voir *supra* notre analyse de son allocution à Rethel.

1417 Brossolette, « Une occasion manquée ? », *Notre Temps*, n°101, 02/08/1931, col.553.

1418 *Ibid.*

1419 Luchaire, « Pour le tête à tête franco-allemand », *Notre Temps*, n°101, 02/08/1931, col.523.

1420 Brossolette, « L'échec du plébiscite prussien », *Notre Temps*, n°105, 30/08/1931, col.691.

a peu participé. Il était absent du cahier spécial consacré à la rencontre du Sohlberg mais il a signé le Manifeste de *Notre Temps* contre les excès du nationalisme.

« Les fondements de la pensée allemande, de la morale allemande, de la conscience allemande, sont actuellement aux antipodes des fondements de notre pensée, de notre morale, de notre conscience française. »

Il précise que si le rapprochement entre les deux jeunes gens était possible il devrait consister à « rapprocher des philosophies et des angoisses<sup>1421</sup> » davantage que « des techniques » ou « des intérêts ».

## B. Une pensée européenne à même d'apaiser l'Allemagne.

### a) La promotion de la Fédération européenne à travers la célébration de Briand.

Au début de 1931, Luchaire s'exprime exceptionnellement dans la rubrique « La Jeune Europe ». Il y commente les activités de la Commission d'Etudes pour l'Union Européenne. Celle-ci devrait selon lui œuvrer à un « travail de rationalisation économique de l'Europe<sup>1422</sup> ». En effet il décrit l'Europe comme « morcelée, dépecée par des barrières douanières d'une hauteur croissante ».

« L'Europe est un corps trop malade pour être soigné par des remèdes localisés. [...]. L'Union européenne constitue actuellement le seul traitement imaginable<sup>1423</sup>. »

Au début de février, plutôt que de se pencher sur la chute du cabinet Steeg et l'arrivée au pouvoir de Laval, Luchaire situe paradoxalement l'actualité à Genève. Il passe en revue les projets en cours de discussion, ceux-ci touchant à l'agriculture, l'épargne, les grands travaux, la libre circulation des personnes. Le bilan lui paraît prometteur à tel point qu'il peut parler des débuts de l'« organisation constitutionnelle de l'Union européenne<sup>1424</sup> ». En septembre, Luchaire se penche de nouveau sur le sort de la Fédération européenne<sup>1425</sup>. Il décrit la SDN et stigmatise la bureaucratie qui serait son défaut principal. Celle-ci aurait failli ensevelir la Commission d'étude pour le projet d'union fédéral mais Briand serait intervenu à temps pour la sauver face à l'opposition du délégué helvétique Motta. Depuis le retour de Briand, tout le monde à Genève serait impatient de l'entendre et de le voir agir. Ce travail de promotion de la Fédération européenne à travers les commentaires positifs des discussions à Genève est mené conjointement par Brossolette et Luchaire. La tendance à dresser des éloges à Briand est davantage une spécialité du directeur de *Notre Temps*.

Luchaire use beaucoup d'énergie et d'encre à dénoncer les campagnes « alarmistes » des adversaires de Locarno. La plupart serait le fait des « feuilles et [des] organismes qui vivent de subventions généreuses de la métallurgie de guerre, ou bien [des] journaux dont les actions appartiennent en majorité aux féodaux de la

---

1421 *Ibid.*

1422 Luchaire, « Faites l'Europe ou laissez faire la révolution », « La Jeune Europe », *Notre Temps*, n°74, 25/01/31, col.156.

1423 *Ibid.* col.157.

1424 Luchaire, « Renaissance de l'Europe », *Notre Temps*, n°75, 01/02/1931, col.172

1425 Luchaire, « L'attente de Genève », *Notre Temps*, n°107, 13/09/1931, col.41-43.

métallurgie<sup>1426</sup> ». D'autres, honnêtes et trop inquiets, ne pourraient se rassurer avec Locarno. Aux deux, stipendiés et honnêtes, Luchaire reproche d'« énerver l'opinion française par une campagne de panique », de dramatiser les événements, de publier des chiffres faux et d'une « utilisation systématique des fautes de tactique commises par Berlin<sup>1427</sup> ». A défaut d'expliquer sa position ou de proposer des solutions, il s'agit d'abord pour Luchaire de contredire les adversaires de Briand. A la suite de la proposition d'un moratoire par le Président Hoover, Luchaire évoque une « démission de l'intelligence politique nationale » dans la presse de droite. Au *Figaro* qui fustige la « paix d'isolement et de sacrifices que [...] garantit le grand homme de Gourdon », Luchaire rétorque que la situation délicate serait née « de ce qu'on n'a pas laissé Briand pratiquer librement sa politique<sup>1428</sup> ». La perte des fruits de la victoire ne serait pas due à « un complot germanique » mais à l'aveuglement et à l'« isolement » de la France.

Lors des élections présidentielles, *Notre Temps* apporte évidemment son soutien à Aristide Briand, sans pour autant mener une campagne de grande envergure<sup>1429</sup>. Luchaire exprime sa déception après l'échec de Briand et identifie celui-ci à une « trahison » de certaines « fractions du centre et de gauche ». Luchaire replace la figure de Briand dans la quête des « nouvelles générations » depuis les lendemains de la guerre qu'il décrit comme un combat « pour une politique d'organisation de la paix et de défense démocratique ». Il aurait été mené depuis dix ans malgré une « demi-indifférence nationale » et constituerait désormais leur « Affaire Dreyfus<sup>1430</sup> ». Fin mai, Luchaire retrace en un récit lyrique le retour « triomphal » de Briand de Genève, acclamé à son départ puis dans chaque gare et finalement accueilli par une imposante manifestation à Paris. Pour preuve de son amitié avec le Ministre des Affaires étrangères, Luchaire n'omet pas de préciser qu'il était en conversation avec lui dans le train puis qu'il a été reçu au Quai d'Orsay avec les amis de *Notre Temps*.

« [...] le négociateur de Locarno avait bien voulu recevoir une délégation de la LAURS, dirigée par notre ami Weil-Curiel, et un groupe du Comité de direction littéraire de *Notre Temps*, avec André Berge, François Berge, Louis Martin-Chauffier, Guy Crouzet et moi-même – la jeunesse républicaine des écoles et la jeunesse pacifique du monde des lettres<sup>1431</sup>... ».

Toujours grandiloquent lorsqu'il choisit d'évoquer Briand hors de toute actualité importante, Luchaire ne peut s'empêcher de se présenter comme l'un des contacts les plus proches du ministre des Affaires étrangères. Un autre exemple de récit dithyrambique est donné lors de la relation du banquet des Anciens combattants qui s'est tenu à Gourdon le 14 juin. Luchaire y décrit longuement la foule réunie pour acclamer le ministre des Affaires étrangères comme une « manifestation d'unanimité

---

1426 Luchaire, « Bourrage de crâne », *Notre Temps*, n°94, 1931, col.241.

1427 *Ibid.*, col.242.

1428 Luchaire, « L'enlèvement interrompu », « L'Etat nouveau », *Notre Temps*, n°96, 1931, col.340.

1429 Luchaire, « Un homme, un symbole », *Notre Temps*, n°89, 10/05/1931, col.41-43,

1430 Luchaire, « La crise française vue de Genève », *Notre Temps*, n°91, 24/05/1931, col.121.

1431 Luchaire, « Réveil de Paris », *Notre Temps*, n°92, 31/05/1931, col.163.

absolue » formée par « l'élan de la masse paysanne et de la bourgeoisie terrienne<sup>1432</sup> ». A propos du projet Curtius-Schober, il évoque « la plus rude des épreuves » pour Briand. Cependant l'événement aurait l'avantage de prouver la « solidité » de son œuvre. Luchaire décrit le renvoi du projet devant la Cour de Justice internationale de La Haye. Une procédure qui se déroulerait le plus simplement du monde et qui n'aurait pu avoir lieu sans « le prestige de l'arbitrage juridique<sup>1433</sup> ». Si pour l'heure Luchaire distingue des conditions favorables à la France, des perspectives moins florissantes ne devraient pas modifier une politique qui, à travers la « manière Briand » disposerait des « meilleurs instruments d'action » qui soient.

Le conflit sino-japonais fait l'objet de trois éditoriaux de Luchaire à la fin de l'année 1931<sup>1434</sup>. C'est l'occasion pour Luchaire de décrire les activités du Conseil de la SDN qui souffrirait d'une « mauvaise presse<sup>1435</sup> », due à la fois à la manne providentielle distribuée par Tokyo et à l'ignorance des principes de droit international. Luchaire décrit alors longuement les principes qui guident l'action du Conseil ainsi que les particularités du conflit se déroulant en Mandchourie. Il défend le bilan du Conseil de la SDN qui agirait « comme il le doit et comme il le peut<sup>1436</sup> ». Les limites de l'efficacité du Conseil bien en mal de faire appliquer les principes édictés justifient aux yeux de Luchaire la création d'organismes régionaux adaptés aux circonstances particulières de chaque continent. Ainsi la raison d'être du projet de Fédération européenne de Briand naîtrait des forces et des faiblesses de la SDN.

#### b) Un projet européen aux perspectives obscures.

En avril 1931, dans le prolongement de l'agitation internationale provoquée par le projet Curtius-Schober, Luchaire décrit une période de profonds bouleversements.

« L'Europe, corps malade depuis longtemps, traverse une crise décisive : elle peut entrer en agonie ou entrer en convalescence selon la qualité des remèdes qui lui seront appliqués<sup>1437</sup>. »

La description volontiers cataclysmique a l'avantage d'inviter à une remise en cause globale et de l'avis de Luchaire, l'heure serait favorable « à une rapide métamorphose de l'opinion ». Luchaire défend ici le principe d'une diplomatie au grand jour, qualifiée de « moderne », qui correspond à celle pratiquée à Genève. Il ne s'agirait pas seulement de distinguer celle secrète de celle publique, toutes deux pouvant aboutir à l'opposition frontale de deux blocs. Luchaire veut défendre une diplomatie beaucoup plus vertueuse.

« La diplomatie moderne, qui a fait son apparition en Europe depuis cinq ou six ans seulement, croit à l'interdépendance des peuples – sinon sur le globe entier,

---

1432 Luchaire, « Gourdon : Un homme devant un peuple », *Notre Temps*, n°95, 1931, col.281.

1433 Luchaire, « Kaléidoscope genevois », *La Jeune Europe*, *Notre Temps*, n°91, 24/05/1931, col.148.

1434 Luchaire, « Menace de guerre en Extrême-Orient », *Notre Temps*, n°112, 18/10/1931, col.241-244 ; « La crise sino-japonaise à Genève », *Notre Temps*, n°113, 25/10/1931, col.281-288 ; « Principes et réalités dans le conflit sino-japonais », *Notre Temps*, n°117, 22/11/1931, col.441-446.

1435 Luchaire, « Principes et réalités dans le conflit sino-japonais », *Notre Temps*, n°117, 22/11/1931, col.441.

1436 *Ibid.* col.446.

1437 Luchaire, « De la diplomatie classique à la diplomatie moderne », *Notre Temps*, n°85, 12/04/1931, col.569.

du moins sur des régions déterminées du globe, où se manifeste un minimum de communauté d'intérêts économiques, de liens culturels, d'identités psychologiques<sup>1438</sup>. »

Au principe d'« interdépendance », déjà ancien dans son argumentaire, Luchaire ajoute celui « d'union internationale » censé cristalliser dans les faits cette communauté d'intérêts. Ainsi peut-il opposer l'Europe sanctionnée par le Traité de Versailles à celle qui serait issue du projet Briand.

« Car Versailles a établi au profit des vainqueurs une situation d'inégalité, tandis que l'Union européenne ne se conçoit que si elle assure à chacun de ses participants des possibilités d'expansion identiques<sup>1439</sup>. »

La relation entre égalité et expansion faite par Luchaire, pour surprenante qu'elle est, semble indiquer le souci de répondre plutôt aux attentes allemandes qu'à celles françaises. Toujours est-il que s'agissant de l'équilibre territorial continental ou de la question coloniale, Luchaire fait pour le moins preuve de légèreté. Il dénonce ensuite la persistance de la diplomatie classique et avec elle du nationalisme en France comme en Allemagne. Luchaire s'appuie sur des abstractions et vante la diplomatie moderne dont il faudrait accepter « tout ce qu'elle comporte d'adaptations, d'échanges de sacrifices, et d'inconnues<sup>1440</sup> ».

Entre le 19 avril et le 3 mai, Luchaire rédige une série d'éditoriaux qui constitue l'ébauche d'un projet politique continental. En effet les quelques axes qu'il propose, à savoir la lutte contre le nationalisme politique et économique, semble converger vers une intégration de la France à une œuvre continentale. Ainsi, dans l'article intitulé « Organiser l'Empire français<sup>1441</sup> », Luchaire propose de « dresser et exécuter un plan d'utilisation » du domaine colonial. Cette utilisation serait commune car réalisée avec « l'aide du reste de l'Europe » et à son « profit partiel<sup>1442</sup> ». Luchaire relaie ici une idée couramment évoquée durant les années trente sous l'appellation « Eurafrique<sup>1443</sup> ». Il lie ensuite la nécessité d'une réforme de l'Etat à l'existence de la Fédération européenne. Sans expliquer quels liens unissent ces deux idées, il se contente de juger qu'elles sont indissociables et reprend les idées qu'il avait développé dans la rubrique « Recherches » à partir de mai 1929. Dans le quatrième éditorial<sup>1444</sup> de cette série à valeur de programme, Luchaire affirme une nouvelle fois que le projet d'Union européenne serait « intimement lié<sup>1445</sup> » à celui de réforme de l'Etat et annonce que cette dernière idée bénéficie désormais d'une attention toute particulière de la revue via la création d'une rubrique *ad hoc*, « L'Etat nouveau ». Même s'il estime avoir suffisamment éclairé le lien entre ces deux idées, le lecteur est en droit de s'interroger dans quelles mesures la Fédération européenne

---

1438 *Ibid.* col.570.

1439 *Ibid.* col.571.

1440 *Ibid.* col.573.

1441 Luchaire, « Organiser l'Empire français. De la diplomatie classique à la diplomatie moderne (3/3) », *Notre Temps*, n°87, 26/04/1931, col.649-654.

1442 Luchaire, « Organiser l'Empire français. De la diplomatie classique à la diplomatie moderne (3/3) », *Notre Temps*, n°87, 26/04/1931, col.652.

1443 Marie-Thérèse Bitsch, Gérard Bossuat, *L'Europe unie et l'Afrique : de l'idée d'Eurafrique à la Convention de Lomé I*, Bruxelles : Bruylant ; Paris : LGDJ ; Baden-Baden : Nomos Verl., 2005.

1444 Luchaire, « De l'Union européenne à la réforme de l'Etat », *Notre Temps*, n°88, 03/05/1931, col.5-7.

1445 *Ibid.* col.5.

bénéficierait d'une quelconque modification de la « politique de production et d'échanges » de la France. L'union de l'Europe correspondrait-elle à autre chose qu'à une baisse des barrières douanières et à des accords économiques par matières ? Peut-être Luchaire veut-il absolument lier réforme de l'Etat et Union européenne dans un souci de cohérence éditoriale ? Il estime qu'une pensée sociale serait également une pensée européenne dans la mesure où les problèmes sociaux seraient « les mêmes dans tous les Etats de l'Europe ».

« Sans compter [...] qu'une nation ne peut souvent accomplir un progrès social sans que ses voisines en fasse autant<sup>1446</sup>. »

Une des particularités de la réflexion de Luchaire consiste à définir les grands mouvements censés structurer l'évolution du continent européen. Au début de sa carrière, il s'est d'abord penché sur sa génération jusqu'à conclure à une identité de vues de la jeunesse française en matière de politique internationale. Influencé par ses amis<sup>1447</sup>, au premier rang desquels sans doute Bertrand de Jouvenel, il s'est ensuite penché sur les questions économiques et sociales. L'ampleur de la crise économique, sa réflexion sur une réforme de l'Etat, l'intérêt de son ami Jouvenel pour *L'Economie dirigée*<sup>1448</sup> le pousse à deviser sur une fin prochaine du capitalisme et du libéralisme. En juillet 1931, la crise financière qui touche au départ les banques autrichiennes et allemandes atteint la Grande-Bretagne<sup>1449</sup>. Luchaire quitte un temps le domaine des relations franco-allemandes et se penche sur la crise anglaise<sup>1450</sup>. Selon lui, cette crise prouve la faillite du capitalisme comme celle du marxisme pur. Il recommande à la France de réfléchir avant que la crise ne nous touche et de s'engager à « résoudre et non pas seulement à gagner du temps<sup>1451</sup> ». La semaine suivante, Luchaire décrit les pays européens s'accordant une aide financière mutuelle afin de soutenir les monnaies, comme le retour au « front financier commun des alliés de la guerre ». C'est de cette situation que Luchaire a conclu depuis son plus jeune âge à la nécessité d'une organisation commune des Etats. Il se félicite alors que l'Allemagne soit désormais intégrée aux accords financiers en cours. Il s'agirait selon lui d'une « étape de plus dans l'internationalisme du crédit et vers la création d'une monnaie commune sinon au monde industriel, du moins au continent européen<sup>1452</sup> ». Ces soutiens monétaires mutuels constitueraient « l'amorce d'une véritable révolution capitaliste » en détournant le capitalisme de son état naturel d'anarchie et en permettant « d'organiser sérieusement la circulation du crédit, la production des marchandises et l'élargissement graduel des capacités mondiales de consommation ». Luchaire place tous ses espoirs en l'économie dirigée et devine la

---

1446 *Ibid.* col.7.

1447 C'est à partir de 1921 et de la publication de l'éphémère *Jeune Europe*, rédigé conjointement avec des militants socialistes, que Luchaire s'est intéressé aux questions sociales.

1448 Bertrand de Jouvenel, *L'Économie dirigée. Le Programme de la nouvelle génération*, Valois, 1928.

1449 Sylvain Schirmann, « L'Europe face aux turbulences financières et monétaires juin 1931-septembre 1931 », in *Crise, coopération économique et financière entre États européens, 1929-1933*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France/IGPDE (« Histoire économique XIXe-XXe siècle »), 2000, p. 159-174.

1450 Luchaire, « De la crise anglaise à la crise mondiale », *Notre Temps*, n°105, 30/08/1931, col.665-667.

1451 *Ibid.* col.667.

1452 Luchaire, Nationalisme et économie libérale, *Notre Temps*, n°106, 06/09/1931, col.5.



« faillite du libéralisme économique, assassiné par le nationalisme <sup>1453</sup> ». La crise financière, héritage lointain mais direct de la Grande guerre, correspondrait selon Luchaire à l'une « des nouvelles phases du drame mondial de l'après-guerre ». Le monde se serait reconstruit sur des « ruines » qui n'étaient pas seulement matérielles.

« Elles résident dans l'anéantissement des fondements éthiques, psychologiques et sociaux sur lesquels reposaient ce qu'on appelle la "civilisation occidentale" <sup>1454</sup>. »

Luchaire est persuadé de l'existence d'une « civilisation » nouvelle dont la naissance pleine et entière serait encore gênée par l'attachement au passé.

« Ce à quoi l'on doit renoncer, c'est à l'ordre dans lequel ces matériaux sont juxtaposés – c'est la classification de ces biens, c'est la hiérarchie des valeurs d'autrefois <sup>1455</sup>. »

Le nouveau monde devrait alors être envisagé sous « l'optique exclusive de l'unité internationale ». Et plutôt qu'à celle du capitalisme, le monde assisterait à la mort du « dogme de l'indépendance nationale <sup>1456</sup> ».

### c) La germanophilie de Jean Luchaire.

En avril 1931, Luchaire s'attache à prouver l'inanité de la politique extérieure préconisée par la droite française. Sa démonstration repose sur trois points, des « alliances introuvables » pour la France, un *statu quo* « intenable » et la question de l'égalité entre la France et l'Allemagne.

« La France se sent-elle assez forte et assez courageuse pour vivre avec l'Allemagne, au sein d'une Europe nouvelle, sur un pied d'égalité véritable ? Ou bien, s'estimant inférieure à l'Allemagne, tant au point de vue de la puissance économique que du dynamisme national, la France veut-elle conserver sur sa voisine de l'Est un avantage arbitraire <sup>1457</sup> ? »

C'est par le biais de ce dernier point que Luchaire va le plus loin dans la défense des intérêts allemands. Selon lui, il ne devrait plus rien rester des mesures coercitives édictées par le Traité de Versailles car il serait impossible de maintenir des sanctions à vie, méritées ou non. De plus, contrairement à ce que Brossolette affirme quelques mois plus tard <sup>1458</sup>, la responsabilité de la guerre paraît à Luchaire largement partagée.

« La responsabilité unilatérale de l'Allemagne, affirmée à Versailles, est un dogme auquel nul esprit sensé ne peut plus s'attacher désormais <sup>1459</sup>. »

L'Allemagne lui apparaît pleinement pacifique et son recours aux voies

---

1453 *Ibid.* col.6.

1454 Luchaire, La crise s'élargit, *Notre Temps*, n°109, 27/09/1931, col.121.

1455 *Ibid.* col.121.

1456 *Ibid.* col.123.

1457 Luchaire, « Méfiance en la France. De la diplomatie classique à la diplomatie moderne (3/3) », *Notre Temps*, n°86, 19/04/1931, col.612.

1458 Nous l'avons vu plus haut, Brossolette, « Une occasion manquée ? », *Notre Temps*, n°101, 02/08/1931, col.553.

1459 Luchaire, « Méfiance en la France. De la diplomatie classique à la diplomatie moderne (3/3) », *Notre Temps*, n°86, 19/04/1931, col.613.

diplomatiques internationales le confirmerait.

« Au lieu de recourir à la force brutale, elle comprend la nécessité d'user – pour satisfaire son besoin d'expansion – de moyens diplomatiques, économiques et intellectuels. Il appartient aux voisins du Reich d'agir en sorte que le peuple allemand ne se sente pas obligé de recourir à la guerre<sup>1460</sup>. »

Il ne semble pas faire de doute pour Luchaire que l'Allemagne aurait un « besoin d'expansion », ce qui revient à reconnaître celui-ci comme un fait indéniable et surtout inéluctable. D'autre part, Luchaire semble inverser les responsabilités lorsqu'il fixe à ses voisins de tout faire pour qu'elle ne prenne pas les armes. Dans la mesure où la Fédération européenne garantirait le principe de l'égalité entre ses membres, Luchaire recommande de libérer l'Allemagne de ses « chaînes ». Cette opinion s'inscrit dans son opposition à la politique de « méfiance » prônée par la droite. A une politique de « peur », il oppose celle de « confiance dans les forces morales, intellectuelles et économiques » de la France. Son argumentation est ici exceptionnellement positive et entièrement vouée à la défense des intérêts allemands. Dans l'optique de Luchaire, leurs satisfactions est un moyen de garantir la paix du continent, du moins celle française. Dans le numéro suivant, lorsqu'il évoque le défi d'« organiser l'Empire français<sup>1461</sup> », sa proposition d'une exploitation européenne des colonies, dont nous avons déjà parlé plus haut, ne peut que correspondre aux attentes allemandes. Une fois de plus, il ne craint pas de nourrir les appétits allemands. En juillet 1931, Luchaire déclare être de retour d'une « brève randonnée dans l'Allemagne du Sud » où il aurait rencontré « les porte paroles des milieux les plus divers ». Il s'agit sans doute des réunions préparatoires à la rencontre de Rethel qui doit débiter trois semaines plus tard<sup>1462</sup>.

« Nos résistances, nos excès parlementaires de langage, la lenteur des négociations parisiennes ont produit en Allemagne la pire des impressions. De notre adhésion finale et rétive au projet Hoover, nous ne retirons au-delà du Rhin aucun bénéfice moral ou politique<sup>1463</sup>. »

Luchaire insiste sur le fait que la France aurait perdu tout le crédit moral obtenu grâce à la politique de Locarno. Dans les âpres négociations financières pour sauver les banques autrichiennes et allemandes, la France a conditionné son aide à des garanties politiques.

« Une fois de plus, la France aura paru l'obstacle essentiel au sauvetage économique du Reich, sinon même au sauvetage de l'Europe entière<sup>1464</sup>. »

Luchaire se prononce nettement en faveur d'une aide financière en faveur de l'Allemagne et les récentes déclarations de Brüning lui paraissent des garanties politiques suffisantes. Pour lui, cet argent est uniquement justifié par la « gravité de la

---

1460 *Ibid.* col.613.

1461 Luchaire, « Organiser l'Empire français. De la diplomatie classique à la diplomatie moderne (3/3) », *Notre Temps*, n°87, 26/04/1931, col.649-654.

1462 Comme nous l'avons vu plus haut, Brossolette remarque que Luchaire revient de son séjour allemand avec une « conviction bien arrêtée ». Cela constitue un indice supplémentaire de l'instrumentalisation des contacts intellectuels franco-allemands par le Sohlbergkreis et la même instrumentalisation de Luchaire, qu'il en ait conscience ou non.

1463 Luchaire, « Et maintenant, France-Allemagne », *Notre Temps*, n°98, 12/07/1931, col.401.

1464 *Ibid.* col.401.

détresse économique d'outre-Rhin ». Il admet que des événements et des déclarations alimentent les craintes de part et d'autres, aussi recommande-t-il à chacun de les « dissiper ». La semaine suivante<sup>1465</sup>, il poursuit son plaidoyer en faveur de l'aide financière de l'Allemagne dont la survie équivaldrait à celle du continent. Dans une analyse que les événements de 1931 plus alarmiste que jamais, Luchaire souligne les conséquences funestes de la crise.

« Abandonner l'Allemagne et l'Autriche à la ruine, c'est les abandonner à la tornade révolutionnaire et à l'emprise bolcheviste<sup>1466</sup>. »

La « contagion » s'étendrait alors inmanquablement aux pays voisins jusqu'à la France. Si pour l'heure, une « transfusion » serait indispensable, Luchaire envisage surtout la création de l'Europe unie pour remédier définitivement à la crise.

« L'Europe aura attendu dix-sept ans pour payer le prix complet de la folie commise en août 1914. Aujourd'hui, les réalités économiques, créancières, impitoyables, présentent l'accablante facture, retardée par cent artifices divers. »

Luchaire ne varie pas dans sa vision d'une paix gâchée depuis la fin du conflit<sup>1467</sup>. En 1919, 1926, 1930 et récemment encore devant la proposition Hoover, la France aurait eu l'occasion de « faire une paix tangible » mais n'en n'aurait pas saisi l'occasion. Mais le dernier plan d'aide française ne satisfait nullement Luchaire dans la mesure où proposer l'aide à l'Allemagne sans modifier le *statu quo* de Versailles serait tout à fait incomplet.

« Mais le gouvernement français a-t-il compris, lui, qu'une pareille tentative ne doit pas être limitée au terrain économique et n'offre aucune garantie d'efficacité si elle s'inspire d'un principe désormais funeste : le maintien du statu quo versaillais<sup>1468</sup> ? ». Il poursuit son argumentation en faveur d'un schéma continental entièrement nouveau.

« Offrir des crédits à l'Allemagne en exigeant de celle-ci qu'elle consente à végéter près de nous dans le sépulcre d'une Europe paralysée, quelle imprudence<sup>1469</sup>! »

Dans cette Europe statique, Luchaire perçoit une France endormie qui faute d'esprit créatif pourrait pousser sa jeunesse à une explosion de révolte.

« Nous ne tenons pas à ce que les jeunes générations de France subissent les angoisses intellectuelles, les souffrances physiques, le désarroi moral dont les jeunes générations allemandes sont accablées, et qui font d'elles la proie désignée de l'hitlérisme ou du communisme moscovite<sup>1470</sup>. »

Ce mouvement auquel il invite la France devrait aboutir à une paix « solide ».

« C'est-à-dire une paix souple et non une paix cristallisée. Une paix où chaque nation puisse faire jouer pacifiquement ses muscles – et non une paix où toute manifestation de dynamisme prend l'allure d'une provocation guerrière<sup>1471</sup>. »

---

1465 « Crise allemande ? Non, crise européenne », *Notre Temps*, n°99, 19/07/1931, col.441-443.

1466 *Ibid.* col.443.

1467 Luchaire, « De l'erreur allemande au sommeil français », *Notre Temps*, n°100, 26/07/1931, col.481-484.

1468 *Ibid.* col.481-482.

1469 *Ibid.* col.482.

1470 *Ibid.* col.483.

1471 *Ibid.*

Le directeur de *Notre Temps* affirme ici un point de vue très éloigné d'un pacifisme antimilitariste. Luchaire admet que l'Allemagne se trompe sur ses objectifs internationaux. Il lui accorde néanmoins des excuses nombreuses, cinq pour être exact, qui ont trait à sa situation de pays vaincu, occupé, puis confronté le premier et le plus durement à la crise économique. A cela s'ajoute la brièveté de son expérience démocratique qui, avec les exemples des voisins européens, devrait inviter la France et la Grande-Bretagne à une révision du « système démocratique parlementaire ». Luchaire est d'avis que la France pourrait sauver l'Allemagne à condition de renoncer au *statu quo* continental. Celui-ci serait d'abord le fruit d'une « erreur » de la France, qui croit à sa sécurité en dominant le continent à l'aide d'une « demi-douzaine de satellites ». L'Europe souffrirait encore de ce que « l'air, les produits, les hommes ne circulent pas librement, ne travaillent pas ensemble ». Or ce schéma lui paraît absolument condamné.

« Un peuple dynamique n'y saurait subsister longtemps. Il y étoufferait vite. L'Allemagne se refuse à pareil sort<sup>1472</sup>. »

Luchaire confond ici l'argumentation en faveur de la prospérité qui réclame la baisse des barrières douanières et celle plus simplement impérialiste qui autoriserait l'Allemagne à modifier ses frontières. Pour Luchaire, l'idée européenne a toujours été la solution idéale aux problèmes d'organisation d'une économie rationnelle et d'une paix assurée, fruit d'une réflexion théorique. Face à la crise de 1931, il met cette pensée européenne directement au contact des réalités allemandes et au service des *desiderata* allemands. De là à moduler l'idée européenne en fonction des intérêts particuliers de l'Allemagne, il n'y a qu'un pas que Luchaire franchit aisément. Le 2 août Luchaire poursuit son plaidoyer<sup>1473</sup> dans *Notre Temps* alors que débute la rencontre de Rethel. Toujours aussi peu confiant envers la Grande-Bretagne, Luchaire craint que « l'influence anglo-saxonne » ne compromette un accord franco-allemand. Il place donc tous ses espoirs dans un accord franco-allemand pour lequel la France se devrait de « comprendre l'Allemagne ».

« [...] la France, de son côté, doit se convaincre de ceci : qu'elle ne se fera pas écouter tant qu'elle n'aura pas fait un effort pour comprendre l'Allemagne actuelle, tant qu'elle n'aura pas également fait un effort pour se renouveler elle-même<sup>1474</sup>. »

Luchaire cite abondamment les *Incertitudes allemandes* de Pierre Viénot<sup>1475</sup>. Il retient les passages consacrant le dynamisme, la vitalité et la vigueur de sa jeunesse comme les caractéristiques de l'Allemagne telle qu'elle serait connue par l'équipe de *Notre Temps*. Il se penche également sur les facteurs d'explication des « révoltes germaniques contre le *statu quo* européen ».

« [...] et ces révoltes s'avèrent [...] fort différentes d'une explosion de nationalisme type classique. Plus qu'une non-acceptation de telle ou telle frontière, de tel ou tel équilibre – sujets sur lesquels on a tort de s'hypnotiser outre-Rhin –

---

1472 *Ibid.* col.484.

1473 « Pour le tête à tête franco-allemand », *Notre Temps*, n°101, 02/08/1931, col.521-525.

1474 *Ibid.* col.522.

1475 Pierre Viénot, *Incertitudes allemandes : la crise de la civilisation bourgeoise en Allemagne*, Valois, 1931.

l'insoumission allemande est faite d'un refus du principe même de *l'immobilité* appliquée aux relations internationales, refus analogue à celui qui frappe – au-delà du Rhin – tout système d'idées et tout système social antérieur à la chute de l'Empire, y compris celui dont la France vit depuis cent cinquante ans : la bourgeoisie individualiste<sup>1476</sup>. »

Outre la minoration du nationalisme on retrouve ici l'influence d'une partie du discours de la « Révolution conservatrice » avec la France décrite comme cristallisée dans une idéologie désuète. Ainsi, toujours selon Luchaire, il ne faudrait pas interpréter les gestes allemands selon la mentalité et les habitudes françaises. De l'avis de Luchaire, le livre de Viénot permettrait de « distinguer ce qu'il y a de constructif dans le désarroi germanique » et « d'étudier les quelques valeurs permanentes devant lesquelles le relativisme d'outre-Rhin s'arrête : foi en la vie, foi en soi, foi dans la valeur du mouvement ». Luchaire prolonge son analyse de l'ouvrage de Viénot et y décèle la possibilité d'en tirer une réflexion sur la France.

« Cet examen national de conscience, n'attendons pas que l'étranger le fasse pour nous, ou que la révolte des choses nous l'impose à une heure de débâcle<sup>1477</sup>. »

L'exemple allemand devrait servir d'aiguillon afin de remettre en cause l'attachement français présumé à l'immobilisme. Car Luchaire ne trouve rien d'autre pour symboliser le rapport entre France et Allemagne que la comparaison sans cesse répétée du dynamisme et de l'inertie. Il est remarquable de lire Luchaire prôner en 1931 la révision des valeurs françaises sous l'angle de la réflexion allemande. Aucune réussite politique proprement dite ne semble motiver cette révision, il s'agirait plutôt du projet de rénovation politique avec l'idée que la jeunesse est prête à s'y engager. Luchaire s'appuie ensuite sur l'argument de la jeunesse, celle française, « à quelque tendance qu'elle appartienne<sup>1478</sup> » se caractériserait par le refus net et définitif de tout immobilisme. Doutant que la jeunesse française veuille s'associer à la paralysie de son pays, il réaffirme sa conclusion du Sohlberg qui réunissait les jeunes des deux pays dans une même communauté de vues et donne rendez-vous à Rethel pour la confirmer. Ses prises de position en faveur du dynamisme allemand peuvent paraître inquiétantes aussi rassure-t-il le lecteur en indiquant que la formule de *statu quo* est à prendre « *dans son sens le plus large* et non dans son sens restreint aux revendications territoriales du Reich<sup>1479</sup> ».

A la mi-décembre, partant de l'engagement européen de *Notre Temps*, il propose d'examiner si la méthode briandiste serait toujours utile face à un contexte franco-allemand de plus en plus délicat et avant « un probable triomphe hitlérien<sup>1480</sup> ».

Luchaire précise que « rien de définitif » ne se serait encore produit outre-Rhin et ajoute que le mouvement nazi serait globalement mal compris en France.

« L'hitlérisme, ce n'est pas le produit du nationalisme allemand : c'est avant

---

1476 Luchaire, « Pour le tête à tête franco-allemand », *Notre Temps*, n°101, 02/08/1931, col.523. C'est Luchaire qui souligne en italique.

1477 *Ibid.* col.524.

1478 *Ibid.* col.525.

1479 *Ibid.* col.525. Luchaire souligne en italique.

1480 Luchaire, « La France en face du problème allemand », *Notre Temps*, n°120, 13/12/1931, col.561-564.

tout celui de la misère matérielle de l'Allemagne et celui du désarroi psychologique d'outre-Rhin<sup>1481</sup>. »

Il tire cet avis des travaux de *Notre Temps* et de la rencontre de Rethel. Ce jugement modérateur sur le mouvement hitlérien ne cherche pas à le rendre acceptable mais à justifier de la poursuite du contact franco-allemand.

« Si rien n'est fait pour réduire le chômage outre-Rhin, si rien n'est fait pour arracher les classes moyennes allemandes à l'écrasement qu'elles subissent, si rien n'est fait pour enlever à l'Allemagne le sentiment qu'elle est mutilée, rançonnée, diminuée politiquement par l'étranger – si rien n'est fait dans ces divers domaines, les allées du pouvoir seront grandes ouvertes devant Hitler. »

Luchaire pense que la France dispose encore du temps et des moyens pour agir efficacement. Elle serait selon lui confrontée à « un choix inévitable » ; ou « maintenir ce *statu quo* par la force » ou bien « négocier, financer, diriger la métamorphose du *statu quo* ». Luchaire recommande de s'engager le plus vite possible dans un accord bien plus facilement réalisable « avec l'Allemagne de Brüning plutôt qu'avec l'Allemagne de Hitler<sup>1482</sup> ». D'ailleurs après juin 1932, il lui semble qu'il serait « trop tard » pour agir et pour renforcer Brüning. Il s'agirait en l'occurrence de prolonger la politique de Locarno car de l'avis de Luchaire Briand aurait prévu une évolution savante » du *statu quo* de 1919 vers « un statut européen nouveau accepté par tous<sup>1483</sup> ».

La semaine suivante, Luchaire détaille le programme qui devrait permettre à la France de détourner l'Allemagne de la misère et du nationalisme<sup>1484</sup>. Il prévient d'entrée que si l'Allemagne est responsable d'un certain nombre de maladroites ou d'erreurs volontaires, il n'en demeure pas moins que la France se doit d'agir dans son propre intérêt. En apportant une aide financière à l'Allemagne, la France pourrait faire de Brüning « le sauveur du Reich » et ainsi repousser les nationalistes étant entendu désormais que l'Allemagne refuse d'acheter « son salut financier au prix d'une renonciation à ses espoirs nationaux<sup>1485</sup> ». Luchaire défend ensuite l'idée d'un nécessaire « soulagement psychologique ».

« Le peuple allemand, s'il a accepté quelques unes des conséquences de sa défaite de 1918, ne peut pas supporter la persistance de certaines clauses du Traité de la Paix. Des sociaux-démocrates aux hitlériens, l'accord est général sur plusieurs thèmes qui sont ainsi devenus des thèmes d'unanimité<sup>1486</sup>. »

La liste de ces objectifs censés remporter l'adhésion d'une majorité est ainsi constituée : « la liberté d'action politique de l'Allemagne (*Anschluss*), l'égalité militaire du Reich avec les autres puissances (réduction des armements de la France, de la Pologne et de la Petite-Entente ou réarmement allemand), les réparations, les frontières de l'Est (couloir de Dantzig et Haute-Silésie) ». L'*Anschluss* se justifierait

---

1481 *Ibid.* col.561-562.

1482 *Ibid.* col.564.

1483 *Ibid.*

1484 Luchaire, « France et Allemagne avant les élections de printemps », *Notre Temps*, n°121, 20/12/1931, col.601-605.

1485 *Ibid.* col.603.

1486 *Ibid.* col.604.

par la notion de *Volkstum*, prenant ainsi un aspect ethnique, moral et culturel et non pas celui perçu en France d'une volonté de puissance.

« La jeunesse allemande ne voit nullement dans l'*Anschluss* le moyen d'agrandir le Reich, mais le cas typique dans lequel les hommes de race germanique doivent revendiquer le droit de se regrouper parce qu'ils ont les mêmes origines de race, la même langue, la même culture<sup>1487</sup>. »

Luchaire considère qu'il s'agit ici d'« un sentiment aussi incompressible » que ceux ayant amené à « l'unité allemande [et à] l'unité de l'Italie », et propose de mettre sur pied un régime européen de sauvegarde des droits des minorités censé rendre « superflue » toute idée d'*Anschluss*. En matière de désarmement, Luchaire plaide l'égalité sans réclamer le désarmement, la question se résumerait selon lui à des « méfiances » qu'il s'agirait de vaincre pour que le problème devienne insignifiant. L'argument selon lequel la psychologie gênerait une approche apaisée est ici bien utile. Pour ce qui est des réparations, Luchaire préconise de les suspendre pendant quelques années. L'Allemagne accepterait de payer ce détruit, seul le montant jugé exorbitant serait à renégocier. Il souligne au passage les différences entre les estimations allemandes et celles françaises de ce qui a déjà été payé et se garde bien de se prononcer. Luchaire juge ensuite qu'une modification en faveur de l'Allemagne est absolument inévitable au seul motif que l'Allemagne se montrerait intraitable sur la question. Il ne resterait à la France qu'à choisir entre une négociation ou par la force. Luchaire a l'art de présenter les plus épineuses questions avec la candeur d'un enfant. L'Allemagne confrontée à sa situation de vaincu serait naturellement décidée à faire jouer tous les rouages pour accéder de nouveau à toute sa liberté. L'attachement à la paix commanderait alors de négocier au mieux avec elle tout simplement parce qu'il n'existerait aucune alternative<sup>1488</sup>. Ainsi le jugement de Luchaire a-t-il la force des assertions les plus élémentaires.

« C'est débarrasser l'Allemagne des chaînes, dont elle se plaint chaque jour davantage et qui, loin d'assurer la paix européenne et la sécurité française, ne font qu'accroître les périls de guerre<sup>1489</sup>. »

Ainsi en rendant « entières la vie et la liberté à l'Allemagne », la France aurait l'occasion d'en faire « une associée possible ». Mais cette simplicité dans l'énoncé des questions cache mal la légèreté avec laquelle il juge le nationalisme allemand et l'abandon d'un grand nombre d'acquis en faveur de la paix.

Un rapide regard rétrospectif sur *Notre Temps* durant la période juin 1930-décembre 1931 permet des constations intéressantes. Il ne fait pas de doute que Luchaire écrit désormais quasi exclusivement en faveur de l'Allemagne. La juxtaposition de formules à l'emporte pièce dessine chez lui une carte de l'Europe

---

1487 *Ibid.*

1488 Pour une approche plus scientifique de l'Allemagne de Weimar, voir Detlev J. K. Peukert, *Jugend zwischen Krieg und Krise : Lebenswelten von Arbeiterjungen in der Weimarer Republik*, Köln, Bund-Verl., 1987 ; Detlev J. K. Peukert, *La République de Weimar : années de crise de la modernité*, trad. de l'allemand par Paul Kessler, Paris, Aubier, 1995 ainsi que Horst Möller, *Die Weimarer Republik. Eine unvollendete Demokratie*, München, Deutscher Taschenbuch Verl., 2004. Horst Möller, *La République de Weimar*, traduit de l'allemand par Claude Porcell, Nouvelle éd., Paris, Tallandier, 2011.

1489 Luchaire, « France et Allemagne avant les élections de printemps », *Notre Temps*, n°121, 20/12/1931, col.605.

pour le moins singulière. Dès 1930 il entend promouvoir « l'adaptation des textes issus de la guerre aux nécessités de la paix européenne<sup>1490</sup> ». Alors que l'Allemagne présenterait des revendications légitimes, la France mènerait une politique « d'impérialisme statique<sup>1491</sup> » et la Pologne poursuivrait des « préparatifs belliqueux "de défense"<sup>1492</sup> ». En 1931 le plaidoyer en faveur de la paix apparaît sous son véritable jour, Luchaire prend fait et cause pour l'Allemagne persuadé que seule la satisfaction de ses réclamations permettrait de sauvegarder la paix. Dans le même temps, Brossolette s'est publiquement désolidarisé de cette conception germanophile de l'organisation du continent et a tiré un trait définitif sur l'idée du rapprochement intellectuel tel qu'il est orchestré par Luchaire et le *Sohlbergkreis*.

### III. La politique intérieure dans *Notre Temps* hebdomadaire.

Après un éphémère Cabinet Chautemps à la fin février, André Tardieu constitue son deuxième Cabinet qui dure jusqu'au 4 décembre 1930. Quant *Notre Temps* présente son programme en juin 1930, l'idée d'une réforme de l'Etat est toujours présente.

« Pour la France c'est un Etat réformé de façon à donner aux puissances du travail – "prolétariennes", "capitalistes" et "techniciennes" – le moyen de confronter et d'associer leurs intérêts en pleine lumière, sans que les unes soient forcées de recourir à d'inavouables tentatives de pression et les autres à de redoutables tentatives de révolution<sup>1493</sup>. »

Cependant *Notre Temps* se préoccupe presque exclusivement de relations internationales durant le second semestre 1930. La politique intérieure est alors sensiblement mise entre parenthèse et l'on compte à peine un article par numéro dans ce domaine. La rubrique « Recherches » elle-même est peu fournie. René de la Porte, qui est un transfuge de l'équipe de Valois, fait son apparition au sein de la revue en juin et rédige la rubrique « La Semaine parlementaire ». Il relaie les débats en cours notamment ceux concernant l'outillage national, l'économie dirigée où encore le mode de scrutin des législatives. *Notre Temps* aborde également l'Empire colonial mais de manière assez superficielle. Finalement, seuls quelques éditoriaux de Luchaire sont à retenir<sup>1494</sup>. Ils portent d'une manière générale sur l'équilibre gouvernemental et montrent Luchaire très attaché à la formule de concentration. Il se satisfait du résultat du Congrès de Grenoble du Parti radical avec l'adoption de la thèse « concentrationniste<sup>1495</sup> » mais regrette la faible activité de ses jeunes membres. En octobre il prend le contrepoint des polémiques qui entourent le Président du Conseil et veut « féliciter M. Tardieu » pour avoir présidé à une

---

1490 Luchaire, Adaptation, et non concession, *Notre Temps*, n°65, 23/11/1930, col.285.

1491 Luchaire, « L'avenir des relations franco-allemandes », *Notre Temps*, n°67, 07/12/1930, col.361-362.

1492 Luchaire, « L'Heure de l'Europe », *Notre Temps*, n°17, 13/07/1930, col.162.

1493 Luchaire, « Un idéal, une méthode, un programme », *Notre Temps*, n°15, 29/06/1930, col.84.

1494 Luchaire, « Le congrès radical de Grenoble », *Notre Temps*, n°60, 19/10/1930 ; Luchaire, « Le Bilan Tardieu », *Notre Temps*, n°61, 26/10/1930 ; Luchaire, « Bloc National et Concentration », *Notre Temps*, n°62, 02/11/1930 ; Luchaire, « Concentration et jeunes équipes », *Notre Temps*, n°63, 09/11/1930 ; Luchaire, « La première phase de la crise ministérielle », *Notre Temps*, n°68, 14/12/1930.

1495 Luchaire, « Le congrès radical de Grenoble », *Notre Temps*, n°60, 19/10/1930.



« féconde série de réalisations » qui sont celles de son ministre des Affaires étrangères. Il porte également un regard bienveillant sur sa politique intérieure « au point de vue social<sup>1496</sup> ». Il encourage ensuite les « jeunes équipes » à soutenir le cabinet Tardieu et appelle à la réunion de celles-ci au-dessus de la « barricade provisoirement élevée par les luttes [des] aînés<sup>1497</sup> ». Luchaire a certes soutenu Tardieu mais il avait quelques difficultés à développer un argument positif, c'est encore le cas après la disparition de son second cabinet.

« Le "bilan Tardieu" [...] ne comporte, selon l'optique pacifique et républicaine, aucun élément répréhensible<sup>1498</sup>. »

Dans les cinquante et un numéros que comptent l'année 1931, Luchaire rédige quarante-six éditoriaux dont trente-neuf concernent les questions internationales, leur réception en France et l'image d'Aristide Briand. L'année 1931 constitue un retour à un intérêt certain pour la politique intérieure à la faveur d'une réactivation du thème des « jeunes équipes ». Luchaire modifie le sommaire de *Notre Temps* en mai 1931 et crée une nouvelle partie intitulée « L'Etat nouveau ». Il y apporte son commentaire de politique intérieure et renoue avec les thèmes des « nouvelles générations » et des « jeunes équipes » quelque peu délaissés les mois précédents. C'est dans cette partie du sommaire que sont désormais rassemblées les études économiques et sociales et qu'apparaissent entre autres les signatures de Paul Marion, fraîchement débarqué au sein de la rédaction. Il est né en 1899 et s'est formé à la politique dans la sphère communiste. Après de longs mois passés à Moscou il rompt avec le communisme et passe au socialisme. Il relaie l'actualité économique et sociale et s'intéresse de près au socialisme et au syndicalisme. Il accompagne Luchaire jusqu'à l'été 1935.

#### A. Un soutien chronique apporté aux différents cabinets.

Les prises de position de Luchaire en matière de politique intérieure s'articulent autour des concepts de « nouvelles générations » et de « réalisme ». Le programme qui en découle consacre diverses mesures en faveur d'une réforme de l'Etat pour lesquelles les « jeunes équipes » lutteraient soit depuis l'intérieur des partis soit de manière indépendante. Dans cette optique, Luchaire défend une majorité de concentration qui serait l'expression politique des « jeunes équipes ». Après la chute du cabinet Tardieu en décembre 1930, Luchaire apporte son soutien immédiat à celui de Steeg pour lequel il ne ménage pas ses louanges<sup>1499</sup>. Au début janvier 1931, il confirme ce soutien et se félicite de voir une nouvelle majorité à la Chambre à même de repousser les membres de l'URD dans l'opposition. Il entrevoit la possibilité d'une véritable majorité de concentration et attend que les modérés y apportent leur appui. Il reproche à la majorité « conservatrice » d'avoir gelé l'activité réformatrice de Tardieu c'est pourquoi son « réalisme du meilleur aloi est demeuré

---

1496 Luchaire, « Le Bilan Tardieu », *Notre Temps*, n°61, 26/10/1930, col.123.

1497 Luchaire, « Concentration et jeunes équipes », *Notre Temps*, n°63, 09/11/1930, col.202.

1498 Luchaire, « La première phase de la crise ministérielle », *Notre Temps*, n°68, 14/12/1930.

1499 Luchaire, « La deuxième phase de la crise ministérielle », *Notre Temps*, n°69, 21/12/1930, col.443-444.

au stade du verbalisme<sup>1500</sup> ». Aussi le vœu de Luchaire est-il de voir les membres de l'URD comme ceux de la SFIO exclus de la majorité. Luchaire nourrit une animosité sans faille contre l'URD qui s'explique par la domination du fait international dans son jugement politique. Il lui paraît évident que la politique du gouvernement et de sa majorité devrait être déterminée par une vue d'ensemble en politique internationale.

« Pourquoi manœuvre-t-on alors contre la naissance d'une majorité qui ne comprendrait réellement que des partisans du rapprochement franco-allemand et de l'union européenne<sup>1501</sup> ? »

Cet avis s'appuie d'ailleurs sur l'exemple allemand.

« Les sociaux démocrates allemands ont su, eux, sacrifier leurs préférences et leurs intérêts égoïstes à la politique de paix. »

Luchaire est dans une situation délicate. Attaché à la personne de Briand et premier défenseur de sa politique de détente, Luchaire doit cependant garder un avis mesuré sur les cabinets successifs quelle que soit leur politique. Il se pose en aiguillon du pouvoir sous l'étiquette des « jeunes équipes » mais il agit davantage comme un représentant officieux des cabinets Tardieu, Steeg puis Laval. La position originale de Tardieu, son discours volontairement placé au dessus des partis et sa volonté affichée d'une réforme de l'Etat permettait à Luchaire de le soutenir sans trop de contradictions bien que le gouvernement soit soutenu par une majorité de droite. Dans cet exercice délicat du serment d'allégeance au gouvernement Luchaire fait preuve d'une grande aisance. Le thème du « réalisme », pour flou qu'il est, lui offre alors un appui des plus utiles. Ainsi en mai 1931 lorsque Luchaire fait écho à un récent discours de Laval, il juge que le président du Conseil a prononcé un discours « imprégné de pensée évolutionniste<sup>1502</sup> ». Préoccupé par les efforts de rapprochement intellectuel franco-allemand, il n'avait pas encore abordé dans *Notre Temps* le travail de Laval. De même que les « nouvelles générations » devraient bientôt imposer leurs vues dans tous les domaines de l'esprit, Luchaire est persuadé, du moins le scande-t-il sans cesse, de la naissance d'un courant « évolutionniste » au sein des relèves et peu à peu au plus profond de l'opinion publique. A la suite d'une élection partielle à Meaux qui voit la victoire d'Albert Nast sur les représentants des grands partis, Luchaire imagine le corps électoral prendre conscience de l'insuffisance des partis. Il estime vivre « une période extraordinairement révolutionnaire » tandis que « les partis d'avant-guerre », « vieilles machines dépassées », n'opposeraient qu'un « fatras indescriptible de traditions politiques surannées<sup>1503</sup> ».

## B. La réactivation du discours des « jeunes équipes ».

### a) Au service des « jeunes équipes ».

Dans son deuxième éditorial de l'année, Luchaire précise à quoi la nouvelle

---

1500 Luchaire, « Vers une majorité d'évolution ? », *Notre Temps*, n°72, 11/01/1931, col.42.

1501 Luchaire, « La première phase de la crise ministérielle », *Notre Temps*, n°68, 14/12/1930, col.406.

1502 Luchaire, « A propos du discours de La Courneuve », « L'Etat nouveau », *Notre Temps*, n°89, 10/05/1931, col.63

1503 Luchaire, « Une élection significative », « L'Etat nouveau », *Notre Temps*, n°111, 11/10/1931, col.229-230.

majorité pourrait contribuer, à l'inverse de celle qu'il qualifie de « conservatrice ». L'objectif reste celui d'une réforme de l'Etat que Luchaire décrit comme « le contrôle réel de l'Etat sur toutes les entreprises industrielles, commerciales et bancaires, l'arbitrage obligatoire dans les conflits du travail et dans les conflits économiques, la participation des salariés à la gestion des entreprises – en un mot, la suppression du vieux libéralisme et la condamnation de cet ensemble de phénomènes psychologiques, juridiques et matériels qui découlent de la conception du patronat "de droit divin"<sup>1504</sup> ». Luchaire parle d'un « bouleversement pacifique fondé sur la notion de collaboration des classes » aussi défend-il l'idée du « centre évolutionniste » c'est-à-dire d'une majorité de large concentration. En réaction à un article de Senatus publié dans *L'Avenir*, Luchaire tient à préciser sa position. Son refus de se plier à la division classique gauche-droite correspondrait à la volonté de « dégager un large courant réformateur, correspondant aux tendances françaises profondes – [...] évolutionnistes et progressistes – afin de réaliser un programme de graduelles transformations intérieures et internationales<sup>1505</sup> ». Dans ce dessein, il affiche une commune répulsion pour le « dogme périmé de la lutte des classes » et pour le « *statu quo* social ». Dans cet article Luchaire nie toute proximité idéologique entre le « centre évolutionniste » et la droite conservatrice et affirme une nouvelle fois son hostilité envers l'URD qu'il qualifie de « parti-type de la conservation sociale ». Luchaire insiste comme s'il devait prouver qu'il n'est pas affilié à la droite. L'argumentaire de Luchaire est prononcé au nom des « jeunes équipes ». Celles-ci regrouperaient trois pôles différents, les « indépendants » comme les membres de *Notre Temps*, celles « inscrites au radicalisme » et enfin les figures « attachées à ces organismes modérés dont l'Alliance démocratique est le lien ». La définition se complète avec les qualificatifs qui mettent l'accent sur leur influence potentielle et leur capacité à refléter le futur. Ainsi en parlant des « jeunes équipes » Luchaire évoque « toutes les forces d'avenir » et les « évolutionnistes des nouvelles générations<sup>1506</sup> ». Luchaire prononce une exclusive à l'encontre de l'URD d'autant plus remarquable qu'elle est ferme et s'oppose à la logique de regroupement prôné par lui. Le programme des « jeunes équipes » que nous connaissons déjà est défini comme l'inverse de celui de la Fédération Républicaine. Ce programme reprend les idées défendues par *Notre Temps* depuis sa création mais il n'est en réalité porté par aucun groupe politique constitué. Dès lors la définition plus restrictive ne correspond plus qu'à un groupe virtuel. Pourtant Luchaire continue de le porter inlassablement<sup>1507</sup>. Ses articles sur ce thème sont rédigés à la première personne du pluriel au nom de la jeunesse, des « nouvelles générations » ou des « jeunes équipes ». Il défend sans fléchir la théorie d'une rupture entre les générations due à la Grande guerre. Les jeunes auraient alors perçu progressivement qu'il leur était plus simple de s'entendre entre eux qu'avec leurs aînés, au-delà des divisions idéologiques et même au-delà des frontières. En politique intérieure, il en veut pour

---

1504 Luchaire, « Vers une majorité d'évolution ? », *Notre Temps*, n°72, 11/01/1931, col.42.

1505 Luchaire, « Avec le centre, oui. Avec la droite, jamais », *Notre Temps*, n°74, 25/01/1931, col.129.

1506 *Ibid.* col.130.

1507 Luchaire, « Frontières et Générations », *Notre Temps*, n°83, 29/03/1931, col.489-492.

preuve le succès d'initiatives entièrement menées par des jeunes. A l'échec du jeune radicalisme il oppose la réussite de la LAURS, il retient « l'impuissance » des jeunes de l'Alliance Démocratique et la « timidité révélatrice<sup>1508</sup> » des jeunes de la SFIO<sup>1509</sup>. Alors que les Jeunesses Patriotes n'auraient rien apporté aux droites, il reconnaît à l'équipe des *Cahiers 1931* des « apports incontestables ». Il fait les mêmes constatations en matière de littérature et regrette de ne pas avoir le temps de développer l'idée en matière d'art. Dans le domaine international, Luchaire juge que « la différence des générations éclate encore plus brusquement ». Luchaire explique que les jeunes ne seraient « nullement choqués, nullement alarmés » lorsque leurs camarades étrangers professent les « opinions les plus variées ». Un jeune Français s'apercevrait encore qu'un jeune Allemand parle le même langage à condition de tenir « compte du décalage des psychologies nationales<sup>1510</sup> ».

« [...] par-dessus les frontières, les aspirations profondes et les tendances naturelles des nouvelles générations sont identiques ou parallèles, psychologiquement, moralement et socialement<sup>1511</sup>. »

On comprend pourquoi Brossolette précise avec autant de soin le rapport qu'il perçoit entre la France et l'Allemagne. Sa déclaration du mois d'août constitue d'ailleurs la contradiction formelle de Luchaire en un point de vue inverse<sup>1512</sup>.

b) *Notre Temps*, représentant d'un mouvement.

L'idée des « jeunes équipes » prend corps également dans l'existence même de *Notre Temps*. A la fois « équipe » et « centre de ralliement », Luchaire dit de *Notre Temps* qu'il aspire à « être un mouvement<sup>1513</sup> ». Selon lui, *Notre Temps* serait « aujourd'hui un des plus grands, un des plus autorisés hebdomadaires de France et d'Europe ». Son appréciation est à modérer mais il faut reconnaître avec lui que *Notre Temps* a un rôle de relais multiple, pour l'équipe élargie de Jean Luchaire composée des amis de la revue, du GUFA, de la Tribune internationale, et pour des associations telles que la LAURS ou le GUSDN. Il faut remarquer l'absence de la FJLR avec laquelle Luchaire a pourtant travaillé étroitement de 1925 à 1928. Luchaire insiste ensuite sur les initiatives publiques de *Notre Temps* notamment la publication des deux manifestes contre le nationalisme et sa série de conférences en France. Il cite encore l'existence de « groupes de *Notre Temps* » en province avec l'exemple à Toulouse du dénommé « Club du Languedoc ». La dernière initiative en date est un « meeting de grande envergure » qui s'est tenu salle Bullier où « plusieurs milliers de jeunes appartenant à toutes les catégories sociales » auraient « acclamé la paix par consentement mutuel, l'union européenne, et le désarmement – ainsi que l'homme qui incarne cette politique de salut : Aristide Briand ». Luchaire

---

1508 *Ibid.* col.490.

1509 Sur la jeunesse socialiste se reporter à Christine Bouneau, *Socialisme et jeunesse en France*, *op. cit.*

1510 Luchaire, « Frontières et Générations », *Notre Temps*, n°83, 29/03/1931, col.492.

1511 *Ibid.* col.492.

1512 Nous l'avons déjà cité plus haut : « Les fondements de la pensée allemande, de la morale allemande, de la conscience allemande, sont actuellement aux antipodes des fondements de notre pensée, de notre morale, de notre conscience française. », Brossolette, « L'échec du plébiscite prussien », *Notre Temps*, n°105, 30/08/1931, col.691.

1513 Luchaire, « Les nouvelles générations contre le nationalisme », *Notre Temps*, n°90, 17/05/1931, col.81.

est fier d'avoir déjoué la main mise des jeunes royalistes sur le Quartier Latin<sup>1514</sup> et plus encore d'être à l'origine du rassemblement.

« Cela montrait suffisamment que les divergences de politique intérieure, que la diversité même des nuances en politique extérieure s'effacent lorsqu'il s'agit de faire front contre un ennemi commun : le nationalisme – et lorsqu'il s'agit de lutter en commun pour notre avenir : l'Unité de l'Europe<sup>1515</sup>. »

c) La réforme de l'Etat à travers la rubrique « L'Etat nouveau ».

Le projet d'une réforme de l'Etat est exprimé dès les premiers numéros de *Notre Temps*<sup>1516</sup> et justifie en mai 1931 la création d'une rubrique *ad hoc*. La revue veut être « l'origine, l'expression, l'instrument d'un mouvement », veut servir de « trait d'union » entre les groupements qui se penchent sur cette réforme. Luchaire explique que *Notre Temps* abandonne ainsi le « détachement » pratiqué jusque là en politique intérieure tout en se gardant de tomber dans ce qu'il considère comme étant les travers de la politique.

« Les luttes de partis ne nous passionneront pas plus qu'autrefois : elles reflètent des intérêts artificiels et des sentiments sur lesquels pèse le poids écrasant d'un passé disparu<sup>1517</sup>. »

Luchaire entend rester fidèles aux principes « des générations et du réalisme ». Restant au service de la jeunesse il veut proposer des « solutions sociales susceptibles de refléter les sentiments de la majorité des générations d'après-guerre et les nécessités du temps présent<sup>1518</sup> ». Cette servitude à l'opinion supposée de la jeunesse et aux événements interdit de fait une prise de position personnelle et indique l'objectif utilitariste de l'engagement de Luchaire. Toujours est-il que Luchaire lie le sort des « jeunes équipes » à la propagande en faveur de l'Union européenne et de la réforme de l'Etat.

« Si *Notre Temps* se décide à aborder "en équipe" le problème social, c'est encore pour servir l'union de l'Europe et la paix<sup>1519</sup>. »

Lors de l'inauguration de la rubrique Luchaire commence par rappeler l'abondante bibliographie du « réalisme » qui au tournant des années 1930 a imposé le terme dans toutes les discussions politiques<sup>1520</sup>. Mais l'époque est passée et la nostalgie de Luchaire marque sa déception.

« Peut-être même avons-nous, à *Notre Temps*, lassé nos amis par l'abus de "réalisme" et de "réalités"<sup>1521</sup>. »

---

1514 Le ton est tellement enjoué que l'on comprend qu'il s'agit d'une victoire passagère, Luchaire omet d'ailleurs de préciser que les jeunes issus des droites tiennent également des réunions à succès.

1515 Luchaire, « Les nouvelles générations contre le nationalisme », *Notre Temps*, n°90, 17/05/1931, col.82-83.

1516 En septembre 1927, Roche et Luchaire évoquent « les nouvelles générations, qui ne conçoivent pas la possibilité de réorganiser la vie intérieure des Etats sans organiser l'existence entre les Etats [...] », Luchaire, Roche, « La Discipline européenne », *Notre Temps*, n°4, 09/1927, p.122.

1517 Luchaire, « De l'Union européenne à la réforme de l'Etat », *Notre Temps*, n°88, 03/05/1931, col.6.

1518 *Ibid.*

1519 *Ibid.* col.7.

1520 Il cite Jean Montigny et sa *République réaliste* paru en 1930 aux éditions de la Renaissance, *Réalisme* de Pierre de Félice chez Grasset en 1928, *Essai d'une politique réaliste* de Georges Roux chez Kra en 1928, *Réalisme démocratique* de Paul Archambault chez Spes en 1930 et évidemment sa *Génération réaliste* chez Valois en 1929.

1521 Luchaire, « Politique réaliste », « L'Organisation collective », *Notre Temps*, n°88, 03/05/1931, col.25.

Cependant Luchaire persiste à défendre le « réalisme » comme méthode et sa « force motrice », l'idéalisme.

« Le réalisme créateur, c'est l'évaluation objective des faits et des possibilités, mise au service d'une volonté d'amélioration. »

Dans cet esprit il ne pourrait correspondre à aucun « opportunisme égoïste » tout en obéissant à une implacable supériorité des faits.

« Car si le réalisme doit servir un idéal, il ne peut servir un idéal contraire à l'évolution normale des phénomènes économiques et psychologiques<sup>1522</sup>. »

Luchaire en déduit que le « réalisme » s'oppose inévitablement au conservatisme social mais la liste de ces « phénomènes » pourrait bien varier selon les conceptions de chacun. Luchaire décrit ensuite le fonctionnement de la rubrique fixant à René de la Porte, transfuge de l'équipe de Georges Valois, d'observer le Palais Bourbon et au nouveau venu Paul Marion d'étudier le syndicalisme et le corporatisme. Les questions ayant trait aux finances, à l'économie, à l'éducation, aux « jeunes équipes » ainsi que la critique des livres politiques seront également présentées dans cette rubrique. Luchaire participe également à cette rubrique et rédige une série d'article sous l'appellation « L'organisation collective ».

d) Observations critiques du parti socialiste et du Parti radical.

Luchaire se pose souvent en relais d'opinion des « jeunes équipes ». Ainsi désigne-t-il l'attitude à observer pour les « jeunes équipes de gauche et du centre gauche » face au parti socialiste après le congrès de Tours<sup>1523</sup>. Selon son raisonnement habituel, il propose un choix entre plusieurs solutions ; ici un affrontement, une absorption des « jeunes équipes » par le parti socialiste ou « un vaste mouvement évolutionniste ». Luchaire se penche évidemment sur la troisième proposition. Il considère que les idées arrêtées ne peuvent mener qu'à l'exclusive et au renforcement des « conservateurs ». Il juge plus naturel que les « jeunes équipes » et les socialistes poursuivent chacun leur travail en attendant que les seconds ressentent une « évolution nécessaire », c'est à dire qu'ils abandonnent une doctrine lui paraissant beaucoup trop rigide. Luchaire livre trois articles sur le parti socialiste en écho au Congrès de Tours, signe d'un intérêt tactique. En effet le recrutement des « jeunes équipes » devrait incorporer à gauche une large frange du socialisme en puisant parmi ses membres les plus modérés et en les arrachant au courant guesdiste. C'est dans cette optique qu'il s'intéresse aux mouvements de fond au sein du parti en distinguant notamment autour de Déat un « groupe évolutionniste<sup>1524</sup> ». Après avoir constaté que le parti continue de se renforcer, il attend que ses « troupes » nouvelles viennent épauler Déat, prélude à la naissance « d'un fécond mouvement jeune socialiste dont l'influence pourrait s'élargir bien au-delà des frontières mêmes du Parti ». Une fois encore Luchaire affirme son choix pour un mouvement hors des cadres théoriques.

---

1522 *Ibid.* col.26.

1523 Luchaire, « Les jeunes équipes et le socialisme », « L'Etat nouveau », *Notre Temps*, n°94, 14/06/1931, col.259-263.

1524 Luchaire, « Crise de croissance du socialisme », « L'Etat nouveau », *Notre Temps*, n°92, 31/05/1931, col.184

Vis-à-vis du Parti radical, Luchaire conserve une attitude ambivalente faite de violentes critiques et d'encouragements bienveillants.

« [...] le Parti radical [...] lasse les masses et la jeunesse par ses perpétuelles hésitations et par l'insuffisance évidente de ses chefs comme par la vétusté d'une doctrine qu'on n'arrive pas à rendre homogène et moderne, en dépit de tant de louables efforts<sup>1525</sup>. »

Malgré les déceptions successives Luchaire garde toujours espoir de voir le Parti radical se muer en un « parti évolutionniste », c'est-à-dire abandonnant sa doctrine au profit du programme des « jeunes équipes ». Après le premier tour des cantonales, alors que le Parti radical peut espérer de bons résultats, Luchaire juge qu'il n'a « pas perdu toutes ses chances et tout son potentiel » à condition bien sûr qu'il s'engage en faveur d'une « bonne et franche politique ». Pendant le congrès du parti à Paris en novembre 1931, Luchaire rédige deux éditoriaux qui sont l'occasion de rappeler son opinion sur la rue de Valois. Le 8 novembre 1931, sous le titre « Destinées radicales », Luchaire reproduit un article datant de 1929. Dans celui-ci il distillait ses conseils parmi lesquels une « révision totale des valeurs politiques jusqu'ici admises par les républicains », le remplacement du personnel dirigeant et la définition d'un programme qui mettrait en exergue « la nouveauté des formules actuelles<sup>1526</sup> ». L'objectif est d'affirmer une fois de plus l'immobilisme de la rue de Valois. Luchaire passe alors en revue les congrès successifs depuis 1927 sous l'angle d'une histoire du « jeune radicalisme ». Il regrette vivement que le parti n'ait pas choisi un chef parmi ses jeunes talents tels que Pierre Cot ou Gaston Bergery. La semaine suivante Luchaire consacre pas moins de quatre pages au « bilan du Congrès radical<sup>1527</sup> ». Luchaire insiste sur la liberté de ton propre à *Notre Temps* et son indépendance qui le priverait « souvent d'appuis matériels avantageux ». Il tient à relativiser les inimitiés qu'il s'est attiré à la suite de son précédent éditorial, c'est alors la « probité intellectuelle » qui justifierait de saines critiques à l'encontre du radicalisme. Luchaire rédige un bilan tout en demi-teinte. Il juge le parti « de moins en moins démagogique » là où sa « phraséologie » aurait laissé la place à des études économiques précises. Mais la déclaration finale est qualifiée de « plus mauvaise Déclaration valoisienne [...] depuis 1926 ». Luchaire retient la qualité de l'ordre du jour économique qui sans la citer sous-entendrait « à chaque ligne » l'idée d'économie dirigée. Luchaire retient les applaudissements nourris reçus par Pierre Cot lorsqu'il opposait le désarmement et la collaboration internationale à l'idée d'un armement défensif défendue par Edouard Herriot. Il en conclut que les idées internationalistes triomphent dans les rangs valoisien. Quant aux « jeunes radicaux » le bilan selon Luchaire est tout aussi paradoxal. Grâce à leur travail, ils rehausseraient le prestige du parti, mais le retour d'Herriot à la direction signifierait la mort du « jeune radicalisme ». En conclusion, Luchaire soulève tout de même l'hypothèse d'un retour du « jeune radicalisme dont les membres seraient toujours

---

1525 Luchaire, « Crise de croissance du socialisme », « L'Etat nouveau », *Notre Temps*, n°92, 31/05/1931, col.183.

1526 Luchaire, « Destinées radicales », *Notre Temps*, n°115, 08/11/1931, col.362. Egalement Luchaire, « Les évolutionnistes en politique », « Recherches », *Notre Temps*, n°26, 08/1929, p.258-261.

1527 Luchaire, « Bilan du congrès radical », *Notre Temps*, n°116, 15/11/1931, col.401-408.

les « amis » de *Notre Temps*. En fin d'année, Luchaire revient à trois reprises sur la fin prochaine de la législature<sup>1528</sup>. Il considère que la Chambre des députés est à l'agonie, prostrée dans l'attente des prochaines élections alors que la situation deviendrait chaque jour plus urgente. Il est favorable à une élection anticipée dont il imagine qu'elle donnerait à la France une majorité de concentration à même de s'attaquer aux questions franco-allemandes et à la crise. Si aucune dissolution n'intervenait, il envisage au mieux un affrontement entre les extrêmes, au pire une « dictature ».

« Par contre, quelle sera – dans quatre mois – l'accueil du corps électoral à l'égard de ceux qui – hypocritement abrités sous un scrupule constitutionnel – se seront accrochés à leurs indemnités, à leurs immunités, à leurs postes... et tout cela *pour ne rien faire*, pour ne rien décider, pour laisser les événements s'aggraver – ayant à leur actif, dans la plus bonne des hypothèses, quelques palliatifs contre le chômage, quelques ordres du jour inefficaces en politique extérieure, et un budget monstre, fruit des démagogies électorales de dernière heure<sup>1529</sup> ! »

Ces reproches, qui couvrent tout le spectre habituel du discours antiparlementaire semblent être prononcé par la *vox populi*. On connaît le peu de considération de Luchaire pour la pratique parlementaire et l'on est en droit de se demander s'il ne livre pas ici son opinion profonde lorsqu'il promet une « campagne [en avril 1932] n'importe où, contre n'importe quel sortant, appartenant à n'importe quel parti<sup>1530</sup> ».

Luchaire poursuit son soutien des cabinets en place. Toujours partisan d'une large majorité de concentration, il se distingue de la droite et des socialistes. Il réactive à cet effet l'argumentaire des « jeunes équipes » qui, depuis les ruptures avec les jeunes radicaux et l'équipe de Georges Valois, avait été délaissé au profit du discours européen. L'intérêt porté aux formations politiques voisines l'est toujours dans le sens d'un secret espoir que tous se réunissent derrière les mesures défendues par *Notre Temps*. S'il n'apporte aucun élément neuf au projet politique qu'il défend, il offre néanmoins un écho aux discussions économiques entourant la Réforme de l'Etat grâce à la rubrique « L'Etat nouveau ». Celle-ci perdure jusqu'au 10 septembre 1933, veille de la transformation de *Notre Temps* en quotidien. De ce nouvel éclairage, il ressort que les choix de politique intérieure de Luchaire sont déterminés par sa vision de politique internationale. En conséquence de quoi son animosité contre la droite traditionnelle reste intacte.

---

1528 Luchaire, Un cadavre encombrant, *Notre Temps*, n°118, 29/11/1931, col.481-482 ; Luchaire, « *Jam fœtet* », « L'Etat nouveau », *Notre Temps*, n°118, 29/11/1931, col.505-506 ; Luchaire, « Prolongera-t-on l'agonie da la Chambre actuelle ? », *Notre Temps*, n°119, 06/12/1931, col.521-523.

1529 Luchaire, « Prolongera-t-on l'agonie da la Chambre actuelle ? », *Notre Temps*, n°119, 06/12/1931, col.523. Souligné par Luchaire en italique.

1530 *Ibid.*



## Chapitre trois. Maintenir le cap malgré l'échec des conférences internationales.

### I. Les réparations et le désarmement : les deux préoccupations de Brossolette.

L'un des enjeux de l'année 1932 est le règlement définitif des réparations. *Notre Temps* propose une analyse régulière de la question avec Brossolette ainsi qu'une double réflexion sur le sujet par Brossolette et Luchaire.

#### A. La position de Brossolette quant aux réparations.

Brossolette suit le débat régulièrement et tente de trouver des solutions à chaque étape d'un processus qui semble consacrer inéluctablement la perte pour la France du bénéfice des réparations. Au début de 1932, le comité des experts qui s'est réuni à Bâle pendant deux semaines a publié ses conclusions sur lesquelles s'appuie Brossolette.

« Etant donné le système d'économies fermées qui prévaut à l'heure actuelle, les réparations sont donc bien un élément profond de troubles, comme le seraient les dettes interalliées si nous devions les payer sans rien recevoir du Reich<sup>1531</sup>. »

Brossolette examine la question du point de vue des experts, en abandonnant le point de vue français. Dans l'absolu, leurs remarques ne devraient pas être interprétées comme favorables à l'Allemagne mais comme « une thèse de bon sens que la France aura[it] peut-être à faire sienne un jour ». D'accord avec les experts, Brossolette pense que les règlements financiers de l'après-guerre sont un obstacle à la prospérité du continent. De plus, ces passifs repousseraient à plus tard un accord global de sécurité sur le continent. Dans l'intérêt de tous, il serait préférable selon Brossolette de consentir à quelques sacrifices en échange d'un règlement définitif.

« Nous croyons que les gouvernements créanciers (les Etats-Unis comme l'Angleterre et la France) gagneraient plus à un retour rapide de la confiance et de l'abondance qu'ils ne perdraient à un abattement – au moins provisoire – de leurs créances<sup>1532</sup>. »

Le 4 janvier, L'Allemagne annonce sa décision de ne pas reprendre les paiements à la fin du moratoire. Brossolette commente la situation qui semble se profiler. Il distingue une opinion publique européenne qui serait prête à revoir la question des dettes et des réparations dans son ensemble. En s'inspirant des conclusions des experts réunis à Bâle, Brossolette pense que les événements doivent inviter les responsables politiques à une attitude nouvelle.

« [...] il faut abandonner le terrain stérile du droit strict pour se placer résolument dans le domaines des faits, et pour construire un édifice nouveau à la place de l'ancien qui s'écroule<sup>1533</sup>. »

---

1531 Brossolette, « Le bon sens et les chiffres du rapport de Bâle », *Notre Temps*, n°123, 03/01/1932, col.37.

1532 *Ibid.* col.38.

1533 Brossolette, « L'éponge », *Notre Temps*, n°124, 10/01/1932, col.A.

Après des événements et des décisions politiques étrangères qui portent atteinte aux intérêts français, se développerait dans le pays l'idée qu'il vaudrait mieux préserver les intérêts français et ceux de la paix plutôt que de respecter les « convenances et la lettre des traités ». Brossolette sous-entend ici qu'en cas de défaut de paiement allemand, la France devrait appliquer la même décision vis-à-vis des Etats-Unis. Il est d'ailleurs persuadé qu'il n'existe plus en France « d'illusions » quant aux réparations. Brossolette recommande d'accepter « ce qu'on ne peut empêcher », c'est-à-dire la défaillance allemande, aux Etats-Unis d'accepter à leur tour la défaillance française. Son argumentation est alors très peu convaincante car il compare la situation des réparations au combat entre le riche et le pauvre. Il entend surtout préserver une relation privilégiée entre la France et l'Allemagne.

« ... la France ne veut pas se battre avec l'Allemagne pour l'argent des Américains<sup>1534</sup>. »

Brossolette apparaît partagé entre la volonté de diminuer les dettes pour faciliter les relations internationales tant économiques que diplomatiques et le souci de sauvegarder les droits français pour la reconstruction. Il recommande de « maintenir dans toute la mesure du possible<sup>1535</sup> » les annuités inconditionnelles destinées à la reconstruction. En France, Laval a remplacé Briand au Quai d'Orsay et a déclaré ne vouloir accepter de réduction des réparations qu'en échange et à hauteur de celle des dettes françaises. Brossolette se montre alors volontiers critique envers le gouvernement français. Il le met en garde contre la volonté d'appliquer le plan Young.

« [...] tout aura été sauvegardé, l'honneur, le plan Young, la morale internationale, à l'exception de notre intérêt positif et immédiat<sup>1536</sup>. »

Brossolette, qui appelle à des solutions « audacieuses », recommande l'annulation pure et simple des dettes de guerres et de la part conditionnelle des réparations puis de s'entendre sur une « reprise prochaine, au moins partielle, des paiements inconditionnels<sup>1537</sup> » afin de garantir à la France sa reconstruction. Cependant le climat international laisse bien peu d'espoir et Brossolette ne peut que réclamer l'abandon du vocabulaire polémique des « "tributs" » et des « "droits sacrés" » sachant que tous devraient fournir « un effort de raison, de réalisme et de clairvoyance ». Au mois de février<sup>1538</sup>, Brossolette reproduit une réponse adressée aux journalistes du *Neue Blätter für den Sozialismus* afin de préciser ses vues sur le « problème franco-allemand ». Brossolette dit des socialistes français qu'ils se sont penchés avec attention sur le sort de l'Allemagne et compris beaucoup de choses de la misère matérielle et de la détresse spirituelle de son peuple. Il défend l'idée d'un juste paiement en réparation des sinistrés français et explique que si la jeunesse allemande refuse de payer pour ce qui ne la concerne pas, la jeunesse française elle-même ne devrait pas endosser cette responsabilité.

Alors que le troisième cabinet Tardieu entre en fonction, Brossolette se plaint

---

1534 *Ibid.*, col.D.

1535 *Ibid.*, col.B.

1536 Brossolette, « La fin des "tributs" et la mort des "droits sacrés" », *Notre Temps*, n°125, 17/01/1932, col.C.

1537 *Ibid.*, col.D-E.

1538 Brossolette, « Vue socialiste du problème franco-allemand », *Notre Temps*, n°128, 07/02/1932, col.82-89.

de l'indifférence marquée envers la question des réparations tant dans la presse que chez les hommes politiques<sup>1539</sup>. La date de la conférence de Lausanne vient d'être fixée au début du mois de juin et Brossolette invite ses lecteurs à s'y préparer. Il passe en revue les différentes conceptions des réparations et de leur évaluation. Ainsi la première s'appuie sur le respect du droit et vise à l'exécution du plan Young, pendant longtemps elle a été celle officielle française avant que le gouvernement Tardieu ne la modifie au regard des faits. La deuxième conception met en exergue le principe de la capacité de paiement. Souligné par les experts de Bâle, il ne consacre l'incapacité allemande que pour une période relativement courte avant une reprise probable de son économie. Brossolette explique ainsi pourquoi l'Allemagne a abandonné depuis peu cet argument de la capacité de paiement au profit du discours contre les « tributs ». Brossolette fixe à la conférence de Lausanne l'objectif de s'accorder sur un moratoire temporaire et surtout de prévoir la reprise des paiements allemands. Toujours dans l'idée d'éclairer les lecteurs, Brossolette cite les chiffres de Sir Walter Layton, expert économique auprès de la SDN. En cas d'annulation des réparations, la dette publique par habitant s'élèverait à 8 livres pour l'Allemagne, 27 pour les Etats-Unis, 56 pour la France et 150 pour la Grande-Bretagne. Brossolette souhaite qu'à la Conférence le débat porte sur l'évaluation des besoins français en matière de reconstruction et le calcul, sans doute plus délicat, des sommes déjà versées par l'Allemagne. Pour Brossolette, une telle discussion aurait le mérite de démentir les exagérations allemandes et de défendre au mieux les réparations dues à la France.

Après les élections de mai et la victoire de la gauche, Brossolette refuse de se réjouir et s'interroge quant à la politique extérieure française dans un proche avenir<sup>1540</sup>. Il importe selon lui de lier les questions des dettes et du désarmement afin d'obtenir un dégrèvement substantiel de la dette française. Il estime que la « chance à peu près unique<sup>1541</sup> » de ne pas perdre toutes les réparations serait de mettre en place un « gage productif » entre les deux pays. Il donne l'exemple d'un « consortium ferroviaire franco-allemand » dont les bénéfices seraient utilisés pour payer la dette allemande. Brossolette s'obstine à proposer un moyen de garantir à la France un minimum de réparations dans un contexte de moins en moins favorable.

Le 16 juin 1932 s'ouvre la Conférence de Lausanne<sup>1542</sup> dans un contexte rendu toujours plus difficile par l'ampleur de la crise économique. Si le nouveau Cabinet Herriot semble plus conciliant que son prédécesseur dirigé par Tardieu<sup>1543</sup>, l'Allemagne elle se radicalise un peu plus. La réélection de Hindenburg a marqué un nouveau progrès d'Hitler dans les urnes. Hindenburg a nommé von Papen et son cabinet marque une étape supplémentaire vers la fin de la République de Weimar<sup>1544</sup>.

A la veille de l'ouverture de la conférence Brossolette exprime son inquiétude

---

1539 Brossolette, « En attendant Lausanne », *Notre Temps*, n°131, 28/02/1932.

1540 Brossolette, « Ceux qui ont su vaincre sauront-ils utiliser leur victoire ? », *Notre Temps*, n°142, 15/05/1932.

1541 *Ibid.*, col.C.

1542 Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord*, *op.cit.*

1543 Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, 1993, p.146.

1544 Horst Möller, *Die Weimarer Republik. Eine unvollendete Demokratie*, *op.cit.*, p.254-255.

face à la difficile convergence entre les intérêts français et les événements. Un arrangement définitif sur les réparations serait pour beaucoup synonyme d'un retour prochain de la prospérité mais il reconnaît que la position française s'y oppose très naturellement. Il rappelle les raisons financières, économiques, morales et politiques qui militent en faveur des réparations. Brossolette se montre ici animée d'une sympathie intacte pour les intérêts français, certaines de ces raisons ayant en outre une valeur morale qui les placerait au-delà des intérêts uniquement nationaux et les ferait servir la paix.

« Raisons politiques enfin : céder à l'Allemagne dans les circonstances actuelles, paraît à beaucoup de nos concitoyens le signal des "abandons" définitifs, et, en tous cas, une prime singulièrement immorale et dangereuse accordée à la violence hitlérienne et à l'arrogance du général von Schleicher<sup>1545</sup>. »

Brossolette examine le cas du « coup d'éponge » général dont l'inconvénient majeur serait d'opposer durablement la France aux Etats-Unis. Cette éventualité exclue, aussi bien que l'hypothèse d'un accord franco-allemand, il ne resterait que peu de chose. La France n'aurait plus qu'à gagner du temps dans l'attente d'une remise des dettes françaises par les Etats-Unis. Ainsi les perspectives s'avèrent plus négatives que jamais à la veille de l'ouverture de la Conférence de Lausanne. Durant la Conférence, Brossolette décrit les positions de chacun des protagonistes présents<sup>1546</sup>. L'Allemagne entend cesser les paiements. Herriot défend l'idée du solde net, censé garantir à la France un solde positif entre les réparations et ses dettes. Brossolette fustige la démagogie de la Grande-Bretagne et de l'Italie lorsque, prônant le « coup d'éponge », elles ont omis d'en préciser le cadre et les conditions. La solution du solde forfaitaire sur laquelle se sont reportées toutes les délégations combinerait pourtant tous les inconvénients, notamment l'absence d'une négociation avec les Etats-Unis en vue d'une réduction des dettes européennes et l'abandon des réparations destinées à la reconstruction. De l'aveu général, von Papen se serait montré plus intransigeant qu'aucun autre dirigeant allemand. Placé devant le fait accompli, Brossolette estime que la discussion sur le montant du solde n'a que peu d'intérêts. Le versement promis à la France serait des plus hypothétiques et l'accord autour d'un solde forfaitaire ne comprendrait que des inconvénients politiques. La semaine suivante Brossolette poursuit ses conclusions après la fin de la Conférence de Lausanne<sup>1547</sup>. Il adresse un bon point à Herriot pour son attitude dans les négociations mais continue de se démarquer de la position française. Ainsi le jugement sur les résultats lui paraît « moins simple et moins agréable » que celui porté sur le Président du Conseil. A tout le moins, l'existence d'un accord permettrait d'éviter un échec dont auraient profité les extrémistes en Allemagne. Seulement, il n'y aurait après la Conférence ni soulagement ni retour de l'espoir, l'accord n'ayant pas la « vertu tonifiante<sup>1548</sup> » qu'il en attendait. Il regrette que les Etats n'aient pas convenu de la disparition définitive des réparations. Une fois l'intransigeance

---

1545 Brossolette, « La rue sans joie », *Notre Temps*, n°144, 29/05/1932, col.B

1546 Brossolette, « Soldes ou liquidation ? », *Notre Temps*, n°150, 10/07/1932.

1547 Brossolette, « Retour de Lausanne », *Notre Temps*, n°151, 17/07/1932, col. 328-332

1548 *Ibid.*

allemande acceptée, il n'y avait plus aucun bénéficiaire selon Brossolette à conserver l'illusion d'un paiement ultérieur.

« Financièrement les réparations sont mortes. Mais on ne l'a pas dit. »

Il imagine que la France aurait provoqué un « choc psychologique » sur l'Allemagne et sur le monde en acceptant la fin des réparations, elle aurait pu espérer des retombées positives de « sa générosité, de sa clairvoyance, et de sa hardiesse ».

Durant la fin de l'année 1932, Brossolette poursuit ses commentaires sur les règlements financiers d'après-guerre. Il aborde à quatre reprises la question des dettes françaises jusqu'à soutenir à la mi-décembre la décision de la Chambre de ne pas honorer ses engagements vis-à-vis de Washington<sup>1549</sup>.

## B. Le suivi de la question du désarmement.

Comme en matière de réparations, *Notre Temps* publie des analyses de Brossolette au plus près de l'actualité qui révèlent chez lui une défense argumentée du désarmement. Luchaire développe quant à lui une réflexion plus générale en liant la question du désarmement à celle de l'organisation future du continent.

La conférence du désarmement se réunit le 2 février à Genève regroupant soixante-deux pays<sup>1550</sup>. Brüning représente l'Allemagne, Tardieu est le délégué de la France, Mac Donald celui de la Grande-Bretagne. Maurice Vaïsse a montré le grand intérêt de l'opinion française à l'heure de l'ouverture de la Conférence du désarmement. Il remarque l'existence d'une « tendance nationale et réaliste » très frileuse à l'idée d'un désarmement sans de solides assurances politiques. Elle s'oppose à une « tendance désarmiste<sup>1551</sup> » qui s'exprime dans les journaux de gauche. Il ne cite pas *Notre Temps* à cette occasion mais lorsqu'il distingue parmi elle « les fidèles du Protocole de Genève » à côté de « champions d'un désarmement inconditionnel », il indique ce qui sépare Brossolette de Luchaire. A quelques jours de l'ouverture de la Conférence à Genève, Brossolette veut livrer aux lecteurs de *Notre Temps* sa « position d'ensemble<sup>1552</sup> ». Il s'oppose tout d'abord à la thèse française de la sécurité préalable.

« Je souhaite, pour la conscience des hommes qui nous gouvernent, que le cruel sophisme de la sécurité ne coûte pas à notre génération et à celle de nos fils autant de morts atroces qu'en a coûté à la génération de nos pères la doctrine effroyable du prestige national<sup>1553</sup>. »

Il développe sa critique de l'attitude de la France en jugeant qu'elle s'est servie du principe de sécurité pour « en faire un obstacle au désarmement » depuis dix ans. Brossolette défend le désarmement en vertu du principe de dangerosité des

---

1549 Brossolette, « Ajustement des dettes ou faillite des monnaies », *Notre Temps*, n°163, 09/10/1932 ; « M. Roosevelt et les dettes », *Notre Temps*, n°169, 20/11/1932 ; « Le montant des ardoises avant le coup d'éponge », *Notre Temps*, n°172, 11/12/1932, col.517-519 ; « Le refus de paiement », *Notre Temps*, n°173, 18/12/1932, col.565-569.

1550 Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, op. cit., p.163. Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord*, op.cit., p.154.

1551 Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord*, op.cit., p.155.

1552 Brossolette, « Désarmement tout de suite », *Notre Temps*, n°126, 24/01/1932, col.A.

1553 *Ibid.*, col.B

armements.

« La vérité, c'est que la course aux armements chaque fois aggravée est actuellement le plus grand élément d'insécurité du monde. »

Il reconnaît toute la difficulté qui réside dans l'évaluation des forces armées, cependant il estime que l'égalité dans le désarmement devrait permettre un contrôle dans la mesure où il concernerait tous les pays. Contre Herriot qui refuse l'idée d'un « désarmement unilatéral », Brossolette est favorable à un désarmement français progressif jusqu'à arriver au niveau imposé au Reich. Dans la réalité, les perspectives ne permettent pas d'être aussi ambitieux, et il admet qu'« un effort dans la voie de cette égalité est tout ce qu'on peut demander à la Conférence<sup>1554</sup> [...] ».

a) Un engagement idéologique.

Brossolette explique partager en matière de désarmement la doctrine de son parti<sup>1555</sup>. Il ne perçoit pas de « divergences sensibles » entre les socialistes français et allemands sur la question du désarmement<sup>1556</sup>. Il discute de la question avec les socialistes allemands notamment avec ses confrères des *Neue Blätter für den Sozialismus*<sup>1557</sup>. Il cite régulièrement Léon Blum et fait écho en mars à la publication de son ouvrage, *Les problèmes de la paix*<sup>1558</sup>. Tout comme ce recueil d'articles du *Populaire*, Brossolette défend l'idée d'un désarmement indispensable, premier jalon de l'union de l'Europe et préalable à l'organisation d'une sécurité collective<sup>1559</sup>. Son positionnement à gauche s'accompagne d'une critique parfois sévère du gouvernement français. En début d'année, Brossolette n'a pas de mots assez durs à l'encontre de Laval, Tardieu et Marin. Il fustige « leur militarisme<sup>1560</sup> » et assimile leur souci de sécurité à un « traquenard » destiné à différer sans cesse le désarmement. A la mi-février durant les derniers jours du cabinet Laval, il examine le plan proposé par Tardieu à la Conférence de Genève. Si le projet français possède un caractère novateur à travers l'aperçu de la question aérienne, il ne contiendrait pas de « véritables mesures de désarmement ». Malgré des déclarations avec effet d'annonce, la France continuerait grâce à Tardieu d'insister sur la sécurité sans aborder l'idée d'une réduction.

« [...] en définitive tout l'effort de désarmement pompeusement assumé par la délégation française se borne en réalité à la limitation du nombre des avions gros porteurs<sup>1561</sup>. »

Brossolette n'est pas dupe des manœuvres des nations non désarmées pour conserver leur arsenal. Duroselle qualifie d'ailleurs le plan Tardieu de « proposition hardie [...] inspirée par un Etat-major soucieux avant tout de ne pas désarmer<sup>1562</sup> ».

En juin, il dénonce ainsi « les procédés absurdes et de mauvaises foi que les

---

1554 *Ibid.*, col.C.

1555 *Ibid.*, col.B.

1556 Brossolette, « Vue socialiste du problème franco-allemand », *Notre Temps*, n°128, 07/02/1932.

1557 *Ibid.*

1558 Léon Blum, *Les problèmes de la paix*, Stock, 1931.

1559 Brossolette, « Un programme de paix », *Notre Temps*, n°135, 27/03/1932.

1560 Brossolette, « Désarmement tout de suite », *Notre Temps*, n°126, 24/01/1932, col.B.

1561 Brossolette, « Une manœuvre ou une conviction ? », *Notre Temps*, n°129, 14/02/1932, col.132

1562 Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, *op. cit.*, p.163.

gouvernements ont recommandés à leurs experts<sup>1563</sup> ». Le plan français présenté en début d'année par Tardieu propose comme mesure phare l'internationalisation de l'aviation. Or, après les modifications de l'état-major, ce plan préserverait le maintien d'une puissante aviation militaire dans chaque nation. La seule mesure restrictive ne concerne plus que les avions gros-porteurs, dont l'Allemagne s'est faite la spécialiste. Brossolette qualifie le plan français d'« attrape-nigauds » et l'estime inacceptable pour les autres puissances. Brossolette pense que l'arme aérienne constitue le domaine dans lequel les progrès les plus importants pourraient être réalisés. Très déterminé, il recommande « l'abolition à peu près totale des aviations militaires nationales » et « l'internationalisation totale des aviations marchandes<sup>1564</sup> ». Ces mesures auraient en outre l'avantage de réaliser des économies budgétaires et de permettre une « exploitation plus rationnelle [de] l'industrie du transport aérien<sup>1565</sup> ». Dans sa conclusion, Brossolette attend que cette initiative soit portée « au crédit de la France du 8 mai », exprimant ainsi ce qu'il attend du gouvernement Herriot en place depuis le 7 juin. A l'automne 1932, Brossolette dénonce une fois encore l'influence jugée néfaste des experts militaires<sup>1566</sup>. Alors que Paul-Boncour, ministre de la Guerre, doit présenter à la SDN le 3 novembre le plan de désarmement, le Général Weygand s'y serait vivement opposé et aurait menacé d'en faire trainer l'examen. Brossolette explique l'existence aux côtés des institutions du Conseil supérieur de la Défense nationale et d'un Comité spécial d'études et de préparation de la Défense nationale composé des ministres concernés et des trois chefs d'état-major. Jugeant que Weygand a outrepassé son rôle, Brossolette se félicite de l'issue positive de l'incident et précise la leçon qu'il veut en tirer.

« Il méritait d'être relevé pour que l'opinion sache combien certains chefs militaires essaient de torpiller l'œuvre de paix tentée – avec quelle prudence pourtant ! – par les gouvernements responsables. »

La critique adressée aux experts militaires correspond à l'engagement pacifiste et socialiste de Brossolette, elle a également l'avantage de relativiser la responsabilité d'un gouvernement qu'il veut continuer de soutenir.

#### b) Un soutien mesuré à Herriot.

A la vue des résultats des élections législatives de mai 1932, Brossolette estime que la politique de Locarno a été « plébiscitée » par les citoyens<sup>1567</sup>. Cette interprétation est toute personnelle et ne correspond pas à l'enjeu véritable de ces élections qui restait de l'ordre de la politique intérieure. Cependant, il refuse de se réjouir. Les débats lors de la campagne électorale n'auraient jamais précisé les moyens à mettre en œuvre pour mener une politique de paix et toutes les interrogations quant à l'avenir restent entières pour Brossolette. Au prochain gouvernement il prédit « une tâche énorme » et recommande des mesures aussi

---

1563 Brossolette, « Le désarmement aérien », *Notre Temps*, n°147, 19/06/1932, col.136.

1564 *Ibid.*, col.138.

1565 *Ibid.* col.140.

1566 Brossolette, « L'Affaire Weygand », *Notre Temps*, n°166, 30/10/1932, col.229-233.

1567 Brossolette, « Ceux qui ont su vaincre sauront-ils utiliser leur victoire ? », *Notre Temps*, n°142, 15/05/1932.

audacieuses que la réduction des dépenses militaires de l'ordre de 10 à 15 % et l'interdiction de « la fabrication privée des armes ». Peu après la constitution du nouveau gouvernement, Brossolette compare la déclaration ministérielle à la politique extérieure qu'il préconise dans *Notre Temps*<sup>1568</sup>. Il juge la présentation devant la Chambre « vague » mais « néanmoins libérale et compréhensive » au sujet des dettes et des réparations. Herriot s'est dit prêt à accepter des « solutions mêmes partielles » en matière de désarmement, ce dont se réjouit Brossolette. Il en déduit une réduction prochaine des dépenses militaires, ne serait-ce que par une organisation plus rationnelle des services. L'espoir affiché envers le gouvernement Herriot s'appuie sur les déclarations passées du même Herriot, alors chef de l'opposition radicale. Brossolette commente positivement la présence à Genève de Mac Donald et de Herriot, elle aurait donné « un regain d'intérêt » à la question du désarmement, en panne depuis « depuis deux bons mois ». Dans le contexte de plus en plus délicat de l'automne 1932, Brossolette entend retenir le meilleur de la politique française<sup>1569</sup>. Il distingue un « accent nouveau » au sein de sa politique extérieure. Elle se serait ainsi « départie de l'étroit nationalisme » qui lui était habituel. A cet aspect extérieur plein de « courtoisie » de la diplomatie Herriot s'ajouterait une action salvatrice. Brossolette reconnaît avoir critiqué les récentes positions françaises défendues par les experts dans les négociations sur les réparations, pour autant il estime que Herriot s'est montré « plus courageux<sup>1570</sup> » que les précédents gouvernements lorsqu'il a « consenti les plus grands sacrifices au succès de la Conférence » et en libérant l'Allemagne « des neuf dixièmes du fardeau sous lequel elle se plaignait de succomber<sup>1571</sup> ». Ici encore Brossolette fait une habile distinction entre les responsabilités des experts et celles des politiques. Il retient également une récente adresse « chaleureuse » aux Etats-Unis et la modération dans la réponse apportée à la note de von Schleicher réclamant l'égalité en matière d'armement. Agissant ainsi, Herriot aurait fait l'essentiel pour préserver la paix. Le 28 octobre 1932 s'ouvre à la Chambre le débat de politique extérieure. Dans le numéro suivant, Brossolette se félicite que le gouvernement consacre des idées que *Notre Temps* défend depuis longtemps<sup>1572</sup>. Le plan défendu par le gouvernement propose la mise en place d'un service militaire court, ce qui, de l'avis de Brossolette, « transformerait toutes les armées nationales en armées défensives<sup>1573</sup> ». D'après Luchaire et Brossolette, le plan français signifierait également la reconnaissance par la France de l'égalité juridique et la volonté de s'engager sur la voie de la révision des traités. Cependant beaucoup d'interrogations semblent subsister. Brossolette reconnaît à Herriot une « attitude nouvelle [...] vis-à-vis des traités », cependant les mesures françaises ne viseraient pas à modifier l'ordre européen fixé à Versailles. Il réaffirme son soutien à Herriot et Paul-Boncour, un soutien néanmoins attentif, prudent et teinté de rappels. A lire Brossolette on devine qu'il exprime davantage un

---

1568 Brossolette, « La nouvelle politique étrangère de la France », *Notre Temps*, n°146, 12/06/1932, col.88-92.

1569 Brossolette, « Deux politiques en présence », *Notre Temps*, n°162, 02/10/1932.

1570 *Ibid.*, col.A.

1571 *Ibid.*, col.B.

1572 Brossolette, « Après le débat sur le désarmement », *Notre Temps*, n°167, 06/11/1932, col.277-281

1573 *Ibid.*, .279.



espoir de principe plutôt qu'une satisfaction appuyée sur des faits. Le soutien affiché au gouvernement est avant tout idéologique, voire seulement ostensible, et représente le pendant inverse des critiques adressées précédemment aux gouvernements Poincaré, Tardieu et Laval. La Chambre quant à elle est toute acquise au cabinet Herriot après ce débat et lui accorde sa confiance par 430 voix contre 20<sup>1574</sup>.

c) Suivi des événements et défense de propositions hardies.

Au cours de l'année 1932, Brossolette identifie la défense de mesures de désarmement comme prélude à une nouvelle politique internationale.

« C'est donc vers le désarmement qu'il faut se tourner pour trouver la solution du problème financier international<sup>1575</sup>. »

Brossolette établit un lien indéfectible entre la lutte contre la crise économique, le règlement des dettes et la réduction des armements. Cette dernière devrait être « préparée et préfacée par une entente franco-allemande sur un certain nombre de points capitaux, notamment sur la révision des traités par voie d'accords ou d'arbitrage<sup>1576</sup> ». Brossolette commente favorablement le plan Hoover dont les propositions de désarmement prendraient en compte nombres d'intérêts français<sup>1577</sup>. S'il se prononce en faveur d'une « entière et rapide adhésion » au plan Hoover c'est parce qu'il y voit la possibilité de lier la question des dettes à celle du désarmement. Seulement, il ne s'agit encore que de conjectures compte tenu de la fermeté des Etats-Unis quant au remboursement des dettes européennes. Alors, si les Etats-Unis ne le proposaient pas, il reviendrait aux diplomates européennes de le suggérer aux Etats-Unis tout en adhérant massivement aux propositions Hoover. En juillet, la Conférence de Genève interrompt ses travaux sur un accord de principe<sup>1578</sup>. Si la résolution Benès consacre le principe de la réduction, Brossolette qui connaît la fragilité de tels accords, ne veut pas s'en satisfaire. De l'avis de Brossolette, l'opinion publique telle qu'elle ressort des élections de mai 1932 serait contrariée. Il estime que la délégation française serait « impardnable » de ne pas parvenir à un résultat positif de désarmement. Le 31 août, l'Allemagne adresse une note à la France dans laquelle elle réclame l'égalité des droits. Paris engage alors une vaste consultation diplomatique qui montre selon Maurice Vaisse sa volonté de refuser toutes concessions en matière d'égalité juridique<sup>1579</sup>. La revendication allemande d'égalité était inévitable selon Brossolette et s'explique par le manque de volonté politique de la part de la France. Sa déception est d'autant plus grande que la marge de manœuvre de la France lui paraît mince. Pour autant, il ne baisse pas les bras et affirme solennellement :

« Mais pour notre part nous déclarons nettement, catégoriquement et sans réserves, que nous sommes contre le réarmement de l'Allemagne et pour le

---

1574 Edouard Bonnefous, *Histoire politique de la Troisième République*, tome cinquième, PUF, 1962, p.131.

1575 Brossolette, « La nouvelle politique étrangère de la France », *Notre Temps*, n°146, 12/06/1932, col.88.92.

1576 *Ibid.*, col.88.

1577 Brossolette, « Ce que propose M. Hoover », *Notre Temps*, n°149, 03/07/1932.

1578 Brossolette, « Le désarmement en vacances », *Notre Temps*, n°153, 31/07/1932.

1579 Maurice Vaisse, *Sécurité d'abord*, *op.cit.*, p.284-286.

désarmement des Etats armés, qui est le second moyen d'empêcher le réarmement du Reich<sup>1580</sup>. »

d) Dans un contexte toujours plus difficile, le plan de Brossolette.

Le 11 septembre, la France rejette officiellement la demande allemande et la Grande-Bretagne l'accompagne le 18. Déjà la 16 l'Allemagne a quitté la Conférence du désarmement en constatant qu'on lui refusait le droit à l'égalité.

Brossolette poursuit inlassablement la défense du désarmement. La note française éviterait soigneusement de formuler l'idée d'égalité dans le désarmement, elle entendrait seulement « faciliter » un « désarmement général ». Il en irait de même pour la note anglaise. Quant à l'Allemagne, elle agirait de manière à pouvoir augmenter son potentiel militaire.

« La situation n'est donc pas sans danger. La France et la Grande-Bretagne n'ont pas le courage d'accepter franchement et totalement l'idée de l'égalité dans le désarmement. Le Reich guette leurs défaillances soit sur la reconnaissance de ce principe soit sur la rapidité de son application pour exiger d'elles un réarmement relatif<sup>1581</sup>. »

Brossolette fixe à la France le devoir de reconnaître le principe d'égalité juridique entre les nations, tout en s'assurant qu'il ne s'applique que dans le désarmement. Il resterait à en fixer les étapes sur un moyen terme et à élargir ces mesures restrictives à l'ensemble des pays. L'année 1932 semble bien difficile à vivre pour les partisans d'une politique de détente à tel point que Brossolette se confie sans réserve à ses lecteurs.

« Et nous dirons franchement que nous n'avons jamais autant désespéré du désarmement et de la paix<sup>1582</sup>. »

Outre l'offensive diplomatique de l'Allemagne, la situation serait encore alourdie par le « fossé profond » qui séparerait Français et Britanniques. La France exige des conditions de sécurité, ce que néglige la Grande-Bretagne. Les divergences de conception de l'égalité militaire opposent les tenants du calcul des effectifs à ceux du « désarmement qualitatif ». Pour Brossolette, la Grande-Bretagne serait d'accord pour un réarmement partiel de l'Allemagne, ce à quoi la France, du moins dans son opinion de gauche serait fermement opposée. La Grande-Bretagne aurait la volonté d'être une « médiatrice » et non une alliée de la France. De l'avis de Brossolette, cela doit détruire les « rêves simplistes » de la presse de droite et rendre caduque l'idée d'un appui britannique pour s'opposer frontalement à l'Allemagne.

« En fait, avec l'appui déclaré de l'Italie et de la Russie soviétique, la thèse allemande trouvait à Londres et à Washington des sympathies au moins partielles<sup>1583</sup>. »

---

1580 Brossolette, « Egalité d'armements ? Non. Egalité de désarmement ? Oui », *Notre Temps*, n°159, 11/09/1932, col.689.

1581 Brossolette, « Conclusions pratiques sur l'égalité des armements », *Notre Temps*, n°161, 25/09/1932, col.783.

1582 Brossolette, « Pas de sécurité ni d'arbitrage sans révision possible des traités », *Notre Temps*, n°164, 16/10/1932.

1583 *Ibid.*

Dès lors, il serait impossible d'échapper à une négociation, à moins de déclencher un conflit armé. Brossolette observe Herriot qui agirait avec tact et mesure dans les négociations. Ce dernier a affiché une réserve à la proposition de Mac Donald d'une conférence à cinq qui montrerait son attachement aux procédures habituelles de la SDN. Brossolette admet toutefois la possibilité pour la France de discuter entre partenaires privilégiés si les circonstances l'exigent. Le plan français que devrait bientôt proposer Herriot constitue pour Brossolette les meilleures chances d'organisation de la paix s'il tient compte des deux conditions auxquelles l'Allemagne ne voudrait pas renoncer, le principe d'égalité et l'assouplissement des procédures de révision des traités. Aussi Brossolette espère-t-il que le plan français envisage de les satisfaire.

« La première est le principe de l'égalité des droits entre les nations. Principe d'équité, principe de droit naturel que personne ne peut lui refuser éternellement. Si le plan français l'admet, la moitié de la route est faite. Sinon, aucun espoir ne reste. » De même, pour amener l'Allemagne à s'engager dans la reconnaissance de l'arbitrage, il recommande la révision de l'article 19, sans quoi le plan français reposerait sur « le néant » et conserverait la France « sous la menace constante de la guerre<sup>1584</sup> ». Dans le numéro suivant, Brossolette apporte encore le témoignage d'une angoisse omniprésente au regard de la situation internationale. Il imagine porter un regard rétrospectif depuis un futur meilleur dans lequel il se demande « pourquoi, aux alentours de 1932, nous avons tant craint et tant désespéré ». La situation pour l'heure serait « plus mauvaise » que jamais à cause du « développement du nationalisme allemand et [de] la carence effarante des institutions internationales ».

« En réalité la menace allemande et la quasi-nullité des organisations genevoises réduisent presque à rien tout l'effort d'organisation de la paix poursuivi depuis dix ans, et nous nous trouvons devant une situation qui n'est point très différentes de celle d'avant la guerre<sup>1585</sup>. »

Il envisage trois politiques possibles : le réarmement avec une démarche absolument indépendante de la France, il attribue la défense de cette thèse à *l'Echo de Paris* et à l'Etat-major et s'y oppose évidemment considérant qu'elle n'éviterait « pas plus la défaite que la guerre ». La seconde politique consisterait à « maintenir le plus possible la force militaire de la France » en faisant à l'opinion internationale le minimum de concessions nécessaire à forger un courant de sympathie envers la France, elle serait cependant insuffisante d'après Brossolette. La troisième, à la fois plus difficile et « infiniment plus sûre », elle aurait pour objectif le renforcement des institutions internationales.

« Ce qui est nécessaire, si éventés que paraissent les mots, c'est la justice internationale. »

Brossolette considère la justice internationale du Pacte « insuffisante dans son principe et plus encore dans son application » aussi fixe-t-il l'objectif de « rénovation

---

1584 *Ibid.*

1585 Brossolette, « Pour une revalorisation des institutions internationales », *Notre Temps*, n°165, 23/10/1932, col.182.

de l'arbitrage ».

« Seul l'arbitrage obligatoire, disant le droit et déterminant l'agresseur, est une garantie de sécurité<sup>1586</sup>. »

Ce principe serait le seul à garantir des alliances solides à la France en cas de conflit. Pour convaincre l'Allemagne d'adhérer à l'arbitrage obligatoire, Brossolette mobilise les deux arguments précités, révision de l'article 19 et désarmement progressif de la France. Dans cet article où il dresse un portrait sans concessions de l'Allemagne nationaliste, Brossolette ne conclut pas moins à la possibilité d'un accord avec von Papen. Lorsqu'il commente le débat de politique extérieure à la Chambre début novembre, Brossolette imagine une situation où France et Allemagne seraient toutes deux désarmées et la compare à celle où l'Allemagne serait obligatoirement supérieure dans la course aux armements. Le désarmement tient donc selon d'un choix logique, il correspond également à l'application du Traité de Versailles et à une stratégie pour gérer l'infériorité française.

« [...] il n'y a de sécurité pour la France que dans l'appui de l'opinion internationale et dans la généralisation du désarmement, seule capable de contenir l'Allemagne dans l'état défensif où les traités l'ont mise<sup>1587</sup>. »

En fin d'année Brossolette propose cinq mesures précises scellant l'engagement de la France dans une politique volontariste d'organisation de la paix<sup>1588</sup>. Celles-ci semblent partager équitablement les responsabilités et les sacrifices. Si le principe d'égalité devrait être reconnu, ce serait d'abord en matière de désarmement et de manière toute relative<sup>1589</sup>. Elles prévoient l'interdiction au Reich de reconstituer son arsenal et donne aux puissances armées des délais importants pour désarmer. Et après un premier geste de désarmement, celui-ci serait conditionné à la reconnaissance par l'Allemagne de l'arbitrage obligatoire.

Ainsi la démarche de Brossolette semble être motivée tant par la volonté de parvenir à un accord, avec des concessions de la part de la France, que par celle de conserver voire d'améliorer la sécurité du pays. Brossolette est parfaitement conscient de la dangerosité de l'Allemagne à mesure que s'amplifie son nationalisme. Il n'y a chez lui aucune indulgence pour ses manifestations politiques. Le désarmement français qu'il préconise est d'abord une mesure pour contenir la volonté allemande de se réarmer. Il accuse souvent, à l'instar de Luchaire, les tenants d'une politique de fermeté, les réflexes inquiets et les campagnes de presse de la droite française qui provoqueraient une recrudescence du nationalisme allemand. Dans sa lecture de la situation internationale, le Traité de Versailles s'avère inapplicable car aucune coercition ne s'exerce sur l'Allemagne et rien ne

---

1586 *Ibid.*, col.183.

1587 Brossolette, « Après le débat sur le désarmement », *Notre Temps*, n°167, 06/11/1932, col.278.

1588 Reconnaissance du principe de l'égalité entre toutes les nations ; opposition à tout réarmement du Reich ; définition d'étapes menant au désarmement ; gratuité de la première étape c'est-à-dire sans contreparties politiques ; instauration de l'arbitrage obligatoire en échange de la poursuite du désarmement.

1589 « Egalité qui ne doit rien avoir de mathématique, évidemment, et qui doit au contraire tenir compte, conformément à l'article 8 du pacte, des conditions particulières à chaque Etat. Aucun juriste d'ailleurs, et aucun historien ne peuvent se méprendre sur la portée véritable de ce principe d'égalité des droits qui, dans le droit interne, figure, en ces termes mêmes, dans la déclaration des Droits de l'Homme [...] », Brossolette, « Conclusions pratiques sur l'égalité des armements », *Notre Temps*, n°161, 25/09/1932, col.783.

vient plus freiner son « dynamisme ». Les mesures qu'ils proposent doivent permettre à l'Europe de parvenir graduellement à un nouveau pacte et c'est là que résident toutes les difficultés. Comment passer, dans un contexte de crise économique mondiale et d'excitation des nationalismes, d'un traité coercitif réglant les relations entre vainqueurs et vaincus à une organisation égalitaire entre partenaires économiques ? Dans la mesure où Brossolette s'oppose à la politique de fermeté, peut-on, avec ses adversaires, parler de « faiblesse » de sa part ?

Il faut remarquer que sa fermeté à l'égard du nationalisme allemand ne l'empêche pas de rechercher un terrain d'entente avec l'Allemagne. Conscient des enjeux et des difficultés de la négociation, il se montre prudent et développe une tactique à même sinon de convaincre l'Allemagne, du moins de prouver que la France fait preuve de bonne volonté et qu'elle entend respecter les accords internationaux. Il est en outre persuadé que si la course aux armements était lancée, le continent se trouverait sur la voie de la guerre. Aussi l'accord avec l'Allemagne lui paraît être le dernier recours avant l'escalade guerrière.

A la fin de l'année Brossolette se plaint une fois de plus du manque de progrès dans le désarmement<sup>1590</sup> dont les nations encore armées ne seraient pas innocentes.

« Depuis février dernier rien n'a été fait – ou si peu, qu'on n'a pu opposer aucun bilan de bonne foi à l'Allemagne lorsqu'elle a déclaré, par sa note du 29 août que la lenteur de la conférence l'amenait à se retirer de Genève<sup>1591</sup> [...] ».

Le seul fait remarquable dans les discussions sur le désarmement serait le plan français à propos duquel Brossolette formule des « réserves ». Il établit alors trois remarques qui à elles seules condamneraient le plan si elles étaient explicites. En se contentant de souligner les points qui resteraient à éclairer, Brossolette prolonge l'espoir de voir le gouvernement s'engager dans une politique ambitieuse en abandonnant sa stratégie attentiste. Dans les déclarations britanniques et françaises il recherche une volonté qui à vrai dire est absente ou bien partielle. Confronté aux propositions britanniques et françaises toutes aussi vagues et byzantines les unes que les autres, Brossolette ne cesse de recommander des mesures précises, en vain.

La France est inquiète des « progrès faits par la diplomatie allemande<sup>1592</sup> » et de sa radicalisation politique à l'automne 1932. La rédaction du plan constructif est en outre grandement influencée par « la résistance du Haut commandement<sup>1593</sup> » ce qui illustre d'après Maurice Vaïsse le rapport de force existant à cette époque en France entre pouvoir militaire et pouvoir politique. La Grande-Bretagne joue la carte allemande dans l'espoir de voir le retour de Berlin à la table des négociations pour le désarmement. Les conversations de Genève entre le 3 et le 11 décembre décrite par

---

1590 Brossolette, « Et le désarmement ? », *Notre Temps*, n°171, 04/12/1932, col.469-473.

1591 *Ibid.*, col.469.

1592 Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord*, *op.cit.*, p.292.

1593 *Ibid.*, p.318.

Vaisse comme affichant « toutes les caractéristiques d'un drame classique<sup>1594</sup> » aboutissent à la reconnaissance de l'égalité des droits. La France qui exigeait l'existence d'un régime de sécurité pour tous les pays obtient en guise de concessions que les modalités d'application de cette égalité restent à définir. L'Allemagne réintègre la Conférence du désarmement et les puissances s'entendent pour mener des conversations à Londres sur ces modalités. Brossolette ne se prononce pas immédiatement sur cet accord car il se consacre à la question des dettes de guerre, la France s'interrogeant s'il faut ou non honorer l'échéance du 15 décembre.

Dans sa biographie Piketty est passé rapidement sur le regard de Brossolette sur le désarmement et les réparations<sup>1595</sup>. Si Brossolette a effectivement plaidé « en faveur de l'annulation générale des dettes intergouvernementales<sup>1596</sup> » en janvier 1932, nous avons montré qu'il défendait cependant avec vigueur le maintien de la part inconditionnelle des réparations et qu'il a mobilisé à cet effet des arguments juridiques et moraux tout au long de l'année 1932. L'annulation des dettes françaises vis-à-vis des Etats-Unis devait permettre à la France de négocier le paiement par l'Allemagne d'une somme réduite destinée à la reconstruction des régions dévastées. Contrairement à Luchaire, Brossolette était donc opposé à l'effacement général des dettes allemandes. Ceci n'entre d'ailleurs pas en contradiction avec la conscience que la France devait faire « les sacrifices nécessaires pour assurer la prospérité et la paix<sup>1597</sup> » car Brossolette s'exprimait ici contre la politique de fermeté à outrance prônée par les adversaires d'un accord avec l'Allemagne. Entre Luchaire et la presse de droite, il y avait une ligne originale en matière de réparations, celle de Brossolette. Nous avons également montré quelle était la véritable place du désarmement dans la politique préconisée par Brossolette. Il y apporta une telle attention qu'il constitue selon nous la clef de voute de sa réflexion de politique internationale. Cet objectif du désarmement ne constituait nullement un signe de faiblesse vis-à-vis du nationalisme allemand mais la solution pour contraindre l'Allemagne à désarmer ou à s'isoler sur la scène internationale.

## II. Le rapprochement franco-allemand, coûte que coûte.

Luchaire signe quarante-cinq articles en 1932, dont trente-quatre de politique étrangère. Parmi ses trente-quatre articles, douze ont pour principal objet de rendre hommage à Briand et à la politique de Locarno avec ou sans lien avec l'actualité. A cet égard, le premier et l'un des derniers éditoriaux de l'année 1932 sont représentatifs<sup>1598</sup>. Or il ne s'agit pas seulement d'un invariable catéchisme mais également de la volonté d'adapter le briandisme au service d'une politique originale

---

1594 *Ibid.*, p.334.

1595 Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette, op. cit.*, p.60-63.

1596 *Ibid.*, p.60

1597 Brossolette, « Les véritables solutions », *Notre Temps*, n°127, 31/01/1932, col.41, cité par Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette, op. cit.*, p.60-61.

1598 Luchaire, « La politique de Locarno en 1932 », *Notre Temps*, n°123, 03/01/1932, col 5-10. Luchaire, « La crise et la politique de Briand », *Notre Temps*, n°173, 18/12/1932.

de concessions à l'Allemagne.

#### A. La confusion de Luchaire entre Locarno et une politique pro-allemande.

Au mois de janvier, Luchaire s'inscrit dans une défense de la politique de Locarno qu'on pourrait qualifier de classique tant elle est devenue chez lui une habitude. Luchaire retrace l'histoire des règlements européens depuis la fin de la guerre et stigmatise les « injustices » du Traité de Versailles qui nécessitaient tout à la fois de « le maintenir, le compléter, le rectifier<sup>1599</sup> ». C'est la tâche à laquelle se serait attelé Briand, et de Locarno à 1929, sa politique aurait « enlevé au *statu quo* versaillais son caractère de machine de guerre pacifique antiallemande ». En proposant l'idée d'une Fédération européenne, il aurait cherché à « remplacer un *statu quo* imposé dans l'intérêt de quelques-uns par un *statu quo* librement accepté par chacun dans son propre intérêt<sup>1600</sup> ». En ce mois de janvier 1932, la politique de Locarno et son but présumé, l'union européenne, sont plus que jamais nécessaire à la France et au continent selon Luchaire.

En janvier 1932, l'annonce par Brüning de la cessation prochaine des paiements allemands place Luchaire sur la brèche. Luchaire livre sa position sur la question des réparations dans un discours très différent de celui de Brossolette<sup>1601</sup>. Il fait écho à la déclaration de *La Dépêche de Toulouse* qui propose que la France renonce aux réparations. Gardant un ton neutre, il estime que la jeunesse allemande serait d'accord pour payer mais souligne le fait qu'il n'existerait pas d'évaluation objective des paiements déjà réalisés. Il sous-entend ainsi que l'Allemagne a peut-être déjà suffisamment contribué à couvrir les frais de reconstruction. Un accord sur les réparations lui paraît indispensable dans la mesure où la paix en dépendrait directement. Cependant il déclare ne pas vouloir s'en satisfaire y compris dans le cas d'un geste de générosité de la France se résignant à abandonner l'ensemble des réparations. Il estime qu'un tel accord serait insuffisant pour organiser la paix sur le continent. Il faudrait encore parvenir à un accord sur le désarmement, un « accord franco-germano-polonais sur les frontières de l'Est allemand<sup>1602</sup> » et l'assurance de la sauvegarde des droits des minorités. Ainsi le vœu d'une organisation définitive de la paix européenne s'identifie chez lui à la satisfaction des réclamations allemandes. Luchaire regrette que la France conditionne sa sécurité à « une limitation des libertés allemandes<sup>1603</sup> », ce qui empêcherait tout rapprochement.

« Je ne plaide pas ici la thèse simpliste de la révision des traités. La révision des traités, telle que les Allemands la demandent, est une opération essentiellement négative<sup>1604</sup>. »

Luchaire joue sur les mots pour qualifier les réclamations allemandes.

« Si l'on excepte certains litiges territoriaux, les vaincus ne s'insurgent pas

---

1599 Luchaire, « La politique de Locarno en 1932 », *Notre Temps*, n°123, 03/01/1932, col.7.

1600 *Ibid.*, col.8.

1601 Luchaire, « Renoncer aux réparations ? », *Notre Temps*, n°124, 10/01/1932, col.41-45.

1602 *Ibid.*, col.45.

1603 Luchaire, « France-Allemagne et l'Union européenne », *Notre Temps*, n°126, 24/01/1932, col.123.

1604 *Ibid.*, souligné en italique par Luchaire.

contre ce que la paix de 1919 leur a enlevé. Ils s'insurgent contre ce que cette paix a donné à leurs adversaires et qu'ils n'ont pas eux-mêmes. »

Le bienfait intrinsèque du projet européen serait de déminer chacun des plus graves problèmes du continent.

« Une Union qui modifiera ou dévalorisera les frontières sans péril pour personne. Une Union qui "dépolitise" les mouvements minoritaires mais qui leur donnera des droits culturels et linguistiques. »

Luchaire se place au-dessus du débat et plutôt que de « réviser les Traités », il défend l'idée de « conclure un Pacte nouveau ». Invoquer ainsi le but final de la politique qu'il préconise pour la France lui donne le beau rôle mais ne cache pas l'énorme écart entre la simplicité du propos et la difficulté de l'objectif voire sa faible probabilité de réussite. A la fin du mois de janvier, Luchaire définit un peu mieux la politique européenne qu'il défend et se positionne contre le projet d'une alliance franco-anglaise. De l'avis de Luchaire, la Grande-Bretagne serait disposée à accorder à l'Allemagne des « satisfactions » importantes.

« Nous serions amenés à faire à l'Allemagne – par une voie détournée – les "concessions" que nous lui refusons directement. Et nous accomplirions cela non point à notre bénéfice moral, mais au crédit politique de l'Angleterre<sup>1605</sup> ! »

Toujours décidé à s'opposer à la presse française de droite, Luchaire recommande de suivre la méthode de Briand à savoir de rechercher le « règlement franco-allemand issu d'un accord franco-anglais ». Jean Luchaire se prononce en faveur du désarmement au tout début de l'année<sup>1606</sup>. Lors de l'ouverture de la Conférence de Genève, il estime que le problème est « mal posé<sup>1607</sup> ». Dans la mesure où les armes modernes, aviation et chimie, sont indispensables à la vie économique ordinaire et pourraient être rapidement destinés à servir lors d'un conflit, il développe un syllogisme quelque peu réducteur qui aboutit à relativiser toutes les discussions sur le désarmement technique. Selon lui le désarmement réside seulement dans l'internationalisation de l'aviation et dans le contrôle des industries chimiques. Il souligne les trois facteurs qui justifieraient le mieux le désarmement, l'aspect psychologique, celui financier et celui politique. Face au sentiment d'insécurité, le désarmement apporterait la confiance nécessaire au développement des sentiments pacifiques. L'argument financier serait le plus évident dans la mesure où le désarmement offrirait des économies substantielles et l'opportunité de les utiliser contre la crise économique. L'aspect politique du désarmement pousse Luchaire à examiner les réclamations allemandes et italiennes. Il place alors le désarmement dans le débat sur l'avenir de l'équilibre défini par le Traité de Versailles. Et avant de désarmer, il estime nécessaire d'« éliminer les motifs de conflits ». Luchaire affiche son soutien à Tardieu après sa présentation à Genève de son plan de désarmement. Comme Pierre Cot dans *La République*, Luchaire dit se refuser à critiquer la délégation française pour des raisons de politique intérieure,

---

1605 Luchaire, « Politique étrangère », *Notre Temps*, n°127, 31/01/1932, col.9.

1606 Luchaire, « La politique de Locarno en 1932 », *Notre Temps*, n°123, 03/01/1932, col.10.

1607 Luchaire, « Le passé qui s'obstine », *Notre Temps*, n°128, 07/02/1932, col.55.



« au risque de [se] faire taxer encore une fois de "tardieusisme"<sup>1608</sup> ». Son enthousiasme est tel qu'il voit Tardieu prêt à soutenir la supériorité de la SDN sur les souverainetés nationales.

« Jamais nation n'aura été plus loin que la nôtre dans la voie de l'internationalisme<sup>1609</sup>. »

Il se félicite que « la France offre tout, la première » et croit deviner dans les « positions très hardies » de Tardieu un accord avec le principe de l'égalité dans les relations internationales. L'interprétation de Luchaire est évidemment exagérée et doit seulement servir son propre discours. Il revient d'ailleurs rapidement à la réalité lorsqu'il s'interroge sur l'objectif final du plan. Celui-ci devrait obligatoirement envisager une transformation du *statu quo*. Pour cela, la modification de l'article 19 devrait permettre à la SDN et la Cour de Justice de La Haye de juger d'après les traités « mais aussi *en équité*<sup>1610</sup> ».

Au mois de juin, les retrouvailles de Mac Donald et Herriot dans les couloirs à Genève font resurgir les souvenirs de 1924. Pour Luchaire, si les problèmes sont les mêmes, les possibilités de les résoudre seraient bien plus maigres. Il fixe comme premier objectif « la disparition des inégalités artificiellement créées en 1919<sup>1611</sup> ». Ici on ne peut guère douter du positionnement de Luchaire. Il critique depuis toujours le Traité de Versailles pour sa signification non de paix mais de domination des vainqueurs. Au risque de sous-estimer les logiques de force qui prévalent entre nations ainsi que les dangers des nationalismes triomphants, il veut que l'Europe consacre l'égalité entre ses membres. Il estime « nécessaire » de « ne plus parler de réparations ». La formule reste un peu équivoque, à tout le moins, Luchaire est d'accord pour abandonner les réparations dues à la France en échange d'une avancée en faveur de la paix. Luchaire définit ensuite des objectifs qui ne requiert plus aucune explication de sa part.

« Il est nécessaire que l'on parvienne à établir une égalité d'armements contrôlés entre les anciens adversaires. Il est nécessaire que l'on dévalorise ou rectifie certaines frontières<sup>1612</sup>. »

Dans le numéro spécial consacré à la Conférence de Lausanne, *Notre Temps* propose une enquête conduite conjointement par Jean Luchaire et Bertrand de Jouvenel « auprès des principaux chefs de délégation et des experts les plus divers ». La revue se targue d'offrir ainsi à ses lecteurs « des vues objectives sur l'aspect politique et [...] économique<sup>1613</sup> » de la Conférence.

« Si technique que soit le résultat de notre effort, nous souhaitons qu'il n'apparaisse pas trop aride et qu'il puisse porter témoignage des méthodes de travail qui sont celles de *Notre Temps*<sup>1614</sup>. »

Un lecteur attentif pouvait cependant s'étonner de l'absence de Brossolette

---

1608 Luchaire, « Vers la S.D.N. Super-Etat ? », *Notre Temps*, n°129, 14/02/1932, col.104.

1609 *Ibid.*, col.104-105.

1610 *Ibid.*, col.108. Luchaire souligne en italique.

1611 Luchaire, « Paris-Genève-Lausanne », *Notre Temps*, n°147, 19/06/1932, col.104.

1612 *Ibid.*

1613 Luchaire, « La question politique à Lausanne », *Notre Temps*, n°148, 26/06/1932, col.152, encadré de présentation.

1614 *Ibid.*

dans un tel cahier, lui qui a porté la plus grande attention sur le sujet. Luchaire commence par définir le critère qui selon lui domine tous les autres dans l'appréciation des relations internationales, à savoir la psychologie.

« Si on n'a pas foi en la confiance, tout sera perdu<sup>1615</sup>. »

Il décrit un contexte frôlant l'apocalypse dans lequel les Conférences de Lausanne et de Genève auraient pour enjeu « le salut de l'Occident » ou son « écroulement [...] total ».

Avant d'aborder les sujets proprement européens, Luchaire s'attarde sur les relations entre le continent et les Etats-Unis ainsi que sur « le problème impérial britannique ». L'énoncé de ce deuxième sujet indique à lui seul le regard que conserve Luchaire sur le degré d'appartenance de la Grande Bretagne au continent européen<sup>1616</sup>. Comme aux beaux jours de l'idéal briandiste, Luchaire continue de mobiliser le thème de l'union européenne, seul cadre à même d'offrir la paix au continent. Il développe un argumentaire où la psychologie tient toujours autant de place, au risque d'obscurcir le sens de son propos.

« [...] il ne faut plus soumettre l'accord entre Paris et Berlin au règlement des questions litigieuses qui opposent actuellement la France et l'Allemagne. Ces questions, qu'elles soient financières, économiques, militaires ou territoriales, elles se résoudront avec la plus extrême facilité dans le cadre d'une entente politique préétablie<sup>1617</sup>. »

La légèreté de Luchaire est palpable lorsqu'il croit pouvoir réduire les divergences de vues à des éléments secondaires.

« Supprimez cette méfiance – et les trois problèmes ne contiendront plus que des éléments techniques, parfaitement solubles dans une atmosphère de bonne volonté. »

Cette manière de concevoir les relations politiques entre Etats rappelle le raisonnement qu'il appliquait à l'accord des « jeunes équipes<sup>1618</sup> ». Luchaire ne remet en cause aucune des réclamations allemandes. Il justifie la volonté allemande de se défaire des réparations comme celle d'accéder à l'égalité d'armements. Même en ce qui concerne les frontières allemandes, le problème ne lui paraît pas plus délicat à envisager ni plus difficile à expliquer. Il est favorable à la suppression du couloir de Dantzig et à l'*Anschluss* car il reconnaît « des raisons objectives sur lesquelles toute insistance serait superflue<sup>1619</sup> ». Il se plaît à imaginer une déclaration commune de la France et de l'Allemagne annonçant leur intention de traiter solidairement toutes les initiatives internationales, qu'elles soient militaires, économiques, monétaires ou politiques, jusqu'à « provoquer en commun certains aménagements territoriaux ».

« D'un trait de plume, les deux plus grandes nations européennes cesseraient

---

1615 Luchaire, « La question politique à Lausanne », *Notre Temps*, n°148, 26/06/1932, col.151.

1616 « La vérité, c'est que la différence existante entre les intérêts et la psychologie des nations européennes et ceux d'un peuple britannique mondial sont tellement fortes qu'elles interdisent entre eux toute union continentale suffisamment étroite. » Luchaire, « La question politique à Lausanne », *Notre Temps*, n°148, 26/06/1932, col.153.

1617 Luchaire, « La question politique à Lausanne », *Notre Temps*, n°148, 26/06/1932, col.154.

1618 Luchaire, « La vraie "gauche unitaire" », *Notre Temps*, n°6, 15/02/1930, col. 201-209.

1619 Luchaire, « La question politique à Lausanne », *Notre Temps*, n°148, 26/06/1932, col.155.

d'être adversaires pour devenir associées<sup>1620</sup>. »

« D'un trait de plume » Luchaire imagine les deux pays travaillant main dans la main sans que cela ne produise le moindre effet négatif. Il déclare avoir passé « de longs instants avec le chancelier M. de Papen » et croit deviner son accord. Le but affiché en début d'article de présenter des « vues objectives sur l'aspect politique » n'est absolument pas rempli. Luchaire compose davantage une œuvre de fiction où l'accord se ferait le plus naturellement du monde. Encore une fois le sentiment domine dans l'article de Luchaire, comme s'il était le moteur des événements politiques. C'est-là une illustration probante de la différence de méthode et de réflexion entre Luchaire et Brossolette.

## B. L'opposition à une alliance franco-anglaise.

L'avis de Luchaire sur la Grande-Bretagne s'explique en partie par la volonté de s'opposer à la politique des alliances traditionnelles de la France, celle que les adversaires de Briand mettent en avant pour stigmatiser le rapprochement avec l'Allemagne. Outre que les partenaires en Europe centrale lui apparaissent davantage comme « un poids plutôt qu'un secours », la Grande-Bretagne fait figure de concurrent tant sur le plan économique que politique.

« Un contact récent avec et approfondi avec l'opinion anglaise [...] vient de me donner la certitude absolue que, pour la quasi totalité de la Grande-Bretagne, *le péril allemand n'existe pas*<sup>1621</sup>. »

Pour Luchaire, L'Entente cordiale est « un non-sens, une contradiction, une utopie ». En guise de conclusion, il ajoute :

« Il y a entre la France et la Grande-Bretagne, un extraordinaire, un insurmontable, un permanent écart d'ordre psychologique<sup>1622</sup>. »

L'explication de cette différence « psychologique » est le sujet de son éditorial de la semaine suivante intitulé « Un océan : la Manche<sup>1623</sup> ». L'argument est de nouveau évoqué en juin lors de la Conférence de Lausanne comme nous l'avons vu plus haut. Mais l'idée la plus souvent mobilisée est celle de la spécificité anglaise eu égard à ses relations avec son empire colonial.

« L'Union douanière britannique à travers le monde équivaut à une "déseuropéanisation" entière de la Grande-Bretagne<sup>1624</sup>. »

Luchaire en conclut qu'elle ne peut dès lors s'engager sur le continent pour garantir la sécurité. La réunion prochaine du Commonwealth à Ottawa devrait d'ailleurs aux yeux de Luchaire sceller le rôle mondial du Royaume-Uni. Il se défend de promouvoir le rapprochement franco-allemand « avec l'arrière pensée d'encourager on ne sait quelle vague anglophobie continentale<sup>1625</sup> ». Il faut néanmoins remarquer l'invariable opposition de Luchaire à l'hypothèse anglaise tout

---

1620 *Ibid.*, col.156.

1621 Luchaire, « Les alliances impossibles. France-Grande-Bretagne », *Notre Temps*, n°139, 24/04/1932, col.563. Luchaire souligne en italique.

1622 *Ibid.*, col.565.

1623 Luchaire, « Un océan : la Manche », *Notre Temps*, n°140, 01/05/1932.

1624 Luchaire, « De quelques choix difficiles », *Notre Temps*, n°153, 31/07/1932, col.394.

1625 *Ibid.*, col.393.

au long de sa carrière<sup>1626</sup>.

### C. Héritage et adaptation du briandisme.

Quatre mois après la disparition de Briand et à l'heure de son inhumation définitive à Cocherel, Luchaire se pose en héritier.

« Il fut, pendant des années et jusqu'à son dernier souffle, le symbole de nos plus belles espérances. Il disait parfois que nous étions ses espérances à lui. Nous n'avons pas le droit de le trahir : il nous a donné l'exemple de la liberté et du courage. Etre libres et courageux, c'est ce que nous lui devons<sup>1627</sup>. »

Cependant Luchaire admet que sa politique ne peut être menée sans lui aussi recommande-t-il d'adapter le briandisme aux « exigences des événements ».

« Etre fidèles à ce qu'il a enseigné, c'est ne pas être moins souples à l'égard des réalités qu'il ne l'a été dans sa longue et prodigieuse carrière<sup>1628</sup>. »

Pour Luchaire, si « la pensée » reste, « les natures » changent. Ainsi la politique de Locarno se justifierait toujours et devrait rechercher la transformation du *statu quo* qu'il considère comme la principale cause de guerre. Le retard accumulé exigerait en outre des actes décisifs.

« L'été, l'automne 1932 exigent de la chirurgie, de la politique d'amputation, *de la politique de choc psychologique*<sup>1629</sup>. »

Luchaire se refuse à « rédiger et observer un "évangile briandiste" quelconque<sup>1630</sup> ». Pourtant il est bien dans l'admiration et la contemplation toute religieuse de Briand. La semaine suivante, le récit de la cérémonie de Cocherel est celui d'un « pèlerinage » en hommage à un mort que Luchaire tente de maintenir vivant sous ses traits physiques les plus caractéristiques<sup>1631</sup>. Au passage il ne manque pas de rappeler quelques moments de complicité partagés avec Briand à Cocherel même puis développe un panégyrique empreint de vénération.

### D. Premières polémiques autour des positions de Jean Luchaire.

Durant l'été 1932, Luchaire publie deux éditoriaux dans lesquels il tente de justifier définitivement la nécessité d'une entente avec l'Allemagne, quel qu'en soit le prix. Luchaire décrit une France faible et esseulée.

« D'abord parce que nous ne jugeons point notre pays assez fort pour porter seul, avec ses petits alliés, le poids d'une politique conservatrice contre laquelle se dressent les grandes puissances du continent<sup>1632</sup>. »

La France aurait alors le choix entre une union avec l'Italie, qui impliquerait

---

1626 « ... l'Angleterre, île dont les attaches sont moins fortes avec notre continent qu'avec tous les autres ». Luchaire, « Ayons une politique franco-italienne », *L'Ère nouvelle*, 04/04/1922. Les exemples dans *Notre Temps* sont nombreux et apparaissent chaque année.

1627 Luchaire, « Fidélité à Briand », *Notre Temps*, n°149, 03/07/1932, col.204.

1628 *Ibid.* col.199.

1629 *Ibid.* col.203. Luchaire souligne en italique.

1630 *Ibid.*, col.200.

1631 Luchaire, « Cocherel, 3 juillet 1932 », *Notre Temps*, n°150, 10/07/1932, col.247-251.

1632 Luchaire, « De quelques choix difficiles », *Notre Temps*, n°153, 31/07/1932, col.395.

des concessions importantes en matière de colonies, d'armements navals et d'influence en Europe centrale, ou un accord avec l'Allemagne dont le coût serait moindre. Luchaire revient fin août sur le sujet<sup>1633</sup>. L'article présente longuement les éléments qui feraient de l'Italie la concurrente de la France depuis le nord du continent africain jusqu'au cœur de l'Europe centrale. Luchaire considère l'entente avec l'Allemagne comme la meilleure des deux propositions.

« La seconde assurant la paix, la prospérité continentale, l'Union européenne – et n'obligeant la France qu'à des concessions qui ne touchent ni le Rhin, ni l'Afrique du Nord et rejettent l'activisme germanique vers des régions européennes secondaires pour nous<sup>1634</sup>. »

Là encore la facilité avec laquelle Luchaire envisage de détourner le « dynamisme » allemand peut paraître surprenante. Mais lui n'est nullement gêné car il termine son article en affirmant un peu plus cette idée.

« [Les] difficultés franco-allemandes [...] disparaîtraient dès que la France cesserait d'être pour le Reich un instrument d'oppression, un obstacle à l'expansion germanique vers l'Est. »

A la mi-septembre une polémique démarre après les récentes déclarations de Luchaire. *Notre Temps* se borne d'abord à reproduire deux articles, celui de Senatus dans *l'Avenir* du 9 septembre et celui de Luchaire dans *La Volonté* du 10 septembre, ces deux articles devant servir à alimenter le « dossier franco-allemand<sup>1635</sup> ». Senatus réagit à l'article de Luchaire paru dans *Politique* et reproduit dans *Notre Temps* le 28 août. Selon lui, Luchaire serait pris d'un enthousiasme bien excessif quant aux bienfaits supposés d'une entente franco-allemande, dont il doute qu'elle puisse produire « la paix, la prospérité, l'union des peuples européens » « comme [des] petits pâtés sortent du four<sup>1636</sup> ». De plus, et c'est l'argument sur lequel Senatus préfère insister, l'Allemagne elle-même se refuserait à un accord avec la France. Il touche ici un point sensible car cette idée est généralement absente du propos de Luchaire, celui-ci demandant sans cesse à la France mais n'exigeant rien du voisin allemand. Mais à lire la réponse pleine d'assurance de Luchaire, on devine qu'il reste à définir ce que chacun comprend et sous-entend dans le terme d'« accord » ou d'« entente ».

« Je prétends, au contraire, qu'il n'y a pas un parti en Allemagne, qu'il soit de droite ou de gauche, pacifiste ou militariste, où l'on ne trouve un désir très net d'entente avec la France. »

Luchaire les perçoit jusque « dans les rangs nationaux-socialistes ». La seule différence entre tous tiendrait à la manière de concevoir le rapprochement, la gauche

---

1633 Luchaire, « Allemagne ou Italie ? », *Notre Temps*, n°157, 28/08/1932, col.559-564. Cet article a été initialement publié dans la revue *Politique*. Sur cette revue, voir Yves Palau, *Contribution à l'étude du catholicisme social : le cas de la revue Politique (1927-1940)*, Thèse de doctorat à l'IEP de Paris, mention science politique, 1994 et Jean-Claude Delbreil, *Centrisme et Démocratie-Chrétienne en France. Le Parti Démocrate Populaire des origines au MRP, 1919-1944*, Publications de la Sorbonne, 1990, p.105 et suivantes.

1634 Luchaire, « Allemagne ou Italie ? », *Notre Temps*, n°157, 28/08/1932, col.564.

1635 Luchaire, « Au dossier franco-allemand », *Notre Temps*, n°160, 18/09/1932, col.703-708.

1636 *Ibid.*, col.703.

l'envisagerait « sur le plan démocratique » et la droite « sur le plan militaire » mais tous seraient d'accord pour une coopération « sur le plan économique<sup>1637</sup> ». Luchaire refuse de stigmatiser l'Allemagne. Il estime qu'elle ne recherche qu'à recouvrer sa liberté et qu'une fois celle-ci obtenue, « elle se tiendra tranquille et se bornera à jouer sa "partie mondiale" sur le terrain économique et culturel<sup>1638</sup> ». On mesure encore ici l'écart qui sépare Luchaire de Brossolette sur la perception de l'Allemagne, un écart qui n'a cessé de se creuser depuis juin 1930, Brossolette s'impatiait alors d'attendre la signature par l'Allemagne de l'Acte général d'arbitrage<sup>1639</sup>. A propos de « la bonne volonté allemande », Luchaire admet qu'il n'en existe « pas grande trace » mais la France n'en aurait pas montré beaucoup plus.

« La vérité, c'est que la bonne volonté française s'est manifestée par *les aspects* de notre diplomatie et nullement par sa substance. Jamais nous n'avons fait librement, spontanément de *cadeau* au Reich<sup>1640</sup>. »

Tandis que les débats sur le désarmement se poursuivent à Genève, Brossolette alerte ses lecteurs sur les dangers que représenterait le réarmement allemand<sup>1641</sup>. Luchaire préfère analyser la question sous l'angle de la psychologie dont les données « dominant toutes les autres<sup>1642</sup> » à ses yeux. Il regrette que chaque délégation poursuive des objectifs « sentimentaux ».

« En Allemagne, la revendication de l'égalité militaire est d'ordre essentiellement affectif : il s'agit d'une affaire d'amour-propre national, non d'une question de sécurité<sup>1643</sup>. »

Luchaire n'hésite pas à décrire l'insistance allemande sur la question des armes comme la volonté de « débarrasser leur pays de ce sentiment de dépression : "être moins que les autres" » même s'il admet ensuite que cela doit donner un poids supplémentaire dans de prochaines discussions avec la Pologne. La France de son côté serait prise d'angoisse à la seule évocation du mot « Allemagne ». Luchaire répond à Senatus qui a qualifié l'Allemagne de « dictature d'une caste guerrière au-dedans, politique du poing à l'extérieur<sup>1644</sup> », quitte à justifier le militarisme allemand. Il distingue le cas précis d'une Allemagne où les éléments militaristes au pouvoir reflèteraient la volonté du peuple. Ayant pris en compte cette légitimité, il pose la question de savoir « si cette volonté est incompatible avec les nécessités des autres peuples et des autres gouvernements<sup>1645</sup> ». Luchaire entend faire la distinction entre le « principal » et le « secondaire ».

« En l'espèce, les revendications que l'Allemagne ne cesse de présenter au monde, *sans jamais, depuis 1919, en ajouter ou en retrancher une*, constituent les constantes et le principal. La présence au pouvoir de telle ou telle personnalité, c'est

---

1637 *Ibid.*, col.705.

1638 *Ibid.*, col.706.

1639 Brossolette, « L'acte général d'arbitrage », *Notre Temps*, n°15, 29/06/1930, col.116.

1640 Luchaire, « Au dossier franco-allemand », *Notre Temps*, n°160, 18/09/32, col.707.

1641 Brossolette, « Conclusions pratiques sur l'égalité des armements », *Notre Temps*, n°161, 25/09/1932, col.781-785.

1642 Luchaire, « Sur le débat franco-allemand », *Notre Temps*, n°162, 02/10/1932, col.7.

1643 *Ibid.*

1644 *Ibid.*col.8. Senatus dans *L'Avenir* du 13 septembre, cité par Luchaire.

1645 *Ibid.*

l'accidentel et le secondaire. »

Luchaire répond ensuite à Léon Bailby qui lui reproche « d'énoncer des certitudes dont on est si peu certain » lorsqu'il a affirmé qu'aucun parti politique allemand ne s'opposait à une entente avec la France. Le directeur de *L'Intransigeant* regrette également que jamais l'Allemagne n'ait rien offert à la France en échange de ses concessions, seul point sur lequel se prononce Luchaire.

« Si l'évacuation de la Rhénanie a été une concession, c'est devant la lettre des traités et non devant le Reich que la France s'est inclinée. Si les Accords de Lausanne ont été une concession, c'est devant la réalité, devant le bon sens, que la France s'est inclinée. L'Allemagne ne nous doit rien<sup>1646</sup>. »

La charge suivante est celle d'Henri de Kerillis qui foudroie tout à la fois Luchaire, les partisans d'un rapprochement franco-allemand et la gauche française.

« ... la mentalité capitularde, voilà, sur ce plan, les marques dominantes de ce qu'il est convenu d'appeler chez nous l'esprit de gauche<sup>1647</sup>. »

Aux côtés de nouvelles citations de ses confrères, Luchaire poursuit le « débat franco-allemand » la semaine suivante<sup>1648</sup>. Dans la mesure où l'Allemagne aurait toujours revendiqué les mêmes choses depuis 1919, cela devrait augurer une stabilité durable une fois ses réclamations satisfaites. Pour ce faire, Luchaire recommande de la façon la plus simpliste qui soit un accord germano-polonais afin que les pays entre l'Allemagne et l'URSS deviennent des « Etats-liaison » plutôt que des « Etats-barrières ».

« Dès lors, l'expansion de l'Allemagne vers l'Est pourra s'opérer économiquement et intellectuellement, sans danger pour personne et pour le plus grand avantage des Etats intermédiaires<sup>1649</sup> [...] ».

Luchaire argue d'une constante incompréhension française des événements allemands. Les déclarations de von Schleicher ne constitueraient qu'une forme de franchise pour des éléments dont la France aurait déjà eu connaissance<sup>1650</sup>. Les pires déclarations nationalistes ne seraient pas de lui mais seulement le commentaire d'un journaliste. Luchaire développe l'art de justifier le bilan allemand pour mieux contredire les « nationalistes » français. Il revient ainsi sur le sens du mot « finassieren ». Employé par Stresemann dans ses carnets et révélé par leur publication récente<sup>1651</sup>, il a provoqué en France un doute quant à l'honnêteté de Stresemann. Pour Luchaire, le terme n'aurait pas un sens aussi déplaisant en allemand qu'en français, et sur ce point, il cite l'ouvrage d'Antonina Vallentin, biographe de Stresemann et accessoirement la troisième femme de son père. Luchaire avance désormais à découvert. Il ne s'agit plus de discuter des points de désaccords entre la France et l'Allemagne, mais de « liquider tous les sujets, *directs et indirects*, qui font obstacle à un rapprochement<sup>1652</sup> ». Luchaire ne s'intéresse

---

1646 *Ibid.*, col.12.

1647 *Ibid.*, col.14. Luchaire cite un extrait de *L'écho de Paris* du 20 septembre.

1648 Luchaire, « Toujours sur le débat franco-allemand », *Notre Temps*, n°164, 16/10/1932, col.103-111.

1649 *Ibid.*, col.106.

1650 *Ibid.*, col.109.

1651 Gustav Stresemann, *Six années de politique allemande, les papiers de Stresemann...* publiés par Henry Bernhard, 3 vol., Paris, 1932-1933.

1652 Luchaire, « Toujours sur le débat franco-allemand », *Notre Temps*, n°164, 16/10/1932, col.111. Luchaire

finalement pas aux enjeux mais seulement à l'existence de négociations à même de repousser voire de faire disparaître le risque de conflit. Dans le cas des entretiens Laval-Brüning, le peu de succès ne remettrait pas en cause le principe. La discussion aurait du selon lui couvrir tous les sujets, notamment celui du « statut austro-allemand », on remarque le changement de vocable, « mais aussi et *surtout*, la question des frontières germano-polonaises<sup>1653</sup> ». La semaine suivante la polémique enfle et les accusations font leur apparition<sup>1654</sup>. Luchaire cite Pierre Bernus du *Journal des Débats*.

« Dans sa revue *Notre Temps*, où beaucoup de talent est mis au service des thèses allemandes, M. Jean Luchaire accuse le *Journal des Débats* [...] d'avoir commis un faux<sup>1655</sup> ».

La discussion porte au départ sur l'authenticité d'une citation allemande mais le plus important réside bien-sûr dans l'insinuation de Bernus qui par ailleurs serait partagée car Luchaire reconnaît qu'il s'agit d'une « rumeur que d'aucuns se complaisent à faire circuler<sup>1656</sup> ». Luchaire relève le caractère sous-entendu de l'accusation et répond avec suffisance déclarant que celle-ci serait impossible à prouver. Il affirme ensuite que les idées de *Notre Temps* sont anciennes et auraient toujours été « encouragées » par Briand. Elles seraient non commandées par les intérêts de l'Allemagne mais par la recherche de « la paix et des véritables intérêts généraux de la France<sup>1657</sup> ». Il retourne alors le compliment à Pierre Bernus en liant le *Journal des Débats* à la personne de François de Wendel, à la société de Wendel et à la vente d'armes. A la fin du mois d'octobre<sup>1658</sup>, Luchaire subit encore les foudres de Pierre Bernus, cette fois de manière définitive tant par la finesse de la critique que par la volonté de clore un débat jugé impossible<sup>1659</sup>. Luchaire répond ensuite à Senatus et son article du 20 octobre dans *L'Avenir*. Le propos de Luchaire ne change pas et se borne à marquer les réclamations allemandes et les conditions permettant de les accorder. Pour Luchaire, il s'agit moins de « concession à l'Allemagne » que de « mise en harmonie avec la réalité<sup>1660</sup> ».

### III. Le rapprochement franco-allemand dans les pages de *Notre Temps*.

#### A. La poursuite de l'offensive allemande à Mayence.

Luchaire étant malade et Chabannes absent, le numéro spécial de *Notre Temps* est préparé par Léon-Marie Brest et Claude Bordas alors que François Berge prend la

---

souligne en italique.

1653 *Ibid.*, col.111.

1654 Luchaire, « Fixons les positions », *Notre Temps*, n°165, 23/10/1932, col.151-156.

1655 *Ibid.*, col.151, citation de Pierre Bernus, « Qui égare l'opinion française ? », *Le Journal des Débats*, 17/10/1932, n°289, p.1

1656 *Ibid.*, col.154.

1657 *Ibid.*, col.155.

1658 Luchaire, « Attaques et ripostes sur le débat franco-allemand », *Notre Temps*, n°166, 30/10/32, col.199-205.

1659 *Ibid.*, col.200. Bernus dénonce à notre sens ce qu'il était légitime de reprocher à Luchaire dans son argumentation, à savoir « la menace de guerre et de désastre » comme seule justification d'un abandon par la France de tous ses gages au profit de l'Allemagne et l'assimilation de la presse de droite à de simples porte-paroles des « marchands de canons ».

1660 *Ibid.*, col.204.



direction de la délégation française à Mayence. Abetz et Bentmann accueillent les Français pour cette troisième rencontre franco-allemande organisée cette année par le Sohlbergkreis c'est-à-dire Otto Abetz et Friedrich Bran. Dans son introduction, Brest rappelle que si l'empreinte de la crise était déjà sensible à Rethel, il était encore impossible d'y échapper en 1932, ce qui, un mal entraînant un bien, aurait permis à « la sympathie de passer les frontières<sup>1661</sup> ».

En lieu et place de Luchaire qui devait parler de « la nouvelle politique française », François Berge revient sur la nécessité de mieux se comprendre de peuple à peuple.

« Vous, Allemands, avez l'art des manifestations collectives. [...] Mais les Français [...] surestime sans doute l'importance de celles auxquelles vous vous livrez. Si nous savions expliquer vos procédés, aucun gouvernement chez nous n'y résisterait<sup>1662</sup>. »

Selon lui, il existerait un malaise dans chaque pays, une « "inquiétude" » qui resterait à identifier et à résoudre. Afin de rendre compte du visage nouveau de la France, il cite *Rajeunissement de la politique*<sup>1663</sup>, ouvrage collectif préfacé par Henry de Jouvenel qu'il considère comme l'un des épisodes caractéristiques de la rénovation politique souhaitée par la jeunesse. A la suite de Berge, Maass veut lui aussi expliquer la situation de son pays et se penche sur « les incertitudes allemandes<sup>1664</sup> ». Il décrit une « crise terrible » que caractériseraient le marasme économique et le succès politique des extrêmes. Maass parle à ce sujet d'une « sorte de faillite » et du déclin de la « conception bourgeoise du libéralisme économique ». Il plaide dans sa conclusion pour un règlement définitif des réparations et du désarmement. Il fixe encore l'impératif de « trouver un nouveau système de traités qui [puisse garantir] la sécurité des deux peuples comme leurs droits et leur liberté<sup>1665</sup> ».

Les deux délégations présentent ensuite à tour de rôle une sélection de livres censés représenter le mieux les tendances du moment de leur pays. Serge Drouin explique qu'il a apporté quelques ouvrages à même de faire « comprendre la pensée contemporaine », si ceux-ci ne construisent « pas une image systématique » de la France ils peuvent montrer une « communion avec l'âme allemande<sup>1666</sup> ». Rolf Fechter précise que la délégation allemande voulait faire connaître « l'esprit » du peuple allemand à travers sa poésie. Il prévient que certains auteurs « connus en France par leurs plus mauvaises productions » n'ont pas été retenus car ils ne seraient « en aucune façon les représentants de l'esprit allemand ». Fechter insiste alors sur la multitude de poètes restés éloignés des maisons d'édition, proche du peuple et de ses souffrances et qui partageraient « l'esprit allemand<sup>1667</sup> ». La sélection allemande compte vingt-cinq ouvrages parmi lesquels on peut citer *Das*

---

1661 L-M Brest, « Mayence, Pâques 1932 », *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.445.

1662 François Berge, *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.450.

1663 *Le Rajeunissement de la politique*. Préface de Henry de Jouvenel, Ed. Corrêa, 1932. Sur la genèse de cet ouvrage, voir Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué*, op.cit. p.163.

1664 Hermann Maass, « Les incertitudes allemandes », *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.453-454.

1665 *Ibid.*, col.454.

1666 *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.454.

1667 *Ibid.* col.456.

*neue Reich* de Stefan George, *Briefe an einen jungen Dichter* de Rainer Maria Rilke, *Das Abenteuerliche Herz* de Ernst Jünger, *Sieben vor Verdun* de Magnus Wehner, *Volk ohne Raum* de Hans Grimm, *Das dritte Reich* de Moeller van der Bruck, *Aus meinem Leben* de Albert Schweitzer, *Die geistige Situation der Zeit* de Karl Jaspers et *Deutscher Geist in Gefahr* de Ernst Robert Curtius. On trouve dans cet échantillon savamment élaboré des œuvres poétiques désintéressées tel l'ouvrage de Rainer Maria Rilke, quelques uns des inspirateurs de la « Révolution conservatrice » avec Stefan George, Ernst Jünger et Moeller van der Bruck et des ouvrages à valeur de propagande tel celui de Hans Grimm.

La discussion s'engage ensuite au sujet de l'URSS et de son rapport à l'Europe. Le mardi 22 mars, la journée est consacrée à une visite suivie d'une réception officielle à Francfort. Le mercredi, la discussion reprend sur les rapports avec Moscou. Paul Ravoux<sup>1668</sup>, qui signe ici sa première participation à *Notre Temps*, insiste sur la réflexion à mener pour encourager l'Allemagne à défendre l'Occident.

« Il s'agit là d'une collaboration réelle, profonde, entre Français et Allemands, décidés à sauvegarder l'esprit de l'Occident<sup>1669</sup>. »

*Notre Temps* reproduit ensuite l'exposé du Pasteur Kappes. Celui qui avait ému les congressistes du Sohlberg lors d'une veillée auprès du feu prouve une nouvelle fois son talent en intervenant sur le thème du « jeune chômeur allemand » dans ce que *Notre Temps* qualifie d'« émouvant exposé ». Friedrich Bran intervient à son tour et devise sur la littérature et la culture de la jeunesse allemande sans apporter d'idées utiles à notre réflexion. Hans Hartmann propose un long discours sur la question du désarmement dans lequel il répète des recommandations consensuelles, seule sa conclusion est intéressante. L'Allemagne devrait être assurée que les autres nations désarment et n'être plus traitée « comme une nation du [sic] second rang<sup>1670</sup> ». L'auteur, s'il paraît pacifiste et attaché au désarmement n'en défend pas moins le rang de l'Allemagne au sein de l'équilibre européen. Les discussions qui suivent son exposé sont animées et offrent un panel de positions assez large qui montre que les opinions de la délégation française ne se limitent pas à celles du groupe de *Notre Temps*. Le jeudi 24 mars, la volonté pacifiste de l'Allemagne est une nouvelle fois illustrée via l'exposé d'Otto Piper, « Les églises allemandes et la paix<sup>1671</sup> ». Il était présent au Sohlberg et avait présenté « Les tendances religieuses de la jeunesse allemande ». Intervient ensuite Henri de Man qui propose une réflexion sur la situation des différentes classes sociales allemandes. Il perçoit à ce sujet une évolution du nationalisme depuis l'avant-guerre.

« Mais ceci ne cache en rien le rapport beaucoup plus fort qui existe entre la situation économique actuelle et le renouveau nationaliste, qui – et c'est là son essence – signifie une déformation des ressentiments sociaux en ressentiments

---

1668 Il ne signe qu'à deux reprises dans *Notre Temps*. Il intervient dans plusieurs publications au sujet de l'Allemagne au tournant des années 1930, notamment dans *l'Année politique et étrangère*, 7, 1932, p.39-67 et la *Revue d'Allemagne*, 4, 1930, p.1056-1067. En 1939, il traduit pour Gallimard *La Révolution du Nihilisme* de Hermann Rauschning.

1669 Paul Ravoux, *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.461.

1670 Hans Hartmann, *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.466.

1671 Otto Piper, « Les églises allemandes et la paix », *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.468-469.

nationaux. Grâce à celle-ci on compense le déficit subi dans le sens de la valeur et de la dignité sociale par une exaltation du sentiment national<sup>1672</sup>. »

De Man apporte aux congressistes une réflexion d'ensemble sur l'Allemagne et fait forte impression, *Notre Temps* jugeant que c'est là « un des discours les plus chargés de faits et d'aperçus intelligents » entendus à Mayence. Dans l'après-midi, *Notre Temps* décrit les congressistes se penchant sur « l'étude de la révision des traités<sup>1673</sup> ». Walter Reusch, dont on se rappelle la participation au Congrès de Rethel<sup>1674</sup>, prononce un discours extrêmement déterminé en faveur de la révision du Traité de Versailles<sup>1675</sup>. Il y défend avec la notion de *Volkstum*, la révision des frontières orientales et l'*Anschluss* et s'inquiète du traitement par la France de la culture allemande en Alsace et en Lorraine. Le propos de Reusch, à Mayence comme à Rethel, est tellement provoquant qu'on peut se demander s'il ne s'agit pas d'une prise de température auprès de la délégation française sur les sujets les plus sensibles. Lors de la discussion, alors que chacun préfère écarter la question de l'Alsace-Lorraine, Abetz intervient pour demander quelle est la position de la jeunesse française sur le sujet<sup>1676</sup>. Le rapport que fait *Notre Temps* des discussions est lapidaire et parfois si maladroitement ordonné qu'il en devient obscur. Sobernheim présente la situation « désastreuse » des étudiants, Friedrich Bran nie le lien entre militarisation de la jeunesse et risque de guerre, quant à Walter Reusch, il estime que la volonté allemande de se libérer, de « briser ses chaînes » ne serait que morale. La journée se termine enfin par un récital de M-F Gaillard. Le vendredi 25 mars, c'est au tour de Louis Martin-Chauffier d'intervenir sur les « Clercs d'après-guerre en France<sup>1677</sup> ». Plutôt qu'un tableau complet, Martin-Chauffier veut présenter trois données à même d'illustrer le sujet.

« [...] la guerre, et surtout l'après-guerre, ont développé entre les générations un abîme énorme<sup>1678</sup> [...]. »

Il refuse d'étendre la notion de génération à un phénomène automatique mais perçoit en France une différence entre les aînés et les plus jeunes, laquelle serait plus significative que celle entre droite et gauche. L'urgence du moment interdirait toute abstraction chez les plus jeunes, contrairement à leurs aînés. La « confusion », maîtresse des esprits au lendemain de la guerre, s'expliquerait par l'incohérence des « vieilles doctrines » avec les événements. Martin-Chauffier incrimine moins les doctrines que les aînés incapables de comprendre un monde nouveau. Les jeunes se seraient alors lancés dans la recherche d'un ordre en tentant d'adapter les doctrines au monde nouveau<sup>1679</sup>. Martin-Chauffier semblait jusque là épouser la thèse de Luchaire mais cette idée d'adaptation et donc de sauvegarde des doctrines

---

1672 « Discours de M. Henri de Man », *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.471-472.

1673 *Ibid.*, col.472.

1674 Walter Reusch, « Les revendications nationales allemandes », *Notre Temps*, n°103-104, 16-23/08/1931, col. 643-648.

1675 « Séance de l'après-midi », *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.472-473.

1676 *Ibid.*, col.473.

1677 Louis Martin-Chauffier, « Clercs d'après-guerre en France », *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.476-480. Nous avons retrouvé le brouillon de cette conférence dans ses archives conservées à l'IMEC à Caen.

1678 *Ibid.*, col.476.

1679 *Ibid.*, col.478.

l'en distingue nettement. Le deuxième point est la recherche de « l'ordre » par les jeunes clercs qui s'apparenterait à celle de la « vérité ». Enfin selon le troisième point mis en lumière par Martin-Chauffier, la crise spirituelle et politique de la France s'expliquerait par « une différence d'âge » entre les faits d'une part et les responsables et cadres politiques d'autre part.

« Il est évident que la forme actuelle de la société ne correspond plus à quelque chose de viable, ni à quelque chose de sain. Elle a trente ans de trop<sup>1680</sup>. » Il termine son exposé en précisant combien une autocritique de la part des plus jeunes paraît indispensable à leur recherche.

Le Dr. von Grohlman estime dans sa réponse à Martin-Chauffier que la situation est tellement précaire en Allemagne qu'elle interdit la même réflexion qu'en France. Il décrit en Allemagne un mouvement qui chercherait à la fois la nouveauté et la sauvegarde de la tradition.

« ... une partie de cette génération tient à avancer vers le nouveau, alors que l'autre moitié tend vers une base culturelle<sup>1681</sup> ».

Cette base culturelle se construirait sur des éléments du christianisme et des philosophies telles que celle de Herder ou de Hölderlin. Durant la discussion sur le rôle des clercs en France et en Allemagne, Mardrus distingue une question qui primerait toutes les autres. Il perçoit en URSS et aux Etats-Unis un nouveau modèle de société, collectiviste et niant l'individu. Pour lui, « la seule valeur vraie » est la « personne pensante<sup>1682</sup> ». Il veut voir « une lueur d'espoir dans la résistance qu'opposera à la technique le génie latin<sup>1683</sup> ». Martin-Chauffier formule une conclusion des débats dans laquelle il reprend les trois points développés dans son exposé et ajoute une profession de foi personnaliste. Selon lui « la société de la machine a quelque chose de mauvais ».

« Le devoir des clercs est de sauver l'esprit, c'est à dire de défendre l'intégrité de la personne humaine menacée dans son essence même<sup>1684</sup> ».

Une organisation de la production ne serait pas opposée à la personne humaine si elle n'engendrait pas un travail « servile ». Plutôt que de produire davantage elle devrait seulement permettre de « travailler moins » et ainsi consacrer le « loisir pour permettre à l'homme d'être humain<sup>1685</sup> ». Le danger proviendrait des modèles de société américain et russe qui menacerait de « tuer » la personne humaine. Le vendredi après-midi, les congressistes écoutent le discours d'Oppenheimer. *Notre Temps* ne le présente pas et parle seulement de ses « savantes expositions » sur la question des réparations. Oppenheimer commence par détailler quelques mécanismes selon lesquels les réparations accentueraient la crise économique que vit l'Allemagne. Il reconnaît cependant que d'autres causes en sont également responsables. A propos de « la future capacité de paiement de l'Allemagne », il estime que celle-ci doit être reléguée à un moyen terme que

---

1680 *Ibid.*, col.479.

1681 « Intervention du Dr. von Grohlman », *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.480.

1682 « Intervention de Cecil Mardrus », *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.484.

1683 *Ibid.*, col.485.

1684 Louis Martin-Chauffier, *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.485-486.

1685 *Ibid.*, col.486.

justifierait des investissements dans l'économie allemande. La question serait en outre davantage politique qu'économique. L'auteur s'interroge ensuite, faut-il baisser ou annuler les réparations ?

« Beaucoup de personnes compétentes, en France, ont compris que de grandes annuités ne seront jamais plus transférables et qu'il est, d'autre part, psychologiquement impossible d'étendre le poids des réparations sur de nombreuses générations successives<sup>1686</sup>. »

Cet argument d'autorité sert à montrer l'incongruité des réparations et présente le débat comme prêt à être unanimement clos. Personne parmi la délégation française ne le contredit et ne justifie à l'inverse le principe des réparations par le préjudice subi par la France. Oppenheimer poursuit en relevant l'incertitude qui pèserait sur l'économie et rendrait difficilement envisageable le paiement après la crise d'un solde définitif. A l'inverse l'abandon définitif des réparations aurait de nombreuses vertus en politique intérieure et internationale. Envisageant ensuite « les nouvelles bases de coopération et de reconstruction » pour les problèmes franco-allemands, l'auteur prolonge le débat hors de la question des réparations. Il n'omet pas l'aspect moral du problème. Selon lui, « la somme des pertes allemandes est incomparablement supérieure aux sommes qu'a reçues la France<sup>1687</sup> ». Il termine ainsi une argumentation très bien construite qui laisse peu de place à la critique. Cecil Mardrus juge « accessoire » le problème des réparations face auquel chacun serait « dans une parfaite impuissance ». Vu l'ampleur de la crise mondiale, il recommande de forger « une âme d'Européen » avant d'agir en faveur du « problème essentiel », celui de « la reconstruction de l'Europe<sup>1688</sup> ». Le samedi 26 mars fait place au Professeur Dempf sur le thème de « L'héritage que le passé nous lègue » puis à François Berge pour une conclusion finale. Professeur à l'Université de Bonn, Dempf est présenté par *Notre Temps* comme étant « de tendance catholique-conservatrice » et s'exprimant « en homme conservateur ». Selon lui l'héritage reposerait sur trois notions, « Germanitas », « Romanitas » et « Christianitas ».

« Germanitas, c'est le "Reich" ».

L'auteur définit le « Reich » comme « la conscience de l'ordre des peuples dans l'ordre, et du monde et de Dieu<sup>1689</sup> ». La notion de « Romanitas » correspondrait quant à elle à « la culture de l'esprit ». Plusieurs éléments auraient causé une « trahison vis-à-vis de l'unité de la civilisation », notamment « le romantisme dans la philosophie », la Renaissance qui aurait « mis à part l'intelligence qui s'est enfermée dans l'école » et enfin la surestimation de l'Etat par « la trahison de toutes les forces positives ». La troisième notion déterminant l'héritage du passé, « Christianitas », serait davantage qu'une tradition ou une croyance et fixerait la chrétienté comme « base de l'unité européenne ».

« Pour l'intelligence non libérale, [...] le christianisme est l'expression d'un

---

1686 « Discours d'Oppenheimer », *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.487.

1687 *Ibid.*, col.488.

1688 Cecil Mardrus, *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.489.

1689 Pr. Dempf, *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.491.

ordre sain du peuple, c'est l'esprit de responsabilité, la foi en la victoire du droit, c'est la confession pour l'ordre des Etats [...] et peuples<sup>1690</sup>. »

L'un des effets de la crise que souligne Dempf révèle chez lui une pensée empreinte de racisme biologique.

« C'est là le malheur : la "*Volkskultur*", la culture du peuple ne peut même plus être évoquée par des paroles, elle n'est guère que dans le sang. »

Le recours aux notions de « Nation, classe, économie » constituerait une erreur d'appréciation car celles-ci seraient « partielles ». Pour « une véritable conscience de son temps », Dempf recommande de trouver « l'unité [du] sang en Humanitas, Germanitas, Christianitas ».

*Notre Temps* ne fait pas mention de débats à la suite de cet exposé, ce qui est dommage car les réactions de Martin-Chauffier auraient sans doute été très intéressantes et auraient pu éclairer davantage les propos sibyllins du Pr. Dempf. A l'heure de clore les discussions, Berge se félicite que le Congrès ait su éviter « l'esprit de "procès" et de "plaidoiries" » sauvegardant l'objectivité. Loin des « discussions académiques », il aurait offert des discussions « passionnées » et permis de « connaître ce que pensent les individus ou les groupes » et « leurs possibilités d'évolution<sup>1691</sup> ». Berge retient les exposés du Pasteur Kappes et d'Henri de Man comme les plus instructifs. Ils auraient le mieux répondu à l'un des objectifs du Congrès, à savoir offrir une autre image de l'Allemagne que celle d'une nation « revancharde » et dangereuse telle qu'elle serait répandue en France.

« Or le seul, l'unique moyen de lutter contre cette propagande involontaire et dangereuse, [...] c'est de faire connaître à l'autre la réalité essentielle de son pays. C'est de faire connaître l'image générale, juste, les véritables hiérarchies des valeurs sociales, politiques et culturelles, pour permettre le redressement du jugement<sup>1692</sup>. »

Berge cite la découverte, à la suite de l'exposé d'Henri de Man, d'un « anticapitalisme de droite en Allemagne » par lequel un nationaliste allemand ne serait « pas forcément de niveau avec un nationaliste français<sup>1693</sup> ». Il estime « absolument valable » la discussion entre un nationaliste allemand et un internationaliste français « si l'un et l'autre des interlocuteurs prennent conscience de leur situation idéologique réciproque ». Le relativisme sociologique qu'exprime Berge provient de plusieurs sources. Chez les membres de *Notre Temps*, il est d'abord le prolongement du principe d'« objectivité internationale » censé empêcher des jugements de valeurs réducteurs. Il a sans nul doute été renforcé depuis le Congrès de Rethel par l'idée de la spécificité de l'Allemagne et celle de son nationalisme. Il correspond enfin à l'impératif d'entente que s'est fixé *Notre Temps* dans ces rencontres intellectuelles.

Dans les comptes rendus de *Notre Temps*, il est une caractéristique de ces congrès que les Français semblent ne pas percevoir et qui tient d'abord dans les

---

1690 *Ibid.*, col.492.

1691 « Discours final de François Berge », *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.493-495.

1692 *Ibid.*, col.494.

1693 *Ibid.*

attitudes de chacun. Pour la troisième année consécutive, les Allemands se montrent non seulement demandeurs d'un ordre international nouveau mais également animés d'une détermination sans faille. Quoiqu'en dise François Berge, ils instruisent bien le « procès » des règlements d'après-guerre et conduisent des « plaidoiries » en faveur de l'Allemagne. La position française est bien différente. Elle aussi affirme ses propres caractéristiques, surtout intellectuelles, mais elle se place sur le terrain de l'échange désintéressé et ne paraît pas vouloir convaincre les Allemands d'accepter tels ou tels principes. A côté des affirmations allemandes sonnantes comme autant d'impératifs à la poursuite du rapprochement politique, elle paraît finalement hésitante. Elle pâtit sans doute d'une approche volontairement non politique de ces rencontres<sup>1694</sup>. A l'inverse, il est évident que la délégation allemande fixe des objectifs politiques à chacune de ces rencontres, objectifs qui évoluent à mesure que les premières idées font leur chemin dans l'esprit des congressistes français. On peut d'ailleurs dresser un inventaire des idées politiques avancées par les Allemands au cours des rencontres successives.

Au Sohlberg, Bergsträsser considère le Traité de Versailles et ses suites comme les responsables de la crise économique en Allemagne. Dähnhardt présente comme légitime l'engagement de la jeunesse allemande en faveur des mouvements conservateurs.

A Rethel, les idées forces sont nombreuses. Bran évoque l'unité allemande encore inachevée ; Clauss dessine l'Allemagne comme une puissance en mouvement dont la spécificité de l'économie rendrait impossible sa participation à une union économique ; Mittelstrass et Maass mettent en avant la notion de *Volk* pour définir l'Allemagne contemporaine ; Reusch défend finalement et ouvertement chacune des réclamations territoriales allemandes. Ainsi les revendications diplomatiques du gouvernement allemand trouvent ici une justification culturelle et populaire difficile à contredire sur un plan politique. A quoi s'ajoute la performance de présenter à des militants internationalistes et pacifistes le nationalisme allemand sous un jour acceptable, étant le résultat du particularisme germanique et non un mouvement politique dressé contre la France.

A Mayence, l'offensive psychologique se poursuit. Maass assimile l'activité politique en Allemagne à l'expression d'une crise spirituelle, il défend également la révision des traités. Kappes offre une présentation émouvante de la pauvreté en Allemagne dont la finalité consciente ou non chez lui est évidemment d'affaiblir les ardeurs françaises. Hartmann prône avec beaucoup de conviction le droit à l'égalité juridique pour l'Allemagne. Piper entretient l'image d'une Allemagne pacifiste. Oppenheimer défend la fin des réparations avant que Dempf n'introduise les premières références au racisme biologique.

Face aux Allemands, le seul intervenant français à défendre des idées comme principes de coopération est Pierre Brossolette à Rethel. Tous les autres se sont

---

1694 La lecture de la présentation du Congrès par Claude Bordas illustre cette satisfaction de *Notre Temps* devant un déroulement qui aurait préservé la cordialité des relations entre les deux jeunesse. Bordas retient principalement la « bonne foi », l'absence d'« hypocrisie », l'« estime réciproque », l'« amitié personnelle » et la « solidarité » entre les congressistes. Claude Bordas, « Une seule jeunesse », *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.439-441.

bornés à commenter une certaine évolution psychologique française sans esquisser le moindre argumentaire politique. Ainsi, avant même de connaître les sources citées par Dieter Tiemann et Barbara Lambauer prouvant l'ambivalence du *Sohlbergkreis*, la lecture des débats indique la différence d'attitude entre le groupe français et celui allemand. Pour autant la démarche de *Notre Temps* n'est pas seulement le fait d'une illusion ou d'une candeur en matière de relations internationales. Bien que Luchaire s'en défende au Sohlberg comme à Rethel, la valeur de ces rencontres est éminemment politique. François Berge le confirme à Mayence en expliquant vouloir modérer l'image de l'Allemagne en France. Il faut noter que la délégation française se compose pour partie seulement du groupe de *Notre Temps*, mais c'est lui le véritable moteur et sans doute le seul organisateur côté français, les autres organisations étant présentes à titre d'information. L'objectif de *Notre Temps* est d'abord et avant tout l'entretien d'une relation intellectuelle entre les jeunes des deux pays. Manifestation pratique de ce que pourrait être une entente politique franco-allemande, le rapprochement intellectuel ne peut pas subir d'échec sous peine de prouver l'impossibilité de s'entendre avec l'Allemagne. Aussi n'est-il pas question de se fâcher avec les Allemands en essayant de les convaincre. Déjà bousculé par Bergsträsser et Dähnhardt au Sohlberg, les Français ont échoué à imposer le thème de l'Union européenne lors de la préparation du Congrès de Rethel puis, lors de celui-ci, ont subi les assauts psychologiques d'un discours ouvertement nationaliste. Dès lors, il ne reste plus au groupe de *Notre Temps* qu'à envisager avec le *Sohlbergkreis* dans quelles conditions un accord serait possible. Ceci permet en outre à certains membres de *Notre Temps* de défendre un accord franco-allemand dont ils sont chaudement partisans. Aussi ne faut-il pas s'attendre à trouver les traces d'un véritable débat lors de ces rencontres. Il est une citation de François Berge, déjà soulignée par nous, où il indique le sens de sa démarche<sup>1695</sup>. A l'heure de conclure sur le congrès de Mayence, celle-ci nous paraît représentative de la captation par les Allemands de la bonne volonté française. La démarche du groupe de *Notre Temps* a été facilement détournée par le *Sohlbergkreis* car l'attitude des jeunes français s'y prêtait naturellement. En croyant devoir convaincre l'opinion publique française plutôt que leurs partenaires allemands, les membres de *Notre Temps* se sont placés dans une position de passivité.

## B. La diversité des expressions du rapprochement franco-allemand.

En 1932, *Notre Temps* publie vingt-cinq auteurs allemands et une quarantaine d'articles traduits de l'allemand, tous ayant un lien manifeste avec les relations franco-allemandes<sup>1696</sup>. Il est plus délicat de comptabiliser les articles de signature française qui vantent le rapprochement franco-allemand. A vrai dire, le thème est

---

1695 « Vous, Allemands, avez l'art des manifestations collectives. [...] Mais le Français [...] surestime sans doute l'importance de celles auxquelles vous vous livrez. Si nous savions expliquer vos procédés, aucun gouvernement chez nous n'y résisterait. » François Berge, *Notre Temps*, n°136-137, 3-10/04/1932, col.450. C'est nous qui soulignons.

1696 Aux signatures proprement allemandes s'ajoutent quatre articles de l'autrichien Coudenhove-Kalergi et deux de Victor Bauer, de nationalité tchèque mais de langue allemande.



partout présent, dans les éditoriaux de Luchaire et de Brossolette aussi bien que dans toutes les chroniques. Nous avons néanmoins retenus dix-sept articles et dix auteurs, publiés pour la plupart dans la première partie de *Notre Temps*, vitrine où se côtoient essais et livraisons littéraires. Cette sélection met en relief une pratique régulière de la promotion du rapprochement franco-allemand grâce à des signatures extérieures à la rédaction. François Berge et Serge Drouin alimentent également cette question tout comme Guy Crouzet dans sa rubrique « Les idées de notre temps » et dans « Les jeunes équipes » sous le pseudonyme de Georges Benaben.

La promotion du rapprochement franco-allemand recouvre des significations bien différentes selon qu'il se borne à une approche symbolique par le biais de la culture ou bien qu'il aborde de front les problèmes politiques internationaux et proposent des mesures pour y remédier. Ainsi, on retrouve dans *Notre Temps* différentes sensibilités qui permettent d'aborder toutes les dimensions de cette relation. Dans une approche non politique des relations entre les deux pays, on peut mettre en parallèle le retour de la littérature allemande sous la signature d'Hermann Kesten<sup>1697</sup> avec les plaidoyers de deux femmes de lettres, Marie Dormoy et Suzanne de Callias. S'appuyant sur leurs expériences de voyages, celles-ci encouragent à une meilleure connaissance entre les deux pays. Deux chroniques témoignent de l'attachement de *Notre Temps* à entretenir une relation culturelle, Jacques Chabannes fait une place de choix aux « Lettres allemandes » dans sa chronique littéraire. Plus intéressante encore par son existence est celle d'Emmanuel Garry intitulée « Le Théâtre à Berlin ». Le compte rendu régulier depuis janvier 1932 de l'activité dramatique dans la capitale allemande tend à prouver que *Notre Temps* s'adresse à un public berlinois<sup>1698</sup>.

#### a) Le rapprochement de « bonne volonté ».

Le rapprochement entre la France et l'Allemagne est également abordé à travers un discours moral. *Notre Temps* témoigne de la survivance d'un mouvement pacifiste en Allemagne grâce aux contributions d'Annette Kolb et du professeur d'Université et militant pacifiste Karl Brockhausen. *Notre Temps* reproduit les extraits d'une « causerie faite en français » et annexée au prochain livre d'Annette Kolb, *Das Beschwerde Buch*, à paraître chez Rowohlt à Berlin<sup>1699</sup>. Femme de lettres, pacifiste engagée, franco-allemande de naissance<sup>1700</sup>, Annette Kolb offre une représentation idéale des relations franco-allemandes. Elle se penche sur l'héritage de Briand qu'elle assimile pleinement à un pacifisme et en remarque les traces outre-Rhin.

« Or le Briandisme en Allemagne est certainement devenu une force. Sans se concerter avec celui d'ici, il parle la même langue<sup>1701</sup>. »

---

1697 Hermann Kesten, « Mariage d'amour », *Notre Temps*, n°143, 22/05/1932 ; (II), *Notre Temps*, n°144, 27/05/1932 ; (fin), *Notre Temps*, n°145, 05/06/1932.

1698 Hormis la liste des correspondants allemands, nous ne disposons pas de sources quant à la diffusion de *Notre Temps* outre-Rhin, il est donc difficile de juger de ce public berlinois.

1699 Annette Kolb, « Le Briandisme en Allemagne », *Notre Temps*, n°147, 19/06/1932, col.106-108.

1700 Marianne Walle, « Nationalismes et internationalisme dans l'entre-deux-guerres à travers les itinéraires d'Annette Kolb, Marie-Elisabeth Lüders et Louise Weiss », p.247-254, dans Jean-Marc Delaunay, Yves Denéchère (dir.), *Femmes et relations internationales au XXe siècle*, Presses Sorbonne Nouvelle, 2007.

1701 Annette Kolb, « Le Briandisme en Allemagne », *Notre Temps*, n°147, 19/06/1932, col.108.

C'est dans les récentes déclarations de Brüning que Kolb reconnaît le souci propre à Briand d'éviter la guerre. En septembre 1932, *Notre Temps* propose un nouveau témoignage pacifiste situé cette fois en Autriche. Karl Brockhausen<sup>1702</sup> relate la réception de Charles Braibant à Vienne pour la fondation de la section autrichienne des « Amitiés internationales ». Le pacifisme évoqué ici par Brockhausen à la lumière d'une citation de la bible, « Aime ton prochain », est sans doute aussi irréprochable qu'inoffensif. Il n'en est pas moins utile à la cause du rapprochement franco-allemand. Coudenhove-Kalergi témoigne lui aussi de ce débordement d'énergie pour vaincre les périls de la guerre. En juillet 1932, il publie un plan dans lequel il prévoit des concessions de part et d'autre du Rhin pour arriver la paix<sup>1703</sup>. En août, il participe au numéro spécial consacré à l'économie dirigée<sup>1704</sup>. Il s'associe à la réflexion de *Notre Temps* sur l'avenir de l'économie et envisage la naissance de « l'économie continentale<sup>1705</sup> » compte tenu de l'échec théorique du libéralisme et du protectionnisme. A ces discours s'apparente celui de François Berge lorsqu'il entend éclaircir le « problème de l'Alsace<sup>1706</sup> ». Berge ne veut pas se départir de son « attitude internationale » pour évoquer cette question. Ses « amitiés et sympathies individuelles » auraient guidé sa recherche de la même manière que pour l'Algérie ou l'Allemagne. Car la connaissance d'un peuple serait vaine selon lui sans « la connaissance concrète acquise en dehors de toute idée politique préconçue ». Berge décrit ensuite l'Alsace, terre de double culture, comme le moyen d'un rapprochement avec l'Allemagne mais ce qui retient notre attention réside davantage dans sa manière d'appréhender les relations internationales. Comme les auteurs cités plus haut, l'évocation du pacifisme dans les rapports franco-allemands passe par la mobilisation de préceptes moraux voire sentimentaux. Ceux-ci, pour nobles qu'ils soient en guise de déclaration de principes, s'adaptent mal à l'examen des relations internationales car ils omettent de prendre en compte nombre de paramètres politiques. Aussi le discours est-il aussi généreux qu'éloigné de la réalité. Un autre exemple de ces discours de « bonne volonté » nous est donné par Victor Bauer. Après avoir disserté sur le rôle européen de la France parmi les grandes puissances, il se félicite de son opposition au projet d'*Anschluss* car il fixe à l'Autriche de servir l'Europe entière et non seulement l'Allemagne<sup>1707</sup>. La deuxième partie de sa livraison défend la naissance de l'Europe via le couple franco-allemand en utilisant le vocabulaire du sentiment, de la religion et de la fécondité.

---

1702 Karl Brockhausen, « L'amitié internationale est-elle possible ? », *Notre Temps*, n°161, 25/09/1932, col.751-753. Sur l'engagement pacifiste de Brockhausen, voir Landry Charrier « La neutralité suisse à l'épreuve de la Première Guerre mondiale. *L'Internationale Rundschau*, une entreprise de médiation internationale », *Histoire@Politique* 1/2011 (n°13), p. 146-160. [www.cairn.info/revue-histoire-politique-2011-1-page-146.htm](http://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2011-1-page-146.htm).

1703 R-N Coudenhove-Kalergi, « Sur les moyens d'aboutir à une entente », *Notre Temps*, n°149, 03/07/1932, col.203-207.

1704 R-N Coudenhove-Kalergi, « Ottawa et l'Union européenne », *Notre Temps*, « Economie dirigée 1932 », n°154-155, 7-14/08/32, col.493-496.

1705 *Ibid.*, col.493.

1706 François Berge, « Sur le problème de l'Alsace », *Notre Temps*, n°139, 24/04/1932, col.566-572.

1707 Victor Bauer, « La mission de la France vue de l'étranger » (I), *Notre Temps*, n°152, 24/07/1932, col.346-351 ; (Fin), *Notre Temps*, n°153, 31/07/1932, col.400-407. Bauer est présenté par *Notre Temps* comme un citoyen tchèque s'exprimant en allemand.

b) La connaissance, facteur d'entente.

Plusieurs auteurs allemands apportent des informations sur leur pays sans se prononcer sur le rôle de la France. Friedrich Dessauer<sup>1708</sup>, député au Reichstag, offre une réflexion sur l'évolution du libéralisme économique après la crise. Ernst Beumer<sup>1709</sup>, sympathisant socialiste, veut croire à la perte prochaine par le parti national-socialiste de l'appui de la jeunesse. Rudolf Friedmann apporte des données chiffrées sur le budget moyen d'un ouvrier<sup>1710</sup>, plus loin il propose une explication de l'attachement de la jeunesse au mouvement national-socialiste<sup>1711</sup>.

La diversité des points de vue exprimés et des domaines abordés offre les images positives d'un dialogue avec des citoyens allemands. La réflexion de Dessauer peut se rapprocher de celles menées en France quant à la Réforme de l'Etat, la critique de l'autoritarisme allemand par Beumer est sans doute rassurante pour un lectorat inquiet du devenir de l'Europe, quant aux informations et analyses de Friedmann, elles paraissent objectives et n'entraînent aucune recommandations à la France. Paul Ravoux et Gilbert Comte proposent eux aussi des informations et des réflexions afin d'éclairer le lecteur quant à la situation politique qui prévaut en Allemagne. Ravoux<sup>1712</sup> décrit les suites de l'élection présidentielle qui ont vu le succès de Hindenburg. L'échec de Hitler aurait évité une « catastrophe immédiate » cependant la conjoncture lui paraît toujours « inquiétante » dans la mesure où ce qu'il reste de démocratie serait promis à « une fin peu glorieuse<sup>1713</sup> ». Il décrit le fonctionnement de la Constitution de Weimar et le rôle des *Länder*. Afin de mettre en relief la victoire du parti national-socialiste aux élections des *Länder* le 24 avril, Ravoux se penche plus particulièrement sur le cas de la Prusse. Il imagine finalement le gouvernement allemand de plus en plus gêné pour diriger le pays et décrit l'affrontement qui a eu lieu au Reichstag entre Göring et le ministre de l'intérieur Groener avant sa démission. Dans cet exposé objectif de la politique allemande, Paul Ravoux se borne à donner des éléments de compréhension. Gilbert Comte se penche lui aussi sur l'Allemagne<sup>1714</sup>. Il analyse plus loin la recrudescence du nationalisme en Allemagne, en Italie comme au Japon. Il remarque l'incorporation dans la doctrine politique d'un discours socialiste. Peu convaincu par ce qu'il considère être une convergence temporaire, il conclut à une mystification dont les ouvriers seraient les premières victimes.

---

1708 Friedrich Dessauer, « L'ordre économique capitaliste », *Notre Temps*, n°139, 24/04/1932, col.565-567.

1709 Ernst Beumer, « Les « croix gammée et la jeunesse allemande », *Notre Temps*, n°150, 10/07/1932, col.250-254.

1710 Rudolf Friedmann, « Lettre d'Allemagne », « Quelques faits », *Notre Temps*, n°128, 07/02/1932.

1711 Rudolf Friedmann, « Les raisons psychologiques du succès de Hitler », *Notre Temps*, n°141, 08/05/1932, col.664-666.

1712 Paul Ravoux, « L'Allemagne après les élections », *Notre Temps*, n°144, 29/05/1932, col.805-809.

1713 *Ibid.*, col.805.

1714 Gilbert Comte, « Aux sources de la vitalité allemande », « L'Etat nouveau », *Notre Temps*, n°139, 24/04/1932.

## C. Les discours proprement politiques.

### a) Les partisans de la révision des traités.

*Notre Temps* alimente également le débat en offrant une large place aux revendications révisionnistes concernant les traités de paix. En une quinzaine d'articles, cinq auteurs allemands et deux français défendent l'idée d'une nécessaire modification du Traité de Versailles. En janvier 1932, Grüsser se penche sur la question des réparations<sup>1715</sup>. En cette année de la Conférence de Lausanne, le sujet est bien sûr de toutes les discussions. Il lui paraît évident que l'Allemagne « n'est pas en état » de payer et décrit une Europe menacée de « bolchevisation » pour mieux montrer l'inanité des réparations. Il adresse quelques mérites à Brüning mais estime qu'il manque encore à l'Allemagne « une direction morale qui sache où elle va<sup>1716</sup> ». La France et l'Allemagne pourraient à elles seules sauver l'Europe à condition de se résoudre à l'action plutôt qu'à « des palabres et des discours<sup>1717</sup> ». Cette collaboration devrait d'abord s'opposer aux « clameurs intéressées » des « intermédiaires anglo-saxons » pour mieux se réaliser. Avant d'étudier le règlement des réparations, Grüsser tient à prononcer un serment. Il proclame solennellement au nom du peuple allemand que son pays « abjure à jamais toutes velléités de conquêtes au dépens de ses voisins<sup>1718</sup> » et propose en échange des réparations un plan de coopération économique franco-allemande. Il ne nous a pas été possible d'identifier l'auteur cependant sa présentation par *Notre Temps* est précieuse car elle indique la valeur qu'elle accorde à l'auteur et à ses idées. Grüsser serait « depuis longtemps partisan du rapprochement » et aurait participé à la réponse allemande au Mémoire Briand en 1930. Il exprimerait ici « la pensée collective d'un grand nombre d'éminentes personnalités d'outre-Rhin » et offrirait un plan de collaboration au « caractère sensationnel ». Une telle introduction indique assurément la position de la direction de la revue et permet de faire le lien avec les éditoriaux de Luchaire, notamment celui de la semaine précédente dans lequel il relaie les idées révisionnistes sans les affirmer<sup>1719</sup>. Albert Schoch s'attaque également à la question des réparations via une argumentation originale<sup>1720</sup>. Depuis la fin de la guerre, le protectionnisme économique aurait été induit par le Traité de Versailles et correspondrait en 1932 à « une autre forme de national-socialisme<sup>1721</sup> ». Seule l'Allemagne aurait été empêché de mener cette politique de protection de son économie. Elle tenterait pour l'heure de sauvegarder son organisation capitaliste et devant le danger communiste, il importerait de l'aider. Schoch intervient également dans le numéro spécial consacré à Lausanne<sup>1722</sup>. Il recommande à la France des

---

1715 JP Grüsser, « La France et nous », *Notre Temps*, n°125, 17/01/1932, col.85-88.

1716 *Ibid.*, col.86.

1717 *Ibid.*, col.87.

1718 *Ibid.*, col.88.

1719 Luchaire, « Renoncer aux réparations ? », *Notre Temps*, n°124, 10/01/1932, col.41-45.

1720 Albert Schoch, « Lettre d'Allemagne », « Le problème économique en Allemagne », *Notre Temps*, n°125, 17/01/1932, col.118-120.

1721 *Ibid.*, col.118.

1722 Albert Schoch, « Les réparations et les traités selon l'opinion allemande », *Notre Temps*, n°148, 26/06/1932, col.178-182.

économies budgétaires sur les dépenses militaires afin de compenser la perte des réparations. Il soutient que l'Allemagne ne peut payer depuis qu'elle doit faire face au chômage.

« Mais tous les esprits libres du monde reconnaissent aujourd'hui que l'Allemagne ne peut plus payer les réparations<sup>1723</sup> [...] »

Contre l'intangibilité des traités, Schoch recommande de ne pas « se laisser influencer par des abstractions morales, philosophiques et religieuses » mais plutôt de « regarder la réalité des faits<sup>1724</sup> ». Ainsi, le choix de réviser les Traités permettrait de « donner de l'air aux peuples pour qu'ils respirent de nouveau en toute liberté » et dans le même temps de sauver la « civilisation européenne<sup>1725</sup> ». Sa troisième intervention de l'année s'appuie toujours sur l'argumentation économique mais, plutôt que les réparations, vise cette fois la Pologne<sup>1726</sup>. Le thème du rapprochement est mobilisé pour expliquer que « les relations franco-allemandes [seraient] empoisonnées par la question polonaise<sup>1727</sup> ». Il fixe comme devoir à la jeunesse européenne de s'engager en faveur de la paix et en donne aussitôt les modalités.

« Celui, en effet, qui veut la paix doit travailler à éteindre le foyer de guerre qui couve à l'Est ; il doit travailler à supprimer cette fissure entre deux parties du territoire allemand, il doit écarter cette menace que font peser sur le peuple allemand l'impérialisme et le militarisme de la Pologne<sup>1728</sup>. »

En janvier 1932, Rudolf Junges<sup>1729</sup> signe sa septième et dernière livraison à *Notre Temps*. Junges fait précéder son article d'une citation de Luchaire extraite d'un éditorial récent<sup>1730</sup>. En mettant en exergue l'idée selon laquelle il conviendrait de « débarrasser l'Allemagne [de ses] chaînes » pour diminuer « les périls de guerre<sup>1731</sup> », Junges indique d'entrée la tonalité de son article. Il explique combien la crise économique et politique s'est accentuée en 1931, il cite pour cela le chiffre de « 5 millions et demi » de chômeurs et la poussée des partis extrémistes promis selon lui à un succès prochain. Il regrette que la France n'ait pas profité du plan Hoover et d'une « atmosphère internationale relativement purifiée » pour s'entendre définitivement avec l'Allemagne. En ce début d'année, Junges attend des conférences de 1932 qu'elles reconnaissent d'abord « la détresse de l'Allemagne ». Il dit de Luchaire et de *Notre Temps* qu'ils ont le mieux compris et expliqué « la crise » allemande. Il estime que l'Allemagne a déjà payé un montant équivalent aux besoins de reconstruction évalués par la France.

Ces exemples choisis parmi d'autres auteurs allemands<sup>1732</sup> défendant la

---

1723 *Ibid.*, col.179.

1724 *Ibid.*, col.180.

1725 *Ibid.*, col.182.

1726 Albert Schoch, « La politique allemande », *Notre Temps*, n°163, 09/10/1932, col.59-63.

1727 *Ibid.*, col.60.

1728 *Ibid.*, col.61.

1729 Rudolf Junges, « L'Allemagne au début de 1932 », *Notre Temps*, n°127, 31/01/1932, col.10.

1730 Luchaire, « France et Allemagne avant les élections de printemps », *Notre Temps*, n°121, 20/12/1931, col.605.

1731 *Ibid.*, cité par Rudolf Junges, « L'Allemagne au début de 1932 », *Notre Temps*, n°127, 31/01/1932, col.10.

1732 Richard Riedl, « Les alliances à revers », *Notre Temps*, n°130, 21/02/1932, col.157-162. Heinz Rogmann, « Le problème du Corridor et de la Haute-Silésie », *Notre Temps*, n°138, 17/04/1932, col.514-516. Austriacus, « Une solution au conflit germano-polonais », *Notre Temps*, n°173, 18/12/1932, col.538-542.

révision des traités permettent de saisir l'intensité du discours revendicatif relayé par *Notre Temps*. A leurs côtés, deux auteurs français se distinguent par un discours similaire. Georges Roux propage également l'idée de la révision des traités et Serge Drouin témoigne d'une forme de séduction vis à vis l'Allemagne. Roux signe à 34 reprises dans *Notre Temps* entre mars 1930 et juillet 1934. C'est un publiciste auteur de plusieurs ouvrages, à côté de son *Essai de politique réaliste* de 1928 cité *supra*, il faut mentionner *Réviser les traités* en 1931 aux éditions de la revue *Plans* et la marque de sa séduction au fascisme avec *L'Italie fasciste* paru chez Stock en 1932. Georges Roux signe quatre articles en 1932 dans lesquels il défend les nations vaincues, notamment la Hongrie et l'Allemagne. En mai, Roux défend d'abord le retour de la Haute-Silésie dans le giron allemand. En juin, il se fait le chantre des pays révisionnistes<sup>1733</sup> et notamment de la Hongrie<sup>1734</sup>. Le 9 octobre, il signe l'éditorial à la place de Luchaire<sup>1735</sup>. Parmi les publicistes intéressés à la question de la révision, Roux occupe une place originale en soutenant la cause hongroise et en ménageant la Pologne.

« Abandonner la Pologne ou même seulement accepter de la diminuer au point de rendre son existence précaire, serait de notre part un manquement à toutes les règles de l'honneur, comme à toutes les prescriptions de la prudence ; ce serait une véritable folie et un crime contre l'Europe. »

Il reste optimiste considérant que « le désaccord est en disproportion écrasante avec les sujets de désaccords » et envisage la situation dans son ensemble.

« ...il y a un problème général allemand, le problème de l'expansion et de l'équilibre national de ce grand peuple de 60 à 70 millions d'hommes qui ont faim, qui veulent vivre et qui risquent d'exploser. »

A l'entente franco-allemande en laquelle il persiste à croire, il pose trois conditions ; la renonciation de la France au « dogme officiel de l'intangibilité des traités », que l'Allemagne y compris celle de Hitler « confirme Locarno et rassure la France sur le Rhin », et que tous, France, Allemagne et Pologne, engagent « une discussion générale et large » pour « la liquidation de tous leurs différends ». Comme Luchaire, il estime naturelle l'expansion allemande par besoin d'équilibre. Il est beaucoup moins convaincant lorsqu'il prescrit une « discussion générale » qui apparaît moins comme une solution que comme une source de problèmes nouveaux. Roux témoigne de cette imprécision des thèses de *Notre Temps* et des limites du recours à un optimisme résolu. Lorsque celui-ci doit s'appliquer à des éléments extérieurs, on reste dans le domaine des vaines incantations. Serge Drouin fait son apparition dans l'équipe de *Notre Temps* lors de la rencontre de Mayence en mars où il présente une sélection d'ouvrages contemporains représentatifs des sujets de

---

1733 Georges Roux, « Le problème danubien », *Notre Temps*, n°145, 05/06/1932, col.10-11.

1734 Sur Georges Roux, voir Henri de Montety, « La *Nouvelle revue de Hongrie* et ses amis français (1932-1944). La cause hongroise : une machine à voyager dans le temps pour les catholiques et les jeunes non-conformistes », thèse en Histoire - Histoire religieuse, politique et culturelle, Université Jean Moulin Lyon 3, 2009. [http://theses.univ-lyon3.fr/documents/lyon3/2009/montety\\_h/info](http://theses.univ-lyon3.fr/documents/lyon3/2009/montety_h/info).

1735 Georges Roux, « Une entente franco-allemande est-elle encore possible ? », *Notre Temps*, n°163, 09/10/1932.

réflexions en France. Peu après, il rédige la critique d'un ouvrage de Friedrich Bran, rencontré à Mayence<sup>1736</sup>. En octobre et novembre, Drouin aborde successivement les questions de l'« expansion<sup>1737</sup> » de l'Allemagne puis celles ayant trait à son « devenir » politique<sup>1738</sup>. Dans le premier article de cette série, Drouin distingue les « exigences nécessaires de son sol et de son milieu » comme autant de facteurs propres qui auraient « mûri une tradition politique allemande<sup>1739</sup> ». Il souligne ainsi le processus non achevé outre-Rhin de la construction de la nation, la pauvreté du sol et une évolution économique particulière. En s'appuyant sur des faits qu'il présente comme des données intangibles, il en déduit à une tendance naturelle.

« Du point de vue intellectuel comme du point de vue géographique, comme du point de vue économique, l'expansion est actuellement nécessaire à son existence. Le tout est de savoir comment va se produire cette expansion<sup>1740</sup>. »

Drouin dit s'être appuyé ici sur l'ouvrage d'Hans Grimm, *Volk ohne Raum* dont il regrette qu'il n'ait pas eu en France le même succès qu'en Allemagne. Il l'a vraisemblablement découvert à Mayence parmi la sélection d'ouvrages du Sohlbergkreis. L'Allemagne serait à la recherche de « nécessaires soupapes ». Drouin estime que le problème du territoire allemand ne pourrait trouver de solutions « qu'en livrant à l'expansion allemande des marchés nouveaux et des terres nouvelles<sup>1741</sup> ». Il propose alors de confier à l'Allemagne des colonies afin d'offrir des « débouchés » à la jeunesse allemande. Il s'intéresse ensuite à l'évolution politique de l'Allemagne et aborde l'idée de démocratie.

« L'Allemand n'est pas un esprit politique, à notre façon du moins<sup>1742</sup>. »

Drouin décrit le citoyen allemand à la recherche d'un ordre politique depuis 1919 et dresse un portrait caricatural dans lequel celui-ci demanderait « un ordre et une autorité » avant de « penser ».

« Pour être compréhensible à un Français, le terme "Démocratie allemande", doit être transposé sur le plan psychologique de l'Allemagne: chez nous il serait synonyme de liberté individuelle, de choix et de critique, là-bas, d'ordre, de travail et d'organisation<sup>1743</sup>. »

Cette démocratie particulière qui résulterait « naturellement de la structure sociale allemande<sup>1744</sup> » devrait trouver en Allemagne une forme originale.

« Et ce moule sera celui qui saura contenir toute la jeune âme allemande,

---

1736 Serge Drouin, «Notes de lecture : "Herder et la conception allemande de la vie" de Bran », « La Jeune Europe », *Notre Temps*, n°142, 15/05/1932.

1737 Serge Drouin, « L'expansion allemande et le problème colonial », *Notre Temps*, n°164, 16/10/1932, col.112-116.

1738 Serge Drouin, « L'Allemagne en devenir : Psychologie de l'Allemagne démocratique », « La Jeune Europe », *Notre Temps*, n°169, 20/11/1932, col.179-181. Serge Drouin, « L'Allemagne en devenir : Sur l'idée du Reich », « La Jeune Europe », *Notre Temps*, n°172, 11/12/1932, col.523-525.

1739 Serge Drouin, « L'expansion allemande et le problème colonial », *Notre Temps*, n°164, 16/10/1932, .col.112.

1740 *Ibid.*, col.114.

1741 *Ibid.*, col.115.

1742 Serge Drouin, « L'Allemagne en devenir : Psychologie de l'Allemagne démocratique », « La Jeune Europe », *Notre Temps*, n°169, 20/11/1932, col.179.

1743 *Ibid.*, col.179.

1744 *Ibid.*, col.179.

avec son appétit d'unité et d'organisation, sa soif d'expansion et de mouvement<sup>1745</sup>. »

Dans le second article sur le « devenir » politique de l'Allemagne, Drouin s'intéresse à « l'idée du Reich<sup>1746</sup> ». L'auteur demande avec énergie de « comprendre le destin de l'esprit allemand ». Il fustige l'idée d'un « déclin de la culture » en Allemagne, il souligne ce que « l'esprit » aurait vécu comme bouleversements depuis l'avant-guerre et identifie l'idée du Reich à un objectif de construction.

« De besoin effectif de discipline unitaire, l'idée du Reich grandit, devient une nécessité politique. La jeune Allemagne lutte sous le signe de demain<sup>1747</sup>. »

Conformément à l'idée précitée d'une nation en voie de cristallisation, Drouin voit dans le Reich la solution des problèmes allemands et ne s'inquiète nullement de la disparition du fonctionnement démocratique.

« Le Reich est l'aboutissement d'une histoire et l'explication d'un peuple. Il limite l'expansion vers l'extérieur et définit les bornes du pays: appartient au Reich tout ce qui est allemand. Il pose une seule Allemagne à l'intérieur, à la place des blocs politiques que servent des énergies éparpillées<sup>1748</sup>. »

Drouin développe un discours élaboré qui légitime le nationalisme allemand et ses excès. Il témoigne également de sa perméabilité au discours du *Sohlbergkreis* puisqu'il en reprend les idées phares. Il nous indique les points qui facilitent la réception de cet argumentaire chez les Français. Drouin considère que l'Allemagne est à la recherche d'une organisation politique à même de correspondre à sa jeunesse, il assimile cette recherche à un processus créatif et partant de l'admiration du dynamisme allemand il en vient à louer l'idée du Reich.

*Notre Temps* aime à donner des « vérités » sur l'Allemagne. Quoique parfois dérangeantes elles auraient l'immense avantage de correspondre à la réalité et permettraient d'ouvrir les yeux sur le véritable visage du voisin outre-Rhin. C'est dans cet état d'esprit que *Notre Temps* reproduit une enquête d'Alfred Silbert datant de 1931 et refusé par le journal qui l'avait commandé<sup>1749</sup>. Silbert y décrit ses entretiens avec des responsables politiques allemands, notamment un membre du *Schutzbund*, Otto Strasser et des membres de la *Deutsche Kolonialgesellschaft*. De sa rencontre avec Strasser, il relève les critiques que ce dernier aurait fait du leader national-socialiste. Hitler est vu comme « un *trommel*, un tambour, qui a été excellent pour rallier des troupes » mais qui désormais « dévie de sa route ». Strasser le soupçonne d'avoir été racheté par « "ces organismes capitalistes" qu'il devait combattre » et poursuit avec des diatribes contre ces organisations capitalistes. Silbert cherche à comprendre le projet politique de Strasser et le situe entre socialisme et capitalisme d'Etat. Le journaliste de *Notre Temps* tente d'expliquer le point de vue allemand en matière de politique de « races et de minorités » et conclut à l'unanimité allemande

---

1745 *Ibid.*, col.181.

1746 Serge Drouin, « L'Allemagne en devenir : Sur l'idée du Reich », « La Jeune Europe », *Notre Temps*, n°172, 11/12/1932, col.523-525.

1747 *Ibid.*, col.523.

1748 *Ibid.*, col.524.

1749 Alfred Silbert, « Quelques vérités sur l'Allemagne », *Notre Temps*, n°167, 02/11/1932, col.257-262. Le titre du journal en question n'est pas précisé.



sur ces questions. Il met en relief la rivalité entre Strasser et Hitler puis reprend à son compte l'idée d'un partage des colonies. Si les informations de Silbert sont intéressantes, le traitement qu'en fait *Notre Temps* ne l'est pas moins. En conférant à des faits et des idées le rang de « vérités », la revue opte pour défendre le point de vue allemand sans discuter ni remettre en cause aucune de ces idées. Tout ce qui est allemand et d'une manière générale tout ce qui est étranger est considéré comme une donnée intangible sur laquelle il faudrait forcément s'appuyer pour décider de la position de la France.

b) Les « Jeunes équipes » et l'Allemagne par Georges Benaben.

Le nom de Georges Benaben apparaît au sommaire de *Notre Temps* le 29 juin 1930 lors de son passage au rythme hebdomadaire. Il rédige la chronique consacrée aux « Jeunes équipes » jusqu'en mai 1934. Il aurait ainsi pris la place de Guy Crouzet relégué à la critique cinématographique. Une note de la Préfecture de Police de Paris datée du 27 mai 1929 attribue ce pseudonyme à Paul Crouzet, qui aurait emprunté le nom de sa femme, née Jeanne Benaben<sup>1750</sup>. Mal rédigée, la fiche confond en réalité Paul Crouzet et son fils Guy et vient confirmer l'identité de Benaben, alias Guy Crouzet. Il était surprenant d'ailleurs que Crouzet délaisse sa rubrique et ses préoccupations politiques pour se contenter d'une humble chronique cinématographique. En 1932, la rubrique intitulée « Jeunes équipes » qui prend place dans la partie « L'Etat nouveau », se penche régulièrement sur les relations de la jeunesse avec l'Allemagne, une préoccupation nouvelle qui vient s'ajouter à celles de l'engagement des jeunes en politique intérieure et du dynamisme de sa presse. Benaben s'interroge à trois reprises sur l'influence possible du mouvement national-socialiste en France. Il cite Alfred Fabre-Luce<sup>1751</sup> pris en flagrant délit d'admiration pour la nouvelle doctrine allemande dans *L'Encyclopédie économique*<sup>1752</sup>. Benaben ne semble pas séduit quant à lui et qualifie les propos de Fabre-Luce de « foutaises idéologiques dont la malheureuse Europe n'est que trop accablée<sup>1753</sup> ». Benaben critique à deux reprises la création par Gustave Hervé des « socialistes nationaux » dont il retient les mesures de réarmement<sup>1754</sup>. Benaben soutient la poursuite du rapprochement franco-allemand. En septembre, il refuse d'accréditer la version de Friedrich Sieburg selon laquelle les deux jeunes n'auraient plus les mêmes objectifs<sup>1755</sup>. Il relaie les débats qui agitent les deux pays, réparations et responsabilité de la guerre et les confie à la jeunesse<sup>1756</sup>. Benaben informe de la

---

1750 Archives de la Préfecture de Police, Dossier Guy Crouzet, 100810, 27/05/1929.

1751 Sur Alfred Fabre-Luce, voir Daniel Garbe, *Alfred Fabre-Luce, un non-conformiste dans le tumulte du XXe siècle*, F-X de Guibert, 2009.

1752 Dans l'extrait reproduit par Benaben, Fabre-Luce s'appuie sur l'ouvrage de Curt Hotzel, *Blutweihe. Gedanken über die deutscher Zukunft*, Lehmann, Munich, 1919. L'auteur aurait prévu la « régénérescence fasciste allemande » ainsi que « la collaboration inter-européenne raciste à venir », cette dernière garantissant « l'épanouissement des personnalités et des natures respectives ».

1753 Benaben, « Allons-nous au national-socialisme ? », « Jeunes équipes », *Notre Temps*, n°172, 11/12/1932, col.516.

1754 Sur Gustave Hervé, se reporter à Gilles Heuré, *Gustave Hervé : itinéraire d'un provocateur, de l'antipatriotisme au pétainisme*, Éd. la Découverte, 1997.

1755 Benaben, « La jeunesse allemande et la France », « Jeunes équipes » *Notre Temps*, n°161, 25/09/1932, col.778-780.

1756 Benaben, « Les Réparations et la Jeunesse », « Jeunes équipes », *Notre Temps*, n°151, 17/07/1932,

parution dans *La Grande Revue* du mois de juin d'une étude de Maurice Coppens du GUSDN sur « les Réparations et la jeunesse ». Benaben en cite des extraits et souligne le parfait exposé des faits réalisé par Coppens. Mais le plus intéressant se trouve dans les extraits où Coppens se penche sur les contacts intellectuels entre les deux pays. Il cite Fribourg, Sohlberg, Rethel, Mannheim, Marseille, Cologne, Mayence et les qualifie de « manifestations juvéniles » entourées de sympathies nombreuses « quels que soient leurs tendances ou leurs résultats ». Il fait ensuite une description intéressante, rejoignant en cela certaines de nos remarques. Les Français seraient « soucieux avant tout d'une atmosphère de cordialité », ils rencontreraient « depuis quelque temps surtout, comme une volonté de propagande particulièrement accentuée ».

« A parler franc [...] les délégations françaises font sur le terrain des "Réalités", des *Tatsachen*, plutôt piètre figure. De cette inégalité, il s'ensuit, on peut le craindre, le résultat inverse de celui qu'on souhaite. »

Coppens regrette que la jeunesse française ne dispose pas d'une information claire afin d'apporter des « arguments contradictoires ». D'après lui, la jeunesse allemande ne trouverait pas chez « ses partenaires la contradiction pertinente » qu'elle recherche.

### c) Le prolongement d'une exigence républicaine.

Dans le cadre de la réflexion sur le rapprochement franco-allemand *Notre Temps* offre également une place à des discours que l'on pourrait qualifier de républicains. Leurs auteurs, démocrates convaincus, formulent de graves critiques à l'encontre du nationalisme allemand. Parmi eux figurent Werner Schumann, Walter Engesser, et côté français Jean-Jacques Grumbach.

Nous avons déjà souligné l'apport de Werner Schumann à *Notre Temps* avec ses commentaires sur la vie du théâtre allemand où le souci de la liberté d'expression est souvent exprimé. En juin 1932, il décrit à nouveau les difficultés du théâtre allemand et distingue la naissance d'un « prolétariat artistique ». Schumann s'inquiète de la conjoncture politique et de l'arrivée probable de la « réaction » en Prusse où le parti national-socialiste a enregistré une importante victoire. Loin d'être abattu par le contexte toujours plus difficile, Schumann s'engage à lutter pour ses idéaux.

« Mais les théâtres populaires vont monter la garde et organiser la défense de l'art contre les attaques des philistins<sup>1757</sup>. »

Malheureusement pour la qualité du débat, Schuman termine par cet article sa collaboration à *Notre Temps*.

Dans « Nationalisme et Antisémitisme<sup>1758</sup> », Coudenhove-Kalergi offre à *Notre Temps* un article atypique. Sa collaboration est tournée d'ordinaire vers les plans d'organisation continentale avec un optimisme raisonné. Coudenhove-Kalergi se

---

col.325-327. Benaben, « Les Jeunes et le problème des origines de la guerre », « Jeunes équipes », *Notre Temps*, n°167, 06/11/1932, col.274.

1757 Werner Schumann, « La détresse du théâtre allemand », « Lettres et Arts », *Notre Temps*, n°145, 05/06/1932, col.27.

1758 Coudenhove-Kalergi, « Nationalisme et Antisémitisme », *Notre Temps*, n°153, 31/07/1932, col.397-401.

penche ici sur un phénomène politique double, à savoir la recrudescence de l'antisémitisme accompagnant celle du nationalisme, lequel ferait figure d'obstacle à ses projets d'union européenne. Il décrit le fonctionnement de l'idéologie raciste qui s'apparente selon lui à une forme extrême de nationalisme. Il dénonce l'emploi de discours scientifiques pour légitimer des prétentions politiques. Il défend les Juifs et fustige l'antisémitisme. Cet article est remarquable pour plusieurs raisons. Un militant européen défend une conception humaniste des rapports humains et désigne clairement ses adversaires potentiels. Le projet européen de Coudenhove-Kalergi serait indissociable de certaines valeurs dont le respect prime la réalisation du dit projet. La renommée de l'auteur n'est pas étrangère à la publication de cet article car l'aura de Coudenhove-Kalergi permet de tempérer les nombreux discours nationalistes dans la revue. Un tel réquisitoire contre l'antisémitisme reste exceptionnel dans *Notre Temps*. Brossolette a déjà évoqué les crimes en Allemagne mais ce n'était pas là l'objet principal de sa réflexion. L'apparition dans la revue d'une réflexion sur la place des Juifs en Europe est progressive et s'intègre aux commentaires des événements politiques outre-Rhin. L'article de Coudenhove-Kalergi<sup>1759</sup> fait date car il est le premier à dénoncer aussi fermement le déni de justice dont les Juifs sont victimes.

Walter Engesser affirme son attachement à la République de Weimar lorsqu'il commente en mars l'élection de Hindenburg<sup>1760</sup>. En juin il adresse à *Notre Temps* une « Lettre de Berlin » dans laquelle il félicite Brossolette pour son analyse récente du cabinet Brüning et explique quelle différence de nature sépare les discours allemands sur l'Alsace et les prétentions territoriales à l'Est. En novembre 1932, il signe avec Jean-Jacques Grumbach les « entretiens berlinois<sup>1761</sup> » qui constituent sa dernière participation à *Notre Temps*. Jean-Jacques Grumbach est apparu au sommaire de *Notre Temps* en 1931 avec un récit de voyage. Il rédige quelques chroniques littéraires avant de signer la critique de l'ouvrage *Problèmes franco-allemands d'après-guerre*<sup>1762</sup>. Il rend compte d'un décalage entre l'engouement français pour le rapprochement politique et le « scepticisme » des Allemands.

« [...] nous aimerions à être un peu plus secondés moralement ; la passivité paraît être assez générale dans ce domaine au delà du Rhin, parmi même les "bons" éléments<sup>1763</sup>. »

Un tel reproche est exceptionnel dans *Notre Temps*, d'une part parce qu'il

---

1759 Sur Coudenhove-Kalergi, se reporter aux travaux de Lubor Jilek. Cet article est à relier à celui de Jean-Jacques Grumbach au printemps 1933, Jean-Jacques Grumbach, « Germanisme et judaïsme », « La Jeune Europe », *Notre Temps*, n°190, 16/04/1933.

1760 Walter Engesser, « L'élection présidentielle et les partis en Allemagne », *Notre Temps*, n°135, 27/03/1932, col.399.

1761 Walter Engesser, Jean-Jacques Grumbach, « Entretiens berlinois (I) », *Notre Temps*, n°167, 06/11/1932, col.263-265 ; (Fin), *Notre Temps*, n°168, 13/11/1932, col.304-306.

1762 J-J Grumbach, « Problèmes franco-allemands d'après-guerre », « L'Etat nouveau », *Notre Temps*, n°150, 10/07/1932, col.271-273. Il est le résultat de rencontres organisées par l'Union pour la Vérité avec entre autres Henri Lichtenberger, Ramon Fernandez, Edouard Pfeiffer, Pierre Viénot, Jacques Kayser, Wladimir d'Ormesson, Guéhénno, Régis de Vibraye et côté allemand, les professeurs Kern et Rohden et les journalistes Comte Podewils, Dr. Reifenberg et Dr. Rosenberg. *Problèmes franco-allemands d'après guerre*. Entretiens tenus au siège de l'Union pour la Vérité, Valois, 1932.

1763 J-J Grumbach, « Problèmes franco-allemands d'après-guerre », « L'Etat nouveau », *Notre Temps*, n°150, 10/07/1932, col.272.

désigne une responsabilité allemande dans le ralentissement du rapprochement et d'autre part parce qu'il distingue des « "bons" éléments ». Grumbach peut-être considéré comme un bon connaisseur de l'Allemagne car il passe l'été 1932 à la Maison académique française à Berlin profitant d'une bourse dans le cadre de son doctorat de droit<sup>1764</sup>. Dans la première partie des « Entretiens berlinois », Grumbach interroge « le libéral Engesser » sur des aspects de l'Allemagne rencontrés durant son séjour. Certains impliqueraient « une menace fondamentale pour la forme de la civilisation<sup>1765</sup> » à laquelle les deux seraient attachés. Grumbach se fait le relais des inquiétudes françaises quant à la « renaissance de l'esprit militaire » en Allemagne à travers l'entraînement militaire de la jeunesse et la revendication de l'égalité militaire. Engesser distingue en Allemagne un goût développé pour l'engagement collectif. Des « impulsions éparses » mèneraient à « un militarisme général » qu'Engesser « déplore ». Il regrette d'ailleurs l'interdiction du Service militaire car il pourrait servir de dérivatif. Depuis qu'il est interdit, il serait considéré « comme la plus désirable et la plus attrayante des institutions » par la jeunesse. Il souligne encore une « conscience de supériorité ethnique » chez les Allemands, notamment vis-à-vis des Polonais. Dans la seconde partie, Grumbach décrit le discours national-socialiste avec précision et véhémence. Il fustige l'abandon des valeurs morales et des « critères rationnels » pourtant reconnus depuis la Grèce antique, le tout combiné à « un orgueil national qui tourne au délire ». De cet extrémisme, il perçoit des idées « s'infiltrer sournoisement dans la pensée et la pratique quotidienne<sup>1766</sup> ». Il dénonce un « danger immense pour la civilisation » et évoque un « retour de la barbarie ». Engesser approuve et exprime son inquiétude.

« [...] c'est la culture universelle qui se trouve en cause – c'est l'humanité, cet héritage, qu'il faut à nos yeux à tout prix conserver, même si sombrent toutes autres traditions<sup>1767</sup> ».

Il s'inquiète en premier lieu de la main mise de l'Etat sur la vie intellectuelle, avec l'instrumentalisation de l'histoire, les pressions exercées sur les intellectuels et le développement de la censure.

« Contre la réaction sociale combat, si elle le désire, la masse toute entière ; contre la réaction culturelle ne combattent que des individus sans puissance et sans foule pour supporter leur effort : quelques écrivains, quelques professeurs, dont la voix n'appelle pas le peuple et reste sans écho<sup>1768</sup>. »

Le national-socialisme n'est pour Engesser qu'une « démagogie » synonyme d'un « abaissement culturel » de l'Allemagne, son discours lui paraît émaillé de « simplismes » et d'une « pauvreté sans fond ». Il s'inquiète finalement de la généralisation de la pauvreté.

---

1764 Dominique Bosquelle, « La Maison académique française à Berlin », in Hans Manfred Bock, Gilbert Krebs (dir.), *Échanges culturels et relations diplomatiques : présences françaises à Berlin au temps de la République de Weimar*, PIA, Presses Sorbonne Nouvelle, 2004, p.152.

1765 Walter Engesser, Jean-Jacques Grumbach, « Entretiens berlinois (I) », *Notre Temps*, n°167, 06/11/1932, col.263.

1766 Walter Engesser, Jean-Jacques Grumbach, « Entretiens berlinois (Fin) », *Notre Temps*, n°168, 13/11/1932, col.304.

1767 *Ibid.*, col.304-305.

1768 *Ibid.*, col.305.

« [...] l'Allemagne a faim, et un peuple qui a faim n'a pas l'esprit libre pour défendre les valeurs intellectuelles menacées [...] »

Grumbach et Engesser concluent ensemble que si les conditions économiques semblent mener à un abandon de l'intelligence, les intellectuels doivent se mobiliser pour agir sur cette conjoncture économique. Ainsi la France devrait-elle « aider l'Allemagne à retrouver le chemin<sup>1769</sup> » de la civilisation.

Ces deux articles comblent un vide dans *Notre Temps*. Le lecteur y trouve enfin un discours humaniste qui définit les bases spirituelles du rapprochement franco-allemand et partant de là, du projet européen. En effet, les fondements moraux du rapprochement franco-allemand, hormis l'objectif de paix, ne sont généralement pas développés dans *Notre Temps*. Une critique de l'extrémisme allemand était également indispensable dans la mesure où la situation a énormément évolué sans que le discours sur le rapprochement ne varie. Ces entretiens constituent les premiers éléments d'un débat auquel répond Serge Drouin un mois plus tard<sup>1770</sup>, débat que *Notre Temps* s'est toujours abstenu de mener. La portée de l'article de Grumbach et Engesser est sans doute très relative. De telles prises de position sont rares et sont noyées dans une majorité d'articles éminemment favorables au rapprochement, il atteste néanmoins d'une discussion qui, bien que discrète, a le mérite d'exister pour mettre en évidence des conceptions absolument contraires. Si le lecteur peut en déduire le crépuscule du rapprochement, les auteurs appellent néanmoins au maintien d'une coopération, la forme choisie d'un dialogue permettant également d'atténuer quelque peu les considérations négatives. Les « entretiens » de Grumbach et Engesser représentent finalement le modèle inverse de celui entrepris par Abetz et Luchaire. On imagine qu'ils auraient vigoureusement contredit les idées du *Sohlbergkreis* et auraient choisi d'autres partenaires de discussions s'ils avaient eux même présidé au rapprochement intellectuel.

#### D. Vers la fin du rapprochement intellectuel ?

##### a) Le départ des principaux animateurs du rapprochement franco-allemand.

L'animateur de la DFG à Berlin, Rudolf Junges, signe son septième et dernier article le 31 janvier 1932. En juin 1932, Werner Schumann interrompt sa participation à *Notre Temps*. Walter Engesser n'apparaît plus après ses « entretiens berlinois » de novembre 1932. Si Rudolf Friedmann livre un dernier article en janvier 1933, Waldemar Bellon et Hans Schlesinger ont déjà quitté la revue en 1931. Ainsi la plupart des correspondants étrangers quittent *Notre Temps* avant l'arrivée au pouvoir de Hitler. Les membres du *Sohlbergkreis* ont peu écrit, ils ne sont plus cités qu'une seule fois lors des rencontres des 22 et 23 avril 1933. Seul Otto Abetz livre encore deux articles en 1933. Cecil Mardrus qui dirige le GUFa n'a jamais signé dans *Notre Temps*, il est seulement cité dans les numéros consacrés aux rencontres du *Sohlberg* et de Mayence. François Berge et Raymond-Raoul Lambert très impliqués

---

1769 *Ibid.*, col.306.

1770 Serge Drouin, « L'Allemagne en devenir : Sur l'idée du Reich », « La Jeune Europe », *Notre Temps*, n°172, 11/12/1932, col.523-525.

à Rethel et Mayence quittent tout deux *Notre Temps* en 1932. De même, Louis Martin-Chauffier intervient lors du Congrès de Mayence puis signe pour la dernière fois le 10 juillet 1932. Avant même les plus graves interrogations quant à l'orientation politique de *Notre Temps*, les principaux animateurs du rapprochement intellectuel quittent la revue. Cela signifie l'échec de ce projet intellectuel et politique et démontre également qu'avant l'été 1934 *Notre Temps* subit déjà une altération importante de son équipe.

En 1932, le rapprochement franco-allemand et le pacifisme qui l'inspire sont devenus pour *Notre Temps* indissociables d'une politique de concessions compte tenu de l'intransigeance allemande. Les sentiments pacifistes sont si forts que les observateurs les plus critiques formulent à peine des griefs à l'encontre du nationalisme allemand qui, s'ils étaient développés, pourraient mettre un terme à l'espoir d'organiser la paix sur le continent. C'est d'ailleurs ce refus du découragement qui pousse encore les militants pacifistes à discuter avec l'Allemagne en 1933.

b) Les différentes significations du rapprochement franco-allemand et des relations intellectuelles.

L'analyse des rencontres franco-allemandes de 1930 à 1934 nécessite de découvrir le sens que revêt l'expression « rapprochement franco-allemand » pour chacun des protagonistes. Plurielle, y compris au sein de chaque délégation, elle évolue chaque année selon les événements internationaux et la vie propre du Sohlbergkreis d'une part, et du Comité d'entente pour le rapprochement franco-allemand de l'autre. Jusqu'en 1930, le rapprochement franco-allemand est une expression française pour un rêve français : réaliser une paix durable avec l'Allemagne grâce à une entente étroite sur les principales questions qui lient les deux pays après-guerre. Il s'agit par là de maîtriser un voisin à la fois admiré et craint. Luchaire l'interprète de deux façons. Arguant d'abord de son maître mot, « le réalisme », il y voit la promesse d'une meilleure coopération politique et surtout économique entre les deux pays qui devrait bientôt bénéficier à tout le continent. Mais la dimension sentimentale n'est jamais lointaine dans la réflexion de Luchaire aussi voit-il dans la politique de Locarno le signe de la fin de l'injustice faite à l'Allemagne. Depuis les lendemains du Traité de Versailles il a dénoncé l'orgueil des vainqueurs et la volonté d'affaiblir le voisin allemand. En 1919 dans *Vita*, il identifiait déjà l'orgueil national au « "*Deutschland über alles*" de chaque nation<sup>1771</sup> ». Ainsi, conscient de s'engager dans une politique à la fois juste sur le plan moral et rationnelle sur celui économique, Luchaire défend inlassablement l'action de Briand. Et c'est seulement à partir de 1930 qu'il s'engage activement en faveur du rapprochement franco-allemand en répondant à l'invitation d'Otto Abetz. Représentant autoproclamé de la jeunesse, il a défini ce que serait la « nouvelle génération » dans son ouvrage *Une Génération réaliste*. Maintes fois répétée et enjolivée par Luchaire, cette histoire de la « nouvelle génération » lui sert de grille

---

1771 Luchaire, « L'orgueil national », *Vita*, n°1, Série IV, An VIII, 25/12/1919.

d'interprétation politique et de justification de ses propres choix. Il ressort de son combat politique la volonté de voir la jeunesse s'unir dans un large front, au-delà des divisions politiques classiques. Aussi le dialogue franco-allemand qu'il débute au Sohlberg est-il envisagé sous l'égide de la jeunesse française, du moins d'une partie de son élite. Les relations intellectuelles ont également une signification complexe. Les professeurs, journalistes et dirigeants de groupements de jeunesse qui se rencontrent à partir d'août 1930 n'exercent aucune fonction politique. Pourtant ils adoptent la position de représentation d'un groupe, ici de toute ou partie de la jeunesse. Ils affirment au départ vouloir échapper au politique et mettent en avant l'intérêt du contact direct pour une meilleure connaissance des deux jeunesses. Or, la dimension politique n'est nullement absente et dès la première rencontre certains exposés abordent ouvertement les questions politiques franco-allemandes. Dans l'esprit de chacun, il est évident que l'intérêt est spécifiquement politique et la médiation culturelle apparaît comme un moyen de démêler l'écheveau des problèmes politiques. A mesure de leur pérennisation et de leur instrumentalisation de la part des Allemands, la question de la concurrence entre la diplomatie classique et celle officieuse émerge. En 1931 à Rethel, la délégation allemande, forte de sa grande représentativité n'énonce rien moins qu'un programme complet de politique extérieure. De 1932 à 1933, la position allemande si elle ne varie guère dans son discours bénéficie d'un intérêt grandissant de la part des autorités allemandes. En 1933-1934 les animateurs du *Sohlbergkreis* intègrent la *Dienststelle* Ribbentrop et concrétisent cette diplomatie occulte. De son côté le Comité d'entente peine à surmonter ses divisions internes. Les spiritualistes présents à Rethel centrent leurs discours sur l'idée de Révolution et les groupements de droite et de gauche gardent leurs propres interprétations de la relation franco-allemande. Il est vrai que les Français à la différence des Allemands n'ont pas travaillé durant un an à la présentation d'un discours homogène et pensent sincèrement pouvoir se libérer des enjeux politiques strictement nationaux. En 1933, la question se pose ouvertement de l'opportunité de conserver des contacts avec des représentants affiliés au pouvoir national-socialiste. Les échecs sont déjà nombreux du point de vue français et quoi qu'en dise Jean Luchaire, l'idée européenne n'a pu être défendue devant les Allemands. La jeunesse et toute l'Allemagne se radicalise et la détente espérée n'est plus qu'un rêve pieux. Pour autant Luchaire refuse d'abandonner ce qui fait désormais la marque de fabrique de *Notre Temps* et constitue le point d'orgue de son propre engagement politique. Il nous semble probable que Luchaire conserve l'espoir de jouer un rôle diplomatique en sous-main et qu'il considère la ligne de *Notre Temps* comme sa contribution à la pacification des esprits.

Au printemps 1933 puis en janvier 1934, les organisations de jeunesse, principalement de gauche maintiennent le contact mais l'heure n'est plus au rapprochement, seulement à la prise de conscience de l'écart qui sépare les deux pays.

## Chapitre quatre.

### Ruptures et continuités sous la pression de l'actualité allemande.

#### I. De la réforme de l'Etat à la remise en cause de la démocratie.

L'année 1933 marque le retour à l'engagement de *Notre Temps* en politique intérieure. Celle-ci était déjà présente l'année précédente mais elle ne fut que rarement traitée dans les éditoriaux et n'a pas impliqué l'ensemble de la rédaction. Il faut donc se référer à la rubrique « L'Etat nouveau » qui rassemble les commentaires dans ce domaine en 1932. Cette rubrique ne se distingue pas particulièrement par sa richesse car le nombre d'auteurs y est finalement assez faible. Luchaire et Crouzet apparaissent souvent sous leur nom ou sous divers pseudonymes aux côtés de Paul Marion qui commente l'actualité économique et syndicale. La contribution de Sammy Béracha est cependant à remarquer. Béracha est un économiste originaire du sud-ouest de la France, il participe aux *Cahiers Bleus* en 1929 et signe deux ouvrages chez Valois<sup>1772</sup>. Il collabore ensuite à *Notre Temps* de 1930 à février 1934. Il faut encore évoquer la publication en août 1932 d'un numéro spécial intitulé « Economie dirigée 1932<sup>1773</sup> ». Il accueille les signatures de Gaston Bergery, Bertrand de Jouvenel, Sammy Béracha, André Fourgeaud, Claude Bussard, Dimitri Navachine, Coudenhove-Kalergi et Paul Marion.

#### A. Le soutien apporté à Paul-Boncour.

Le cabinet Herriot est tombé le 14 décembre 1932 sur la question des dettes de guerre qu'il entendait payer mais c'était sans compter sur le refus de la Chambre. Au début de l'année 1933, Luchaire apporte un soutien sans faille au cabinet Paul-Boncour. Il met en exergue les « déclarations » « à la tribune de la Chambre » de Paul-Boncour qui traduiraient « l'esprit et le ton des jeunes équipes<sup>1774</sup> ». Celui-ci tiendrait tout à la fois d'un « évolutionnisme hardi », d'un « réalisme attentif », d'une « condamnation du libéralisme politique et économique » et d'un « oubli parallèle des vieilles rengaines ». Luchaire s'enthousiasme et croit deviner dans une formule de Paul-Boncour pourtant bien vague « l'intégration du syndicalisme dans l'Etat ». Luchaire se félicite avec « les amis de *Notre Temps* » que le chef du gouvernement déclare vouloir « donner au Conseil National économique<sup>1775</sup> la place qu'il doit avoir dans l'économie générale ».

« Et ils pensent que le ministère Paul-Boncour [...] sera, s'il sait vouloir et oser, le premier ministère d'après-guerre symbolisant *un essai rationnel de transition*

---

1772 Sammy Béracha, *Rationalisation et Révolution*, Valois, 1930, Sammy Béracha, *A la recherche d'une patrie*, Valois, 1931.

1773 « Economie dirigée 1932 », *Notre Temps*, n°154-155, 7-14/08/1932.

1774 Luchaire, « Les déclarations "Jeune équipe" de M. Paul-Boncour », *Notre Temps*, n°175, 01/01/1933, col.8.

1775 Alain Chatriot, *La démocratie sociale à la française*, op. cit.



*social*<sup>1776</sup>. »

Le discours sur le thème des « jeunes équipes » permet à Luchaire de soutenir le cabinet en place sans paraître monnayer ses services. Après le discours de Paul-Boncour dans sa ville natale de Saint-Aignan, Luchaire reproduit quelques unes des réactions de la presse française. Le chef du gouvernement a affirmé son vœu d'associer le syndicalisme au projet de réforme de l'Etat.

« Ce qu'Aristide Briand a fait pour l'idée de l'Union européenne, Paul-Boncour vient de l'accomplir pour l'idée de l'intégration du syndicalisme dans l'Etat<sup>1777</sup>. »

Cette réforme vise avant tout l'assainissement financier. Lors du débat à la Chambre sur le budget, Chéron fait l'objet d'un portrait élogieux de *Notre Temps* ou l'ironie effleure parfois. Pour Luchaire le problème politique prime sur l'économique, il est donc prêt à soutenir le plan de Chéron afin de sauver le ministère Paul-Boncour et par là préserver les « espoirs les plus chers<sup>1778</sup> » des « jeunes équipes ». L'acceptation de la doctrine financière de Chéron, transitoire, ne serait qu'un sacrifice de peu de prix aux vues des bénéfices possibles d'une réforme de l'Etat. Seulement le projet d'assainissement financier établi par Chéron, d'abord mis à mal en commission par les socialistes ne recueille pas l'assentiment de la Chambre provoqua la chute du cabinet Paul-Boncour. Tandis que se forme le premier cabinet Daladier et que Paul-Boncour conserve le portefeuille des Affaires étrangères, Luchaire modifie son discours et s'éloigne de son attitude bienveillante envers la direction de l'Etat.

« La crise ministérielle a placé en évidence l'acuité grandissante de la lutte qui met aux prises la vieille démocratie politico-parlementaire avec les forces économiques organisées<sup>1779</sup>. »

Il revient sur les différentes expressions des intérêts socioprofessionnels. Tandis que les syndicats invités par le gouvernement auraient tenté d'imposer leurs vues, les manifestants défendaient leur cause dans la rue. A tel point que l'autorité de l'Etat aurait été affaiblie, ce que Luchaire ne manque pas d'interpréter.

« Pendant quelques jours, on a eu l'impression que le fonctionnement de la machine parlementaire présentait moins d'importance que les manifestations des diverses catégories mises en mouvement<sup>1780</sup> [...]. »

Le directeur de *Notre Temps* reconnaît en ces manifestations davantage de légitimité qu'au « vase clos » des décideurs dans les administrations ou au Parlement. Il recommande « d'organiser ces réalités ». Ainsi ces « collectivités privées » confronteraient « dans un cadre public leurs intérêts particuliers, pour les harmoniser sous le signe de l'intérêt général<sup>1781</sup> ». Attaché au règlement des conflits autant qu'au souci d'efficacité, Luchaire témoigne de sa manière d'aborder les problèmes politiques.

---

1776 Luchaire, « Les déclarations "Jeune équipe" de M. Paul-Boncour », *Notre Temps*, n°175, 01/01/1933, col.14, souligné par Luchaire en italique.

1777 Luchaire, « Sur la réforme de l'Etat », *Notre Temps*, n°177, 15/01/1933, col.103.

1778 Luchaire, « Le douzième, problème politique », *Notre Temps*, n°178, 22/01/1933, col.153.

1779 Luchaire, « Réforme de l'Etat, quand même », *Notre Temps*, n°180, 05/02/1933, col.248.

1780 *Ibid.*, col.248.

1781 *Ibid.*, col.250.

« Quand des forces évidemment irrésistibles mettent la légalité en péril, ce n'est pas ces forces qu'il convient de détruire. C'est la légalité qu'il convient de modifier. L'écrit ne consacre que le réel. Lorsque le réel dépasse l'écrit, c'est l'écrit qui doit être changé. »

Il en conclut à l'urgence de la réforme de l'Etat. L'idée d'une Chambre professionnelle regroupant les intérêts économiques est une idée déjà ancienne qui touche au fondement de la démocratie représentative. Le critère de compétence s'impose dans l'esprit de Luchaire en lieu et place de la représentation politique traditionnelle via le suffrage universel. La réforme de l'Etat a également pour objet de répondre à une crise qui irait croissante. La perspective d'un déclin est souvent utilisée par Luchaire. En février, il livre une composition qui tient autant de l'auto flagellation que du complexe d'infériorité.

« Au milieu d'une Europe qui marche fébrilement vers les temps nouveaux, la France léthargique ne pense qu'à rester fidèle aux conservatismes, y compris le "conservatisme révolutionnaire"<sup>1782</sup>. »

De retour de l'étranger, Luchaire se montre effaré devant la « léthargie » et « l'isolement mental » du pays.

« La France ne *pense* plus, ne *ressent* plus au rythme des peuples qui l'entourent<sup>1783</sup>. »

Le pays serait seulement préoccupé de « conserver les formes de sa démocratie parlementaire, conserver les formes de sa structure sociale, conserver ses réseaux diplomatiques, conserver ses formules d'action internationale ». En cela, il ne serait plus représentatif « de l'esprit européen<sup>1784</sup> ».

Ainsi Luchaire conclut-il à une crise française au regard des événements étrangers et pas seulement devant les imperfections de la Troisième République telle que l'instabilité gouvernementale ou bien les lenteurs du processus législatif. La semaine suivante, *Notre Temps* appelle à l'optimisme. Devant le découragement de l'opinion publique en politique extérieure comme intérieure, Luchaire rappelle que la détermination à poursuivre les efforts rendrait possible la paix et la rénovation politique. Il dresse le constat de « l'Etat républicain [...] encerclé par des puissances privées, qui le serrent efficacement à la gorge », tandis que les syndicats seraient seulement préoccupés par « la sauvegarde de leurs intérêts matériels<sup>1785</sup> ».

« Aujourd'hui, le régime démocratique parlementaire semble impuissant, tel qu'il est, à donner aux pouvoirs publics l'autorité nécessaire pour redresser le pays<sup>1786</sup>. »

L'échec serait encore présent dans l'organisation de la paix et dans les réponses à la crise économique. Luchaire recherche une certaine rationalité plutôt que la défense d'intérêts ou d'idées particulières.

« Il y a, dans les partis républicains, tout un amas de doctrines périmées, de

---

1782 Luchaire, « Le péril est en nous », *Notre Temps*, n°181, 12/02/1933, col.295-297, sous-titre.

1783 *Ibid.*, col.295. C'est Luchaire qui souligne.

1784 *Ibid.*, col.296.

1785 Luchaire « La foi perdue, menace de guerre et d'effondrement », *Notre Temps*, n°182, 19/02/1933, col.344.

1786 *Ibid.*, col.345.

positions théoriques, qui s'opposent à leur entente : qu'on s'en débarrasse<sup>1787</sup>. »

De même chez les représentants des forces économiques résideraient « des partis pris » dont il faudrait se débarrasser. Pour Luchaire, la crise politique française est une des manifestations d'un mouvement beaucoup plus large.

« La vérité est que la crise que nous traversons n'est qu'une gigantesque phase de la poussée des forces économiques comprimées par la structure politique du monde<sup>1788</sup>. »

Là encore, il s'agit d'un vieux discours chez Luchaire dont on trouve des traces dès 1924 dans *Vita*. Luchaire perçoit le régime politique français comme voué à l'échec, cependant sa principale proposition demeure la Concentration en vue des réformes attendues.

« La France, entourée de régimes exceptionnels, reste fidèle à la démocratie parlementaire. Mais elle ne peut y réussir qu'en réformant profondément sa structure politique<sup>1789</sup>. »

On peut comprendre ici que la forme traditionnelle de la démocratie parlementaire serait condamnée. Cependant Luchaire ne veut rien moins que se prononcer définitivement contre le régime républicain. Il examine quelle majorité permettrait cette réforme. Dans tous les partis, on réclamerait « une métamorphose » ou « un renouvellement », Luchaire distingue une « quasi unanimité des Français » « mécontente et réformiste ». En l'absence d'un accord sur la méthode à suivre et le sens de cette rénovation, Luchaire propose de s'en remettre à la concentration, laquelle aurait l'avantage de respecter le résultat des législatives. Luchaire joue tout à la fois sur le discours républicain et sur celui réformiste sans se prononcer définitivement pour l'un ou pour l'autre. Durant cette période *Notre Temps* prépare son passage prochain au rang de quotidien. La revue est-elle toujours à la recherche d'un financement pour *Notre Temps* ou bien l'a-t-elle déjà trouvé ? La relative indifférence de Luchaire pour le cabinet Daladier tranche avec la campagne en faveur de Paul-Boncour en début d'année. Sans doute le contact était-il plus sympathique avec Paul-Boncour qu'avec Daladier. Luchaire n'a pas de passif avec « l'homme de la SDN » alors qu'il n'a pas hésité à éreinter Daladier à la fin de l'année 1929 et au printemps 1930 lorsque celui-ci opte pour une tactique de bloc des gauches<sup>1790</sup>. Dans sa déposition de février 1945, Luchaire précise que la subvention de *Notre Temps* est augmentée avec l'accord de Daladier et Paul-Boncour alors Ministre des Affaires étrangères. L'information est à prendre au conditionnel et ne nous apprend malheureusement rien quant à ses relations avec Daladier. Les préoccupations changeantes de Luchaire pourraient aussi être liées à l'actualité. Le mouvement progressivement dénommé néo-socialiste éclate au grand jour en 1933. Sa volonté de rénover la doctrine socialiste en la débarrassant de l'emprise du marxisme et celle d'engager les socialistes à la participation au pouvoir

---

1787 *Ibid.* col.345.

1788 Luchaire, « 7 mars 1933 », *Notre Temps*, n°185, 12/03/1933, col.490.

1789 Luchaire, « La crise française », *Notre Temps*, n°190, 16/04/1933, col.103-106, sous-titre.

1790 Serge Berstein, *Histoire du Parti radical*, t. II, *Crise du radicalisme*, *op. cit.* Luchaire prononce des éloges de Daladier en novembre 1927 et le 15 décembre 1929, il affiche ensuite sa déception puis une certaine distance durant le printemps 1930.

recueillent l'assentiment de Luchaire. Paul Marion qui commente l'actualité économique depuis 1931 s'engage en 1933 aux côtés des néo-socialistes et offre un écho très favorable de leur mouvement. *Notre Temps* accueille également Barthélémy Montagnon pour une participation régulière dès mars 1933<sup>1791</sup>. Montagnon avait déjà retenu l'attention de Luchaire à plusieurs reprises lorsqu'il envisageait l'union des « jeunes équipes<sup>1792</sup> ». Luchaire rêvait alors de voir se rapprocher Pierre Cot pour le radicalisme et Montagnon représentant d'un socialisme non marxiste.

## B. La crise du socialisme français dans *Notre Temps*.

Observateur assidu des congrès politiques, Luchaire exprime également un intérêt pour ceux de la SFIO. Après le congrès d'Avignon, il analyse la division du parti et distingue une opposition entre les militants et les parlementaires élus. Luchaire décrit une « antinomie irréductible entre le dogme de la lutte des classes et celui de la démocratie parlementaire<sup>1793</sup> ». Il conserve les points d'analyse qui lui sont chers, notamment l'idée que la lutte des classes serait dépassée et semble pencher en faveur du groupe parlementaire. Ces derniers étant élus par les citoyens formeraient un groupe plus représentatif de la population. Luchaire penche ici en faveur du courant néo-socialiste sans l'exprimer clairement. En effet la discipline imposée au groupe parlementaire par la direction de la SFIO est l'un des enjeux de l'opposition entre Blum et les néo-socialistes. Ce qui emporte finalement l'adhésion de Luchaire est de toute évidence la volonté des néo-socialistes de participer au pouvoir.

« Contre les socialistes dogmatiques, se dressent maintenant, hors de toute fiction d'unanimité, les socialistes réalistes. »

Luchaire leur reconnaît la volonté de se poser « en associés des radicaux contre toute éventualité de dictature ». Si Luchaire devine une scission prochaine de la SFIO, il n'aperçoit pas encore la naissance d'un socialisme national.

Au lendemain d'Avignon, Montagnon explique dans *Notre Temps* la « crise doctrinale<sup>1794</sup> » du parti socialiste. Il décrit un monde en mouvement et « une civilisation [qui] semble mourir ». Tandis que le fascisme se développerait « avec une rapidité contagieuse<sup>1795</sup> » la crise politique et morale en France pourrait être celle du régime démocratique dans son ensemble. Il prononce de nombreux griefs à l'encontre du système parlementaire qui ne serait plus adapté à l'époque. L'Etat pour sa part manquerait de « puissance, d'autorité, de technicité<sup>1796</sup> ». Montagnon place l'alternative, rénovation du parlementarisme ou victoire d'un fascisme adapté à la France. La crise doctrinale proviendrait de la divergence entre la doctrine habituelle

---

1791 Montagnon signe une première fois en octobre 1932 puis il donne douze articles à *Notre Temps* entre mars 1933 et novembre 1934. Il apparaît une dernière fois au sommaire le 6 avril 1935.

1792 Montagnon est cité à ce titre dans les éditoriaux de *Notre Temps* en 05/1928, le 01/01/1930 puis le 15/02/1930.

1793 Luchaire « Les Pâques rouges d'Avignon », *Notre Temps*, n°191, 23/04/1933, col.152.

1794 Montagnon, « Crise doctrinale », *Notre Temps*, n°192, 30/04/1933, col.205-208.

1795 *Ibid.*, col.206.

1796 *Ibid.*, col.207.

et « l'action nécessaire quotidienne ». Montagnon ne prévoit pas la mort du capitalisme mais la nécessité de le réformer, et pour l'heure, la classe ouvrière lui paraît incapable de commander l'économie. Il prend exemple sur l'expérience première des Etats-Unis avant ce qu'il décrit comme un virage spéculatif. Montagnon convient finalement à la nécessité d'une économie et d'une monnaie dirigées, une direction qui serait aussi à envisager internationalement.

### C. Les discours défendant une réforme politique.

Au début de l'été, *Notre Temps* propose à ses lecteurs un numéro spécial intitulé « Querelle des générations et crise des démocraties ». Celui-ci est rédigé par les contributeurs politiques tandis qu'un prochain numéro doit regrouper les réflexions des littéraires de *Notre Temps*. Ce numéro de juillet est constitué d'un mélange plutôt déconcertant de réflexions politiques et philosophiques. Préoccupé par la recherche de l'efficacité politique, Luchaire, Schreiber, Roux, Marion et Montagnon plaident pour un Etat fort et envisagent une réforme de la démocratie dans des versions très différentes les unes des autres. Le député de l'Allier, Paul Rives défend tout à la fois le travail parlementaire et la nécessité d'une réforme de celui-ci. Crouzet déclare vouloir préserver la liberté cependant il recommande de s'inspirer de la jeunesse à l'étranger pour une réforme politique en France. A côté de ces réflexions politiques, il semble que Prévost, Brossolette et Chabannes avaient pour tâche de garder un point de vue plus distancié. Prévost se cantonne à l'évocation de l'empreinte de la jeunesse sur la politique. Chabannes présente une réflexion personnaliste et semble se placer du côté des démocrates convaincus en dénonçant le racisme allemand. Brossolette a le même angle de réflexion mais ajoute une dénonciation du fascisme et recommande à la jeunesse de préserver « la primauté de la vie spirituelle ». Hormis ce passage dans l'article de Brossolette, les discours politiques penchent nettement pour une mise entre parenthèses de la démocratie sous sa forme parlementaire et témoignent d'une véritable séduction vis-à-vis des régimes autoritaires. Il n'en faudrait pas beaucoup plus pour conclure à une radicalisation politique de *Notre Temps*. On lit pourtant dans le même numéro une rapide relation du banquet organisé à l'occasion du 200<sup>e</sup> numéro. La présence de François de Tessan et Joseph Paul-Boncour en tant qu'invités d'honneur prouve que *Notre Temps* reste au contact politique du gouvernement et du Parti radical.

Durant l'été 1933 Luchaire réactive le thème des « nouvelles générations » afin de préciser le positionnement politique de *Notre Temps*. La revue y consacre deux numéros spéciaux intitulés respectivement « Querelle des générations et crise des démocraties » au début du mois de juillet et « Querelle des générations et crise des idées » au début août. Dans le premier de ces deux cahiers, Luchaire considère que les régimes politiques devraient suivre un renouvellement en fonction de l'évolution des faits. La démocratie serait « autoritaire » aux Etats-Unis, « traditionnaliste » en Grande-Bretagne, « parlementaire » en France, et peut-être bientôt sous des formes nouvelles dont l'Allemagne, l'Italie et la Russie offriraient le spectacle avec la domination d'un parti unique une fois achevée « leur présente

phase de violence ». Luchaire ne distingue pas d'opposition entre parti unique et démocratie et ne veut retenir que la recherche d'un consensus politique. Il affiche son accord avec ce que Montagnon a précédemment déclaré dans *Notre Temps*.

« Le climat de l'après-guerre est incompatible avec les formes démocratiques d'avant la guerre. Une adaptation très profonde s'impose<sup>1797</sup>. »

Luchaire est à la recherche de « la démocratie économique » dont le but serait de s'opposer à « une oligarchie économique » qui serait « assez puissante, depuis dix ans, pour annihiler les trois quarts des libertés réelles<sup>1798</sup> ». Cette « oligarchie » se bornerait à empêcher le Parlement de légiférer contre elle.

« Que les démocrates – démocrates par tradition, par raison ou par idéal – prennent bien garde. Ils n'ont plus beaucoup de temps devant eux pour préserver en France la démocratie, c'est-à-dire pour créer la démocratie économique et pour offrir à la jeunesse une démocratie nouvelle, un ordre nouveau, un Etat moderne. »

Ainsi la réforme des institutions se justifierait par la nécessité de garantir la démocratie. Cela paraît pour le moins contradictoire sauf pour Luchaire qui ne voit de démocratie que dans l'organisation de l'économie.

Georges Roux s'exprime pour la première fois sur des considérations de politique intérieure. Partant d'un plaidoyer en faveur de la jeunesse, il distingue en France « une fausse démocratie<sup>1799</sup> », une situation dont « plusieurs jeunesses [auraient] fait justice » à l'étranger. Roux est absolument conquis par l'exemple des jeunesses étrangères et la vigueur des régimes autoritaires. Les foules y trouveraient « une activité, un but, une foi », ce qui serait impossible dans les démocraties. Il évoque le « soulagement » provoqué si un pouvoir venait à « trancher le nœud gordien » devant lequel le parlement resterait impuissant. Il met en exergue l'existence d'une France vieille dans une Europe jeune, et le devoir pour la France de se rajeunir.

Journaliste économique, Emile Schreiber<sup>1800</sup> signe ici son unique papier dans *Notre Temps*. Il partage néanmoins les interrogations de la revue sur l'Etat et la liberté et témoigne ainsi de l'actualité de ses questions dans le débat public. De ses voyages dit-il, il garde une admiration pour les grands projets économiques et met en parallèle le Maroc de Lyautey, la Russie de Staline et l'Italie de Mussolini. Cependant, son « attachement profond » à la liberté individuelle en tant que Français aurait été mis à mal face aux régimes autoritaires. S'il reconnaît comme « inéluctable » le « sacrifice d'une partie [des] libertés », il fixe à la France le devoir d'en limiter les retombées négatives. Il décrit des réactions françaises ambiguës devant l'évolution politique internationale, on y éprouverait « un vif désir et une grande appréhension de l'autoritarisme ». Cependant « la grande majorité des Français » serait rebutée par une solution autoritaire car elle serait prête à faire des sacrifices mais seulement de façon temporaire et Schreiber fait remarquer que la

---

1797 Luchaire, « La jeunesse et l'insuffisante démocratie », *Notre Temps*, n°201-202, 02-09/07/1933, « Querelle des générations et crise des démocraties », col.605.

1798 *Ibid.*, col.607.

1799 Georges Roux, « Les régimes exceptionnels européens et les nouvelles générations », *Notre Temps*, n°201-202, 02-09/07/1933, col.611.

1800 Emile Schreiber, « Le double régime par le service économique obligatoire », *Notre Temps*, n°201-202, 02-09/07/1933, col.616-618. Il opte pour le nom d'Emile Servan-Schreiber après la Seconde guerre mondiale en souvenir de son engagement dans la Résistance, il est le père de Jean-Jacques Servan-Schreiber.

voie de la dictature serait un « saut définitif<sup>1801</sup> ». Conscient d'une « décomposition du libéralisme capitaliste », Schreiber imagine un régime double avec l'instauration d'un « service économique » auquel une partie de la population serait soumise pendant une durée donnée. Cela permettrait la réalisation d'un développement rationnel de l'économie tout en garantissant les droits des personnes restées hors de ce « service ».

Marion assimile la naissance du néo-socialisme aux mouvements observés à l'étranger<sup>1802</sup>.

« De plus en plus, chaque collectivité nationale tend à prendre en mains le commandement direct des forces productrices<sup>1803</sup> [...] »

Car les trois valeurs sur lesquelles le socialisme s'appuierait, à savoir le prolétariat, la démocratie et l'internationalisme souffriraient d'une perte d'efficacité depuis la guerre. Marion fait le procès du parlementarisme bavard, brouillon et finalement inefficace. Il lui semble possible de faire coexister le suffrage universel et la représentation des intérêts des travailleurs à travers les syndicats avec « un gouvernement fort, arbitre souverain des différends politiques, économiques et sociaux<sup>1804</sup> ». Chez lui également trône l'argument de rationalité économique. Ce schéma est envisagé afin de « permettre à la collectivité de diriger selon des méthodes rationnelles l'emploi de ses multiples ressources<sup>1805</sup> ». Marion dessine un Etat à la fois corporatiste et autoritaire en quelques formules lapidaires, une « économie nationale organisée et planée » qu'accompagnerait le respect du « suffrage universel » tout en réalisant la « liquidation du parlementarisme<sup>1806</sup> ».

Jean Prévost<sup>1807</sup> propose une réflexion générationnelle et revient sur la « coupure de 1919 ». Il n'aborde pas les questions politiques qu'il réserve à cette époque à la revue *Pamphlet*, rédigée conjointement avec Emmanuel Berl et Alfred Fabre-Luce. Pour cet « examen de conscience » auquel Luchaire l'aurait invité, Brossolette retrace l'expérience de sa génération avant de s'adresser aux plus jeunes. S'il reconnaît une expérience commune ainsi qu'une diversité dans l'engagement, il conclut néanmoins à un échec des idéaux qu'ont pu représenter l'internationalisme, le socialisme, l'Union européenne ou encore la SDN.

« Nous voici maintenant en 1933. Et tout s'est écroulé<sup>1808</sup>. »

Le rapprochement franco-allemand lui paraît gravement compromis.

« L'Allemagne est plus loin que jamais de la France. »

Quant à la situation politique, elle semble obscurcie pour de longues années.

« Et les seules doctrines qui agissent aujourd'hui sur les foules sont juste celles qui s'opposent le plus directement aux nôtres, puisque les fascismes mêlent

---

1801 *Ibid.*, col.616.

1802 Paul Marion, « Le jeune socialisme devant la nation », *Notre Temps*, n°201-202, 02-09/07/1933, col.619-628.

1803 *Ibid.*, col.620.

1804 *Ibid.*, col.626.

1805 *Ibid.*, col.626.

1806 *Ibid.* col., 627.

1807 Jean Prévost, « La coupure de 1919 », *Notre Temps*, n°201-202, 02-09/07/1933, col.629-630.

1808 Brossolette, « Pour les moins de trente ans d'aujourd'hui », *Notre Temps*, n°201-202, 02-09/07/1933, col.634.

exactement ce dont nous ne voulons point : le nationalisme et l'oppression des travailleurs devant l'Etat capitaliste<sup>1809</sup> ».

Il nie le caractère prétendument novateur des doctrines autoritaires.

« Mais chez nous le fascisme, le national-socialisme ou le socialisme national ne peuvent jamais être qu'une répression<sup>1810</sup>. »

Il invite enfin la jeunesse à lutter contre toute forme d'oppression politique.

« Exalter la personne humaine, lui rendre sa valeur et son sens, rendre à chacun l'idée de sa grandeur, la notion de sa capacité de sentir et de souffrir, réhabiliter le cœur, peut-être est-ce là la mission de la jeune génération<sup>1811</sup>. »

Pour cela, il recommande de « maintenir, même sous des régimes hostiles et même au milieu des désastres, cette primauté de la vie spirituelle<sup>1812</sup> », ce qui nous apparaît annonciateur de son engagement dans la Résistance.

Crouzet rédige quant à lui une « Réponse à Romain Rolland<sup>1813</sup> » après que celui-ci a tancé les animateurs de *Notre Temps*. Toujours prêt à répondre aux attaques, Crouzet reproduit les propos de Rolland.

« Une certaine jeunesse française qui fait grand bruit de son réalisme et qui le manifeste surtout par son opportunisme d'ambition prétend que nous devons nous désintéresser de la vie politique intérieure de nos voisins et ne nous occuper que de nos affaires personnelles, en tendant la main à ceux qui assassinent chez eux les libertés<sup>1814</sup> [...]. »

Crouzet commence par accuser Rolland de soumission à Moscou. Il dit observer avec la même neutralité les événements en Allemagne, en URSS et en Italie. Il identifie comme un danger potentiel le mouvement qui sacralise l'Etat et s'interroge de savoir s'il s'agit d'une « crise de croissance de la démocratie » ou le signe de sa fin prochaine. Il ne fait part d'aucun parti pris, son seul objectif est de percevoir le « point crucial » de cette évolution politique. Et le meilleur moyen d'analyser le mouvement international serait de rester en contact avec la jeunesse de ces pays.

« Et pour cela, elles commenceront à tendre la main [...] aux jeunes générations des pays "d'assassins" [...], qui n'ont que le tort, si c'est un tort, d'apporter un élan magnifique, un enviable enthousiasme, une foi profonde, à soutenir, à propager et à servir les idées qu'on leur a inculquées<sup>1815</sup>. »

Crouzet nie vouloir « emprunter des théories » à l'étranger seulement « leur attitude mentale [pourrait] servir d'exemple et de leçon, par tout ce qu'elle comporte d'idéalisme et de désintéressement ». Pour Crouzet, il faudrait « des bras aussi fermes » pour « maintenir dans le monde de demain les droits et la dignité de la personne humaine ». Crouzet imagine un échange entre les jeunes françaises et étrangères grâce auquel les Français gagneraient en dynamisme tout en préservant

---

1809 *Ibid.*, col.634.

1810 *Ibid.*, col.637.

1811 *Ibid.*, col.639.

1812 *Ibid.*

1813 Crouzet, « Réponse à Romain Rolland », *Notre Temps*, n°201-202, 02-09/07/1933, col.644-646.

1814 Romain Rolland, « Appel à la Jeunesse », cité par Crouzet, *ibid.*, col.644.

1815 Crouzet, « Réponse à Romain Rolland », *Notre Temps*, n°201-202, 02-09/07/1933, col.646.



la liberté.

Quant à Montagnon, il se place résolument aux côtés des jeunes qui attendraient le renouvellement du personnel politique, la régénération du « parlementarisme vieillot et suranné » et voudraient être « conduits par des chefs voyant large et loin et détachés des petites combinaisons de couloirs<sup>1816</sup> ».

*Notre Temps* poursuit sa réflexion autour de la « Querelle des générations » associée cette fois à une « crise des idées<sup>1817</sup> ». Il réunit les figures littéraires de *Notre Temps*, notamment Jean-Jacques Bernard, Pierre Bost, Philippe Fauré-Frémiet et Jacques Chabannes ainsi que Gaston Riou pour un article politique. Luchaire revient dans son éditorial<sup>1818</sup> sur les réactions provoquées par les différentes positions de *Notre Temps*. Initialement accusé de trahison pour son engagement dans le rapprochement intellectuel, *Notre Temps* ferait désormais figure de précurseur selon son directeur. En effet la LDH a soutenu le Pacte à Quatre s'accordant sur une diplomatie active avec l'Allemagne et surtout « le coup d'éclat de la "droite" socialiste » viendrait confirmer les analyses des rédacteurs de *Notre Temps*.

« [...] et ils ont justement, dans le mouvement hitlérien, souligné des tendances intéressantes dont on peut se demander si désormais elles ne sont pas celles de la fraction la plus agissante des socialistes et des républicains français<sup>1819</sup> ... »

Avec son premier cahier liant la « querelle des générations » et une « crise de la démocratie », *Notre Temps* aurait fait acte « de liberté, de sincérité et de recherche » et se serait opposé à tous les « conformismes ». Les critiques pleuvent sur *Notre Temps*, Emile Buré dans *l'Ordre* dit de lui qu'il prône un « fascisme de gauche », Pierre Bernus dans le *Journal de Genève* parle des « disciples français de Hitler ». Des jeunes radicaux, dont Luchaire ne précise pas l'identité, auraient déclaré ne plus reconnaître Luchaire « ni ce que fut, un instant les jeunes équipes de la démocratie<sup>1820</sup> ». Mais ses critiques ne semblent pas atteindre Luchaire qui conserve une position d'expertise face aux régimes dictatoriaux. Luchaire ne livre jamais son avis sur les régimes politiques contrairement à Brossolette. Il juge seulement de leur capacité à durer. Il considère d'ailleurs qu'un pouvoir personnel n'aurait « aucune chance de s'acclimater<sup>1821</sup> » en France. Luchaire veut bien s'associer au projet des « amis Montagnon et Déat » qui auraient parfaitement exposé au Palais de la Mutualité « la conception d'un socialisme démocratique, autoritaire, se développant essentiellement dans le cadre de la nation<sup>1822</sup> ». Il cite le manifeste de l'Effort et voit dans le néo-socialisme le prolongement de ses premiers engagements, ce qui signifierait un retour à l'essence même de ses positions et non

---

1816 Montagnon, « Gerbe d'idées pour les "plus jeunes" », *Notre Temps*, n°201-202, « Querelle des générations et crise des démocraties », 02-09/07/1933, col.650.

1817 *Notre Temps*, n°205-206, 30/07-06/08/1933, « Querelle des générations et crise des idées ».

1818 Luchaire, « Internationalisme et cadres nationaux », *Notre Temps*, n°205-206, 30/07-06/08/1933, « Querelle des générations et crise des idées », col.760-767.

1819 *Ibid.*, col.760.

1820 *Ibid.*, col.761.

1821 *Ibid.*, col.762.

1822 *Ibid.*, col.762.

pas une « contagion des mouvements étrangers antidémocratiques ».

« Les non-conformistes d'aujourd'hui [...] retrouvent les [mots d'ordre] qu'ils ont prononcés, imprimés de 1920 à 1923, avant que le triomphe cartelliste de 1924 ait fait croire qu'on pouvait "ordonner les choses" par l'intermédiaire des vieux partis et sous l'obédience des valeurs traditionnelles<sup>1823</sup>. »

Là encore on pourrait dire de Luchaire qu'il referme la parenthèse d'un engagement démocratique et qu'il s'éloigne des conceptions républicaines traditionnelles. Cependant il rappelle qu'il bénéficie du soutien de Paul-Boncour et de Daladier. Dans son analyse qui fixe la France dans une décadence continue depuis 1919, il se réjouit des déclarations d'Edouard Herriot en faveur de l'économie dirigée.

« Démocrates, nous l'avons toujours été, nous le sommes et nous le resterons<sup>1824</sup>. »

Ses déclarations et les commentaires incendiaires qu'elles provoquent nécessitaient sans doute une remise au point de Luchaire quant à son engagement démocratique. Seulement celui-ci reste ambivalent dans la mesure où il prévoit de « réhabiliter la démocratie politique par la démocratie économique ».

« Nous sommes profondément attachés, dans l'absolu, à toutes les libertés inhérentes à la démocratie politique. Mais nous pensons que si la pratique d'une semblable révolution l'exige, ces libertés peuvent être transitoirement réduites ou contrôlées par le pouvoir exprimant la majorité de la nation ».

Pour Luchaire, il s'agit moins de « fascisme » que de « bon sens ». Luchaire recommande finalement « un travail dans le cadre national » afin de réaliser la « démocratie économique » via un « exécutif doté de suffisamment d'autorité<sup>1825</sup> ».

Gaston Riou apporte son soutien aux idées de *Notre Temps* dans un très court article<sup>1826</sup>. Les « vieux démocrates » auraient tort de s'inquiéter des vues de *Notre Temps* sur le projet d'un Etat fort. Pour lui, comme pour une partie de l'équipe de *Notre Temps*, il s'agirait là d'une « phase importante – difficile mais décisive – de la croissance de la démocratie<sup>1827</sup> ».

D. Du néo-socialisme à la « Jeune Droite », le positionnement politique très vague de Jean Luchaire.

Luchaire semble éprouver des sentiments mêlés vis-à-vis des tenants de la Jeune Droite que sont Jean-Pierre Maxence et Thierry Maulnier. En août<sup>1828</sup>, il répond aux critiques adressées dans le *Rempart* et tandis qu'il fustige Maxence avec condescendance, il encense Maulnier.

« M. Maulnier a bien du talent. Il a aussi de la vigueur, de l'indépendance. Et –

---

1823 *Ibid.*, col.763.

1824 *Ibid.*, col.765.

1825 Luchaire, « Internationalisme et cadres nationaux », *Notre Temps*, n°205-206, 30/07-06/08/1933, « Querelle des générations et crise des idées », col.760-767, sous-titre.

1826 Gaston Riou, « La lutte des générations et la conception de l'Etat », *Notre Temps*, n°205-206, 30/07-06/08/1933, « Querelle des générations et crise des idées », col.805-807.

1827 *Ibid.*, col.807.

1828 Luchaire, « Les pseudo-révolutionnaires du nationalisme », *Notre Temps*, n°208, 20/08/1933, col.871-874.

dussè-je faire frémir d'horreur quelques uns de nos amis – il extériorise un dynamisme pour lequel je ne puis ressentir que de la sympathie<sup>1829</sup>. »

Davantage que la personnalité, ce sont bien les propos de Maulnier qui séduisent Luchaire.

« Sans jamais lui donner entièrement raison, il m'est souvent impossible de lui donner tout à fait tort. »

Fidèle à son rêve de réunir les tenants d'une réforme politique au-dessus des barrières politiques, Luchaire imagine un rapprochement possible.

« En bref, je le lis toujours, en me disant que le passé nous sépare probablement plus que l'avenir ».

Avec Maxence, il n'en va pas de la sorte car « le conformisme intellectuel et la jalousie » domineraient sa pensée. Luchaire retrace le parcours de Maxence, il le jugeait digne d'une « attirante indépendance » lorsqu'il travaillait aux *Cahiers*, d'où l'attention soutenue de *Notre Temps* notamment à travers la « Chronique des Jeunes équipes », mais il serait retombé dans tous les travers d'une pensée « conformiste » en collaborant à la *Revue française* et au *Rempart*. Luchaire est particulièrement dédaigneux avec lui, il lui reproche son absence totale d'objectivité, ce qui pour Luchaire correspond tant à une faute professionnelle qu'à une erreur politique.

« M. Maxence, oubliant sa réputation d'intellectuel non-conformiste, s'exprime en chauvin traditionaliste, mangeur de "boches", pourfendeur de marxistes et de radicaux<sup>1830</sup>. »

Luchaire devait être proprement horripilant pour ses adversaires car dans sa conclusion, il s'adresse directement à Maxence et lui recommande d'user d'« élégance ». S'il s'avérait que Maxence était réellement « non-conformiste et d'esprit libre », Luchaire devine leurs retrouvailles « du même côté de la barricade<sup>1831</sup> ».

Cet article a pour objet de préciser le positionnement politique de Luchaire. Dans « Internationalisme et cadres nationaux », Luchaire confirmait son intérêt pour les idées néo-socialistes tout en voulant préserver les valeurs démocratiques. Dans celui-ci, il sous-entend une certaine proximité avec la Jeune Droite qui reste néanmoins vague et lui évite de prononcer. La réaction de Maxence comme celle des droites face à la rénovation socialiste serait guidée par la « jalousie ». En effet ils auraient identifié les propositions néo-socialistes à « leur propre nationalisme chauvin et militariste » ainsi qu'à « leur propre antiparlementarisme et leur propre antidémocratisme ». Luchaire, qui se positionne ici officiellement en tant que promoteur des idées « néos », dit s'engager au nom de son attachement à la démocratie et à la cause « internationaliste ». Il ne s'agit selon lui ni de « trahisons », ni de « contradictions » mais seulement d'un « infléchissement selon les réalités<sup>1832</sup>. »

*Notre Temps* reproduit couramment des citations des leaders politiques issus

---

1829 *Ibid.*, col.871.

1830 *Ibid.*, col.872.

1831 *Ibid.*, col.874.

1832 *Ibid.*, col.874.

du radicalisme ou du socialisme non marxiste. Mais il lui arrive également de reproduire des remarques de Maulnier lorsque celles-ci rejoignent les positions de la revue. Dans son numéro sur la « crise des démocraties » *Notre Temps* publie un entrefilet intitulé « Où est le conservatisme ? » composé d'un extrait du *Rempart* signé Thierry Maulnier. Ce dernier déclare que la volonté de « conserver telles quelles, dans l'évolution actuelle du monde, des institutions qui n'y sont plus adaptées » constituerait « le vrai conservatisme » et « la forme la plus étroite de la réaction<sup>1833</sup> ». Placé à la fin de l'article de Brossolette, il est censé refléter la communauté de vues des relèves, ces « non conformistes » en qui Luchaire place ses espoirs. A défaut de faire signer Maulnier dans *Notre Temps*, Luchaire parvient tout de même à l'intégrer dans sa revue.

Guy Crouzet accompagne Luchaire dans chacune de ses prises de position et se fait le relais fidèle de ses argumentations. Dans « Vraie et fausse démocratie<sup>1834</sup> », Crouzet fait l'éloge de Thierry Maulnier pour son article « La Révolution aristocratique » dans *La Revue française* d'avril. Crouzet dit partager le jugement de Maulnier et déclare rejeter « les idéologies fascistes ou marxistes » au nom d'un argumentaire spiritualiste. Cependant il ne suit pas Maulnier lorsqu'il assimile la soumission de l'individu au groupe à un héritage de l'esprit démocratique. Crouzet se pose en défenseur de la démocratie, qui, selon lui, se caractérise davantage dans la liberté de l'individu qu'en « un bulletin de vote ». Enfin, Crouzet accepte de croire à l'idée de « révolution aristocratique » si le terme d'aristocratie ne signifie rien d'autres qu'une élite nouvelle concluant à une certaine proximité entre Maulnier et *Notre Temps*.

« Nous ne sommes pas sûrs qu'il y ait, sur ce point, beaucoup plus qu'une querelle de mots entre M. Thierry Maulnier et nous<sup>1835</sup>. »

L'orientation nationale revendiquée par Luchaire trouve une concrétisation dans les projets coloniaux. *Notre Temps* édite un cahier spécial intitulé « L'Empire français<sup>1836</sup> » dans lequel Luchaire relie la Réforme de l'Etat aux projets d'exploitation du domaine colonial. Envisagé là encore sous l'angle de la rationalité, cela pourrait également déboucher sur un projet d'exploitation international en admettant « l'opportunité éventuelle de restreindre l'étendue de l'Empire afin de mieux exploiter le domaine conservé<sup>1837</sup> ».

En 1933, *Notre Temps* publie trois livraisons de H. Willekens qui nous paraissent remarquables<sup>1838</sup>. Début janvier Willekens présente le « frontisme belge » qui ne s'apparente pas à l'initiative de Bergery créé en mai de la même année<sup>1839</sup> mais à l'élaboration d'un mouvement nationaliste flamand. Cela confirme le souci de

---

1833 « Où est le conservatisme ? », *Notre Temps*, n°201-202, « Querelle des générations et crise des démocraties », 02-09/07/1933, col.639.

1834 Crouzet, « Vraie et fausse démocratie », « Lettres et Arts », *Notre Temps*, n°194, 14/05/1933.

1835 *Ibid.*

1836 Luchaire, « Dans le cadre impérial », *Notre Temps*, n°209-210, 27/08-03/09/1933, « L'Empire français », col.916-924.

1837 *Ibid.* col.917.

1838 H. Willekens, « Le frontisme belge », « Lettre de Belgique », *Notre Temps*, n°176, 08/01/1933. H. Willekens, « Théâtre moderne en Flandre », « Lettre de Belgique », *Notre Temps*, n°196, 28/05/1933. H. Willekens, « Une manifestation flamande », *Notre Temps*, n°211, 10/09/1933, col.1018-1020.

1839 Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué*, *op.cit.* p.152.

maintenir des liens politiques avec les relèves belges<sup>1840</sup> comme nous l'avions relevé dans la « Chronique des jeunes équipes ». Luchaire entame d'ailleurs une participation à la revue *Jeune Europe* en février 1933 afin de vanter l'entente franco-allemande comme base de l'union européenne<sup>1841</sup>. Les articles de Willekens fortement teintés de nationalisme flamand nous montrent en outre que *Notre Temps* effectue un glissement vers le nationalisme au regard de l'influence croissante de ce dernier sur le continent. Un paragraphe d'introduction au premier article de Willekens précise que « l'intérêt essentiel » de celui-ci serait de confirmer la relation étroite entre les différentes manifestations identitaires et nationalistes et les « idées fédéralistes européennes ».

« Les lecteurs de *Notre Temps* ont déjà constaté – notamment par la publication de libres études sur l'autonomisme breton – que les particularismes ou nationalismes locaux se réclament à leur façon des idées fédéralistes européennes<sup>1842</sup>. »

L'argument est osé si l'on se souvient des charges de Luchaire contre la souveraineté nationale dans les premiers éditoriaux de *Notre Temps*. Willekens n'explique d'ailleurs nullement comment le nationalisme flamand pourrait contribuer à un projet européen. Sans doute faut-il voir dans la précision de la revue une manifestation du « réalisme ». La poursuite du projet d'organisation de l'Europe devrait ainsi prendre en compte l'essor des nationalismes et des régionalismes et le faire coïncider avec une interprétation fédéraliste du projet européen. Le projet de Willekens d'une Flandre rattachée aux Pays-Bas lui permet de conclure en associant le nationalisme de chaque pays à la sauvegarde du continent et à la réalisation du « rêve audacieux de Briand : les Etats-Unis d'Europe<sup>1843</sup> ».

L'année 1933 marque donc un retour au premier plan des questions de politique intérieure à la faveur de l'éclosion du mouvement néo-socialiste. Pour autant la politique internationale reste une des principales préoccupations de la revue même si le rapprochement intellectuel marque durablement le pas.

## II. De la résignation aux renoncements, la primauté du pacifisme.

### A. Le regard posé sur l'Allemagne par Brossolette.

En 1933 le contexte international empire un peu plus. La crise économique est telle qu'elle est à même de rompre « le fragile équilibre politique édifié après la première guerre mondiale<sup>1844</sup> ». Le chômage atteint des sommets, la baisse des prix et la chute de la production industrielle se généralisent. La SDN prouve

---

1840 Sur les relèves belges se reporter à Olivier Dard, Etienne Deschamps (dir.), *Les Relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre*, op.cit. et notamment les livraisons de Geneviève Duchenne, Etienne Deschamps et Francis Balace.

1841 Geneviève Duchenne, *Esquisses d'une Europe nouvelle : L'euro-péisme dans la Belgique de l'entre-deux-guerres (1919-1939)*, Peter Lang, 2008, p.465.

1842 H. Willekens, « Le frontisme belge », « La Jeune Europe », *Notre Temps*, n°176, 08/01/1933, col.89-91, sous-titre de présentation par la rédaction.

1843 Willekens n'est pas cité dans l'ouvrage de Geneviève Duchenne, *Esquisses d'une Europe nouvelle*, op.cit.

1844 Maurice Vaisse, *Sécurité d'abord*, op. cit. p.351.

son inefficacité en se refusant à désigner le Japon comme l'agresseur dans le conflit qui l'oppose à la Chine. Elle offre ainsi un démenti à la garantie de sécurité qu'on attendait d'elle. L'actualité internationale est enfin marquée par l'arrivée au pouvoir d'Hitler, ce qui ne manque pas d'alerter la diplomatie française puisque désormais se trouve à la tête de l'Allemagne « un homme qui avait fait de la révision du Traité de Versailles un point essentiel de sa doctrine<sup>1845</sup> ».

Brossolette désire « révéler l'équivoque » sur lequel reposerait le mouvement national-socialiste. Il juge qu'Hitler est arrivé au pouvoir avec l'aide « des féodaux de l'industrie et de la terre » pour réaliser un programme anticapitaliste. Brossolette s'interroge sur l'avenir de cet alliage pour le moins paradoxal. Il lui semble évident que le pouvoir allemand s'annonce « infiniment plus nationaliste qu'anticapitaliste<sup>1846</sup> ». Cependant la nature exacte du régime lui échappe et il n'y aurait « rien d'in vraisemblable » selon lui à ce qu'il serve juste à une rénovation des Hohenzollern.

« Sans doute même, ne parviendra-t-il pas à établir un régime fasciste<sup>1847</sup> [...] ».

En tant que militant socialiste, il importe avant tout à Brossolette de dénoncer les prétendues considérations sociales de l'hitlérisme. La semaine suivante, Brossolette décrit la marche forcée imprimée par Hitler pour constituer un pouvoir personnel. Dans la perspective des élections au Reichstag et au Landtag de Prusse obtenus par Hitler au prix d'une modification des règles juridiques, Brossolette entrevoit l'interdiction du Parti communiste comme l'une des mesures probables pour atteindre une majorité confortable. Avec ou sans cette majorité, Hitler serait assuré d'être « au pouvoir pour longtemps<sup>1848</sup> » grâce notamment au noyautage de toutes les administrations et postes clés du régime.

« Mussolini manqué ou Mussolini véritable, Hitler ne sera ni Lénine, ni Staline, ni Sun-Yat-Sen, ni Kemal Pacha<sup>1849</sup>. »

Brossolette s'interroge sur l'envergure politique d'Hitler et ne croit pas à la naissance d'un fascisme allemand. Il est cependant conscient de la nature dictatoriale du pouvoir hitlérien et veut contester l'idée soutenue par certains correspondants allemands de *Notre Temps*, qui évoquaient depuis Rethel<sup>1850</sup> un mouvement politique allemand original, nationaliste et anticapitaliste. S'adressant à eux il demande où serait passé « le *Rote General*<sup>1851</sup> ». Cette analyse de Brossolette s'intègre donc dans le débat sur le rapprochement intellectuel et s'adresse à ses promoteurs français autant qu'à ceux allemands. Lorsqu'il mentionne dans le titre de son article la mort de « Werther » il signifie la disparition du mirage du « dynamisme anticapitaliste de la jeunesse allemande ». Brossolette s'efforce de ne pas se montrer constamment négatif y compris dans l'analyse des événements allemands.

---

1845 *Ibid.* p.354.

1846 Brossolette, « M. Hitler Chancelier », *Notre Temps*, n°180, 05/02/1933, col.3.

1847 *Ibid.*, col.3.

1848 Brossolette, « Werther est mort, vive le Kronprinz », *Notre Temps*, n°181, 12/02/1933, col.326.

1849 *Ibid.*, col.328.

1850 *Ibid.*, col.328.

1851 *Ibid.*, col.327.

Au mois de mars, lorsqu'il examine les résultats des élections législatives allemandes, il admet qu'elles ont « légalisé le cabinet du 30 janvier. ». Dans le contexte de crise économique mondiale, Brossolette y voit un encouragement à la solidarité entre tous ceux touchés par la crise, ceux impatients de désarmements et les « démocraties menacées par les dictatures nationalistes<sup>1852</sup> ». Il s'agit ici d'un optimisme exagéré sans doute mais consciemment proclamé et symbole de son vœu de tout faire pour éviter une aggravation de la situation. Après cet article, il s'intéresse moins à l'évolution de l'Allemagne qu'à la ligne de politique française. Brossolette exprime encore une grande lucidité vis-à-vis de la tactique allemande pour hâter son réarmement.

« En réalité, l'Allemagne qui souhaitait, il y a un an encore, le succès de la conférence du Désarmement, en escompte aujourd'hui l'échec, dont elle pourrait prendre prétexte pour se réarmer et renouveler ainsi la course aux armements où elle espère triompher aisément<sup>1853</sup>. »

Il n'oublie pas non plus le danger que constitue toujours l'*Anschluss*.

« Ce n'est pas par des notes qu'on empêchera l'*Anschluss*, mais en donnant du pain à la jeunesse autrichienne<sup>1854</sup>. »

## B. Maintenir l'idée du désarmement malgré la mauvaise volonté allemande.

Dans le premier numéro de l'année, Brossolette défend toujours la « révisibilité [sic] des traités<sup>1855</sup> ». On connaît sa position ; il n'aborde pas la question avec légèreté mais recommande une procédure qui permettrait une discussion sur certaines clauses du Traité en échange de la reconnaissance de l'Acte d'arbitrage et la signature d'accords de sécurité. En février 1933, Brossolette fait écho à la reprise des travaux de la Conférence du Désarmement. Il reconnaît que la reconnaissance du principe de l'égalité de droits à la mi-décembre permet le prolongement des discussions à propos du désarmement et chacun serait désormais conscient des exigences de ses voisins. Malgré une année sans résultats et alors qu'Hitler vient d'accéder au pouvoir Brossolette veut rester confiant. Il refuse de croire qu'un accord garantissant la sécurité française serait impossible et qu'il faudrait se résoudre à seulement ralentir les exigences du Reich. Il exige des « réductions limitées, mais substantielles » en matière d'armement pour que la Conférence réalise « malgré tout, une œuvre positive » dans l'espoir de « renforcer moralement la paix<sup>1856</sup> ». Imperturbable, Brossolette continue de promouvoir une droiture et une honnêteté qui devrait guider la politique extérieure française. L'empreinte du passé apparaît dans la position de politique extérieure de Brossolette et notamment le souvenir du déclenchement de la Grande guerre par les manifestations de prestige national. Brossolette compte encourager toutes les mesures qui s'en différencieraient. Aussi recommande-t-il de garder une attitude conciliante, de discuter et d'échanger des

1852 Brossolette, « L'heure de la solidarité », *Notre Temps*, n°185, 12/03/1933, col.521.

1853 Brossolette, « La position de repli », *Notre Temps*, n°186, 19/03/1933, col.570.

1854 Brossolette, « L'Autriche en face de l'*Anschluss* », *Notre Temps*, n°207, 13/08/1933, col.856-861, sous-titre.

1855 Brossolette, « Les Lions de Trogir et la Petite-Entente », *Notre Temps*, n°175, 01/01/1933, col.42.

1856 Brossolette, « Après un an de crise du désarmement », *Notre Temps*, n°182, 19/02/1933, col.379.

accords de sécurité contre un retour progressif à l'égalité, de rendre l'opinion publique internationale témoin de la bonne foi de la France et enfin de convaincre l'Allemagne de s'engager sur la voie de la légalité. Brossolette ne désire ni « voiler les difficultés internationales », ni « prêcher la patience » en attendant que cela s'arrange seul.

« [...] il y a mieux à faire en ce moment qu'à pratiquer la politique de l'Autruche<sup>1857</sup>. »

Brossolette poursuit sa propre tactique pour parvenir à des accords de paix, laquelle doit savoir se jouer de celle de ses adversaires potentiels. Regardant l'Allemagne il considère que « son jeu est clair<sup>1858</sup> ». Et il serait impardonnable de ne pas agir en réponse à ce « jeu ».

« Tout le monde comprend que le gouvernement actuel de l'Allemagne n'attend que l'échec de la Conférence pour pratiquer une politique de catastrophe, et il y a chez nous des gens assez aveugles ou assez fous pour souhaiter cet échec ou pour s'y résigner ! On se demande vraiment s'il est possible de pousser plus loin l'illogisme et la contradiction. »

Cette mention de la logique est intéressante car compte tenu de son regard sur la dictature allemande, une logique différente aurait pu commander chez lui le recours à une politique de fermeté. Mais la principale logique qui anime Brossolette est bien la recherche de la paix. Même en cas d'absence d'accord sur la sécurité, la France devrait consentir à un « désarmement substantiel ». C'est « la position de repli » qu'auraient prévu chacun à leur tour Paul-Boncour, Herriot et Daladier, ce dont se réjouit Brossolette. Si l'Allemagne refusait, elle risquerait l'opposition conjointe de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Brossolette reste persuadé de l'absence jusqu'à ce jour d'une véritable volonté française de convaincre et de rassurer l'Allemagne, ce qui aurait entraîné de nombreuses « occasions » manquées. Brossolette défend inlassablement le désarmement. Les pourparlers européens sur la question restent conditionnés et globalement soumis à l'appétit des nations revendicatrices. Brossolette désigne le plan de désarmement proposé par Mac Donald comme la preuve ultime du bon vouloir français. La menace d'un réarmement allemand est plus que jamais présente après les déclarations de Nadjny quant à l'égalité d'armements. Aussi Brossolette recommande-t-il de se prononcer le plus rapidement possible en faveur du plan

« Il faut proclamer que nous l'acceptons comme limite extrême de notre bonne volonté<sup>1859</sup>. »

Brossolette ne varie pas de cette position volontariste. Face à la menace de réarmement du Reich, l'objectif reste de désarmer et d'obtenir le soutien des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Il s'agirait de pousser le Reich à la faute en matière de désarmement et de le laisser provoquer l'ire des autres puissances. Le soutien des puissances occidentales resterait « indispensable<sup>1860</sup> » à la France mais il

---

1857 Brossolette, « La position de repli », *Notre Temps*, n°186, 19/03/1933, col.568.

1858 *Ibid.*, col.570.

1859 Brossolette, « Une action immédiate », *Notre Temps*, n°188, 02/04/1933, col.39.

1860 Brossolette, « La crise du désarmement », *Notre Temps*, n°195, 21/05/1933, col.378.



resterait à le gagner et il contredit sur ce sujet les « nationalistes » français convaincus pour leur part d'un engagement déjà effectif des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne auprès de la France. Il vitupère encore le gouvernement français pour sa poursuite de la politique de sécurité dans la mesure où le désarmement contrôlé constituerait le « seul moyen d'empêcher le réarmement du Reich<sup>1861</sup> ».

C. L'espoir dans le Pacte à Quatre, une rupture dans la doctrine de Brossolette.

La recherche d'un accord de paix est toujours une priorité pour Brossolette. Après avoir décrit le nouveau régime allemand, il explique n'avoir pas changé d'avis sur l'Allemagne, n'avoir nourri aucune illusion et considérer toujours que la paix repose sur un accord franco-allemand. Un problème qu'il entend limiter au respect de l'intégrité du territoire.

« Le dilemme est là : ou laisser les mains libres à l'Allemagne dans l'est européen, et c'est pour nous la paix dans nos frontières ; ou bien jouer au gendarme européen, et c'est la guerre<sup>1862</sup>. »

Brossolette donne la priorité à l'organisation de la paix et admet pour cela l'abandon des alliances traditionnelles de la France.

« Mais ce prix est le même, et il est celui que nous avons toujours dit : il faut que la France se désintéresse des frontières orientales de l'Allemagne. »

Nous n'avions pas vu Brossolette affirmer cette idée aussi clairement. La situation change et Brossolette conserve son objectif de paix en déplaçant les limites fixées auparavant. Désormais la fin de la diplomatie genevoise se justifierait par l'urgence de la situation.

« Le plan Mac Donald et les entretiens de Rome peuvent affermir la paix pour de longues années<sup>1863</sup>. »

Le plan de désarmement proposé par Mac Donald le 16 mars 1933 prévoit la réduction à 200 000 hommes des armées des principaux pays européens. La garantie de l'égalité était accordée à l'Allemagne après un délai de cinq ans, une conférence en 1935 devait prévoir les réductions d'armements maritimes et l'aviation devait être progressivement supprimée<sup>1864</sup>. Un accord entre les quatre grandes puissances européennes était préconisé par Mussolini depuis octobre 1932 afin de pallier le manque d'efficacité de la SDN. Henry de Jouvenel alors ambassadeur à Rome s'emploie en mars 1933 à concrétiser un rapprochement avec l'Italie dans l'espoir de modérer les ardeurs de l'Allemagne<sup>1865</sup>. La perspective du Pacte à Quatre paraît alors encourageante à plus d'un titre.

« [...] tout en substituant la nouvelle convention au diktat de Versailles, il maintient le Reich dans l'Etat de désarmement où l'a placé la paix<sup>1866</sup>. »

Mais les protagonistes de cet accord ont des objectifs trop divergents. L'Italie

---

1861 Brossolette, « L'Amérique à Genève », *Notre Temps*, n°196, 28/05/1933, col.424.

1862 Brossolette, « Werther est mort, vive le Kronprinz », *Notre Temps*, n°181, 12/02/1933, col.330.

1863 Brossolette, « Une semaine capitale », *Notre Temps*, n°187, 26/03/1933, col.616-621, sous-titre.

1864 Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, op. cit., p.165.

1865 Christine Manigand, *Henry de Jouvenel*, Limoges, PULIM, 2000, p.243 et suivantes.

1866 Brossolette, « Une semaine capitale », *Notre Temps*, n°187, 26/03/1933, col.618.

et l'Allemagne y voit un instrument pour réviser les traités, la Grande-Bretagne espère faciliter le désarmement, la France y voit la fin de son isolement et chacun entend ainsi neutraliser les autres pays. Pour Brossolette, il s'agirait d'une « une occasion inespérée de faire aboutir la conférence du désarmement ». Les discussions devraient permettre de lever « tous les scrupules provoqués dans beaucoup d'esprits français par les violences hitlériennes et l'amitié germano-italienne<sup>1867</sup> ». Il fustige les « nationalistes » français qui prenant exceptionnellement le parti de la SDN défendraient en réalité leurs contrats d'armements avec les petits pays. Le Pacte à Quatre est porté au rang de « principe de vie, de mouvement, d'évolution » pour l'Europe. Il pense qu'il pourrait non se substituer mais servir de conférence préparatoire aux travaux de la Commission et de l'assemblée de la SDN. Emporté par son espoir d'un règlement des différends européens, Brossolette magnifie le Pacte à Quatre quitte à le décrire pour ce qu'il n'est pas. Début juin, Brossolette accueille avec joie la signature du Pacte à Quatre<sup>1868</sup>. Qualifié de « remarquable instrument pour le maintien de la paix », il devrait pallier les insuffisances de l'assemblée genevoise.

« La machinerie de Genève est devenue tellement administrative et tellement complexe que les moindres discussions finissent par s'y éterniser d'une façon intolérable<sup>1869</sup>. »

Durant l'été, Brossolette rédige un article en forme de bilan, le rythme de ses interventions ayant été perturbé par les cahiers spéciaux de *Notre Temps*. La Conférence économique de Londres censé régler les problèmes monétaires échouent avec l'abandon de l'étalon-or par les Etats-Unis et leur refus de participer à la stabilisation des monnaies<sup>1870</sup>. Il commente la conclusion de la Conférence de Londres et se montre peu surpris de l'ajournement de ses travaux dans la mesure où il n'en attendait pas grand-chose. Il regrette cependant le ton sur lequel se sont séparés les Etats-Unis et l'Europe et dont témoignerait la note Roosevelt. Il souligne la conclusion du Pacte à Quatre, dont les « vertus véritables<sup>1871</sup> » ne devraient se révéler que dans l'avenir. Le bénéfice principal que Brossolette veut retenir et le rapprochement avec l'Italie. Il se félicite également de la signature de pactes de non-agression en Europe centrale. Le tout donnerait à l'Europe « une orientation nouvelle<sup>1872</sup> » et signifierait la fin de la « hantise d'une coalition italo-germano-soviétique ». Brossolette est très satisfait des « ponts jetés » entre Moscou, Rome et Paris.

### III. Un engagement franco-allemand amplifié par l'actualité.

Au début 1933, Luchaire est préoccupé par les questions de politique intérieure et laisse la main à Brossolette pour ce qui est de la politique internationale.

---

1867 *Ibid.*, col.619.

1868 Brossolette, « Le Pacte à quatre », *Notre Temps*, n°197, 04/06/1933, col.472-475.

1869 *Ibid.*, col.475.

1870 Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord*, op. cit. p.437.

1871 Brossolette, « Une nouvelle politique de pactes », *Notre Temps*, n°204, 23/07/1933, col.747.

1872 *Ibid.*, col.750.

Dans les 33 numéros hebdomadaires, seuls 9 articles de Luchaire concernent la politique internationale. Il faut attendre le 19 février pour lire un éditorial consacré à celle-ci, encore que l'article se penche surtout sur les réactions qu'elle provoquerait en France. Dans celui-ci, il dément toute « illusion ».

« Nous savons parfaitement que la Société des Nations a perdu son âme en perdant les quelques hommes qui étaient ses animateurs<sup>1873</sup>, [...] »

Luchaire dresse un tableau lucide de la situation internationale, il entrevoit le départ prochain du Japon de la SDN tout comme les manœuvres auxquelles se livreraient l'Italie, la Hongrie et l'Allemagne. Comme en politique intérieure, il met en cause des règlements datant d'un « ordre ancien » et responsables des différends internationaux.

« Il y a, dans les traités internationaux, des stipulations territoriales et politiques contre lesquelles la majorité évidente des Européens s'insurge : qu'on accepte de les modifier<sup>1874</sup>. »

Il recommande d'abandonner le « dogme » de souveraineté nationale sous peine sinon de provoquer une catastrophe. Dans un entrefilet à la suite de son éditorial du 26 février, Luchaire reproduit un extrait du *Popolo d'Italia*, qu'il présente comme le journal officieux de Mussolini. Celui-ci aurait dénoncé la quantité d'armements de la France alors qu'elle serait exempte de menaces ainsi que le financement de la presse française par les « fabricants de canons ». Luchaire se dit d'accord avec les deux termes. Il affirme que les pays demandant la révision des traités ne menacent pas la France et s'appuie en l'occurrence sur une affirmation récente d'Hitler. Il est patent de lire ici Luchaire s'appuyer sur les déclarations officielles des dictatures plutôt que sur toutes autres. Dans le schéma de pensée de Luchaire, la France a invariablement tort alors que les nations étrangères, et notamment les révisionnistes, bénéficient d'excuses et de motifs justifiant leurs attitudes.

#### A. La supériorité de l'objectif de paix.

En mars, Luchaire aperçoit les signes d'un « meilleur climat<sup>1875</sup> » diplomatique à travers les discussions préparatoires au Pacte à quatre et renvoie les lecteurs à l'analyse de Brossolette<sup>1876</sup>. Il fustige les droites françaises dont les excommunications à l'encontre des dictatures voisines menaceraient la paix. Sa conclusion est limpide quant à la hiérarchie de ses objectifs.

« Au surplus, ce qui compte essentiellement à nos yeux, c'est la paix. La liberté n'est le plus précieux des biens qu'à condition de vivre<sup>1877</sup>. »

Fin juin *Notre Temps* reproduit un article de Luchaire d'abord publié dans *L'Eveil des peuples* du 18 juin<sup>1878</sup>. Dans celui-ci, il résume sa position et répète

---

1873 Luchaire, « La foi perdue, menace de guerre et d'effondrement », *Notre Temps*, n°182, 19/02/1933, col.344.

1874 *Ibid.*, col.346.

1875 Luchaire, « Meilleur climat européen », *Notre Temps*, n°187, 26/03/1933, col.583-587.

1876 Brossolette, « Une semaine capitale », *Notre Temps*, n°187, 26/03/1933, col.616-621.

1877 Luchaire, « Meilleur climat européen », *Notre Temps*, n°187, 26/03/1933, col.587.

1878 Luchaire, « La Paix, problème de conscience ? », *Notre Temps*, n°200, 25/06/1933, col.563-565.

quelques unes des idées défendues dans *Notre Temps*. Luchaire y exprime deux idées qui structurent sa réflexion de politique internationale, son rôle d'accompagnateur de la diplomatie française et la supériorité de l'objectif de paix sur tout autre. Selon lui, il ne saurait être question de diplomatie efficace sans un « minimum d'adhésion d'opinion publique ».

« Ce n'est pas en dénonçant "l'imbécilité", la "fureur" et le "médiévalisme" de l'Allemagne hitlérienne que l'on amènera – par exemple – l'opinion française à effectuer en faveur de cette Allemagne hitlériennes les gestes de conciliation et de justice auxquelles l'opinion française n'a pas su se résoudre durant douze années de tractations avec l'Allemagne de Weimar<sup>1879</sup>. »

Luchaire s'en remet à une alternative simple voire simpliste. Si la supériorité de la liberté et de la justice était effective, alors il faudrait tout faire pour détruire les dictatures. Dans le cas contraire, il faudrait « faire corps avec l'action internationale de nos gouvernements et ne rien dire, ne rien écrire qui puisse affaiblir cette action au dehors et *au-dedans*<sup>1880</sup> ». Aussi lui semble-t-il nécessaire d'entretenir un contact cordial avec l'étranger, des partenaires qui doivent être vus comme des Allemands et des Italiens et non des nationaux-socialistes et des fascistes. Un argument récurrent de Luchaire est la conviction en son rôle d'appui diplomatique.

« Je le répète, fort d'une expérience de quinze années : les contacts gouvernementaux démunis des supports que sont les contacts entre représentants qualifiés des grandes organisations d'opinion publique, *sont des contacts absolument stériles*, n'aboutissant qu'à des résultats fictifs et dépourvus d'efficacité réelle<sup>1881</sup>. »

Il explique ainsi son obstination à entretenir le contact avec le *Sohlbergkreis* quelle que soit son évolution et sa signification. Luchaire possède l'art de retourner les argumentations de ces adversaires. La démocratie n'aurait « rien à craindre des "contagions" extérieures ». La France négligerait sa démocratie en conservant des journaux « liés à l'Etat major, aux industries de guerre ». Et la paix serait la meilleure arme pour terrasser les ennemis de la démocratie en France. Luchaire en conclut que le fait de négliger des contacts avec les dictatures reviendrait à faire le jeu des antidémocrates.

« Négliger une seule de ces chances parce que certains contacts nous ennuiant, nous inquiètent, nous gênent – c'est, pendant que nous ferions les Don Quichotte de la démocratie internationale – laisser chez nous le champ libre aux adversaires de la démocratie française<sup>1882</sup>. »

Après s'être longtemps retenu de prôner ouvertement la révision du Traité de Versailles, Luchaire évoque le sujet avec davantage de liberté. Il défend l'idée d'une « soupape<sup>1883</sup> » juridique permettant aux nations revendicatrices de disposer d'une procédure pacifique. Il fait une réserve et avertit du « danger » que représenteraient les discussions autour d'éventuelles révisions si le principe n'en était pas défini au

---

1879 *Ibid.*, col.563-564.

1880 *Ibid.*, col.564. Luchaire souligne en italique.

1881 *Ibid.*, col.565. En italique dans le texte.

1882 *Ibid.*, col.566.

1883 Luchaire, « Nécessité d'une soupape », *Notre Temps*, n°188, 02/04/1933, col.7-9.

préalable. Cette subtilité de discours lui permet de faire étalage d'une grande prudence alors qu'il défend de longue date un nouvel ordre européen sans se soucier des conséquences.

Luchaire porte sur l'Allemagne un regard bien différent de celui de Brossolette. Durant l'été, il revient sur la démission de Hugenberg<sup>1884</sup>. Il y voit le signe du « divorce » entre les « survivants de l'Allemagne impériale et la nouvelle Allemagne<sup>1885</sup> ». Cela donnerait raison « aux observateurs ayant toujours refusé de confondre l'une et l'autre ». Entre les « survivants » d'une Allemagne défunte et celle simplement qualifiée de « nouvelle », Luchaire semble établir une différence de valeur et se félicite à demi mot d'avoir identifié la seconde. Comme nous l'avons vu précédemment, Brossolette s'évertue quant à lui à montrer le caractère réactionnaire de l'Allemagne qualifiée de « nouvelle ».

## B. Luchaire, seul à la pointe du combat pour le rapprochement intellectuel.

Dans l'idée du rapprochement intellectuel, le directeur de *Notre Temps* n'est plus épaulé que par quelques rédacteurs de la revue, Roux, Drouin et Crouzet. Ce qui ne l'empêche pas d'affronter fièrement les polémiques. Les 22 et 23 avril se tient à Paris la rencontre entre des « représentants qualifiés<sup>1886</sup> » des jeunesses allemande et française pour ce qui constitue le quatrième épisode du rapprochement intellectuel mené par *Notre Temps* et le *Sohlbergkreis*. Autour d'Otto Abetz, se trouvent des représentants du parti et de la jeunesse national-socialiste, Walter Reusch, le défenseur des réclamations territoriales allemandes à Rethel et Mayence et le Dr. Mittelstrass du *Bündische Jugend*, lequel est également un membre actif du *Sohlbergkreis* depuis 1930. Les Français sont une vingtaine, Luchaire dirige les débats et veille à la « cordialité » des échanges. Sont représentés l'ACJF, le Sillon catholique, le GUSDN, les JLR, la LAURS<sup>1887</sup>, les Jeunesses Démocrates populaires, le mouvement Jeune République, les jeunesses radicales, les jeunesses Socialistes Nationales, le Foyer de la Paix, le GUFA et le groupe de *Notre Temps*. Quelques personnalités se sont également jointes à la réunion à titre individuel, Fabre-Luce, Drieu la Rochelle, Bertrand de Jouvenel ainsi que Serge Drouin, rédacteur à *Notre Temps*. *Notre Temps* n'a pas fait de publicité autour de cette rencontre contrairement à son habitude. Luchaire explique que la réunion aurait été repoussée à septembre « pour des raisons matérielles plus que politiques<sup>1888</sup> ». Le Comité d'entente et le *Sohlbergkreis* auraient cependant consenti à une « réunion strictement privée » avec seulement un nombre limité de représentants des organisations intéressées. Derrière cette justification alambiquée, il est facile de deviner la prudence et la gêne des organisateurs sans doute confrontés à de

---

1884 Luchaire, « Notes sur le débat franco-allemand », *Notre Temps*, n°203, 16/07/1933, col.667-670.

1885 *Ibid.*, col.670.

1886 Luchaire, « La jeunesse du IIIe Reich parle... », *Notre Temps*, n°192, 30/04/1933, col.199.

1887 Toutes les organisations n'ont évidemment pas le même but dans cette rencontre et le 14 mai 1933, une fois la polémique enclenchée, *Notre Temps* publie un communiqué de la LAURS qui précise que ses membres présents à Paris n'étaient là qu'à titre d'observateurs. Luchaire, « Retour à la querelle des générations », *Notre Temps*, n°194, 14/05/1933, col.300.

1888 Luchaire, « La jeunesse du IIIe Reich parle... », *Notre Temps*, n°192, 30/04/1933, col.200.

sérieuses difficultés d'ordre politique. Comme l'a montré Barbara Lambauer<sup>1889</sup>, les archives allemandes témoignent des difficultés du *Sohlbergkreis* qui ne dispose pas d'aide financière pour cette rencontre et ne bénéficie que de l'intérêt de l'ambassade d'Allemagne<sup>1890</sup>.

La revue ne publie aucun compte rendu des discussions mais reproduit le communiqué officiel de la rencontre<sup>1891</sup>. L'exercice en la matière est toujours délicat. La rencontre avait pour objet de « réaliser une explication aussi complète et aussi franche que possible ». Les Allemands auraient apporté « des explications complètes » et des « informations rectificatives extrêmement intéressantes » tandis que les Français auraient « appréci[é] » ces informations et auraient fait part des « impressions diverses suscitées en France par les événements d'Allemagne ». Le communiqué rappelle qu'à l'exception des Jeunesses Socialistes Nationales, la délégation française était d'inspiration démocratique tandis que celle allemande était entièrement acquise aux idées nationales-socialistes. Il se termine sur une bonne note, la délégation allemande ayant reconnu que le statut de l'Alsace-Lorraine était définitivement réglé par les accords de Locarno. Luchaire explique que les congressistes se seraient mis d'accord pour ne pas communiquer à la presse le contenu des discussions, cependant il entend présenter « d'une façon aussi objective que possible<sup>1892</sup> » les explications allemandes. Luchaire propose un « résumé interprétatif » rédigé du point de vue d'un congressiste allemand s'adressant directement aux Français.

« Si vous voulez comprendre, tâchez de vous mettre à notre place. Il se passe en Allemagne une Révolution véritable<sup>1893</sup> ... »

Ainsi Luchaire décrit un processus révolutionnaire qui dans sa première phase serait temporairement violent. Une majorité d'Allemands soutenant le nouveau régime, il y aurait « oppression d'une minorité par la majorité ». Les droits devraient être bientôt rétablis et « un concordat avec la minorité juive » trouvé. Appuyé sur la notion de *Volk*, cette « exaltation nationale » serait le préalable idéal à une collaboration internationale, tant il serait bon pour chaque peuple d'opérer ce mouvement d'« unité ». Luchaire reproduit ensuite l'argumentaire national-socialiste sur la communauté juive, une « minorité non assimilée » mais qui aurait néanmoins pris « la plupart des leviers de commande ». Versailles, Weimar, le Judaïsme et le marxisme sont désignés comme les facteurs qui auraient empêché la libération du peuple allemand. Avec sa tendance socialiste, le mouvement garantirait l'adhésion populaire et ce différencierait du nationalisme « de caste » de la vieille Allemagne impériale. Les revendications territoriales seraient identiques à celles déjà exprimées et les accords de Locarno seraient reconnus. Les Allemands ne seraient pas pacifistes ne voulant pas reconnaître une « condamnation morale [...] à l'égard de la guerre ». Cependant, ils voudraient « lutter contre la guerre » parce que les pertes y

---

1889 Barbara Lambauer, *Otto Abetz...*, *op.cit.* p.51 et suivantes.

1890 PAAA, DBP 1050/1, Courriers du *Sohlbergkreis* des 25/02/1933, 14/03/1933 et 02/04/1933 adressés à l'ambassade d'Allemagne à Paris.

1891 Luchaire, « La jeunesse du IIIe Reich parle... », *Notre Temps*, n°192, 30/04/1933, col.200-201.

1892 *Ibid.*, col.201.

1893 *Ibid.*, col.202.

seraient toujours supérieures aux gains éventuels.

Luchaire reconnaît dans ces déclarations des informations d'un « extrême intérêt », indispensables à l'information de la jeunesse française. Pourtant il s'agit là d'un discours construit au préalable et soumis à l'appréciation des autorités allemandes avant et après la rencontre<sup>1894</sup>. Luchaire reprend la propagande allemande sans le moindre esprit critique. Il reprend ainsi dans *Notre Temps* le discours qui distingue les Juifs allemands comme des individus jamais assimilés dans les mêmes termes que ceux employés par Abetz dans son aide-mémoire<sup>1895</sup>. Il décrit une Allemagne « en plein bouillonnement », qui se chercherait « avec courage et avec sincérité », deux sentiments qu'il qualifie de « respectables<sup>1896</sup> ». Il termine son exposé en recommandant de se « pencher sans hostilité » sur « ce Maelström germanique » malgré la « crainte » où l'« espoir » qu'il pourrait susciter. Luchaire reste fidèle à son schéma de pensée avec une alternative entre considérer l'Allemagne comme un danger potentiel et se résoudre à l'attaquer de front ou bien prendre en compte sa puissance et d'agir en appliquant le conseil de Marc-Aurèle, « Penser ensemble, non. Pousser ensemble, oui. »

Il est vain d'espérer un jugement personnel de la part de Luchaire à propos de l'Allemagne. Qu'il tienne à conserver son opinion ou qu'il n'en ait pas, Luchaire évite toujours soigneusement de se prononcer. En témoigne sa conclusion dans laquelle il explique qu'il serait « absurde » d'être pour l'heure favorable au nazisme étant donné l'inconnu quant au devenir du régime. On peut en conclure qu'il lui paraît tout aussi « absurde » d'y être opposé. Cet éditorial de Luchaire est la seule trace dans *Notre Temps* de la quatrième rencontre franco-allemande. Elle aurait pu passer presque inaperçue si elle n'avait déclenché quelques remarques de désapprobation dans la presse. Luchaire s'empresse d'y répondre et en fait une polémique publique grâce à laquelle il compte se justifier et poursuivre obstinément la promotion du rapprochement franco-allemand.

« En attendant, entourer l'Allemagne hitlérienne d'une sorte de cordon sanitaire nous a paru, de toutes les réactions françaises imaginables, la plus apte à exciter nos voisins et à compromettre irrémédiablement les chances de paix encore exploitables<sup>1897</sup>. »

Luchaire précise qu'« expliquer ne signifie pas excuser<sup>1898</sup> » et tient ses rencontres pour un « effort de compréhension mutuelle » qui serait « d'autant plus nécessaire que les positions semblent s'éloigner ». De là découle sa position en faveur d'un « contact maintenu » qui pour être « fécond » doit être « cordial ».

Luchaire reproduit les sévères critiques dont il fut l'objet afin de témoigner de l'atmosphère difficile dans laquelle fut préparée et se serait déroulée la rencontre ; celle-ci aurait « fait le jeu de Hitler », ses organisateurs seraient « à [sa] solde », ils

---

1894 PAAA, BDP 1050/1, Lettre d'Abetz à Forster le 02/04/1933, Aide-mémoire de la rencontre des 22 et 23/04/1933 adressé à l'ambassade le 03/05/1933.

1895 PAAA, Berlin, BDP 1050/1, Aide-mémoire de la rencontre des 22 et 23/04/1933 adressé à l'ambassade le 03/05/1933.

1896 Luchaire, « La jeunesse du IIIe Reich parle... », *Notre Temps*, n°192, 30/04/1933, col.205.

1897 Luchaire, « Réactions aux réunions franco-allemandes », *Notre Temps*, n°193, 07/05/1933, col.249.

1898 *Ibid.*

auraient « trahi la démocratie et la liberté », et enfin, « couverts de marks rutilants », ils auraient atteints « le comble de l'abomination ». Claude Lévy<sup>1899</sup> a rapporté le déroulement de cette polémique entre *Notre Temps* et *L'Éveil des peuples* principalement<sup>1900</sup>. Luchaire peut au moins se prévaloir du soutien d'Albert Dubarry mais il semble néanmoins isolé. A la mi-mai, Luchaire trouve une parade pour contrer les attaques de la gauche démocratique. Le débat portant sur « l'attitude de la France pacifique » face à l'Allemagne hitlérienne aurait débouché sur un « nouvel aspect de la querelle des générations ». Luchaire regrette que les défenseurs des « israélites et des démocrates<sup>1901</sup> » n'aient pas protesté plus tôt contre le sort indigne de la jeunesse allemande. Pour Luchaire, s'opposer aux méthodes en vigueur en Allemagne reviendrait à contester le mouvement d'espoir de la jeunesse allemande qui, elle, vivrait les événements comme une libération. Luchaire compare ensuite le sang qui coulerait pour l'heure en Allemagne, celui des victimes politiques et religieuses sur lequel l'attention serait portée et celui disparu des jeunes Allemands, victimes du désespoir et du suicide<sup>1902</sup>. Le choix de l'argument d'une « querelle de générations » s'explique parce qu'il doit répondre à Basch et Lecache. Il s'appuie sur le discours de la jeunesse qui, via le *Sohlbergkreis*, justifie dans *Notre Temps* le nationalisme allemand depuis 1931. Luchaire cite un extrait des protestations de Victor Basch publiées dans *La Volonté* du 7 mai et les qualifie d'« abus de pathétisme » dont on pourrait se demander s'il ne qualifiait pas plutôt sa comparaison précédente entre les jeunes suicidés et les victimes de la terreur politique. Luchaire répond en lieu et place des militants démocrates présents à Paris qui lui offrent ainsi une caution confortable à défaut d'être publique.

« Non, aucun des Français passionnément démocrates qui étaient là n'a supposé qu'il trahissait la cause de la démocratie et qu'il insultait l'infortune de milliers d'Allemands<sup>1903</sup>. »

A lire le communiqué de la LAURS qui précise en bas de cet article que ses membres n'avaient aucun pouvoir de représentation ni de décision, il apparaît que Luchaire entretient savamment le flou quant à la signification du rapprochement intellectuel. Basch vise directement l'équipe de *Notre Temps* lorsqu'il évoque les « jeunes gens » qui « se piquent [...] de réalisme », qui seraient « gagnés déjà par le fameux vocabulaire hitlérien » et qui se moqueraient des « vieilles barbes » attachées aux notions « de droit, de justice, d'humanité ». L'attaque est vigoureuse pourtant Luchaire s'en défait avec une pirouette jugeant que sans « dynamisme », les valeurs citées par Basch seraient restées des abstractions. Il laisse ensuite la place à Bertrand de Jouvenel qui répondait dans la *République* à ses propres

---

1899 Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps*, op. cit. p.18-19.

1900 Pour en retrouver toute la substance, lire André Bossin, « De jeunes démocrates et socialistes français rencontrent des hitlériens et des conservateurs allemands », *L'Éveil des peuples*, n°26, 30/04/1933, p. 2. Marc Sangnier, « La querelle des générations », *L'Éveil des peuples*, n°30, 28/05/1933, p. 1. « Querelle des générations ? Par Julien Luchaire, Régis de Vibraye et Bernard Lecache », *L'Éveil des peuples*, n°31, 04/06/1933, p. 1-2. « La paix "cas de conscience" par Jean Luchaire », *L'Éveil des peuples*, n°33, 18/06/1933, p.1.

1901 Luchaire, « Retour à la querelle des générations », *Notre Temps*, n°194, 14/05/1933, col.296.

1902 *Ibid.*, col.298.

1903 *Ibid.*, col.298.



détracteurs. Comme Luchaire, Jouvenel justifie le maintien du contact par l'objectif de paix. Il ne distingue au passage aucune spécificité dans la violence hitlérienne, considérant que le fasciste et le « capitalisme américain » ont eux aussi leurs « crimes » sans pour autant encourir justifier de guerre de la part de la France.

Le débat public se prolonge lors d'une réunion privée au Foyer de la Paix le 16 mai, entre Victor Basch, Emile Kahn, Bernard Lecache, Mme Brunschwig et « un certain nombre de leaders des mouvements pacifistes et démocratiques de la jeunesse française » dont plusieurs auraient été présents les 22 et 23 avril. Il semble qu'André Weil-Curiel, André Bossin et Jean Dupuy assistaient à la réunion. Luchaire en rend compte le 21 mai et conclut à un « divorce profond » entre les « psychologies » des anciens et des jeunes pacifistes. Il manque malheureusement à cette déclaration le témoignage de chacun des militants présents à Paris. Pourtant le rapport de Jean Bossin dans *L'Eveil des Peuples* est bien moins affirmatif lorsqu'il rappelle que l'« idéal de liberté et de démocratie<sup>1904</sup> » oppose encore les Français aux Allemands. Luchaire aime le débat et reproduit dans *Notre Temps* de larges extraits des protestations qu'il soulève. Bernard Lecache estime dans *Le Droit de Vivre* que le contact franco-allemand ne peut être maintenu « qu'avec les démocrates allemands<sup>1905</sup> ». Lecache considère que l'objectif affiché d'œuvrer pour la paix serait « un leurre » et que cette paix ne pourrait être atteinte qu'en aidant la démocratie allemande. Basch évoque dans *La Volonté* une discussion entre « quelques adolescents » qui n'aurait « aucune influence réelle sur les relations entre les deux pays ». Basch entend réagir car cette attitude serait « symbolique d'un état d'esprit qui ne laisse pas d'être grave<sup>1906</sup> ». Basch préconise quant à lui « la réprobation » à l'encontre des dirigeants nationaux-socialistes tandis que l'attitude du Comité d'Entente serait une « justification inattendue » et un « encouragement à persévérer » pour les nationaux-socialistes. Il réfute le choix de la paix opéré par *Notre Temps* et prévient de l'impasse dans laquelle s'enfermerait la jeunesse étant donné que « tout dilemme est faux ». Basch a touché juste, Luchaire manie le dilemme le plus souvent possible dans ses réflexions et c'est sur ce point qu'il répond.

« Aujourd'hui et pour de longues années encore, paix et démocratie sont des notions indépendantes, voire même pratiquement opposées<sup>1907</sup>. »

Il soutient une nouvelle fois l'idée d'une diplomatie inefficace sans un appui de l'opinion. A l'inverse la « réprobation » qu'appelle de ses vœux Basch n'aurait en rien modifié les régimes dictatoriaux. Luchaire est à la fois obsédé par l'efficacité et dépourvu d'un quelconque jugement de valeur en matière de relations internationales. Ainsi recommande-t-il de choisir un seul objectif.

« [...] si, comme nous, on veut surtout défendre la paix de fait afin d'essayer de réaliser la paix de justice, il ne faut rien faire qui puisse exaspérer inutilement la

---

1904 *L'Eveil des peuples*, 30/04/1933, cité par Barbara Lambauer, *Otto Abetz, op.cit.* p.58.

1905 Luchaire, « Positions insoutenables », *Notre Temps*, n°195, 21/05/1933, col.346.

1906 *Ibid.*, col.346.

1907 Luchaire, « Positions insoutenables », *Notre Temps*, n°195, 21/05/1933, col.347.

passion allemande et déchaîner les passions françaises<sup>1908</sup>. »

Début juin Luchaire poursuit la discussion. En sous-titre de son éditorial, il estime que les valeurs morales récemment mobilisées dans le débat ne « sauraient jouir d'une prééminence absolue » « à certaines époques de l'histoire<sup>1909</sup> ». Luchaire reproduit de longs extraits d'un article de Marc Sangnier dans *L'Eveil des Peuples* du 28 mai. Celui-ci détruit littéralement l'interprétation générationnelle dont Luchaire se sert pour relativiser les critiques subies. Le directeur de *Notre Temps* accepte de reconnaître quelques unes des remarques de Sangnier, il croit néanmoins que la jeunesse l'approuverait quand les aînés s'en détourneraient. Il réitère en outre l'affirmation d'une solidarité de la jeunesse à travers les pays et les opinions, il évoque à ce propos une « solidarité éclatante », celle « instinctive et *raisonnée* des nouvelles générations<sup>1910</sup> ».

*Notre Temps* reproduit ensuite les protestations de Martin-Chauffier. Membre du comité littéraire depuis mai 1929, Martin-Chauffier n'a plus signé dans *Notre Temps* depuis juillet 1932. S'il apparaît encore en 1933 dans l'ours de *Notre Temps*, il en disparaît le 10 septembre, il a en réalité démissionné de ses responsabilités au mois de février 1933. D'après une lettre de Luchaire conservée dans les archives de Martin-Chauffier, ce dernier aurait justifié son départ définitif par un désaccord quant à l'attribution des rubriques littéraires. Luchaire semble ne pas comprendre la décision de Martin-Chauffier car il était « absent<sup>1911</sup> » des réunions comme du sommaire de *Notre Temps*. Il pourrait s'agir d'un prétexte choisi par Martin-Chauffier afin de justifier son départ. Cependant son expérience à Mayence du rapprochement intellectuel et la confrontation à son engagement profondément humaniste, spiritualiste et personaliste avant l'heure, expliquerait mieux selon nous la volonté de quitter *Notre Temps*. Une décision que Luchaire fait mine de refuser.

« C'est pourquoi, mon cher Louis, je tiens très affectueusement à considérer ta lettre comme nulle et non avenue. Ta démission, je la refuse avec enthousiasme - et je n'accepterai pas que, publiquement ou intimement- ta collaboration avec notre "Temps" puisse être interrompue ou relâchée<sup>1912</sup>. »

Et lorsque Martin-Chauffier s'adresse à Luchaire le 24 Mai 1933, il a déjà coupé les ponts avec *Notre Temps* depuis longtemps. Martin-Chauffier reproche à Luchaire d'avoir « substitu[é] la politique à l'idéologie, ou plutôt à l'humain » lors des contacts intellectuels. Il estime qu'il n'avait alors « nul droit, ni efficacité » à agir de la sorte et rappelle qu'aucune des personnes présentes à Mayence n'avaient de fonction politiques, qu'aucune n'étaient responsables. Il pense que si Luchaire avait conservé le point de vue idéologique, il aurait pu discuter avec des Russes, des Fascistes italiens ou des nationalistes français, mais à ne discuter qu'avec des Allemands, il aurait recherché un objectif politique et par-là, introduit la notion de patrie, ce qui constituerait une erreur fondamentale. Martin-Chauffier se fixe pour tâche de chercher une « efficacité [...] morale » et non une utilité politique.

---

1908 *Ibid.*, col.349.

1909 Luchaire, « L'avalanche continue... », *Notre Temps*, n°197, 04/06/1933, col.439-450, sous-titre.

1910 *Ibid.*, col.444. En italique dans le texte.

1911 Lettre de Luchaire à Louis Martin-Chauffier, 21/02/1933, IMEC, « LMC2-C2, Dossier de H à Mar ».

1912 *Ibid.* C'est Luchaire qui souligne.

« Notre rôle n'est pas de doubler les actions des hommes d'Etat. Il est de défendre des notions humaines essentielles, et de juger ceux qui y contreviennent<sup>1913</sup>. »

Martin-Chauffier devine et refuse l'argument de Luchaire selon lequel une attitude de fermeté serait contraire à la paix. Il établit une séparation nette entre le domaine d'action des hommes d'Etat, la politique, et le sien, celui du journaliste qui peut librement choisir d'accorder son attention et son audience sans risquer de faire échouer la paix. Martin-Chauffier lui recommande d'être plus modeste et plus rigoureux et lui explique précisément la portée de ses actes.

« Le moindre accueil fait aux ennemis de la démocratie, de la liberté, de la pensée, à ceux qui proscrivent (je suis discret) les gens pour leur race, pour leur religion, pour leurs opinions, et qui sont bêtes, par surcroît, est un encouragement, une espèce d'adhésion [...] contre quoi l'honneur de l'intelligence se révolte. »

Il lui indique enfin qu'elle devrait être son attitude.

« Nous réprouvons et avec dégoût. Ce dégoût doit être signifié : il y a d'autres façons de le manifester que de tendre la main<sup>1914</sup>. »

Pour Luchaire, il s'agit d'une erreur d'appréciation typique de la part d'« un intellectuel pur », Martin-Chauffier aurait le tort de se servir de « l'absolu de dogmes universels et permanents » lors de l'examen d'un « problème pratique ». Luchaire défend le droit d'intervenir dans le domaine politique au titre de la responsabilité de tout homme et réfute l'idée qu'il ne devrait pas « doubler les hommes d'Etat » comme le pense son contradicteur.

« ... nulle œuvre diplomatique ou constitutionnelle n'est possible tant qu'elle n'a pas été précédée, [...] accompagnée, [...] suivie d'un mouvement d'opinion<sup>1915</sup>. » Luchaire n'a pas pris en compte le conseil de modestie et de mesure adressé par Martin-Chauffier et reste accroché à l'idée qu'il peut jouer un rôle important. Luchaire qualifie de « double manifestation d'orgueil » le fait d'élever des valeurs morales au rang de principes « "universels" et "éternels" » au seul titre que ces principes seraient français. Faut-il voir ici un héritage des discussions avec le *Sohlbergkreis* ? Alfred Silbert de retour du Sohlberg et François Berge après Rethel commentaient déjà la remise en cause des idées universalistes françaises<sup>1916</sup>. Mais pour Luchaire, il s'agit surtout de ne plus « empoisonner le temporel au nom du spirituel<sup>1917</sup> ». Il pose la question de l'universalité des valeurs dont l'importance a été soulignée par Sangnier. Il s'interroge ensuite de savoir si « à certaines périodes de la vie des peuples », elles ne devraient pas être mises de côté au profit de « valeurs moins élevées, moins nobles, mais plus urgentes et plus impérieuses » ? Luchaire cite parmi celles-ci « le droit à la vie, le droit au pain quotidien ». Il indique qu'il reproche lui aussi aux nationaux-socialistes de « refuser le droit à la vie et le droit au pain

---

1913 Luchaire, « L'avalanche continue... », *Notre Temps*, n°197, 04/06/1933, col.445-446.

1914 *Ibid.*, col.446.

1915 *Ibid.*, col.447.

1916 François Berge, « Après le Congrès de Rethel », (I), *Notre Temps*, n° 107, 13/09/1931, col.48. Alfred Silbert, « La jeunesse allemande chez elle. Suite du Sohlberg-camp », *Notre Temps*, n°23, 24/08/1930, col.413.

1917 Luchaire, « L'avalanche continue... », *Notre Temps*, n°197, 04/06/1933, col.448.

quotidien à leurs adversaires ». Cependant, il croit que la colère de « la jeunesse allemande, *nazi* aux trois quarts<sup>1918</sup> » pourrait s'estomper si elle était comprise en France. Il retient de ses derniers entretiens le caractère passager des violences frappant « les démocrates et les juifs d'Allemagne ». Il le croit et attend la suite pour juger si l'Allemagne accomplit un mouvement de réaction ou une révolution. Cet inconnu quant à l'avenir du régime allemand l'autorise à renoncer à tout jugement. La question réside essentiellement dans le choix que va opérer l'Allemagne entre la paix et la guerre et Luchaire dit vouloir « tout faire » pour empêcher la guerre. L'expression « tout faire » comporte deux significations pour Luchaire. La première consiste à « garder le contact avec des hommes ou des groupes » peu appréciables en temps ordinaires, c'est la démarche qu'il accomplit en matière de politique internationale. La seconde concerne la politique intérieure.

« Tout faire ... c'est-à-dire, si c'est pratiquement indispensable, comprendre que le fonctionnement normal de la démocratie peut apparaître à certains comme trop lent ou trop insuffisant pour faire face à un désordre matériel sans cesse croissant<sup>1919</sup>. »

Le cas s'applique à l'Allemagne, confrontée à une crise sans précédent, elle remet son destin entre les mains d'Hitler. Le schéma pourrait également s'appliquer à la France, malgré l'urgence créée par la crise économique, la démocratie parlementaire serait incapable de mettre en place la Réforme de l'Etat. Luchaire souhaite à demi-mot un nouveau régime. Il ne s'agit pas pour nous de rechercher absolument les traces d'une connivence de Luchaire pour un régime autoritaire mais de souligner l'équivoque de ses propos. Nous n'avons trouvé aucune trace d'un quelconque attachement de Luchaire au régime démocratique, aux valeurs qui fondent la République, et ce dans tous les écrits qui nous sont connus. Il est difficile de dire que Luchaire n'a jamais exprimée son hostilité envers ces principes politiques dans la mesure où ces nombreuses critiques touchent à la pratique politique. Nous conservons ici la distinction qu'il s'évertue à faire afin de rester le plus proche possible de nos sources. Il pourrait s'agir seulement d'indifférence. Par contre, Luchaire a toujours affirmé son intérêt pour une organisation rationnelle de l'économie, pour la rénovation complète de toutes les valeurs politiques et son souci de parvenir à un système garantissant la paix. Il nous semble que son propos exprimé ici quant à la validité relative des valeurs humaines en fonction des circonstances constitue l'expression de sa tendance à préférer ce qui est efficace à ce qui garantit la moralité. Luchaire déclare que l'impératif est de « comprendre et soulager ceux qui souffrent » quitte à « mettre provisoirement à l'écart les idées et les principes [...] les plus chers ». Et il ne s'inquiète nullement d'une telle vacance.

« D'ailleurs, si ces valeurs sont réellement universelles et éternelles, elles ne souffriront guère de leur temporaire régression, et fleuriront de plus belle lorsque la paix et la prospérité auront été reconstruites par les moyens appropriés<sup>1920</sup>. »

---

1918 *Ibid.*, col.448.

1919 *Ibid.*, col.449-450.

1920 *Ibid.*, col.450.

C. Le crépuscule du rapprochement intellectuel au profit d'une interprétation strictement politique.

A côté du rapprochement politique franco-allemand *Notre Temps* a toujours encouragé son versant intellectuel. Mais en 1933 l'effort n'est plus le même. Il y a certes quelques chroniques pour rendre compte de l'activité culturelle en Allemagne mais elles constituent un piètre corpus comparé à celui des années précédentes. Chabannes évoque à deux reprises les lettres allemandes. Emmanuel Garry reste le plus régulier à propos du théâtre outre-Rhin et livre cinq articles dont un sur la production cinématographique allemande<sup>1921</sup>. Il insiste sur la qualité de la production artistique allemande<sup>1922</sup> en s'abstenant de tout commentaire politique. De cette manière et avec une rubrique identique il offre aux lecteurs de *Notre Temps* l'inverse de ce que proposait Werner Schuman en 1931 et 1932. Mais la participation allemande est désormais très faible dans *Notre Temps*. Comme Martin-Chauffier l'a si bien fait remarquer, Luchaire confond depuis 1930 la nature intellectuelle et celle politique du rapprochement. En 1933, ces deux optiques se confondent en une interprétation quasi unanime en faveur de l'Allemagne.

En février 1933, Abetz livre un article censé rassurer les lecteurs de *Notre Temps* quant à la nature de l'entraînement physique de la jeunesse allemande<sup>1923</sup>. Après la lecture complète de l'article, on s'aperçoit que son contenu est bien moins affirmatif que ne l'est le sous-titre publié en gras. Dans celui-ci il est écrit qu'on « aurait tort de confondre l'éducation sportive des jeunes Allemands avec une préparation militaire camouflée », notamment parce que de « puissantes résistances » s'y opposeraient en Allemagne. Ces deux affirmations sont contredites par Abetz lui-même ; la jeunesse reconnaît le caractère militaire de la mesure et les seuls à s'y refuser seraient les socialistes et les républicains, qui à cette date ne disposent plus d'aucune influence. Il est probable que ce sous-titre ait été ajouté par la direction de la revue car il ne semble pas avoir subi de traduction. Et lorsqu'il mentionne un « tableau objectif » de la jeunesse comme lorsqu'il regrette une interprétation faussée en France d'un « phénomène typiquement germanique », il ressemble davantage à la prose de Luchaire qu'à l'écriture d'Otto Abetz.

Reusch dresse le portrait de la « Jeune Allemagne », à savoir celle qui serait née grâce au mouvement hitlérien<sup>1924</sup>. Également présenté par un sous-titre de la rédaction, l'article constitue par souci d'objectivité le pendant de celui signé Arminius et qui faisait le procès du régime allemand. Le lecteur y apprend en outre que ce témoignage de Reusch confirmerait toute l'objectivité des analyses de Luchaire sur le nationalisme allemand. Reusch reprend les arguments courants du discours nationaliste hitlérien, le régime actuel serait l'aboutissement d'un processus ancien

---

1921 Chabannes, « Lettre et Arts », *Notre Temps*, n°177 et 195. Emmanuel Garry, « Lettre et Arts », *Notre Temps*, n°179, 184, 195, 196 et 203.

1922 Emmanuel Garry, « Les grands succès de films à Berlin », « Lettre d'Allemagne », *Notre Temps*, n°207, 13/08/1933, col.860-861.

1923 Otto Abetz, « L'orientation actuelle de la jeunesse allemande », *Notre Temps*, n°183, 26/02/1933, col.395-399.

1924 Walter Reusch, « Jeune Allemagne », *Notre Temps*, n°193, 07/05/1933, col.253-255.

dont le *Jugendbewegung* aurait offert les premiers signes. Issu des conséquences de l'après-guerre, il permettrait l'achèvement de l'unité allemande tout en désignant le communisme comme l'ennemi suprême. L'auteur expose les objectifs de politique extérieure de l'Allemagne avant d'expliquer que le sort des Juifs est associé à celui de la République de Weimar, marques de l'étranger et responsables de troubles importants, les Juifs devraient être combattus pour sauvegarder l'autonomie de « la vie publique allemande<sup>1925</sup> ».

Dans sa dernière livraison à *Notre Temps* en janvier 1933, Friedmann décrit le syndicalisme chrétien, ses relations avec le Zentrum ainsi qu'avec les autres syndicats<sup>1926</sup>. Avec ces derniers les querelles se seraient amoindries devant « la brutalité » des événements politiques et « notamment devant la volonté de Hugenberg et Hitler de briser les syndicats d'ouvriers<sup>1927</sup> ». Ainsi le syndicalisme chrétien tenterait-il de s'opposer aux « réactionnaires ». Il tente de justifier les différends qui ont longtemps séparés les syndicats ouvriers. Friedmann considère que le syndicalisme chrétien constitue toujours une force politique importante à tel point qu'aucun « gouvernement [ne pourrait] vivre à Berlin sans compter avec lui<sup>1928</sup> ».

La rédaction semble quelque peu gênée lorsqu'elle présente l'article d'Arminius<sup>1929</sup>. Elle prévient ses lecteurs qu'il s'agit d'un article « d'une âpre violence » dans lequel l'auteur allemand y ferait le procès du régime. Publié « à titre d'information objective », elle s'empresse de préciser que « l'hospitalité » de la revue serait également réservée aux tenants de « la thèse adverse ». Arminius insiste d'abord sur « l'insondable bêtise des nouveaux acteurs » politiques en Allemagne et évoque avec une verve égale Hitler, Göring et Goebbels. Le récent discours du chancelier aurait montré « à quel point la langue allemande peut créer une phraséologie qui ne signifie rien<sup>1930</sup> ». Arminius examine la mise au pas autoritaire orchestrée par Hitler. Il envisage l'avenir proche et conclut à la fin de la République et à l'abandon prochain de la Constitution de Weimar.

« La réaction est au pouvoir, solidement installée, et le peuple affamé demeure impuissant<sup>1931</sup>. »

Rebondissant sur le patriotisme allemand, l'auteur désigne un passage de l'hymne national qui mentionne « l'unité, le droit, la liberté ». Il s'agit selon lui de trois « biens éternels » qui auraient été « chassés d'Allemagne » et qu'il faudrait reconquérir. En publiant deux auteurs nationalistes, Abetz et Reusch, puis deux adversaires du régime, Friedmann et Arminius dont la vigueur du propos l'oblige à porter un pseudonyme<sup>1932</sup>, *Notre Temps* offre des points de vue on ne peut plus

---

1925 *Ibid.*, col.255.

1926 Rudolf Friedmann, « Le mouvement des ouvriers catholiques en Allemagne », *Notre Temps*, n°179, 29/01/1933, col.236-237.

1927 *Ibid.*, col.236.

1928 *Ibid.*, col.237.

1929 Arminius, « Croix gammée sur casque d'acier », « La Jeune Europe », *Notre Temps*, n°184, 05/03/1933, col.470-474. L'article est traduit par Raymond-Raoul Lambert, ce dernier ne collabore plus à *Notre Temps*.

1930 *Ibid.*, col.470.

1931 *Ibid.*, col.474.

1932 Caius Julius Arminius (v. 16 av. J.-C. - 21 ap. J.-C.), est un chef de guerre de la tribu germanique des

contrastés. Elle entend ainsi respecter son impératif d'« objectivité ». A l'inverse, Coudenhove-Kalergi qui poursuit seul un plaidoyer européen s'affiche comme une caution morale importante pour *Notre Temps*.

#### D. Quel regard sur l'Allemagne ?

En juillet Roux dénonce l'incompréhension française de la révolution qui se déroulerait en Allemagne et qui serait si différente de celle de 1789. Il reconnaît les violences et les regrette car elles seraient inutiles pour se « débarrasser de l'importante emprise juive », d'autant plus dans le cas d'« une race aussi peu batailleuse que l'israélite<sup>1933</sup> ». Passé l'habituel discours sur les caractéristiques propres à chaque peuple, il veut souligner qu'Hitler aurait multiplié « les discours pacifiques » et plus encore « les gestes de conciliation<sup>1934</sup> ». L'émergence du national-socialisme aurait déprécié la haine de l'Allemagne envers la France et l'aurait transformé en une « indifférence un peu dédaigneuse ». Elle n'aurait plus aucun motif de conflit avec la France notamment parce qu'elle s'orienterait résolument vers l'Est du continent. Ainsi la menace que craignent les Français ne serait que le résultat de leur peur, un sentiment facile à effacer si la France reprenait confiance.

*Notre Temps* rend compte de l'ouvrage du journaliste américain, Edgar Mowrer<sup>1935</sup>, *Germany puts the Clock back* qui dresse une très large critique du nazisme et des conditions qui l'ont rendu possible. Cependant le sous-titre censé présenter l'article est trompeur.

« Le "nazisme" est un moment de l'histoire du Reich. Réaction peut-être au début, ne laissera-t-il point place à une nouvelle liberté<sup>1936</sup> ? »

Mowrer ne laisse aucun doute quant au caractère « réactionnaire » du régime allemand, et l'espoir d'une liberté future n'est envisagé qu'avec le retour de la République. Ici, le sous-titre laisse planer un doute sur le sens du nazisme et contredit gravement le contenu de l'article. On ne peut que s'interroger s'il s'agit d'une erreur ou alors d'une volonté d'atténuer les critiques envers le nazisme, notamment à destination d'un lecteur peu attentif.

Avec un titre provocateur, « La France veut-elle un dictateur<sup>1937</sup> ? », Benaben évoque les réflexions d'André Ferry et de Beau de Loménie dans la revue *Politique française* et en cite un extrait.

---

Chérusques. Vainqueur des troupes romaines lors de la bataille de Teutobourg, il est décrit par Tacite comme le « libérateur de la Germanie ». C'est également le titre d'une revue allemande créée en 1926, théoricienne du « néonationalisme » puis d'un « fascisme allemand ». La mémoire d'Arminius est évidemment partagée. Sur la revue *Arminius*, se reporter à Stefan Breuer, « *Italia docet ; sed quid ?* Le fascisme italien dans les écrits néonationalistes sous la République de Weimar » dans Olivier Dard, Etienne Deschamps, *Les relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre*, Peter Lang, 2005, p.53-75, notamment p.68-75.

1933 Georges Roux « Mensonges sur l'Allemagne », *Notre Temps*, n°204, 23/07/1933, col.715.

1934 *Ibid.*, col.716.

1935 Edgar Mowrer, 1892-1977, lauréat du prix Pulitzer dans la catégorie Correspondance, pour sa couverture de l'essor du nazisme depuis les derniers mois de 1932.

1936 S. Serge, « Un document saisissant sur l'Allemagne d'aujourd'hui », « L'Etat nouveau », *Notre Temps*, n°204, 23/07/1933, col.736-741.

1937 Georges Benaben, « La France veut-elle un dictateur ? », « L'Etat nouveau », *Notre Temps*, n°204, 23/07/1933, col.742-744.

« Et voilà surtout pourquoi, en face d'une Allemagne réveillée dans une ardeur unanime, la France réactionnaire d'aujourd'hui n'a rien à opposer de plus séduisant que des vieux partis divisés et inhabiles à prendre position en face des problèmes de demain<sup>1938</sup>. »

On prend la mesure avec cette citation de la proximité entre Beau de Loménie et une partie de l'équipe de *Notre Temps*. Il s'agit moins d'une proximité idéologique que d'un même rêve de voir la France se renouveler grâce à un mouvement politique original et détaché des partis traditionnels. Benaben en conclut qu'après une rénovation qui tendrait à « rejeter les formules, les étiquettes » la jeunesse française pourrait voir « s'ouvrir les voies d'une politique plus claire, sinon des impossibles conciliations<sup>1939</sup> ». Cela rappelle le commentaire de Crouzet après la création par Jean-Pierre Maxence de 1928, *Cahiers de littérature et de philosophie*<sup>1940</sup>. En 1933, le vœu d'une politique rénovée et dépassionnée est intacte, il ne découle pas d'une influence des fascismes mais trouve dans les régimes autoritaires une concrétisation possible. Parmi les tentatives d'interprétation des idéaux de la jeunesse allemande, nombreuses sont celles qui s'en tiennent à des réflexions d'ordre psychologique. A l'instar de nombreux journalistes, Jean-Louis Crémieux<sup>1941</sup> s'appuie sur le livre de Günther Gründel, *La mission de la jeune génération*, présenté par Daniel Halévy et publié chez Plon<sup>1942</sup> et dresse un portrait de la jeunesse allemande qui n'apporte rien à la lecture politique de l'Allemagne. Benaben avait déjà fait la recension de l'ouvrage en mars<sup>1943</sup>.

Jean-Jacques Grumbach rédige pour sa dernière participation à *Notre Temps* une dénonciation vigoureuse des persécutions dont les Juifs sont victimes outre-Rhin<sup>1944</sup>. Il explique que les autorités allemandes entendent « imputer au Judaïsme des méfaits purement imaginaires » grâce à une propagande inlassable depuis dix ans. Il énumère les mesures légales prises contre les Juifs puis estime qu'il s'agit d'un mouvement non raisonné, « un élan purement interne de haine et de mépris<sup>1945</sup> ». Il reconnaît l'existence d'un « antagonisme complet » entre la jeunesse allemande et « Israël<sup>1946</sup> », preuve d'une reprise partielle du discours qui tend à différencier les Allemands et les Juifs en deux types distincts. Les « menaces de régression et de barbarie » qu'il relevait avec Engesser en novembre 1932 se trouveraient depuis confirmées. Grumbach explique avoir tenté de comprendre

---

1938 Beau de Loménie dans *Politique française* cité par Georges Benaben, « La France veut-elle un dictateur ? », « L'Etat nouveau », *Notre Temps*, n°204, 23/07/1933, col.742-744.

1939 Georges Benaben, « La France veut-elle un dictateur ? », « L'Etat nouveau », *Notre Temps*, n°204, 23/07/1933, col.744.

1940 « Néanmoins, les amis de *Notre Temps* se plairont peut-être à saluer comme une vieille connaissance cette juvénile manière d'imposer l'essentiel et d'étriller les doctrines poussiéreuses. Quand chaque jeune équipe aura terminé dans son domaine ce petit travail, le jeu ou le combat seront partout plus francs. » Crouzet, *Chronique des jeunes équipes*, *Notre Temps*, n°11, 05/1928, p.56.

1941 Jean-Louis Crémieux, « La jeunesse allemande », *Notre Temps*, n°196, 28/05/1933, col.391-395.

1942 Günther Gründel, *Die Sendung der jungen Generation, Versuch einer umfassenden revolutionären Sinndeutung der Krise*, München, H. C. Beck, 1932.

1943 Georges Benaben, « Un livre allemand sur les générations d'après-guerre », « Les Jeunes équipes », *Notre Temps*, n°184, 05/03/1933.

1944 Jean-Jacques Grumbach, « Germanisme et judaïsme », « La Jeune Europe », *Notre Temps*, n°190, 16/04/1933, col.136-139.

1945 *Ibid.* col.136-137.

1946 *Ibid.* col.138.



l'Allemagne jusqu'à certain point.

« Mais la bonne volonté a ses limites : l'humanité les pose. L'Allemagne, amère et douloureuse, martyrise les Juifs pour se venger de ses propres souffrances – sans bien se rendre compte que celles-ci ne peuvent qu'être décuplées par l'hystérie nationaliste dont elle fait preuve<sup>1947</sup>. »

Le sous-titre qui présente l'article est une nouvelle fois modérateur de l'avis de l'auteur, il ne peut donc pas lui être attribué. Il met en avant la caractéristique « sentimentale et non méditée » de l'antisémitisme allemand puis il précise que l'indignation qu'il a provoquée n'était « pas toujours désintéressée ». Ce sont là deux idées secondaires de Grumbach qui entrent en contradiction avec sa condamnation définitive des errements de la jeunesse allemande. Ainsi *Notre Temps* s'évertue à atténuer les critiques adressées à l'Allemagne tout en autorisant exceptionnellement leurs publications. Il prend par-là une responsabilité supplémentaire dans la perception faussée des dangers du national-socialisme.

Le glissement du rapprochement intellectuel vers la reconnaissance des revendications allemandes s'illustre également dans la publication de points de vue révisionnistes. L'absence d'arguments contradictoires invite d'ailleurs à qualifier *Notre Temps* de revue révisionniste. Le discours révisionniste concernant les Traités de paix est désormais porté par plusieurs rédacteurs de *Notre Temps* et non plus seulement par des auteurs allemands. Parmi les fervents défenseurs de la nouvelle Allemagne, Serge Drouin est celui qui défend le plus ardemment une révision<sup>1948</sup>. Il poursuit une politique déjà encouragée par Georges Roux l'année précédente. Paul Auer s'était lui aussi prononcé en 1932 en faveur de la révision du traité de Trianon<sup>1949</sup>. Il faut citer encore les deux signatures du suisse Aldo Dami en faveur de la révision des Traités et de la correction de la frontière germano-polonaise<sup>1950</sup>. Dami est également très actif dans ce domaine dans la sphère spiritualiste<sup>1951</sup> notamment auprès de Philippe Lamour<sup>1952</sup> et d'Emmanuel Mounier<sup>1953</sup>.

---

1947 Jean-Jacques Grumbach, « Germanisme et judaïsme », « La Jeune Europe », *Notre Temps*, n°190, 16/04/1933, col.138-139.

1948 Serge Drouin, « A propos du corridor polonais », *Notre Temps*, n°191, 23/04/1933.

1949 Paul Auer, « Réviser Trianon ? », *Notre Temps*, n°170, 27/11/1932. Auer est présenté par *Notre Temps* en 1934 comme ancien conseiller municipal de Budapest, Président de la section hongroise de Paneurope et de l'union douanière, grand ami de la France et correspondant de *Notre Temps* à Budapest, correspondant du *Journal de Genève*, il est également l'avocat de la légation de France. En 1934 il défend la Banque de France dans l'affaire des faux billets de banque français.

1950 Aldo Dami, « Psychose de la sécurité », *Notre Temps*, n°196, 28/05/1933. Aldo Dami, « Le corridor au grenier », *Notre Temps*, n°208, 20/08/1933.

1951 Christian Roy, « Les rapports du groupe personnaliste Ordre nouveau avec la Hongrie et les Pays-Bas durant les années trente », in Olivier Dard, Etienne Deschamps (dir.), *Les Relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre*, op. cit. p.233-248.

1952 Se reporter à Henri de Montety, « La Nouvelle revue de Hongrie et ses amis français (1932-1944) », op. cit.

1953 Michel Winock, « *Esprit* », *Des intellectuels dans la Cité 1930-1950*, op. cit. et Michel Winock, *La trahison de Munich : Emmanuel Mounier et la grande débâcle des intellectuels*, CNRS éditions, 2008.



Quatrième partie  
LES VICISSITUDES D'UN JOURNAL  
DANS LES REMOUS DES ANNEES TRENTE

**Chapitre premier. 1933-1934, *Notre Temps* quotidien.**

**I. *Notre Temps*, un quotidien radical ?**

A. Un journal au service du pouvoir radical.

a) La composition de *Notre Temps* quotidien.

*Notre Temps* quotidien se compose de quatre pages sur six colonnes. Vendu le soir, il est daté du lendemain et coûte vingt-cinq centimes. Le tirage de *Notre Temps* quotidien ne semble pas avoir dépassé les 15000 exemplaires si l'on en croit les déclarations de Luchaire. Il voit le jour grâce à une hausse substantielle des subventions gouvernementales qui atteignent 100 000 francs mensuels<sup>1954</sup>. En conséquence de cette augmentation Edouard Pfeiffer codirige le journal avec Jean Luchaire. Pfeiffer est secrétaire général du Parti radical en 1927, il démissionne au moment de l'élection de Léon Blum à Narbonne car il n'admet pas l'immobilisme de Daladier en cette occasion<sup>1955</sup>. Secrétaire général du quotidien *La République* en 1931. Il est appelé auprès de Daladier à la présidence du Conseil le 31 janvier 1933<sup>1956</sup>. Absent jusqu'ici de l'entourage de Luchaire, Pfeiffer aurait permis l'apport de fonds privés<sup>1957</sup> tandis que sa position offrait une garantie à Daladier quant à l'utilisation des subventions gouvernementales. Hormis l'arrivée de Pfeiffer, l'équipe ne varie guère et Jacques Chabannes est toujours rédacteur en chef.

En haut à gauche de la première page, l'éditorial rédigé alternativement par les deux directeurs occupe une ou deux colonnes. En haut à droite, la rubrique « Tribune libre » est rédigée très majoritairement par des députés, le plus souvent radicaux et régulièrement néo-socialistes. Brossolette rédige un commentaire quotidien de l'actualité politique internationale et Guy Crouzet tient la chronique « Au fil de notre temps ». En deuxième page, la revue de presse est d'Alfred Mallet, Paul Marion est responsable des articles de vie économique et sociale dans lesquels il offre un large écho au mouvement néo-socialiste. La troisième page est intitulée « Lettres, Arts, Spectacles » et accueille les contributions de Jacques Chabannes et Jean Prévost pour les lettres, de Marcel Delannoy en musique et Jacques-Olivier Laparra pour le cinéma. Un roman publié en épisodes complète enfin la page. La quatrième page contient les nouvelles de dernière heure, les récits de voyages et les

---

1954 AN F7 15327, interrogatoire de Jean Luchaire, Nice, 02/07/1945, p.14.

1955 Daladier entendait préserver les chances d'un Cartel alors que Pfeiffer est partisan de la Concentration.

Serge Berstein, *Histoire du Parti radical, tome II, Crise du radicalisme*, op. cit., p.136. Les renseignements sont également décrits dans une note des RG, PP, série GA, Pfeiffer, P3, 3059, février 1933.

1956 Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps*, op.cit. p.20.

1957 Témoignage de Jacques Chabannes à Claude Lévy, *ibid.*

publicités. Parmi les rubriques intéressantes, il faut citer celle intitulée « Vie féminine » à laquelle participent Marcelle Auclair, Eliane Brault et Marcelle Kraemer-Bach. Roger Lutigneaux rédige la chronique philosophique et Pierre Mendès France son *alter ego* financière apportant ici une collaboration exclusivement technique. Il existe également une éphémère rubrique « Vie agricole » non signée. La liste des correspondants étrangers n'est plus mentionnée, seule Diana Wood depuis la Grande-Bretagne apporte une contribution régulière. L'Allemagne constitue toujours un sujet abondamment abordé et ce dans plusieurs rubriques. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933, *Notre Temps* est domicilié au 96, avenue des Ternes, domicile de la famille Luchaire père et fils.

b) Conditions de la croissance de *Notre Temps*.

*Notre Temps* a poursuivi sa croissance grâce à l'expérience et à l'entregent de Luchaire. Le journal rassemble une équipe toujours aussi variée et talentueuse. L'existence de *Notre Temps* est conditionnée à l'apport de subventions et son développement ne pouvait se réaliser qu'avec un puissant appui politique. Luchaire a toujours navigué dans l'orbite du Parti radical, au point d'être désigné en 1928 pour diriger un bulletin polycopié, *Les Nouvelles radicales et radicales-socialistes*. Cette initiative décidée lors du congrès de 1928 n'aurait duré que quelques numéros d'après Serge Berstein<sup>1958</sup>. Depuis la création de *La République*, l'absence d'un « organe officiel du radicalisme<sup>1959</sup> » est partiellement comblée. Le journal d'Emile Roche ne joue pas le même rôle que *Le Populaire* en faveur de la SFIO, la nature propre au Parti radical explique sans doute l'impossibilité de trouver une seule voix officielle du Parti. Bien que séparé de la plupart des Jeunes Radicaux Luchaire n'a pas ménagé ses efforts pour faire vivre *Notre Temps*. A l'été 1933 il obtient le concours financier du Président du Conseil, Edouard Daladier et du Ministre des Affaires étrangères, Joseph Paul-Boncour<sup>1960</sup>. L'accord se fait sur un quotidien du soir, pour ne pas concurrencer *La République* et pour compléter l'offre de journaux fidèles aux cabinets radicaux autant qu'à une politique internationale de conciliation. L'ensemble de ces données fait-elle de *Notre Temps* un quotidien radical ?

c) La campagne en faveur du vote du budget : sauver le cabinet Daladier.

*Notre Temps* quotidien engage dès sa création une campagne de soutien intensif en faveur du cabinet Daladier et dix-huit des vingt-neuf premiers éditoriaux y sont consacrés. Dans son premier numéro, *Notre Temps* précise les liens qui le rapprochent du gouvernement.

« En pleine sympathie avec le parti radical, aujourd'hui au pouvoir, avec Edouard Daladier, autour duquel se groupent les républicains réformistes, nous travaillerons – sur tous les terrains – à la défense de l'idéal et du régime par la

---

1958 Serge Berstein, *Histoire du Parti Radical*, op.cit. p.253.

1959 *Ibid.*, p.250.

1960 Paul-Boncour préside le banquet en l'honneur du 200<sup>e</sup> numéro et Luchaire peut annoncer le projet d'une prochaine transformation de *Notre Temps* en quotidien. Luchaire, « Au seuil du 200<sup>e</sup> numéro », *Notre Temps*, n°200, 25/06/1933, col.559-564.

transformation de ce régime<sup>1961</sup>. »

Pfeiffer précise sa position dans le numéro suivant. Membre du cabinet Daladier « pendant près de huit mois », il aurait choisi de reprendre sa liberté de parole et donc de quitter le cabinet pour intégrer un organe de presse, retrouvant par là toute son indépendance.

« De même que le Président du Conseil ne saurait avoir d'attaches directes ou indirectes avec aucun journal, quel qu'il soit, les directeurs de *Notre Temps* tiennent essentiellement à leur indépendance<sup>1962</sup>. »

Il récuse l'idée d'un « journal officieux » mais entend néanmoins « soutenir le gouvernement ». Luchaire et Pfeiffer offrent d'abord des échos particulièrement positifs des déclarations du chef du gouvernement<sup>1963</sup>.

Dès la rentrée parlementaire le 18 octobre Daladier s'efforce d'obtenir rapidement le vote du budget pour l'année 1934. *Notre Temps* suit quotidiennement ses efforts jusqu'à sa chute le 24 octobre. Le climat politique à la Chambre durant cette période est des plus difficiles et les oppositions aussi bien à droite que chez les socialistes augurent mal de l'avenir du cabinet. *Notre Temps* décrit une échéance aux implications internationales.

« De la Chambre et de sa majorité dépend désormais l'assainissement de nos finances, condition de notre sécurité extérieure<sup>1964</sup>. »

Les éditorialistes de *Notre Temps* s'en prennent successivement à la droite accusée de renoncer au redressement financier du pays, aux socialistes qui feraient le jeu de la droite et aux modérés qui accéléreraient le désordre en France<sup>1965</sup>. Mais leurs efforts sont vains et au lendemain de la chute du cabinet Daladier, *Notre Temps* se plaint de l'absence de majorité au sein de la Chambre<sup>1966</sup>. La déception est telle qu'elle met à jour un sentiment de désaffection envers la Chambre.

« Et, demain, le Parlement devra prendre bien garde à ses propres réactions. Les jeux de la politique ne lassent plus seulement l'opinion publique, ils l'exaspèrent. Le pays demande aux Chambres de la stabilité et du travail constructif<sup>1967</sup>. »  
Cette réaction de défiance beaucoup est plus marquée chez Luchaire que chez Pfeiffer.

#### d) Le suivi du congrès radical de Vichy.

*Notre Temps*, dont la naissance en 1927 a coïncidé avec le premier coup d'éclat du mouvement « Jeunes Turcs » lors du Congrès de Wagram, continue

---

1961 Luchaire, Pfeiffer, « Notre programme. Réforme hardie de l'Etat. Action extérieure réaliste. », *Notre Temps*, n°1, 26/09/1933.

1962 Pfeiffer, « Le ministère Daladier a étendu le champ des amitiés françaises », *Notre Temps*, n°2, 27/09/1933.

1963 Luchaire, « La France a besoin d'une politique jeune », *Notre Temps*, n°3, 28/09/1933. Pfeiffer, « L'intérêt particulier doit céder devant l'intérêt général », *Notre Temps*, n°19, 14/10/1933. Luchaire offre un exemple remarquable de sa prose d'allégeance dans le numéro du 9 octobre, Luchaire, « Daladier parle en chef », *Notre Temps*, n°14, 09/10/1933.

1964 Luchaire, Pfeiffer, « Le parlement face à son devoir », *Notre Temps*, n°23, 18/10/1933.

1965 Luchaire, « La droite a refusé toute collaboration au salut national », *Notre Temps*, n°24, 19/10/1933.

Luchaire, « Danger de crise », *Notre Temps*, n°27, 22/10/1933. Pfeiffer, « Le centre va-t-il se faire aujourd'hui complice du désordre ? », *Notre Temps*, n°29, 24/10/1933.

1966 Luchaire, Pfeiffer, « Aucune majorité n'est actuellement possible », *Notre Temps*, n°30, 25/10/1933.

1967 *Ibid.*

d'entretenir des relations ambiguës avec le Parti radical. La présence de Pfeiffer au poste de co-directeur et ses liens privilégiés avec Daladier contrastent avec l'attitude de Luchaire qui est bien loin de défendre un radicalisme orthodoxe et qui conserve à son propos une lecture toute personnelle. C'est en tant que vice-président du Parti radical que Pfeiffer signe son éditorial début octobre pour annoncer le trentième congrès du parti. Celui-ci doit se dérouler à Vichy à partir du cinq du mois. Il met en avant la forte unité qui prévaudrait au sein du Parti radical et fixe comme objectif des avancées sur le programme éducation<sup>1968</sup>. Pourtant le parti est bel et bien divisé entre les partisans de l'union des gauches opposés aux mesures de déflation et les tenants de la rigueur financière comme l'envisage Daladier pour le vote du budget 1934<sup>1969</sup>.

Herriot est absent à l'ouverture du Congrès car il est souffrant. Luchaire s'empresse d'en faire le panégyrique dans lequel l'émotion déborde de chaque phrase. Pour autant les critiques ne sont pas loin et Luchaire presse le Parti radical d'innover afin de poursuivre un mouvement entamé par la « génération réaliste ». « Le courant qui emporte la France vers un réveil national, vers un renouvellement social est né, en 1927, au sein du radicalisme<sup>1970</sup>. »

Selon Luchaire, le Parti radical serait désormais concurrencé sur cette voie par le mouvement néo-socialiste dont il pense le plus grand bien.

« On sent là une initiative jeune qui, sans s'écarter des traditions républicaines et de l'idéalisme démocratique, réclame l'application de ces traditions et de cet idéal par des réalisations pratiques, correspondantes aux phénomènes économiques et psychologiques d'aujourd'hui<sup>1971</sup>. »

Luchaire profite de son éditorial du 1<sup>er</sup> octobre pour faire l'éloge du néo-socialisme alors que le quotidien publie les premières annonces du Congrès de Vichy<sup>1972</sup>. En plus de l'accueil offert aux néo-socialistes dans les colonnes du journal, *Notre Temps* promet de suivre avec « objectivité » et « sympathie » leurs efforts. Même si des perspectives parlementaires peuvent apparaître, il ne s'agirait pas seulement d'un soutien tactique. Luchaire voit dans ce mouvement un « jeune socialisme » qui correspondrait à l'élan politique des « nouvelles générations ».

« Entre les excès et les brutalités des régimes dictatoriaux nés en Europe au cours de ces dernières années, et les... excès d'immobilité des démocraties parlementaires sur trop de points, le monde attend le modèle d'une démocratie qui saurait associer la liberté à l'autorité, le respect de l'individu à la nécessité d'une plus stricte organisation collective<sup>1973</sup>. »

Le même esprit guiderait d'après Luchaire les amis de Déat et les jeunes radicaux réunis à l'époque du Congrès de Wagram. Pour l'heure les mots d'ordre auraient changé car « les événements ont très vite et très violemment évolué depuis

---

1968 Pfeiffer, « Le Congrès radical sera un congrès d'unité », *Notre Temps*, n°7, 02/10/1933.

1969 Sur ce congrès voir, Serge Berstein, *Histoire du Parti radical*. t. II, *op.cit.*, p.264.

1970 Luchaire, « Le congrès annuel du Parti radical s'est ouvert ce matin à Vichy », *Notre Temps*, n°11, 06/10/1933.

1971 *Ibid.*

1972 Luchaire, « Réveil français. Le néo-socialisme répond à une nécessité », *Notre Temps*, n°6, 01/10/1933.

1973 *Ibid.*

six ans, inspirant d'autres mots, d'autres attitudes et des attitudes plus tranchantes<sup>1974</sup> ». Selon Luchaire, « la substance n'a pas varié ». Ainsi les jeunes radicaux, les réformateurs de tous bords et les néo-socialistes feraient partie « de la même famille démocratique, de la même famille à la fois idéaliste et réaliste, de la même génération spirituelle<sup>1975</sup> ». Le fait que Luchaire s'exprime ainsi à l'occasion du Congrès radical montre combien il est éloigné des positions valoisennes. Le raccourci entre néo-socialistes et jeunes radicaux est grossier, il correspond néanmoins à l'imaginaire politique que s'est construit Luchaire. Il revient régulièrement à cette construction qui réunit, grâce à des amalgames osés, les hommes et les idées censés refléter les « nouvelles générations » et leur désir de réforme. Aussi le Parti radical devrait-il s'engager dans son ensemble au service de cette « politique jeune » justement évoquée par Daladier. Et lorsque Luchaire adresse ses remerciements à Daladier à la fin du Congrès, c'est bien davantage au chef du gouvernement qu'il s'adresse plutôt qu'au leader radical.

La question de l'appartenance politique de *Notre Temps* se pose encore à voir la fréquence des députés radicaux se succéder en « Tribune libre ». Du 26 septembre au 31 décembre 1933, vingt parlementaires participent à *Notre Temps*<sup>1976</sup>. Parmi les quatre-vingt-neuf exemplaires de la rubrique « Tribune libre », soixante-quatre sont rédigés par des parlementaires et quarante-deux comportent des signatures radicales. Les plus réguliers sont Pierre Mendès France et Henri Clerc avec douze signatures et Marcel Déat avec dix signatures.

Il faut remarquer l'absence des « Jeunes radicaux ». Hormis la contribution régulière de Mendès France, les figures de proue du jeune radicalisme n'ont plus d'attaches avec *Notre Temps*. Pierre Cot est absent du sommaire depuis plusieurs mois et la signature de Jean Montigny est exceptionnelle pour cette période, c'est la seule entre octobre 1930 et janvier 1939. Il apparaît évident désormais que l'espoir de Luchaire de s'intégrer au dynamisme du jeune radicalisme a définitivement échoué.

*Notre Temps* constitue certes une tribune régulière pour les députés radicaux, il n'en offre pas moins une importante visibilité au mouvement néo-socialiste avec les participations régulières de Déat et Barthélémy Montagnon.

## B. Les liens de *Notre Temps* avec d'autres mouvements politiques.

### a) Présentation du néo-socialisme.

*Notre Temps* a d'abord fait preuve d'une curiosité légitime devant le risque de scission à la SFIO et a ouvert ses colonnes aux néo-socialistes lorsqu'il était encore hebdomadaire<sup>1977</sup>. Déat déclare en septembre 1933 que « la révolution a changé de

---

1974 Luchaire, « Le congrès annuel du Parti radical s'est ouvert ce matin à Vichy », *Notre Temps*, n°11, 06/10/1933.

1975 *Ibid.*

1976 André Marie 1, Henri Clerc 12, Déat 10, Mendès France 12, Guy Menant 2, Barthélémy Montagnon 2, Emile Borel 6, Martinaud-Deplat 1, Armand Dupuis 1, André Grisoni 1, Paul Rives 3, Charles Pomaret 2, André Cornu 1, Georges Métayer 1, Paul Bastid 1, Gaston Bonnaure 1, Louis Proust 2, Jean Bosc 2, Jean Montigny 1, Maurice Rolland 1.

1977 La seule contribution d'un socialiste SFIO est celle de Paul Rives illustrant le désarroi socialiste après la

camp<sup>1978</sup> ». La querelle ne porterait plus sur la division habituelle entre réformistes et révolutionnaires. Au vue de la crise, des défaites du socialisme en Italie, en Allemagne et bientôt en Autriche, il fait le constat d'une « poussée menaçante du fascisme en Europe ». Le socialisme français camperait quant à lui sur ses positions traditionnelles, ce qui serait une erreur car il conviendrait de créer « un grand courant de sympathie et d'enthousiasme ». Or ce serait impossible si le mouvement se tient séparé « des classes moyennes, de la démocratie et de la nation ». Il envisage pour cela une entorse à la doctrine. Il fait en outre peser la menace d'un « appel direct à l'opinion » et à « un regroupement énergique des forces saines de la nation ». On remarque ici la proximité de discours entre Déat et Luchaire sur l'idée de réforme imposée par les circonstances. Montagnon participe lui aussi à la présentation du mouvement néo-socialiste<sup>1979</sup>. Il évoque de manière convenue les bouleversements du monde puis s'appuie sur le discours de la querelle des générations pour expliquer son opposition à Léon Blum. Comme Déat il situe le problème politique dans une lutte de vitesse entre la démocratie et le fascisme aussi préconise-t-il de s'organiser autour des mots d'ordre « *autorité* » et « *ordre*<sup>1980</sup> ». Fin octobre, Déat décrit la tactique des néo-socialistes pour accéder au pouvoir<sup>1981</sup>. Il distingue à la Chambre une même perception des problèmes, un accord flou entre des « hommes jeunes ». Il voit également dans le pays la constitution de groupements originaux « aux buts mal déterminés ». Tous seraient animés par « le même malaise, le même désarroi, le même appétit de nouveauté ». Déat admet qu'il s'agit peut-être de « prodromes du fascisme » et plus sûrement de symptômes qu'il faudrait prendre en compte. La Chambre reste pour lui « un instrument remarquable de propagande » et l'action au parlement devrait être appuyée par un vaste mouvement populaire. Mais « depuis la chute du ministère Daladier, toute offensive, toute avance parlementaire sont momentanément interdites ». Il recommande alors une stratégie double « pour organiser la contre-attaque à la fois dehors et dedans ». Déat tient à se distinguer une fois encore du socialisme traditionnel lors de l'annonce du congrès constitutif du Parti Socialiste de France<sup>1982</sup>.

« En aucun cas nous ne laisserons paralyser par un byzantinisme disputeur et ratiocinant, dont nous avons trop souffert au sein de la SFIO. »

Il affiche également son objectif de faire de son parti un parti de masse. A la fin de l'année Déat en vante à nouveau les qualités<sup>1983</sup>. A l'inverse des autres partis trop vieux et inadaptés à l'époque contemporaine, il serait plus proche des travailleurs et des réalités.

## 1. Sauver la démocratie et le rapport au fascisme.

La naissance du mouvement néo-socialiste constitue si l'on en croit ses

---

scission ; Paul Rives, « Courage et clarté nécessaires », « Tribune libre », *Notre Temps*, n°46, 10/11/1933.

1978 Déat, « La querelle de la SFIO est inédite », « Tribune libre », *Notre Temps*, n°3, 28/09/1933.

1979 Montagnon, « Socialisme ou bien néo ? », « Tribune libre », *Notre Temps*, n°7, 02/10/1933.

1980 *Ibid.* Les termes sont en italique dans le texte.

1981 Déat, « Politique de Chambre », « Tribune libre », *Notre Temps*, n°36, 31/10/1933.

1982 Déat, « Premier congrès des socialistes de France », « Tribune libre », *Notre Temps*, n°69, 03/12/1933.

1983 Déat, « Concept nouveau de l'action politique », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°90, 24/12/1933.



créateurs une réponse à la poussée du fascisme en Europe<sup>1984</sup>. Déat explique à plusieurs reprises comment il entend répondre à ce qu'il considère être une concurrence du fascisme vis-à-vis de la démocratie. Déat regrette l'étiquette de « fasciste » accolée aux néo-socialistes lorsqu'ils revendiquent l'autorité et l'ordre. Il s'agirait de « savoir comment une démocratie peut, en restant démocratique, et même en le devenant de plus en plus, s'affirmer capable d'autorité<sup>1985</sup> ». Son engagement bien connu en faveur des classes moyennes est en soi une première réponse à l'attractivité du fascisme. Déat rappelle une formule de Jules Romains selon laquelle le fascisme serait une révolte des classes moyennes. Il répond ici à une lettre de Georges Valois dans *Chantiers*. Les préoccupations des néo-socialistes ne concerneraient pas seulement les classes moyennes. Déat dit de leur engagement qu'il est avant tout anticapitaliste et qu'il s'inspire des travaux d'Henri de Man pour trouver des réponses à la crise. Déat entend répondre à l'angoisse des classes moyennes confrontées au risque de prolétarianisation. Aussi se fait-il fort d'écarter « le danger fasciste qu'elles représentent » grâce à « une propagande intelligente<sup>1986</sup> ». La stratégie du Parti Socialiste de France consisterait à se préoccuper conjointement de la classe ouvrière et des classes moyennes. Il s'agirait ainsi de ne pas reproduire les erreurs des socialistes à l'étranger qui auraient abandonné les classes moyennes aux mains du fascisme en les laissant se prolétarianiser. La défense des classes moyennes apparaît des lors très régulièrement dans *Notre Temps* sous la plume de Déat<sup>1987</sup>.

## 2. La proximité entre *Notre Temps* et les néo-socialistes.

Plusieurs articles des néo-socialistes témoignent d'une proximité de leur discours avec celui propre à Jean Luchaire. Montagnon se plaît à employer voire à reproduire toute l'argumentation qu'on connaît de Luchaire sur l'évolution politique depuis la fin de la guerre. Dans « Jeunes de notre temps<sup>1988</sup> », où Montagnon pousse le mimétisme jusque dans le titre, il évoque la guerre, l'éducation bouleversée, une idée que seul Luchaire a présentée en ces termes, ainsi que le risque pour les jeunes de devoir « payer » les suites de la guerre. L'article est rédigé sous forme d'un dialogue avec un jeune parisien à travers lequel le lecteur peut

---

1984 Philippe Burrin, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery : 1933-1945*, Seuil, 1986. Voir également la controverse historiographique à propos d'un fascisme « français » : Serge Berstein, « La France des années trente allergique au fascisme. A propos de Zeev Sternhell », *Vingtième siècle*, n°2, 1984, p.83-94. Philippe Burrin, « La France dans le champ magnétique des fascismes », *Le Débat*, novembre 1984, p.52-72. William D. Irvine, « Fascism in France and the strange case of the Croix de Feu », *The Journal of Modern History*, vol.63, n°2, juin 1991. Kevin Passmore, « Boy scouting for grown-ups ? Paramilitarism in the Croix de Feu and the Parti social français », *French Historical Studies*, vol.19, n°2, 1995, p.527-557. Robert Soucy, « French fascism and the Croix de Feu : a dissenting interpretation », *Journal of Contemporary History*, vol. 26, 1991, p.159-188. Zeev Sternhell, « Sur le fascisme et sa variante française », *Le Débat*, novembre 1984, p.28-51. Robert Wohl, « French fascism, both right and left : Reflections on the Sternhell controversy », *The Journal of Modern History*, vol.63, n°1, mars 1991, p.91-98.

1985 Déat, « Démocratie Autorité », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°15, 10/10/1933.

1986 Déat, « Toujours les Classes moyennes », « Tribune libre », *Notre Temps*, n°57, 21/11/1933.

1987 Lire par exemple, Déat, « Défense des classes moyennes », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°76, 10/12/1933. Dans cet article, Déat aborde la question des petits commerçants confrontés aux magasins Uniprix et s'appuie sur la coopération pour illustrer sa volonté de défendre dans le même temps la classe ouvrière et les classes moyennes.

1988 Montagnon, « Jeunes de notre temps », *Notre Temps*, n°27, 22/10/1933.

deviner les positions communes à *Notre Temps* et Montagnon. La citation d'un quidam permet tout à la fois de dédouaner le signataire et d'offrir un exemple supplémentaire de ce que penserait la jeunesse. Son avis en matière de politique internationale est intéressant, il exprime une totale indifférence pour la démocratie allemande et les victimes du régime considérant qu'il s'agit là d'une responsabilité exclusivement allemande. Montagnon conclut qu'il y a là « matière à réflexion » et l'on peut comprendre qu'il s'agit de sa propre opinion.

Déat réagit à la campagne en faveur de la concentration menée par Pfeiffer et Luchaire. Les deux directeurs de *Notre Temps* présenteraient la situation politique comme soumise à un dilemme dans lequel les radicaux devraient faire le choix de la déflation ou celui de la dévaluation et de l'inflation.

« De là à dire que, dans ces temps troublés, la politique n'a rien à voir avec les finances, de là à affirmer la primauté de la technique, il n'y a qu'un pas, allégrement franchi par Pfeiffer et Luchaire<sup>1989</sup>. »

Déat ajoute qu'il perçoit dans leur prose « un certain dédain juvénile des routines et des préjugés de la vieille politique » qui commanderait chez eux le recours à une large concentration seule alternative à un cabinet d'Union nationale. Déat s'oppose à ce calcul qui signifierait le retour de la droite au pouvoir. Il dit en outre vouloir se méfier des dilemmes « parce qu'ils procèdent d'une logique captieuse et ne sont le plus souvent qu'artifice de plaidoirie, alors que la politique défie par sa complexité les agencements conceptuels ». S'en suit ce que l'on pourrait considérer comme un cours d'économie politique adressé plus particulièrement à Luchaire, lui qui s'évertue à confondre politique et consensus.

« Parce que, surtout, la politique financière, budgétaire, fiscale d'un pays, traduit très exactement la prépondérance de certains intérêts sur d'autres. »

Pour Déat, Union nationale et concentration n'ont pas de valeur technique et sont seulement des cadres politiques dominés par des « éléments conservateurs ». Déat insiste sur le fait que rien ne serait purement technique, au contraire, tout serait politique aussi se place-t-il résolument à gauche.

### 3. L'engouement de Paul Marion.

A côté des tribunes signées Déat et Montagnon, les collaborateurs de *Notre Temps* apportent également leurs commentaires sur le mouvement néo-socialiste. Pfeiffer offre un regard critique non dénué de sympathie. Mais il s'agit moins d'idéologie que de tactique car il ne cache l'intérêt politique de voir le Parti radical « flanqué à sa gauche d'un grand parti socialiste de France, tout en étant étayé sur sa droite par une "Alliance Républicaine Démocratique" rajeunie<sup>1990</sup> ». D'abord chargé des questions économiques, Marion devient le rédacteur attitré de l'actualité néo-socialiste rédigeant onze articles sur le sujet durant le dernier trimestre 1933<sup>1991</sup>.

---

1989 Marcel Déat, « De l'abus des dilemmes en matière politique », « Tribune libre », *Notre Temps*, n°48, 12/11/1933.

1990 Pfeiffer, « Après le premier Congrès des Socialistes de France », *Notre Temps*, n°71, 05/12/1933.

1991 Marion, « La campagne "néo-socialiste" commence dans le pays », *Notre Temps*, n°16, 11/10/1933. Marion, « L'unité socialiste est virtuellement rompue. », *Notre Temps*, n°29, 24/10/1933. Marion, « Scission socialiste », *Notre Temps*, n°37, 01/11/1933. Marion, « Scission », *Notre Temps*, n°41, 05/11/1933. Marion, « La scission est

Ses articles sont sensés conserver une certaine objectivité mais son inclination pour le mouvement se lit aisément. Lorsqu'il en commente les débuts, Marion estime que le néo-socialisme s'adresse en premier lieu à la jeunesse. Il correspondrait ainsi à son espoir d'un « bouleversement [des] valeurs politiques<sup>1992</sup> ». Marion insiste sur « l'allure générale et l'atmosphère de ses débats<sup>1993</sup> » lors du premier congrès et en donne un aperçu des plus positifs. De son côté Brossolette ne s'exprime pas sur la scission. Comme l'a montré Piketty il s'est prononcé contre le mouvement initié par Déat préférant le courant planiste parmi les rénovateurs de la SFIO<sup>1994</sup>. Et alors que Marion s'engage aux côtés des néo-socialistes et que Luchaire témoigne de son intérêt, l'indifférence de Brossolette montre qu'il ne partage plus avec l'équipe de *Notre Temps* que l'idée du désarmement

b) La Jeune République.

*Notre Temps* entretient aussi une relation de proximité avec la Jeune République qui s'appuie d'abord sur leur engagement commun en faveur d'une politique de paix et de détente avec l'Allemagne. Lors de la rencontre franco-allemande des 22 et 23 avril 1933 à Paris, sont présents Guy Menant et Armand Hoog, le fils du dirigeant Georges Hoog. Ce dernier signe son unique participation à *Notre Temps* le 26 octobre 1933<sup>1995</sup>. Dans cet article, Hoog revient sur les positions politiques de la Jeune République à propos des trois questions dominant l'actualité politique ; le désarmement, la paix et la réforme de l'Etat. Les membres de Jeune République partageraient les mêmes préoccupations que les autres jeunes et seul « un impérieux et noble souci des forces spirituelles et morales » distinguerait les membres de Jeune République. Réagissant au départ de l'Allemagne des institutions internationales, Hoog estime que la politique suivie par Daladier était la bonne. Il manifeste son espoir d'un accord encore possible avec l'Allemagne sur la base d'un désarmement contrôlé et d'une possible révision du Traité de Versailles. Il réaffirme l'attachement irréductible de la Jeune République au « régime parlementaire, garant [des] libertés publiques », mais considère qu'une réforme de l'Etat est nécessaire pour que la démocratie « surviv[e] à la crise des temps nouveaux ». Ainsi, par la voix de Hoog, il semble que la Jeune République partage les mots d'ordre chers à Luchaire et à *Notre Temps*. Guy Menant, député de la Mayenne de 1932 à 1936 signe 26 articles dans *Notre Temps* durant la même période. Il y fait l'éloge d'une politique jeune, s'intéresse au mouvement coopératif<sup>1996</sup> et aborde à plusieurs reprises les questions agricoles qui constituent également la base de son travail

---

consommée », *Notre Temps*, n°43, 07/11/1933. Marion, « "Archéos" et "Néos" discutent les causes de la scission », *Notre Temps*, n°44, 08/11/1933. Marion, « Le parti néo va définir sa politique générale », *Notre Temps*, n°51, 15/11/1933. Marion, « Les "Néos" lancent un manifeste à la nation française », *Notre Temps*, n°55, 19/11/1933. Marion, « Congrès des socialistes de France », *Notre Temps*, n°70, 04/12/1933. Marion, « MM. Déat et Montagnon insistent sur l'idée de mouvement et M. Marquet sur l'instinct national », *Notre Temps*, n°71, 05/12/1933.

1992 Marion, « La campagne "néo-socialiste" commence dans le pays », *Notre Temps*, n°16, 11/10/1933.

1993 Marion, « MM. Déat et Montagnon insistent sur l'idée de mouvement et M. Marquet sur l'instinct national », *Notre Temps*, n°71, 05/12/1933.

1994 Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette, op.cit.*, p.75.

1995 Georges Hoog, « L'entente des jeunes politiques », *Notre Temps*, n°31, 26/10/1933.

1996 Guy Menant, « L'idée corporative fait son chemin », *Notre Temps*, n°82, 16/12/1933.

parlementaire. Menant publie à la fin de l'année 1933 ses impressions de voyage quelques semaines après son retour d'Italie<sup>1997</sup>. Il rappelle pour commencer son attachement profond à la démocratie et adresse au régime de Mussolini « un grief majeur : il asservit l'individu et le subordonne au collectif ». Menant explique qu'il a néanmoins rapporté de ce voyage avec le groupe parlementaire France-Italie « une prodigieuse impression de vigueur et de vitalité ».

« La jeunesse est partout en Italie. Elle occupe tous les postes. Dès les Alpes franchies, on ne voit qu'elle, on n'entend qu'elle. »

Il se déclare d'accord avec l'idée répandue à l'étranger selon laquelle la France serait « un pays de vieillards ». Les jeunes en France n'auraient pas « l'esprit constructeur » alors que la jeunesse italienne, elle, utiliserait « son exubérance de vie » au service d'un « travail véritablement productif ». Menant regrette le manque de résultats des réformes fascistes mais cite aussitôt un témoignage expliquant que le régime n'en serait qu'à ses débuts tout comme la véritable révolution.

#### c) Le congrès de l'Alliance démocratique.

*Notre Temps* publie plusieurs échos du congrès de l'Alliance démocratique à Saint-Etienne et notamment les conclusions très personnelles de Luchaire<sup>1998</sup>. Celui-ci reconnaît en P-E Flandin et André de Fels « des hommes clairvoyants » grâce auxquels le parti se serait finalement défait de l'emprise de la droite. L'Alliance Démocratique ayant exprimé un soutien conditionnel au cabinet Sarraut, Luchaire y voit la confirmation de la suite des « dislocations et dissociations » préalables à « ce reclassement et à ce regroupement des partis pour lesquels *Notre Temps* fait campagne depuis des années ». Selon Luchaire ce mouvement, qui serait déjà en marche, constitue la seule chance de voir le régime subsister « sans recourir à des processus d'exception ». Poussant plus loin l'interprétation des résultats du Congrès de Saint-Etienne, il critique la déclaration générale du parti, regrettant le recours à « un poncif libéral de plus en plus battu en brèche par les réalités ». Luchaire insiste pour croire à un rapprochement possible avec les modérés et met entre parenthèses leur engagement libéral. *Notre Temps* recueille la signature de Pierre Auscher<sup>1999</sup> au lendemain du Congrès de Saint-Etienne, mais comme pour les jeunes du Parti radical, la greffe avec l'équipe de *Notre Temps* ne prend pas.

#### d) Ernest Poisson et l'économie coopérative.

Ernest Poisson<sup>2000</sup> signe une première fois dans *Notre Temps* hebdomadaire dans le numéro spécial consacré à la Conférence économique de Londres<sup>2001</sup> avant de signer à trente-six reprises dans *Notre Temps* quotidien. Poisson est le représentant majeur du courant coopérateur. Il est à ce titre membre du CNE depuis

---

1997 Guy Menant, « L'an XI de la révolution fasciste », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°86, 20/12/1933.

1998 Luchaire, « Le Centre échappe à la droite », *Notre Temps*, n°35, 30/10/1933.

1999 Pierre Auscher, « Réflexions d'un militant de l'Alliance », *Notre Temps*, n°37, 01/11/1933.

2000 Sur l'itinéraire d'Ernest Poisson au sein du socialisme et du mouvement coopératif, voir Jean Maitron (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. 3e partie, 1871-1914 : De la Commune à la Grande Guerre*. vol 14, Mar à Ras, Ed. ouvrières, 1976. Sur son apport au Conseil national économique, lire Alain Chatriot, *La démocratie sociale à la française, op. cit.*

2001 La Conférence économique mondiale de Londres, *Notre Temps*, n°198-199, 11-18/06/1933.

sa création en 1924<sup>2002</sup>. Outre l'actualité de l'idée coopérative et sa participation dans le débat sur la Réforme de l'Etat, la présence des coopérateurs s'explique par l'accord entre Luchaire et le mouvement coopératif pour faire de *Notre Temps* un relais médiatique en échange d'une participation financière avantageuse<sup>2003</sup>. Quoique participant régulièrement aux réflexions sur les orientations économiques de la Réforme de l'Etat, l'idée coopérative n'a pas retenu l'attention personnelle de Luchaire. L'argumentation en faveur des coopératives est le seul fait des coopérateurs avec en tête Ernest Poisson et Auguste Cleuet. Dans cette campagne de promotion, il faut signaler un article remarquable car il touche à l'actualité internationale et aux rapports franco-allemands. Dans celui-ci Poisson s'inquiète de l'avenir de l'Alliance Coopérative Internationale<sup>2004</sup>. Le régime national-socialiste aurait pris la direction des entreprises et mis la main sur une manne financière fruit d'un « effort de plus d'un quart de siècle » et représentant « les modestes économies d'une grande masse de travailleurs ». Alors que l'Italie est déjà absente, l'éviction de l'Allemagne pourrait rapidement être suivie du départ de la Hongrie, des pays scandinaves et baltes. Poisson considère que l'ACI se voit confrontée au risque de sa propre fin ou à celui d'être « infidèle aux principes, aux règles, à tout ce qui est le patrimoine sacré et idéaliste ». Une telle interrogation est remarquable dans les colonnes de *Notre Temps*. La perte d'identité du mouvement coopératif lors de sa confrontation au régime national-socialiste est ici clairement expliquée. La conscience chez Poisson de cette perte l'amène à douter de l'avenir de l'ACI selon un mode de réflexion très différent de celui de Luchaire. En effet, dans le raisonnement de Poisson il semble que la valeur ou la signification de l'idée coopérative ne peut se réduire indéfiniment. En cela il contraste avec le mode de pensée de Luchaire et le contenu ordinaire de *Notre Temps* selon lesquels les conditions peuvent exiger la modification de telle idée au bénéfice de sa pérennisation.

### C. La campagne pour la concentration.

Luchaire et Pfeiffer sont tous deux partisans de la Concentration. Au choix pratique et « réaliste » du premier correspond l'engagement politique du second<sup>2005</sup>. Leur campagne en faveur des cabinets radicaux au cours de l'automne 1933 s'accompagne ainsi de la promotion de la Concentration<sup>2006</sup>. A l'heure où la lutte

---

2002 Alain Chatriot, *La démocratie sociale à la française*, op. cit. p.99, ainsi que Alain Chatriot, « Les coopérateurs », in Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France*, T. 2, *XXe siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2004, p. 91-97.

2003 Selon les déclarations de Luchaire lors de son interrogatoire du 02/07/1945, il aurait obtenu pour la transformation de *Notre Temps* en quotidien « un concours mensuel de 20 000 Frs de l'Union des coopérateurs de France », AN, F7 15327, interrogatoire de Jean Luchaire, Nice, 02/07/1945, p.14.

2004 Ernest Poisson, « L'économie internationale », « L'Allemagne et l'ACI », *Notre Temps*, n°20, 15/10/1933.

2005 Berstein, *Histoire du Parti radical*, op.cit. vol. II, p.135 et suivantes.

2006 Luchaire, « Danger de crise », *Notre Temps*, n°27, 22/10/1933. Pfeiffer, « Le centre va-t-il se faire aujourd'hui complice du désordre ? », *Notre Temps*, n°29, 24/10/1933. Luchaire, Pfeiffer, « Aucune majorité n'est actuellement possible », *Notre Temps*, n°30, 25/10/1933. Luchaire, « M. André Tardieu contre la concentration », *Notre Temps*, n°37, 01/11/1933. Pfeiffer, « Vers une majorité de concentration ? », *Notre Temps*, n°41, 05/11/1933. Luchaire, « Assaut unioniste contre la concentration », *Notre Temps*, n°42, 06/11/1933. Pfeiffer, « Pour les ennemis de la Concentration », *Notre Temps*, n°43, 07/11/1933. Luchaire, « La

s'engage entre le gouvernement Daladier et le Parlement à propos du budget, Luchaire fait part de son inquiétude<sup>2007</sup>. Son analyse rejette sur les socialistes de graves responsabilités. Ces derniers seraient décidés à lutter contre la déflation à la fois par « intransigeance doctrinale » et par faiblesse vis-à-vis des syndicats, lesquels seraient particulièrement « égoïstes ». Au risque de voir la droite revenir au pouvoir s'ajouterait celui de faire courir un danger au régime démocratique. Ainsi l'attitude de la SFIO confirmerait la nécessité de recourir à la Concentration.

« Une crise politique nouvelle apporterait la preuve que la majorité des gauches n'est qu'une majorité négative ».

Au lendemain de la chute de Daladier, les deux directeurs de *Notre Temps* incriminent plus particulièrement les socialistes. Ils félicitent Daladier malgré son échec et fustigent Léon Blum « tenacement cramponné à ses abstractions<sup>2008</sup> ». Le constat est amer car en France le redressement serait compromis et la politique extérieure paralysée. Pour les tenants de la Concentration, c'est là une preuve supplémentaire de la non viabilité du cartel. Le soutien de Luchaire à une formule de Concentration répond moins à un engagement radical qu'à une question de stratégie et il invite tour à tour la gauche et la droite à s'allier aux radicaux.

« Il appartient aux républicains du centre de favoriser, par leur attitude envers le ministère Sarraut, le rapprochement nécessaire<sup>2009</sup>. »

Bien que Tardieu se soit prononcé contre, Luchaire témoigne d'une sympathie toujours vivace à l'endroit de l'ancien Président du conseil.

« M. Tardieu, lui, peut continuer à voter contre. Il chagrinerait les esprits indépendants, qui regretteront de voir son grand talent mal employé. Mais il n'empêchera rien. »

La question d'une majorité est de nouveau posée suite à la chute du cabinet Sarraut un mois à peine après sa constitution. Luchaire se prononce une nouvelle fois pour la Concentration y invitant cette fois les néo-socialistes<sup>2010</sup>. La capacité de Luchaire à se mouvoir sur une large part du spectre politique est gentiment moquée par Debu-Bridel<sup>2011</sup>. En quête d'un lieu pour s'exprimer suite à l'interruption de son journal *L'Action Nouvelle*, Debu-Bridel s'étonne du calcul de Luchaire.

« Méfiez-vous car je me demande quelles réformes vous pouvez attendre de la gauche démocratique du Sénat, vieille garde de votre concentration, dont un de mes amis allemands me disait : "C'est votre parti Hugenberg". »

Debu-Bridel dit partager quelques unes des idées de *Notre Temps* notamment quant à la réforme de l'Etat avant de dresser l'éloge de Tardieu pour « sa courageuse campagne d'articles ».

---

jeunesse et la concentration », *Notre Temps*, n°44, 08/11/1933. Pfeiffer, « Choisissez : redressement financier ou Union des Gauches. », *Notre Temps*, n°45, 09/11/1933. Luchaire, « Le cartel est devenu impossible », *Notre Temps*, n°46, 10/11/1933. Luchaire, « Cartel ou concentration. La réalité éprouvera les thèses », *Notre Temps*, n°51, 15/11/1933. Luchaire, « Crise de majorité ou d'autorité ? », *Notre Temps*, n°60, 24/11/1933.

2007 Luchaire, « Danger de crise », *Notre Temps*, n°27, 22/10/1933.

2008 Luchaire, Pfeiffer, « Après la chute du cabinet Daladier ». « Aucune majorité n'est actuellement possible », *Notre Temps*, n°30, 25/10/1933.

2009 Luchaire, « M. André Tardieu contre la concentration », *Notre Temps*, n°37, 01/11/1933.

2010 Luchaire, « Crise de majorité ou d'autorité ? », *Notre Temps*, n°60, 24/11/1933.

2011 Jacques Debu-Bridel, « Lettre à Jean Luchaire », *Notre Temps*, n°44, 08/11/1933.

#### D. Un climat de dénigrement du parlementarisme.

Le contexte politique de la fin 1933 est marqué par un mouvement de dénigrement du parlementarisme. L'instabilité gouvernementale, l'alternance au pouvoir d'un personnel politique sans renouvellement, les effets de la crise sont autant de facteurs pour l'expliquer. Dans *Notre Temps* la perte de confiance et une certaine exaspération sont lisibles dans les réactions des directeurs de *Notre Temps*. Luchaire tente de convaincre la Chambre en octobre 1933 afin qu'elle souscrive au plan financier de Daladier. Il utilise pour cela l'idée d'une attente de l'opinion publique internationale, la Chambre aurait ainsi « l'avertissement le plus grave » de la part de « la spéculation internationale<sup>2012</sup> ». Depuis la chute de Daladier les deux directeurs de *Notre Temps* relaient un sentiment de défiance qui irait grandissant.

« Et, demain, le Parlement devra prendre bien garde à ses propres réactions. Les jeux de la politique ne lassent plus seulement l'opinion publique, ils l'exaspèrent. Le pays demande aux Chambres de la stabilité et du travail constructif<sup>2013</sup>. »

Mais aucune majorité ne se dessine encore. Luchaire réclame « un plan conforme à la doctrine radicale » afin de permettre le redressement financier. Cette formule assez exceptionnelle chez lui ne traduit pas une rentrée dans le rang mais bien une solution de dernière chance car il fustige dans le même temps les « jeux stériles de la politique<sup>2014</sup> ». Pfeiffer accueille avec bienveillance le cabinet Sarraut. Il déclare que si le nouveau cabinet devait chuter prochainement sous l'action de Marin et de Blum, il faudrait envisager la formation d'un « Cabinet de Salut public auquel devraient être conférés les pouvoirs nécessaires<sup>2015</sup> ». Et Pfeiffer d'avertir les parlementaires sur un ton presque paternaliste.

« Les républicains veulent-ils que cette solution finisse par s'imposer ? »

Pfeiffer s'interroge sur l'avenir et désigne un « tournant décisif<sup>2016</sup> » pour la France dans la mesure où le Parlement donnerait une impression croissante d'impuissance » et qu'il ne pourrait « se sauver qu'en se réformant ». Une refonte des pratiques parlementaires et le renforcement du pouvoir exécutif seraient nécessaires pour « éviter les contagions fascistes ». Pfeiffer critique durement les habitudes parlementaires, les « manœuvres [des] ambitieux », « l'agitation stérile de ces stratèges au petit pied » qui feraient courir le risque à chaque cabinet de tomber pour n'avoir pas suffisamment représenté telle ou telle tendance. Mais Pfeiffer garde toute sa confiance au principe parlementaire, il appelle seulement au retour d'une discipline républicaine.

Luchaire revient sur la question parlementaire à la fin novembre<sup>2017</sup>. Il cite Elie-J. Bois du *Petit Parisien* qui envisage l'interruption du régime parlementaire

---

2012 Luchaire, « L'opinion mondiale nous juge », *Notre Temps*, n°28, 23/10/1933.

2013 Luchaire, Pfeiffer, « Aucune majorité n'est actuellement possible », *Notre Temps*, n°30, 25/10/1933.

2014 Luchaire, « Deuxième journée de crise. Les jeux stériles de la politique doivent maintenant cesser », *Notre Temps*, n°31, 26/10/1933.

2015 Pfeiffer, « Le Parlement lui réservera un accueil favorable », *Notre Temps*, n°32, 27/10/1933.

2016 Pfeiffer, « Le pays est las du byzantinisme politique », *Notre Temps*, n°40, 04/11/1933.

2017 Luchaire, « L'opinion commence à se détourner du chaos parlementaire », *Notre Temps*, n°58, 22/11/1933.

après avoir dénoncé sa contribution négative au pouvoir. Luchaire ne se prononce pas mais estime qu'il s'agit-là d'un signe révélateur de ce que penserait l'homme de la rue. Luchaire se demande si la Chambre se prépare à « opter en faveur du byzantinisme des partis ».

« Va-t-elle donner au pays une nouvelle preuve de son incapacité constructive? »

Luchaire estime que le désintérêt du public est un signe de mauvais augure quant à l'avenir du Parlement. La chute du cabinet Sarraut précipite le pays dans une nouvelle crise politique d'autant plus vive que le gouvernement a tenu moins d'un mois au pouvoir. Luchaire prend la voix de l'homme de la rue pour exprimer les reproches habituels au parlementarisme, lequel empêcherait le gouvernement de diriger la France<sup>2018</sup>. Il dit reconnaître le même climat précédant l'installation de régimes autoritaires dans les pays voisins. Et si aucun dictateur n'est en vue, ce serait une « chance négative » pour le pays. Car l'absence d'adversaire garantirait la survie du parlementarisme. Luchaire accuse la droite de vouloir hâter la fin du régime parlementaire et plutôt que de se prononcer personnellement, il se contente d'évoquer sans cesse la fin plausible du parlementarisme dès l'irruption d'un obstacle de taille. Alors que Chautemps a obtenu le soutien de la Chambre ainsi que le renvoi des interpellations sur la politique générale et l'application de la procédure d'urgence pour le projet financier, le directeur de *Notre Temps* décrit une Assemblée sous ses plus mauvais traits.

« Vue des tribunes, l'Assemblée avait rarement paru aussi indécise, aussi grouillante, aussi dépourvue de solidité<sup>2019</sup>. »

Les groupes politiques auraient été la proie d'« une sorte d'éparpillement chaotique » excepté le seul Parti radical. Luchaire s'attarde sur le brouhaha régnant dans l'hémicycle estimant que « personne n'a pu exprimer une pensée claire » hormis Chautemps et Blum.

« On prétend qu'une adroite et maléfique campagne "pré-fasciste" tend à déconsidérer le Parlement aux yeux du pays. Cette campagne est inexistante. Qui donc se donnerait la peine de la faire ? S'il arrive un jour au Parlement d'être en veilleuse, il aura suffi lui-même à l'opération<sup>2020</sup>. »

Mais le succès provisoire de Chautemps ne satisfait nullement Luchaire<sup>2021</sup>. Il se prononce ensuite en faveur d'un cabinet de Salut public dont la composition serait davantage technique que politique ; habilité à user des décrets-lois, il ne serait soumis au contrôle du Parlement qu'à la fin de sa période d'exercice. Luchaire revient ainsi à ses exercices de jeunesse lorsqu'il présentait des projets de modifications de la Constitution aux congrès de la FJLR<sup>2022</sup>. Luchaire est décidé à poursuivre son projet de rénovation politique en favorisant l'intégration d'une représentation économique au Parlement<sup>2023</sup>. Luchaire sait se montrer surprenant.

---

2018 Luchaire, « L'opinion française s'irrite », *Notre Temps*, n°67, 01/12/1933.

2019 Luchaire, « A la Chambre. Vision déprimante », *Notre Temps*, n°70, 04/12/1933.

2020 *Ibid.*

2021 Luchaire, « Salut public », *Notre Temps*, n°72, 06/12/1933.

2022 Sur la relation entre Luchaire et la FJLR voir notre première partie.

2023 Luchaire, « On ne défendra le parlementarisme qu'en le réformant », *Notre Temps*, n°93, 27/12/1933.



Alors qu'il alimente régulièrement les critiques envers les pratiques du Palais Bourbon, il modère fortement son jugement à la fin de l'année. Il fait l'éloge du personnel parlementaire, de ses qualités et de ses efforts et défend un projet d'intégration des forces économiques dans le processus législatif<sup>2024</sup>. Pour autant, le rapport de Luchaire au régime parlementaire reste ambigu et soumis au seul critère d'efficacité. Du 23 octobre au 6 décembre, Luchaire se fait le chantre d'un discours très critique envers le Parlement. Il fait également écho à l'idée couramment admise du dynamisme des régimes autoritaires. Début novembre Luchaire décrit une France sans « enthousiasme<sup>2025</sup> ». Il veut analyser la crise politique sous l'angle international et cite pour cela Thierry Maulnier.

« Un confrère, dont les vues politiques sont généralement opposées aux miennes, mais dont le grand talent force l'estime, M. Thierry Maulnier vient d'écrire ces lignes excellentes : "Préférer l'individu à la foule n'est pas préférer la veulerie individuelle à l'héroïsme collectif. Ne méprisons pas l'appétit de grandeur qui soulève certaines jeunesses étrangères. Envions-les plutôt." »

L'avis de Maulnier sur « la qualité spirituelle des élans dont sont animés les jeunesses hitlériennes, fascistes et soviétiques » serait partagé par « toute la nouvelle génération française ». Luchaire perçoit une « soif d'ardeurs collectives » au sein de la jeunesse et un dynamisme actif chez les jeunes radicaux, les néo-socialistes et les jeunes non inscrits en politique.

« Près de nous, deux hommes ont, avec eux, la jeunesse de leur pays, parce qu'ils ont délibérément "misé" sur cette jeunesse. »

Luchaire cite une « formule saisissante » de Mussolini qui identifie le fascisme à « l'horreur de la vie commode » tandis que la France s'évertuerait à se protéger.

« La raison d'être de nos efforts, c'est la ferme volonté de contribuer à un indispensable renouvellement national en faveur duquel l'appel aux forces spirituelles est aussi important que le réajustement des forces matérielles. »

Le directeur poursuit son exposé le lendemain.

« Il faut créer une communion populaire unissant masses et élites pour la réforme de l'Etat et des institutions, à la place de ces rivalités d'intérêts et de ces disputes de classes que l'Etat n'arrive plus à arbitrer, voire à contenir<sup>2026</sup>. »

Luchaire prend l'exemple du syndicalisme, il serait impossible de le supprimer autant que de le laisser « entraver » la vie publique, il resterait alors à l'intégrer à l'Etat.

« En un mot, créer une nouvelle conscience nationale, une nouvelle structure sociale et politique, une nouvelle éducation. »

Philippe Burrin a déterminé les étapes et les degrés qui déterminent un processus de fascisation. Sa définition retient « toute prise en nom propre d'un projet de transformation totalitaire de la nation selon des principes inégalitaires et conformément à des valeurs de communion collective, de force et de

---

2024 *Ibid.*

2025 Luchaire, « La France doit vaincre sa neurasthénie », *Notre Temps*, n°38, 02/11/1933.

2026 Luchaire, « Défendre conserver ? Les jeunes repoussent ces verbes passifs », *Notre Temps*, n°39, 03/11/1933.

domination<sup>2027</sup> ». On ne saurait donc identifier la réflexion de Luchaire à une fascisation accomplie. Pour autant, certains éléments de son discours sont empruntés aux phénomènes fascistes. Ainsi l'aspiration à une communauté nationale unie et convertie à une conception spirituelle de sa dimension collective autour des valeurs d'élan et de foi collective, la sujétion de l'individu au service de la communauté, une distinction entre élites et masses et « une politique extérieure de puissance et d'expansion<sup>2028</sup> considérée comme un fait de nature<sup>2029</sup> » sont des idées mobilisées par Luchaire et constituent des indications du processus de fascisation. Mais comme le fait remarquer Philippe Burrin, ces données sont également rattachables à un nationalisme démocratique ou un nationalisme de droite d'inspiration naturaliste. Or Luchaire semble avoir puisé cet argumentaire en observant les fascismes étrangers et non en s'inspirant d'un nationalisme français. En témoignant d'une « influence médiata » Luchaire est donc à placer dans la zone périphérique de « la nébuleuse fascistoïde » dessinée par Burrin.

Outre l'air du temps qui commande au journaliste d'utiliser les mots d'ordre faisant florès dans le débat public, certains objectifs politiques ont pu permettre une contagion fasciste. Le pacifisme nécessite d'après lui de trouver un moyen d'entente avec les nations « dynamiques » et le pousse à la conciliation. Celui-ci s'accompagne d'une admiration pour la réussite politique des régimes fasciste et hitlérien perçue à travers l'engouement supposé de la jeunesse et leur projet de rénovation politique rejetant le capitalisme et le communisme. Sa recherche d'une politique rationnelle trouve alors une illustration des bienfaits d'un abandon des luttes partisans. Cette valorisation des régimes forts est le pendant d'une dépréciation de la France. Luchaire est peu sensible aux valeurs de gauche, comme de droite, et se montre toujours rétif au discours de sauvegarde de la République de 1870, il ne bénéficie donc d'aucun terreau à même de le retenir. Ses idées politiques intérieures et internationales trouvent une résonance rassurante au sein du *Sohlbergkreis*, lequel exalte sa conviction d'avoir un rôle diplomatique à jouer en faveur de la paix. Aussi l'angle européiste pour expliquer le parcours de Luchaire est peut-être un leurre pour l'historien.

Il faut noter que Gaston Bergery participe très peu à *Notre Temps* et ne signe qu'à cinq reprises entre 1930 et 1940. Ses deux signatures les plus remarquables sont le fait de *Notre Temps* qui reproduit en février 1932 une de ses interventions à la Chambre sur la politique extérieure puis lui réserve une interview concernant son programme le 26 juin 1934.

La lecture de la rubrique « Tribune libre » offre un aperçu saisissant de l'actualité politique. Elle est principalement rédigée par des députés qui en cette fin d'année 1933 tentent de répondre à la vague d'antiparlementarisme et de redorer l'image de la démocratie. Déat fait appel à « des forces vivantes » pour qu'elles

---

2027 Philippe Burrin, *La dérive fasciste*, op. cit., p.24-25.

2028 Il faut relativiser l'idée d'expansion mais Luchaire développe à plusieurs reprises l'idée d'une exploitation de l'Empire colonial à même d'apporter à la France le prestige qui lui revient.

2029 Philippe Burrin, *La dérive fasciste*, op. cit., p.24.

« mettent en branle la machine<sup>2030</sup> » au sein de l'Etat. Paul Rives intervient à plusieurs reprises sur le thème de la sauvegarde de la démocratie. Il s'intéressait déjà aux succès du fascisme auprès des masses en juin 1933. Il recommandait alors de trouver des « remèdes » pour « redonner à la démocratie l'éclat que le fascisme possède à l'extérieur<sup>2031</sup> ». Les tentatives fascistes ne recueilleraient aucun écho en France et Rives se soucie seulement de « redonner à la démocratie cette spiritualité » indispensable. A l'automne, sa réflexion est plus alarmiste. Rives parle d'un « mélange affolant » alors que les espoirs populaires auraient été déçus depuis les élections de 1932 et que l'action du Parlement aurait été « plus négative que positive<sup>2032</sup> ». Aussi fixe-t-il la « mission de tout faire pour sauver la démocratie ». Georges Métayer<sup>2033</sup> revient sur l'idée généralement admise du manque d'autorité<sup>2034</sup>. Il rappelle que la première des valeurs françaises reste celle de Liberté et défend l'efficacité de l'Etat en faisant valoir la bonne marche de nombreux services. Il refuse de condamner le parlementarisme et situe seulement le problème dans une pratique abusive de celui-ci. Pierre Mendès France aborde à son tour la question de la crise politique qu'il identifie à une triple crise, financière, parlementaire et de régime<sup>2035</sup>. Elle trouverait son origine dans la chute du cabinet Daladier et le refus de la Chambre de consentir au nom du pays aux sacrifices qui s'imposeraient. Son propos est grave car selon lui le manque de courage des représentants de l'Etat « confirme la proximité d'une crise de régime ». Emile Borel plaide en faveur de l'Assemblée à l'intérieur de laquelle une majorité relativement stable lui paraît possible. Les problèmes d'accords politiques ne seraient nullement spécifiques au régime parlementaire français, ainsi les dictatures cacheraient les luttes intestines qui les animent, les Etats-Unis eux-mêmes seraient soumis aux difficultés inhérentes à la recherche d'un accord commun au plus grand nombre. Il ne fait aucun doute au député de l'Aveyron que le régime parlementaire constitue « le meilleur moyen de gouvernement<sup>2036</sup> ». Ainsi durant l'automne 1933 les discours de remise en cause et de défense du parlementarisme se succèdent dans les colonnes de *Notre Temps*<sup>2037</sup>.

## II. La politique étrangère dans *Notre Temps* à l'automne 1933.

### A. Les positions du journal.

Du 26 septembre au 22 décembre, date du départ d'Edouard Pfeiffer, la politique étrangère jouit d'un traitement atypique. Les deux directeurs sont d'accord

---

2030 Déat, « Démocratie Autorité », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°15, 10/10/1933.

2031 Paul Rives, « Fascisme et démocratie », *Notre Temps*, n°197, 04/06/1933.

2032 Paul Rives, « De l'audace pour sauver la démocratie », « Tribune libre », *Notre Temps*, n°17, 12/10/1933.

2033 Georges Métayer est avocat et député radical de la Seine-Inférieure de 1932 à 1940, il signe ici sa seule contribution à *Notre Temps*.

2034 Georges Métayer, « Problème : autorité et démocratie. », « Tribune libre », *Notre Temps*, n°23, 18/10/1933.

2035 Pierre Mendès France, « Aspects des trois crises », « Tribune libre ». *Notre Temps*, n°33, 28/10/1933.

2036 Emile Borel, « Nécessité d'aboutir au plus vite », « Tribune libre », *Notre Temps*, n°51, 15/11/1933.

2037 A titre d'illustrations supplémentaires, on peut citer : Charles Pomaret, « On réclame l'autorité », « Tribune libre », *Notre Temps*, n°71, 05/12/1933 ; Robert Mangin, « Démocratie en danger », « Tribune libre », *Notre Temps*, n°60, 24/11/1933 ; Robert Mangin, « Génie français et démocratie », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°95, 29/12/1933.

pour encourager la politique extérieure des gouvernements successifs mais ils témoignent d'une divergence totale quant au regard sur l'Allemagne et à l'attitude que la France devrait lui réserver. Pfeiffer et Luchaire signent conjointement le premier éditorial de *Notre Temps* quotidien. Ils donnent ainsi à penser qu'ils sont d'accord sur le programme du journal répondant aux deux mots d'ordre : réforme de l'Etat et politique extérieure de paix<sup>2038</sup>. Ce premier éditorial présente le nouveau quotidien et fait évidemment le lien avec la revue née en 1927 dont il serait le prolongement fidèle. L'objectif affiché est de lutter contre « l'immobilisme ».

« La fidélité rigoureuse au progrès démocratique et à l'organisation de la paix ne suppose nullement la cristallisation des formules. »

Les animateurs de *Notre Temps* se situent à l'opposé de ceux qui « se cramponnent aux mots d'ordre d'avant-guerre » et se prononcent « contre tous les conservatismes qu'ils soient "de droite" ou "de gauche" ». Le mouvement en Europe et en Amérique qui voient les peuples se donner « des structures nouvelles » est perçu favorablement.

« A travers d'inquiétantes ou d'intéressantes expériences, ils cherchent à s'adapter aux exigences des temps présents. »

En matière de politique internationale, Le mot d'ordre reste le « réalisme ».

« La paix n'exige pas seulement de la constance : elle exige de la plasticité. Elle exige que l'on ne se décourage jamais et, surtout, que l'on recommence [...]. »

La fin de l'éditorial est probablement aussi de Luchaire, elle rappelle le discours sur les « nouvelles générations » que le destin aurait conduit à embrasser les responsabilités les plus hautes. De la même manière elle indique l'obligation morale à laquelle veulent s'astreindre les deux directeurs du quotidien.

« Ainsi, surtout, espérons-nous accomplir le devoir auquel nul n'a le droit de se dérober : *servir*. »

Si ces formules correspondent bien à Luchaire, la question concernant Pfeiffer reste posée.

#### a) Quelle attitude préconiser face à l'Allemagne ?

L'éditorial signé Pfeiffer dans le deuxième numéro permet de deviner les premières nuances entre les conceptions de Luchaire et celles de Pfeiffer<sup>2039</sup>. Celui-ci recommande de parvenir à la paix par les voies qui s'imposent et non selon une tactique préalablement arrêtée. Son regard sur l'Allemagne reconnaît d'emblée le danger qui réside outre-Rhin.

« Il est juste de rappeler que l'évolution si inquiétante de l'Allemagne oblige la France à assurer avec une vigilance renouvelée sa défense nationale, mais il est dangereux de poursuivre une course aux armements qui risque à la fois d'être génératrice de guerre et d'isolement. »

Pfeiffer se prononce en faveur des pactes d'assistance à caractère défensif. Il estime nécessaire de renforcer les amitiés françaises avec l'Italie et l'URSS. Il

---

2038 Luchaire, Pfeiffer, « Notre programme. Réforme hardie de l'Etat. Action extérieure réaliste. », *Notre Temps*, n°1, 26/09/1933.

2039 Pfeiffer, « Le ministère Daladier a étendu le champ des amitiés françaises », *Notre Temps*, n°2, 27/09/1933.

rappelle l'ordre du jour proposé par Cot, Tesson, Kayser, Pfeiffer au Congrès radical de Toulouse l'année précédente qui stipulait le refus d'immixtion dans les affaires intérieures des pays. A ce titre, si une solidarité de fait existe entre les démocraties, celle-ci ne doit pas mener à une opposition aux régimes autoritaires. Ce dernier point ajoute une convergence supplémentaire avec la position de Luchaire mais n'efface pas les différences. Lorsque Pfeiffer recommande la « vigilance » face à l'Allemagne il s'oppose à Luchaire qui a jusque-là dénoncé toute attitude de méfiance comme potentiellement responsable du mauvais déroulement du contact franco-allemand. Pfeiffer recommande encore de préserver les alliances avec les petits Etats et de « s'efforcer de sauver Genève ». Luchaire n'a quant à lui jamais accordé la moindre importance aux alliances traditionnelles de la France. On remarque que la politique prônée par le quotidien s'abstient de toute stratégie et recommande de s'en tenir à une politique au jour le jour. Mais la France elle-même « n'a pas de politique allemande<sup>2040</sup> ». Au fil de l'actualité internationale l'unanimité de départ entre les deux directeurs disparaît rapidement. Ainsi en va-t-il lorsque Pfeiffer commente le discours de Goebbels à la SDN.

« Il est vraiment tendancieux de prétendre que "l'hitlérisme est mandaté par le peuple" alors qu'il n'a pas obtenu aux dernières élections la majorité absolue et qu'il s'est imposé depuis par la violence<sup>2041</sup>. »

Luchaire avait jusque-là relayé l'image transmise par le *Sohlbergkreis* d'un consensus politique d'abord contre la République puis en faveur d'Hitler. Pfeiffer critique ouvertement les déclarations des dirigeants allemands, ce qui constitue une nouveauté dans les colonnes de *Notre Temps*. Pfeiffer ne cache nullement ses craintes vis-à-vis de l'Allemagne.

« [...] il nous serait agréable d'avoir la certitude que le Reich restera pacifique même lorsque aura disparu la crise. »

Il constate l'existence d'une haine de l'étranger et de la France outre-Rhin, la multiplication d'incidents à toutes les frontières du Reich et l'inquiétude du monde entier. L'Allemagne devrait choisir de « torpiller la Conférence du Désarmement » ou bien de s'engager sur la voie de la paix, un choix dont les résultats seraient imminents. L'attitude de Pfeiffer est fondamentalement différente de celle de Luchaire dans la dénonciation des errements allemands. Brossolette partage certains points de vue avec Pfeiffer, il exprime une même méfiance vis-à-vis de Berlin et rejette sur elle la responsabilité de l'échec du désarmement<sup>2042</sup>. Luchaire se garde de toute critique et soutient le plan du gouvernement qui prévoit l'uniformisation des armées selon un modèle réduit<sup>2043</sup>. Le désarmement passerait par « l'unification progressive des armées continentales » grâce à la mise sur pied dans chaque pays d'une « armée de service à court terme ». Luchaire soutient ardemment le plan Paul-Boncour qui offrirait des avantages substantiels à l'Allemagne et à la France.

---

2040 Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord*, op.cit., p.437.

2041 Pfeiffer, « La parole est au Reich. Non pour de la propagande mais pour des actes de paix », *Notre Temps*, n°5, 30/09/1933.

2042 Brossolette, Désarmement, « Le Reich lance un ballon d'essai à Rome et à Londres », *Notre Temps*, n°13, 08/10/1933.

2043 Luchaire, « Les "avertissements" du Colonel Beck appellent une enquête », *Notre Temps*, n°15, 10/10/1933.

« Voilà pourquoi, si le Reich n'opte pas pour une politique folle, on peut croire enfin à la réussite de la Conférence genevoise<sup>2044</sup>. »

b) Réactions au départ de l'Allemagne de la SDN.

Luchaire est le premier à réagir au départ de l'Allemagne de la Conférence du Désarmement et de la SDN. Il se veut avant tout rassurant. Il réaffirme l'« entente entre les trois grands Etats démocratiques occidentaux » et recommande d'« examiner les faits avec sang-froid et objectivité ». Selon un schéma habituel Luchaire perçoit deux possibilités ; soit l'Allemagne en reste là et ce geste est inutile soit une fois libérée, elle se réarmerait sans contraintes.

« Et alors – on peut l'affirmer sans hésitation – l'Europe n'attendra pas pour réagir l'achèvement des préparatifs germaniques. Dès lors que le Reich sortirait de la légalité internationale, ses voisins auraient le droit d'en faire autant. D'un pareil choc, l'Allemagne ne sortirait pas victorieuse<sup>2045</sup>. »

Luchaire souffle le chaud et le froid mais il n'est pas encore prêt d'imaginer une rupture car il recommande d'attendre les explications allemandes. La réaction de Pfeiffer est beaucoup moins indulgente. Le coup d'éclat d'Hitler est assimilé à une volonté de « détruire la politique de coopération européenne<sup>2046</sup> ».

« Au geste brutal et maladroit du retrait de Genève ont succédé, dans la soirée, les paroles apaisantes et l'invite captieuse du *Führer* [...]. »

Cela n'en justifierait pas moins la politique extérieure française et tout entretien officiel franco-allemand lui paraît désormais sans objet. Devant la volonté allemande de faire échouer le désarmement, il espère néanmoins la poursuite des travaux de la SDN et de la Commission du désarmement. Suite à cette première divergence de vue flagrante en Une de *Notre Temps*, la politique extérieure n'est plus traitée que par Pfeiffer et Brossolette. Luchaire se penche quant à lui sur la politique intérieure et notamment sur le cabinet Daladier en difficulté. Il n'aborde plus la politique étrangère durant presque un mois et n'y revient que dans seulement quatre articles avant le départ de Pfeiffer le 22 décembre.

Pour Pfeiffer, il n'est plus question de réduction des armements français car il perçoit clairement une menace allemande.

« Tant que le Reich réarmera la puissance française doit demeurer intangible<sup>2047</sup> ».

Il considère qu'une discussion était encore possible lorsque l'Allemagne hitlérienne prenait part aux institutions internationales ce qui n'est plus le cas. Il est en outre persuadé que si la France exigeait une reconnaissance internationale d'un éventuel accord franco-allemand, Hitler s'y refuserait. Pfeiffer recommande alors de préserver les alliances françaises traditionnelles et d'en favoriser de nouvelles

---

2044 Luchaire, « Le Conseil des ministres a entendu M. Paul-Boncour [de] retour de Genève », *Notre Temps*, n°18, 13/10/1933.

2045 Luchaire, « Le Reich abandonne la Société des Nations », *Notre Temps*, n°20, 15/10/1933.

2046 Pfeiffer « Le monde blâme le geste. Les propos du chancelier sont apaisants mais ses actes ne le sont pas. », *Notre Temps*, n°21, 16/10/1933.

2047 Pfeiffer, « France-Allemagne. Une conversation à deux serait prématurée », *Notre Temps*, n°36, 31/10/1933.

auprès de l'Italie et de l'URSS.

c) *Notre Temps*, deux directeurs, deux lectures de la situation internationale.

A la mi-novembre, Luchaire revient à la politique internationale afin de commenter le plébiscite hitlérien<sup>2048</sup>. Luchaire se dit d'accord avec Régis de Vibraye, le peuple allemand aurait plébiscité la paix en plébiscitant Hitler. L'argumentation de Luchaire s'appuie sur une connaissance supposée de l'opinion publique allemande.

« *Notre Temps*, soucieux d'informer aussi complètement et aussi impartialement que possible ses lecteurs au sujet des événements d'outre-Rhin, publie donc trois articles qui permettent d'apprécier cette manifestation sous tous ses aspects. Pierre Brossolette analyse le mécanisme technique et politique de l'opération, notre correspondant berlinois, Georges Aguesse, en décrit le pittoresque, et enfin M. Régis de Vibraye situe cette journée électorale dans son atmosphère proprement germanique. »

A côté de l'explication « politique » de Brossolette, les contributions de Georges Aguesse et Régis de Vibraye rédigées depuis l'Allemagne apporteraient une meilleure connaissance grâce à cette capacité de traduire ce qui serait spécifiquement allemand. Luchaire s'interroge sur la nature de la paix qu'envisage l'Allemagne. Serait-elle de « bonne volonté » ou bien « de conquête » ? Il reste au lecteur à comprendre l'expression « paix de conquête » mais Luchaire ne s'arrête pas là et continue de jouer sur les mots.

« Chaque fois que le mot paix traverse une frontière, il acquiert une signification différente. »

Cela nous rappelle les efforts du *Sohlbergkreis* à Rethel pour expliquer à la délégation française la spécificité du nationalisme allemand « à usage interne » où encore la complexité du terme « *völkisch* » et les raisons de son application à la politique. Luchaire appelle à davantage de compréhension car rien ne devrait interrompre le contact franco-allemand.

« La France commettrait une lourde faute en négligeant de comprendre l'état d'hyper-sensibilité qui dicte à l'Allemagne ses attitudes<sup>2049</sup>. »

Luchaire veut bien convenir que la France aurait « le droit d'exiger » une identique compréhension et la fin de l'article est une adresse complaisante à l'Allemagne pour qu'elle accomplisse enfin les actes de paix qui devraient correspondre aux discours de Hitler. Le débat est lancé à la Une de *Notre Temps* dès le lendemain lorsque Pfeiffer répond à Luchaire<sup>2050</sup>. Il se prononce résolument contre la modification du Traité de Versailles et dénonce les armements allemands.

« De Vibraye écrivait hier : "Le peuple allemand veut sincèrement la paix." Sans doute ; mais il désire avec autant de sincérité réarmer et intensifier sa croissance militaire, bien que nul ne le menace sur aucune de ses frontières. »

Pfeiffer a perçu le caractère insatiable des réclamations hitlériennes.

« On prête à M. Hitler l'intention d'échelonner l'expression des revendications

---

2048 Luchaire, « Apaisement ? Oui. Paix ? Laquelle ? », *Notre Temps*, n° 49, 13/11/1933.

2049 *Ibid.*

2050 Pfeiffer, « Que va faire Hitler ? », *Notre Temps*, n°50, 14/11/1933.

allemandes ; après la Sarre et l'*Anschluss*, il réclamerait successivement le Corridor, la Silésie, les mandats coloniaux et même l'Alsace-Lorraine ! »

Il exprime ensuite sa crainte personnelle.

« Si, par contre, comme je persiste à le craindre, les revendications allemandes devaient dépasser toute mesure, les conversations que certains désirent aboutiraient fatalement à une rupture qui aurait pour seule conséquence d'aggraver la situation internationale. »

Paul-Boncour était très attaché à la procédure genevoise à tel point qu'il en a négligé la diplomatie traditionnelle<sup>2051</sup>. Décidé dans un premier temps à rester ferme vis-à-vis d'une Allemagne qui quitte d'elle-même les négociations, il est « isolé<sup>2052</sup> » et doit finalement convenir de l'ajournement de la Conférence du désarmement puis de la reprise des discussions. Luchaire se trouve alors conforté dans ses positions par l'annonce de la diplomatie française.

« La France, a dit le gouvernement, est prête à engager avec l'Allemagne toutes les conversations et toutes les négociations dont M. Hitler prendrait l'initiative<sup>2053</sup>. »

Luchaire félicite vivement Paul-Boncour pour son courage.

« Qu'un gouvernement ait réussi, dans le tumulte des passions et dans l'agitation des inquiétudes, à effectuer une aussi remarquable, une aussi inattaquable synthèse diplomatique, voilà qui accroîtra la confiance du pays et qui ne manquera pas de frapper favorablement l'opinion internationale<sup>2054</sup>. »

A lire Luchaire, on croit revenir au début de la discussion franco-allemande comme s'il n'existait encore aucune crispation.

« Maintenant, le chancelier Hitler doit, avec franchise, abattre ses cartes. Le jeu qui suivra n'alarmera ni la France ni les amis de la France. »

De son côté Pfeiffer poursuit sa campagne d'avertissements contre les agissements dangereux du Reich. Il cite un document publié par son « excellent confrère » *Le Petit Parisien* à savoir une note secrète allemande dans laquelle le Reich affirmerait « "maintenir ses droits inaliénables sur l'Alsace-Lorraine" ». Ces révélations constituent aux yeux de Pfeiffer « un avertissement de poids à ceux qui étaient tentés de croire, les yeux fermés, à la sincérité allemande<sup>2055</sup> ». Il lui paraît évident qu'Hitler cherche à gagner du temps afin de parachever le réarmement du Reich et d'« imposer ensuite un programme maximum de revendications<sup>2056</sup> ». L'annonce des tractations germano-polonaises justifierait « l'impérieuse obligation de réexaminer » la politique étrangère française<sup>2057</sup>. Il imagine la France libérée « d'une lourde hypothèque<sup>2058</sup> » si la Pologne avalisait un accord de non-agression avec le

---

2051 Maurice Vaïsse remarque que durant les treize mois passés au Quai d'Orsay il ne s'est déplacé qu'à Genève, Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord, op.cit.*, p.362.

2052 *Ibid.*, p.510.

2053 Luchaire, « La Chambre suit M. Albert Sarraut. », *Notre Temps*, n°52, 16/11/1933.

2054 *Ibid.*

2055 Pfeiffer, « Vers l'accord germano-polonais », *Notre Temps*, n°53, 17/11/1933.

2056 *Ibid.*

2057 *Ibid.*

2058 Pfeiffer, « Le colonel Beck a voulu l'accord germano-polonais bien avant le Pacte à quatre », *Notre Temps*, n°54, 18/01/1933.



Reich. Le 22 novembre, *Le Matin* publie une interview d'Hitler par Fernand de Brinon<sup>2059</sup> dans laquelle le Führer renouvelle ses déclarations pacifiques à l'égard de la France<sup>2060</sup>. La donne aurait changé selon Pfeiffer car les Français n'auraient « plus à craindre d'être entraînés dans une guerre à l'Est de l'Europe<sup>2061</sup> [...] ». Dans la mesure où aucune objection ne proviendrait des autres pays européens, la France pourrait discuter de nouveau avec le Reich selon la voie diplomatique classique et sans diminuer « d'un centime le budget de [la] défense nationale ».

Une série d'articles de Luchaire et Pfeiffer marque leur profonde divergence de vues à la mi-décembre et précipite leur séparation. Luchaire estime que la France doit faire un choix : « cristalliser *contre l'Allemagne* [...] le pseudo-équilibre politique issu du traité de Versailles » ou bien « déterminer, *avec l'Allemagne, l'Italie, la Russie, l'Angleterre et la Petite-Entente*, un statut d'égalité et de coopérations européennes<sup>2062</sup> ». Luchaire se prononce évidemment en faveur de l'égalité, mais son argumentation omet la mauvaise volonté du Reich et ne peut éviter des approximations. Ainsi réclame-t-il d'en « finir avec l'atmosphère créée par le traité de Versailles » mais « *sans remettre en cause les stipulations territoriales* de ce dernier<sup>2063</sup> ». Le discours de Paul-Boncour du 14 novembre indiquerait que « la France cherche à diriger cette évolution au lieu de la subir », il en irait de même en ce qui concerne les entretiens Hitler-François-Poncet. Luchaire défend le principe de l'égalité et feint de craindre son application au domaine de l'armement. Il se demande si l'Allemagne cherche l'égalité ou finalement son réarmement. Dans le second cas, Luchaire admet que cela rendrait la discussion « beaucoup plus difficile » mais plutôt que de s'appesantir sur les détails il préfère insister sur l'aspect positif des discussions. Pfeiffer quant à lui estime soutenir une position intermédiaire.

« Il y a des pacifistes impénitents qui préconisent une politique de "concessions" aussi inefficace que dangereuse, sans vouloir comprendre que toute concession serait interprétée aujourd'hui comme un symptôme de faiblesse<sup>2064</sup>. »

Cependant il ne croit pas qu'un accord franco-allemand puisse empêcher l'Allemagne de réarmer. Il prévoit de graves répercussions sur la sécurité française s'il fallait envisager des réductions d'armements, en outre il est persuadé que l'Allemagne refuserait le contrôle ayant justement quitté Genève dans ce but. Il dénonce le fait de s'opposer à tout accord avec l'Allemagne ou l'Italie comme une politique « mortellement dangereuse » et déclare partager le programme proposé par Jacques Kayser dans *l'Appel* : « "Présence à Genève, liaison avec nos amis, contacts à Berlin, Activisme immédiat à Rome et à Moscou" ». Luchaire choisit

---

2059 Fernand de Brinon est à cette époque l'intermédiaire secret entre Daladier et Hitler. Ceci illustre la différence de méthode entre le Président du Conseil et son Ministre des Affaires étrangères et ne facilite pas la mise au point d'une ligne claire de politique extérieure. Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord, op.cit.*, p.363. Sur ce dernier point voir également p.459.

2060 Dominique Pinsolle y voit l'une des marques du « changement d'attitude » du *Matin* à l'égard de l'Allemagne. Dominique Pinsolle, *De Panama à Sigmaringen. Le Matin, op.cit.* p.514-515.

2061 Pfeiffer, « La politique polonaise permet à la France de "causer" avec le Reich, *Notre Temps*, n°59, 23/11/1933.

2062 Luchaire, « La France à la tête d'une politique d'active évolution européenne. », *Notre Temps*, n°79, 13/12/1933. En italique dans le texte.

2063 *Ibid.*

2064 Pfeiffer, « Pour la politique active de détente », *Notre Temps*, n°83, 17/12/1933.

d'occuper trois colonnes à la Une de *Notre Temps* le 19 décembre pour défendre sa position en matière d'organisation de la paix<sup>2065</sup>. Face au danger du réarmement allemand, l'hypothèse de « l'organisation diplomatique et militaire d'une "ceinture d'acier" autour du peuple allemand » ne pourrait que provoquer le retour à la situation de 1914, la reprise de la course aux armements et en même temps qu'un service aux marchands de canons, cela constituerait le reniement de toute « l'œuvre de Briand ». Luchaire recommande alors d'« infléchir la tactique aux exigences parfois cruelles des réalités » étant fidèle en cela à « l'idéal et aux thèses réalistes défendus par *Notre Temps* depuis sa fondation ». Afin d'éviter le réarmement allemand, il opte pour un désarmement français.

« Seulement, pour dire à l'Allemagne que nous n'acceptons pas son réarmement, il faut lui promettre, dans des conditions nettement définies, la réduction de nos propres armements. »

Luchaire reprend les principaux points du plan de désarmement de Paul-Boncour et compte toujours sur un contrôle militaire international qu'il qualifie d'« automatique ». Les négociations devraient alors porter sur « les modalités et les délais de réalisation ».

Pfeiffer explique les raisons de son départ dans un dernier article et quelques unes des caractéristiques de sa délicate collaboration avec Luchaire<sup>2066</sup>. Si Luchaire poursuit la défense de la politique de Locarno, Pfeiffer estime quant à lui que « les aspects changeants des faits imposent aux Locarniens d'hier des attitudes et des solutions nouvelles ». Il partagerait quelques points de vue avec Luchaire mais il dénonce l'« aspect idéologique ou locarnien » que Luchaire donne aux rapports franco-allemands. Depuis son arrivée à *Notre Temps* il aurait tenté de « voiler ces divergences de politique extérieure », le dernier article en date de Luchaire apparaît alors comme un coup d'éclat pour forcer la décision à la tête de *Notre Temps*.

« [...] mardi dernier, en mon absence de Paris, Luchaire a publié dans les colonnes de ce journal un article intitulé "Clartés européennes", dans lequel il préconise une politique de réduction de nos propres armements : cet article, ainsi qu'une évocation indirecte du problème de la révision des traités, reflètent des tendances en opposition absolue avec les miennes. »

Pfeiffer est visiblement surpris par le déroulement des événements et abandonne la direction à Luchaire « propriétaire du titre ». Luchaire n'aborde pas le fond de la séparation, il se contente de regretter la fin de leur collaboration et se cantonne à l'utilisation du jargon juridique.

« Et celui des deux qui avait apporté au "tandem" la... raison sociale de leur entreprise commune, reprend le libre usage de cette raison sociale et la pleine propriété de la maison lentement édiflée en huit ans d'effort<sup>2067</sup>. »

Luchaire qui déteste les séparations<sup>2068</sup> assure les lecteurs de la continuité de

---

2065 Luchaire, « Clartés européennes », *Notre Temps*, n°85, 19/12/1933.

2066 Pfeiffer, « Contre la réduction des armements », *Notre Temps*, n°88, 22/12/1933.

2067 Luchaire, « Séparation », *Notre Temps*, n°88, 22/12/1933.

2068 Voir en annexe la reproduction de la lettre adressée par Luchaire à Louis Martin-Chauffier le 21/02/1933, IMEC, LMC2-C2. « Mon rôle, au surplus, est systématiquement de conciliation. Jamais je ne contribuerai à cristalliser des inimitiés et, moins encore, à les faire connaître au public. »

l'amitié qui le lierait à Pfeiffer comme de la poursuite de sa « libre collaboration ».

Luchaire voit dans les déclarations du gouvernement de la fin de l'année la confirmation du bien-fondé de sa thèse en faveur du désarmement français<sup>2069</sup>. Mais la proximité supposée avec la diplomatie française n'évite nullement de graves critiques. Luchaire reconnaît que *Notre Temps* serait accusé par les uns de promouvoir une politique « "germanophile" » et pour d'autres de concourir à l'« affaiblissement de la défense nationale ». Il se défend de toute « germanophilie » dans la mesure où « l'équipe de *Notre Temps* » s'oppose à tout réarmement du Reich. Luchaire se plaignait déjà le 20 novembre d'une « atmosphère de basse suspicion et de méprisables calomnies<sup>2070</sup> » dans la presse française. *Notre Temps* serait partisan du rapprochement franco-allemand « aussi longtemps que les possibilités de ce rapprochement n'auront pas totalement disparu ». Mais les partisans d'un accord franco-allemand seraient dénoncés comme des « avocats de l'Allemagne ». La presse fait encore mention de « soupçons » légitimes à l'encontre des partisans d'un accord franco-allemand depuis la publication de documents indiquant que la propagande allemande ne reculerait pas devant des « sacrifices financiers ». A ces insinuations « abominables », Luchaire répond par une longue leçon de morale et de déontologie<sup>2071</sup>. Luchaire s'adresse encore à l'Allemagne afin de la rassurer. La démarche française serait sincère et ses contre-propositions « parfaitement acceptables pour le Reich ».

« A l'Allemagne de ne pas s'isoler elle-même au détriment des intérêts de son peuple et au profit exclusif des munitionnaires de tous les pays<sup>2072</sup>. »

*Notre Temps* a recruté Gabriel Cudenet peu après le départ d'Edouard Pfeiffer. Celui-ci ne se démarque pas de la ligne dessinée par Luchaire et s'engage en faveur du désarmement<sup>2073</sup>.

d) Brossolette sur la voie de la négociation au risque de subir les exigences allemandes.

Piketty ne suit pas précisément Brossolette dans *Notre Temps* quotidien. Il traduit bien ses prises de position mais ne cite pas le journal de Luchaire sur cette période préférant puiser ses références dans *l'Ecole libératrice*.

Brossolette soutient lui aussi les cabinets successifs de la fin de l'année 1933 et tout particulièrement leur ministre des Affaires étrangères, Joseph Paul-Boncour<sup>2074</sup>. Il refuse toute complaisance envers le Reich et pointe la mauvaise volonté qui émane de chacun de ses gestes diplomatiques. Le Reich « aurait recherché tous les avantages de l'intransigeance sans en courir les risques<sup>2075</sup> ». Pour Brossolette, l'Allemagne apparaît bien comme un partenaire indelicat. Cependant l'objectif reste d'arriver à un accord. Après le départ allemand de la

---

2069 Luchaire, « Paris chiffre son éventuelle contribution au désarmement », *Notre Temps*, n°95, 29/12/1933.

2070 Luchaire, « Pour l'honneur et la dignité de la presse française. », *Notre Temps*, n°56, 20/11/1933.

2071 *Ibid.*

2072 Luchaire, « La proposition française n'est pas une feinte hypocrite », *Notre Temps*, n°96, 30/12/1933.

2073 Gabriel Cudenet, « Contre le nationalisme, pour le désarmement », *Notre Temps*, n°97, 31/12/1933.

2074 Brossolette, « L'Assemblée de Genève. M. Paul-Boncour définit notre politique du désarmement », *Notre Temps*, n°9, 04/10/1933.

2075 Brossolette, « Le Reich lance un ballon d'essai à Rome et à Londres », *Notre Temps*, n°13, 08/10/1933.

Commission du désarmement et de la SDN, Brossolette étudie les conditions d'une reprise des discussions en matière de désarmement<sup>2076</sup>. Bien que le coup d'éclat allemand de la mi-octobre ait consterné tous les partisans de la paix, Brossolette veut surtout retenir les faits positifs comme les déclarations encourageantes de Norman Davis<sup>2077</sup>.

« A vouloir autre chose, à tenter immédiatement de constituer à Genève une coalition politique contre l'Allemagne, on ne pourrait aller qu'à des échecs et des catastrophes<sup>2078</sup>. »

Brossolette suit attentivement la reprise des conversations franco-allemandes à la fin novembre 1933<sup>2079</sup>. Les entrevues Hitler-François-Poncet sont les premiers contacts depuis deux mois, ils s'annoncent comme un « prologue » de la plus grande importance dans le but d'éviter le réarmement allemand. Eu égard à sa méfiance envers le Reich et sa volonté d'aboutir à un accord de désarmement, il choisit une voie médiane entre celle de Luchaire et celle de Pfeiffer.

« [...] il est impossible de s'en tenir aux formules simplistes d'hier et de proclamer qu'on n'a le choix qu'entre l'égalité sur les bases de désarmement imposées au Reich par les traités et l'égalité sur la base des armements français actuels. En fait le réarmement détourné de l'Allemagne a déjà modifié les termes du problème. »

Il recommande de tenir compte des armes supplémentaires du Reich. Une seule solution lui semble acceptable des deux côtés du Rhin, à savoir « l'élaboration en commun par la France et par l'Allemagne d'un système de défense nationale entièrement et exclusivement défensif dont l'unification des types d'armes préconisée depuis un an par M. Paul-Boncour était l'amorce ». Ce plan est qualifié de « suprême chance de paix » et il reviendrait au gouvernement et au parlement de dire s'ils la saisissent ou la négligent. Il explique la position originale des socialistes début décembre. Si « l'Internationale ouvrière s'est prononcée contre la procédure des conversations directes entre les gouvernements de Paris et de Berlin<sup>2080</sup> », les socialistes seraient cependant favorables à un accord de désarmement.

Brossolette dresse l'inventaire des événements ayant modelé les relations franco-allemandes ces dernières années notamment l'opposition des gouvernements français « d'union nationale » à tout désarmement, le succès de l'hitlérisme, l'inquiétude du monde et dernièrement le réarmement clandestin du Reich.

« Impossible, par conséquent, de songer plus longtemps à l'égalisation des armements par le bas qui eût pourtant constitué la meilleure solution au problème du désarmement<sup>2081</sup>. »

L'Allemagne propose l'augmentation de ses effectifs à 300 000 hommes et

---

2076 Brossolette, « Des conversations devront-elles préparer la reprise des travaux ? », *Notre Temps*, n°22, 17/10/1933.

2077 Brossolette, « Les Etats-Unis nous offre leur collaboration technique », *Notre Temps*, n°23, 18/10/1933.

2078 *Ibid.*

2079 Brossolette, « La sécurité peut servir de base au débat franco-allemand », *Notre Temps*, n°63, 27/11/1933.

2080 Brossolette, « La reprise de la course aux armements dépend des entretiens franco-allemands », *Notre Temps*, n°68, 02/12/1933.

2081 Brossolette, « Les conversations franco-allemandes commencent sur le désarmement », *Notre Temps*, n°76, 10/12/1933.

l'accroissement proportionnel du petit matériel ce qui constitue de son propre aveu une « différence [...] profonde » par rapport à ce que la France avait jusque là accepté. Cependant Brossolette refuse d'abandonner l'espoir d'un accord.

« Mais, si considérables que soient ces différences, elles ne sont pas irréductibles. Elles ne le seraient que si le gouvernement allemand n'admettait aucune discussion ni sur les chiffres qu'il a suggérés ni sur la possibilité de délais pour la réalisation de l'égalité des droits absolus. »

La suite des conversations devrait alors prendre la forme d'une « transaction » ou celle d'un « ultimatum ». Pour Brossolette, les réclamations allemandes ne seraient « pas absolument irréductibles aux propositions arrêtées en septembre dernier au cours des entretiens de Paris » ni « aux principes qui dirigent la politique française de désarmement<sup>2082</sup> ». Il cite Luchaire qui, dans son article « Clartés européennes », aurait exposé « avec la plus grande précision » ces mêmes principes. La citation n'est pas anodine et symbolise son accord avec Luchaire sur les modalités du désarmement. Il reviendrait à la France de faire les efforts nécessaires pour s'entendre avec l'Allemagne. Brossolette s'exprime ici à la veille du départ de Pfeiffer et l'on aimerait savoir s'il suit de près l'affrontement entre les deux directeurs. Cependant il ne cache pas les difficultés qui restent à résoudre. Le chiffre de 300 000 soldats allemands lui paraît trop élevé. Il espère que les gouvernements français et anglais puissent convaincre l'Allemagne d'en revenir aux suggestions du plan Mac Donald. Hitler proposerait de soumettre les formations paramilitaires à un contrôle rigoureux, ce que Brossolette veut bien reconnaître comme « une preuve de bonne volonté ». Mais elles contribueraient tout de même « à accroître sensiblement la force armée du Reich ». Brossolette se demande s'il est possible de convaincre le Reich de supprimer les SA et les SS.

« Leur licenciement serait sans doute la condamnation même du régime hitlérien. Et ce serait beaucoup espérer de M. Hitler que d'attendre de lui son propre arrêt de mort. »

Brossolette fait preuve d'espoir et de bonne volonté considérant que les obstacles ne sont pas insurmontables. En cette fin d'année il semble pris dans un étau entre sa défense d'une politique de négociations avec le Reich et les difficultés en présence. Alors que le Reich réclame un réarmement limité, la France continue de prôner le « désarmement progressif<sup>2083</sup> ». D'autre part, l'existence d'une armée de métier en Allemagne et de conscription en France rendrait les discussions très difficiles.

« Tant que ces deux systèmes opposés coexisteront par-dessus les frontières, aucun accord équitable ne sera possible sur le désarmement. »

Brossolette indique les impératifs à préserver dans les négociations, l'égalité du type d'armée et le refus du réarmement allemand. La France devrait encore faire des « déclarations précises et nettes » quant à ses projets de désarmement « amenant le chancelier Hitler à réduire les chiffres qu'il a suggérés ». Il existe une

---

2082 Brossolette, « Les offres du Reich feront l'objet des entretiens Boncour Simon », *Notre Temps*, n°87, 21/12/1933.

2083 Brossolette, « Les conversations franco-allemandes vont se poursuivre », *Notre Temps*, n°94, 28/12/1933.

contradiction chez Brossolette entre l'espoir de convaincre le régime hitlérien et sa grande lucidité quant à la perfidie de celui-ci. Sans doute en tant que journaliste ressent-il le devoir moral de participer à l'apaisement international, de lutter contre les campagnes alarmistes en France en défendant une position qu'il juge moralement irréprochable. La défense de la paix nécessiterait certains sacrifices.

## B. Les perceptions de l'Allemagne nationale-socialiste.

*Notre Temps* quotidien conserve un intérêt particulier pour l'Allemagne. Celui-ci n'est pas seulement d'ordre politique et diplomatique comme l'exigent les événements et l'engagement pacifiste du journal. Il est dans la droite ligne du choix éditorial opéré depuis l'été 1930, à savoir refléter un engagement européen via une attention soutenue et multiforme en direction de l'Allemagne. *Notre Temps* simplement sous-titré « quotidien du soir<sup>2084</sup> » garde ainsi l'une des caractéristiques de son existence hebdomadaire.

### a) Peu d'Allemands écrivent.

Aucun des anciens signataires allemands n'apparaît dans le quotidien hormis Otto Abetz qui signe sa dernière participation début novembre 1933 dans la page culturelle<sup>2085</sup>. Le sous-titre est plus rassurant que le contenu.

« Il ne faut pas que le philistin éternel qui est en chaque nation trouve dans la réaction culturelle une occasion de se manifester. »

Abetz dit attendre avec « un intérêt à la fois critique et anxieux » le résultat de la politique allemande marquée pour l'heure par « le "*Totale Staat*" » et « la fameuse "*Gleichschaltung*" ». Il étudie les répercussions en matière de littérature et de jeunesse et déclare ne voir aucune différence entre les autodafés en Allemagne et le « bûcher des vanités » de Savonarole à Florence en 1496. Les livres brûlés en Allemagne seraient la marque d'un zèle juvénile avec pour seule conséquence que « de bonnes et de mauvaises œuvres ont péri ». Il décrit ensuite l'évolution récente de la littérature allemande, sa forme libérale aurait été préférée par les éditeurs étrangers et représenterait la pensée étrangère plutôt que la pensée allemande. Ainsi Emil Ludwig, Heinrich Mann et Lion Feuchtwanger seraient « hors des courants intellectuels et sentimentaux de l'Allemagne d'après-guerre ». Abetz continue d'utiliser le vocable cher à *Notre Temps* pour insuffler désormais une propagande qui n'est plus seulement farouchement nationaliste mais qui devient nationale-socialiste. Le journaliste Walter Bing désigné comme correspondant allemand de *Notre Temps* fait son apparition en novembre 1933 et signe à dix reprises jusqu'au 4 mars 1934. Il rédige les « Lettres d'Allemagne » dans lesquelles il offre une information évidemment favorable au régime hitlérien<sup>2086</sup> et empreinte de pacifisme<sup>2087</sup>.

---

2084 Le sous-titre « Quotidien des générations du feu et de l'après-guerre » n'apparaît qu'au printemps 1934.

2085 Otto Abetz, « Lettre d'Allemagne », « Après les autodafés, ou va la pensée allemande ? », *Notre Temps*, n°37, 01/11/1933.

2086 Walter Bing, « Lettre d'Allemagne », « La crise économique et l'Hitlérisme », *Notre Temps*, n°52, 16/11/1933. Walter Bing, « Lettre d'Allemagne », « Les projets touristiques du Troisième Reich », *Notre Temps*, n°69, 03/12/1933.

## b) Les rédacteurs français et l'Allemagne.

La continuité entre la revue et le quotidien se perçoit avec le maintien de la rubrique d'Emmanuel Garry qui offre toujours un écho très favorable de l'activité théâtrale et cinématographique en Allemagne<sup>2088</sup>. Parmi les rédacteurs qui se penchent sur l'Allemagne, Georges Aguesse, Georges Roux, Serge Drouin, Régis de Vibraye, Albert Villet et Roger Foucher-Créteau, aucun ne prononce de critiques sérieuses à son encontre. Engagé dans la promotion du dialogue franco-allemand et certainement lu outre-Rhin comme peut le suggérer le rythme soutenu de la rubrique d'Emmanuel Garry, *Notre Temps* semble s'interdire de contrarier les esprits de l'autre côté de la frontière. *Notre Temps* hebdomadaire apportait des nouvelles d'Allemagne à chacun de ses numéros, devenu quotidien, le rythme n'a guère changé. Parmi ces contributions, on retient celle de Roger Foucher-Créteau<sup>2089</sup>, directeur de *Holàhée !*, une autre revue de la « nouvelle génération ». Cette signature témoigne de l'intérêt de Foucher-Créteau pour les contacts directs entre la France et l'Allemagne dans la droite ligne de Luchaire. Foucher-Créteau y explique faire la distinction très nette entre l'auteur de *Mein Kampf* et le chancelier actuel du Reich. Il a reproduit dans sa revue une lettre adressée à Hitler dans laquelle il lui demandait de préciser « à l'intention de la nouvelle génération française » quelle serait son évolution prochaine. Il n'a pas reçu de réponse mais il importe selon lui de « montrer à l'Allemagne que la nouvelle génération française est prête à envisager loyalement des conversations directes avec la nouvelle génération allemande ». On connaît les prises de position pacifistes et finalement germanophiles de Serge Drouin et Georges Roux<sup>2090</sup>. Quant à Georges Aguesse, Luchaire décrit bien la nature de sa participation lorsqu'il écrit que celui-ci témoigne du « pittoresque » de la situation allemande au moment du plébiscite<sup>2091</sup>. *Notre Temps* publie des lettres de Louis Thomas à partir du 30 novembre 1933. Celles-ci partent sur la question alsacienne pour s'intéresser finalement à l'Allemagne. L'ancien rédacteur en chef du *Jour* s'adresse à Pfeiffer pour le féliciter de ses efforts en faveur des conversations avec les pays étrangers, il considère que la discussion avec l'Allemagne se devrait d'être « entière ».

« [...] c'est, très exactement, le point de vue des hommes d'Etat allemands, avec lesquels j'ai eu l'honneur de parler, la semaine dernière, à Berlin<sup>2092</sup>. »

Louis Thomas, qui se plaint d'être taxé « d'avocat de l'Allemagne », porte un regard très positif sur Hitler.

« [...] le citoyen allemand Adolf Hitler, [...] a donné une forme éclatante à ces

---

2087 Walter Bing, « Lettre d'Allemagne », « Ce qu'un nazi a vu de Paris », *Notre Temps*, n°43, 14/02/1934.

2088 On peut lire à titre d'exemple Emmanuel Garry, « Le théâtre et l'écran sous le règne de Hitler », *Notre Temps*, n°45, 09/11/1933, avec ce sous-titre évocateur : « Films de machines et pièces philosophiques jouissent en Allemagne d'un succès toujours croissant. »

2089 Roger Foucher-Créteau, « Le Chancelier Hitler contre "Mein Kampf" », *Notre Temps*, n°70, 04/12/1933.

2090 Pour Roux, Hitler fait preuve d'un « véritable courage civique » et serait « poussé par un moteur : la foi ». Il le décrit comme « une sorte de prêtre. Un curé de campagne qui serait devenu pape. », Georges Roux, « Monsieur Hitler », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°38, 02/11/1933.

2091 Luchaire, « Apaisement ? Oui. Paix ? Laquelle ? », *Notre Temps*, n° 49, 13/11/1933.

2092 Louis Thomas, « France et Allemagne peuvent s'accorder sur une paix virile », *Notre Temps*, n°66, 30/11/1933.

sentiments alors que les hommes politiques allemands des vieux partis n'avaient pas eu, depuis quatorze ans, assez de générosité virile pour les vivre, assez de courage pour les exprimer. »

Thomas insiste sur la nécessité pour la France de faire preuve de « virilité » afin de montrer sa force et sa détermination.

« Le Führer comprendra les sentiments profonds des Français si les négociateurs en face de lui ont assez de sens populaire pour les exprimer, assez de violence généreuse pour les traduire dans le langage du cœur. »

Thomas explique que son bon contact avec les anciens combattants allemands est dû à sa franchise. Il aurait témoigné en Allemagne de son expérience de soldat volontaire et aurait affirmé qu'il était prêt à recommencer si les circonstances le demandaient. Pour preuve de son argumentaire, Thomas explique que les Allemands aimeraient évoquer le « "Front Soldat Daladier" ». Thomas décrit dans une seconde lettre<sup>2093</sup> le contenu de ses conversations avec les Allemands, lesquelles devraient avoir valeur d'exemple. Il aurait ainsi affirmé que la France serait toujours prête à combattre quiconque pour défendre l'Alsace. L'Allemagne devrait cesser toutes prétentions sur l'Alsace pour espérer le concours de la France dans « le règlement définitif des difficultés résultant du Traité de Versailles ». Finalement il remarque à la suite de ces camarades de discussions que le grand avantage du régime allemand tiendrait à ce qu'une fois Hitler convaincu, tout le peuple obéirait. Thomas revient ensuite sur une conférence des « Causeries populaires ». Il fut invité à débattre sur le thème de l'Allemagne aux côtés d'Helmut von Gerlach, exilé allemand et illustre militant pacifiste, et Bernard Lecache, le président de la LICA<sup>2094</sup>. Thomas semble ne pas être satisfait de cette réunion car il tient à corriger certaines idées échangées. Il juge le système de pensée de von Gerlach simple voire simpliste et démonte les critiques basées sur *Mein Kampf*. Elles seraient utilisées pour prévenir la France d'un éventuel danger mais n'en constitueraient pas moins les arguments des militaristes français. C'est à travers ce type d'articles que l'orientation pro-allemande de *Notre Temps* apparaît évidente. L'impression que laisse au lecteur une telle prise de position personnelle n'est jamais contrebalancée par un avis opposé. Un autre exemple de ces jugements personnels qui ont l'avantage de ne pas engager la responsabilité du directeur est donné par Albert Villet qui affirme que « le programme national-socialiste est réellement socialiste et même révolutionnaire<sup>2095</sup> ». Si Luchaire devait encore faire preuve d'objectivité à cette date il aurait sans doute la possibilité de donner la parole à d'autres personnes mais rien de tel ne se trouve dans *Notre Temps*.

c) Régis de Vibraye, un pacifiste conquis par le régime hitlérien.

Le militant européen catholique et pacifiste<sup>2096</sup> Régis de Vibraye participe à

---

2093 Louis Thomas, « Préface alsacienne aux négociations franco-allemandes », *Notre Temps*, n°67, 01/12/1933.

2094 Louis Thomas, « "L'encerclement moral de l'Allemagne". Lettre ouverte à M. Hellmuth [sic] de Gerlach, exilé allemand », *Notre Temps*, n°91, 25/12/1933.

2095 Albert Villet, « Le socialisme de M. Hitler », *Notre Temps*, n°71, 05/12/1933.

2096 Jean-Claude Delbreil, *Les catholiques français, op.cit.*, p.108.



*Notre Temps* depuis la rencontre de Mayence. Il signe en novembre 1933 un article qui témoigne de sa complète séduction vis-à-vis du national-socialisme<sup>2097</sup>. Vibraye fait le constat « d'une consolidation et d'une normalisation du régime » en Allemagne qu'il retire de ses contacts avec de nombreux « éléments non hitlériens ».

« Avec beaucoup de restrictions exprimées devant moi très franchement, tous ces éléments sont au fond des ralliés, en ce qu'ils estiment que l'expérience hitlérienne doit se poursuivre et que, malgré toutes sortes d'objections d'ordre moral, sentimental ou intellectuel, la solution hitlérienne est actuellement la seule possible, la seule aussi qui présente pour l'Allemagne des chances de relèvement et de salut. »

Il tient pour information rassurante que Berlin combattrait ardemment « l'indiscipline spontanée des groupes locaux de SA ». Il met en avant « la prudence de Hitler » dans sa manière de mener des réformes, un élément qui serait signalé par « tous ceux qui sont en contact avec lui ». Vibraye dresse ensuite le portrait du Führer.

« Le sens de la responsabilité, joint à la compréhension des aspirations populaires et à la science instinctive du langage qui porte sur le peuple, sont probablement les qualités dominantes de l'homme [...]. »

Il relaie ensuite des rumeurs sur sa personnalité. Hitler serait une « sorte d'ascète qui vit pour son idée », il serait en outre « végétarien » et serait vu par certains Allemands comme « la Jeanne d'Arc de l'Allemagne ». Vibraye insiste sur la dimension pacifiste du soutien populaire apporté à Hitler. Celui-ci, « sincère ou non » serait parfaitement conscient du « profond désir de paix de ces masses allemandes qu'il connaît si bien<sup>2098</sup> ». L'article suivant de Régis de Vibraye mêle l'argumentaire de la « nouvelle génération » à l'éloge du chef de l'Allemagne<sup>2099</sup>. Vibraye désire s'adresser à « des hommes neufs, des hommes de trente-cinq à quarante ans, pas trop surchargés de souvenirs livresques, pas trop empêtrés de formalisme, ayant un peu perdu le souvenir des traités de Westphalie et n'ayant pas de goût pour les joutes oratoires de la Conférence des avocats ». L'Allemagne qualifiée de « nouvelle » accorderait une pleine confiance à Hitler. L'admiration de Vibraye pour ce dernier ne fait pas de mystère.

« Ce chef revendique les responsabilités au lieu de les fuir. Fils du peuple, il parle au peuple presque chaque jour. »

Comme la question de la sincérité de Hitler est dans tous les esprits, Vibraye affirme qu'Hitler est d'accord avec son peuple pour la paix et qu'il a renoncé définitivement à l'Alsace-Lorraine. Dans son troisième article en cette fin d'année 1933, Vibraye défend une politique extérieure très favorable à l'Allemagne<sup>2100</sup>. Il aurait rencontré « un membre très important du parti national-socialiste, spécialiste dans les questions extérieures » lors d'un récent séjour en Allemagne. Le rêve allemand se concrétiserait dans l'expression « Drang nach Osten ». Les menaces

---

2097 Régis de Vibraye, « Signification d'une mystique », « Tribune libre », *Notre Temps*, n°49, 13/11/1933.

2098 *Ibid.*

2099 Régis de Vibraye « Que feraient les jeunes ? », *Notre Temps*, n°70, 04/12/1933.

2100 Régis de Vibraye, « Réalités françaises et rêves allemands », « Tribune libre », *Notre Temps*, n°78, 12/12/1933.

que contiennent de *Mein Kampf* ne seraient à prendre en compte que dans le cas où « la France refuserait à l'Allemagne le droit de vivre et s'opposerait à ses légitimes ambitions ». La première de ces ambitions serait de développer pacifiquement son commerce à l'Est-ce qui amène Vibraye à des considérations de politique extérieure. La France devrait abandonner la politique « d'impérialisme inconscient » de Louis XIV et cesser de soutenir certains peuples européens. Elle devrait également choisir de se pencher sur l'Empire plutôt que sur l'Europe centrale. Il faudrait laisser l'Allemagne trouver des débouchés à l'Est et surtout ne pas tenter de lui « barrer la route ». On devine que cette lecture de la politique extérieure française a pu lui être suggérée par ses contacts outre-Rhin.

d) Les illusions des clercs de *Notre Temps*.

Il est remarquable de ne trouver aucune critique fondamentale de l'Allemagne hitlérienne chez les plus anciens collaborateurs de *Notre Temps*. On peut se demander s'il s'agit d'une discipline personnelle ou imposée et destinée à ne pas oblitérer les efforts de pacification des esprits. Ces journalistes et hommes de lettres n'ont sans certainement pas perçu les dangers d'une attitude de complaisance envers l'Allemagne. Chabannes avait ainsi tout le loisir de comprendre et faire comprendre la « nouvelle Allemagne » à travers sa chronique littéraire mais les documents qu'il a rassemblés ne le permettent pas encore en décembre 1933.

« Les ouvrages allemands traduits jusqu'ici nous ont fait prévoir la révolution hitlérienne mais aucun encore ne nous la fait pénétrer<sup>2101</sup>. »

*Notre Temps* s'est vraisemblablement interdit de publier les témoignages des exilés allemands. Cette décision n'est pas explicite mais on la lecture du journal le montre aisément. Sans doute la volonté de jouer un rôle « diplomatique » tout comme la décision stratégique de conserver les liens avec le *Sohlbergkreis* interdisait purement et simplement cette éventualité. Chabannes cite Emmanuel Garry et « ses brillantes correspondances sur la vie intellectuelle à Berlin ». Il dit interroger la littérature allemande pour connaître le sens du bouleversement politique mais la distance avec laquelle il regarde le régime national-socialiste va au-delà de la simple neutralité. Gabriel-Edouard Monod-Herzen, l'ami d'enfance de Luchaire à Florence est d'ordinaire chargé des questions de sciences et de philosophie. A l'occasion du plébiscite hitlérien du 12 novembre il est envoyé spécial à Karlsruhe<sup>2102</sup>. Il décrit la journée de vote sur le mode des « choses vues », c'est-à-dire du récit de voyage respectant une neutralité absolue. A l'instar du reste de la rédaction, la véritable nature du régime hitlérien lui échappe.

« Il faut avoir passé d'Allemagne en Italie pour comprendre à quel point le fascisme est plus militaire que le national-socialisme. »

Il s'interroge tout de même sur le degré de conscience politique de la foule allemande.

« Ils ont voté, mais ont-ils compris ? Se sont-ils demandés pourquoi on leur

---

2101 Jacques Chabannes, « A la recherche du Troisième Reich », « Lettres, Arts, Spectacles », *Notre Temps*, n°73, 07/12/1933.

2102 G-E Monod-Herzen, « Quand l'Allemagne plébiscite M. Hitler. », *Notre Temps*, n°51, 15/11/1933.

avait donné deux bulletins [...] ?

Il critique ainsi les conditions du double scrutin organisé de telle façon que le succès d'Hitler y était assuré.

Jean-Jacques Bernard intervient en octobre 1933 afin de discuter des conditions d'engagement d'un intellectuel<sup>2103</sup>.

« Ce que Luchaire, Pfeiffer et les "politiques" de ce jeune quotidien ont entrepris dans leur domaine, l'équipe des "littéraires", qui n'a jamais marchandé son appui à *Notre Temps* le poursuivra dans le sien. »

Il évoque un monde en transformation dans lequel l'intellectuel hésiterait à s'engager. Ce dernier aurait été d'une manière générale victime des mensonges sur les régimes étrangers, notamment sur ceux de Russie et d'Italie et Bernard précise ce qu'il en a retenu.

[...] pour qui a fait le voyage de Rome et regardé sans parti pris, l'œuvre positive de Mussolini apparaît considérable et féconde et un esprit libéral ne peut que se grandir à lui rendre justice. »

De la même manière il appartiendrait aux intellectuels de s'interroger « dans quelle mesure on lui ment sur l'Allemagne ». Bernard se montre désireux de « comprendre » le monde nouveau. Il marque son adhésion à l'idée d'entreprendre désormais une politique sur le plan national et utilise la première personne du pluriel censée représenter les « littéraires » de *Notre Temps*. Il s'en explique avec les mêmes arguments que Luchaire : quoique fervents internationalistes, il leur faudrait tenir compte du contexte de repli national en Europe. La France confrontée à la « crise morale » devrait conserver ses « qualités précieuses » qui font d'elle un « refuge de libéralisme » et un « foyer d'idées généreuses ». Bernard entend s'appuyer sur « les hommes sincères » entre lesquels se trouverait une « pierre de touche : la primauté du spirituel ». Bernard refuse de voir là des contradictions et espère pouvoir « concilier dans un même respect fervent tout ce qui a contribué à former l'âme multiple, complexe et captivante de la France, qu'elle se soit exprimée dans la générosité de Jaurès ou dans la tendresse de Barrès ». Jean-Jacques Bernard s'intéresse au contact franco-allemand dans un second article<sup>2104</sup>. Il évoque une « trop longue » et « trop douloureuse tragédie » qui nécessiterait plus que jamais de « vider [l'] abcès ». Il rend hommage à *Notre Temps* pour cet objectif jamais abandonné et l'assure de sa fidélité à ce sujet. Il recommande de ne pas « sacrifier l'esprit à la lettre » et convient de la nécessité de mettre de côté les procédures propres à la SDN. Il insiste ensuite sur le désarmement moral grâce auquel le désarmement militaire serait alors possible. A ce titre, il recommande de demander à l'Allemagne de modifier les ouvrages scolaires qui entretiendraient des ferments de haine entre les deux peuples. La conclusion de Bernard paraît bien éloignée des enjeux politiques au cœur des rapports franco-allemands. Elle illustre pleinement une discipline à laquelle les membres de *Notre Temps* se sont astreints. Celle-ci consiste à tenter de comprendre l'Allemagne avec les messages qu'elle adresse à l'étranger, à tout faire pour faciliter la paix selon une interprétation qui

---

2103 Jean-Jacques Bernard, « Réflexions d'un clerc », *Notre Temps*, n°16, 11/10/1933.

2104 Jean-Jacques Bernard, « Tragédie franco-allemande », *Notre Temps*, n°40, 04/11/1933.

aboutit à surtout ne rien faire qui pourrait la menacer. Jean-Jacques Bernard s'est relativement peu exprimé dans *Notre Temps*, il ne signe que dix participations entre 1928 et 1934 mais celles-ci furent régulières. Il partage encore pleinement les réflexions politiques de Luchaire en décembre 1933. Il s'appuie cependant sur la « Primauté du spirituel » pour trouver les clés d'interprétation de l'époque, une expression chère aux spiritualistes et à la Jeune Droite tirée de l'ouvrage de Maritain<sup>2105</sup>. *Notre Temps* n'a pas perdu tous ses contacts avec les intellectuels « purs » malgré une pratique très politique du journalisme et les passerelles avec le pôle spiritualiste ne sont pas toutes rompues. Luchaire semble encore exercer une certaine autorité intellectuelle auprès de ces camarades d'âge, pour peu de temps encore concernant Jean-Jacques Bernard. Le 23 février 1934 voit la publication d'une lettre qui explique son abandon de la politique et son éloignement de *Notre Temps*<sup>2106</sup>.

Il n'existe finalement pas de débat contradictoire au sein de *Notre Temps*. Aucun discours critique ne vient contredire des prises de position majoritairement positives vis-à-vis de l'Allemagne. Les seuls à faire entendre des critiques sont Pierre Brossolette et Edouard Pfeiffer qui sont de toute évidence isolés au sein de la rédaction.

### **III. Les fluctuations politiques d'un journal en temps de crise.**

Afin de rendre compte du traitement de politique intérieure au cours de l'année 1934, nous nous intéressons aux personnalités et aux thèmes mis en avant par *Notre Temps*. A travers les éditoriaux de Luchaire, les articles des rédacteurs de politique intérieure et les participations de personnalités extérieures nous pouvons dresser le tour d'horizon des préoccupations du quotidien. A suivre précisément celles-ci, on remarque une attitude très variable du directeur selon les rapports qui le lient aux cabinets en place et finalement selon s'il bénéficie ou non de subventions. *Notre Temps* prend position en 1934 en faveur du régime démocratique, il défend le travail et la probité des radicaux au pouvoir et met en sourdine son antiparlementarisme exprimé à la fin de l'année 1933. Il se situe dans l'opposition après l'avènement du cabinet Doumergue mais observe durant deux mois une « trêve » politique censée profiter à l'élaboration de plans de réforme de l'Etat. Luchaire réactive alors le discours sur une réforme du régime rendue indispensable par les insuffisances du parlement. Il convoque les anciens combattants, la jeunesse et les syndicats qu'il nomme les « forces vives de l'Etat ». En intégrant les anciens combattants aux solutions d'avenir du pays il prend en compte leur rayonnement dans l'opinion publique depuis le 6 février et abandonne sa théorie des « nouvelles générations ». Il mène ensuite une campagne de dénigrement du cabinet Doumergue poursuivie sans relâche jusqu'à sa chute. En fin d'année Luchaire se place résolument aux côtés du cabinet Flandin en s'obligeant à quelques contorsions pour adapter ses prises de position récentes à un ministère « libéral ».

---

2105 Jacques Maritain, *Primauté du spirituel*, Plon et Nourrit, 1927.

2106 Jean-Jacques Bernard, « Une lettre sur la politique », *Notre Temps*, n°49, 23/02/1934.

A. Le soutien politique et stratégique de *Notre Temps* aux cabinets Chautemps et Daladier.

a) Luchaire défenseur de la démocratie et du régime républicain.

Au début de l'année 1934 Luchaire explique que la continuité du personnel de l'Etat, notamment radical, a permis une stabilité appréciable malgré les crises politiques. Il fait écho à un discours de Bonnet qui retrace « les étapes du redressement financier réalisé par les majorités de gauche<sup>2107</sup> » et témoigne des « avantages de la durée des hommes ». Chiffres à l'appui, il renvoie les critiques de droite à leurs responsabilités et met en avant le très satisfaisant bilan financier comme étant « l'œuvre des gauches au pouvoir ». L'affaire Stavisky qui a débuté par l'arrestation du directeur du Crédit Municipal de Bayonne à Noël 1933 rebondit au début de l'année 1934 et atteint le cabinet Chautemps. Le Président du Conseil est contraint de modifier de la composition de celui-ci sans réussir à faire cesser les soupçons de collusion au plus haut niveau de l'Etat. L'image du cabinet Chautemps semble définitivement ternie ainsi que celle d'un grand nombre de radicaux considérés comme des proches de Stavisky. Luchaire qui a côtoyé ce dernier lorsqu'il travaillait à *La Volonté* a tout à perdre dans une telle affaire aussi s'évertue-t-il à modérer l'ampleur de la crise. Il presse la justice d'agir pour ne pas qu'elle soit gênée par un « scandale politique artificiellement hypertrophié<sup>2108</sup> ». Il multiplie les appels au calme et refuse de « dénoncer une "pourriture générale"<sup>2109</sup> ». Il met en avant toute l'ardeur de Chautemps pour hâter la justice et recommande de ne pas trouver de « victimes expiatoires<sup>2110</sup> ». Il assimile les accusations portées contre le gouvernement Chautemps à des manœuvres politiciennes qui risquent de « déshonorer la République<sup>2111</sup> » et de léser la France sur le plan international. Il considère que l'idée d'une commission d'enquête constitue une « confusion grotesque et inopérante<sup>2112</sup> » et fait miroiter une fois encore la menace d'une perte de crédit de la France auprès de l'étranger. Il cite un passage de *l'Angriff* en estimant que le journal de Goebbels donne « une leçon de tact<sup>2113</sup> » aux républicains français. Il continue d'appeler à la vérité, à la justice et surtout au « sang-froid ». Le 27 janvier, Luchaire se fait le défenseur du travail restant à accomplir à la Chambre. Pendant que « l'hystérie parisienne<sup>2114</sup> » atteindrait son comble, le pays serait confronté à des enjeux plus importants tels la réorganisation du chemin de fer après la catastrophe de Lagny ou encore « le sort de [la] paysannerie » confrontée à la crise. Malgré des efforts ininterrompus, Luchaire se voit contraint de dresser le bilan financier et diplomatique du cabinet Chautemps le 28 janvier<sup>2115</sup>. Il rend hommage au Président

---

2107 Luchaire, « Le bilan financier de la législature », *Notre Temps*, n°4, 04/01/1934.

2108 Luchaire, « Qu'on décide l'arrestation des coupables », *Notre Temps*, n°7, 07/01/1934.

2109 Luchaire, « M. Chautemps retouchera son min ce soir », *Notre Temps*, n°9, 09/01/1934.

2110 Luchaire, « Discriminer et être juste », *Notre Temps*, n°10, 10/01/1934.

2111 Luchaire, « Stavisky, enjeu politique », *Notre Temps*, n°12, 12/01/1934.

2112 Luchaire, « Attention à la confusion des pouvoirs », *Notre Temps*, n°11, 11/01/1934.

2113 *Ibid.*

2114 Luchaire « Chaos accru à la Chambre », *Notre Temps*, n°27, 27/01/1934.

2115 Luchaire, « Le ministère Chautemps est démissionnaire aujourd'hui », *Notre Temps*, n°28, 28/01/1934.

du Conseil qui aurait agit avec « un désintéressement personnel, un courage, une intelligence et une honnêteté morale<sup>2116</sup> » remarquables face à l'affaire Stavisky.

Luchaire et Cudenet accueillent avec empressement le nouveau chef du gouvernement<sup>2117</sup>. Comme il l'avait dit du Ministère Paul-Boncour peu après son investiture<sup>2118</sup>, Luchaire voit en Daladier un pôle de rassemblement des « jeunes équipes<sup>2119</sup> ». Après avoir nourri puis déçu ses espoirs quant à la réunion des « jeunes équipes » autour d'une rénovation du Parti radical, Daladier bénéficie à nouveau d'une image positive auprès du directeur de *Notre Temps*. Dans les premiers jours, le journal organise la réplique à la presse de droite<sup>2120</sup>.

#### b) L'opposition aux manifestations du 6 février 1934.

Une contestation populaire du pouvoir s'est amplifiée depuis le début de l'année et se cristallise dans les manifestations combinées des anciens combattants et des ligues le 6 février. Luchaire dénonce vigoureusement l'initiative et appelle la jeunesse, qui serait désormais représentée au gouvernement, ainsi que les anciens combattants à ne pas se laisser entraîner.

« Les jeunes et les anciens combattants comprendront-ils que le néo-boulangisme de place publique ne sert que les anciennes équipes conservatrices et les grands trusts industriels et bancaires<sup>2121</sup> ? »

*Notre Temps* publie un numéro spécial distribué dans la rue le jour des manifestations pour vanter la solidité du cabinet Daladier<sup>2122</sup>. Constitué d'une feuille unique il offre l'opportunité d'une publicité pour le journal avec en bonne place le tableau des collaborateurs et des rubriques, et sur le verso quelques articles sensés représenter la richesse de *Notre Temps* avec « La vie féminine » signée Eliane Brault et la rubrique « *Notre Temps* financier » de Pierre Mendès France. Au lendemain de l'émeute parisienne Luchaire dénonce « une bande de factieux en révolte contre la légalité<sup>2123</sup> » et se fait le défenseur de la légalité républicaine relayant ainsi l'émotion devant ce qui semble être une tentative avortée de coup de force. Il mobilise à cette occasion la division droite-gauche qu'il a si souvent combattue.

« Autrement dit, conservateurs et réactionnaires cherchent à pallier d'avance, par la violence, la défaite politique dont ils se savent assurés au Palais Bourbon. »

Il nie le caractère populaire de la manifestation qui aurait été dirigée par des « organisations notoirement anti-démocratiques » et appelle la gauche à vaincre la

---

2116 *Ibid.*

2117 Luchaire, « M. Daladier forme le cabinet ». « Aller vite », *Notre Temps*, n°29, 30/01/1934. Cudenet, « un homme, une espérance », *Notre Temps*, n°29, 30/01/1934.

2118 Luchaire, « Les déclarations "Jeune équipe" de M. Paul-Boncour », *Notre Temps*, n°175, 01/01/33, col.7-12.

2119 Luchaire, « M. Daladier a formé un gouvernement de jeunes équipes et de concentration », *Notre Temps*, n°30, 31/01/1934.

2120 Luchaire, « Fureur à droite », *Notre Temps*, n°31, 01/02/1934. Luchaire, « Agir vaut mieux que parler », *Notre Temps*, n°32, 02/02/1934.

2121 Luchaire, « Manifester ? Mais contre quoi ... et pour qui ? », *Notre Temps*, n°35, 06/02/1934.

2122 « L'autorité de l'Etat est enfin restaurée par M. Daladier », *Notre Temps*, n°36 bis, 07/02/1934. Luchaire, « Un gouvernement qui gouverne », *Notre Temps*, n°36 bis, 07/02/1934. Cudenet, « Hier, des espérances. Aujourd'hui, des actes. » *Notre Temps*, n°36 bis, 07/02/1934.

2123 Luchaire, « Maintenant il faut gagner la bataille », *Notre Temps*, n°36, 07/02/1934.

réaction. Après la démission du cabinet Daladier Luchaire se pose en défenseur de la démocratie. Il justifie la souveraineté populaire s'exprimant à travers le suffrage universel et désignant une majorité au Parlement. Conscient de l'éventualité d'une alternance politique, il fait miroiter la menace du « fascisme<sup>2124</sup> » en France si la minorité parlementaire et des manifestations arrivaient à déstabiliser la majorité en place.

c) La fidélité de Luchaire envers ses pourvoyeurs de fonds.

La France est soumise à une crise politique complexe en 1934. L'Affaire Stavisky éclabousse un nombre grandissant de personnalités à l'heure où les bénéficiaires de chèques signés de l'escroc sont bientôt connus. Cette première affaire est amplifiée par les interrogations que suscitent les événements du 6 février à savoir la décision par Daladier de remplacer Chiappe à la Préfecture de Police et la gestion des émeutes parisiennes. Les adversaires du régime en général et des radicaux en particulier interprètent la décision concernant Chiappe comme une tentative pour étouffer l'affaire Stavisky. Luchaire s'engage dans une ardente défense de la probité des chefs de file radicaux. Chautemps et Daladier qui sont respectivement mis en cause dans l'Affaire Stavisky et celle du 6 février 1934 bénéficient d'un traitement protecteur de la part de Luchaire tout au long de l'année 1934. Le premier article dans lequel Luchaire évoque la mort du conseiller Prince fait exception. Il y parle du « meurtre de Dijon » et qualifie les circonstances de la disparition de Prince comme « un guet-apens ourdi avec une technique savante » alors que le magistrat s'apprêtait à faire « d'importantes révélations sur l'affaire Stavisky<sup>2125</sup> ». Le constat qu'il en tire porte seulement sur la situation politique du pays qui risque d'être longuement perturbée. Luchaire est bientôt mis en cause par la presse pour avoir reçu un chèque de 1500 Frs, ce dont il se défend avec vigueur. « Je n'ai jamais, bien entendu, reçu de Stavisky la moindre somme, ni en argent liquide, ni en chèque, ni autrement<sup>2126</sup>. »

Luchaire explique avoir été en contact avec « M. Alexandre » à partir de l'automne 1932 alors qu'il occupait le poste de secrétaire général des services de *La Volonté*. Mais une impression négative du « personnage » allant croissante, Luchaire se serait hâté de transformer *Notre Temps* en quotidien pour échapper à « une atmosphère devenue pour [lui] singulièrement pesante ». De la manière la plus simple qui soit Luchaire évoque une « hypothèse<sup>2127</sup> », il aurait pu recevoir de l'administration de *La Volonté* un chèque signé Stavisky en remboursement d'une note de frais. Ce dont il dit ne pas se souvenir. Luchaire se débat publiquement<sup>2128</sup> et écrit à Henri Guernut, le président de la Commission d'enquête, pour savoir si le chèque existe. Si c'est le cas il veut prouver qu'il provient moins de Stavisky que de

---

2124 *Ibid.*

2125 Luchaire, « L'apaisement encore compromis », *Notre Temps*, n°49, 23/02/1934.

2126 Luchaire, « Je prends la parole pour "fait personnel" ». « Vrais et faux chèques Stavisky », *Notre Temps*, n°53, 28/02/1934. En italique dans le texte.

2127 Luchaire, « Je prends la parole pour "fait personnel" ». « Vrais et faux chèques Stavisky », *Notre Temps*, n°53, 28/02/1934.

2128 Luchaire, « Un appel vigoureux et jeune », *Notre Temps*, n°55, 02/03/1934.

l'administration de *La Volonté*. Luchaire se souvient quelques jours plus tard avoir encaissé un chèque de 1500 Frs en novembre 1932<sup>2129</sup>. Il se justifie en expliquant qu'il s'agissait de remboursements de frais et rappelle que Stavisky n'était connu à cette époque que sous le nom d'Alexandre et qu'il était nouveau venu à *La Volonté*.

Luchaire dénonce également l'attitude de Chiappe, une autre façon de défendre les leaders radicaux. Il commente la confrontation de Daladier et Chiappe devant la Commission d'enquête et donne raison à l'ancien Président du Conseil<sup>2130</sup>. Des allégations mensongères de Chiappe rapidement modifiées justifieraient a *posteriori* la décision de déplacer le Préfet de police. Luchaire relève les « silences<sup>2131</sup> » de Chiappe et les assimile à des manquements plus graves que les « complaisances » et les « faiblesses » d'autres protagonistes de l'affaire. Il reste prudent cependant et se garde bien d'accuser Chiappe d'une quelconque compromission. Chiappe a tenté de démontrer l'existence d'un complot partant d'Eugène Frot. Le ministre de l'intérieur du cabinet Daladier aurait cherché à mettre sur pied une troupe d'hommes armés à visée antirépublicaine. Luchaire se fait fort de décrédibiliser les accusations de Chiappe en relatant une réunion qui s'est tenue le 23 juillet 1933 au restaurant Les Acacias<sup>2132</sup>.

« Au début de l'été dernier, plusieurs jeunes hommes effectivement venus des horizons les plus divers (il y avait, oui, des anciens communistes, des anciens royalistes mélangés à beaucoup de socialistes et de radicaux) constatèrent qu'ils avaient des vues communes sur la déchéance des vieux partis, sur les malfaçons du régime républicain tel qu'il fonctionne, sur la domination inacceptable des "congrégations économiques" et sur la nécessité de rajeunir la France par la révision de ses cadres, par la recherche d'une mystique nouvelle, par la réorganisation rationnelle de la métropole et des colonies en un vaste "Empire français". »

Eugène Frot, alors ministre de la Marine marchande, aurait fait partie du groupement. Celui-ci n'eut qu'une existence éphémère et une publication prévue ne vit jamais le jour. *Notre Temps* en publie la teneur dans ce même numéro<sup>2133</sup>. La réunion de l'Acacia préfigure celle du groupe du 9 juillet 1934 et prend place dans les tentatives propres aux années trente de grouper des hommes venus de tous les horizons en vue de préparer une réforme de l'Etat. *Notre Temps* publie le lendemain le tract qui constitua la « dernière manifestation de l'équipe ». Il est titré « Ordre-Autorité-Nation » et mêle les discours de réforme de l'Etat d'inspiration technocratique et ceux néo-socialistes<sup>2134</sup>. *Notre Temps* reproduit également la charte initialement publiée par *Vu* dans son édition du 26 juillet 1933. Luchaire précise qu'il n'a pas participé à cette initiative mais qu'il continue d'en partager les idées<sup>2135</sup>. Ce projet de réforme constitutionnelle propose la création d'une chambre

---

2129 Luchaire, « Je reprends la parole pour fait personnel », *Notre Temps*, n°66, 15/03/1934.

2130 Luchaire, « La liquidation du témoignage Chiappe », *Notre Temps*, n°63, 11/03/1934.

2131 Luchaire, « La défense de M. Jean Chiappe », *Notre Temps*, n°79, 30/03/1934. Lire également : Luchaire, « Les vérités acquises », *Notre Temps*, n°80, 31/03/1934.

2132 Luchaire, « Ce qu'a été le "complot jacobin" dénoncé hier par M. Jean Chiappe », *Notre Temps*, n°61, 09/03/1934.

2133 *Ibid.*

2134 « Un autre document sur le "complot" », *Notre Temps*, n°62, 10/03/1934.

2135 Luchaire, « L'évanouissement du "complot jacobin" », *Notre Temps*, n°62, 10/03/1934.



professionnelle et quelques modifications concernant le Sénat et la Chambre, cette dernière étant élue à la proportionnelle. Cette réforme envisage d'une manière pour le moins idéale de libérer le gouvernement « des factions, des partis et des oligarchies prébendières<sup>2136</sup> [sic] » lequel pourrait ensuite agir de la manière la plus rationnelle qui soit. En respectant « la volonté populaire » il réaliserait « la synthèse de l'autorité et de la liberté ». Le texte lance un traditionnel « Appel aux jeunes générations » puis promeut la création d'une « vaste communauté nationale » basée sur la métropole et l'Empire. Elle consacrerait « l'abolition des préjugés et des différences de races » et serait basée sur « la hiérarchie des intelligences et des capacités<sup>2137</sup> ». Le mélange des idées entre un Etat fort et l'égalité des citoyens dans l'Empire entier rend son commentaire particulièrement délicat. Les idées restent d'ailleurs très vagues, ainsi la revendication d'un Etat fort peut à la fois s'interpréter comme un simple renforcement du pouvoir exécutif face à celui législatif ou bien la marche vers un pouvoir autoritaire.

Luchaire poursuit dans le même temps sa campagne contre la presse de droite, ses cibles préférées sont Léon Bailby, directeur du *Jour*, et Henri de Kerillis de *L'Echo de Paris*. Luchaire dénonce vigoureusement l'antimaçonnerie qui se développe dans le climat de suspicion générale. Mais sa préoccupation n'est pas de défendre l'institution, il laisse la parole à Philippe Fauré-Frémiet sur ce sujet<sup>2138</sup>. Luchaire invoque seulement l'honnêteté de la presse et reproche aux journalistes classés à droite d'identifier tous leurs adversaires politiques à des francs-maçons. Il compare la France et l'Allemagne et considère qu'il s'agit d'un « expiatoire à la manière dont l'hitlérisme s'est acharné contre les Juifs et contre les sociaux-démocrates<sup>2139</sup> ». Cette mise en cause du régime hitlérien est exceptionnelle sous la plume de Luchaire. A travers le dénigrement des journaux de droite, il s'agit de préserver l'image des hommes politiques de gauche, notamment Blum, Herriot et Paul-Boncour, ainsi que celle du Procureur général Pressard. Le beau-frère de Camille Chautemps est au cœur de toutes les accusations de compromissions. L'enquête est confiée au Président de la Cour de cassation René Lescouvé. Elle doit notamment déterminer qui de Prince ou de Pressard aurait fait preuve de mansuétude à l'égard de Stavisky. Luchaire prend fait et cause pour Pressard et charge Lescouvé d'un certain nombre de négligences<sup>2140</sup>. Il intime à la presse généraliste de rapporter avec honnêteté la défense prochaine de Chautemps<sup>2141</sup>. Luchaire ne faiblit pas dans sa plaidoirie et indique durant l'été que l'Affaire Stavisky

2136 « Suite du document sur le prétendu complot... », *Notre Temps*, n°61, 09/03/1934.

2137 *Ibid.*

2138 *Notre Temps* ne prend pas position. Il donne cependant la parole à plusieurs défenseurs de la franc-maçonnerie : André Lebey, « "Maçons" et opinion publique », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°96, 20/04/1934, il signe en tant qu'ancien vice-président du Grand Orient de France ; Philippe Fauré-Frémiet, « "Satanisme et maçonnerie" », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°72, 22/03/1934 ; Philippe Fauré-Frémiet, « La calomnie, Monsieur... », *Notre Temps*, n°104, 29/04/1934 ; Non signé, « Maçonnerie et patriotisme », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°104, 29/04/1934.

2139 Luchaire, « L'avalanche de mensonges », *Notre Temps*, n°85, 07/04/1934.

2140 Luchaire, « M. Lescouvé sera-t-il frappé pour forfaiture ? », *Notre Temps*, n°90, 13/04/1934 ; Luchaire, « L'innocence de M. Pressard », *Notre Temps*, n°96, 20/04/1934 ; Luchaire, « La forfaiture de M. Lescouvé », *Notre Temps*, n°97, 21/04/1934.

2141 Luchaire, « On veut empêcher le témoignage de M. Chautemps », *Notre Temps*, n°149, 22/06/1934.

pourrait trouver son origine avant 1932, ceci innocenterait Chautemps et reporterait les soupçons sur Prince<sup>2142</sup>. Luchaire énumère ensuite les fautes professionnelles dont se serait rendu coupable le conseiller Prince par négligence. Il défend ensuite la thèse du suicide dont « les preuves tangibles » seraient « plus nombreuses et plus probantes<sup>2143</sup> » que celles de l'assassinat. On est loin des premières affirmations de Luchaire qui concluaient en février à un « guet-apens » à La Combe-aux-Fées. Peu après Tardieu déclenche une crise politique en chargeant durement Chautemps lors de sa déposition devant la Commission Guernut. Ces accusations seraient motivées par « l'orgueil et la rancune » et Luchaire décrit Tardieu comme un « polémiste et chef de bande – mais non [un] homme d'Etat<sup>2144</sup> ».

## B. L'attitude de *Notre Temps* face au cabinet Doumergue.

### a) Une trêve politique pour la réforme de l'Etat.

Un vent d'apaisement souffle à la mi-février depuis l'annonce du retour du Président Doumergue. Le Parti radical a d'ailleurs accepté d'apporter son appui à une « œuvre de salut public ». Luchaire s'interroge sur la suite des événements et rappelle quel est le sens de l'engagement de *Notre Temps*, « l'union des nouvelles générations pour la Réforme de l'Etat et l'organisation d'une Europe pacifiée ». Il semble dans l'expectative et regrette plus que jamais la division de la jeunesse « par les luttes hélas ! sanglantes des vieux partis, de tous les vieux partis<sup>2145</sup> ». Si le Président du Conseil en la personne de Gaston Doumergue n'est « ni "nouveau" ni "jeune" », il serait néanmoins « un excellent républicain doté du profond désir de servir son pays<sup>2146</sup> ». Luchaire promet une trêve et convient de n'adresser aucune critique avant que le pays ne soit apaisé. Sa conclusion rappelle ses premiers éditoriaux dans *Notre Temps* ; les « vieux cadres » et les « vieilles conceptions s'écroulent » ayant « indûment et trop longtemps résisté depuis la guerre ». Pour construire du neuf, il faudrait faire le point, « une halte s'impose » afin d'éviter « la confusion des esprits ».

L'alternance politique qui porte au pouvoir le cabinet Doumergue aurait privé le quotidien des « deux tiers de ses recettes en raison de la disparition de la subvention gouvernementale<sup>2147</sup> ». Luchaire a expliqué en 1945 comment Barthou l'ayant convoqué au Quai d'Orsay l'aurait invité à le soutenir pour continuer de bénéficier des subventions. Devant le refus de Luchaire de promouvoir une autre politique que celle de Locarno, le ministre aurait tout de même consenti à prolonger celles-ci durant deux mois. On peut imaginer un autre déroulement de la discussion et un rôle moins flatteur du directeur de *Notre Temps*. Cependant le maintien temporaire des aides gouvernementales correspond à la trêve à laquelle s'astreint Luchaire. *Notre Temps* se dit d'accord avec Doumergue pour un gouvernement

---

2142 Luchaire, « Enigme en 1931 », *Notre Temps*, n°167, 13/07/1934.

2143 Luchaire, « Le suicide de M. Prince », *Notre Temps*, n°170, 18/07/1934.

2144 Luchaire, « M. Tardieu rompt la trêve », *Notre Temps*, n°172, 20/07/1934.

2145 Luchaire, « Ce soir, cabinet Doumergue », « Faire l'union de la jeunesse », *Notre Temps*, n°38, 09/02/1934.

2146 Luchaire, « M. Doumergue aboutit », « Apaisement ou guerre civile ? », *Notre Temps*, n°39, 10/02/1934.

2147 AN F7 15327, interrogatoire de Jean Luchaire, Nice, 02/07/1945, p.15.

« d'apaisement », de « trêve » et de « justice<sup>2148</sup> ». Luchaire adresse ses compliments aux ministres, y compris Barthou à propos duquel il préfère se souvenir de la Conférence de Gênes plutôt que de l'épisode de la « Loi de trois ans ». Luchaire rappelle qu'il témoignait dans *L'Ere nouvelle* en 1922 de la « sensibilité » de Barthou, laquelle lui donnait la capacité de « percevoir le véritable chemin » en politique internationale. De tous les ministres, seuls le maréchal Pétain, le général Denain et Rivollet ne bénéficient pas des louanges de Luchaire. *Notre Temps* n'a plus à soutenir un gouvernement et doit s'interdire de critiquer celui en place. Il réactive dès lors le discours de la réforme de l'Etat et du renouvellement du régime politique.

#### b) Le projet politique de Luchaire.

Luchaire croit distinguer « la fin de la Chambre et du parlementarisme tels qu'ils ont existé en France depuis 1875<sup>2149</sup> » sitôt proclamée l'investiture du cabinet Doumergue. Le parlementarisme serait vaincu par les violences du 6 février mais Luchaire refuse de s'attrister, l'espoir est vif chez lui d'une réforme constitutionnelle prochaine. Il fait le souhait d'« une République rajeunie, assainie, rationnelle – dans laquelle les notions de liberté s'associeraient aux notions d'autorité ». Doumergue obtient rapidement les pleins pouvoirs en matière financière. Luchaire admet que « nécessité faisait loi<sup>2150</sup> » et refuse de critiquer cette décision de la Chambre. Il rappelle cependant que ces pouvoirs étendus furent refusés en 1926 à Caillaux puis accordés à un gouvernement d'Union nationale quelques jours plus tard. De même la gauche refusa d'envisager cette situation alors qu'elle était au pouvoir au début de l'année. La critique s'adresse en premier lieu aux radicaux auxquels ils reprochent d'appliquer certains principes au seul bénéfice de leurs adversaires.

*Notre Temps* opte pour un format plus petit et paraît sur huit pages au lieu de quatre à partir du 27 février ce que nous interprétons comme la mise en place d'indispensables économies.

Luchaire insiste sur la création d'une Chambre économique sans quoi toute réforme ne serait qu'un « leurre<sup>2151</sup> ». Il rappelle que *Notre Temps* n'a jamais cessé de montrer « les malfaçons et les tares d'un régime excellent dans ses principes philosophiques mais détestables dans ses modes d'organisation<sup>2152</sup> ». Une révision constitutionnelle prévoyant le renforcement du pouvoir exécutif ne suffit pas à Luchaire, la « démocratie économique nationale » doit rendre l'« Etat rationalisé » à même de s'opposer aux « cartels économiques<sup>2153</sup> ». Luchaire pose la question : « Qui criera, avec nous : "L'Etat national contre les féodalités privées<sup>2154</sup>" ? » Luchaire éprouve une animosité sans faille à l'encontre des « féodaux de l'industrie ». Ces ennemis irréductibles, qui sont toujours désignés par un vocable

---

2148 Luchaire, « Les Républicains doivent méditer sur les fautes passées », *Notre Temps*, n°40, 11/02/1934.

2149 Luchaire, « Acte de décès du parlementarisme et des vieux partis », *Notre Temps*, n°44, 17/02/1934.

2150 Luchaire, « Les pleins pouvoirs s'imposaient », *Notre Temps*, n°50, 24/02/1934.

2151 Luchaire, « La révision contre la réforme », *Notre Temps*, n°59, 07/03/1934.

2152 Luchaire, « Réviser ? Oui. Mais jamais sans réformer l'Etat », *Notre Temps*, n°68, 17/03/1934.

2153 Luchaire, « Programme des Républicains. Une démocratie économique nationale », *Notre Temps*, n°70, 20/03/1934.

2154 *Ibid.*

vague et généraliste, seraient omnipotents auprès de la politique et de la presse. Cette haine découle sans doute d'un pacifisme qui sans être jamais théorisé n'en est pas moins intégral chez lui. Il défend Pierre Cot et Paul-Boncour qui subiraient une « interminable persécution » également promise à tous ceux qui s'attaqueraient à « la royauté du Comité des Forges<sup>2155</sup> ». Il croit percevoir chez Paul-Boncour un engagement contre les « oligarchies économiques » dans la mesure où celui-ci aurait remarqué la proximité entre le programme des Etats Généraux du Travail et celui des anciens combattants<sup>2156</sup>.

De même qu'il s'appuie sur les déclarations de Paul-Boncour, Luchaire montre un intérêt ponctuel pour les idées des néo-socialistes. A la mi-février il renvoie aux déclarations de Montagnon à la Chambre quant à la manière d'associer autorité et liberté<sup>2157</sup>. Luchaire relaie un appel des néo-socialistes début mars. Celui-ci serait « hardiment national » sans pour autant faire « de concessions au nationalisme ». Il reflèterait « les sentiments [...] de tous les hommes jeunes résolus à balayer les cadres pourris du régime<sup>2158</sup> ». *Notre Temps* reproduit dans ce même numéro le « Manifeste du Parti socialiste de France » ainsi qu'une tribune de Montagnon qui appelle à créer « une âme collective<sup>2159</sup> ». Luchaire commente quelques jours plus tard le manifeste néo-socialiste. Il ne serait pas encore un programme mais constituerait déjà la « recherche [...] d'un dénominateur commun à tous les hommes jeunes ou d'esprit jeune, de quelque horizon politique qu'il vienne<sup>2160</sup> ». Luchaire croit possible l'édification d'un « programme commun de tous les "hommes nouveaux" ». Le directeur de *Notre Temps* apporte un écho certes bienveillant à l'initiative des néo-socialistes mais il semble rechercher un objectif bien au-delà des positions partisanses de Déat et de ses amis.

### c) La participation des néo-socialistes.

*Notre Temps* offre une large visibilité au Parti Socialiste de France en 1934. Déat intervient à vingt-quatre reprises entre janvier et juillet dans la rubrique « Libres opinions ». Alors que nombre des députés radicaux ne signent plus après le départ de Pfeiffer en décembre, Déat fait désormais figure de collaborateur régulier<sup>2161</sup>. En 1934 le discours de Déat évolue. Le 12 novembre 1933 il raillait gentiment Luchaire et sa critique « juvénile<sup>2162</sup> » de la politique. Déat défendait alors la complexité de la politique et sa supériorité sur la technique. Que ce soit le fait d'une radicalisation due à la frustration politique ou seulement la mise à jour des véritables fondements du parti néo-socialiste, Déat manifeste désormais un antiparlementarisme croissant.

---

2155 Luchaire, « Démocratie économique », *Notre Temps*, n°93, 17/04/1934. Luchaire fait notamment référence à la Commission chargée d'étudier l'interdiction du commerce privé des armes.

2156 Sur les espoirs de *Notre Temps* en la personne de Paul-Boncour lire également Luchaire, « France nouvelle », *Notre Temps*, n°168, 14/07/1934.

2157 Luchaire, « Acte de décès du parlementarisme et des vieux partis », *Notre Temps*, n°44, 17/02/1934.

2158 Luchaire, « Un appel vigoureux et jeune », *Notre Temps*, n°55, 02/03/1934.

2159 Montagnon, « Il faut créer rapidement une âme collective », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°55, 02/03/1934.

2160 Luchaire, « Programme avant tout », « Après le manifeste "néo" », *Notre Temps*, n°56, 03/03/1934.

2161 Montagnon et Louis Vallon signent respectivement à six et trois reprises durant la même période.

2162 Marcel Déat, « De l'abus des dilemmes en matière politique », « Tribune libre », *Notre Temps*, n°48, 12/11/1933.

Déat profite de sa tribune pour présenter les idées phares du néo-socialisme à commencer par celle d'un pouvoir fort<sup>2163</sup>. Il recommande de trouver « une conception nouvelle de l'Etat et de l'ordre social<sup>2164</sup> » et entend tirer les « leçons qui découlent de l'expérience italienne et surtout allemande<sup>2165</sup> ». Il est convaincu que la France devrait se défaire d' « une démocratie faite de formalisme et d'abstractions [...] synonyme d'ajournement et d'impuissance<sup>2166</sup> ». Il compte sur une mobilisation très large de l'opinion publique envisageant qu'il n'y ait « pas même besoin d'élections nouvelles<sup>2167</sup> ». Pour autant il dément les accusations de « fascisme » portée contre lui et dit vouloir sauvegarder la démocratie.

« Et c'est en ce sens que les vieilles normes de démocratie, de liberté, de rationalisme, [...] la volonté solide de paix, restent essentiels en ces jours troublés<sup>2168</sup>. »

Après le 6 février, Déat dénonce « les vieux partis<sup>2169</sup> » à l'instar de Luchaire et poursuit un discours contradictoire quant au respect de la démocratie.

« Je me refuse à confondre la démocratie réelle avec certaines formes du parlementarisme<sup>2170</sup>. »

En tant qu'observateur de la montée du fascisme, il se dit peu surpris par le cours des événements. Il se fixe pour objectif de faire le tri parmi la foule du 6 février et de « convaincre et éclairer » le peuple qu'il faudrait « ramener à gauche ». Il recommande pour cela de « rompre avec les impuissances du passé » à savoir un « Parlement momentanément vidé de tout contenu positif<sup>2171</sup> ». Déat suit la vague de ressentiments à l'encontre du monde politique après la mort du conseiller Prince. Il dénonce les « impuissances parlementaires trop évidentes » et « la pourriture qui déborde de toutes parts » dans une « atmosphère de Venise décadente » où les « manigances d'un Borgia » côtoient les « procédés expéditifs des gangsters de Chicago<sup>2172</sup> ». Déat considère à propos du projet de réforme électorale qu'aucun « agencement » ne peut plus « sauver les "cadres" parlementaires<sup>2173</sup> ».

Il existe un certain nombre de points communs entre les discours de Déat et Luchaire. Déat espère la formation d'un grand rassemblement autour des « groupements extra politiques<sup>2174</sup> » que constituent en particulier les anciens combattants et la CGT. Luchaire lui emboîte le pas quelques jours plus tard<sup>2175</sup>. Tous deux apportent des échos positifs du discours de Paul-Boncour à Chartres<sup>2176</sup>. Déat

---

2163 Déat, « Conditions de responsabilités ministérielles », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°14, 14/01/1934 ; Déat, « Le parti sera l'Etat », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°21, 21/01/1934 ; Déat, « Le pouvoir fort et ses conditions », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°28, 28/01/1934.

2164 Déat, « Le parti sera l'Etat », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°21, 21/01/1934.

2165 *Ibid.*

2166 Déat, « Le pouvoir fort et ses conditions », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°28, 28/01/1934.

2167 *Ibid.*

2168 Déat, « Résistance et craquements », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°34, 04/02/1934.

2169 Déat, « Fin des vieux partis », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°41, 14/02/1934.

2170 Déat, « Positions indéfendables », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°45, 18/02/1934.

2171 Déat, « Fin des vieux partis », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°41, 14/02/1934.

2172 Déat, « Il faut en sortir », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°51, 25/02/1934.

2173 Déat, « Un contrat pour l'action », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°69, 18/03/1934.

2174 Déat, « Un contrat pour l'action », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°69, 18/03/1934.

2175 Luchaire, « Vers la France nouvelle, Pour un "complot" », *Notre Temps*, n°72, 22/03/1934.

2176 Luchaire, « Programme des Républicains. Une démocratie économique nationale » *Notre Temps*, n°70,

20/03/1934. Déat, « Ordre intérieur d'abord », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°75, 25/03/1934. Luchaire,

fait parfois écho à l'éditorial de Luchaire, à l'occasion des Etats généraux de la jeunesse il reprend ainsi le vocable simpliste du directeur de *Notre Temps*<sup>2177</sup>. Cependant la nature des engagements de chacun est bien différente. Luchaire entend rester un publiciste, un directeur de journal qui commente l'ensemble des événements politiques, aussi se contente-t-il de relayer certaines des idées néo-socialistes. S'il existe des points de convergence entre Luchaire et Déat, ceux-ci ne peuvent faire de Luchaire un militant néo-socialiste et leur relation reste avant tout professionnelle.

Gaston Bergery est la troisième personnalité après Paul-Boncour et Déat qui bénéficie d'un intérêt particulier de la part de *Notre Temps*. La revue relaie sa décision de se représenter devant les électeurs de Mantes peu après le 6 février<sup>2178</sup>. Il figure parmi les « portraits de notre temps » rédigé par André Germain au moment du scrutin<sup>2179</sup>. Jacques Chabannes décrit plus tard le « caractère » particulier de Bergery<sup>2180</sup>. Luchaire fait part de son soutien avant l'élection de Mantes au seul motif que Bergery serait « un homme libre<sup>2181</sup> » et attaqué par les mêmes adversaires que ceux de *Notre Temps*. Luchaire est plein de compliments pour l'homme tout en critiquant nombre des ses initiatives politiques. La décision de remettre son siège en jeu serait une erreur de tactique tandis que le mouvement Front commun ne serait qu'une sorte de « pot-pourri socialiste-communiste ». Il n'y aurait désormais plus de sens à s'engager pour ou contre le cartel, ni même à choisir entre un « front démocratique » et « un soi-disant "front fasciste" ». Seule l'opposition des « forces vives » aux « profiteurs du vieux *statu quo* social et politique » conserve une signification pour Luchaire.

« Il ne peut plus y avoir qu'un seul front : celui des anciens combattants de toutes nuances, des jeunes équipes de toutes nuances et de travailleurs urbains et ruraux contre les vieux cadres, les vieux partis, les vieilles équipes contre les diverses oligarchies industrielles et bancaires<sup>2182</sup>. »

Luchaire profite de l'événement politique pour développer ses propres conceptions sans partager la moindre idée avec Bergery. Il lui rend encore hommage après son échec et rappelle son expérience de combattant afin de contredire les allégations de la presse de droite<sup>2183</sup>. Jovenel présente finalement le programme de Front Commun au début de l'été<sup>2184</sup>.

---

« Démocratie économique », *Notre Temps*, n°93, 17/04/1934.  
2177 Déat, « La manœuvre néfaste des vieux se développe implacablement », *Notre Temps*, n°109, 06/05/1934.  
Luchaire, « Pour l'union de la jeunesse et pour l'action », *Notre Temps*, n°109, 06/05/1934.  
2178 Nels, « M. Bergery explique sa décision à "Notre Temps" », *Notre Temps*, n°43, 16/02/1934.  
2179 André Germain, « Gaston Bergery, curieux homme s'il en fut », « Portrait de notre temps », *Notre Temps*, n°53, 28/02/1934 ; *Notre Temps*, n°54, 01/03/1934.  
2180 Chabannes, « Un caractère : Gaston Bergery », *Notre Temps*, n°98, 22/04/1934.  
2181 Luchaire, « Voter pour Bergery devient une question de dignité humaine, *Notre Temps*, n°102, 27/04/1934.  
2182 *Ibid.*  
2183 Luchaire, « Le scandale de Mantes », « Une élection à invalider », *Notre Temps*, n°105, 02/05/1934.  
2184 Bertrand de Jovenel, « M. Gaston Bergery expose le programme de Front Commun », *Notre Temps*, n°153, 27/06/1934.

## C. L'originalité politique de Luchaire.

### a) Les « force vives de la nation » au service de la réforme de l'Etat.

Créer une rubrique spécialement dédiée à un ou plusieurs groupements constitue un choix éditorial porteur de sens. *Notre Temps* se présente encore au début de l'année 1934 comme le « journal des jeunes, [...] le seul quotidien de Paris entièrement dirigé et rédigé par des jeunes<sup>2185</sup> ». Une tribune des « Jeunes équipes » est toujours à l'honneur et donne la parole à différentes organisations de jeunesse sur une pleine page. A la fin février *Notre Temps* indique qu'il se dispose « à collaborer activement avec tous ceux qui, se libérant des vieux partis, s'attacheraient objectivement à une œuvre de redressement national et de réforme de l'Etat<sup>2186</sup> ». Entre le 22 mars et le 18 avril Luchaire rédige sept éditoriaux qui font des anciens combattants les piliers d'une rénovation nationale<sup>2187</sup>. Pour Luchaire qui a construit sa réflexion politique ainsi que sa carrière journalistique sur la spécificité de la « nouvelle génération », le changement d'orientation est des plus surprenants. Une courte « Tribune des anciens combattants<sup>2188</sup> » fait son apparition à la mi-avril. A partir du 8 mai 1934 le quotidien consacre une page entière aux « forces vives de la nation », elle offre quotidiennement la parole à des représentants de la jeunesse, des anciens combattants et des syndicats. La revue se fixe alors pour objectif de relayer les idées de « toutes les forces vives de la nation » afin de « transformer la structure de la France<sup>2189</sup> ». Le 22 mai *Notre Temps* arbore un nouveau sous-titre, il est désormais le « Quotidien des Générations du Feu et de l'Après-Guerre ».

Ce tournant éditorial ne modifie pas une ligne politique orientée vers les projets de réforme de l'Etat. L'actualité politique justifie à elle seule cette décision de présenter anciens combattants et syndicats comme les éléments moteurs du changement au même titre que la jeunesse. *Notre Temps* n'a pas réussi son pari initial de réunir sous son nom une large part de la jeunesse et le journal doit chercher à renouveler sa clientèle maintenant qu'il est privé de ses principaux soutiens financiers. D'autre part les anciens combattants occupent de nouveau le devant de la scène politique depuis le 6 février 1934. De même, les syndicats, notamment ceux des fonctionnaires, sont au cœur des projets de limitation du déficit budgétaire depuis plusieurs années tandis que la CGT contribue aux projets de réforme de l'Etat à travers sa réflexion sur le CNE. Luchaire mobilise dès lors les anciens combattants chaque fois qu'il est possible et les incorpore dans son argumentation de politique intérieure autant que dans celle de politique extérieure. Ce dernier point est loin

---

2185 *Notre Temps*, n°36 bis, 07/02/1934, fac-similé du numéro spécial distribué dans la rue.

2186 « Nouveau format », *Notre Temps*, n°52, 27/02/1934.

2187 Luchaire, « Vers la France nouvelle, Pour un "complot" », *Notre Temps*, n°72, 22/03/1934. Luchaire, « Pour la France nouvelle. Réveil des anciens combattants », *Notre Temps*, n°74, 24/03/1934. Luchaire, « Programme des ancien combattants », *Notre Temps*, n°76, 27/03/1934. Luchaire, « Les "anciens combattants" boycottés », *Notre Temps*, n°78, 29/03/1934. Luchaire, « Les combattants vont-ils céder sans se battre ? », *Notre Temps*, n°88, 11/04/1934. Luchaire, « Les "combattants" ont placé le ministère sous leur tutelle », *Notre Temps*, n°91, 14/04/1934. Luchaire, « Après-guerre et anciens combattants s'insurgent contre les hommes de 1913 », *Notre Temps*, n°94, 18/04/1934.

2188 « Tribune des anciens combattants », *Notre Temps*, n°92, 15/04/1934.

2189 Luchaire, « Le ministère Doumergue n'est plus un gouvernement de trêve. » *Notre Temps*, n°120, 19/05/1934.

d'être anecdotique. Il entre en effet en résonance avec la nouvelle préoccupation d'Abetz qui fait des anciens combattants les nouveaux intermédiaires du rapprochement franco-allemand et par-là de la banalisation du régime hitlérien<sup>2190</sup>.

Luchaire annonce en mars la publication prochaine par *Notre Temps* de programmes politiques rédigés par des mouvements de jeunes ainsi que la présentation de la Charte de la CNAC, lesquels devraient mener vers « la France nouvelle ». Parallèlement à l'annonce de la *Jeune République*, les Croix de Feu seraient prêts à faire connaître « leurs projets constructifs<sup>2191</sup> ». Luchaire attend toujours « l'heure où il serait possible, autour de quelques thèmes positifs essentiels – communs à la quasi totalité des générations de la guerre – de créer une sorte d'union nationale (bien différente de la stérile union des vieux partis) ». *Notre Temps* se penche sur les assises de la CNAC au Palais de la Mutualité et désigne les anciens combattants comme facteurs de « l'avenir du pays<sup>2192</sup> ». Luchaire cite un passage de son ouvrage de 1929 dans lequel il regrette de n'avoir pas vu au lendemain de la guerre l'union de la génération combattante avec la sienne. C'est là une façon de justifier son intérêt très récent pour les anciens combattants. Il se garde bien de citer le reste de l'ouvrage dans lequel il prend position contre tous ses aînés, combattants ou non, jugés incapables de prendre la mesure de temps décrits comme nouveaux. Cet attrait soudain peut s'expliquer dans la convergence de certains mots d'ordres communs aux anciens combattants et à Luchaire. Monnier et de Barral se sont prononcés en faveur d'un aménagement des pouvoirs exécutif et législatif, du scrutin à la proportionnelle, de la représentation des intérêts économiques et sociaux afin qu'ils puissent participer au conseil de l'Etat et contrôler les pouvoirs publics<sup>2193</sup>. Luchaire relaie également la réunion des Etats généraux du travail dans lesquels il voit la possibilité de « détruire les particularismes stériles<sup>2194</sup> ». Il convie les jeunes et les anciens combattants à se méfier des prochains échos politiques à l'heure où les commissions d'enquête sur le 6 février et sur l'Affaire Stavisky doivent faire connaître leurs résultats. Il prédit la mise en cause de nombreux membres du « vieux conservatisme libéral lige des oligarchies économiques<sup>2195</sup> ».

b) Un itinéraire hors de tout classement politique.

*Notre Temps* veut se désintéresser de la politique traditionnelle. La majorité parlementaire sur laquelle s'appuie le cabinet Doumergue est soumise à l'acceptation de la trêve par les radicaux. Luchaire observe avec attention l'attitude des députés de la rue de Valois et fait écho à la désaffection croissante de ceux-ci. Mais pour le directeur de *Notre Temps* le « jeu » politique en vigueur au Palais Bourbon ne serait plus le plus important.

---

2190 Voir notre analyse de la politique extérieure et Barbara Lambauer, *Otto Abetz, op.cit.*

2191 Luchaire, « Vers la France nouvelle, Pour un "complot" », *Notre Temps*, n°72, 22/03/1934.

2192 Luchaire, « Pour la France nouvelle. Réveil des anciens combattants », *Notre Temps*, n°74, 24/03/1934.

2193 Jean Pagès, « Les ex-combattants définissent leur programme de Réforme de l'Etat », *Notre Temps*, n°71, 21/03/1934.

2194 Luchaire, « Les Etats généraux du travail », « Ils vont animer les jeunes équipes », *Notre Temps*, n°86, 08/04/1934.

2195 Luchaire, « La campagne éteignoir », *Notre Temps*, n°106, 03/05/1934.



« Le vrai jeu, il se déroule devant le pays, par l'organisation et les manifestations de ces forces vives de la nation [...] les anciens combattants, les masses du travail et les équipes de jeunes<sup>2196</sup>. »

La Une de *Notre Temps* apporte un second message dans le même sens avec la tribune de Marcel Déat. Dans celle-ci le leader néo socialiste affirme qu'il est « tout à fait inutile de jouer la comédie d'une discussion parlementaire à l'ancienne mode ». Il estime que « la Chambre n'est pas libre de son vote » car elle trouverait « coincée entre l'émeute et la dissolution<sup>2197</sup> ».

Luchoire décrit le rassemblement des « forces vives » comme un processus en cours. La résistance des « féodalités » serait toujours plus vive employant divers armes telles que la « conspiration du silence », les « campagnes contre [le] syndicalisme et [le] "corporativisme" » [sic] et même les « accusations de fascisme ». Or « l'enjeu n'est pas politique<sup>2198</sup> » selon Luchoire mais réside dans « la structure même de l'économie française ».

« Personne ne menace les libertés politiques françaises, acquises en théorie, mais que le libéralisme économique annule aux trois quarts<sup>2199</sup>. »

Le directeur de *Notre Temps* ne retient finalement aucun argument politique et se contente d'appeler à l'organisation des moyens de production et de distribution. La revue *Vita* propage déjà ce discours en 1924. Alors que beaucoup s'interrogent en termes politique sur l'avenir du régime, Luchoire conserve une analyse strictement économique.

« Que le parlementarisme soit bon ou mauvais, viable ou inviable, ce n'est pas aujourd'hui la question, même si ce doit être la question de demain<sup>2200</sup>. »

Aussi désigne-t-il le libéralisme économique comme l'adversaire de premier plan dans la mesure où celui-ci consacre la domination des « trusts » et autres « féodaux de l'industrie ». Luchoire évoque les liens entre morale et politique et fait le rapport entre les scandales français des dernières années et l'épuration du 30 juin en Allemagne. Le directeur de *Notre Temps* emploie un langage équivoque et n'hésite pas à comparer la France et l'Allemagne.

« Doit-on saisir cette occasion pour rehausser le prestige de la démocratie au détriment des dictatures ? Doit-on tendre le doigt vers Berlin, en s'écriant "Tu quoque" ? Nous n'y voyons aucun inconvénient<sup>2201</sup>. »

En mettant sur le même pied les « scandales » français et la répression politique en Allemagne, Luchoire montre publiquement qu'il ne reconnaît aucune échelle de valeurs entre les deux régimes. Il recommande de cesser de se préoccuper de la moralité personnelle des hommes de pouvoir afin de « se consacrer exclusivement à l'équité et à la productivité des rapports entre les personnes<sup>2202</sup> ».

---

2196 Luchoire, « Majorité réduite de 42 voix », *Notre Temps*, n°121, 20/05/1934.

2197 Marcel Déat, « De la Chambre au pays », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°121, 20/05/1934.

2198 Luchoire, « Contre le libéralisme », *Notre Temps*, n°135, 06/06/1934.

2199 *Ibid.*

2200 Luchoire, « Chantage des tenants de la dictature », *Notre Temps*, n°145, 17/06/1934.

2201 Luchoire, « Don Juan Harpagon et Corydon font Tartuffe », *Notre Temps*, n°159, 04/07/1934.

2202 *Ibid.*

c) L'espoir en l'union de la jeunesse.

Luchaire tire des conclusions exagérément positives des Etats généraux de la Jeunesse<sup>2203</sup>.

« Des "Jeunesses Patriotes" aux Jeunesses d'extrême gauche l'accord complet s'est fait sur la condamnation du capitalisme, de la société actuelle et des grands trusts ennemis de la démocratie, et sur le principe d'une révolution constructive pour un régime nouveau valorisant les professions dans tous les domaines, ainsi que sur les contacts nécessaires avec les jeunesses des autres pays<sup>2204</sup>. »

Il explique aussi combien fut grande son émotion lorsqu'il a vu « se faire l'unanimité » sur le texte de la résolution finale qu'il venait de proposer. Les organisations participantes sont nombreuses, les Jeunesses patriotes, les Jeunesses Républicaines (de l'Alliance Démocratique), la LAURS, la Troisième Force, la Fédération de la Seine des JLR, La Ligue de l'Avant et J.E.U.N.E.S. Des membres des Jeunesses socialistes présentes au début de la réunion l'auraient rapidement quitté. La vue de cette « unanimité » n'est autre pour Luchaire que la réalisation d'un vœu de « quinze ans ». *Notre Temps* reproduit la déclaration des Etats généraux qui indique que la jeunesse se serait prononcée contre le capitalisme, pour une réforme du régime, pour une organisation professionnelle de la presse, en faveur de la liberté économique comme facteur de progrès, pour le vote des femmes, pour la représentation professionnelle et l'indépendance de la politique vis-à-vis de l'influence des grands intérêts économiques et enfin pour la paix et le rapprochement avec les jeunesses étrangères. Dans un tel énoncé l'unanimité que relève *Notre Temps* est toute relative compte tenu du flou entourant certaines idées. Luchaire ne relève pas non plus la contradiction entre l'objectif de *Notre Temps* de lutter contre le libéralisme et la reconnaissance par les Etats Généraux du principe de liberté comme facteur de progrès. Seule prévaut ici la mise en avant des convergences. *Notre Temps* serait d'une toute autre nature s'il avait pour objectif d'éclaircir les points de désaccord. Ici réside l'aporie contenue dans le concept des « nouvelles générations » et dans la recherche d'un consensus politique au sein de la jeunesse.

L'été 1934 voit la mise en place d'une première étape vers le Front populaire avec la signature d'un pacte d'unité d'action entre la SFIO et le parti communiste. Dans un éditorial signé « NT », le journal de Luchaire ne cache pas son scepticisme pour une initiative qui lui paraît essentiellement motivée par des mots d'ordre négatifs. L'auteur en conclut à l'impossibilité d'un nouveau cartel des gauches et appelle à la création rapide « d'un tiers- parti<sup>2205</sup> ».

*Notre Temps* ne publie qu'un petit encadré au sujet de la réunion du 9 juillet<sup>2206</sup>. Il explique la genèse d'un rassemblement d'hommes divers au lendemain

---

2203 Sur la place des Etats généraux de la jeunesse dans les plans de rénovation des années trente, voir Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué, op. cit.* p.187-192. Sur l'interprétation faisant d'eux l'un des fourriers du prétendu complot de la synarchie, voir Olivier Dard, *La synarchie, le mythe du complot permanent*, Perrin, 1998, p.68-71.

2204 Luchaire, « Les Etats généraux de la jeunesse ont réalisé d'importantes unanimités », *Notre Temps*, n°152, 26/06/1934.

2205 *Notre Temps*, « Le pacte socialiste communiste », *Notre Temps*, n°180, 29/07/1934.

2206 « Rassemblement », « Le plan du 9 juillet », *Notre Temps*, n°180, 29/07/1934.

du 6 février. Après une conférence de Jules Romains, un groupe d'études était né dans lequel des néo-socialistes, des jeunes radicaux, des Croix de feu, des membres de la Jeune République et des Jeunesses patriotes voulaient élaborer ensemble un plan de réforme de la France. Il aurait abouti après quatre mois de travaux sur la publication du « Plan du 9 juillet » chez Gallimard et contiendrait « ce qu'il y a de commun entre les jeunes hommes d'aujourd'hui ». La distance apparente de Luchaire avec le Plan du 9 juillet peut s'expliquer par son isolement croissant dans le milieu des relèves. D'autre part son apolitisme obstiné est en contradiction à l'heure de la bipolarisation politique qui voit l'engagement de certaines des relèves dans des formations politiques nouvelles perçues comme alternatives. Le plan du 9 juillet est évoqué une nouvelle fois par Paul Marion et Louis Vallon pour justifier de l'adhésion de ces militants du néo-socialisme<sup>2207</sup>.

Le journal est mis « au ralenti<sup>2208</sup> » pendant l'été. Sa parution est presque hebdomadaire mais reste irrégulière, quatre numéros sortent en août, trois en septembre et deux le mois suivant avant son interruption le 10 octobre.

Luchaire indique la teneur d'ensemble de sa réflexion politique dans un éditorial au début du mois de septembre.

« Le pays, au-dessus de ses vieilles formules politiques, recherche une série de synthèses nécessaires à l'établissement d'un ordre nouveau<sup>2209</sup> ».

Il constate la disparition de la séparation droite gauche au profit de « nouvelles formations agissantes » dont le Plan du 9 juillet serait l'une des manifestations. Il s'agit encore et toujours de « créer un ordre politique et économique correspondant aux exigences matérielles et psychologiques » de l'époque. Cet objectif aurait à résoudre un certain nombre de défis qui sonnent comme autant de rapprochement des contraires.

« En France le problème consiste à créer une discipline collective réelle, sans qu'il soit porté atteinte aux libertés individuelles. »

Il faudrait garantir l'autorité de l'Etat sans porter atteinte à l'indépendance des citoyens et également créer « une économie dirigée par la nation sans toucher à « l'initiative privée ». Il convient qu'il s'agit d'un nationalisme mais celui-ci serait un « nationalisme vertical, approfondissement d'un *moi* collectif dont la grandeur ne saurait offusquer ou inquiéter personne ». Luchaire a intégré à sa réflexion des mots d'ordres nouveaux qui se sont répandus dans les discours publics à la faveur de l'actualité internationale et de celle judiciaire à l'intérieur du pays. Ainsi un discours moral vient s'ajouter aux causes habituellement citées pour expliquer la crise politique à savoir la perte d'autorité de l'Etat, l'incurie parlementaire et l'émiettement politique. Luchaire met désormais en cause la « camaraderie personnelle », le laisser aller des mœurs parisiennes qui causerait une « confusion des pouvoirs », l'ankylose de l'administration », l'« avilissement de la justice » et la « corruption de la police ». Luchaire conclut à l'échec patent du cabinet Doumergue et recommande, aux

---

2207 Louis Vallon, Paul Marion, « Sur le plan du 9 juillet », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°188, 26/09/1934.

2208 Luchaire, « *Notre Temps* au ralenti », *Notre Temps*, n°181, 31/07/1934.

2209 Luchaire, « Explication d'une révolution nationale », *Notre Temps*, n°185, 05/09/1934.

anciens combattants en particulier, d'agir sans compter ni sur l'Etat, ni sur les Chambres ni sur les anciens partis.

Luchaire poursuit son sempiternel plaidoyer. Ses marronniers apparaissent dans les périodes de peu d'actualité politique c'est-à-dire lorsqu'il se trouve lui-même en dehors des batailles politiques. Luchaire est de plus en plus isolé en fin d'année 1934 bien que *Notre Temps* se présente comme le journal du « rassemblement<sup>2210</sup> » après sa courte interruption. A la fin du mois d'octobre Luchaire se fait toujours le représentant de la jeunesse en attente d'une « démocratie économique<sup>2211</sup> ». La démocratie est décrite à la fois comme devant être soumise à l'évolution des événements et comme une institution « impérissable ». Pour l'heure il ne s'agirait de la « défendre » mais seulement de la « réaliser<sup>2212</sup> ».

L'apolitisme de Luchaire est omniprésent lorsqu'il prononce des discours positifs. Il reste dans le même temps au contact du paysage politique traditionnel pour affronter ses adversaires.

Ses rapports avec le Parti radical bien que privilégiés ne sont pas exempts de coup d'éclats tel celui qu'il énonce à la fin du mois d'avril<sup>2213</sup>. La rue de Valois pâtit de son alliance prolongée avec Doumergue et doit répondre de l'implication de certains de ces membres dans les scandales récents. Cependant Luchaire rebondit surtout sur la démission du secrétaire général du parti<sup>2214</sup> et celle de Robert Lange de *La République*. Elles rappelleraient « combien le conservatisme unioniste, lige des féodalités économiques, était puissamment et machiavéliquement servi rue Valois ». *Notre Temps* annonce le départ de Lange de *La République* en publiant sa lettre d'explication ce qu'Emile Roche aurait refusé de faire. Lange regrette que son ancien directeur ait refusé de soutenir Bergery ce qui ferait le jeu des puissances d'argent. *Notre Temps* presse les radicaux de se séparer du cabinet Doumergue. Luchaire insiste sur les défections récentes de Gabriel Cudenet et de Bertrand de Jouvenel. Il estime encore que les jeunes radicaux sont résolus à « combattre le conservatisme de leurs aînés » après « le congrès truqué de Clermont-Ferrand<sup>2215</sup> ».

Robert Lange réintègre immédiatement l'équipe de *Notre Temps* et Cudenet continue d'apporter sa participation, ce qui montre que le journal de Luchaire sert davantage d'aiguillon du Parti radical que d'allié.

#### D. Luchaire, un mercenaire en quête de soutiens financiers.

Selon ses déclarations en 1945, Luchaire avait obtenu de Barthou un prolongement de deux mois des subventions ministérielles. Une lecture attentive de

---

2210 Luchaire, « Un journal pour le rassemblement », *Notre Temps*, n°500, 23/10/1934. A cette occasion *Notre Temps* choisit une nouvelle numérotation qui comptabilise l'ensemble des numéros édités sous diverses formules.

2211 Luchaire, « Jeunesse et démocratie », *Notre Temps*, n°507, 31/10/1934.

2212 *Ibid.*

2213 Luchaire, « Crise aiguë de moralité et de probité politique chez les radicaux », *Notre Temps*, n°103, 28/04/1934.

2214 Lire Serge Berstein, *Histoire du parti radical*, op.cit. vol. II, p.325.

2215 Luchaire, « Forces radicales. Le ministère Doumergue n'est plus un gouvernement de trêve » *Notre Temps*, n°120, 19/05/1934.

*Notre Temps* montre qu'il n'a pas combattu le cabinet Doumergue durant cette période. C'est seulement à la mi-avril qu'il s'attaque aux « vieilles équipes ramenées au pouvoir [...] par les événements du 6 février<sup>2216</sup> ». Il lance dès lors une offensive contre le cabinet en convoquant pour cela les anciens combattants<sup>2217</sup>. Luchaire accuse le silence de la presse généraliste tandis que les fonctionnaires et les anciens combattants seraient « victimes<sup>2218</sup> » de la politique de déflation menée par le gouvernement Doumergue. Pour Luchaire « tout ce qui émane des anciens combattants mérite le respect et l'attention ». Luchaire met en garde la jeunesse et les anciens combattants à l'heure où les commissions sur l'Affaire Stavisky et le 6 février devraient bientôt communiquer leurs résultats. Cela devrait éclabousser nombre des membres du « vieux conservatisme libéral ligue des oligarchies économiques<sup>2219</sup> ». La vérité des Commissions pourrait « abattre une Union nationale qui, au profit du *statu quo* social et économique, assemble désespérément les vieilles équipes des nuances les plus opposées ».

a) Une lutte acharnée contre le cabinet Doumergue.

Dès son retour à *Notre Temps* Robert Lange s'engage aux côtés de Luchaire contre le cabinet Doumergue<sup>2220</sup>. Luchaire explique n'avoir aucune confiance dans les projets de réforme du gouvernement qui ne proposerait que des mesures politiques alors que Luchaire appelle à des mesures économiques. C'est l'ensemble de la politique gouvernementale aussi bien intérieure qu'extérieure que le directeur de *Notre Temps* fustige<sup>2221</sup>. La crainte de l'installation d'un régime autoritaire en France figure parmi les idées régulièrement citées dans la presse durant l'été 1934. Luchaire n'hésite pas à l'identifier au gouvernement Doumergue qui serait prêt à se passer de la Chambre<sup>2222</sup>. Luchaire rebondit sur l'argumentation de Mendès France à la Chambre pour mieux critiquer la réforme fiscale de Germain-Martin<sup>2223</sup>. Luchaire est évidemment très déçu des réformes proposées à la radio par Doumergue lequel refuserait de remettre en question « l'asservissement de l'Etat aux féodalités économiques<sup>2224</sup> ». Luchaire est d'accord pour envisager une vacance provisoire du pouvoir démocratique pour « une période exceptionnelle d'ajustement ».

« M. Doumergue se rend-il compte qu'il fait du fascisme, et du plus mauvais, du plus haïssable – parce que ne comportant que les inconvénients du fascisme sans en comporter la justification populaire et "anticapitaliste" ? »

Luchaire n'est jamais effrayé par la remise en cause du régime démocratique, une fois encore ce qui compte c'est l'utilité et non le principe.

---

2216 Luchaire, « Les combattants vont-ils céder sans se battre ? », *Notre Temps*, n°88, 11/04/1934.

2217 Luchaire, « Les "combattants" ont placé le ministère sous leur tutelle », *Notre Temps*, n°91, 14/04/1934.

2218 Luchaire, « "Après-guerre" Anciens combattants s'insurgent contre les hommes de 1913 », *Notre Temps*, n°94, 18/04/1934.

2219 Luchaire, « La campagne éteignoir », *Notre Temps*, n°106, jeudi 03/05/1934.

2220 Robert Lange, « Anticipation radiophonique. Le discours que prononcera bientôt M. Doumergue. » *Notre Temps*, n°117, 16/05/1934.

2221 Luchaire, « Demain on rasera gratis », *Notre Temps*, n°136, 07/06/1934.

2222 Luchaire, « Chantage des tenants de la dictature », *Notre Temps*, n°145, 17/06/1934.

2223 Luchaire, « Iniquité et absurdité », *Notre Temps*, n°155, 29/06/1934.

2224 Luchaire, « Les réformes de M. Doumergue », *Notre Temps*, n°188, 26/09/1934.

b) Un rythme calqué sur celui du Ministère des Affaires étrangères.

*Notre Temps* fait part de sa « piété émue<sup>2225</sup> » à l'annonce de la mort de Barthou et exprime « l'hommage ému et déférent de ceux qui, durant ces derniers mois, furent les adversaires de sa politique ». Le journal interrompt sa publication le jour même et ne reparaît que le 23 octobre. Cela rappelle que la vie de *Notre Temps* dépend étroitement de la présence ou non d'un appui au Quai d'Orsay. Dans ce même numéro du 10 octobre, *Notre Temps* annonce au public le retour à une parution quotidienne pour le 15 octobre et lance une « souscription de propagande ». Luchaire a-t-il immédiatement cherché un nouvel appui financier auprès de Laval nommé en remplacement de Barthou ? Claude Lévy indique que la subvention dont bénéficiait le journal fut « "très faiblement" reprise en 1935<sup>2226</sup> » au retour de Laval. Si la date est incertaine l'existence d'une nouvelle subvention ne fait pas de doute. Jacques Nels qui poursuit l'aventure avec Luchaire en 1935 a laissé le souvenir des visites au Quai d'Orsay.

« Plus tard, quand il est devenu directeur de journal, Jean "touchait" des ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères, de l'Union des Mines, du Comité des Forges, de la Caisse des Compagnies d'assurances, de l'Union des intérêts économiques, de la Caisse des Grands magasins. C'était là une coutume. [...] Un jour j'accompagnai Jean au Quai d'Orsay où, sous un gouvernement Pierre Laval, Olivier de S. distribuait les fonds secrets aux journalistes. Ce peu aimable fonctionnaire tirait d'un immense coffre-fort des liasses de billets qu'il donnait avec un air renfrogné comme s'il les sortait de sa poche. Il est vrai que son air revêche correspondait à l'humeur avare de son patron. Les directeurs de journaux constataient avec dépit que lorsqu'il arrivait à Pierre Laval d'être ministre des Affaires étrangères, leur subvention diminuait automatiquement de moitié<sup>2227</sup>. »

*Notre Temps* se présente le 23 octobre « sous le signe de la pauvreté<sup>2228</sup> » avec seulement deux pages. Il est quotidien et arbore une nouvelle numérotation. Lange est désormais directeur-adjoint. Une petite note en bas de l'éditorial annonce le départ de Jacques Chabannes, celui-ci étant très occupé aurait décidé de prendre un peu de distance sans pour autant quitter le journal puisqu'il continuerait de participer quatre fois par semaine. L'année 1934 s'avère particulièrement dure pour Luchaire.

« [...] à la fin de 1934, je me trouvais personnellement débiteur d'une somme que je ne peux plus évaluer exactement mais qui dépassait certainement un million – dont je n'avais pas le premier centime<sup>2229</sup>. »

De l'aveu même de Luchaire *Notre Temps* ne rémunère plus ses collaborateurs et son « autorité politique [est] à peu près nulle<sup>2230</sup> ». Luchaire est ruiné, presque seul d'autant que ses « relations politiques » se sont considérablement amenuisées, mais il n'abandonne pas pour autant un projet

---

2225 « Le drame de Marseille » *Notre Temps*, n°190, 10/10/1934.

2226 Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps*, op.cit. p.21.

2227 Jacques Nels, *Fragments*, op.cit., p.84.

2228 Luchaire, « Un journal pour le rassemblement », *Notre Temps*, n°500, 23/10/1934.

2229 AN F7 15327, interrogatoire de Jean Luchaire, Nice, 02/07/1945, p.15.

2230 *Ibid.* p.16.

professionnel auquel il s'est pleinement identifié.

« [...] je me refusais à admettre non seulement l'hypothèse d'une faillite commerciale, mais encore celle d'un concordat<sup>2231</sup>. »

Luchaire présente son immuable stratégie politique en dehors des cadres traditionnels. Il voit de « bons éléments » dans chaque parti que le « voisinage du pire » rendrait impuissants. Il refuse l'union des « vieux partis conservateurs modérés et radicaux » car elle celle des « vieilles équipes ». De même le « vieux cartel des gauches » lui paraît inefficace car il serait réuni « sous un réflexe négatif : la lutte contre le "fascisme" - mot, d'ailleurs, dont le contenu *français* mériterait d'être mieux défini<sup>2232</sup> ». Pour Luchaire, il n'est qu'une seule méthode, « le rassemblement, autour d'un programme objectif, national et anti-oligarchique, de tous les esprits résolus à "ce que cela change" ». Un encadré indique que *Notre Temps* est « résolument à gauche » puis précise que « pour lui, "gauche" indique mouvement, révolution nationale, collaboration européenne et lutte contre les féodalités économiques ». Le combat politique contre le cabinet Doumergue se poursuit<sup>2233</sup>. Il s'oppose à l'octroi des trois douzièmes provisoires demandé par le Président du Conseil<sup>2234</sup>. La démission du Cabinet Doumergue est enfin saluée par Luchaire le 9 octobre.

« On permettra à *Notre Temps* d'enregistrer un événement qui consacre, pour lui, le succès d'une campagne tenacement poursuivie depuis neuf mois, au milieu des pires difficultés matérielles et des pires calomnies<sup>2235</sup>. »

Luchaire exprime au passage une leçon de démocratie.

« Le despotisme individuel, même souriant, est incompatible avec le régime républicain, fondé sur des moyennes délibérées en commun<sup>2236</sup>. »

Luchaire est emporté par la satisfaction et dépeint Doumergue comme un dictateur en devenir.

« L'ancien chef de l'Etat était devenu, pour le régime républicain lui-même, un péril redoutable<sup>2237</sup>. »

c) Soutien au cabinet Flandin malgré son libéralisme.

Pierre Etienne Flandin succède à Doumergue à la présidence du Conseil. Il prolonge le climat de trêve politique en composant un gouvernement au-delà des « divergences de parti ». Il est né en 1889 et fait figure d'homme relativement jeune selon l'optique de Luchaire. Il bénéficie d'un intérêt marqué de la part de Luchaire depuis 1929. En effet le leader de l'Alliance républicaine démocratique, qui s'est imposé comme un technicien politique, a longtemps représenté les espoirs du directeur de *Notre Temps* en une concentration à même de durer au pouvoir. Alors que Luchaire est toujours à la recherche d'appuis solides, son journal salue l'arrivée

---

2231 *Ibid.*

2232 Luchaire, « Un journal pour le rassemblement », *Notre Temps*, n°500, 23/10/1934. En italique dans le texte.

2233 Luchaire, « La politique, dérivatif de la crise ? Les projets de M. Doumergue », *Notre Temps*, n°501, 24/10/1934.

2234 Luchaire, « La crise politique s'aggrave », *Notre Temps*, n°511, 06/11/1934.

2235 Luchaire, « M. Doumergue est seul responsable de la crise », *Notre Temps*, n°514, 09/11/1934.

2236 *Ibid.*

2237 Luchaire, « M. Doumergue s'est dévoilé en partant », *Notre Temps*, n°515, 10/11/1934.

de Flandin à la tête du gouvernement<sup>2238</sup>. Luchaire est tout de même contraint à quelques contorsions devant la nécessité de reconnaître Flandin comme « un "néo-libéral" ».

« Libéral en économie, c'est-à-dire hostile à l'étatisme et à l'interventionnisme direct de l'Etat, il entend soumettre l'économie privée au contrôle de l'Etat et contraindre cette économie privée à travailler dans la discipline, non dans l'anarchie<sup>2239</sup>. »

Le climat politique semble soudainement apaisé et Luchaire a bon espoir que le cabinet puisse rapidement régler les problèmes les plus urgents. Luchaire commente la large majorité dont a bénéficié le gouvernement lors de sa présentation à la Chambre. Il relaie néanmoins l'inquiétude des tenants de l'économie dirigée. Heureusement, aucun rapprochement ne lui paraît jamais impossible.

« Ensuite parce que, sur le terrain même de la doctrine, il s'agit encore de bien déterminer quelle est la différence substantielle, matérielle, qui sépare le néo-socialisme et le "dirigisme" des jeunes équipes du néo-libéralisme de M. Flandin<sup>2240</sup>. »

*Notre Temps* se propose aussitôt de participer à ce débat « dans un esprit naturel de conciliation » et en se préoccupant davantage des « réalités » que des « théories abstraites ». Luchaire peut dès lors espérer une nouvelle formule de concentration<sup>2241</sup>.

#### IV. Comment s'entendre avec l'Allemagne hitlérienne ?

##### A. Brossolette ou la soif de désarmement.

Dès le début de l'année 1934, Brossolette est pratiquement le seul à aborder la politique extérieure. Il s'applique à étudier les conditions du désarmement ou, à défaut, de l'apaisement international jusqu'à son départ en juillet. *Notre Temps* laisse également la parole à Lucien Coquet<sup>2242</sup> qui se montre plutôt suspicieux. Conscient des tentatives de « marchandages » de l'Allemagne comme de ses nombreuses « manifestations belliqueuses », il attend des « actes » et non plus seulement des déclarations. Pierre Viénot signe une « Tribune libre » en février qui constitue son unique participation à *Notre Temps*. Le député des Ardennes recommande de ne pas déclencher la course aux armements et de s'assurer que la responsabilité en la matière repose sur l'Allemagne<sup>2243</sup>. Il rappelle à ce sujet les « graves imprudences » de la France en 1914. Viénot est très attentif à l'opinion publique internationale et plus particulièrement celle anglaise et regrette les occasions manquées qui auraient

---

2238 Lange, « Le cabinet Flandin est très bien accueilli », *Notre Temps*, n°515, 10/11/1934. Luchaire, « M. Flandin définit son programme devant la Chambre », *Notre Temps*, n°518, 14/11/1934. Luchaire, « Le Ministère s'attaque à la crise », *Notre Temps*, n°516, 11/11/1934.

2239 Luchaire, « M. Flandin définit son programme devant la Chambre », *Notre Temps*, n°518, 14/11/1934.

2240 Luchaire, « La majorité de M. Flandin », *Notre Temps*, n°519, 15/11/1934.

2241 Luchaire, « Mieux vaut tard que jamais », *Notre Temps*, n°520, 16/11/1934.

2242 Lucien Coquet, « Pourquoi dix ans ? », *Notre Temps*, n°3, 03/01/1934. Il signe ici sa troisième et dernière participation.

2243 Pierre Viénot, « Double souci », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°36, 07/02/1934.



permis de prouver la bonne foi de la France. Après un article en février, Luchaire ne revient à des préoccupations internationales qu'au mois de mai, de retour d'un séjour en Allemagne. Robert Lange qui a rejoint *Notre Temps* après son départ de *La République* fin avril partage les vues de Luchaire.

Lors de la passation de pouvoir au Quai d'Orsay entre Paul-Boncour et Daladier en février, Brossolette fait l'éloge de celui qui était ministre des Affaires étrangères depuis décembre 1932. Il le félicite pour sa ténacité dans la conciliation, pour son « attitude réaliste et positive qui doit être celle d'une véritable diplomatie<sup>2244</sup> ».

L'appréciation de Brossolette sur le travail de Paul-Boncour montre qu'il partageait des illusions semblables et la remarque de Maurice Vaisse sur la vision de Paul-Boncour peut également s'adresser au chroniqueur de *Notre Temps*.

« Ainsi avorte la politique de Paul-Boncour, noble en ceci qu'elle trouvait ses règles et ses limites dans la démarche genevoise, illusoire parce que toute démarche de ce type supposait nécessairement un consensus des puissances qui n'existait pas<sup>2245</sup>. »

Brossolette voit ensuite d'un bon œil les entretiens germano-britanniques qui pourraient constituer un « fait nouveau ». Eden, Lord du Sceau privé, est alors à Berlin avant d'aller à Rome. Cela devrait être suffisant pour décider la France à « éviter l'isolement<sup>2246</sup> » et s'attacher à faire valoir ses revendications. Début mars, Brossolette revient sur les récentes déclarations de M. de Broqueville<sup>2247</sup>. Dans son discours, le Président du Conseil belge aurait envisagé la légalisation du réarmement allemand en espérant qu'il établisse certaines limites. Brossolette rappelle qu'un autre plan est possible, celui consistant pour les puissances armées à réduire de manière « substantielle, rapide et loyale [...] leurs armements ». Mais aucune d'elles ne le défendrait car elles subiraient « l'effroyable pression des nationalistes de leur pays ». Pour Brossolette, il n'y a pas grande différence entre un réarmement contrôlé du Reich et la course aux armements. C'est un principe sur lequel il reste ferme et induit inévitablement le désarmement français. Il s'alarme courant mars du risque croissant de voir la France rejeter les propositions britanniques et opter pour l'augmentation de ses forces militaires<sup>2248</sup>. Cela aurait pour conséquence immédiate d'inciter l'Allemagne à en faire de même. Brossolette reste persuadé que si la France avait proposé un désarmement loyal, elle aurait pu convaincre la Grande-Bretagne et l'Allemagne d'accepter ses conditions. Pour se montrer plus convaincant il agite le spectre de la situation de « 1913 ». Il recommande de saisir toutes les opportunités de discussion dans l'attente d'un accord<sup>2249</sup>. Ainsi l'Allemagne aurait fait « de larges concessions au point de vue britannique<sup>2250</sup> ». Il cite une déclaration allemande qui

---

2244 Brossolette, « M. Paul-Boncour a transmis, ce matin, ses pouvoirs à M. Daladier. L'œuvre accomplie au Quai d'Orsay par le continuateur d'Aristide Briand fut lucide et féconde », *Notre Temps*, n°31, 01/02/1934.

2245 Maurice Vaisse, *Sécurité d'abord*, op.cit., p.476.

2246 Brossolette, « Les thèses anglaises et allemandes ont été confrontées », *Notre Temps*, n°50, 24/02/1934.

2247 Brossolette, « M. de Broqueville soulève l'émotion générale », *Notre Temps*, n°61, 09/03/1934.

2248 Brossolette, « L'Etat major veut augmenter nos forces militaires », *Notre Temps*, n°65, 14/03/1934.

2249 Brossolette, « Le ton de la note allemande paraît très conciliant », *Notre Temps*, n°67, 16/03/1934.

2250 Brossolette, « La note allemande a été accueillie par la conspiration du silence », *Notre Temps*, n°71, 21/03/1934.

garantirait le respect du Pacte de Locarno, mais la formule est tellement alambiquée qu'elle invite plutôt à la prudence. Il ne s'agirait pas encore d'une avancée mais Brossolette estime qu'elle est de bon augure. Il fustige la France qui refuse les offres du Reich à partir desquelles pourraient sortir des « garanties nouvelles » de sécurité. On est en droit de s'interroger sur la nature de l'optimisme de Brossolette tant il fait des efforts pour encourager la recherche d'un accord. Mais qu'elles soient « loyales » ou bien qu'elles constituent « une manœuvre », Brossolette considère les offres du Reich comme une occasion que la France devrait saisir pour négocier au risque sinon de « tomber dans le piège » d'avoir causé l'échec du désarmement. Toujours très attentif dans le déroulement des pourparlers diplomatiques, Brossolette commente la réponse française adressée à la Grande-Bretagne le 17 mars<sup>2251</sup>. Dans celle-ci la France recommande d'en revenir aux procédures de la SDN car elle serait la « seule organisation susceptible de fournir une garantie collective de paix<sup>2252</sup> ». Brossolette annonce le 25 mars que la France « repousse les propositions britanniques, invoquant le réarmement du Reich et l'insuffisance des garanties ». Il regrette que la France n'ait pas dénoncé officiellement à Genève le réarmement clandestin du Reich. N'ayant pas encore accompli cette démarche elle ne pourrait évoquer le réarmement clandestin pour se défaire du désarmement. Au sujet des responsabilités, Brossolette rappelle qu'elles sont partagées.

« C'est à la fois l'injustifiable coup d'éclat allemand du 14 octobre, la répugnance de la France à réduire quoi que ce soit de ses armements et à la "résistance" anglaise à tout système de sanctions véritables<sup>2253</sup>. »

Le refus français lui paraît être la saisie d'un prétexte pour abandonner le désarmement et rejeter la responsabilité sur le voisin. Brossolette montre ici son *a priori* négatif sur le cabinet Barthou et son ministre des Affaires étrangères car la politique étrangère française amorcée par Barthou ne se distingue par encore de celle de ces prédécesseurs<sup>2254</sup>.

a) La note du 17 avril 1934 et la campagne contre Barthou.

Les événements du 6 février 1934 ont condamné le deuxième cabinet Daladier et porté à la tête de la France un ministère Doumergue et un nouveau Ministre des Affaires étrangères en la personne de Louis Barthou. La France doit tenter une place entre la position de conciliation adoptée par la Grande-Bretagne et l'Italie et les discours de paix de l'Allemagne qui cachent mal sa préparation militaire. L'opinion française se divise entre les partisans de la fermeté et ceux favorables à une entente directe avec l'Allemagne. La Grande-Bretagne insiste auprès de la France pour qu'elle consente à un réarmement limité et contrôlé du Reich. Brossolette tente de voir clair dans la position française sans en connaître la teneur

---

2251 Brossolette, « Avec M. Barthou le gouvernement français combat le désarmement », *Notre Temps*, n°75, 25/03/1934. Cet article fait figure d'éditorial.

2252 Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord*, *op. cit.*, p.538-539.

2253 Brossolette, « Avec M. Barthou le gouvernement français combat le désarmement », *Notre Temps*, n°75, 25/03/1934.

2254 Maurice Vaïsse parle d'un « flottement » du à l'hétérogénéité du cabinet, Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord*, *op. cit.*, p.533.

exacte<sup>2255</sup>. Il lui semble que la France convient au « réarmement partiel de l'Allemagne » ainsi qu'à une « limitation des armements des puissances fortement armées », laquelle serait assortie de garanties d'exécution. Pour Brossolette il s'agit d'une « capitulation de la France » et souligne la « gravité » de l'« acceptation de fait du réarmement allemand » par Barthou. Brossolette met en lumière « la forme infiniment plus dangereuse du réarmement allemand » qu'autoriserait un tel accord. La réponse française aux demandes anglaises stipulait qu'elle veut bien poursuivre les « échanges de vues » avec la Grande-Bretagne et qu'elle se prépare à préciser les garanties d'exécution qu'elle exige<sup>2256</sup>. Le 17 avril, la France adresse à la Grande-Bretagne un mémorandum dans lequel elle refuse finalement d'avaliser le réarmement allemand. Sa rédaction fut quelque peu houleuse<sup>2257</sup>. Brossolette fait écho à la réunion entre Barthou, Doumergue, les ministres d'Etat et ceux de la Défense nationale et quatre militaires<sup>2258</sup>. Tardieu et Pétain auraient mené la charge pour convaincre le gouvernement d'opter pour la fermeté réussissant par-là à forcer la main de Barthou. On remarque que Brossolette est particulièrement bien informé même si son analyse est exagérée et partielle. Barthou aurait été victime « de la faute qu'il a commise en acceptant le réarmement partiel du Reich », il aurait alors « cristallisé contre lui l'opposition à la fois des adversaires de toute convention et des adversaires du réarmement allemand ». Le fait que Barthou s'apprête à « déchirer lui-même les traités et le Pacte de Genève » aurait offert l'opportunité aux militaires de démontrer qu'il ne fallait plus compter que sur la force française. Barthou aurait trouvé « plus nationaliste et plus insensé que lui ». Brossolette estime que « par la faute du gouvernement français » les pays se trouveraient désormais « sur la ligne de départ de la course aux armements ». La colère que provoque chez lui la note du 17 avril le pousse à mettre en lumière les responsabilités spécifiquement françaises.

« Mais le fait est que si l'Allemagne réarme depuis deux ans en violation des traités, voici quinze ans que, nous, nous ne désarmons pas, en violation des mêmes traités<sup>2259</sup>. »

Le premier gouvernement d'Union nationale aurait fait l'erreur de refuser le désarmement à l'Allemagne démocratique et le second confirmerait celle-ci. De là naitrait une grave responsabilité.

« Souhaitons que le pays n'ait pas à donner son sang pour payer les folies deux fois commises par les mêmes hommes. »

Brossolette répond à *l'Echo de Paris* qui minimise la portée de la note française puis dresse une chronologie fine des responsabilités françaises depuis le début de l'année.

« Le 6 Février, la France s'en tient au mémorandum Chautemps-Boncour du 1er janvier. Le 17 mars, elle a commencé à repousser toute réduction de ses

---

2255 Brossolette, « Paris entre Rome et Londres », *Notre Temps*, n°93, 17/04/1934.

2256 Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord*, op. cit., p.538-539.

2257 Lire le récit des journées du 16 et du 17 avril par Maurice Vaïsse et la mise en évidence des passages attribués à Barthou à côté de ceux rédigés par Doumergue, *Ibid.*, p.567 et p.571.

2258 Brossolette, « Coup de théâtre dans la négociation du désarmement », *Notre Temps*, n°95, 19/04/1934.

2259 Brossolette, « Le gouvernement isole dangereusement la France pour torpiller le désarmement », *Notre Temps*, n°96, 20/04/1934.

armements ; le 6 avril, elle a laissé entendre que le réarmement du Reich modifiait profondément les termes de la convention qu'elle pourrait signer et qui ne devrait plus être qu'une convention de limitation, et le 17 avril elle a mis en pièces tous les projets de convention qui avaient pu être envisagés<sup>2260</sup>. »

Brossolette relaie les rumeurs qui attribuent à la France la volonté d'invoquer devant la Conférence du Désarmement l'article 213 du Traité de Versailles pour demander des investigations sur les armements allemands. Il cite Blum et pense comme lui que cette démarche ne pourrait être entreprise à profit qu'à condition de s'engager au désarmement.

« Vouloir contraindre par la force l'Allemagne à respecter la partie V du traité alors que nous-mêmes, en ne désarmant point, avons transgressé l'esprit et la lettre de ce même traité, [...] ce serait déterminer en elle une volonté désespérée de résistance et risquer de nous trouver à peu près seuls en face d'elle, en un tête à tête tragique et peut-être sanglant<sup>2261</sup>. »

Une seule mesure lui paraît souhaitable, celle de refuser le réarmement du Reich en provoquant le désarmement généralisé. Le ton et le vocabulaire qu'emploie le chroniqueur de *Notre Temps* témoignent de sa profonde colère. Ses articles sont précédés du titre « Au service des marchands de canon » et leur contenu est toujours plus alarmiste<sup>2262</sup>. Le ministre des Affaires étrangères qui ne bénéficie plus du moindre crédit auprès de Brossolette est continuellement blâmé y compris lorsqu'il entretient le contact avec les pays voisins<sup>2263</sup>. La fin du mois de mai voit la réunion de la Conférence du désarmement mais les espoirs sont minces<sup>2264</sup>. Brossolette fait ensuite écho de « discussions lamentables et de débats confus<sup>2265</sup> » à Genève entre la Grande-Bretagne et la France. A la fin du mois, Brossolette indique l'un des principes guidant sa réflexion.

« Il n'est point de paix qui puisse aujourd'hui, se fonder sur la force, parce qu'il n'est pas de force assez grande pour n'être pas surclassée dans le plus grand secret par les préparatifs d'une autre force<sup>2266</sup>. »

#### b) La perception de l'Allemagne au cours du premier semestre 1934.

Brossolette relève chaque fois qu'il est possible un aspect positif perçu dans l'évolution de l'Allemagne. En 1934 la question de la Sarre est omniprésente dans l'attente du plébiscite de 1935 devant déterminer son statut. Brossolette commente la mise en place d'un « front allemand<sup>2267</sup> » en remplacement du parti national-socialiste sarrois, organisme désormais chargé d'assurer la propagande en faveur du

---

2260 Brossolette, « La vérité sur la note Barthou du 17 avril », *Notre Temps*, n°104, 29/04/1934.

2261 Brossolette, « Le réarmement du Reich ne dépend que de notre refus de désarmer », *Notre Temps*, n°115, 13/05/1934.

2262 Brossolette, « La course aux armements est ouverte », *Notre Temps*, n°121, 20/05/1934.

2263 Brossolette, « M. Barthou chez des amis avec M. von Ribbentrop... », *Notre Temps*, n°146, 19/06/1934.

Brossolette, « Les voyages de M. Barthou », *Notre Temps*, n°157, 01/07/1934.

2264 Brossolette, « M. Barthou affirme la continuité de la politique française. Mais que ne la prouve-t-il ? », *Notre Temps*, n°129, 30/05/1934.

2265 Brossolette, « L'accord genevois ajourne les problèmes du désarmement », *Notre Temps*, n°139, 10/06/1934.

2266 Brossolette, « Effondrement de la politique de force et de sécurité », *Notre Temps*, n°156, 30/06/1934.

2267 Brossolette, « Nouvelle tactique allemande en Sarre », *Notre Temps*, n°58, 06/03/1934.

rattachement à l'Allemagne. Brossolette y voit un échec pour les nationaux-socialistes même s'il est forcé de reconnaître la détermination et l'efficacité de Berlin pour mener à bien cette campagne. Ce qui peut être interprété comme une erreur d'appréciation de la part de Brossolette vient encore de ce qu'il veut remarquer le moindre point positif d'une situation fut-il symbolique. La tactique hitlérienne ne lui apparaît pas clairement et devant l'absence de réactions bruyantes à la note Barthou, Brossolette soulève l'hypothèse selon laquelle Hitler n'aurait peut-être pas absolument désiré l'échec du désarmement. Ce dernier pourrait ne pas être satisfait de la liberté d'armer à outrance.

« On me permettra d'écrire, en dépit des sentiments qu'on ne peut ignorer à l'égard de l'Allemagne hitlérienne, que c'est tout à son honneur<sup>2268</sup>. »

Von Papen prononce un discours retentissant à l'Université de Marbourg le 17 juin 1934 dans lequel il dénonce les excès du régime. Les « déclarations libérales et humanistes » de von Papen n'attirent pas même la sympathie de Brossolette.

« Les nazis alarment ce que l'Allemagne compte de plus conservateur, de plus capitaliste et de plus clérical. Et M. von Papen n'a fait que traduire ces appréhensions<sup>2269</sup>. »

Il conserve son analyse première du régime hitlérien et interprète les protestations de von Papen comme le sursaut des conservateurs ralliés au régime qui chercheraient à combattre le courant d'extrême-gauche au sein du parti national-socialiste<sup>2270</sup>. Il ne devine pas le courant qui traverse les conservateurs et les porte vers l'opposition puis la résistance à Hitler<sup>2271</sup>. Après la nuit des longs couteaux, Brossolette analyse les retombées pour le régime. Il conclut au renforcement du pouvoir d'Hitler notamment dans sa relation avec la Reichswehr, mais il retient également l'ébranlement du régime et le risque pour lui d'avoir créé un désir de vengeance<sup>2272</sup>. Il offre ensuite une analyse plus distanciée et dénonce ceux qui utiliseraient cet événement pour influencer la politique extérieure française<sup>2273</sup>. Une fois encore son analyse du régime hitlérien est fortement influencée par ses positions de politique intérieure. Rudolf Hess s'adresse aux anciens combattants français dans un discours prononcé à Königsberg au début du mois de juillet. Pour le commenter Brossolette s'appuie sur le témoignage de son « confrère et ami » Philippe Soupault qui aurait entendu le discours<sup>2274</sup>. Il relève un passage pacifiste puis, à l'instar de Soupault dans *Excelsior*, insiste sur la première partie du discours qui ferait la part belle aux « thèmes ordinaires de la propagande nazie ». Brossolette estime

---

2268 Brossolette, « La note française », « Le coup de grâce au désarmement », *Notre Temps*, n°97, 21/04/1934.

2269 Brossolette, « M. von Papen poursuit son offensive contre la gauche nazi », *Notre Temps*, n°150, 23/06/1934.

2270 *Ibid.*

2271 Gilbert Merlio, « La résistance chrétienne à Hitler », in Gilbert Krebs et Gérard Schneilin (dir.), *Exil et résistance au national-socialisme : 1933-1945*, Publications de l'Institut d'allemand ; Université de la Sorbonne nouvelle, 1998, 348 p., p.95-96.

2272 Brossolette, « Le régime national-socialiste est très secoué », p.1, « La répression sanglante continue en Allemagne », p.2, *Notre Temps*, n°158, 03/07/1934.

2273 Brossolette, « Contre la paix et pour les armements on exploite la répression sanglante de M. Hitler », *Notre Temps*, n°162, 07/07/1934.

2274 Brossolette, « Pour le rapprochement franco-allemand », « M. Rudolf Hess a prononcé un discours de paix », *Notre Temps*, n°164, 10/07/1934.

« probable » qu'il s'agisse seulement d'une « tentative de diversion » tendant à faire oublier les assassinats de la fin juin. Il dénonce ensuite l'immixtion de Hess dans les affaires intérieures françaises lorsque ce dernier lie l'absence d'accord de paix à la forme parlementaire du pouvoir français. S'adressant aux Allemands, Brossolette hausse le ton.

« Qu'ils veuillent donc bien nous rendre la pareille et ne pas tabler sur l'établissement du fascisme en France pour hâter la paix : il y a une limite qu'il ne faut pas dépasser. »

Alors que le titre laisse penser à un geste positif de la part de Hess, le contenu de l'article en est une critique sans concessions. Une fois encore le choix du titre et du chapeau suscite l'interrogation, il paraît de plus en plus évident que Luchaire surveille l'image de son quotidien et décide des titres les plus visibles.

### c) Les alliances de la France.

Brossolette dénonce la campagne de presse à droite qui ferait de l'Italie une alliée permettant de s'opposer à l'Allemagne<sup>2275</sup>. Il interprète les récents Protocoles de Rome, accords signés entre l'Italie, l'Autriche et la Hongrie comme le signe de l'indépendance italienne vis-à-vis de la France. Brossolette fait remarquer que seule la réduction des armements et non leur limitation apporterait la garantie de sécurité de la part de la Grande-Bretagne<sup>2276</sup>. L'appui de la Grande-Bretagne que d'aucuns attendent avec impatience serait des plus incertains car l'intransigeance de la France aurait décidé Londres à se concentrer sur sa seule sécurité<sup>2277</sup>. La France serait alors isolée face à une Allemagne « plus peuplée, plus industrielle et plus belliqueuse » qu'elle. Le gouvernement d'Union nationale est alors jugé responsable de détruire les acquis à Locarno en perdant le soutien de la Grande-Bretagne. Brossolette étudie ensuite les conditions de la réalisation d'un « Locarno de l'Est », voulue par la diplomatie française<sup>2278</sup>. Barthou cherchait un allier de poids à travers un pacte oriental afin de prévenir le péril allemand<sup>2279</sup>. Il utilisait alors le jargon de la SDN et sans prononcer les termes de pacte d'assistance mutuel, il préparait la signature d'une alliance franco-russe<sup>2280</sup>. Brossolette s'interroge dans son dernier article sur la capacité d'un « Locarno de l'Est » à déboucher sur un accord concernant les armements<sup>2281</sup>. Il refuse une nouvelle fois toute idée de réarmement qu'il s'agisse de la légalisation des activités clandestines allemandes ou de la reprise de l'armement pour les puissances armées. Si le Pacte Oriental devait concourir à la sécurité de la France, cela devrait également en faire un argument en faveur du désarmement. Brossolette ne cesse de recommander le respect des traités et pour

---

2275 Brossolette, « L'Italie se refuse à soutenir une politique agressive dirigée contre l'Allemagne », *Notre Temps*, n°70, 20/03/1934.

2276 Brossolette, « Paris doit choisir entre la réduction et la limitation des armements », *Notre Temps*, n°85, 07/04/1934.

2277 Brossolette, « Londres renonce à poursuivre le désarmement », *Notre Temps*, n°112, 10/05/1934.

2278 Brossolette, « Locarno de l'Est ? Oui pas n'importe lequel ni n'importe comment », *Notre Temps*, n°168, 14/07/1934. Brossolette, « Le Locarno de l'Est est-il sérieux ? », *Notre Temps*, n°171, 19/07/1934.

Brossolette, « Du Pacte Oriental au Désarmement », *Notre Temps*, n°172, 20/07/1934.

2279 Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France, La Décadence*, op. cit., p.105.

2280 Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord*, op. cit., p.580.

2281 Brossolette, « Du Pacte Oriental au Désarmement », *Notre Temps*, n°172, 20/07/1934.

cela le désarmement.

« Le Locarno de l'Est [...] doit empêcher le réarmement du Reich. Et contraindre les autres puissances au désarmement. »

Dans cette dernière phrase, Brossolette reste fidèle à un objectif qu'il n'a jamais cessé de défendre dans *Notre Temps*.

d) Remarques sur l'apport de Brossolette à *Notre Temps*.

Alors qu'il fait preuve de la plus grande fermeté à l'égard du nationalisme allemand depuis 1931, Brossolette est confronté à la sympathie affichée au régime hitlérien par une majeure partie de la rédaction de *Notre Temps*. Il nous semble que Brossolette s'est donc astreint à une discipline personnelle qui lui permettait de poursuivre ses efforts en faveur de la paix. Il a abandonné l'idée du rapprochement intellectuel depuis Rethel et prononce des condamnations ponctuelles et fermes du régime hitlérien. Il choisit dans le même temps de tout faire pour encourager la paix et son préalable, un accord avec l'Allemagne. Il est le seul à *Notre Temps* avec Pfeiffer à dénoncer les dangers du national-socialisme pour autant son appréciation sur la nature du régime n'est pas exempte d'erreurs et de parti-pris idéologiques. La clef de voûte de la participation de Brossolette à *Notre Temps* est sa défense d'une politique française qui pour être moralement irréprochable devrait respecter ses engagements internationaux à commencer par le désarmement progressif. Cependant la discipline à laquelle se serait astreint Brossolette ne va pas sans des effets négatifs. Sa signature côtoie des articles de propagande allemande et ceux germanophiles de Georges Roux et Régis de Vibraye. Il est plus que jamais isolé lorsque le directeur de *Notre Temps* consent au réarmement du Reich du moment que celui-ci serait limité<sup>2282</sup>. Alors qu'il est le seul de la rédaction à réclamer la fermeté dans le désarmement généralisé après le départ de Pfeiffer, son message est de plus en plus brouillé. Il faut aussi prendre en compte la force de son engagement pacifiste. Dans le même temps les contradictions flagrantes de la ligne éditoriale ne touchent pas seulement Brossolette. Les idées qui devaient animer le creuset des rédacteurs de *Notre Temps* se sont épuisées les unes après les autres ; l'unanimité de la « nouvelle génération » n'est plus abordée que par Luchaire, le mouvement des « jeunes équipes » a vécu, l'engagement des intellectuels en faveur du programme de *Notre Temps* prend fin avec le départ de Jean-Jacques Bernard, quant à la réforme de l'Etat, elle est au cœur des débats en 1934 mais ne franchit pas le stade des discours. Seul le combat pour repousser le risque de guerre lie encore Brossolette à *Notre Temps*. En juillet 1934, il est possible d'imaginer Brossolette non loin de la rupture avec Luchaire. Depuis un an et les polémiques du printemps 1933 sur les modalités du contact avec l'Allemagne hitlérienne, la tension est présente dans la rédaction. Brossolette écrit à Martin-Chauffier pour lui exprimer son soutien alors que ce dernier a publiquement critiqué l'attitude de Luchaire. Le 7 juin 1933, Brossolette se déclare effaré<sup>2283</sup> devant la position du directeur de *Notre*

---

2282 Luchaire, « Désarmer ? D'abord arrêtons les armements », *Notre Temps*, n°122, 22/05/1934.

2283 Brossolette à Louis Martin-Chauffier, 07/06[1933], IMEC, LMC2-C1, également cité par Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette, op. cit.*

*Temps* face à l'Allemagne.

« Puis-je vous dire, tardivement peut-être, mais très sympathiquement que je suis tout à fait d'accord avec votre position dans le problème de notre attitude vis-à-vis du hitlérisme. Je l'ai dit à Jean – avec douceur – puis avec violence. Il n'y a rien à faire pour le convaincre. Et c'est épouvantable : nous ne parlons plus la même langue. »

Cependant, c'est le soupçon de collusion avec les autorités allemandes qui décide Brossolette à quitter la revue à l'été 1934. A un moment où *Notre Temps* voit fondre le nombre de ses participants par manque d'argent, Brossolette obtient la conviction qu'Otto Abetz apporte un financement occulte au journal. En mai 1934, il a accompagné Luchaire et André Thérive à Berlin où ces derniers ont prononcé des conférences à l'Université<sup>2284</sup>. A son retour il aurait prévenu Chabannes de ses soupçons<sup>2285</sup>. Mais le départ de *Notre Temps* n'est pas si simple. Guillaume Piketty a montré grâce aux correspondances de Brossolette combien l'amitié de Luchaire pouvait être envahissante. Après avoir annoncé son départ de la rédaction par courrier, Brossolette rencontre Luchaire le 10 août et rapporte l'entretien à sa femme en ces termes :

« Ce type est décidément très fort. Il a mis la conversation sur un ton aimable, tendre et raffiné tel qu'au bout d'une heure, il n'y avait plus que deux types parfaitement désintéressés, intelligents, loyaux et honnêtes au monde : lui et moi. Il est une sorte de héros. Jamais il n'y a eu une ombre entre lui et moi. Comme c'est réconfortant ce genre de conversation. Je jure que si je ne m'étais pas accroché à mon fauteuil, il m'aurait redécidé à collaborer. C'est formidable<sup>2286</sup>. »

Cette lettre particulièrement précieuse pour nous montre combien la personnalité de Luchaire est déterminante dans la conduite de *Notre Temps*.

## B. La marginalisation de *Notre Temps*.

### a) L'Allemagne hitlérienne, un partenaire pour la paix.

#### 1. Luchaire imperturbable partisan d'une entente avec l'Allemagne.

Durant le premier semestre 1934, Luchaire s'exprime peu sur la politique internationale mais suffisamment pour que l'on cerne sa position. En mai, Luchaire apporte des informations nouvelles tirées de son récent séjour à Berlin<sup>2287</sup>. Il indique que sa conférence était de nature « essentiellement objective » en se penchant sur « les grands courants de l'opinion française actuelle », son sujet de prédilection depuis de longues années déjà. Contrairement aux rumeurs négatives, la France

---

2284 Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette, op. cit.* p.81.

2285 « Un matin de 1934, Pierre Brossolette me téléphona : "Mon petit vieux, nous sommes au Bonnet rouge et nous ne nous en doutions pas !". », Chabannes, *Je les ai connus, op.cit.* p.50. « Il m'apprend qu'Otto Abetz est revenu à Paris, avec une mission précise : rallié au nazisme, il est envoyé par Hitler pour étudier la position des "Français européens" (qu'il connaissait bien) face à la nouvelle Allemagne et à sa future Europe. Pierre ne voyait pas comment nous pourrions collaborer à un journal qui se disait "européen" à n'importe quel prix. Nous quittâmes donc *Notre Temps*. », Chabannes, *Je les ai connus, op.cit.* p.124.

2286 Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette, op. cit.* p.82.

2287 Luchaire, « Impressions d'Allemagne », *Notre Temps*, n°119, 19/05/1934.



resterait l'objet d'une « attention exempte d'hostilité et de parti pris » en Allemagne. Les chances d'une entente entre les deux jeunes gens seraient donc intactes à condition que la France ne se trompe pas en jugeant l'Allemagne.

« La militarisation de la jeunesse, phénomène incontestable, mais d'ordre intérieur allemand, ne doit pas être confondue avec la préparation psychologique et matérielle d'une agression contre notre pays. »

A en croire Luchaire, les Français de Berlin seraient « inquiets de l'incompréhension dont les cercles parisiens responsables témoignent à l'égard de l'Allemagne ». Luchaire revient à la charge sur la question des armements pour faire accepter l'idée d'un réarmement partiel de l'Allemagne. Il serait trop tard pour reprendre le projet Chautemps-Paul-Boncour de janvier 1934, aussi faudrait-il s'accorder sur une limitation des armements à un niveau supérieur pour emporter l'accord allemand. Espérer davantage serait s'en tenir à une « chimère » et prolonger un désaccord qui permettrait le réarmement du Reich dans les faits.

« Un accord arrêtant la course aux armements [...] vaut mieux, même s'il consacre quelques unes des initiatives allemandes, qu'une liberté d'armer laissée au Reich sous le couvert d'une condamnation théorique<sup>2288</sup>. »

Encore une fois la pratique du « réalisme » confine chez Luchaire à l'acceptation de tous les coups de force.

« Il ne s'agit plus de doctrines et d'espoirs. Il s'agit de faits et de possibilités. »

Le directeur de *Notre Temps* veut bien admettre que l'Allemagne s'arme et qu'elle entretient un climat d'agitation en Sarre peu avant le plébiscite. Mais il préfère insister sur les campagnes de presse des « nationalistes », c'est-à-dire de la presse de droite, dont l'objectif serait moins de défendre les intérêts du pays et de la paix que ceux des « féodaux de la métallurgie<sup>2289</sup> ». En conclusion, il appelle les anciens combattants à s'opposer à ces campagnes de presse qui viseraient à « augmenter les chances d'un nouveau conflit ».

En septembre Luchaire développe un long argumentaire en faveur de l'égalité juridique entre l'Allemagne et la France<sup>2290</sup>. Nous connaissons chacun de ses arguments qui font du Traité de Versailles un traité inique et inapplicable. Il en vient à évaluer l'état d'esprit français, lequel serait encore craintif du fait d'un complexe d'infériorité. Grâce au projet de réforme de l'Etat et même de « révolution nationale » qu'il a développé la semaine précédente, Luchaire envisage la relation d'équilibre avec l'Allemagne avec une France sûre de ses forces jeunes et rénovatrices. Le cheval de bataille de Luchaire en 1934 concerne la réforme de l'Etat et la contribution que pourraient y apporter « les forces vives de la nation » c'est-à-dire la jeunesse, les anciens combattants et les syndicats. Ensemble, ces trois entités seraient animées de la volonté de faire l'Europe, de « refaire la France de l'intérieur » et d'« organiser la France franco-africaine ». A l'évidence Luchaire confond ses propres mots d'ordre avec ceux des groupes sociaux au cœur des préoccupations

---

2288 Luchaire, « Désarmer ? D'abord arrêtons les armements », *Notre Temps*, n°122, 22/05/1934.

2289 Luchaire, « Avant le plébiscite de 1935 ». « Contre l'intérêt national, certains intérêts privés faussent le problème sarrois », *Notre Temps*, n°126, 26/05/1934.

2290 Luchaire, « L'égalité entre la France et le Reich est-elle possible ? », « Le chaos international », *Notre Temps*, n°186, 12/09/1934.

françaises en 1934. Plus intéressant est le lien supposé entre la rénovation politique française et les événements internationaux.

« Car, à l'heure actuelle, le problème de la paix européenne pose le problème de la réorganisation française. Tous deux sont indissolublement liés. »

Luchaire n'explique pas ce lien, on peut seulement en déduire que les bouleversements politiques italiens, allemands et russes marqueraient un mouvement universel que la France devrait suivre tôt ou tard. L'une des caractéristiques de ces régimes est l'embrigadement de la jeunesse. Ce phénomène est perçu comme l'engouement de la jeunesse de chaque pays en faveur de sa « révolution ». Le vœu ancien de Luchaire de rassembler et représenter toute la jeunesse de France a certainement été influencé par ces illustrations étrangères. La semaine suivante Luchaire publie un extrait de l'interview d'Henri Pichot (UFAC) et de Jean Goy (UNC) qu'il a réalisé pour *Le Petit Journal*<sup>2291</sup>. Pichot attribue la responsabilité de l'échec de tous les projets de paix au nationalisme. Il remarque également qu'il serait plus facile de faire la paix entre deux nations « à forte personnalité » plutôt qu'entre celles « molles, inconsistantes et fluides ». Goy se prononce résolument pour le contact avec l'Allemagne et s'appuie sur le discours de Hess pour affirmer ses espoirs d'un contact fructueux avec l'Allemagne.

Le 23 octobre *Notre Temps* reparaît après une interruption de treize jours<sup>2292</sup>. Luchaire présente *Notre Temps* comme un « journal pour le rassemblement<sup>2293</sup> » et le situe dans le paysage politique. Il fait alors une réflexion qui n'est pas anodine. Il se défie du cartel car celui-ci serait réuni par un « réflexe négatif », celui de l'antifascisme et remarque au passage que son « contenu *français* mériterait d'être mieux défini<sup>2294</sup> ». Luchaire est un fin connaisseur de l'Italie pré-mussolinienne et une grande partie de ses amis a du fuir le nouveau régime. Il entend pourtant rester neutre vis-à-vis de Rome afin de servir les efforts de paix. D'autre part cela ne gênerait pas d'éventuelles relations cordiales avec les autorités diplomatiques italiennes. La difficulté pour Luchaire de traduire le fascisme en terme français est à relier à sa proximité avec les néo-socialistes qui sont régulièrement taxés de « fascistes ».

## 2. L'utilisation des anciens combattants au service de la propagande allemande.

En fin d'année Luchaire poursuit sa promotion des contacts franco-allemands entre les anciens combattants<sup>2295</sup>. Ceux-ci ont été encouragés tout au long de l'année 1934 par les Allemands d'une part et d'autre part par le courant français

---

2291 Luchaire, « Les anciens combattants face au problème de la paix », « Le chaos international », *Notre Temps*, n°187, 19/09/1934. Henri Pichot signe à quatre reprises en 1934, Jean Goy n'apparaît pas dans *Notre Temps*.

2292 Cette interruption a lieu au lendemain de l'assassinat de Barthou à Marseille.

2293 Luchaire, « Un journal pour le rassemblement », *Notre Temps*, n°500, 23/10/1934.

2294 *Ibid.* En italique dans le texte.

2295 Luchaire, « Berlin souhaite négocier avec Paris », *Notre Temps*, n°523, 21/11/1934. Luchaire, « La loyauté du voyage à Berlin. Après les déclarations de M. Hitler. Jean Goy répond à ses détracteurs », *Notre Temps*, n°527, 25/11/1934. Luchaire, « Suites du voyage à Berlin. L'UNC devant le Reich », *Notre Temps*, n°528, 28/11/1934. Luchaire, « Les anciens combattants sont unanimement favorables aux contacts avec le Reich. M. de Ribbentrop est arrivé à Paris », *Notre Temps*, n°531, 01/12/1934.

favorable à une entente directe avec l'Allemagne<sup>2296</sup>.

Luchaire félicite Goy et Monnier pour leur engagement. Contrairement au *Journal des Débats* qui considère que leur initiative propage l'image d'Hitler animé de sentiments pacifiques, Luchaire estime qu'il est question d'« éviter la guerre ».

« Le chancelier Hitler demande que l'on essaye. Des anciens combattants français demandent que l'on ne fasse pas la sourde oreille<sup>2297</sup>. »

Après le voyage à Berlin de Goy et Monnier, l'actualité diplomatique se trouve marquée par l'arrivée de Ribbentrop à Paris<sup>2298</sup>. Dans un gros titre qui fait la part belle aux anciens combattants, Luchaire conserve sa ligne de soutien aux exigences allemandes. Il souligne que la Grande-Bretagne serait disposée à reprendre les discussions là où elles s'étaient arrêtés et que « la reconnaissance du nouveau *statu quo* des armements allemands » permettrait le retour du Reich à Genève. Dans le même temps, Henri Pichot répond par courrier à une sollicitation de Luchaire<sup>2299</sup>. Il explique que l'UNC n'a pas participé au rapprochement franco-allemand entre 1925 et 1933. Cependant Pichot aurait récemment rencontré le représentant national-socialiste des anciens combattants et considère qu'il s'agit là d'une œuvre constructive<sup>2300</sup>. Ainsi Luchaire peut-il parler d'une « atmosphère de quasi unanimité » parmi les anciens combattants français. Après le départ de Brossolette, *Notre Temps* retrouve une parfaite homogénéité car Luchaire est bien épaulé par Lange et Nels qui s'engagent au service de la ligne pacifiste intégrale.

## b) Les résultats du rapprochement intellectuel.

### 1. L'ultime rencontre des jeunes franco-allemandes.

La cinquième et ultime rencontre des jeunes franco-allemandes se tient à Berlin au début janvier<sup>2301</sup>. Léon-Marie Brest relate la teneur des discussions qui portaient cette année sur les questions économiques. Il présente ensuite « l'essentiel des idées nationales-socialistes en matière d'économie politique ».

« La politique allemande a trouvé enfin l'unité d'allure et de pensée qu'elle cherchait depuis longtemps, et ce, grâce à l'autorité du Führer<sup>2302</sup>. »

Bertrand de Jouvenel évoque l'économie dirigée puis Weil-Curiel et Georges Toumarkine interviennent dans la discussion. Au troisième jour de la rencontre les débats portent sur « les conceptions sur les jeunes des deux pays<sup>2303</sup> » selon une tradition désormais bien établie. Le chef des Jeunes hitlériennes justifie le

---

2296 Antoine Prost, *Les anciens combattants et la société française 1914-1939*, 3 vol., FNSP, 1977. Claire Moreau-Trichet, *Henri Pichot et l'Allemagne de 1930 à 1945*, Peter Lang, 2004. Claire Moreau-Trichet, « La propagande nazie à l'égard des associations françaises d'anciens combattants de 1934 à 1939 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2002/1 n° 205, p. 55-70.

2297 Luchaire, « Berlin souhaite négocier avec Paris », *Notre Temps*, n°523, 21/11/1934.

2298 Luchaire, « Les anciens combattants sont unanimement favorables aux contacts avec le Reich ». « M. de Ribbentrop est arrivé à Paris », *Notre Temps*, n°531, 01/12/1934.

2299 Claire Moreau-Trichet y voit une tentative de mise en concurrence des mouvements d'anciens combattants.

2300 Barbara Lambauer, *Otto Abetz*, op.cit.p.72 et suivantes. Il s'agit en réalité d'Otto Abetz.

2301 Léon-Marie Brest, « Rapprochement. A Berlin le 5e congrès des jeunes franco-allemandes », *Notre Temps*, n°8, 08/01/1934.

2302 *Ibid.*

2303 Léon-Marie Brest, « Jeunes. Troisième séance du congrès franco-allemand. », *Notre Temps*, n°9, 09/01/1934.

racisme en expliquant qu'il ne pourrait être compris de l'étranger. Les spécificités de la jeunesse française sont présentées par Drieu la Rochelle. Hermann Maass et Bertrand de Jouvenel prennent également part à la discussion. Le quatrième et dernier jour de conférences fait place à Friedrich Blunck, auteur spécialisé dans le thème des racines *völkisch* de l'Allemagne<sup>2304</sup>. Drieu La Rochelle affirme que la France aurait besoin de mariage avec l'Europe. Bossin défend quant à lui l'idéal de liberté politique. Brest affirme que le « congrès continue dignement la tradition du Sohlbergkreis ». Si les congressistes étaient « peu nombreux », ils seraient cependant « liés entre eux par les liens d'une solide amitié ». Chacun aurait permis une meilleure compréhension, sans pour autant se priver d'esprit critique. L'idée d'un rapprochement intellectuel tel qu'il était décrit en 1930 est bel et bien morte. Seules quelques têtes brûlées comme Luchaire, Jouvenel et Drieu la Rochelle y croient encore mais ils n'ont jamais été aussi loin de représenter toute la jeunesse. Alfred Silbert a gardé quelques souvenirs de son passage à Berlin qui démontrent une réelle séduction.

« Nous fûmes reçus par les premiers éléments de la jeunesse nazie de l'époque, de la jeunesse en uniforme dont certains étaient, d'ailleurs, il faut le reconnaître, plein de flamme sympathique : ils s'étaient trompés, l'histoire l'a prouvé depuis, mais je dois reconnaître que leur enthousiasme était réel, et que, dans une certaine mesure, ils n'étaient pas animés de mauvais sentiments envers la France<sup>2305</sup>. »

Silbert et Drieu la Rochelle ont ensuite été reçus par Rosenberg tandis qu'Abetz leur sert d'interprète. Les contacts franco-allemands quoique réduits continuent ainsi d'apporter d'importantes satisfactions à Abetz. Barbara Lambauer estime que la rencontre de janvier 1934 est la première occasion pour Abetz de rencontrer les dirigeants nationaux-socialistes<sup>2306</sup>. Il fait le point le 30 janvier auprès du conseiller Depfel de l'*Auswärtiges Amt*<sup>2307</sup>. Il déclare avoir accès à une vingtaine d'organes de presse et demande la création d'un service spécialisé regrettant seulement le manque de temps et d'argent<sup>2308</sup>. Faut-il comprendre ici qu'Abetz demande le financement d'articles favorables ? Abetz se réjouit que Luchaire puisse être de nouveau actif et puisse soutenir son travail depuis sa séparation d'avec Pfeiffer. Sa relation avec les néo-socialistes l'intéresse tout particulièrement et il pense que Luchaire pourrait jouer un rôle premier lors de la prochaine rencontre prévue en août dans la vallée de la Loire<sup>2309</sup>. Abetz a expliqué à l'*Auswärtiges Amt*

---

2304 Léon-Marie Brest, « Le congrès des jeunes franco-allemandes a pris fin à Berlin », *Notre Temps*, n°10, 10/01/1934.

2305 BDIC, F Rés 334/1, Procès Abetz, audience du 19/07/1949, Déposition de M. Alfred Silbert, p.56.

2306 Barbara Lambauer, *Otto Abetz, op.cit.*, p.63.

2307 PA AA, DBP 1050/1, Courrier d'Otto Abetz au consul Depfel de l'*Auswärtiges Amt*, 30/01/1934.

2308 „Eine dringliche Aufgabe ist auch die Organisation eines deutschen Artikeldienstes für das Schrifttum des jungen französischen Generation. Wir haben jetzt Zugang zu etwa 20 Zeitschriften. Es ist nur schade, dass alle diese Initiativen nicht mit dem nötigen Masse an Zeit und Geld verfolgt werden können.“, selon notre traduction : « Une tâche urgente est l'organisation d'un service de presse allemand pour les écrits de la jeune génération française. Nous avons maintenant accès à environ 20 revues. Seulement il est dommage que toutes ces initiatives ne puissent être poursuivies avec la masse nécessaire de temps et d'argent ». PA AA, DBP 1050/1, Courrier d'Otto Abetz au conseiller Depfel de l'*Auswärtiges Amt*, 30/01/1934.

2309 „Erfreulicherweise kann jetzt schon Luchaire nach seiner Trennung von Edouard Pfeiffer für uns wieder

qu'il compte organiser cette rencontre dans une propriété d'Henry de Jouvenel dans la vallée de la Loire<sup>2310</sup>. L'ambassade d'Allemagne à Paris suit très attentivement l'écho parisien de la rencontre. Kühn envoie des rapports à Berlin les 27 janvier, 2 et 16 février. Il remarque que René Georges-Etienne serait le seul à rapporter des « impressions relativement négatives<sup>2311</sup> » puis reproduit un extrait de son article dans les *Cahiers des Droits de l'Homme*<sup>2312</sup>. Il relaie également la conférence à l'Institut international de coopération intellectuelle prononcée par Jouvenel et Weil-Curiel à leur retour de Berlin, laquelle aurait attiré les commentaires ironiques du *Pariser Tageblatt*<sup>2313</sup>. De retour en France, les participants à cette cinquième rencontre organisent une conférence aux Sociétés savantes pour témoigner de leur nouvelle expérience<sup>2314</sup>. Luchaire, René Georges-Etienne, Drieu la Rochelle, Alfred Silbert, Colin de Venière, André Bossin et le président du comité Bertrand de Jouvenel y participent. Claude Bordas défend peu après le principe du contact avec l'Allemagne car il s'agirait d'une « confrontation libérale de deux points de vue<sup>2315</sup> ». Il fait valoir que d'autres mouvements agiraient à côté du Comité pour le Rapprochement et cite la « Lettre à Hitler » d'*Ordre Nouveau*<sup>2316</sup>. Il estime que la France aurait mis dix ans pour percevoir l'« œuvre créatrice » du fascisme et recommande de ne pas faire la même erreur avec l'Allemagne. Herman Maass était présent aux rencontres de Rethel et Mayence au nom du *Reichsausschuss Studentenschaft*. Il effectue à l'été 1934 un voyage particulièrement profitable en termes de contacts avec les intellectuels français<sup>2317</sup>. Il a été invité par Jean Luchaire et surtout par Drieu la Rochelle qu'il a rencontré à Berlin en mai 1934. En France il rencontre d'abord Gaston Bergery. Le contact est cordial et Maass pense l'avoir convaincu sur plusieurs points. Il rencontre ensuite toute l'équipe d'Ordre nouveau et fixe pour objectif de revenir auprès d'eux. Il participe à une réception chez Georges Boris de *La Lumière*, lequel ne serait pas particulièrement favorable à l'Allemagne. Il

---

aktiver werden, und von sich aus direkt unsere Arbeit unterstützen. Besonders wertvoll scheinen mir seine Beziehungen zu den néosocialistes zu sein. Wahrscheinlich kann er sich auch an dem nächsten Treffen August 1934 im Loiretal wieder führend beteiligen.“, selon notre traduction : « Heureusement Luchaire peut être à nouveau actif pour nous et apporter un appui direct à notre travail après sa séparation d'avec Edouard Pfeiffer. Ses relations avec les néo-socialistes me semblent être particulièrement précieuses. Probablement pourra-t-il également assurer la direction de la prochaine réunion en août 1934 dans la vallée de la Loire ». *Ibid.*

2310 „In Fortsetzung der früheren Treffen des Sohlbergkreises ... soll eine Zusammenkunft Anfang August stattfinden unter Umständen auf einem dem Vater von Bertrand de Jouvenel gehörenden Gut in der Gegend von Orléans.“, selon notre traduction, « Dans le prolongement des précédentes réunions du *Sohlbergkreis* ... Une réunion aura lieu au début du mois d'août dans le domaine du père de Bertrand de Jouvenel dans la région d'Orléans. », PA AA, DBP 1050/1, *Besprechung mit Otto Abetz*, suite à la visite d'Abetz à l'AA le 03/04/1934.

2311 « *die verhältnismäßig negativsten Eindrücke* », PA AA, DBP 1050/1, rapport de Kühn, 02/02/1934.

2312 « Notre impression générale est qu'il est évidemment impossible, pour nous Français, de nous entendre sur le terrain idéologique avec les jeunes Allemands, qu'il est également très difficile de s'accorder sur les problèmes politiques, mais qu'en matière économique, le mouvement national-socialiste mérite d'être mieux compris et mieux étudié. », René Georges-Etienne, *Cahier des Droits de l'Homme*, 10/02/1934.

2313 PA AA, DBP 1050/1, rapport du conseiller de légation Kühn, 27/01/1934.

2314 « Le Comité d'entente pour le rapprochement franco-allemand s'est réuni hier », *Notre Temps*, n°27, 27/01/1934.

2315 Claude Bordas, « La jeunesse française en face des "nazis" », *Notre Temps*, n°29, 30/01/1934.

2316 Sur le mouvement Ordre Nouveau, voir Christian Roy, *Alexandre Marc et la Jeune Europe (1904-1934) : L'Ordre nouveau aux origines du personnalisme*, suivi de Thomas Keller, *Le personnalisme de l'entre-deux-guerres entre l'Allemagne et la France*, Nice, Presses d'Europe, 1998.

2317 PA AA, DBP 1050/1, Rapport de Maass à Forster, 18/07/1934.

y croise Georges Bonnet. Il juge plus important encore la réception qu'a organisé pour lui l'imprimeur Charles Peignot. Celui-ci a réuni chez lui « les écrivains politiques et les journalistes de la jeune génération » et Maass peut se targuer d'avoir fait la connaissance de Thierry Maulnier, Robert Francis, Laronde du *Journal des Débats*, Boegner fils de l'Agence Havas et encore Emmanuel Berl, directeur de la revue *Marianne*, dont il précise prudemment qu'elle est interdite en Allemagne. Maass aurait mené une discussion « fructueuse » avec quelques vingt-cinq jeunes publicistes, des écrivains apolitiques et deux personnalités du cinéma. Le propos portait sur la nécessité de se comprendre sans pour autant effacer les différences. Ils auraient envisagé enfin un voyage en Allemagne<sup>2318</sup>. Maass s'est également entretenu avec des écrivains parmi lesquels Chabannes et Fouchardière, il en a retenu que les Français ne se limiteraient plus aux témoignages des exilés allemands pour connaître l'Allemagne et qu'ils seraient animés d'un désir honnête de comprendre.

## 2. Les autres voix favorables à l'Allemagne hitlérienne.

A deux reprises, Guy Menant témoigne à la Une de *Notre Temps* d'un intérêt grandissant pour le national-socialisme. Après avoir été séduit par le fascisme à son retour de Rome, le député de la Mayenne prend pour exemple le traitement de l'agriculture en Allemagne. Menant appelle à « un effort d'objectivité » afin de « juger sereinement » les régimes étrangers et recommande de ne pas juger Hitler comme Mussolini le fut dix ans auparavant en France. Menant se penche sur la « détresse du paysan allemand<sup>2319</sup> » ce qui le conduit à une certaine sympathie pour le régime hitlérien.

« On comprendra enfin qu'avec un élan de désespoir les paysans aient fait si totalement confiance à Hitler et l'aient accueilli "comme un Dieu sauveur". »

Trois jours plus tard, Menant poursuit sa démonstration<sup>2320</sup>. Selon un de ses amis allemands, Hitler aurait fait preuve d'une « sollicitude » toute particulière en faveur des agriculteurs. Menant cite encore son ami qui reconnaît à Hitler un incontestable « sens de la psychologie des masses » faisant ainsi des agriculteurs l'appui premier de son régime. Hitler serait en outre supérieur à Mussolini dans l'art de gouverner grâce à son choix d'hommes sûrs pour s'entourer, tels Darré son ministre de l'agriculture. Après s'en être tenu à des citations, Menant fait lui-même

---

2318 „Verantwortung gegenüber der Zukunft und schloss mit einer kurzen Ausführung, dass wir da seien, nicht um Unterschiede zu verwischen, sondern um das uns trennende zu erkennen und zu verstehen, über das Trennende hinaus die Pflicht hätten, das Verbindende zu sehen und daran zu arbeiten. Als wesentliches Ergebnis dieser langen, fast vierstündigen Aussprache bleibt bestehen, dass diese junge Schriftsteller, die innerhalb ihrer Parteirichtungen den journalistischen und schriftstellerischen, zum Teil also auch dogmatischen, Einfluss ausüben, im Herbst dieses Jahres eine Reise nach Deutschland machen werden, die, wie mit Nabersberg schon besprochen, von uns noch fester umrissen werden muss.“, selon notre traduction : « Responsabilité sur l'avenir et conclu avec une courte déclaration, que nous sommes ici non pour effacer les différences mais pour reconnaître ce qui nous sépare et comprendre, et de voir et travailler à notre rapprochement au-delà de ce qui nous divise. Le principal résultat de ce long débat de près de quatre heures est de rester en contact avec ces jeunes écrivains qui exercent une influence via leur orientation journalistique et littéraire, à l'automne de cette année organiser un voyage en Allemagne, comme nous l'avons déjà évoqué avec Nabersberg, doit encore être confirmé ». *Ibid.* p.4.

2319 Guy Menant, « Révolution agraire du IIIe Reich », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°20, 20/01/1934.

2320 Guy Menant, « Le sol du Reich », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°23, 23/01/1934.

l'éloge de Darré en insistant sur son « activité novatrice et révolutionnaire ».

En mars 1934, Vibraye vante une nouvelle fois un accord franco-allemand et poursuit son argumentation pro-allemande.

« Mais alors que la revendication de l'égalité des droits est assez concrète, celle de la sécurité ne l'est pas. Il n'y a pas de sécurité absolue, toute sécurité est relative<sup>2321</sup>. »

L'accord franco-allemand serait la seule base solide pour la paix, et la France ayant refusé de désarmer, il ne resterait qu'à s'accorder sur la limitation des armements. *Notre Temps* publie ensuite le récit de son voyage dans le nord de l'Europe depuis l'Allemagne jusqu'à la Suède. Publié en six articles entre le 13 et le 21 juillet 1934, « Sur les routes de l'Ambre » illustre s'il était besoin combien un récit de voyage peut revêtir une visée politique. L'admiration de Vibraye pour le régime hitlérien y transparaît de manière évidente. A Hambourg, il visite d'abord une école où les « aspirants fùhrers » apprendraient à obéir<sup>2322</sup>. Dans la deuxième livraison, Vibraye détaille le cadre de vie sain dans lequel s'épanouiraient les jeunes fùhrers. Egalité, vigueur et cohésion du groupe seraient encouragés en même temps que serait professé un pacifisme verbal limité à la seule éventualité d'une attaque contre l'Allemagne<sup>2323</sup>.

En 1934 Régis de Vibraye publie un ouvrage intitulé *1935... Paix avec l'Allemagne*<sup>2324</sup> ? que *Notre Temps* présente comme un « examen impartial<sup>2325</sup> » de la politique européenne de la France. Vibraye recommande dans sa conclusion d'« éviter de se laisser entraîner dans un conflit pour des questions concernant l'est de l'Europe » et réaffirme son engagement pacifiste.

Au début du mois de septembre *Notre Temps* publie le témoignage de Hans Keller en faveur d'une « Internationale nationaliste<sup>2326</sup> ». L'expression surprend mais elle témoigne de la tendance de *Notre Temps* à reconnaître le nationalisme comme un pilier de l'organisation européenne. Le nom de Hans Keller apparaît dans les archives allemandes et françaises en 1935. Une note de police de 1935 indique que la « Société d'Etudes Franco-allemandes, 16 bis, avenue Bosquet, que dirige M. Régis de Vibraye, soutient l'œuvre de l'Action Internationale des Nationalistes, de Hans Keller<sup>2327</sup> ». Le nom de Keller illustre également les progrès du travail de propagande d'Otto Abetz. Débuté auprès des organisations de jeunesse, celui-ci s'oriente désormais dans plusieurs directions, les milieux littéraires, les anciens combattants et la droite française<sup>2328</sup>.

---

2321 Régis de Vibraye, « La querelle incessante du désarmement », *Notre Temps*, n°58, 06/03/1934.

2322 Régis de Vibraye, « Vers les vieilles routes de l'ambre (I) », *Notre Temps*, n°167, 13/07/1934.

2323 Régis de Vibraye, « Vers les vieilles routes de l'ambre (II) » « Un pacifisme sans pacifistes », *Notre Temps*, n°169, 17/07/1934.

2324 Régis de Vibraye, *1935... Paix avec l'Allemagne ?*, Denoël et Steele, 1934.

2325 Régis de Vibraye, « Paix avec l'Allemagne », *Notre Temps*, n°529, 29/11/1934.

2326 Dr. Hans Keller, « Réalisons l'Internationale nationaliste », *Notre Temps*, n°185, 05/09/1934.

2327 AN F7, 13433, Feuillet 1935.

2328 Barbara Lambauer, *Otto Abetz, op.cit.* Hans Keller participe à l'organisation d'un prix littéraire pour le rapprochement franco-allemand et s'adresse à la rue de Lille en ce sens. Le prix est créé en novembre et offre la somme de 20 000 Marks soit près de 120 000 Francs. Jean Giono annonce sa démission du jury dans *Le Temps* du 1er décembre dans un entrefilet où il explique avoir été trompé par une entreprise politique. PA AA, DBP 1030 b : Bd.19-20. Mai 34-April 35.

Georges Roux enfin estime que l'inimitié entre la France et l'Allemagne ne pourrait être éternelle. Il admire la cohésion politique en Allemagne et compare avec regret « l'unanimité » allemande aux « gouvernements précaires » en France.

« Si nous avons peur de l'Allemagne c'est surtout parce que nous nous sentons mal défendus. Donnez-nous un régime fort, sachant parler ferme, ayant derrière lui un Etat sain, une nation cohérente et vous verrez les Français examiner d'un autre œil la question de nos rapports avec les gens d'outre-Rhin<sup>2329</sup>. »

Partant du pacifisme Roux est devenu un véritable admirateur du régime national-socialiste.

### 3. Les pages culturelles de *Notre Temps*, entre « objectivité » et bienveillance.

Les collaborateurs de *Notre Temps* se départent rarement d'un angélisme dont témoigne cette formule de Jacques Nels.

« Il est urgent que la France et l'Allemagne envisagent ensemble leur mésentente et leurs destinées<sup>2330</sup>. »

Lorsque Nels présente deux ouvrages sur les relations avec le voisin allemand, il affirme que celui de de Brinon est « pleins d'enseignements » tandis que le second signé Paul Darcy<sup>2331</sup> « ne s'imposait vraiment pas ». De Brinon retrace les relations franco-allemandes depuis 1918 et rapporte le mot d'Hitler selon lequel l'Allemagne et la Pologne partageraient une commune destinée orientale<sup>2332</sup>. Sous le prétexte d'un relativisme culturel, l'idée de Nels est de permettre une expansion allemande sensée garantir la sécurité française.

« Il nous faut toujours poser le cas psychologique de l'Allemagne sous l'angle de l'Asie. Son dynamisme, son "devenir", ses élans sont essentiellement asiatiques. Cela est réjouissant pour nous, bastion de l'Occident. »

Dans sa chronique littéraire, Chabannes présente le livre de Konrad Heiden retraçant l'histoire du mouvement national-socialiste<sup>2333</sup>. Ouvrage d'histoire « hostile au mouvement de la révolution allemande », il ne serait pas pour autant comparable à « un de ces livres de propagande qui ont été publiés [...] par les émigrés ».

Chabannes semble peu sensible à la voix des réfugiés allemands mais il a parfaitement intégré les leçons du *Sohlbergkreis*.

« On s'étonnera, par exemple, que M. Heiden ait fait [...] une si petite place dans ce qui nous paraît l'essentiel de la révolution allemande : un mouvement de jeunesse pour une mystique contre un *statu quo* d'apparence démocratique en réalité au service du capitalisme traditionnel. »

On saisit ici la réussite de la propagande allemande délivrée par l'équipe d'Otto Abetz. Chabannes n'est pas *a priori* séduit par le régime hitlérien mais il le présente comme une tentative respectable et parfaitement compréhensible sous

---

2329 Georges Roux, « France et Allemagne », « Libres opinions », *Notre Temps*, n°68, 17/03/1934.

2330 Nels, « La France face à l'Allemagne », « Livres politiques », *Notre Temps*, n°116, 15/05/1934.

2331 Paul Darcy, *L'Allemagne toujours armée*, Grasset, 1934.

2332 Pour Nels, il s'agit d'un « mot profond qui explique bien des choses ». Voici la citation de Hitler telle qu'il l'a lue chez de Brinon : « "Parce que la Pologne est plus proche de l'Asie que vous, elle nous connaît mieux." »

2333 Chabannes, « Sur un livre anti hitlérien », *Notre Temps*, n°117, 16/05/1934. Il s'agit de Konrad Heiden, *Histoire du national-socialisme*, Stock, 1934. Heiden est réfugié à Zürich à cette date. Sa biographie d'Hitler est publiée chez Grasset en 1936.



l'angle de la jeunesse. De même la « propagande » viendrait davantage des réfugiés plutôt que de l'état hitlérien. Un autre exemple de cet a priori négatif nous est donné lorsqu'il évoque en quelques lignes *Les dessous de la justice allemande* du Dr Apfel<sup>2334</sup>. L'auteur, un « israélite exilé », prendrait à partie « son ancienne patrie avec une brutalité » telle qu'elle enlèverait « quelque valeur à son réquisitoire<sup>2335</sup> ». En vertu d'une volonté affichée de comprendre le régime hitlérien, Chabannes refuse de prendre partie et peine à exprimer la moindre critique<sup>2336</sup>. Il reconnaît les « contradictions » du régime mais son analyse reste des plus superficielles. Son style est timide et paraît s'interdire de choquer. Il est vrai qu'à cette époque Chabannes semble entretenir des relations cordiales avec l'ambassade d'Allemagne à Paris. Le 16 juillet 1934 Kühn remercie très chaleureusement Chabannes pour l'envoi de son dernier ouvrage<sup>2337</sup>.

#### 4. Témoignages d'Allemagne.

Au cours de l'année 1934 *Notre Temps* publie davantage d'articles signés par des Allemands. Ils constituent tous des articles de propagande en faveur du régime hitlérien, la seule variante étant le sujet sur lequel se penche leur pédagogie. Iwan Heilbut explique les raisons qui auraient poussé la jeunesse allemande à voter pour Hitler. Ce dernier aurait ainsi promis l'emploi, apporté des éléments sentimentaux et une réponse à la crise spirituelle qui touchait la jeunesse d'Allemagne<sup>2338</sup>. Walter Grüsser exprime une vibrante profession de foi pacifiste dans la rubrique des « Jeunes équipes » expliquant que « le national-socialisme et la guerre sont deux idées incompatibles<sup>2339</sup> ». Walter Bing proclame son « amour pour la France intellectuelle<sup>2340</sup> ». Il dit avoir adhéré au parti national-socialiste avant son arrivée au pouvoir ce qui constituerait « la preuve de la liberté intellectuelle qui règne dans le Troisième Reich » et contredirait « les allégations malveillantes de ses détracteurs ». Afin que la France et l'Allemagne se comprennent Bing veut s'adresser à la jeunesse et non pas à « la vieille génération qui, partout, en Europe, défend la structure libérale de la société ». Bing emploie les mots d'ordre chers à *Notre Temps* et fait un raccourci en sous-entendant que la jeunesse européenne s'est prononcée contre le libéralisme politique. Il entend examiner les raisons du rejet du national-socialisme à l'étranger et fait remarquer qu'une révolution serait toujours perçue négativement depuis l'extérieur. Cependant il se refuse à « réfuter tous les mensonges et toutes les calomnies fabriquées par ce judaïsme international » réfugié à Paris et allié à « la presse démagogique » propre à un Etat libéral. Il regrette enfin que l'on ne comprenne pas « mieux le sens véritable du racisme ». La hargne de Bing est

---

2334 Dr. Apfel, *Les dessous de la justice allemande*.

2335 Chabannes, « Henri Heine, Allemand de France », *Notre Temps*, n°155, 29/06/1934.

2336 Chabannes, « La tragédie allemande », « Les quatre vents de l'esprit », *Notre Temps*, n°500, 23/10/1934.

2337 « Cher Ami, vous m'avez fait un très grand plaisir en m'adressant votre nouveau volume. Je m'empresse de vous en remercier vivement et de vous dire que c'est avec joie que je l'emporterai dans mes vacances. En attendant je lui souhaite le plus beau succès ». Lettre du conseiller Kühn à J. Chabannes, 16/07/1934. PA AA, 1030 b, Bd.19-20. Mai 34-Avril 35.

2338 Iwan Heilbut, « Un allemand écrit... », *Notre Temps*, n°29, 30/01/1934.

2339 Walter Grüsser, « Mouvement vers la vraie paix », *Notre Temps*, n°84, 06/04/1934.

2340 Walter Bing, « La France peut comprendre le Ille Reich », « Jeunes équipes », *Notre Temps*, n°51, 25/02/1934.

particulièrement vive dans cet article et fait de *Notre Temps* une tribune pour les partisans du national-socialisme. En mars, Springer fait encore la promotion du racisme<sup>2341</sup>. Pour compléter le tout la « Lettre d'Allemagne » apporte régulièrement de bonnes nouvelles d'outre-Rhin, qu'elles soient économiques ou plus spécifiquement agricoles<sup>2342</sup>. La radicalisation des opinions allemandes exprimées dans *Notre Temps* quotidien en 1934 est remarquable. La fougue avec laquelle est défendu le régime hitlérien était encore absente dans les livraisons d'Abetz et Bing durant les premiers mois du quotidien. Il est vrai que la direction était alors bicéphale. Désormais, *Notre Temps* peut être assimilé à un organe de promotion du régime hitlérien et seule l'opiniâtreté de Brossolette à prévenir des dangers du réarmement allemand nous empêche de l'affirmer de manière aussi abrupte.

c) Les aléas de la politique internationale et ses conséquences sur *Notre Temps*.

### 1. L'Italie et *Notre Temps*.

En 1934 l'Italie est de nouveau au sommaire de *Notre Temps*. Le quotidien publie d'abord un récit de voyage de Philippe de Zara intitulé « Images de l'Italie nouvelle<sup>2343</sup> » dont le titre indique déjà le parti pris positif. Dans sa première livraison l'auteur explique qu'en Italie la récompense des anciens combattants feraient partie des conséquences de la Grande guerre.

« Ici, ceux qui ont souffert sont au pouvoir, [...] les leviers de commande de la vie nationale leur appartiennent. »

Il s'agirait d'une indication indispensable selon Philippe de Zara pour comprendre « la formidable renaissance morale et matérielle de la Péninsule ». Ainsi Mussolini serait proche de son peuple puisqu'il aurait « peiné comme lui, avec lui, dans la tranchée ». Ce récit très orienté d'un voyage transalpin n'est pas le seul à attirer l'attention sur l'Italie. En effet entre juillet et décembre 1934, *Notre Temps* bénéficie des services d'un correspondant qui envoie à quinze reprises une « Lettre de Rome ». Il signe « ALR » et reste donc difficile à identifier, il n'est pas impossible que l'auteur soit un membre de la rédaction. Il témoigne des bonnes intentions italiennes à l'endroit de la France ce qui permettrait d'envisager avec optimisme l'idée d'un rapprochement. Une telle visibilité de l'Italie est tout à fait exceptionnelle. En effet la publication de « Lettres de l'étranger » était une des caractéristiques de *Notre Temps* hebdomadaire entre 1930 et 1932 et favorisait principalement l'actualité allemande. Depuis la transformation en quotidien elles proviennent presque exclusivement de Londres et sont signées Diana Wood. Fin octobre, ALR profite de l'anniversaire de la marche sur Rome pour promouvoir l'entente entre Rome et Paris<sup>2344</sup>. Après avoir fait remarquer la solidité du régime fasciste, l'auteur se veut

---

2341 R. Springer, « Un national-socialiste parle à la jeunesse française. Ce qui sépare le Reich des Etats occidentaux », *Notre Temps*, n°57, 04/03/1934.

2342 Lettre d'Allemagne, « Le commerce extérieur en 1933 », *Notre Temps*, n°67, 16/03/1934. Lettre d'Allemagne, « La lutte engagée contre le fameux doryphora », *Notre Temps*, n°73, 23/03/1934.

2343 Philippe de Zara, « Images de l'Italie nouvelle », « Enquêtes et libres points de vue » (I), *Notre Temps*, n°58, 06/03/1934. La série compte sept épisodes publiés entre le 6 et le 20 mars 1934.

2344 ALR, « Ou en est l'entente franco-italienne ? », Lettre de Rome, *Notre Temps*, n°506, 30/10/1934.

rassurant et affirme qu'il n'existerait pas de « danger du révisionnisme italien ». Au contraire, Rome aurait grandement agi pour faire patienter la Hongrie sur ce sujet. ALR suit de près l'actualité française et envoie de Rome un écho particulièrement positif de la nomination du cabinet Flandin<sup>2345</sup>. Le nouveau gouvernement serait perçu comme faisant « jeune » et le Président du Conseil serait « accueilli avec faveur ». Il ferait même partie avec Laval des personnalités françaises les plus appréciées en Italie. D'une manière générale chacune des tribunes d'ALR est également l'occasion de vanter le régime fasciste.

« C'est vers l'avenir, cependant, et avec quelle ardeur, qu'est tendue toute l'Italie, dans la jeunesse de sa foi. »

En avril 1934, le directeur de *Notre Temps* se plaint des insinuations de la presse de droite faisant de lui un journaliste « à la solde de la *Wilhelmstrasse* ». Luchaire qui n'est jamais effrayé par la calomnie relaie également d'autres soupçons.

« Plus récemment, j'ai appris que *Notre Temps*, déjà payé par Hitler, l'était aussi par Mussolini ! Il avait suffi de notre approbation du Pacte à Quatre et d'une enquête pittoresque sur l'Italie pour faire germer cette affectueuse supposition dans l'esprit de plusieurs émigrés italiens antifascistes, dont quelques-uns sont cependant mes camarades d'enfance<sup>2346</sup> ! »

La rumeur se trouve aujourd'hui confirmée car il existe une trace dans les archives italiennes d'une demande de subvention au bénéfice de *Notre Temps* adressée par Jean Luchaire au bureau de presse du chef du gouvernement à l'été 1934<sup>2347</sup>.

## 2. L'éclatement du « cercle<sup>2348</sup> » de *Notre Temps*.

Gilberte Brossolette a rapporté le témoignage de Jacques Chabannes sur ce que fut visiblement la fin d'une époque et la dispersion d'un large cercle d'amis réunis de longue date autour de Luchaire.

« "Voilà comment au mois de mai 1934, c'en fut fini pour nous deux et pour d'autres, de *Notre Temps*, de notre attachement à cette feuille miséreuse et de tous les espoirs qu'elle portait<sup>2349</sup>." »

Dans ses souvenirs Chabannes dit avoir quitté *Notre Temps* en même temps que Brossolette mais son départ fut progressif. En octobre 1934 il abandonne ses responsabilités de rédacteur en chef tout en maintenant une participation régulière jusqu'à la fin de l'année 1935. En 1936 il n'apparaît dans aucun numéro consulté et signe un dernier papier en février 1937. Son témoignage est précieux car il indique l'état d'esprit qui animait l'équipe de *Notre Temps*. Celle-ci avait déjà subi de graves

---

2345 ALR, « L'Italie accueille avec sympathie le cabinet de M. Flandin », « Lettre de Rome », *Notre Temps*, n°516, 11/11/1934.

2346 Luchaire, « *Notre Temps* a perdu 600 000 Francs », *Notre Temps*, n°100, 25/04/1934.

2347 Lettre du 1er août 1934 d'Italo Sullioti à Galeazzo Ciano, chef du bureau de presse du chef du gouvernement, AS, MCP, Reports, busta 4, fasc 28/B. Christophe Poupault, « *A l'ombre des Faisceaux. Les voyages français dans l'Italie des Chemises noires (1922-1943)* », Thèse de doctorat d'histoire, Université de Paris Ouest-Nanterre La Défense, Université de Rome La Sapienza, 2011, p.235, note n°1301. Je remercie le professeur Olivier Dard de m'avoir communiqué cette précieuse information.

2348 L'expression est de Claude Lévy.

2349 Gilberte Brossolette, *Il s'appelait Pierre Brossolette*, Albin Michel, 1976, p.53.

pertes après la brouille avec Emile Roche à l'automne 1928, lors de la séparation d'avec les Jeunes radicaux au premier semestre 1929, puis de celle d'avec les « Jeunes équipes » représentées par Pierre Dominique et Georges Valois en 1929 également. En 1932 les intellectuels favorables au rapprochement franco-allemand notamment Louis Martin-Chauffier, François Berge et Raymond-Raoul Lambert disparaissent à leur tour sans donner d'explication. Mais après le 6 février 1934 et durant le Ministère Doumergue le phénomène est continu et d'une ampleur inégalée. Ce sont en particulier les plus anciens rédacteurs de la revue et les amis les plus proches de Luchaire qui font défaut. Jean-Jacques Bernard, André Berge, Philippe Fauré-Fremiet, André Weil-Curiel, Gabriel-Edouard Monod-Herzen l'ami d'enfance de Luchaire, Marcel Delannoy, Henri Jeanson, Pierre Brossolette et Pierre Mendès France quittent tous une feuille à laquelle ils prenaient part depuis sa création. Claude Lévy a pu parler à juste titre du « du cercle éclaté de *Notre Temps*<sup>2350</sup> ». Dès lors Luchaire se trouve séparé de tous les amis qui l'accompagnaient depuis l'immédiat après-guerre à l'exception notable de Jacques Nels et de Robert Lange. La revue perd également les rédacteurs qui faisaient sa richesse. Jean Prévost interrompt ses critiques littéraires en mai, Sammy Béracha spécialiste des questions économiques n'apparaît plus après février. Les difficultés financières de *Notre Temps* ont pu elles seules provoqué nombre de départs. Alfred Mallet abandonne la revue de presse pour prendre la rédaction en chef du *Petit Journal*, Claude Bordas, Georges Roux et Régis de Vibraye n'avaient quant à eux aucune raison politique de quitter une feuille leur offrant une tribune régulière. De la même manière, lorsque *Notre Temps* n'est plus quotidien, Ernest Poisson et les animateurs du mouvement coopératif cessent d'écrire d'y participer.

---

2350 Claude Lévy, « Autour de Jean Luchaire : le cercle éclaté de *Notre Temps* », in Hans Manfred Bock, Reinhart Meyer-Kalkus, Michel Trebitsch, *Entre Locarno et Vichy*, op. cit. p.121-129.

## Chapitre deux. L'isolement de Jean Luchaire.

### I. Des initiatives pour rebondir.

#### A. *Notre Temps* tourmenté.

##### a) Un nouveau départ ?

Il manque dans les collections conservées à la BNF et à la BDIC les treize numéros couvrant la période de janvier à mars 1935. Si l'on en croit la numérotation, *Notre Temps* réussit à paraître régulièrement tous les vendredis jusqu'au 13 décembre comptant une seule interruption de trois semaines durant le mois d'août. Nous disposons donc de trente et un numéros consultables sur les quarante quatre existants théoriquement.

Après une période sans doute fastueuse à l'automne 1933 puis son inexorable déclin depuis qu'il est privé de ressources, *Notre Temps* tente de survivre en faisant le pari d'une transformation complète. Il revient à une périodicité hebdomadaire et arbore une présentation totalement originale. La couverture est constituée du titre et d'une photographie pleine page le plus souvent spectaculaire. La revue compte quatorze pages et présente d'abord les articles politiques et économiques rédigés par l'équipe resserrée de *Notre Temps* à savoir Luchaire, Lange, Nels et Marion. La rubrique « Ca et là des hommes se réunissent » informe des réunions des groupements les plus divers et témoigne du souci de *Notre Temps* d'être encore le relais d'initiatives politiques et littéraires de toutes sortes. Le lecteur peut découvrir sur la double page centrale un reportage spécial agrémenté de nombreuses photographies. Le sujet de celui-ci varie beaucoup et aborde le « potentiel militaire de l'URSS », la passion du turf en France ou encore le jubilé du roi Georges V. *Notre Temps* utilise largement la photographie pour illustrer tous types d'articles et alterne ainsi le grave et le moins grave selon s'il s'agit de montrer tel homme d'Etat au sortir d'une réunion ou la candidate victorieuse d'un concours de beauté « portant la culotte à ravir<sup>2351</sup> ». La revue offre un divertissement supplémentaire avec la rubrique « On rit hors de France » qui reproduit en quatrième de couverture des caricatures tirées de la presse internationale. De l'équipe historique de *Notre Temps* il ne reste plus que Robert Lange, directeur adjoint, Jacques Nels, rédacteur en chef et André Boll, chroniqueur artistique. Jacques Chabannes et sa femme Nadine Landowski donnent encore quelques articles sur les arts et lettres. Aux côtés de Paul Marion, Luchaire accueille Guy Zuccarelli et emploie des journalistes en devenir tel Claude Bellanger. Pour autant les défections se poursuivent, Crouzet interrompt sa participation le 10 mai 1935 pour ne réapparaître qu'en mars 1938 et Paul Marion quitte définitivement *Notre Temps* le 26 juillet 1935.

---

2351 *Notre Temps*, n°562, 14/06/1935. Voir également la photographie de l'actrice Grace Bradley, *Notre Temps*, n°559, 24/05/1935.

b) Survivre malgré les contradictions.

Le discours de Luchaire ne varie nullement en 1935. Il défend invariablement une réforme de l'Etat commandée par le fait que « l'organisation actuelle du régime démocratique » ne correspondrait plus « aux exigences des temps troublés<sup>2352</sup> ». Elle est envisagée « dans le cadre des institutions parlementaires » et ne serait effective qu'à partir du moment où elle « organise la profession, syndicalement et corporativement [sic] afin que les intérêts économiques puissent se défendre d'une façon directe dans des organismes appropriés ». Luchaire la qualifie de « révolution » qui sauvegarderait dans le même temps les valeurs démocratiques et républicaines. Il promeut de manière tout aussi indéfectible une politique plus rationnelle<sup>2353</sup>.

« Voilà bientôt dix ans que *Notre Temps* s'insurge contre les méfaits de la politique partisane et surtout contre l'absurde classification des partis français<sup>2354</sup>. »

Luchaire ne voit pas d'un bon œil le renforcement de la gauche française avec la lente mise sur pied du Front populaire et croit toujours à l'émergence prochaine d'un « centre réformiste ».

Luchaire mêle habilement les professions de foi démocratique et l'éventualité d'une mise entre parenthèses des institutions parlementaires. L'une et l'autre ne sont pas contradictoires dans sa pensée car il compte sur un mouvement populaire, un consensus qui consacrerait cette solution comme idéale. Luchaire distingue parmi « les Républicains soucieux de transformer l'Etat » ceux voulant respecter intégralement le processus démocratique et ceux prêts à envisager une vacance temporaire du Parlement. Les premiers seraient partisans du libéralisme tandis que les seconds défendraient l'économie dirigée. Pour Luchaire ce qui prime avant tout est de mener la réforme de l'Etat. Même s'il défend les principes démocratiques qu'il oppose aux « révolutionnaires » de droite et de gauche, ce respect est seulement une affaire de contingences.

« Mais, aussi, parce que les "planistes" – dont nous sommes ici – sont convaincus qu'avant d'entamer une opération exceptionnelle comme celle qui vient de commencer en Belgique, non pas *contre* le Parlement, mais provisoirement *sans lui*, il convient d'attendre, en France, que l'expérience réformatrice entreprise avec les Chambres ait abouti à un résultat indiscutable ; un succès net ou un échec évident<sup>2355</sup>. »

Luchaire soutient activement Flandin, il semble également envier la ferveur politique perçue en Allemagne et en Italie. Flandin possède de nombreuses qualités à ses yeux<sup>2356</sup>. Il manquerait seulement au Président du Conseil le charisme à même de remuer les foules. Alors que le pays réclamerait de « l'ardeur », Luchaire estime que le travail est mieux réalisé « lorsqu'on peut se hausser à un certain *ton* de foi collective ». Il s'agirait pour l'heure de « donner au pays son plein potentiel

---

2352 Luchaire, « Réformer l'Etat ou périr », *Notre Temps*, n° 552, 06/04/1935.

2353 Luchaire « Le souci technique doit primer le jeu politique », *Notre Temps*, n°556, 03/05/1935.

2354 Luchaire, « Défense républicaine contre le Front national », *Notre Temps*, n°559, 24/05/1935.

2355 Luchaire, « Réformer l'Etat ou périr », *Notre Temps*, n° 552, 06/04/1935. En italique dans le texte.

2356 « Il est profondément républicain, il est jeune, il est exceptionnellement intelligent et équilibré, il est doté d'une volonté tenace et, surtout, il possède un sens aigu des réalités économiques. » *Ibid.*

d'enthousiasme » et de répondre à « la soif nationale croissante de "penser ensemble", de "sentir ensemble" afin de "pousser ensemble" jusqu'au salut ».

Le Parlement qui était en vacance depuis le 2 avril reprend ses travaux le 28 mai. Le gouvernement demande des pouvoirs étendus en matière financière par l'intermédiaire du ministre des finances Germain-Martin<sup>2357</sup>. La discussion se déroule le 30 mai et voit la chute du cabinet Flandin qui avait posé la question de confiance. C'est pour Luchaire une illustration supplémentaire du besoin de la France de se détacher quelque peu des prérogatives du parlement.

« Entre la dictature, issue d'un coup de force illégal, réalisé par une "minorité agissante" quelconque, et le parlementarisme, incapable de réaliser normalement l'unité de commandement parfois nécessaire au salut de l'Etat, il y a un moyen terme<sup>2358</sup>. »

Luchaire fait référence à l'histoire de la Rome antique et recommande de trouver un Cincinnatus à qui confier les destinées de la France. Il rejoint ici un discours purement technicien<sup>2359</sup>. Luchaire s'appuie également sur l'histoire proche et l'expérience d'« unité de commandement militaire » vécue durant la Grande guerre, un exemple qu'il a souvent mobilisé pour vanter une méthode rationnelle et dépassionnée de faire de la politique. Dans *Une Génération réaliste* Luchaire parle de « la période de communion spirituelle du temps de guerre » puis de « l'unité profonde, sinon du monde, du moins de l'Europe » entrevue par la jeunesse durant le conflit<sup>2360</sup>. En mars 1928, les directeurs de *Notre Temps* expliquaient la genèse d'une pensée politique à la lecture du conflit<sup>2361</sup>. Pour autant Luchaire continue d'accompagner les cabinets successifs avec bienveillance. Il rend hommage à Flandin pour son « héroïsme civique<sup>2362</sup> » lors de son baroud d'honneur devant la Chambre. Il se réjouit ensuite de la constitution du cabinet Laval lequel serait déjà « déjà en passe de recueillir, sur le terrain international, l'héritage de Briand<sup>2363</sup> ». A l'heure où le Parlement s'apprête à partir en vacances, Luchaire vante le travail du gouvernement. Contrairement à ses prédécesseurs le cabinet Laval a rapidement obtenu de la Chambre les pouvoirs étendus en matière financière et s'apprête à mener une politique de déflation.

---

2357 Sur Louis Germain-Martin, voir Olivier Dard, « Louis Germain-Martin (1872-1948). De la nébuleuse réformatrice au CPAS », in Olivier Dard, Gilles Richard, *Les permanents patronaux : éléments pour l'histoire de l'organisation du patronat en France dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle*, Actes du colloque organisé par l'université de Metz et l'Institut d'études politiques de Rennes, Metz, Centre de recherche histoire et civilisation de l'université de Metz, 2005, p.109-124.

2358 Luchaire, « A qui les pleins pouvoirs ? Que le pays choisisse : Cincinnatus ou Scylla », *Notre Temps*, n°560, 31/05/1935.

2359 Jean Coutrot a également évoqué « la race des Cincinnatus » qu'il fallait convoquer au pouvoir. Olivier Dard, *Jean Coutrot : de l'ingénieur au prophète*, Presses universitaires franc-comtoises, Paris, les Belles lettres, 1999, p.196.

2360 Luchaire, *Une génération réaliste*, *op.cit.*, respectivement p.10 et 38.

2361 « Une Europe collective est née de la guerre qui brisa les souverainetés individuelles des Alliés au profit d'une sorte de gouvernement supra-national, grâce auquel un des groupes en lutte imposa sa volonté à l'autre. Il n'est pas possible, après cette première preuve de la nécessité d'une union au-dessus des patries, de revenir à la conception d'une nation indépendante dans ses desseins, à l'heure où ceux-ci s'avèrent – s'ils ne sont que nationaux – en contradiction avec l'interdépendance manifeste des pays du vieux continent. » Luchaire, Roche, « Europe ô ma patrie », *Notre Temps*, 02/1928, p.3.

2362 Luchaire, « La double crise. Après la démission de M. Flandin. La chute de M. Bouisson est aisément explicable », *Notre Temps*, n°561, 07/06/1935.

2363 Luchaire, « Ministère Laval, ministère de trêve », *Notre Temps*, n°562, 14/06/1935.

« M. Pierre Laval et ses collaborateurs font, pour "réussir", les plus méthodiques, les plus rapides et les plus tenaces efforts<sup>2364</sup>. »

Jusqu'à maintenant, Luchaire s'était prononcé contre la politique de déflation, d'accord en cela avec les gauches, la CGT et les anciens combattants. Mais elle serait tellement bien menée par le cabinet Laval qu'elle ne concourrait pas à l'injustice sociale.

« L'expérience Laval techniquement bien conduite, constitue la dernière chance de l'économie libérale<sup>2365</sup>. »

Il soutient Laval au risque de se dédire mais son art d'argumenter lui autorise de vanter le principe de l'économie dirigée et d'applaudir à une politique libérale.

Le 14 juillet sont prévues la manifestation des Croix de Feu et celle du « Front populaire républicain ». Luchaire y voit la marque que la France reste divisée entre « blancs et rouges ». Lui ne reconnaît qu'une seule nécessité, celle de prendre « position, avant tout chose, contre les fameuses deux cent familles qui manient sans contrôle la quasi totalité de la fortune française<sup>2366</sup> ». Ici résiderait l'enjeu de la réforme de l'Etat tant souhaitée.

« Si les jeunes hommes de *Notre Temps* se sont toujours situés "à gauche", parce que révolutionnaires sur le plan économique, c'est cependant d'ici que sont parties, depuis neuf ans, les critiques les plus vives contre les vieux mots d'ordre démocratique, contre le fonctionnement des vieux partis, contre le Parlement lui-même<sup>2367</sup>. »

Il admet partager « les indignations » des ligueurs « depuis belle lurette ». Depuis 1919, le « paravent démocratico-parlementaire » aurait laissé transparaître les « 200 familles » et « l'activité scandaleuse des parasites du grand capitalisme ». Luchaire poursuit son rêve d'une réunion de la jeunesse à la fois contre le Front populaire et contre le Front national. Lorsque les ligues accusent la démocratie, elles tromperaient la jeunesse et promettraient de garder intact le pouvoir de l'argent, tandis que le Front populaire serait un assemblage de « vieilleries » sans pour autant constituer « l'Ennemi ». Le poids de la politique internationale est déterminant chez Luchaire car le combat des gauches contre le fascisme participe à cette méfiance envers le Front populaire.

« [...] le rassemblement des masses ouvrières, numériquement irrésistible, ne traduit qu'une volonté négative antifasciste et qu'une tendance social-démocratique générale vers une République plus juste, tendance dépourvue d'objectifs positifs communs et surtout d'une méthode constructive commune<sup>2368</sup>. »

Luchaire attend que la jeunesse se détourne du Front populaire afin de « faire de la République autre chose qu'un conservatoire de vieilles rengaines et de politiciens démonétisés ». Au sein de « la vieille droite » comme de la « vieille gauche » Luchaire perçoit toujours « la même phraséologie vide de signification

---

2364 Luchaire, « Le cabinet Laval a la tâche rude », *Notre Temps*, n°564, 28/06/1935.

2365 Luchaire, « Suprême tentative de déflation », *Notre Temps*, n°568, 26/07/1935.

2366 Luchaire, « Front populaire contre Front national. Derrière les ligues se cachent les oligarchies nationales », *Notre Temps*, n°565, 05/07/1935.

2367 *Ibid.*

2368 Luchaire, « Le Front populaire prouve sa force », *Notre Temps*, n°567, 19/07/1935.



constructive<sup>2369</sup> ». Il y aurait cependant « à droite et à gauche des jeunes hommes qui pensent la même chose, qui s'accordent sur la nécessité des mêmes réformes ». Hors de la droite et de la gauche, Luchaire défend l'idée d'une rénovation passant par la remise en question des fondements de la politique traditionnelle.

« Car sous prétexte de défendre soit la patrie soit la République on convie le pays à conserver son vieux *statu quo*<sup>2370</sup>. »

c) Une certaine continuité affichée.

Hormis les éditoriaux de Luchaire, il faut remarquer la tentative de *Notre Temps* de prolonger les rubriques qui faisaient son identité en 1934. Seulement la revue ne semble plus en mesure de réunir autour d'elle les participants nécessaires. Dans le domaine purement politique on peut lire une participation anecdotique de Barthélémy Montagnon en avril<sup>2371</sup>. Luchaire n'offre plus la même visibilité aux néo-socialistes et publie seulement quelques mois plus tard le programme des Jeunesses néo-socialistes rédigé par Paul Marion<sup>2372</sup>. Au mois d'avril, le même Marion s'est penché sur « l'expérience Van Zeeland<sup>2373</sup> » en Belgique présentée comme une illustration d'un plan de réforme de l'Etat ainsi qu'une promotion des idées néo-socialistes. Mais ses quelques articles ne constituent pas pour autant une campagne en faveur des néo-socialistes. On constate ainsi que même profondément isolé, *Notre Temps* demeure farouchement éloigné des engagements trop partisans. L'écho favorable donné aux idées néo-socialistes ne fut finalement que passager. *Notre Temps* persévère également dans l'idée d'intéresser et de représenter la jeunesse. Guy Zuccarelli tient la rubrique dédiée à la jeunesse et présente la traditionnelle enquête sur les mouvements politiques. Il passe en revue une large part de l'éventail politique partant des JLR et de la LAURS jusqu'aux Jeunesses Patriotes et aux Jeunesses d'Action Française en passant par J.E.U.N.E.S où encore les Jeunesses agraires<sup>2374</sup>. Armand Mora de la Libre République des Jeunes avait débuté une collaboration à *Notre Temps* en avril 1934. Tout en participant à la *République* d'Emile Roche il animait alors les Etats Généraux de la Jeunesse<sup>2375</sup>. En

---

2369 Luchaire, « La guerre stérile des deux blocs. Il faut en revenir au sage mot d'ordre "Programme d'abord" », *Notre Temps*, n°578, 15/11/1935.

2370 *Ibid.*

2371 Barthélémy Montagnon, « Faire l'Europe ou mourir », *Notre Temps*, n°552, 06/04/1935.

2372 « Le programme des Jeunesses néo-socialistes », *Notre Temps*, n°566, 12/07/1935.

2373 Marion, « Vers une Belgique neuve », « L'expérience Van Zeeland sur les ruines du Belga », *Notre Temps*, n°552, 06/04/1935. Marion, « Les débuts de l'expérience Van Zeeland », *Notre Temps*, n°553, 12/04/1935.

2374 Guy Zuccarelli, « Enquête sur les jeunes », « Les JLR. » *Notre Temps*, n°563, 21/06/1935. Guy Zuccarelli, « Enquête sur les jeunes », « Avec Jean Nocher des J.E.U.N.E.S », *Notre Temps*, n°564, 28/06/1935. Guy Zuccarelli, « Enquête sur les jeunes », « La LAURS ». *Notre Temps*, n°565, 05/07/1935. Guy Zuccarelli, « Enquête sur les jeunes », « Jeunesse républicaine française ». *Notre Temps*, n°566, 12/07/1935. Guy Zuccarelli, « Enquête sur les jeunes », « Front Social ». *Notre Temps*, n°567, 19/07/1935. Guy Zuccarelli, « Enquête sur les jeunes », « Volontaires nationaux ». *Notre Temps*, n°568, 26/07/1935. Guy Zuccarelli, « Réponse à Pierre Dominique », « Front révolutionnaire », *Notre Temps*, n°571, 20/09/1935. Guy Zuccarelli, « Vers une révolution. Jeunesses communistes », *Notre Temps*, n°575, 18/10/1935. Guy Zuccarelli, « Vers une révolution. Les Jeunesses agraires », *Notre Temps*, n°577, 08/11/1935. Guy Zuccarelli, « Enquête sur les Jeunesses. L'Action Française », *Notre Temps*, n°578, 15/11/1935. Guy Zuccarelli, « Enquête sur les Jeunesses. Les Jeunesses Patriotes », *Notre Temps*, n°579, 22/11/1935. Guy Zuccarelli, « Que veut la jeunesse de France ? », *Notre Temps*, n°589, 29/11/1935.

2375 Sur cet événement et la participation de Mora, voir Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué...*, *op.cit.* p.187. et suivantes.

décembre 1935, il signe pour la septième et dernière fois<sup>2376</sup> ce qui témoigne de l'échec de Luchaire à s'attacher la collaboration régulière de nouveaux représentants de la jeunesse. Durant cette année 1935, il semble que très peu de jeunes aient participé à *Notre Temps* contrairement à l'année précédente lorsque le journal bénéficiait d'une bien plus grande visibilité<sup>2377</sup>. De même, les représentants des anciens combattants n'apparaissent plus alors que le quotidien leur avait réservé une rubrique quotidienne durant plusieurs mois. Seul Maurice de Barral intervient une fois pour défendre les pensions<sup>2378</sup>. La rubrique féminine est elle aussi difficilement entretenue en 1935. Si Marise Querlin et Eliane Brault livrent encore quelques articles, cette contribution épisodique ne peut suffire à nourrir une chronique régulière<sup>2379</sup>. Alors que l'affaire Stavisky s'éloigne des préoccupations quotidiennes, Luchaire défend son ancien patron encore emprisonné<sup>2380</sup>.

## B. *Notre Temps* à l'heure italienne.

L'incendie qui ravagea les magasins de la Bibliothèque de Vincennes en août 1944 a détruit une partie des collections de la revue<sup>2381</sup>. Pour l'année 1935, nous ne disposons de sources qu'à partir du mois d'avril ce qui nous prive du commentaire de *Notre Temps* sur les événements européens du premier trimestre 1935. Il nous est impossible de savoir quelles furent les réactions de Luchaire au retour de la Sarre dans le giron allemand après le référendum du 13 janvier. Il en va également ainsi du débat à la Chambre sur les modifications à apporter à l'armée de terre française et sur le choix entre la qualité défendue par Paul Reynaud<sup>2382</sup> d'après les idées du lieutenant-colonel de Gaulle et la quantité, option choisie par le gouvernement. Deux jours après l'adoption par la Chambre de l'ordre du jour de confiance permettant la prolongation du service militaire, Hitler viole délibérément le Traité de Versailles et confirme devant le monde entier ses prétentions militaires en rétablissant le service militaire obligatoire en Allemagne. La réaction de Luchaire à ces événements manque cruellement dans l'histoire de *Notre Temps* car une attitude conciliante envers l'Allemagne et le souci d'organiser la paix constituaient les principales préoccupations internationales de la revue depuis sa création. La lecture de *Notre Temps* à partir d'avril 1935 laisse par conséquent une grande place à l'Italie conformément à l'actualité.

---

2376 Armand Mora, « La jeunesse française doit retrouver l'axe authentique du pays », *Notre Temps*, n°591, 13/12/1935.

2377 On trouve au printemps l'article d'Henri de Bonifacio, militant auprès du Francisme de Bucard et de la Confédération Nationale des Jeunes Générations ; Henri de Bonifacio, « La voie du machinisme », « Les Jeunes », *Notre Temps*, n° 552, 06/04/1935.

2378 Maurice de Barral, « La vérité sur les pensions », *Notre Temps*, n°563, 21/06/1935.

2379 Ida R. Sée, « Pour ou contre le travail des femmes », *Notre Temps*, n°573, 04/10/1935. Marise Querlin, « La femme au carrefour de la politique française », *Notre Temps*, n°579, 22/11/1935. Eliane Brault livre seulement deux articles de politique internationale : Eliane Brault, « M. Laval à Moscou », *Notre Temps*, n°559, 24/05/1935 ; Eliane Brault, « Le Pacte de famine », *Notre Temps*, n°567, 19/07/1935.

2380 « Le scandale Dubarry », *Notre Temps*, n°555, 26/04/1935. « Victor Margueritte réclame la libération d'Albert Dubarry », *Notre Temps*, n°560, 31/05/1935.

2381 Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps*, op. cit. p.245.

2382 Sur Paul Reynaud, lire Thibault Tellier, *Paul Reynaud : un indépendant en politique (1878-1966)*, Fayard, 2005.

a) La Conférence de Stresa et les alliances de la France.

Afin de répondre à la violation du Traité de Versailles par l'Allemagne, la France provoque la réunion des anciens Alliés de la Première Guerre mondiale du 11 au 14 avril 1935. Lorsque Luchaire commente l'ouverture de la Conférence de Stresa, il lui apparaît évident que « le Traité de Versailles a cessé d'exister » depuis le « réarmement massif de l'Allemagne » et compte tenu des « ambitions hitlériennes sur le centre et sur l'est du Vieux Continent<sup>2383</sup> ». Il explique sans ciller que si la position officielle française serait de s'opposer à l'Allemagne pour enrayer le risque de contagion, l'avis de la population française serait tout autre. De son côté, l'Italie garantirait l'indépendance autrichienne mais serait plutôt encline à laisser faire l'Allemagne à l'est « s'associant en cela avec la Pologne ». La formule qui sous-entend que l'expansion allemande peut se faire avec l'assentiment polonais est remarquable. Alors que la Grande-Bretagne hésiterait Luchaire s'inquiète des conséquences d'une opposition à l'Allemagne.

« Si au contraire, le bloc occidental s'est accordé sur la volonté de maintenir toutes les frontières européennes, la menace allemande risquera de s'aggraver considérablement. Car, serrée dans une ceinture d'acier, l'Allemagne pourrait se croire acculée à une tentative désespérée d'explosion<sup>2384</sup>. »

Luchaire envisage plus favorablement de laisser l'Allemagne agir librement à l'est. Le risque d'un conflit à l'ouest s'évanouirait et la violence du choc avec la Russie permettrait peut-être de contraindre finalement l'Allemagne au désarmement. Là encore la légèreté avec laquelle Luchaire envisage une conflagration entre la Russie et l'Allemagne est remarquable, la rapidité à conclure d'un désarmement probable de l'Allemagne l'est tout autant. Alors que « le front de Stresa » donne l'illusion d'une opposition à l'Allemagne, Luchaire interprète quant à lui le bilan de la Conférence de Stresa comme la victoire des briandistes. L'Allemagne « a pu déchirer unilatéralement les clauses militaires de 1919 » tandis que les accords de Locarno seraient « revigorés<sup>2385</sup> ». La sécurité de la France serait renforcée grâce à l'engagement des trois puissances à conserver les frontières occidentales. Alors qu'un simple « sous-entendu » évoquerait la question orientale, Luchaire remarque que seule la France se dit prête à garantir les frontières orientales de l'Europe. Il s'interroge alors pour savoir où résiderait l'intérêt de la France et réserve sa réponse pour plus tard. Il apporte celle-ci dans son article « Paix avec le Reich ? » publié le 26 avril.

« La France se dégage des périls de l'est européen tandis que l'entretien Hitler-Scapini prouve que l'on peut encore faire en Occident une paix solide<sup>2386</sup>. »

Scapini a rencontré Hitler à Bad Godesberg en mars. La propagande allemande utilise alors habilement l'image de deux anciens combattants œuvrant

---

2383 Luchaire, « Stresa, La Paix ou la guerre ? », « Les négociations "cruciales" de 1935 ». *Notre Temps*, n°553, 12/04/1935.

2384 *Ibid.*

2385 Luchaire, « Après Stresa : Nouvelle triplique pour l'Occident », « Le Bloc occidental fait front sur le Rhin », *Notre Temps*, n°554, 19/04/1935.

2386 Luchaire, « Paix avec le Reich ? », *Notre Temps*, n°555, 26/04/1935.

pour la paix<sup>2387</sup>.

« Nous avons déjà dit combien théoriquement, combien pratiquement inefficace était la condamnation que la France demandait à la Société des Nations vis-à-vis de l'Allemagne. Mais nous avons dit aussi que, sur le plan moral, cette condamnation s'imposait<sup>2388</sup>. »

Voilà qui nous renseigne partiellement sur l'avis de Luchaire en face du coup de force hitlérien rétablissant le service militaire obligatoire en Allemagne. Il entend préserver toutes les chances d'une entente avec l'Allemagne et recommande donc de ne pas froisser le voisin. Le malaise est palpable cependant car Luchaire semble contraint d'évoquer un « plan moral ». Luchaire s'interroge souvent de savoir si les réclamations allemandes sont « nécessairement incompatibles avec les intérêts de la paix ». Le directeur de *Notre Temps* commente l'éventualité d'une nouvelle alliance franco-russe. Il se réjouit qu'il existe bientôt « un accord franco-soviétique » et non pas « d'assistance mutuelle automatique ».

« Ainsi notre pays établit avec l'URSS une liaison utile, pratique, sans affaiblir Locarno et sans compromettre irrémédiablement les chances d'un accord avec l'Allemagne<sup>2389</sup>. »

Pour lui des « chances subsistent » de voir se tenir des « explications directes » et la visite de Scapini au Führer l'aurait prouvé « avec éclat ». Luchaire reconnaît le « mépris manifesté par l'Allemagne » à l'égard du Traité de Versailles empêchant les contacts diplomatiques officiels. Il ne s'en offusque pas et y voit l'occasion pour que « les conversations privées exercent leur œuvre bienfaisante ». Luchaire recommande ici des pratiques qu'il critiquait en 1927. Il vitupérait la diplomatie secrète et défendait les procédures publiques menées à la SDN. En 1935, son obstination à promouvoir l'entente franco-allemande lui fait mettre en parenthèses ses premiers engagements. Le réarmement allemand est qualifié de « conséquence de la détestable politique » de Barthou et il n'y aurait rien « à craindre d'une conversation franco-allemande ». Luchaire rend hommage à Scapini après sa visite à Hitler à Bad Godesberg et n'hésite pas à présenter Hitler sous un jour favorable.

« Et c'est très bon signe que le député de Paris ait parlé avec un interlocuteur qui, ayant lui-même été aveugle de guerre durant de longs mois, pouvait atteindre un rare degré de sensibilité compréhensive. »

Scapini aurait demandé à Robert Lange de l'accompagner. Luchaire peut alors se féliciter que *Notre Temps* soit partie prenante de ces discussions. Quand bien même l'Allemagne serait moins visible au sommaire de la revue, l'œuvre de diplomatie à laquelle se voue Luchaire se poursuit, toujours sagement organisée par Otto Abetz. Il est probable que Robert Lange ait été choisi parce qu'il est parmi les derniers démocrates reconnus à promouvoir le rapprochement franco-allemand.

---

2387 Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France, 1932-1939, La décadence, op. cit.*, p.207.

Barbara Lambauer, *Otto Abetz, op.cit.*, p.82.

2388 Luchaire, « Paix avec le Reich ? », *Notre Temps*, n°555, 26/04/1935.

2389 *Ibid.*

Luchaire est depuis longtemps trop discrédité pour ce genre de mission<sup>2390</sup>. La fin de l'année 1935 marque une étape importante du rapprochement franco-allemand tel que dirigé par le *Sohlbergkreis*. En effet le 22 novembre 1935 est créé le Comité France-Allemagne. Aux côtés de Fernand de Brinon et de Georges Scapini trouvent naturellement leur place Jean Luchaire et Bertrand de Jouvenel<sup>2391</sup> ainsi que Régis de Vibraye<sup>2392</sup>. Mais *Notre Temps* n'en donne aucun écho.

Les commentaires du voyage de Laval à Moscou semblent être destinés à rassurer l'Allemagne<sup>2393</sup>. Selon Luchaire les diplomates français auraient considérablement limité les espoirs russes en s'en tenant à un accord minimum. Si la France s'est engagée à défendre la Russie en cas d'agression, l'accord ne pourrait obliger la France à « intervenir *automatiquement* contre l'Allemagne<sup>2394</sup> ». Parmi les enseignements de l'accord, Luchaire relève la volonté française de ne « pas s'engager dans le guêpier des querelles qui agitent les multiples petits Etats de l'Est européen ». Luchaire félicite chaudement Laval et espère des résultats aussi appréciables lors de sa prochaine halte à Varsovie alors que « l'incommensurable orgueil polonais » aurait compromis les relations entre Paris et Varsovie. Il est très rare de lire des telles critiques d'un pays dans *Notre Temps* mais le fait qu'elles s'adressent à la Pologne n'est pas surprenant. Dans la mesure où Varsovie peut contrarier l'expansion du peuple allemand, la Pologne fait figure d'élément déclencheur de conflit. Luchaire soutient depuis longtemps<sup>2395</sup> l'idée d'une « nécessaire » expansion chez les peuples « dynamiques » au premier rang desquels l'Allemagne et l'Italie. Ainsi le directeur de *Notre Temps* se fait-il toujours le défenseur des réclamations allemandes dans l'optique de servir la paix européenne. Il nous faut nous interroger sur le degré d'honnêteté qu'il y apporte. La plus grande illusion et la volonté de s'opposer aux « bellicistes » français suffisent-elles pour défendre invariablement l'expansion allemande fut-elle orientée vers l'Est ?

L'Allemagne n'est pas directement évoquée dans *Notre Temps* entre avril et décembre 1935. Il n'est fait aucun commentaire sur les lois de Nuremberg qui excluent les Juifs de la communauté allemande en septembre 1935. Aucun allemand ne signe plus dans *Notre Temps*, seule la chronique d'Emmanuel Garry sur les « scènes berlinoises » se poursuit de manière régulière. Claude Bellanger défend l'idée du contact direct comme moyen d'organiser la paix<sup>2396</sup>. En octobre *Notre Temps* publie les extraits d'un ouvrage de Paul Valayer qui tente de percevoir les mystères entourant le régime national-socialiste<sup>2397</sup>.

---

2390 Il est remplacé par Bertrand de Jouvenel à la tête du Comité d'entente des jeunesses pour le rapprochement franco-allemand dès novembre 1933.

2391 Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, op.cit., p.117.

2392 Barbara Lambauer, *Otto Abetz*, op.cit., p.90.

2393 Luchaire, « Liberté de la France », « M. Laval à Moscou », *Notre Temps*, n°557, 10/05/1935.

2394 *Ibid.* En italique dans le texte.

2395 « Si demain, des peuples comprimés dans des limites trop étroites demandent à leurs voisins moins nombreux de leur faire place, cela aussi rentre dans le domaine de la conciliation arbitrale. » Luchaire, Roche, « La Discipline européenne », *Notre Temps*, n°4, 09/1927, p.122.

2396 Claude Bellanger, « Et l'Allemagne ? », *Notre Temps*, n°579, 22/11/1935.

2397 Paul Valayer, « Regards sur l'Allemagne. Le Troisième Reich et la crise mondiale », *Notre Temps*, n°575, 18/10/1935. Paul Valayer, « Regards sur l'Allemagne (2). La poussée vers l'est et le déclin de l'Europe », *Notre Temps*, n°576, 25/10/1935. Extraits de Paul Valayer, *L'Allemagne fera-t-elle sombrer l'Europe ?*, Hachette, 1935.

b) La doctrine de la SDN soumise aux contingences de l'année 1935.

Luchaire prolonge le discours européen traditionnel en une évocation nostalgique du souvenir de Briand et un appel désespéré à la réalisation des Etats-Unis d'Europe.

« Si les Etats-Unis d'Europe existaient, comme il seraient aisé de comprendre et de se comprendre<sup>2398</sup> ! »

Mais Luchaire n'est pas un rêveur en 1935 et son discours apparemment illusoire entend préserver la paix et justifier pour cela les réclamations italiennes. Il recommande deux mesures pour sauver l'Europe, la première consiste à « interdire au Japon (mais oui !) de continuer à poursuivre sa lente, invisible mais certaine conquête de l'Abyssinie ». Il conviendrait ensuite au nom des intérêts continentaux « d'achever la conquête économique de l'Afrique en accordant à une nation européenne défavorisée dans ses débouchés quelque chose comme un mandat continental d'exploitation ». Luchaire appelle à « préserver, d'abord et avant tout, la paix européenne » puis les intérêts français « de puissance nord-africaine<sup>2399</sup> ». Luchaire s'oppose ici aux « "gauchistes" » français qui attendraient de la SDN qu'elle s'oppose à Mussolini « avec le secret espoir de démolir le Duce ». Ceux-ci seraient prêts à prêcher « la croisade armée des démocraties contre les autocraties ». Luchaire recommande quant à lui de « fortifier » la SDN ce qui signifie qu'il faudrait éviter de « compromettre son existence » en lui demandant d'appliquer des textes qui ne devraient concerner que l'Europe ou du moins « des puissances d'évolution identique ». Il rappelle qu'il s'est toujours opposé à l'universalisme de la SDN et regrette que l'assemblée genevoise ne s'organise pas selon des « compartimentages continentaux<sup>2400</sup> ».

L'entrée en guerre de l'Italie contre l'Ethiopie a de graves conséquences pour la stabilité internationale autant que pour la politique extérieure française. La situation est telle que le pays doit choisir entre sa politique de détente internationale à travers la SDN et la préservation du « front de Stresa ». Luchaire s'oppose à l'idée de sanctionner l'Italie et souligne un prétendu double jeu de la Grande-Bretagne qui voudrait « renverser M. Mussolini ».

« Et l'Angleterre, qui n'a jamais accepté à notre égard qu'une solidarité complète sur le Rhin – sa propre frontière continentale – ne peut s'attendre à une solidarité française plus étendue<sup>2401</sup>. »

En commentant l'évolution de l'affaire des sanctions contre l'Italie Luchaire se dévoile et fait preuve d'un cynisme marqué. Il regrette le déroulement des événements ; la SDN aurait été trop diligente, aucun enlèvement du conflit ne permettrait plus d'envisager une victoire partielle de l'Italie et la possibilité pour la SDN de « légaliser » la situation pour sauver les apparences. Selon Luchaire, la France désirerait se tenir éloignée d'un conflit qui met en jeu les seuls intérêts

---

2398 Luchaire, « Plus que jamais il faut faire l'Europe », *Notre Temps*, n°570, 13/09/1935.

2399 Luchaire, « Malentendus et contradictions. Europe d'abord », *Notre Temps*, n°573, 04/10/1935.

2400 *Ibid.*

2401 Luchaire, « Devant le conflit méditerranéen. La Société des Nations nous doit la paix et non la guerre », *Notre Temps*, n°575, 18/10/1935.

italiens et britanniques. Or l'Abyssinie fait partie de la SDN et l'agression dont elle est victime revêt la plus grande importance. La crainte de voir déchirer les dernières garanties de sécurité justifierait ainsi l'attitude des démocrates français. Mais pour Luchaire « l'instinct de salut » commande de ne pas s'arrêter à ces considérations « si bonnes soient-elles » et à préserver « la paix de fait ». A cause de son universalité la SDN confondrait des conflits coloniaux avec des conflits entre grande puissance. Pour se montrer plus convaincant Luchaire imagine le cas extrême où la SDN dépasserait le stade des sanctions et demanderait aux Français de combattre l'armée italienne. La guerre serait alors menée « pour protéger des nègres... et des intérêts impériaux anglais ». Luchaire estime que la France pourrait s'opposer à la Grande-Bretagne quitte à risquer de perdre son appui sur le continent.

« Pourquoi ? Parce que, justement les Anglais sont des gens pratiques et empiristes. Ils ne consultent que leur intérêt propre, quelque soit leur penchant pour les conceptions pacifiques internationales<sup>2402</sup>. »

Dans la mesure où une atteinte aux frontières de la France mettrait gravement en danger la Grande-Bretagne, la France serait assurée de bénéficier de son appui. Luchaire a exposé ici des positions personnelles qui diffèrent des décisions françaises mais dans sa position, il ne peut ni ne veut s'opposer à Laval, aussi reconnaît-il que la France « a fait son devoir vis-à-vis de la SDN » en s'associant aux sanctions. Il témoigne également d'une hostilité durable envers la Grande-Bretagne qui reste perçue comme l'élément allogène et perturbateur de l'Europe.

c) Le départ de Robert Lange : le respect du pacifisme juridique.

Les prises de position de Luchaire en faveur de l'Italie et au détriment de la SDN provoquent le départ de Robert Lange. Il était l'un des derniers « anciens » de *Notre Temps* et surtout le seul dans l'équipe resserrée de 1935 à jouir d'une envergure politique par son ancrage au sein du Parti radical et de par ses créations que sont le GUSDN et la FUISDN<sup>2403</sup>. La constance de Luchaire à promouvoir un pacifisme fait de pragmatisme et de contradictions à ses principes de base a eu raison de cette dernière collaboration de marque. *Notre Temps* publie la lettre de démission de Robert Lange dans laquelle il adresse ses critiques à Luchaire.

« ...j'ai estimé à beaucoup de reprises – et je vous l'ai dit – que vous faisiez entre les diverses valeurs politiques et intellectuelles des confusions que je trouvais très malheureuses<sup>2404</sup>. »

Lange réfute l'idée d'un simple conflit colonial alors que l'Italie mobilise deux millions de soldats, il estime même que la dernière livraison du directeur de *Notre Temps* est « est un article néfaste ». Il s'agit selon Lange d'un « tragique isolement » que de renier la signature de la France alors que « l'Angleterre se rallie aux principes de la sécurité collective ». Il exprime encore son « amitié » et son « admiration » pour

---

2402 Luchaire, « Devant le conflit méditerranéen. La Société des Nations nous doit la paix et non la guerre », *Notre Temps*, n°575, 18/10/1935.

2403 Sur le cheminement de la FUISDN voir, Christine Manigand, « La Fédération universitaire internationale pour la Société des Nations. Un observatoire des jeunes relèves européennes », in Olivier Dard, Etienne Deschamps, *Les Relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre*, op. cit., p.355-369.

2404 Luchaire, « Deux lettres, deux politiques, un même but, la paix. », *Notre Temps*, n°576, 25/10/1935.

le « talent » de Luchaire regrettant qu'il soit mis « au service d'une mauvaise cause ». Luchaire se vante d'avoir insisté auprès de Lange pour publier la lettre expliquant son désaccord. Il dit exprimer ainsi sa « conviction que rien n'est plus honorable, plus loyal, plus nécessaire qu'une explication offerte au public<sup>2405</sup> ». Le lecteur attentif de *Notre Temps* regrette que ce n'ait pas été le cas en 1928 lors du départ de Roche, en 1932 lorsque le service franco-allemand perd l'intégralité de ses membres et enfin en 1934 quand les plus proches amis de Luchaire le quittent un à un. Pour Luchaire, le conflit en Afrique de l'Est est la marque de la nécessité de poursuivre le rapprochement européen, lequel devrait envisager les débouchés pour toutes les puissances du continent.

« Mais il y a mieux à faire qu'à rester "neutres". Il faut organiser la paix sur le continent par le fédéralisme européen<sup>2406</sup>. »

Le directeur de *Notre Temps* explique s'en tenir depuis le début de sa carrière à un strict non conformisme ainsi qu'à la liberté de parole.

« Et, en lisant les déclarations faites par Jacques Doriot au *Cri du Jour*, je constate n'être pas le seul, à gauche, de mon avis. Car le député-maire de Saint-Denis, qui ne passe point pour un fasciste, explique en ces termes les motifs de son hostilité à la politique des sanctions<sup>2407</sup>. »

Luchaire reproduit une longue citation de Doriot et se défend de faire le jeu des nationalistes français en rappelant son opposition de toujours aux « munitionnaires ». *Notre Temps* défend l'idée d'un partage rationnel des colonies dans un article non signé dont nous pensons qu'il est de la main de Luchaire car il reprend des idées qui lui sont propres depuis longtemps.

« L'Afrique attend l'Europe. »

Le continent africain qui devrait rester la chasse gardée des européens serait sous la menace de l'appétit japonais.

« [...] il faut conclure que – en dehors de toute autre considération – l'entreprise italienne en Abyssinie est une grande œuvre essentiellement eurafricaine, car elle exclura aussi de cette zone – et il est important de le relever – le péril d'une pénétration asiatique<sup>2408</sup>. »

L'Italie fait alors figure de défenseur des intérêts européens. Lui accorder une pénétration en Afrique de l'Est aurait en outre l'avantage de corriger une certaine injustice.

« Cela est en contradiction avec le fait que l'Italie est la Puissance la moins favorisée quant aux possessions coloniales, tandis que – par son développement démographique, par sa jeune et croissante vitalité, par l'insuffisance de son territoire – elle est la nation qui, plus que tout autre, a besoin de terres pour son expansion<sup>2409</sup>. »

---

2405 Luchaire, « Encore le conflit italo-abyssin », *Notre Temps*, n°577, 08/11/1935.

2406 *Ibid.*

2407 *Ibid.*

2408 XXX, « Pour l'accomplissement d'un plan de civilisation », *Notre Temps*, n°590, 06/12/1935.

2409 *Ibid.*



d) Une campagne de *Notre Temps* en faveur de l'Italie.

En 1935 une variété d'articles illustre les débats provoqués par l'agression italienne contre l'Éthiopie. Un reportage décrit d'abord l'Abyssinie comme une « Terre d'esclavage<sup>2410</sup> ». Présenté en couverture comme une « saisissante enquête », l'article relaie les témoignages de « voyageurs européens ». L'esclavage serait non seulement « à la base de toute la vie économie du pays » mais encore le reflet des « convictions mêmes du peuple ». Alors que les débats reposent sur des argumentations moralistes opposant l'image d'une Italie à même de civiliser une contrée encore sauvage à celle du respect des peuples, l'orientation pro-italienne du reportage ne fait aucun doute. En septembre, Louis Noir présente un portrait très critique du Négus<sup>2411</sup>. Le mois suivant, un article présente « les droits de l'Italie en Abyssinie<sup>2412</sup> ». La semaine suivante, la couverture de *Notre Temps* offre encore une image dépréciée de l'Éthiopie<sup>2413</sup>. Alors que *Notre Temps* a présenté les mois précédents des reportages sur les armements russes et français<sup>2414</sup> et privilégié pour sa couverture des photographies impressionnantes de locomotive, d'avion et de bateau, l'image du « tamtam » comme instrument des « guerriers » renforce l'idée d'un pays encore à l'état sauvage<sup>2415</sup>. En septembre Luchaire reçoit le soutien de Coudenhove-Kalergi. Au nom de la sauvegarde de la paix sur le continent européen et à terme de la sauvegarde de la civilisation occidentale, le leader de Paneuropa appelle à la neutralité dans le conflit entre l'Italie et l'Éthiopie.

« En conséquence, moins l'Europe se mêlera au conflit africain, plus les chances de la paix grandiront, non seulement de la paix en Europe mais encore de la paix en Afrique<sup>2416</sup>. »

L'Italie bénéficie finalement d'une très bonne presse au sein de *Notre Temps*. D'autant que Paul Marion n'hésite pas à vanter les mérites du régime fasciste<sup>2417</sup> tandis que les pages culturelles relaient une exposition artistique exceptionnelle à Paris<sup>2418</sup>. La demande de subvention de Luchaire auprès des autorités italiennes à l'été 1934<sup>2419</sup> que nous avons citée précédemment constitue encore en 1935 une

---

2410 « L'Abyssinie, terre d'esclavage, n'a qu'un vernis de civilisation », *Notre Temps*, n°560, 31/05/1935.

2411 Louis Noir, « Hailé Sélassié, souverain autocrate », *Notre Temps*, n°571, 20/09/1935.

2412 Paul Garnier, « Les droits de l'Italie en Abyssinie », *Notre Temps*, n°573, 04/10/1935.

2413 « Le tamtam appelle aux armes les guerriers éthiopiens », *Notre Temps*, n°574, 11/10/1935.

2414 Il s'agit ici d'un des éléments les plus surprenants, le fait militaire est largement évoqué au cours de l'année : Jacques Nels, « Quel est le potentiel militaire de l'URSS ? », *Notre Temps*, n°552, 06/04/1935. Jacques Nels, « La vérité sur les forces aériennes de la France », *Notre Temps*, n°556, 03/05/1935. Jacques Nels, « Notre armée de l'air n'est pas surclassée », *Notre Temps*, n°556, 03/05/1935. René Maine, « L'effort industriel, économique et militaire de l'URSS », *Notre Temps*, n°571, 20/09/1935. René Maine, « Regard sur la Russie nouvelle (2). Le soldat soviétique dispose d'une force motrice représentant plus de 7 CV », *Notre Temps*, n°572, 27/09/1935. René Maine, « La Russie nouvelle (fin). Le potentiel militaire aérien », *Notre Temps*, n°573, 04/10/1935.

2415 La campagne se poursuit sur la couverture de *Notre Temps*. Le numéro 575 présente un titre sans équivoque : « Albion varie parfois, au siècle dernier elle n'avait pas pour l'Abyssinie l'amour qu'elle éprouve aujourd'hui », *Notre Temps*, n°575, 18/10/1935. Le numéro 576 montre enfin « Le drapeau italien [qui] flotte sur les nouvelles conquêtes », *Notre Temps*, n°576, 25/10/1935.

2416 Coudenhove-Kalergi, « L'Éthiopie et la Paneurope », *Notre Temps*, n°570, 13/09/1935.

2417 Marion, « Italie 1935 », « Où va l'Etat corporatif italien ? », « "Entre le socialisme et le capitalisme, je bâtirai un monde" », *Notre Temps*, n°561, 07/06/1935.

2418 Nadine Landowski, « L'art italien. Les chefs d'œuvres italiens à Paris », *Notre Temps*, n°559, 24/05/1935.

Marise Querlin, « Les merveilles de l'art italien. L'exposition du Petit Palais a fermé ses portes », *Notre Temps*, n°568, 26/07/1935.

2419 Christophe Poupault, « A l'ombre des Faisceaux. Les voyages français dans l'Italie des Chemises noires

mise en perspective intéressante de la position « pacifiste » de Luchaire.

## II. *Notre Temps* et le Front populaire<sup>2420</sup>.

*Notre Temps* entre « modestement<sup>2421</sup> » dans sa dixième année d'existence le 5 février 1936. Il avait donné rendez-vous à ses lecteurs le 10 janvier 1936 mais « une maladie [du] directeur<sup>2422</sup> » aurait retardé la sortie d'un *Notre Temps* de nouveau transformé. Il arbore une présentation que nous découvrons mais qui fut déjà la sienne « les trois premiers mois de 1935 ». La formule illustrée est abandonnée et *Notre Temps* offre de nouveau le profil d'un journal traditionnel avec six colonnes à la Une. Il est sous-titré « Journal des générations du feu et de l'après-guerre » et campe sur les formules « Union européenne » et « Réforme de l'Etat ». Il compte quatre pages dont une entière de publicité. Le rythme hebdomadaire est difficile à tenir et dès juillet le titre devient mensuel dans les faits. Il ne sort finalement que vingt-six numéros au cours de l'année 1936. Luchaire est toujours plus esseulé. Il a perdu avec Jacques Nels le dernier de ses amis à l'accompagner encore après le départ de Robert Lange. L'équipe est donc plus que jamais restreinte. Gilbert Davel rédige la chronique théâtrale. Zuccarelli reprend la chronique « Au fil de notre temps » initialement tenue par Guy Crouzet. Luchaire est pratiquement le seul rédacteur politique du journal et obtient en la matière les participations épisodiques de S. Serge et Claude Bellanger. *Notre Temps* publie de nouveau les « Lettres de Londres » de Diana Wood ainsi que des nouvelles d'Espagne signée du pseudonyme Yveline de Torquemada. La vie artistique à Berlin est toujours à l'honneur grâce à Emmanuel Garry. André Boll poursuit lui aussi sa chronique artistique. S'il ne bénéficiait pas de ses chroniques étrangères et de l'amitié constante d'André Boll, Luchaire aurait à rédiger seul son journal.

### A. *Notre Temps*, un hebdomadaire suranné ?

#### a) Avec Sarraut contre les « agitateurs ».

En ce début d'année, la formule de rassemblement populaire séduit les radicaux qui élisent Daladier à leur tête lors du Comité exécutif du Parti. Le 22 janvier 1936 Laval remet la démission de son gouvernement après la défection des ministres radicaux. Le second ministère Sarraut entre en fonction le 24 janvier et fait figure de ministère d'attente avant les élections législatives de juin. Paul-Boncour, ministre d'Etat et Pierre-Etienne Flandin, ministre des Affaires étrangères, disposent de la confiance de Luchaire. Le directeur de *Notre Temps* reste opposé à la politique « bloc contre bloc ». Il appelle les modérés à rejoindre une coalition centriste dont les chances de réalisation sont plus qu'hypothétiques pour l'heure. Luchaire fustige la

---

(1922-1943) », *op.cit.*, p. 235, note n°1301.

2420 Pour une approche renouvelée du Front populaire, voir Gilles Morin et Gilles Richard, *Les deux France du Front populaire. Chocs et contre-chocs*, L'Harmattan, 2008.

2421 « Reprise. *Notre Temps* entre dans sa dixième année », *Notre Temps*, n°583, 05/02/1936.

2422 *Ibid.*

« stupidité<sup>2423</sup> » des modérés et la « folie furieuse » qu'ils auraient manifestée envers le gouvernement Sarraut. Il s'agirait d'une erreur stratégique dont ceux-ci paieraient les frais lors des prochaines élections s'ils s'alliaient aux « réactionnaires ». Luchaire reproche aux modérés de « se laisser remorquer par la droite<sup>2424</sup> ».

*Notre Temps* apporte un soutien constant au cabinet Sarraut. Il fustige l'activité de ses adversaires au premier rang desquels se trouvent l'Action Française et Henri de Kerillis, conjointement accusés de vouloir déstabiliser le pouvoir légal.

« C'est celui des agitateurs de droite pour lesquels des élections paisibles constitueraient une catastrophe évidente. »

Le ministère Sarraut tiendrait alors « solidement » face au Parlement et aux agitateurs de droite. Il cite notamment les manifestations organisées par des étudiants en droit contre le Professeur Gaston Jèze, le sujet est longuement traité par Claude Bellanger dans cinq numéros successifs<sup>2425</sup>. Luchaire s'en prend à la violence et à la « couardise » de l'Action Française et de ses chefs, Maurras, Daudet et Pujo. Il les accuse d'être responsables de l'agitation au Quartier Latin ainsi que de l'agression de Blum. Le député socialiste a semble-t-il été pris à partie par des Camelots du Roi en marge du cortège funèbre de Jacques Bainville, un incident resté confus et qui entraîne la dissolution de l'Action Française, de la Fédération nationale des étudiants d'Action Française et des Camelots du Roi, première application de la loi du 10 janvier<sup>2426</sup>.

b) L'inconfort de Luchaire à l'heure de la bipolarisation politique.

Luchaire est invariablement concentrationniste. A l'approche des élections il recommande faire chuter le « candidat kériilliste ou ligueur » aussi bien que le communiste afin de « réduire, par avance, la guerre des deux blocs<sup>2427</sup> ». Luchaire s'oppose aux réactionnaires » comme aux « révolutionnaires » et fait confiance à la seule formule de concentration pour mener la réforme de l'Etat, laquelle devrait être entreprise « sur le plan évolutionniste<sup>2428</sup> ». Le résultat des élections législatives qui se déroulent les 26 avril et 3 mai satisfait peu Luchaire. Il considère que la victoire des « extrêmes » est imputable aux événements du 6 février et aux « 200 familles ».

« Nul plus que nous ne le regrette. C'est un fait cependant. Il faut s'incliner. Alors<sup>2429</sup> ? »

Luchaire estime qu'il s'agit d'une « revanche » de la démocratie sur « les

---

2423 Luchaire, « L'accueil des modérés au cabinet Sarraut a été une faute grave », *Notre Temps*, n°583, 05/02/1936.

2424 Luchaire, « Les "Nationaux" viennent de prouver encore une fois leur incapacité », *Notre Temps*, n°584, 16/02/1936.

2425 Claude Bellanger, « Le cas Jèze », *Notre Temps*, n°584, 16/02/1936 ; n°585, 23/02/1936 ; n°586, 01/03/1936 ; n°587, 08/03/1936 ; n°588, 15/03/1936.

2426 La deuxième application de celle-ci a lieu le 18 juin 1936. Sur la demande du ministre de l'intérieur Roger Salengro, quatre décrets sont pris frappant de dissolution les quatre ligues nationalistes : Croix de feu, Jeunesses patriotes, Solidarité française et Parti franquiste. Sur les Ligues se reporter à Olivier Dard, Nathalie Sevilla, *Le phénomène ligueur sous la Troisième République*, *op.cit.* et Olivier Dard, Nathalie Sevilla, *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques*, *op.cit.*

2427 Luchaire, « Assurer la stabilité gouvernementale du régime républicain est un problème plus important que les querelles électorales », *Notre Temps*, n°592, 19/04/1936.

2428 *Ibid.*

2429 Luchaire, « Après le triomphe des extrêmes », *Notre Temps*, n°595, 10/05/1936.

troublions du 6 février » et se dit prêt malgré tout à soutenir un cabinet de Front Populaire. Luchaire publie sa désormais traditionnelle déclaration d'allégeance au futur Président du Conseil alors que le Cabinet n'est pas encore constitué<sup>2430</sup>. Il est intéressant de comparer les différents exemples que nous a offerts Luchaire de cet exercice de style qui chez lui ressemble à un devoir professionnel. Luchaire se montre ici rempli d'espoir hormis en matière de politique internationale. Bien qu'il soit confronté à un contexte politique peu favorable, Luchaire se garde pour l'heure de s'attirer les foudres du cabinet Blum. Si *Notre Temps* se montre d'accord avec le projet de nationaliser les industries et les fabriques d'armes, Luchaire remarque que le contexte économique et la prise en compte de la Bourse recommande de prendre le temps. Aux côtés de Luchaire, Gabriel Cudenet apporte également son soutien à Blum<sup>2431</sup>. Luchaire connaît personnellement le Président du Conseil depuis son adolescence parisienne. Il semble qu'il ait également fondé quelques espoirs d'ordre professionnel lors de l'élection de Blum à Narbonne en décembre 1929<sup>2432</sup>. Il profite de cette familiarité entre eux pour publier une « lettre ouverte<sup>2433</sup> » au Président du Conseil dans laquelle il l'encourage à agir en faveur de la jeunesse.

« Il faut à la jeunesse de ce pays du travail et du pain. Mais il lui faut surtout de l'espoir et de la foi. C'est en songeant sans cesse à elle que le gouvernement de demain pourra construire utilement. »

Luchaire dit avoir assisté « en Italie, à la naissance du fascisme et en Allemagne à l'essor décisif du national-socialisme ». Il précise qu'il ne saurait être « subjugué par l'un ou par l'autre » en vertu de ses origines. Cependant il y aurait un élément dans les deux pays qui l'« a prodigieusement frappé et qui [l']a empêché de condamner en bloc ces deux régimes : et c'est ce que ces systèmes totalitaires ont réussi à faire pour désembourber moralement leurs jeunes respectives<sup>2434</sup> ». Mussolini et Hitler auraient donné « de quoi s'enthousiasmer, de quoi se dévouer, de quoi souffrir pour un idéal » quand bien même cet élan serait dangereux.

« De cette secousse bienfaisante, la jeunesse de France ressent un impérieux besoin. »

La nouveauté des régimes fascistes et surtout leur anticonformisme vis-à-vis des traditions politiques expliqueraient ce succès auprès de la jeunesse. Luchaire engage Blum à être non-conformiste par rapport au « dogme socialiste » en ne gardant que le meilleur du socialisme. En fin d'article il a recours à l'émotion en évoquant le souvenir commun de Marie Lenéru, un modèle de vertu sans doute mobilisé par le directeur de *Notre Temps* pour montrer combien il serait proche du leader socialiste. Luchaire mène dans un premier temps une active campagne de soutien à Blum tant sur le plan intérieur<sup>2435</sup> qu'international<sup>2436</sup>. En juin, l'initiative du

---

2430 Luchaire, « Le futur ministre Léon Blum doit à tout prix réussir [...] », *Notre Temps*, n°596, 17/05/1936.

2431 Gabriel Cudenet, « Avec Léon Blum, une grande espérance s'élève... », *Notre Temps*, n°597, 24/05/1936.

2432 Julien Luchaire, *Confession d'un Français moyen, Tome II, 1914-1950*. Leo S. Olschiski Editeur, Florence, 1965, p.237.

2433 Luchaire, « Lettre ouverte à Léon Blum », *Notre Temps*, n°598, 31/05/1936.

2434 *Ibid.*

2435 Luchaire, « L'action directe risque d'anéantir l'action légale », *Notre Temps*, n°600, 14/06/1936.

2436 Luchaire, « Le cabinet Léon Blum doit faire face à une impressionnante série de difficultés », *Notre Temps*, n°599, 07/06/1936.

gouvernement en matière de droit du travail retient l'attention de Luchaire.

« Il faut se pencher maintenant sur les expériences étrangères et surtout sur l'occupation, en 1919-20, des usines italiennes dans lesquelles le personnel continua à travailler<sup>2437</sup>. »

Le gouvernement est alors confronté à un important mouvement de grèves et Luchaire en profite pour reproduire un article publié dans la rubrique « Recherches » en 1930<sup>2438</sup>. La réflexion sociale de Luchaire montre ici ses limites car il utilise une analyse ancienne pour défendre la politique intérieure du cabinet Blum. Pour autant Luchaire n'a vraisemblablement trouvé aucun appui financier au sein du gouvernement et doit se résoudre à « espacer<sup>2439</sup> » la parution jusqu'en octobre. Il donne rendez-vous aux lecteurs le 15 juillet et adopte dès lors un rythme mensuel. Les articles de politique intérieure se font rares et le seul remarquable date d'octobre lorsque Luchaire félicite le gouvernement pour la dévaluation<sup>2440</sup>.

Dans son isolement, *Notre Temps* ne participe plus aux débats sur la réforme de l'Etat. On trouve seulement un article esseulé de Louis Vallon qui commente le débat qui s'est ouvert à la Chambre le 11 février à propos du CNE. Ce débat est un moment-phare pour le CNE car il lui apporte « un statut législatif fixe<sup>2441</sup> » après « dix ans de marathon parlementaire ». Le projet de loi préparé de longue date par Paul Ramadier est finalement adopté le 10 mars 1936 à la quasi-unanimité. Ramadier a expliqué que le CNE ne remettrait pas en cause la souveraineté du suffrage universel mais aurait un rôle de conseil auprès des commissions parlementaires. Louis Vallon est conscient des limites du projet mais il se montre optimiste. Si les « maîtres des Forges et des Houillères restent monarques absolus<sup>2442</sup> » la nouvelle organisation du CNE devrait cependant permettre l'éclosion d'une « mentalité nouvelle [...] chez les syndicalistes, celles d'hommes capables de gérer et d'entreprendre<sup>2443</sup> ». La perception du CNE par Vallon est avant tout idéologique. Elle reste en 1936 très éloignée de l'inspiration qui guidait Ramadier et les porteurs du projet. Alain Chatriot cite à ce sujet une déclaration éclairante de Paul Ramadier.

« Ce n'est pas tant contre les ennemis du Conseil national économique que nous devons le défendre que contre ses zéloteurs les plus ardents qui y voient la cellule initiale d'un ordre nouveau<sup>2444</sup>. »

Le maigre traitement de politique intérieure dans *Notre Temps* en 1936 nous invite à nous arrêter sur deux faits de seconde importance. Un entrefilet informe que « *La Volonté* va reparaître<sup>2445</sup> » après les « deux ans de détention inouïe et injuste » subie par son directeur. Ainsi Luchaire a-t-il gardé quelques amitiés pour son ancien

---

2437 Luchaire, « Les conseils ouvriers dans chaque entreprise se trouvent à l'état embryonnaire dans la loi sur les contrats collectifs de travail », *Notre Temps*, n°601, 21/06/1936.

2438 Luchaire, « L'expérience italienne des Conseils de fabrique », « Recherches », *Notre Temps*, n°8, 15/03/1930, col.301.

2439 « *Notre Temps* au ralenti », *Notre Temps*, n°602, 28/06/1936.

2440 Luchaire, « La France va-t-elle redevenir habitable ? », *Notre Temps*, n°606, 01/10/1936.

2441 Alain Chatriot, *La démocratie sociale*, op. cit., p.101.

2442 Louis Vallon, « Au CNE. La réforme de la France est enfin à pied d'œuvre », *Notre Temps*, n°585, 23/02/1936.

2443 *Ibid.*

2444 Alain Chatriot, *La démocratie sociale*, op. cit., p.93.

2445 *Notre Temps*, n°585, 23/02/1936.

directeur. On peut également remarquer la volonté de Luchaire de maintenir de temps à autre une chronique dédiée aux femmes. Ida-R Sée, directrice d'un préventorium dans le sud de la France aborde à plusieurs reprises le droit des femmes ainsi que celui des enfants<sup>2446</sup>.

## B. Luchaire zéléateur de l'entente franco-allemande.

### a) L'illusion d'un débat dans les pages de *Notre Temps*.

En 1936 les positions de Luchaire en politique extérieure n'ont pas varié. La responsabilité de la course aux armements serait d'abord imputable aux nations occidentales et tout particulièrement à la France. La responsabilité de l'Allemagne ne serait apparue que « récemment, lorsqu'elle décida de pousser ses préparatifs militaires au-delà du stade de la simple défense nationale<sup>2447</sup> ». Il y aurait ainsi pour la France « des fautes graves qui interdisent [...] une vêtue de probité et de lin blanc ». Pour autant rien ne serait « inéluctable ».

Luchaire distingue dans son analyse de politique internationale l'existence de deux groupes de nations. Le premier serait constitué par l'attitude du Japon, les « sanctions genevoises contre l'Italie » et enfin par « la désignation du Reich comme foyer de l'esprit d'agression ». Si le Japon est perçu ici comme responsable, il n'en est rien concernant l'Italie et l'Allemagne. A ce groupe de nations « dynamiques » tendrait à s'opposer le bloc des pays statiques proches de la SDN. Dès lors la course aux armements risquerait de ruiner les économies des pays « statiques ».

« Et l'on devra bien comprendre que la solution de l'encerclement armé de l'esprit d'agression n'est qu'une solution précaire et onéreuse. »

Pour Luchaire, une « Allemagne encerclée » ne peut que vouloir « secouer le joug » et se préparer « à la guerre plus que jamais ». Cela pourrait même la conduire à « quelque folie inacceptable tel que le viol de la démilitarisation rhénane ». Plus que jamais s'imposerait une explication entre la France et l'Allemagne. Cette négociation devrait être menée « d'une façon assez souple pour n'avoir pas à exiger [de] génuflexion diplomatique » de la part du Reich, c'est-à-dire sans le forcer à rejoindre la SDN. *Notre Temps* publie dans le même numéro un article beaucoup moins compréhensif signé Coudenhove-Kalergi<sup>2448</sup>. Celui-ci rappelle le programme de politique extérieure de l'Allemagne qui viserait à « annexer l'Autriche, conquérir et coloniser l'Europe centrale ». Face au désir d'une « Grande Allemagne » les Européens devraient s'unir autour de la « sécurité collective ».

« Le Troisième Reich ne respectera la paix que s'il a la certitude de trouver devant lui dans le cas où il attaquerait même le plus faible de ses voisins, la puissance entière de l'Europe, soutenue par celle de la Grande-Bretagne<sup>2449</sup>. »

---

2446 Ida-R Sée, « Une offensive contre le travail des femmes », *Notre Temps*, n°595, 10/05/1936. Ida R. Sée, « Féminisme germanique », *Notre Temps*, n°600, 14/06/1936. Ida-R. Sée, « Différences », *Notre Temps*, n°603, 15-31/07/1936. Ida-R Sée, « Les droits de l'enfant », *Notre Temps*, n°604, 15-31/08/1936.

2447 Luchaire, « Organiser la paix armée n'est qu'un pis-aller fragile et anti-économique », *Notre Temps*, n°586, 01/03/1936.

2448 Coudenhove-Kalergi, « Paneurope et la sécurité collective », « Libres opinions » *Notre Temps*, n°586, 01/03/1936.

2449 *Ibid.*

L'auteur identifie la sécurité collective à la Paneurope qui existerait en coopération avec la Grande-Bretagne et l'URSS. Coudenhove-Kalergi désigne très clairement le danger de guerre et recommande de s'unir « tant que l'Allemagne s'en tiendra à ses buts anti-européens et annexionnistes ».

b) La remilitarisation de la Rhénanie : « un nouveau pacte de paix ».

Comme chaque année en mars Luchaire évoque la figure du « pèlerin de la Paix » pour illustrer ses principes de politique internationale. Si la seule assurance de sécurité qui resterait à la France tient dans le Traité de Locarno la situation serait néanmoins propice pour la discussion tant attendue.

« Ces derniers jours, par le truchement de Bertrand de Jouvenel<sup>2450</sup> [...] le chancelier Hitler a de nouveau offert à la France l'occasion d'une explication et d'une entente<sup>2451</sup>. »

Dès lors Luchaire estime que si la France ne s'engageait pas dans la voie de la transaction, la SDN ne serait plus « qu'une machine franco-anglo-russe destinée, sous couleur d'assistance mutuelle, à remplacer les anciennes alliances et ententes d'avant 1914 - contre l'Allemagne, l'Italie et la Hongrie ». La SDN est désormais désignée par Luchaire comme un obstacle potentiel au rapprochement franco-allemand. Ceci s'ajoute au jugement porté l'année précédente lorsque l'institution genevoise était accusée de propager l'esprit de guerre en imposant des sanctions à l'Italie. En 1936, la vision de politique internationale de Luchaire s'est complètement inversée dans sa recherche du compromis avec l'Allemagne. La continuité revendiquée avec Briand n'est plus qu'une illusion et un slogan facile d'utilisation.

« Cette vraie paix, Aristide Briand la tenta avec Stresemann. Je suis convaincu qu'il la tenterait aujourd'hui avec Hitler<sup>2452</sup>. »

Malheureusement pour le directeur de *Notre Temps* cet article a été rédigé à la veille de la remilitarisation de la Rhénanie. La semaine suivante Luchaire doit reconnaître qu'il s'agit-là d'une « dénonciation unilatérale des accords de Locarno » même s'il assure à ses lecteurs que l'arrivée des troupes allemandes « ne constitue pas une menace directe vis-à-vis de la France et de la Belgique<sup>2453</sup> ». Luchaire fait mine de hausser le ton et envisage apparemment une certaine limite à sa tolérance vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne.

« [...] il n'est pas possible de laisser s'instaurer en Europe le règne du bon plaisir et de la dénonciation unilatérale des traités *librement* conclus<sup>2454</sup> [...] ».

Il s'interroge sur la valeur morale qu'il faudrait accorder à la signature allemande mais relève surtout l'offre de discussions présentée par Hitler.

« Certes, dans le domaine des réalités, un accord général avec le Reich pourrait être plus solide, s'il comporte un arrangement d'ensemble tenant compte –

---

2450 Sur les circonstances qui entourent cet événement, se reporter à Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, *op.cit.*p.117 et suivantes.

2451 Luchaire, « La survie d'Aristide Briand », *Notre Temps*, n°587, 08/03/1936.

2452 *Ibid.*

2453 Luchaire, « Il faut faire respecter la loi internationale et les signatures librement données », *Notre Temps*, n°588, 15/03/1936.

2454 *Ibid.* En italique dans le texte.

en matière de colonisation et d'expansion commerciale pacifique – de ces besoins allemands qui sont à la base de la surcompression germanique. »

Luchaire imagine qu'un plan de partage des colonies voire de zones d'influences en Europe pourrait sauver la France d'une agression allemande. Alors que l'Europe serait pour l'heure confrontée à « l'atmosphère troublée qu'elle connut en juillet 1914 », il enjoint aux négociateurs de se rappeler qu'« à défaut d'une paix légale et parfaite, une paix de fait est déjà préférable au renouvellement des hécatombes ».

Le directeur de *Notre Temps* félicite Flandin et Paul-Boncour pour leur attitude au lendemain de la remilitarisation de la Rhénanie. La diplomatie française serait placée devant l'« obligation morale de ne rien faire qui puisse déclencher un conflit armé » et celle de « ne pas supporter [...] la politique allemande du fait accompli<sup>2455</sup> ». Face à ce dilemme, Luchaire préconise de « concilier dans le relatif, c'est à dire dans le temps, ce qui est inconciliable dans l'absolu ». Non content de manier les paradoxes les plus aboutis, Luchaire se montre infatigable dans sa tâche de justifier les excès de la diplomatie hitlérienne.

« [...] le Reichsführer n'a pas offert un nouveau pacte de paix dans le simple but de faire oublier son coup de force. Il a réellement voulu substituer un nouveau système d'accords de *statu quo* au système établi par les Accords de Locarno. Seulement il a eu le très grand tort de vouloir *imposer* sa novation au lieu d'en entreprendre la négociation *de gré à gré*<sup>2456</sup>. »

La SDN se devant de condamner l'Allemagne, Luchaire espère que « l'Allemagne et les Locarniens » se mettent d'accord sur « des projets d'avenir » dont la mise sur pied autoriserait la SDN à n'être pas trop sévère, les sanctions pouvant « compromettre la paix existante ». Tandis que Jouvenel et les *Cahiers franco-allemands* arguent du danger que représenterait pour l'Allemagne l'alliance franco-russe<sup>2457</sup>, Luchaire préfère raisonner en termes d'égalité.

« Toute la politique allemande se réfère à un principe d'égalité européenne sur lequel notre diplomatie pourrait utilement retourner à son avantage les offres d'Hitler<sup>2458</sup>. »

L'idée fondamentale de l'Allemagne serait « l'égalité absolue de droits et de traitement » entre elle et le reste de l'Europe. Luchaire précise qu'il faudrait la « rejeter en bloc avec toute les conséquences futures qu'impliquerait ce rejet » ou bien l'« accepter en bloc, quitte à en organiser l'application de façon à ce qu'elle ne soit préjudiciable ni à la France ni à la paix ». Luchaire refuse de croire à une « manœuvre subtile » de la part de l'Allemagne. Il y aurait seulement chez elle la volonté de se défaire du Traité de Versailles car il resterait « le symbole d'une inégalité inacceptable désormais pour l'Allemagne ». Luchaire n'est pas loin de féliciter Hitler pour avoir poussé à l'établissement de relations égalitaires et donc saines entre les partenaires européens. Il insiste sur « les thèmes "constructifs" ou

---

2455 Luchaire, « Les négociations de Londres sont entrées dans la voie des solutions transactionnelles », *Notre Temps*, n°589, 22/03/1936.

2456 *Ibid.* En italique dans le texte.

2457 Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, *op.cit.* p.120.

2458 Luchaire, « Versailles, Berlin... ou Genève ? », *Notre Temps*, n°591, 05/04/1936.



"conservatoires" » de la note allemande selon lesquels l'Allemagne s'engage à ne pas augmenter ses effectifs et invite la France et la Belgique à accepter avec elle une mission de contrôle. Ainsi, si la France se montre prête à « abandonner le passé » et à faire cesser l'inégalité en Europe, « les offres de M. Hitler se tiennent et sont raisonnables<sup>2459</sup> ». Luchaire n'est pas choqué par les conditions de ces offres, il ne relève plus que l'Allemagne renie sa signature puis exige de la France un contrôle militaire sur son territoire. Luchaire poursuit son raisonnement qui fait du Reich le moteur d'un arrangement européen. Si la France a enfin défini sa « doctrine de paix organisée », ce serait sous la pression allemande c'est à dire « grâce à l'attentat commis par le chancelier Hitler contre le Traité de Versailles et contre les Accords de Locarno<sup>2460</sup> ». Luchaire réécrit le passé et y trouve invariablement la justification des événements en cours. Alors que « la doctrine de Versailles paralysait l'épanouissement de la doctrine genevoise » cette dernière serait désormais « libérée de toute entrave ». Une fois encore le lecteur s'attend à lire des remerciements adressés à Hitler mais le directeur de *Notre Temps* s'empresse de préciser : Hitler ne peut pas encore « être béni par les défenseurs d'une paix internationale ». Luchaire s'émeut de ce que l'Allemagne voudrait consacrer « une doctrine de discrimination internationale<sup>2461</sup> » en préférant des pactes bilatéraux qu'elle refuse d'accorder à l'URSS et à l'Autriche et en refusant un pacte général.

c) Les prérogatives des « nations dynamiques ».

Les soutiens à une politique d'entente avec l'Allemagne sont rares et lorsqu'une initiative cadre avec sa politique elle est sûre de bénéficier de l'appui de Luchaire. En ce mois de mai 1936, *Notre Temps* informe que les anciens combattants français se sont adressés à leurs homologues outre-Rhin<sup>2462</sup>. Rivollet de la CNAC a présenté à la presse des deux pays un message de paix qui aurait eu « un grand retentissement en Allemagne » notamment par l'intermédiaire du *Völkischer Beobachter*. L'article est également l'occasion de citer un passage de l'organe officiel du parti national-socialiste qui précise que le Reich « "a toujours insisté sur sa volonté pacifique basée sur la garantie de l'entière égalité des droits" ».

Alors que les partisans du cabinet Blum incriminent Laval et Flandin, Luchaire défend l'un et l'autre<sup>2463</sup>. Laval aurait évité que la France ne soit entraînée dans la guerre contre l'Italie pour ne satisfaire que les intérêts britanniques. Quant à Flandin, on lui devrait d'avoir évité la guerre avec l'Allemagne. Mais pour Luchaire le seul responsable de tous les événements négatifs reste le gouvernement Doumergue et de sa diplomatie qui fut « celle du poing tendu vers l'Allemagne, du dos tourné vers l'Italie ». Luchaire a une façon particulière d'expliquer les événements internationaux. On peut relier cette forme de pensée à sa conception du « réalisme » qui

---

2459 *Ibid.*

2460 Luchaire, « La France a enfin affirmé d'une façon claire et complète sa doctrine de paix organisée », *Notre Temps*, n°593, 26/04/1936.

2461 *Ibid.*

2462 « Les anciens combattants ont envoyé un message à l'Allemagne », *Notre Temps*, n°596, 17/05/1936.

2463 Luchaire, « Si la France a subi pendant deux ans une perte de prestige international le cabinet Doumergue en est responsable », *Notre Temps*, n°602, 28/06/1936.

recommande de ne prendre pour élément de réflexion les seuls événements et non les idées préconçues. Ainsi en va-t-il selon lui de la vie internationale.

« Mais ce n'est pas parce qu'il y a des dictateurs à Berlin et à Rome que l'Allemagne et que l'Italie cultivent si assidûment la technique et l'esprit de la conquête militaire. C'est, au contraire, parce que la dynamique allemande et la dynamique italienne exigeaient la transformation de ces deux Etats en appareils de guerre offensive qu'il y a eu naissance de dictatures sur le sol allemand et sur le sol italien<sup>2464</sup>. »

Une argumentation aussi spécieuse paraît ne connaître aucune limite.

« *Les peuples [...] ont, selon les époques, selon leur degré d'évolution historique, les régimes qui leur sont nécessaires pour vivre*<sup>2465</sup>. »

Aussi faudrait-il n'escompter le retour de la démocratie dans les pays voisins « que lorsque les besoins de leurs peuples respectifs auront été satisfaits » car la démocratie serait « le régime des peuples statiques par excellence ». Le directeur de *Notre Temps* recommande de séparer les pays dynamiques en jouant sur leurs rivalités. Luchaire fait pour cela la distinction entre dictatures et nations « dynamiques » : les premières ne laisseraient aucune autre option que la lutte tandis qu'il serait possible de détourner les secondes. Luchaire juge possible de trouver un accord avec Rome pour décourager « la marche vers le sud du dynamisme allemand ».

« Or, le double phénomène du rejet vers le nord de l'expansionnisme germanique et de la consolidation des conquêtes européennes en Afrique et en Asie c'est, au premier chef, la sécurité pour tout l'Occident, *et nous serions fous de prétendre à plus*<sup>2466</sup>. »

### C. *Notre Temps* spectateur des reclassements politiques.

*Notre Temps* publie de septembre à novembre 1936 une série de trois articles de Jouvenel intitulée « Hitler a parlé à la France<sup>2467</sup> ». Il y dresse un récapitulatif des déclarations de Hitler concernant la France avec à chaque fois un commentaire sur les circonstances politiques. Les articles occupent la majeure partie de la Une. Les assertions de Jouvenel montrent son assentiment aux déclarations d'Hitler ainsi que le rejet sur la France de l'entière responsabilité de l'aggravation de la situation internationale.

La seconde moitié de l'année 1936 est marquée par les difficultés financières de *Notre Temps* que l'espacement de la périodicité ne parvient pas à cacher. Le journal est quasiment rempli par les seules participations de Luchaire et de l'ami de toujours, Bertrand de Jouvenel. Un article par mois rédigé à la manière d'un hebdomadaire ne permet plus une couverture satisfaisante de l'actualité mais il peut encore livrer des informations intéressantes sur son auteur. Luchaire aborde pour la

---

2464 Luchaire, « Il faut désagréger la coalition des peuples dynamiques », *Notre Temps*, n°603, 15-31/07/1936.

2465 *Ibid.* En italique dans le texte.

2466 *Ibid.* En italique dans le texte.

2467 Bertrand de Jouvenel, « Hitler a parlé à la France », *Notre Temps*, n°605, 15-30/09/1936 ; (II), *Notre Temps*, n°606, 01/10/1936 ; (III), *Notre Temps*, n°607, 01/11/1936.

première fois la guerre civile espagnole dans le numéro du mois d'août 1936.

« [...] je n'arrive pas à éprouver le moindre intérêt passionnel pour les événements d'Espagne<sup>2468</sup>. »

Le pacifisme à toutes épreuves de Luchaire et son faible attachement à la République expliquent cette distance. Le directeur de *Notre Temps* déclare tenir seulement au sort de la paix européenne. C'est dans cet esprit qu'il félicite Blum et Delbos de vouloir circonscrire le conflit. Luchaire se prononce non sur les événements de l'autre côté des Pyrénées mais sur le traitement de ceux-ci par la presse française. Les journaux de droite auraient jeté de l'huile sur le feu avec des rumeurs concernant Abd El Krim qui serait évadé et se tiendrait prêt à organiser une guérilla sur les arrières de Franco. Plus encore il dénonce les « passions "démocratiques" » de la presse de gauche qui pousseraient à déformer les faits.

« Je veux dire par là que si l'on n'admire pas du matin au soir la République des Soviets, que si l'on n'exalte pas quotidiennement le "Frente Popular", que si l'on ne vomit pas sept fois par semaine Hitler et Mussolini, que si l'on ne tient pas les généraux Franco et Mola pour d'abominables brigands... eh bien ! on n'est plus républicain, on n'est plus démocrate, on n'est plus "de gauche" – mais on est vendu aux dictateurs ou perdu dans un fascisme honteux<sup>2469</sup>. »

Cette longue tirade témoigne du climat délétère dans la presse française et indique l'image que portent désormais Luchaire et Jouvenel aux yeux de leurs anciens camarades. Si Luchaire a pu paraître iconoclaste tout au long de sa carrière journalistique et difficilement rattachable à la gauche parlementaire, la rupture de Jouvenel avec la gauche date déjà de l'automne 1933<sup>2470</sup>. En 1936 Jouvenel ne craint plus de s'attirer les foudres des partisans de la démocratie en France. Il offre à *Notre Temps* sans doute en mal de copies son reportage sur la guerre civile en Espagne<sup>2471</sup>. Il distingue parmi les origines du conflit les désordres qui auraient suivi la victoire du *Frente Popular*. Les décisions autoritaires de « tyranneaux de quartier et de village », les « incendies de couvents, les « brimades et brigandages » auraient créé « l'état d'esprit favorable au soulèvement ». La discipline des troupes de Franco et le caractère anarchique de la défense du *Frente Popular* lui ont apporté la conviction de la victoire finale de Franco. C'est en prévoyant cette victoire qu'il aurait souhaité que la France ne s'attire pas « la haine des nouveaux maîtres de l'Espagne ».

« Quiconque nous brouille avec l'Espagne porte atteinte à la Défense nationale<sup>2472</sup>. »

Il faudrait selon lui s'appliquer à « entretenir de bonnes relations avec les vainqueurs » afin de préserver le passage des troupes d'Afrique du Nord.

---

2468 Luchaire, « Défendons, contre nos passions, la vraie liberté de la presse », *Notre Temps*, n°604, 15-31/08/1936.

2469 *Ibid.*

2470 Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel, op.cit.* p.109.

2471 Bertrand de Jouvenel, « La France peut-elle s'aliéner les sentiments des vainqueurs », *Notre Temps*, n°604, 15-31/08/1936.

2472 *Ibid.*

Luchoire garde en 1936 une position ambiguë vis-à-vis du Front populaire. S'il conserve un avis positif de sa politique extérieure, il dénonce également l'influence des communistes. En septembre Luchoire fait part de ses interrogations en matière de politique extérieure<sup>2473</sup>. Il témoigne notamment de doutes concernant les communistes qui pourraient préférer Moscou à la paix. A la fin de l'année Luchoire félicite une fois encore la diplomatie du Front populaire. Le ministère Blum aurait eu le mérite de ne s'être pas « laissé aller à l'absurde conception de la "croisade des démocraties" dont Notre Temps n'a jamais cessé de dénoncer l'épouvantable sottise<sup>2474</sup> ».

### III. Quelle place pour *Notre Temps* en 1937 ?

*Notre Temps* reparait en février 1937 en arborant sa présentation première du printemps 1927. Depuis l'été 1936, « *Notre Temps* n'est plus matériellement en mesure de paraître régulièrement<sup>2475</sup> ». Mais il verrait la fin de « cette pénible phase d'essoufflement » et aurait constitué une société anonyme à même de prolonger son existence. Pourtant *Notre Temps* n'a pas encore terminée sa traversée du désert. Entre février 1937 et juin 1938, le journal de Luchoire eut successivement recours à cinq imprimeries différentes ce qui confirme l'ampleur de ses difficultés financières<sup>2476</sup>.

Les mots d'ordre de la revue sont inchangés : « La réforme de l'Etat dans la collaboration, l'Union européenne avec le rapprochement franco-allemand selon la pensée d'Aristide Briand ». La revue ne compte que douze pages au lieu de quarante dans ses premiers numéros et seulement une dizaine d'articles. La mention « Organe des jeunesses européennes » apparaît en deuxième de couverture. La revue présente de nouveau la rubrique « Les forces vives de la nation » dédiée aux anciens combattants, aux jeunes et aux syndicats mais sans parvenir à la remplir à chaque numéro d'autant que Guy Zuccarelli en rédige une grande partie. L'équipe de *Notre Temps* n'est plus composée que de Luchoire, Guy Zuccarelli, Léon-Marie Brest, Gilbert Davel, André Boll, Ida-R. Sée et Paul Haurigot. L'apparition de signatures des membres de la famille Luchoire renforce l'impression du difficile recrutement de collaborateurs<sup>2477</sup>. On trouve encore une participation de Jacques Chabannes et de Jacques Nels pour des critiques artistiques. Il ne reste que dix numéros conservés dans les archives mais s'il on en croit la numérotation *Notre Temps* a publié vingt numéros entre le 5 février et le 25 décembre 1937.

---

2473 Luchoire, « La rentrée politique est faite », *Notre Temps*, n°605, 15-30/09/1936.

2474 Luchoire, « MM. Blum et Delbos ont réalisé en 1936 un très fécond redressement diplomatique », *Notre Temps*, n°608, 27/12/1936.

2475 « Onzième année », *Notre Temps*, n°609, 05/02/1937.

2476 Témoignage de l'imprimeur des *Nouveaux Temps* cité par Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps*, op. cit. p.39.

2477 G. Dauriac, « L'effort social du budget '37 », *Notre Temps*, n°609, 05/02/1937. Julien Luchoire, « Le Théâtre », *Notre Temps*, n°611, 19/02/1937. Antonina Vallentin, « Le Théâtre », *Notre Temps*, n°619, 25/06/1937. Fernande Salvemini, « Renée Dyonis à la salle Chopin », *Notre Temps*, n°619, 25/06/1937.

## A. De vieilles recettes pour tromper l'isolement.

Luchoire est toujours isolé politiquement alors que se poursuit l'expérience du Front populaire. Il témoigne de la bipolarisation de la vie politique en décrivant une droite attachée à combattre le Front populaire et une gauche persuadée du bon travail de ce dernier. Il en appelle néanmoins au rassemblement autour de *Notre Temps* afin de mener la réforme de l'Etat dont il dit qu'elle pourrait être nommée « réforme nationale<sup>2478</sup> ». Luchoire décrit la France comme attachée au « réalisme » ce qui la rendrait plutôt imperméable aux idéologies se développant chez ses voisins. Le directeur de *Notre Temps* a gardé intacte sa théorie du bouleversement des valeurs après la Grande guerre.

« [...] le gigantesque conflit avait détruit non seulement l'économie libérale issue du dix-neuvième siècle, mais surtout la plupart des valeurs spirituelles léguées par les siècles passés. Morale chrétienne, code moyenâgeux de l'honneur, vertus dites bourgeoises, morale laïque ont cessé d'être un frein aux passions des Français. »

Il ne retient des réformes entreprises par le gouvernement de Front populaire que le caractère « anarchique » et préfère convoquer l'idée de compétence.

« [...] pourquoi ne pas réorganiser le pays de façon à ce que l'autorité soit aussi compartimentée que la compétence [et que] les compétences [...] soient utilisées, par une sage organisation, pour le gouvernement du pays. »

L'organisation sous l'angle de la profession devrait « concourir à l'ossature, à la musculature, à l'âme de la nation » et apporter à la fois la compétence et la morale nécessaire à l'élaboration des lois. En l'absence d'un tel fonctionnement qui prévoit de mettre à plat toutes les dissensions, Luchoire juge normal que les conflits entre salariés et employeurs se poursuivent. Fidèle à la tradition de *Notre Temps*, Luchoire fait appel aux bonnes volontés pour préparer cette réforme et invite peu importe la « couleur politique » si chacun est d'accord pour remplacer « l'esprit d'excommunication par l'esprit de coopération ».

L'Empire français est l'un des sujets abordés de temps à autre par *Notre Temps*. Les perspectives économiques qu'il laisse entrevoir permettent des commentaires ambitieux sur le prestige national et l'avenir du pays<sup>2479</sup>. Luchoire déclare que les membres de *Notre Temps* se sont prononcés comme des « adversaires de l'impérialisme, mais partisans résolus de l'Empire » à l'été 1933. Le premier serait « une politique et une psychologie » à repousser tandis que le second serait « un fait – et un fait qui reste la base même de la grandeur nationale ». Luchoire refuse tout « anticolonialisme » car l'égalité des peuples ne seraient que billevesées pour « talmudistes » ne connaissant pas l'Afrique ou l'Asie.

« La supériorité du blanc sur l'indigène, en général, n'est point contestable. Et les régimes libéraux qui conviennent à des hommes relativement évolués ne conviennent pas à nos "protégés". »

Le sujet est également décliné sous l'angle international car Luchoire

---

2478 Luchoire, « La réforme de l'Etat », *Notre Temps*, n°609, 05/02/1937.

2479 Luchoire, « Créons notre Empire », *Notre Temps*, n°611, 19/02/1937.

considère que la France devrait un jour consentir à « des sacrifices » afin d'offrir à l'Allemagne les mêmes opportunités de développement.

L'Europe est enfin le troisième pilier du discours de Luchaire en 1937<sup>2480</sup>. Luchaire reprend le titre utilisée par Jacques Kayser<sup>2481</sup> dans *Notre Temps* en 1927 afin d'insister sur la pérennité de l'idée européenne en dépit des événements. Luchaire regrette à ce sujet « la stupide rivalité de deux mystiques apparemment opposées : la mystique démo-marxiste et la mystique "fasciste" ». Il estime que l'Allemagne et l'Italie pourrait être rendue inoffensive grâce à « une diplomatie française adroite » mais l'ombre communiste serait beaucoup plus menaçante.

« Infiniment plus grave [...] est l'ingérence du pseudo-marxisme soviétique dans les affaires intérieures de la France. Nous n'avons tout de même pas en France soixante-douze députés, membres de la majorité gouvernementale, qui prennent docilement leurs consignes à Berlin et à Rome... Nous les avons, qui prennent leurs consignes à Moscou<sup>2482</sup>. »

Luchaire désigne le communisme comme adversaire premier de l'idée européenne aussi le préalable à toute œuvre européenne exigerait « la libération des influences totalitaires qui s'exercent indûment à l'intérieur des pays démocratiques ».

## B. La dérive autoritaire.

Il apparaît dans *Notre Temps* en 1937 quelques traces d'un discours vantant les qualités des régimes dictatoriaux. La situation financière désespérée du journal et son isolement sur la scène politique en sont sans doute les principaux ressorts. Luchaire n'a jamais dédaigné s'adresser à certains pôles politiques considérés par d'autres comme des ennemis héréditaires. Que ce soit dans la rubrique des jeunes de *l'Ere nouvelle* en 1921 face aux étudiants royalistes, ou bien dans *Notre Temps* face aux spiritualistes des *Cahiers* et de la « Jeune Droite », Luchaire a proclamé que le combat ne devait être que temporaire précédant la réunion de la nouvelle génération<sup>2483</sup>. Il donne la parole à Bertrand de Jouvenel en février pour un article qui constitue la première marque de cette radicalisation politique. Celui-ci énumère l'installation de pouvoirs forts depuis 1917 et s'interroge de savoir s'il s'agit de la fin de « l'ère démocratique » alors que ce régime fut longtemps perçu comme « la forme d'organisation à laquelle aboutirait logiquement l'évolution de toutes les nations ». Il lui apparaît que les dictatures sont « des régimes solides » à la tête desquels se trouvent « des administrateurs avisés ». Jouvenel rejette l'idée de faire part d'« émotions » en guise de jugements sur les dictatures et recommande d'en tirer « une leçon ».

« La vérité, c'est que les vainqueurs ont triomphé, non parce qu'ils disposaient de la force, mais parce qu'ils n'en affichaient pas le dégoût. La violence leur a réussi,

---

2480 Luchaire, « L'Europe est une », *Notre Temps*, n°610, 12/02/1937.

2481 Jacques Kayser, « L'Europe est une », *Notre Temps*, n°2, 07/1927.

2482 Luchaire, « L'Europe est une », *Notre Temps*, n°610, 12/02/1937.

2483 Luchaire s'adresse en 1933 à Jean-Pierre Maxence et imagine leurs retrouvailles « du même côté de la barricade » s'il s'avérait que Maxence était réellement « non-conformiste et d'esprit libre ». Luchaire, « Les pseudo-révolutionnaires du nationalisme », *Notre Temps*, n°208, 20/08/1933, col.874.

non par ses effets matériels, extrêmement restreints, mais parce que son emploi était un indice de leur virilité<sup>2484</sup>. »

Il manquerait selon lui « une qualité animale » aux dirigeants démocratiques. Jouvenel prend à cette époque une place croissante au sein du Parti Populaire Français de Doriot. Il montre dans sa conclusion combien il s'est éloigné des valeurs démocratiques.

« Il faudrait rechercher les raisons pour lesquelles le système démocratique sélectionne automatiquement des hommes qui s'effondrent à l'heure de la décision comme ce misérable personnel du syndicalisme et du socialisme allemand qui grelottait devant Hitler<sup>2485</sup>. »

Luchaire offre également un écho aux jeunes radicaux qui se distinguent dans leur opposition à la direction du parti et au Front populaire. Max Vignon, militant des Jeunesses radicales des Alpes-Maritimes, illustre cette attirance pour les régimes autoritaires en fustigeant les « démocraties débonnaires<sup>2486</sup> » qui consacraient l'irresponsabilité politique et la domination des « trusts » sur la nation. Démocratie et radicalisme devraient être « autoritaires et rajeunis où ils périront ». En politique extérieure, la France devrait tendre aux voisins « une main fraternelle » qui devrait être « de fer si la force opprime le droit<sup>2487</sup> ». Le pays n'aurait d'ailleurs rien à craindre puisqu'en l'état il courrait déjà à sa perte. Luchaire fait ensuite l'éloge des dirigeants des Jeunesses radicales socialistes que sont Marcel Sableau, Roland Manescau et Max Vignon à la suite de leurs congrès de Carcassonne<sup>2488</sup>. Il leur reconnaît un « activisme virulent » et des « attaques directes » contre les chefs du Parti après l'assemblée d'octobre 1936. Cette opposition a retenu l'attention de Luchaire car elle vise la direction du parti et parce qu'elle n'hésite pas à remettre en cause les piliers du régime démocratique.

« Enfin, M. Bayet proteste parce que les Jeunesses ont osé parler d'un "fascisme de gauche". Pour M. Bayet, ce fascisme n'existe pas. Pour nous, il se déploie de tous côtés. Quelle différence entre les esprits d'organisation et les esprits de bataille<sup>2489</sup> ! »

Luchaire déclare pour la première fois sa proximité avec ce « fascisme de gauche » déjà vanté en 1928-1929 par Charles-Albert dans *La Volonté* pour identifier ce vers quoi pouvait se tourner les « jeunes équipes ». En 1937 Luchaire le revendique d'abord pour faire face au danger communiste.

« N'empêche que l'on s'est assez battu ici contre le Désordre-Doumergue pour avoir le droit d'applaudir ceux qui entendent s'organiser contre le Désordre-Thorez. »

---

2484 Bertrand de Jouvenel, « L'ère des dictateurs », *Notre Temps*, n°611, 19/02/1937.

2485 *Ibid.*

2486 Max Vignon, « Démocratie autoritaire », *Notre Temps*, n°609, 05/02/1937.

2487 *Ibid.*

2488 Serge Berstein, *Histoire du Parti radical*, t. II, *op.cit.*, p.495 et suivantes.

2489 Luchaire, « Réveil radical », *Notre Temps*, n°617, 20/04/1937.

### C. Une « dérive fasciste » ou les atermoiements d'un caméléon ?

On ne saurait parler d'une « dérive fasciste<sup>2490</sup> » concernant Luchaire. Il n'est pas un idéologue aussi ne peut-il subir de réelle attraction de la part du fascisme ou du national-socialisme. Il se cantonne au rôle de journaliste et sait que sa survie professionnelle nécessite de côtoyer le pouvoir malgré les alternances politiques. En février 1937 il émet des critiques à l'encontre du gouvernement Blum qui aurait mené des réformes nécessaires mais sur un temps trop court<sup>2491</sup>. La matière de ses réflexions est assez pauvre, et l'on est tenté de croire que Luchaire ne dispose plus d'informations de première main glanées dans les couloirs de la Chambre où des ministères et qu'il doit se résoudre à des interprétations personnelles plus ou moins fantaisistes. Il accueille ensuite avec bienveillance le retour de Chautemps à la Présidence du conseil<sup>2492</sup>. Il fait l'éloge du leader radical en rappelant la campagne de dénigrement dont celui-ci fut la cible en 1934. Dans le numéro suivant publié seulement cinq jours plus tard, Luchaire poursuit son panégyrique du nouveau cabinet et adresse cette fois ces compliments au ministre des Finances Georges Bonnet<sup>2493</sup>. La flagornerie de Luchaire prouve s'il en était besoin qu'il reste sourd à toute idéologie. Il explique d'ailleurs très bien la façon dont il conçoit son métier et le rôle de *Notre Temps* après en avoir cité deux extraits.

« Ils fixent une attitude immuable, dont je ne me suis jamais départi, et expliquent les naturelles adaptations tactiques qui s'imposent à un journal soucieux de faire triompher des solutions à travers les plus diverses possibilités offertes à son action. Car doctriner "*in abstracto*" est chose aussi glorieuse qu'inefficace<sup>2494</sup>. »

Luchaire reste en 1937 indéfectiblement attaché à l'idée du désarmement<sup>2495</sup>. Il reproduit l'article du 19 décembre 1933 qui provoqua le départ d'Edouard Pfeiffer<sup>2496</sup> et ajoute qu'il eut à l'époque l'assentiment de Paul-Boncour et de Daladier. Les mesures qu'il préconisait seraient toujours d'actualité et il conviendrait de proposer à l'Allemagne et à l'Italie une limitation des armements pour savoir définitivement s'ils projettent de faire la guerre. L'Allemagne bénéficie encore d'articles positifs tels ceux de Brest et d'Albert Villet. Léon-Marie Brest cite les *Cahiers franco-allemands* décidés à prolonger le briandisme grâce au rapprochement entre les deux pays. Brest estime au passage que l'idée du racisme chez Hitler l'empêcherait d'être « pangermaniste à l'ancienne mode<sup>2497</sup> ». Albert Villet expose quant à lui les avantages pour la société allemande du triptyque « *Kirche, Küche, Kinder*<sup>2498</sup> ».

---

2490 Philippe Burrin, *La dérive fasciste*, op.cit.

2491 Luchaire, « Pause tardive », *Notre Temps*, n°612, 26/02/1937.

2492 Luchaire, « Le ministère Chautemps », *Notre Temps*, n°619, 25/06/1937. L'article n'est pas mentionné sur la couverture du numéro de juin à la suite d'une erreur à l'imprimerie.

2493 Luchaire, « Heureux débuts », *Notre Temps*, n°620, 30/06/1937. Ce numéro de *Notre Temps* ne compte que six articles et deux sont de la main de Luchaire.

2494 Luchaire, « Lettre à Gaston Bergery », *Notre Temps*, n°620, 30/06/1937.

2495 Luchaire, « Le désarmement ? Pourquoi pas ? », *Notre Temps*, n°621, 09/07/1937.

2496 Luchaire, « Clartés européennes », *Notre Temps*, n°85, 19/12/1933.

2497 Léon-Marie Brest, « Du rapprochement franco-allemand », *Notre Temps*, n°620, 30/06/1937.

2498 Albert Villet, « La théorie des trois "K" », *Notre Temps*, n°619, 25/06/1937.



## Chapitre trois. Le dernier acte de *Notre Temps*. 1938-1940.

*Notre Temps* paraît le 25 décembre 1937 sous une nouvelle apparence. Il abandonne le format revue pour revenir à la formule hebdomadaire classique composé de quatre pages de cinq colonnes chacune. *Notre Temps* paraît régulièrement, l'équipe se compose de Luchaire à la direction, Tonarelli à la rédaction en chef et de collaborateurs déjà rencontrés précédemment, Léon-Marie Brest, Guy Zuccarelli, Jean Tabanou, Ida-R Sée et Gilbert Davel. *Notre Temps* publie également les « Lettres de Londres » de Diana Wood et les « Lettres de Berlin » de Jean Belliard. *Notre Temps* « en pleine convalescence<sup>2499</sup> » s'octroie des vacances durant l'été qui se prolongent jusqu'après la crise de Munich. Il reparaît le 14 octobre avant de reprendre définitivement sa formule initiale de 1927 à partir du 30 octobre 1938. Dans cette ultime configuration, l'équipe est quasiment la même, seule différence notable, Georges Suarez est désormais rédacteur en chef. *Notre Temps* se divise en trois parties selon sa première formule hebdomadaire de 1930, « La Jeune Europe » ouvre cette fois la revue puis suivent « L'Etat nouveau » et « La vie de l'esprit ». Cette transformation fait suite à la reprise de la subvention du Quai d'Orsay à hauteur de 20000 Francs<sup>2500</sup>. Encore sous-titré « Revue des générations européennes », *Notre Temps* opte finalement pour la formule « Refaire la France. Faire l'Empire. Unir l'Europe » à partir du 20 novembre 1938. *Notre Temps* interrompt sa publication le 16 juillet 1939 après son numéro 1021, Luchaire étant contraint de rentrer en sanatorium<sup>2501</sup>.

### I. La ligne Luchaire, au service de la paix ou de l'Allemagne ?

A. Construire une politique extérieure sur les ruines du Front populaire.

a) Le rejet définitif du Front populaire.

Luchaire fait preuve à la veille de la guerre d'une continuité remarquable dans sa ligne politique internationale et d'une certaine radicalisation en matière de politique intérieure. Ceci ne l'empêche pas de conserver des rapports cordiaux avec les deux ministères Chautemps qui se succèdent entre juin 1937 et mars 1938 et avec le cabinet Daladier qui prend la suite du second cabinet Blum à partir du 10 avril 1938. La fidélité au pacifisme et la défense d'une politique de conciliation avec l'Allemagne ne sont pourtant guère évidentes tant les événements internationaux conduisent la plupart des observateurs à s'alarmer. Luchaire se trouve en réalité entraîné dans un processus qu'il ne maîtrise plus depuis longtemps. En 1938 les articles importants en matière de politique intérieure se font rares. *Notre Temps* s'intéresse à l'actualité récente concernant le CNE au début du mois de mars. Bonnet a chargé ce dernier de faire des propositions à la Chambre pour répondre au

---

2499 « Repos », *Notre Temps*, n°644, 15/07/1938.

2500 F7 15327, interrogatoire de Jean Luchaire, Nice, 02/07/1945, p.16.

2501 *Les procès de la collaboration*, op. cit. p.354 et p.368.

déficit de la Balance commerciale en matière agricole et pour protéger « l'industrie et le commerce de la chaussure<sup>2502</sup> ». Jean Tabanou<sup>2503</sup>, qui signe désormais les articles de première page aux côtés de Luchaire, reprend le discours convenu en faveur de l'élargissement des pouvoirs du CNE. Il prend l'exemple de la loi de quarante heures et considère que les lois votées avec des objectifs politiques immédiats entreraient parfois en contradiction avec les impératifs économiques. Suivant une argumentation courante, il présente un personnel politique incapable de prendre en compte les données économiques essentielles car il tendrait à seulement satisfaire les attentes de son électorat. Il serait donc nécessaire de créer une Chambre économique qui représenterait « toutes les formes de l'activité nationale » et contrebalancerait le poids du politique. Malheureusement l'auteur ne s'explique pas sur les modalités de fonctionnement de ces deux chambres et se contente d'évoquer des généralités quant à leurs prérogatives respectives.

Luchaire critique désormais ouvertement la politique sociale suivie par le Front populaire en l'accusant d'avoir « anémié la production nationale, réduit le nombre d'heures de travail, [...] accru le déséquilibre de la balance commerciale, diminué le stock d'or de la Banque de France<sup>2504</sup> ». Il évoquait déjà « les porte-paroles de Staline<sup>2505</sup> » en janvier de cette année et identifie les réformes du Front populaire à des menées étranges.

« Car la politique sociale démagogique du communisme n'est chez nous qu'un des instruments de la diplomatie moscovite<sup>2506</sup>. »

Une fois encore la politique internationale prime dans son jugement. Il fustige « la criminelle audace de ces extrémistes qui prônent l'intervention en Espagne<sup>2507</sup> » et identifie le Front populaire aux dangers que ferait courir le communisme en Europe. Luchaire condamne « les antifascistes de tous poils actuellement alliés avec les communistes sous le signe du Front Populaire *über alles*<sup>2508</sup> ». *Notre Temps* témoigne de sa déception lorsque Blum revient au pouvoir avec un gouvernement de Front Populaire. Luchaire projette alors l'épouvantail communiste. Tandis que « la plupart des leaders communistes » seraient aux ordres de Staline, il décrit les soutiens du cabinet Blum comme « des hommes qui, à l'issue des conseils de cabinet ou de ministres, auraient à rédiger des rapports à l'adresse du chef d'un gouvernement étranger<sup>2509</sup> ». Il salue cependant la nomination de Paul-Boncour au Quai d'Orsay. Luchaire soutient tous les promoteurs d'une politique d'apaisement. Avec Chautemps, Bonnet et Paul-Boncour, le directeur de *Notre Temps* entretient une fidélité qui n'est pas seulement politique car ces personnalités lui ont également offert les moyens nécessaires à la survie de son entreprise.

---

2502 Jean Tabanou, « Le conseil national économique », *Notre Temps*, n°633, 04/03/1938.

2503 Il signe à 19 reprises entre janvier 1938 et janvier 1939. Il est militant du parti radical et l'auteur de *L'œuvre municipale du parti radical et radical-socialiste*, 1935, Comité ex. du Parti radical et radical-socialiste, 24 p.

2504 Luchaire, « Un débat, hélas, inutile », *Notre Temps*, n°633, 04/03/1938.

2505 Luchaire, « Camille Chautemps au pouvoir », *Notre Temps*, n°630, 28/01/1938.

2506 Luchaire, « Un débat, hélas, inutile », *Notre Temps*, n°633, 04/03/1938. La phrase est en capitales d'imprimerie.

2507 *Ibid.*

2508 *Ibid.*

2509 Luchaire, « La crise française », *Notre Temps*, n°635, 18/03/1938.

b) Une Allemagne légitimement dynamique face à une France affaiblie.

Lorsque l'on examine la politique extérieure défendue par *Notre Temps* durant la période 1938-1939 on peut d'abord la rattacher au pacifisme. Pour autant, il nous faut d'abord rejeter l'idée d'un engagement ultra-pacifiste chez Luchaire. Comme il l'a déjà expliqué à plusieurs reprises depuis 1935, la « paix de fait » est toujours préférable au respect des engagements internationaux lorsque ceux-ci compromettent la stabilité européenne. Le directeur de *Notre Temps* ne suit donc pas une doctrine mais bien une tactique fluctuante selon les événements. Luchaire semble se positionner comme si l'Europe était revenue à la veille de la Grande guerre et qu'il était possible de garantir la paix sur le continent grâce à une série d'arrangements. Il conserve cette vision en février 1938 en niant toute utilité à la SDN.

« Ce n'est point en affirmant une fidélité idéologique – nécessaire, probe mais inopérante – à la Société des Nations qu'on résoudra le problème posé par les dynamismes allemand, italien et japonais<sup>2510</sup>. »

Luchaire ne professe pas non plus une fidélité indéfectible envers la paix. Il admet ainsi en décembre 1937 devoir faire une entorse à sa « doctrine » pacifiste en considération des dangers que représenterait le Japon. Il établit une « hiérarchie des valeurs » en haut de laquelle trône « la civilisation occidentale » et enjoint les dictatures et les démocraties de s'unir pour faire face à la menace japonaise.

« Si l'Occident n'empêche pas le Japon de conquérir la Chine, quel que soit le moyen à employer pour y parvenir, la crise économique qu'engendrera à très brève échéance en Europe la fermeture du marché chinois provoquera une guerre fratricide<sup>2511</sup>. »

Pour autant Luchaire se prononce toujours de manière à empêcher la participation de la France à un conflit sur le continent. L'accélération des événements à partir de mars 1938 conduit Luchaire à minimiser et justifier un à un les coups de butoirs hitlériens. Au lendemain de l'*Anschluss* l'Europe bouleversée regarde avec anxiété la guerre se rapprocher. Mais le directeur de *Notre Temps*, quoique grave, se veut rassurant. L'Allemagne serait désormais « trop occupée pendant de longs mois à "digérer" l'Autriche<sup>2512</sup> ». Trois idées forment alors le discours de Luchaire : il minimise le geste allemand, il rejette la responsabilité sur les adversaires potentiels de l'Allemagne, il encourage enfin la France à reprendre confiance en elle. Ainsi Berlin aurait « fourni à la Pologne des assurances réitérées quant aux frontières polono-allemandes » et Hitler aurait rappelé « qu'il considère l'actuelle frontière franco-allemande comme limite définitive du Reich au Sud<sup>2513</sup> ». Luchaire garde un ton apaisant au début du mois d'avril.

---

2510 Luchaire, « A la croisée des chemins », *Notre Temps*, n°632, 18/02/1938. Il faut remarquer la mise en opposition des adjectifs « nécessaire » et « inopérante » qui symbolise chez lui la préférence du fait au détriment du principe.

2511 Luchaire, « L'Occident va-t-il vers le suicide ? », *Notre Temps*, n°628, 25/12/1937. La phrase est en capitales d'imprimerie.

2512 Luchaire, « La crise française », *Notre Temps*, n°635, 18/03/1938.

2513 *Ibid.*

« Hitler n'est pas pressé d'ajouter à son exploit autrichien un exploit sudète<sup>2514</sup>. »

Non seulement Luchaire tempère la crainte de ses concitoyens mais il identifie l'origine du mal ailleurs qu'en Allemagne.

« Enfin, si la Tchécoslovaquie ne témoigne pas trop d'intransigeance à l'égard des populations sudètes, il ne semble pas qu'elle ait à craindre quoi que ce soit de l'Allemagne d'ici assez longtemps<sup>2515</sup>. »

L'apaisement qu'il perçoit viendrait de ce que Prague se résoudrait à abandonner « une politique autoritaire dont les fruits se sont avérés empoisonnés<sup>2516</sup> ». Luchaire se félicite que le gouvernement tchèque se résolve à « donner aux populations germaniques qu'il domine les libertés et les garanties dont il eut été sage d'assurer l'application... depuis quinze ans<sup>2517</sup> ». On peine à trouver sous la plume de Luchaire des termes négatifs lorsqu'il évoque la politique extérieure hitlérienne. L'Allemagne représente à ses yeux une telle dose d'énergie que rien ne saurait lui être refusé. Le discours concernant la France se veut volontariste. Luchaire admet qu'il faut « déplorer » le « nouvel équilibre des forces en Europe créé au détriment français par la dernière initiative hitlérienne<sup>2518</sup> ». Mais à côté des 75 millions d'Allemands réunis depuis l'*Anschluss*, la France pourraient compter « 100 millions » de citoyens à condition de développer « son potentiel national et impérial, qu'il s'agisse de potentiel militaire, de potentiel économique, de potentiel moral<sup>2519</sup> ». Luchaire approuve la décision du cabinet Blum d'augmenter l'effort d'armement mais cela lui semble insuffisant. La France devrait s'aider elle-même afin d'augmenter son prestige international.

« La première est de se sentir uni, soulevé par un élan unanime. [...] Je parle d'une réunion d'hommes d'action, associés autour d'un programme de travail positif préalablement établi<sup>2520</sup>. »

Luchaire recommande à la France de se remettre au travail, une préoccupation qui se serait amoindrie « depuis deux ans ». Luchaire ratiocine en expliquant qu'il ne s'agit pas de remettre en cause les « lois sociales » récentes mais d'améliorer l'organisation de la production afin d'augmenter « le rendement horaire de l'ouvrier<sup>2521</sup> ». Luchaire ne critique pas seulement à mots couverts la politique sociale du Front populaire, il entend également insister sur un constat de faiblesse de la France vis-à-vis de l'Allemagne. Il rappelle que les Français seraient opposés à l'idée de « défendre les frontières tchèques ». Et s'il fallait se résoudre à défendre les intérêts français, le citoyen craindrait « une disproportion trop grande<sup>2522</sup> » entre l'Allemagne et la France. Il avertit ses lecteurs en ce sens dès le lendemain de l'*Anschluss*.

---

2514 Luchaire, « Salut de la France et travail français », *Notre Temps*, n°636, 01/04/1938.

2515 Luchaire, « La crise française », *Notre Temps*, n°635, 18/03/1938.

2516 Luchaire, « Salut de la France et travail français », *Notre Temps*, n°636, 01/04/1938.

2517 *Ibid.*

2518 Luchaire, « La crise française », *Notre Temps*, n°635, 18/03/1938.

2519 *Ibid.*

2520 Luchaire, « Salut de la France et travail français », *Notre Temps*, n°636, 01/04/1938.

2521 *Ibid.*

2522 *Ibid.*

« La France ne sera pas en mesure d'envisager une conflagration internationale tant que sa balance commerciale demeurera passive d'une vingtaine de milliards par an<sup>2523</sup>. »

Luchaire n'a de cesse d'évoquer « une démission de la France » qui consiste en « l'abaissement de sa production<sup>2524</sup> » créant le risque de faire de la France « la proie désignée de voisins plus dynamiques ». Luchaire se montre finalement satisfait de la chute du second cabinet Blum. Le retour de Daladier à la Présidence du conseil et la nomination de Bonnet au Quai d'Orsay lui inspirent confiance. Leur arrivée aurait provoqué un « choc psychologique » puis « une nette amélioration de la situation générale ». Alors que « la diplomatie "Front Populaire" créait à Londres de l'inquiétude et à Rome de l'irritation », les débuts de Georges Bonnet auraient été « apaisants dans les deux capitales voisines ». Après avoir rendu longuement hommage à Bonnet Luchaire conclut au retour de « la vraie paix » qui serait « celle du consentement mutuel étayé sur l'association des intérêts en présence<sup>2525</sup> ».

c) Une interprétation très personnelle de la diplomatie française.

Luchaire s'engage dans une promotion appliquée de la diplomatie française sous l'égide de Georges Bonnet avec cependant une interprétation assez personnelle de ses tenants et aboutissants. La conférence de Londres des 18 et 19 avril 1938 avait pour objectif de fortifier l'entente avec la Grande-Bretagne mais les résultats s'avèrent bien maigres. Lord Halifax y définit la nouvelle politique anglaise, celle d'*appeasement*, dont témoigne la signature des Accords de Pâques<sup>2526</sup> avec l'Italie. La Grande-Bretagne refuse de garantir l'indépendance de la République tchèque.

*Notre Temps* commente le voyage de Daladier et Bonnet à Londres et se félicite du renforcement de l'Entente cordiale<sup>2527</sup>. Luchaire répète à l'envi que Londres n'accepterait pas d'autres engagements que ceux contractés sur le Rhin. Fin mai Luchaire est à Londres, il rend compte de « l'action si intelligemment et si fermement conduite par M. Georges Bonnet », laquelle déterminerait une « nouvelle nature de l'entente cordiale<sup>2528</sup> ». Plutôt que de choisir l'affrontement avec l'Allemagne, Bonnet aurait reconnu que Berlin « pouvait se préoccuper du statut des Sudètes », l'objectif étant de persuader Prague « d'opérer un *modus vivendi* avec ses minorités ». Ainsi Bonnet aurait « considéré les faits tels qu'ils sont dans la pratique et non tels qu'ils devraient être dans les papiers signés ». Luchaire vante le choix de trouver « une solution de bon sens et non l'application automatique d'un droit formel<sup>2529</sup> ». En juin Luchaire a une curieuse façon de commenter la visite

---

2523 Luchaire, « La crise française », *Notre Temps*, n°635, 18/03/1938.

2524 Luchaire, « Redressement de la France ? », *Notre Temps*, n°637, 29/04/1938.

2525 *Ibid.*

2526 La Grande-Bretagne s'engageait à obtenir la reconnaissance de l'annexion de l'Éthiopie à la SDN en échange du soutien italien de l'indépendance autrichienne. France. Commission de publication des documents diplomatiques français, Documents diplomatiques français. 1940, tome I, (1er janvier-10 juillet), Peter Lang, 2004, p.606.

2527 Luchaire, « L'entente cordiale est au summum », *Notre Temps*, n°638, 13/05/1938.

2528 Luchaire, « Nouvelle nature de l'entente cordiale », *Notre Temps*, n°639, 27/05/1938.

2529 Luchaire, « Nouvelle nature de l'entente cordiale », *Notre Temps*, n°639, 27/05/1938.

prochaine de Georges VI d'Angleterre<sup>2530</sup>. Il cite un ami allemand admirateur de la France et « qui n'est point étouffé par le goût de la guerre » :

« "Après leur couronnement les Souverains britanniques ont l'habitude de visiter la colonie anglaise la plus chère à leur cœur. Telle est la raison de leur voyage à Paris." »

Il nous est impossible de savoir si cette citation provient réellement d'un « ami » allemand, peut-être peut-on y voir le style de déclarations qu'aurait pu prononcer Abetz pour décrédibiliser les relations franco-anglaises. Luchaire fait mine de ne pas se laisser impressionner et félicite la diplomatie française. Car Luchaire accorde moins d'importance à la politique anglaise suivie par Bonnet qu'à celle de conciliation avec l'Allemagne. La paix, qui « ne s'identifi[e] pas nécessairement avec les Traités », serait toujours possible « quoiqu'en pensent certains pessimistes incorrigibles ou certains excités pour lesquels Satan-Hitler conduit invinciblement l'Europe à la guerre ». Luchaire fait remarquer au passage que l'Allemagne et l'Italie seraient « plus socialisées que n'a failli le devenir la France de feu Front Populaire », une manière de rappeler ses divergences de vues avec la gauche antifasciste. Le fait que Luchaire vante l'alliance avec Londres pourrait surprendre si l'on omettait de montrer qu'elle ne doit en aucun cas gêner l'Allemagne.

« En fait, l'opinion britannique n'est pas disposée à envisager la guerre pour que la Tchécoslovaquie conserve les Sudètes, pour que la Belgique conserve les quelques germains qu'elle a incorporés en 1919, pour que les Danois en fasse autant, pour que les polonais conservent une souveraineté qui coupe l'Etat allemand en deux tronçons<sup>2531</sup>. »

Luchaire considère depuis toujours que l'Allemagne est soumise à un processus historique qui lui commande de trouver des débouchés pour son peuple. Ainsi la politique allemande « devait se développer fatalement en trois phases » ; l'affranchissement du Traité de Versailles, la réunion des peuples germaniques et la conquête de nouveaux marchés. La doctrine pacifiste de Luchaire est toute entière construite sur ce schéma considéré comme inéluctable.

« Il en est ainsi parce que les exigences vitales de l'Allemagne sont incompressibles<sup>2532</sup>. »

L'opinion anglaise craindrait tout de même le renforcement de la puissance allemande car cela les amènerait à discuter des débouchés coloniaux. L'axe Londres-Paris serait suffisamment fort pour n'avoir pas à « craindre une conversation avec l'Allemagne sur n'importe quel sujet ». France et Grande-Bretagne devraient proposer un solde définitif correspondant à tout ce que les démocraties peuvent accepter et négocier en échange d'un pacte de désarmement multilatéral.

---

2530 Luchaire, « L'axe Londres-Paris », *Notre Temps*, n°641, 24/06/1938.

2531 *Ibid.*

2532 *Ibid.*

## B. Une revue munichoise.

### a) Les accords de Munich : le retour à une normalité selon *Notre Temps*.

*Notre Temps* interrompt sa publication après son numéro du 15 juillet 1938. Le journal « en pleine convalescence, après une assez longue période de malaise » profite d'une période de « stagnation de la vie politique<sup>2533</sup> » pour prendre un peu de repos et donne rendez-vous à ses lecteurs le 16 septembre. Lors de sa réparation le 14 octobre Luchaire explique que la rapide succession d'événements avant et après les accords de Munich auraient retardé sa sortie. Luchaire a relaté dans sa déposition les contacts entretenus peu avant la signature des Accords de Munich.

« Dans les huit jours qui précédèrent la conférence du même nom [Munich], Abetz vint à Paris et reprit avec moi les contacts interrompus depuis si longtemps. A ses yeux, comme aux miens, il fallait éviter le conflit menaçant ; je fis de mon mieux pour ma part auprès de mes amis politiques, notamment auprès de Georges Bonnet, Ministre des Affaires étrangères, Eugène Frot, Gaston Bergery, Anatole de Monzie et Pierre-Etienne Flandin. Ces efforts ne furent pas vains, comme on put le constater la semaine suivante<sup>2534</sup>. »

Bonnet aurait alors demandé à Luchaire « de rester en contact avec Abetz pour des sondages officieux auprès de M. von Ribbentrop », ce que Luchaire aurait fait en adressant « quelques indications confidentielles » au Quai d'Orsay. Le dossier d'instruction du procès Luchaire contient deux extraits de ces notes conservées sous la forme de reproductions annotées par les services police. Ils montrent Luchaire faisant écho de l'état d'esprit de Ribbentrop et Hitler selon des informations transmises par Abetz. Constitués comme des preuves à charge, ils ne font apparaître que l'empressement de Luchaire à témoigner des bons sentiments de Ribbentrop et Hitler envers Daladier et Bonnet<sup>2535</sup>.

Luchaire bénéficie alors de la reprise graduelle de la subvention ministérielle jusqu'à hauteur de 20 000 francs par mois avec pour objectif de faire de *Notre Temps* le pendant munichois de *L'Europe nouvelle*<sup>2536</sup>. Ceci renforce considérablement le journal car la publication était encore irrégulière les mois précédents. Luchaire soutient donc la politique de Bonnet dès la réparation de *Notre Temps*.

« Cette crise était inévitable. Ceux qui, aujourd'hui, le péril étant conjuré, en jugent l'issue peu glorieuse pour la France n'ont qu'à jeter un bref regard sur le passé<sup>2537</sup>. »

Cependant son interprétation justifie avec énergie l'appétit impérialiste de l'Allemagne. La France paierait « les fautes commises » alors que le peuple refuserait la guerre « non par peur mais par mauvaise conscience<sup>2538</sup> ». Luchaire

---

2533 « Repos », *Notre Temps*, n°644, 15/07/1938.

2534 F7 15327, Interrogatoire Luchaire, Nice, 02/07/1945, p.16.

2535 F7 15327, « Daladier et Bonnet inspiraient confiance à Hitler en 1938 » ; « Von Ribbentrop approuvait, en 1938, l'attitude de Georges Bonnet », 21/10/1938.

2536 F7 15327, Interrogatoire Luchaire, Nice, 02/07/1945, p.16.

2537 Luchaire, « Maintenant au travail », *Notre Temps*, n°645, 14/10/1938.

2538 *Ibid.* En capitales d'imprimerie.

affirme que le refus de guerre était l'avis de « huit français sur dix » ce qui rendait impossible toute manœuvre militaire. Il admet qu'il faudrait s'insurger « contre les procédés de violence employés par l'Allemagne hitlérienne », pour autant la mainmise sur une partie du territoire tchécoslovaque ne lui paraît pas injuste.

« Mais chacun, aussi, avait compris que l'Allemagne exigeait la restitution d'un bien sur lequel elle avait des titres humains imprescriptibles et que "grosso modo", jouait en sa faveur ce fameux droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au nom duquel, de 1914 à 1918, tant de millions d'hommes avaient accepté de mourir. »

Luchoire revient sur les « fautes » commises par la France et cite ses articles tirés de *Vita* du 28 mai 1919 et de *Notre Temps* du 28 juin 1936, la victoire diplomatique du Reich confirmant son analyse de toujours.

« [...] les Accords de Munich viennent de mettre un terme définitif à vingt années d'illusions internationales grâce auxquelles la France [...] avait cru pouvoir imposer au continent européen un "statu quo" territorial partiellement injuste et un équilibre politique à son avantage exclusif<sup>2539</sup>. »

Luchoire affirme avec fougue qu'il aurait défendu la paix aux côtés des partisans de la détente ; Bergery, Eugène Frot, Deschizeaux, Mistler, le Président Bérenger et Henri Haye. La semaine suivante Luchoire cite Pierre Dominique qui analyse dans *La République* le retour de la sphère d'influence française vers l'océan. Il s'appuie également sur un article de *Paris-Soir* et affirme qu'aux « dramatiques heures de Berchtesgaden et de Munich, notre pays ne pouvait ni se défendre contre une attaque aérienne allemande, ni même riposter<sup>2540</sup> ». Il cite des chiffres très peu précis selon lesquels l'aviation française serait inférieure dans un rapport de 1 à 10 ou même de 1 à 100 à l'aviation allemande. Il peut ainsi facilement réfuter la thèse des antimunichois selon laquelle la fermeté française aurait fait reculer Hitler.

#### b) Polémiques avec les antimunichois.

Fin octobre *Notre Temps* paraît de nouveau sous forme de revue avec une composition identique à celle de l'été 1930. Luchoire s'attache à retracer longuement les événements des mois de septembre et octobre apportant sur ceux-ci une interprétation marquée tant par le pacifisme que par un renoncement dicté par des circonstances jugées défavorables<sup>2541</sup>. A lire cet article on repense au jugement de Pierre Bernus prononcé dans le *Journal des Débats* en octobre 1932 tant il est vrai que Luchoire n'a pas modifié son regard sur le voisin allemand.

« Il est certain que la politique de M. Luchoire consiste pour la France, sous menace de guerre et de désastre, à céder à toutes les pressions de l'Allemagne et à permettre à celle-ci, pour commencer, de s'emparer des terres polonaises qu'elle convoite<sup>2542</sup>. »

Luchoire dénonce fin novembre « la fameuse "croisade des démocraties" contre les dictatures » et appelle de ses vœux « une "croisade de l'Occident" contre

---

2539 Luchoire, « Maintenant au travail », *Notre Temps*, n°645, 14/10/1938.

2540 Luchoire, « On attend une politique », *Notre Temps*, n°646, 21/10/1938.

2541 Luchoire, « Comment la paix fut sauvée », *Notre Temps*, n°647, 30/10/1938.

2542 Pierre Bernus, « Une dernière réponse ? », *Le Journal des Débats*, n°293, 21/10/1932, p.1.



la première phase de "l'invasion jaune" ». Selon Luchaire, les grandes démocraties pourraient facilement s'entendre sur ce point avec l'Allemagne et l'Italie à conditions qu'elles placent « leurs intérêts au-dessus de leurs idéologies<sup>2543</sup> ». Une telle alliance permettrait alors idéalement le règlement « de toutes les querelles européennes<sup>2544</sup> ».

Luchaire se fait le défenseur de la fermeté du gouvernement et interprète les grèves de décembre 1938 comme la trace d'une influence moscovite destinée à empêcher le gouvernement de mener une politique de paix. Luchaire dénonce l'existence d'un complot et recommande la lecture du dernier ouvrage de Pierre Dominique<sup>2545</sup>. Dominique distingue un « parti de la guerre » que composeraient « *L'Humanité*, *l'Époque* de Kerillis, *L'Ordre* avec Buré, *L'Aube* avec Bidault, *L'Europe nouvelle* avec Pertinax, *La Lumière* avec Bayet, tandis que *Le Peuple* appuie le mouvement », liste à laquelle Luchaire ajoute « l'hebdomadaire de combat de Bernard Lecache : *Le Droit de Vivre*<sup>2546</sup> ». Si l'opposition est vive entre les partisans et adversaires de la politique de Bonnet, la polémique prend bientôt une tournure plus personnelle pour Luchaire. A la fin de l'année *Notre Temps* se félicite de la signature à Paris des Accords Bonnet-Ribbentrop que les « indécentes campagnes<sup>2547</sup> » des antimunichois n'auraient pas réussi à ternir. Luchaire peut évoquer à Noël un « redressement diplomatique<sup>2548</sup> » mais il doit cependant répondre aux accusations portées dans la presse contre « les amis de M. von Ribbentrop » et touchant en particulier Otto Abetz<sup>2549</sup>. Il reproduit un passage du *Droit de Vivre* du 19 décembre lequel accuse Abetz de se montrer à la fois comme touriste et comme agent de Ribbentrop et de distribuer une « manne bienfaitante<sup>2550</sup> » à certains journaux français. Luchaire défend sans réserve la probité d'Abetz. *Notre Temps* reproduit la semaine suivante une lettre de Brossolette au *Droit de vivre* dans laquelle il se montre particulièrement incisif. Là encore Luchaire affronte courageusement la critique et reproduit la lettre de Brossolette adressée à Bernard Lecache.

« Vous voulez rire : il y a beau temps que personne ne répond plus à Jean Luchaire. Pour répondre, il faudrait d'ailleurs que je lise *Notre Temps* : mais n'allez tout de même pas me demander ça ! Un simple conseil à Jean Luchaire : qu'il laisse donc tranquilles ceux qui, en d'autres temps, ont été ses amis. Ce serait beaucoup plus sage. Et il a tant d'autres façons de mériter la faveur de M. Georges Bonnet<sup>2551</sup>. »

Ce témoignage à lui seul en dit long sur l'image de Luchaire auprès de ses anciens amis. Luchaire reproche en réalité à Brossolette d'avoir renié son engagement briandiste et d'apporter sa collaboration à Pertinax, « l'adversaire le plus

---

2543 Luchaire, « Les entretiens franco-anglais », *Notre Temps*, n°651, 27/11/1938.

2544 *Ibid.* En capitales d'imprimerie.

2545 Pierre Dominique, *Après Munich veux-tu vivre ou mourir ?*, Delamain et Boutelleau, 1938.

2546 Luchaire, « Les vrais motifs de la grève », *Notre Temps*, n°652, 02/12/1938.

2547 Luchaire, « L'accord franco-allemand », *Notre Temps*, n°653, 09/12/1938.

2548 Luchaire, « Redressement diplomatique », *Notre Temps*, n°655, 25/12/1938.

2549 Jean Luchaire, « Un mot personnel », *Notre Temps*, n°655, 25/12/1938, col.400.

2550 « Révélations sur les amis de M. von Ribbentrop », *Le Droit de vivre*, 19/12/1938, cité par Luchaire.

2551 *Le Droit de Vivre* du 31/12/1938 reproduit dans « Deux lettres », *Notre Temps*, n°656, 08/01/1939.

acharné, le plus vipérin, du grand disparu ». Luchaire répond à l'accusation d'être au service de Bonnet en disant de Brossolette qu'il fut parmi ceux « chargés par un gouvernement d'être leur truchement officiel entre lui et le public » tout en s'érigeant « sur d'autres tribunes en censeurs systématiquement malveillants de ce même gouvernement ». Plutôt que de « manger à deux râteliers<sup>2552</sup> » Luchaire indique qu'il préfère se contenter d'un seul. Dès le mois de novembre 1938 *La Lumière* publie des articles en première page qui dénoncent « la propagande hitlérienne en France<sup>2553</sup> » puis « Le réseau secret de l'espionnage nazi en France<sup>2554</sup> ». La campagne se poursuit le 16 puis le 23 décembre. En dénonçant « le scandale de la presse vendue à Hitler » le journal de Georges Boris ne se prononce pas seulement contre la politique de Bonnet elle soupçonne ses partisans d'être corrompus. Luchaire prend une dernière fois la plume afin de défendre son ami Abetz lorsqu'il est jugé indésirable sur le territoire à l'été 1939<sup>2555</sup>. Claude Lévy a montré l'avalanche de soupçons qui s'abattent alors sur *Notre Temps*<sup>2556</sup>. La rubrique « A mots ouverts » est créée le 29 janvier 1939 pour répondre aux campagnes de presse dirigées contre la politique de Bonnet<sup>2557</sup>. Elle n'est pas signée et aborde parfois des sujets annexes mais elle apporte une vive contradiction à Georges Valois et *Nouvel Age*<sup>2558</sup>, à *La Lumière*, à *L'Epoque* d'Henri de Kerillis ainsi qu'à Pertinax de *L'Europe nouvelle*. Luchaire raille les adeptes de « la formule, déjà périmée, de "l'antifascisme" » et de la dénonciation d'une « "régression morale" » en face d'une « contagion fasciste<sup>2559</sup> ». Ces « démocrates extrémistes » seraient « éminemment contaminés par la psychose de violence » car ils ne penseraient « contrebattre les dictatures qu'avec la mise en œuvre de violence active ». Il soutient invariablement que « diviser irrémédiablement l'Europe en deux blocs idéologiques » revient à « rendre inévitable une guerre qui jetterait le vieux continent à la merci de futurs envahisseurs asiatiques ». S'il arrive à Luchaire de dénoncer un danger, celui-ci provient de l'Italie, du communisme ou des États asiatiques. Il envisage certes les menaces que « les dictatures » feraient peser sur les intérêts français mais il n'accuse jamais nommément l'Allemagne, laquelle constitue invariablement moins une dictature qu'un pays « dynamique ». Il recommande de « négocier à Burgos et à Berlin » pour endiguer « les entreprises italiennes » lesquelles seraient « les plus immédiatement dangereuses pour la France et pour la paix ». Plutôt que d'attendre il faudrait « prendre l'offensive » d'une négociation d'ensemble pour un plan d'exploitation commune de l'Europe. Il reproduit un papier de Déat publié dans *La Justice* du 16 janvier. Déat y recommande de proposer aux dictatures comme aux pays européens « un statut nouveau des relations économiques, un plan de

2552 Jean Luchaire, « Un mot personnel », *Notre Temps*, n°655, 25/12/1938, col.400.

2553 « La propagande hitlérienne en France », *La Lumière*, n°601, 11/11/1938.

2554 « Le réseau secret de l'espionnage nazi en France », *La Lumière*, n°605, 09/12/1938.

2555 Jean Luchaire, « "L'Affaire Abetz" », *Notre Temps*, n°1021, 16/07/1939.

2556 Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps*, op. cit, p.26-27. Il cite *L'Epoque*, *La Lumière*, *Aux Ecoutes* et *Ce soir* sous la plume de Paul Nizan.

2557 Elle perdure jusqu'au 12 mars et apparaît une dernière fois le 30 avril 1939.

2558 Valois estime dans *Nouvel Age* du 23 février que *Notre Temps* est sensible au « fascisme ploutocratique ».

Il écrit encore que Luchaire « est un des rares hommes, en relations avec les puissances occultes, qui n'ait pas cherché à [le] tromper ». « A mots ouverts », *Notre Temps*, n°1003, 26/02/1939.

2559 Luchaire, « Offensive constructive », *Notre Temps*, n°998, 22/01/1939.

répartitions des matières premières, un plan d'exploitation des pays d'outre-mer par des compagnies internationales placées sous le contrôle des Etats participants<sup>2560</sup> ». Là encore la question se pose de savoir comment la France soumise au « dynamisme » pour ne pas dire à la violence latente des dictatures pourrait négocier un tel partage. Luchaire et Déat semblent nier les rapports de force inscrits dans les relations internationales. Peut-il s'agir d'ingénuité ou bien d'un pacifisme extrême à cours d'arguments plausibles ? Il semblerait davantage que, dans son cas, Luchaire est contraint d'évoquer des explications de plus en plus confuses pour éviter de mettre à mal le partenaire allemand.

Luchaire se montre persuadé que Berlin « ne cherche nullement à s'étendre à l'ouest de l'Europe<sup>2561</sup> ». Il rappelle la signification de l'accord du 6 décembre qui serait un pacte solennel pour « enterrer leurs querelles séculaires ». Il commente ensuite le discours d'Hitler prononcé le 30 janvier. Il n'en retient que les passages ayant trait à la collaboration militaire avec l'Italie et se garde d'interpréter les menaces de destruction prononcées contre les Juifs. Plus encore il ratiocine avec une telle mauvaise foi qu'il en arrive à la conclusion suivante.

« L'Allemagne hitlérienne ne veut pas la guerre. Elle ne l'envisage même pas pour réaliser ses revendications coloniales<sup>2562</sup>. »

Luchaire poursuit dans le même temps sa mise en valeur du travail de Georges Bonnet. Il réfute les allégations des « "antimunichois" » qui distinguent nettement dans leurs appréciations le Président du Conseil de son ministre des Affaires étrangères. Et Luchaire d'affirmer que l'alliance avec la Grande-Bretagne « est en propre l'œuvre de M. Georges Bonnet<sup>2563</sup> ». Luchaire s'avère infatigable dans la contradiction apportée aux adversaires de Bonnet. Il dénonce « le parti-pris systématique » et « l'incroyable malhonnêteté intellectuelle<sup>2564</sup> » de *L'Europe nouvelle* et de *L'Epoque* en soutenant les voyages de Fernand de Brinon à Berlin et de Paul Baudoin à Rome. Le directeur de *Notre Temps* glisse au passage qu'il a lui-même déjà été chargé d'une mission secrète. Le mois de mars est celui de l'habituel hommage à Aristide Briand pour lequel un discours de Bonnet à Gourdon offre à Luchaire l'occasion d'un parallèle facile<sup>2565</sup>.

c) Luchaire immuable après l'annexion de la Tchécoslovaquie.

Au lendemain de l'entrée des troupes allemandes à Prague, Luchaire se fait fort d'expliquer que « l'inévitable a fini par se produire<sup>2566</sup> ». Il y voit une justification *a posteriori* des Accords de Munich alors que les « nationaux versaillais et [les] Don Quichotte démocrates » voulaient entraîner la France dans la guerre. Mais il interprète également cet événement comme une erreur de l'Allemagne.

« L'Histoire dira peut-être un jour que la date du 15 mars 1939 aura été plus

---

2560 *Ibid.*

2561 Luchaire, « Agissons à Berlin », *Notre Temps*, n°999, 29/01/1939.

2562 Luchaire, « Et maintenant, agissons à Burgos », *Notre Temps*, n°1000, 05/02/1939.

2563 Luchaire, « Sur l'Alliance Cordiale », *Notre Temps*, n°1001, 12/02/1939.

2564 Luchaire, « De l'usage des émissaires », *Notre Temps*, n°1003, 26/02/1939.

2565 Luchaire, « De Gourdon à Gourdon », *Notre Temps*, n°1004, 05/03/1939.

2566 Luchaire, « Le Troisième Reich à Prague », *Notre Temps*, n°1006, 19/03/1939.

fatale au Troisième Reich qu'à la Tchécoslovaquie elle-même. Car ce jour aura vu l'entrée du ver étranger dans le fruit homogène hitlérien<sup>2567</sup>. »

Luchaire semble vouloir mettre en relief la responsabilité allemande.

« Depuis le 15 mars, la victime de Versailles a dépassé le but et repris figure d'opresseur, de danger public, voire de nation de proie<sup>2568</sup>. »

Le Reich serait désormais confronté aux « forces morales » qui l'avaient soutenu jusque-là. Luchaire semble désabusé et décidé à dénoncer l'injustice que constitue l'annexion tchécoslovaque. Il relaie ensuite le discours de Daladier prononcé à la radio et insiste sur les passages qui mettent en exergue l'identité françaises et ses valeurs. Luchaire reconnaît en conclusion que « la différence des consciences apparaît en pleine lumière ». Enfin ! a-t-on envie d'ajouter tant Luchaire a jusque là évité d'aborder les fondements philosophiques ou plus simplement moraux qui guident ordinairement l'action politique. Mais on aurait tort d'attendre de sa part une mise en concurrence entre elles ou même la mise en place d'une échelle de valeurs.

« Ces différences peuvent-elles encore s'articuler les unes aux autres pour former une harmonie générale ? Ou entraîneront-elles un conflit horrible qui aura quelque chose des anciennes guerres de religion ? »

Luchaire semble toujours incapable de marquer la distinction entre Etat de droit et Etat totalitaire et de reconnaître les dangers que portent à l'extérieur la dictature hitlérienne. Le doute de Luchaire n'est cependant que de courte durée. A la mi-avril il relaie l'éditorial « très courageux, très élégant... et très embarrassé<sup>2569</sup> » des *Cahiers franco-allemands* dont les auteurs voudraient « tirer au clair ces tensions et les faire cesser ». Le directeur de *Notre Temps* se dit « soucieux de ne pas envenimer les choses » et recommande une « fructueuse explication ». Il se définit ensuite comme partisan *ad vitam aeternam* du rapprochement franco-allemand.

« C'est pourquoi si la folie humaine voulait que Français et Allemands s'entre-tuent demain à nouveau sur les champs de bataille, nous redeviendrons ensuite partisans du même rapprochement<sup>2570</sup>. »

Luchaire présente son refus du « principe géographique impérieux » sinon l'Allemagne pourrait l'appliquer à toute l'Europe et envoyer un « "protecteur" à Paris ». Il cite longuement les *Cahiers* qui ont répondu par anticipation et fait ainsi figure de faire valoir à leurs explications. Il place alors les Allemands devant leurs contradictions en rappelant les discussions sur le *Volk* à Rethel en 1931 puis à Paris en 1933. Si le déroulement du rapprochement franco-allemand lui semble toujours justifié, le coup de force commis à Prague serait venu « tout bouleverser, tout détruire ». Luchaire paraît éprouver une certaine colère mais il s'excuse presque de peiner ses « lecteurs allemands<sup>2571</sup> ». Une fois l'orage tchèque passé, Luchaire se montre inchangé, il défend Daladier et Bonnet et ne perçoit aucune menace de guerre.

---

2567 *Ibid.*

2568 Luchaire, « Forces morales à l'œuvre », *Notre Temps*, n°1007, 26/03/1939.

2569 Luchaire, « Persévérer ? Mais comment ? », *Notre Temps*, n°1009, 16/04/1939.

2570 *Ibid.*

2571 *Ibid.*

« [...] la situation psychologique est désormais telle, en Allemagne et en Italie, qu'elle ne permet plus à MM. Hitler et Mussolini d'engager leurs peuples dans une guerre sans risquer la chute de leurs régimes respectifs<sup>2572</sup>. ».

Luchaire décrit l'heure présente comme étant « la guerre blanche » qui consisterait à faire vivre les opinions publiques sous la menace d'un conflit sans pour autant le déclencher.

« Econome du sang de son peuple, M. Hitler a réalisé des opérations d'une gigantesque envergure en exprimant tacitement cette pensée<sup>2573</sup> [...]. »

Cette période pourrait même « préparer une vaste négociation internationale de règlement pacifique ». Certains ne l'auraient pas encore compris et s'échineraient à prévoir sinon à encourager la guerre. Les adversaires d'Hitler seraient « déçus » de voir qu'il ne déclenche pas la guerre. Ainsi Luchaire, qui n'est plus à un tour de force près dans ses argumentations retorses, identifie nommément Buré, Pertinax, Kerillis et Bidault parmi d'autres comme les véritables fauteurs de guerre. En mai 1939 Luchaire minimise encore un à un les derniers agissements allemands. L'Allemagne amasserait des troupes à la frontière de Dantzig dans le seul but « d'impressionner » la Pologne, l'Axe serait « contraint de "stopper" » ses préparatifs et Hitler n'aurait prononcé qu'un « discours d'attente<sup>2574</sup> ». Hitler et Mussolini seraient même en train de reconnaître « qu'ils ne se jugent plus en mesure de réaliser leurs ambitions par une victoire militaire<sup>2575</sup> ». Luchaire publie le 25 juin un ultime réquisitoire contre les « va-t-en guerre » de la presse antimunichoise qu'il juge responsables de l'inimitié de l'Italie et de l'Espagne envers la France.

*Notre Temps* interrompt sa publication le 21 juillet 1939 alors que Luchaire doit partir se faire soigner en sanatorium<sup>2576</sup>.

## II. Une variété d'expressions au service d'une même cause.

### A. Les servitudes de la revue.

#### a) La participation des députés munichois.

*Notre Temps* accueille de nouveau en 1939 une participation parlementaire importante, un signe de sa vigueur et de son contact retrouvé auprès des sphères politiques, ce qui n'était plus le cas depuis 1934. La dimension de ces participations est principalement pacifiste pour ne pas dire munichoise. Montigny, Deschizeaux, Beauguitte et Riou confortent la politique de détente menée par Bonnet et Daladier<sup>2577</sup>. Montigny publie également les extraits d'un ouvrage sur le point de

---

2572 Luchaire, « L'impossible bonne foi », *Notre Temps*, n°1010, 23/04/1939.

2573 Luchaire, « La Guerre blanche », *Notre Temps*, n°1013, 14/05/1939.

2574 Luchaire, « Horizons plus souriants », *Notre Temps*, n°1014, 21/05/1939.

2575 *Ibid.*

2576 *Les procès de la collaboration, op. cit.* p.354 et p.368.

2577 Montigny, « France libère-toi ! », *Notre Temps*, n°998, 22/01/1939 ; Louis Deschizeaux, « La politique extérieure de la France », *Notre Temps*, n°998, 22/01/1939 ; Montigny, « Les bases d'une politique nationale », *Notre Temps*, n°999, 29/01/1939 ; André Beauguitte, « Sur la déclaration franco-allemande », *Notre Temps*, n°1000, 05/02/1939 ; Louis Deschizeaux, « Propagande et Défense Nationale », *Notre Temps*, n°1002, 19/02/1939 ; Gaston Riou, « Manœuvres antigouvernementales », *Notre Temps*, n°1008, 02/04/1939.

paraître<sup>2578</sup>. Il y témoigne de sa séduction vis-à-vis des régimes hitlérien et fasciste<sup>2579</sup>, d'un antisémitisme croissant<sup>2580</sup> et de son anticommunisme. *Notre Temps* publie également des articles plus généralistes de la part de Jean-Michel Renaitour et Charles Pomaret.

b) Les portraits de Nadar.

*Notre Temps* publie une série de portraits d'hommes politiques sous la signature de Nadar. Les personnalités radicales sont à l'honneur au cours de l'année 1938 et *Notre Temps* se montre toujours aussi prodigue en compliments envers ses soutiens politiques. Sont ainsi publiés les portraits de Bonnet, Daladier, Sarraut, Marchandeu, Chautemps et de Monzie. On peut également lire ceux de Flandin et du préfet de police Langeron. En 1939 l'orientation de la rubrique change quelque peu, les numéros conservés contiennent les portraits de Montigny, du Docteur Schacht, d'Henri de Kerillis pour le seul portrait à charge, de Bergery, Paul-Boncour, Hitler, Pétain, Laval et von Papen. La rubrique reflète désormais le combat en faveur de la paix engagé après les accords de Munich. Une note précise que la signature Nadar est un pseudonyme utilisé par plusieurs des membres de la rédaction. Luchaire se confond en excuses à cette occasion pour le ton avec lequel a été traité le portrait de Paul-Boncour, lequel a été publié avant d'avoir « subi les profondes transformations qui étaient nécessaires et que l'affectueuse confiance de [ses] collaborateurs [lui] permet[te] toujours d'apporter à ce genre de textes<sup>2581</sup> ». Cela démontre que la liberté de parole proclamée dans *Notre Temps* est toute relative face aux objectifs politiques que Luchaire fixe à son journal. Ceci apporte également un élément de réponse à notre interrogation concernant la différence flagrante de sens entre le titre et le contenu de certains articles abordant l'Allemagne hitlérienne.

c) *Notre Temps* une revue de propagande au service de l'Allemagne ? Les chroniques d'une complaisance jusqu'à l'été 1939.

Jean Belliard apparaît dans *Notre Temps* en février 1938, il signe à 38 reprises des articles particulièrement élogieux sur le régime national-socialiste. Sa manière d'aborder l'Allemagne correspond pleinement à celle de Luchaire. S'il reconnaît l'existence de « minorités qui protestent » outre-Rhin, il ne veut retenir que « les origines et les manifestations des courants majoritaires, qui seuls, déterminent le fait allemand aujourd'hui<sup>2582</sup> ». Ce raisonnement qui entend d'abord « constater les faits<sup>2583</sup> » aboutit de manière invariable à les expliquer et les justifier.

« Il faut toujours se hâter d'ajouter que l'application de telles méthodes présuppose un peuple chez lequel l'individu le cède complètement à la collectivité. »

---

2578 Jean Montigny, *France libère-toi !*, Impr. de la Sarthe, 1939.

2579 « Deux hommes, Hitler et Mussolini, ont accompli des révolutions politiques, sociales, morales ; ils ont fondé des mystiques, presque des religions nouvelles, sur les idées de Race, de Force et de Nation. » Montigny, « France libère-toi ! », *Notre Temps*, n°998, 22/01/1939.

2580 « Dieu sait si j'apprécie les qualités des Israélites [...]. Mais, dans leur intérêt, je leur dis "Attention". » Il accuse les Juifs d'une mainmise sur la SFIO et de vouloir déclarer la guerre pour défendre l'URSS. *Ibid.*

2581 Luchaire, « Un mot personnel », *Notre Temps*, n°1003, 26/02/1939, col.780.

2582 Jean Belliard, « En Allemagne aujourd'hui », *Notre Temps*, n°632, 18/02/1938.

2583 Jean Belliard, « Aspects politiques de l'Allemagne », *Notre Temps*, n°636, 01/04/1938.

De même, l'appartenance à la nation selon le critère de race décidé par le pouvoir « prédestine l'individu à la voie de ses origines raciales ». La comparaison avec la France tourne évidemment à l'avantage du voisin et Belliard montre toute son admiration pour le régime hitlérien en énumérant ses réussites en matière de politique éducative<sup>2584</sup>, d'équipements sanitaires<sup>2585</sup>, de fiscalité<sup>2586</sup> et dans bien d'autres domaines<sup>2587</sup>. Il relaie en outre des témoignages de satisfactions provenant « de toutes parts<sup>2588</sup> ». L'engouement de l'auteur et le rythme de ses participations n'ont rien d'anecdotique au sein de *Notre Temps*. Ils participent d'un plan déjà ancien de valorisation de l'Allemagne devant servir à la détente entre les deux pays et satisfaire sinon le lectorat du moins le ou les commanditaires allemands. La chronique d'Emmanuel Garry qui présente l'actualité cinématographique à Berlin est doublée par celle de Peyrebère de Guilloutet à partir de mars 1938, laquelle perdure jusqu'en juin 1939. *Notre Temps* a ainsi présenté l'actualité théâtrale et cinématographique berlinoise de manière régulière entre janvier 1932 et juin 1939<sup>2589</sup>. Un tel effort est remarquable car il est comparable à l'attention portée à la vie artistique en France. Hitler bénéficie à l'été 1938 d'un traitement positif dans *Notre Temps*. Léon-Marie Brest vante « la magie de l'hitlérisme<sup>2590</sup> » comme étant sa capacité à obtenir l'obéissance des Allemands. Hitler serait désormais vu par beaucoup comme celui « qui semble avoir mieux que d'autres compris beaucoup des points obscurs » de l'époque. *Notre Temps* relaie la parution d'un « livre important sur le Reich<sup>2591</sup> » peu après la signature des accords de Munich. Il s'agit d'un recueil de vingt et un articles de la plume de dirigeants nationaux-socialistes, préfacé par Ribbentrop et paru aux éditions anglaises Butterworth<sup>2592</sup>. La note précise qu'il ne s'agirait pas d'« une apologie outrancière du national-socialisme » mais d'un ouvrage qui « expose clairement et simplement les bases de la réforme entreprise par le national-socialisme ». Son but ne serait pas de convaincre mais « de faire comprendre, à la masse des lecteurs anglais, les motifs et les traits essentiels du nouveau régime ». *Notre Temps* publie encore le récit endeuillé d'un journaliste français parti assister aux funérailles d'Ernst vom Rath<sup>2593</sup>.

## B. L'illusion d'offrir un lieu de débats.

### a) Un autre « héritier » de Briand, Georges Suarez à *Notre Temps*.

Georges Suarez participe à *Notre Temps* en publiant un extrait de sa

---

2584 Jean Belliard, « Aspects politiques de l'Allemagne », *Notre Temps*, n°636, 01/04/1938. Jean Belliard, « A travers les "Gau" du Troisième Reich », *Notre Temps*, n°646, 21/10/1938.

2585 Jean Belliard, « Le Reich, pays pauvre, la France, pays riche », *Notre Temps*, n°640, 17/06/1938.

2586 Jean Belliard, « Fiscalité allemande », *Notre Temps*, n°643, 08/07/1938.

2587 L'industrie, l'agriculture, la place des femmes dans la société, l'enseignement du français, les relations entre patrons et ouvriers, les travaux publics, l'urbanisme, les politiques pour promouvoir la natalité attirent les commentaires enthousiastes de Belliard.

2588 Jean Belliard, « Méditation sur un extatique Premier Mai... d'Allemagne 1938 », *Notre Temps*, n°639, 27/05/1938.

2589 Les participations cumulées d'Emmanuel Garry et Peyrebère de Guilloutet s'élèvent à 110 articles.

2590 Léon-Marie Brest, « L'un et le multiple », « Au fil de notre temps », *Notre Temps*, n°640, 17/06/1938.

2591 Non signé, « Un livre important sur le Reich », *Notre Temps*, n°646, 21/10/1938.

2592 *Germany speaks*, T. Butterworth Ltd, London, 1938.

2593 Ernest Dubois, « Les funérailles de von Rath », *Notre Temps*, n°651, 27/11/1938.

biographie de Briand<sup>2594</sup> avant de prendre en charge la rédaction en chef le 30 octobre 1938 bénéficiant lui aussi du retour de la subvention ministérielle. Sa participation témoigne elle aussi des reclassements opérés durant les années trente. Il a bâti sa carrière sur sa collaboration à des journaux de droite, ami de Joseph Kessel, il participe avec lui et Horace de Carbuccia à la création de l'hebdomadaire politique et littéraire *Gringoire* en 1928. Son apparition à *Notre Temps* était difficilement imaginable avant que son pacifisme ne prenne le pas dans son orientation politique. Une note de police datée de juillet 1935 l'indique en ces termes :

« M. Georges Suarez, sous l'influence de M. de Brinon, rédacteur de *l'Information*, est passé dans les rangs des partisans du rapprochement franco-allemand. D'accord avec M. Scapini, il se proposerait d'organiser parmi les anciens combattants un référendum sur la nécessité d'une collaboration franco-allemande<sup>2595</sup>. »

Sa signature à *Notre Temps* se caractérise par l'anticommunisme qu'il professe dans plusieurs articles s'inquiétant de la présence d'hommes de Moscou aux portes du pouvoir<sup>2596</sup>. Le parti communiste lui apparaît non comme un parti mais comme « une bande<sup>2597</sup> » qui devrait être considéré comme telle. Sa cible favorite est le Front populaire c'est pourquoi il dénonce l'« abominable tyrannie<sup>2598</sup> » qu'aurait eu à endurer « l'industrie et le commerce » français durant son exercice. Il affectionne également de remettre en cause la démocratie.

« Il n'y aura pas de salut pour la France tant que l'autorité restera affaiblie par son morcellement ou sa représentation fragmentaire. Il faut refaire les fondations de la vieille maison française, la nettoyer, la rajeunir<sup>2599</sup>. »

La démocratie française est accusée de faiblesses vis-à-vis des « régimes totalitaires<sup>2600</sup> » ou bien à l'occasion au profit des réfugiés espagnols considérés par lui comme des criminels dangereux<sup>2601</sup>. Cependant il ne se montre pas ennemi du principe démocratique car il recommande de prendre exemple sur la Grande-Bretagne pour équilibrer les pouvoirs<sup>2602</sup>. Il est aussi l'un des rares à s'alarmer sur le sort des Juifs en Europe<sup>2603</sup>. En 1928, il protestait déjà aux côtés de Kessel et de Maître Henry Torrès contre les pogroms en URSS<sup>2604</sup>. Il se distingue nettement de

---

2594 Suarez, « Briand débute dans le journalisme », *Notre Temps*, n°643, 08/07/1938

2595 Notes Jean, F 7 12960, Bobine 1, 07-10/1935, P 9024, 18/07/1935.

2596 Suarez, « Changement de majorité et procès de la Plevitzkaïa », *Notre Temps*, n°654, 18/12/1938 ; Suarez, « Le communisme justifie en France les violences des dictatures », *Notre Temps*, n°655, 25/12/1938 ; Suarez, « Nettoyer d'abord notre maison », *Notre Temps*, n°998, 22/01/1939 ; Suarez, « Le problème des réfugiés espagnols », *Notre Temps*, n°1001, 12/02/1939 ; Suarez, « Le cas Marty », *Notre Temps*, n°1006, 19/03/1939. Suarez, « La pétaudière marxiste », *Notre Temps*, n°1014, 21/05/1939.

2597 Suarez, « Le communisme justifie en France les violences des dictatures », *Notre Temps*, n°655, 25/12/1938.

2598 *Ibid.*

2599 Suarez, « Nettoyer d'abord notre maison », *Notre Temps*, n°998, 22/01/1939.

2600 Suarez, « Le communisme justifie en France les violences des dictatures », *Notre Temps*, n°655, 25/12/1938.

2601 Suarez, « Le problème des réfugiés espagnols », *Notre Temps*, n°1001, 12/02/1939.

2602 Suarez, « L'autorité en démocratie », *Notre Temps*, n°1012, 07/05/1939.

2603 Suarez, « Le communisme justifie en France les violences des dictatures », *Notre Temps*, n°655, 25/12/1938.

2604 Notes Jean, F7 12956, 1928, A 793, 30/01/1928.



Lucaire au printemps 1939 au sujet de l'Allemagne. Quoique attaché à la politique pacifiste de Bonnet<sup>2605</sup> Suarez a désormais la certitude que l'Allemagne conduit le continent à la guerre.

« L'Allemagne a coupé les ponts avec la France. Elle a rendu toute négociation désormais impossible. Elle ne pouvait mieux faire pour que, de nouveau, nous la détestions<sup>2606</sup>. »

b) Les questions du sionisme et de l'antisémitisme évoquées, non discutées.

*Notre Temps* accorde une place importante aux réflexions concernant le sort des Juifs en 1938. Ida-R Sée qui rédige habituellement la rubrique féminine<sup>2607</sup> s'intéresse au sionisme dans un article en première page le 1<sup>er</sup> avril<sup>2608</sup>. Elle observe favorablement l'idée du sionisme qui serait également prônée par les antisémites. Sée rend toute sa dimension culturelle et religieuse au projet d'établir une nation d'Israël en Palestine et considère avec respect ce projet devenu « légitime » depuis l'intensification des persécutions nazies. Elle évoque ensuite la rivalité entre Juifs et Arabes pour la terre de Palestine et met en valeur le travail des Juifs pour développer l'agriculture<sup>2609</sup>. La seule prise de position politique en faveur des Juifs durant cette période est signée Georges Suarez en décembre 1938. A l'aube des années trente. Il condamne fermement « le racisme et les méthodes inhumaines des régimes totalitaires<sup>2610</sup> ». Il se déclare « profondément humilié, que dans la patrie des droits de l'homme et de l'Affaire Dreyfus, on ne soit pas encore parvenu à passionner l'opinion publique » sur le sort des Juifs. Suarez y voit par ailleurs un signe de la faiblesse morale de la démocratie. Il faut également noter la charge de Jacqueline Amar contre Maurice Bedel et l'antisémitisme qu'il développe dans l'un de ses ouvrages<sup>2611</sup>.

Crouzet s'intéresse quant à lui à l'antisémitisme. Il en discute dans ses chroniques littéraires comme d'un sujet d'actualité parmi tant d'autres. Lorsqu'il présente *Bagatelles pour un massacre* de Céline, il se montre d'abord désappointé par l'avalanche de mots orduriers. Crouzet qui admet être parfois sujet à l'antisémitisme remarque que Céline n'apporte aucun « contenu intellectuel à la cause de l'antisémitisme (cause défendable à tout prendre) ». Si cela avait été le cas, il l'aurait rapporté « en toute objectivité<sup>2612</sup> ». Crouzet rédige plus tard une critique du livre de René Gontier, *Vers le racisme français*<sup>2613</sup>. Il y trouve « beaucoup de choses intéressantes » notamment le souci de préserver « un composé français »

---

2605 Suarez, « De Briand à Georges Bonnet », *Notre Temps*, n°1005, 12/03/1939.

2606 Suarez, « L'Allemagne vue de province », *Notre Temps*, n°1010, 23/04/1939.

2607 Cette rubrique est activée jusqu'en 1939, Ida-R Sée, « Concurrence ? Non. Collaboration », « La vie féminine », *Notre Temps*, n°651, 27/11/1938 ; Ida-R Sée, « Pionnières », « La vie féminine », *Notre Temps*, n°998, 22/01/1939.

2608 Ida-R. Sée, « Le sionisme actuel est-il la solution de la question juive ? », *Notre Temps*, n°636, 01/04/1938.

2609 Ida-R Sée, « Israël et Ismaël », *Notre Temps*, n°637, 29/04/1938.

2610 Suarez, « Le communisme justifie en France les violences des dictatures », *Notre Temps*, n°655, 25/12/1938.

2611 Jacqueline Amar, « Xénophobie pour rire. A propos de "Bengali" par Maurice Bedel », *Notre Temps*, n°639, 27/05/1938. L'article occupe trois colonnes à côté de l'éditorial de Lucaire.

2612 Crouzet, « Bagatelles pour un massacre, par L-F Céline », *Notre Temps*, n°640, 17/06/1938.

2613 Crouzet, « Votre race et vous », *Le mouvement littéraire*, *Notre Temps*, n°1006, 19/03/1939.

et d'éviter d'accueillir un trop grand nombre d'étrangers en France. Il se prononce pourtant contre le racisme en citant un exposé d'Etienne Patte, professeur de sciences à l'Université de Poitiers selon lequel le racisme n'a aucune valeur scientifique. Il revient par deux fois<sup>2614</sup> sur la critique de ce livre et se montre particulièrement ambivalent. Il tient davantage à Crouzet de remplir sa chronique que d'exprimer un avis personnel définitif.

Luchaire exprime lui aussi une perméabilité à l'antisémitisme qui prend sa source dans les controverses nourries par ses adversaires de gauche. Les individus qui sont attachés à des valeurs en fonction d'un engagement moral, religieux ou politique et disposés à les respecter font figure de dangereux sectaires pour Luchaire.

« Je ne m'arrêterai pas aux imprécations bibliques de mes confrères juifs, pour qui tout partisan d'un accord avec l'Allemagne hitlérienne constitue une sorte de démon maléfique...<sup>2615</sup> ».

Le directeur de *Notre Temps* considère son journal « bien loin d'être antisémite, et plutôt pro-sémite ». En réalité *Notre Temps* veille avant tout à sa neutralité. Si deux collaboratrices prennent la défense des Juifs<sup>2616</sup>, Crouzet considère l'antisémitisme comme « une cause défendable à tout prendre<sup>2617</sup> ». La question n'est surtout jamais abordée en éditorial, Luchaire serait sans doute incapable de se prononcer limitativement qu'il est par son souci de ne pas contrarier ses contacts allemands et de conserver un regard objectif en toute circonstance. Il pourrait même ne pas comprendre quel intérêt réside dans le fait de défendre tel ou tel au simple nom d'un principe. On se rappelle la position de Luchaire en 1934 lorsqu'une vague d'antimaçonnisme se développe, Luchaire demande seulement à ses confrères de ne pas généraliser. Luchaire est hanté par la perspective du conflit d'idées, il n'est aucune question qui ne devrait promptement déboucher sur un accord entre les parties. Aussi nous semble-t-il incapable de prendre position, plus encore il rejette la responsabilité sur ceux refusant les modalités d'un accord.

« [...] je dirai poliment à Salomon Grumbach et à ses pareils que leurs véhémences feraient admirablement le jeu d'hitlériens français, s'il y en avait<sup>2618</sup>. »

De là à dire que l'intransigeance des Juifs rend légitime les idées antisémites, il n'y a qu'un pas mais Luchaire se garde de le franchir.

Luchaire exprime de nouveau une pointe d'antisémitisme en témoignant de son agacement à voir que les collaborateurs de *La Lumière* sont « ces antimunichois qui s'appellent où se font appeler Emile Kahn, Georges Boris, Georges Gombault, Pierre du Cain, Salomon Grumbach, etc. », lesquels seraient « sauf Bayet, tous juifs<sup>2619</sup> ».

---

2614 Crouzet, « Encore le problème des races », *Notre Temps*, n°1007, 26/03/1939 ; Crouzet, René Gontier, « A propos du racisme français », *Notre Temps*, n°1009, 16/04/1939.

2615 Luchaire, « Et le panache, messieurs ? », *Notre Temps*, n°642, 01/07/1938.

2616 Ida-R. Sée, « Le sionisme actuel est-il la solution de la question juive ? », *Notre Temps*, n°636, 01/04/1938 ; Ida-R. Sée, « Israël et Ismaël », *Notre Temps*, n°637, 29/04/1938 ; Jacqueline Amar, « Xénophobie pour rire. A propos de "Bengali" par Maurice Bedel », *Notre Temps*, n°639, 27/05/1938.

2617 Crouzet, « Bagatelles pour un massacre, par L-F Céline », *Notre Temps*, n°640, 17/06/1938.

2618 Luchaire, « Et le panache, messieurs ? », *Notre Temps*, n°642, 01/07/1938.

2619 « A mots ouverts », *Notre Temps*, n°1001, 12/02/1939, col.687.

Luchaire doit faire face à cette époque à des campagnes virulentes menées par *La Lumière*, *Le Droit de vivre* et *Le Populaire* décidés à dénoncer « l'espionnage nazi en France<sup>2620</sup> » et le rôle obscur d'Abetz. Si Luchaire fait mention d'une identité juive, c'est moins par racisme que par exaspération envers des adversaires particulièrement actifs sur le front de l'opposition à l'hitlérisme. Il démontre ainsi qu'il ne dédaigne pas utiliser les poncifs de l'époque et qu'il peut avoir recours aux arguments des antisémites si le besoin s'en fait sentir.

c) L'espoir toujours vivace d'une convergence avec les relèves de droite.

Le mouvement de reclassement politique autour du pacifisme qui a débuté en 1935 et touche désormais toutes les sphères politiques incite Luchaire à tenter de reprendre contact avec les leaders de la Jeune Droite. Durant l'été 1938 Luchaire cite « *Combat*, la très vivante et très intéressante revue mensuelle de "jeune droite", que dirigent Jean de Fabrègues et Thierry Maulnier<sup>2621</sup> ». Il reproduit une lettre adressé à *Combat* dans laquelle Robert Francis dénonce les excès de la démocratie et le danger que représenterait le fascisme s'il venait à s'installer en France appelant finalement à une « révolution ». Luchaire estime qu'il faudrait « confronter les positions constructives » des uns et des autres sous-entendant qu'il serait possible de rapprocher *Notre Temps* et *Combat*. Robert Francis a récemment fustigé le manque d'honnêteté de certains critiques de droite s'en étant pris à Bernanos parce qu'il avait dénoncé les excès de l'Eglise espagnole dans la guerre civile. Luchaire fait sienne les remarques de Francis et dit éprouver les mêmes en direction de la gauche. Le motif d'un rapprochement entre les deux revues paraît encore bien léger mais l'intention de Luchaire est bien claire, il lui faut sortir de son isolement et trouver des partenaires politiques. En décembre *Notre Temps* reprend une ancienne pratique en s'intéressant à divers mouvements parmi les « Relèves ». Léon-Marie Brest décrit successivement *Esprit*, *Les Nouveaux Cahiers* et *Combat* apportant à chaque fois un regard positif sur ces mouvements et sur leur réflexion<sup>2622</sup>.

Luchaire cite encore *Combat* au printemps 1939<sup>2623</sup>. Maulnier estime qu'il faudrait combattre « "non pour accorder un sursis à une civilisation en train de périr, mais pour frayer son chemin et assurer sa chance à une France en train de renaître" », idée à laquelle Luchaire dit souscrire totalement. Le rapprochement voulu par Luchaire semble cependant bien improbable compte tenu de l'écart restant entre lui et les tenants de la Jeune Droite.

C. Ultime avatar. *Notre Temps*, revue de propagande pour la victoire française.

En mars 1940 Luchaire obtient l'autorisation et l'argent nécessaire du ministre de l'Information Frossard pour faire reparaître son journal. Ses fidèles amis Guy

---

2620 *La Lumière*, 09/12/1938, cité par Claude Lévy, *op.cit.* p.26.

2621 Luchaire, « Révolte à droite », *Notre Temps*, n°644, 15/07/1938.

2622 Léon-Marie Brest, « Esprit », Les idées de notre temps, *Notre Temps*, n°652, 02/12/1938 ; Léon-Marie Brest, « Nouveaux Cahiers », Les idées de notre temps, *Notre Temps*, n°653, 09/12/1938 ; Léon-Marie Brest, « Combat », Les idées de notre temps, *Notre Temps*, n°655, 25/12/1938.

2623 « Mille fois d'accord », *Notre Temps*, n°1010, 23/04/1939.

Crouzet, Guy Zuccarelli et André Boll l'accompagnent ainsi que son père Julien Luchaire et Francis Maure. La BNF conserve les trois derniers exemplaires de cette série de guerre numérotés de 1024 à 1026 du 22 mai au 5 juin 1940. *Notre Temps* est conçu comme un outil de propagande au service du moral des Français en guerre. Luchaire met ainsi un terme à l'existence de *Notre Temps* en professant un « bourrage de crâne » qu'il avait tant critiqué durant ses premières années de journalistes. Il y décrit « le successeur moderne d'Attila » en butte à « un formidable redressement de l'âme nationale<sup>2624</sup> » française. Luchaire rapporte la semaine suivante que « la ruée allemande vers le centre vital de la France a été contenue, déviée, stoppée ». Il met ensuite en avant « ces nouveaux chefs, parmi lesquels figure le colonel Charles de Gaulle » qui depuis leurs prises de responsabilités auraient eu des effets décisifs sur « l'ardeur et sur la confiance des troupes<sup>2625</sup> ». L'ultime numéro de *Notre Temps* dénonce la « défection subite de Léopold III ». Pour autant la capitulation belge n'aurait apporté que des « résultats décevants pour l'Etat-major hitlérien ». La tragédie pointe bel et bien à travers les lignes de propagande aussi Luchaire encourage-t-il à tenir car « la victoire finale [...] est mathématiquement acquise ».

---

2624 Luchaire, « Coûte que coûte », *Notre Temps*, n°1024, 22/05/1940.

2625 Luchaire, « Le redressement continue », *Notre Temps*, n°1025, 29/05/1940.

## EPILOGUE

### Lucaire et les *Nouveaux Temps* : du pacifisme germanophile à l'alignement collaborationniste.

Quelle place pour Jean Lucaire à l'été 1940 ?

En quelques semaines l'offensive allemande submerge l'armée française et le pays doit rapidement convenir qu'il est confronté à une terrible défaite. Tandis que la France bouleversée se jette sur les routes, le cabinet Reynaud constitué le 21 mars se replie vers Bordeaux où il est démissionnaire le 16 juin. Le jour même le Président de la République confie les destinées du pays au Maréchal Pétain<sup>2626</sup>. Le 21 le *Massilia* lève l'ancre emportant à son bord les parlementaires qui n'entendent pas se résigner à la défaite du pays. L'armistice est signé le 22 juin. La France est partiellement occupée et coupée en deux. Laval est nommé Ministre d'Etat et Vice-Président du Conseil le 23 juin parallèlement à la rupture des relations officielles avec la Grande-Bretagne. Otto Abetz s'installe à Paris dès le 14 juin, il réalise sa première apparition officielle à Rethondes le 22 juin. Le choix de la France est en train de se cristalliser autour de la politique de collaboration, le terme « collaborer » figure dans l'article 3 de l'armistice<sup>2627</sup>.

Cinq semaines après ses derniers articles de propagande vantant la victoire finale de la France, Lucaire est à Vichy. Il a expliqué lors de son procès qu'il appliquait là les consignes du gouvernement. Laval et Pétain chargent alors Fernand de Brinon de rétablir le contact avec l'Allemagne<sup>2628</sup>. Laval confie également une mission officieuse à Lucaire et lui octroie l'argent nécessaire. Lucaire devrait sonder les intentions de l'occupant et renseigner le gouvernement français, il a pour ce faire un ordre de mission daté du 18 juillet<sup>2629</sup>. Il arrive à Paris le 20 juillet. Il y trouve un télégramme de Suzanne Abetz l'invitant à prendre contact avec « Otto » rue de Lille<sup>2630</sup>. Les circonstances offrent à Lucaire une importance qu'il n'avait plus depuis longtemps. Nels a raconté le discours de Lucaire au sortir d'un entretien avec Laval, le portefeuille garni d'argent liquide et la conscience d'un devoir à accomplir<sup>2631</sup>. André Weil-Curiel constatait lui-aussi le nouveau « crédit » dont bénéficiait Lucaire recevant des « saluts déférents de toutes parts<sup>2632</sup> » lorsqu'il traversait les allées de l'Hôtel du Parc.

---

2626 Parmi une historiographie abondante et renouvelée sur l'ensemble de ces événements, se reporter à Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France. L'abîme. 1939-1944*, Seuil, 1986. Henri Michel, *Pétain et le régime de Vichy*, 3e éd., PUF, 1986. Robert Owen Paxton, *La France de Vichy : 1940-1944*, Seuil, 1973. Marc Bloch, *L'Étrange défaite : témoignage écrit en 1940*, Gallimard, 1990. Jean-Pierre Azéma, *1940, l'année noire*, Fayard, 2010. Maurice Vaisse, *mai-juin 1940 : défaite française, victoire allemande, sous l'œil des historiens étrangers*, Ed. Autrement, Centre d'études d'histoire de la Défense, 2000. Barbara Lambauer, *Otto Abetz et les Français ou l'envers de la Collaboration*, Paris, Fayard, 2001. Eric Alary, *L'exode : un drame oublié*, Perrin, 2010.

2627 Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France. L'abîme, op. cit.*, p.335.

2628 *Ibid.*

2629 BDIC, F RES 334/70/1, Procès Lucaire, interrogatoire, p.37

2630 *Ibid.*, p.36. Le télégramme est également reproduit dans le dossier d'instruction, voir en annexe.

2631 Jacques Nels, *Fragments, op. cit.*, p.188.

2632 André Weil-Curiel, *Le temps de la honte*, Éd. du Myrte, t. II, *Eclipse en France*, 1946, p.68, cité par Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps, op. cit.*, p.31.

Luchoire, qui a bâti sa carrière en comptant sur le soutien financier du gouvernement, pouvait-il se soustraire aux demandes pressantes du Président du Conseil ? Aux heures les plus critiques pour la France pouvait-il également renoncer à travailler avec le représentant du Reich à Paris, qui est en outre un de ses plus fidèles amis ?

Selon ses déclarations, sa mission aurait duré deux mois à raison de deux ou trois voyages par semaine. Il s'agissait d'abord de faire le courrier entre Laval et Abetz. Luchoire ne se rappelle plus à son procès la teneur de ces courriers, il estime qu'il s'agissait des conditions d'armistice à négocier et nie tout caractère de collaboration politique. Le fait que Luchoire ne puisse argumenter sur ce point semble indiquer que les courriers étaient rares ou bien délicats à présenter devant le tribunal. Il devait également rétablir le contact entre le gouvernement et la presse parisienne, c'est-à-dire insister pour qu'elle modère ses critiques à l'encontre de Vichy.

Le 20 juillet, Laval rencontre Abetz à l'ambassade<sup>2633</sup>. Dans la nuit qui suit l'entrevue, Luchoire s'entretient avec Abetz tout en découvrant avec surprise que Laval vient de le précéder<sup>2634</sup>. Cette discussion ne nous est connue que sous la forme d'un compte rendu reproduit dans le dossier d'instruction du procès Luchoire. On y lit l'amitié entre les deux hommes et leur entente sur le principe d'une politique de collaboration. Elle est envisagée dans le prolongement de leurs activités d'avant-guerre comme si le contexte ne changeait rien à la donne. Abetz présente l'image d'une Allemagne pacifique et prête à la mansuétude envers la France. Luchoire se pose en négociateur, la perte de l'Alsace-Lorraine pourrait être acceptée par les Français mais cela serait sans doute une erreur pour l'Allemagne.

« Si Hitler veut construire du solide, il a besoin d'un accord sincère avec une France qui ne peut plus prétendre à l'hégémonie militaire ou diplomatique du continent, mais qui ne renoncera jamais - même annexée en partie - à son unité et à sa personnalité. Cet accord sincère est possible, même très vite. L'opinion publique française y est en très grande majorité favorable. De nombreux cercles dirigeants aussi<sup>2635</sup>. »

Il s'agit ici de la première et dernière fois que Luchoire réalise un début de négociation et fait état d'une exigence en défendant le respect de l'intégrité du territoire français. Luchoire évoque ensuite l'idée d'une organisation européenne nouvelle sur la base d'une collaboration franco-allemande satisfaisante pour les deux parties. Cela permettrait d'isoler la Grande-Bretagne en encourageant les Etats-Unis à respecter la doctrine de Monroe. Abetz serait « très frappé de cette conversation » et ne chercherait pas à la réfuter. La fin de la conversation porte sur les « éventualités d'une collaboration franco-allemande sur le plan politique, économique et culturel », et à travers la presse dans ce dernier domaine. Luchoire ajoute enfin que l'Allemagne ne serait pas encline à appliquer sa politique antisémite en France car elle ne serait « "malheureusement" pas en état » de le faire. Elle serait davantage

---

2633 Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France. L'abîme*, op. cit., p.335.

2634 F7 15 327, Interrogatoire Luchoire, Nice, 02/07/1945, p.18.

2635 F7 15327, « Un entretien Abetz-Luchoire 20/07/1940 ».

décidée à juger les personnes qu'elle estime responsable de la déclaration de guerre de septembre.

Lorsqu'Abetz est nommé ambassadeur du Reich à Paris le 3 août sans être accrédité auprès du gouvernement français, Laval le choisit comme interlocuteur privilégié. Il est alors persuadé qu'Abetz a prise sur tous les domaines et qu'il bénéficie de l'oreille d'Hitler<sup>2636</sup>. Les visites à Paris de personnalités politiques se succèdent et les intermédiaires officiels et officieux se multiplient, le général de La Laurencie est le représentant du gouvernement de Vichy, Fernand de Brinon est le représentant personnel de Laval, lequel a également chargé d'autres journalistes en dehors de Luchaire d'entretenir le contact avec Abetz. Luchaire accepte le poste de rédacteur en chef que lui propose Bunau-Varilla au *Matin*. Il poursuit ses notes en direction de Vichy lesquelles font état de ses démarches auprès de la rue de Lille en matière de presse. Il n'y est plus question de négocier le sort futur de la France mais seulement de transmettre les volontés de l'ambassade concernant la seule presse parisienne. Weil-Curiel a indiqué que Luchaire venait à Vichy pour rendre compte des négociations qu'il menait au sujet de la presse<sup>2637</sup>. Or il s'agit moins de négociations que de transmission des exigences de la rue de Lille. Luchaire en profite pour s'octroyer une place de choix dans le nouveau paysage journalistique parisien.

Selon l'extrait d'une lettre de Luchaire adressée à Jean Rey le 5 août 1940, Luchaire assure que la presse parisienne n'est nullement subventionnée par les autorités allemandes, mais il accuse *La France au Travail* de recevoir de l'argent de Moscou. Il déclare tout faire pour obtenir la réparation de *l'Œuvre* et du *Petit Parisien*. Il est déjà en concurrence avec de Brinon dont il se plaint que ce dernier lui « tire dans les pattes ». Il recommande enfin à Pierre Dupuy de changer de rédacteur en chef et de ligne politique<sup>2638</sup>. A la même date, il encourage le gouvernement de Vichy à suivre la voie du national-socialisme. Les Allemands attendraient « un "Esprit nouveau" » et seraient déçus de Vichy en la matière. Ils ne se contenteraient pas de « l'application d'une politique de coopération », ils voudraient voir la France « dans un état psychologique de national-socialisme ». Les précisions qu'apportent Luchaire traduisent pourtant davantage ses idées que les préceptes de l'hitlérisme.

« Nos vieux cadres de presse, de banque, d'industrie, de "patronat de droit divin" n'ont à attendre de l'Allemagne aucune indulgence, aucune complaisance<sup>2639</sup>. »

Luchaire se montre alarmiste dans un autre courrier et prévient des « ferments révolutionnaires » qui seraient à l'œuvre en zone occupée. Aussi faudrait-il « devenir moralement et socialement national-socialiste<sup>2640</sup> » avant que l'occupant n'encourage des débordements. Luchaire s'adresse le 17 août à Jean Montigny à la vice-

---

2636 Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France. L'abîme*, op. cit., p.334-335.

2637 André Weil-Curiel, *Le temps de la honte*, t. II, op.cit., p.68, cité par Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps*, op. cit., p.31. Lire également l'appréciation du directeur de cabinet de Pétain, Henri du Moulin de Labarthète, *Le Temps des illusions. Souvenirs. Juillet 1940-avril 1942*, Genève, G. Bourquin, 1946.

2638 F7 15327, « L'"indépendance" de la presse de Paris en 1940. »

2639 F7 15327, « Les Allemands veulent voir la France "dans un état psychologique de national-socialisme" ».

2640 F7 15327, « L'occupant protège les ferments révolutionnaires ».

présidence du Conseil à Vichy. Montigny est alors directeur du service de presse du gouvernement. Il l'informe « des mesures et dispositions [...] prises ou en cours de décision, par les autorités allemandes d'occupation ». D'abord sous la direction d'Abetz, les questions de presse seraient désormais centralisées par le conseiller de légation Achenbach, « homme de haute intelligence, connaissant parfaitement la langue et les milieux français ». Sous son autorité se trouvent Von Grote, Schmitt et Weber, « ce dernier chargé de messageries de journaux et unanimement apprécié des Français ». Luchaire présente le principe qui guide l'action d'Achenbach en faisant mine de le citer :

« "Nous voulons des journaux et des journalistes français cent pour cent, incapables de se laisser acheter, même par nous". »

Les journaux devraient pouvoir vivre de leurs ventes et de la publicité et les journalistes devraient être suffisamment payés pour « résister à la tentation ». Leur balance commerciale serait la garantie de leur indépendance. Luchaire dresse la liste des journaux autorisés à paraître et ceux pressentis pour le faire. Il y ajoute « un quotidien sérieux du soir, type TEMPS, qui pourrait être NOTRE TEMPS, car LE TEMPS, parce que représentatif des grands trusts industriels n'a aucune chance d'être réadmis<sup>2641</sup> ». Il déclare avoir établi avec Achenbach « une procédure administrative pour l'examen rapide des demandes de retour » éventuellement formulées par les journaux repliés en zone libre. Luchaire juge qu'il serait « périlleux pour le gouvernement français et encombrant pour les autorités occupantes que des mandataires de journaux "impétrants" aillent directement tenter de s'aboucher avec la rue de Lille ». Les candidats devraient alors présenter un dossier auprès de Vichy et à destination des Allemands. Celui-ci devrait comporter les assurances d'un équilibre financier, la liste du personnel avec mention du « pedigree » ainsi que l'énoncé du programme politique, diplomatique et économique. Luchaire se met au service des exigences allemandes en matière de presse et entend appliquer la politique antisémite hitlérienne en France. Le passage du dossier par Vichy est de pure convenance car il encourage les autorités françaises à n'apporter aucun commentaire avant de le transmettre à Achenbach. Luchaire explique enfin que les journaux devront être informés que la censure est dorénavant exercée au sein même de chaque entreprise par un « "censeur maison" ». Les directeurs de journaux parisiens consultés par Luchaire auraient déjà montré leur satisfaction devant le gain de temps espéré et des « possibilités de collaboration cordiale » entre leur journal et le « "censeur maison"<sup>2642</sup> ».

Non content de se faire le relais de l'asservissement de la presse parisienne, Luchaire écrit au Maréchal Pétain le 22 août pour l'encourager à s'engager pleinement dans la politique de collaboration. Luchaire décrit une situation préoccupante à tel point que le risque d'agitation sociale pourrait encourager les Allemands à « se substituer aux autorités légales du Gouvernement français ». Il met en avant « la totale absence de confiance » des Français de zone occupée à

---

2641 F7 15327, « Les mesures allemandes à l'égard de la presse française (août 1940) ». C'est Luchaire qui souligne.

2642 *Ibid.*



l'encontre de Vichy. Sans le prestige de Pétain, les Français seraient prêts « à s'abandonner à n'importe quelle initiative autoritaire, d'où qu'elle vienne<sup>2643</sup> ». Luchaire recommande de réaliser rapidement « un pont solide entre la France d'hier et celle de demain » et « une soudure incassable entre les générations d'hier et la jeunesse ». Otto Abetz acquis depuis son enfance à la réconciliation franco-allemande, représenterait pour l'heure la « meilleure chance de meilleure négociation avec l'Allemagne ». Il donne les évolutions perçues depuis un précédent courrier.

« [...] respect affiché pour votre personne, mais conviction que vous ne voulez pas ou que vous ne pouvez pas modifier assez promptement et assez profondément la composition de votre gouvernement, modification communément jugé indispensable à l'œuvre constructive d'une "France nouvelle". »

Différentes solutions seraient à l'étude pour remplacer un pouvoir jugé défaillant : « extension de l'occupation militaire, mise en place d'un pouvoir allemand, désignation d'un gouvernement à Paris composés de Français jeunes, déjà connus ou inconnus ». Luchaire défend la cause de Laval qui serait encore entravé à Vichy. Les intercessions de Déat et Bergery ainsi que la sienne auraient permis de ralentir très provisoirement l'exaspération allemande.

Ainsi Luchaire exerce un jeu de dupes des plus dangereux car il semble s'être mis tant au service de Laval qu'à celui d'Abetz. Il croit pouvoir influencer le Maréchal Pétain car il aurait été très déçu que celui-ci ne prenne pas en compte ses remarques<sup>2644</sup>. Parti pour remplir une mission pour le gouvernement français, il devient instantanément un agent dévoué de l'ambassade. Sa légèreté voire son inconscience frappe lorsqu'il encourage la France non seulement à la collaboration mais à l'inféodation au national-socialisme.

Luchaire est placé le 25 septembre 1940 à la tête du Groupement corporatif de la presse quotidienne de Paris. Si l'on en croit Luchaire, sa mission auprès de Laval aurait duré deux mois, elle s'arrêterait donc aux alentours de cette date. Il faut noter que Luchaire est également nommé directeur du groupement corporatif de la presse parisienne lors de sa création le 11 juin 1941<sup>2645</sup>. D'après le compte rendu d'une réunion du groupement corporatif qui s'est tenu le 10 décembre 1940, il apparaît que la lutte d'influence est encore vive entre les journalistes parisiens et le gouvernement de Vichy. Après le report d'une réunion par le Ministre, ses relations avec le groupement sont très tendues. Le Ministre du Travail a dénoncé verbalement les menaces et les tentatives de pression du groupement qu'il assimile à du chantage. Luchaire propose un texte dans lequel il réitère ses protestations à l'encontre de Belin qui aurait le tort de « travestir<sup>2646</sup> » les idées du Maréchal. Le lieutenant Weber accompagne d'ordinaire ces réunions, il est présenté comme un

---

2643 F7 15327, « Luchaire dicte les commandements nationaux-socialistes à Pétain », souligné dans le texte.

2644 BDIC, Procès Luchaire, interrogatoire, 21/01/1946, F rés, 334/70/1, p.43.

2645 Voir Patrick Eveno, « La Corporation nationale de la presse française » in Hervé Joly (dir.), *Les Comités d'organisation et l'économie dirigée de Vichy*, Caen, Centre de recherches d'histoire quantitative, 2004, p.215-224.

2646 Compte rendu de réunion du groupement corporatif de la presse quotidienne de Paris, 10/12/1940. AML, fond Oscar-Paul Gilbert, ML 9176. Reproduit en annexe.

soutien de la corporation. Il est depuis juillet à la direction de la coopérative des journaux français<sup>2647</sup>. Il apparaît que Luchaire se sert de ses contacts allemands pour faire pression sur Vichy notamment à propos des questions corporatives. Les membres de la corporation s'inquiètent de ce que le ministre s'apprêterait à nommer un « sous-répartiteur » au papier, lequel aurait la capacité de nuire à tel ou tel journal. Ils se plaignent alors que les journaux risquent d'être sous la coupe d'une « dictature » et de n'être « plus des journaux libres ». La conception de la liberté est visiblement soumise à de grands écarts selon qu'elle se réfère à l'autorité allemande ou à celle française. Luchaire a livré son aperçu personnel sur la question lors de discours prononcés dans le cadre de ses fonctions corporatives.

« Il nous était jadis loisible de prendre librement parti pour telle politique : il n'y a plus aujourd'hui qu'une seule politique, celle de la France, celle du Gouvernement de la France<sup>2648</sup>. »

La mission de la presse serait désormais d'un intérêt supérieur et nécessairement autoritaire.

« Il nous était jadis loisible de refléter strictement l'opinion de nos lecteurs ; aujourd'hui, nous devons orienter et diriger cette opinion, voire même la violenter avec autant d'adresse que possible. [...] Editer un journal n'est plus exercer un commerce. Tenir une plume n'est plus exercer une profession. L'une et l'autre chose constituent des armes du salut national<sup>2649</sup>. »

La création des *Nouveaux Temps*, une appellation et ses sous-entendus.

Claude Lévy a retracé les étapes de la naissance des *Nouveaux Temps*. L'idée est en gestation chez Abetz depuis au moins la mi-août et il demande à Luchaire de patienter. On a vu précédemment que Luchaire aborde le sujet le 20 juillet lors de sa première entrevue avec Abetz. Lors de son procès Luchaire a évoqué le projet d'Abetz de fonder un journal qui s'adresserait à la gauche française et tenterait de faire triompher « le courant francophile » en Allemagne et en France. Il s'agissait alors de convaincre les Allemands qu'il y avait en France des « partenaires possibles<sup>2650</sup> » pour cette politique. Claude Lévy a rappelé ces déclarations selon lesquelles il espérait pouvoir donner « des conseils utiles » à la France au vue de l'amitié partagée avec Abetz et de son engagement personnel en faveur de la collaboration. Lévy posait alors la question de la sincérité de Luchaire. S'il refusait de se prononcer faute de documents à sa disposition, l'étude de l'itinéraire suivi jusque là par Luchaire permet d'apporter quelques éclaircissements. Eu égard à son tempérament, Luchaire a pu considérer qu'il se mettait au service du pays. Il est vrai qu'avant son caractère vénal, son expérience de dix années de contacts franco-

---

2647 Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps*, op. cit., p.39. Voir également Pierre Audiat, *Paris pendant la guerre : juin 1940-août 1944*, Paris, Hachette, 1946, p.45-46.

2648 AN, Z6 48, discours de Jean Luchaire, 04/03/1943, cité par Dominique Pinsolle, *Le Matin (1884-1944) : une presse d'argent et de chantage*, préface de Christian Delporte, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p.260.

2649 *Ibid.* p.261.

2650 BDIC, F RES 334/70/1, Procès Luchaire, interrogatoire, p.45.

allemands et sa pratique du métier de journaliste expliquent son engagement dans la collaboration. Mais la vision d'un dévouement tient avant tout chez Luchaire de l'auto-persuasion tant il mêle dans ses argumentaires des principes moraux aussitôt foulés au pied sous prétexte de circonstances défavorables. Ainsi les circonstances vont commander son destin et la situation confortable qu'il se bâtit à Paris l'enferme dans la voie de la radicalisation. La question qui subsiste est celle-ci : pour qui pense-t-il se sacrifier ? Luchaire conçoit le journalisme comme un outil à modeler l'opinion publique et un moyen de pression sur les autorités politiques. Alors à qui profitent les *Nouveaux Temps* ?

Après son inscription au registre du Commerce de la Seine le 25 octobre<sup>2651</sup>, la sortie du journal a lieu le 31 octobre soit une semaine après Montoire. La politique de collaboration est donc sa raison de vivre et le thème autour duquel s'organisent les autres. La question du choix du titre est abordée au procès et le Commissaire du Gouvernement Lindon soupçonne fortement Luchaire d'avoir voulu créer un journal remplaçant *Le Temps* en le désignant *Le Nouveau Temps* mais il ne dispose d'aucune preuves. Luchaire a expliqué plein d'émotions qu'Abetz proposait de relancer *Notre Temps* mais lui aurait refusé car ce titre devait rester la mémoire d'un groupe d'amis<sup>2652</sup>. Claude Lévy a montré que la forme du journal était moins une copie du *Temps* que la continuité de celle de *Notre Temps* même si Luchaire espérait bien récupérer une partie de son lectorat. Pourtant Jacques Chastenet a effectivement protesté contre une utilisation abusive du titre de son journal. L'avocat des *Nouveaux Temps* estime que « toute menace est définitivement écartée<sup>2653</sup> » le 25 novembre. Chastenet, co-directeur du *Temps* depuis 1932 et vice président du syndicat de la presse parisienne de 1934 à 1940 a certainement dissuadé Luchaire d'opter pour un titre rappelant de façon trop ostensible *Le Temps*. En effet les papiers Oscar-Paul Gilbert confirment l'hypothèse du remplacement pur et simple. Ils donnent à lire la demande officielle d'autorisation de publication en date du 7 octobre pour un journal dénommé *Le Nouveau Temps*<sup>2654</sup>. Le projet éditorial se propose de « gagner la sympathie de l'ancienne clientèle du *Temps* ». Il doit conserver sa rubrique de politique étrangère qui faisait le crédit du journal disparu. La demande officielle implique nécessairement une sujétion complète à la politique hitlérienne.

« On y démontrera la nécessité d'un ordre nouveau pour des raisons ethniques et économiques<sup>2655</sup>. »

Luchaire retrouve son goût des analyses définitives en matière de politique internationale.

« L'antagonisme des nationalités doit disparaître et faire place aux Etats-Unis d'Europe où les efforts de chaque pays se compléteront au lieu de se combattre. »

Il est précisé dans une note datée du 7 octobre que le journal doit « traiter quotidiennement, dans un esprit nouveau, les questions de doctrine et de pratique relative à la réorganisation de la France, de l'Europe et, en général, de la

---

2651 Archives judiciaires conservées aux Archives de Paris, RCS, D33U 494, inscription n°19540.

2652 BDIC, Procès Luchaire, interrogatoire, 21/01/1946, F rés, 334/70/1, p.47.

2653 AN, 2 AR 2 6, *Les Nouveaux Temps*, Courrier du 25/11/1940.

2654 AML, fonds Oscar-Paul Gilbert, ML 09176, Collaboration aux *Nouveaux Temps*.

2655 *Ibid*.

collaboration continentale ». Il doit encore s'efforcer de « faire connaître au public français, d'une façon claire et complète, les grandes réalisations de l'Allemagne nationale-socialiste ». Il envisage également un rôle plus important.

« Une collaboration étroite et cordiale entre ce journal et les autorités compétentes d'occupation permettrait à ces dernières de guider le reste des journaux avec un maximum de précision et un maximum d'efficacité - et ce avec le minimum de temps. »

Luchaire se proposait donc de faire de son journal le leader de la presse de collaboration en engageant ses confrères à suivre la voie qu'il tracerait. Une illustration de ce principe est donnée en août 1942 lorsque Jean Luchaire prend la plume dans son journal et signe en tant que président de la corporation de la presse quotidienne de Paris. Il engage les travailleurs membres de la corporation à « donner à leurs compatriotes l'exemple de la clairvoyance, du courage civique et de l'abnégation personnelle<sup>2656</sup> » en partant pour l'Allemagne au titre de la relève.

L'origine des fonds ayant servi à constituer la société éditrice des *Nouveaux Temps* reste obscure. Lévy a remarqué qu'un soupçon subsiste sur 150 000 Frs parmi les 571 000 nécessaires, au lieu des fonds Laval, il pourrait s'agir de l'argent d'Abetz. Lors de l'augmentation de capital, Luchaire a accepté l'argent de Gérard Hibbelen, directeur du Comptoir financier français. Il est hautement improbable que Luchaire n'ait pas pris conscience à ce moment que l'argent était allemand<sup>2657</sup>. Il faut noter que les sommes gagnées par Luchaire ont été précisées lors de son procès. A un salaire de 100 000 frs par mois s'ajoute la même somme au titre des recettes publicitaires. Luchaire reçoit ensuite une subvention personnelle du Ministère des Finances en plus de celle allouée au journal. Cela représente 1 440 000 Frs en 1943 et 700 000 Frs en 1944. Luchaire a expliqué avoir « tapé » le ministre Cathala afin de rembourser des emprunts consentis lors des augmentations de capital.

Le métier de journaliste sous l'occupation a pu offrir à certains la vie dont ils avaient toujours rêvé mais elle fut semble-t-il assez difficile pour ceux astreints aux tâches quotidiennes. Oscar-Paul Gilbert avait déjà assumé la fonction de secrétaire général de *La Voix* avant d'être renvoyé par Emile Roche. Il est partie prenante de la mise sur pied des *Nouveaux Temps* mais n'apparaît officiellement comme rédacteur en chef que pour une courte période. Il a conservé les traces de difficiles conditions de travail que n'améliore pas une atmosphère délétère. Gilbert s'échine à améliorer le journal tandis que Luchaire est absent et envoie son article tardivement. Les locaux sont privés de chauffage durant le premier hiver et Gilbert ne peut s'entendre avec le secrétaire général Paul de Montaignac<sup>2658</sup>.

Mais les difficultés matérielles ne sont rien à côté des désaccords politiques. Gilbert fait état à Luchaire d'un engagement à contrecœur<sup>2659</sup> ce qui suscite

---

2656 Jean Luchaire, « Pour la relève. Un vibrant appel aux collaborateurs de la presse parisienne », *Les Nouveaux Temps*, 16-17/08/1942.

2657 BDIC, F Rés 336/17, Procès Luchaire, p.21. Le nom d'Hibbelen est proposé par un fonctionnaire de l'ambassade. Le capital est augmenté en juillet puis en décembre 1941.

2658 AML, fonds Oscar-Paul Gilbert, ML 09176, Collaboration aux *Nouveaux Temps*. Courriers des 8 et 24/11/1940.

2659 *Ibid.* Note du 20/11/1940.

l'agacement de Luchaire<sup>2660</sup>. On comprend à la lecture de sa réponse combien Luchaire entretenait la confusion sur les questions de politique, de moralité, les divergences et les convergences de vue. Il dit agir avec patriotisme et se sacrifier au service du pays. Il se prononce en faveur d'une victoire de l'Allemagne afin que la France échappe à la mainmise de l'Angleterre. Il convient à une « soumission au monde germanique » mais entend qu'elle soit aussi limitée que possible. Cette lettre rappelle celle adressée à Louis Martin-Chauffier en 1933 pour refuser sa démission ainsi que le récit que fait Brossolette de sa dernière entrevue avec Luchaire. Le ressort en est le même, l'amitié devrait mettre à plat toutes divergences de vue. Le lendemain Gilbert formule une mise en garde sur la ligne politique du journal. Gilbert s'oppose ensuite catégoriquement à ce que Crouzet rédige les éditoriaux même anonymement. Il s'oppose également à ce que Mallet soit nommé directeur politique<sup>2661</sup>. Contraint de choisir entre ses collaborateurs Luchaire ne s'embarrasse pas longtemps et congédie Gilbert le 7 décembre. La mésentente entre les deux hommes se poursuit longuement à propos des indemnités de départ que réclame Gilbert puis quant aux conditions de publication d'un roman. *Les Nouveaux Temps* publie finalement le roman sans s'assurer de l'accord de l'auteur.

Les pièces du procès Crouzet<sup>2662</sup> offrent quelques indices supplémentaires sur la vie du journal. Une des stratégies de la défense a consisté à présenter Guy Crouzet comme intellectuellement limité. Elle est activement préparée par son père qui requiert plusieurs rapports de psychiatres lesquels font état d'un caractère « paranoïaque » et « chargé d'une lourde hérédité » eu égard à des aïeux dépressifs. Crouzet serait animé d'un « idéalisme passionné qui est à la limite du pathologique<sup>2663</sup> » et serait par ailleurs devenu « opiomane ». Il existe également deux lettres destinées à Luchaire qui montrent ses relations avec l'équipe du journal. Le 10 décembre 1941, il déclare dans un discours enflammé sa fidélité totale à Luchaire en évoquant un destin commun. Un mois plus tard il écrit à son patron pour commenter son dernier éditorial. Luchaire marquerait trop la soumission du pays en écrivant que la collaboration ne saurait être refusée sous peine de « conséquences fatales ». Crouzet en propose une variante afin d'atténuer cet effet négatif et précise les bonnes intentions qui le guident.

« Tu sais dans quel état d'esprit, qui n'a rien de gilbertien [sic], le plus nazi de tes collaborateurs te fait ces remarques. »

Ceci confirme l'animosité entre Gilbert et Crouzet et met évidemment à mal la défense de ce dernier lors de son procès. Celle-ci tente alors d'interpréter le terme « nazi » comme l'expression de la soumission de Crouzet à son directeur.

Luchaire pour sa part a semble-t-il déserté son journal assez rapidement. A son procès il explique que s'il a fréquenté les restaurants de nuit, ce n'était pas pour la musique mais parce qu'il travaillait toute la journée jusque tard à la Corporation de la presse. Les restaurants prestigieux étaient choisis pour flatter ses contacts et en

---

2660 *Ibid.* Réponse de Luchaire à Gilbert, 20/11/1940.

2661 *Ibid.* Lettre de Gilbert à Luchaire, 01/12/1940.

2662 AN Z6 280, Dossier 3227 Crouzet.

2663 *Ibid.* Rapport médico-légal du 27/02/1946, p.11.

espérer des résultats. Les factures du restaurant « Chez Maxim's » conservées parmi les papiers de Paul Montaignac reflètent quelques unes des occupations mondaines de Luchaire<sup>2664</sup>.

En 1941, la société Lutetia éditrice des *Nouveaux Temps* bénéficie de deux augmentations de capital qui permettent notamment la création d'un hebdomadaire illustré et partiellement en couleurs intitulé *Toute la vie*<sup>2665</sup>. Lors de sa sortie celui-ci profite de la suspension provisoire par la censure allemande du titre *La Semaine*<sup>2666</sup>. Il s'agit de son concurrent direct lancé par Bunau-Varilla en complément du *Matin*.

Claude Lévy a montré combien les exigences de l'ambassade inspiraient la ligne éditoriale des *Nouveaux Temps* et ses critiques à l'encontre de Vichy. Dès sa création le quotidien de Luchaire présente la politique de collaboration sous un jour positif et dément qu'il s'agisse d'un pis-aller. Le renvoi de Laval le 13 décembre l'engage sur la voie des polémiques. La colère du journal se développe à partir de janvier 1941 et ne faiblit pas durant toute la période où Darlan occupe la Présidence du Conseil<sup>2667</sup>, du 9 février 1941 au 18 avril 1942. Le retour de Laval, désigné par Lévy comme « l'enfant prodigue » aux yeux des *Nouveaux Temps*, calme enfin les campagnes de dénigrement. Le positionnement du journal en termes de politique intérieure est délicat car il doit s'exprimer en fonction de l'Allemagne, en opposition à Vichy sous des degrés divers et de manière à se distinguer du reste de la presse parisienne. Luchaire reste proche de Déat sur ce thème. Tous deux ont une même retenue à savoir qu'ils refusent de condamner définitivement la République et la démocratie. Luchaire décrit toujours une spécificité française qui l'empêcherait de s'accommoder d'une dictature. Il prône ainsi une « démocratie aristocratique<sup>2668</sup> » en lien avec un socialisme réformé. Il se distingue nettement de Spinasse du *Rouge et le Bleu* et de *La France au Travail* qui devient *La France socialiste* à partir du 10 novembre 1941. Il suit Déat et *L'Œuvre* dans la préconisation d'un parti unique. Luchaire publie également deux recueils de ses articles. Le premier reflète son analyse de politique internationale<sup>2669</sup>, le second<sup>2670</sup> est un essai de réflexion économique et sociale dans la droite ligne de ses « Recherches » publiées treize ans plus tôt dans *Notre Temps*.

La radicalisation des *Nouveaux Temps* intervient dans le second semestre 1942 en parallèle de l'engagement de la France sur la voie d'une collaboration totale et compte tenu de l'accroissement des difficultés du Reich. En juin 1942, les accords

---

2664 AN, 2 AR 2 6, *Les Nouveaux Temps*. Une facture du 09/12/1943 s'élève à 26 230 Frs, dont 17 665 Frs pour le mois d'octobre, 1370 Frs le 03/11, 2570 Frs le 4/11, 2730 Frs le 14/11 et 1895 Frs le 20/11. Une seconde facture du 06/04/1944 s'élève à 31 150 Frs dont 12 260 Frs pour janvier, 12090 Frs pour février, 4170 Frs le 29 mars et 2630 Frs le 31. A titre de comparatif, le salaire de base des employés du journal varie autour de 2500 Frs.

2665 Il est conservé à la BNF sous la cote Fol Z 1348. *Toute la vie. Hebdomadaire des temps nouveaux*. 7 août 1941-10 août 1944, n° 1-155. Paris, In-fol.

2666 Dominique Pinsolle, *Le Matin (1884-1944) : une presse d'argent et de chantage*, préface de Christian Delporte, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p.272.

2667 Olivier Dard, *La synarchie, Le mythe du complot permanent*, réédition augmentée, Perrin, Tempus, 2012, notamment, p. 8-11 et p. 20-21.

2668 Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps, op. cit.*, p.215.

2669 Jean Luchaire, *Les Anglais et nous. L'action britannique contre la France jusqu'au 13 décembre 1940*, Éditions du livre moderne, 1941, 95 p.

2670 Jean Luchaire, *Partage du pouvoir, patrons et salariés*, Éditions Balzac, 1943, 77 p

Laval-Sauckel instituent la Relève. En juillet la collaboration policière est consacrée par les accords Bousquet-Oberg. Le 8 novembre 1942 le débarquement allié en Afrique du Nord provoque l'invasion de la zone non occupée et le sabordage de la flotte française à Toulon. *Les Nouveaux Temps* font dès lors figure de journal « ultra-collaborationniste<sup>2671</sup> ». Le 10 novembre Luchaire appelle la France à intégrer le bloc militaire allemand contre les Alliés. En février 1943, il salue la création de la Milice puis justifie la création du STO à partir du 16 février. Le 17 septembre 1943 Luchaire apparaît comme signataire du Plan de redressement français aux côtés de Déat, Darnand et Doriot, ce qui marque la fin de la confiance accordée à Laval. Dès la fin de l'année 1943, le ton des *Nouveaux Temps* ne diffère plus des organes d'inspiration fasciste<sup>2672</sup>. Le nouveau gouvernement Laval de décembre 1943 ne rassure nullement le journal. Crouzet et Luchaire signent la « Déclaration commune sur la situation politique » le 10 juillet 1944. Ils côtoient certains membres du gouvernement tels Bonnard, de Brinon, Bichelonne et Déat ainsi que les collaborationnistes parisiens Benoist-Méchin, Cousteau, Rebatet et Doriot entre autres.

Dernières illusions à Sigmaringen.

Le départ de Paris a été relaté par Corinne Luchaire<sup>2673</sup>. Les familles des journalistes les plus compromis, Ménard, de Lesdain et Luchaire voyagent ensemble en direction de l'Allemagne. Luchaire de son côté quitte la capitale et tente de créer un nouveau journal à Saint-Dié. Il aurait appris là-bas sa nomination au sein de l'organisation politique qui succède à l'Etat Français. En effet une Délégation française pour la Défense des intérêts nationaux est d'abord mise sur pied à Belfort, théoriquement sous l'autorité morale du Maréchal Pétain. Les derniers partisans de la collaboration se retrouvent autour de de Brinon et s'apprêtent à se réfugier en Allemagne fuyant l'avancée des troupes alliées. On trouve les traces de l'activité de Luchaire au sein de cette Délégation dans les papiers du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale sous la cote 72 AJ 2003<sup>2674</sup>.

La colonie française stationne ensuite à Sigmaringen pendant quelques mois<sup>2675</sup>. La Délégation a pris le nom de Commission gouvernementale employant des termes qui ont la préférence des autorités allemandes<sup>2676</sup>. Elle est dirigée par de Brinon et comprend les « Ministres ou Secrétaires d'Etat » Déat, le Général Bridoux, Joseph Darnand et « le Commissaire Général Jean Luchaire<sup>2677</sup> ». Les membres de la Délégation sont logés, tout comme le Maréchal Pétain et son entourage, dans un château des Hohenzollern à l'intérieur duquel l'ambiance est très vite exécrationnelle<sup>2678</sup>.

---

2671 *Ibid.*, p.121.

2672 *Ibid.*, p.220.

2673 Corinne Luchaire, *Ma drôle de vie*, Sun, Paris, 1949.

2674 AN 72 AJ 2003, Sûreté Nationale, Direction des RG, dossier signé en couverture par Luchaire le 08/07/1945.

2675 Henry Rousso, *Un château en Allemagne : Sigmaringen, 1944-1945*, Paris, Pluriel, DL 2012.

2676 *Courrier de Déat à Bruneton*, 08/10/1944.

2677 Ses statuts sont précisés le 21/11/1944 à Sigmaringen, 72 AJ 2003.

2678 Corinne Luchaire, *Ma drôle de vie*, *op. cit.*, p.205-209.

Laval a mis son activité politique « en sommeil » mais les rancunes et les jalousies politiques sont omniprésentes. Les premiers soucis de la Commission tiennent à confirmer sa légalité et à organiser sa sécurité. Déat réclame à ce sujet la création d'une « *Volksturm* française en liaison de fait avec la *Volksturm* allemande » en parallèle de la Milice. Les relations de Luchaire avec de Brinon sont toujours aussi tendues comme en témoigne le ton de certains courriers. Le 28 octobre le Président de la Commission demande à Luchaire de prévoir des réductions budgétaires et s'en prend à ses agissements qu'il qualifie de « petite ruse qui ne prendra pas ». La Commission doit encore compter sur l'opposition farouche de Doriot. Une note datée du 23 septembre fait état des ressentiments des dirigeants du PPF à son encontre. Ses membres sont évalués en fonction du danger qu'ils pourraient représenter. Luchaire fait quant à lui l'objet d'une exclusive absolue et il est interdit aux membres du PPF de collaborer avec lui<sup>2679</sup>. Luchaire a visiblement été confronté à l'hostilité constante de de Brinon. Il semble que celui-ci ait été très proche de se débarrasser de Luchaire en mars 1945. Le Commissaire Général se démène alors pour conserver sa place et fait appel pour cela à Abetz<sup>2680</sup>. Il explique les tentatives de de Brinon pour l'évincer de la Commission alors que Déat et Darnand le soutiennent. Ils ont vraisemblablement voulu éviter la nomination de Doriot au Ministère de l'Information. Un dossier est même constitué pour préciser la « situation juridique » de Luchaire au sein de la Commission<sup>2681</sup>.

A lire les papiers du Commissaire Général à l'Information et à la propagande on constate une suractivité administrative sans le moindre rapport avec la gravité de la situation. Les décisions se succèdent pour préciser les attributions de chacun. Une note du 28 février 1945 intitulée « Décision n°10 » instaure un Conseil de discipline pour « réprimer les fautes commises » par les membres du commissariat à l'information et à la propagande. La « Décision n°12 » du 10 mars 1945 détermine quant à elle les conditions des absences de ses membres pour cause de maladies. Ceci renforce l'image d'un gouvernement fantoche et indique également le degré d'isolement et d'impuissance des Français de Sigmaringen. Les procès-verbaux des réunions des directeurs de services du Ministère de l'Information et de la Propagande ne sont guère plus encourageants. Les services sont confrontés à des difficultés sans nombre et sont réduits à multiplier les protestations officielles.

Le travail de Luchaire a également consisté dans la création du journal *La France* destiné aux ressortissants français présents en Allemagne et d'une radio devant émettre en direction de la France. L'examen de ces sujets lors de son procès apportent quelques précisions. Luchaire se défend d'avoir écrit dans *La France* dont la direction effective était assurée par Jacques Ménard. Il y aurait simplement fait publier le texte de ses allocutions prononcées à la radio. Celle-ci disposait d'une heure et demie d'émission par jour et Luchaire y aurait parlé à trente-neuf reprises. Luchaire présente une version assez osée de son travail à Sigmaringen ce qui ne

---

2679 AN 72 AJ 2003, Note pour le Délégué à l'Information et à la Propagande, 23/09/1944.

2680 AN 72 AJ 2003, Luchaire à Abetz, 09/03/1945.

2681 AN 72 AJ 2003, « Situation juridique de M. Jean Luchaire au sein de la Commission Gouvernementale », 03/03/1945.



manque pas d'agacer une nouvelle fois le Président du tribunal. Il explique avoir employé plus de deux cents personnes dans son Ministère dont quatre-vingt dix personnes à la radio alors qu'une dizaine aurait suffi afin de préserver le maximum de Français d'être enrôlés au titre du STO. C'est même ce qui aurait motivé la création du journal<sup>2682</sup>. Le Président du tribunal peut alors s'écrier :

« Vous vous êtes encore sacrifié ! ... C'est cela<sup>2683</sup> ? »

La teneur des allocutions prononcées à la radio ainsi que celle des courriers adressés au Ministre Reinebeck sont accablantes pour Luchaire. L'accusation a choisi de ne citer que quelques pièces et il en est d'autres tout aussi significatives<sup>2684</sup>. Luchaire est d'ailleurs contraint de revenir à l'idée d'un sacrifice et d'affirmer que la situation eut été pire en son absence. Cependant les courriers échangés avec Hermann Eich témoignent eux aussi de la confusion chez Luchaire entre sentimentalisme, devoir moral et choix politiques. Ils sont en tout cas le signe d'une véritable amitié avec certains officiers allemands. Luchaire et Eich s'expriment mutuellement leur reconnaissance pour l'œuvre accomplie en faveur de la paix et du rapprochement franco-allemand et s'encouragent à la poursuivre coûte que coûte<sup>2685</sup>.

Seulement la guerre s'installe bientôt sur le territoire allemand et l'amitié supposée d'Abetz n'est d'aucun secours à Jean Luchaire. Le 12 avril 1945 il s'adresse en vain à son vieil ami.

« Je te le répète : pour ton honneur, pour la justification de ta loyauté passée et présente, pour le maintien de nos dernières chances de collaboration, pour le sauvetage de ton œuvre, il faut, qu'avant tout autre chose, tu reviennes te manifester ici<sup>2686</sup>. »

Luchaire précise que Déat et Bucard partagent son avis et il termine sa lettre en déclarant qu'ils l'attendent « avec anxiété ». La fin du voyage pour Luchaire et sa famille passe par l'Italie après avoir vainement tenté de passer en Suisse<sup>2687</sup>. A Merano il se présente aux autorités américaines et prépare sa défense de manière à ce que les troupes d'occupation ne le livrent pas aux Français. Luchaire est finalement arrêté en mai 1945 puis interrogé une première fois à Nice le 2 juillet. Il est jugé par la Cour de justice de la Seine les 21 et 22 janvier 1946, reconnu coupable d'intelligence avec l'ennemi et d'une entreprise de démoralisation de la France afin que cela profite à l'ennemi, il est condamné à mort. Il est exécuté le 22 février 1946 au Fort de Châtillon.

---

2682 BDIC, F Rès 336/17, p.54.

2683 Ibid., p.56.

2684 AN 72 AJ 2003, Note au Directeur du poste radio La France, modalités pour s'adresser aux Français, signée Jean Luchaire, 26/12/1944.

2685 AN 72 AJ 2003, Lettre de Luchaire à Eich, dactylo, 3 p 18/03/1948, suivie d'une lettre d'une page à la même date ; lettre manuscrite de Hermann Eich à Luchaire, 21/03/1945.

2686 AN 72 AJ 2003, Luchaire à Otto Abetz, 12/04/1945.

2687 Corinne Luchaire, *Ma drôle de vie*, op. cit., p.218.



## CONCLUSION GENERALE

La personne de Jean Luchaire a suscité une mémoire embarrassée. En 1946, seul Georges Prade, le secrétaire général des *Nouveaux Temps* assume encore son amitié. Il fait le récit des dernières heures de Luchaire et rend hommage à son courage avant l'exécution<sup>2688</sup>. Le musicien Georges van Parys a publié ses souvenirs en 1969. Il était parmi les premiers amis parisiens de Luchaire en 1919 aux côtés de Jacques Nels. Il signe dans *Notre Temps* de 1933 à 1935 et entretient une solide amitié au moins jusqu'à la guerre. Au matin de l'exécution de Luchaire, il témoigne de sa tristesse dans ce qui n'est encore que son journal intime et hésite encore à condamner moralement son ancien camarade<sup>2689</sup>. Jouvenel a exagéré les talents d'analyste politique de son ami, il a surtout modéré ou grossi certains aspects de leurs itinéraires longtemps très proches afin de blanchir sa propre image<sup>2690</sup>. Dans ses *Cahiers* mis au jour par Olivier Dard, il éprouve une réelle compassion pour Luchaire et ses amis soumis à la vindicte populaire à l'heure de la Libération<sup>2691</sup>. Jacques Chabannes<sup>2692</sup> se remémore davantage ses liens avec Brossolette que ceux avec Luchaire. Comme Jacques Nels<sup>2693</sup>, il omet de préciser les détails d'une collaboration à *Notre Temps* qui dépasse largement la césure de 1934, première marque infamante sur l'image de Luchaire. Seul Claude Aveline<sup>2694</sup> qui s'est rapidement séparé de Luchaire porte un regard sans ambages. Il reconnaît en outre que si Luchaire se serait « vendu », il n'aurait « vendu personne ». Jacques Nels a également témoigné en ce sens en racontant avoir reçu à son domicile de Marseille à la fin de l'année 1940 la visite d'un émissaire de Luchaire venu lui transmettre un message on ne peut plus clair : « "Fous le camp le plus vite possible"<sup>2695</sup> ». Luchaire n'a sans doute jamais trahi ses amis mais son engagement dans la collaboration a mis un voile sur ses expériences précédentes rendant son évocation bien délicate pour la plupart de ses amis.

L'itinéraire du journaliste du briandisme au collaborationnisme pose la question de la place du pacifisme et de l'idée européenne dans la soumission puis l'inféodation au national-socialisme. Les circonstances et la personnalité du directeur de *Notre Temps* ont également leur importance.

En France il a visiblement fréquenté une grande diversité de milieux et de personnalités suscitant au passage autant d'amitiés durables que de haines tenaces. Il est vrai qu'il n'est pas aisé de suivre Jean Luchaire. Sa passion le porte vers la

---

2688 F7 15327, Georges Prade, 22/02/1946.

2689 Georges van Parys, *Les jours comme ils viennent*, Plon, 1969, p.333.

2690 Bertrand de Jouvenel, *Un voyageur dans le siècle*, op. cit.

2691 Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, op.cit., p.196.

2692 Jacques Chabannes, *Je les ai connus de A à Z*, op. cit.

2693 Jacques Nels, *Fragments détachés de l'oubli*, op. cit.

2694 Claude Aveline, *Moi par un autre*, op. cit., p.288.

2695 Jacques Nels, *Fragments détachés de l'oubli*, op. cit., p.189.

politique mais son projet personnel l'engage à s'intéresser à la jeune littérature. Convaincu de la nécessité d'abandonner les vieilles querelles, il veut réunir autour des mêmes objectifs laïcs et croyants, militants de droite et de gauche, disciplinés à l'intérieur d'un parti et hostiles aux « encartements », réalistes et spiritualistes. Il se refuse à critiquer les gouvernements successifs jusqu'en 1934 autant pour se ménager leur soutien financier que par lassitude devant les débats de politique intérieure. Luchaire n'est pas un idéologue, seulement un « réaliste » dans son expression la plus simpliste. Il faut également convenir de la faiblesse de son analyse politique quoiqu'en ait dit son ami Jouvenel. Malgré tous ses efforts Luchaire reste isolé et ne parvient jamais à constituer autour de lui une base solide à même de lui apporter autre chose qu'un succès d'estime passager. Jouvenel revient d'ailleurs avec vigueur dans ses *Cahiers* sur la qualité toute relative du journalisme pratiqué avec Luchaire<sup>2696</sup>. Aussi la question du financement se pose-t-elle sans cesse et l'incite à des prises de risques de plus en plus dangereuses. Et ce qui frappe le plus chez Luchaire est sans doute cette absence de la moindre prudence. S'il ne s'est jamais sacrifié pour une cause, il s'est constamment mis en danger. La raison de cette attitude est peut-être à rechercher dans son ouvrage *Une Génération réaliste* et dans cette certitude d'avoir une œuvre à réaliser avec ses camarades d'âge. La recherche d'une paix définitive en Europe passe nécessairement par la détente franco-allemande. Il entend alors appliquer dans ce domaine la « discipline politique » définie dans *Notre Temps* en juillet 1927 laquelle commande, selon sa propre interprétation, de trouver des solutions par tous les moyens. Il applique également la « discipline européenne » présentée le mois suivant en ne prenant en compte que les « intérêts » et les « réalités ». Au fur et à mesure de l'aggravation des relations franco-allemandes, les « réalités » allemandes prennent le pas sur les autres facteurs. Luchaire entend seulement préserver ce qu'il nomme la « paix de fait » et s'engage alors sur la voie des renoncements sans fin face à la détermination allemande puis face aux coups de force hitlériens. D'autant que Luchaire s'est persuadé de pouvoir jouer un rôle d'intermédiaire de premier plan. Il accorde une importance démesurée à la malléabilité de l'opinion publique et croit pouvoir influencer sur le cours des événements en Allemagne et en France en montrant une image pacifique de la France et en encourageant une politique de concessions d'abord minimales. La relation avec Otto Abetz confirme ses prétentions à jouer aussi un rôle diplomatique. Celui-ci reste assez obscur et semble-t-il limité, il est question d'une mission auprès de von Papen au profit de Laval au début de l'année 1932 mais il semble difficile d'en connaître les détails<sup>2697</sup>. Cependant la puissance d'organisation de la jeunesse allemande et le choix d'Abetz comme interlocuteur unique en qui il se remet entièrement lui donne à penser qu'il dispose d'un levier d'action auprès de l'Allemagne. A défaut d'être réel, ceci a pu l'aider à hausser son image auprès des milieux politiques français. Les propos du conseiller d'ambassade Feihl tenu lors de sa déposition au procès Abetz peuvent alors être perçus dans toute leur dimension.

« Monsieur, Jean Luchaire a reçu, de mes mains, avant la guerre, chaque

---

2696 Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, op.cit., p.210-211.

2697 Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps*, op. cit., p.21.

mois, je crois, 2000 à 3000 francs. Pourquoi faire ? Il était toujours à court d'argent ; C'était prévu pour la fin du mois. Il venait toujours me voir le 2 ou le 3 du mois. Mais qu'est-ce qu'il a fait ? C'était M. le Conseiller d'Ambassade Hostein (?) qui avait besoin de petites choses pour ses rapports qu'il voulait envoyer à Berlin. Alors, naturellement, M. Luchaire connaissait les intimités de la politique intérieure, toutes ces questions-là ; et je crois qu'il a fait la même chose avec les autres missions diplomatiques, soit tchécoslovaques et autres.

Il y avait encore une autre chose qu'il a publiée, un journal, je crois, "La Tribune des Nations", et l'Ambassade a abonné peut-être (je peux me tromper) 40 000 exemplaires, tandis qu'elle n'en recevait que 200. Et les autres missions l'ont fait aussi. C'était si vous voulez, payé.

[...]

Pour un attaché de presse comme moi, c'était très facile. On pouvait dire à M. Luchaire : "Publiez cet article." Alors, il le publiait. Naturellement, ce n'était pas des articles francophobes, mais seulement des articles pour faire voir des idées allemandes. C'était le rôle de Jean Luchaire<sup>2698</sup>. »

La soumission graduelle de Jean Luchaire à l'autorité allemande peut ainsi s'expliquer par la volonté de favoriser les efforts de paix. Et la défense des intérêts allemands participait de ces mêmes efforts avec l'idée que la paix serait assurée une fois que l'Allemagne serait satisfaite. Il est évident que ceux-ci s'accompagnent d'une vénalité infamante mais cet aspect reste finalement secondaire. Jean Zay a dressé dans ses notes le portrait d'un personnage générique dans les années trente.

« Le maître chanteur a joué entre les deux guerres un rôle important. Les mœurs de presse le firent croître et multiplier, comme l'herbe après l'orage. Il offrait bien des types divers, depuis le forban qui arrachait aux gouvernements et aux banques des millions pour lancer quotidiens et hebdomadaires à grand tirage, jusqu'au besogneux, monnayant dans les couloirs de la Chambre un écho de dix lignes contre une décoration ou une loge de théâtre<sup>2699</sup>. »

Le portrait que Jean Zay dresse du « plus pittoresque de tous » caché sous le pseudonyme de Grive ne correspond pas avec la carrière de Luchaire. Pour autant il nous indique toute la marge de manœuvre dont disposait un patron de presse doté d'un peu de culot. Le cas de Luchaire n'est donc nullement à part et ne se distingue pas par la seule âpreté aux gains. L'espoir de faire disparaître définitivement les motifs de guerre entre l'Allemagne et la France l'a aveuglé et a nourri une germanophilie encouragée par son hostilité envers la Grande-Bretagne. Le pacifisme est prégnant dans l'itinéraire de Luchaire. Celui-ci s'est avéré extrême sans être dogmatique et l'a conduit suite à ses erreurs personnelles dans l'impasse de la collaboration. Poussé dans ses retranchements et arrivé au comble de la contradiction d'un engagement prétendument pacifiste, il a encouragé la guerre contre les Alliés afin de préserver l'Europe des périls du « bolchevisme ». L'argumentaire européen n'est plus qu'un accessoire servant à justifier la cause

---

2698 BDIC, Procès Abetz, F Rés 334/1, Audience du 18 juillet 1949, déposition de M. Feihl, p.53.

2699 Jean Zay, Patrick Pesnot, *Souvenirs et solitude*, précédé de *Jean Zay, ministre de l'intelligence française* de Patrick Pesnot, Editions de l'Aube, 2004, p.238.

allemande. Dès la conclusion du Sohlberg le projet européen avec les valeurs qu'il était censé mobilisé avait été mis entre parenthèses au profit d'un arrangement entre nations. En 1931 l'idée était définitivement abandonnée avant d'être réutilisée durant la collaboration pour la cause de la propagande. Et le « réalisme » extrême de Luchaire a finalement joué à lui seul un rôle déterminant.

*Notre Temps* a regroupé une multitude de talents si bien que ses anciens collaborateurs aiment à la présenter comme le lieu où se rencontraient tous les jeunes qui comptaient dans les arts, les lettres et la politique au tournant des années trente. Si la revue a effectivement réservé ses colonnes pendant un an aux membres de la « nouvelle génération », il reste qu'elle n'a pas trouvé un écho suffisant parmi la jeunesse et n'a pu solidifier son lectorat. Il semble qu'elle s'adressait davantage à une jeune élite intellectuelle et politique afin de mieux se confronter à leurs aînés.

La démesure du projet de représenter une génération entière nous invite à la qualifier de revue des relèves. Cette universalité de la génération confirme la volonté de ne pas s'en tenir à un parti ou au seul pôle réaliste. On a pu ainsi constater le souci de trouver des passerelles et des sujets d'entente avec les spiritualistes autant qu'avec les forces politiques jugés proches du Parti radical. Son voisinage du Parti radical échoue rapidement quand Daladier opte pour une stratégie d'union des gauches. La rupture avec les jeunes radicaux est alors définitive ce qui n'empêche pas *Notre Temps* de conserver le soutien des personnalités politiques radicales les plus importantes tout au long des années trente.

Les débats autour des « jeunes équipes » ont soulevé la question de l'engagement partisan. Il s'agit du point d'achoppement entre Luchaire et ses camarades car *Notre Temps* veut rester au-dessus des « chapelles » quand les « jeunes équipes » choisissent d'agir au sein du Parti radical pour hâter la réforme de l'Etat. Le résultat est négatif pour Luchaire car cette question cristallise l'animosité des jeunes équipes de gauche à l'encontre de *Notre Temps*.

Cette étude entendait présenter le contenu d'une revue du pôle « réaliste » afin de mieux la situer parmi les relèves. La primauté de l'économique sur le politique, les projets de réforme de l'Etat et la recherche des relais politiques à même de porter ces mesures sont des points bien connus et *Notre Temps* se distingue sans doute par sa volonté de prôner une rationalisation de la vie politique notamment à travers l'utilisation de la science.

Eu égard à la personnalité de son directeur et à un recrutement très diversifié, *Notre Temps* occupe une place originale à l'intérieur même du pôle « réaliste ». D'abord parce que l'idée d'une réforme de l'Etat n'est pas la seule préoccupation de la revue même si elle structure la réflexion de politique intérieure. Il y a également une confusion entre les appels aux « Jeunes Turcs », ceux aux « jeunes équipes » et la référence constante à une « génération » unie au-delà des barrières partisans qui a pu éloigner certains tenants de la Réforme de l'Etat. Le discours « réaliste » est surtout présent à la fin des années vingt alors que le mot d'ordre perd graduellement de sa signification jusqu'à ce que Tardieu lui-même le revendique. Contrairement à *La Voix* qui défend l'union de la gauche non communiste, Luchaire soutient

ardemment une concentration la plus large possible. Il peut d'ailleurs s'en satisfaire même si la Réforme de l'Etat ne connaît pas de réalisations majeures à condition qu'elle poursuive une politique internationale de paix. L'orientation de la revue vers les questions européennes en juin 1930 relègue alors ces préoccupations au second plan. Elles restent cependant une marque importante de la revue mais leur confinement dans une rubrique spécialisée les éloigne des sujets traités en éditorial.

A partir de juin 1930, *Notre Temps* se présente comme un hebdomadaire européen et briandiste. Le projet de Fédération européenne offre une perspective intéressante pour vanter le rapprochement franco-allemand. Mais les deux mots d'ordre qui devaient être traités en parallèle s'avèrent bientôt en contradiction. En effet l'angélisme des membres de *Notre Temps* est rapidement contrarié par les appétits nationalistes allemands. La revue se lance dans le rapprochement intellectuel avec l'Allemagne dans le même esprit que le « désarmement moral » prôné par d'autres intellectuels notamment le père de Jean, Julien Luchaire<sup>2700</sup>. Il s'agit pour *Notre Temps* d'encourager une meilleure connaissance de l'Allemagne afin de réduire les réflexes de repli et de préparer à une saine discussion entre les deux pays. Le choix d'apporter une confiance aveugle au *Sohlbergkreis* prive *Notre Temps* d'une pluralité des opinions qui eut été sans doute enrichissante. Les divergences d'interprétation aboutissent à un échec passé sous silence dans la revue mais que l'on perçoit en constatant le départ de ses principaux animateurs. Dès lors le rapprochement devient uniquement politique. Ceci suit d'ailleurs un phénomène plus large qui voit la revue opter inexorablement pour un contenu majoritairement politique. La recherche d'une mentalité commune à la « nouvelle génération » cède alors la place à la promotion de la politique briandiste. Lorsque *Notre Temps* arrivait encore à s'autofinancer les débats pouvaient s'ordonner sans soucis des querelles politiciennes. Mais lorsque la revue se met au service de personnalités politiques, les adversaires et les opinions divergentes se multiplient. Les littéraires quittent *Notre Temps* avec l'impression de s'être fourvoyé en politique comme Jean-Jacques Bernard ou en désaccord avec Luchaire comme Louis Martin-Chauffier.

Briand devient le faire-valoir de *Notre Temps*. Luchaire peut alors se réclamer du « pèlerin de la paix » dans chacune de ses argumentations de politique internationale y compris après sa mort. La récupération est alors totale car la revue entend s'attribuer son héritage et juger des faits nouveaux selon les principes supposés de l'ancien tenant du Quai d'Orsay. De plus l'assimilation du briandisme à une politique exclusivement conciliante éclipse la stratégie française qui vise avant tout à tempérer les ardeurs allemandes. Quand Luchaire encourage la France à satisfaire l'Allemagne le plus rapidement possible, il s'éloigne d'autant de la politique de Briand. Devenu quotidien, le journal de Luchaire est désormais bien loin de son esprit d'origine. Radical passionné à l'automne 1933 puis fluctuant au gré des allégeances à ses pourvoyeurs de fonds, le journal vit des heures difficiles. Luchaire

---

2700 Julien Luchaire, *Le désarmement moral*, Valois, 1932. Voir également dans un esprit différent Général Alexandre Percin, *Le désarmement moral*, A. Delpeuch, 1925.

est quasiment seul lorsqu'il est sauvé financièrement par Georges Bonnet. Les événements de l'année 1938 offrent alors un nouvel intérêt à la relation entretenue avec Abetz.

On constate ainsi que *Notre Temps* a survécu à l'épuisement de tous ses mots d'ordre. Le « réalisme » n'a pas permis à la revue de fédérer en son sein les énergies réformatrices. Le projet de Fédération européenne mort-né est entretenu de manière toute symbolique. Le rapprochement intellectuel franco-allemand doit rapidement céder la place au rapprochement politique. Fertile en divergences de vues, il consacre lui aussi l'isolement de Luchaire. Quant au pacifisme, l'année 1935 voit le départ du dernier de ses promoteurs aux côtés de Luchaire. Robert Lange marque alors son attachement au pacifisme juridique et indique une limite ferme qui n'existe pas chez le directeur de la revue.

Le travail a été entrepris sous l'angle du collectif car c'est la marque qui forge l'identité de la revue à sa naissance. Il devait nécessairement faire également une place à l'itinéraire singulier de son directeur non en revenir à son destin funeste mais bien pour expliquer les évolutions successives de cette revue des années trente. En effet les rebondissements qu'a connus *Notre Temps* sont d'abord le fait de Luchaire. La rupture avec Emile Roche, la séduction de Briand et la relation avec Abetz sont trois événements qui préfigurent à chaque fois la nouvelle orientation de *Notre Temps*.

Si *Notre Temps* est ainsi l'une des revues les plus représentatives des relèves de l'entre-deux-guerres, elle était paradoxalement l'une des moins connues. A défaut de pouvoir l'analyser sur la base de ses archives, sa lecture approfondie a permis d'en dégager la sociabilité, les orientations et les évolutions. *Notre Temps* renvoie de fait à une histoire collective et symbolise pour beaucoup une « génération réaliste ». Pourtant, ce travail a montré que sans être négligeable, le « nous » ne doit pas masquer le caractère essentiel du « je », celui de Jean Luchaire.



## Table des matières (volume 1)

SOMMAIRE.....	11
LISTE DES SIGLES.....	13
INTRODUCTION.....	15
<b>Première partie. LA CONSTRUCTION DE LA PENSÉE POLITIQUE DE JEAN LUCHAIRE. PRODRONES DE LA CRÉATION DE <i>NOTRE TEMPS</i>.</b> .....	21
<b>Chapitre premier. Premières initiatives entre France et Italie.</b> 14	
I. L'enfance de Jean Luchaire.....	21
A. La famille de Jean Luchaire. ....	21
B. Une adolescence franco-italienne.....	22
C. Une première revue : <i>Les jeunes auteurs</i> , 1913-1918.....	23
II. L'éveil précoce d'une conscience politique.....	24
A. La Ligue latine de la jeunesse et la revue <i>Vita Latina</i> . ....	25
B. <i>Vita</i> , 1919.....	32
<b>Chapitre deux. La maturation politique de Jean Luchaire.</b> .....	35
I. Les essais pour une représentation de la jeunesse française.....	35
A. Le dynamisme multiforme de Jean Luchaire.....	35
a) Mariage et premier emploi.....	35
b) L'Effort. 1920-1921.....	36
c) <i>La Jeune Europe</i> , novembre 1921-mars 1922.....	38
B. L'entrée dans le journalisme professionnel : <i>L'Ère nouvelle</i> 1921-1923.....	40
a) La rubrique des jeunes.....	40
b) Luchaire, journaliste régulier à <i>L'Ère nouvelle</i> .....	43
1. La défense d'une politique franco-italienne.....	44
2. La Conférence de Gênes.....	46
c) Les « Libres Opinions » de Jean Florence à la Une de <i>L'Ère nouvelle</i> .....	47
d) Variété des préoccupations de politique internationale.....	50
1. L'Allemagne réactionnaire et les nationalistes français.....	50
2. Une politique turque ?.....	51
3. Suite et fin de la collaboration à <i>L'Ère nouvelle</i> .....	52
C. L'apprentissage politique dans les cénacles de jeunes, 1922-1923.....	54
a) Le Groupement universitaire pour la Société des Nations, la Molé et le Groupe d'études diplomatiques, économiques et sociales.....	54
b) Le Comité de Conférences Démocratiques et d'Action Sociale.....	56
c) « L'éducateur » Robert de Jouvenel.....	57
II. <i>Vita</i> , 1924. Une jeune revue originale au sein de la gauche républicaine.....	58
A. <i>Vita</i> , une revue de gauche ? .....	59

a) La critique du Bloc national. ....	59
b) La défense d'une politique internationale de conciliation.....	61
c) La jeune littérature et la littérature pacifiste. ....	65
B. <i>Vita</i> , une revue révolutionnaire ?.....	68
a) Le « chaos » politique depuis 1919. ....	68
b) Des réformes pour renforcer la République et consacrer la primauté de l'économique. ....	70
C. La rhétorique révolutionnaire. Quelle vision de la République ? .....	72
III. La promotion de la jeunesse dans <i>La Volonté</i> , 1925-1927.....	76
A. Les rapports de Jean Luchaire avec la Fédération des Jeunesses laïques et républicaines à travers « La Volonté des jeunes ». ....	77
a) La promotion du travail de la Fédération des Jeunesses laïques et républicaines. ....	78
b) La révision de la constitution : un projet antidémocratique ? .....	81
B. Le positionnement original de Luchaire.....	83
a) Les interprétations de Dauriac sur le sens de l'engagement aux Jeunesses laïques et républicaines. ....	83
b) La position de Luchaire vis-à-vis de Valois et du Faisceau. ....	84
c) Une séparation d'avec la Fédération des Jeunesses laïques et républicaines ? .....	86
1. La critique des cadres de la Fédération.....	86
2. Le congrès de Reims et l'éloignement des Jeunesses laïques et républicaines en 1926.....	87
C. Une histoire de l'engagement politique de la jeunesse depuis la fin du conflit. ....	89
a) La définition de la « nouvelle génération ». ....	89
b) L'unité psychologique et politique de la jeunesse.....	91
1. Une révision des valeurs de l'engagement politique.....	92
2. L'espoir d'un rapprochement avec la Jeune Droite.....	93
c) Le primat du facteur international sur toutes les autres considérations politiques. ....	94
D. Un commentateur politique iconoclaste. ....	95
a) Luchaire confirme une stratégie hors des partis traditionnels... ..	95
b) ...dans le sillage de Dubarry. ....	96
<b>Chapitre trois. Histoire du concept de « génération réaliste », les fondements de <i>Notre Temps</i>.</b> .....	98
I. Des adolescents spectateurs de la guerre.....	104
A. Le patriotisme adolescent en temps de guerre. ....	104
B. La paix, un idéal en construction qui bouleverse les représentations. ....	104
C. 1918, une réalité amère. 1919, la révolte pour détruire le monde ancien. .	105
II. La naissance d'une génération.....	109
A. Une contexte déterminant : grandir en guerre.....	109

B. Prise de distance avec les combattants et séparation des aînés. ....	110
C. 1919, année charnière, solitude définitive. ....	112
 III. La production d'un discours sur soi à la recherche des fondements de l'identité. .....	112
A. Affirmation d'une identité commune. ....	112
B. Les aspirations de la jeune génération. Un portrait psychologique. ....	114
C. Les engagements de la jeune génération, pratiques politiques et littéraires. ....	115
 <b>Deuxième Partie. NOTRE TEMPS, « REVUE DES NOUVELLES GENERATIONS ».</b> 1927-1930. ....	119
<b>Chapitre Premier. Naissance d'une revue originale.</b> .....	119
 I. Définitions des cadres de la revue.....	119
A. La création de <i>Notre Temps</i> . ....	119
a) Une entreprise collective basée sur l'amitié. ....	120
b) Les temporalités de la revue. ....	122
c) La délicate question du financement. ....	123
d) L'équipe rédactionnelle.....	125
e) Les rubriques.....	127
B. Un projet éditorial axé autour d'une recherche.....	128
a) La définition de la « nouvelle génération». ....	129
b) La « Discipline politique » de la « nouvelle génération ». ....	132
c) L'engagement européen.....	134
d) La « nouvelle génération » érigée au rang de concept.....	137
 II. Un positionnement politique encore délicat. ....	139
A. Un premier aperçu du « réalisme ». ....	139
a) La vigueur du « réalisme » en 1927. ....	139
b) La signification donnée du « réalisme ». ....	141
1. Le « réalisme » et la critique de la politique traditionnelle.....	142
2. Les vertus de l'économique et sa primauté sur le politique. ....	144
B. Le voisinage du Parti radical. ....	146
a) L'engagement aux côtés du Parti radical, un paradoxe et une stratégie. ...	146
b) <i>Notre Temps</i> : la revue des « Jeunes Turcs » ?.....	147
c) Un tournant dans la carrière de Luchaire : la rupture avec Emile Roche....	150
 <b>Chapitre 2. La confrontation des idées-phares de <i>Notre Temps</i> au débat public.</b> .....	155
I. Quelle appartenance politique pour les « jeunes équipes » ? .....	155
A. La pérennisation de <i>Notre Temps</i> . ....	155
B. La « Chronique des jeunes équipes ». ....	156
a) Le premier cercle des « jeunes équipes ». ....	157
1. Les démocrates populaires.....	158

2. Les Cahiers bleus.....	158
b) Les « jeunes équipes » entendues au sens large. ....	159
1. Les « jeunes équipes » vues de droite. ....	160
2. Le regard vers l'étranger.....	161
C. La ligne politique défendue par André Sauger. ....	162
D. L'ouverture politique de <i>Notre Temps</i> , une campagne en faveur de la concentration. ....	165
a) La proximité dans le discours. Reprise des termes chers à <i>Notre Temps</i> ..	165
1. Le rapprochement des jeunes de l'Alliance démocratique et du Parti radical.	166
2. Marcel Prélot et l'idée du « parti central ».....	167
3. Des socialistes « réalistes » en prise à une querelle de génération ? .....	167
4. Une large union jusqu'à la droite ? Au moins contre le marxisme. ....	168
b) Participer au débat pour mieux mettre en avant sa propre maison. ....	168
1. Renforcer l'Alliance Démocratique. ....	168
2. Prélot en faveur d'une concentration autour du Parti démocrate populaire.	169
3. La distance qui sépare Luchaire des jeunes socialistes. ....	169
4. Une participation symbolique de Dumat. ....	170
II. Un discours technicien, marque du « réalisme ». ....	171
A. La recherche théorique de Luchaire.....	171
a) De la révolte de la jeunesse à la révision de la politique. ....	171
b) « L'évolutionnisme : une combinaison du « spiritualisme et du « réalisme ».173	
1. Le rôle du Parti radical.....	174
2. Qui sont les évolutionnistes ? .....	176
3. Les modalités d'action pour la révision générale des idées. Dans et hors les partis. ....	176
c) « L'ère scientifique ».....	177
1. L'Etat technique.....	178
2. L'exemple italien à l'époque de l'avènement du fascisme. ....	180
3. « La démocratie culturelle ».....	182
B. Le discours scientifique dans <i>Notre Temps</i> .....	184
a) La science au secours de la politique.....	184
b) Le plaidoyer pour une politique rationnelle. ....	187
III. L'impossible réunion des « jeunes équipes ». ....	189
A. 1930, La séparation des « jeunes équipes » et la remise en cause des concepts de « réalisme » et de « nouvelle génération ». ....	189
B. L'impossible rapprochement avec les autres pôles de la jeunesse : premier échec de <i>Notre Temps</i> ?.....	200
<b>Chapitre 3. <i>Notre Temps</i>, miroir des perceptions d'une époque. ....</b>	<b>203</b>
I. Une empreinte spiritualiste. ....	203
A. A la recherche d'une identité psychologique commune. ....	203

B. La participation de Daniel-Rops. ....	204
C. La contribution de Louis Martin-Chauffier. ....	208
a) Martin-Chauffier précurseur de la réflexion personaliste ? .....	209
b) Les prises de position de Martin-Chauffier ou la convergence avec Luchaire. ....	210
c) L'engagement au service de la vérité et de la justice. ....	212
d) Les limites de la communauté de vues avec Luchaire. ....	213
D. Une empreinte spiritualiste dans <i>Notre Temps</i> . ....	214
II. Les illustrations littéraires du concept de génération. ....	215
A. La réflexion littéraire et artistique. ....	215
B. Le discours sur la génération. ....	218
a) La contribution de Philippe Fauré-Frémiet. ....	218
b) La publication de témoignages personnels, entre histoire de la décennie et promotion du concept de génération. ....	219
c) Le goût de Luchaire pour l'autobiographie appliquée à sa génération. ....	223
d) Un exercice imposé pour les membres de <i>Notre Temps</i> . ....	223
e) Les sociabilités autour de l'idée de génération. ....	225
III. La politique internationale dans et autour de <i>Notre Temps</i> . ....	226
A. Le fait international dans <i>Notre Temps</i> entre 1927 et 1930. ....	226
a) La « conscience européenne » des promoteurs de <i>Notre Temps</i> . ....	226
b) Le débat sur le projet européen structuré autour de la place de la Grande-Bretagne dans l'équilibre continental. ....	228
B. Jean Luchaire dans <i>La Volonté</i> de 1927 à 1930. ....	232
C. L'Allemagne dans <i>Notre Temps</i> . ....	234

### Troisième partie.

« LA REVUE DES NOUVELLES GENERATIONS EUROPEENNES ». 1930-1933. ....	239
---	-----

### Chapitre premier. Un hebdomadaire briandiste. ....

I. L'œuvre de rapprochement intellectuel entreprise par <i>Notre Temps</i> . ....	241
A. Le Sohlberg, conférences et commentaires. ....	241
a) Le déroulement de la rencontre. ....	241
1. Un séjour d'immersion du 28 juillet au 3 août 1930. ....	241
2. Le menu des conférences : discours allemands et français. ....	243
b) Jean Luchaire au Sohlberg. ....	245
1. Les tendances politiques de la « nouvelle génération » française. ....	245
2. Parmi ses conclusions, l'idée européenne et le fait national. ....	246
c) La réception du congrès en France et en Allemagne. ....	248
B. Les signataires allemands et français pour le rapprochement des jeunesses. ....	251
a) Evaluation quantitative des participations allemandes de 1930 à 1934. ....	251
b) Nature des participations allemandes en 1930. ....	252
1. Une information objective en provenance d'Allemagne et d'Autriche. ....	252

2. Les signataires allemands favorables au rapprochement.....	253
3. Dans le contexte des élections allemandes.....	254
c) Les membres de <i>Notre Temps</i> en faveur du rapprochement. ....	256
d) La lecture du Congrès de Mannheim par <i>Notre Temps</i> .....	258
II. La politique extérieure dans <i>Notre Temps</i> en 1930. ....	259
A. Défense du projet de Fédération européenne dans <i>Notre Temps</i> . ....	259
a) Luchaire et l'organisation européenne.....	260
b) L'examen de l'actualité internationale par Pierre Brossolette. ....	264
c) La rubrique « La Fédération européenne ». ....	266
d) Les rédacteurs de <i>Notre Temps</i> et l'idée européenne.....	268
B. Deux signatures au service d'une politique internationale de détente.....	269
a) La priorité de Brossolette : l'organisation pacifique du continent.....	269
1. Le rapprochement franco-allemand dans l'optique d'une organisation de la paix. .....	269
2. Une mise en perspective des nationalismes français et allemand.....	270
b) Le rapprochement franco-allemand, cheval de bataille du directeur de <i>Notre Temps</i> .....	272
1. Une analyse « réaliste » et les enseignements du Sohlberg. ....	272
2. Les visions déformées du nationalisme français. ....	273
3. La reconnaissance du nationalisme allemand. ....	276
<b>Chapitre deux. Le tournant des relations intellectuelles franco-allemandes.</b> .....	280
I. <i>Notre Temps</i> , fer de lance du rapprochement intellectuel franco-allemand. ....	280
A. De l'engagement des intellectuels au service de la paix. ....	280
a) Les deux manifestes. ....	280
1. Le manifeste français.....	280
2. La réflexion autour du manifeste français. ....	281
3. Le « Manifeste des 188 intellectuels artistes et savants d'Allemagne ». ....	283
b) La réception des manifestes en France et en Allemagne.....	284
1. Le débat en France sur l'attitude de la jeunesse vis-à-vis de l'Allemagne..	285
2. Quel engagement pour les intellectuels ? .....	286
B. Rethel ou l'ambiguïté des relations intellectuelles.....	286
a) L'ancrage des positions.....	287
1. La mise en avant du concept de <i>Volkstum</i> . ....	287
2. Les Français : des agneaux dans le débat de politique internationale ? ....	297
b) L'influence du <i>Sohlbergkreis</i> sur <i>Notre Temps</i> , un transfert culturel ? .....	300
1. La lecture de Rethel par François Berge. ....	300
2. La poursuite des contacts franco-allemands, entre <i>Jugendbewegung</i> et <i>Volkstum</i> . .....	305
3. Le regard de <i>Notre Temps</i> sur d'autres rencontres de jeunes. ....	308
c) La poursuite du rapprochement après Rethel.....	313

C. Une participation allemande plurielle. ....	315
a) Une voix démocratique : Werner Schumann et le théâtre allemand.....	315
b) Expliquer l'Allemagne sans instrumentalisation.....	316
c) Les démocrates plaident également l'amélioration du sort de l'Allemagne. ....	318
d) Le rapprochement franco-allemand au service des exigences allemandes.....	320
e) Conclusion sur la signification du « rapprochement franco-allemand » en 1931. .....	324
 II. La politique extérieure dans <i>Notre Temps</i> en 1931.....	324
A. Brossolette ou le respect du droit face à l'actualité internationale.....	325
a) La politique de désarmement. ....	326
1. Un élément de l'organisation de la sécurité.....	327
2. Un outil de négociation en matière de dettes et de réparations.....	329
b) Une confiance maintenue dans les institutions internationales. ....	330
1. La réaction face au projet Curtius-Schober. ....	331
2. Une conception politique de l'Europe. ....	333
c) La crise des réparations. ....	333
1. De Chequers au moratoire Hoover, l'actualité brûlante.....	333
2. Un regard lucide sur l'Allemagne.....	337
3. Le renoncement de Brossolette au rapprochement intellectuel.....	339
B. Une pensée européenne à même d'apaiser l'Allemagne.....	340
a) La promotion de la Fédération européenne à travers la célébration de Briand.....	340
b) Un projet européen aux perspectives obscures. ....	342
c) La germanophilie de Jean Luchaire.....	345
 III. La politique intérieure dans <i>Notre Temps</i> hebdomadaire.....	352
A. Un soutien chronique apporté aux différents cabinets. ....	353
B. La réactivation du discours des « jeunes équipes ».....	354
a) Au service des « jeunes équipes ».....	354
b) <i>Notre Temps</i> , représentant d'un mouvement. ....	356
c) La réforme de l'Etat à travers la rubrique « L'Etat nouveau ».....	357
d) Observations critiques du parti socialiste et du Parti radical.....	358
 <b>Chapitre trois. Maintenir le cap malgré l'échec des conférences internationales.</b> .....	361
 I. Les réparations et le désarmement : les deux préoccupations de Brossolette.....	361
A. La position de Brossolette quant aux réparations. ....	361
B. Le suivi de la question du désarmement.....	365
a) Un engagement idéologique.....	366
b) Un soutien mesuré à Herriot.....	367
c) Suivi des événements et défense de propositions hardies.....	369
d) Dans un contexte toujours plus difficile, le plan de Brossolette.....	370

II. Le rapprochement franco-allemand, coûte que coûte. ....	374
A. La confusion de Luchaire entre Locarno et une politique pro-allemande. ..	375
B. L'opposition à une alliance franco-anglaise.....	379
c. Héritage et adaptation du briandisme. ....	380
D. Premières polémiques autour des positions de Jean Luchaire. ....	380
III. Le rapprochement franco-allemand dans les pages de <i>Notre Temps</i> . ....	384
A. La poursuite de l'offensive allemande à Mayence.....	384
B. La diversité des expressions du rapprochement franco-allemand. ....	392
a) Le rapprochement de « bonne volonté ».....	393
b) La connaissance, facteur d'entente. ....	395
C. Les discours proprement politiques.....	396
a) Les partisans de la révision des traités.....	396
b) Les « Jeunes équipes » et l'Allemagne par Georges Benaben. ....	401
c) Le prolongement d'une exigence républicaine. ....	402
D. Vers la fin du rapprochement intellectuel ? ....	405
a) Le départ des principaux animateurs du rapprochement franco-allemand. ....	405
b) Les différentes significations du rapprochement franco-allemand et des relations intellectuelles. ....	406
<b>Chapitre quatre. Ruptures et continuités sous la pression de l'actualité allemande.</b> .....	408
I. De la réforme de l'Etat à la remise en cause de la démocratie.....	408
A. Le soutien apporté à Paul-Boncour.....	408
B. La crise du socialisme français dans <i>Notre Temps</i> .....	412
C. Les discours défendant une réforme politique. ....	413
D. Du néo-socialisme à la « Jeune Droite », le positionnement politique très vague de Jean Luchaire. ....	418
II. De la résignation aux renoncements, la primauté du pacifisme.....	421
A. Le regard posé sur l'Allemagne par Brossolette.....	421
B. Maintenir l'idée du désarmement malgré la mauvaise volonté allemande. ....	423
C. L'espoir dans le Pacte à Quatre, une rupture dans la doctrine de Brossolette.....	425
III. Un engagement franco-allemand amplifié par l'actualité. ....	426
A. La supériorité de l'objectif de paix. ....	427
B. Luchaire, seul à la pointe du combat pour le rapprochement intellectuel. ..	429
C. Le crépuscule du rapprochement intellectuel au profit d'une interprétation strictement politique.....	437
D. Quel regard sur l'Allemagne ?.....	439
<b>Quatrième partie. LES VICISSITUDES D'UN JOURNAL DANS LES REMOUS DES ANNEES TRENTE.</b> .....	443



<b>Chapitre premier. 1933-1934, <i>Notre Temps</i> quotidien</b> .....	443
I. <i>Notre Temps</i> , un quotidien radical ?.....	443
A. Un journal au service du pouvoir radical. ....	443
a) La composition de <i>Notre Temps</i> quotidien. ....	443
b) Conditions de la croissance de <i>Notre Temps</i> . ....	444
c) La campagne en faveur du vote du budget : sauver le cabinet Daladier. ...	444
d) Le suivi du congrès radical de Vichy. ....	445
B. Les liens de <i>Notre Temps</i> avec d'autres mouvements politiques.....	447
a) Présentation du néo-socialisme. ....	447
1. Sauver la démocratie et le rapport au fascisme.....	448
2. La proximité entre <i>Notre Temps</i> et les néo-socialistes. ....	449
3. L'engouement de Paul Marion.....	450
b) La Jeune République.....	451
c) Le congrès de l'Alliance démocratique. ....	452
d) Ernest Poisson et l'économie coopérative.....	452
C. La campagne pour la concentration. ....	453
D. Un climat de dénigrement du parlementarisme.....	455
II. La politique étrangère dans <i>Notre Temps</i> à l'automne 1933. ....	459
A. Les positions du journal.....	459
a) Quelle attitude préconiser face à l'Allemagne ? ....	460
b) Réactions au départ de l'Allemagne de la SDN.....	462
c) <i>Notre Temps</i> , deux directeurs, deux lectures de la situation internationale.....	463
d) Brossolette sur la voie de la négociation au risque de subir les exigences allemandes. ....	467
B. Les perceptions de l'Allemagne nationale-socialiste. ....	470
a) Peu d'Allemands écrivent. ....	470
b) Les rédacteurs français et l'Allemagne.....	471
c) Régis de Vibraye, un pacifiste conquis par le régime hitlérien.....	472
d) Les illusions des clercs de <i>Notre Temps</i> . ....	474
III. Les fluctuations politiques d'un journal en temps de crise.....	476
A. Le soutien politique et stratégique de <i>Notre Temps</i> aux cabinets Chautemps et Daladier. ....	477
a) Luchaire défenseur de la démocratie et du régime républicain. ....	477
b) L'opposition aux manifestations du 6 février 1934.....	478
c) La fidélité de Luchaire envers ses pourvoyeurs de fonds. ....	479
B. L'attitude de <i>Notre Temps</i> face au cabinet Doumergue. ....	482
a) Une trêve politique pour la réforme de l'Etat. ....	482
b) Le projet politique de Luchaire. ....	483
c) La participation des néo-socialistes.....	484

C. L'originalité politique de Luchaire.....	487
a) Les « force vives de la nation » au service de la réforme de l'Etat.....	487
b) Un itinéraire hors de tout classement politique.....	488
c) L'espoir en l'union de la jeunesse.....	490
D. Luchaire, un mercenaire en quête de soutiens financiers.....	492
a) Une lutte acharnée contre le cabinet Doumergue.....	493
b) Un rythme calqué sur celui du Ministère des Affaires étrangères.....	494
c) Soutien au cabinet Flandin malgré son libéralisme.....	495
IV. Comment s'entendre avec l'Allemagne hitlérienne ? .....	496
A. Brossolette ou la soif de désarmement.....	496
a) La note du 17 avril 1934 et la campagne contre Barthou.....	498
b) La perception de l'Allemagne au cours du premier semestre 1934.....	500
c) Les alliances de la France.....	502
d) Remarques sur l'apport de Brossolette à <i>Notre Temps</i> .....	503
B. La marginalisation de <i>Notre Temps</i> .....	504
a) L'Allemagne hitlérienne, un partenaire pour la paix.....	504
1. Luchaire imperturbable partisan d'une entente avec l'Allemagne.....	504
2. L'utilisation des anciens combattants au service de la propagande allemande.....	506
b) Les résultats du rapprochement intellectuel.....	507
1. L'ultime rencontre des jeunesses franco-allemandes.....	507
2. Les autres voix favorables à l'Allemagne hitlérienne.....	510
3. Les pages culturelles de <i>Notre Temps</i> , entre « objectivité » et bienveillance.....	512
4. Témoignages d'Allemagne.....	513
c) Les aléas de la politique internationale et ses conséquences sur <i>Notre Temps</i> .....	514
1. L'Italie et <i>Notre Temps</i> .....	514
2. L'éclatement du « cercle » de <i>Notre Temps</i> .....	515
<b>Chapitre deux. L'isolement de Jean Luchaire.....</b>	<b>517</b>
I. Des initiatives pour rebondir.....	517
A. <i>Notre Temps</i> tourmenté.....	517
a) Un nouveau départ ?.....	517
b) Survivre malgré les contradictions.....	518
c) Une certaine continuité affichée.....	521
B. <i>Notre Temps</i> à l'heure italienne.....	522
a) La Conférence de Stresa et les alliances de la France.....	523
b) La doctrine de la SDN soumise aux contingences de l'année 1935.....	526
c) Le départ de Robert Lange : le respect du pacifisme juridique.....	527
d) Une campagne de <i>Notre Temps</i> en faveur de l'Italie.....	529

II. <i>Notre Temps</i> et le Front populaire.....	530
A. <i>Notre Temps</i> , un hebdomadaire suranné ?.....	530
a) Avec Sarraut contre les « agitateurs ».....	530
b) L'inconfort de Luchaire à l'heure de la bipolarisation politique. ....	531
B. Luchaire zélateur de l'entente franco-allemande.....	534
a) L'illusion d'un débat dans les pages de <i>Notre Temps</i> . ....	534
b) La remilitarisation de la Rhénanie : « un nouveau pacte de paix ». ....	535
c) Les prérogatives des « nations dynamiques ».....	537
C. <i>Notre Temps</i> spectateur des reclassements politiques.....	538
III. Quelle place pour <i>Notre Temps</i> en 1937 ? .....	540
A. De vieilles recettes pour tromper l'isolement.....	541
B. La dérive autoritaire.....	542
C. Une « dérive fasciste » ou les atermoiements d'un caméléon ? .....	544
<b>Chapitre trois. Le dernier acte de <i>Notre Temps</i>. 1938-1940.....</b>	<b>545</b>
I. La ligne Luchaire, au service de la paix ou de l'Allemagne ? .....	545
A. Construire une politique extérieure sur les ruines du Front populaire. ....	545
a) Le rejet définitif du Front populaire. ....	545
b) Une Allemagne légitimement dynamique face à une France affaiblie. ....	547
c) Une interprétation très personnelle de la diplomatie française. ....	549
B. Une revue munichoise.....	551
a) Les accords de Munich : le retour à une normalité selon <i>Notre Temps</i> .....	551
b) Polémiques avec les antimunichois.....	552
c) Luchaire immuable après l'annexion de la Tchécoslovaquie.....	555
II. Une variété d'expressions au service d'une même cause.....	557
A. Les servitudes de la revue. ....	557
a) La participation des députés munichois.....	557
b) Les portraits de Nadar. ....	558
c) <i>Notre Temps</i> une revue de propagande au service de l'Allemagne ? Les chroniques d'une complaisance jusqu'à l'été 1939.....	558
B. L'illusion d'offrir un lieu de débats. ....	559
a) Un autre « héritier » de Briand, Georges Suarez à <i>Notre Temps</i> .....	559
b) Les questions du sionisme et de l'antisémitisme évoquées, non discutées.....	561
c) L'espoir toujours vivace d'une convergence avec les relèves de droite. ....	563
C. Ultime avatar. <i>Notre Temps</i> , revue de propagande pour la victoire française. ....	563
<b>EPILOGUE. Luchaire et les <i>Nouveaux Temps</i> : du pacifisme germanophile à l'alignement collaborationniste.....</b>	<b>565</b>
Quelle place pour Jean Luchaire à l'été 1940 ?.....	565
La création des <i>Nouveaux Temps</i> , une appellation et ses sous-entendus.....	570

Dernières illusions à Sigmaringen. ....	575
<b>CONCLUSION GENERALE.....</b>	<b>579</b>
TABLE DES MATIERES (volume 1).....	585

Ecole doctorale Perspectives interculturelles :

écrits, médias, espaces, sociétés

Jean Luchaire  
et la revue *Notre Temps* (1927-1940)

Thèse de l'Université de Lorraine - Site de METZ

en histoire contemporaine.

Soutenue par Jean-René Maillot

sous la direction de Monsieur Olivier Dard

Professeur en histoire contemporaine

Volume 2

Centre Régional Universitaire Lorrain d'Histoire (CRULH)

Année universitaire 2012-2013



## Table des annexes

### **Les différentes entreprises de presse de Jean Luchaire avant *Notre Temps*.**

*Les Jeunes Auteurs*. Florence, 1913-1918. AML, fond O-P Gilbert, MLR, 5997.

*Vita Latina*, 1918-1919. AML, fond O-P Gilbert, MLR, 5996.

*Vita*, 1919. AML, fond O-P Gilbert, MLR, 5997.

*Vita*, 1919. BDIC, Delta 568/II.

*Opuscule de la Ligue latine de la Jeunesse*, n°2, 1918. Biblioteca Nazionale Centrale di Firenze, BN 1918 2467. CUBI 340949.

Jean Luchaire dans *L'Ère nouvelle*.

Jean Florence, « Et maintenant ? », *L'Ère nouvelle*, 24/05/1922.

La rubrique des jeunes signée Jean Dauriac dans *La Volonté*.

« Appel à la jeunesse française », « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 23/11/1925.

« La volonté des jeunes », *La Volonté*, n°201, 26/04/1926.

« La volonté des jeunes », *La Volonté*, 29/08/1926.

*Vita*, n°1, janvier 1924.

### **La présentation de *Notre Temps* en 1927-1928.**

#### **Les périodicités successives de *Notre Temps*.**

La liste de ses numéros.

Les différentes présentations de *Notre Temps*.

#### **Liste des participants à *Notre Temps*.**

Liste des signataires par ordre alphabétique avec mention du nombre total de participations à *Notre Temps*.

Extrait de la liste des signataires. Premières occurrences par ordre décroissant.

#### **Le rapprochement intellectuel franco-allemand.**

Le « Manifeste de *Notre Temps* contre les excès du nationalisme, pour l'Europe et pour l'entente franco-allemande » et ses signataires, *Notre Temps*, n°73, 18/01/1931.

La réponse allemande à l'initiative française et la liste des signataires allemands, *Notre Temps*, n°80, 08/03/1931.

La liste des ouvrages de « poètes » proposés par le *Sohlbergkreis* à Mayence. 20-26/03/1932.

### **Quelques articles de Jean Luchaire.**

Sa position à l'égard de l'Allemagne en 1930. Luchaire, « Politique de force ? Non, politique d'entente », *Notre Temps*, n°23, 24/08/1930.

Sa réponse aux critiques après la rencontre entre les jeunesses françaises et celles hitlériennes. Luchaire, « L'avalanche continue... », *Notre Temps*, n°197, 04/06/1933, col.439-450.

Dans *Notre Temps* quotidien, le soutien aux cabinets radicaux avec une interprétation personnelle.

Luchaire, « La France a besoin d'une politique jeune », *Notre Temps*, n°3, 28/09/1933.

Luchaire, « Réveil français. Le néo-socialisme répond à une nécessité », *Notre Temps*, n°6, 01/10/1933.

Luchaire, « Deuxième journée de crise. Les jeux stériles de la politique doivent maintenant cesser », *Notre Temps*, n°31, 26/10/1933.

Luchaire, « Défendre conserver ? Les jeunes repoussent ces verbes passifs », *Notre Temps*, n°39, 03/11/1933.

Luchaire, « On ne défendra le parlementarisme qu'en le réformant », *Notre Temps*, n°93, 27/12/1933.

Le départ de Robert Lange en 1935 sur fond de crise italo-éthiopienne.

Luchaire, « Deux lettres, deux politiques, un même but, la paix. » *Notre Temps*, n°576, 25/10/1935.

A l'été 1939, Luchaire fait front contre toutes les insinuations et défend l'intégrité d'Otto Abetz.

Luchaire, « "L'Affaire Abetz" », *Notre Temps*, n°1021, 16/07/1939.

### **Quelques articles de Pierre Brossolette.**

L'avis de Brossolette sur la nature de *Notre Temps* et le positionnement en politique.

Pierre Brossolette, « Notre Temps et le socialisme », *Notre Temps*, n°13, 01/06/1930.

La contribution de Brossolette au débat sur l'idée de génération.

Brossolette, « Pour les moins de trente ans d'aujourd'hui », *Notre Temps*, n°201-202, 02-09/07/1933.

Une illustration du degré d'analyse proposé par Brossolette.

Brossolette, « Le montant des ardoises avant le coup d'éponge », *Notre Temps*, n°172, 11/12/1932, col.517-519.



La position de Brossolette en matière de désarmement en 1934.

Brossolette, « Le réarmement du Reich ne dépend que de notre refus de désarmer », *Notre Temps*, n°115, 13/05/1934.

Un des derniers articles de Brossolette peu avant son départ de *Notre Temps*. Le titre ne reflète en rien la teneur de l'article.

Brossolette, « Pour le rapprochement franco-allemand », « M. Rudolf Hess a prononcé un discours de paix », *Notre Temps*, n°164, 10/07/1934.

### **Illustrations de la variété de la propagande allemande et germanophile dans *Notre Temps*.**

Otto Abetz, « Lettre d'Allemagne », « Après les autodafés, ou va la pensée allemande ? », *Notre Temps*, n°37, 01/11/1933.

Walter Bing, « Lettre d'Allemagne », « Les projets touristiques du Troisième Reich », *Notre Temps*, n°69, 03/12/1933.

Jean Belliard, « Aspects politiques de l'Allemagne », *Notre Temps*, n°636, 01/04/1938.

### **Quelques rares courriers durant l'existence de *Notre Temps*.**

La rupture en 1928 entre Luchaire et Emile Roche vue par ce dernier. Fond O-P Gilbert, AML, ML 9165.

La correspondance de Luchaire avec Gilbert durant la crise avec Roche. Fond O-P Gilbert, AML, ML 9165.

Courrier de Jean Luchaire à Louis Martin-Chauffier le 21 février 1933 pour refuser sa démission de *Notre Temps*. IMEC, LMC2-C2, Dossier de H à Mar.

Des extraits des notes adressées à Georges Bonnet par Luchaire durant la crise de Munich. F7 15 327. Luchaire. Bonnet, 21/10/1938.

### **Annexes de l'épilogue.**

Rapport de Luchaire au Maréchal Pétain, 22/08/1940.

La demande d'autorisation de publication du « *Nouveau Temps* », 1940. AML, fond O-P Gilbert, ML 09176.

Oscar-Paul Gilbert critique la direction politique des *Nouveaux Temps*. AML, fond O-P Gilbert, ML 9176.

Luchaire remercie son rédacteur en chef des *Nouveaux Temps*. AML, fond O-P Gilbert, ML 9176.

Luchaire relate à Abetz les derniers événements en date à Sigmaringen. AN 72 AJ 2003.

### **Quelques photographies illustrant l'itinéraire de Jean Luchaire.**

A la mort de Briand, *Notre Temps* rappelle les liens d'amitié qui unissaient l'équipe du journal au « pèlerin de la paix ».

La photographie souvenir du congrès de Rethel, 2-9 août 1931. *Notre Temps*, n°103-104, 16-23/08/1931.

Un reportage dans *Marie-Claire*, 02/06/1939. AN F 7 15327.

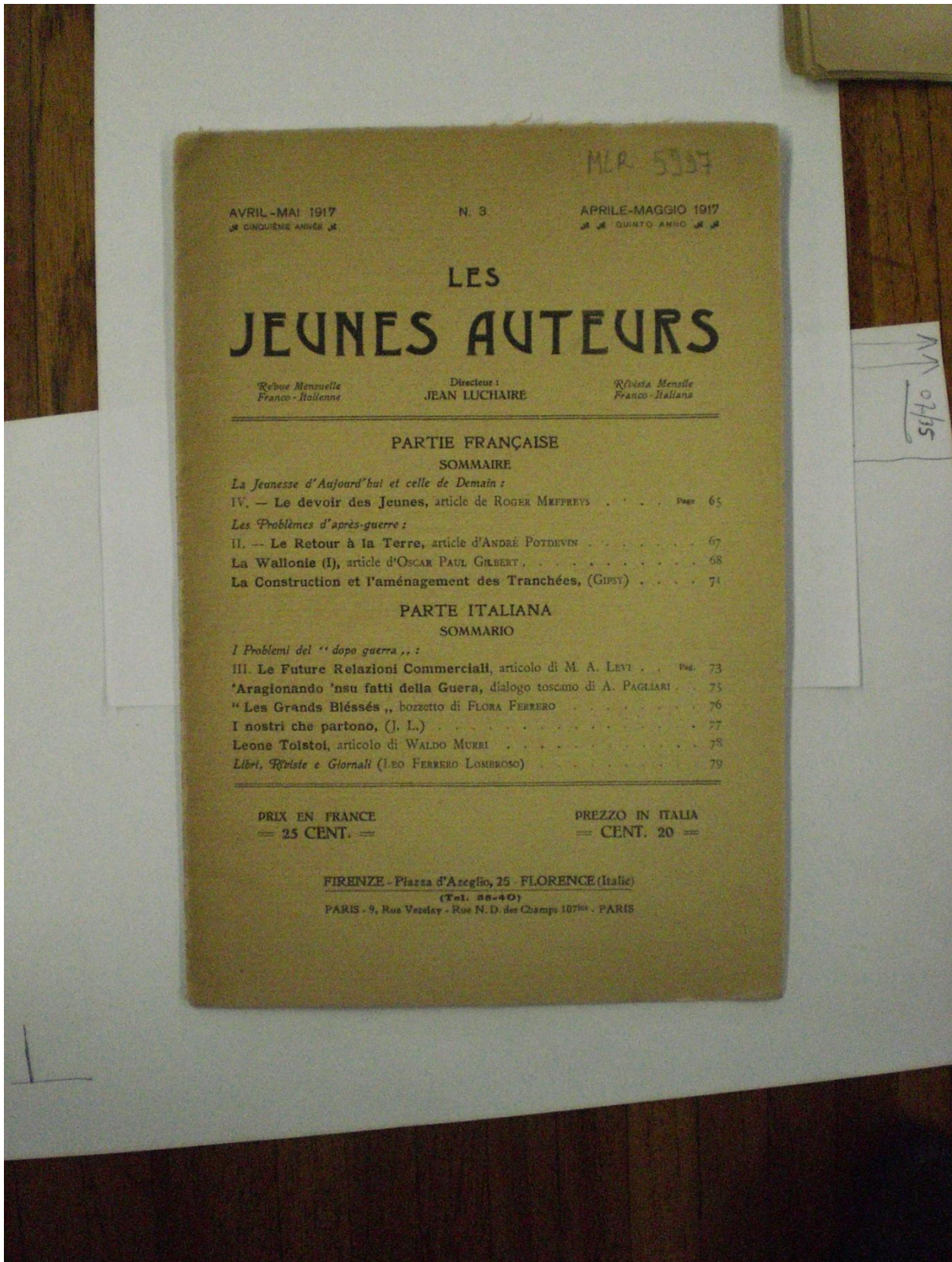
Jean Luchaire à son procès, 21-22 janvier 1946.

## Annexes

Les différentes entreprises de presse de Jean Luchaire avant *Notre Temps*.

*Les Jeunes Auteurs*. Florence, 1913-1918.

AML, papiers Oscar-Paul Gilbert, MLR, 5997.





# LES JEUNES AUTEURS

REVUE MENSUELLE FRANCO-ITALIENNE

PARTIE FRANÇAISE

G. E. Monod-Hetsen, rédacteur en chef

La jeunesse d'aujourd'hui et celle de demain.

## IV. - Le devoir des Jeunes.

*André Potdevin a montré ce qu'avait fait et ce que fait notre jeunesse au front; François Ourth a indiqué le devoir des Jeunes pour l'action extérieure de la France, voici enfin M. Roger Meffreys qui avec des paroles qui nous vont droit au cœur nous rappelle notre devoir et l'héritage précieux mais lourd que nos morts nous laissent, et au nom de cet héritage il nous exhorte au travail, nous, les « trop jeunes ». Il a raison, mais ce qui doit nous pousser à la lutte ce n'est pas seulement le passé, mais le présent et surtout l'avenir. Ce n'est pas seulement pour garder le passé et savoir l'augmenter que nous devons travailler. Notre ambition, notre désir, notre but devrait être plus haut encore : nous devrions lutter pour transmettre intact l'héritage de nos morts à la génération qui viendra mais surtout pour lui transmettre aussi le nôtre, celui que nous aurons fait et construit de nos propres forces. Ayant reçu un ardeur qui renferme toutes nos antiques splendeurs, nous devons le transmettre accompagné de notre héritage à nous, qui renfermera les gloires qu'il faut que nous sachions créer ; aussi nous reviendrons sur ce sujet.*

Deuil, mort, douleur, mais gloire et héroïsme : voilà ce que nous voyons se dérouler aux frontières depuis août 1914. La guerre depuis deux ans et demi, poursuit son œuvre de destruction, de dévastation, et là-bas sur le « front » — mot que nous ne saurions prononcer sans un indicible sentiment de gravité, de fierté et de douleur — tombent par milliers les héros des Patries alliées.

Ils sont partis tous ces vaillants, laissant leur famille, leur usine, leur petit coin de terre, tout ce qui les attachait à la vie, pour aller offrir leur sang à la noble cause de la civilisation, de la justice et du droit, afin que nous, les jeunes, les trop jeunes hélas ! nous puissions vivre en paix, dans une Europe juste, débarrassée des entraves de l'odieuse « kultur » allemande. Ils sont partis, ils sont morts pour nous qui — pendant qu'ils enfonçaient leurs baïonnettes dans la chair teutonnes, pendant qu'armés de leurs fusils ils semaient les balles et la mort dans les rangs ennemis — étudions en classe, confiants en leur vaillance. Ils sont partis, ils sont morts, laissant derrière eux, de grands vides que nous essaierons de combler. — Le mécanicien a dit un dernier adieu à sa machine, à sa chose, espérant qu'une main sûre viendra la guider et la soigner comme il le faisait. L'ingénieur a jeté un dernier regard sur ses travaux commencés, qu'il ne pourra peut-être achever, et laissant là dans son bureau le meilleur de sa pensée de technicien, il s'en est allé, en bon français, donner son âme à la Patrie, souhaitant qu'un cerveau éclairé, qu'une intelligence élevée, vienne s'asseoir à cette même place, et mener à bien l'œuvre commencée.

Ils sont partis, ils sont morts par milliers dans toute l'ardeur de la jeunesse, alors que tout leur souriait. Combien ont emporté avec eux, au fond de la tombe glorieuse que les bombes leur auront creusée, les secrets d'une invention dont ils avaient jeté les premiers fondements... que d'idées et de transformations anéanties, qui auraient dû contribuer à notre bien-être à tous !

Nous allons quitter l'école et les vides sont si nombreux que nous obtiendrons tous



JUIN-JUILLET 1917  
في حزيران - تموز 1917  
CINQUIÈME ANNÉE

N. 4

GIUGNO-LUGLIO 1917  
في حزيران - تموز 1917  
QUINTO ANNO

MUR 3997

# LES JEUNES AUTEURS

*Revue Mensuelle  
Franco-Italienne*

Directeur :  
JEAN LUCHAIRE

*Rivista Mensile  
Franco-Italiana*

---

## PARTIE FRANÇAISE

### SOMMAIRE

Le Roman d'Aventures Scientifiques, article de JEAN LUCHAIRE . . . . .	Page 81
A Tolstoï, poésie de MAX DE CLISSON . . . . .	85
La Wallonie (fin), article d'OSCAR PAUL GILBERT . . . . .	86

## PARTE ITALIANA

### SOMMARIO

Appunti di Guerra, di DIEGO ANDILORO . . . . .	Pag. 90
Nel secondo anniversario della Dichiarazione di Guerra, articolo di S. GIACHETTI . . . . .	92
L'Italiano e il Francese, articolo di LEO FERRERO LOMBROSO . . . . .	93
Francia e Italia, articolo di MARIO A. LEVI . . . . .	94
Pietro Bartoletti, (J. L.) . . . . .	95

---

PRIX EN FRANCE  
= 25 CENT. =

PREZZO IN ITALIA  
= CENT. 20 =

FIRENZE - Piazza d'Azeglio, 25 - FLORENCE (Italie)

(Tel. 38-40)

PARIS - 9, Rue Vezelay - Rue N. D. des Champs 107<sup>bis</sup> - PARIS



MUR 5997



## LES JEUNES AUTEURS

Revue Mensuelle Franco-Italienne

Paraissant vers le 1<sup>er</sup> de chaque mois sur 16 pages de texte avec couverture en couleur

DIRECTEUR  
JEAN LUCHAIRE

GABRIEL E. MONOD HERZEN  
Rédacteur en chef français

ANDRÉ POTDEVIN  
Correspondant-militaire

ALBERT SOULIER  
Correspondant-chef français

*Le but de notre Revue, à laquelle ne collaborent d'ordinaire que des jeunes gens, est de contribuer à unir de plus en plus la jeunesse de France et celle d'Italie, en les aidant à se mieux connaître, et en leur permettant de s'apprécier mutuellement dans un travail commun.*

*Nous écrivons non pas pour trancher des questions sur lesquelles, malgré tout notre effort, notre compétence ne peut être complète, mais pour les étudier et pour nous éclairer entre nous sur ce que nous pensons.*

*Peut être aussi nos aînés ne trouveront pas sans intérêt d'apprendre quelque chose de la génération qui continuera leur oeuvre, à travers une expression tout-à-fait sincère et spontanée.*

*Chacun des nos collaborateurs est d'ailleurs libre et seul responsable de ce qui porte sa signature.*

### PRIX D'ABONNEMENT

*Italie, France, Suisse : Un an Fr. 4.— - Six mois Fr. 2.—*

*Autres Pays : > > » 5.— - » > > 2.50*

Adresser le montant des abonnements à M. JEAN LUCHAIRE, Directeur  
à FLORENCE (Italie), Piazza d'Azeglio, 25.

*Notre Revue se trouve en vente actuellement à*

**Paris** chez M. G. E. Monod-Herzen, 107<sup>bis</sup> rue N. D. des Champs.

**Paris** chez M. François Dolbeau, 9 rue Vezelay.

**Hauteville** (Ain) chez M. André Potdevin, à Bellecombe.

ture  
dév  
et e  
scie  
pres  
  
plus  
  
rava  
avec  
senti  
goût  
enfa  
ficti  
mine  
admi  
plus  
y sup  
  
après  
prin  
de soi  
  
(1)  
teurs



# LES JEUNES AUTEURS

REVUE MENSUELLE FRANCO-ITALIENNE

PARTIE FRANÇAISE

G. E. Monod-Herszen, rédacteur en chef

## Le roman d'aventures "Scientifiques"

H. G. Wells et Jean de la Hire.

Lorsque Jules Verne créa, il y a une quarantaine d'années le type du roman d'aventures à base de science plus ou moins apparente, qui aurait pu prévoir le grand et étrange développement que ce genre de livres a pris ? Tout d'abord il n'y eut que Verne à en écrire, et encore une grande partie de son œuvre se base bien plus sur la géographie que sur la science, ensuite il se borna en général à rester dans les limites du possible et il est impressionnant de constater qu'une grande partie de ce qu'imaginait l'écrivain s'est réalisé (1).

Aujourd'hui on va plus loin. La science, plus divulguée et plus avancée permet les plus audacieuses hypothèses, les plus effarantes conjectures.

Le Roman scientifique, après la mort de Verne sembla périr avec lui, et ce genre fut ravalé au rang de « petite bêtise pour la jeunesse », puis peu à peu il reparut, et toujours avec un épanouissement plus grand. Le public qui commençait à être blasé sur les romans sentimentaux qui pullulaient demandait un genre de littérature pouvant satisfaire son goût pour le mouvement, pour l'Aventure avec un A majuscule, et comme toujours grand enfant il réclamait du merveilleux. A tout cela s'était joint un dédain profond pour la fiction trop évidente, il lui fallait du merveilleux possible. La science était là, prodigieuse mine de merveilles, elle offrait à l'homme un vaste champ de possibilités lointaines qu'il admirait et qui le faisaient rêver. La matière était riche. On y a puisé, et plus on y puisait plus on découvrait de richesses, et quand la possibilité scientifique cessait, l'imagination y suppléait, et, ce qui était mieux, la déduction venait à la rescousse.

Il ne faut pas oublier effet que la « renaissance » du roman scientifique est venue après l'inondation du roman policier, et la déduction, base de celui-ci est restée un des principaux instruments de celui-là.

Le roman scientifique est en lui-même une bonne chose, quand il est bien fait, cela va de soi, Malheureusement, on ne s'est pas contenté, ce qui était bien, de divulguer la science

(1) Voir à ce sujet l'article du même intitulé *Jules Verne et il* 1914, dans « Les Jeunes Auteurs », n.º 4 (an II) avril 1914.



scène scientifique très *couleur locale*. Il contient ensuite plusieurs épisodes un peu mélodramatiques, mais la trame générale est bonne.

Le plus amusant des trois livres est *la Roue Fulgurante*. Le malheur est que là Jean de la Hire est tombé, et combien, dans le roman fantastique : on y voit successivement des gens qui se baladent de la Terre à Vénus, puis à Mercure, etc.

Je voudrais bien savoir pourquoi l'auteur se représente les Mercuriens avec un seul bras et une seule jambe, et une trompe au lieu de bouche. C'est bien incommode ! Ce qui l'est moins c'est l'extériorisation des âmes, leurs petits voyages extra-rapides d'une planète à l'autre et leur réincarnation dans n'importe quel corps.

Cela n'est point scientifique du tout, mais c'est heureusement divertissant.

L'idée la plus originale est celle de *l'Homme qui peut vivre sous l'eau*. Si Wells n'a pas été étranger à *Au delà des Ténèbres*, et Théophile Gautier, avec *Avatar*, à *La Roue Fulgurante*, je crois que le plan de *l'Homme qui peut vivre sous l'eau*, est très neuf. Ce n'est peut-être pas très malin, mais, comme pour l'oeuf de Colomb, encore fallait-il le trouver : À un enfant nouveau-né on adapte une branchie de poisson par le procédé de la vivisection ; vingt ans plus tard l'Homme poisson, ignorant sa condition spéciale, se croyant le dernier de sa race, est employé par des ambitieux sans scrupules à semer la terreur sur le globe, faisant sauter les navires, les ponts etc. Alors que lui.... croit venger ses parents, soi-disant assassinés par les hommes, ses maîtres pensent imposer leur domination à la terre.

Là dessus trois cents pages de péripéties. Tout finit d'une façon prosaïquement poétique. L'Homme poisson, amoureux d'une jeune fille, se laisse prendre, on l'opère et on lui ôte ses branchies. Devenu homme comme les autres, il se marie, et tout est bien qui finit bien.

Tout cela est du reste très joli, et bien écrit ; si Jean de la Hire n'a pas renouvelé le Roman scientifique d'aventures, comme l'a dit Michel Zévaco, il peut se flatter d'avoir, avec trois seuls volumes, donné une impulsion nouvelle à la partie, comment dirons nous ? plus imaginative que déductive de ce genre de Roman.

Et, pour finir, une remarque : il y avait dans le Roman scientifique deux parties : la partie sérieuse et la partie amusante. N'était-il pas inévitable que l'idée première sortit d'un cerveau latin, Jules Verne, que la partie sérieuse fut faite par un anglo-saxon, H. G. Wells, et la partie amusante par un français ?

JEAN LUCHAIRE.

Juin 1917.

#### AUX LECTEURS

Après ce numéro nous interrompons, comme d'habitude nos publications jusqu'au mois de Novembre prochain. Nous avons réussi à publier en neuf mois six fascicules ; nous avons lutté contre la cherté de la main d'œuvre et la crise du papier. Tout cela est la cause de notre périodicité un peu irrégulière, tout cela, et le décret sur la limitation des pages des périodiques. Nous aurions dû ne publier que des numéros de 12 pages tous les mois, nous avons préféré espacer la publication de notre Revue plutôt que d'en réduire le format.

En Novembre nous comptons recommencer notre travail avec une vigueur nouvelle, avec des matériaux plus nombreux. Nous demandons pour cela que nos lecteurs ne nous oublient pas.

LA DIRECTION.



Vita Latina, 1918-1919.

AML, papiers Oscar-Paul Gilbert, MLR, 5996.







Vita, 1919.

AML, papiers Oscar-Paul Gilbert, MLR, 5997.



# VITA

(Les Jeunes Auteurs)  
An. VII - Serie III - Num. 2  
— 20 - V - MCMXIX —  
PIAZZA D'AZEGLIO 35 - FIRENZE  
(ITALIE)

Leo Ferrero Lombroso: Giovanni Papini: — *Thayak*: Soleil de nuit: — Ivo Carlo Meucci: Suite. — Oscar-Paul Gilbert: Vivre. — Gabriel d'Auriac: Ballade aux morts: — PER LA RIFORMA ELETTORALE: I. Licit: Il primo problema: — II. Piero Gobetti: La proporzionale: — III. Un progetto di Legge: — Emilio Barbetti: Yambo — Notre But. (J. L.). — Carlo Rosselli: Compito Nuovo: — Jean Luchaire: L'Aube Nouvelle (fin). — Giuseppe Fonterosi: La Costituente. — VITA LIBRARIA.

Leo Ferrero Lombroso:

## GIOVANNI PAPINI

« Uno di quei borghesi che leggono il giornale nei tram e fanno colazione col cestino da due lire nelle vetture di seconda classe. Uno di quei borghesi che compran l'arance nei teatri e i posti distinti nei cimiteri monumentali ». Che a quattordici anni hanno sognato la vita in una bottega toppata di scatole multicolori, e hanno invidiato « il cinquantenne merciaio nel suo piccolo magazzino chiuso e illuminato ». Che cercano « una buona vita tranquilla, colla certezza del nuovo mattino mai nuovo ».

Ma questo borghese ha un canto dentro di sé che la sua mano « non saprà scrivere sopra nessun pezzo di carta ». Ma questo borghese ha un libro « dove va gocciando, sulla nitidezza del bianco, il nero della sua sconcia meseria ».

Era già molto tempo che, costretta in me, s'appiattava la folla delle sensazioni pietrificate. Era una policromia agitata che sghignazzava davanti ai miei occhi, come nel fasto d'una metropoli alle cinque di sera. Era quasi la danza sfacciata di una popolazione.

*« Fresebe bluse nel bianco del fondo  
vuote sottane scendenti da' ganci,  
Fioriscion di sera il mio mondo  
Di verdi, d'argenti, d'aranci.*

*Più forti del sole son gli ori  
massicci, posati su petti di seta  
con pietre stellari di fredda colori  
Bustate dal fuoco d'un altro pianeta ».*

Ciascuna impressione si immobilizzava in me come ciascuna persona che avesse guardato la Górgona. Rillessi « 100 pagine di poesia » e le impressioni intorpidite cominciarono a svegliarsi e a snocciolare la loro anima senza materia. Sembravano i popoli del medioevo che la notte del mille nell'attesa dell'ultimo giorno si erano appiattati all'ombra dei castelli. E quando sorse il sole, un solo grido si levò per tutta la terra e il calore leggero sciolse il groppo d'orrore che stringeva gli animi. E quella prosa ritmata come con sillabe meditate, mi incanalava, arginava e dirigeva le sensazioni. E mi prese il bisogno di scrivere.

Ma non è facile stendere nitide sulla carta le impressioni, per quanto chiare sembrino in noi. E Papini, il più complesso degli scrittori è tanto più difficile alla sintesi. E complica ancora le cose a contraddizione interna del suo pensiero. Il pensiero di Papini è una contraddizione assoluta, è un contrasto di passioni divergenti e anche opposte che si incontrano e si irritano e ne sprizzano le scintille dei suoi capolavori. E un borghese, lo confessa in 100 pagine di *Poesia*, colla mano rabbiosa di quelle confessioni, « Verità e realtà (sorelle nemiche per occhi Röntgen) — finzione e sincerità (sorelle di latte per me e per te) non si succedono e non si confondono; sono, sul medesimo piano, nel medesimo istante. Chi mi conosce (cioè NESSUNO) mi capisce ». E nella disperazione muta c'è l'attenzione retrospettiva insistente che osserva con la freddezza di un astrologo. C'è la coscienza del vero. Egli si guarda « come al var si guata ». E questa forza gli fa male. « E questo male o Analeto? », domanda angosciosamente il malato poeta al principio che Panora della sua alta amichità. — E questo male non è forse la riflessione di sé? »

Sì, questo è il male, o poeta malato. Questo è il male che ti scava una riga diritta in fronte, che ti dilania l'anima come un ferro che strappi e squarci, che ti fa cercare il dolore come l'unica gioia. « I veri grandi debbono sapere accettare il dolore con gioia ».

Ma questa confessione disperata, questa forza nel mettere a nudo la piaga dell'animo, è la prova che egli non è borghese. Quando mai un vero borghese ha confessato di esserlo? Ebbene, Papini confessa di essere borghese per aver la coscienza di non esserlo, e mentre scriveva quelle righe doveva pensare: « Se lo dico non lo sono ». E l'anima era sempre più travagliata dal dubbio e dall'incertezza. Borghese l'uomo che volle diventare un semidio, che volle elevarsi al disopra degli altri uomini, che volle « costruire la filosofia dell'uomo potente »? Che disse « Fatto questo lavoro sarebbe stato facile ricavarne una specie di metodica per la sublimazione della volontà e sarebbe stato possibile educare e addestrare artificialmente gli uomini per concedere sistematicamente ad ognuno la sua parte di divinità! »?

Papini uccise l'anima per sublimarsi, impazzì quasi per il prostramento dell'orgoglio che voleva essere di più degli altri uomini, varcare il limite dell'intelligenza umana. Egli sentiva sul capo pesare la cappa della schiavitù umana, sentiva come l'infinito stringeva il finito, come la potenza dell'uomo non sarebbe mai stata ultra potenza. E volle vincere l'infinito, volle squarciare la cappa della schiavitù. E si affannò atrocemente a vincere il mistero. « La mia debolezza cresceva e diveniva inquietante; incubi atroci mi assediavano tutte le notti; la pazzia già stava in agguato pronta a ghermirmi; tutto era scolorito attorno a me, attorno alla mia mente affannosamente brancolante — dolorosamente tesa verso l'impossibile ».

« Partii solo, per l'ultimo tentativo — col mio pazzo sogno nel cuore. Sarei disceso di nuovo dalle montagne vittoriose e tremendo come un Dio — o non sarei più tornato ».

Lo stesso uomo scriveva « Il vero impossibile non è qui. Nello stinto glossario quotidiano gli estremi gli assoluti non trovano posto. Medie parole a uomini medi. Il pensiero in loro si ferma sempre al principio di quella discesa ch'è lo slancio per la più alta salita. L'eroe — non già l'eroe manesco della clava o di Durendal — ma l'eroe che sfida tenebre e incanti senza lasciare la sua stanza deve crearsi da sé la sua bisogna. Ogni filosofia è la grammatica di un nuovo mondo ».

E la contraddizione del pensiero di Papini si estende alle cose inanimato. Per Papini anche il mondo è una contraddizione. Tutto è un eterno contrasto, cosa contro cosa, uomo contro uomo, tutto contro Nulla.

L'essere non può essere sopra il non essere. « La negazione non può vivere senza l'affermazione, e la negazione totale ha bisogno dell'affermazione totale ». E questo per la visione assolutamente soggettiva del mondo esterno, materia o anima. Quando disse « Il mondo son io! » trovò la definizione migliore della sua esistenza. Per lui il mondo è un riflesso dell'anima sua. « Il mondo è rappresentazione, sì, ma io non so d'altre rappresentazioni delle mie. Quelle degli altri mi sono ignote come l'essenza dei fenomeni inanimati. La mente degli altri esiste soltanto come ipso- »



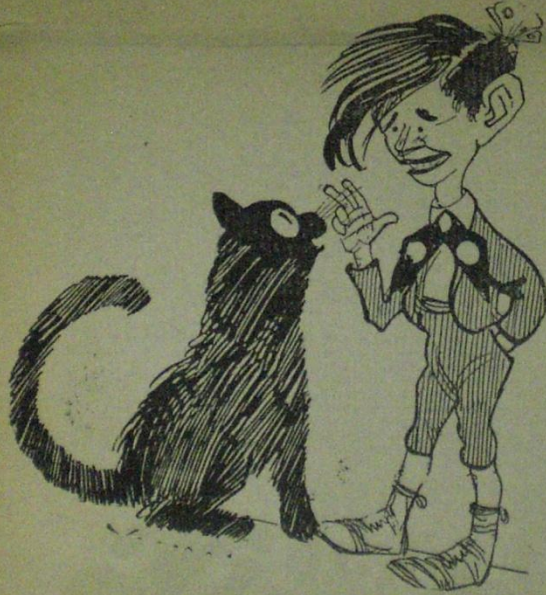
*Fortunato per foto* o *La banda di Carlo Bussati*, geniale odierna comica moderna e paradossale, tutta avvivata da un'arguzia lampeggiante e inascuribile, bellissima per gli inimitabili tipi tra i quali primeggia quello del moderno brigante gentiluomo, una delle figure di Yambo che più si eleva a dignità veramente artistica; trilogia che vale da sola tutti i libri più o meno comici o istruttivi o avventurosi che un numero infinito di scrittori sparge per l'Italia con non so quale vantaggio del pubblico a cui sono destinati. E rileggete *Atlantide*, ricostruzione affascinante di un mondo accampato, superiore a tutte le possibili e immaginabili storie sottomarine italiane e francesi; e *La colonia lunare*, storia di un'ipotesi e il *Manoscritto trovato in una botiglia*, uno dei pochi libri che ci dia un'ossessivamente visione di terrore e l'impressione di incubo che emana dai capolavori di Edgaro Poe. Rileggete, voi che già li conoscete ed esplorate, voi che ignorate ancora questa preziosa miniera di sorriso.

Attraverso le variopinte pagine, che l'autore stesso adorna di caricature e di disegni sorridenti anch'essi con una fisionomia ricca di toni e di fascino, burlona e snella, passa un sentore di gentilezza e di semplicità invisibile e presente ovunque, a cui non si resiste e che ci fa, al di fuori di tutte le più o meno giuste ragioni estetiche, i più affettuosi amici del nostro autore.

Eccovi un auto-ritratto di Yambo. Il buon viso aperto e franco ci dà la stessa impressione di tutta la sua opera. E se la caramella che talvolta gli si vedeva nell'orbita aggiunge alla fisionomia una piega sarcastica, questa è integrata dallo scintillo buono e profondo della pupilla nera. Tutto il suo spirito è qui, in quest'arguzia bonaria, in questa fantasia chiara, in questo lampeggiare dello sguardo gaio e triste insieme.

Spirito che se non ha attratto tutti come avrebbe dovuto, gli ha però procurato una fedele schiera di sconosciuti amici alla quale sono orgoglioso di appartenere; buon compenso a coloro che non restati indietro e per i quali si può trovare una scusa in quella vecchia mufia che il suo gesto è venuto a dissipare.

I disegni, che Yambo ci ha gentilmente concessi di riprodurre (Pantalone e Colombina, Fippo Biatta e C. e Mastolino) sono tratti dalla « Pagina dei Bambini » della Nazione e sono frutto di un lavoro prettamente giornalistico, e quindi affrettato. Non così l'auto-ritratto di Yambo, appositamente fatto per « Vita », dove l'originale autore si è servito delle sue doti satiriche contro... se stesso.



Abbonamento annuo a " Vita " L. 10  
 " semestrale " " 6  
 " sostenitore annuale " 20  
 Inviare vaglia a Firenze, 25 Piazza d'Azeglio

## NOTRE BUT

Avec un mois de retard voici quelques lignes d'introduction à cette troisième série *Vita des Jeunes Auteurs*. Nos lecteurs français ont droit de savoir, eux aussi, ce que nous voulons, et pourquoi notre revue existe, car nous avons la prétention de faire un journal pour y dire quelque chose. Et nous voulons dire quelque chose pour faire quelque chose. Parler, c'est quelquefois agir. C'est, en tous cas, expliquer une action, c'est — voilà précisément notre but — préparer, encourager, provoquer une action. Il y a dans tout acte que nous voulons un *pourquoi* et un *comment*. Il y a dans tout acte d'autrui un *parceque* et un *en somme*. Nous expliquerons et nous dirons quels sont, à nos yeux, les *parce que* et les *en somme* des actes d'autrui (d'où : critique littéraire, artistique, politique). Nous voulons plusieurs actes, et nous en disons le *pourquoi* et le *comment*. (D'où : articles d'exposition politique, philosophique, littéraire, artistique). Et enfin puisque, littérairement et artistiquement parlant, une œuvre de littérature ou d'art est un acte nous ferons dans nos colonnes, beaucoup d'actes de ce genre (d'où : romans, nouvelles, poésies, dessins etc.).

*Agir et parler pour agir*, voilà ce que nous voulons, ce que nous ne ferons peut-être pas toujours, mais ce que nous tâcherons toujours de faire.

Ceux de nos lecteurs qui comprennent l'italien auront vu que, tandis qu'en matière artistique et littéraire, *Vita* suivra les tendances des artistes qui se groupent autour d'elle, en matière philosophique, au contraire, elle discutera les théories aptes à donner une valeur intrinsèque à la vie de l'homme, de façon à donner une idée vigoureuse de sa mission de progrès divin (une sorte de pragmatisme, pour se servir d'une parole, qui, quoique inexacte pour notre cas, en montre la tendance), qu'en matière de politique internationale elle inscrit à son programme : Union Latine, Société des Nations, avec abolition des armements et des armées nationales, application du libre-échange, pour l'idée wilsonienne des colonies, pour l'observation du principe des Nationalités, pour la suppression des égoïsmes nationaux et pour le concept mazzinien de la Patrie.

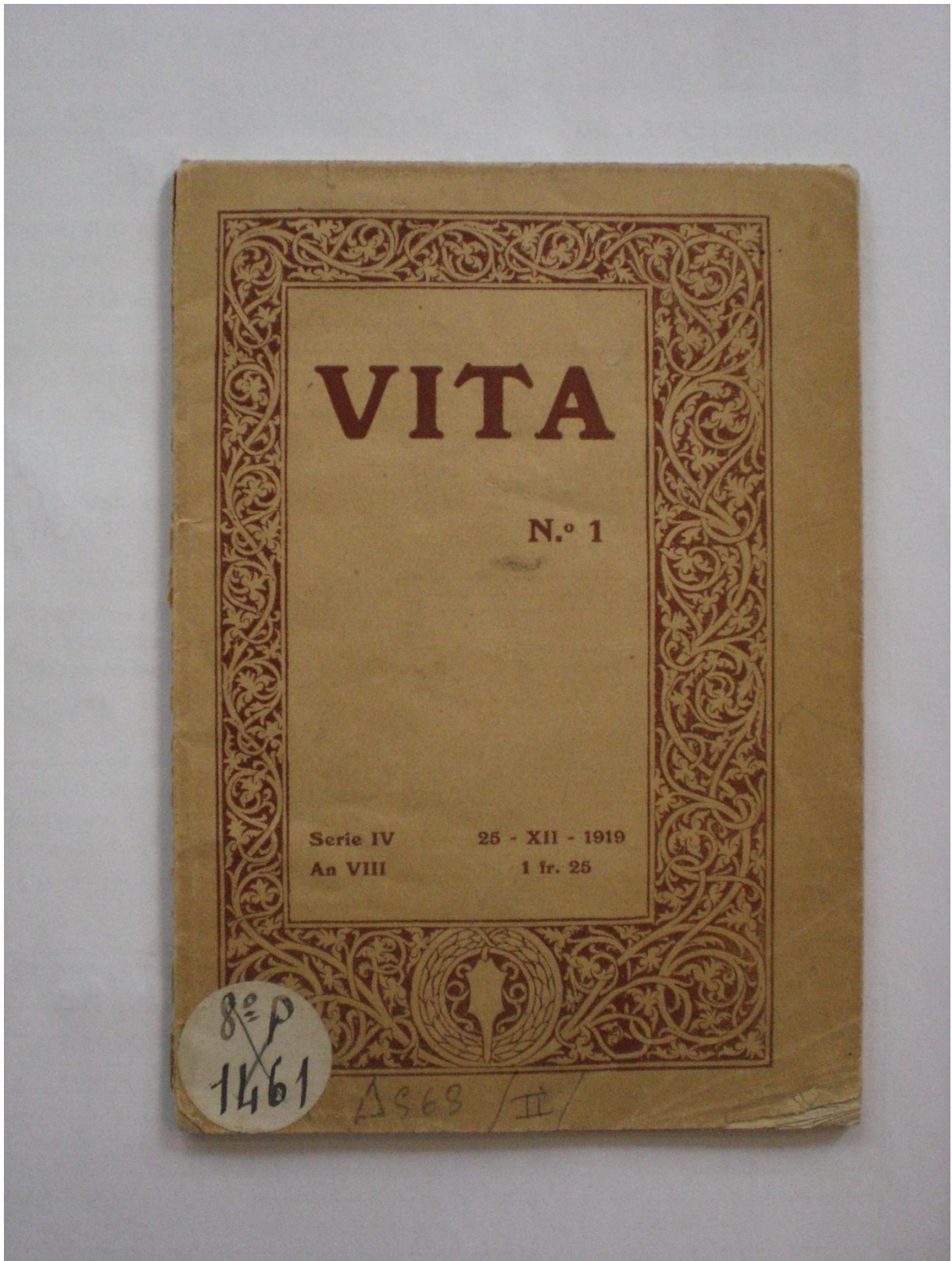
Nous avons dit : politique internationale et non politique étrangère. Entre ces deux expressions il y a une différence fondamentale qu'il n'est point superflu de faire noter. La différence dérive de deux conceptions de l'idée de « patrie ». Une conception — celle que nous repoussons — consiste dans le fait de considérer sa patrie comme le but suprême de l'activité de ses citoyens : « tout pour la Patrie, parce que la Patrie est le but dernier vers lequel doivent tendre tous nos efforts ». Soit : au delà de notre Patrie il n'y a rien, conception large, mais égoïste. Une autre théorie — celle à laquelle nous nous rattachons, est du grand penseur italien Giuseppe Mazzini, qui nous dit (*Deveri dell'Uomo : Verso la Patria*) : « Vos premiers devoirs, premiers par importance, sont envers l'Humanité : vous êtes hommes avant d'être citoyens ou pères. Mais l'individu est trop faible et l'Humanité trop vaste. En travaillant pour la Patrie, vous travaillez pour l'humanité : la patrie est le point d'appui du levier que nous devons diriger pour le bien de tous. La Patrie est le champ de la mission que Dieu vous ordonne d'accomplir dans l'Humanité. Et c'est parce que vous serez prêts à mourir pour l'HUMANITÉ, que la vie de la Patrie sera immortelle. La Patrie, aujourd'hui sacrée, disparaîtra peut-être un jour quand chaque homme reflètera dans sa propre conscience la loi morale de l'Humanité ».

C'est la différence de « Patrie-bot » de « Patrie-moyen » qui sépare « Politique Etrangère » de « Politique Internationale ». La première crée une action subjective, subordonnée à l'intérêt égoïste de sa propre Patrie, tandis que la seconde est une action objective, subordonnée, non à l'intérêt de sa Patrie, mais à l'intérêt de l'Humanité ; la première subordonne l'Humanité à la Patrie, la seconde la Patrie à l'Humanité. C'est la seconde qui nous inspirera.

Dans notre programme italien il y avait aussi un groupe de propositions qui concernaient la politique intérieure. Il s'agissait là de la politique italienne. Quelques unes des réformes que nous désirerions pour l'Italie, nous les désirons aussi pour la France (représentation proportionnelle par scrutin de liste ; le vote aux femmes) mais nous ne ferons pas en France, pour l'instant du moins, de campagne politique. Pour l'Italie nous demandons



Vita, 1919.  
BDIC, Delta 568/II.



VITA Cahiers mensuels d'action et d'études,  
Quaderni mensili d'azione e di studio.

Dirigés par  
JEAN LUCHAIRE

Amministrati da  
FRANCO PASSIGLI

COLLABORATEURS : Claude Aveline - Herzen - Gabriel d'Auriac  
- Oscar-Paul Gilbert - Philippe Crouzet - Jacques Nels -  
Guy G. Crouzet - Emile - Sylvie Lacombe - Georges Machin  
- Jean-Paul Vincent.

COLLABORATORI : Alessandro Pavolini\* - Pi. Fi. Gómez\* - Ivo  
Carlo Meucci - Paolo Flores - Piero Gobetti - Alessandro  
Ghelli - Giuseppe Fontefossi - Thayaht - Leo Ferrero Lom-  
broso - Carlo Rosselli - Mario Tarducci - Ferdinando Feré  
- Roberto Maimo - Waldo Murri.

*I nomi segnati coll'asterisco sono quelli dei collaboratori italiani che dicono  
uno fondamentalmente dalle idee della Direzione di Vita.*

Ce fascicolo contiene :	Questo fascicolo contiene :
JEAN LUCHAIRE : <i>L'orgueil National</i> . . . . .	Pag. 1
ALESSANDRO PAVOLINI : <i>Fascismo</i> . . . . .	3
GABRIEL D'AURIAC : <i>Diamant</i> . . . . .	12
JEAN LUCHAIRE : <i>Lettre ouverte à Giovanni Papini</i> . . . . .	13
PAOLO FLORES : <i>Dopo guerra spirituale</i> . . . . .	17
EMILE : <i>De notre responsabilité dans nos exactions</i> . . . . .	23
CARLO ALESSANDRI : <i>L'internationale del pensiero</i> . . . . .	26
CLAUDE AVELINE : <i>L'art et l'action</i> . . . . .	34
GABRIEL D'AURIAC : <i>L'action et l'art</i> . . . . .	37
LEO FERRERO LOMBROSO : <i>Colori che salvano le nazioni</i> . . . . .	39
HERZEN : <i>La vengeance</i> . . . . .	43
PI. FI. GÓMEZ : <i>Vida literaria</i> . . . . .	46

Le numéro . . . . .	Fr. 1,25	Il numero . . . . .	L. 1,25
Abonnement annuel . . . . .	15,00	Abbonamento annuo . . . . .	15,00
Six mois . . . . .	8,00	semestrato . . . . .	8,00
Sostenitore . . . . .		L. 30	

Direction a Florence (Italie) : 25, Piazza d'Azeglio.  
Amministrazione a Firenze : Via Robbia, 3.

VITA  
SERIE IV

L'orgueil National.

**L** y a cinq ans, une nation illustre, qui avait eu parmi ses enfants de grands penseurs et de grands philosophes, de grands artistes et de grands cœurs se lançait brutalement au massacre et au crime : à la guerre. De la bouche de ses enfants enivrés d'orgueil et trompés par une classe dirigeante que les consciences ont déjà stigmatisé pour toujours, de la poitrine des armées en courroux sortait un chant d'insolence et de défi : le " Deutschland über alles " : l'Allemagne au dessus de tout.

Ce fut ce cri qui, plus que tout autre chose, révolta les hommes hors de la lutte et qui plus tard devait y entrer. Un confus sentiment de solidarité les fit sympathiser avec ceux qui payaient de leur sang le refus de se soumettre à la loi du plus fort. Peu à peu ces sympathies devinrent palpables, et de nouvelles armées se joignirent à celles qui défendaient la liberté de tous. Mais elles ne venaient pas pour écraser la nation allemande : elle venait pour briser la caste qui la dirigeait. C'était alors chez les peuples la lutte pour la justice et pour l'égalité. L'immense douleur de la guerre dévoilait un sens de fraternité humaine qui se cache au moments de victoire et de calme. On



communait dans des rêves d'idéal. La souffrance et la mort égalisaient les hommes et les nations. Ceux qui ne souffraient pas directement souffraient pour les autres.

Et les sceptiques pensèrent que, peut-être, cela aurait duré, et que l'homme, se souvenant de la douleur, se serait souvenu de la leçon qu'il en tirait, et que les nations, se souvenant qu'elles avaient offert leurs poitrines pour délivrer des hommes et pour empêcher qu'une nation ne devint au dessus des autres, se seraient souvenues qu'elles n'avaient donc pas le droit, elles, d'opprimer d'autres hommes, de se croire et de se vouloir au dessus de tout.

Ces sceptiques eurent tort. Un jour vint, de victoire, de joie, d'ivresse. Et les peuples oublièrent. Un pacte fut signé, où chacun, voulant être au dessus des autres, chercha à opprimer des êtres humains. Chaque nation victorieuse, loin de la douleur quotidienne, se crut plus victorieuse, plus noble, plus grande que les autres. Et, oubliant tous les morts qui étaient morts en commun, qui dormaient en commun, les uns égaux aux autres en tristesse et en gloire, chacun se sépara des ses frères, découvrit en eux des défauts incorrigibles, des vices, des faiblesses. On s'enorgueillit comme avant, on méprisa comme avant, on s'isola comme avant, sur les tombes toutes semblables.

Mais peut-être quelques hommes n'ont-ils pas oublié. Et que ceux-là le sachent. Ils ont le devoir de dire chez eux, à leur propre pays, que ce dernier n'est ni le plus grand, ni le plus noble, ni le plus héroïque, ni le plus victorieux, ni le plus intelligent et qu'il n'a jamais accompli que son devoir, et rien de plus, car le devoir est toujours de faire tout ce que l'on peut faire. Et que toutes les nations

sont les mêmes, parceque la mission est la même et que l'homme est un homme pareil à tous les autres hommes, sans plus.

Et s'ils savent dire cela, en résistant aux injures des mégalomanes et à la vaniteuse indignation des foules, ils pourront abaisser un orgueil, qui, comme tous les orgueils, n'est ni sacré, ni noble, ni grand, mais qui, plus que tout autre orgueil, est source de malheurs et de lutte, l'orgueil national, qui génère toujours à un moment donné la folie et le "Deutschland über alles" de chaque nation.

Saint-Pierre près Fécamp, Septembre 1919.

JEAN LUCHAIRE.

## Futurismo.

OCORRONO due premesse.

Prima. Questo è lo studio — oltre che d'un italiano e d'un giovane, di un letterato il quale s'intende poco di musica e di pittura.

Seconda. Perché la cultura contemporanea del nostro buon pubblico si riduce alla formula: Treves + Puccini + Tito + (qualche volta) Crocè, ho buone speranze che non molti capiranno questo articolo, che vuol essere di critica e non di divulgazione né di spiegazione né di cronaca. (Credo però necessaria una breve cronaca del Futurismo, preceduta da un'occhiata a volo d'uccello sulle condizioni intellettuali italiane prima del 1909, fondazione del movimento. Necessaria per intendersi bene sul senso che darò a certe parole; e soprattutto per assegnare il suo posto al Futurismo nella vita italiana ed estera, spiegandone logicamente la nascita e lo sviluppo).

Finito Carducci, tramontato Stecchetti, i giovani più non sapevano che stella fissare e che corrente seguire. Il bigotto Fogazzaro era il massimo ro-

terà qualcuno. Ma, imbecille che non-sei altro: se avesse agito diversamente, Marinetti non sarebbe più Marinetti. Il che sarebbe un peccato sul serio). Sempre senza rimpianti, dunque, noteremo che — concepito il Futurismo come movimento — questo avrebbe dovuto essere sociale e popolare, non artistico. Infatti: se è bambinesco che un poeta imponga a un altro poeta di cantare il coraggio, la ribellione, la guerra, e di uccidere il chiaro di luna — è possibilissimo che un uomo consigli a un altro uomo: "Sii coraggioso e ribelle, ama la guerra, disprezza il chiaro di luna nostalgico e sentimentale". E un altro punto rileveremo. Lucini — scattando indignato contro il manifesto delle parole in libertà, attentato criminoso (secondo lui) al sacro patrimonio della lingua — rilevava i draconiani imperativi di Marinetti (*Bisogna distruggere grammatica e sintassi; si deve usare il verbo all'infinito; si deve abolire l'aggettivo*) ed esclamava: "Potezza in terra del Futurismo! il quale è nato per la libertà ed ha fatto la licenza per suo uso e consumo e impedisce la parola a coloro che non vogliono imparare il suo *Volapük!*". Altro grossolano sbaglio del Futurismo, infatti: che, lanciato come movimento artistico, non poteva essere se non una libera unione di sforzi paralleli e disinti. Il manifesto avrebbe dovuto servire a spiegare al pubblico le opere e le teorie personali dei singoli artisti. E invece: Marinetti s'accorge che gli son necessarie le parole in libertà e le impone a tutti indistintamente; Russolo inventa l'intonarumori, suo nuovo mezzo d'espressione, e comanda: "Rumori!"; Boccioni, svolgendo in un libro le teorie già svolte nei propri quadri, proclama che ogni quadro futurista deve essere dinamico. Eccetera eccetera.

Così, con critiche e con difese, discutendo e raccontando, ho esposto gran parte delle mie idee sul Futurismo. Riassumendole e coordinandole, vediamo di concludere.

S'è detto cosa avrebbero potuto fare e cosa sarebbero potuti essere il Futurismo e il suo fondatore: procedendo a forza di se e di condizionali. È tempo di dare un'occhiata al futurismo-realtà. E cioè: a una scuola artistica e un partito politico.

La scuola ha avuto grandi difetti. Ha perso il primo carattere d'un aggruppamento d'artisti, che è quello d'intellettuale aristocrazia, badando più alla quantità che alla qualità degli aderenti. Col suo desiderio inoddisfatto d'essere capo di masse, Marinetti accoglieva nelle file futuriste qualunque studente liceale che sapesse non saper scrivere. Di altri difetti capitali (manifesti-dialogo, teorie vecchie stravecchie, eccetera) si è di già detto. Con tutto

questo, il Futurismo ha avuto il massimo merito che a un movimento artistico si possa attribuire: creare, cioè, l'ambiente favorevole alla futura opera d'arte. Ha inoltre contribuito a far conoscere poeti autentici, pittori autentici e un buon musicista. Spingendosi all'estrema avanguardia delle ricerche mondiali, ha rimesso in careggiata le nostre letteratura e pittura, che erano spaventosamente improvvisate e fuori di moda. E anche: considerato che in un paese civile è inevitabile stampare quei tanti libri e quelle tante riviste, anche se non ci sia niente di bello e di grande da dire, io preferisco — a parità di nullità — un'allegria sorpresa dell'alfabeto di Pasquale Galluppi a un lacrimoso e previsto sonetto di Francesco Pastocchi.

Il partito politico futurista è ancora in fase; ha da crescere e da svilupparsi. Intanto, in tutte le dimostrazioni e in tutte le piazze, dà esempi di fegato e di patriottismo. Bravissimo.

Così s'è detto del futurismo-realtà tutto il bene che si poteva dire. E mi aspetto una domanda: metteva conto spendere tante parole per una epizodica scuola artistica? — E ho pronta la risposta: si metteva conto. Io non scriverei un così lungo articolo sul dadaismo, per esempio (il quale, dal poco che se ne sa, mi pare un futurismo male capito); e forse neanche sul Simbolismo (sul Simbolismo in sé stesso, intendo dire); e prescindere dal valore particolare di alcuni simbolisti). Ma quest'ultimo movimento italiano racchiude un significato che esorbita dalla cronaca spicciola. Le esplosive teorie dei primi manifesti non erano soltanto un segno dei tempi: ma un annuncio, spesso geniale, di giovani precursori. Da loro è stata coniata una parola bella e necessaria. È stata seguita una strada. Non importa se quelli stessi che l'additarono non l'hanno saputa seguire; se hanno impiccinato l'idea con un'azione inadeguata; se le teorie sono rimaste teorie. Non importa: anche le intenzioni, quando sono sincere, hanno il loro valore. Noi guarderemo con stima e con riconoscenza questa generazione che finisce; supporteremo con simpatia i suoi ultimi tentativi e guizzi di genialità. Come andremo per quella strada — anche se non se ne accorgerà nessuno —, come sapremo di quella strada — anche se non se gli altri non ce lo daranno — ab-chiamarci con il loro nome — anche se gli altri non ce lo daranno — ab-chiamarci con il loro nome — anche se gli altri non ce lo daranno — non per voi, no; per noi soli. Infatti ci sentiamo alleggeriti, liberi. S'andrà più svelti, per questa via di cielo e di canto.

Castiglione, luglio 1919.

ALESSANDRO PAVOLINI.



## Diamant.

à Françoise Besnard.

DANS le prisme harmonieux du cristal centenaire  
 Mon rêve chatoyant échappe, et fuit mes yeux,  
 Se perdant par les coins lumineux de la pierre  
 Qui semble me parler sous l'écrin merveilleux.

Sur la facette en feu, chantant sous la lumière  
 Mon espoir imprécis me semble douloureux  
 D'être enfermé, par jeu, si près de ce mystère  
 Blanc, comme un débris pur du passé trop heureux.

Mais soudain le diamant me paraît un joyau  
 Qui s'éloigne de moi comme un rayon vous quitte  
 Si le soleil se couche en le linçoul des flots.

Et sous le cristal clair, sans couleur désormais,  
 Mon rêve s'évanouit et s'achève trop vite  
 En larmes, seuls diamants que l'on garde à jamais.

Septembre 1919.

GABRIEL D'AURIAC.

## Lettre ouverte à M. Giovanni Papini.

Mon cher Maître,

VOUS savez avec quelle joie et dans quels termes j'ai annoncé votre "Vraie Italie", lors de sa parution, dans les colonnes des "Jeunes Auteurs". Vous savez le plaisir que j'ai eu à faciliter, avec mes faibles moyens, la diffusion de votre périodique. Vous me connaissez aussi, et vous savez que je suis loin d'être un français chauvin, si tant est que je sois plus français qu'italien. Vous savez enfin l'estime en laquelle je vous tiens et vous avez vu que je suis heureux chaque fois que l'occasion m'est donnée de parler ou de faire parler de vous par mes collaborateurs.

Si aujourd'hui je vous dis mon opinion sur l'attitude que vient de prendre "la Vraie Italie" depuis son quatrième numéro, et si mon opinion est une critique, je suis sûr que vous attribuez ces critiques, non à un amour propre national qui me fait défaut, mais bien au souci de la vérité et au désir de vous montrer tout ce qui eût compromettre l'œuvre que vous avez si généreusement et si bien entreprise.

J'ai devant les yeux le fascicule de Juin de votre Revue. Dès mon premier coup d'œil je me suis aperçu qu'il ne contenait pas une ligne de vous, et j'ai acquis la certitude que vous n'en aviez pas surveillé la rédaction. Je le regrette très vivement, car le contenu de ce fascicule est de beaucoup inférieur au précédent et l'esprit qui l'anime n'est plus objectif et impartial, puisqu'il se fait l'écho de passions momentanées qui n'avaient pas eu jusqu'à ce jour, de prise sur vous.

Je suis en France, mon cher Maître, depuis deux mois. J'ai étudié attentivement le sentiment populaire français au sujet de l'Italie et j'ai pu me convaincre qu'il ne contient aucune hostilité, aucune défiance, et moins encore, aucun mépris pour votre nation. Je ne conteste pas les erreurs graves que notre gouvernement a commis envers votre pays. Je ne conteste pas que son attitude n'ait été fort souvent déplorable, et je n'ai pas hésité à le faire dire dans les colonnes de ma revue. Seulement je vous fais observer qu'on ignore chez vous, en grande partie, l'œuvre néfaste que le ministre Orlando a accompli chez nous, et dont l'attitude lamentable n'a pas été dans influences défavorablement nos cercles politiques.

Pi. Fi. Gómez

fucina alla punta del giorno, che prende in mano il martello e ancora piega fino a sè ogni cosa bella e buona.  
 — Babbo, se tu non hai più nella casa la musica del *Fabro Armonioso* di Händel, l'hai nel cuore ed è molto più bella; e se Jacopo non ti dà braccio nelle tue passeggiate, egli medesimamente ti cammina al fianco e ti dice le cose che ha imparato nell'altra sfera; babbo, non stare in angustia per il suo rosaio che ti strisciava sulla terrazza: la mamma ci pensa e tu l'hai detto da te: *ma il rosaio, la mamma trodò modo di salvarlo.*

— Ma sì, io vi dico che Jacopo non è morto.

Pi. Fi. GÓMEZ.

Dalla Direzione di *Vita* (Les Jeunes Auteurs) 25 - XII - 1919.

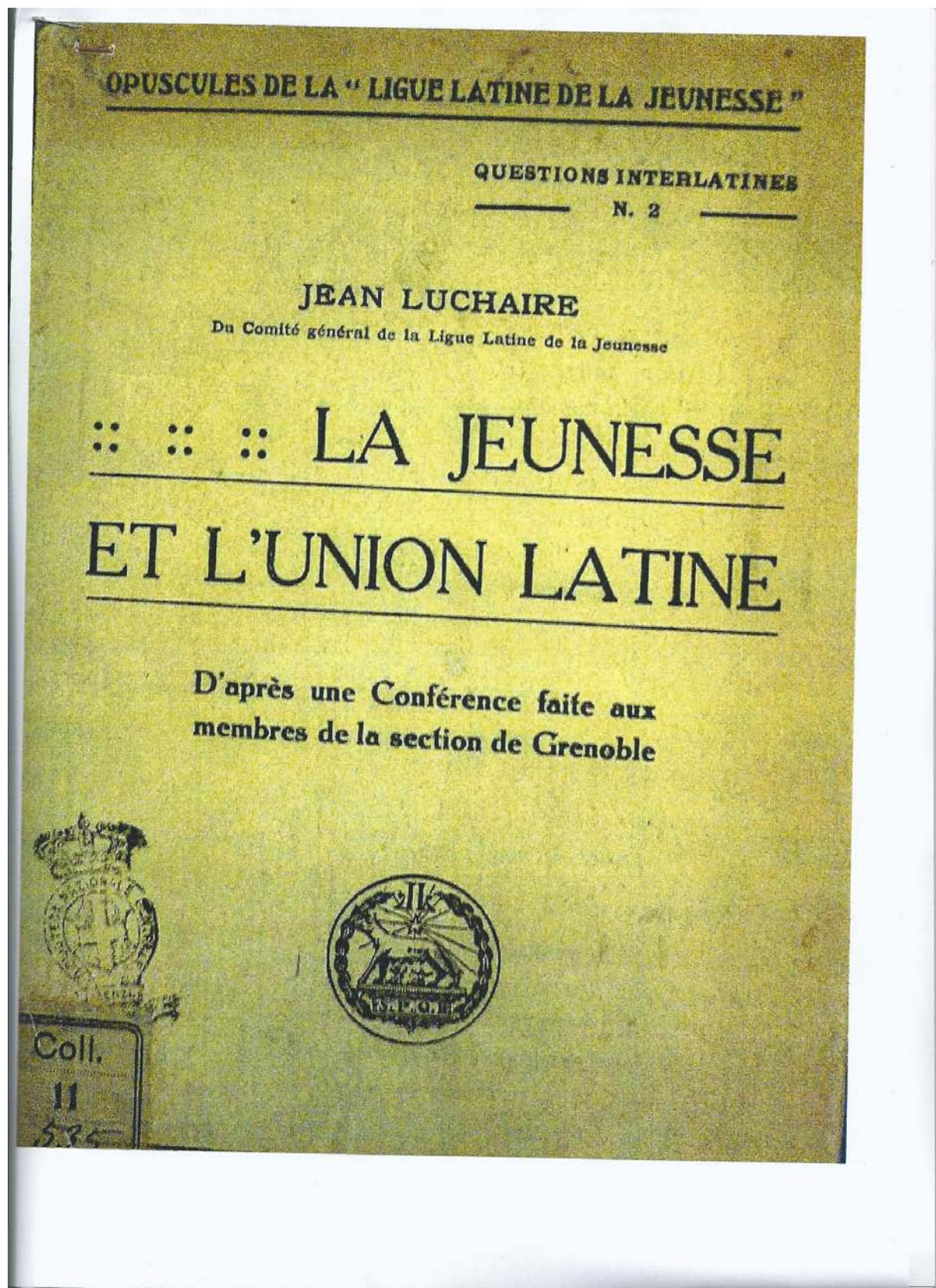
JEAN LUCHAIRE, Direttore - EGISTO CASAGLI, Gerente-responsabile.

Tip. Giuntina, diretta da L. Franceschini - Firenze - Via del Sole, 4.



Opuscule de la Ligue latine de la Jeunesse, n°2, 1918.

Biblioteca Nazionale Centrale di Firenze, BN 1918 2467. CUBI 340949.







## La Jeunesse et l'union latine. <sup>(1)</sup>

*Messieurs et cher Camarades,*

Vous m'excuserez si, contrairement aux lois de la rhétorique, je commence ma brève exposition en entrant sans préambule dans mon sujet. Les précautions artistiques dont on entoure les débuts d'une conférence sont sans doute fort élégantes et agréables... en temps de paix ! Les moments tragiques que nous traversons nous défendent de perdre en discours inutiles fut-ce même une minute. Le temps n'est plus seulement de l'argent, c'est du sang.

Il y a donc trois sortes de raisons qui nous dictent l'Union Latine : raisons morales, raisons politiques, raisons économiques.

Les raisons morales sont le drapeau des hommes d'état et des hommes politiques qui dirigent la campagne latine tandis que les motifs les plus pressants sont pour eux, au contraire, les raisons politiques et économiques.

Nous autres jeunes gens, dont le devoir d'aujourd'hui est de considérer les choses en face, nous devons ne reconnaître pour raisons principales que les premières, les raisons morales. Sans négliger les autres, nous n'avons pas la compétence nécessaire pour les élucider. Et puis nous sommes jeunes et maintenant, plus le sens pratique envahit, et à juste titre, le monde, plus le matérialisme s'affirme et triomphe, plus c'est notre mission, à nous autres jeunes gens, qui — malgré tout — conservons encore des illusions sur la vie, qui sommes enthousiastes et sur-

(1) Le texte de cette conférence, faite à Grenoble en octobre 1917, aux membres de la Ligue Latine de la Jeunesse, adaptée et refaite pendant l'hiver 1917-18 à Turin, Florence, Pérouse et Pistoie a été accepté par les Réunions de la L. L. et I. J. de Grenoble et Turin comme « buts officiels de la Ligue ».



LA

## LIGUE LATINE DE LA JEUNESSE

FONDÉE À FLORENCE LE 31 MARS 1916

avec siège 25, Piazza d'Azeglio

à pour but de préparer la jeunesse d'aujourd'hui à réaliser l'Union interne des Nations Latines en un seul bloc moral et politique qui, allié des puissances démocratiques anglo-saxonnes, formerait le contrepoids indispensable des peuples teutons en vue d'une paix durable basée sur le droit des gens et des nationalités.

La L. L. d. l. J. a 3000 membres et 35 délégations.  
Cotisation annuelle : 2 fr.

### PUBLICATIONS DE LA LIGUE

**Bulletin de la Ligue**, trimestriel, paraissant à Florence, en double édition. Abonnement annuel : 1 fr. (pour les membres).

**Opuscules** : (déjà parus)

**Rivalités et solidarités entre les Nations Latines**, par M. Gaetano Salvemini, professeur d'Histoire Moderne à l'École des Hautes Etudes de Florence. Prix : 10 cent.

**La Jeunesse et l'Union Latine**, par M. Jean Luchaire, du Comité Général de la Ligue Latine de la Jeunesse. Prix : 20 cent.









La rubrique des jeunes signée Jean Dauriac dans *La Volonté*.

« Appel à la jeunesse française », « La Volonté des jeunes », *La Volonté*, 23/11/1925.

# SE

## La Volonté des jeunes

### EDITORIAL

**Je voulais commencer par exhorter, et l'ère de la colance, quelle est la volonté des jeunes.**

**Le manifeste que lance aujourd'hui la Fédération des Jeunes Laïques et Républicaines — au même temps qu'elle annonce la création de son « Equipe d'Action Républicaine » me dispense de cette tâche. La Volonté des Jeunes ! Elle éclate avec une implacable précision dans cette page que nous sommes fiers de publier intégralement. La nouvelle génération s'y décrit elle-même avec une sincérité absolue ; on saura d'elle ce qu'elle est, ce qu'elle veut aborder. Après tant d'enquêtes confuses sur les jeunes, on continuait à ignorer ce qu'ils pensaient et ce qu'ils attendaient d'eux-mêmes. Une partie de la jeunesse, d'ailleurs, a fait erreur non sur ses propres sentiments, mais sur l'action qu'elle veut entreprendre ; le succès indéniable des « faïces » est une preuve. Maintenant, bien des jeunes voudront être et opéreront l'union ou veulent les entraîner d'astucieux réacteurs qui de précieuses justes ; la nécessité de profondes réformes, ont tiré des conclusions fausses ; la nécessité d'un coup de force et le bien-être (?) d'une dictature.**

**Je suis sûr que le geste hardi que constitue, pour la Fédération des J.L.R., la publication d'un document aussi net et aussi énergique.**

**Les J.L.R., en effet, depuis de longues années, fait figure de succursale des grands partis de gauche, et d'antichambre-école de ces partis. C'est en France ; en 1924, la même année, 5.500.000. Non seule-ment de la complète assemblée, mais aussi en face de certains de nos espoirs, nous sommes en face de la « levaison ».**

**« Me les biens ou est-ce méritent l'épithète de bien que c'est l'im-pression qui rend mal- être l'assiette qui fut mal- perception qui demeurant. l'ivoiré. »**

**a plainte du petit retraiter un Pétit qui, dans l'œuvre, des petites gens des clas- En voilà qui n'est plus « sur les « biens » ! nous frapper, à son de qui peuvent payer tout en payer ? Je me suis certains, qui exercent is libéraux, et qui re- centaines de mille « n'ont, néanmoins, un fic- : Est-ce nous qui devons ur carabane ? Mais qui Nous sommes « ren- « renier » dit « hour- ce pas ? Pauvres bour- le vide. chier à la plainte, d'au- vant que qu'elle est plus « renier. »**

**ci de-la**

**La terreur noire continuent leurs brillants e. « relate de quelle façon a liberté de la presse au sein et feu Romulus. Les finissent par faire rec- te les victoires libérales de Solferino. Les Autri- t pas fait pire que Mus- « entreprise par les fés- Cortese della Sera », journaux encore dans la dou cessé. « elle redouble de fu- reur du journal, le tint, est pris à partie es Noires avec une vio- « dit Farinacci dans Nova » d'avant-hier, un une espèce de col- lute la bonne maison- tette à pleines mains snc, contre le régime, li, contre l'Italie, con- clus à la longue di- gnité. »**

**Et à la volonté du pou- t empêcher que le pré- pour raisons d'ordre rime la « Cortese » va encore plus loin,**

**FÉDÉRATION DES JEUNES LAÏQUES ET RÉPUBLICAINES**  
(Groupe central)

## Equipe d'action républicaine

### Appel à la Jeunesse française

L'heure est venue pour la nouvelle génération de faire entendre sa voix. L'œuvre de réorganisation nationale et internationale que la guerre a rendue nécessaire s'ébauche à peine sur le terrain diplomatique et ne s'acquiesce point encore sur le terrain politique. Les jeunes, élevés au milieu des espérances que le conflit avait fait naître, ne veulent pas renoncer à l'espoir de vivre un jour dans un monde plus juste et plus confortable. Ils exigent, depuis sept ans, à des batailles électorales et parlementaires auxquelles ils se sont intéressés qu'en partie, sans y attacher tout leur cœur et tout leur esprit. Après une année d'attente, et tant de déceptions, ils ont le droit de dire leur pensée sur une tâche à laquelle les convient les aînés, de tous les partis.

Rappelons-nous quelques faits.

Les jeunes sont nés à la vie spirituelle pendant la guerre ; ils ont compris les leçons. Le voisinage de la mort leur a inspiré un amour passionné de la vie et de l'action. Les horreurs de la guerre ont fait d'eux des partisans résolus de la paix. L'instabilité générale a provoqué et eux une soif ardente d'ordre et de stabilité.

Aujourd'hui, la volonté des jeunes est : « organiser ».

Que nul ne s'y trompe : il n'y a pas un jeune pour trouver que la France soit bien organisée, et pour admettre que le fonctionnement et l'aménagement actuels du régime républicain soient acceptables.

De même, les jeunes sont unanimes à penser qu'il n'y a pas d'organisation possible, sans chef et sans discipline, qu'il n'y a pas d'existence commune possible sans autorité en haut et sans obéissance en bas.

On peut le déplorer, mais le fait est là : les jeunes ne respectent ni les traditions ni les mystères, mais ils sont profondément idéalistes, parce qu'ils désirent profondément construire un monde meilleur. Avant tout, ils veulent obéir à leur bon sens, et à leur sens des réalités. Qu'on ne s'étonne pas s'il n'y a plus, nous les jeunes d'aujourd'hui, de principe supérieur à celui de l'organisation rationnelle, et par conséquent, du commandement hiérarchique.

Telle est la psychologie d'une génération qui, désormais, veut agir. De prime abord, elle ne se soucie ni de questions philosophiques, ni de doctrines politiques. Seulement, les hommes qui désirent attirer à eux, l'embriquer, utiliser ses forces, ceux-là sont mis par des sentiments bien différents, qui ne sont pas les nôtres.

Que doit faire la jeunesse ?

Rester fidèle à elle-même, aux leçons de la guerre, à son bon sens. Agir seule, si elle le peut, sinon parallèlement à ceux de ses aînés dont l'action est la plus proche de celle que la nouvelle génération voudrait conduire.

C'est ici que la jeunesse se divise et que bien des jeunes se trompent.

Les uns, ignorants ou victimes d'un mirage néfaste, vont à communisme. Ils se voient pas qu'il force de poursuivre une organisation chimérique, ils aboutissent à se trahir eux-mêmes et à travailler au chaos.

D'autres, sans chercher bien loin, trouvent au chapitre « monarchie » les mots qui leur sont chers ; ils saisissent, d'instinct, et ils adhèrent au groupement politique qui combat la République au profit d'un Roi. Ils oublient qu'on ne revient pas en arrière et que si la monarchie a été chassée trois fois en cent ans, c'est qu'elle manquait précisément d'autorité. En fait, à notre époque, la royauté divine ne saurait plus être un principe organisateur.

D'autres encore, séduits par des hommes et les formules habiles, oublient que la violence et l'arbitraire ne peuvent servir de base durable à une autorité quelconque, se déclarent ennemis du régime parlementaire et, s'inscrivant eux à faïcesaux, préparent la route à un dictateur éventuel.

D'autres, enfin, refusent de se tromper et de se laisser tromper. Comme tous leurs camarades, de tous les partis, ils partagent cette idée que le régime actuel fonctionne mal et qu'il faut le modifier profondément.

Mais, fidèles au bon sens, ils se disent :

La seule autorité que l'on conçoit et que l'on respecte, dans le siècle à un intérêt nécessaire ; c'est celle qui émane de la majorité des citoyens, s'expriment en pleine indépendance par le bulletin de vote, et délèguent leurs pouvoirs que l'on est encore touché, c'est le Parlement. Le plus simple et le meilleur régime qui l'on ait encore touché, c'est la République. Plus sûrement que l'arbitraire royal ou dictatorial, elle peut assurer aux citoyens le minimum de liberté et de justice. Plus que tout autre régime ou la volonté de quelques hommes suffit pour échauffer des aventures, la République assure la paix. LE PROBLÈME, CE N'EST DONC PAS D'ABANDONNER LA RÉPUBLIQUE, C'EST DE LA RÉORGANISER.

Et les jeunes républicains — républicains par conviction profonde et réfléchi- — ajoutent : « Le régime de la République doit être fait suivant son principe essentiel, par la réunion des représentants du pays, régulièrement élus. Nul autre moyen de lutte politique ne doit être permis, aucun n'étant légitime, donc durable. »

Tels sont les sentiments, les idées, la volonté des cent mille jeunes gens qui se groupent dans la « Fédération des Jeunes Laïques et Républicaines de France ».

A leurs camarades encore hésitants, ils disent :

« N'attendez pas davantage, nous sommes à la nôtre. Songez à la dépendance dans laquelle se trouve votre vie personnelle par rapport à la vie politique du pays. Songez qu'un livrant à autrui par négligence la gestion des affaires collectives, vous lui livrez votre liberté, vos affaires privées, et que vous ne réalisez pas seulement votre dévouement, mais votre intérêt. »

A leurs camarades fourvoyés dans les groupements qui précônisent le coup de force au profit de l'extrême-gauche, du centre ou de la droite, les jeunes républicains disent :

« Attention ! Réfléchissez. Ne vous trahissez-vous pas vous-mêmes en faisant le jeu d'aînés ambitieux ? Ne trahissez-vous pas l'idéal de notre génération en répétant le principe de la République et du régime parlementaire qui, seuls, sont capables de nous permettre d'instaurer une organisation nationale rationnelle et une autorité gouvernementale assise sur la plus large base ? Ne trahissez-vous pas votre honneur en vous prêtant à une action politique viciée qui aboutit, à l'avance, à l'autorité que nous désirons et qui, légitimement faite contre-révolutionnaire de force contre l'ordre que vous pourriez instaurer, réduirait cet ordre précaire, donc inefficace ? Étes-vous fidèles à vous-mêmes et au bon sens ? Venez avec nous. Autant que vous, nous voulons des réformes profondes, nous sommes sûrs de les réaliser. »

Le secrétaire général  
Gaston BONNAURE.

Le secrétaire général  
René GORHMEICER.

Le secrétaire général  
Le secrétaire général

### LA GALERIE DES JEUNES

#### Gaston Bonnaure

Gaston Bonnaure ? Une espèce de héros sans dévotion : il est jeune, depuis un certain nombre d'années, âgé de la jeunesse de vingt ans qui sont le grand d'envoyer leurs aînés dans la catastrophe des « vieux », substitués de leur place, car ce diable d'homme est plus actif, plus alerte que le plus pédon- d'entre eux. Et quel entraîneur !

Bonnaure est le chef, le fondateur, le président des Jeunes Laïques et Républicains. Dans la vie privée, c'est un homme d'affaires redoutable, qui semble avoir le don de l'ubiquité. Financier et d'entre eux. Et quel entraîneur !

Bonnaure est le chef, le fondateur, le président des Jeunes Laïques et Républicains. Dans la vie privée, c'est un homme d'affaires redoutable, qui semble avoir le don de l'ubiquité. Financier et d'entre eux. Et quel entraîneur !



Point. Bonnaure est possédé par le dé- mon des jeunes républicains comme d'autres sont possédés du démon des vieux, de la musique ou de la collection. Plus- tôt-il ne jamais s'en séparer.

De taille moyenne, trapue — le visage toujours souriant, barré d'une moustache diabolique — tel est l'homme. Il est peut-être plus âgé par ses jeunes camara- rades, parce qu'il en est peu de plus compréhensif à la jeunesse. Il est de ceux qui s'adaptent à chaque atmosphère nouvelle que crée une année nouvelle. Chacun de nous vit et se transforme avec sa propre génération. Bonnaure n'a d'incarner dans chaque jeune génération qui se succède. C'est un jeune permanent.

**LE DIABLOLIN**

## LE SANATORIUM UNIVERSITAIRE

La Volonté des Jeunes se fera un devoir de soutenir les étudiants aux prises avec des difficultés multiples de toutes sortes.

Dès aujourd'hui, nous républicains nous l'appel adressé par le Comité d'organisation de l'œuvre du Sanatorium des Étudiants :

Etudiants et Étudiantes ! Vous connaissez l'œuvre du Sanatorium des Étudiants. Vous savez pourquoi l'Union Nationale des Associations Générales en a entrepris la création. Vous savez comment elle fonctionne.

1925 verra son achèvement et en 1927 vous assisterez à son inauguration.

Mais il nous reste des sommes im- portantes à recueillir.

Cette année encore nous vous deman- derons votre concours finan- cier. Malgré les difficultés continuelles auxquelles, pour vivre, nous étions en butte, nous continuerons à monter que nous ne comprenons pas l'énorme aide, sans un sacrifice personnel. Et c'est parce que nous saurons que nous ferons ce sacrifice, que d'a- vance nous vous disons « Merci ».

Tous les envois de fonds doivent être adressés à l'adresse de M. Guy, Recteur de l'Académie de Créteil, Compte chèques-postaux Lyon : 188-87.

Pour tous renseignements s'adres- ser au Secrétaire général : J. TUE



moment qu'elle se fracture le... Henri Benret fut conduit devant...

C'est bon, nous ne présenterons... Henri JEANSON.

an Bouilli s'écriait, grêve... Henri JEANSON.

as les Département: Une incendiaire de neuf ans... Henri JEANSON.

Drame de famille... Henri JEANSON.

enfant avait un bouton et meurt... Henri JEANSON.

PORT HIPPIQUE... Henri JEANSON.

HIER A LONGCHAMP... Henri JEANSON.

METZEL... Henri JEANSON.

AUJOURD'HUI... Henri JEANSON.

NOS PROGNOSTICS... Henri JEANSON.

A. GIBOIR.

EDITORIAL Les Jeunes et les Partis

On lira plus loin l'intéressante lettre que m'adresse GUY... Jean DAURIAD.

En outre, il y a la déformation professionnelle... Jean DAURIAD.

Assés, quelles que soient les critiques que l'on puisse adresser... Jean DAURIAD.

Ce qu'il faut souhaiter, c'est qu'un nouveau parti se fasse... Jean DAURIAD.

En plus de la revue « Frontiers », la Fédération des Jeunes... Jean DAURIAD.

Stages politiques

Lundi 19 avril 1926. Monsieur, Je lis régulièrement vos intéressantes chroniques... Alfred GUY.

Il se produira souvent qu'au bout d'un an ou deux de parti radical, socialiste ou républicain... Alfred GUY.

De plus, l'hommage admiratif que cet observateur rendra... Alfred GUY.

La colonie, la diffusion ne se donneront plus libre cours... Alfred GUY.

En somme, je désirerais que les étudiants, tous les jeunes en général... Alfred GUY.

A 18 ou 20 ans, on suit ses tendances, mais non sa conviction... Alfred GUY.

Au Quartier latin

La Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste vient de tenir une assemblée générale... Gaston MAURICE.

La conception même de la Ligue d'action universitaire est... Gaston MAURICE.

L'ignition des jeunes doit être indépendante de celle des partis... Gaston MAURICE.

Et cela, voyez-vous, c'est très important... Gaston MAURICE.

Une autre aide dont nous avons besoin, c'est celle de la presse républicaine... Gaston MAURICE.

pour parler n'ont fait aucun progrès... Gaston MAURICE.

LA GALERIE DES JEUNES LEO FERRERO

Leo Ferrero vient de passer quelques jours à Paris pour étudier nos théâtres d'essai-garde... Leo Ferrero.

Leo Ferrero, pour avoir un tel bagage derrière lui, a évidemment commencé tôt... Leo Ferrero.

en Italie Jean Luchaire, et doit une série a paru l'année dernière à Paris... Leo Ferrero.

Pimentales de nuisance, Leo Ferrero cit en l'occurrence... Leo Ferrero.

C'est ainsi un vrai jeune... Leo Ferrero.

LE DIABLOTTIN. Les camps de vacances... Leo Ferrero.



en Italie Jean Luchaire, et doit une série a paru l'année dernière à Paris...

Pimentales de nuisance, Leo Ferrero cit en l'occurrence...

C'est ainsi un vrai jeune... Leo Ferrero.

LE DIABLOTTIN. Les camps de vacances... Leo Ferrero.

Le camp organisé par la Fédération des L. R. de France...

Le camp organisé par la Fédération des L. R. de France...

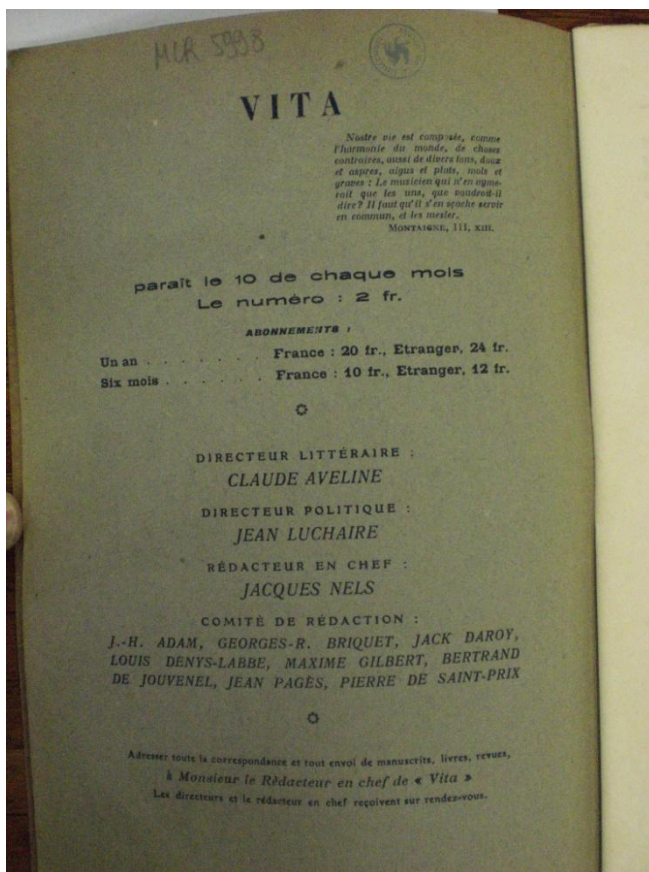
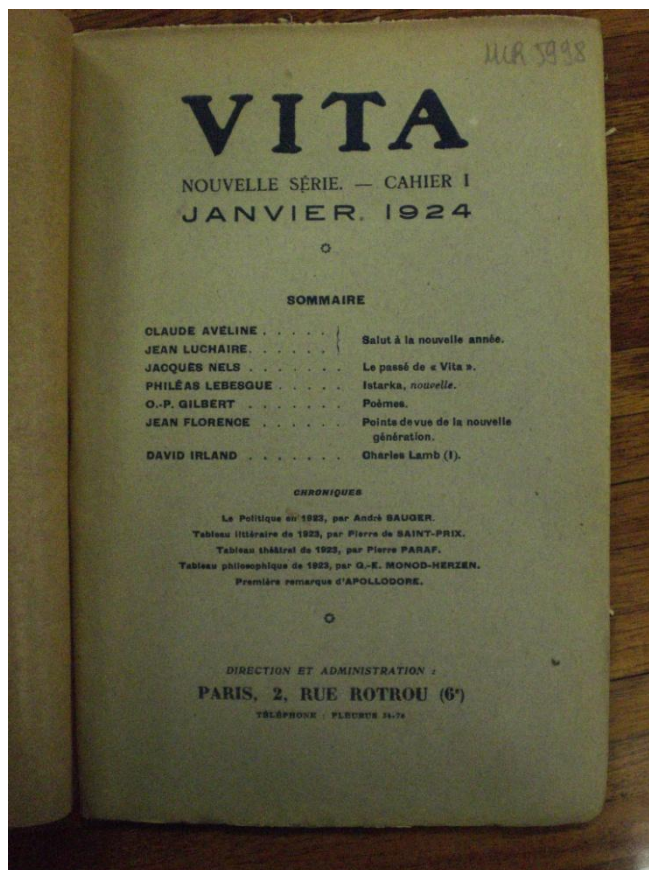
proposition qui n'aurait pas présenté... La châte du franc... pour parler n'ont fait aucun progrès... velles, les compétences rassemblées







Vita, n°1, janvier 1924.



## Salut à la nouvelle Année

*Ne déclamons, au seuil de ce cahier numéro un, aucune tirade consacrée. Ne prenons aucune résolution à l'allure définitive, sachons résister au plaisir de chanter un duo-programme. Mais simplement, puisqu'une nouvelle année commence, saluons la nouvelle année.*

*Accueillons en lui souriant cette inévitable hôtesse, comme l'exigent la sagesse et la coutume : car nous ne pouvons rien pour l'empêcher de venir à nous, non plus que pour fuir devant elle.*

*Aussi bien, imaginons un instant qu'il nous soit possible de fuir : nous ne fuirions pas. Ne nous déguisons pas en sceptiques. Et reconnaissons-le sans fausse honte : nous sommes encore de ceux qui, au début d'une nouvelle année, espèrent en elle et se plaisent à la croire meilleure et plus douce que toutes ses sœurs aînées.*

2

VITA

*Elle s'avance. Déjà ses pas mesurés et rapides l'ont éloignée de la tombe qui vient de se refermer sur l'année morte. Déjà nous ne songeons plus à cette fraîche tombe, nous ne songeons plus à ce que fut la vie de celle qui à présent y est couchée. Nous ne voyons plus qu'elle, la nouvelle année, la belle nouvelle année.*

*Que son visage impénétrable est séduisant ! Que sa démarche est juvénile et plaît à notre jeunesse ! Nulle forme n'est plus charmante que la sienne. Nous te saluons, reine du monde !*

*Pourquoi tout à coup remarquer en même temps la profondeur de son regard ? Nos yeux tentent de pénétrer les siens, et n'y trouvent que leur reflet. Et pourquoi, pourquoi cache-t-elle ses bras derrière elle ? Que peuvent tenir entre leurs doigts ses mains toutes puissantes ?*

*Nous te saluons, mystérieuse, et nous confions à toi.*

CLAUDE AVELINE et JEAN LUCHAIRE.



## Le passé de *Vita*

En juillet 1913, Jean Luchaire, alors tout jeune, fonda à Florence une revue composée de quelques feuillets dactylographiés, et tirée à un nombre limité d'exemplaires numérotés : *Les Jeunes Auteurs*.

La partie française de cette nouvelle revue, rédigée moitié en italien, moitié en français, était dirigée par Jean Luchaire et Gabriel E. Monod-Herzen, qui en étaient d'ailleurs les seuls collaborateurs.

La revue se développe rapidement. Son tirage triple ; aussi son directeur décide-t-il, en mai 1914, de la faire tirer... au duplicateur.

Son importance s'accroît toujours, sa collaboration s'étend sans cesse, et en février 1915 la revue paraît lithographiée et illustrée.

Devant un tel témoignage de vitalité, les abonnements affluent, et le tirage des *Jeunes Auteurs* triple à nouveau.

A cette époque, la revue de Luchaire s'efforçait, auprès d'un public italien encore neutre, de souligner la gravité des événements internationaux, aidée en cela par la collaboration d'une élite de la jeunesse italienne, et de jeunes écrivains français, dont la plupart étaient alors soldats.

En 1916, la revue est enfin imprimée, sur format in-octavo raisin (format que nous reprenons aujourd'hui).

Au mois d'août 1918, elle prend le titre de *Vita Latina*, et publie en supplément le bulletin mensuel de la *Ligue Latine de la Jeunesse*, que Jean Luchaire avait fondée deux ans auparavant, et dont il était le président.

En prenant ce titre, la revue montrait d'une part son souci de ne plus se restreindre à la production de jeunes écrivains,

son désir de s'assurer la collaboration des maîtres dont elle s'inspire, et indiquait d'autre part son lien avec la *Ligue Latine de la Jeunesse*.

Cette ligue comptait 5.000 membres adhérents, répartis entre 50 sections installées dans les principales villes de l'Italie et dans le sud-est de la France. Chaque section, formant un centre d'études, possédait sa bibliothèque. La ligue avait répandu en trois ans un million d'exemplaires de brochures portant la firme de *Vita Latina*.

Elle préconisait, dans son programme, le resserrement des liens intellectuels qui unissent la France et l'Italie et en outre elle ne cachait pas ses sentiments pacifiques et internationalistes ; elle y trouvait sa raison d'être.

Or vers le milieu de 1918, la question dalmate jeta l'Italie dans une crise de nationalisme. Elle provoqua au sein même de la ligue des polémiques diverses évidemment contraires aux principes que nous venons d'indiquer.

Le président s'opposa de toute la mesure de ses forces à ces polémiques. Mais en butte à de nombreuses attaques venues de groupements universitaires, et d'ailleurs parfaitement injustifiées (on l'accusait, étant Français, de prendre part aux questions nationales italiennes), il convoqua, en janvier 1919, un Congrès, tout en démissionnant avant sa réunion.

Le Congrès, à la presque unanimité, approuva l'attitude de son ex-président et lui vota des félicitations. Mais Jean Luchaire maintint sa démission, ne voulant pas nuire par des questions personnelles à l'avenir de la Ligue.

L'attache qui liait *Vita Latina* à la *Ligue Latine de la Jeunesse* se dénoua donc en avril 1919. Cela permit à la revue de simplifier son titre, tout en lui donnant un sens d'une plus vaste étendue : *Vita*.

Elle conserve toujours sa double collaboration française et italienne, et devient alors en Italie une des plus importantes revues de ce genre. Mais en mars 1920, date à laquelle Jean Luchaire quitte l'Italie, *Vita* cesse de paraître.

Quel avait été son programme durant cette existence de sept années ? Le voici tel qu'on le trouvait exprimé en 1920 : « Les colliers de *Vita* voudraient être le centre de ralliement de toute une élite de la nouvelle génération qui, élevée par la guerre, cherche à dégager de cette leçon des principes de paix, et considère que la loi humaine est loi de collaboration et non

de combat, de travail et non de jouissance, d'égalité et non de privilège ».

*Vita* reparait aujourd'hui à Paris, entièrement rééditée en français. Car de leur côté nos anciens collaborateurs italiens continuent à Rome leurs travaux.

Elle va reprendre, toujours sous la direction politique de Jean Luchaire, le programme qu'elle s'était imposé. Mais elle étendra sa partie littéraire qui deviendra au moins l'égal de la partie politique.

Cette partie littéraire sera dirigée par Claude Aveline, éditeur d'art et écrivain, à qui Pierre Mille a pu dire, à propos de son conte philosophique *Lorsque Candide fut parti...*, que « cela n'était pas indigne du père spirituel de cet aimable Candide ».

Elle comprendra, outre les collaborateurs de la première *Vita*, les jeunes écrivains dont le talent s'est depuis fait connaître, et aussi — leur place se trouve tout naturellement indiquée en tête de chaque sommaire — les aînés que nous aimons et que nous admirons.

Regrettons seulement de n'avoir plus, auprès de nous, tous ceux de nos camarades que la guerre nous a enlevés.

JAOQUES NELS.









# L. MORATO-MILLER

DÉCORATION  
COUTURE

27, RUE DE ROME, 27

■ TÉLÉPHONE : LABORDE 29-17 ■

Jean LUCHAIR

RÉ.

COMMENT pa  
remporter  
politique  
tielles des générat  
buer de toutes ses  
constitue la tâche  
à l'attente génér  
phraséologie doct  
serait stupide, il s  
dont les conséque

Tout faisait  
siques, se cantonn  
qu'ils n'entendaie  
rales ayant pour  
gens d'une époqu  
substantiels qui s

Pour avouer  
les résultats d'un  
celle d'un nouve  
à laquelle nous s

Nous nous s  
table. Sans crain  
que le redressem  
fournisse une bas  
dissertateurs en c

C'est au mor  
espoir dans les  
son rétablissement

De l'excès d  
radicaux s'étaien  
de l'opinion publi  
des parlementaire  
sous laquelle à l'  
ture. Mais elle a  
d'action, dans les



MURLISO



Jean LUCHAIRE :

## RÉALISME RADICAL

COMMENT passer sous silence l'éclatante victoire que le réalisme vient de remporter au récent Congrès radical? *Notre Temps* s'interdit toute politique de parti. Mais, fondée pour refléter les préoccupations essentielles des générations de la guerre et d'après-guerre, notre revue entend contribuer de toutes ses forces à l'œuvre de réorganisation nationale et européenne qui constitue la tâche essentielle du présent et du proche avenir. Or, contrairement à l'attente générale, le radicalisme s'est soudainement dégagé de la vieille phraséologie doctrinaire dont étouffent tous les groupements de ce pays. Il serait stupide, il serait injuste de ne pas lui donner acte de cet effort remarquable, dont les conséquences peuvent être profondes.

Tout faisait craindre que les radicaux allaient rééditer leurs antennes classiques, se cantonner dans leurs dogmes traditionnels, évoquer leur passé, affirmer qu'ils n'entendaient aller « ni à Rome ni à Moscou », s'occuper d'alliances électorales ayant pour base des juxtapositions d'étiquettes — bref, se comporter en gens d'une époque qui n'est plus la nôtre et effleurer ou ignorer les problèmes substantiels qui s'imposent à l'attention des esprits libres et objectifs.

Pour avouer franchement notre pensée, tels nous semblaient devoir être les résultats d'une réunion à laquelle nous n'attachions d'autre importance que celle d'un nouveau pas vers le cimetière de la France politique d'avant 1914, à laquelle nous n'aurions pu consacrer que quelques lignes nécrologiques.

Nous nous sommes trompés — et nous en faisons l'aveu avec une joie véritable. Sans craindre de pêcher, cette fois, par excès d'optimisme, nous souhaitons que le redressement radical prélude à celui d'autres partis, ou tout au moins fournisse une base à un redressement français plus sérieux que celui de certains dissertateurs en chambre, privés de contact avec les masses du pays.

C'est au moment précis où les jeunes générations achevaient de perdre tout espoir dans les formations politiques existantes que le parti radical a effectué son rétablissement. Comment la chose s'est-elle faite?

■

De l'excès du mal naît parfois la réaction salutaire. Un certain nombre de radicaux s'étaient aperçu du discrédit croissant qui dévalorisait leur parti auprès de l'opinion publique. La gravité de ce phénomène avait échappé à la plupart des parlementaires, pour lesquels le Palais-Bourbon fait l'office de cloche à melon, sous laquelle à l'abri des sautes de température, le fruit mûrit jusqu'à la pourriture. Mais elle avait frappé la totalité des jeunes hommes inscrits, par besoin d'action, dans les rangs radicaux. Elle avait frappé également la masse des mili-

LER

27



## Le chemin que font les nôtres

— JEAN SARMENT fait jouer à la Comédie des Champs-Élysées une comédie pleine de délicatesse et de grâce nuancée, *Léopold, le bien-aimé*. La subtilité mélancolique de Jean Sarment s'y déploie tout à l'aise. Le public fait chaque soir un vif succès à la pièce nouvelle de l'auteur de *Je suis trop grand pour moi*, succès que justifie la qualité de cette œuvre exquise.

— BERNARD ZIMMER a adapté (en collaboration avec M. Cantillon), *La Danse de Vie*, une œuvre étrange de l'auteur anglais Hermon Old. Cette pièce, représentée à l'Atelier, relève du théâtre de fantaisie. Elle est heureuse, humoristique, par bien des côtés. Tout au plus certaines parties moralisatrices de *La Danse de Vie* ont-elles pu paraître plus discutables.

— MARCEL DELANNOY a écrit pour *La Danse de Vie* une partition pleine de cette causticité et de cette tendre élégance qui caractérisent la manière de l'auteur de l'admirable *Poirier de Misère*.

— PHILIPPE FAURE-FREMIET fait jouer, chez les Comédiens de la Croix-Nivert, une œuvre haute et puissante : *La Grand Geste du Monde*. Réalisation scénique heureuse de cette pièce à la fois humaine et supérieure dans laquelle Fauré-Frémiat a exprimé, avec son noble et simple talent, quelques-unes des idées particulièrement chères aux hommes de notre temps.

— RENE JOUGLET publie chez Grasset, un nouveau roman : *Frères*, étude violente de la passion, placée sous le signe de la fatalité. On suivra avec angoisse, dans ce roman, le conflit qui met aux prises deux frères épris de la même femme. Écrit dans ce style sobre et direct qui est celui de René Jouglet, ce roman élague tout l'accessoire, pour ne laisser place qu'à la crise essentielle.

— PIERRE BLANCHAR crée avec son grand et simple talent, au Théâtre Sarah Bernhardt une pièce dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est « avant-guerre ».

— JAMES DE COQUET devient critique dramatique du *Figaro*.

— ANDRE BOLL remporte un vif succès avec les décors qu'il a conçus pour l'Opéra d'Amsterdam.

— PIERRE DARIUS prend la direction de la page théâtrale de *La Rameur*.

— JEAN SILVAIN fait jouer au Théâtre Athéna, en collaboration avec M. Michel Murray, sa première pièce, *L'heure des Masques*. La critique tout entière salue cette nouvelle pièce, comme annonçant un jeune talent du plus brillant avenir.

— EMILE ROCHE a été, à une forte majorité, élu secrétaire du Comité exécutif du Parti Radical-Socialiste. Avec lui a été élu, à la même fonction, notre ami *Martineau-Déplat*. Une manœuvre des parlementaires a écarté de la vice-Présidence JEAN MONTIGNY, dont l'ordre du jour de politique extérieure avait été approuvé à l'unanimité, et dont le discours sur l'évacuation de la Rhénanie avait recueilli l'assentiment chaleureux du Congrès. Plusieurs journaux ont souligné l'influence prépondérante exercée sur les débats de la salle Wagram par les « jeunes radicaux » groupés autour de Jean Montigny sur un programme conforme aux idées exprimées par « Notre Temps ».

— ALFRED FABRE-LUCE, qui a passé l'été en Russie, va publier à la fin de l'année un important ouvrage sur l'U. R. S. S.

— PHILIPPE PARES, GEORGES VAN PARYS, sur un livret de SERGE VEBER viennent de faire représenter au Théâtre Daunou une opérette charmante et gaie *Lulu*. Presque simultanément, nos amis ont donné à l'Eldorado une autre opérette, dont le succès est également très vif : *La Petite Dame du Train bleu*.

### Lignes oubliées.

On connaît le respect que Claude Aveline professe pour les textes, les siens compris. On ne sera donc pas étonné que l'auteur du *Men Dogan* nous ait demandé de rétablir quelques lignes qui avaient été supprimées à la mise en page de notre dernier numéro. Le texte suivant doit être considéré comme figurant entre les lignes 11 et 12 de la page 31 du Tome II.

« Malestoun ! je te l'avais recommandé, de garder ta gauche ! Regarde voir où tu mènes. Vrai de vrai, quel navigateur ! »

La quille de notre bateau grattait depuis un moment les cailloux de la rivière. Le jeune rameur, en silence, avait tenté de nous libérer ; mais ses efforts demeuraient impuissants. Je le maudis dans mon cœur d'avoir interrompu le récit de Prosper. Pour sa part, Prosper cracha dans ses paumes, s'empara des rames et, tout en continuant sa sermonne en breton, poussa la *Joséphine* à reprendre son calme et lent voyage.

Le rameur de nouveau à son poste, Bouldu continue :

*Nos lecteurs auront déjà... rectifié d'eux-mêmes.*



Août 1928

Prix : 4 fr. 50

# Notre Temps

JEAN LUCHAIRE  
ET ÉMILE ROCHE

*Directeurs.*



JACQUES  
CHABANNES

*Rédacteur en chef.*

## Ce quatorzième numéro contient :

JEAN LUCHAIRE ET ÉMILE ROCHE . . .	<i>Devoirs de vacances.</i>
ROBERT ÉTIENNE . . . . .	<i>Tempo di Berlino.</i>
PAUL VIALAR . . . . .	<i>Un cœur tout neuf (II).</i>
GIL . . . . .	<i>Vie de l'Abbé de Choisy (I).</i>
MAXIME BLOCC-SERRUYS . . . . .	<i>Le bourgeois, d'ordinaire...</i>
PHILIPPE FAURÉ-FRÉMIET . . . . .	<i>Jeunesses d'hier et de demain.</i>
CLAUDE DAVID . . . . .	<i>L'homme émigra, roman (II).</i>

## et des chroniques sur

*Les Idées de notre temps* par H. DANIEL-ROPS;  
*Les Lettres* par JACQUES CHABANNES, CHRISTIANE FOURNIER, ANDRÉ DAVID et DANIEL-ROPS;  
*Les Beaux-Arts* par ANDRÉ BOLL; *La Musique* par OCTAVE AUBRY;  
*En marge de la politique* par GÉRARD STRAUSS; *Bibliographie*; *Les Nôtres.*

Dessins d'Andrée Sikorska  
Bols de Paul Devaux

Paraît chaque mois à Paris, 86, rue Claude-Bernard.



Septembre 1928

Prix : 4 fr. 50

# Notre Temps

JEAN LUCHAIRE  
ET ÉMILE ROCHE

*Directeurs.*



JACQUES  
CHABANNES

*Rédacteur en chef.*

## Ce quinzième numéro contient :

MAURICE PETSCHÉ . . . . .	<i>Signe positif.</i>
PHILIPPE FAURÉ-FRÉMIET . . . . .	<i>Jeunesses d'hier et de demain.</i>
PAUL VIALAR . . . . .	<i>Un cœur tout neuf (III).</i>
LÉOPOLD MARCHAND . . . . .	<i>Poèmes en prose.</i>
GIL . . . . .	<i>Vie de l'Abbé de Choisy (fin).</i>
CLAUDE DAVID . . . . .	<i>L'homme émigra, roman (fin).</i>

### et des chroniques sur

*Les Idées de notre temps* par H. DANIEL-ROPS;  
*Les Lettres* par IVAN TOURNIER; *Le Cinéma* par S. SILVESTRE de SACY;  
*Les Beaux-Arts* par YVON LAPAQUELLERIE; *Bibliographie.*

Bois de Paul Devaux

---

Parait chaque mois à Paris, 86, rue Claude-Bernard.

### **Les périodicités successives de *Notre Temps*. La liste de ses numéros.**

*Notre Temps* a semble-t-il publié 683 numéros, 675 numéros effectifs après avoir retranché les numéros double.

Il manque une trentaine de numéros sur les bobines de la BDIC.

N°1, 2006/1927, 4,50 F, 3050 exemplaires

N°29, 01/11/1929.

N°1, 01/12/1929, 2,50 F, bimensuel.

N°14, 15/06/1930, deuxième série, 2,50 F, bimensuel

N°15, 29/06/1930, deuxième série, 2,50 F.

N°211, 10/09/1933, troisième série, 1,50 F.

N°1, 26/09/1933, quotidien du soir, 25cts,

N°181, 31/07/1934, annonce une parution au ralenti pendant les vacances.

N°182, 12/08/1934, hebdomadaire, parution irrégulière.

N°190, 10/10/1934,

N°500, 23/10/1934, changement de numérotation.

N°506, 30/10/1934, quotidien, parution irrégulière.

N°538, 19/12/1934, donne rendez-vous le 05/01/1935.

Numéros manquants dans les collections.

N°552, 06/04/1935,

N°582, 13/12/1935,

N°583, 09/02/1936, journal des générations du feu et de l'après-guerre,

N°608, 27/12/1936,

N°609, 05/02/1937, 1,50 F, hebdomadaire,

N°628, 25/12/1937, 1F, hebdomadaire,

Numéros manquants dans les collections.

N°630, 28/01/1938, 9e série, hebdomadaire.

N°640, 17/06/1938, 10e série, hebdomadaire.

N°647, 30/10/1938, 11e série. Retour au format de 1927.

N°650, 20/11/1938, Sous-titrée : "Refaire la France - Faire l'Empire - Unir l'Europe"

N°998, 22/01/1939. Changement de numérotation selon un décompte virtuel qui correspondrait à une publication hebdomadaire régulière depuis 1935.

N°1021, 16/07 1939.

Interruption de la publication de *Notre Temps*.

Numéros manquants dans les collections.

N°1024, 22/05/1940, série de guerre.

N°1026, 05/06/1940.



Les différentes présentations de *Notre Temps*.  
Mensuel, juin 1927.

20 Juin 1927 Papier d'Annam

# Notre Temps

**JEAN LUCHAIRE  
ET ÉMILE ROCHE** ❖ **JACQUES  
CHABANNES**

*Directeurs.* *Rédacteur en chef.*

**Ce premier numéro contient :**

J. LUCHAIRE ET E. ROCHE.	<i>Présentation.</i>
NOTRE TEMPS. . . . .	<i>A la recherche d'une Métaphysique.</i>
BERNARD LECACHE. . . . .	<i>La jeune Russie.</i>
BERTRAND DE JOUVENEL. . . . .	<i>La Politique à vingt ans. — I.</i>
JEAN SARMENT. . . . .	<i>Propos découpus d'un jeune homme poète à ses heures.</i>
CLAUDE AVELINE. . . . .	<i>Histoire d'Ananda et de Prakriti.</i>
GEORGES POTUT. . . . .	<i>En face de l'Économique.</i>
HENRI JEANSON. . . . .	<i>De la suite dans pas d'idées.</i>
GEORGES SCHMITT. . . . .	<i>Le Journalisme et la Publicité.</i>
JACQUES CHABANNES. . . . .	<i>Microbe, roman. — I.</i>

**et des chroniques sur**

*Les Lettres, par JACQUES NELS; Le Théâtre, par MARCEL ESPIAU;  
La Musique, par MARCEL DELANNOY; Le Music-Hall, par André L. DAVEN;  
La Politique internationale, par GEORGES RALLI; Économie et Finance, par M. B.-S.,  
Le Palais, par HENRI PRADO-GAILLARD; Les Sports, par JEAN ANTOINE;*

**Bois et Dessins de Roger Ravaille.**

---

Paraît chaque mois à Paris, 86, Rue Claude-Bernard.

La revue des nouvelles générations

# Notre Temps

Directeur : JEAN LUCHAIRE  
Rédacteur en chef : JACQUES CHABANNES

Quatrième année - Deuxième série  
1<sup>er</sup> Décembre 1929 - N° 1

## Ce numéro contient :

NOTRE TEMPS . . . . .	<i>Bilan de trois ans.</i>
JEAN MONTIGNY, député . . . . .	<i>De la Rhénanie à la Sarre.</i>
JEAN SARMENT . . . . .	<i>Don Juan quand même (poème).</i>
ANDRÉ BERGE . . . . .	<i>La jeunesse interdite (roman) I.</i>
CLAUDE BUSSARD . . . . .	<i>Capitalisme contre Progrès.</i>

## Recherches

*Fin de la lutte des classes*, par JEAN LUCHAIRE  
*Les idées de notre temps*, par LOUIS MARTIN-CHAUFFIER

## Chroniques

\**La Politique de la prospérité*, par PAUL-RAYMOND; *Vers la solidarité européenne*, par P. B.; *Commerce extérieur et balance des comptes*, par PIERRE MENDES-FRANCE; *Chronique des Jeunes Equipes*, par GUY CROUZET.  
*La Quinzaine littéraire*, par ANDRÉ BERGE; « *Classe 22* », par LEO FERRERO; *Critique dramatique*, par JACQUES CHABANNES; *La Musique*, par ROBERT BRISACQ; *Le Cinéma*, par SILVESTRE DE SACY; *Le Salon d'automne*, par ANDRÉ BOLL; — *Les Disques*; — *Bibliographie*.

**Dessins et Bois d'Andrée SIKORSKA et Paul DEVAUX**



Paraît à Paris, le 1<sup>er</sup> et le 15 de chaque mois — Prix : 2 fr. 50

Hebdomadaire depuis le 29/06/1930.

« La revue des nouvelles générations européennes ».

La revue des nouvelles générations européennes

# Notre Temps

Directeur : JEAN LUCHAIRE  
Rédacteur en chef : JACQUES CHABANNES

Quatrième année - Deuxième série  
6 Juillet 1930 - N° 16

**Ce numéro contient :**

JEAN LUCHAIRE . . . . .	<i>Robinson Crusoc au XX<sup>e</sup> siècle.</i>
PAUL OSTOYA . . . . .	<i>Nocturne, poème.</i>
SIMONE TÉRY . . . . .	<i>Océan Indien.</i>
JACQUES CHABANNES . . . . .	<i>Mitropa 1930 (III).</i>
ARTURO LORIA . . . . .	<i>L'Aveugle et la Bellona (Fin).</i>
FRITZ RECK-MALLECZEWEN . . . . .	<i>Sif, la femme qui a tué, roman (II).</i>

**Recherches**

*Sur la grève des fonctionnaires, par RENÉ DE LA PORTE*  
*L'Unité européenne, par G.-E. MONOD-HERZEN*

**Chroniques**

*Chronique poétique, par ROBERT HONNERT; Les livres politiques, par GASTON MAURICE; Le cinéma, par GEORGES BENABEN; Le music-hall, par Gil; Jeunes équipes, par GUY CROUZET.*

**La Jeune Europe**

*Le tarif douanier américain, par PIERRE BROSSETTE; Lettre de Grèce, par GEORGES RALLI; Le théâtre de Meyerhold, par JACQUES CHABANNES; Les Beaux-Arts, par ANDRÉ BOLL.*

**Bois et dessins de Marianne CLOUZOT, Andrée SIKORSKA, Paul DEVAUX et L. M. ROBIN**

Paraît à Paris, tous les Dimanches — Prix : 2 fr. 50



NOTRE PROGRAMME Réforme hardie de l'Etat. Action extérieure réaliste.

Tout avant, pour la défense du régime et de la paix, les tâches essentielles de Notre Temps devenu quotidien... Notre Temps n'est pas un nouveau journal. Notre Temps, tel qu'il se présente aujourd'hui, est ce que le régime défend...

LA CRISE AUTRICHIENNE La partie se joue à Vienne entre l'Italie et l'Allemagne

Le monde s'empare de la crise autrichienne. L'Allemagne et l'Italie se jouent à Vienne. Les réactions de la presse internationale sont vives...

TRIBUNE LIBRE Pratiqons une politique jeune

Après les élections de l'Assemblée de la Société des Nations, il est évident que la politique internationale doit être repensée...

La 14<sup>e</sup> assemblée de la S. D. N. est réunie aujourd'hui

Il est facile de dresser un nombre de faits. Dans le domaine de la politique internationale, plus encore que dans celui de la politique intérieure...

La 14<sup>e</sup> assemblée de la S. D. N. est réunie aujourd'hui

Le monde s'empare de la crise autrichienne. L'Allemagne et l'Italie se jouent à Vienne. Les réactions de la presse internationale sont vives...

Une importante étude de François de Tessan

Une importante étude de François de Tessan sur la situation internationale. L'auteur analyse les perspectives de la politique étrangère...

Les Lanettes

Les Lanettes, une chronique satirique et humoristique sur les événements de la semaine...

Non abandonnés d'aïds

Non abandonnés d'aïds, une réflexion sur la solidarité internationale et le rôle de la Société des Nations...

Prochaines élections parlementaires

Prochaines élections parlementaires, une analyse des enjeux politiques et des candidats en vue...

Publicité pour le journal 'Quotidien du soir' : 'Sur 310.000 exemplaires qui ont été envoyés au premier numéro de "Notre Temps", 304.250 exemplaires ont été vendus aux Messageries Imprimeries.' Includes contact information for Jean Luciare & Eduard Peiffer.



Hebdomadaire illustré en 1935, ici la couverture du n°552, 06/04/1935.







En 1937 seuls vingt numéros sortent.

# Notre Temps

Directeur : JEAN LUCHAIRE  
Secrétaire gén. : F. SCHMIDT

11<sup>e</sup> année - Huitième série  
12 Février 1937 - N° 610

## Ce numéro contient :

Jean LUCHAIRE. . . . .	<i>L'Europe est unie</i>
Léon-Marie BREST . . . . .	<i>Vingt ans en 1937</i>
Diana WOOD. . . . .	<i>Politique anglaise</i>
Ida-R. SEE. . . . .	<i>Résignation ?</i>

### LES QUATRE VENTS DE L'ESPRIT

*Les livres*, par Roger MICHAEL. --- *Le Théâtre*, par Gilbert DAVEL  
*Les Beaux-Arts*, par André BOLL. --- *Le Cinéma*

### LES FORCES VIVES DE LA NATION

*Les Syndicats*: Energies paysannes, par Guy ZUCCARELLI  
*Les Jeunes*: L'Union nécessaire, par Jacques NOUGER  
Les Jeunes écrivent...



**Parait à Paris, tous les vendredis - Prix . 1 Fr. 50**



Nouveau format en 1938 mais une parution régulière reste difficile. Notre Temps atteint péniblement le rythme d'un bimensuel.

Jo T. C. J. H.

# Notre Temps

12<sup>e</sup> année — Dixième série  
Hebdomadaire dirigé par **Jean LUCHAIRE**  
Le Numéro : **UN FRANC**  
Vendredi 17 Juin 1938 - N° 640 96, Avenue des Ternes - PARIS 17<sup>e</sup>

---

**A LIRE DANS CE NUMERO** : La France n'a pas le droit d'abandonner la Tunisie, par **E. S. RAPO**; l'Un et le Multiple, par **Léon-Marie BREST**; Cinq mois d'action libre, par **Jean LUCHAIRE**; Bon Sens, par **Guy ZUCCARELLI**; La Technique des avions de chasse, par **Jean TABANOU**; Lettre de Londres, par **Diana WOOD**; Lettre de Berlin, par **Jean BELLIARD**; Les Livres, par **Guy CROUZET**; Le Cinéma, par **Paul HAURIGOT**; Les Spectacles à l'Etranger, par **Peyrebère de GUILLOUTET**; Le Théâtre, par **INTERIM**; Arts et Méfaits de notre temps, par **André BOLL**; L'Agence A. P., par **Henry DEBOSSAY**; Le Bulletin du Regroupement des Energies Françaises.

---

<h2 style="text-align: center;">Notre leader</h2> <h3 style="text-align: center;">La France n'a pas le droit d'abandonner la Tunisie</h3> <p>Tunisie, protectorat français! Tunisie, partie de la plus grande France! Tunisie, pays don! la reconnaissance est acquise à la France qui lui a fait connaître les bienfaits de la civilisation moderne. Voilà ce que disent nos omniséculaires du Café du Commerce qui croient avoir résumé toute la question, et démontré clairement que tout se passant au mieux, aucune solution à un problème complexe n'est à rechercher.</p> <p>Hélas, il n'en est pas exactement ainsi. Certes, la France a fait beaucoup pour cette terre nord-africaine. Certes, les dirigeants et administrateurs français font preuve chaque jour d'un dévouement infatigable, et sont les meilleurs apôtres de la propagande française. Mais ils ne sont pas suffisamment aidés par la Métropole, et les jalousies que nous vaut notre situation prépondérante dans la zone nord-ouest africaine, ont beau jeu de se livrer à leur travail de sape et d'érosion calomnieuse.</p> <p>La situation géographique même de la Tunisie à la limite est de notre empire colonial nord-africain l'expose à</p>	<h2 style="text-align: center;">Editorial</h2> <h3 style="text-align: center;">CINQ MOIS D'ACTION LIBRE</h3> <p style="text-align: center;">par <b>Jean LUCHAIRE</b></p> <p>Ceux qui connaissent bien le parti socialiste n'avaient aucune illusion sur l'issue du Congrès de Royan : celui-ci ne pouvait, en aucun cas, ébranler la stabilité gouvernementale de M. Edouard Daladier.</p> <p>En premier lieu, les S. F. I. O. étaient essentiellement préoccupés par leurs discordes intérieures. On a spirituellement dit que tout congrès socialiste est, en puissance, un congrès de scission. Ce n'est pas vrai. Pour les marxistes d'obédience classique, le dogme et le parti ne sont nullement des entités abstraites et des cadres de commodité : ils constituent, au contraire, un climat auquel on est sentimentalement attaché. Tout socialiste aime son parti, beaucoup plus avec son cœur qu'avec sa raison ou avec son appétit personnel. Une scission n'est donc pas pour lui un événement politique : c'est un déchirement véritable, presque charnellement ressenti. La fameuse scission de Tours, qui donna naissance au communisme;</p>
--	---

(Lire la suite en septième page.)

A partir d'octobre 1938 la revue retrouve un fonctionnement normal et son format d'origine.

**Refaire la France -- Faire l'Empire -- Unir l'Europe**

# Notre Temps

Directeur : Jean LUCHAIRE  
Rédacteur en chef : Georges SUAREZ

Douzième année -- Onzième série  
20 Novembre 1938 - N° 650

## Ce numéro contient :

EDITORIAL : L'Opposition de Sa Majesté, par Jean LUCHAIRE.  
JEAN LUCHAIRE : Sur la mort de Kémal Ataturk.  
NADAR : Pierre-Etienne Flandin.  
MADELEINE CHAMPION : La station biologique de Roscoff.

### La Jeune Europe

LETTRE DE LONDRES : Politique intérieure et problème colonial, par Diana Wood. —  
LETTRE DE BERLIN : Le travail, fondement de la puissance allemande, par Jean Belliard.  
— LETTRE DE GENEVE : La Suisse défend sa liberté de penser, par Fernand Gigon.

### L'État nouveau

EDITORIAL : La politique des occasions manquées, par Georges SUAREZ. — LE MOUVEMENT  
ECONOMIQUE : L'expérience Paul Reynaud, par Jean Tabanou; Pour et contre la Loterie,  
par Titus. — LA VIE FEMININE : Deux majors, par Ida-R. Sée. — LEUR MUSIQUE...  
ET LA NOTRE : Au clan des bellicistes: Fausses nouvelles, par Tacitus.

### La Vie de l'Esprit

LE MOUVEMENT LITTERAIRE : La littérature inutile... et l'autre, par Guy Crouzet. — LES  
LIVRES ANGLAIS, par René Elvin. — NOTES DE LECTURE, par Roger Michaël. —  
LES IDEES DE NOTRE TEMPS : Le Maximisme, par Léon-Marie Brest. — LE THEATRE  
A PARIS : « La Terre est ronde », par Gilbert Davel. — LE THEATRE A LONDRES, par  
Diana Wood. — A TRAVERS LES BEAUX-ARTS : Le Salon d'Automne, par André Boll. —  
LA VIE DU CINEMA : « Le Révolté », par Paul Haurigot; Ecrans berlinois, par Peyrebère  
de Guilloutet.

CLUB DU FAUBOURG : UNION CHRETIENNE DE JEUNES GENS

Bois et dessins d'Andrée SIKORSKA,  
Paul DEVAUX et Robert LUCHAIRE



**Paraît à Paris, tous les Dimanches -- Prix : 2 fr. 50**

Au printemps 1940, elle se mue en revue de propagande au service de la France.

Refaire la France - Faire l'Empire - Construire l'Europe

# Notre Temps

Directeur : Jean LUCHAIRE  
Rédacteur en chef : Georges BENABEN

Quartiers généraux de la Guerre  
29 Mars 1940 - N° 1025  
16 NOV. 1940  
REDACTION

**Ce numéro contient**

JEAN LUCHAIRE : Le redressement continu.  
ARTHUR LESSER : Hello ! America !  
SAINT-BONNET : Louis Rollin.

## L'Etat nouveau

LE MONDE DU TRAVAIL : Agents provocateurs, par Francis Maure. — L'EMPIRE FRANÇAIS : Problème d'actualité, par Guy Z... — SUR LE FRONT DES JOURNAUX : Conception de la guerre, par Tacitus.

## Lettres et Arts

LES IDEES DE NOTRE TEMPS : De la critique militaire, par Guy C... — NOTES DE LECTURE. — A TRAVERS LES BEAUX-ARTS : Activités de guerre, par André... — LA VIE DU CINEMA : Revisons les conceptions, par Julien Luchaire.

Bois et dessins de Robert LUCHAIRE



Paraît à Paris, tous les Mercredis - Prix : 1 fr. 50

**Liste des signataires par ordre alphabétique.**  
**Mention du nombre total de participations à *Notre Temps*.**

Abetz Otto, 6	Batut Pierre de la, 1	Boll André, 185
Ably J, 10	Baty Gaston, 1	Boll Marcel, 5
Achard Marcel, 3	Baudoin L-Charles, 3	Bolsejian Georges, 1
Ackermann Paul, 3	Bauer Victor, 2	Bonifacio de Henri, 16
Ackte-Jalander Aïno, 1	Beau de Loménie	Bonissel René, 1
Aelion Henri, 1	Emmanuel, 2	Bonjean Jacques, 1
Aguesse Georges, 5	Beaufils Marcel, 1	Bonnaure Gaston, 1
Aignier-Aral Lucien, 1	Beauguitte André, 4	Bontemps Arnold, 5
Ajam Maurice, 5	Beaux Jean, 1	Bord Henri, 1
Allehaut Maurice, 2	Belcourt Pierre, 1	Bordas Claude, 17
Allier Max, 11	Belin René, 1	Borel Emile, 9
ALR, 15	Bellanger Claude, 19	Boros Ladislas, 1
Alterman Robert, 1	Bellay Jean, 1	Bosc Jean, 2
Amann Paul, 6	Belliard Jean, 38	Bost Pierre, 20
Amar Jacqueline, 4	Bellon Waldemar, 4	Bougle C, 1
Amery L S, 1	Benaben Georges, 128	Bouilloux-Laffont André, 1
Anastase, 1	Benard Marcel, 1	Boulan Robert Jean, 1
Ancelle Jacques, 2	Ben Rubi Eymen, 1	Bourgeon Pierre, 1
Andraud Henry, 1	Bene Maurice, 1	Bourgin Francis, 42
André-Laine, 1	Bentmann Friedriech, 1	Bourin Jacques, 41
Andrelor, 30	Béracha Sammy, 43	Bourre, 1
André-Paul, 4	Berge André, 72	Boursier Jean, 1
Andria (de) Gilbert, 1	Berge Francois, 9	Boursine Louis, 1
Angadi Ayana, 1	Bergeal Jacques, 18	Bouty Jean, 2
Antoine Jean, 1	Berger Liane, 1	Braibant Charles, 4
Arabia Jean, 1	Bergery Gaston, 5	Bran Friedrich, 3
Arar, 1	Bergstrasser, 1	Brault Eliane, 14
Armengaud André, 1	Berl Emmanuel, 1	Brest Léon-Marie, 124
Arminius, 1	Berland Jacques, 4	Briand Aristide, 1
Arnold Henri, 3	Bernard Georges, 2	Brielle Roger, 3
Ary Etienne R, 48	Bernard Jean-Jacques, 10	Brienne H, 1
Aubailly Georges, 1	Bernard Marcel, 1	Brion Marcel, 1
Aubry Octave, 3	Bernstein Roger, 4	Brisacq Robert, 5
Auclair Marcelle, 5	Berry Olivier, 1	Brockhausen Karl, 1
Auer Paul, 7	Berthelot Pierre, 1	Brossolette Pierre, 390
Auriac Gabriel d', 4	Berthod Aimé, 1	Broy Christian de, 1
Auriac Michel d', 1	Berthomieu André, 4	Brunschwicg S, 1
Auric Georges, 1	Berys (de) José, 19	Burban E, 1
Aurousseau Alfred, 8	Besnard Françoise, 2	Bureau Pierre, 1
Auscher Janine, 3	Beucler André, 1	Bussard Claude, 15
Auscher Paul, 1	Beumer Ernst, 1	Braibant Marcel, 1
Auscher Pierre, 2	Bezies Henri, 1	Cagnat Paul, 1
Austriacus, 1	Bing Walter, 10	Cailleville Jacques, 11
Aveline Claude, 6	Birre André, 1	Calbat Claude, 1
Avéran Maurice, 2	Birrell Francis, 1	Caldien Georges-L, 7
Balensi de Chauveron A, 1	Blanc Prosper, 1	Callias de Suzanne, 3
Barral de Maurice, 4	Blanc René, 9	Camaret J, 28
Barbasch, 8	Blanchet Pierre, 2	Camin Maurice, 1
Barbillon, 2	Ameline Jacques, 1	Capasso Aldo, 3
Barbusse, 1	Bloch Jean-Richard, 1	Cartier, 1
Barois Jean, 1	Block André G, 1	Cassimatis Grégoire, 3
Barthe Roger, 3	Blocq-Serruys Maxime, 6	Cassin René, 4
Barthet Jean Albert, 2	Blocq-Serruys Yvonne, 1	Castanie Jean, 1
Bastid Paul, 1	Bodisco de Arrid M, 11	Castet Jean, 2
Bathille Pierre, 10	Bogdanovitch R, 3	Caters de Christian, 1



Cathelineau A, 1  
 Cazanave André, 3  
 Cazin G, 2  
 Cercler de la Noue R, 1  
 Cerf René, 1  
 Ceriani Paolo, 1  
 Chabanel André, 1  
 Chabannes Jacques, 361  
 Challaye Jean, 1  
 Champion Madeleine, 2  
 Champy Huguette, 1  
 Charensol Georges, 3  
 Charles-Henry, 1  
 Charpentier Armand, 2  
 Chassagne Robert, 1  
 Chassery Edmond, 1  
 Chateau Albert, 18  
 Chatenet Henri, 3  
 Chazoff J, 2  
 Chita, 8  
 Christine Henri, 1  
 Ciais, 1  
 Cirul Mila, 1  
 Clace Jean, 4  
 Clau J, 115  
 Claude André, 1  
 Clauss Max, 1  
 Clerc Henri, 43  
 Clerc Jean-Louis, 5  
 Clerc Raymond, 1  
 Cleuet A J, 5  
 Clouzot Marianne, 5  
 Club du faubourg, 5  
 Colignon Ed, 1  
 Colin Paul, 2  
 Collin P-E, 1  
 Commandant Z, 1  
 Comte Gilbert, 5  
 Coquet de James, 1  
 Coquet Lucien, 3  
 Cornélis, 5  
 Cornu André, 1  
 Corporation de gens de  
 lettres allemands, 1  
 Cosme Sotéro, 1  
 Cot Pierre, 4  
 Cotereau Jean, 1  
 Coudenhove-Kalergi  
 Richard N, 11  
 Courquin Paul, 1  
 Courriere, 1  
 Courtois-Suffit Maurice, 3  
 Crémieu René, 1  
 Crémieux Jean-Louis, 1  
 Crouzet Guy, 444  
 Cudenet Gabriel, 73  
 Dahnhardt Heinz, 1  
 Dalmas André, 1  
 Dalsème René, 19  
 Dami Aldo, 2  
 Daniel-Rops, 6  
 Dankworth Herbert, 1  
 Darnetal Jacques, 1  
 Dauriac Fernande, 4  
 Dauriac Jean, 6  
 Dauriac Jean-L, 1  
 Dautry Raoul, 1  
 Davel Gilbert, 89  
 Daven André-L, 1  
 David André, 4  
 David Claude, 3  
 Day Rachel, 1  
 Daye Pierre, 7  
 De Vouziers, 1  
 Déat Marcel, 34  
 Deboeuf Pierre, 2  
 Debossay Henri, 19  
 Debu-Bridel Jacques, 1  
 Decoin Henri, 4  
 Degoutte Lucien, 1  
 Delaisi Pierre, 2  
 Delanney Louis, 1  
 Delannoy Marcel, 57  
 Delétang-Tardiff Yanette, 21  
 Delmont Jacques, 1  
 Delpeuch André, 1  
 Delphine, 12  
 Delteil Joseph, 1  
 Dempf, 1  
 Derey Léon, 2  
 Deschênes Madeleine, 1  
 Deschizeaux Louis, 4  
 Dessauer Friedrich, 1  
 Dessourdoire Jacques, 2  
 Desthieux Jean, 28  
 Deutsch Julius, 1  
 Deutsch Léon, 1  
 Devaux Paul, 129  
 Dinar André, 1  
 Dior Raymond, 1  
 Doblincourt Maurice, 1  
 Dolléans Edouard, 2  
 De Oliveira Dolores, 2  
 Donnel, 1  
 Dorly Pierre-Alain, 5  
 Dormoy Marie, 1  
 Drouin Serge, 7  
 Druiff P D J, 2  
 Dubief André, 2  
 Dubois Ernest, 1  
 Dubois Joseph, 4  
 Dubreuil Henri, 3  
 Dubreuilh Simone, 1  
 Dubreule R1  
 Ducroux J B1  
 Dufeu Pierre1  
 Dulac Jean11  
 Dumat Louis1  
 Dupuis Armand1  
 Dupuis J1  
 Dupuis René  
 Dupuy Jean, 5  
 Duret J, 2  
 Ebray Alcide, 3  
 Edinger Jacques, 1  
 Ehrenstein Albert, 1  
 Elf, 8  
 Elvin Pierre, 1  
 Elvin René, 9  
 Emmanuel Jacques, 1  
 Engesser Walter, 12  
 Ernest-Paul, 2  
 Ernoult E A,14  
 Espailac Marcel, 5  
 Espiau Marcel, 5  
 Esquirol Edmond, 1  
 Estéve André, 1  
 Eudlitz Louis, 1  
 Fabre-Luce Alfred, 3  
 Falcoz Marcelle, 1  
 Far de la André, 2  
 Farnoux-Reynaud Louis, 1  
 Faron Henri, 1  
 Faucon Robert, 2  
 Fauquet G, 3  
 Faure Jacques, 2  
 Fauré-Fremiet Philippe, 25  
 Fayard Jean, 1  
 Fedo, 2  
 Ferre Max, 2  
 Ferrero Léo, 25  
 Fieschi Jacques, 1  
 Finbert Elian J, 6  
 Flavia-Léopold Emmanuel, 1  
 Flurian Albert, 1  
 Fouche L-B, 1  
 Foucher-Creteau Roger, 5  
 Fouere Yann, 2  
 Fougères Jacques, 1  
 Foujita Youki, 2  
 Fourgeaud André, 2  
 Fournier Christiane, 8  
 Fournier Georges, 2  
 Foussard Henri, 3  
 Francis-Forest, 4  
 Franck Henri, 1  
 Franck J-H dit Nino, 9  
 Fréjaville-Reclus Eve, 6  
 Friedmann Rudolph, 8  
 Fries Georges, 1  
 Gaboriaud, 1  
 Gaillard Marius-François, 1  
 Gal Alexandre, 11  
 Galey Louis E, 1  
 Galland Paul, 1  
 Gandrey-Rety Jean, 7  
 Gantillon Simon, 2  
 Garnier H, 1  
 Garnier Marie-Reine, 5  
 Garnier Paul, 1

Garnier Robert, 1  
 Garnier S, 2  
 Garnier-Thenon Michel, 2  
 Garric Robert, 1  
 Garry Emmanuel, 79  
 Garry Etienne, 2  
 Gaudin Robert, 1  
 Gaure J, 4  
 Gausset Georges, 1  
 Gautherot Marcel, 1  
 Gauthier René, 1  
 Gauthier Simon, 1  
 Gavarni Jean, 3  
 Gebrowski Wsevolod, 1  
 Georges-Etienne René, 1  
 Georges-Jean, 7  
 Géraldy Paul, 1  
 Germain André, 11  
 Germain-Martin, 1  
 Gigon Fernand, 25  
 Gil, 27  
 Gilbert O P, 24  
 Gilbert-Robin, 12  
 Girard André, 6  
 Giraudoux Jean, 1  
 Goehringer René, 2  
 Gontier René, 1  
 Gorki , 1  
 Goyard Edmé, 1  
 Granier J, 1  
 Green Julien, 1  
 Greenwood Thomas, 5  
 Gregh Fernand, 1  
 Griggs Arthur K, 1  
 Grimaux Georges, 20  
 Grisoni André, 2  
 Grohlman von, 2  
 Gruber Joseph, 1  
 Grumbach Jean-Jacques, 8  
 Grusser JP, 1  
 Grusser Walter, 1  
 Guénon René, 1  
 Guerdan L G, 15  
 Gueritat Jacques, 5  
 Guernut Henri, 3  
 Guiader Emile, 16  
 Guigué Albert, 1  
 Guirec Jean, 1  
 Guiton Paul, 1  
 Guyot Edouard, 5  
 Hadji, 1  
 Halle Marie-Louise, 2  
 Halouze Edouard, 1  
 Hameline Jacques, 2  
 Hanry-Jaunet, 5  
 Hartmann Hans, 2  
 Hauck Henry, 1  
 Haurigot Paul, 56  
 Hauser Pierre, 1  
 Heilbut Iwan, 1  
 Helios René, 6  
 Helly Claude, 3  
 Hertel W, 1  
 Hervé Louis, 1  
 Hesmot Robert, 1  
 Hesse André, 1  
 Hirtz Pierre, 1  
 Hollander van Félix, 1  
 Honnert Robert, 45  
 Hoog Georges, 1  
 Huss Roger, 3  
 Isay Raymond, 1  
 Jacobi A, 1  
 Le Bourgeois Jacques, 11  
 Jaeger Charles, 1  
 Jaeger Jules, 1  
 Jallot Stéphane, 1  
 Janson, 1  
 Jaudel Jean, 1  
 Rue de la Jean, 10  
 Jean Georges, 6  
 Jean-Baptiste, 1  
 Jeanson Henri, 44  
 Jeunes Radicaux, 1  
 Jianu Lonel, 1  
 Johannsen Ernst, 1  
 Johannson G Kurt, 1  
 Joly Max, 3  
 Jordan A E, 50  
 Joubert Léo, 1  
 Jouglet René, 11  
 Jouvenel de Bertrand, 58  
 Junges Rudolf, 7  
 Juziers Pierre, 9  
 Kahn Albert, 2  
 Kahn Paul, 1  
 Kahn Sylvain, 1  
 Kahn Yveline, 6  
 Kaminker André, 1  
 Kappes, 2  
 Kayser Jacques-Alfred, 5  
 Keller Hans, 2  
 Kesten Hermann, 3  
 Khanzadian L, 1  
 Klingsland Sigismond, 3  
 Knowles Dorothy, 1  
 Kolb Annette, 1  
 Kraemer-Bach Marcelle, 4  
 La Far de André, 8  
 La Porte de René, 58  
 Laban Maurice, 1  
 Lacoste Robert, 11  
 Lacote René, 1  
 Lacroix R, 1  
 Lamarre Louis, 44  
 Lambert Raymond-R, 16  
 Lambin J J, 9  
 Lamblin Henri, 1  
 Lamotte C, 1  
 Landowski Nadine, 133  
 Lane Gilbert, 1  
 Lang A, 1  
 L'Ange Gabriel, 1  
 Lange Robert, 82  
 Langevin, 1  
 Lapaquellerie Yvon, 3  
 Laparra Jacques Olivier, 148  
 Laplagne Roland, 4  
 Lapointe Jean-Pierre, 3  
 Lartigue Juliette, 2  
 Lasker-Schuler Else, 1  
 Launay Louis, 2  
 Laurent Charles, 1  
 Laurent Jean, 9  
 Lazareff Pierre, 1  
 Lebrun Pierre, 2  
 Le Cornec Irène, 3  
 Le Mesle Louis, 1  
 Le paysan, 2  
 Le Sidaner Louis, 2  
 Lebar Paul, 1  
 Lebecq Georges, 1  
 Lebesque Morvan, 1  
 Lebey André, 4  
 Leblanc Maurice, 1  
 Lecache Bernard, 1  
 Lecomte André, 1  
 Lefèvre Frédéric, 1  
 Lefranc G, 1  
 Légrand Ignace, 1  
 Leloup Pierre, 4  
 Lemans Jacques, 1  
 Lenglin Jeanne, 2  
 Lenglois Paul, 13  
 Lentz Waldemar, 1  
 Léon Jean, 1  
 Léonard Raymond, 22  
 Leprohon Pierre, 1  
 Lesser A, 1  
 Lesser Arthur, 1  
 Leveque Henri, 2  
 Lévy Gaston, 1  
 Lévy René, 5  
 Lévy Robert, 1  
 Lévy Roger, 1  
 Lévy Yves, 20  
 L'Huillier Fernand, 7  
 Lieber A, 1  
 Lindermann Max, 7  
 Lindsay Kenneth, 1  
 L'Ininflammable, 4  
 Lombardi Fernand, 1  
 Lombardo Paolo, 2  
 Longuet Jean, 1  
 Lorée Jean, 18  
 Loria Arthuro, 4  
 Love Edmond, 2  
 Luc J Bernard, 1  
 Lucas Georges, 5



Lucas Robert, 1  
 Luchaire André, 2  
 Luchaire Jean, 545  
 Luchaire Julien, 3  
 Luchaire Robert, 35  
 Lucques L, 1  
 Ludovic, 1  
 Lutigneaux Roger, 46  
 Lyautey Pierre, 1  
 Groub M V, 3  
 Maass Hermann, 2  
 Maillaud Pierre, 1  
 Maine René, 3  
 Malard Suzanne, 1  
 Malève André, 2  
 Mallet Alfred, 213  
 Malthête René, 3  
 Man de Henri, 1  
 Mandereau Jean-L, 1  
 Mangin Robert, 3  
 Mantoux Jean-François, 1  
 Marcel M, 8  
 Marchand Léopold, 4  
 Marcilly Maurice, 12  
 Marcireau Jacques, 7  
 Marco Basil, 1  
 Marcuse Jacques E, 22  
 Mardrus Cecil, 2  
 Margueritte Victor, 1  
 Maria Léon, 2  
 Marie André, 1  
 Marion Félix, 2  
 Marion Paul, 318  
 Martin Kurt, 1  
 Martinaud-Deplat Léon, 1  
 Martin-Chauffier Louis, 36  
 Marwitz Roland, 1  
 Masaryk T G, 1  
 Matsoukis Michel, 3  
 Mauberna Jean, 4  
 Maunoury Marie Jeanne1  
 Maure Francis, 50  
 Maurice Gaston, 28  
 Max André, 20  
 Max Hugo, 2  
 May Simone, 1  
 Mayer Emile, 18  
 Mazerolles Pierre, 1  
 Menant Guy, 26  
 Mendès France Pierre, 115  
 Mer Georges, 1  
 Merat L, 1  
 Merat Paul, 2  
 Mercadier Henry, 2  
 Merlin Louis, 1  
 Métayer Georges, 1  
 Metzger Jean, 5  
 Michael Roger, 34  
 Michèle, 1  
 Milhau Margueritte, 4  
 Millandy Georges, 1  
 Millet J G, 1  
 Millet Marcel, 15  
 Miltchew Georges M, 4  
 Mirjean Serge, 3  
 Mistler Jean, 1  
 Mittelstrass, 1  
 Monnier Robert, 5  
 Monod-Herzen G-E, 52  
 Montagne C, 11  
 Montagnon Barthelemy, 13  
 Montigny Jean, 12  
 Mora Armand, 7  
 Mortier Alfred, 1  
 Moulin Odilon, 1  
 Mousset Paul, 1  
 Mousson Stanislas, 1  
 Moustier H, 1  
 Muller Frédéric, 1  
 Nadar, 32  
 Nancy George, 1  
 Narcisse, 2  
 Nataf F, 1  
 Natanson Jacques, 2  
 Natsi G D, 1  
 Naudin Jean, 16  
 Navachine Dimitri, 1  
 Nelbok Friedrich, 1  
 Nels Jacques, 209  
 Nemirovski Irène, 1  
 Neumann André, 4  
 Neumeyer P, 1  
 Nicol Claude, 2  
 Nicolisco Lily, 1  
 Nicolle P, 1  
 Niemann, 1  
 Nocher Jean, 2  
 Noé Yvan, 16  
 Noir Louis, 1  
 Nordmann Antoinette, 1  
 Normand Suzanne, 1  
 Nouaille la Rolande, 1  
 Noucher Jacques, 4  
 Nulac Jean, 1  
 Ostoya Paul, 2  
 Padovani André, 7  
 Pagès Jean, 18  
 Papantoniou Zach., 1  
 Paraf Pierre, 2  
 Parès Philippe, 1  
 Parnac Valentin, 1  
 Passeur Stève, 1  
 Patouillet Joseph, 1  
 Paty Jean, 5  
 Paul-Boncour Joseph, 2  
 Paul-Kahn R, 1  
 Paulou René, 1  
 Paul-Raymond, 6  
 Pavlova Nelia, 4  
 Pay Rodolphe, 1  
 Pedrals de Pedro, 2  
 Pepin Marcel, 2  
 Pepinus, 1  
 Peregrinus, 1  
 Perrin Paul, 2  
 Pery J, 1  
 Petaud Henri, 1  
 Peter, 1  
 Peters Wolfgang, 1  
 Petit Georges, 1  
 Petitalot Jacqueline, 1  
 Petillaurent Serge, 2  
 Petsche Maurice, 1  
 Peyreberre de Guilloutet, 31  
 Peyrot A, 1  
 Pfeiffer Edouard, 41  
 Philippart G, 9  
 Piachaud René-Louis, 1  
 Pichot Henri, 4  
 Picot, 2  
 Pierme Georges, 4  
 Pierrefeu de Jean, 1  
 Pierre-Quint Léon, 3  
 Pignol de O, 1  
 Pineau Christian, 6  
 Pioch Georges, 5  
 Piper Otto, 3  
 Pitaud Henri, 1  
 Planche Camille, 1  
 Plançonneau Jean, 3  
 Plateau L-F, 1  
 Poisson Ernest, 37  
 Pomaret Charles, 5  
 Pommars Jean, 5  
 Pontramier Pierre, 3  
 Porlier Maurice, 3  
 Porquerol Lucie, 8  
 Potut Georges, 6  
 Poudevigne René, 1  
 Prache G, 1  
 Pradet Gilbert, 6  
 Prado-Gaillard Henri, 3  
 Prat Marcelle, 4  
 Prélot Marcel, 1  
 Prévost Jean, 48  
 Pricot Noël, 9  
 Priestley J-B, 10  
 Priet Jean, 5  
 Prilitchevitch S, 1  
 Proust Louis, 2  
 Proust Marcel, 1  
 Proust Pierre-Henry, 1  
 Pryues-Ingber Dora, 1  
 Publicus, 4  
 Quasimodo, 1  
 Querlin Marise, 9  
 Radine Serge, 1  
 Radl Otto, 1  
 Rais-Assa J, 1  
 Ralli Georges, 31

Ramadier Paul, 2  
 Ramaker J G, 1  
 Ramard, 1  
 Ramos, 1  
 Ranay Jeanne, 16  
 Rançon André, 1  
 Rank Martin, 1  
 Rao Raja, 1  
 Raphael Henri, 1  
 Rapo E S, 1  
 Rauecker, 1  
 Ravaille Roger, 6  
 Ravard G, 1  
 Ravor, 1  
 Ravoux Paul, 2  
 Reck-Malleczewen Fritz, 13  
 Rehrl Frantz, 1  
 Renaitour Jean-Michel, 5  
 Renald Jean, 7  
 Renoult René, 1  
 Réunion de l'Acacia, 1  
 Reusch Walter, 3  
 Rey Jean, 19  
 Reyna Ferdinand, 6  
 Reynald Jean, 1  
 Reynaud Lucien, 4  
 Richaille Suzanne, 1  
 Richler Alric, 1  
 Richter de Charles, 14  
 Ricou Georges, 9  
 Riedl Richard, 1  
 Rilke Rainer-Maria, 1  
 Rio-Jurua Jean, 5  
 Riou Gaston, 34  
 Ripka H, 1  
 Rivaud Pierre, 1  
 Rives Georges, 1  
 Rives Paul, 17  
 Roane-Philippart Georges, 1  
 Roben Henri, 3  
 Robert Guy, 3  
 Robert-Etienne, 5  
 Robin G, 1  
 Robin Gil, 2  
 Robin L-Maurice, 1  
 Roche Emile, 13  
 Roche Pierre, 4  
 Rochefoucault de la  
 Stanislas, 3  
 Rocher René, 1  
 Roditi Georges, 1  
 Rodrigues Pierre, 1  
 Roger Jean, 3  
 Rogmann Heinz, 1  
 Rolland Maurice, 4  
 Romains Jules, 1  
 Rose Félix, 1  
 Rosier A, 3  
 Rossmann, 1  
 Roth-Rimini Enrico, 4  
 Rotter René, 4  
 Roukhomovski Suzanne, 7  
 Rousseau Pierre, 1  
 Roustan Mario, 1  
 Roux Georges, 36  
 Rouzaud Maurice, 1  
 Roya Maurice, 7  
 Royot Georges, 1  
 Rucart Marc, 1  
 Rutenberg, 1  
 Sadoul Robert, 7  
 Saffroy Bernard, 1  
 Saint-Bonnet, 1  
 Saint-Paul E, 7  
 Salomon Colette, 1  
 Salvemini Fernande, 1  
 Samary Henri, 4  
 Sarment Jean, 9  
 Sarter René, 2  
 Sauffrignon R, 1  
 Sauger André, 10  
 Sauvage Marcel, 2  
 Schevensberg baron, 1  
 Schiff Jacques, 7  
 Schlesinger Hans, 4  
 Schmidt Fernand, 32  
 Schmitt Georges, 1  
 Schoch Albert, 3  
 Schreiber Emile, 1  
 Schreiber Suzanne, 1  
 Schreider Eugène, 70  
 Schumann Werner, 5  
 Séché Alphonse, 2  
 See Ida-R, 31  
 Seguin Marcel, 1  
 Seguin Michel, 1  
 Sellit Roger, 2  
 Senatus, 1  
 Sennac Jean, 1  
 Serge (Feaudierre M.), 5  
 Serge S, 34  
 Sergueiew Lily, 1  
 Seris Jacques, 1  
 Sernac Jean, 1  
 Serre Philippe, 1  
 Serrier Louis, 6  
 Sicard Georges, 1  
 Sikorska Andrée, 99  
 Sikorski H-J, 12  
 Silbert Alfred, 25  
 Sillard Roger, 2  
 Silvain Jean, 1  
 Silvestre de Sacy B, 1  
 Silvestre de Sacy S, 22  
 Sizaire Charles, 6  
 Slen Jack, 3  
 Sobernheim Rudolph, 1  
 Sorel Robert, 1  
 Spire André, 1  
 Springer Ralph, 2  
 Sribier René, 2  
 Stanley, 1  
 Steinthal Hans, 1  
 Stephan Raoul, 1  
 Stolzer O, 1  
 Strabon, 7  
 Strauss Gérard, 8  
 Stresemann Wolfgang, 2  
 Suarez Georges, 34  
 Tabanou Jean, 16  
 Tabet André, 2  
 Tacitus, 27  
 Tager G, 1  
 Tanelent, 1  
 Tanturri Jean-M, 5  
 Tarel Alice, 1  
 Terrien Jean, 16  
 Téry Simone, 3  
 Tessan de François, 8  
 Thébaut Léon, 1  
 Thérive André, 1  
 Thévenin Pierre, 3  
 Thiébaud Raymond, 2  
 Thirouin Marc, 1  
 Thiry Jean, 1  
 Thomas Louis, 8  
 Thomas Marcel, 1  
 Thorossian Henri, 2  
 Tillet Claude, 1  
 Tinayre Yves, 1  
 Tissot Louis, 3  
 Titus, 1  
 Tonarelli I S, 6  
 Torquemada de Yveline, 11  
 Touchagues, 1  
 Toulart Jean, 1  
 Toumarkine Georges, 1  
 Tournier Ivan, 5  
 Tournois Jean-Jacques, 2  
 Tragelle Jean, 1  
 Tramerye de la P, 1  
 Traysnel de Henri, 1  
 Tulliez Roland, 2  
 Union économique et  
 douanière européenne, 1  
 Vaillant Gaston, 8  
 Vaillant Jean-Paul, 1  
 Valayer Paul, 2  
 Valery Paul, 2  
 Vallentin Antonina, 1  
 Vallon Louis, 6  
 Valmar Charles, 1  
 Valot Stéphane, 3  
 Van Parys Georges, 19  
 Veinstein André, 1  
 Vialar Paul, 29  
 Viator, 1  
 Vibert Léon, 1  
 Vibraye de Régis, 13  
 Victor-Meunier Jean, 1

Vidaf E, 1  
Videlly Hubert, 1  
Vienot Pierre, 1  
Vignon Max, 3  
Vikar Georges, 2  
Villet Albert, 7  
Vinçon Fernand, 2  
Vitalis J, 9  
Volvey Jean, 5  
Von Baeyer, 2  
Vorkaptich Rad., 1

Warszawski Waclaw, 2  
Wege Hilda, 1  
Weil-Brunschwicg Adrienne, 1  
Weil-Curiel André, 17  
Wells H G, 1  
Widal Pierre, 1  
Willard Raoul, 1  
Willekens H, 3  
Wolf Gaston, 3  
Wood Diana, 98  
Wullens Maurice, 1

Xergal Bertrand, 1  
Zaeger Charles, 1  
Zara de Philippe, 10  
Zay Jean, 1  
Zelenski Boy, 1  
Zimmer Bertrand, 1  
Zousmann Alexis, 3  
Zucarelli Guy, 92

## Extrait de la liste des signataires. Premières occurrences par ordre décroissant.

Luchaire Jean, 545.	Peyreberre de Guilloutet, 31	Montagnon Barthelemy, 13
Crouzet Guy, 444.	Ralli Georges, 31	Reck-Malleczewen Fritz, 13
Brossolette, Pierre, 390.	See Ida-R, 31	Vibraye de Régis, 13
Chabannes Jacques, 361.	Andrelor, 30	Delphine, 12
Marion Paul, 318.	Vialar Paul, 29	Engesser Walter, 12
Mallet Alfred, 213.	Camaret J, 28	Gilbert-Robin, 12
Nels Jacques, 209	Desthieux Jean, 28	Marcilly Maurice, 12
Boll André, 185	Maurice Gaston, 28	Montigny Jean, 12
Laparra Jacques Olivier, 148	Gil, 27	Sikorski H-J, 12
Landowski Nadine, 133	Tacitus, 27	Allier Max, 11
Devaux Paul, 129	Menant Guy, 26	Bodisco de Arrid M, 11
Benaben Georges, 128	Fauré-Fremiet Philippe, 25	Cailleville Jacques, 11
Brest Léon-Marie, 124	Ferrero Léo, 25	Coudenhove-Kalergi
Mendès France Pierre, 115	Gigon Fernand, 25	Richard N, 11
Clau J., 115.	Silbert Alfred, 25	Dulac Jean, 11
Sikorska Andrée, 99	Gilbert O P, 24	Gal Alexandre, 11
Wood Diana, 98	Léonard Raymond, 22	Germain André, 11
Zucarelli Guy, 92	Marcuse Jacques E, 22	Le Bourgeois Jacques, 11
Davel Gilbert, 89	Silvestre de Sacy S, 22	Jouquet René, 11
Lange Robert, 82	Delétang-Tardiff Yanette, 21	Lacoste Robert, 11
Garry Emmanuel, 79	Bost Pierre, 20	Montagne C, 11
Cudenet Gabriel, 73	Grimaux Georges, 20	Torquemada de Yveline, 11
Berge André, 72	Lévy Yves, 20	Sauger André, 10
Schreider Eugène, 70	Max André, 20	Ably J, 10
Jouvenel Bertrand de, 58	Bellanger Claude, 19	Bathille Pierre, 10
La Porte René de, 58	Berys (de) José, 19	Bernard Jean-Jacques, 10
Delannoy Marcel, 57	Dalsème René, 19	Bing Walter, 10
Haurigot Paul, 56	Debossay Henri, 19	Rue de la Jean, 10
Monod-Herzen G-E, 52	Rey Jean, 19	Priestley J-B, 10
Jordan A E, 50	Van Parys Georges, 19	Zara de Philippe, 10
Maure Francis, 50	Bergeal Jacques, 18	Berge Francois, 9
Ary Etienne R, 48	Chateau Albert, 18	Blanc René, 9
Prévost Jean, 48	Lorée Jean, 18	Borel Emile, 9
Lutigneaux Roger, 46	Mayer Emile, 18	Elvin René, 9
Honnert Robert, 45	Pagès Jean, 18	Franck J-H dit Nino, 9
Jeanson Henri, 44	Weil-Curiel André, 17	Juziers Pierre, 9
Lamarre Louis, 44	Bordas Claude, 17	Lambin J J, 9
Béracha Sammy, 43	Rives Paul, 17	Laurent Jean, 9
Clerc Henri, 43	Bonifacio de Henri, 16	Philippart G, 9
Bourgin Francis, 42	Guiader Emile, 16	Pricot Noël, 9
Bourin Jacques, 41	Lambert Raymond-R., 16	Querlin Marise, 9
Pfeiffer Edouard, 41	Naudin Jean, 16	Ricou Georges, 9
Belliard Jean, 38	Noël Yvan, 16	Sarment Jean, 9
Poisson Ernest, 37	Ranay Jeanne, 16	Vitalis J, 9
Martin-Chauffier Louis, 36	Tabanou Jean, 16	Aurousseau Alfred, 8
Roux Georges, 36	Terrien Jean, 16	Barbasch, 8
Luchaire Robert, 35	Bussard Claude, 15	Chita, 8
Déat Marcel, 34	Guerdan L G, 15	Elf, 8
Michael Roger, 34	Millet Marcel, 15	Fournier Christiane, 8
Riou Gaston, 34	ALR, 15	Friedmann Rudolph, 8
Serge S., 34	Brault Eliane, 14	Grumbach Jean-Jacques, 8
Suarez Georges, 34	Ernoul E A, 14	
Nadar , 32	Richter de Charles, 14	
Schmidt Fernand, 32	Roche Emile, 13	
	Lenglois Paul, 13	

## Manifeste

A l'heure où l'Europe doit s'organiser ou périr et ne peut s'organiser que dans la pacification des esprits et l'oubli des ressentiments, les intellectuels français soussignés s'élèvent avec vigueur, en quelque pays qu'elles se produisent, contre les rumeurs de guerre entretenues par des fauteurs de désordre intéressés, aveugles ou criminels.

Ils n'entendent pas rester indifférents devant de telles campagnes et, quelle que soit la suite des événements, ils prétendent lutter par tous les moyens en leur pouvoir contre le retour d'une catastrophe où s'abîmerait la civilisation.

Ils n'ignorent pas tout ce qui menace la paix en d'autres pays et ils comptent que les intellectuels étrangers sauront mener contre les excès de leurs nationalismes l'action qu'eux-mêmes sont résolus à soutenir contre ceux du nationalisme français.

Ils affirment que le vrai visage de la France n'est pas de haine et de guerre, mais de justice et de paix, et protestent contre les excitations chauvines qui tendent à le défigurer.

Ils ne mettent pas leur orgueil dans une politique de prestige ruineuse et périmée, la véritable mission d'un grand peuple ne devant plus être déterminée par la politique des armes, mais par celle de la raison.

Ils déclarent que si l'on veut la paix il faut la vouloir sans hésitation ni ambiguïté, que chacun doit prendre sur ce point ses responsabilités totales et qu'une guerre où l'attitude de la France aurait sa part de fautes mettrait cruellement leur cœur de Français en contradiction avec leur conscience d'hommes. Aussi souhaitent-ils, pour l'avenir et l'honneur de leur pays, que l'Europe se fasse avec lui et non pas contre lui et que, pour y parvenir, l'on sache rompre franchement avec la politique de force qui commande partout les rapports des peuples depuis plus d'un siècle. Il importe donc que ce pays riche d'un passé généreux ose proclamer que la nouvelle Europe et l'entente franco-allemande, qui en est la clef de voûte, ne pourront naître que d'accords librement consentis par des peuples apaisés.

Marcel ACHARD.  
Jean ALLARY.  
Francis AMBRIÈRE.  
Dénys AMIEL.  
René ARCOS.  
Henri C. ARNOLD.  
Alexandre ARNOUX.  
Georges AURIC.  
Claude AVELINE.

Jacques de BARONCELLI.  
D' JEAN BARTHET.  
Joseph BARUZI.  
Caston BATY.  
Julien BENDA.  
André BERGE.  
Marcel BERGER.  
Emmanuel BERL.  
Jean-Jacques BERNARD.

Raymond BERNARD.  
Guillaume BESNARD.  
Lita BESNARD.  
Maurice BETZ.  
André BEUCLER.  
André du BIEF.  
Jean-Richard BLOCH.  
André BOLL.  
Marcel BOLL.



René BONNEFOY.  
Pierre BOST.  
Emmanuel BOURCIER.  
Léon-Marie BREST.  
Robert BRISACQ.  
Merry BROMBERGER.  
Pierre BROSOLETTA.  
Claude BUSSARD.  
Marcelle CAPPY.  
Claire CAILLEAUX.  
Paul CESARI.  
Jacques CHABANNES.  
Jacques CHARDONNE.  
G. CHARENSOL.  
Raymond CHARPENTIER.  
Léopold CHAUVEAU.  
Henri CLERC.  
Jean COCTEAU.  
Raymond COGNAT.  
Paul COLIN.  
CONSTANT-REMY.  
Benjamin CRÉMIEUX.  
Guy CROUZET.  
André DAHL.  
Gabriel D'AUBARÈDE.  
André L. DAVEN.  
André DAVID.  
Daniel ROPS.  
Henry DEBERLY.  
Paul DECHARME.  
Marcel DELANNOY.  
Gabriel DELATTRE.  
Joseph DELTEIL.  
Pierre DESCAVES.  
Roger DEVIGNES.  
Paul DEVAUX.  
Léon DEUTSCH.  
Pierre DOMINIQUE.  
Roland DORGÈLÈS.  
Pierre DRIEU LA ROCHELLE.  
Raoul DUFY.  
André DUFOUR.  
Charles DULLIN.  
Luc DURTAÏN.  
Alfred FABRE-LUCE.  
Henri FAUCONNIER.  
P.-M. FAURÉ-FRÉMIET.  
Philippe FAURÉ-FRÉMIET.  
Ramon FERNANDEZ.  
Edmond FLEG.  
Jean GALTIER-BOISSIÈRE.  
GANDREY-RÉTY.  
Jean GUÉHENNO.

Simon GANTILLON.  
Gabrielle GILLES.  
Jean GIONO.  
Ed. GOERG.  
Charles GRANVAL.  
M. GROMAIRE.  
André HOFFNER.  
Arthur HONEGGER.  
Robert HONNERT.  
Henry JAUNET.  
Henri JEANSON.  
Joseph JOLINON.  
René JOUGLET.  
Bertrand de JOUVENEL.  
Louis JOUVET.  
Germaine KELLERSON.  
G.-E. LABOUREUR.  
Jacques de LACRETÈLLE.  
Raymond-Raoul LAMBERT.  
André LAMANDÉ.  
André LANG.  
Yvon LAPAQUELLERIE.  
D' LAUGIER.  
Bernard LECACHE.  
Frédéric LEFÈVRE.  
H.-R. LENORMAND.  
Roger LÉVY.  
Fernand l'HUILLIER.  
Albert LIVET.  
Pierre LOISELET.  
André LORIÈRE.  
Jean LUCHAIRE.  
Roger LUTIGNEAUX.  
D' MACHET.  
Gabriel MARCEL.  
Gil MARCHEX.  
Louis MARTIN-CHAUFFIER.  
André MARTY.  
Jean MAUBERNA.  
Claude-Roger MARX.  
Maurice MARTIN DU GARD.  
Roger MARTIN DU GARD.  
Gabriel MONOD-HERZEN.  
Paul MORAND.  
Luc-Albert MOREAU.  
Jacques NELS.  
Suzanne NORMAND.  
André OBEY.  
Paul OSTOYA.  
Marcel PAQUOT.  
Georges PARISSET.  
Jean PAULHAN.  
Jean-Victor PELLERIN.

Georges PETIT.  
Jean DE PIERREFEU.  
Léon PIERRE-QUINT.  
Claude PIERRY.  
Gaston PIGNAULT.  
POL-RAB.  
Marcelle PRAT.  
Lucie PORQUEROL.  
Jean PRÉVOST.  
Marise QUERLIN.  
Germaine RAMOS.  
André RANSON.  
Paul REBOUX.  
Yvonne RENAULT-MAGNY.  
Gabriel REUILLARD.  
Gaston RIOU.  
Elie RICHARD.  
Jules ROMAINS.  
René ROCHER.  
Jean ROSTAND.  
Maurice ROSTAND.  
Jacques ROBERTFRANCE.  
Gil ROBIN.  
Georges ROUX.  
Maurice ROYA.  
Louis-Charles ROYER.  
Alfred SAVOIR.  
Jean SARMENT.  
Armand SALACROU.  
Jean SCHLUMBERGER.  
Pierre SCIZE.  
SERGE.  
Paul SIGNAC.  
Andrée SIKORSKA.  
Jean SILVAIN.  
Maurice SIMART.  
Odette SIMON.  
L. SIMON.  
Jean SOUVERBIE.  
André SPIRE.  
STEVE-PASSEUR.  
Simone TÈRY.  
André THÉRIVE.  
Raymond THOUZAZEAU.  
TOUSSAINT-LUCAS.  
TITAYNA.  
Yvan TOURNIER.  
Jean-Paul VAILLANT.  
Paul VIALAR.  
Charles VILDRAC.  
Marcelle VIOLUX.  
Maurice VLASYNK.  
Bernard ZIMMER.





# Manifeste de 188 Intellectuels

## Artistes et Savants d'Allemagne

### en réponse au manifeste de "Notre Temps"

Nous avons pris connaissance avec une émotion et une satisfaction profondes de vos aspirations en faveur d'une Europe nouvelle et pacifiée, dont vous attendez la réalisation d'abord par le rapprochement de nos deux pays. Comme vous, nous sommes persuadés que le renouvellement de la catastrophe mondiale entraînerait la disparition de la civilisation occidentale et que la destinée des pays de haute culture ne doit pas être décidée par les armes mais par la raison. Comme vous, nous croyons que seulement de libres accords peuvent assurer aux peuples d'Europe un avenir commun.

Nous accueillons avec une joie et une cordialité particulières la nouvelle que les intellectuels français ont entamé une action contre ceux qui, dans leur pays, entretiennent l'esprit de guerre. Nous engagerons une lutte parallèle, avec la même sincérité, en usant de toutes les forces qui sont à notre disposition dans notre pays.

Nous vous prions toutefois de tenir compte du fait que la position des amis de la paix en Allemagne est particulièrement difficile. A côté des excès provoqués par l'exaspération politique, à côté de l'incapacité de ceux qui ne veulent rien apprendre, il y a des raisons substantielles qui ne permettent pas qu'une volonté de paix unanime se développe en Allemagne. On a imposé au peuple allemand des charges morales et matérielles qu'il ressent comme injustes et insupportables. Nous soulignons cela non pour soutenir un procès ou pour établir la balance de la souffrance des peuples, mais pour atteindre une base de réconciliation véritable.

Ce qu'il y a à faire pour la liberté et pour la justice dans notre pays, nous nous en chargeons nous-mêmes. Mais pour régler les rapports de l'Allemagne avec le reste du monde, nous ne pouvons nous passer de l'aide des hommes libres et justes des autres nations.

Nos deux pays doivent agir d'accord avec ce principe humain : on ne doit pas sacrifier les peuples, mais travailler pour eux. Selon nous, la communauté franco-allemande est le but le plus proche vers lequel nos efforts doivent tendre.

Mais nous ne voulons pas nous borner à des déclarations. Nous invitons les intellectuels français à se concerter ouvertement et sans réserve avec nous sur les moyens d'arriver à un réel équilibre et à une paix définitive. Formons ensemble un tribunal des consciences absolument libres et courageuses, groupons-nous pour accomplir en commun notre haute mission : la création de la nouvelle Europe.

Max ALSBERG.  
Lou-Andreas SALOMÉ.  
Fred-Antoine ANGERMEYER.  
Julius BAB.  
Guido BAGIER.  
Von BEBBER.  
C.-F.-W. BEHL.  
Adolf BEHNE.  
Alice BEREND.  
Martin BERADT.  
Prof Georg BERNHARD.  
Hugo BIEBER.

Rudolf BINDING.  
Franz BLEI.  
Walter BLOEM.  
Alfred BOCK.  
Hans-Heinrich BORMANN.  
Katarina BOTSKY.  
Prof Alicia BRANDL.  
Alfred BRUST.  
Hermann CLAUDIUS.  
Prof Ernst-Robert CURTIUS.  
Theodor DAUBLER.  
Albert DAUDISTEL.

Ernst DEUTSCH.  
Bernhard DIEBOLD.  
Franz DULBERG.  
Erich EBERMYER.  
Gabrielle ECKEHARD.  
Friedrich EISENLOHR.  
Julie ELIAS.  
Hanns-Martin ELSTER.  
Fritz ENGEL.  
Paul ERNST.  
Georg ENGEL.  
Karl FEDERN.



Siegmund FELDMANN.  
 Anton FENDRICH.  
 Lion FEUCHTWANGER.  
 Prof' Oscar FISCHEL.  
 Kurt FISCHER.  
 Otto FLAKE.  
 Peter FLAMM.  
 Leonhard FRANK.  
 A.-M. FREY.  
 Joachim FRIEDENTHAL.  
 Prof' Wilhelm FRIEDMANN.  
 Efraim FRISCH.  
 B. GASTER.  
 Hertha von GEBHARDT.  
 Adèle GERHARD.  
 Hermann GOLDSCHMIDT-FABER.  
 Ludwig GOLDSTEIN.  
 Catharina GODWIN.  
 Wilhelm-Conrad GOMOLL.  
 Oscar-Maria GRAF.  
 Ema GRAUTOFF.  
 Otto GRAUTOFF.  
 Alfred GUNTHER.  
 Carl HAENSEL.  
 Viktor HAHN.  
 Walter HARICH.  
 Hans HARTMANN, Licentiat.  
 Adolf von HATZFELD.  
 Manfred HAUSMANN.  
 Werner HEGEMANN.  
 Ernst HEILBORN.  
 Franz HERWIG.  
 Otto-Ernst HESSE.  
 Fred HILDENBRANDT.  
 Georg HIRSCHFELD.  
 Paul-Oskar HÖCKER.  
 Lucie HÖFLICH.  
 Felix HOLLANDER.  
 Walther von HOLLANDER.  
 Fritz HOMEYER.  
 Prof' H.-H. HOUBEN.  
 Hans von HULSEN.  
 Hans JACOB.  
 Norbert JACQUES.  
 Ernst KAMNITZER.  
 Rudolf KAYSER.  
 Bernhard KELLERMANN.  
 Friedrich-M. KIRCHEISEN.  
 Fritz KLATT.  
 Rudolf KLUTMANN.  
 Edlef KÖPPEN.

Alfred KUHN.  
 Isalde KURZ.  
 Hans LAND.  
 Felix LANGER.  
 Rolf LAUCKNER.  
 Joe LEDERER.  
 Wilhelm LEHMANN.  
 Prof' Eugen LERCH.  
 Prof' A. LIEBERT.  
 Heinrich LILIEFEIN.  
 Benedikt LOCHMULLER.  
 Oskar LOERTE.  
 J.-Aug. LUX.  
 Erwin MAGNUS.  
 Heinrich MANN.  
 Thomas MANN.  
 Leo MATHIAS.  
 Walter MECKAUER.  
 Alfred-Richard MEYER.  
 Viktor MEYER-ECKHARDT.  
 Gustav MEYRINK.  
 Eberhard-Wolfgang MÖLLER.  
 Walter von MOLO.  
 Alfred MOMBERT.  
 Curt MORECK.  
 Prof' Carl MUTH.  
 Prof' August MULLER.  
 Prof' R MULLER-FREIENFELS.  
 Arno NADEL.  
 Fritz NORDEN.  
 Rudolf OLDEN.  
 Hans OSTWALD.  
 Karl OTTEN.  
 Hermann PACHNICKE.  
 Alfons PAQUET.  
 Richard PETERS.  
 Will-Erich PEUCKERT.  
 Kurt PFISTER.  
 Rudolf PINNER.  
 Kurt PINTHUS.  
 Prof' Adolf REICHWEIN.  
 Ilse REICKE.  
 Eduard REINACHER.  
 Hans REISER.  
 Gabriele REUTER.  
 Hans RICHTER.  
 Walter RIEZLER.  
 Martin ROCKENBACH.  
 Alexander RODA-RODA.  
 Carl RÖSSLER.  
 Karl RÖTTGER.

Colin ROSS.  
 Prof' Samuel SAENGER.  
 Christof SPENGE MANN.  
 Peter SUPP.  
 Otto SCHABBEL.  
 Jakob SCHNAFFNER.  
 Wilhelm SCHARRELMANN.  
 Werner SCHEFF.  
 Lqthar SCHMIDT.  
 Paul-F. SCHMIDT.  
 Friedrich SCHNACK.  
 Manfred SCHNEIDER.  
 Wilhelm von SCHOLZ.  
 Bruno SCHÖNLANK.  
 Adele SCHREIBER-KRIEGER.  
 Paul SCHUREK.  
 Fritz SCHWIEFERT.  
 Ernst-Leopold STAHL.  
 Leo STERNBERG.  
 Carl STERNHEIM.  
 Pater-Franziskus STRATMANN.  
 Prof' Fritz STRICH.  
 Eduard STUCKEN.  
 Albert THEILE.  
 Curt THESING.  
 Valerian TORNIUS.  
 Heinrich UHLENDAHL.  
 Arnold ULITZ.  
 Hellmuth UNGER.  
 Johannes URZIDIL.  
 Prof' Veit VALENTIN.  
 Clara VIEBIG.  
 Melchior VISCHER.  
 Albert-Malte WAGNER.  
 Jakob WASSERMANN.  
 Prof' Werner WEISBACH.  
 Leo WEISMANTEL.  
 Ehm WELK.  
 Lutz WELTMANN.  
 Paul WESTHEIM.  
 Ernst WIECHERT.  
 Prof' Philipp WITKOP.  
 Otto WIRZ.  
 Ludwig WOLDE.  
 Prof' Julius WOLF.  
 Theodor WOLFF.  
 Leon ZEITLIN.  
 Fedor von ZOBELTITZ.  
 Carl ZUCKMAYER.  
 Arnold ZWEIG.







Jean LUCHAIRE :

EDITORIAL

## **Pas de temps d'arrêt dans l'œuvre intellectuelle**

Le 28 mars dernier, traitant devant le Sénat des répercussions politiques et économiques du projet d'union douanière austro-allemande, M. Aristide Briand constatait sans joie : « Bien des choses déjà avaient été réalisées entre l'Allemagne et nous ; certaines à notre profit, d'autres à son profit. Evidemment, ce qui vient de se passer est de nature à contrarier et à limiter notre action, à lui faire marquer un temps d'arrêt. »

Nous suivrons ici, comme Pierre Brossolette a déjà commencé à le faire, les événements qui vont être déclenchés par l'initiative malencontreuse de MM. Curtius et Schober. Mais nous reconnaissons volontiers que le coup de théâtre de Vienne est malheureusement susceptible de marquer dans les relations diplomatiques tendant au rapprochement franco-allemand un temps d'arrêt. La réaction de M. Aristide Briand, due surtout à la méthode psychologiquement

erronée employée par les ministres des Affaires étrangères d'Allemagne et d'Autriche, nous semble très logique et très compréhensible.

Mais, ce temps d'arrêt, les intellectuels attachés à l'œuvre de pacification européenne n'ont aucun motif de le subir pour leur propre compte. L'action qu'ils ont entreprise, et dont les manifestes de Notre Temps et du Pen-Club berlinois sont les symboles éclatants, cette action doit être plus énergiquement poursuivie que jamais.

C'est pourquoi nous voulons aujourd'hui en étendre le développement par la publication de deux nouvelles listes de signatures. Une liste qui a été recueillie, pour le manifeste allemand, par nos confrères et amis d'outre-Rhin; une liste, pour le manifeste français, que nous avons recueillie nous-mêmes.

Voici la première :

Ludwig BATE.  
Elisabeth BERGNER.  
Generalmusikdirektor Leo BLECH.  
Bernhard BLUME.  
Bruno BIRNBAUM.  
Katharina BREDIG.  
Alfred DÖBLIN.  
Arthur ELOESSER.  
Adolf FISCHER, Kopenhagen.  
Leo FROBENIUS.  
Johannes von GUENTHER.  
Ludwig HINRICHSSEN.  
Arthur HOLITSCHER.  
Heinrich Eduard JACOB.  
Georg KAISER.  
Friedrich KAYSSLER.

Anna KAPPSTEIN.  
Theodor KAPPSTEIN.  
Willibald KRAIN.  
LAUCK.  
Heinz LEWIN.  
Studienrat LORENZ.  
Professor B. MAURENBRECHER.  
R. E. MAY.  
Walter MEHRING.  
Max MEYER.  
MUCKERMANN.  
Otto NEBEL.  
Ingenieur NELKEN.  
Walther NISSEN.  
Balder OLDEN.  
Studienrat Paul ODENDORFF.

Max OSBORN.  
Josef PONTEN.  
RAPPAPORT.  
Ludwig ROSELIUS.  
Anselm RUEST.  
ROSENTHAL.  
Hanns SCHULZE.  
Professor SIEGMUND-SCHULTZE.  
Kurt SCHWIEFERT.  
Hermann STEHR.  
Waltraut VOIGT.  
Eduard WECHSLER.  
Hermann WENDEL.  
Rudolf WERTHER für die Société  
Coloniale Franco-Allemande.  
Josef WINCKLER.

Et voici la seconde :

Marcel ARLAND.  
Pierre BONARDI.  
Claude BORDAS.  
Jean CHÈVRE.  
André DELACOUR.  
Edouard DOLLEANS.  
Georges DUHAMEL.  
Edmond ESQUIROL.  
Louis-Jean FINOT.  
José GERMAIN.

Edouard GUYOT.  
M<sup>r</sup> Raymond HESSE.  
Pierre-Jean JOUVE.  
B. J. KLOTZ.  
Julien LUCHAIRE.  
François MAURIAC.  
André MAUROIS.  
Aimé MÉRIC.  
Francis DE MIOMANDRE.  
Comtesse Jean DE PANGE.

Jean DE PANGE.  
PEYTAVI DE FAUGÈRES.  
Simone RATEL.  
Pierre RENOIR.  
Alfred SILBERT.  
René SOULIÉ (René HÉLIOS).  
Georges SUARÈS.  
Jacques THEVENET.  
Paule THEVENET.  
Andrée VIOLLIS.

Au total, le manifeste du Pen-Club berlinois a donc reçu 236 adhésions et le manifeste de Notre Temps 216. En Allemagne et en France 452 intellectuels, savants et artistes se prononcent publiquement,

à un tournant décisif de l'histoire de l'après-guerre, pour le rapprochement franco-allemand, contre la guerre et la politique de force, pour une Europe nouvelle, unie, fondée sur des accords librement débattus



## Associations ayant envoyé des délégations à Mayence

### Côté allemand :

1. Bund deutscher Jugendvereine.
2. Bund religiöser Sozialisten.
3. Bund der Wandervoegel und Kronacher.
4. Christdeutscher Bund.
5. Deutsche Freischar.
6. Deutsch-Franzoesischer Arbeitskreis fuer Wirtschaftspolitik.
7. Deutsch-Franzoesische Gesellschaft.
8. Deutsch-Franzoesisches Studiencomité.
9. Deutsche Studentenschaft.
10. Deutsche Turnerschaft.
11. Hitlerjugend.
12. Hochschulgruppe der deutschen Volkspartei.
13. Katholische Weltjugendliga Deutschland.
14. Neudeutschland.
15. Quickborn.
16. Reichsausschuss der deutschen Jugendverbände.
17. Reichsverband deutscher Zentrumsstudenten.
18. Reichsverband der Windthorstbuende.
19. Sozialistische Studentenschaft.
20. Zentralverband der Angestellten.

### Côté français :

1. Association Catholique de la jeunesse française.
2. Club jeune Européen (Le Foyer de la Nouvelle Europe).
3. Comité d'Etudes pour la S. D. N.
4. Ecole Libératrice (Syndicat des Instituteurs).
5. Etudiants jeunes Républicains.
6. Groupes de *Notre Temps*.
7. Groupement Universitaire franco-allemand.
8. Groupement Universitaire français pour la S. D. N.
9. Jeunesses Nationales Socialistes.
10. Les jeunes Amitiés Internationales.
11. L. A. U. R. S.

## Une liste significative

Les vingt-cinq ouvrages allemands dont les noms suivent, et dont aucun n'a été traduit en français jusqu'ici, ont été désignés par de très nombreuses associations de jeunesse allemande représentées à Mayence, comme étant ceux qui, actuellement, exercent la plus forte influence sur les nouvelles générations d'outre-Rhin.

1. Stefan George: Das neue Reich.
2. Huldigung: Gedichte einer Runde.
3. Das proletarische Schicksal (Anthologie).
4. Rainer Maria Rilke: Briefe an einen jungen Dichter.
5. Max Mell: Schauspiele.
6. Georg Fink: Mich hungert.
7. Paul Alverdes: Die Pfeiferstube.
8. Heinrich Federer: Unter suedlicher Sonne.
9. Ruth Schaumann: Die Tenne.

10. Beumelburg: Gruppe Bosemueller.
11. Ernst Juenger: Das abenteuerliche Herz.
12. Hans Carossa: Verwandlungen einer Jugend.
13. Magnus Wehner: Sieben vor Verdun.
14. Hans Watzlik: Stizel.
15. Franz Herwig: St. Sebastian im Wedding.
16. Hans Grimm: Volk ohne Raum.
17. Moeller van der Bruck: Das dritte Reich.
18. Albert Schweitzer: Aus meinem Leben.
19. Ernst Thrasolt: Karl Sonnenschein.
20. Karl Jaspers: Die geistige Situation der Zeit.
21. Ernst Tillich: Protestantismus und proletarische Situation.
22. Karl Adam: Wesen des Katholizismus.
23. Werner Deubel: Deutsche Kulturrevolution.
24. Ernst Robert Curtius: Deutscher Geist in Gefahr.
25. Hans Steinboehmer: Abtruennige Bildung.

## Remerciements

Continuant une tradition, *Notre Temps* consacre un numéro spécial double au troisième congrès franco-allemand des jeunesses.

Notre directeur, Jean Luchaire, qui fut l'âme française des deux premiers congrès, retenu au lit par une mauvaise grippe, et notre rédacteur en chef, Jacques Chabannes, encore en tournée de conférences en Europe centrale, n'ont pu assister au congrès, ni par conséquent assurer la préparation de ce numéro spécial.

*Notre Temps* doit donc au dévouement, au travail de Léon-Marie-Brest — assisté dans cette tâche délicate, longue et minutieuse par Claude Bordas — de pouvoir mettre sur pied ce compte rendu analytique de la réunion de Mayence.

*Notre Temps* adresse à ses collaborateurs — ainsi qu'à François Berge, chef actif et souriant de la délégation française, au personnel administratif, aux conférenciers et aux dessinateurs qui ont facilité la tâche de préparation de ce numéro — ses plus affectueux remerciements.

Comme les deux précédentes années, *Notre Temps* consacre au congrès franco-allemand des jeunesses un numéro double, portant les dates jumelées des 3 et 10 avril et les numéros 136 et 137.

En conséquence le prochain numéro de *Notre Temps* paraîtra le DIMANCHE 17 AVRIL.

## Exposition de peinture

Nos amis allemands ont tenu, dans une exposition d'art, un grand nombre de remarquables dessins et gravures, d'inspiration contemporaine mais n'appartenant pas aux jeunes fédérations, et ceci dans de très belles toutes les nuances et les aspects de ce trait architectural, si caractéristique de l'Allemagne.

L'exposition de peinture française nous réunissait uniquement les œuvres de nos peintres français: peintures, gouaches, aquarelles, lithographies, montrant des aspects très originaux de la jeune peinture en France. Cette exposition, disposée avec art dans deux charmantes salles de la Citadelle, spécialement aménagées à cet effet, fut visitée chaque jour par les congressistes et les nombreux amis allemands venus des différentes parties de l'Allemagne pour passer une journée, ou même quelques heures, à notre congrès. Tous marquèrent le plus vif intérêt pour cette manifestation d'art français, qui a pu être réalisée si parfaitement grâce à l'aide de nombreux amis, en particulier de Jacques Bonnet et André Girard qui voulurent bien s'en occuper tout spécialement. Nous remercions très cordialement tous les artistes qui voulurent bien participer à cette exposition et que nous sommes heureux de citer ici:

ADES, ANTRAI, Christian BÉRARD, Jean BÉRARD, BOUNEAU, COLLOT, CHARLEMAGNE, CHASTEL, CHAPELAIN-MIDY, Charles DELAUNAY, DESREUX, Pierre DEVALX, DENOYER, Jacques DUPONT, Maurice ESNAULT, Anne-Marie FONTAINE, Jacques FEDER, FAUTRIER, GODEVSKI, André GIRARD, GOERG, Jean HUGO, Paulette HUMBERT, Dominique JANÉS, LORJOU, LE RICOLAIS, LABAT, Marguerite LOUPPE, LAGLENNE, LAPIQUE, MIRE, DU MARBORE, Sarah MENANT, Berthe MARTINE, Jean MERCIER, NORA VILTER, Roland OUDOT, PÉRONNE, PICARD-LEDoux, Jean QUELVEE, RENEFER, Charles RANG, STETTINER, SAMIVRE, SIGRIST, TALBOT, VARLIN, SAPEY-TRIOMPHE.

## La projection de films français

Afin de rendre plus vivante la liaison entre les délégations française et allemande, des séances cinématographiques avaient été prévues et ce furent là de bonnes heures pour tous les congressistes.

Nous sommes très heureux de remercier chaleureusement ici tous ceux qui voulurent bien nous aider à la réalisation de cette partie française du programme, et qui, avec la meilleure grâce et la plus parfaite amabilité voulurent bien mettre à notre disposition quelques films. Ce sont: les Etablissements Albatros pour *le Chapeau de paille d'Italie*, de René Clair; d'un humour et d'un charme si français et dont le déroulement fut accompagné par des rires incessants. Les Etablissements Fernand Weil nous confièrent une copie du très émouvant documentaire réalisé tout récemment par M. Jean Tedesco, *Forges*, dont les hautes qualités techniques et artistiques furent appréciées et louées par tous les congressistes; et M. Jean Painlevé nous donna son dernier film scientifique *Hyar*, qui révéla à tous les aspects mystérieux et insoupçonnés de la faune marine.



Quelques articles de Jean Luchaire.

Sa position à l'égard de l'Allemagne en 1930. Luchaire, « Politique de force ? Non, politique d'entente », *Notre Temps*, n°23, 24/08/1930.



Jean LUCHAIRE :

ÉDITORIAL

## **Politique de force ? Non, politique d'entente**

Depuis dix ans, d'une façon périodique, défenseurs de la politique d'entente et défenseurs de la politique de force s'affrontent et se combattent. De 1920 à 1924, les seconds l'ont emporté sur les premiers. De 1924 à 1930, les premiers n'ont cessé d'avoir pour eux l'assentiment de l'opinion publique. Aujourd'hui, un mois avant les élections allemandes, quelques mois avant l'élection présidentielle française, quelques semaines avant les réunions de Genève, le duel a repris. Il s'est engagé inopinément, atteignant en une décade la plus extrême des violences. Lorsque la petite équipe des confédérés de *Notre Temps* partit pour le congrès du Solberg, l'atmosphère politique française était calme. Lorsqu'elle revint, huit jours plus tard, l'orage grondait. Maintenant, c'est la tempête. Nous y assistons, nous y prenons part avec un profond sentiment d'angoisse et de regret. Car, ayant opéré un sondage attentif dans l'esprit actuel de l'Allemagne, nous sommes convaincus que jamais polémiques françaises ne furent plus injustement passionnées et plus inopportunes.

Politique d'entente ou politique de force ? Notre attitude est claire ici, depuis longtemps. Elle n'a pas été dictée par un sentiment naïf de mysticisme pacifiste. Elle a été précédée d'un examen objectif de la situation française et européenne. Pour tout homme de bon sens, en réalité, l'alternative devant laquelle on affecte de placer notre pays n'existe pas. Et cela en vertu d'un fait que nos nationalistes s'obstinent à ne point reconnaître. La France ne saurait choisir entre la politique d'entente et la politique de force pour la bonne raison que notre pays n'a pas la force de pratiquer une politique de force. C'est peut-être brutal, c'est peut-être désolant, mais c'est ainsi. La France est un Etat d'une population inférieure à quarante millions d'habitants qui ont à assurer l'exploitation d'un territoire métropolitain relativement plus vaste que celui des autres Etats européens et la colonisation du second empire du monde. Elle a comme voisins deux Etats, dont l'un, l'Italie, contient malaisément sur un sol étroit et ingrat plus de quarante millions d'habitants, et dont l'autre, l'Allemagne, vibre au souffle de soixante-cinq millions d'âmes. Avant 1914, notre pays possédait deux puissants appuis extérieurs : la Grande-Bretagne, maîtresse de son Empire et inquiète de la croissance allemande; la Russie tsariste. Aujourd'hui, ces deux appuis lui font défaut. La Grande-Bretagne se désintéresse progressivement des affaires européennes, depuis que la flotte impériale allemande a disparu, depuis que les Dominions ont conquis pratiquement leur indépendance, depuis que l'Égypte et les Indes sont en révolte, depuis que les Etats-Unis tendent à imposer leur primauté sur le globe. Quant à la Russie, elle est isolée du jeu politique européen par l'évolution de ses expériences sociales. Que reste-t-il à

notre pays ? Des amitiés sincères et solides, nouées avec les Etats de la Petite-Entente et avec la Pologne. Mais de Varsovie à Belgrade et à Bucarest, on se trouve en présence d'Etats tantôt neufs et en pleine faiblesse de croissance, tantôt hypertrophiés par les traités de paix et en pleine faiblesse de digestion — c'est-à-dire d'Etats pour lesquels une guerre entraînerait d'immédiates catastrophes économiques. Relativement bien plus riche qu'avant le conflit mondial, la France est relativement beaucoup moins forte. Et sa richesse même fait d'elle l'objet de convoitises aussi vives que naturelles.

Soyons clairvoyants et pratiques. Ne nous leurrions pas d'illusions. Les quarante millions de Français, soutenus par les Polonais, les Tchèques, les Yougoslaves et les Roumains ne sont pas en mesure d'esquisser une politique de force vis-à-vis du bloc des cent cinq millions d'Allemands et d'Italiens auxquels, si une guerre éclatait, les Autrichiens, les Hongrois, les Bulgares et sans doute aussi les Russes soviétiques apporteraient leur appui. En négligeant même la ruine effroyable qui frapperait l'Europe après une nouvelle convulsion de ce genre, et en raisonnant en nationalistes et non en partisans de l'union continentale, l'évaluation des forces en présence indique à notre pays qu'il est des jeux de prestige et de violence qui lui sont interdits.

A dire vrai, les partisans français d'une politique de force l'ont bien compris. Et, prudemment, ils conçoivent leur action sous une réserve essentielle : l'entente de la France avec un de ses deux puissants voisins, l'Italie ou l'Allemagne. Plus exactement, imprégnés d'une atavique méfiance à l'égard de l'Allemagne, ils ouvrent vainement leurs bras à l'Italie. Et ils ne comprennent pas une chose dont l'importance est capitale : c'est qu'en dehors de toute considération de régime ou de race, la formation d'un bloc franco-italien est plus difficile que la formation d'un bloc franco-allemand. Pourquoi ? Parce que si l'Allemagne est, autant, sinon plus que l'Italie, en proie à un légitime besoin d'expansion, le terrain de l'expansion naturelle de l'Italie est le même que le terrain de l'influence française : la Méditerranée, les Balkans, l'Afrique du Nord — tandis que le terrain de l'expansion naturelle de l'Allemagne est à l'opposé du terrain de l'influence française : l'Est européen, la Russie. France et Italie sont fatalement concurrentes. France et Allemagne ne le sont pas. Pour que le bloc franco-italien puisse naître et être solide, il faudrait que la France consente à un condominium méditerranéen et nord-africain dont elle ferait les frais. Pour qu'un bloc franco-allemand soit viable, il suffirait que l'Allemagne tourne résolument et uniquement ses regards vers l'Est, réalise un accord avec la Pologne et renonce à toute visée sur l'Ouest. Qu'on veuille bien



le remarquer : telle était la conception de Stresemann qui réalisa simultanément cette triple opération : confirmer spontanément à Locarno l'acceptation par le Reich des frontières rhénanes imposées à Versailles, entretenir les liens germano-soviétiques noués à Rapallo, chercher une détente germano-polonaise par des accords d'abord économiques.

Ainsi, par l'étude impartiale des réalités européennes, et sans faire intervenir aucun mysticisme ou aucune considération de solidarité continentale, on aboutit aux conclusions suivantes : une politique française de force avec l'appui de la Pologne et de la Petite-Entente — folie ; une politique française de force avec l'appui supplémentaire de l'Italie — tentative infiniment plus difficile et infiniment plus onéreuse que celle d'une politique d'entente franco-allemande.

Reste à savoir si la politique d'entente franco-allemande n'est pas, elle-même, supérieure aux possibilités.

C'est ici que nous voulons, à *Notre Temps*, faire intervenir le résultat de nos propres et très récentes expériences.

Lorsqu'il s'agit d'examiner si deux nations peuvent ou ne peuvent pas s'associer en une étroite collaboration, deux ordres de facteurs sont à considérer : l'ordre économique, l'ordre psychologique.

Economiquement : le cas de la France et de l'Allemagne est simple. Ces deux Etats sont nettement complémentaires ; les conditions de leur production sont sensiblement analogues : régime de travail ouvrier, méthodes patronales d'organisation se ressemblent. Même analogie dans le rythme de la consommation. La concurrence ne peut se manifester que pour certaines branches : industries métallurgiques et chimiques — lesquelles, précisément, ont déjà conclu d'étroits accords aisément perfectibles. Quant à la rivalité possible pour les exportations — d'où surgissent ensuite les rivalités politiques — elle est extrêmement faible en raison de la différence des zones d'expansion : l'Est européen pour l'Allemagne, la Méditerranée et l'Afrique du Nord pour la France. Des arrangements pourraient facilement supprimer les concurrences secondaires en Extrême-Orient et en Amérique. Quant aux sacrifices que notre pays pourrait envisager pour satisfaire les ambitions coloniales de l'Allemagne, ils seraient bien moins amples et surtout politiquement bien moins dangereux que les sacrifices de même nature réclamés de nous par le fascisme, ceux-ci touchant une zone vitale de l'Empire colonial français : Tunisie, Algérie, Maroc — ceux-là touchant une zone plus éloignée : l'Afrique équatoriale et sud-occidentale.

Psychologiquement...

C'est le facteur psychologique allemand que l'opinion française n'arrive pas à estimer. Dans ce domaine si fluide, si impalpable oserions-nous dire, les informations et les appréciations sont innombrables et contradictoires. Selon le point de vue auquel on se place, chaque manifestation de l'esprit et de la politique germanique apparaît sous les aspects les plus divers : telle la série des discours de M. Treviranus, sur laquelle on lira plus loin les commentaires de Pierre Brossolette. Le public français passe succes-

sivement d'une réaction à une autre, de la confiance à l'inquiétude, de la satisfaction à l'irritation — quand ces réactions ne sont pas simultanées et n'entraînent pas dans un sens une fraction de l'opinion et dans un autre sens une autre fraction. Pour répondre à la question : « Où va l'Allemagne ? Où l'Allemagne a-t-elle spontanément tendance à se diriger ? » il n'y a qu'une méthode : c'est d'aller de l'autre côté du Rhin et d'y voir ce qui s'y passe. Plusieurs collaborateurs de *Notre Temps* l'ont fait, accompagnés d'une cinquantaine de jeunes Français dont la plupart étaient complètement éloignés de toute préoccupation politique. Coup de sonde objectif, dont notre numéro spécial sur le Congrès du Sohlberg a fait connaître les conditions et l'aboutissement. Coup de sonde qui s'est prolongé après le Congrès par les voyages à travers l'Allemagne effectués séparément par quelques congressistes, et dont Alfred Silbert rend compte dans les pages suivantes. Au total, une étude sur place — et complète.

Les conclusions de cette étude ? Qu'on nous permette, avant d'y revenir ultérieurement, de les résumer d'ores et déjà.

La France ne peut pas savoir où va l'Allemagne parce que l'Allemagne elle-même ne sait actuellement pas où elle va. La génération des hommes d'avant guerre et de la révolution de 1918 est sur le déclin. Elle emporte avec elle les habitudes, les valeurs intellectuelles et morales de l'Allemagne d'autrefois — c'est-à-dire tout ce que la France a connu de stable au point de vue germanique. Notre voisine est comme la chenille invisible dans son cocon. Mais le papillon va sortir. Quelles en seront les couleurs, la puissance de vol, les instincts, les habitudes nouvelles ? Nul ne peut le savoir — pas plus en Allemagne qu'ailleurs.

La génération dite « du feu » va succéder à son aînée. Elle n'aura devant elle qu'une existence brève et qu'un rôle transitoire. Sur ses épaules pèse un héritage très lourd — celui des souffrances de la guerre et des déceptions de l'après-guerre — qu'elle voudrait repousser et dont elle ne parviendra pas à se défaire suffisamment. Devant elle se dessine un avenir mystérieux dont elle ne peut percevoir que des lignes confuses. Face à l'effondrement du passé, cette génération se cramponne à la seule valeur qui lui paraît susceptible d'étayer ses efforts : le sentiment national. Elle est donc profondément, ardemment nationale. Mais elle n'est ni *nationaliste*, au sens agressif du mot, ni surtout *anti-française*. Si elle devient « revancharde » et anti-française, ce sera par l'effet de nos propres maladresses. Voilà pourquoi la campagne actuellement conduite par notre presse nationaliste contre la politique de rapprochement et d'union européenne peut avoir les plus néfastes résultats. Déjà, soyons-en persuadés, elle fera gagner des voix au parti de Hitler exactement comme la campagne identique, conduite l'année dernière par les mêmes journaux sous la même inspiration, fit gagner un million de suffrages au plébiscite Hugenberg. Sur la balance allemande, l'entente avec la France et la tentation d'une action concertée avec le fascisme contre les Traités pèsent d'un poids sensiblement égal. Et la droite française, inconsciemment ou criminellement, agit de façon à accroître le poids du mauvais plateau.

Quoi qu'il en soit, répétons-le, la génération « du feu » n'a devant elle qu'un temps assez bref. Déjà la



génération plus jeune, celle d'après-guerre, entre en jeu. Dans cinq ou six ans, si rien n'est survenu pour fausser le cours de son évolution, c'est elle qui sera, qui fera l'Allemagne nouvelle, l'Allemagne durable.

Cette génération allemande d'après-guerre, c'est celle que nous avons observée au Sohlberg et ailleurs sous l'aspect sentimental et intellectuel. Entre elle et ses aînées, un fossé immense. Du passé, elle ne retient rien que l'amour de son pays. Contre tout ce qui a existé, elle se révolte. Que ce soit en religion, en morale, en politique, elle repousse l'héritage, cherche sa voie, et travaille avec un esprit complètement libre, prêt à tout examiner, à tout apprécier, à tout entreprendre. Ce problème des générations et de la société de demain, auquel les jeunes Français se heurtent depuis près de dix ans et que nous commençons à résoudre, ce problème les jeunes Allemands l'ont abordé depuis peu. Et c'est avec une curiosité passionnée qu'ils prennent connaissance de ce que nous avons vécu, de ce que nous avons cherché, de ce que nous avons trouvé, de ce que nous commençons à réaliser de ce côté du Rhin. Il y a, pour la nouvelle génération française, un rôle magnifique et fraternel à jouer vis-à-vis de la nouvelle génération allemande, qui ressemble à la nôtre presque trait pour trait. Si nous remplissons ce rôle — et *Notre Temps* y contribuera sans réserves —, si les événements ne viennent pas enrayer nos efforts, l'union franco-allemande la plus étroite et la plus sincère sera faite en moins d'une dizaine d'années — et avec elle l'union et la paix de l'Europe.

Si non, une seule perspective demeure : le conflit terrifiant qui détruira deux jeunesse, deux nations, un continent entier. Tout le reste n'est que chimères ou manœuvres insensées.



Léon Marie BREST :

## Démission

### de la Femme

On n'a pas encore réussi à déterminer, même d'une façon lâche, la nature du changement de chaque époque par rapport à sa précédente. Dans le flou des conversations, il est bien parlé de générations. Mais ceci n'éclaire pas grand'chose. La naissance et la mort des siècles ne signifie rien. On ne change pas de chapeau pour un millénaire. L'année, par contre, s'appuie sur du solide. La neige de décembre, la canicule sont des pouvoirs contre lesquels aucun démenti n'a cours. Mais l'année est trop courte. Pourtant il y a un changement. Le progrès s'insinue et, comme il est plus facile de s'attaquer au consentement d'une foule qu'à celui d'un individu solitaire, il arrive peu à peu à son but, à peine atteint, aussitôt tué. Pourtant, depuis 1825, le monde change plus vite. Parmi les hommes s'imposent, de plus en plus despotiques, leurs propres créations, nouveaux dieux terrestres, au sentiment serein et court : la machine, la vapeur, l'électricité. Un jour, le roi Louis XIV alla rendre visite au cabinet de physique du Muséum. Une plaque de verre donnait des étincelles. Des miroirs concaves agrandirent le nez royal. Simple promenade en compagnie de dames consentantes. Courbettes de Colbert : en fait le roi allait saluer ses plus sûrs successeurs.

La femme restait autour d'elle-même. Le rêve se joignit au sentiment pour emplir les après-midis vides. La visite aux forges de Cosne par Mme de Sévigné a toutes les allures d'une franche partie de plaisir un peu scabreuse. Le cœur n'avait rien à voir avec les communications faites par M. Arago à l'Institut. Plus certaine encore que la discipline dans l'ordre des Jésuites, joua l'amitié des Académies entre elles. Ces doctes assemblées prirent d'une main douce l'autorité avec l'aide du Chiffre, allié terrible. Inoffensif pour les sots, redoutable pour l'élite. Le Chiffre mena la royauté à 89 : comptes de Necker, Turgot, Calonne. Tout ceci intéressait l'homme, son cerveau : la femme ordinaire résolument au dehors du progrès scientifique. Le style d'ameublement Louis-Philippe le prouve entre autres vérités. Pour toucher la femme, il fallut la machine sur le rail, sur la route, et très bruyante. Le bruit est une force. La femme s'occupe intellectuellement de la force, de n'importe laquelle : pour la faire dérailler ou pour la capter. Elle aime la force parce qu'elle est, sans rémission possible, une faible. La vie se joue d'elle continuellement. Sa fonction de génitrice la dédouble. La culture d'âmes chez nos sœurs : simple fantaisie estivale. Elles ont mieux et autre chose à faire : un enfant. Cette disposition de l'être se camoufle, elle ne disparaît jamais. La vie se sert de la femme et lui donne une puissance d'autant plus assurée qu'elle est moins claire. Les vues brèves parlent d'instinct : si l'on veut. Mais la femme n'eut pas peur de la machine que l'homme conduisait ; hors de l'homme, elle s'en arrange à sa guise. Il ne s'agit pas



Sa réponse aux critiques après la rencontre entre les jeunes françaises et celles hitlériennes. Luchaire, « L'avalanche continue... », *Notre Temps*, n°197, 04/06/1933, col.439-450.



Jean LUCHAIRE :

EDITORIAL

Le débat franco-allemand

## L'avalanche continue...

Le débat provoqué par les réunions franco-allemandes des 21 et 22 avril, loin de décroître, s'amplifie. Le voici qui met en relief, après la « querelle des générations », celle des « valeurs morales » qui, à certaines époques de l'histoire, ne sauraient jouir d'une prééminence absolue.

Une indisposition passagère mais brutale m'a empêché, la semaine dernière, de poursuivre la discussion engagée depuis la fin d'avril à la suite des réunions franco-allemandes organisées par le « Comité d'Entente de la Jeunesse Française pour le Rapprochement franco-allemand ». Aussitôt rétabli, j'ai dû m'absenter pour plusieurs jours. Et, en rentrant à Paris, j'étais convaincu qu'il ne me resterait plus qu'à mettre un point final à une controverse dont les éléments d'origine me paraissent déjà périmés.

Je me trompais. Pendant mon silence, lettres et articles avaient continué à s'accumuler dans mes dossiers, plus nombreux que jamais. À l'heure même où j'écris ces lignes, on m'annonce la publication imminente de commentaires nouveaux, auxquels il me faudra répondre par la suite. C'est une véritable avalanche. Elle présente un avantage, puisqu'elle prouve combien les réunions franco-allemandes touchaient au vif les problèmes les plus aigus de l'heure présente. Elle entraîne un inconvénient : sous peine d'accaparer toutes les colonnes de *Notre Temps*, il m'est impossible de publier ou de reproduire tous les écrits relatifs à la polémique — et matériellement impossible d'y répliquer convenablement. Il est vrai que la plupart des dernières interventions ne font que reprendre des arguments sur lesquels j'ai déjà eu à m'expliquer plusieurs fois.

Pour le bon ordre du débat, efforçons-nous de « sérier » les questions.

### Alsace-Lorraine.

J'ajourne, pour commencer, la discussion qu'ont soulevée, dans toute la presse alsacienne, dans *le Temps* et dans plusieurs journaux de province, les déclarations faites les 21 et 22 avril par les représentants de la jeunesse hitlérienne au sujet des Accords de Locarno et de l'Alsace. *Le Temps* a prétendu que ces déclarations sont controuvées par des innovations récemment apportées au programme du parti national-socialiste allemand. Jusqu'ici, je n'ai pu trouver trace de ces innovations. Mais, par excès de scrupule, je vais chercher encore. C'est après ce supplément d'information qu'il nous faudra revenir sur un thème, aisément distinct d'ailleurs de ceux qui sont actuellement l'objet du débat central.

### Les lumières de M. Kahn.

Je ne répondrai pas davantage aux deux articles publiés par M. Emile Kahn dans la *Lumière*. M. Emile Kahn apporte, dans le choix de ses arguments, une absence d'objec-

tivité si totale qu'elle paralyse toute tentation de réplique. Lorsque je lis sous sa signature des phrases dans le genre de celles-ci : « Pauvre génération réaliste : son modèle, l'objet de sa sympathie, cordiale, c'est le retour au Moyen Âge... Il ne reste plus qu'à baptiser révolution la Terreur blanche, le Deux-Décembre, la révocation de l'Édit de Nantes et l'invasion des Barbares pour leur décerner — avec sympathie — l'estampille de notre temps » — quand je lis de telles phrases, je ne sais plus bien si je dois hausser les épaules ou rire de bon cœur. Au surplus, M. Emile Kahn ne se contente pas de travestir ingénieusement la pensée des autres : il va, pour mieux impressionner son public, jusqu'à falsifier des textes par la méthode, bien connue, des citations tronquées. Dans la *Lumière* du 17 mai, il reproduit un passage de mon éditorial du 30 avril, dans lequel je résumais l'attitude des jeunes hitlériens face au problème de la guerre. Voici le passage cité par M. Kahn : « Nous ne sommes point pacifistes dans le sens de la condamnation morale que ce mot implique à l'égard de la guerre. » M. Kahn ajoute victorieusement : « Déclaration, en vérité, superflue : cela se sait et se voit. L'hilérisme, comme le fascisme italien, professe et répand l'admiration de la guerre. » Le malheur, pour la démonstration de M. Kahn, c'est que le passage de mon article qui suivait immédiatement la phrase reproduite dans la *Lumière*, était rédigé comme il suit : « Mais nous (jeunes hitlériens) voulons lutter contre la guerre, parce que les pertes de vies et de richesses qu'un conflit entraînerait inmanquablement dépasseraient de beaucoup les plus vastes avantages qu'un vainqueur pourrait obtenir. Pas de pacifisme sentimental, mais une volonté raisonnée de paix. » Cette deuxième déclaration, qui compense et éclaire la première, M. Emile Kahn se garde bien de la reproduire : elle détruit ses conclusions pessimistes. Evidemment, la citation tronquée est une avantageuse méthode de discussion. Est-elle conforme à la probité intellectuelle ? Je ne le crois pas — et cela me dispense de perdre du temps et de l'encre à une querelle qui n'apporterait de la... lumière qu'à condition d'être poursuivie de bonne foi. Je regrette simplement que les lecteurs de M. Kahn soient si partialement documentés par le secrétaire général de la « Ligue des Droits de l'Homme », fonction qui, jadis, a été occupée par des hommes plus respectueux de l'intégrité des textes...

Au surplus, il m'est agréable de céder la parole — pour une réponse sur le terrain des

idées générales — à un de mes abonnés qui, parmi les innombrables lecteurs partisans de mon attitude, a su excellemment exprimer les réactions de tous ceux qui m'ont écrit pour se déclarer solidaires des thèses exprimées par *Notre Temps*. M. Paul Velay traduit ainsi cette adhésion collective :

### Lettre de M. Velay.

Paris, le 24 mai 1933.

Monsieur Jean Luchaire,

Permettez à un lecteur, auquel vous avez bien voulu, en décembre dernier, accorder dix minutes d'entretien après quelques lignes de félicitations, de venir ajouter son « Bravo ! » à toutes les approbations véhémentes que vous avez si bien méritées pour « l'Attitude Nouvelle » que vous avez prise, entre la « France démocratique » et « l'Allemagne hitlérienne ».

Cette attitude ne signifie pas plus hilérisme que démocratie ; le plus aveugle de vos adversaires doit au moins vous l'accorder. Cette attitude signifie tout simplement en toute clarté « Paix » dans le sens « actif » et « nouveau » que ce mot exprime.

Ne vous étonnez donc pas si beaucoup d'hommes de *Notre Temps* vous comprennent et vous approuvent de tout cœur. D'autres, beaucoup plus nombreux que vous ne croyez, vont suivre ; mais ne suivront ni ne comprendront jamais des universitaires et pontifes formés à une logique archaïque, ni académiciens à lunettes, ni journalistes qui ont appris à leur école à confondre les vérités de bon sens avec les faits divers de la rue et la phraséologie de réunions publiques.

Si ces derniers apprennent par exemple que trois cent mille, ou même sept cent mille israélites, heimatlos ou demi-Allemands, auxquels j'accorde un supplément de sympathie en raison même de leurs malheurs, ont été exilés injustement par plus de quarante-cinq millions d'Allemands ou par l'homme qui les représente à tort ou à raison, je commencerais tout d'abord par ne pas insulter les juges ni me battre avec les gendarmes, afin de mieux pouvoir les réconcilier au plus vite avec les condamnés. Cette précaution initiale est d'autant plus élémentaire que les quarante-cinq millions de juges et de gendarmes ont un peu racheté, par quinze années de misère, de famine et de malheurs inouïs, les vertus guerrières et napoléoniennes que nous leur avions démocratiquement inculquées et qu'ils ont toujours assez bien comprises « nos principes » sans que de notre côté nous n'ayions jamais réussi à les comprendre, même après nous être toujours battus contre eux.

Il faudrait enfin, surtout dans les sphères de la compréhension, se rendre compte qu'on ne peut arriver à la véritable démocratie, encore moins à la paix, par des discours, des protestations, des proclamations, des attitudes de tribune, de drame ou de comédie qui ne restent guère que comme erreurs ou injures lorsqu'elles n'aboutissent pas à la guerre ; encore moins par des principes qui nous ont déjà coûté trop cher, parce qu'ils ne correspondent plus du tout à la réalité.

La paix exige avant tout la vérité ; et, pour arriver



à la vérité, il faut la clarté dans les mots et l'impersonnalité entre individus et groupes d'individus.

Le mot paix, n'en déplaît à nos anciens, à un sens plus large et surtout beaucoup plus positif que le mot démocratie. C'est toujours pour le peuple de son pays, et par conséquent pour tous les peuples des autres pays, que travaille l'épître de la paix : cette « action » aboutit à un état de fait ou à un bien permanent pour le peuple qui ne se discute pas. L'homme ou l'épître de la paix, en travaillant avant tout ou seulement pour la paix, fût-il un dictateur, sera toujours un vrai démocrate.

Mais la réciproque n'est pas vraie : car le mot démocratie a un sens à la fois beaucoup plus restreint et plus vague que le mot paix. Il signifie, d'après le simple dictionnaire Larousse, le gouvernement dans lequel le peuple exerce sa souveraineté. Or, et c'est ici le point capital, il s'agit de savoir si cette souveraineté populaire va s'exercer, tant par ceux auxquels elle a été déléguée que par ceux qui prétendent la diriger, c'est la paix ou la guerre. Car ce mot démocratie, qui n'exprime après tout qu'un mode de gouvernement parmi plusieurs autres, est aussi éloigné des nécessités de la paix que des réalités de la guerre.

Il est bien entendu que la démocratie « devrait » toujours représenter le plus grand bien pour le plus grand nombre possible, mais ce principe ne correspond nullement à priori à une vérité indiscutable ni même à un fait certain : et c'est commettre pour le moins un jugement téméraire que d'écrire, avec M. Victor Basch « que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement parce qu'elle est capable de se guérir de ses tares et de s'adapter toujours à une réalité nouvelle ». L'Histoire démontre, d'une manière définitive, que la plupart des démocraties sont mortes, tout en gardant leur nom, soit des tares dont elles avaient hérité des gouvernements précédents, soit des principes d'individualisme ou de fausse liberté qu'elles avaient trop développés. Ces démocraties disparues ont fini soit par la guerre, soit par la corruption des mœurs, et l'on n'en a jamais vu une seule qui ait été librement sa régénération. L'exemple des républiques de la Grèce, de Rome, des villes de la Renaissance italienne, qui se sont mutuellement exterminées, dans une civilisation commune, au nom des grands principes invoqués encore aujourd'hui, établit que, si l'on mélange les mots paix et démocratie, on arrive à la plus parfaite combinaison du sucre avec le vinaigre pour avoir l'anarchie et la guerre.

Et l'histoire recommence encore sous nos yeux. Les deux dictatures de Mussolini et de Hitler sont nées de deux démocraties anarchistes, nées elles-mêmes de la guerre ; et il a fallu l'autorité de Ier de Lénine pour balayer, avec la démocratie déjà pourrie de Kérénsky, les invasions stupides qu'ont dirigées ensuite contre lui les démocraties de la France et de l'Angleterre.

Tout cela est bien triste à reconnaître par un républicain comme moi qui voudrait avant tout la paix pour arriver à la vraie démocratie. Mais c'est tellement vrai que, si vous, moi et bien d'autres parfaits démocrates avions voulu suivre, ou plutôt marcher devant ceux qui traitaient Mussolini d'assassin parce qu'il avait brisé quelques assiettes en remettant de l'ordre dans sa maison, nous nous trouverions aujourd'hui à couteaux tirés avec lui ; et si, sous prétexte que Hitler, sorti comme Mussolini et Lénine de la condition la plus obscure, s'appelle peut-être maintenant Néron ou César parce qu'il représente, à tort ou à raison, la force d'un des plus grands peuples et l'état d'âme, concret et vivant, créé non seulement en Allemagne mais dans presque tous les pays, par les réalités les plus terribles, issues des pires souffrances et des pires erreurs, il nous faudrait encore, au nom de principes sur lesquels nous ne sommes pas d'accord et qui n'ont pas toujours conduit à la victoire, faire la guerre à l'Europe entière... Et, pendant ce temps-là, nous ne nous apercevons même pas que ces principes sur lesquels nous dormons, parlons et discutons, sans en comprendre encore la véritable signification, alors que les autres agissent, s'arment et travaillent, nous ont menés à l'isolement, à l'agonie et nous conduisent à la mort.

Les principes sont des vérités synthétiques nées des

idées d'ordre et d'autorité appliquées aux nécessités immédiates de la vie. Il n'y a donc pas de principes absolus puisque ces nécessités se modifient chaque jour, et tout principe est faux lorsqu'il prétend, soit ne pas tenir compte de ces réalités, soit les corriger en les faisant entrer dans des conceptions plus élastiques ou moins positives que celles d'ordre et d'autorité. Le grand Ihéring, de Göttingen, celui dont la pensée a jeté dans l'histoire et dans le droit des clartés nouvelles, l'a dit, écrit et répété : « Rien de plus dangereux que des principes dans une démocratie qui veut se maintenir et avancer... Les « jeunes », comme vous et comme tous ceux qui vous comprennent et qui vous suivent, ont dû entrer, de plain-pied et sans préparation, dans une voie nouvelle, pour vivre une époque, et même un siècle, dont leurs pères et leurs grands-pères ne se seraient jamais doutés. Les « anciens » sont bien mal venus en invoquant aujourd'hui à l'encontre de ces « jeunes » des principes dont ils n'ont pas profité eux-mêmes, soit pour se mettre enfin d'accord sur leur application, soit tout au moins pour préserver ou pour venir simplement leurs fils et leurs élèves des malheurs certains qui les menaçaient. Devant ces malheurs, immédiats et terribles, dont la chaîne n'est pas finie, ces « jeunes » ont dû cesser de rester des hommes de principes pour devenir des hommes d'action : le salut était et demeure à ce prix. De cette action, acceptée jusqu'au sacrifice, soufferte jusqu'au martyre, sont nés une expérience acquise, une science reçue et surtout des principes nouveaux, dont la certitude est de beaucoup supérieure à celle de tous les anciens principes sur lesquels disputent encore les retardataires et s'endorment les aveugles.

Ces « jeunes », parce qu'ils étaient les moins coupables, sont restés les meilleurs ; parce qu'ils ont le plus souffert, ils ont le mieux travaillé ; et, parce qu'ils furent, même en mourant, des hommes d'action, c'est-à-dire des hommes d'ordre, d'autorité et de vivante réalité, ils sont devenus les « fondateurs » des principes de notre temps. Au lieu d'entraîner leur effort, les anciens, les philosophes et les pédagogues n'ont qu'à suivre, même s'ils ne comprennent pas. Encore une fois, le salut l'exige.

C'est ainsi que les « jeunes » nous conduiront enfin à la « Paix » pour nous donner comme conséquence et récompense la vraie démocratie.

Veuillez, Monsieur, agréer, l'expression de ma respectueuse sympathie.

PAUL VELAY.

### Querelle des générations.

M. Paul Velay, entre autres choses, dégage fort judicieusement de toute exagération ce que j'ai appelé « l'élément : querelle des générations ».

La plupart de nos aînés, et un ou deux « jeunes » soucieux de ne point choquer ces aînés, m'ont fait grief d'avoir écrit que, dans le débat sur l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne, il faut tenir compte de la querelle des générations. Même Marc Sangnier, si généreux et si compréhensif, écrit dans l'*Éveil des Peuples* du 28 mai :

M. Jean Luchaire et ses amis sont enclins à ne voir en tout ceci qu'une « querelle des générations ». C'est, peut-être, trop simpliste. Nul n'est jamais certain d'être exactement représentatif de sa génération. Il faudrait le recul de l'histoire pour s'en pouvoir rendre compte. Au demeurant, le dynamisme d'une génération ne se traduit guère en actes qu'au cours des générations suivantes, et même, en Allemagne, où la crise est si aiguë et l'effondrement des anciennes valeurs si total que l'on y vit, à coup sûr, plus vite qu'ailleurs, le superbe effort de la nouvelle jeunesse, ivre d'autonomie, n'a abouti qu'à soumettre le III<sup>e</sup> Reich à la plus autoritaire, à la plus militariste des dictatures.

Quant à prétendre que toutes les jeunesse du monde sont liées par une solidarité si impérieuse qu'elle est de force à briser toutes les barrières de doctrines, de philosophies, de religions, de nations

et qu'un jeune, quel qu'il soit, est toujours plus proche d'un autre jeune que de quiconque qui se trouve à l'autre côté de la barricade des générations, c'est là une erreur évidente et que le raisonnement même s'entend à merveille à faire apparaître.

Il ne faut pas faire dire aux gens ce qu'ils n'ont pas dit. Ni aucun de mes amis ni moi n'avons jamais prétendu qu'il ne fallait voter en tout ceci qu'une querelle des générations. J'ai, plus simplement, observé (*Notre Temps* du 14 mai) que le débat « a dégagé un nouvel aspect de la querelle des générations — ce qui est différent. Il serait absurde de prétendre que tous mes « camarades d'âge » pensent en l'occurrence comme moi. Il serait absurde de prétendre que tous nos aînés pensent comme M. Victor Basch — et la paléontologie Albert Dubarry-Basch, ainsi que de nombreuses adhésions venant à ma thèse et émanant d'hommes des « générations d'avant-guerre » le prouvent avec évidence. Il n'en est pas moins vrai — et la réunion du 16 mai au *Foyer de la Paix* en témoigne — que d'une façon générale, par suite de sensibilités différentes et de préoccupations différentes, les « jeunes » comprennent et partagent l'attitude de *Notre Temps*, tandis que les aînés ne la comprennent pas et la condamnent. A deux exceptions près (nous allons y revenir) je n'ai pas rencontré un jeune qui m'ait dit ou écrit que nous avions eu tort de recevoir « cordialement » à Paris des jeunes hilériens ou qui se refuse d'avance à participer à un contact analogue, s'il venait à en être organisé. En revanche, j'ai rencontré une quantité notable d'aînés qui blâment avec véhémence le principe même de ce genre de rencontres. Autre exemple : en dépit de la réaction provoquée par les réunions des 21 et 22 avril au sein du Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme, j'ai toujours trouvé à mes côtés, dans tous les débats privés ou meetings publics tenus à Paris (il y en a eu jusqu'à cinq la même semaine !) des représentants des « Cercles de Jeunesse de la L.D.H. » qui déclaraient partager ma façon de voir.

Il ne faut rien exagérer, cher Marc Sangnier, et ne pas choir dans des classifications absolues. Mais il est vrai que, d'une façon générale, il existe dans la jeunesse d'après-guerre, dans quelque pays qu'elle ait grandi, une solidarité éclatante, qui rapproche les jeunes de tous pays et de toutes opinions et leur permet de se comprendre mieux que n'arrivent à s'entendre jeunes et aînés des mêmes pays et des mêmes partis. Ne le déplorez pas : il n'existe aucun gage de paix international et de progrès social plus certain et plus justificateur d'optimisme que cette solidarité instinctive et raisonnée des nouvelles générations !

### Le problème des valeurs morales.

Seulement, cette solidarité pose un autre problème, que Marc Sangnier évoque en ces termes :

Les jeunes nous disent « que la nouvelle génération refuse d'être aussi intransigeante que ses aînés en ce qui concerne le caractère sacré des principes démocratiques, libéraux, parlementaires ». S'agit-il des formes variables de l'organisation politique ou éco-



nonique > La désaffection des jeunes n'est certes pas alors pour nous inquiéter. Il faudrait être bien aveugle pour ne pas reconnaître que le parlementarisme n'est pas le dernier mot de l'évolution politique et que le capitalisme, avec tous ses abus, s'ajuste mal et que le monde moderne. Mais, à côté de ces réalisations toujours éphémères auxquelles il serait fou, et parfois criminel, de s'attacher, il y a des valeurs impérissables qui demeurent et dont l'acceptation ou le rejet marque le progrès ou la régression de la civilisation humaine, le sens de la liberté juridique de la personne humaine, le sens de la liberté spirituelle, l'affirmation de la solidarité, disons mieux, de la fraternité universelle, ce sont là des valeurs qui ont la grandeur de tout homme, qui donnent, selon du prix à la vie et que, — je m'en excuse auprès des dilettantes et des sceptiques, préoccupés seulement d'étudier ce qui est sans jamais se soucier de ce qui doit être, — les caprices ou les entraînements des générations pourront bien balayer du plan de leur actualité apparente, mais qu'elles ne parviendront jamais à étouffer et qui trouveront toujours un asile au fond de la conscience humaine.

À l'interrogation qu'implique la déclaration de Marc Sangnier, vont maintenant répondre une lettre de notre cher collaborateur Louis Martin-Chauffier — et mon propre commentaire.

Voici la lettre que m'adresse le rédacteur en chef de *Lu* :

Paris, 24 mai 1933.

Mon cher Jean,

Puisque mon nom figure sur la couverture de *Notre Temps*, je ne puis laisser se poursuivre un grand débat sans exprimer mon sentiment. Par la plume, *Notre Temps* a pris parti dans cette affaire des prises de contact entre les jeunes démocrates français et les jeunes nationalistes allemands. Le *Cercle littéraire* n'y a rien à voir en principe; et, en fait, ces conversations ont eu lieu sans que j'en fusse averti, quoique j'aie participé l'an dernier au Congrès de Mayence. Mais il ne s'agit ici de politique que par un abus de mots; en réalité, la question est d'un tout autre ordre: non seulement elle m'intéresse, mais elle me touche, et je veux la remettre sur son plan véritable, où je me dois d'intervenir.

Tu as placé le problème sous le signe de la politique, et sans trop t'en apercevoir, de la notion de patrie, ainsi représenté il est faux. La question n'est pas là. Les hommes d'Etat peuvent le considérer ainsi: peu important l'intelligence et les procédés de politique intérieure de l'intellectuel, il s'agit pour eux de manœuvrer au mieux des intérêts de la nation qu'ils représentent.

La politique anti-fasciste et anti-soviétique des gouvernements français successifs était stupide, parce qu'elle introduisait dans les rapports internationaux des éléments étrangers, en écartant les éléments normaux: on substituait l'idéologie à la politique (politique signifiant conduite de l'Etat).

Tous avez fait le contraire. C'est là la confusion maîtresse: vous substituez la politique à l'idéologie, ou plutôt à l'humain. Et cela, sans nul droit, ni efficacité. Pas plus que moi, ni toi, ni aucun de vous, Français ou Allemands, qui assistaient à ces conversations, n'étiez des hommes politiques, c'est-à-dire responsables, c'est à dire excusables. Vous avez à considérer uniquement l'humain. Or, vous avez écouté, vous continuez à prêter audience à ces hitlériens, quoique inhumains, parce qu'Allemands. Cette étroitesse de vues me révolte. Pourquoi n'avez-vous pas eu, alors, d'entretiens, avec de jeunes Russes socialistes, de jeunes Italiens fascistes, de jeunes Français nationalistes? Pourquoi? Parce que l'Allemand est l'ennemi momentanément héréditaire. Matière inconsciente et fâcheuse de fouir du patriotisme, ou plus précisément de la notion de patrie, ou elle n'a que faire. Erreur sur laquelle je reviens: notre efficacité, à nous, n'est pas politique elle est morale; et dans votre cas, immorale. Mais toujours exemplaire.

Notre rôle n'est pas de doubler les actions des

hommes d'Etat. Il est de défendre des notions humaines essentielles, et de juger ceux qui y contraignent. Peu m'importe que ces jeunes égarés soient Allemands, Français, Turcs ou Paraguayens. Je vois ce qu'ils font, la doctrine à laquelle ils adhèrent et je les condamne. Ne viens pas m'opposer — comme tu l'as fait — que la démocratie ainsi comprise est contraire à la paix. La paix, ou la guerre n'ont rien à y voir. M. Hitler et M. Daladier, eux, travaillent sur un plan qui est celui de la paix ou de la guerre; s'ils s'entendent, tant mieux. Mais ce n'est pas nous qui les gênerons en refusant sur un autre plan, la collaboration ou même, simplement, l'audience.

Ne nous occupons pas des destins de la France: soyons plus modestes dans nos prétentions, et plus larges, et à la fois plus rigoureux, dans nos jugements. Le moindre accueil fait aux ennemis de la démocratie, de la liberté, de la pensée, à ceux qui proscrirent (je suis discret) les gens pour leur race, pour leur religion, pour leurs opinions, et qui sont bêtes, par surcroît, est un encouragement, une espèce d'adhésion, ou même d'acceptation, contre quoi l'honneur de l'intelligence se révolte. Fussent-ils estimables, ce serait trop encore que de discuter avec eux. Parce que vain. A quoi aboutiraient des entretiens avec des fascistes ou avec des gens d'Action Française? A rien. Alors?

Ceci dit en dehors de toute adhésion à quelque parti que ce soit. Il est entendu que les démocrates, les catholiques, les socialistes, les communistes et les juifs allemands, qui représentaient la moitié de l'Empire, ont donné un exemple unique de bassesse. Que leurs chefs n'ont trouvé d'autre recours que la soumission ou la fuite, sans qu'aucun d'eux se soit senti d'humeur à faire le martyr, et que vainqueurs et vaincus à l'envi, et diversément, nous écœurent. Ceci non plus n'est pas proprement allemand: attendons les nôtres à l'usage. Mais peu importent les défaillances des personnes, quand il s'agit de valeurs plus hautes, et que toutes trahissent à la fois n'atteindraient pas. Nous réproprions et avec dégoût. Ce dégoût doit être signifié: il y a d'autres façons de le manifester que de tendre la main.

Amicalement à toi.

L. MARTIN-CHAUFFIER.

#### Réponse à Martin-Chauffier.

La lettre de Louis Martin-Chauffier est — il me pardonnera de le lui dire avec une affectueuse franchise — un document très typique de l'erreur dans laquelle tombe un intellectuel pur... lorsqu'il veut intervenir dans un problème pratique en apportant avec lui l'absolu de dogmes universels et permanents.

Martin-Chauffier me dit: « Les participants aux réunions des 21 et 22 avril n'étaient point des hommes d'Etat responsables. Ils n'avaient pas à se placer sur le terrain politique, mais seulement sur celui de l'humain, c'est-à-dire de la morale. » Erreur.

Erreur d'abord parce que les circonstances redoutables que nous traversons font de nous, où que nous soyons et quoi que nous fassions,

Qu'il s'agisse d'assainir les finances publiques par un rigoureux et total équilibre budgétaire, de restaurer le crédit, de sauvegarder la monnaie, d'améliorer les comptes de la balance commerciale, c'est par une solidarité étroite et l'abandon de tout égoïsme que nous pourrions seulement remonter la pente dangereuse où nous glissons hier.

Solidarité entre tous les citoyens sans doute; solidarité aussi entre les peuples.

ALBERT LEBRUN.

des hommes responsables. Le clerc de pain intégral, du moment qu'il est recruté ou qu'il exerce une action sur les non-clercs, il peut amener ces derniers à commettre un certain nombre d'actes matériels, susceptibles d'influencer l'évolution des événements matériels, lesquels mettent en jeu la recherche de la paix et la recherche du pain quotidiens. Quant au nom d'abstractions si élevées soient-elles, on conseille à autrui une attitude qui peut faciliter les conflits internationaux ou accroître la crise économique, on commet une mauvaise action.

Erreur ensuite, parce que les jeunes hommes qui participaient aux réunions franco-allemandes représentaient des groupements. Ils étaient donc, à leur manière, des hommes d'Etat chargés de s'informer pour informer ensuite leurs mandants. Ils étaient donc obligatoirement placés sur le terrain politique et sur le terrain national. Martin-Chauffier demande alors pourquoi nous n'avons pas eu aussi d'entretiens avec des jeunes Russes soviétiques et des jeunes Italiens fascistes. La réponse est facile: parce que les réunions des 21 et 22 avril n'ont été qu'un épisode dans une œuvre, commencée depuis longtemps, de contact exclusivement franco-allemand. Mais j'ajoute que si d'autres s'attachaient à une œuvre parallèle avec la jeunesse soviétique et avec la jeunesse fasciste, je serais prêt à participer « cordialement » à des réunions franco-soviétiques et franco-fascistes, pourvu qu'il ne s'agisse que d'affirmer un contact internationalement utile et d'aboutir à des explications mutuelles non moins utiles. Bien mieux: s'il m'apparaissait qu'un débat puisse être efficace avec mes pires ennemis en « politique intérieure » pour faire progresser une réalisation quelconque — la Réforme de l'Etat par exemple —, je n'hésiterais pas davantage. Et, chaque fois, j'irais la main tendue, parce qu'il est absurde de refuser la main à des hommes avec lesquels on va échanger des idées... ou des anathèmes.

Je m'étonne qu'il soit nécessaire d'insister sur des vérités aussi évidentes. « Doubler » les hommes d'Etat? Et pourquoi non? D'ailleurs, sans être aussi prétentieux, il suffit de constater que nulle œuvre diplomatique ou constitutionnelle n'est possible tant qu'elle n'a pas été précédée, tant qu'elle n'est pas accompagnée, tant qu'elle ne doit pas être suivie d'un mouvement d'opinion. L'opinion, ce sont les clercs ou les hommes d'action privés qui la font. Louis Martin-Chauffier appartient brillamment à une « maison » où l'on fait beaucoup, à juste titre, pour faciliter la compréhension intellectuelle franco-soviétique. Il sait très bien ce qu'il a fallu d'efforts d'opinion pour créer l'atmosphère dans laquelle les récents accords diplomatiques entre Paris et Moscou ont pu être conclus; il sait aussi que ce travail d'opinion doit être énergiquement poursuivi si l'on veut que ces accords vivent et produisent. Nous qui voulons, quoi qu'il arrive en Allemagne, éviter une tension franco-allemande, qui voulons même une collaboration entre la nation-France et la nation-Allemagne, avons à accomplir un labeur identique. En quoi serions-nous « immoraux »?



**La vraie moralité.**

Et puis, en fin de compte, j'ai autre chose à dire.

Est-ce qu'on va continuer longtemps à empoisonner le temporel au nom du spirituel, à créer des atmosphères de guerre internationale au nom des « notions humaines essentielles », et à juger des peuples dont la psychologie nous est étrangère au nom de principes qu'il nous plaît de déclarer « universels » et « éternels », au nom de l'Intelligence — avec un grand I — et cela, tout bonnement, parce que ces notions, ces principes, cette intelligence constituent *notre climat français* ?

Il y a double et inadmissible manifestation d'orgueil.

Manifestation d'orgueil, d'abord, parce que rien ne nous dit que ces valeurs soient, dans l'absolu, supérieures à toutes les autres. Elles le sont pour nous Français parce qu'elles correspondent étroitement à nos façons de penser et de sentir. Mais le sont-elles pour les Allemands, pour les Russes, pour les Hindous, pour les Chinois, pour les Américains même ? Qui oserait le dire ? Martin-Chauffier s'arroge le droit de « juger ceux qui y contreviennent ». Présomption terrible, que je me refuse à partager.

Manifestation d'orgueil, ensuite, parce qu'en admettant (ce que je suis naturellement tenté de faire en ma qualité de Français Latin-Celte) que ces valeurs soient universelles et éternelles, ne doit-on pas se demander si, à certaines périodes de la vie des peuples, elles ne doivent pas transitoirement céder à des valeurs moins élevées, moins nobles, mais plus urgentes et plus impérieuses — valeurs qui s'appellent *le droit à la vie, le droit au pain quotidien* ?

Ce que je reproche le plus aux hitlériens, c'est justement de refuser le droit à la vie et le droit au pain quotidien à leurs adversaires. Je sais bien — et je l'ai écrit — que la jeunesse allemande, nazi aux trois quarts, a terriblement souffert pendant de longues années et que le souvenir de ces souffrances ne doit pas l'inciter maintenant à une générosité vis-à-vis de ceux qu'elle considère — à tort ou à raison — comme pratiquement ou symboliquement responsables de ses malheurs d'antan. Néanmoins, un effort pouvait être fait de l'autre côté du Rhin pour limiter les effets, l'injustice, la cruauté d'une explosion dont on comprend l'origine. Les jeunes hitlériens que nous avons reçus à Paris ont insisté sur le caractère passager, transitoire, exceptionnel des mesures et des violences frappant le droit à la vie et le droit au pain quotidien des démocrates et des juifs d'Allemagne. Nous avons pris acte de ces déclarations. C'est même dans la mesure où les événements les prouvent soit sincères, soit mensongères, que nous serons habilités à juger s'il y a en Allemagne révolution ou réaction.

Car, pour l'instant, je soutiens qu'il y a singulier péché d'orgueil, mon cher Louis, à se dresser sur le piédestal des vérités éternelles, et à condamner au nom de ces vérités. Personne ne sait où va l'Allemagne d'Hitler, ce qu'elle fera, comment elle évoluera, et quel corps de doctrines elle finira par créer — si

elle en crée. Ce n'est pas sur un ouvrage d'Hitler publié il y a dix ans ou sur des écrits rédigés dans la chaleur de la bataille qu'on peut se faire une idée juste. Nous n'aurons d'éléments réels et durables d'appréciation que dans plusieurs années.

Pour l'instant, nous sommes sur le terrain des réalités sociales et internationales. Je vais exprimer mon sentiment d'une façon grossière : la question est de savoir si l'Allemagne hitlérienne s'orientera vers l'organisation de la paix internationale ou vers la préparation de la guerre, vers le renforcement du régime militaire-capitaliste ou vers un régime populaire anti-capitaliste. Autrement dit, pour revenir à la formule énoncée plus haut, la question est de savoir si le III<sup>e</sup> Reich s'appliquera à respecter le droit à la vie et à faciliter l'exercice des individus au droit du pain quotidien.

Dans le cas où le régime hitlérien, après s'être établi, aurait fait progresser ces deux droits fondamentaux, j'affirme qu'il mériterait d'échapper aux blâmes et aux excommunications des intellectuels et des moralistes purs.

Car, pourquoi le dissimulerais-je ? j'éprouve une révolte profonde à l'égard des hommes qui, dans les temps difficiles que nous vivons, n'ont pas la charité de subordonner « l'honneur de l'intelligence » et le culte des « valeurs éternelles » à cette double exigence essentielle : empêcher ceux qui vivent de mourir, donner du pain à ceux qui n'en ont pas. Aujourd'hui, la guerre est possible. Aujourd'hui, il y a par le monde des millions et des millions d'êtres qui ne travaillent pas et qui mangent à peine. Devant ce péril immense, et devant cette misère immense, chacun de nous — quoi qu'il fasse et quoi qu'il pense — n'a qu'un devoir : tout faire pour qu'on ne se batte plus, tout faire pour qu'un minimum de prospérité économique renaisse.

Tout faire... c'est-à-dire, si c'est pratiquement utile, maintenir et utiliser les contacts avec des hommes ou des groupes auxquels, en des temps meilleurs, nous serions en mesure de tourner le dos. Tout faire... c'est-à-dire,

*N'oublions jamais qu'à l'hôtel Crillon, au cours des négociations du pacte de la Société des Nations, Léon Bourgeois avait lutté énergiquement pour soutenir deux amendements qui eussent assuré le salut de la paix. Laissons-le expliquer lui-même le sens profond de ces deux propositions : « On promettait, dit-il, par l'article 8 la réduction des armements nationaux; mais cette disposition ne pouvait avoir de valeur que si l'exécution en était contrôlée. Par conséquent, nous demandions le droit de vérification de la situation militaire des Etats, c'est-à-dire de la limitation de leurs armements. En second lieu, nous proposons, non pas, comme on l'a dit, la création d'une armée internationale — nous ne l'avons jamais demandée — mais la création d'un organisme permanent, chargé de prévoir et de préparer, en temps utile, les mesures militaires, navales ou autres, propres à assurer l'efficacité immédiate en cas d'urgence. »*

*Contrôle, rudiments d'une force internationale en vue d'une assistance mutuelle immédiate, efficace et selon un plan préalable, n'est-ce pas l'immuable thèse de la France, qui ne demande pas pour elle plus de sécurité qu'elle n'est disposée à en dispenser aux autres ?*

PAUL-BONCOUR.

si c'est pratiquement indispensable, comme il est que le fonctionnement normal de la démocratie peut apparaître à certains comme trop lent ou trop insuffisant pour faire face à un désordre matériel sans cesse croissant. La république romaine n'avait-elle pas, dans ce cas, une procédure d'exception à laquelle est attaché le nom de Cincinnatus ?

Je n'en dirai pas davantage, car le grand pense pas davantage.

Mais, je le répète, il faut être humain avant tout. Et être humain, ce n'est pas se draper dans un humanitarisme philosophique et intellectuel abstrait, pour prononcer ex cathedra des verdicts inopérants, prématurés ou inapplicables qui, même, peuvent se vérifier injures plus tard. C'est comprendre et soulager ceux qui souffrent, dussions-nous pour cela mettre provisoirement à l'écart les idées et les principes qui nous sont les plus chers, qui nous paraissent les plus imprescriptibles. D'ailleurs, si ces valeurs sont réellement universelles et éternelles, elles ne souffriront guère de leur temporaire régression, et fleuriront de plus belle lorsque la paix et la prospérité auront été reconstruites par les moyens appropriés.

Vous, Marc Sangnier, et toi, mon cher Louis, êtes catholiques tous deux. Allez-vous vous renfermer dans ce messianisme orgueilleux au nom duquel certains prophètes ont dit : « Périssent la matière, pourvu que l'idée soit sauve » ? Est-ce à des mécréants comme moi que vous allez laisser le soin de pratiquer ces deux vertus chrétiennes : l'humilité — qui interdit le monopole de la vérité — et la charité — qui oblige à se pencher sur les souffrances du temporel avant de sacrifier à la Morale et à l'Intelligence ?

**Les « va-t'en-guerre ».**

Lisons ce que dit M. Philippe Barrès, au lendemain du discours du chancelier Hitler (*Matin*):

*C'est la crainte des sanctions qui a contraint Hitler à baisser le ton...*

*Or, quel est le véritable instrument des sanctions? Ce n'est pas la parole, si utile qu'elle puisse être, de M. Roosevelt lancé par-dessus l'Atlantique; ce n'est pas même la jermét du gouvernement anglais. C'est tout cela, mais tout cela ne serait pas assez sans la présence de l'armée française.*

*« Et non pas une armée française réduite à l'état de sentinelle immobile, mais bien une armée française capable de se mouvoir. »*

*Or, c'est précisément cette faculté de mouvement de notre armée qui peut être mise en cause par la suite prochaine des débats de Genève. »*

C'est-à-dire que M. Philippe Barrès préconise la guerre préventive. Il n'est pas de meilleur argument qu'un article comme celui-ci pour les revendications allemandes — elles aussi au nom de la sécurité.

**Les déserteurs.**

De l'Aube, cette spirituelle manchette :

*A Bullier, à Magic-City, les contribuables déclarent que, mal gouvernés, ils ne paieront plus l'impôt.*

*Quelle circulaire la Sûreté générale et l'Echo de Paris vont-ils sortir contre ces objecteurs de conscience?*



Directeurs : JEAN LUCHAIRE & EDOUARD PEEFFER  
Rédacteur en Chef : JACQUES CHABANES

Quotidien du soir

96, AVENUE DE  
LONDRES

LA VRAIE TRADITION FRANÇAISE

« La France a besoin d'une politique jeune »

La formule lancée à Apt par M. Edouard Daladier correspond à une nécessité nationale. Des actes l'ont prouvée

M. Edouard Daladier, parmi les chefs de gouvernement qui ont dirigé la France depuis la guerre, détient le record de la discrétion. Non seulement ses discours sont rares, mais encore le président du Conseil, dans l'intimité, est avare de confidences. Il a raison. Dans le monde politique, les mots valent avec une rapidité particulière... et se déforment d'immensement le long de leur parcours. Quant aux vaines manifestations oratoires, elles ont été trop nombreuses pendant des années. Le pays en est las. Aux grandes déclarations non suivies d'actes, il préfère les réalisations silencieuses. La publicité à l'américaine, lorsqu'elle est tentée par un homme d'Etat, produit sur le public français un effet à rebours. La France est une nation extrêmement sensible, infiniment intuitive. Elle ne découvre petit à petit les réalités de ses chefs... et se perd dans le détail de sa vie. Elle ne cherche à s'imposer à coups de grosse caisse. Les badauds s'emparent autour des « faiseurs de boniments » mais seulement pour s'en amuser, sans se laisser convaincre. Pour un chef de gouvernement sérieux, sans péril, s'adresser fréquemment à l'opinion nationale, il faut qu'une sorte de communion tacite se soit établie entre lui et les masses. Création difficile mais possible, à laquelle une lente préparation doit précéder.

De cette création, l'estime que M. Edouard Daladier va bénéficier, en un jour qui est peut-être pas très éloigné. Mais, d'ici là, le président du Conseil — parce que d'origine populaire et provinciale — observe d'instinct la mesure des tactiques. Il laisse l'opinion libre de le juger à ses actes. Il ne parle que lorsqu'il y est contraint. Des lors, ses mots acquièrent plus de valeur — et ses formules plus de relief.

Ne nous étions donc pas à la formule dominante du discours d'Apt comme aujourd'hui une rare fortune.

« Il faut à la France une politique jeune. » Cette phrase a sonné claire, haute. Chacun la répète, la commente. Notre Temps, qui fut pendant sept ans la revue des nouvelles générations, lui fut naturellement un accueil chaleureux.

« Une politique jeune », ont obéi les inevitables strichoux, ou tel-cé à dire ?

Qu'on nous permette, ici, et pour notre propre compte, d'apporter une réponse.

Les hommes d'abord.

Rajeunir une politique, au sens plein de ce mot, c'est rajeunir le personnel de l'Etat et rajeunir les institutions elles-mêmes.

La France passe, aux yeux des étrangers comme aux yeux des Français, pour une nation où triomphe la sénescence. Qu'on le veuille ou non, cette réputation constitue une très dangereuse infirmité à l'heure où, dans le plupart des Etats du monde, les « leviers de commande » ont été conçus par la jeunesse, quelconque même avec excès.

En Italie, les hommes qui ont attent la cinquantaine ne comptent plus. En Allemagne, ne viennent d'arriver, à de rares exceptions près, que des hommes n'atteignant pas la quarantaine. Aux Etats-Unis, l'entourage du président Roosevelt est, lui aussi, très jeune. En U. R. S. S., etc., etc. Ces chiffres traduisent évidemment un état d'esprit qu'il importe de ne point négliger. Un diplomate étranger, fin connaisseur de la vie internationale, me disait dernièrement : « Si la France est mal comprise hors de chez elle, si ses attitudes soulèvent tant d'objections, si l'on constate tant d'écartés entre sa façon de penser et la façon de penser de ses voisins, c'est désormais moins en raison des divergences d'intérêt et des rivalités de régime qu'en raison de la différence d'âge existant entre vos milieux politiques et les milieux politiques des autres pays. La fameuse « nouvelle des générations » est transportée sur le plan international. Commencez-le bien, au lieu de sourire — et agissez en conséquence. »

Pourquoi, au surplus, les républicains

SOUVENIR ET POLITIQUE

M. Daladier rencontrera M. MacDonald

Ce sera dimanche à Boisvieux lors de la cérémonie d'Alloue

C'est aujourd'hui fait acquis : M. Ramsay MacDonald se rendra en France dimanche pour assister à l'inauguration du monument qui, à Alloue, près de Boisvieux, vient d'être élevé à la mémoire des victimes de la catastrophe du dirigeable britannique R-101.

M. Edouard Daladier a décidé de se rendre également à Alloue afin de témoigner la sympathie émue du gouvernement français pour le drame tragique dont nos amis britanniques furent frappés.

Le capitaine Eden, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, ainsi que le capitaine Simon, ont été nommés au cabinet de Londres les éléments constitués de l'équipe française, celle qu'elle a été exposée lors des derniers entretiens de Paris, par MM. Daladier et Paul-Boncour.

M. Ramsay MacDonald procédera, en ce qui concerne le problème de désarmement, de tous les éléments de la nouvelle politique allemande, à un remaniement modifié l'accent.

Le premier ministre britannique est très préoccupé de la situation internationale.

M. Ramsay MacDonald procédera, en ce qui concerne le problème de désarmement, de tous les éléments de la nouvelle politique allemande, à un remaniement modifié l'accent.

M. Ramsay MacDonald procédera, en ce qui concerne le problème de désarmement, de tous les éléments de la nouvelle politique allemande, à un remaniement modifié l'accent.

M. Ramsay MacDonald procédera, en ce qui concerne le problème de désarmement, de tous les éléments de la nouvelle politique allemande, à un remaniement modifié l'accent.

M. Ramsay MacDonald procédera, en ce qui concerne le problème de désarmement, de tous les éléments de la nouvelle politique allemande, à un remaniement modifié l'accent.

M. Ramsay MacDonald procédera, en ce qui concerne le problème de désarmement, de tous les éléments de la nouvelle politique allemande, à un remaniement modifié l'accent.

M. Ramsay MacDonald procédera, en ce qui concerne le problème de désarmement, de tous les éléments de la nouvelle politique allemande, à un remaniement modifié l'accent.

M. Ramsay MacDonald procédera, en ce qui concerne le problème de désarmement, de tous les éléments de la nouvelle politique allemande, à un remaniement modifié l'accent.

M. Ramsay MacDonald procédera, en ce qui concerne le problème de désarmement, de tous les éléments de la nouvelle politique allemande, à un remaniement modifié l'accent.

M. Ramsay MacDonald procédera, en ce qui concerne le problème de désarmement, de tous les éléments de la nouvelle politique allemande, à un remaniement modifié l'accent.

M. Ramsay MacDonald procédera, en ce qui concerne le problème de désarmement, de tous les éléments de la nouvelle politique allemande, à un remaniement modifié l'accent.

M. Ramsay MacDonald procédera, en ce qui concerne le problème de désarmement, de tous les éléments de la nouvelle politique allemande, à un remaniement modifié l'accent.

M. Ramsay MacDonald procédera, en ce qui concerne le problème de désarmement, de tous les éléments de la nouvelle politique allemande, à un remaniement modifié l'accent.

LE CONGRES CONFEDERAL

La C. G. T. cherche à définir sa position

Dans cette période de désarroi, les mots d'ordre du passé s'avèrent, de l'avis général, insuffisants

Unanime pour voter une résolution sur la défense des libertés et la lutte contre les dictateurs, le Congrès confédéral s'est ouvert hier soir dans une atmosphère de confiance et de confiance.

Il est en effet apparu au cours du débat sur le rapport moral que des divergences sur ces problèmes séparaient les militants de la C. G. T.

Question de similitude d'abord. Les délégués des syndicats sont beaucoup plus des hommes très jeunes et qui vivent en contact direct avec les milieux populaires, qu'ils ne l'étaient autrefois.

Les tests de la Fédération syndicale internationale, où l'on distingue sans cesse et sans cesse, nous apprenent, ne leur donnent pas satisfaction.

Il est évident que la C. G. T. affirme en aucun cas elle ne participera à une guerre.

D'autre part, la présence du secrétaire de l'organisation anglaise, l'Instituteur, a donné, comme délégué du gouvernement les chefs et les militants. Ils estiment que c'est une erreur à l'indépendance du syndicalisme à l'égard de l'Etat.

Question de réaliser unifier ensuite. Qu'est-ce que la politique de pression légale sur les pouvoirs publics et le pouvoir a apporté de tangible au mouvement confédéral ?

Ici, les mots d'ordre. Alors que certains considèrent comme tout à fait bien présent par le bureau de la C. G. T. d'autres, comme les militants et les représentants des divers syndicats, affirment qu'ils ont beaucoup obtenu et recommandent les méthodes qui ont été employées au sein de la Fédération des Métiers.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

Présence dans les institutions officielles n'est pas un rétablissement, par exemple, les syndicats de la Fédération des Métiers.

Coup de barre à gauche ? ont lancé quelques-uns.

Mais personne n'a encore défini clairement cette formule.

À la soirée le Congrès s'est bien tenu. Dans cette période de troubles, de désarroi, tous les mots d'ordre d'hier sont insuffisants.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

Présence dans les institutions officielles n'est pas un rétablissement, par exemple, les syndicats de la Fédération des Métiers.

Coup de barre à gauche ? ont lancé quelques-uns.

Mais personne n'a encore défini clairement cette formule.

À la soirée le Congrès s'est bien tenu. Dans cette période de troubles, de désarroi, tous les mots d'ordre d'hier sont insuffisants.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

Présence dans les institutions officielles n'est pas un rétablissement, par exemple, les syndicats de la Fédération des Métiers.

Coup de barre à gauche ? ont lancé quelques-uns.

Mais personne n'a encore défini clairement cette formule.

À la soirée le Congrès s'est bien tenu. Dans cette période de troubles, de désarroi, tous les mots d'ordre d'hier sont insuffisants.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

« Au fil de notre temps »

Sujet de concours

L'Amérique de M. Roosevelt n'a pas fini de nous étonner. Avez-vous vu la photographie de « concours du plus long baiser » qui a été prise à l'Exposition de Chicago ?

Les concurrents ont été nombreux et ont tenu pendant une heure et demie, au-dessus de laquelle ils tendent le cou à leur partenaire.

Un autre concours a été organisé par un journal américain. Il s'agissait de trouver le plus long mot qui commence par le même son que le mot « américain ».

Le vainqueur a été trouvé. Le mot est : « américain ».

Un autre concours a été organisé par un journal américain. Il s'agissait de trouver le plus long mot qui commence par le même son que le mot « américain ».

Le vainqueur a été trouvé. Le mot est : « américain ».

Un autre concours a été organisé par un journal américain. Il s'agissait de trouver le plus long mot qui commence par le même son que le mot « américain ».

Le vainqueur a été trouvé. Le mot est : « américain ».

Un autre concours a été organisé par un journal américain. Il s'agissait de trouver le plus long mot qui commence par le même son que le mot « américain ».

Le vainqueur a été trouvé. Le mot est : « américain ».

Un autre concours a été organisé par un journal américain. Il s'agissait de trouver le plus long mot qui commence par le même son que le mot « américain ».

Le vainqueur a été trouvé. Le mot est : « américain ».

Un autre concours a été organisé par un journal américain. Il s'agissait de trouver le plus long mot qui commence par le même son que le mot « américain ».

Le vainqueur a été trouvé. Le mot est : « américain ».

Un autre concours a été organisé par un journal américain. Il s'agissait de trouver le plus long mot qui commence par le même son que le mot « américain ».

LE PROBLEME DES DETTES

Les négociations reprennent entre Londres et Washington

Sir Frédéric Leith Ross s'est embarqué aujourd'hui pour les Etats-Unis

Le conseiller financier du gouvernement britannique, sir Frédéric Leith Ross, est reparti aujourd'hui pour l'Amérique, où il reprendra, avec le président Roosevelt et ses collaborateurs, les négociations interrompues depuis le 15 juin — sur les dettes de guerre de l'Angleterre envers les Etats-Unis.

Si absorbé que l'opinion française puisse être par les extrémités de Genève, c'est à la fois un voyage qu'elle ne peut rendre indifférent. Le problème des dettes, dans l'ordre économique, une importance égale à celle du désarmement dans l'ordre politique. Il n'y a point de doute possible aux difficultés diplomatiques actuelles sans un accord sur le désarmement. Il n'y a point de doute possible aux difficultés diplomatiques actuelles sans un accord sur le désarmement.

Car la reprise économique suppose un développement des échanges qui n'est possible qu'avec des monnaies stables ; la stabilisation des monnaies n'est elle-même concevable que par une entente monétaire entre la France, l'Angleterre et les Etats-Unis. Et comment une telle entente serait-elle possible si le problème des dettes reste un brandon de discorde entre les trois pays ?

C'est donc l'intérêt matériel de la France, comme celui de l'Angleterre et des Etats-Unis eux-mêmes, que de rechercher un règlement acceptable des dettes de guerre. C'est aussi leur intérêt politique. Sans précher une sorte de Sainte-Alliance de « démocrates » en face des « puissances réactionnaires », qui se sont fait jour en Europe et qui menacent si cruellement la tranquillité du Vieux-Monde, il est évident que l'entente monétaire est la première garantie de la paix réelle et durable.

Le gouvernement et l'opposition discutent toujours en vue d'un accord. Les partis proposent de redonner le pouvoir à l'ancien corps exécutif post-guerre, avec mission de choisir un nouveau président, à la place de M. Grant-San-Martin. Mais les étudiants réclament l'adoption d'une formule impliquant un changement de personnalité.

Des bagarres communales ont éclaté aux milieux de ceuve de Matshambo, où les étudiants ont été tués.

La situation reste troublée à Cuba

La Havane, 27 septembre. — L'Association des fils des vétérans de l'indépendance cubaine, se présentant sous le nom de « Ligue des combattants », a été reconnue comme le véritable gouvernement de Cuba. Elle a élu à la tête de l'A. D. C. mais celle-ci aurait refusé.

Le gouvernement et l'opposition discutent toujours en vue d'un accord. Les partis proposent de redonner le pouvoir à l'ancien corps exécutif post-guerre, avec mission de choisir un nouveau président, à la place de M. Grant-San-Martin. Mais les étudiants réclament l'adoption d'une formule impliquant un changement de personnalité.

Des bagarres communales ont éclaté aux milieux de ceuve de Matshambo, où les étudiants ont été tués.

Unanime pour voter une résolution sur la défense des libertés et la lutte contre les dictateurs, le Congrès confédéral s'est ouvert hier soir dans une atmosphère de confiance et de confiance.

Il est en effet apparu au cours du débat sur le rapport moral que des divergences sur ces problèmes séparaient les militants de la C. G. T.

Question de similitude d'abord. Les délégués des syndicats sont beaucoup plus des hommes très jeunes et qui vivent en contact direct avec les milieux populaires, qu'ils ne l'étaient autrefois.

Les tests de la Fédération syndicale internationale, où l'on distingue sans cesse et sans cesse, nous apprenent, ne leur donnent pas satisfaction.

Il est évident que la C. G. T. affirme en aucun cas elle ne participera à une guerre.

D'autre part, la présence du secrétaire de l'organisation anglaise, l'Instituteur, a donné, comme délégué du gouvernement les chefs et les militants. Ils estiment que c'est une erreur à l'indépendance du syndicalisme à l'égard de l'Etat.

Question de réaliser unifier ensuite. Qu'est-ce que la politique de pression légale sur les pouvoirs publics et le pouvoir a apporté de tangible au mouvement confédéral ?

Ici, les mots d'ordre. Alors que certains considèrent comme tout à fait bien présent par le bureau de la C. G. T. d'autres, comme les militants et les représentants des divers syndicats, affirment qu'ils ont beaucoup obtenu et recommandent les méthodes qui ont été employées au sein de la Fédération des Métiers.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

Présence dans les institutions officielles n'est pas un rétablissement, par exemple, les syndicats de la Fédération des Métiers.

Coup de barre à gauche ? ont lancé quelques-uns.

Mais personne n'a encore défini clairement cette formule.

À la soirée le Congrès s'est bien tenu. Dans cette période de troubles, de désarroi, tous les mots d'ordre d'hier sont insuffisants.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

Présence dans les institutions officielles n'est pas un rétablissement, par exemple, les syndicats de la Fédération des Métiers.

Coup de barre à gauche ? ont lancé quelques-uns.

Mais personne n'a encore défini clairement cette formule.

À la soirée le Congrès s'est bien tenu. Dans cette période de troubles, de désarroi, tous les mots d'ordre d'hier sont insuffisants.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

Présence dans les institutions officielles n'est pas un rétablissement, par exemple, les syndicats de la Fédération des Métiers.

Coup de barre à gauche ? ont lancé quelques-uns.

Mais personne n'a encore défini clairement cette formule.

À la soirée le Congrès s'est bien tenu. Dans cette période de troubles, de désarroi, tous les mots d'ordre d'hier sont insuffisants.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

Présence dans les institutions officielles n'est pas un rétablissement, par exemple, les syndicats de la Fédération des Métiers.

Coup de barre à gauche ? ont lancé quelques-uns.

Mais personne n'a encore défini clairement cette formule.

À la soirée le Congrès s'est bien tenu. Dans cette période de troubles, de désarroi, tous les mots d'ordre d'hier sont insuffisants.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

Présence dans les institutions officielles n'est pas un rétablissement, par exemple, les syndicats de la Fédération des Métiers.

Coup de barre à gauche ? ont lancé quelques-uns.

96, AVENUE DE LONDRES

LE CONGRES CONFEDERAL

La C. G. T. cherche à définir sa position

Dans cette période de désarroi, les mots d'ordre du passé s'avèrent, de l'avis général, insuffisants

Unanime pour voter une résolution sur la défense des libertés et la lutte contre les dictateurs, le Congrès confédéral s'est ouvert hier soir dans une atmosphère de confiance et de confiance.

Il est en effet apparu au cours du débat sur le rapport moral que des divergences sur ces problèmes séparaient les militants de la C. G. T.

Question de similitude d'abord. Les délégués des syndicats sont beaucoup plus des hommes très jeunes et qui vivent en contact direct avec les milieux populaires, qu'ils ne l'étaient autrefois.

Les tests de la Fédération syndicale internationale, où l'on distingue sans cesse et sans cesse, nous apprenent, ne leur donnent pas satisfaction.

Il est évident que la C. G. T. affirme en aucun cas elle ne participera à une guerre.

D'autre part, la présence du secrétaire de l'organisation anglaise, l'Instituteur, a donné, comme délégué du gouvernement les chefs et les militants. Ils estiment que c'est une erreur à l'indépendance du syndicalisme à l'égard de l'Etat.

Question de réaliser unifier ensuite. Qu'est-ce que la politique de pression légale sur les pouvoirs publics et le pouvoir a apporté de tangible au mouvement confédéral ?

Ici, les mots d'ordre. Alors que certains considèrent comme tout à fait bien présent par le bureau de la C. G. T. d'autres, comme les militants et les représentants des divers syndicats, affirment qu'ils ont beaucoup obtenu et recommandent les méthodes qui ont été employées au sein de la Fédération des Métiers.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

Présence dans les institutions officielles n'est pas un rétablissement, par exemple, les syndicats de la Fédération des Métiers.

Coup de barre à gauche ? ont lancé quelques-uns.

Mais personne n'a encore défini clairement cette formule.

À la soirée le Congrès s'est bien tenu. Dans cette période de troubles, de désarroi, tous les mots d'ordre d'hier sont insuffisants.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

Présence dans les institutions officielles n'est pas un rétablissement, par exemple, les syndicats de la Fédération des Métiers.

Coup de barre à gauche ? ont lancé quelques-uns.

Mais personne n'a encore défini clairement cette formule.

À la soirée le Congrès s'est bien tenu. Dans cette période de troubles, de désarroi, tous les mots d'ordre d'hier sont insuffisants.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

Présence dans les institutions officielles n'est pas un rétablissement, par exemple, les syndicats de la Fédération des Métiers.

Coup de barre à gauche ? ont lancé quelques-uns.

Mais personne n'a encore défini clairement cette formule.

À la soirée le Congrès s'est bien tenu. Dans cette période de troubles, de désarroi, tous les mots d'ordre d'hier sont insuffisants.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

Présence dans les institutions officielles n'est pas un rétablissement, par exemple, les syndicats de la Fédération des Métiers.

Coup de barre à gauche ? ont lancé quelques-uns.

Mais personne n'a encore défini clairement cette formule.

À la soirée le Congrès s'est bien tenu. Dans cette période de troubles, de désarroi, tous les mots d'ordre d'hier sont insuffisants.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

96, AVENUE DE LONDRES

LE CONGRES CONFEDERAL

La C. G. T. cherche à définir sa position

Dans cette période de désarroi, les mots d'ordre du passé s'avèrent, de l'avis général, insuffisants

Unanime pour voter une résolution sur la défense des libertés et la lutte contre les dictateurs, le Congrès confédéral s'est ouvert hier soir dans une atmosphère de confiance et de confiance.

Il est en effet apparu au cours du débat sur le rapport moral que des divergences sur ces problèmes séparaient les militants de la C. G. T.

Question de similitude d'abord. Les délégués des syndicats sont beaucoup plus des hommes très jeunes et qui vivent en contact direct avec les milieux populaires, qu'ils ne l'étaient autrefois.

Les tests de la Fédération syndicale internationale, où l'on distingue sans cesse et sans cesse, nous apprenent, ne leur donnent pas satisfaction.

Il est évident que la C. G. T. affirme en aucun cas elle ne participera à une guerre.

D'autre part, la présence du secrétaire de l'organisation anglaise, l'Instituteur, a donné, comme délégué du gouvernement les chefs et les militants. Ils estiment que c'est une erreur à l'indépendance du syndicalisme à l'égard de l'Etat.

Question de réaliser unifier ensuite. Qu'est-ce que la politique de pression légale sur les pouvoirs publics et le pouvoir a apporté de tangible au mouvement confédéral ?

Ici, les mots d'ordre. Alors que certains considèrent comme tout à fait bien présent par le bureau de la C. G. T. d'autres, comme les militants et les représentants des divers syndicats, affirment qu'ils ont beaucoup obtenu et recommandent les méthodes qui ont été employées au sein de la Fédération des Métiers.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

Présence dans les institutions officielles n'est pas un rétablissement, par exemple, les syndicats de la Fédération des Métiers.

Coup de barre à gauche ? ont lancé quelques-uns.

Mais personne n'a encore défini clairement cette formule.

À la soirée le Congrès s'est bien tenu. Dans cette période de troubles, de désarroi, tous les mots d'ordre d'hier sont insuffisants.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

Présence dans les institutions officielles n'est pas un rétablissement, par exemple, les syndicats de la Fédération des Métiers.

Coup de barre à gauche ? ont lancé quelques-uns.

Mais personne n'a encore défini clairement cette formule.

À la soirée le Congrès s'est bien tenu. Dans cette période de troubles, de désarroi, tous les mots d'ordre d'hier sont insuffisants.

Quant à l'ordre du jour, il est évident que les militants des congrès ont eu à cœur de réclamer une action plus vigoureuse.

Présence dans les institutions officielles n'est pas un rétablissement, par exemple, les syndicats de la Fédération des Métiers.

Coup de barre à gauche ? ont lancé quelques-uns.







7<sup>e</sup> ANNEE — N° 31.

# Notre Temps

Directeurs : JEAN LUCHAIRE & EDOUARD PFEIFFER  
Rédacteur en Chef : JACQUES CHABANNES

Quotidien du soir

96, AVENUE  
Etoile 06.47.3

## Deuxième journée de crise Les jeux stériles de la politique doivent maintenant cesser

Les jeux de la politique continuent. Nous leur devons déjà, après tant d'autres, les joies douteuses de la présente crise ministérielle. La France ne serait pas aujourd'hui dépourvue de gouvernement, si l'intransigeance dogmatique des leaders de la majorité socialiste n'était sans venue épauler la volonté de revanche, non moins intransigeante, dont sont animés les chefs de l'opposition « nationale ». M. Léon Blum et ses amis voulaient imposer leurs conceptions économiques et fiscales. MM. Marin et Tardieu voulaient, à terme, imposer leurs personnes. Si M. l'ardecu seut maintenant écrire que le rôle de la minorité commence enfin dans la présente législature, il le doit à la politique des S. F. I. O. Et si la majorité des S. F. I. O. a pu prononcer la chute de M. Daladier, elle le doit à l'appui de la droite. Politique « doctrine » et politique démagogique ont fait alliance. De cette alliance, le pays supporte les frais.

Le « néo » ou « archéo » socialiste qui ont eu, eux, le rare mérite de ne point abandonner le ministère radical à la coalition négative des extrémistes. Le problème réel n'est pas là. Quand bien même surviendrait-on à coalier les forces antisocialistes, on n'aurait pas avancé d'un millimètre vers le redressement financier et vers la détermination d'un programme gouvernemental d'action constructive, car nulle pensée n'est commune à la fois aux radicaux et aux conservateurs. Quant à rejeter vers le bercail orthodoxe les socialistes qui viennent de s'en éloigner, c'est là une bien singulière tactique. Peut-être le distingué député de l'Yonne pense-t-il (mais nous ne parsons point sur « accoutumés ») qu'il offre ainsi à M. Léon Blum les présents d'Antaxartes...

En ce qui concerne le redressement financier — toute question de technique mise à part — une seule chose doit être affirmée : il importe que le gouvernement de demain établisse un plan ne présentant ni l'inflation ou à la dévaluation aucune fissure. Un plan conforme à la doctrine radicale, il en verra bien à l'heure où le Palais-Bourbon ne présentera qu'un adopter.

## ECONOMIE AMERICAINE M. Roosevelt dirige l'or

La politique de la « Reconstruction Finance Corporation » a été inaugurée aujourd'hui

Dans le discours qu'il a prononcé dimanche le président Roosevelt avait annoncé une nouvelle politique monétaire dont le but serait l'achat ou la vente de l'or par la Reconstruction Finance Corporation. Cette politique a été inaugurée aujourd'hui.

Les buts immédiats du système

Que signifie cette autorisation ? Parlons un langage simple. An cours qui était pratiqué hier sur le marché des changes, une once d'or valait environ vingt dollars. Si la Finance Corporation offre maintenant trente, trente et un ou trente-deux dollars pour une once d'or, il est clair que le dollar va diminuer et que les prix intérieurs, exprimés en dollars, auront tendance à s'élever.

Si, au contraire, la Finance Corporation accepte de céder une once d'or pour vingt-huit ou vingt-sept dollars, la valeur du dollar s'augmentera d'autant, et les prix intérieurs tendront au contraire à baisser.

La nouvelle politique américaine a donc pour principe et pour objet la libre détermination de la valeur du dollar et des prix intérieurs par le gouvernement fédéral.

Après avoir bien le but immédiat de cette innovation. Récentement les prix des matières premières, que M. Roosevelt a toujours voulu faire monter pour permettre aux producteurs de payer leurs dettes, ont très sensiblement fléchi. Au même moment, par suite des circonstances extérieures, la baisse du dollar, qui est un des moyens d'obtenir la hausse des prix, a cessé, et le dollar s'est relevé sur le marché des changes. C'est à ce double phénomène que M. Roosevelt a voulu mettre fin. En baissant le dollar, qui s'est arrêté sur le marché libre des changes, il l'imposera de nouveaux en achetant de l'or à un prix supérieur au cours mondial. Et la hausse des prix, du moins il l'espère, en résultera automatiquement, pour le plus grand bénéfice des producteurs et surtout des premiers, dont le mécontentement s'est si vivement manifesté ces jours derniers.

En ce sens, avec une ténacité qui force évidemment l'admiration, M. Roosevelt poursuit l'effort qu'il a commencé en mars dernier. Il a répondu par des succès aux difficultés qu'il a trouvées en son arrive au pouvoir. Il a répondu par des succès nouvelles aux difficultés nées de ses premières mesures. Il continue.

Pierre BROSSETTE.  
(Voir la suite en 2<sup>e</sup> page)

## COCKT Ordre et p... sur les p...

La possibilité de la d...  
par une grande puissance...

(De notre envoyé spécial)  
Tallin-Réval, octobre 1933. — Nous gardons des pays baltiques un souvenir des plus sympathiques, notamment de celui de l'Estonie et de la Finlande, qui nous ont permis de nous rendre dans ce pays de notre jeune Europe, à l'hospitale hospitalité de Tallin, qui aux impressions les plus agréables nous a permis de nous rendre à la capitale.

Il n'est pas de pays où l'on ait vu de si nombreux alliés de l'occupation. Mais, aujourd'hui, les services publics, douane, police, transports, etc., fonctionnent d'une manière parfaite. Dans les transports, avec les minorités, durement éprouvées par les réformes agraires, il y a une détente à signaler.

C'est l'ordre qui règne dans ce pays, c'est la paix. La paix, les Finlandais, Estoniens, Lettons et Lithuaniens y attachent le prix qu'elle mérite. Fidèles aux principes de la Société internationale, ils s'efforcent d'arriver à cette Union Baltique, qui sera dès 1918 sur l'ordre du jour de nos conférences : celles de Riga, Helsinki, Vainpille et Genève.

Nous avons déjà constaté que les principales obstacles sur cette voie de l'organisation régionale de la paix dans l'absence de relations diplomatiques entre la Pologne et la Lithuanie. Nous avons vu que les possibilités d'arriver à une entente à Genève, dans deux ans, n'ont guère de chances de se réaliser.

En ce sens, avec une ténacité qui force évidemment l'admiration, M. Roosevelt poursuit l'effort qu'il a commencé en mars dernier. Il a répondu par des succès aux difficultés qu'il a trouvées en son arrive au pouvoir. Il a répondu par des succès nouvelles aux difficultés nées de ses premières mesures. Il continue.

Le Bureau de la Conférence genevoise se réunit aujourd'hui

Genève, 25 octobre. — La réunion du bureau de la Conférence du Désarmement, fixée pour aujourd'hui, va avoir à l'heure de l'avenir de ses travaux.

La Grande-Bretagne est favorable à un court armement. La crise ministérielle française et l'absence à Genève de M. Paul-Boncour contribuent à cette décision.

On sait, d'autre part, que certains pays, tels que la Suisse, l'Autriche, la Hongrie, la Finlande, désirent un armement sans date, mais M. Norman Davis, qui a fait dans ce sens une déclaration catégorique à M. Henderson, est d'accord avec la France et l'Angleterre pour une suspension prochaine des débats.

« La Conférence continue », a dit sir John Simon. Mais mise pendant quelque temps — jusqu'au lendemain du 30 novembre au moins — en attendant, elle permettra aux chanceliers de procéder à des échanges de vues par la voie diplomatique ordinaire.

Les délégués des grandes puissances se sont réunis ce matin individuellement auprès de M. Henderson pour échanger avec lui le mode de travail à adopter.

## M. Lebrun a appelé M. Albert Sarraut

A 14 heures, la voiture présidentielle fait son apparition dans la cour de l'Elysée. Accompagné, selon le rite habituel, par le secrétaire général de la présidence de la République, M. Albert Sarraut, sénateur de l'Aude, est immédiatement introduit chez le chef de l'Etat.

Il est assez difficile de se faire une idée de la confusion qui règne dans les milieux politiques.

Ce n'est naturellement pas l'enthousiasme de 1932. Ce n'est pas non plus la panique de 1926. C'est l'ambiance du Directoire !

Tous s'accordent cependant pour reconnaître qu'on ne saurait tenir pour réglable le fait que trente S. F. I. O. aient, malgré la certitude d'exclusion, suivi Daladier. D'aucuns regardent vers les républicains modérés — malgré leur attitude de l'autre nuit — républicains de gauche — où l'on peut la surprise de constater des abandons de la dernière heure, — gauche radicale, où un ambassadeur, pressé de jouer un rôle, comble Cathala et réussit Mascart !

A l'entrée des couloirs qui conduisent à la salle des séances du Palais-Bourbon on a pu saisir deux bêtes : celle de Jaurès et celle de la dernière heure, — gauche radicale, où un ambassadeur, pressé de jouer un rôle, comble Cathala et réussit Mascart !

« Comme un brouillard léger que l'aurore soulève, nous allons rapidement la loge de la grande scène où, se tient de ce qu'elle appelle grimes et une sainte fatigue », Mme Cécile Sorel nous accueille avec la meilleure grâce du monde.

Cette veuve ? Une merveille ! s'écrie-t-elle sans ambages, c'est toute une autre époque que celle d'aujourd'hui, de charme, de noblesse que nous revivons sur la scène ! Tout le préquel nous revivons sur la scène ! Tout le préquel nous revivons sur la scène !

## Ce matin à l'Elysée

Le président de la République a repris ce matin ses consultations. Dans l'après-midi, le chef de l'Etat avait reçu successivement MM. Blervens-Martin, Yves Delbois, sénateur ordinaire de Charente, Léon Blum, Louis Barthou, André Tardieu, Louis Marin.

La conclusion qu'il semble qu'on doit tirer de l'ensemble de ces consultations est que la crise sera difficile à dénouer et que le nouveau gouvernement ne s'appuie pas sur une majorité élargie vers le centre.

C'est ainsi que M. de Chappedelaine vient prononcé nettement pour un gouvernement de concentration. M. André Tardieu pour un gouvernement dont les socialistes seraient, résolument écartés, M. Blervens-Martin pour un gouvernement de gauche et M. Louis Barthou, très remarqué, pour un ministère radical.

(Voir la suite en dernière heure)

## Célimène, Watteau & Co au Casino de Paris

Cécile Sorel veut continuer à défendre, au music-hall, la grande tradition du goût français

Comme il est bon à la grâce classique de Mme Cécile Sorel ce beau parc à la française baigné d'une atmosphère diaphane où, parmi les fleurs et les hautes de coudes, dansent sur les vieux rythmes de délicieuses jeunes filles en robes à panier.

Conquis par le charme gracieux qui émane de cette reconstruction, aimable comme un Watteau, auteurs et acteurs s'y complaisent et restent l'œuvre et le plaisir avec la persévérance des gens convaincus que la perfection est de ce monde.

Ceci Sorel prend entre ses mains qui sont d'une étonnante finesse une couronne qui s'éclaircit la forme d'un casque, mais d'un casque de plumes — rouges.



6<sup>e</sup> ANNEE. — N° 39

# Notre Temps

Directeurs : JEAN LUCHAIRE & EDOUARD PFEIFFER  
Rédacteur en Chef : JACQUES CHABANNES

Quotidien du soir

96, AV. DE LA LIBÉRATION

AU-DESSUS DU JEU DES PARTIS

## Défendre ? Conserver ? Les jeunes repoussent ces verbes... passifs

Qu'on propose à la jeunesse une nouvelle conscience nationale, une nouvelle structure politique et sociale : elle répondra

Il a été relativement facile à Mussolini de galvaniser la jeunesse italienne et relativement facile à Hitler de mobiliser la jeunesse allemande : le Duce, comme le Führer, pouvaient proclamer le dynamisme de leurs fidèles contre des adversaires passifs. Ils montraient des objectifs simples : la destruction d'un régime politique, l'éviction violente du personnel servant ce régime. Leurs tâches et leurs méthodes respectives étaient révolutionnaires.

Déjà, un Staline en Russie se trouve devant une tâche moins aisée. Il ne s'agit plus, pour lui et pour ses collaborateurs, d'exciter la jeunesse soviétique contre un système et contre des hommes. Il s'agit d'enthousiasmer les nouvelles générations de l'U. R. S. S. pour un travail de construction lente et pénible. Il s'agit d'apprendre à de jeunes êtres la lutte contre la pression des réalités et contre la tristesse des choses.

Si, enfin, on se penche devant les obstacles que rencontreront, en France, les hommes qui voudraient allier et orienter le dynamisme latent de la jeunesse française, on constate que la tâche est infiniment difficile, plus difficile que partout ailleurs.

Abattez par la force le régime républicain ? Anéantir les institutions parlementaires ? Supprimer le suffrage universel et les libertés démocratiques ? Demander un roi ou un dictateur ? S'il y a quelques démocrates en mal de publicité ou en quête de souscriptions pour le proposer, il n'y a pas un Français sur mille pour apporter la moindre réponse affirmative à l'une de ces interrogations. La France a fait une grande révolution et quelques petites pour réaliser la République, pour installer ou réinstaller le Parlement, pour conquérir le suffrage universel et pour consolider ses libertés. Elle ne saurait revenir en arrière. Paris poursuit, à la rigueur, s'emballer pour un cheval blanc. La province, elle, opposerait à toute divagation de cette nature une invincible résistance.

**Réformisme**  
C'est donc dans le sens d'un perfectionnement de nos institutions, et par la méthode du réformisme, que doit se manifester l'ardeur de notre jeunesse. Ces perfectionnements, ils peuvent être extrêmement profonds, et bouleverser, avec les cadres actuels, toutes les habitudes, toutes les valeurs héritées de l'avant-guerre. Ces réformes, elles peuvent exiger la pression énergique d'une minorité résolue à agir en présence de majorités exclusivement négatives ou conservatrices. Mais il est impossible d'offrir à la jeunesse française des mots d'ordre élémentaires tels que : « Détruisons le régime, chassons les représentants ! » Il faut, au contraire, miser en ténacité réformatrice les élans révolutionnaires. Il faut, également, sans décourager le dynamisme des jeunes, y ajouter le sens des nuances, la notion de la relativité, le goût des techniques d'adaptation.

Le non-conformisme italien de Mussolini, le non-conformisme allemand de Hitler, ont eu besoin de troupes d'assaut. Le non-conformisme français a besoin d'ajusteurs.

Seulement, ces ajusteurs se décroberont ou s'endorment s'ils ne travaillent pas dans une atmosphère de révolution spirituelle et si, au verbe insupportable « défendez », ceux qui les appellent ne substituent pas le verbe séduisant : créer.

Il faut créer une communion populaire unissant masses et élites pour la réforme de l'Etat et des institutions, à la place de ces rivalités d'intérêts et de ces disputes de classes que l'Etat n'arrive plus à arbitrer, voire à contenir. Le syndicalisme ne peut ni être combattu ni être laissé libre d'entraver la marche normale des affaires publiques. Les associations d'intérêts ne peuvent ni être supprimées ni être laissées libres d'exercer sur le législatif et sur l'exécutif un chantage perpétuel. Notre régime a conservé les cadres qui lui avaient été donnés lorsque la politique primait réellement l'économie. Aujourd'hui, les rôles ont été renversés, l'économique a grandi, est devenu indispensable de lui faire au grand tour, à l'intérieur de l'Etat, sa place légitime. Sans quoi il continuera à s'effriter dans les cadres politiques et à les pourrir.

Il faut enfin s'attaquer résolument à la réforme de notre enseignement et de notre pédagogie. Méthodes surannées, programmes surchargés, idéologies dépassées : tout cela contribue à faire grandir nos enfants dans un climat physiquement malsain et moralement menaçant — ce qui nous prépare de très graves lendemains. Lendemain grave, aussi, que nous fait naître l'insuffisante protection accordée au développement de la race — si altérieurement surveillé dans la plupart des autres pays. Nulle dépense n'est plus utile, plus féconde, que celle consacrée aux études, aux camps, de vacances, aux stades, aux camps de vacances. Les jeunes ont besoin de se dévoter aujourd'hui, avec gravité, à un idéal. Mais ils ont aussi besoin d'air et de lumière.

**En un mot...**  
En un mot, créer une nouvelle conscience nationale, une nouvelle structure sociale et politique, une nouvelle éducation.

Tâche immense, rébarbative par la multiplicité et la délicatesse de ses aspects. C'est pourtant en y appelant la jeunesse par les paroles et par l'exemple qu'on mettra notre pays en pleine sécurité, parce que sur sa position d'offensive intellectuelle.

Se borner à vouloir défendre les frontières, défendre la démocratie, défendre nos commodités quotidiennes, bref, se borner à conserver ne fera pas circuler dans nos veines du sang frais et ardent.

Les tempêtes voisines soulèvent, certes, des miasmes empoisonnés. Mais elles aident aussi des vents du large. En leur fermant les fenêtres de notre vieille tour d'ivoire, nous oterions peut-être l'asphyxie.

JEAN LUCHAIRE.

## Les ministres se réunissent en conseil de cabinet

Aujourd'hui, à 16 heures, se tient, au ministère de la Marine, un nouveau conseil de cabinet.

Le gouvernement mettra au point la déclaration ministérielle que M. Sarraute lira demain à la Chambre, et M. Dalimier au Sénat.

Seulement, ces ajusteurs se décroberont ou s'endorment s'ils ne travaillent pas dans une atmosphère de révolution spirituelle et si, au verbe insupportable « défendez », ceux qui les appellent ne substituent pas le verbe séduisant : créer.

PARIS AU CIMETIERE

## Le jour des Morts

La ville rend aux nécropoles son pieux hommage automnal

La foule parisienne rend aujourd'hui un pieux hommage à ceux qui ne sont plus.

Déjà, hier, la fête de la Toussaint avait rassemblé dans tous les cimetières de Paris et de banlieue des parents et des amis émus, qui venaient fleurir les tombes de leurs morts.

Les chrismes et les timbres bleus démontaient les regrets et les souvenirs vivaces.

A côté des hommages privés, de nombreuses commémorations officielles se sont déroulées au cours de la journée, notamment à l'ère de Triomphe, sur la tombe du soldat inconnu.

Aux Invalides, le conseil municipal vient s'incliner devant les tombeaux des maréchaux Joffre et Foch et le monument du maréchal Gallieni.

De nombreuses délégations d'anciens combattants, de mutilés, ont fleuri les tombes de leurs camarades.

Un cimetière parisien de Pantin, l'Association France-Grande-Bretagne s'est rendue en pèlerinage aux monuments commémoratifs de la Grande Guerre.

Des délégations ont rendu hommage aux soldats américains morts pour la France.

Tous les cimetières ont connu une affluence considérable; le Père-Lachaise a enregistré 107.630 entrées.

## M. Henderson aux obsèques de M. Painlevé

Genève, 2 novembre. — M. Arthur Henderson, président de la Conférence du Désarmement, se rendra à Londres pour la rentrée des Communés, qui aura lieu mardi.

M. Henderson, à son passage à Paris samedi, assistera aux obsèques de M. Paul Faucher.

## M. Salo est nommé ambassadeur du Japon à Paris

Tokio, 2 novembre. — De l'Agence M. Hachiro Arita, ancien sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, est nommé ambassadeur au Japon. Brève en remplacement de M. Naotake Sato, nommé ambassadeur du Japon à Paris.

## VERS UNE NOUVELLE FRANCE. — III

### Peut-on créer une économie complémentaire

Aux jours où demandent que nos colonies s'orientent dans le sens d'une économie complémentaire de celle de la métropole, on ne manque pas d'opposer quelque objection de fait très pertinentes, en apparence.

Supposons la crise actuelle largement résolue, leur disent certains esprits soucieux de bilans exacts. Supposons même qu'une politique judicieuse, qui combinerait adroitement les droits de douane, les taxes de compensation, les crédits et la propagande nous permette d'obtenir à la fois, dans nos territoires d'outre-mer, la réduction des cultures qui concurrencent les produits de notre vieux sol et l'accroissement parallèle des activités qui pourraient nous être utiles.

Supposons enfin que notre domaine colonial soit, selon la vieille formule, « mis en valeur ». Nous serions encore bien loin de l'économie complémentaire.

Un tableau comparatif des besoins de la métropole et des possibilités de ses possessions nous démontre directement la preuve, affirmativement.

La France importe essentiellement des combustibles et des minéraux (pétrole, charbon, cuivre, manganèse, nickel, plomb, zinc, étain, soufre, etc.), des matières premières pour ses industries

ter, politique douanière. M. Prouvaire a ce propos que la limitation de production coloniale avait été émise par la France, nos industriels auraient pas moins dû pour assurer l'approvisionnement complet, et récupérer tonnes de caoutchouc à l'étranger. Soyons donc justes quand nous nous de l'Empire français, observés nos statistiques, et voyons surtout regarder nos relations avec nos colonies reparties dans l'ancien l'univers.

Ses arguments fondés sur une notion précise des réalités, il nous donnent un coup de frein, et nous empêchent d'être trop enthousiastes et impétueux.

Cependant vale-t-elle pour dire qu'Est-il possible, par exemple, d'exporter les richesses latentes des Antilles, de les transformer en jus par quelques expéditions supplémentaires d'agrumes et d'arachides ?

Mais, avant de discuter l'éventualité d'être du présent, quel est le présent de nos colonies ?

Alors que, de 1929 à 1932, le minéral faisait tomber nos exportations à l'étranger de cinquante millions de francs, nos importations de charbon, de pétrole, de zinc, de nickel, de plomb, de cuivre, de soufre, de caoutchouc, de matières premières pour ses industries

EN ANGLETERRE

## Une nette victoire des travaillistes aux élections municipales

Il est probable que ce regain du grand parti de gauche aura une influence sur la politique du Foreign Office

L'annonce du prochain débat à la Chambre des Communes, sur la loi qui réorganise le cabinet MacDonald, a été, depuis quelques jours, dans toute la presse anglaise, des commentaires passionnés.

Tous les journaux ont publié de longs articles et des lettres ouvertes des personnalités les plus notables de la politique britannique sur les relations franco-anglaises et, en résumé, sur l'avenir de la paix européenne.

Les journaux travaillistes réclament l'application intégrale du pacte de la S. D. N., les journaux conservateurs, prévoyant l'échec de la conférence de désarmement, s'inquiètent de l'isolement britannique.

En effet, depuis le retrait de l'Allemagne de la S. D. N., et surtout depuis les discours répétés du chancelier Hitler faisant des avances répétées à la France, les journaux travaillistes ont fait entre la France et l'Allemagne, les meilleurs conservateurs ne dissimulent pas leurs appréhensions.

## Hitler contre l'Angleterre

Il est certes vrai que dans leurs discours les dirigeants actuels du Reich en faisant des avances répétées à la France, non seulement n'ont eu à l'égard de la Grande-Bretagne nulle allusion conciliante, mais encore n'ont pas manqué d'exprimer leur amertume sur l'attitude de l'opinion anglaise à propos du procès de Leipzig et des réformes israéliètes. Sur un autre terrain, l'insolent Simon von Neurath a été, lui aussi, fort significatif.

Le malaise ressenti dans toute l'Angleterre sur l'avenir de la politique pratiquée par le Foreign Office est, par conséquent, très compréhensible. Cependant, dit le Times, et il n'y a aucune raison pour que le gouvernement anglais, pris de panique, change de politique sous le seul prétexte que l'organisation collective de la paix, qui doit demeurer l'idéal suprême, se trouve pour le moment en veilleuse. L'inquiétude ne serait justifiée que si le cabinet suivait l'avis de ses adversaires et condamna la nation soit à l'impuissance, soit à l'isolement.

Pour le grand organe de la Cité, « l'impuissance n'a pu être que le résultat de la politique préconisée par les travaillistes, « l'isolement », la conséquence

de la politique réclamée par l'élite des conservateurs.

De les travaillistes viennent de porter dans élections municipales une victoire sans précédent. L'organe des conservateurs, le Times, a écrit, après avoir analysé les résultats de ces élections, que les travaillistes ont obtenu une nette victoire sur les conservateurs, par 106 sièges, contre 26 sièges, dans 201 communes.

## La réaction du cabinet

Ces élections ont produit des réactions dans la politique de Sir John Simon. Directeur, certes non, indirecte, sans caractère tout gouvernement, sous l'œil de l'opinion, autre le poids de ses discours. Mais les résultats ont indiqué l'opinion moyenne de la population.

Le Times a écrit, à propos de ces élections, que le résultat est une victoire pour les travaillistes, et que le résultat est une victoire pour les travaillistes, et que le résultat est une victoire pour les travaillistes.

Comment va-t-on agir le gouvernement de Sir John Simon ? Le résultat de ces élections a-t-il influencé le cabinet ?

Comment va-t-on agir le gouvernement de Sir John Simon ? Le résultat de ces élections a-t-il influencé le cabinet ?

Comment va-t-on agir le gouvernement de Sir John Simon ? Le résultat de ces élections a-t-il influencé le cabinet ?

Comment va-t-on agir le gouvernement de Sir John Simon ? Le résultat de ces élections a-t-il influencé le cabinet ?

Comment va-t-on agir le gouvernement de Sir John Simon ? Le résultat de ces élections a-t-il influencé le cabinet ?

Comment va-t-on agir le gouvernement de Sir John Simon ? Le résultat de ces élections a-t-il influencé le cabinet ?

Comment va-t-on agir le gouvernement de Sir John Simon ? Le résultat de ces élections a-t-il influencé le cabinet ?

Comment va-t-on agir le gouvernement de Sir John Simon ? Le résultat de ces élections a-t-il influencé le cabinet ?

Comment va-t-on agir le gouvernement de Sir John Simon ? Le résultat de ces élections a-t-il influencé le cabinet ?

Comment va-t-on agir le gouvernement de Sir John Simon ? Le résultat de ces élections a-t-il influencé le cabinet ?

Comment va-t-on agir le gouvernement de Sir John Simon ? Le résultat de ces élections a-t-il influencé le cabinet ?

Comment va-t-on agir le gouvernement de Sir John Simon ? Le résultat de ces élections a-t-il influencé le cabinet ?







Le départ de Robert Lange en 1935 sur fond de crise italo-éthiopienne.  
Lucaire, « Deux lettres, deux politiques, un même but, la paix. » *Notre Temps*, n°576, 25/10/1935.

ROBERT LANGE QUITTE LA DIRECTION DE "NOTRE TEMPS"

# DEUX LETTRES, DEUX POLITIQUES, UN MÊME BUT : LA PAIX

Ce journal revendique le droit de n'être pas d'accord avec  
tous ses amis et de le leur dire

A JEAN LUCHAIRE

Mon Cher Ami,

Je vous confirme notre conversation de l'autre jour.

Je vous adresse ma démission de Directeur-adjoint de « Notre Temps ».

Je n'oublie pas la cordialité de l'accueil qui me fut fait lorsque, il y a quelque quinze mois, je suis revenu à « Notre Temps ». Je n'oublierai jamais le libéralisme de votre attitude qui me permit d'écrire toujours sous ma signature ce que je pensais, même quand nos opinions sur un sujet semblaient difficiles à concilier. Nous avons connu de fréquentes divergences sur le plan de la politique intérieure, car j'ai estimé à beaucoup de reprises — et je vous l'ai dit — que vous faisiez entre les diverses valeurs politiques et intellectuelles des confusions que je trouvais très malheureuses. Il y a, selon moi, dans les partis politiques, dans les forces syndicales, dans cet ensemble d'éléments qu'à groupés le rassemblement populaire du 14 Juillet, une puissance et une qualité qu'on a grand tort de sous-estimer et que je ne vous ai pas vu discuter sans un profond regret, car je vous voyais là d'accord avec une campagne de la grande presse capitaliste dont je vous avais entendu, à d'autres heures, dire tous les méfaits.

Mais c'est surtout sur les affaires internationales que nous voici aujourd'hui divisés.

Je considère que le titre de votre dernier article, malgré les efforts que vous me dites avoir faits pour rapprocher nos deux thèses, « La Société des Nations nous doit la Paix et non la Guerre », est un article néfaste. Partisan de tous les rapprochements, je ne rougis pas d'avoir été partisan d'une détente avec l'Italie fasciste et même l'Allemagne hitlérienne. Je ne suis pas belléciste, et jamais je ne ferai un acte qui ne me semble pas favorable à la Paix. Mais j'estime que dans les circonstances présentes, alors que la politique française connaît deux catégories de critiques : celle des partisans des sanctions contre l'agresseur et du respect du Pacte ; celle de ceux qui chantant les louanges de l'Italie ne comprennent pas que l'on ait, une seconde, consenti à considérer l'Éthiopie comme un membre de la S. D. N., dans la mesure où vous teniez à ne pas être en plein accord avec le gouvernement, c'est dans le premier ordre de critiques que,

si j'avais été vous, j'aurais voulu trouver la justification de mon opposition.

Comment en effet peut-on, si l'on examine les choses avec clairvoyance :

1° Considérer comme une simple petite opération coloniale une agression pour laquelle Mussolini décrète la mobilisation de deux millions de personnes ?

2° Ne pas sentir qu'à l'heure où l'Angleterre se rallie aux principes de la sécurité collective, le reniement de notre signature nous conduirait au plus tragique isolement ?

Je ne puis vraiment pas — vous le comprenez — assumer une responsabilité dans un journal qui fait une politique qui est celle-là même, à très peu de chose près, de ces journaux nationalistes qui, par une aveugle insouciance de l'avenir, travaillent aujourd'hui contre la Nation.

Mon amitié pour vous reste grande, et aussi mon admiration pour votre talent ; je n'ai qu'un regret : vous voir le mettre, à cette heure, au service d'une mauvaise cause.

Les objecteurs de conscience de droite cherchent à préparer un nouveau 6 février. Une nouvelle bataille de rues assureraient comme une consultation populaire une immense victoire des forces de gauche. Mais je préfère la victoire sous forme de consultation, à une quelconque effusion de sang.

C'est parce que je crois qu'en donnant des faits une impression inexacte, vous donnez à la conviction qu'ont les nationalistes qu'ils font leur devoir de nouvelles excuses, que je vous apporte cette démission avec mon amicale amertume.

ROBERT LANGE.

Si Robert Lange a écrit la lettre qu'on vient de lire, c'est à ma demande. Dans son affectueuse délicatesse, mais aussi dans sa ferme volonté de ne point partager une attitude que j'étais résolu à ne pas abandonner, Robert Lange voulait se contenter d'explications verbales, et d'une simple suppression de son nom sur la manchette de *Notre Temps*. J'ai insisté pour que notre désaccord fût publiquement expliqué. Puérile vanité de deux hommes attachant à leurs faits et gestes une excessive importance ? Non. Mais, de ma part, conviction que rien n'est plus honorable, plus loyal, plus nécessaire, qu'une explication offerte à un public dont la confiance ne vous a jamais fait défaut. Et, aussi, conviction que ce conflit, en soi, dépassait de beaucoup les

personnalités secondaires des deux journalistes qu'il mettait en cause.

Maintenant, ayant réclamé de Robert Lange qu'il prit la parole, qu'on me permette de la prendre à mon tour — avec une franchise non moins entière et non moins directe.

Il y a une chose que je déteste passionnément depuis que j'ai atteint l'âge de penser : c'est le conformisme (c'est pourquoi, d'ailleurs, n'ai-je jamais pu admettre la discipline impliquée par l'adhésion à un parti). Et il y a une chose que j'aime non moins passionnément : c'est la liberté d'écrire ce que l'on pense, quoi qu'il puisse advenir et quelle que soit l'importance et le nombre de ceux que l'on peut choquer. Là réside toute la raison d'être du journalisme politique, dont on fait trop souvent un frère jumeau de la publicité. Je pousse même mon vice plus loin : j'estime qu'on doit surtout la vérité à ses amis, car se borner à combattre des adversaires est vraiment tâche trop facile... trop conformiste. Jouer les moutons de Panurge, même enragés, est un amusement héroïque dont il me paraît honnête de laisser à d'autres la jouissance. J'ai prouvé, surtout depuis le 6 février 1934, que *Notre Temps* savait se battre pour la démocratie — ou, du moins, pour ce qu'on appelle « la démocratie ». J'estime avoir le droit, lorsque les hommes des partis démocratiques se trompent, de le leur dire franchement sans être accusé de trahir. Et je trouve complètement absurde, lorsque des adversaires ont la chance ou l'adresse de découvrir quelques bonnes positions et quelques thèses justes, de leur laisser le monopole de leur chance et de leur adresse. Si, sous prétexte que votre ennemi a été le premier à employer une arme redoutable, vous persistez à vous battre avec des armes inférieures, vous êtes un niais.

C'est pourquoi aussi, moi qui suis, autant que Robert Lange, partisan du « rassemblement populaire du 14 Juillet » et sympathisant des diverses forces qui le composent, je n'ai pas hésité à discuter certaines faiblesses et certaines fautes de ce rassemblement. J'ai constaté, depuis, que mes observations s'accordaient avec les critiques et les avertissements de Gaston Bergery, père du « Front Commun »...

C'est pourquoi, moi qui suis, autant que Robert Lange, partisan de la Société des Nations et de la paix, je n'ai pas hésité à écrire que les « sanction-

nistes » intégraux ont fait, à la S. D. N. et à la paix, un tort considérable en assimilant le conflit italo-éthiopien à un conflit continental... alors qu'il est un conflit colonial — et ce pour une raison indiscutable : l'Éthiopie est en Afrique. Et, en lisant les déclarations faites par Jacques Doüot au *Cri du Jour*, je constate n'être pas le seul, à gauche, de mon avis. Car le député-maire de Saint-Denis, qui ne passe point pour un fasciste, explique en ces termes les motifs de son hostilité à la politique des sanctions :

Malgré les bonnes raisons de la furia anglaise, nous ne nous sentons pas enthousiasmés par la perspective d'une nouvelle Guerre Sainte, faite au nom du Covenant, mais dirigée contre le Fascisme sous la haute direction de l'Amirauté et de l'Intelligence Service. Nous repons nous résolvons toute mesure qui pourrait entraîner la France dans le conflit. Au surplus, ce conflit est la résultante des marchandages, vieux d'un demi-siècle, entre la France, l'Italie et l'Angleterre. Lorsque Mussolini réclame aujourd'hui le droit de réaliser l'Éthiopie, il ne fait que demander aux parties prenantes le respect de promesses dix fois renouvelées. Il n'est personne d'averti qui prendra au sérieux la pureté des principes anglais et qui soit prêt à se faire tuer la peau pour conserver à Sa Majesté Britannique l'hégémonie sur le canal de Suez. C'est parce que nous ne voulons pas faire le jeu d'un impérialisme contre un autre que nous sommes résolument contre le système de sanctions militaires, même collectives.

Libre à Robert Lange de croire que Bergery dans un cas, que Jacques Doüot et *Notre Temps* dans un autre, font à peu de chose près, la politique des journaux nationalistes. La vérité est autre. La vérité, c'est que la presse asservie aux munitionnaires n'a vu, dans toute cette affaire, qu'une belle occasion pour satisfaire ses trois passions favorites : le fascisme, la haine envers la S. D. N., la haine envers les partis anti-capitalistes, — passions dont on chercherait vainement trace dans nos colonnes ! La presse nationaliste, par malheur, a eu la partie belle. Comme les républicains de France souffrent (depuis 1789 d'ailleurs !) d'une stérile passion pour l'uniformité et que, dès lors, ils s'obstinent à juger la politique internationale comme s'il s'agissait d'une politique intérieure étendue hors de nos frontières, ils sont tombés dans tous les piè-



A LA S. D. N.

LA GRANDE EXPERIENCE

(De notre correspondant à Genève)

Nous voici donc engagés en plein dans l'une des plus grandes expériences de politique internationale de l'après-guerre et, quoi qu'il arrive, les conséquences des événements qui se sont déroulés, ces jours-ci, au bord du lac Léman, pèseront d'un poids redoutable sur les destins de notre pays et sur ceux de l'Europe tout entière. Pour la première fois, le fameux mécanisme des sanctions, prévu par l'article 16, dont on pouvait dire jusqu'à présent : « Sacré, il est, car personne n'y touche ! » vient d'être déclenché contre une grande puissance, reconnue coupable par le Conseil et l'Assemblée de la S. D. N. « d'agression non provoquée, en rupture des obligations, qu'elle avait contractées, en signant le Pacte ».

Et là-dessus, le Comité de Coordination s'est mis au travail et, comme on le sait, il a, tout d'abord, décidé, l'embargo sur les armes et l'interdiction de toute assistance financière à l'Etat reconnu, dans le conflit actuel, comme étant l'agresseur. En ce moment, on élabore une liste de matières premières, qui, à leur tour, seront frappées d'embargo. Cette liste se décompose en trois parties : 1. Métaux et minéraux, qui sont contrôlés presque totalement par les Etats, membres de la S. D. N. Cette partie comprend le manganèse, le chrome, l'étain, les minerais de fer, les ferromanganèses, le tungstène, le molybdène, le vanadium ; 2. Les métaux dont la production n'est pas contrôlée par les Etats membres, soit : l'aluminium, le bauxite, l'acier, le nickel et le zinc. La troisième partie de la liste comprend enfin les matières premières non-métalliques : acide nitrique, nitrate et caoutchouc. Si certaines matières premières, essentielles pour la conduite de la guerre, manquent sur cette dernière liste, ce n'est pas là certes, le fait d'une omission involontaire, mais, bien au contraire, le résultat de considérations très sérieuses. C'est ainsi, qu'une interdiction de livrer du coton, serait sans objet, puisque la presque totalité du coton est contrôlée par les Etats-Unis, qui ne sont pas membres de la Société des Nations et ne seraient, par conséquent, nullement liés par une telle décision. Pour le charbon, c'est la fissure allemande qui serait déterminante. Si les Etats membres se refusaient à livrer du charbon, l'industrie charbonnière allemande suffirait à elle seule pour fournir tout ce dont l'Italie a besoin.

Malheureusement, nous sommes forcés de reconnaître que l'on estime, en général, à Genève, dans les milieux compétents, que les mesures que nous venons d'énumérer et qui équivalent à des formes de boycott économique atténuées, ne seront pas suffisantes, pour mettre rapidement un terme à la guerre. Si elles avaient été mises en vigueur, il y a six mois déjà, peut-être auraient-elles alors empêché Mussolini de mettre en pratique ses plans, en vue d'une conquête de l'Ethiopie. Mais aujourd'hui, l'Italie a, très certainement, accumulé assez de munitions et de matières premières essentielles, pour pouvoir approvisionner ses troupes en Ethiopie, en tout cas, pendant toute une campagne hivernale. La perte, d'une grande partie de son commerce extérieur pourra, à la longue, grandement nuire à l'Italie, mais il faut

à cet égard, faire entrer en ligne de compte, le fait qu'il existera toujours une fissure, du côté de l'Allemagne, qui pourrait éventuellement lui venir en aide facilement, par l'intermédiaire d'une Autriche complaisante. D'autre part, au point de vue purement financier, si l'Italie utilise son encaisse-or, elle peut certainement encore continuer la guerre, six mois au moins, sans être réduite à l'impuissance.

Ainsi, un terrible danger se profile à l'horizon international. On peut sérieusement redouter, que, d'ici quelques semaines, l'Angleterre, qui prend toute cette affaire terriblement au sérieux, constatant que les mesures adoptées à Genève n'agissent que lentement et insuffisamment, ne décide d'agir par elle-même, d'une manière plus radicale. Ses journaux parlent, avec toujours plus d'insistance, d'un blocus des ports de la Mer Rouge, qui couperait immédiatement les communications maritimes de l'Italie, rendant intenable la situation de ses troupes en Ethiopie. Mais, vu l'état d'esprit, qui est présentement celui de M. Mussolini, semblable attitude serait une arme à double tranchant, et elle pourrait fort bien provoquer le pire.

Pour échapper à ce cercle vicieux, on commence à Genève, à envisager d'autres sanctions éventuelles qui, tout en étant très efficaces, ne présenteraient pas les aléas et les risques d'un blocus. Nous voulons parler, d'un boycott des exportations italiennes. L'Italie, en effet, ne livre rien à l'étranger, que ses clients, en se donnant un peu de peine, ne puissent obtenir aussi bien ailleurs. Le monde peut s'adresser à d'autres sources, pour du fromage, du riz, des citrons, du vin, du vermouth et des textiles. En outre, les pays, sur lesquels on ne peut pas faire fond, pour s'associer à un boycott, sont précisément ceux qui achètent en Italie, le moins de produits. En sorte que, si les Etats de la Ligue parvenaient seulement à arrêter 70 % des exportations italiennes, chiffre énoncé par M. Eden lui-même, ils auraient bien progressé dans la voie, qu'ils se seraient proposés, à savoir, amener une paralysie économique par des moyens pacifiques.

Certes, il ne faut pas se dissimuler que, de toute façon, les Etats fidèles au Pacte seront appelés à consentir certains sacrifices, sans pouvoir obtenir pour eux-mêmes, de contrepartie équivalente. Mais au « Sous-Comité de l'Appui Mutuel », le Président, le très distingué délégué de l'Espagne, M. Cantos, a dit excellemment, ce qu'il fallait penser à ce sujet, lorsqu'il a expliqué que « ce qui importe, ce n'est pas que certains pays obtiennent des compensations pour les sacrifices qu'ils ont à faire, ni que d'autres pays doivent accorder des compensations. En effet, a-t-il ajouté, nous sommes tous appelés à faire des sacrifices, en vue du rétablissement de la paix, et la paix vaut bien ces sacrifices, infiniment moindres que ceux qu'exigerait une guerre. Tout ce que nous devons faire, conformément au paragraphe 3 de l'article 16, c'est nous entendre, pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients, résultant de l'application des sanctions ». En termes singulièrement heureux, les déclarations de M. Cantos traduisent le sentiment général, de tous ceux qui, à Genève, se reconnaissent d'autre règle internationale que celle de Paris.

Lettre de Londres

(D'un de nos correspondants)

La rapidité avec laquelle la S.D.N. a réagi à l'invasion italienne de l'Abysinie a considérablement augmenté le prestige de l'institution de Genève dans les milieux qui lui étaient indifférents en Angleterre et à l'étranger. Et c'est pourquoi l'opinion britannique regrette les différences, passagères heureusement, qui se sont élevées entre Londres et Paris au sujet de l'interprétation des obligations de chaque Etat-membre de la S. D. N. Elle comprend certes et respecte les raisons profondes qui inspirent l'attitude de la France à l'égard de l'Italie. Mais devant les risques et les responsabilités considérables qu'elle a assumés, elle a le droit de savoir avant d'aller plus loin, si elle sera suivie par tous.

L'ANGLETERRE à la veille des élections

En raison des difficultés que soulève l'application des traités et de l'importance des intérêts britanniques dans la crise africaine, l'homme de la rue en Angleterre semble résigné au pire. Malgré les protestations officielles que le peuple anglais n'a aucune différence avec le peuple italien, on se rend bien compte, qu'à moins d'une pression collective et franche sur l'Italie, l'avenir des relations anglo-italiennes est à la merci d'un incident, en Méditerranée où des navires britanniques (et autres) transportent des munitions pour l'Abysinie, selon les termes des dernières résolutions de Genève.

Le gouvernement considère les événements avec une telle gravité, qu'il a décidé de faire des élections générales le 14 novembre. Il a besoin en effet de savoir quelle est l'opinion du peuple avant de s'embarquer dans une aventure grosse de conséquences. Pour ceux qui ont suivi les débats et les conclusions des derniers congrès des partis politiques, le résultat des prochaines élections n'est guère difficile à prévoir. Le gouvernement national, qui se présente comme tel devant les électeurs, restera sûrement au pouvoir. Mais il perdra nécessairement quelques sièges, vu le nombre anormal de ceux qu'il détient en ce moment. Sa force lui vient de ce que sa politique étrangère est entièrement partagée par les travaillistes, quoique pour des raisons différentes, ainsi que par les libéraux.

La situation des partis à la veille de la lutte est nette. Le parti conservateur a reconstruit son unité en principe, grâce au ralliement de M. Churchill à la politique de M. Baldwin. Il doit cependant compter sur un groupe de dissidents extrémistes, menés par l'ancien ministre L.-S. Amery, qui prétendent qu'il vaut mieux s'entendre à l'amiable avec l'Italie plutôt que de courir des risques de guerre avec elle. Le programme conservateur a trois points : fidélité à la S.D.N. et aux signataires de l'Angleterre ; intensification de la partie constructive de leur politique sociale ; poursuite de leur œuvre de relèvement industriel du pays. Les conservateurs pourront compter sur 566 candidats environ. Les travaillistes trouveront difficile à opposer la politique extérieure, du gouvernement. Tout au plus, ils pourraient critiquer une trop grande intensification des armements. Mais leur attaque principale sera sur le terrain purement national : chômage, travaux publics, services sociaux. Ils peuvent compter sur un nombre de candidats égal à celui des conservateurs. Malgré les tendances diverses qui se manifestent à l'intérieur du parti travailliste, les seuls dissidents vraiment dangereux sont les Indépendants ; et encore on peut difficilement croire que les vingt candidats de ces derniers pourront faire du mal à la campagne du parti.

Quant aux libéraux, l'œuvre nationale dirigée par Sir John Simon travaillera naturellement dans le sens du gouvernement national. Mais l'alle indépendance ou orthodoxe, guidée par Sir Herbert Samuel, compte mettre 230 candidats en piste. Or il est probable que la plupart de ceux-ci seront blackboulés ; ce qui ne fera de différence à personne.

Dianna WOOD. ABONNEZ-VOUS A NOTRE TEMPS

ges. Anti-fascistes en France, ils se sont associés, « à peu de chose près », aux vituperations anti-italiennes de la presse impérialiste britannique. Libéraux, ils ont volé au secours de l'esclavagisme éthiopien. Pacifistes, ils auraient frôlé (avec le fou espoir de l'éviter) une guerre aéro-navale en Méditerranée. Partisans de la S. D. N., ils ont souligné involontairement le défaut essentiel de l'organisme genevois, le défaut dont la S. D. N. périt si elle ne s'en guérit pas vite : un universalisme purement théorique. Bref, par une sorte de bouleversement extraordinaire, nos « sanctionnistes » de gauche ont permis aux droites de brandir, avec une apparence de droit, la bannière de la paix ! Un comble ! Il fallait tout de même qu'il y ait des républicains de bon sens pour écarter de ce travail à la Gribouille. Je ne regretterai jamais d'avoir été de ceux-là.

Et surtout, qu'on n'aïlle pas dire que si l'on avait suivi les farouches partisans d'une application totale et brutale du Pacte, l'Angleterre se serait enfin ralliée aux « principes de la sécurité collective ». Ce n'est pas vrai.

Loïn d'imiter les Henri Béraud, les Kérillis et les Bailly dans leurs crises d'anglophobie désordonnées, j'éprouve beaucoup de sympathie pour les Anglais et beaucoup d'admiration pour la Grande-Bretagne. Je fais mieux : je m'efforce de comprendre le point de vue britannique. C'est pourquoi n'ai-je jamais été surpris par l'obstination avec laquelle Londres a refusé de prendre sur le continent des engagements plus précis et plus étendus que ceux de Locarno. Par tradition, par instinct, par intérêt, l'Angleterre ne défendra jamais rien de plus que ses propres frontières, parmi lesquelles figurent celles du Rhin. Sachons le comprendre, l'admettre. Sachons aussi ne pas récriminer... ou ne pas nous leurrer de folles espérances. En 1925, Aristide Briand obtint du Foreign Office le maximum britannique en faveur de la sécurité française et d'une sécurité collective limitée à l'Occident atlantique. L'homme de Locarno ne s'y est pas trompé. Et c'est parce que ce maximum britannique lui semblait insuffisant pour assurer la tranquillité continentale, qu'il proposa cette Fédération Européenne à laquelle il savait que l'Angleterre n'apporterait pas autant que la France, l'Italie et l'Allemagne... Cette Fédération européenne grâce à laquelle on aurait évité de menacer l'Europe d'une guerre pour défendre les Abyssins, comme s'il s'était agi de défendre les Tchèques, les Yougoslaves ou les Autrichiens...

Chacun cherche à rejoindre l'idéal commun par les voies qui lui semblent les plus appropriées. Les voies auxquelles je m'attache ont paru mauvaises à Robert Lange — et pas à lui seul ! Mais la politique, comme l'amitié, comporte maints carrefours. Nous nous y retrouvons un jour, coude à coude.

Jean LUCHAIRE.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT. Visite de « Normandie », le lundi 4 novembre 1935. Départ Paris-Saint-Lazare, 7 h 16 ; arrivée Le Havre, 11 h 38. Déjeuner. Conduite en autobus des hôtels au pagéobol. Visite de « Normandie ». Retour en autobus aux hôtels. Dîner. Départ Le Havre, 19 h 50 ; arrivée Paris-Saint-Lazare, 22 h 36. Prix : forfait par personne, avec billet chéant de fer, 2 cl., 125 fr. ; 3 cl., 100 fr. Pour tous renseignements, s'adresser aux bureaux de Tourisme des Gares Montpar-



A l'été 1939, Luchaire fait front contre toutes les insinuations et défend l'intégrité d'Otto Abetz.

Luchaire, « "L'Affaire Abetz" », *Notre Temps*, n°1021, 16/07/1939.

cord pour déclancher une guerre. Mais, la guerre commencée, feront-ils encore ce qu'ils voudront de tous ces soldats qu'ils auront mobilisés?

Ils ont à craindre peut-être qu'un Tchèque ou un Slovène, et même un Autrichien ne se battent que mal pour l'Allemagne, qu'un Albanais ou un Ethiopien songe plus à trahir qu'à combattre.

Mais, je le dis comme je le souhaite, et même comme je le pense, ils auraient tort d'escompter l'ardeur au nouveau combat d'un ancien combattant italien ou allemand.

Et surtout s'il s'agissait de les engager contre la France.

Et voilà une des principales raisons d'espérer encore.

Les prisons d'Allemagne et d'Italie ne sont point grandes et nombreuses assez pour permettre à Hitler et à Mussolini d'y enfermer tous ceux de leurs anciens combattants qui ne sont

point résolus à « remettre ça », en attaquant. Quant aux anciens combattants français, c'est une autre paire de manches.

Leur colère serait grande de l'échec de leurs efforts pour enrayer la guerre.

Et leur ardeur au combat s'en trouverait décuplée.

C'est la mort dans l'âme, c'est la rage au cœur, qu'ils iraient de toutes leurs forces restantes au travail de la défense de la Patrie, ou y enverraient leurs enfants.

Pas un pouce de leur énergie ne ferait défaut.

Et c'est encore servir la Paix, comme ils font depuis vingt ans, que se préparer à l'horrible hypothèse. Car, qui sait...

Qui sait, si de savoir que telle est l'ambiance où évoluent les pensées des Français unanimes, cela ne fera pas reculer deux dictateurs, menacés de n'être point suivis chez eux d'une égale façon.

Jean LUCHAIRE :

## “ L'affaire Abetz ”

Mon intention était de ne rien écrire dans ce dernier numéro « d'avant-vacances » et de laisser la première place dans *Notre Temps* à la voix des anciens combattants, dont M. Henri Châtenet exprime avec autorité et talent les sentiments sur la paix.

Mais ce qu'on appelle depuis quinze jours « l'Affaire Abetz » en décide autrement.

Nous avons assez parlé d'Otto Abetz depuis huit ans pour que nos lecteurs sachent l'estime et l'amitié que je professe pour celui qui, de petit professeur de dessin à Karlsruhe, est devenu peu à peu — sans que la bassesse ou l'intrigue sient en la moindre part à ce succès — un des principaux collaborateurs du Ministre allemand des Affaires Etrangères.

Il paraît qu'Otto Abetz aurait récemment été « invité » à ne pas prolonger un court séjour à Paris, où sa présence était temporairement jugée inopportune. On a même parlé d'expulsion, ce qui est rigoureusement faux. Que cette « invitation » ait été réellement formulée ou non, une splendide campagne a aussitôt été orchestrée à son sujet par « l'Humanité », M. de Kérillis et autres défenseurs d'une soumission française aux volontés moscovites. On a traité Abetz d'espion, ce qui est indigne. On l'a accusé d'avoir disposé de traitements gigantesques, ce qui est risible. On l'a accusé d'avoir répandu à profusion l'or allemand en France, ce dont, pour ma part, je ne me suis jamais aperçu. On a reproché à la police de n'avoir pas perquisitionné « chez lui », alors qu'il n'a jamais possédé un « chez lui » en France. On a prétendu déceler ses « complices », alors qu'il n'a jamais eu que des amis, souvent illustres. Bref, on a imprimé la plus stupéfiante avalanche de sottises, de mensonges, d'âneries qui se puisse imaginer. Il y aurait lieu d'en rire, si cet amas de bêtises ne témoignait, de la part de ses auteurs, tantôt d'une

niaiserie attristante, tantôt d'une mauvaise foi encore plus pénible. Je n'insisterai pas. Il y aura bientôt de l'oubli à ce sujet, voire peut-être quelques remords tardifs.

Je veux, plus simplement, noter que « La Lumière » s'est particulièrement distinguée dans ces exercices de haute volée polémique, allant même jusqu'à citer la prose de M. de Kérillis comme un passage d'Évangile. Et que, par surcroît, la feuille de M. Boris a cru utile de reproduire ce que j'écrivais le 25 Décembre dans *Notre Temps*, à propos de premières attaques dirigées contre Otto Abetz. Ceci en ajoutant (à bon entendeur, salut!) que cet article aujourd'hui « donne à réfléchir » et qu'il acquiert aujourd'hui une « signification particulière ».

Je remercie « La Lumière » de cette aimable reproduction. Elle m'évite de me répéter. Car, jusqu'ici, personne n'ayant pu me démontrer la pseudo-indignité d'Otto Abetz, je tiens pour de méprisables absurdités ce qu'on imprime depuis quinze jours à son égard. Et je n'ai pas une virgule à changer à ma note du 25 Décembre.

Ceci, non pour jouer les Bretons obstinés ou les Don Quichotte de l'amitié, mais simplement pour ajouter que le silence, devant certaines injustices, serait une sorte de lâche complicité qu'on voudra bien ne pas attendre de moi.



4:  
N  
N  
—  
se  
19  
ga  
do  
«  
et  
de  
qu  
du  
po  
let  
me  
à  
qu  
qu  
n':  
yo  
ve  
Pl  
Ra  
ch  
dé:  
nié  
pa:  
pa:  
pa:  
M.  
de  
vit  
l'U  
sar  
ave  
(  
qui  
gis:  
tre  
du  
sur  
du  
con  
l'Ex  
cue  
non  
des  
J  
le l  
lise  
tres  
—  
des  
cirs  
tées  
E  
Cve  
«  
dén  
tion  
à le  
«  
gem  
rieu  
tion  
affi  
mer



L'avis de Brossolette sur la nature de *Notre Temps* et le positionnement en politique.  
Pierre Brossolette, « Notre Temps et le socialisme », *Notre Temps*, n°13, 01/06/1930.

Pierre BROSSETTE :

## « Notre Temps » et le socialisme

« Mon cher Jean,

« Dommage qu'il ne soit pas d'usage de donner de titre à une lettre. Car ! mien était tout trouvé. « *Notre Temps* *exclut-il le socialisme ?* », voilà ce que je veux simplement te demander par ces lignes. C'est un débat dont tu comprends certainement qu'il est rendu nécessaire par ton article sur « *la faillite des jeunes radicaux* », et j'en prends l'initiative puisque aussi bien je suis le seul, me semble-t-il, parmi les collaborateurs réguliers de *Notre Temps* qui, après avoir longuement pesé sa décision, ait depuis l'es d'un an quitté le parti radical pour aller au socialisme.

« C'est peut-être cette circonstance, d'ailleurs, qui me permet de formuler des conclusions moins sévères et moins funèbres que toi sur ceux que ton goût redoutable des baptêmes a nommés, pour les appeler à la vie comme pour les abandonner à la mort, les « jeunes radicaux ». Je ne crois pas à la faillite du jeune radicalisme, parce que je n'ai jamais cru à son existence, et tu te souviens sans doute que c'est au moment où vous avez essayé de le mettre sur pied que j'ai été le plus profondément en désaccord avec toi. Pourquoi cela ? Tout simplement parce que le jeune radicalisme m'a paru une formule à la fois trop étroite et trop large. La marque de tous les camarades qui ont fondé *Notre Temps* avec toi, c'est leur jeunesse, et, par leur jeunesse, cette communauté de préoccupations et de méthode de travail qui constitue leur « réalisme ». Est-ce à dire que cette identité d'inspiration devait amener l'identité des solutions que chacun de nous donne au problème politique ? Evidemment non. Et en fait, entre les conceptions politiques, celles de Pfeiffer, celles de Kayser, celles de Montigny, celles de Roche, celles de Pierre Cot, celles de Daladier, celles de Berthod, celles de Bertrand de Jouvenel, celles de Guy Crouzet, celles de Mendès-France, les miennes, il y avait manifestement, même à l'époque du Congrès de Wagram, des différences profondes et presque irréductibles : non-conformisme admis et prêché, si je ne me trompe, par *Notre Temps* lui-même. Vouloir faire de ces conceptions si diverses une formation de combat « jeune radicale », c'était à la fois exclure un certain nombre d'esprits acquis à la méthode réaliste, mais hostiles à la solution radicale, et tenter d'unir des tendances dont la divergence allait s'accroître encore par suite de la multiplicité des réactions individuelles en présence de l'attitude des vieux radicaux. Tous les inconvénients. Tout le contraire du principe essentiel de *Notre Temps*. C'était la voie certaine pour aviver les antagonismes jusqu'aux cassures irréparables. Voilà qui est fait aujourd'hui. Les uns — j'en suis — ont passé au socialisme sans attendre d'y être invités par des élections partielles trop significatives. D'autres travaillent à la gauche unitaire. D'autres se résignent. D'autres enfin — tu en es — font du radical-centrisme. Faillite ? Avortement plutôt, qui a précipité les événements.

« Je demeure, pour ma part, fidèle à l'esprit de *Notre Temps*. Dans la bataille politique je demeure réaliste ; je me préoccupe du problème social et économique plus que de l'idéologie politique ; je suis soucieux des améliorations possibles plus que de l'inaccessible perfection ; je suis positif, hostile au sentiment et aux mystiques. Je dis — et je suis prêt à m'en expliquer plus longuement — que cet état d'esprit peut se manifester dans le socialisme aussi bien qu'ailleurs. L'évolution n'est pas, en soi, plus « réaliste » que ces brusques coups de barre qu'on appelle les révolutions. La propriété individuelle n'est pas, en soi, plus « réaliste » que la propriété collective. Voilà ma pensée.

« Es-tu d'accord ?

« Si tu l'es, si tu crois que le propre de notre génération est de préciser dans un sens « réaliste » les grands courants de pensée qui ont, de toute éternité, traversé l'humanité, alors *Notre Temps* demeure *Notre Temps*, et j'en suis toujours.

« Sinon, si tu crois qu'être socialiste, collectiviste, « marxiste » au sens populaire du mot » suffit à prouver qu'on n'est pas réaliste, si le réalisme et si *Notre Temps* exigent qu'on soit radical-centriste, alors, mon vieux camarade, je n'en suis plus.

« Entends-moi bien. Il ne s'agit pas, pour moi, de cesser de te donner de la copie. J'ai sur ce point une doctrine très simple. Je collabore avec tous les hommes et toutes les publications qui ne m'imposent ni une défiance, ni un écrit, ni une pensée contraires à mes convictions ou à ma ligne politique. C'est ainsi que j'ai librement collaboré au *Quotidien*, au *Progrès civique*, à *l'Impartial*, à la *Renaissance*, de même qu'avec Louis Dausset et François Piétri. Je n'ai dit « non » que dans les cas où la liberté de la collaboration n'a plus été observée : je suis parti du *Progrès civique* le jour où je n'ai plus pu y exprimer ce que je pensais ; pas avant, pas après. Professionnellement et amicalement, rien ne m'empêchera donc d'écrire dans *Notre Temps*, même si *Notre Temps* et toi décidez d'être exclusivement radical-centristes, c'est-à-dire quelque chose de tout à fait différent de ce que je professe.

« Mais ce n'est là que l'aspect secondaire du problème.

« Ce qui est important, aussi bien pour chacun de nous que pour *Notre Temps*, c'est de savoir si tu veux que les socialistes de notre génération puissent ou non faire toujours partie, moralement et spirituellement parlant, de ce mouvement que nous avons appelé *Notre Temps* parce qu'en lui devait s'exprimer l'esprit commun des jeunes hommes de notre époque.

« Rien n'est plus aisé si tu veux bien considérer que l'identité de réalisme de notre pensée n'implique pas la similitude de nos solutions politiques et si tu veux bien que le « nous » soit réservé pour les cas où, sans militer pour des conclusions anti-socialistes ou socialistes, nous parlons simplement de la volonté positive qui fait l'originalité, l'unité et la force de notre génération.

« Très affectueusement à toi.

« Paris, 4 mai 1930.



Avez-vous des amis que « *Notre Temps* » puisse intéresser ? Envoyez-nous alors leurs noms et leurs adresses. Nous leur ferons, de votre part, un service d'essai. Vous aurez ainsi fait plaisir à vos amis et vous aurez contribué au développement de votre revue.



Pierre BROSSOLETTE :

## Pour les moins de trente ans d'aujourd'hui

Il faut que la nouvelle jeunesse mange, et nous l'y aiderons. Mais il faut aussi qu'elle pense : elle seule peut remplir cette tâche.

Nous avons trop parlé de notre génération lorsqu'elle s'est trouvée aux prises avec celle qui la précédait pour ne point parler de celle qui nous suit, au moment où nous la sentons se dresser sur nos pas.

Il y a aujourd'hui un problème de la jeunesse. Et cette jeunesse, ce n'est plus la nôtre, qui nous fut. C'est celle des adolescents qui sortent des lycées et des Facultés et qui sont, à leur tour, la « jeune génération ».

Ces jeunes gens, Emmanuel Berl en parlant dans le Discours aux Français qu'il publie dans *Marianne* et dans *Europe*. M. Marcel Prévost en parle aussi dans une enquête dont il a tiré les conclusions au *Journal*. Entre autres choses, l'honorable académicien a découvert en elle une véritable fureur, « la fureur d'une génération que ses devanciers ont volée » et qui les accuse d'une véritable « félonie ».

« Est-ce aux combattants que vous pensez ? » a aussitôt demandé le patriotisme ombrageux de M. de Kérillis.

M. Marcel Prévost est prudent. « Dieu m'en garde » n'a-t-il répondu. Et pour qu'aucune suspicion ne puisse peser sur lui, il a précisé, dans une lettre à l'*Echo* de Paris :

« Jamais je n'ai entendu proférer (dans la jeunesse autour de vingt ans) la moindre revendication contre les guerriers de 1914-1918. Pour les très jeunes d'aujourd'hui, ceux-ci appartiennent à un passé glorieux, mais lointain, qui se résume en ces mots : « sacrifice, héroïsme, victoire ». A peu près ce que représentaient, pour les grands garçons de 1835, par exemple, l'épopée napoléonienne.

La génération à laquelle ces adolescents demandent des comptes, est celle que leur âge libéra des écoles juste après la paix... celle qui participa à l'effervescence après l'amnistie et ne se mit à l'œuvre qu'après la stabilisation. Ce fut elle qui, la première, se déclara moderne et adopta comme exemple et comme idéal l'exemple et l'idéal des Américains. »

En dépit d'inevitablement visibles dans ce portrait sommaire, force nous a été de nous y reconnaître. Peut-être pourrions-nous demander à M. Marcel Prévost a découvert cette fureur dont les échos ne nous étaient encore parvenus qu'assourdis. Mais ne disputons ni sur les mots ni sur leur excès. Le fait est que derrière nous il y a une génération, et qu'elle n'est pas heureuse. Elle se plaint et elle accuse. Je voudrais, devant elle, justifier la nôtre, et dire à ces adolescents ce qu'a voulu notre, avant eux, et ce que voudrait faire, avec eux, la génération qui a été jeune en 1920, et qui n'est pas encore tout à fait vieille.

OROS SOUS.

Je connais bien cette génération. J'en suis. J'ai participé profondément à sa vie, à son effort, à son espérance. Jean Luchaire a écrit ses mérites. Il n'ignore pas ses défauts. Je ne les ignore pas non plus. Et je ne serais pas disposé à les lui dire dans ce bref examen de conscience auquel il nous invite aujourd'hui. Je ne pense tout de même pas que le machisme jusqu'à les exagérer. Et franchement je ne crois pas qu'elle soit coupable de

tous les crimes que lui impute M. Marcel Prévost, ni qu'elle mérite les reproches qu'il prête, contre elle, aux jeunes gens qui la suivent.

On ne peut pas caractériser cette génération en disant qu'elle a eu toutes les facilités et en l'accusant d'avoir pris toutes les places et de vouloir les garder.

D'abord ce n'est pas vrai. Notre génération n'a pas uniformément « réussi » au sens matériel où peut l'entendre M. Marcel Prévost. Elle a follement travaillé. Beaucoup d'entre nous ne se souviennent pas d'avoir, depuis dix ans, pris beaucoup de repos. A de rares exceptions elle est entrée dans la vie sans un sou. Avant la guerre (et déjà l'on peut constater un retour à ce bienfait) les familles même de la plus petite bourgeoisie pouvaient aider financièrement les garçons au début de leur carrière, et les filles lors de leur mariage. Notre génération a eu le privilège de voir les revenus de ses parents diminués par la guerre et volatilisés par l'inflation. Elle a dû se débrouiller seule. Elle a profité, certes, du grand vide creusé dans toutes les carrières par la mort d'un million et demi de soldats. Elle le sait. Elle sait aussi qu'elle a compensé cette ascension rapide par des charges énormes et joyeusement consenties. Jamais les hommes ne se sont mariés aussi jeunes qu'au lendemain de la guerre. Jamais ils n'ont fondé, si jeunes, des foyers dont la charge pèse sur eux même lorsque le mariage a fini par une séparation. Il y a eu, dans notre cas, plus d'aventure, plus de risque que chez les générations d'avant la guerre et que chez la génération qui nous suit, il y a eu plus de succès rapides, mais aussi plus d'accidents, plus d'échecs amers, plus de déceptions. Les faillites ont compensé — et expié — les départs foudroyants.

Laissons d'ailleurs ces questions matérielles. Elles comptent, certes, et je dirai tout à l'heure qu'il serait criminel de ne pas aider la jeunesse, au cas où se prolongerait la passe difficile dans laquelle elle se débat et dont le décret Chéron est l'éclatant symbole. Elles ne sont pourtant pas tout. Elles ne sont même pas l'essentiel. Ce que les générations se rapprochent le plus volontiers, ce n'est pas leur succès, mais leur esprit. Si les jeunes critiquent quelque chose chez ceux de leurs aînés qui sont « arrivés », ce n'est pas leur arrivée mais leur arrivisme. Parce que cette génération, en se proclamant « réaliste », s'est elle-même exposée aux inconvénients d'une amphibologie malheureuse, ils la croient peut-être égoïste, matérialiste et prête à barrer la route après l'avoir ouverte. Problème moral qui domine le problème matériel.

Nous avons essayé.

Il y a trois ans, dans le numéro spécial que *Notre Temps* a consacré à 1830-1930, j'avais déjà l'accusation de dire que telle n'était pas la génération d'après-guerre pour peu qu'on veuille bien dépasser les apparences et pénétrer jusqu'à la vie profonde qui s'est cachée derrière son allure positive et conquérante. Les échos que j'ai recueillis de cette étude m'ont prouvé que je ne m'étais pas trompé.

Cette génération a été ardente, et elle a été malheureuse. Ce qui l'a marquée, c'est d'avoir ouvert les yeux sur un monde en folie. Elle n'a pas connu l'avant-guerre, avec ses certitudes trompeuses, sa foi dans le progrès, son intellectualisme tranquille et sa morale toute faite. Dès que nous avons regardé autour de nous, c'est le plus effrayable gâchis que nous avons vu : la guerre avec ses vies sacrifiées, ses souffrances mortelles, ses mensonges, sa haine et sa férocité ; la paix, avec son absurdité, sa violence et ses redoutables patriotiques ; l'après-guerre avec ses appétits, ses combines et sa médiocrité. Nous avons développé dans une même aversion le nationalisme et le pacifisme d'avant-guerre, qui ont fait faillite le 2 août 1914, la morale christianokantienne au nom de laquelle on s'est massacré pendant cinq ans, l'héroïsme qui a alimenté la guerre et la platitude d'une vie quotidienne, le jour où chacun n'a plus eu que des soucis domestiques ou personnels, la littérature fleurie d'Anatole France et de Barrès, et le vocabulaire grotesque de la « république démocratique et sociale » : « Honneur, patrie, humanité, progrès et vérité en marche. »

Nous sommes entrés dans la vie à un moment où la mort seule avait de la grandeur, mais où elle était absurde.

La détresse qu'a traduite la littérature anglaise et allemande mieux que la nôtre, nous l'avons ressentie, nous aussi. Cette révolte, elle a été la nôtre. Plus heureux que les Allemands, moins surpris que les Anglais par ce brusque écroulement des valeurs traditionnelles, nous avons essayé d'en sortir en nous construisant un idéal tout neuf, de combat, de construction, de révolution. Nous avons cru à une vie intense, à un travail acharné, à des mariages d'amour plutôt qu'à des mariages de raison. Nous nous sommes rués dans la construction de ce monde nouveau. Nous avons passé par-dessus les échecs, les déceptions, les amertumes. Et quand le mépris nous est venu de l'argent que nous avons gagné, quand des foyers fondés trop tôt se sont distoqués, quand nous sommes retombés dans la solitude morale et le nihilisme sentimental auquel avaient cru échapper nos vingt ans, quand nos cœurs sont devenus pessimistes, un espoir nous a pourtant rattrachés à la lutte : l'espoir que dans l'action au moins nous réussirions, et que sur la ruine de vieilles idéologies hérédo-nationalistes nous arriverions du moins à construire une organisation internationale et sociale assurant à chacun la paix et le pain — c'est-à-dire le droit de souffrir sans être détourné de la souffrance par la guerre ou par la faim.

Avec des nuances, des divergences qui se sont traduites par notre adhésion à des partis politiques différents, nous avons maintenu, par-dessus nos angoisses individuelles, l'idéal commun de notre action : la paix par le rapprochement international, et le bien-être par l'économie collective. Cet idéal, les deux termes en étaient indissolublement liés, la collaboration internationale assurant à chaque pays le minimum de prospérité indispensable aux grandes révolutions, et la rénovation interne des Etats rendant chaque jour plus aisée et plus étroite la coopération des peuples. En face du libéralisme et du nationalisme nous avons dressé ce programme d'organisation internationale et de transformation sociale. Nous nous sommes battus pour lui. Nous nous sommes battus pour ce qui en était la condition indispensable : le rapprochement franco-allemand. Nous avons lutté pour la S.D.N., pour Locarno, pour le désarmement, pour la liquidation financière de la guerre, pour l'Union européenne, pour la révision des traités. Les jeunes gens qui nous suivent auront peut-être des griefs contre nous. En tout cas ils ne pourront pas nous reprocher de n'avoir pas livré pendant



dix ans la bataille la plus acharnée, la plus difficile et je dis la plus désintéressée, pour l'idéal trop haut dans lequel s'est traduit notre refus du nationalisme, de la guerre, de l'optimisme bourgeois et du conformisme intellectuel et moral.

Peut-être, à certains moments, avec plus ou moins d'optimisme, avons-nous pu croire que nous avions réussi — au moins par personnes interposées. Les élections de 1924 ont été l'un de ces moments. Puis Locarno. Puis le règne incontesté de Briand sur l'opinion française. Nous voici maintenant en 1933. Et tout s'est écroulé. Le mot international et le mot socialisme suffisent à provoquer les rires. Les Internationales se dissolvent, la S.D.N. est morte, l'Union européenne est une dérision et le désarmement une blague. L'autarchie est devenue le dogme d'un monde économique où l'on ne parle plus que de barrières douanières, de contingentements et de bataille monétaire. L'Allemagne est plus loin que jamais de la France. Partout une extraordinaire marée nationaliste a submergé les peuples. Les masses ne répondent plus qu'à l'appel national. Les « Français, garde à vous » font écho aux « Allemagne éveillez-vous ». Et les seules doctrines qui agissent aujourd'hui sur les foules sont juste celles qui s'opposent le plus directement aux nôtres, puisque les fascistes mélangent exactement ce dont nous ne voulons point: le nationalisme et l'oppression des travailleurs devant l'Etat capitaliste.

C'est donc fini pour le moment.

Nous sommes battus.

Et si les jeunes nous reprochent de trop rapides succès, ils se trompent. Ce dont nous leur devons compte, c'est de notre défaite.

Nous aurions mauvaise grâce à dire que si nous avons échoué, ce n'est pas notre faute. On a toujours tort d'être vaincus. Pourtant nous ne nous croyons coupables ni de lâcheté, ni d'erreur. Nous nous sommes battus tant que nous avons pu, et nous sommes prêts à continuer. Nous avons cru à notre idéal, et nous y croyons encore. Au lendemain du triomphe fasciste en Italie, en Allemagne, en Autriche, à la veille peut-être d'un triomphe analogue chez nous, nous croyons encore que l'internationalisme est supérieur au nationalisme, et que le socialisme est supérieur au capitalisme, même quand ce capitalisme est d'Etat. Et toujours nous le croyons — ou nous ne croirions rien.

Non, nous n'avons pas été battus par la mollesse de notre effort ou par le vice de nos idées. Nous avons été battus par les vieillards — et parce que le gouvernement de ce pays a été laissé aux vieillards.

Peut-être notre destin, et celui du monde, aurait-il été différent, si les combattants avaient su s'imposer au lendemain de la guerre, et s'ils avaient jeté les bases d'un ordre auquel nous aurions travaillé avec eux. Ils avaient les armes, ils avaient les droits, ils ne craignaient ni la mort qu'ils avaient vue trop souvent, ni la misère, qui avait été cinq ans leur lot. Ils pouvaient prendre le pouvoir, et le prendre par la force. Pas un homme n'aurait osé se dresser contre eux. Ils n'ont ni su ni voulu. Leur histoire a été terminée du jour où ils ont laissé la France collaborer à l'écrasement de la révolution allemande, et du jour où, désarmés et vêtus du complet Abrami, ils ont laissé briser leurs grèves et leurs premiers Mai par le vieux Clemenceau. Le pouvoir était à leur main. Ils l'ont manqué. Ils se sont dispersés dans les vieilles cafés. Ils nous ont laissés, nous et nos vingt ans, en présence de vieillards qui avaient fini par croire et par persuader que c'étaient eux les vainqueurs de la guerre. Seuls en face de vieillards dans un régime qui ne permet l'action qu'après une longue attente

dans les comités, une usure dégradante au milieu de palabres et de combinaisons et un piètement lamentable dans les réunions du Parlement et aux portes des ministères. La relève n'était pas possible. La génération de 1900 devait garder tout le pouvoir, et toute l'influence. Nous étions éliminés d'avance, vaincus d'avance par la faillite des combattants, la Constitution de 1875 et la victoire.

En dix ans les vieillards ont fait tout ce qu'il fallait pour rendre impossible la tâche dont nous avions rêvé. Nous voulions la collaboration internationale et la transformation sociale. Ils ont écrasé partout la révolution, et partout donné le pouvoir à des conservateurs déguisés en démocrates. Ils ont fait une paix de rapine et d'injustice, et en refusant à l'Italie sa part de dépouilles, ils l'ont amenée au fascisme. Ils ont voulu tirer des milliards de l'Allemagne et sous prétexte qu'elle ne les payait pas, ils ont occupé la Ruhr, renoncé au désarmement et repoussé la possibilité de reviser les frontières: ainsi l'ont-ils forcé à Hitler. Ils ont morcelé l'Europe centrale sans donner à ses morceaux le moyen de survivre et de se ressourcer: nous leur devons Bethlen et Dollfus, en attendant pis. Partout le repliement des nations sur elles-mêmes, la flambée nationale, le racisme est leur œuvre. Et l'on se demande pourquoi dans cette Europe qu'ils ont livrée à la furie nationaliste, nous n'avons pu faire ni l'internationale ni la révolution! Il était trop tard lorsque les premiers d'entre nous, il y a cinq ou six ans, ont commencé d'arriver à la Chambre ou à des postes de commandement. Tout était réglé déjà. La sérénité d'une poignée de bonzes nous a gagnés de vitesse.

C'est ainsi qu'au lieu d'une génération triomphante, nous sommes une génération battue. En 1830, les romantiques avaient vaincu. Lorsqu'ils mélangent des gilets rouges, c'étaient les autres qui étaient ridicules. Les risques seraient retournés si nous nous avisions d'en arborer. Nous n'avons pas droit à l'arrogance.

#### La jeunesse veut manger.

Nous voici maintenant devant les jeunes. Ils ont le droit de nous juger. Nous acceptons leurs reproches. Mais aussi nous les interrogeons. Que veulent-ils? Qu'ont-ils à nous proposer, qu'ont-ils à demander, à la place de ce que nous avons voulu — et manqué?

Rendons-leur cet hommage: ils sont discrets. On entend peu leurs voix. On ne voit guère qu'ils aient créé des groupements ou des revues ou qu'ils aient lancé des manifestes ou des livres. Naguère on nous trouvait — Luchaire, Lange, Kayser, Mendès-France, Jouvenel, cent autres, et moi-même — on nous trouvait dans des centres d'action que nous avions fondés: à Notre Temps, au Groupe Universitaire pour la S.D.N., à la L. A. U. R. S., au parti démocrate populaire. Ils nous ont succédé dans ces groupements, dans ces organismes. Ils n'en ont point créé de nouveaux. Et l'on a l'impression qu'en nous succédant, ils n'ont pas tellement renouvelé les idées que nous y avions apportées. Leur jeunesse semble plus calme que la nôtre.

En ce qui concerne la France, son prestige est grand. Mais son action est petite. Notre démagogie intérieure méconnaît ce prestige et rapetisse cette action. Ainsi nous risquons de perdre des chances magnifiques, qui seraient à la fois des chances de grandeur et des chances de paix.

Lucien ROMIER.

Peut-être a-t-elle moins d'illusions. En tous cas pas le diable au corps.

Ce qu'on distingue le mieux dans son murmure, c'est l'inquiétude de ne pas trouver de travail et de pain. Cette crainte est même ce qui peut en partie expliquer son silence et son apathie. La crise a fermé bien des portes. Le décret Chéron en a fermé d'autres. Des milliers de bacheliers, de candidats aux grandes écoles, d'apprentis vont-ils chômer au moment même où ils entrent dans la vie? Ce serait grave. Un pays n'a pas le droit de reléguer sa jeunesse dans la misère et le désespoir. Nous surtout, nous ne pouvons pas abandonner nos cadets. L'exemple allemand est là d'ailleurs pour montrer ce que donne l'égoïsme des vieillards et des aînés. Il faut donc que ces jeunes gens travaillent, et qu'ils mangent. Il faut qu'ils se groupent, et que nous les amenions à se grouper. Il faut aussi qu'ils nous fassent un peu confiance. Ils peuvent nous accuser, pour passer leurs nerfs. Mais il faut aussi qu'ils nous aident à les aider. Si décevant que soit le régime actuel, il a tout de même fait des réformes qui comptent: la loi de huit heures et les assurances sociales. Si dénués que soient les partis et les syndicats, c'est tout de même sous leur pression que ces mesures ont été décidées. D'autres mesures pourront résoudre le chômage qui menace la jeunesse: la semaine de quarante heures, la retraite ouvrière à 55 ans, l'orientation professionnelle. Jusqu'à ce que les jeunes gens aient créé des groupements neufs et puissants, c'est encore sur les anciens qu'ils doivent compter. Et c'est aussi sur nous, qui avons les premiers proclamé (je l'ai moi-même fait ici bien avant la crise) la nécessité de ces mesures et qui luttons pour elles.

Je crois d'ailleurs que leurs craintes sont un peu excessives. Il ne faut pas s'hypnotiser sur l'exemple allemand. La crise ne doit pas être aussi grave en France qu'en Allemagne. Elle ne doit pas être aussi grave demain qu'en ce moment. Je ne voudrais pas ouvrir à ce sujet un long débat. Pourtant cette crise, qui est plus grave que les autres crises cycliques, est aussi, en grande partie, une crise cyclique. Un dur assainissement doit liquider des folies sans nombre, dont la guerre a été la pire. Mais une sorte d'équilibre doit revenir bientôt. La France, d'ailleurs, a un avantage: c'est le débouché que constituent — provisoirement au moins — ses colonies, et elle commence à s'en aviser. Mais ce qui est remarquable surtout, c'est que le développement du machinisme, l'accroissement de la productivité, s'ils ont augmenté le volume des crises, en ont peut-être diminué l'acuité: jamais au XIX<sup>e</sup> siècle l'Angleterre où l'Allemagne n'auraient pu secourir leurs millions de chômeurs; jamais la France n'aurait pu résorber son chômage par des travaux publics. Un certain progrès de la richesse générale a tout de même épargné la famine aux Anglais et aux Allemands, et nous a tout de même permis de faire mieux, contre la crise, que les ateliers nationaux de 1848.

Ainsi, il n'est pas impossible que la question matérielle se simplifie plus qu'on ne croit d'ordinaire pour les jeunes. Prévoyons, bien entendu, le pire, et tâchons d'y parer par un effort commun. Mais ne laissons pas la jeunesse s'abrutir dans une crainte qui n'est sans doute pas justifiée. En principe, d'ici quelques mois, il doit y avoir du travail et des places pour tout le monde. Et les esprits des jeunes gens de vingt ans doivent être libérés pour la recherche spirituelle qui demeure, malgré tout l'essentiel.

Cette jeunesse qui veut — à juste titre manger, j'imagine qu'elle veut aussi penser, et même — qui sait? — agir. C'est là que nous l'écoutons et que nous lui demandons ce qu'elle souhaite. Elle est dégoûtée par les vieilles idéologies d'avant-guerre, par les



luttés religieuses, par le verbalisme pseudo-démocratique, et par les promesses creuses des professionnels de la propagande. Bien. Nous aussi. Et nous l'avons dit avant elle. Elle se ditourne aussi de l'idéal qui a été le nôtre, et ni l'Internationale, ni la S.D.N., ni le socialisme, ni l'économie « ordonnée » des radicaux ne paraissent plus avoir pour elle d'attrait bien vigoureux. Bien encore. Nous avons conscience de notre échec, et je viens de l'analyser, je crois, avec plus de cruauté qu'aucun jeune n'aurait pu le faire. Mais après?

#### La jeunesse veut-elle aussi penser ?

Nous nous tournons avec angoisse vers la génération qui nous suit. Nous voudrions l'entendre bouger, crier, affirmer. Nos déceptions nous ont fait douter de nous-mêmes. Nous sommes prêts à accepter de nos cadets des impulsions, des mots d'ordre, des mystiques. Nous n'entendons pas jouer en face d'elle le rôle qu'ont joué, en face de nous, trop de nos pères. Nous ne voulons ni lui proposer, ni lui imposer des formules dont elle ne voudrait pas. Nous l'écoutons.

Que veut-elle? Borne-t-elle son ambition à de tranquilles situations dans les ministères et dans les administrations? A-t-elle pour idéal celui que Guizot donnait à nos arrière-grands-pères en leur disant « Enrichissez-vous »? Et n'a-t-elle pour seul regret cet celui de voir cet enrichissement ne pas arriver assez vite? S'il en est ainsi, tant pis. Nous ne lui refuserons pas la place que méritent ces modestes visées. Mais qu'elle ne compte pas sur nous pour nous intéresser à son avancement et à ses décorations. Ces préoccupations complaient trop peu pendant la guerre pour compter beaucoup à nos yeux aujourd'hui.

Notre indifférence se changerait en hostilité si les jeunes prétendaient rénover la politique en prenant leurs modèles en Italie ou en Allemagne. Nous sommes prêts à suivre les jeunes, mais pas s'ils sont plus vieux que nous et s'ils mettent l'accent sur l'idée nationaliste qui a été la découverte du XIX<sup>e</sup> siècle et la pierre du XX<sup>e</sup>. Que la jeunesse italienne ait cru inventer du nouveau en exaltant une solidarité nationale qui n'avait encore jamais pu s'exprimer librement, on le comprend peut-être; que la jeunesse allemande ait fait une révolution nationale contre une République de façade qui avait accepté la défaite sans rien abolir d'un passé féodal et bureaucratique, sans doute a-t-elle pu croire qu'elle innovait. Mais chez nous le fascisme, le national-socialisme ou le socialisme national ne peuvent jamais être qu'une répression. Nous avons eu Louis XIV, Napoléon et Clemenceau. Cela suffit. Nous n'avons pas plus de goût pour Boulanger que pour Louis-Philippe. Non, ce n'est pas dans ce sens que les jeunes gens doivent chercher. Ils ne veulent pas revenir au passé. Ils veulent le secouer et construire un monde nouveau, comme nous-mêmes nous avons rêvé de le faire, et comme nous n'y sommes pas parvenus. La République ne les intéresse point, parce qu'elle n'est qu'un trompe-l'œil. Ils ne croient plus à la réforme, parce qu'elle est trop lente, qu'elle entraîne trop de compromissions, et qu'elle est trop aisément révoquée lorsque l'argent vient à manquer. Ils ne croient pas plus à l'insurrection. Voici trop longtemps qu'on la leur promet, et au moment de la déclencher, on sent bien qu'elle ne peut conduire qu'à une inutile boucherie, à la défaite, et à la dictature de l'adversaire. Pendant une guerre peut-être serait-elle possible? Ce n'est pas sûr. Et d'ailleurs qui d'entre nous, qui d'entre les adolescents pourrait pousser l'abstraction assez loin pour souhaiter, au profit d'une incertaine émeute, une guerre où s'en-

gloutirait certainement tout ce qui a pu échapper à la dernière?

Alors? Que veut la jeunesse? Nous devinons ses dégoûts, ses refus, ses révoltes. Mais ses idées, ses exigences, où sont-elles? De grâce, que toute cette jeunesse bouge, qu'elle bouge et qu'elle dise à quoi elle tend. Si elle croit en Dieu, et qu'elle attende le salut d'un retour à la foi, qu'elle le dise. Au moins ce sera quelque chose. Si elle veut pratiquer l'indifférentisme politique et répéter la phrase la plus niaise de M. Bergeret: « La République est le meilleur des gouvernements parce qu'il ne gouverne pas », qu'elle le dise aussi. Au moins on le saura. Si son pessimisme la mène au terrorisme et à l'anarchisme, à la soif d'une action directe dans laquelle puissent s'épuiser les fureurs et les désespoirs, qu'elle le dise encore. C'est tout de même une position. Mais, par pitié, qu'elle sorte de la torpeur et du silence.

En fait s'il reste une voie possible à la jeune génération, c'est seulement la conquête du pouvoir par la conquête des masses. Tout le problème est là. Les masses se sont détournées des niaiseries d'avant la guerre. Elles se sont découragées devant l'échec de l'idéal pour lequel nous avons combattu dix ans, et qui a failli, un instant, se réaliser avec Briand et avec la marée montante du socialisme international. Elles veulent des mots d'ordre neufs. Elles veulent des mystiques neuves. Les jeunes sont-ils capables de les leur donner?

Peut-être notre erreur a-t-elle été, dans notre doctrine, de trop négliger l'élément individuel et humain. Peut-être le socialisme et le communisme se sont-ils trop présentés comme des dogmes scientifiques. Peut-être le jeune radicalisme a-t-il trop cru en l'économie dirigée. Peut-être avons-nous eu trop de pudeur en nous refusant au pacifisme sentimental et en parlant toujours d'organiser la paix. Les masses ne se sont intéressées à la théorie de la valeur, à l'économie dirigée et à l'arbitrage que dans la mesure où elles en ont attendu des miracles. Les miracles ne sont pas venus. Les masses sont parties. Notre aversion du verbalisme, de l'éloquence et du sentimentalisme a donné à notre action un aspect positif et réaliste que seul aurait justifié un rapide triomphe. Notre formation scientifique, la nécessité où nous avons été de donner toute notre attention aux questions économiques a pesé sur nous. Nous avons, à cet égard, mal compris ce qui a fait la force d'un Jaurès ou d'un Briand.

C'est peut-être dans ce sens que la jeunesse peut s'engager. L'humanité et la poésie n'ont pas été fanées en elle, comme en nous, par cinq années de guerre. Une éducation plus paisible a permis aux jeunes gens d'aujourd'hui d'aimer plus que nous la littérature et l'art en eux-mêmes. Les problèmes financiers et économiques, aussi pressants peut-être qu'il y a dix ans, sont tout de même moins neufs et l'initiation y est plus aisée. La jeunesse est ainsi bien plus libre que nous de revenir à

Lorsqu'on dit « bonne foi », c'est à l'Allemagne qu'on fait allusion. Lorsqu'on dit « volonté de désarmement », c'est vers la France qu'on se tourne.

Or, la France peut-elle vouloir autre chose que le désarmement, qui correspond à la position morale qu'elle a toujours prise, qui soulagerait sa situation financière, qui servirait son idéal de paix? Assurément non. Mais elle veut un désarmement de bonne foi et une telle bonne foi ne se présume pas, ne s'établit pas par de simples paroles; elle doit être la résultante d'actes précis.

JACQUES KAYSER.

l'humain, à l'individu. Exalter la personne humaine, lui rendre sa valeur et son sens, rendre à chacun l'idée de sa grandeur, la notion de sa capacité de sentir et de souffrir, réhabiliter le cœur, peut-être est-ce là la mission de la jeune génération. S'exposer à moins de déceptions en passant de voir dans l'économie collective et la paix organisée des buts logiques et absolus dont l'échec désespère. Voir seulement en elles les conditions les plus favorables, mais les plus difficilement accessibles, de la vie individuelle, de la défense de l'individu. Maintenir, même sous des régimes hostiles et même au milieu des désastres, cette primauté de la vie spirituelle: voilà peut-être ce que peut faire la jeune génération. C'est le contraire du fascisme. C'est le contraire aussi du libéralisme bourgeois dont la jeunesse a horreur comme nous. Et si c'est, d'apparence, différent de ce que nous avons cru et tenté pendant dix ans, le pont du moins est aisé à lancer. Car si le retour humain condamne nos formules, il est possible qu'il rejoigne au fond les mobiles secrets — les mobiles que nous n'avons pas avoués, que nous ne sommes pas avoués à nous-mêmes — d'une action que nous avons crue réaliste et qui, peut-être, était surtout généreuse.

#### Où est le conservatisme ?

De M. Thierry Maulnier, dans le Rempart :

L'Etat de l'avenir ne prendra pas, et ne peut pas prendre la même forme en France qu'il a en Allemagne ou en Italie; mais prétendre conserver telles quelles, dans l'évolution actuelle du monde, des institutions qui n'y sont plus adaptées, tel est aujourd'hui le vrai conservatisme, telle est la forme la plus étroite de la réaction.

Parmi les Etats révolutionnaires « modèles » M. Maulnier oublie l'U.R.S.S. à laquelle, d'ailleurs, l'Etat français de demain ne ressemblera sans doute pas complètement non plus.

#### Réaction ? Démocratie ?

L'Agence de Presse franco-étrangère cite un article de M. Albert Milliau :

« La vérité, l'humble vérité, comme disait jadis Guy de Maupassant, c'est que nous traversons une période de réaction comme on n'en avait pas eu de semblable en Europe depuis l'écroulement de la révolution de 1918. Tout le monde parle avec indignation des années 1849, 1850, 1851. Ce n'est pas en France que commença cette réaction, mais dans l'Europe centrale. Le tour de la France vint ensuite.

« En regardant l'Europe, comprenons-nous ? »

Le distingué secrétaire général de la rue de Valois nous permettra-t-il de lui signaler que nous avons nous-mêmes, dans le précédent numéro de notre Agence de Presse franco-étrangère, attiré l'attention sur le danger qui menace la démocratie du fait de sa sollicitude pour l'entrée en contact immédiate avec les régimes dictatoriaux et barbares.

On comprend que de farouches démocrates luttent contre les « dictatures barbares ».

Or les dictatures de Yougoslavie, de Pologne, de Roumanie dépendent de notre portefeuille, alors que nous ne pouvons rien sur les régimes d'Italie et d'Allemagne.

Or, nos démocrates ne parlent guère des dictatures slaves.

La dictature allemande n'est-elle odieuse que parce qu'elle est allemande?



Une illustration du degré d'analyse proposé par Brossolette.

Brossolette, « Le montant des ardoises avant le coup d'éponge », *Notre Temps*, n°172, 11/12/1932, col.517-519.

16  
re,  
re  
Sir  
rec  
si-  
les  
  
ux  
int  
u,  
ye  
o-  
tit-  
lit  
c.  
t-  
t-  
it  
s.)  
f-  
e à  
à  
  
e  
  
t  
  
t  
  
t



## Mouvement International

Pierre BROSSOLETTE :

### Le montant des ardoises et le coup d'éponge



Le débat sur les dettes apparaît sous un jour tout à fait différent selon qu'on envisage seulement l'échéance du 15 décembre en elle-même ou qu'on admet qu'elle engage toute la négociation ultérieure sur les dettes. Si l'on considère l'échéance en elle-même on ne se trouve assurément pas devant des chiffres fabuleux. Faut-il rappeler le montant des sommes dues par chaque pays le 15 décembre ?

- Belgique : 21.250.000 dollars, soit 527.125.000 francs.
- Estonie : 256.370 dollars, soit 6.409.250 francs.
- Finlande : 176.235 dollars, soit 4.404.875 francs.
- France : 19.261.432 dollars, soit 479.535.800 francs.
- Grande-Bretagne : 95.550.000 dollars, soit 2.388.750.000 francs.
- Hongrie : 10.729 dollars, soit 1.018.025 francs.
- Italie : 1.245.437 dollars, soit 31.135.925 francs.
- Lettonie : 158.652 dollars, soit 3.716.300 francs.
- Lithuanie : 92.388 dollars, soit 2.309.700 francs.
- Pologne : 3.327.280 dollars, soit 110.709.500 francs.
- Tchécoslovaquie : 1.500.000 dollars, soit 37.500.000 francs.

Ces sommes ne sont pas exorbitantes. Laissons de côté certaines petites puissances centre-européennes dont les monnaies sont désorganisées et qui ne peuvent évidemment payer ni un dollar, ni un franc. Pour la France par contre, pour la Belgique, pour l'Italie surtout (qui affiche bien haut son intention de respecter un engagement qui ne se monte qu'à 30 millions) le paiement de l'échéance est matériellement possible : notre change, par exemple, ne serait pas sérieusement menacé par le transfert de 500 millions de francs, et notre déficit budgétaire n'en serait agrandi que de 10 %. Pour l'Angleterre la situation est assurément plus délicate : l'étroussure de sa réserve de change et la détérioration de sa monnaie doivent lui faire réfléchir sérieusement. Londres pourtant envisage de payer. M. Neville Chamberlain affirme que le coup porté à l'économie britannique par un paiement ponctuel, s'il est rude, ne sera pourtant pas mortel. Il faut donc admettre jusqu'à plus ample informé que le problème, réduit à la seule échéance du 15 décembre, serait matériellement soluble.

Seulement, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Il n'est pas question de savoir seulement si nous pouvons payer 500 millions demain. Il est question de savoir si en les payant nous ne renforçons pas les accords sur les dettes et si nous ne resserrons pas les chaînes qui, pendant 55 ans encore, doivent nous forcer à payer d'énormes sommes à l'Amérique. Il y a là une partie dramatique à jouer et pour la France et pour l'Europe.

Supposer, en effet, que tous les débi-

teurs européens des Etats-Unis acquittent l'échéance du 15 décembre et qu'ainsi se trouvent consolidés les accords sur les dettes, de combien l'Europe serait-elle encore redevable à l'Amérique ?

Il faut rappeler ces chiffres, dont on a peut-être un peu trop oublié l'énormité.

En vertu des différents accords passés avec les Etats-Unis le total de la dette européenne a été établi à 22.188 millions de dollars, soit 565 milliards de nos francs.

On peut estimer les sommes déjà payées par l'Europe à l'Amérique à 1.868 millions de dollars soit 47 milliards de francs.

A l'heure actuelle le solde à payer par l'Europe s'élève à 20.320 millions de dollars soit 518 milliards de francs.

Or dans quelle situation l'Europe se trouve-t-elle vis-à-vis de l'Allemagne ? Le plan Young comportait pour l'Allemagne 59 annuités dont le total atteignait 114 milliards de marks-or soit 689 milliards de francs.

Sur ce total ont été payés 4 milliards de marks-or soit 24 milliards de francs.

S'il était resté en vigueur, le plan Young aurait donc rapporté aux créanciers du Reich très largement de quoi payer leurs propres dettes de guerre, un solde substantiel demeurant encore en leur faveur pour la réparation de leurs dommages de guerre.

En fait, le plan Young a cessé de fonctionner. L'accord de Lausanne (dont la ratification est en principe subordonnée à un règlement satisfaisant des dettes de guerre, mais que l'Allemagne considère, elle, comme définitif) a ramené l'obligation allemande à un forfait de 3 milliards de marks soit 18 milliards de francs.

Et par conséquent si, par une faute de manœuvre ou par une défaillance de la volonté, l'Europe finissait par payer l'Amérique tout en ne recevant pas de l'Allemagne autre chose que le solde fixé à Lausanne, elle se trouverait dans la situation dramatique que résumait les chiffres suivants : à payer 518 milliards de francs ; à recevoir 18 milliards de francs ; à tirer de sa propre substance : 500 milliards de francs.

Si l'on passe à la situation de la France, elle se résume dans des chiffres qui sont, en gros, de moitié moins considérables.

En vertu des accords sur les dettes, la France avait à payer :

- aux Etats-Unis : 6.847 millions de dollars, soit 174.600 millions de francs ;
- à l'Angleterre : 785 millions de livres, soit 27 milliards de francs (1) ;
- au total : 271.600 millions de francs.

Sur ces sommes elle a payé :

- aux Etats-Unis : 180 millions de dollars, soit 4.500 millions de francs (2) ;
- à l'Angleterre : 40 millions et demi de livres, soit 5.250 millions de francs ;
- au total : 9.750 millions de francs.

(1) Au cours théorique de 125 francs.

(2) Ce chiffre correspond aux sommes payées en vertu de l'accord Mellon-Libereger. Auparavant, la France avait déjà payé 20 millions de dollars par an comme intérêts de la dette des états.

Elle est donc redevable envers les Etats-Unis : de 500 millions de dollars, soit 170.100 millions de francs ; envers l'Angleterre : de 745 millions et demi de livres, soit 92.300 millions de francs ; au total : 262.400 millions de francs.

Le plan Young devait lui rapporter 20 milliards de marks, soit 354 milliards de francs ; ce qui, après paiement de ces 180 millions, lui aurait laissé un solde substantiel de 91.600 millions de francs pour réparer ses dommages de guerre.

En vertu de l'accord de Lausanne, cette somme a été ramenée à 56 % des 18 milliards de francs qui constituent le forfait allemand, soit 10.980 millions de francs.

Dans l'hypothèse où la France accepterait de payer ses créanciers de guerre, alors qu'elle ne recourait de l'Allemagne que sa part du forfait de Lausanne, elle se trouverait donc dans la situation que résumait les chiffres suivants :

- à payer : 262 milliards de francs ;
- à recevoir : 10 milliards de francs ;
- à tirer de son propre fonds : 252 milliards de francs.

Ce sont ces chiffres qui doivent guider toutes nos réflexions. Ce qu'il s'agit de trouver, c'est la solution qui préparera le mieux la révision future de nos dettes de guerre.

Faut-il pencher pour un versement dont on déclarera solennellement qu'il est le dernier ?

Faut-il faire un défaut brutal, qui marquerait une volonté arrêtée de ne plus nous placer sur les bases anciennes, mais qui ouvrirait un conflit manifeste entre les Etats-Unis et l'Europe ?

Faut-il adopter la solution bâtarde d'une consignation à la B.R.I. ?

Faut-il, comme l'ont suggéré les socialistes, recourir à une procédure d'arbitrage ? et, dans ce cas, le recours aux arbitres doit-il être considéré comme suspensif ?

Toutes ces solutions sont valables. Dans cette revue même toutes trouvent des défenseurs. Pour ma part, j'éprouve l'impression qu'une seule correspond au sentiment profond des masses, de ces masses qui, après tout, sont les premières et les plus directement intéressées : c'est le refus du paiement. Elles ont admis avec beaucoup de spontanéité que l'Allemagne cesse de payer. Elles ne comprendraient pas qu'on raffînit et qu'on épiloguât lorsqu'il s'agit de ne plus payer les Etats-Unis. On ne peut pas découper en petits morceaux la mystique du coup d'éponge. Peut-être des nécessités financières, bancaires ou diplomatiques prévaudront-elles contre ce sentiment simple et profond du peuple. Elles ne lui enlèveront tout de même pas sa valeur. Et, après tout, quand il s'agit de payer la guerre comme lorsqu'il s'agit de la faire, est-ce que ce n'est pas aux masses qu'il faudrait d'abord se référer ?





La position de Brossolette en matière de désarmement en 1934.

Brossolette, « Le réarmement du Reich ne dépend que de notre refus de désarmer », Notre Temps, n°115, 13/05/1934.

DIMANCHE 13 MAI

# Notre Temps

Quotidien du soir

Direction — Administration — Rédaction :  
96, avenue des Ternes — PARIS (XVII<sup>e</sup>)  
États 06-37-39-39. — LE NUMÉRO 25 CENT.

Pour l'instant, il s'agit de créer l'atmosphère, la mystique; car il ne s'agit de rien de moins que de réformer l'État, de réformer la République, de forger l'outil de la nouvelle Révolution française, qui continuera l'autre, qui fera la nation économique, comme l'autre a achevé la nation politique. Tous ceux qui sont attachés au régime devraient comprendre qu'il se joue là une partie redoutable; c'est accomplir-t-il dans l'ordre et la légalité, en respectant l'essentiel des institutions parlementaires? Ou l'émousse de la rue en décidera-t-elle? On connaît les romantiques ceux qui parlent ainsi dans l'euphorie des dernières années, depuis le 6 février, s'est-on réveillé?

Il le semble, et cette partie redoutable paraît bien engagée par l'accord même qui semble se réaliser sur les points essentiels entre hommes venus de partis différents. Il s'agit là d'un des « rassemblements » sur un terrain défini, en vue d'un « plan » déterminé, qui, sans doute, se substitueront dans les prochains mois à des élections trop étroites dans les partis incapables de gouverner ensemble, même quand ils ont remporté une victoire.

J. PAUL-BONCOUR.  
(L'ŒUVRE)

## AU SERVICE DES MARCHANDS DE CANNONS

# Le réarmement du Reich ne dépend que de notre refus de désarmer

Il est impossible de recourir à l'article 213 sans, en même temps, faire une offre de réduction substantielle des armements

Les renseignements officiels très sobres qui ont été fournis sur les entretiens de M. Henderson et de M. Barthou permettent néanmoins de résumer ainsi les résultats de ces deux journées de conversations :

1<sup>o</sup> M. Barthou et M. Henderson sont tombés d'accord pour considérer qu'il était nécessaire de maintenir, pour le moment, la convocation adressée à la Commission générale du désarmement, et de prévoir, pour la veille, une réunion plénière du bureau.

2<sup>o</sup> M. Barthou a de nouveau assuré M. Henderson qu'il entendait entièrement réserver la liberté d'action de la France au cours de cette réunion.

Sur le premier point, on ne peut que se louer de la décision prise par le ministre des Affaires étrangères français et le président de la Conférence. Aucun ajournement ne pourra remédier à la situation quasi désespérée des travaux du désarmement. Les divers gouvernements consentent parfaitement les données actuelles du problème. Si l'un ou l'autre d'entre eux était disposé à un nouvel effort pour essayer d'aboutir à une convention, il n'aurait nul besoin de nouveaux délais. Et l'on s'est déjà trop répandu en notes, en mémorandums et en échanges de vues pour éprouver l'envie de recourir à de nouvelles conversations. Si un miracle est encore possible, il l'est aussi bien avant le 29 mai qu'après. Si, au contraire, tout espoir doit être abandonné d'arriver à une réduction ou même à une simple limitation des armements, il vaut mieux que les peuples le sachent, et que cesse l'effroyable hypocrisie avec laquelle chacun condamne la violence et la guerre tout en s'y préparant délibérément. Assez de vaines paroles, de faux fuyants et de mensonges ! Il faut en finir.

**Le droit d'investigation**

Sur le second point on est en droit de se demander comment le gouvernement français usera de la liberté qu'il a revendiquée.

Hier, des rumeurs couraient selon lesquelles il aurait en l'intention de s'adresser au Conseil de la S.D.N. et d'invoquer l'article 213 du traité de Versailles pour demander une investigation sur les armements allemands et éventuellement une action coercitive contre le Reich. La presse anglaise examinait déjà l'aspect juridique du problème et discutait minutieusement des droits respectifs que peuvent conférer à la France l'article 213 du traité et l'alinéa 2 du paragraphe 3 des accords de Locarno. Dans Le Petit Parisien, M. Albert Julien, qui ne manque point d'informations et qui ne passe point pour être à la légère, demandait :

Quelle va être l'attitude du représentant de la France? Vot-il le procès du Reich? Examine-t-il les infractions au traité? Puis, toute convention étant reconnue impossible, proclame-t-il comme il le fait au Conseil de la S.D.N. l'illégalité de l'armement du Reich?

alors que nous-mêmes, en nous désarmant point, avons transgressé l'esprit et la lettre de ce même traité du pacte de la S.D.N. qui en est la préface et des accords de Locarno qui en sont le corollaire, ce serait déterminer en elle une volonté d'accepter de résistance et risquer de nous trouver à peu près seuls en face d'elle, en un tête à tête tragique et peut-être sanglant. Seule la signature préalable d'un projet de convention de réduction générale des armements peut justifier et permettre le rappel du Reich à ses obligations de désarmement; seule elle peut ranger aux côtés de la France l'opinion internationale et les gouvernements étrangers; seule peut-être elle pourrait déconcerter la résistance à l'Allemagne. Accompagné de l'engagement formel de réduire nos forces militaires, l'invoquant de l'article 213 deviendrait légitime, salubre, et nous serions les premiers à y applaudir. Sans un tel engagement, elle serait une terreur et folle aventure. C'est à ce titre que nous la revendiquons. Et c'est à ce titre que nous nous réjouissons de savoir que l'idée en avait été abandonnée.

**L'« ajustement » des armements**

Mais si le gouvernement est résolu à ne point solliciter, et à ne point entreprendre d'action contre le réarmement allemand, que compte-t-il faire à Genève?

On assurait hier, dans les milieux officieux, que M. Barthou avait une idée derrière la tête et que peut-être il proposerait un plan après avoir laissé les délégations se débiter dans l'impasse où elles sont acculées aujourd'hui.

Mais quelle solution? On disait encore que peut-être

### LIBRES OPINIONS

## CLASSES MOYENNES ECRASEES

par Marcel DEAT  
député de Paris

Impavide et superbe d'orthodoxie, M. Germain-Martin poursuit sa politique. Le peuple de France va faire sa petite crise de déflation, tout comme le bon peuple d'Allemagne au temps du ministère Brüning. Fâcheux souvenir, en vérité. Mais nos maîtres n'en ont cure; ils ont pris à tâche de démontrer que les expériences des autres nations n'ont jamais servi à aucune. Nous ne sommes pas encore entrés dans cet aspect positif de la politique qu'entrevoit Auguste Comte; les gouvernements d'aujourd'hui sont juste assez frotés de science pour dogmatiser au nom de la finance classique. Et ils ne s'aperçoivent pas que leur Sorbonne n'est que la Bourse.

**Les ordres des banques**

Les ordres de la grande Banque et de l'industrie lourde continueront donc, quelque temps encore, d'être fidèlement exécutés. Les affaires de ces messieurs vont bien: réduction des frais généraux par la compression des salaires, tarifs douaniers sur mesure, perspectives de commandes militaires, bons du Trésor de tout repos, et promesse ferme d'un emprunt plantureux. Car personne n'a pris au sérieux les éléments de M. Germain-Martin; son seul secret porte sur la date, fragile barrière contre la spéculation. Qu'importe d'ailleurs, puisque les rentes montent?

En bien! non seulement nous n'arrivons pas à nous pâmier d'admiration devant les exploits de M. Germain-Martin, mais nous jugeons sévèrement, comme elle le mérite, la redoutable opération sociale dont il est l'exécuteur consciencieux et inconscient. M. Germain-Martin, avec sa déflation, est en train de tannier les classes moyennes.

Georges Valois le démontrait l'autre jour avec beaucoup de clarté; sous prétexte de mieux prendre en mains la direction de l'économie et d'éliminer les éléments d'incertitude et d'imprévision, de résorber les ferments d'anarchie, d'assainir en somme le marché français, nos grands chefs de banque et d'industrie poussent à une déflation à laquelle les petits ne résisteront pas. En effet, leur chiffre d'affaires sera réduit, mais non leurs dettes. L'impossibilité de les amortir entraînera une cascade de liquidations et la rafle des fonds de commerce par d'avisés spéculateurs. Il en ira de même des artisans et des industriels à trésorerie courte.

Naturellement, les orthodoxes de la concentration capitaliste pourront s'en réjouir dans le camp marxiste. Et rêver d'une prolétariat intégrale des classes moyennes, qui accroîtrait le potentiel révolutionnaire de l'extrême-gauche. En quoi nos orthodoxes commettent un erreur rigoureusement parallèle à celle du grand capitalisme. Tant il est vrai que le marxisme suit le capitalisme comme son ombre, et en refait la décadence après en avoir traduit la splendeur.

Car les classes moyennes, ainsi triturées par la déflation, qui s'ajoute à la crise, ne se laisseront pas réduire à l'état de résidu.

Albert Bayet s'avance au bord de la riboune pour développer devant l'assemblée son rapport sur l'épuration du parti.

Écouté avec attention, l'orateur fait remarquer que le scandale Biarritz n'est pas spécifiquement un scandale de gauche. C'est sous le signe des gouvernements de facilité que l'escroc a commencé à bénéficier d'une impunité scandaleuse.

Des noms? Le rapporteur en cite non sans amusement, car après ceux de MM. Garat et Bonnaure, il prononce ceux de MM. Proust, Dalmier, René Renoult, André Hesse, et il y ajoute celui de M. Mabry, qui s'est fait, dit-il, le champion de M. Chippie.

Les conclusions du rapporteur sont les suivantes: interdire aux avocats parlementaires d'accomplir un acte de leur profession en faveur des socialistes faisant appel à l'épargne ou au crédit, ou bien contre l'État; interdire aux députés socialistes et à leurs diverses collectivités publiques; voter d'une loi frappant de dégradation civique et de la prison sans sursis la corruption et le trafic d'influence.

M. Albert Bayet voudrait que le Congrès de Clermont ait un grand congrès de réformation.

— Nous le pourrions, dit-il, à condition de donner au peuple l'idée que nous sommes comme lui, vivant le notre travail, dans la hale des seroces et des filibustiers et mettant à vertu à l'ordre du jour de la République.

(VOIR LA SUITE EN DERNIÈRE PAGE)

### A METZ

## Le Congrès de l'U.N.C. se poursuit aujourd'hui

Metz, 12 mai. (De notre envoyé spécial). — La Commission des Jeunes s'est réunie pour entendre la motion rapportée par les membres de cette Commission, qui avaient pris part au débat.

A l'unanimité une motion fut alors adoptée, où il est dit notamment: « La Commission estime que la transmission aux générations montantes de la doctrine de l'U.N.C. exprimée à la Gaule Warzanc, commencée au sein de la famille, doit être poursuivie à l'école. »

Hier, soit le bureau de l'U.N.C.,

### LA BATAILLE COOPERATIVE

## "LE SALUT EST EN NOUS" DIT JUSTEMENT M. POISSON

Les congressistes unanimes ont décidé d'opposer le front unique de la coopération au plan de ses adversaires.

« Nous subissons un grave à-coup. C'est une pluie d'argent. Elle ne sera pas mortelle. Elle ne le sera que si les coopérateurs s'abandonnent eux-mêmes. » Cette déclaration faite à Evian par M. Prache, délégué du Nord, valut bien la volonté de redressement qui, sous l'impulsion de plusieurs, reprit, au cours du congrès de la Fédération nationale des coopératives.

Evian, 12 mai. (De notre envoyé spécial). — La séance d'hier a été consacrée à la discussion générale. Aussitôt, le combat s'engagea sur le rapport moral de la F. N. C. C. et du fait des circonstances actuelles la discussion va surtout porter sur la réorganisation des organismes centraux.

Parmi les nombreuses interventions, citons celle de M. Rolland.

Cela voudrait dire que les puissances, loin de réduire ou même de limiter leurs armements, les augmenteraient.

Cela voudrait dire aussi qu'après avoir proclamé solennellement qu'on ne légifèrerait jamais le réarmement allemand, on y acquiescerait en fait.

Est-ce là la grande pensée de M. Barthou et du gouvernement? Est-ce de cette manière qu'ils comptent donner satisfaction à l'ent-major et faire admettre par l'opinion française et internationale l'impopularité de la durée de notre service militaire?

On ne surmuit le dire avec certitude.

Mais il est certain que si la France ne veut ni contraindre le Reich à recourir sur son réarmement ni accepter pratiquement ce réarmement, on ne voit pas ce qu'elle pourrait faire à Genève.

Car déclarer purement et simplement que chacun doit reprendre la liberté d'assurer comme il l'entend un service, ce serait encore accepter le réarmement allemand, le justifier et l'encourager.

En réalité, comme nous n'avons cessé de le dire, la seule solution est l'opposition au réarmement du Reich sur la base d'une réduction générale des armements.

Mais c'est la seule dont le gouvernement ne recule pas.

Pierre BROSSOLETTE.











mon, vice-ministre des Affaires extérieures, une note verbale suspendant les négociations relatives à la ratification de la convention de 1930 entre la Chine et l'Allemagne.

La note explique que les négociations sont suspendues à la suite de la taxation des riz étrangers par les autorités du Kouang Toug et elle indique que les négociations pourront reprendre si la taxe est abolie et si l'engagement est pris qu'elle ne sera pas rétablie.

**L'escadre Vuillemin vole vers Bangui**

Fort-Archambault, 2 décembre. — Les vingt-huit appareils de l'escadre du général Vuillemin ont quitté Fort-Archambault ce matin, à six heures, à destination de Bangui, pointe extrême de leur croisière.

A 7 h. 06, l'escadre faisait savoir qu'elle survolait Bouka.

A 7 h. 15, elle indiquait qu'une cellule de trois avions blancs s'étaient posée normalement sur le terrain de Bouka, l'un des appareils composant cette cellule ayant dû se trouver en difficulté.

A 8 h. 14, l'escadre survolait Damara.

science, juge ses mandataires, et saura reconnaître ceux qui auront rempli, avec désintéressement et avec courage, leur devoir envers lui.

Puis le président du Conseil dépose sur le bureau de la Chambre le projet de redressement, qui sera envoyé immédiatement à la commission des Finances.

Le débat s'engagera alors sur les interpellations, dont le gouvernement demandera le renvoi, montrant qu'il est inutile d'interpeller sur la composition du cabinet, puisqu'on pourra le jeudi prochain, fuser ses actes, lors de la discussion du projet.

C'est alors que M. Chaumets posera pour la première fois la question de confiance.

Les urnes circuleront une deuxième fois quand le président du Conseil demandera l'extrême urgence.

**Avant la séance**

Les groupes se sont réunis ce matin à la Chambre, pour examiner les conditions dans lesquelles se présentera le débat de cet après-midi et pour arrêter leur attitude à l'égard du nouveau ministère.

**LETTRÉ D'ALLEMAGNE**

**Les projets touristiques du Troisième Reich**

(De notre correspondant particulier à Francfort.)

Francfort, 2 décembre. — L'exécution du grand programme de travail que le gouvernement hitlérien s'est proposé de réaliser avec un montant provisoire de trois milliards et demi de marks, est surtout dans les régions rhénanes que l'effort est intensifié. La grande autoroute Cologne-Bonn vient d'être mise au service des touristes d'outre-Rhin et la première autostrade destinée à joindre un jour la mer du Nord à la frontière suisse, voie gigantesque dénommée « Haffraha » (abréviation des trois villes : Hambourg, Francfort, Bâle, entre lesquelles cette route établira une communication directe), est en voie de construction, au moins en ce qui concerne son tronçon méridional, joignant Francfort à Mannheim. En effet, dans ce secteur « Mein-Neckar » de la Haffraha, devant les portes de la vieille ville de Francfort, patrie de Goethe, plus de quinze cents ouvriers sont à l'œuvre pour aplanir le terrain et pour terminer les travaux. On espère pouvoir finir le tronçon Francfort-Mannheim en trois ans. La route passera entre Darmstadt et le Rhin, pour se diriger ensuite vers le Neckar. Les villes de Mannheim et d'Heidelberg seront rattachées à l'artère principale par d'autres routes, de même que Mayence et Wiesbaden. Une autre autostrade sera orientée vers le Nord, établissant ainsi une communication entre Francfort et Cologne; une autre vers l'Est, dans la direction d'Aschaffenbourg (Bavière). Le tronçon septentrional proprement dit est envisagé entre Francfort-Cassel-Hanovre et Hambourg. Près de cent millions de marks ont été mis à la disposition de la société « Reichsautobahnen », filiale de la Reichsbahn, qui entreprendra non seulement les travaux, mais également l'exploitation future du nouveau réseau d'autostrades que M. Hitler et son inspecteur général des ponts et chaussées, M. le docteur Todt, ont projeté. Toutes ces nouvelles routes d'automobiles se composeront de deux chaussées à sens unique, ayant chacune une largeur de 7 m. 50, séparées par des bandes de pelouse, et possédant des aménagements

spéciaux contre l'éblouissement des phares. Le revêtement se fera probablement en béton, les routes asphaltées ou goudronnées présentant trop d'inconvénients pour la circulation nocturne.

Dans le cadre de cette véritable révolution touristique, la ville de Francfort a récemment conçu le plan de faire construire un nouvel aéroport, situé près de Keilsterbach, à treize kilomètres de la ville, sur territoire hessols. Le nouveau port aérien facilitera non seulement l'atterrissage des grands avions, dont les manœuvres — sur l'ancien aéroport — étaient fréquemment dérangées par les brouillards et le voisinage de la montagne du Taunus, mais il servira également de base aux zeppelins que le docteur Eckener aurait l'intention de mettre à la disposition du tourisme allemand et trans-européen. Le nouvel aéroport, qui sera complètement entouré de bois, sera raccordé à l'Haffraha par une route d'embranchement spéciale.

Walter BING.

**La carrière des nouveaux ministres du Reich, MM. Hess et Roehm**

Berlin, 2 décembre. — M. Rodolphe Hess, qui vient d'être nommé ministre du Reich sans portefeuille, est l'un des vétérans du mouvement national-socialiste et un intime du chancelier Hitler. Né à Alexandre (Egypte) le 28 avril 1894, il est venu en Europe à l'âge de quatorze ans.

Grièvement blessé au poulmon pendant la guerre, il était aviateur en 1918 sur le front occidental. Le 9 novembre 1923, il prit une part active à la tentative de coup d'Etat national-socialiste à Munich et fut incarcéré dans la forteresse de Landsberg avec M. Hitler.

Il y a quelques mois, le chancelier l'avait nommé son représentant, muni de pleins pouvoirs, à la direction du parti.

Le capitaine Ernest Roehm, qui vient également d'être nommé ministre sans portefeuille, est un ancien officier de carrière. Mutilé du visage à la suite de blessures de guerre, il servit, après les hostilités, comme officier d'état-major général et comme porte-drapeau dans le corps franc du général von Epp. A l'époque des poursuites contre le national-socialisme, le capitaine Roehm quitta l'Europe et devint instructeur à l'armée bolchévique. Rentré en Allemagne, il se consacra à l'organisation des troupes d'assaut.

Mines d'or, au Mexique, 1400 tonnes, valeur 24 80 avant taxes. Au Parquet, Central Mining, 470 tonnes, 1480. En coulisse, Goldfields, 253 tonnes, 252; Rand Mines, 495 contre 490.

**Derrière cours agricoles**

BOURSE DU COMMERCE  
Céréales. — Blé, 101. Les avoines sont un peu plus soutenues. On espère que le Parlement adoptera l'avoine dans le plan de défense du blé. Les avoines dépassent de leur mont. Sucre. — Hausse de 0 50 à 1 franc. Alcool. — Tendence faible sur les époques rapprochées.

**HALLS CENTRALES**

Viande. — Débit actif, mais l'importance des offres, en ce qui concerne le veau, a provoqué un nouveau tassement pour cette viande. Hausse sur les gigots.

Fromages. — Marché plus animé. Cours soutenus et même haussés sur les gruyères. Seuls, les port-salut, extra sont en baisse. Volailles. — Les arrivages étaient exceptionnellement importants (180 000 kilos), mais malgré une demande très active une légère baisse est-elle inévitable en ce qui concerne les poulets ordinaires, poules, oies dépeignées, lapins morts.

**Les Ailes**

♦ Samedi 9 décembre, banquet des anciens pilotes de chasse de la guerre, à l'Hôtel Lutétia.

♦ Tableau de marche de la Croisière africaine. L'escadre des 28 avions du général Vuillemin, arrivée avant-hier matin au lac Tchad, a passé la nuit de jeudi à vendredi à Fort-Lamy. Elle a quitté Fort-Lamy hier matin pour Fort-Archambault et a atterri à ce dernier endroit, vers 11 heures, après avoir signalé ses passages successifs à Milton à 8 h. 10, et à Barchara à 8 h. 55.

♦ Ce matin, à 8 h. 15, le trimoteur Dewoitine, équipage Launay et Givon, a quitté Le Bourget pour Alger. C'est L'Embraude, qui a déjà accompli les magnifiques performances Paris-Londres (68 minutes), Paris-Dakar et Paris-Bruxelles.

♦ Marcel Doret a volé, avant-hier, à Toulouse, à bord du monomoteur Dewoitine 331, Hispano 1000 CV, de bombardement à longue distance.

♦ Lindbergh va probablement revenir en Europe, à Londres en particulier, avant de rentrer aux Etats-Unis.

**Vous qui aimez le Spectacle lisez COMCEP**

le numéro 25 centimes - 27<sup>e</sup> année et chaque jour dans

si la chance vous favorise votre place vous est offerte

PORT SAIN SARAS



# ASPECTS POLITIQUES DE L'ALLEMAGNE

(Notre Service Spécial.)

organisme qui aurait dû être ajusté aussitôt après la guerre : le Ministère de la Propagande. Il a mieux fait encore de mettre à la tête de ce nouveau département ministériel M. L.-O. Frossard, qui y sera « the right man in the right place » et dont il faut souhaiter qu'aucune vicissitude ministérielle ne vienne arrêter l'effort.

D'autre part, tâche vitale entre toutes, il faut que le potentiel propre de la France s'accroisse au plus vite. Jamais n'a été aussi pressant le vieux dicton « Aide-toi, le ciel t'aidera ». On peut l'actualiser en écrivant : « Que la France s'aide, et l'Angleterre l'aidera davantage. Que la France s'aide, et le monde l'entourera. Que la France s'aide, et l'Allemagne la respectera, traitera dans des conditions satisfaisantes ».

Or, pour qu'un peuple s'aide », il lui faut deux choses.

La première est de se sentir uni, soulevé par un élan unanime. Je ne fais pas allusion ici à la duperie que constituerait la naissance d'une formule politique d'Union Nationale, associant autour du même tapis ministériel des adversaires qui ne maintiendraient une apparente cohésion gouvernementale qu'en ajournant toute décision susceptible de les dresser les uns contre les autres. Je parle d'une réunion d'hommes d'action, associés autour d'un programme de travail positivement établis.

La seconde chose, c'est de TRAVAILLER.

Or, la France est depuis deux ans un pays où l'on travaille de moins en moins. S'il y a une démission de la France, c'est en cela qu'elle réside — et non ailleurs.

Qu'on me comprenne bien. En affirmant que le Français travaille de moins en moins, je ne dénonce pas spécialement les inconvénients économiques et nationaux résultant des diverses lois sociales, dont j'ai toujours défendu le principe. CES INCONVENIENTS PEUVENT DISPARAITRE PAR UNE ŒUVRE D'ORGANISATION, qu'il s'agisse de modifier ces lois ou d'en assouplir l'application. Le système du roulement par équipes peut, dans l'industrie comme dans le commerce, et sans augmenter le nombre d'heures de travail demandé à chaque salarié, assurer à la production, annuellement, le nombre global d'heures nécessaire au redressement. Il s'agit d'un phénomène bien plus grave, bien plus profond, CONTRE LEQUEL AUCUN REMÈDE TECHNIQUE N'EXISTE : l'abaissement du rendement moyen de l'ouvrier, considéré individuellement.

On comprendra que, faute de place aujourd'hui, j'ajourne à un prochain article la publication des chiffres anglo-français, qui prouvent que chaque Français, en une heure, produit environ 10 pour 100 de moins qu'il y a deux ans. CE QUI EST PLUS REDOUTABLE POUR NOTRE PAYS QUE TOUT AUTRE PERIL.

Jean LUCHAIRE.

Abonnez-vous à Notre Temps

avant le prochain relèvement de nos tarifs

Le Reich, géant et vaincu, doit sa contraction et sa force explosive aux Traités de Versailles, de Saint-Germain et de Trianon, qui furent élaborés avec un autre plan, qui furent publiés dans une autre logique. On pourrait ironiser là-dessus. Il est peut-être plus opportun de constater les faits et d'examiner l'évolution de la politique intérieure du national-socialisme, son développement positif et ses méthodes de politique intérieure.

Et ce moment même, dans d'autres pays, d'après contestations dressent les uns contre les autres les intérêts de la classe ouvrière et de la classe patronale, intérêts dont un pose le principe qui sont toujours, en Allemagne, pendant ce temps, présents. En Allemagne, pendant ce temps, présente la réalisation de la France centrale, dont la guerre avait seulement laissé apparaître le schéma antérieur.

Dans cet effort collectif, c'est à l'Etat à faire sélection de ceux qui seront les chefs, c'est-à-dire de ceux qui portent en eux des caractéristiques plus parfaitement définies de la volonté de la race. Avec le soin infini de l'organisation qui place le Germain aux antipodes des impré-

vis, on constate le développement que prend cette formation méthodique des chefs dans l'actuelle jeunesse hitlérienne. Or, comme il n'a plus, en Allemagne, d'autre jeunesse que celle-ci, c'est bien à l'étude de la GÉNÉRATION INMOVABLE DE DEBAIN, qui s'adresse toute prospective de ces méthodes.

Quand on songe que en maints pays les débats entre partis politiques, les dogmes, la satisfaction visible à se servir de formules et à se payer de mots, quand d'autre part, on voit se mourir tels peuples, fonte de naissances, tout simplement parce que les enfants, dits illégitimes, ne naissent pas, qu'on en regard de cet effroyable suicide, on scrute l'effort du peuple de paix, qu'on en regard de cet effroyable suicide, on scrute l'effort du peuple de paix, qu'on en regard de cet effroyable suicide, on scrute l'effort du peuple de paix...

Le plus centralisé et multiple de l'éducation national-socialiste compte l'éducation professionnelle viciée, car le métier de paysan est considéré comme le plus noble qui soit. Le Jugendwart du Reichsbanner-Standessubordonné direct de Hitler von Schwanitz, le Jugendführer (Chef de la jeunesse) énonce la doctrine fondamentale de la Germanie d'aujourd'hui : un pays dont le paysan dirige la vie, dit-il, est un pays condamné à mort. Donc, il faut, non seulement réformer le paysan, mais le faire, en élevant ainsi le travail de la terre à la dignité d'une profession pour laquelle il est formé par des études ad hoc.

Jean BELLIARD.

(Voir suite page 4)



Guy ZUCCARELLI :

## LA GRAND'PEUR

Nous avions déjà un quotidien : « Le Peuple » ; deux hebdomadaires importants : « Syndicats », pour les modérés et « la Vie Ouvrière » pour les « durs ». Et maintenant nous avons « Méssidor », le grand magazine du peuple, l'hebdomadaire de la démocratie syndicale.

Dans le premier numéro nous trouvons un article, sur « Le temps de la grand peur », qui ne manque pas de vérité, mais qui, malheureusement, s'arrête en chemin et par là devient partial. Nous allons donc faire de notre mieux pour le compléter et afin que nos lecteurs suivent bien la pensée de M. Pierre Scize, auteur dudit article, et la nôtre, nous en reprendrons les principaux passages.

« Qu'une dame fort peinte et parée comme une chasse ne puisse supporter qu'on lui montre (au théâtre) un travailleur gentil et dévoué, sans y voir une provocation, voilà qui ne juge pas seulement elle, mais une classe. »

« Que toute une phalange d'esprits clairs fassent croire au peuple que tous les patrons sont haineux, profiteurs et assassins ne nous incite pas à condamner une classe en bloc, en l'occurrence celle qui se laisse intituler « la classe ouvrière » comme si le reste de la Nation se croisait les bras. Nous ne jugeons pas davantage la classe des clercs et pourtant ils nous donnent bien souvent la preuve qu'ils trahissent. »

« Avec ou sans bijoux les grandes et les petites bourgeoises ne pensent pas tellement au « peuple » avec répugnance. Leurs maris trouvent parfois avoir le désir d'un peu plus d'ordre dans nos lignes, son Hitler à l'Allemagne, et à

l'Espagne Franco. Ils n'ont pas nécessairement « l'œil sec » ; le cœur calme lorsqu'ils assistent, dans les cinémas, aux grands massacres de femmes et d'enfants ; et nous sommes loin de croire qu'ils s'ouviennent après le temps d'un venant Belleville et La Chapelle fumer sur l'enclume de la guerre, comme Barcelone ou Gernica. »

Nous croyons même que c'est eux qui ont mis un frein à ces tueries en tentant à maintes reprises d'intervenir pacifiquement auprès des belligérants, ainsi qu'en refusant de fournir davantage de canons, de munitions et d'avions aux uns ou autres autres. »

Vous écrirez : « Regardez autour de vous et comparez ceux qui ont peur. Vous y renoncerez bientôt. Ils sont trop. »

« D'accord ! Mais il n'y a pas que les bourgeois repus qui ont une sainte frayeur de tout et de rien ; nous l'avons déjà signalé depuis longtemps ici même : la peur tenaille le pays entier. Des exemples ? M. Léon Jouhaux a peur de perdre son prestige, sa place, ses avantages, c'est la vraie raison pour laquelle il a créé un nouvel hebdomadaire, dont, sans cela, le besoin ne se faisait pas sentir. »

M. Léon Blum a eu peur que la guerre éclate et que ce soit un autre qui tienne les grands leviers, c'est pourquoi il a préféré ne pas renoncer après son échec d'union nationale, et qu'il a constitué ce ministère provisoire moult politiques et sociales sans pouvoir cela envier. » A l'Italie son Mussolini. Thorez voudrait bien constituer un parti communiste « français », mais il a peur de ne plus trouver un centi-

# LE MONDI L'Angleterre

(Notre Service spécial.)

La situation européenne, et la suite de l'occupation allemande de l'Autriche, des événements d'Espagne et des incertitudes politiques intérieures en Angleterre, a été bien définie par M. Lloyd George lorsqu'il s'est écrit : « Depuis plus de quarante ans que je suis dans la vie politique, jamais je n'ai vu les relations internationales dans un pareil désarroi à l'égard de ce désastre politique, la nation britannique conserve son caractère traditionnel. Mais une certaine émotion ne marque pas de se déviner dans les déclarations officielles les plus pondérées, confuses, l'axe Vienne-Madrid, sur lequel Charles Quint se tenait en équilibre, avait posé les problèmes les plus ardues à la diplomatie et à la stratégie militaire de l'Europe. L'opinion conservatrice en général, réactionnaire-interventionniste, que ce soit dans le sud ou à l'est du continent, fit le « Daily Express » précher l'isolement international, recommandant à l'Angleterre de s'arrêter jusqu'à ce que l'on ne puisse devenir le proie d'un ennemi puissant. L'opinion de gauche se rend compte que toutes les manifestations qu'elle peut organiser à propos de l'affaire autrichienne n'avançaient en rien les choses. Aussi elle se concentre davantage sur l'Espagne, exigeant du gouvernement qu'il sorte de sa neutralité pour permettre aux républicains d'endiguer la vague de fascisme qu'elle persiste à déverser sur le sol espagnol. »

Entre ces deux extrêmes, le gouvernement maintient une attitude évasive sans vouloir s'engager à l'avance dans une direction quelconque, mais sans chercher à empêcher ses obligations de que l'on crant dans les milieux officiels, c'est que les affaires d'Espagne ne précipitent pas la république par la France de l'accord de non-intervention, et que les deux dilemmes au profit de l'occupation pour atténuer la France. Une autre crainte, c'est que Hitler ne s'avise soit de faire pression sur la Tchécoslovaquie, soit de chercher, en accord avec la Pologne, à



me pour sa propagande. Le parti communiste actuel a pour que M. André Gide dise tout ce qu'il sait de la Russie soviétique ; il a pour qu'un Kieberg Legay soit entendu et écouté ; il a pour que les choses s'arrangent car alors il n'aurait plus de raison d'être ; il a pour que les républicains espagnols soient vaincus, pas tant à cause des morts, — il y en a de deux côtés, hélas ! — mais parce que Lénine avait prédit : « Après nous ce sera l'Espagne, et que s'il s'est trompé en cela, rien ne prouve qu'il ne s'est pas trompé en d'autres circonstances. »

Le parti socialiste S.F.I.O. a peur des communistes parce qu'il connaît leur dynamisme, leur turbulence et leur aisance à changer de programme « extérieur » pour atteindre « le but », toujours le même. Il a peur des radicaux parce qu'ils ont encore l'oreille du pays et que demain ils pourraient facilement faire partie d'un ministère « national », même axé à droite.

Les radicaux ont peur des hommes de droite autant que de ceux qui siègent à leur gauche ; ils ont peur du Front Populaire qui est mort et du Front X qui n'est pas encore né. Politiciens et meneurs ont peur de trouver un homme ou une poignée d'hommes qui planent au-dessus de la médiocrité générale et détruisent leur prestige à venir en criant : « Au fascisme » ; autres ont peur de se battre pour des idées, aujourd'hui tout le monde a peur que le voisin puisse en avoir.

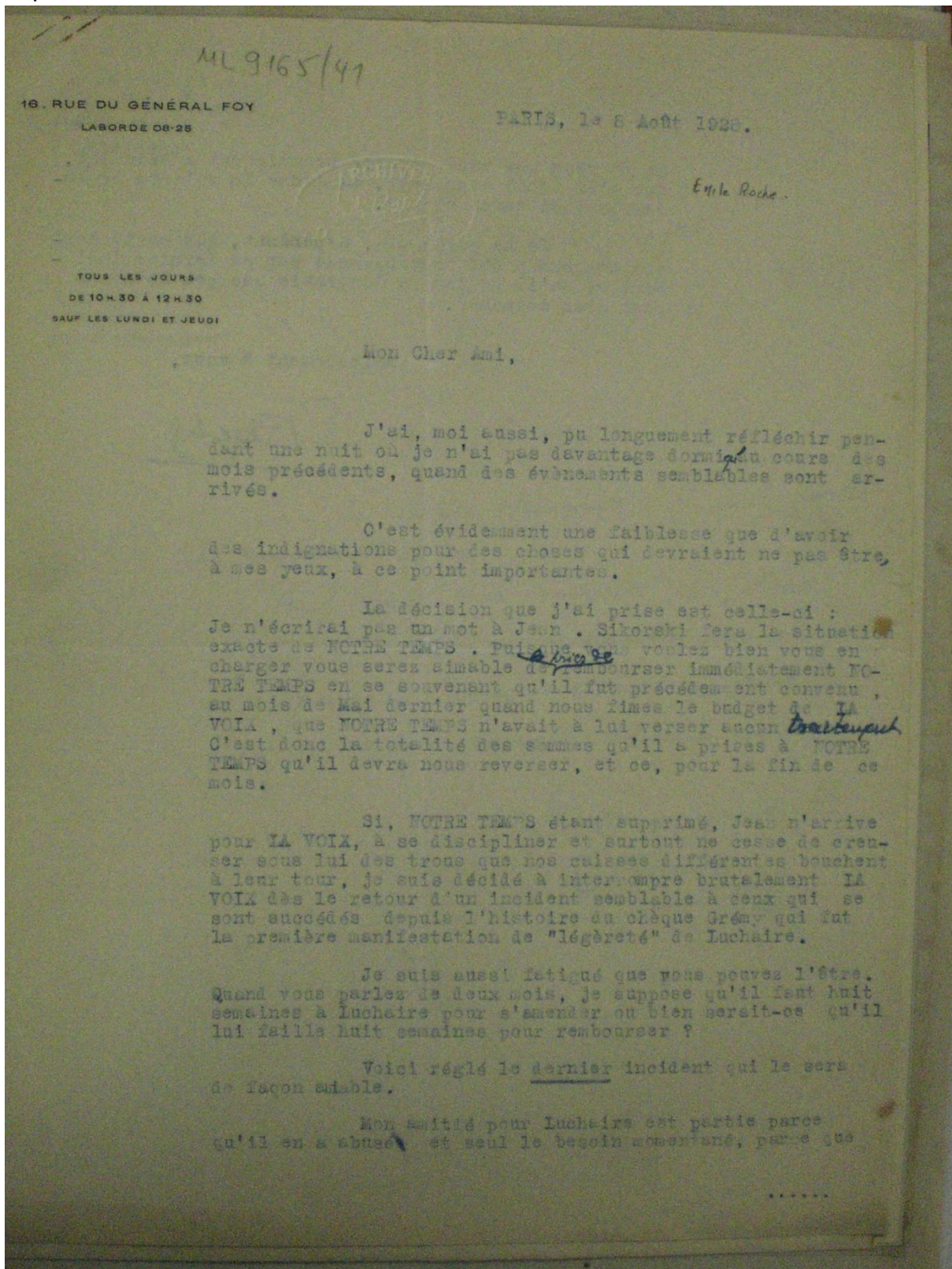
Ce n'est pas avec toutes ces peurs que nous reconstruirons. Et c'est un crime que commettent les clercs de laisser le peuple espérer dans de telles conjonctures.

Pré- / l'ou- / sur- / m' / ser- / mil- / dé- / fac- / me- / An- / ne- / aux- / Phil- / L' / res- / vol- / poli- / rfu- / de- / all- / sou- / com- / me- / Mai- / mett- / U- / J- / mé- / aux- / alle- / de- / nom- / tra- / et- / s' / Lan- / cha- / ter- / mini- / la- / v- / beau- / d' / au- / du- / cino- / s' / l' / l' / Ex- / do- / Ma- /



Quelques rares courriers durant l'existence de *Notre Temps*.

La rupture en 1928 entre Luchaire et Emile Roche vue par ce dernier.  
Papiers Oscar-Paul Gilbert, AML, ML 9165.



ML 9165/47

16, RUE DU GÉNÉRAL FOY  
LABORDE 08-25

PARIS, le 6 Août 1928.

Emile Roche.

TOUS LES JOURS  
DE 10 H. 30 À 12 H. 30  
SAUF LES LUNDI ET JEUDI

Mon Cher Ami,

J'ai, moi aussi, pu longuement réfléchir pendant une nuit où je n'ai pas davantage dormi qu'au cours des mois précédents, quand des événements semblables sont arrivés.

C'est évidemment une faiblesse que d'avoir des indignations pour des choses qui devraient ne pas être, à mes yeux, à ce point importantes.

La décision que j'ai prise est celle-ci : Je n'écrirai pas un mot à Jean . Sikorski fera la situation exacte de NOTRE TEMPS . Puis, <sup>à faire</sup> vous voulez bien vous en charger vous serez aimable de rembourser immédiatement NOTRE TEMPS en se souvenant qu'il fut précédemment convenu, au mois de Mai dernier quand nous fîmes le budget de LA VOIX, que NOTRE TEMPS n'avait à lui verser aucun <sup>travaux</sup> C'est donc la totalité des sommes qu'il a prises à NOTRE TEMPS qu'il devra nous reverser, et ce, pour la fin de ce mois.

Si, NOTRE TEMPS étant supprimé, Jean n'arrive pour LA VOIX, à se discipliner et surtout ne cesse de creuser sous lui des trous que nos caisses différentes bouchent à leur tour, je suis décidé à interrompre brutalement LA VOIX dès le retour d'un incident semblable à ceux qui se sont succédés depuis l'histoire du chèque Grévy qui fut la première manifestation de "légèreté" de Luchaire.

Je suis aussi fatigué que vous pouvez l'être. Quand vous parlez de deux mois, je suppose qu'il faut huit semaines à Luchaire pour s'amender ou bien serait-ce qu'il lui fallait huit semaines pour rembourser ?

Voilà réglé le dernier incident qui le sera de façon satisfaisante.

Mon intérêt pour Luchaire est partie parce qu'il en a abusé et seul le besoin momentané, par conséquent

\*\*\*\*\*



Je ne veux pas vous séparer brutalement d'avec lui,  
que j'ai de le conserver, de même la volonté de in-  
rer quelque temps encore.

Je ne cache pas, cependant, que cette œu-  
vre comme a été très blessée par ce dernier inci-  
dent et qu'il ne faudra des mois que peu de chose  
pour s'en détacher.

Affectueux à vous,

E. Rochy





La correspondance de Luchaire avec Gilbert durant la crise avec Roche.  
Papiers Oscar-Paul Gilbert, AML, ML 9165.

Mu 9165/41

Rabat, Secrétariat général du Protectorat, 1

Ce Mardi soir.

Jean Luchaire

Cher vieux Gil,

me voici marocain depuis vingt-quatre heures à peine, et je commence déjà à m'occuper de ces sacrés canards. Voici l'édito pour le Carnet et ma suite pour la Voix. Mon papier international pour le Carnet ne sera fait que Vendredi soir. Il partira par avion Samedi matin et doit t'arriver normalement Lundi, Mardi au dernier délai.

Je vois ici, dans d'excellentes conditions de confort et d'économie, un tas de choses vraiment passionnantes. Mais le voyage en avion est terriblement fatigant. Très beau, par exemple. La côte espagnole, la Sierra Nevada et surtout le détroit de Gibraltar sont, vus de haut, des spectacles admirables. Seulement, quels changements de température. Je suis passé, en dix minutes, de quelques degrés proches de zéro (3.000 mètres au dessus des montagnes) à 45 au dessus (arrivée à Tanger). J'ai pensé en claquer!

Je te quitte en hâte. Bien affectueusement

Jean

P.S. Ma nouvelle adresse est au haut de cette lettre. Demain je serai à Fez, Meknès etc. Vendredi je serai de retour à Rabat. Puis je ferai, en deux jours, Casablanca, Mazagan et Marrakech. Ensuite je ferai une expédition mystérieuse vers des régions minières dont on n'a pas encore parlé, et dont je serai ~~pe~~ si on m'y autorise, le premier journaliste à dévoiler l'existence.



M. 9165/41  
Rabat, Secrétariat général

2

du Protectorat, XXXX 10 Août

Char vieux Gil,

me voici de retour de ma tournée dans le

nord-est: Volubilis, Moulay Idriss, Meknès et Fès. J'ai même poussé à travers le bled jusqu'au moyen-Atlas, à 2.000 mètres où (on est

plus près du soleil...) il faisait terriblement chaud. J'ai vu des choses admirables, éblouissantes et passionnantes. Ce Maroc est vraiment un pays où, sans rien gâcher du pittoresque local, la vie moderne

s'implante avec une vitesse vertigineuse. Mais je ne vais pas te faire de la copie à l'œil, sois tranquille...

As-tu reçu mon précédent envoi? Sinon, un télégramme. J'ai gardé le double de l'édito Dubarry pour le Carnet et de mes notes rhénanes pour la Voix. Par avion, je pourrais te les faire parvenir à temps encore.

Voici mon papier international pour le Carnet. Voici aussi, en avance, la fin de mes notes rhénanes, bonnes pour le numéro du 25 Août de la Voix. Il te manque encore, pour la semaine qui va du 20 au 25 courant, l'édito et l'article du Carnet de la Semaine. Je te les donnerai ou te les laisserai en passant par Paris.

Car, si je me sens bien et pas trop fatigué, je ne serai pas fâché, après avoir subi demain et après-demain les 80 degrés au soleil de Marrakech (60 ou 65 à l'ombre) de regagner rapidement des régions plus tièdes. Je ne m'arrêterai donc pas en Espagne; d'où économie d'argent et de temps. Je ne le regrette pas: il me faut du temps pour digérer

le Maroc. Aussi, je compte être à Blonville dès le 18, afin de m'y reposer pour de bon. Je ne m'arrêterai à Paris que le temps strictement nécessaire pour renouveler à la maison ma garde-robe et prendre une machine à écrire. Affaire de deux heures, si les trains concordent. Et je te laisserai les papiers au passage, à moins que je ne les envoie deux jours après de Blonville, ce qui te suffit.

Je compte sur



Je compte sur toi pour les 1000 fr. de Françoise, le 15. Ne dis rien à personne de mon retour plus proche. Je ne tiens pas à être empoisonné de préoccupations avant mon retour, le 2 Septembre. Là, je consens à tout, et ... à toutes les démarches. Avant cette date, je crois avoir le droit d'avoir la paix. Ce sera mon tour ensuite de faire face aux nécessités diverses.

Merci encore pour tout. Et fraternellement à toi

*Henri*

P.S.- Veux-tu faire établir un service du Carnet et un de la Voix pour

Françoise, de façon à ce que je trouve les arriérés que je n'aurai pas vu, à Blonville?

Demande aussi à Clergue de faire établir d'urgence un service de la

Volonté pour Françoise.

Voici mon papier international pour le Carnet. Veux-tu que j'aille à Blonville pour te donner les notes nécessaires, pour la semaine qui va du 20 au 25 courant, l'adresse de l'archiviste du Carnet de la semaine. Je te les donnerai en te les faisant passer par Paris.

Car, si je ne suis pas trop fatigué, je ne serai pas fâché, après avoir subi demain et après-demain les 60 degrés au soleil de

l'été (60 à 70 à l'ombre) de regarder rapidement des régions plus

lointaines. Je ne suis pas sûr de pouvoir aller dans les régions d'été

et de temps. Je ne le fais pas car il me faut du temps pour préparer

le matériel. Je compte être à Blonville dès le 18, afin de m'y préparer

pour la semaine. Je ne suis pas sûr de pouvoir aller dans les régions d'été





163/47  
Rabat, ce Lundi.

Cher vieux Gil,  
je reçois ton télégramme auquel je m'attendais un peu. En ce qui concerne Françoise, comme j'espère être à Blonville le 17, j'arrangerai les choses. Je me bornerai donc à ne plus rien rapporter des objets que j'avais en vue ici. Et je pourrai, je crois, éviter de prendre les 1000 francs avant la fin du mois, date normale. Quant aux 5.000 je viens d'écrire une longue lettre au Q. Tu pense bien que je puis arriver à Paris, et recevoir cet argent le jour même. Il faut toujours des palabres pour cela... Je demande donc à qui de droit de me fixer un rendez-vous le 20, rendez-vous utile. Je reviendrai de Blonville exprès et je repartirai ensuite.

Quant à m'arrêter deux ou trois jours à Paris en passant, ce n'est pas possible. Ça n'avancerait en rien nos affaires financières. Et s'il y en a d'autres, je ne suis pas physiquement en état d'y faire face, sauf fabrication d'articles que je ferai aussi bien à Blonville.

Une tournée comme celle que je viens de faire, par la chaleur torride qui règne ici, et avec la rapidité dont j'ai fait preuve, est épuisante. Je suis loin de la regretter. Mais je suis claqué et je commence à faire de la fièvre. Au surplus, j'ai pincé depuis deux jours de terribles névralgies dentaires. Lorsque j'aurai fait douze heures d'avion et autant de chemin de fer, je serais à ramasser avec une petite cuiller. Quelques jours de repos complet et de fraîcheur de mer me sont indispensables sans délai. Il est inutile de rester à Paris privé de mes moyens et en état de surmenage. Reprendre des forces d'abord. Se battre après. D'ailleurs, que nous puissions nous voir à la fin de cette semaine ou au début de la semaine prochaine, je pense que c'est la même chose. Je me refuse à compromettre ma santé de cet hiver pour des drames qui ne devraient pas se produire. Car lorsque tu écris que "tu ne réponds plus du journal", je ne pense pas que ce soit seulement à une difficulté de rédaction que



tu fasse allusion...Et, après les récents accrocs, si bien arrangés grâce à toi, je pensais avoir un minimum de tranquillité. Si de pareils inconvénients doivent se vérifier chaque mois, mieux vaut rompre un attelage dont l'harmonie s'avèrerait impossible. Mais je ne puis croire à de pareilles hypothèses. Toute réflexion faite, je préfère penser à une... crise de

copie. Si c'est cela, je ne vois que le remède des 6 pages, tant que chacun ne fera pas ce pourquoi il a été engagé. Les six pages exceptionnelles, si une semaine il n'y a pas de matière, bien entendu.

De moi à toi, je compte passer à Paris Jeudi matin, entre 10 heures et 13 heures (arrivée du train de Toulouse, départ de celui de Blonville), mais je n'irai que chez moi, changer de linge, et incognito. Je ne désire pas qu'on me sache de passage, hormis toi seul. Et si tu veux venir me voir, j'en serai naturellement heureux. Tu verras toi même qu'il ne m'est pas possible d'attendre davantage un repos réel.

Affectueusement à toi

Jean

B  
D  
J  
P  
C  
r  
D  
d  
N  
b  
i  
à  
A



me 9165/41

LA RÉPUBLIQUE

4

me 9165/41

Le Vendredi.

Jean Luciani

Cher vieux fil,

Je suis désolé de te voir si inquiet. Non. Sois sûr que je ne vous estime pas les pénels dont tu me parle. C'est précisément pour cela que je ne veux pas m'agiter hors de temps et que je tiens, avant tout, à reprendre des forces. Quand je me sens bien, je me sens plus apte à lutter.

Peu m'importent les raisons qui peuvent justifier les dangers que court le voix. Ce sont des raisons qui ne peuvent venir que de Roche, sans d'ailleurs aucune mauvaise intention de sa part. Je m'habitue à cette idée d'avoir à parler, seul et avec toi, à la publication de nos journaux. Et j'entends en sortir honorablement. C'est pourquoi je suis tranquille. J'aime mieux les difficultés matérielles que les complications psychologiques.

Ceci dit, je serai à Paris, Lundi matin vers 11 heures, car un ami doit me faire faire la route en auto ce jour là, et je n'ai plus d'argent. S'il me faut attendre à Mardi soir pour repartir, j'attendrai. Mais je préférerais voir Roche Mardi matin, pour pouvoir reprendre le train de 13<sup>h</sup> 50. Veux-tu arranger ça? En tout cas, cesse de te débattre pour moi. Si ma personne gêne quelqu'un, je suis prêt à disparaître sur le champ et à faire autre chose, seul ou avec Notre Temps.





Je voudrais que tu me prepares - ou me fasses préparer

- 1°) un résumé des recettes et des dépenses de la Vox depuis sa création
- 2°) un état des recettes de Notre Temps et des dépenses brutes pour la poste, le papier et l'impression sur 48 pages.

Tu me dis que Roche va devoir sortir 35.000<sup>+</sup> d'ici la fin de l'année.  
Pourquoi ? Je ne suis en retard que de 5.000<sup>+</sup>. S'il y a déficit, comme le budget n'a pas été dépassé, au contraire, c'est que Roche est lui aussi en retard, soit que le solde de l'ancienne Vox a handicapé la nouvelle, comme je le craignais. Qu'y puis-je ?

Si je touche les 5.000<sup>+</sup> lundi ou mardi, je ne pense pas que cela m'empêche d'en toucher encore 10.000 le 3 ou le 4. Pour les 5.000 restants, il y aura certainement le tirage et le retard habituel.

Il va de soi que je serais ravi de voir Turpin aboutir dans sa démarche. Pour ma part je suis convaincu que le Quai marchera pour 10.000 quelques mois encore. Ce sont les 5.000 en plus qui créent toute la difficulté, parce qu'il est au-dessus du chiffre habituel de la femme de substitution. Je suis convaincu qu'en me contentant de 10.000 le Quai ferait marcher beaucoup plus longtemps et presque sans à-coups.

Sur ce vieux fil, je t'attends à la Volante lundi à 11 heures. Et si tu veux venir passer le dimanche ici, la même auto pourrait nous ramener ensemble. Ce serait excellent. Télégraphie française serait ravie.

Affectueusement  
Leau

**Courrier de Jean Luchaire à Louis Martin-Chauffier le 21 février 1933** pour refuser sa démission de *Notre Temps*.  
IMEC, LMC2-C2, Dossier de H à Mar.

Paris le 21 février 1933, 96 av, des Ternes.

Mon cher Louis,

Si j'ai tardé à te répondre, c'est parce que je voulais réfléchir avec soin sur les reproches que tu m'adresses, et dont j'ai pris connaissance avec une véritable stupéfaction.

Souviens-toi : il n'a jamais été décidé que les titulaires des rubriques, même littéraires, seraient choisis ou ratifiés par le Comité littéraire dont les fonctions sont essentiellement des fonctions de lecture. Depuis quelques mois, ces titulaires ont varié sans que le Comité ait été consulté : Nadine Landowski, Paul Vialar, Jacques Laparra, sont dans ce cas. Ni toi, ni aucune [sic] de nos autres amis n'a protesté. Choix et procédures vous ont paru normaux – et ils l'étaient. Je ne puis donc te donner raison en ce qui concerne l'attribution à Jean Prévost de la chronique des lettres.

En ce qui concerne l'entrée de Jean Prévost dans le Comité même, le cas est différent – et je le reconnais volontiers. Mais il y a une chose que tu parais oublier, et c'est que, depuis des années déjà le Comité – chaque fois qu'il a eu à étudier sa propre composition- n'a cessé d'exprimer le souhait de s'« intégrer » quelques uns des noms les plus brillants de notre littérature. Si j'ai bonne mémoire, André Chamson, Drieu la Rochelle et Prévost figuraient sur cette liste. Aussi n'ai-je pas cru mal faire en saisissant l'occasion qui m'était offerte pour nous assurer la collaboration de Jean Prévost. Peut-être aurais-je du procéder à une consultation préalable en bonne et due forme. L'accueil fait à Prévost lors de notre dernière réunion a été tel que je n'ai pas regretté... un acte dictatorial dont je m'excuse volontiers auprès de toi – en ajoutant cependant, pour la vérité, qu'il ne me serait jamais venu à l'idée de consulter à ce propos les absents par lettre, ce qui ne s'est jamais fait dans un cas analogue.

Voilà pour la procédure. Quant au fond, je ne comprends pas la raison de ta protestation à l'égard de Prévost. Auriez-vous eu des démêlés ignorés de moi ? Si c'est le cas, Prévost lui-même me paraît les avoir effacés en acceptant sans discussion d'entrer dans un organisme où il savait devoir te rencontrer dans une atmosphère de cordialité amicale. Et ce serait toi qui, en persévérant dans ton opposition, accentuerais -que dis-je ? qui ouvrirait à nouveau un différend dont, je te le répète, personne ne m'a parlé et que ta lettre seule me fait supposer.

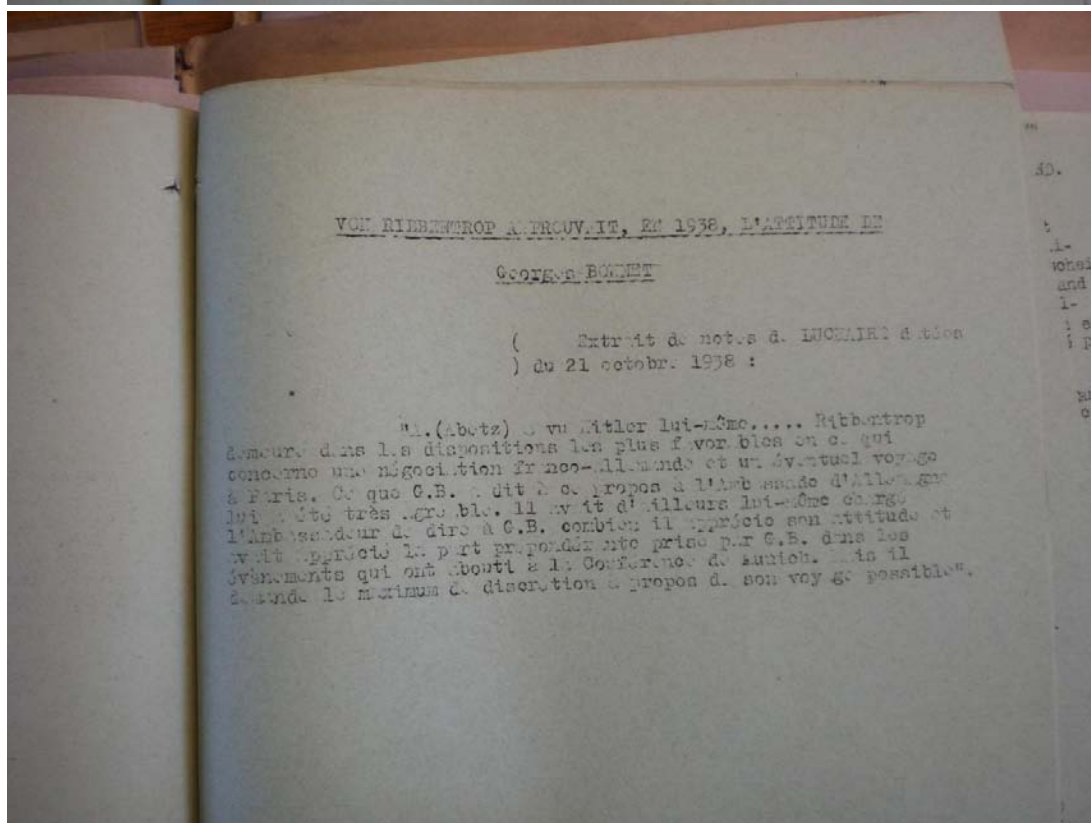
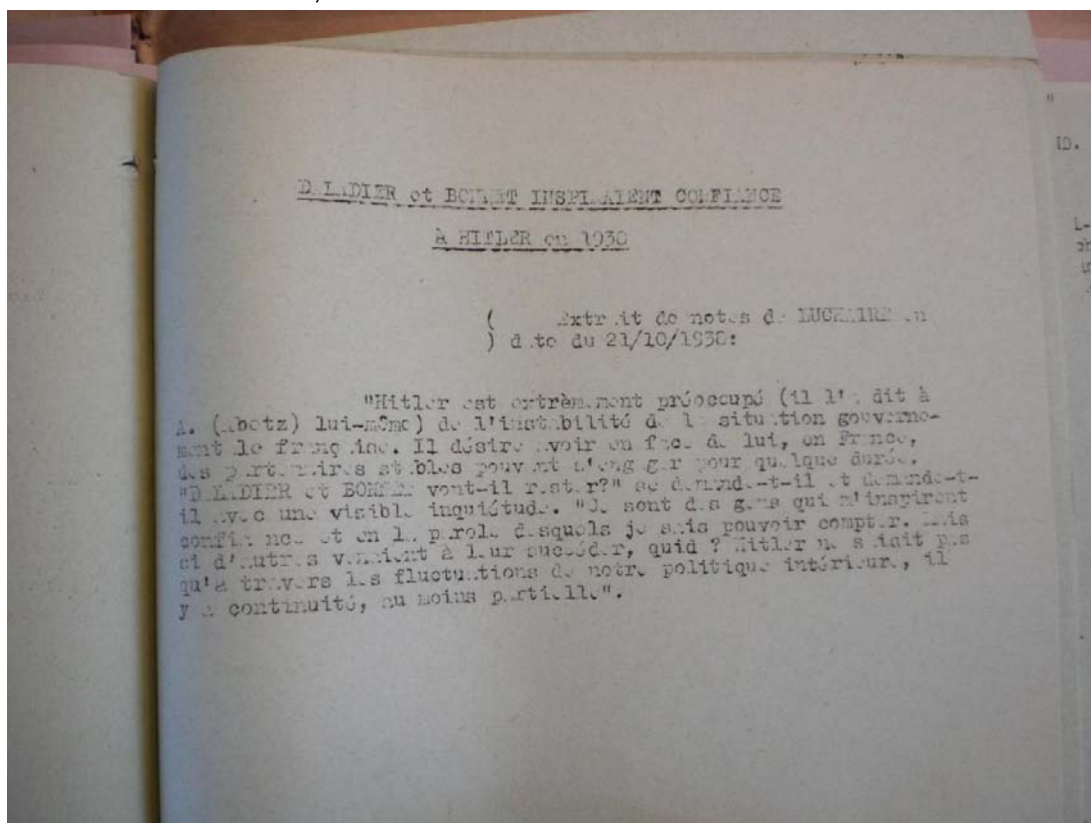
C'est pourquoi, mon cher Louis, je tiens très affectueusement à considérer ta lettre comme nulle et non avenue. Ta démission, je la refuse avec enthousiasme – et je n'accepterai pas que, publiquement ou intimement – ta collaboration avec notre « Temps » puisse être interrompue ou relâchée. Mon rôle, au surplus, est systématiquement de conciliation. Jamais je ne contribuerai à cristalliser des inimitiés et, moins encore, à les faire connaître au public. Je compte bien, au contraire, les faire disparaître. Et je sais que tu m'y aideras.

Au prochain comité, cher vieux Louis,  
Et bien affectueusement,  
Jean Luchaire.



Des extraits des notes adressées à Georges Bonnet par Luchaire durant la crise de Munich.

F7 15 327. Luchaire. Bonnet, 21/10/1938.



## Annexes de l'épilogue.

Rapport de Luchaire au Maréchal Pétain, 22/08/1940.

### EXPLIQUE DIVER LES COLLABORATEURS NATIONAL-SOCIALISTES A PETAIN

Rapport de Luchaire à Pétain daté de Vichy 22 août 1940. L'ami d'ABETZ donne des conseils sans ambages au vieux maréchal: "L'ambassade d'Allemagne a un respect affiché pour votre personne... mais vous devez modifier promptement et profondément la composition de votre gouvernement, modification jugée indispensable à l'oeuvre constructive d'une "France nouvelle".

Il y a un véritable chantage de la part de Luchaire: "J'ai pu enrayer l'irréparable, dit-il, mais il laisse entendre que le gouvernement allemand (dont il est l'auxiliaire) pourrait changer son attitude si Pétain ne modifiait pas la sienne ainsi que sa politique, à brève échéance.

Monsieur le Maréchal,

Au seuil de ce rapport, je vous prie respectueusement de considérer les notes suivantes comme l'effort sincère d'un Français résolu à servir la France en votre personne, et à la servir par la vérité, sans aucune atténuation. L'heure est trop grave, les responsabilités de chacun sont trop lourdes pour que la franchise ne soit pas entière. Plus la vérité est pénible à énoncer, plus profond et plus passionné est l'hommage que cette franchise rend à celui auquel elle s'adresse. Veuillez donc, Monsieur le Maréchal, excuser d'avance la liberté d'expression que mon exposé va nécessairement comporter.

En arrivant à Paris le 20 courant, pour transmettre les précieuses paroles que vous aviez bien voulu me faire communiquer, j'ai trouvé une situation encore plus redoutable que celle dont j'avais précédemment tracé l'esquisse.

UNE OMBRE PUBLIQUE FRANÇAISE d'abord, un trouble inexplicable. Devant l'occupation allemande, apparemment beaucoup plus légère qu'elle ne l'avait craint, la population parisienne avait réagi par une sorte d'euphorie. Dans la mesure même où le parisien avait craint les sauvageries ou les rudesses de l'occupant, il s'était mis à apprécier chaleureusement la "gentillesse", la correction, l'ordre instauré par les troupes allemandes. D'où une sorte d'extraordinaire "lune de miel" entre l'occupant et l'occupé.

Cette lune de miel a pris fin maintenant. Non certes, que l'attitude de l'occupant se soit modifiée en apparence, mais le parisien a senti, et a constaté par maints détails significatifs que les Allemands ne se contentent plus d'occuper, mais qu'ils s'installent en profondeur.



Le parisien se demande donc jusqu'où s'étendra cette installation, et si jamais elle prendra fin. Ainsi est née une sourde irritation dont témoignent quelques incidents dans la région parisienne et des incidents beaucoup plus nombreux, plus graves et plus répétés dans les zones provinciales occupées. A cela s'ajoute l'émerveillement produit par les difficultés du ravitaillement ainsi que l'énervelement produit par l'impossibilité d'envoyer et de recevoir des nouvelles à travers la ligne de démarcation. D'autre part, si la situation, affreusement dramatique, des prisonniers de guerre est mal connue de la population de la zone libre, elle est très bien connue par la population de la zone occupée, qui en a le cœur décrié et l'esprit irrité. Par surcroît, l'inaction forcée dans laquelle végète la majeure partie de la classe ouvrière, tant à Paris que dans les régions industrielles, du Nord et de l'Est, constitue un puissant agent de démoralisation et un terrain propice aux campagnes souberraines du communisme. Bref, il existe aujourd'hui, en zone occupée, du haut en bas de l'échelle sociale, un trouble immense d'où, D'UN JOUR à L'AUTRE, peuvent naître des explosions qui fourniront aux autorités occupantes un prétexte idéal pour se substituer aux autorités légales du Gouvernement Français, tant dans le domaine administratif, économique et social, que dans le domaine politique.

Cette substitution, qui pourrait prendre les formes les plus variables - des plus souples aux plus rudes - des plus subtiles aux plus apparentes - se heurterait évidemment au sentiment national des habitants des territoires occupés. Mais, - j'insiste respectueusement sur ce point - cette substitution d'autorité se trouverait, en revanche, rendue facile par la totale absence de confiance que les Français de ces territoires professent ouvertement à l'égard du Gouvernement de Vichy. Que ce défaut de confiance puisse s'expliquer par telle raison ou par telle autre, c'est secondaire. Que ce défaut de confiance soit juste ou injuste, c'est aussi secondaire. Le fait est là, et il faut, pour agir et pour réagir, en tenir compte, si pénible que cela soit. Quand un Français de la zone occupée, qui ressent le besoin impérieux et urgent d'une autorité organisatrice (organisatrice dans le domaine des sentiments comme

dans le domaine des réalités) se tourne vers Vichy, il estime n'y percevoir qu'une chose informe d'où n'émerge qu'une lueur: votre prestige, Monsieur le Maréchal, et votre prestige seul, sans lequel la "formule Vichy" ne contiendrait plus aucune espérance et sans lequel ce Français occupé serait prêt à s'abandonner à n'importe quelle initiative autoritaire, d'où qu'elle vienne, pourvu qu'elle lui paraisse agissante. Puis-je ajouter, Monsieur le Maréchal, avec une franchise dont je vous demande pardon d'avance, qu'aucun prestige au monde, si grand soit-il, ne saurait résister longtemps à une épreuve aussi écrasante - et qu'un des drames que vit aujourd'hui la France est de voir ce prestige s'usur très rapidement. Qu'advient-il s'il vient à disparaître avant que vous n'ayez établi un pont solide entre la France d'hier et celle de demain, avant d'avoir établi une soudure incessable entre les générations d'hier et la jeunesse?



Toutes ces choses sont très clairement perçues par les intelligences dirigeantes de la puissance d'occupation, notamment par L. l'Ambassadeur Otto Abetz qui, partisan depuis sa jeunesse du rapprochement franco-allemand, est devenu aujourd'hui notre meilleur ami, de meilleure négociation avec l'Allemagne. Il écrivait récemment à la deuxième partie de "mon exploration".

Pour ne pas allonger inutilement et exposé, je ne reviens pas sur les indications que je me suis permis précédemment de vous faire tenir. Ses indications, je les confirme aujourd'hui point par point, avec le regret profond de ne pouvoir les infirmer ou les adoucir sans altérer gravement la vérité. Je n'y ajouterais que les faits nouveaux. Ces faits sont les suivants:

J'ai trouvé les milieux allemands de la rue de Billancourt dans l'état d'esprit suivant, très nuancé, mais dont voici le synthétique: respect affiché pour votre personne, mais conviction que vous ne voulez pas ou que vous ne pouvez pas modifier assez promptement et assez profondément la composition de votre gouvernement, modification communément jugée indispensable à l'oeuvre constructive d'un "France nouvelle". Dans ces conditions, estime-t-on donc, votre gouvernement est destiné à perdre toute influence sur l'opinion française, non seulement en zone occupée, mais ultérieurement en zone libre. Des lors, les Allemands estiment sage de prévoir la substitution, à l'autorité défaillante de Vichy, d'un principe et d'un facteur organisateur nouveau. L'autorité occupante, comptable de l'ordre, et responsable en fin de compte de la réorganisation des territoires français, doit prévoir un système de remplacement.

Quel système? Ici s'esquissent et sont étudiés des solutions différentes dont les principales sont;

A) Extension pure et simple de l'occupation militaire, en profondeur et en étendue, phase préparatoire à l'installation non moins pure et simple de l'autorité civile allemande.

B) Encouragement donné à la formation d'un Gouvernement nouveau à Paris, composé de Français jeunes, déjà connus en zone occupée, gouvernement dont l'autorité s'affirmerait d'abord en zone occupée, mais devant laquelle la zone libre serait ensuite contrainte à s'incliner, de bon ou de mauvais gré;

C) Agrément donné, dans les mêmes conditions, à des hommes politiques français plus notables, s'il s'en trouvent pour offrir leur concours;

D) Organisation d'un sort de "révolution par le bas" par la création d'un grand parti étayé sur l'organisation professionnelle, système corporatif dont surgirait ensuite une autorité gouvernementale d'une formule inédite.



Sur toutes ces esquisses, Monsieur le Maréchal, DEAT et BERGERY pourront, dès leur imminent retour à Vichy, donner des précisions plus complètes qu'il s'en fait, de ma part, incorrect de déflorer. Mais ceci suffit pour vous indiquer à quel degré d'évolution était parvenue la pensée des dirigeants allemands de Paris qui, en vue de ces solutions, effectuaient déjà de nombreux sondages. J'ajouterai une indication particulièrement grave: ces dirigeants allemands sont travaillés depuis plus de quinze jours par des éléments étrangers, belges notamment, qui défendent le thème de "l'étranglement" d'un Vichy "déjà presque asphyxié" afin de susciter la naissance, en zone occupée, d'un régime français illégal - ce qui provoquerait fatalement des troubles grâce auxquels la preuve "serait faite" que la France est devenue un foyer de désordre continental qu'on n'éteindra qu'en dépeçant notre pays, certains fragments de notre territoire allant à l'Allemagne, d'autres à l'Italie et à l'Espagne, d'autres enfin à la Belgique. Tout ceci peut paraître romanesque, odieux, incroyable, mais c'est si strictement vraies ces idées sont quotidiennement agitées à Paris dans certains milieux germano-belges nullement dépourvus de crédit et d'influence. Elles ont produit dans l'esprit des dirigeants allemands des ravages encore plus profonds et plus rapides si un frein efficace n'avait heureusement existé: l'effet excellent des précédents voyages de M. le Président LAVAL, dont l'action n'a cessé d'être extrêmement utile à Paris. Encore M. LABÉZAT me disait-il, lors de ma précédente incursion parisienne: "La loyauté, le patriotisme et la haute intelligence de M. Pierre LAVAL nous inspirent une confiance totale. Nous nous doutons maintenant que M. LAVAL puisse vaincre à Vichy les obstacles qui s'opposent à sa politique". C'est cette confiance, c'est ce doute qui, chaque jour davantage, depuis deux semaines, ont fait croître dans les esprits allemands l'idée qu'il fallait prévoir, susciter, ou organiser "autre chose".

J. dis "qu'il fallait" au passé. Car l'intervention de M. DEAT et BERGERY auprès de M. LABÉZAT, ainsi que M. Labeyrie, ont obtenu l'effet heureux, presque insoupçonné, d'arrêter provisoirement l'évolution que je viens de décrire et de paralyser temporairement les intrigues qui concouraient à cette évolution. M. DEAT et BERGERY vous rapporteront la substance et la conclusion de leurs entretiens respectifs. J'ai, quant à moi, M. le Maréchal, le devoir de vous dire qu'après avoir laissé entendre à M. LABÉZAT ce que pouvaient être vos sentiments à l'égard d'hommes jeunes, exempts d'un lourd passé politique, mon interlocuteur s'est aussitôt levé et a dit: "Je ne veux pas avoir l'incorrection d'émouvoir sur les pensées de M. le Maréchal l'étain touchant la politique de son pays, la moindre appréciation. Mais je puis dire que dans le monde où ces pensées se trouvent prochainement traduites en actes, il en résulterait une très haute influence sur la situation présente et sur l'évolution ultérieure des rapports entre le Gouvernement français et mon pays".

. . . . .

Je crois pouvoir ajouter, M. le Maréchal, que l.  
voyage de MM. DEAN et BÉREY, ainsi que ce que j'ai pu dire à  
l'ambassadeur ABETA, sont intervenus juste à temps pour arrêter,  
MIS COME QU'ILS J'AI SU SEULEMENT, l. très redoutable cristallisa-  
tion de l'état d'esprit que j'ai tenu à vous décrire longuement  
-cristallisation qui, si elle devait se produire dans un rapide  
avenir, impliquerait un sort d'irréparable psychologique" auquel  
résulterait fatalement suite des "irréparables dans l'ordre des ré-  
sultats. Si, pour ma part, j'ai ainsi pu vous servir, et, en vous  
servant, servir le pays, j'en serai infiniment heureux, car si j.  
puis de ceux qui attendent l'affirmation et l'organisation d'une  
nouvelle France, j'estime que toute initiative qui ne se place  
pas sous votre égide et sous votre direction exposerait notre pays  
à d'horribles désordres, à d'affreuses souffrances et, sans doute,  
finalement, à la perte de son unité et à celle de son indépendance.

Je vous prie de trouver ici, M. le Maréchal, l'expres-  
sion de mon très profond et très respectueux dévouement.



La demande d'autorisation de publication du « *Nouveau Temps* ».  
AML, fonds Oscar-Paul Gilbert, ML 09176.

ML 9776/1 (1)

LE NOUVEAU TEMPS

La note  
Soreux

ion  
de  
ta  
-

Ce journal devra s'efforcer de gagner la sympathie de l'ancienne clientèle du TEMPS composée en grande partie de bourgeois conservateurs ( c'est-à-dire intéressés au maintien de l'ordre ), d'industriels, de hauts fonctionnaires, de professeurs, etc. Il recherchera également la clientèle de lecteurs aisés mais moins austères, tels ceux du FIGARO. Enfin celle d'éléments plus jeunes dont les aspirations et la culture se satisfont mal de la lecture de la plupart des quotidiens.

La rédaction, la présentation du journal tendront constamment à intéresser ces diverses catégories de lecteurs.

REDACTION

La rubrique de politique étrangère qui a fait le succès de l'ancien TEMPS sera conservée. On y démontrera la nécessité d'un ordre nouveau pour des raisons ethniques et économiques. L'ancienne politique d'ambassades, basée sur la recherche illusoire d'un soi-disant équilibre européen, a fait son temps. L'antagonisme des nationalités doit disparaître et faire place aux Etats-Unis d'Europe où les efforts de chaque pays se complèteront au lieu de se combattre.

On montrera au lecteur comment il prendra place dans la nouvelle construction et comment les diverses classes de la société actuelle viendront s'y intégrer. On publiera des études sur les conditions d'existence en Allemagne que le Français ignore totalement.

Une place importante sera réservée aux questions économiques. L'influence néfaste des anciens trusts y sera démontrée. On se gardera cependant de donner à cette partie du journal le caractère de polémiques mais plutôt celui d'études documentaires. Les trusts eux-mêmes, sous l'empire de la nécessité, ne manqueront pas de se convertir. Les jeunes gens seront attirés par la perspective d'activités ordonnées où cependant l'ingéniosité et l'initiative individuelles auront leur place.

L'information traitera avant tout des événements internationaux. Une place très succincte sera réservée aux faits-divers; on tâchera de garder aux journaux du matin la monture quotidienne qu'ils trouvaient jadis dans les " Dernières Nouvelles " de l'ancien TEMPS.

LE NOUVEAU TEMPS aura une partie littéraire importante. Sauf de rares exceptions, justifiées par une qualité exceptionnelle, on n'y publiera cependant pas de " Nouvelles ". Le lecteur instruit et moyen s'intéresse aux " études " littéraires

lu-  
tal  
2-  
le  
à-  
us



ML 9176/1 (A)  
et historiques. Les " Vies ", plus ou moins romancées, ne lui déplaisent pas. On publiera également de " Bonnes Pages " d'inédits. La jeune littérature sera favorablement accueillie, mais on proscriera les petites chapelles et les mouvements fantaisistes.

Des articles documentaires seront consacrés au Sport en tant qu'élément d'éducation et de discipline. Quelques lignes seront réservées aux principales performances. On veillera à ne pas donner la prédominance à l'éducation physique sur la culture intellectuelle.

Les rubriques consacrées aux Beaux-Arts seront plus importantes que dans l'ancien TEMPS. Elles seront également plus compréhensives à l'égard des jeunes.

Une chronique sera confiée à un grand spécialiste de la Mode. Elle aura le caractère, non de réclame, mais d'une étude tendant à orienter les efforts. On y démontrera, pour des raisons économiques et même esthétiques, la nécessité d'un changement de méthodes, de coordination des efforts en vue de créer un art véritablement français de la mode, dont la mesure et le goût s'imposent de façon absolue. Tout en ne proscrivant pas l'invention et la fantaisie, on recommandera une certaine standardisation. Des reproductions et descriptions de modèles prendront place dans cette partie du journal.

La rubrique financière sera conservée dans la limite où banques et sociétés exerceront leur activité dans les temps nouveaux. On étudiera les questions générales, monnaie, étalon or, structure nouvelle à donner aux sociétés, etc. On décrira les expériences faites dans ce domaine par d'autres pays.

#### PRESENTATION

Le NOUVEAU TEMPS différera beaucoup de l'ancien, sans cependant avoir un aspect révolutionnaire. Papier, format, nombre de pages sont à étudier. L'aspect général sera beaucoup moins compact, les articles seront plus substantiels que dans les autres journaux sans cependant atteindre la longueur de ceux de l'ancien TEMPS. On évitera les " renvois " et on fera un assez large usage du " blanc ". Dans les parties artistique et littéraire on pourra employer les lettrines et les culs-de-lampe. L'iconographie aura sa place sous forme de reproductions de documents, dessins et gravures anciennes, d'où la nécessité d'utiliser pour certaines pages ou suppléments du papier satiné.

Le prix de vente est à étudier en fonction du prix de revient. Il ne devra pas s'écarter trop sensiblement de celui des autres journaux; à première vue, il devrait ne pas dépasser actuellement 1 franc.



NOTE SUR LA PUBLICATION DE "LE NOUVEAU TEMPS", quotidien de 17 heures

30 Septembre 1940

MU 9176/1 (2)

Les journaux quotidiens paraissant actuellement à Paris sont dans l'incapacité de traiter convenablement les grandes questions économiques, sociales et politiques que les nécessités présentent imposent à l'attention des esprits avertis.

Cette incapacité est d'abord matérielle: obligés de consacrer une grande partie de leurs quatre pages à la publicité, aux petites annonces, aux sports, à l'illustration photographique, aux informations surmontées de gros titres, ces journaux ne disposent pas de la place nécessaire à la publication d'articles suffisamment longs pour contenir les développements et la documentation nécessaire à l'examen substantiel des sujets traités.

Cette incapacité est ensuite intellectuelle; les rédacteurs des journaux "d'information" n'ont généralement pas le "tour d'esprit" et la culture approfondie nécessaires à l'étude et à l'exposition sérieuse des grands problèmes. Ceux-ci ne peuvent être traités convenablement que par des écrivains de grande classe et des techniciens spécialisés - type de collaborateurs que les quotidiens d'informations rapides n'ont aucun intérêt à s'attacher.

Or, le retour à Paris, et, en général, dans la zone occupée, de la plupart des élites intellectuelles, économiques et sociales, ainsi que l'installation à Paris d'élites allemandes analogues, rend désormais indispensable et urgente la publication d'un journal quotidien, remplissant un rôle analogue à celui du "Temps" ou du "Journal des Débats" d'avant-guerre.

Ce journal aurait pour tâche:

- a) de traiter quotidiennement, dans un esprit nouveau, les questions de doctrine et de pratique relatives à la réorganisation de la France, de l'Europe et, en général, de la collaboration continentale;
- b) de faire connaître au public français, d'une façon claire et complète, les grandes réalisations de l'Allemagne national-socialiste, auxquelles d'innombrables français souhaitent être informés;
- c) de mettre à la disposition du public, in-externo, et avec les commentaires explicatifs appropriés, les communications officielles et administratives françaises et allemandes, qui ne paraissent actuellement que dans des publications difficiles à trouver et chères;
- d) d'offrir une tribune à toutes les idées constructives, françaises et allemandes qui, en France, ne trouvent pas d'hospitalité auprès des quotidiens d'informations;
- e) de donner quotidiennement au public des informations classées, vérifiées et commentées;
- f) de rendre au public les critiques de haute tenue, littéraire, artistiques, théâtrales, auxquelles les élites étaient habituées, et qui ne sont plus publiées nulle part;
- g) de servir de guide à la presse d'information du matin qui y puiserait les orientations politiques et "atmosphériques" nécessaires.

...../



Une collaboration étroite et cordiale entre ce journal et les autorités compétentes d'occupation permettrait à ces dernières de guider le reste des journaux avec un maximum de précision et un maximum d'efficacité - et ce, avec le minimum de perte de temps.

M 9176/1 (3)

C'est pourquoi je sollicite l'autorisation nécessaire à la publication de "LE NOUVEAU TEMPS", quotidien de 16 heures 30 ou de 17 heures, paraissant tous les jours sur quatre pages format de l'ancien "Temps", le Jeudi et le Lundi sur six pages et ne paraissant pas le Dimanche. Le journal serait vendu 75 centimes.

Son aspect général serait celui de l'ancien "Temps", avec des titres plus dynamiques, des dessins au trait, des graphiques, schémas, cartes géographiques, à l'exclusion de toute photographie.

Le personnel du Journal serait:

- Directeur : Jean LUCHAIRE
- Administrateur général : Henri GRIMALDI
- Rédacteur en Chef : G.P. GILBERT
- Secrétaires de la Rédaction: Jules CASADESUS et Alfred FORISSIER
- Adjoints aux secrétaires de la Rédaction: Nino FRANCK, JINQUA
  
- Bulletin de politique générale : Jean LUCHAIRE
- " d'économie politique : Bertrand de JOUVENEL
- " " sociale : Jacques SAINT-GERMAIN
- " " agricole : Jacques LEROY-LADURIS et Philippe PINTRI
  
- Service de la Jeunesse : Guy ZECCHARELLI
- " sportif : René MARCHAND
- " des Tribunaux : P.LAMBLIN \*
- " de l'Hôtel de Ville : Pierre DUBARD
- " de la Préfecture : PAUVERT
  
- Variété quotidienne : ANSDRY et Guy CROUZET
- Grand reportage : Georges SUARZ, TITAYNA, G.P. GILBERT
- Petit reportage : E.LABAN, Marcel ESPIAU etc..
- Critiques littéraires : Guy CROUZET
- " théâtral : Jean ANQUILH, Jules DELINI
- " artistique : Paul de MONTAIGNAC
- " cinématographique : Nino FRANCK
  
- Collaborateurs extérieurs : P.E. FLANDIN  
 Georges BONNET  
 René BRUNET  
 Emile HOGNE  
 Gaston BERGERY  
 J.B. RENAULTON  
 RICHARD-PELISSIER  
 etc...

ainsi que des écrivains divers et des auteurs dramatiques etc...

Paris, le 7 Octobre 1940

Jean LUCHAIRE  
53, Avenue des Ternes-PARIS  
\*\*\*\*\*



Mu 9176/1(2)

Les bases financières du journal seraient les suivantes:

Formation d'une Société anonyme au capital de 500.000 francs, entièrement souscrits par des banquiers privés, n'ayant ni attaches juives, ni attaches avec les grands trusts.

Les mêmes banquiers assurent au journal un crédit supplémentaire de francs: 500.000

Les liquidités disponibles au départ seraient ainsi de UN MILLION, somme suffisante pour assurer pendant deux mois, sans un centime de recettes, la marche du journal. (Cette marche, sur la base d'une vente journalière de 80.000 exemplaires, laisserait, tous frais payés, une marge bénéficiaire mensuelle d'environ 200.000 francs).

La répartition des bénéfices serait opérée d'après les règles suivantes:

6 % du montant du capital aux actionnaires, prélevés sur la masse globale des bénéfices, déduction faite des frais d'exploitation;

Une fois cette déduction des frais et le 6 % susdit une fois prélevé, le reste serait divisé comme suit:

50 % à répartir entre tous les divers collaborateurs du journal, au prorata de leurs traitements respectifs;

25 % aux actionnaires;

25 % aux parts de fondateur, entièrement attribuées à M.J. LUCHAIRE.

En outre, un contrat d'une durée de vingt années sera passé entre la Société et M. Jean LUCHAIRE, garantissant à ce dernier, pendant ce laps de temps, la direction complète de la politique générale, économique et sociale du journal, étant entendu qu'au cas où la Société désirerait se séparer de M. Jean LUCHAIRE avant l'expiration du contrat, une somme de 500.000 francs devrait lui être versée, et que, au cas où M. Jean LUCHAIRE désirerait abandonner ses fonctions avant l'expiration du contrat, il prendrait l'engagement de ne prendre la direction d'aucun autre journal quotidien avant un délai de six mois.

Il serait en outre stipulé que M. Jean LUCHAIRE gardera, s'il lui semble bon, la rédaction en chef du "MATIN", tout en accordant à "LE NOUVEAU TEMPS" l'exclusivité de sa signature quotidienne.

Paris, le 30 Septembre 1940

Jean LUCHAIRE  
53, Avenue des Termes-  
PARIS

-----



Oscar-Paul Gilbert critique la direction politique des *Nouveaux Temps*.  
AML, Papiers Oscar-Paul Gilbert, ML 9176.

ML 9176/16

Paris le 1er Décembre 1940

Mon cher Jean,

Depuis le 21 Octobre, je travaille avec acharnement aux NOUVEAUX TEMPS. Depuis le 25 Octobre, j'arrive au journal à 7 heures du matin pour en repartir à 8 heures du soir. Cela valait peut-être que tu te rendes compte de certaines choses et que je n'apprenne pas, incidemment, hier soir, que Mr. Alfred Mallet est directeur politique de ce journal.

Comme, d'autre part, je suis complètement opposé à ce que Mr. Crozet - même anonymement - fasse des éditoriaux, je me vois contraint de te demander, dans les 48 heures, de prendre des décisions formelles.

La première est que Mr. Alfred Mallet - dont je ne refuse nullement la collaboration en tant que "Revue de la Presse" avec qui je ne refuse nullement à m'entretenir de questions relatives à la politique du journal - ne soit pas nommé "Directeur Politique" ni officiellement, ni officieusement.

La question de Crozet est beaucoup plus simple à trancher et je pense que tu n'élèveras pas d'objections sérieuses.

D'autre part, j'entends que tout le travail de la rédaction: politique ou informations, passe par moi. Je ne peux admettre (pour des raisons d'autorité: celles qui s'attachent à ma qualité de Rédacteur-en-chef et pour des raisons matérielles de travail) que tu agisses directement vis-à-vis ~~des~~ des collaborateurs de la maison sans que j'en sois préalablement prévenu. Je préférerais même, sauf pour un ou deux collaborateurs, que tu me transmettes d'abord ce que tu désires.

Je pourrais ne pas t'écrire cette lettre et m'arranger pour que personne ne me gêne. En général, les collaborateurs auxquels tu accordes un sens politique, psychologique etc., etc., me paraissent infiniment moins forts que tu ne le croies, et il ne me serait pas très difficile de les mettre dans ma poche. Mais c'est une situation qui ne m'amuse guère et j'ai autre chose à faire.

Dans la bataille qui se livre, chaque jour, pour la confection d'un journal comme les NOUVEAUX TEMPS, j'ai besoin de sentir une véritable équipe non derrière moi mais avec moi et c'est pourquoi certaines personnalités douteuses ne peuvent ni faire partie de cette équipe ni diriger ce qui est le plus public, notre réaction contre les exagérations Vichyssoises.

../.



Je crois également qu'il faut que tu passes beaucoup plus de temps au Journal, que tu fasses comme les camarades toutes les fois que c'est possible, que tu sois à portée de main entre 12h. et 1h.30 où ton action à la censure ou chez les autorités allemandes peut être infiniment plus active qu'aucune de celle des collaborateurs présents. Tu t'apercevrais aussi, ce faisant - des efforts et des erreurs et tu pourrais prétendre à n'être pas seulement un patron qu'on voit de temps en temps mais, autant que moi, un vrai patron de cette maison-là.

J'avoue qu'il m'a été pénible hier, après les heures épuisantes que nous avons vécues pour sortir l'édition, d'apprendre que tu déjeunais en cabinet particulier avec M. Mallet et je ne sais qui.

Enfin, Jean, comprends bien que depuis 1927, époque à laquelle nous nous sommes quittés (du moins dans le journalisme) jusqu'à aujourd'hui, j'ai vécu une autre vie, vu d'autres gens, exercé à travers le monde, le métier difficile du grand reportage, exercé sans arrêt un sens psychologique que j'ai la prétention de croire assez développé et que, dans ces conditions, tu ne saurais avoir de meilleur conseiller que moi. J'entends donc que ce journal où tu apportes de l'argent et où j'apporte tout mon temps, sera fait, désormais, par nous deux.

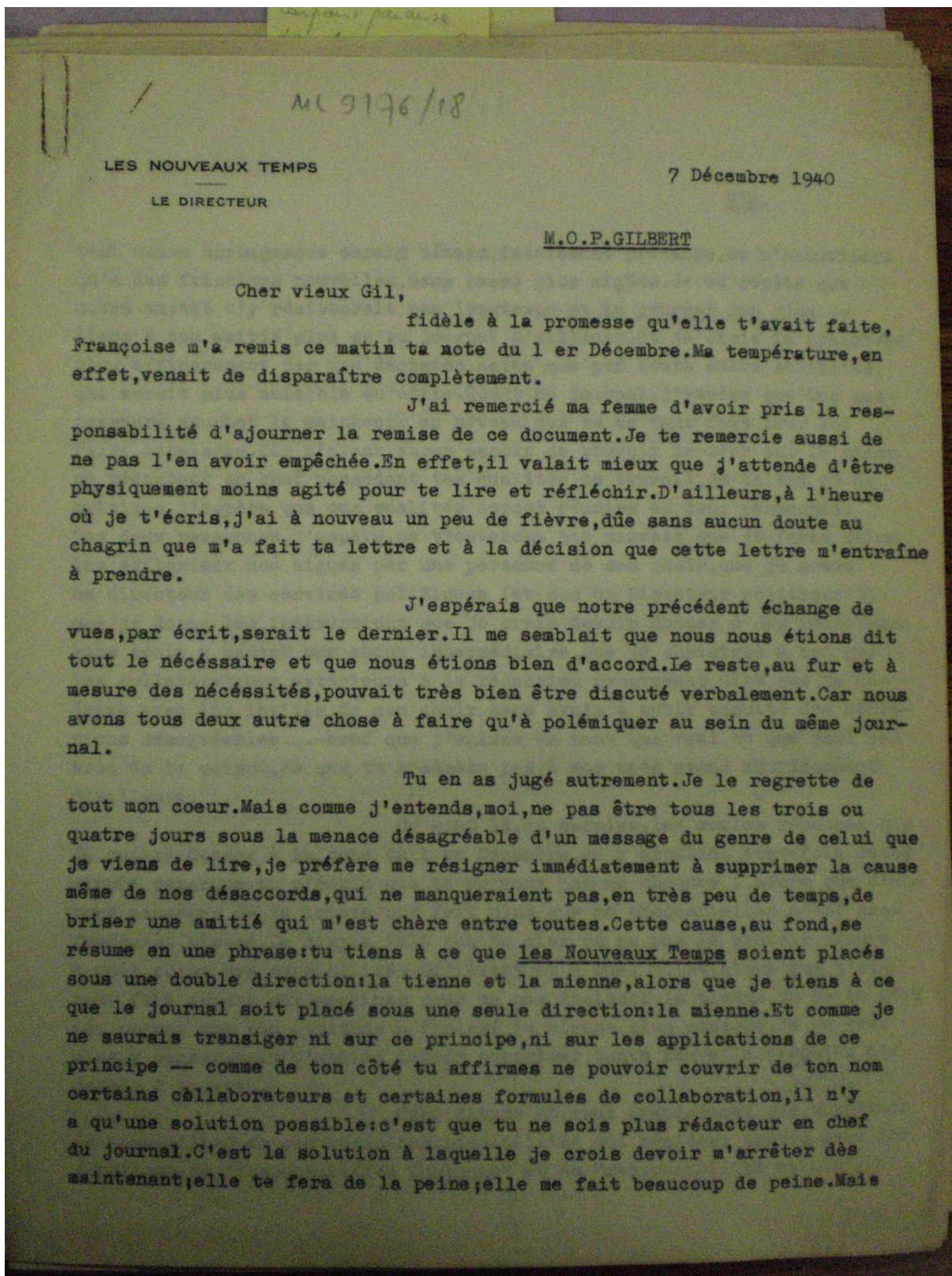
Tout le monde peut se tromper, moi, comme les autres, toi autant qu'un autre. Tu as un goût curieux d'un certain snobisme politique. Tu es, maintenant, pour la collaboration 100% mais, pendant la guerre, tu étais pour l'extermination 100% des allemands. Tu me parleras, sans doute, de devoir patriotique d'abord ... Quant on ne croit pas à une cause perdue, on n'a pas à la défendre ou alors, si l'on écrit, c'est pour choisir, la prison, Vincennes ou le camp de concentration. Mais je ne demande pas d'héroïsme inutile. J'ai bien servi souvent la France sans le dire: je l'ai encore fait en 1939-1940 mais j'ai préféré me priver de toute ressource que de pondre une seule ligne dans Paris-Soir ou ailleurs, que d'écrire contre mes sentiments et ma pensée.

Pour une grande partie de nos lecteurs, mon nom en manchette est, crois-moi, une garantie et un apaisement. Je n'ai pas voulu, dans cette lettre, te choquer en quoi que ce soit. J'ai voulu préciser certains points. Si tu ne comprends pas, mon nom disparaîtra de la manchette mardi, parce que ce nom, s'il peut couvrir une marchandise honorable à la grosse majorité du journal, il ne couvrira plus certains politiciens- hommes d'affaires ou publicistes marrons dont on a vu la prose s'épanouir sur la sixième et septième colonne.

Affectueusement,



Lucaire remercie son rédacteur en chef des *Nouveaux Temps*.  
AML, Papiers Oscar-Paul Gilbert, ML 9176.





ML 9176/18

LES NOUVEAUX TEMPS

LE DIRECTEUR

N°2.

tout autre arrangement serai~~y~~ bâtard, fatalement précaire, et n'aboutirait qu'à des frictions nouvelles, sans cesse plus aigües. Je te répète que notre amitié n'y résisterait pas longtemps et le journal non plus. Je tiens à ton amitié plus qu'au journal d'ailleurs. Et je crois la préserver plus efficacement par une décision nette que par toute autre subtilité, qui serait plus nuisible qu'utile. Quant au journal, j'espère que tes successeurs sauront le maintenir au niveau que tu as tant fait pour lui faire atteindre. Car n'ayant aucun espoir de pouvoir trouver sur le champ un rédacteur en chef possédant tes qualités de travail, de talent et de critique, j'espère que ces qualités seront réunies en deux personnes. Ces deux personnes, j'espère, ne trouveront pas mauvais que je fasse faire les éditoriaux non signés par une personne de mon choix, que je nomme un directeur des services politiques (et non un Directeur politique!), que je donne les instructions que je crois devoir donner à des rédacteurs sans avoir à passer par aucun intermédiaire, que je choisisse à mon gré les collaborateurs extérieurs à la rédaction proprement dite, que je débute avec les invités de mon choix sans avoir à subir ensuite des réflexions désagréables...-bref que j'agisse en tant que vrai et que seul patron de la maison, ce que tu n'admetts pas, à mon très grand ahurissement d'ailleurs.

Ce sont là, au surplus, les seules réponses que je puisse donner à ta note du 1<sup>er</sup> Décembre, en y ajoutant toutefois cette simple remarque: tu m'écris que tu ne veux pas me choquer...alors que d'autres passages de ta lettre ont fait plus que me choquer: elles m'ont profondément blessé. Le simple fait que tu aies pu ne pas le prévoir prouve à quel point nos sensibilités diffèrent et à quel point, alors que j'ai tout fait depuis six semaines pour ne pas froisser la tienne, tu ne te sois pas aperçu que ton attitude a froissé la mienne bien souvent. Je ne veux plus y penser, mais j'essime devoir supprimer toute nouvelle occasion d'y penser à nouveau.

Ceci dit, je ne veux précisément que supprimer la possibilité de ces occasions, possibilités qui résident toutes dans tes fonctions de "responsabilité publique" et de "responsabilité maison". Je



ML 9176/18

LES NOUVEAUX TEMPS

LE DIRECTEUR

N°3.

te demande, en revanche, de demeurer - sous des formes diverses auxquelles je te prie de songer pour aisément les définir à notre première conversation verbale- le collaborateur des Nouveaux Temps, et ceci, aux mêmes appointements que tu avais jusqu'ici comme Rédacteur en Chef. Car je ne veux pas plus porter atteinte par ma décision à tes intérêts matériels que je ne voudrais porter atteinte à ta conception de tes responsabilités en te proposant de demeurer Rédacteur en Chef dans des conditions qui te semblent inacceptables, mais que d'autres considèrent comme les conditions normales existant entre un patron et rédacteur en chef.

Ceci dûment précisé, deux autres choses encore.

La première est qu'une situation comme celle que créent nos deux lettres ne peut évidemment pas durer, tant dans l'intérêt des "parties en cause" que dans l'intérêt de l'entreprise elle-même. C'est pourquoi les nouveaux rédacteurs en chefs entreront en fonction dès lundi matin 9 courant. Celui des deux qui est étranger à la maison et à ses habitudes sera au journal demain dimanche vers 16 heures, afin que tu puisses le mettre au courant.

La seconde est que le projet de loi sur la presse, auquel tu consacres ta lettre d'aujourd'hui, n'est qu'un projet rédigé tout à fait en dehors du Groupement Corporatif de la Presse Quotidienne de Paris, lequel entend en combattre maintes dispositions, notamment celle que tu condamnes à très juste titre. Notre groupement, au contraire, au cours de sa dernière séance (à laquelle je n'assistais d'ailleurs pas) a décidé de maintenir la collaboration de journalistes étrangers, sous la double condition: 1°- que le pourcentage de rédacteurs étrangers soit de un vingtième au maximum de la rédaction française; 2°- que les étrangers ne puissent exercer aucune fonction les amenant à diriger des français: directeur, rédacteur en chef, chef de service. Au surplus, cette décision ne saurait avoir d'effet que pour autant que les autorités occupantes lui donnent leur accord. Par conséquent, à moins d'ordres supérieurs éventuels, ta collaboration et celle de Franck aux Nouveaux Temps ne sauraient être menacées dans leur principe.

J'ai beaucoup de peine de tout ceci, Gil. Et je t'embrasse bien affectueusement.

*Gil*



Lucaire relate à Abetz les derniers événements en date à Sigmaringen.  
AN 72 AJ 2003.

Commission Gouvernementale Française  
pour la Défense des Intérêts Nationaux

(14) Sigmaringen, le 9 Mars 1945

Le Commissaire Général  
à l'Information et à la Propagande

M

ARCHIVES  
NATIONALES

Mon cher Otto,

Déat et nos autres amis -Bucard notamment- me chargent de te raconter sommairement ce qui s'est passé à Sigmaringen depuis notre dernière correspondance.

Après l'envoi du projet des Quatre (transformation du Comité de Libération en Assemblée Consultative), il y a eu quelques jours de relative tranquillité. Les positions étaient prises, et on attendait d'une part les réactions de M. Reinebeck et d'autre part celles du P.F.F. -auquel, finalement, les propositions des Quatre avaient été communiquées. A CE JOUR, D'AILLEURS, AUCUNE REPONSE N'EST PARVENUE A CE SUJET. M. Reinebeck attend, dit-on, les réponses de la Wilhelmstrasse laquelle, prétendent les P.F.F., attend à son tour de connaître les décisions du nouveau directoire du P.F.F., au sein duquel des courants divergents se manifesteraient.

Après ces quelques jours d'accalmie, les petites manœuvres ont recommencé. Brinon, se sentant isolé devant la coalition qui s'était formée, a commencé à vouloir la dissocier. Il s'est efforcé de détacher Bucard de nous, en racontant à Bucard des prétendus propos désobligeants que Darnand aurait tenus sur lui. Il s'est efforcé de détacher Darnand, en racontant à Darnand des prétendus propos désobligeants tenus sur son compte par Bucard et Déat. Il a raconté que la discorde régnait parmi les Quatre et que Darnand avait retiré sa signature de notre projet. Toutes ces tentatives ont échoué lamentablement et n'ont fait que rendre plus étroite et plus dynamique la coalition. Bien mieux, des organismes tels que le Comité Directeur des Anciens Combattants de la L.V.F. ont voté un Ordre du Jour (dont tu trouveras le texte ci-inclus) déclarant se rallier à notre projet. Les mensonges et les perfidies de Brinon ont été mis facilement à jour, achevant d'éclairer les uns et les autres sur la triste mentalité de ce personnage -qui, par surcroît, se répand contre toi en considérations péjoratives, déclarant, par exemple "qu'il a obtenu plus de résultats de M. Reinebeck en deux mois que d'Abetz en quatre ans". Reinebeck lui-même a été forcé de constater toute une série de mensonges de de Brinon, qu'il continue à soutenir, mais avec une gêne visible.

Tout ceci a fini par nous impatienter. Et comme rien n'avancait, que la Commission ne se réunissait plus, que les illégalités de Brinon se multipliaient et s'aggravaient, nous avons décidé de passer à l'offensive. Et nous l'avons fait lorsque, d'une source absolument sûre, nous avons appris (tiens-toi bien!) que le Deus ex machina de toute l'affaire n'était autre que... Madame de Brinon! C'est cette juive qui avait eu cette idée magnifique de pousser activement son mari vers cette solution: abandonner à Doriot toutes les activités de politique et de propagande de la Commission; ainsi, si les Alliés gagnaient, Brinon pouvait s'expliquer en affirmant qu'il n'avait pas fait d'action politique avec la Commission, qu'il avait empêché ses collègues "activistes" d'en faire, et qu'il ne s'était occupé en Allemagne que d'une administration anodine; si au contraire l'Allemagne gagnait, cette opération valait à Brinon la reconnaissance politiquement monnayable de Doriot et celle escomptée de von Ribbentrop. Ainsi, Brinon était gagnant dans les deux cas -et il



ne risquait pas, en attendant, de jouer un rôle de Chef de Gouvernement, rôle que sa femme juge au dessus de ses forces, de ses capacités et de sa paresse bien connue. C'est donc Mme de BRINON qui, par l'intermédiaire de Claude Jeantet et du groupe de "Je Suis Partout" (que Brinon adore), avait établi les contacts entre Doriot et Brinon jusqu'au jour où M. Reinebeck avait lui-même pris l'initiative de faire rencontrer les deux hommes. Ainsi par un paradoxe admirable et scandaleux, c'était une juive qui avait réussi à semer la discorde entre les français, à inspirer l'antisémite Doriot et à faciliter les intentions des allemands partisans d'une extension des attributions du Comité de Libération. Un comble, en pleine Allemagne de guerre. La plus belle histoire juive que je connaisse. ET JE TE GARANTIS L'EXACTITUDE de cette affaire, sur laquelle bien d'autres détails pourraient t'être fournis verbalement.

Bref, il y a quelques jours, nous avons:

- 1°- fait parvenir à de Brinon trois lettres, relatives à l'administration, à la police et aux finances, dont tu trouveras le texte ci-inclus;
- 2°- fait parvenir à M. Reinebeck, comme suite à une consultation juridique du célèbre professeur de Droit Lalouel, une note juridique sur l'organisation légale de la Commission et sur mon cas. Tu trouveras ce texte également joint, ainsi que le texte de la consultation Lalouel. A noter que M. Lalouel a fait cette consultation à la demande de M. de Brinon, que de Brinon a approuvé cette consultation et l'a lui-même envoyée à M. Reinebeck. Seulement, comme il lit toujours les papiers avec distraction, il n'en avait perçu ni le sens profond ni les conclusions logiques. Ce texte est également ci-joint.

Complètement affolé par cette offensive, Brinon a demandé secours à M. Reinebeck - sans, probablement, lui communiquer le texte de nos trois lettres, trop légitimement redoutables pour lui. Et M. Reinebeck a pris courtoisement l'initiative de nous réunir tous les cinq pour rechercher une conciliation.

Cette réunion a eu lieu avant-hier.

Le a été très dure pour Brinon. Déat a refusé de retirer l'accusation de trahison qu'il avait précédemment portée contre lui. Il a déclaré que Brinon n'avait plus la confiance de la majorité de la Commission. Darnand a réitéré sa solidarité avec nous. Seul, le Général Bridoux s'est déclaré d'accord avec Brinon. Ce dernier a répété obstinément qu'il exigeait mon départ et que sans cela il donnerait, lui, sa démission. Interrogé sur les motifs de son attitude intransigeante à mon égard, attitude qui choquait évidemment M. Reinebeck, il a été incapable d'en donner un seul, se bornant à répéter comme un enfant qu'il "n'avait pas confiance en moi, et que la seule équipe capable de bien faire une Radio et un Journal était celle de "Je Suis Partout". A quoi Déat a répondu que tel n'était pas son avis, que c'était nous qui n'avions pas confiance en Brinon. Celui-ci a refusé de comprendre qu'il refusait de se contenter des pouvoirs réservés d'un Président, qu'il n'acceptait plus les Statuts établis d'un commun accord (ces fameux Statuts que Bridoux, Déat, Darnand et moi avions acceptés et que Brinon ne t'avait jamais communiqué, à telle enseigne que nous les as connus que le jour où je t'en remis un exemplaire) et qu'il devait être un Chef commandant à ses Ministres et les renvoyant en cas de besoin. J'ai donné connaissance à M. Reinebeck du passage de ces Statuts concernant Brinon, et M. Reinebeck a déclaré que ces Statuts lui paraissent constituer une excellente base de discussion, mais que M. de Brinon possédait toute la confiance du Gouvernement du Reich" et qu'il avait naturellement le Président possédât des pouvoirs particuliers. Mais je lui demandais si, à son avis, ces pouvoirs pouvaient aller jusqu'à sa démission d'un des membres de la Commission, M. Reinebeck a déclaré qu'il ne pouvait pas répondre à cette question, et qu'il en référerait à son Gouvernement (duquel, par conséquent, il n'avait reçu, depuis qu'il a posé "le cas Luchaire" - c'est à dire depuis 6 semaines au moins - aucune réponse). A noter que Déat avait affirmé, quelques instants avant, que le Gouvernement allemand avait tous les pouvoirs, sauf celui



La fin est manquante.



Quelques photographies illustrant l'itinéraire de Luchaire.

A la mort de Briand, *Notre Temps* rappelle les liens d'amitié qui unissaient l'équipe du journal au « pèlerin de la paix ».

297

Notre Temps

EDITORIAL

**La voix de la Jeunesse allemande**

**La paix en deuil**



deux télégrammes à « Notre Temps ».

Karlruhe, 9 mars.

La nouvelle de la mort de Briand nous est parvenue hier soir, au cours d'une séance de la « Sozialbergrkreis ». Sachant ce que signifie cette perte pour toi, pour tes amis et pour toute la jeunesse française, nos pensées sont avec vous à l'heure présente. Briand continuera également à vivre pour les dites de la jeunesse allemande, par l'exemple de son humanité supérieure. La fidélité à son pays, sa largeur de vues et la conscience de ses responsabilités ont facilité la réconciliation des peuples des deux côtés de la frontière.

Otto ABETZ.

Anklam, 8 mars.

En profonde sympathie pour la perte douloureuse que vous faites. En mon nom et celui de mes amis.

JACOBY.

Exprimer ici notre stupeur et notre profond chagrin? A quoi bon? Il n'est pas un de nos amis pour ignorer l'affection, le dévouement, l'admiration que l'équipe de Notre Temps professait à l'égard de celui qui restera le plus grand homme d'Etat européen de ce dernier demi-siècle. Dans l'éditorial de notre dernier numéro de 1931, nous écrivions: « Nous demeurons briandistes, comme nous l'avons été — personnellement ou collectivement — depuis Cannes. » Maintenant que Briand est mort, c'est la même affirmation qui revient sous notre plume. Avec, si possible, plus de fermeté encore et plus d'obstination.

Thuriféraires, séides, candidats de M. Briand... Que d'ironies malveillantes ont souvent été dirigées contre nous à ce propos! Elles nous ont toujours fait sourire. Aujourd'hui, elles nous honorent. Car, ici, nous sommes de ceux qui — très rares — n'ont jamais fléchi, jamais douté, jamais abandonné la lutte. Oui: nous aimions Aristide Briand. Oui: nous qui élevons une suspicion systématique à l'égard des hommes des précédentes générations, nous placions Aristide Briand « hors série ». Pourquoi? En raison de sa personnalité si humaine dont Jean Luchaire nous parle plus loin? En raison de sa politique, dont Pierre Brossolette présente une nouvelle esquisse? Sans doute. Mais surtout parce que nous avions trouvé en ce grand vieillard une sensibilité compréhensive qui permettait — entre lui et nous — le plus immédiat, le plus émouvant des contacts de cœur et d'esprit.

Lundi dernier, devant son lit de mort à peine dressé, un de ses proches et plus dévoués collaborateurs disait à Jean Luchaire: « Il vous aimait bien, vos amis et vous. L'affection



Un document qui nous est cher :

Aristide Briand photographié au Quai d'Orsay entouré de plusieurs collaborateurs de Notre Temps : Jean Luchaire, Guy Crouzet, André Weil-Carriel, François Berge, Louis Martin-Chauffier, André Berge, etc.

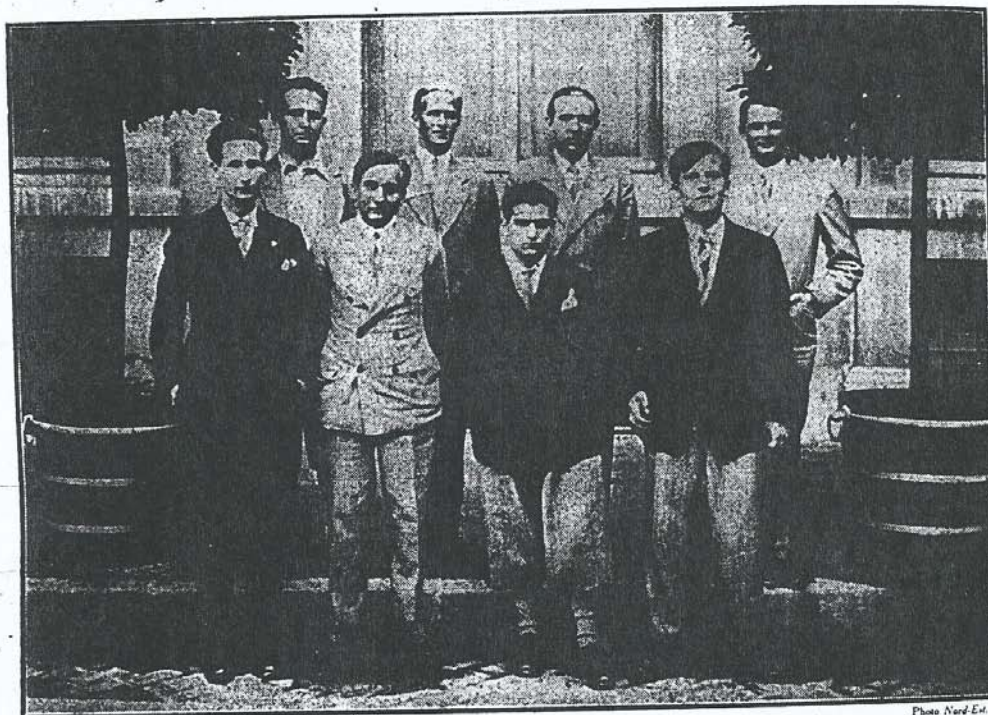
La photographie souvenir du congrès de Rethel, 2-9 août 1931.  
*Notre Temps*, n°103-104, 16-23/08/1931.

663

n. t.

664

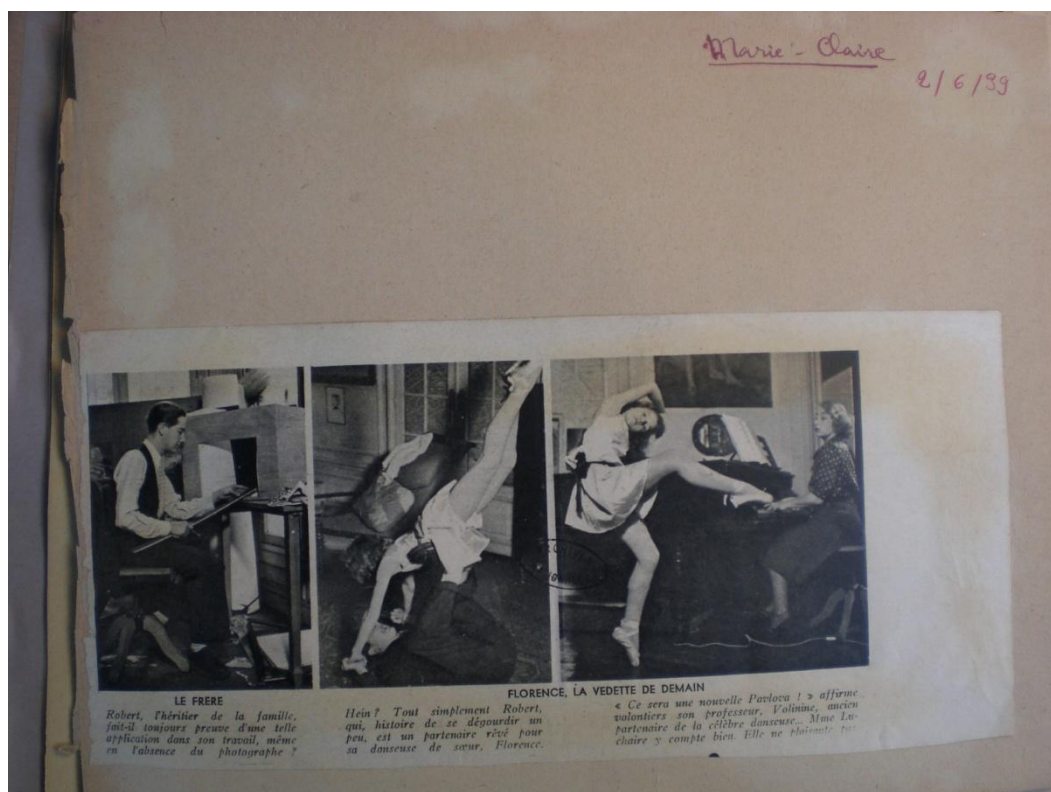
## Quelques congressistes de Rethel reçus à l'Hôtel de Ville de Reims



Dans le fond, de gauche à droite — Hermann Maass, secrétaire général du Reichsausschus Deutscher Jugendverbände — le docteur Bran — Jean Luchaire, Président du Congrès — Max Clauss, rédacteur en chef de la *Revue Européenne* de Berlin. Au premier plan, de gauche à droite — André Weil-Curiel, secrétaire général du Congrès — André Berge — C. Mardrus, Président du Groupement Universitaire franco-allemand — Otto Abetz, l'animateur de la délégation allemande.



Un reportage dans *Marie-Claire*, 02/06/1939.  
AN F 7 15327.



Jean Luchoire à son procès, 21-22 janvier 1946.



Crédit photographique :  
© Roger-Viollet, La Parisienne de Photographie, n°1069-11.



Crédit photographique :  
© LAPI / Roger-Viollet. La Parisienne de Photographie, n°870-7.

# ARCHIVES

**Archives nationales.** CHAN, Paris.

F 7, Police générale.

F 7 13191, Parti radical-socialiste. Années 1920.

F 7 13424 Allemagne, 1933-1936.

F 7 13434 Allemagne, 1933-1936.

F 7 13956, Presse 1900-1923.

F 7 13957 journaux, pacifisme, 1934.

F7 13961 Répertoire alphabétique des suspects pendant la Première Guerre mondiale par département. Surveillance, adresses diverses, tous dépt.

F 7 14710 Espionnage 1938-1940.

F 7 14713 Propagande allemande en France, 1930-40.

F 7 14714 Attentats, destruction, 1935.

F 7 14876 Enquêtes journaux. 1933-1939.

F 7 15317 Arrestation Procès Abetz. Renseignements demandés par le tribunal militaire, 1945-1954.

F 7 15327 Luchaire

F 7 15328 Marion.

F 7 15331 Abetz à Berlin, ordre d'arrestation, *curriculum vitae*.

F 7 15332 Abetz, auditions, extraits de lettres de journalistes français.

F 7 15952 La Volonté, Albert Dubarry, Fond Panthéon.

Notes Jean.

F7 12 955, 1927.

F 7 12956 1928.

F 7 12957 1929-1930.

F 7 12958 1931.

F 7 12959 1934-1935.

F 7 12960 1935.

F 7 12962, 1930.

Série AR, Archives de presse.

2 AR *Les Nouveaux Temps*.

2 AR 2 Luchaire Jean 1940.

2 AR 6 Dossiers des correspondants 1941-44.

Série AJ, Fonds divers remis aux Archives Nationales.

72 AJ, Papiers du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale.

72 AJ 2003 Papiers Luchaire, Sigmaringen.

Série 3 W, Haute Cour de Justice.

3 W 31 à 43. Comptes rendus sténographiques des audiences établis par le cabinet René Bluet, sténographe judiciaire.

3W/38, Pierre Laval ; Joseph Lémery ; Antoine Lemoine ; Paul Marion.

Z/6. Cour de Justice du département de la Seine.

Z 6 280 dossier 327 Cruzet.

## **Archives de la Préfecture de Police. Paris.**

### Série B : Fonds issus du cabinet du préfet de police (1869-1970).

Sous-série BA - Cabinet du préfet : rapports et renseignements adressés au cabinet du Préfet : période 1869-1970.

### Série G : Fonds issus des Renseignements généraux et dossiers d'internement.

Sous-série GA - Renseignements généraux : période 1930-1995.

Guy Crouzet, 100 810.  
Drieu La Rochelle, D6, 26 126.  
Alfred Fabre Luce, 46 617.  
Jacques Kayser, BA 2338.  
Louis Martin-Chauffier, BA 2337.  
Mme Boas de Jouvenel, 145 520.  
Alfred Silbert, 252 450.  
Georges Suarez, 96910.  
François de Tessan, 144 164.  
Georges van Parys, 238 210.  
Otto Abetz.  
Jacques Chabannes, 4113.  
Francis Delaisi, 14792.  
Pierre Laval.  
Jean Luchaire.  
Paul Marion, 374.  
Barthélémy Montagnon, 100 232.  
Jean Montigny, 48 577.  
Jean Nocher, 177 294.  
Pierre Paraf, 8163.  
Edouard Pfeiffer, 3059.  
Marcel Sauvage, 190 499.  
Guy Zuccarelli, 93169.

## **Archives judiciaires, conservées aux Archives de Paris. Paris.**

### Registre du Commerce de la Seine.

D34U3 I, II, III. Registre du commerce. D33U 494.

### Enregistrement des actes.

D32U3 114. 10/11/1921-03/05/1927.

D32U3 115. 03/05/1927-17/09/1927.

D32U3 169.

### Actes des sociétés.

SA. D31U3 2847. 24-31/05/1927.

D31U3 2846. 17-24/05/1927.

### Sociétés en noms collectifs.

D31U3 2726. Mai 1927.

D31U3 2725. Mai 1927.



**Bibliothèque de Documentation internationale Contemporaine.**

Nanterre, (BDIC).

Procès Luchaire.

F Rés 336/17.

F Rés 335/50.

F Rés 334/70 1-3

TMP, Procès Abetz. F Rés 334/1.

**Archives du ministère allemand des Affaires étrangères.**

**Politisches Archiv des Auswärtigen Amt (PA-AA).** Berlin.

Deutsche Botschaft Paris (DBP).

DBP 814 a,b,c : Deutsch-französische Zeitungsgründungen. Zeitungspropaganda. Bde 1-3. Jun.1920-Feb. 1930.

814 b , Bde 4-5, Sept.1927- Jul.1934.

DBP 1026-1031 : Kunst und Wissenschaft, allgemein und Einzelnes. Deutsch-französ.kulturelle u. wissenschaftliche Beziehungen.

1026 a. Bd 1-3, Jun.1920-Nov.1926.

1026b. Bd 4-5, Nov 1926-Okt. 1927.

1027 a. Bd 6-7. Okt.27-Aug.28.

1027 b. Bd-8-8a. Okt.28-Juli-29.

1028 a. Bde 9-10. Nov.29-Mai 30.

1028 b. Bde 11-12. Apr.1930-Mai 1931.

1029 a. Bände 13-14. Dez.1930-Dez.1931.

1029 b. Bde 15-16. 1932.

1030 a. Bde 17-18.

1030 b. Bd.19-20. Mai 34-April 1935.

1031 a. Bde. 20-21. Apr-Dez.1935.

1031 b. Bde 22-23. Dez.35-feb.1937.

1039.

DBP 1048/1 : Bildungswesen, Erziehung und Unterricht in Deutschland und Frankreich. 1938-1939.

DBP 1048/4, Lektoren, wisensch. Assistenten, Sprachklubs, 1 Bd. 12/36-08/39.

1049/1-/2. Deutsch-französische Gesellschaft. 2 Bände. Nov33-mai39.

Bd 2, 37-39.

DBP 1049/3, LIFA, Liaison intellectuelle franco-allemande. 1 Bd. 1930-1934.

DBP 1049/4, Académie Diplomatique Internationale in Paris, 1 Bd, 1928-1938

DBP 1050/1, Sohlbergkreis, 18/06/1931-10/07/1935.

DBP 1050/3 : Professoren-, Lehrer- und Studentenaustausch; Besuche, Reisen usw. ;  
Deutscher Akademischer Austauschdienst. Feb.1937-August 1939.

DBP 1051-1052 Studenten Angelegenheiten (Deutschland und Frankreich). 1926-1937.

1052/1. Deutsche Studentenvereinigungen in Frankreich. 31.jan.1927. 13 Mai 1936. Bd 1.  
1052/2. Cité Universitaire. 20/01/28-19/12/36.  
1052/3. Deutsch-französische Kulturelle Beziehungen, Kultur-Propaganda. 1930-1935.  
1052/4. Studentenangelegenheiten. Jan.33-dez.35.  
1052/5. Studentenangelegenheiten. Jan.36-Jan.37.

DBP 1061a. Jugendbewegung deutsche und französische, jun.37-März 39.  
DBP 1092 a, b : Presseauschnitte. 1940-1944.

## **Archives privées.**

### **Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC). Caen.**

#### Papiers André et François Berge. BER.

BER A2 - Correspondance

Ber 9.49, Commémoration du cinquantenaire des *Cahiers du Mois*.

BER 8. Correspondance André et François Berge.

#### Papiers Simone et Louis Martin-Chauffier. MCH.

LMC 2, Correspondance.

LMC2-A6, Dossier Inédits/ Notes pour des conférences.

LMC2-A16, Dossier « Pensées et vieilles notes », textes des années 10-20.

LMC2-A3, dossier (articles et éditoriaux de Louis/août 39/période polémiste).

LMC2-A4, dossier (Inédits de LMC dans les dernières années).

LMC2-A5, Dossiers de manuscrits divers.

### **Archives et Musée de la Littérature, (AML). Bruxelles.**

Fond Oscar-Paul Gilbert.

#### ML 09155. Cinéma.

ML 09155/0011 Lettres et articles, extraits.

#### ML 09162 – ML 09176 Presse, Reportages, Feuilletons.

ML 09162. Les premiers articles

ML 09163. *La Nouvelle Revue Wallonne* (1918, OPG rédacteur en chef)

ML 09164/0001-0005. Ensemble de coupures de presse (

ML 09165 / 0001-0040. Articles parus dans *La Voix*, 1928-1929.

ML 09165/0041. Correspondance [Correspondance autour de "La Voix"].

ML 09169. Articles parus dans *Notre Temps*. ML 09169/0001-0004

ML 09176. Collaboration aux *Nouveaux Temps*.

#### ML 09196 – ML 09198. Dossiers personnels.

ML 09196 Correspondance familiale

ML 09196/0001-0012 : 1918-1930.

ML 09198/0012-0021. Libération, enquêtes et procès.

ML 09198/0022 Correspondances diverses

ML 09199/0001-0091. Correspondance régulière.

Sur la base Plume :

MLA 22935, *Une génération réaliste* de Jean Luchaire. Dédicace à Gil.  
MLA 23007, un ouvrage de Claude Aveline, dédicacé à OP Gilbert.  
MLR 06150 FG, *Notre Temps*, n°s des années 1927, 1928, 1932, 1934.  
MLR 05997 FG, *Les Jeunes auteurs*, 1917 année 5 n°3, n°4.  
MLR 05996 FG, *Vita Latina*, 1919 an VII série III n°1, n°2.  
MLR 05998 FG *Vita*, 1924 nouvelle série cahiers 1, 4, 6, 7.  
MLA 22939 Claude AVELINE, *Jean de Saint-Prix. 1896-1919*, tiré-à-part. Extrait de: "Vita", cahier de juin 1924, 7 p.

## SOURCES

### Sources imprimées.

Les dates indiquées sont celles des années consultées.

*Notre Temps* 1927-1940.

*Les Jeunes Auteurs*, n°3, avril-mai 1917, 16 pages.

*Les Jeunes Auteurs*, n°4, juin-juillet 1917, 12 pages.

La Jeunesse et l'Union latine, Opuscule de la Ligue latine de la Jeunesse, n°2, 1918.

*Vita Latina (Les Jeunes Auteurs)*, n°1, janvier 1919, 28 pages.

*Vita (Les Jeunes Auteurs)*, n°2, 20/05/1919, 12 pages grand format.

*Vita*, n°1, 26/12/1919, 48 pages petit format.

*Vita*, 01-10/1924.

*Fructidor*, 08/1924-09/1928.

*Les Cahiers du Mois*, 05/1924-06/1927.

*Les Derniers jours*, 02-07/1927.

*Le Pays*, 06/1917-12/1919.

*L'Ere nouvelle*, 27/12/1919-1924.

*La Volonté*, 1925-1933.

*La Voix*, 1928-1930.

*La République*, 1930-1933.

*Cahiers Bleus*, 1928-1932.

*Paris-Phare*, 29/04/1926-03/1929.

*Pamphlet*, 30/06/1933-16/03/1934.

Sondages dans les journaux suivants :

*Le Journal des Débats*.

*Gringoire*.

*L'Eveil des peuples*.

*Le Droit de vivre*.

*La Lumière*.

### Témoignages, mémoires, essais.

#### Souvenirs, mémoires.

Otto Abetz, Histoire d'une politique franco-allemande 1930-1950, *Mémoires d'un ambassadeur*, Librairie Stock, 1959.

Claude Aveline, *Moi par un autre : chronique d'une enfance et d'une adolescence dans les XX premières années de ce siècle*, P. Bordas et fils, 1988, avec la participation de Nicole Toussaint Du Wast,.

Robert Brasillach, *Notre avant-guerre*, Plon, 1941.

Gilberte Brossolette, *Il s'appelait Pierre Brossolette*, Albin Michel, 1976.

Jacques Chabannes, *Je les ai connus : de A à Z*, Presses de la Cité, 1984.

Marcel Déat, Mémoires politiques, introduction et notes de Laurent Theis, Denoël, 1989.

- Drieu La Rochelle, *Fragments de mémoires 1940-1941*, précédé d'une étude sur « Le parti unique et Drieu La Rochelle » par Robert O. Paxton, Gallimard, 1982.
- Drieu La Rochelle, *Journal 1939-1945*, présenté et annoté par Julien Hervier, Gallimard, 1992.
- Karl Epting, « Das Schicksal der briandistischen Generation », *Jahrbuch des Archivs der deutschen Jugendbewegung*, achter Band, Burg Ludwigstein, 1976, p.12-38.
- Alfred Fabre-Luce, *Journal de la France*, édition définitive avec une préface inédite, Fayard, 1969.
- Julien Green, *Jeunes années : autobiographie*, Paris, Seuil, 1984.
- Julien Green, *Jeunesse*, Plon, 1974.
- Julien Green, *Journal I, 1928-1934*, Plon, 1938.
- Henri Jeanson, *Soixante-dix ans d'adolescence*, précédé par *Le Rire d'Henri Jeanson* par Pierre Serval, Stock, 1971.
- Bertrand de Jouvenel, *Un voyageur dans le siècle*, Robert Laffont, 1980.
- Raymond-Raoul Lambert, *Carnet d'un témoin : 1940-1943* ; établi, présenté et annoté par Richard Cohen, Fayard, 1984.
- Philippe Lamour, *Le Cadran solaire*, R. Laffont, 1980.
- Corinne Luchoire, *Ma drôle de vie*, Sun, Paris, 1949.
- Julien Luchoire, *Confession d'un Français moyen. 1876-1914*, t. I, éditions du Sagittaire, Marseille, 1943.
- Julien Luchoire, *Confession d'un Français moyen, 1914-1950*, t. II, Leo S. Olschiski Éditeur, Florence, 1965.
- Gina Lombroso-Ferrero, *L'éclosion d'une vie. Notes sur Léo Ferrero-Lombroso, de la naissance à vingt ans*. Traduit avec la collaboration de Rose Celli, Georgette JJ Bernard et Henri Winckler, éditions Rieder, Paris, 1938.
- Gina Lombroso-Ferrero, *L'œuvre de Léo Ferrero à travers la critique*, Genève, P. E. Grivet, 1943, 320 p.
- Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans, 1927-1937*, Gallimard, 1939.
- Jacques Nels, *Fragments détachés de l'oubli*, Ramsay, 1989.
- Joseph Paul-Boncour, *Entre deux guerres, Souvenirs sur la III<sup>e</sup> République*, tome II : *Les lendemains de la victoire, 1919-1934*, Plon, 1945.
- René de la Porte, *Nés de la guerre*, Valois, 1928.
- Emile Roche, *Caillaux que j'ai connu*, Plon, 1945.
- Emile Roche, *Avec Joseph Caillaux. Mémoires, souvenirs et documents*, préface de Jean-Baptiste Duroselle, Publications de la Sorbonne, 1980.
- Nello Rosselli, *Uno storico sotto il fascismo : lettere e scritti vari, 1924-1937*, a cura di Zeffiro Ciuffoletti, Firenze, la Nuova Italia, 1979, 197 p.
- Rosselli, *Epistolario familiare : Carlo, Nello Rosselli e la madre, 1914-1937*. préf. a cura di Zeffiro Ciuffoletti ; introd. di Leo Valiani, Milano, SugarCo Edizioni, 1979.
- Rosselli, *Politica e affetti familiari : Lettere di Amelia, Carlo e Nello Rosselli a Guglielmo, Leo e Nina Ferrero e Gina Lombroso Ferrero (1917-1943)* / a cura di Marina Calloni e Lorella Cedroni ; premessa di Giulio Sapelli ; trascrizione e trad. di Paola Ranzini, Milano Feltrinelli, 1997, 292 p.
- Georges van Parys, *Les jours comme ils viennent*, Plon, 1969.
- Louise Weiss, *Mémoires d'une Européenne*, t.I : 1893-1919, Payot, 1968.
- Louise Weiss, *Mémoires d'une Européenne*, t.II : 1919-1934, Payot, 1969.
- Jean Zay, Patrick Pesnot, *Souvenirs et solitude*, précédé de *Jean Zay, ministre de l'intelligence française* de Patrick Pesnot, Editions de l'Aube, 2004.

## Essais.

Sur le sentiment d'« inquiétude » et quelques unes des réflexions des intellectuels dans les années vingt :

Marcel Arland, « Sur un nouveau mal du siècle », *NRF*, 01/02/1924, p.149-158.

Claude Aveline, « Examen », extrait du *Navire d'Argent*, deuxième année, n°8, 01/01/1926, Maison des Amis des Livres, 7 rue de l'Odéon, Paris VI, p.450-457.

Emmanuel Berl, *Mort de la pensée bourgeoise*, Grasset, 1929.

André Chamson, « La Révolution de Dix-neuf », *Europe*, n° 70, 15/10/1928, p.153-169 et n°71, 15/11/1928, p.365-378.

Raymond Cogniat, « Les Moins de Trente Ans », *L'ami du lettré. Année littéraire et artistique pour 1928*, Bernard Grasset éditeur, p.207-211.

Daniel-Rops, *Notre inquiétude. Essais. Louange de l'inquiétude. Sur une génération nouvelle. Positions devant l'inquiétude*, Paris, Perrin, 1927.

Daniel-Rops, *Les années tournantes*, Paris, Éd. du Siècle, 1932.

Jacques Maritain, *Primauté du spirituel*, Plon et Nourrit, 1927.

François Mauriac, *Le jeune homme*, Hachette, 1926.

Marcelle Prat, *Vivre*, préface de Maurice Barrès, Flammarion, 1922.

Jean Prévost, *Dix-huitième année*, NRF, Gallimard, (1929) 1993.

Essais sur la réforme de l'Etat.

Paul Archambault, *Réalisme démocratique*, Spes, 1930.

Sammy Béracha, *Rationalisation et Révolution*, Valois, 1930.

Sammy Béracha, *A la recherche d'une patrie*, Valois, 1931.

Pierre de Félice, *Réalisme*, Grasset, 1928.

*Le Rajeunissement de la politique*. Préface de Henry de Jouvenel, Ed. Corrêa, 1932.

Jean Luchaire, *Une Génération réaliste*, Valois, 1929.

Jean Montigny, *La République réaliste*, éditions de la Renaissance, 1930.

Georges Roux, *Essai d'une politique réaliste*, Kra, 1928.

Georges Valois, *L'économie nouvelle*, Nouvelle librairie nationale, 1919.

Georges Valois, *L'homme contre l'argent. Souvenirs de dix ans 1918-1928*, éd. par Olivier Dard, Presses Universitaires du Septentrion, 2012.

Essais sur les projets internationaux et européens.

Jacques Chabannes, *Mitropa*, Valois, 1932.

Jacques Houdaille, « La Banque des Règlements Internationaux », *Annales d'histoire économique et sociale*, 3e année, n°11, 1931, p.321-348.

Pierre Mendès France, *La Banque internationale : contribution à l'étude du problème des États-Unis d'Europe*, Bibliothèque économique universelle, Valois, 1930, 295 p.

Essais sur les relations franco-allemandes.

Alfred Apfel, *Les dessous de la justice allemande*, traduit de l'allemand, 3e édition, Gallimard, 1934.

Arnold Bergstraesser, *Sinn und Grenzen der Verständigung zwischen Nationen*, Dunckler und Humblot, München, 1930.

Jacques Bainville, *Les conséquences politiques de la paix*, Nouvelle Librairie Nationale, 1920.

Paul Darcy, *L'Allemagne toujours armée*, Grasset, 1934.

*Germany speaks*, T. Butterworth Ltd, London, 1938.

Günther Gründel, *Die Sendung der jungen Generation, Versuch einer umfassenden revolutionären Sinndeutung der Krise*, München, H. C. Beck, 1932.



Hans Hartmann, *Die junge Generation in Europa*, Der Neue Gast Verlag, Berlin, 1930.  
Hans Hartmann, *Oswald Spengler und Deutschlands Jugend*, Greifenverlag, Rudolstadt, 1925.  
Konrad Heiden, *Histoire du national-socialisme*, Stock, 1934.  
Fernand L'Huillier, *Dialogues franco-allemands, 1925-1933*, Ophrys, 1971, 176p.  
Edgar Mowrer, *Germany puts the clock back*, Harmondsworth (Middlesex), Penguin books, 1937, 279 p.  
Pierre Viénot, *Incertitudes allemandes : la crise de la civilisation bourgeoise en Allemagne*, Valois, 1931.

# BIBLIOGRAPHIE

## Dictionnaires biographiques.

René Barjeton, *Dictionnaire biographique des préfets : septembre 1870-mai 1982*, Archives Nationales, 1994.

Guy Caplat (dir.), *Les Inspecteurs généraux de l'instruction publique. Dictionnaire biographique, 1802-1914*, Institut national de recherche pédagogique, CNRS, Paris, 1986.

Guy Caplat (dir.), *Les Inspecteurs généraux de l'instruction publique au XXe siècle. Dictionnaire biographique, 1914-1939*, Institut national de recherche pédagogique, CNRS, Paris.

Christophe Charle, *La Faculté des lettres de Paris : 1909-1939*, Institut national de recherche pédagogique, Éd. du CNRS, 1986.

Christophe Charle, Eva Telkes, *Les Professeurs du Collège de France : dictionnaire biographique, 1901-1939*, Institut national de recherche pédagogique, Éd. du CNRS, 1988.

Christophe Charle, Eva Telkes, *Les Professeurs de la Faculté des sciences de Paris : dictionnaire biographique, 1901-1939*, Institut national de recherche pédagogique : Éd. du CNRS, 1989.

C.-E. Curinier (dir.), *Dictionnaire national des contemporains*, 6 vol., Paris, Office général d'édition, de librairie et d'imprimerie, 1899-1919.

Jean Jolly (éd.), *Dictionnaire des parlementaires français. Notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1889 à 1940*, 8 vol., Paris, PUF, 1960-1977.

Jean Maitron, Claude Penner, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, quatrième partie : 1914-1939*, 29 vol., t. XVI à XLIV, Les Editions ouvrières, 1981-1997.

J-C Roman d'Amat, Henri Tribout de Morembert, Michel Prevost (dir.), *Dictionnaire de biographie française*, 19 vol., Paris, Letouzey et Ané, 1932-1982.

Benoît Yvert, *Dictionnaire des ministres de 1789 à 1989*, Paris, Perrin, 1990, 1028p.

## Dictionnaires historiques.

Gisèle Berstein, Serge Berstein, *Dictionnaire historique de la France contemporaine*, t.1, 1870-1945, Bruxelles, Complexe, 1995, 822 p.

Anne Carol, Jean Garrigues, Martin Ivernel, *Dictionnaire d'histoire du XXe siècle*, Hatier, 1997, 500 p.

Michèle et Jean-Paul Cointet (dir.), *Dictionnaire de la France sous l'Occupation*,

Tallandier, 2000, 732 p.

Christian Delporte, Jean-Yves Mollier, Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, PUF, 2010, 928 p.

Vincent Duclert, Christophe Prochasson (dir.), *Dictionnaire critique de la République*, Flammarion, 2002, 1340 p.

Bertrand Joly, *Dictionnaire biographique et géographique du nationalisme français, 1880-1900*, H. Champion, 1998, 687 p.

Jacques Julliard, Michel Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels. Les personnes, les lieux, les moments*, Le Seuil, 1996, 1260 p.

François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance : Résistance intérieure et France libre*, Le Grand livre du mois, 2006.

Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli (dir.), *La France d'un siècle à l'autre (1914-2000). Dictionnaire critique*, Hachette, 1999, 980 p.

Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au 20e siècle*, PUF, 1995, 1067 p.

Vaisse Maurice (dir.), *Dictionnaire des relations internationales au 20e siècle*, A. Colin, 2000, 300 p.

### **Ouvrages généraux.**

Jacques Bariéty, *Les relations franco-allemandes après la première guerre mondiale, 10 novembre 1918-10 janvier 1925*, Paris, Pedone, 1977, 797p.

Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France, t.2 , XXe siècle, à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2004.

Serge Berstein, *Histoire du Parti radical, t. I, La recherche de l'âge d'or : 1919-1926*, FNSP, 1980, t. II, *Crise du radicalisme : 1926-1939*, FNSP, 1982.

Serge Berstein, Odile Rudelle, *Le modèle républicain*, PUF, 1992.

Serge Berstein, Pierre Milza, (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, PUF, 1998.

Edouard Bonnefous, *Histoire politique de la Troisième République, t.V, La République en danger : des Ligues au Front populaire, 1930-1936*, PUF, 1962.

Edouard Bonnefous, *Histoire politique de la Troisième République, t VI, Vers la guerre : du Front populaire à la Conférence de Munich, 1936-1938*, PUF, 1965.

Edouard Bonnefous, *Histoire politique de la Troisième République, t. VII, La course vers l'abîme : la fin de la IIIe République, 1938-1940*, PUF, 1967.

Christine Bouneau, *Socialisme et jeunesse en France, 1879-1969 : acteurs, discours, moments et lieux*, Pessac, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2009.

- Philippe Burrin, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Seuil, 1986.
- Olivier Dard, *Les années trente. Le choix impossible*, Le Livre de Poche, 1999.
- Alain Degenne, Michel Forsé, *Les Réseaux sociaux*, A. Colin, 1994.
- Jean-Claude Delbreil, *Centrisme et Démocratie-Chrétienne en France. Le Parti Démocrate Populaire des origines au MRP, 1919-1944*, Publications de la Sorbonne, 1990.
- Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, A. Colin, 2001.
- Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, 1993.
- Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France, La décadence. 1932-1939*, Seuil, 1979.
- Gilbert Merlio, *Ni gauche ni droite : les chassés-croisés des intellectuels français et allemands dans l'entre-deux-guerres*, éditions de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1995.
- Horst Möller, *Die Weimarer Republik. Eine unvollendete Demokratie*, München, Deutscher Taschenbuch Verl., 2004.
- Horst Möller, *La République de Weimar*, traduit de l'allemand par Claude Porcell, Nouvelle éd., Paris, Tallandier, 2011.
- Frédéric Monnier, *Le Front populaire*, La Découverte, 2002.
- Gilles Morin et Gilles Richard, *Les deux France du Front populaire. Chocs et contre-chocs*, L'Harmattan, 2008.
- Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France : de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Perrin, 2004.
- Detlev J. K. Peukert, *Jugend zwischen Krieg und Krise : Lebenswelten von Arbeiterjungen in der Weimarer Republik*, Köln, Bund-Verl., 1987.
- Detlev J. K. Peukert, *La République de Weimar : années de crise de la modernité*, trad. de l'allemand par Paul Kessler, Paris, Aubier, 1995.
- Christophe Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre : 1900-1938*, Seuil, 1993.
- Nicolas Rousselier, *Le Parlement de l'éloquence. La souveraineté de la délibération au lendemain de la Grande Guerre*, Presses de Sciences Po, 1997.

## **Les relèves.**

Pierre Andreu, *Révoltes de l'esprit. Les revues des années trente*, éd. Kimé, 1991.

Gérard Brun, *Technocrates et technocratie en France (1918-1945)*, Albatros, 1985.

Pierre Colin (dir.), *Intellectuels chrétiens et esprit des années vingt*, Cerf, 1997.

Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années trente*, PUF, 2002.

Olivier Dard, Etienne Deschamps (dir.), *Les Relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre. Racines, réseaux, projets et postérités*, Peter Lang, 2005.

Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années trente. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Seuil, 2001 (1969).

Christian Roy, *Alexandre Marc et la Jeune Europe (1904-1934) : L'Ordre nouveau aux origines du personnalisme*, suivi de Thomas Keller, *Le personnalisme de l'entre-deux-guerres entre l'Allemagne et la France*, Nice, Presses d'Europe, 1998.

Jean Touchard, « L'Esprit des années trente », in *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, Hachette, 1960.

Michel Winock, *La trahison de Munich : Emmanuel Mounier et la grande débâcle des intellectuels*, CNRS éditions, 2008.

## **Sur la réforme de l'Etat.**

Marc-Olivier Baruch, Vincent Duclerc (dir.), *Serviteurs de l'Etat. Une histoire politique de l'administration française, 1875-1945*, La Découverte, 2000.

Alain Chatriot, *La démocratie sociale à la française. L'expérience du Conseil national économique 1924-1940*, préface de Pierre Rosanvallon, La Découverte, 2002, 419 p.

Jean Gicquel, Lucien Sfez, *Problèmes de la réforme de l'Etat en France depuis 1934*, Paris, PUF, 1965.

Jochen Hook, *Le problème de la réforme de l'Etat en France, 1890-1935*, thèse, Paris, FNSP, 1970.

Olivier Dard, *Jean Coutrot : de l'ingénieur au prophète*, Presses universitaires franc-comtoises, Paris, les Belles lettres, 1999, p.196.

Olivier Dard, Gilles Richard, *Les permanents patronaux : éléments pour l'histoire de l'organisation du patronat en France dans la première moitié du XXe siècle*, Actes du colloque organisé par l'université de Metz et l'Institut d'études politiques de Rennes, Metz, Centre de recherche histoire et civilisation de l'université de Metz, 2005.

Olivier Dard (dir), *Georges Valois, itinéraire et réceptions*, Peter Lang, 2011.

Entrée « Ernest Poisson » dans Jean Maitron (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. 3e partie, 1871-1914 : De la Commune à la Grande Guerre*. vol 14, Mar à Ras, Ed. ouvrières, 1976.

Alain Chatriot, « Les coopérateurs », in Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France, T. 2, XXe siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2004, pp. 91-97.

## **Le pacifisme.**

Jean Defrasne, *Le pacifisme en France*, PUF, 1994.

Ildé Gorguet, *Les mouvements pacifistes et la réconciliation franco-allemande dans les années vingt (1919-1931)*, Peter Lang, 1999.

Verdiana Grossi, *Le pacifisme européen, 1889-1914*, préf. du professeur Jacques Bariéty, Bruylant, 1994.

Vincent Lowy, *Guère à la guerre ! Le pacifisme dans le cinéma français, 1936-1940*, préface de Madeleine Rébérioux, postface de Raymond Chirat, l'Harmattan, 2006.

Julien Luchaire, *Le désarmement moral*, Valois, 1932.

Emmanuel Naquet, « Eléments pour l'étude d'une génération pacifiste dans l'entre-deux-guerres : la LAURS et le rapprochement franco-allemand (1924-1933) », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1990, n°18, « La mésentente cordiale : les relations franco-britanniques, 1945-1957 », p.50-58.

Alexandre Percin, *Le désarmement moral*, A. Delpeuch, 1925.

Antoine Prost, *Les anciens combattants et la société française 1914-1939*, 3 vol., FNSP, 1977.

Nicole Racine-Furlaud, « La revue Europe (1923-1939). Du pacifisme rollandien à l'antifascisme compagnon de route », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°30, 1993, p.21-26.

Paul Raynal, *Le Tombeau sous l'Arc de Triomphe*, Petite Illustration, 16 février 1924.

Maurice Rieuneau, *Guerre et révolution dans le roman français de 1919 à 1934*, Klincksieck, 1974.

Maurice Vaïsse (dir.), *Le pacifisme en Europe. Des années 1920 aux années 1950*, Bruxelles, Bruylant, 1993.



## **Militantisme SDN et Idée européenne.**

Jacques Bariéty (éd.), *Aristide Briand. La Société des Nations et l'Europe, 1919-1932*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2007.

Christian Birebent, *Militants de la paix et de la SDN. Les mouvements de soutien à la Société des Nations en France et au Royaume-Uni, 1918-1925*, préface de Gilles Le Béguec, L'Harmattan, 2007.

Christian Birebent, *Militants de la paix et de la SDN. Les mouvements de soutien à la Société des Nations en France et au Royaume-Uni. 1918-1925*. L'Harmattan, 2008.

Marie-Thérèse Bitsch, Gérard Bossuat, *L'Europe unie et l'Afrique : de l'idée d'Eurafrique à la Convention de Lomé I*, Bruxelles : Bruylant ; Paris : LGDJ ; Baden-Baden : Nomos Verl., 2005.

Jean-Luc Chabot, *Aux origines intellectuelles de l'Union Européenne. L'idée d'Europe unie de 1919 à 1939*, Presses universitaires de Grenoble, 2005.

Geneviève Duchenne, *Vision et projets belges pour l'Europe. De la Belle Epoque aux Traités de Rome (1900-1957)*, Peter Lang, 2001.

Geneviève Duchenne, *Esquisses d'une Europe nouvelle. L'européisme dans la Belgique de l'entre-deux-guerres (1919-1939)*, Peter Lang, 2008.

Jean-Michel Guieu, *Le rameau et le glaive : les militants français pour la Société des Nations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

Lubor Jilek, « Paneurope dans les années vingt : la réception du projet en Europe centrale et occidentale », *Relations Internationales*, n°72, hiver 1992, p. 409-432.

Lubor Jilek, "Pan-Europe de Coudenhove-Kalergi : l'homme, le projet et le mouvement paneuropéen", *European Institute of Geneva University, in Human Security*, n° 9, 2004-2005.

Lubor Jilek, « Esquisse biographique de Richard N. Coudenhove-Kalergi, l'homme et le mouvement », in Alain Larcan (dir.) *Coudenhove-Kalergi-De Gaulle, une certaine idée de l'Europe*, Fondation Charles de Gaulle, 1999, p. 205-210.

Lubor Jilek, « Paneurope en pays de démocratie libérale, 1922-1934, les choix du militantisme », in Alain Larcan (dir.) *Coudenhove-Kalergi-De Gaulle, une certaine idée de l'Europe*, Fondation Charles de Gaulle, 1999, p. 63-77.

Gilles Le Béguec, « Le Groupement universitaire pour la SDN (1922-1939) », *Provinces contemporaines*, n°1, Publications de la Faculté des lettres et Sciences Humaines de Limoges, 1990, p.32-48.

Gilles Le Béguec, « La paix aux miroirs de la jeunesse », *Provinces contemporaines*, n°2, 1990, p. 59-77.

Christine Manigand, *Les Français au service de la Société des Nations*, Peter Lang, 2003.

Christine Manigand, « La Fédération universitaire internationale pour la Société des Nations. Un observatoire des jeunes relèves européennes », in Olivier Dard, Etienne Deschamps (dir.), *Les Relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre. Racines, réseaux, projets et postérités*, Peter Lang, 2005, p.355-369.

Marta Petricioli, Donatella Cherubini (éds), *Pour la paix en Europe. Institutions et sociétés civiles dans l'entre-deux-guerres. For Peace in Europe. Institutions Civil Society between the World Wars*, Peter Lang, 2007.

### **Les relations intellectuelles en Europe durant l'entre-deux-guerres.**

Hans Manfred Bock, Gilbert Krebs, *Échanges culturels et relations diplomatiques: Présences françaises à Berlin au temps de la République de Weimar*, Presses Sorbonne Nouvelle, 2005, p.23.

H.M. Bock, R. Meyer-Kalkus, M. Trebitsch, *Entre Locarno et Vichy : les relations culturelles franco-allemandes dans les années 1930*, CNRS, 1993.

H-M Bock, « Der "Abendland"-Kreis und Hermann Platz, p.337-362 in Michel Grunewald, Uwe Puschner, H-M Bock, *Le milieu intellectuel catholique en Allemagne, sa presse et ses réseaux (1871-1963)*, Peter Lang, 2006.

Dominique Bosquelle, « La Maison académique à Berlin », in H.M. Bock, Gilbert Krebs, (dir.), *Echanges culturels et relations diplomatiques. Présences françaises à Berlin au temps de la République de Weimar*, Publications de l'Institut d'Allemand, PIA, 2004, p.143-156.

Stefan Breuer, « *Italia docet ; sed quid ?* Le fascisme italien dans les écrits néonationalistes sous la République de Weimar » dans Olivier Dard, Etienne Deschamps, *Les relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre*, Peter Lang, 2005, p.53-75.

Christophe Charle, « Enseignement supérieur et expansion internationale (1870-1930) : des instituts pour un nouvel empire ? », in Johan Heilbron, Remi Lenoir et Gisèle Sapiro (sous la dir. de), *Pour une histoire des sciences sociales : Hommage à Pierre Bourdieu*, Paris, Fayard, 2006, p.333, 337-338.

Amotz Giladi (CSE, Paris), "Marginalisation de l'avant-garde littéraire italienne en France, 1900-1920 : le cas de La Vraie Italie", *TRANSEO*, Numéro 01 - Janvier 2009, URL: <http://www.transeo-review.eu/Marginalisation-de-l-avant-garde.html>, Date de mise en ligne: 12 mai 2010.

Claude Lévy, « Autour de Jean Luchaire : le cercle éclaté de *Notre Temps* » in H.M. Bock, R. Meyer-Kalkus, M. Trebitsch, *Entre Locarno et Vichy : les relations culturelles franco-allemandes dans les années 1930*, CNRS, 1993, p.121.

Claire Moreau-Trichet, « La propagande nazie à l'égard des associations françaises d'anciens combattants de 1934 à 1939 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2002/1 n° 205, p. 55-70.

Isabelle Renard, *L'Institut français de Florence (1900-1920) : un épisode des relations franco-italiennes au début du XXe siècle*, Rome Ecole française de Rome, Paris, de Boccard, 2001.

Lionel Richard, « Aspects de relations intellectuelles et universitaires entre la France et l'Allemagne dans les années vingt », in Jacques Bariéty, Alfred Guth, Jean-Marie Valentin (éds.), *La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1987, p.117.

Christian Roy, « Les rapports du groupe personnaliste Ordre nouveau avec la Hongrie et les Pays-Bas durant les années trente », in Olivier Dard, Etienne Deschamps (dir.), *Les Relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre*, Peter Lang, 2005, p.233-248.

Dieter Tiemann, *Deutsch-französische Jugendbeziehungen der Zwischenkriegszeit*, Bouvier/Röhrscheid, Bonn 1989.

Barbara Unteutsch, « Dr Friedrich Bran – Mittler in Abetz' Schatten » dans H.M. Bock, R. Meyer-Kalkus, M. Trebitsch, *Entre Locarno et Vichy : les relations culturelles franco-allemandes dans les années 1930*, CNRS, 1993, p.87-105.

Barbara Unteutsch, *Vom Sohlbergkreis zur Gruppe « Collaboration ». Ein Beitrag zur Geschichte der deutsch-französischen Beziehungen anhand der Cahiers franco-allemands/Deutsch-französische Monatshefte, 1931-1944*, Münster, Kleinheinrich, 1990.

Béatrice Pellissier, « Aspects de la crise intellectuelle franco-allemande en 1930 à travers la *Deutsch-Französische Rundschau* et la *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n°4, oct-déc. 1991, p.435-449.

Marianne Walle, « Nationalismes et internationalisme dans l'entre-deux-guerres à travers les itinéraires d'Annette Kolb, Marie-Elisabeth Lüders et Louise Weiss », p.247-254, dans Jean-Marc Delaunay, Yves Denéchère (dir.), *Femmes et relations internationales au XXe siècle*, Presses Sorbonne Nouvelle, 2007.

### **Sur la Révolution conservatrice et les transferts culturels entre la France et l'Allemagne.**

Stefan Breuer, *Anatomie de la Révolution conservatrice*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1996.

Stefan Breuer, « Y a-t-il eu une "Révolution conservatrice" sous la République de Weimar ? », in *Carnets. Revue du Centre de recherche et de documentation Ernst Jünger*, édités par D. Beltran-Vidal, Montpellier, 2001.

Olivier Dard, « Contribution à l'étude des réceptions française de la "Révolution conservatrice" allemande : l'exemple de la Nouvelle droite » in Pierre Béhar, Françoise Lartillot et Uwe Puschner, *Médiation et conviction*, Mélanges offerts à

Michel Grunewald, L'Harmattan, 2007, p. 63-75.

Louis Dupeux, *Aspects du fondamentalisme national en Allemagne de 1890 à 1945*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2001.

Louis Dupeux (dir.), *La « Révolution conservatrice » dans l'Allemagne de Weimar*, Paris, Kimé, 1992.

Denis Goeldel, *Moeller van den Bruck, 1876-1925, un nationaliste contre la révolution : contribution à l'étude de la "Révolution conservatrice" et du conservatisme allemand au XXe siècle*, Frankfurt am Main, Bern, New York, Nancy, Peter Lang, 1984, 614p.

Michel Grunewald, *Le milieu intellectuel conservateur en Allemagne, sa presse et ses réseaux (1890-1960)*, Peter Lang, 2003.

Gilbert Merlio, « Le concept de "Révolution conservatrice". A propos de deux ouvrages de Stefan Breuer », in *Etudes germaniques*, octobre-décembre 1997, p.673-688.

Gilbert Merlio, « Y a-t-il eu une "Révolution conservatrice" sous la République de Weimar ? », in B. Koehn (dir.), *La Révolution conservatrice et les élites intellectuelles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, p.15-32.

Arthur Moeller van den Bruck, *Das Recht der jungen Völker*, Piper, München, 1919, 120s.

*La révolution des peuples jeunes. Arthur Moeller van den Bruck ; textes choisis et présentés par Alain de Benoist ; trad. de l'allemand par Jean-Paul Allard, Puiseux, Pardès, 1993, 359p.*

Gérard Raulet, « Les Lumières françaises et leur fonction idéologique dans la romanistique allemande des années vingt et trente », dans H H.M. Bock, R. Meyer-Kalkus, M. Trebitsch, *Entre Locarno et Vichy : les relations culturelles franco-allemandes dans les années 1930*, CNRS, 1993, p.317-342.

### **La question du fascisme en France.**

Serge Berstein, « La France des années trente allergique au fascisme. A propos de Zeev Sternhell », *Vingtième siècle*, n°2, 1984, p.83-94.

Philippe Burrin, « La France dans le champ magnétique des fascismes », *Le Débat*, novembre 1984, p.52-72.

William D. Irvine, « Fascism in France and the strange case of the Croix de Feu », *The Journal of Modern History*, vol.63, n°2, juin 1991.

Kevin Passmore, « Boy scouting for grown-ups ? Paramilitarism in the Croix de Feu and the Parti social français », *French Historical Studies*, vol.19, n°2, 1995, p.527-557.

Robert Soucy, « French fascism and the Croix de Feu : a dissenting interpretation », *Journal of Contemporary History*, vol. 26, 1991, p.159-188.

Zeev Sternhell, « Sur le fascisme et sa variante française », *Le Débat*, novembre 1984, p.28-51.

Robert Wohl, « French fascism, both right and left: Reflections on the Sternhell controversy », *The Journal of Modern History*, vol.63, n°1, mars 1991, p.91-98.

### **Autour de l'idée de génération.**

Claudine Attias-Donfut, *Sociologie des Générations, l'empreinte du temps*. PUF, 1988.

Jean-Pierre Azéma, Michel Winock, « Les générations intellectuelles », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril 1989, Volume 22.

Jean Crête, Pierre Favre, (dir), *Générations et politique*, Paris, Economica, Laval (Québec), Presses de l'Université de Laval, 1989, p.319.

Wilhelm Dilthey, *Le monde de l'esprit*, t.1, « Histoire des sciences humaines », trad. Michel Rémy, 2 vol., Paris, Aubier-Montaigne, 1947.

Karl Mannheim, *The Problem of Generations, in Essays on the Sociology of Knowledge*, London, Routledge and Kegan Paul, 1972 (1ère éd. 1928), p.276-322.

François Mentré, *Les générations sociales*, éd. Bossard, 1920.

Jean-François Sirinelli, « Générations intellectuelles : effets d'âge et phénomènes de génération dans le milieu intellectuel français », *Cahiers de l'IHTP*, n°6, Paris, CNRS, 1987.

Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle : khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, PUF, 1994.

Jean-François Sirinelli, *Les baby-boomers : une génération, 1945-1969*, Paris, Hachette littérature, 2007.

### **Ouvrages généraux sur la presse et études sur l'entre-deux-guerres.**

Pierre Albert, *Histoire générale de la Presse française*, tome III in *Histoire générale de la presse française*, publiée sous la direction de Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou, Paris, Presses universitaires de France, 1969-1976.

Pierre Albert, « Evolution des études sur la presse en France », dans Didier Georgakakis et Jean-Michel Utard (dir.), *Sciences des médias. Jalons pour une histoire politique*, Paris, L'Harmattan, 2001, 250 p., p.35-43.

Jacques Bariéty, « L'appareil de presse de Joseph Caillaux et l'argent allemand (1920-

1932) », *Revue historique*, n°502, avril-juin 1972, p. 377-406.

Landry Charrier « La neutralité suisse à l'épreuve de la Première Guerre mondiale. *L'Internationale Rundschau*, une entreprise de médiation internationale », *Histoire@Politique* 1/2011 (n°13), p. 146-160. [www.cairn.info/revue-histoire-politique-2011-1-page-146.htm](http://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2011-1-page-146.htm).

Diana Cooper-Richet, « Aux marges de l'histoire de la presse nationale : les périodiques en langue étrangère publiés en France (XIXe-XXe siècles) », *Le Temps des médias*, 2011/1 (n° 16).

Christian Delporte, *Histoire du journalisme et des journalistes en France*, PUF, 1995.

Christian Delporte, *Les Journalistes en France 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Seuil, 1999.

Christian Delporte, « L'histoire des médias en France : mise en perspective », dans Laurent Martin et Sylvain Venayre (dir.), *L'histoire culturelle du contemporain*, actes du colloque organisé au Centre culturel international de Cerisy-la-Salle, 23-30 août 2004, Paris, Nouveau-Monde Editions, 2005, p. 139-151.

Pierre-Marie Diudonnat, « *Je suis partout* » : 1930-1944 : les maurrassiens devant la tentation fasciste, la Table ronde, 1973.

Pierre-Marie Diudonnat, *L'Argent nazi à la conquête de la presse française : 1940-1944*, J. Picollec, 1981.

Pierre-Marie Diudonnat, *Les 700 rédacteurs de Je suis partout. 1930-1944. Dictionnaire des écrivains et journalistes qui ont collaboré au "grand hebdomadaire de la vie mondiale" devenu le principal organe du fascisme français (1930-1944)*, Sedospols, 1993.

Patrick Eveno, « Médias et démocratie », *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, n°1-2, 2000, p. 11-19.

Yvan Gastaut, « La France de Nice et du Sud-Est : journal-événement (1926-1928) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 62 | 2001, mis en ligne le 15 février 2004, URL : <http://cdlm.revues.org/index55.html>

Michel Grunewald (dir.), *Le discours européen dans les revues allemandes, 1918-1933*, Berne, Peter Lang, 1997.

Michel Grunewald (dir.), *Le discours européen dans les revues allemandes 1933-1939*, Berne, Peter Lang, 1999.

Michel Grunewald (dir.), *Le milieu intellectuel de gauche en Allemagne, sa presse et ses réseaux (1890-1960)*, Berne, Peter Lang, 2002.



Michel Grunewald (dir.), *Le milieu intellectuel conservateur en Allemagne, sa presse et ses réseaux (1890-1960)*, Berne, Peter Lang, 2003.

Michel Grunewald (dir.), *Le milieu intellectuel catholique en Allemagne, sa presse et ses réseaux (1871-1963)*, Berne, Peter Lang, 2006.

Nicole Racine-Furlaud, « Du mouvement à la revue *Clarté* : jeunes intellectuels « révolutionnaires » de la guerre et de l'après-guerre 1916-1925 », dans « Générations intellectuelles », J-F Sirinelli (dir.), *Cahiers de l'IHTP*, n°6, novembre 1987, p.19-28.

Nicole Racine-Furlaud, « Une revue d'intellectuels communistes dans les années vingt : « *Clarté* » (1921-1928) » in *Revue française de science politique*, n°3, 1967, p.484-519.

Henri de Montety, « *La Nouvelle revue de Hongrie* et ses amis français (1932-1944). La cause hongroise : une machine à voyager dans le temps pour les catholiques et les jeunes non-conformistes », Université Jean Moulin Lyon 3, 2009.  
[http://theses.univ-lyon3.fr/documents/lyon3/2009/montety\\_h/info](http://theses.univ-lyon3.fr/documents/lyon3/2009/montety_h/info).

Yves Palau, *Contribution à l'étude du catholicisme social : le cas de la revue Politique (1927-1940)*, Thèse de doctorat à l'IEP de Paris, mention science politique, 1994.

Béatrice Pellissier, « Un dialogue franco-allemand de l'entre-deux-guerres : la *Deutsch-Französische Rundschau* (janvier 1928-juin 1933) et la *Revue d'Allemagne* (novembre 1927-décembre 1933) », Université Paris IV-Sorbonne, 1992.

Dominique Pinsolle, « *Le Matin* », 1884-1944 : une presse d'argent et de chantage ; préface de Christian Delporte, Presses universitaires de Rennes, 2012.

Philippe Niogret, *La revue Europe et les romans français de l'entre-deux-guerres (1923-1939)*, L'Harmattan, 2004.

Michel Winock, « *Esprit* ». *Des intellectuels dans la cité. 1930-1950*, Seuil, 1975, 1996.

### **Etudes spécialisées sur la période de l'entre-deux-guerres.**

Anne-Laure Anizan, *Paul Painlevé. Un scientifique en politique (1863-1933)*, Institut d'études politiques de Paris, 2006, à paraître aux Presses Universitaires de Rennes.  
[http://ecoledoctorale.sciences-po.fr/theses/theses\\_en\\_ligne](http://ecoledoctorale.sciences-po.fr/theses/theses_en_ligne).

Christine Bouneau, « La jeunesse socialiste et l'action internationale durant l'entre-deux-guerres », *Le Mouvement Social*, 2008/2 n° 223, p. 41-53.

Christine Bouneau, « Les Jeunesses et les Etudiants socialistes en France des années 1880 aux années 1960 : groupes politiques et/ou générationnels ? », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°4, janvier-avril 2008, [www.histoire-](http://www.histoire-)

- Olivier Dard, Nathalie Sévilla (dir.), *Le phénomène ligueur sous la IIIe République*, CRULH, Metz, 2008.
- Olivier Dard, Nathalie Sevilla, *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques*, CRULH, Metz, 2011.
- Olivier Dard, Michel Grunewald, *Jacques Bainville : profils et réceptions*, Peter Lang, 2010.
- Olivier Dard, « Economie et économistes des années trente aux années cinquante : un tournant keynésien ? », *Historiens et géographes*, n°361, mars-avril 1998, p.173-196.
- Olivier Dard, « Mythologies conspirationnistes et figures du discours antipatronal », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 114, 04-06/2012, « Patrons et patronat en France au 20e siècle », p.137-151.
- Annie Kriegel, « Aux origines du mouvement Clarté », *Le Mouvement Social*, n°42, janvier-mars 1963.
- Gilles Le Béguec, *L'entrée au Palais Bourbon : les filières privilégiées d'accès à la fonction parlementaire (1919-1939)*, Université de Paris X, 1827p, 1989.
- Gilles Le Béguec (dir) *Avocats et Barreaux en France. 1910-1930*, Presses Universitaires de Nancy, 1994.
- Gilles Le Béguec, « Les circuits de formation du personnel politique », dans Serge Berstein, Pierre Milza, (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, PUF, 1998.
- Claire Lemerrier, *Le Club du faubourg, Tribune libre de Paris, 1918-1939*, sous la direction de Nicolas Offenstadt, Mémoire de l'Institut d'études politiques de Paris, 1995.
- Michel Leymarie, Jacques Prévotat (eds), *L'Action française : culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008.
- Cédric Meletta, *La Fédération des Jeunesses Laïques et Républicaines : un apprentissage politique et civique dans la France de l'entre-deux-guerres (1924-1939)*, sous la dir. de Gilles Le Béguec, Univ. Paris X-Nanterre, 2005.
- Gilbert Merlio, « La résistance chrétienne à Hitler », in Gilbert Krebs et Gérard Schneilin (dir.), *Exil et résistance au national-socialisme : 1933-1945*, Publications de l'Institut d'allemand ; Université de la Sorbonne nouvelle, 1998, 348 p., p.95-96.
- Claire Moreau Trichet, *Henri Pichot et l'Allemagne de 1930 à 1945*, Peter Lang, 2004.
- Christophe Poupault, « A l'ombre des Faisceaux. Les voyages français dans l'Italie des Chemises noires (1922-1943) », Thèse de doctorat d'histoire, Université de Paris Ouest-Nanterre La Défense, Université de Rome La Sapienza, 2011.

Sophie Prevel, *Quand les royalistes étaient les rois du quartier Latin. 1919-1926, les Etudiants d'Action Française à Paris*, mémoire de maîtrise sous la direction de Rosemonde Sanson, 1995.

Sylvain Schirmann, *Les relations économiques et financières franco-allemandes. 24 décembre 1932-1er septembre 1939*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1995, 304p.

Sylvain Schirmann, *Crise, coopération économique et financière entre États européens 1929-1933*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2000.

Sylvain Schirmann, « L'Europe face aux turbulences financières et monétaires juin 1931-septembre 1931 », in *Crise, coopération économique et financière entre États européens, 1929-1933*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France/IGPDE (« Histoire économique XIXe-XXe siècle »), 2000, p. 159-174.

Franck Tison, *Emile Roche et les années trente ou l'humanisme raisonné*, Maîtrise d'histoire sous la direction de M. Ménager, Univ. Lille III, Villeneuve d'Ascq, 1987.

Michel Trebitsch, « L'intellectuel dans l'action. Lettres de Georges Canguilhem à Jean-Richard Bloch (1927-1946) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1996, n° 50, p.113.

Samuel Kalman, *The extreme right in interwar France. The Faisceau and the Croix de feu*, Ashgate, 2008.

Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord : la politique française en matière de désarmement, 9 décembre 1930-17 avril 1934*, Paris, Pedone, 1981.

### **Quelques études biographiques.**

Serge Berstein, *Edouard Herriot ou la République en personne*, FNSP, 1985.

Aurélien Bouet, *Jacques Kayser : Un républicain radical au XXe siècle (1900-1963)*, 1993, FNSP.

Christine Bouneau, *Hubert Lagardelle. Un bourgeois révolutionnaire et son époque, 1874-1958*, préface de Sylvie Guillaume, Saint-Pierre-du-Mont, Eurédit, 2000.

Frédéric Clavert, *Hjalmar Schacht, financier et diplomate (1930-1950)*, Peter Lang, 2009.

Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, Perrin, 2008.

Olivier Dard, Michel Grunewald, Michel Leymarie et Jean-Michel Wittman (dir.), *Maurice Barrès, la Lorraine, la France et l'étranger*, Peter Lang, 2011.

Olivier Dard, « Louis Germain-Martin (1872-1948). De la nébuleuse réformatrice au CPAS », in Olivier Dard, Gilles Richard, *Les permanents patronaux : éléments pour l'histoire de l'organisation du patronat en France dans la première moitié du XXe*

siècle, Actes du colloque organisé par l'université de Metz et l'Institut d'études politiques de Rennes, Metz, Centre de recherche histoire et civilisation de l'université de Metz, 2005, p.109-124.

Allen Douglas, *From fascism to libertarian communism: Georges Valois against the Third Republic*, Berkeley, 1992.

Daniel Garbe, *Alfred Fabre-Luce, un non-conformiste dans le tumulte du XXe siècle*, F-X de Guibert, 2009.

Michel Grunewald, *Klaus Mann, 1906-1949*, Berne, Peter Lang, 1984.

Gilles Heuré, *Gustave Hervé : itinéraire d'un provocateur, de l'antipatriotisme au pétainisme*, Éd. la Découverte, 1997.

Sabine Jansen, *Pierre Cot. Un radical antifasciste*, Fayard, 2002.

François Monnet, *Refaire la République, André Tardieu, une dérive réactionnaire (1976-1945)*, Fayard, 1992.

Christine Manigand, *Henry de Jouvenel*, PULIM, Limoges, 2000.

Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette : un héros de la Résistance*, O. Jacob, 1998.

Elisabeth du Réau, *Edouard Daladier, 1884-1970*, Fayard, 1993.

Gaby Sonnabend, *Pierre Viénot (1897-1944), ein Intellektueller in der Politik*, München, R. Oldenbourg, Paris, Institut historique allemand, 2005.

Gustav Stresemann, *Six années de politique allemande, les papiers de Stresemann...* publiés par Henry Bernhard, 3 vol., Paris, 1932-1933.

Franck Tison, « Un homme d'influence : Emile Roche (1893-1990) », *Revue du Nord*, 76 (1994), p.347-357.

Olivier Verdier, *André Liautey et le monde des groupes de pression (1919-1960)*, thèse de doctorat d'histoire, université de Paris Ouest Nanterre-La Défense, 2009.

### **Bibliographie de l'épilogue.**

Eric Alary, *L'exode : un drame oublié*, Perrin, 2010.

Pierre Audiat, *Paris pendant la guerre : juin 1940-août 1944*, Paris, Hachette, 1946.

Jean-Pierre Azéma, *1940, l'année noire*, Fayard, 2010.

Marc-Olivier Baruch (dir.), *Une poignée de misérables, l'épuration dans la société française après la Seconde Guerre mondiale*, Fayard, 2003.

- Marc Bloch, *L'Etrange défaite : témoignage écrit en 1940*, Gallimard, 1990.
- Bernard Bruneteau, *L'« Europe nouvelle » de Hitler. Une illusion des intellectuels de la France de Vichy*, éd. Du Rocher, 2003.
- Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, Seuil, 1995.
- Olivier Dard, *La synarchie, Le mythe du complot permanent*, réédition augmentée, Perrin, Tempus, 2012.
- Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France. L'abîme. 1939-1944*, Seuil, 1986.
- Patrick Eveno, « La Corporation nationale de la presse française » in Hervé Joly (dir.), *Les Comités d'organisation et l'économie dirigée de Vichy*, Caen, Centre de recherches d'histoire quantitative, 2004, p.215-224.
- Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps et l'idéologie de la collaboration*, FNSP, A. Colin, 1974.
- Barbara Lambauer, *Otto Abetz et les Français ou l'envers de la Collaboration*, Paris, Fayard, 2001.
- Henri Michel, *Pétain et le régime de Vichy*, 3e éd., PUF, 1986.
- Henri du Moulin de Labarthète, *Le Temps des illusions. Souvenirs. Juillet 1940-avril 1942*, Genève, G. Bourquin, 1946.
- Robert Owen Paxton, *La France de Vichy : 1940-1944*, Seuil, 1973.
- Les Procès de la collaboration : Fernand de Brinon, Joseph Darnand, Jean Luchaire : compte rendu sténographique*, Paris, A. Michel, 1948.
- Henry Rousso, *Un château en Allemagne : Sigmaringen, 1944-1945*, Paris, Pluriel, DL 2012.
- Maurice Vaïsse, *Mai juin 1940 : défaite française, victoire allemande, sous l'œil des historiens étrangers*, Ed. Autrement, Centre d'études d'histoire de la Défense, 2000.
- André Weil-Curiel, *Le temps de la honte, Éd. du Myrte, t. II, Eclipse en France*, 1946.

## INDEX

- Abd El Krim : 539.  
Abetz Otto : 15, 121, 239, 240, 242-244, 252, 288, 293, 295-297, 299, 300, 305-308, 313, 385, 387, 405, 406, 429-431, 433, 437, 438, 470, 488, 504, 507-509, 511, 512, 514, 524, 525, 550, 551, 553, 554, 563, 565-572, 576, 577, 580, 581, 584, 600, 601, 646, 673, 681, 710, 716-718, 721, 732, 740.  
Abetz Suzanne : 565.  
Achard Marcel : 121, 122, 126, 128, 155, 216, 225, 646.  
Achenbach Ernst : 568.  
Aglan Alya : 185.  
Aguesse Georges : 463, 471, 646.  
Alary Eric : 565, 739.  
Albert Pierre : 76, 734.  
Albrecht de Habsbourg : 51.  
Alix Roland : 159.  
ALR : 514, 515, 646, 652.  
Amar Jacqueline : 561, 562, 646.  
Ancelle Jacques : 77, 87, 88, 646.  
André M. : 39.  
Anizan Anne-Laure : 45, 58, 736.  
Apfel (Dr.) : 513, 723.  
Arago P J François : 61.  
Archambault Paul : 357, 723.  
Arcos René : 280.  
Arland Marcel : 99, 114, 115, 217, 723.  
Arminius : 437-439, 646.  
Aron Robert : 127, 221, 287, 295.  
Attias-Donfut Claudine : 100, 101, 734.  
Aubery Paul : 189, 190, 199.  
Auclair Marcelle : 444, 646.  
Audiat Pierre : 570, 739.  
Auer Paul : 441, 646.  
Aulard Alphonse : 39-41.  
Auric Georges : 121, 646.  
Auscher Pierre : 141, 165, 166, 168, 169, 452, 646.  
Austriacus : 397, 646.  
Aveline Claude : 24, 25, 29-34, 40, 58, 65-67, 78, 102-105, 108, 110-113, 116, 117, 121, 215, 267, 579, 646, 720, 721, 723.  
Azéma Jean-Pierre : 101, 565, 734, 739.  
Bailby Léon : 383, 481.  
Bainville Jacques : 51, 531, 723, 737.  
Balace Francis : 421.  
Barbusse Henri : 31, 105, 108, 201, 646.  
Bariéty Jacques : 46, 76, 233, 254, 726, 729, 730, 734.  
Barral Maurice de : 488, 522, 646.  
Barrès Maurice : 213, 222, 256, 475, 723, 738.  
Barthou Louis : 46, 47, 124, 482, 483, 492, 494, 498-502, 506, 524, 594.  
Basch Victor : 40, 41, 232, 432, 433, 646.  
Bastid Paul : 447, 646.  
Bathille Pierre : 216, 646, 652.  
Baty Gaston : 216, 646.  
Baudoin Paul : 555.  
Bauer Gérard : 257, 258.  
Bauer Victor : 392, 394, 646.  
Bayet Albert : 543, 553, 562.  
Beau de Loménie : 160, 439, 440, 646.  
Beauguitte André : 557, 646.  
Becker Jean-Jacques : 453, 726, 729.  
Bedel Maurice : 561, 562.  
Béhar Pierre : 249, 732.  
Bellanger Claude : 517, 525, 530, 531, 646, 652, 734.  
Belliard Jean : 545, 558, 559, 601, 646, 652, 683.  
Bellon Waldemar : 251-53, 319, 405, 646.  
Benaben Georges : 393, 401, 402, 439, 440, 592, 646, 652.  
Benaben Jeanne : 401.  
Benda Julien : 206, 211, 280, 287.  
Benes Edvard : 53, 332, 369.  
Benoist Alain de : 277, 733.  
Benoist Luc : 267.  
Benoist-Méchin Jacques : 128, 575.  
Bentmann Friedrich : 242, 243, 385, 646.  
Béracha Sammy : 159, 181, 184, 408, 516, 646, 652, 723.  
Bérenger Henry : 552.  
Berge André : 18, 115, 126, 156, 183, 217, 235, 282, 286-288, 297, 298, 341, 646, 652, 719.  
Berge François : 18, 115, 122, 126, 156, 183, 235, 286, 289, 290, 293, 298, 300-305, 307, 313, 341, 384, 285, 389, 390-394, 405, 435, 516, 590, 646, 652, 719.  
Bergery Gaston : 161, 270, 359, 408, 420, 449, 458, 486, 492, 509, 544, 551, 552, 558, 469, 646, 727.  
Bergson Henri : 22.  
Bergstraesser Arnold : 243, 246, 250, 257, 261, 264, 289, 391, 392, 306, 415, 416, 723.  
Berl Emmanuel : 156, 164, 165, 172, 211, 230, 259, 280, 281, 287, 415, 510, 646, 723.  
Bernanos Georges : 160, 563.  
Bernard Aymé : 197.  
Bernard Georgette JJ : 23, 722.  
Bernard Jean-Jacques : 66, 126, 216, 281-283, 285, 286, 417, 475, 476, 503, 516, 583, 646.  
Bernard Tristan : 281.  
Bernhardt : 310.  
Bernstein Henry : 116.  
Bernus Pierre : 384, 417, 552.



Berstein Serge : 15, 82, 119, 120, 139, 146, 147, 149, 154, 165, 170, 171, 194, 411, 443, 444, 446, 449, 453, 492, 543, 725, 726, 733, 737, 738.  
 Berthod Aimé : 200, 646.  
 Besnard Albert : 35.  
 Besnard Didi : 35.  
 Besnard Doudou : 35.  
 Besnard Françoise : 35.  
 Besnard Lita : 35.  
 Betz Maurice : 115, 235.  
 Beucler André : 115, 156, 646.  
 Beumer Ernst : 395, 646.  
 Bichelonne Jean : 575.  
 Bidault Georges : 553, 557.  
 Bing Walter : 251, 252, 470, 471, 513, 514, 601, 646, 652, 682.  
 Birebent Christian : 54, 730.  
 Birrell Francis : 216, 646.  
 Bismarck Otto von : 289.  
 Bitsch Marie-Thérèse : 343, 730.  
 Bloch Jean-Richard : 115, 280, 286, 287, 300, 646, 738.  
 Bloch Marc : 565, 740.  
 Blocq-Serruys Maxime : 40, 122, 146, 267, 646.  
 Blum Léon : 198, 329, 366, 412, 443, 448, 454-456, 481, 500, 531-533, 537, 539, 540, 544-546, 548, 549.  
 Blunck Friedrich : 508.  
 Bobin Robert : 77.  
 Bock Hans-Manfred : 15, 16, 127, 241, 249, 254, 303, 404, 516, 731-733.  
 Boegner Philippe : 510.  
 Bois Elie-J. : 455.  
 Boll André : 215, 517, 530, 540, 564, 646, 652.  
 Boll Marcel : 216, 646.  
 Bonhomme Pierre : 41.  
 Bonifacio Henri de : 522, 646, 652.  
 Bonnard Abel : 575.  
 Bonnaure Gaston : 77, 78, 86, 87, 447, 646.  
 Bonnet Georges : 78, 125, 197, 477, 510, 544-546, 549-551, 553-558, 561, 584, 601, 694.  
 Bordas Claude : 257, 258, 306-308, 313, 384, 391, 509, 516, 646, 652.  
 Borel Emile : 267, 447, 459, 646.  
 Boris Georges : 509, 546, 562.  
 Bosc Jean : 447, 646.  
 Bosquelle Dominique : 254, 404, 731.  
 Bossin André : 432, 433, 508, 509.  
 Bossuat Gérard : 343, 730.  
 Bost Pierre : 417, 646, 652.  
 Boucoiran Jean : 87.  
 Bouet Aurélien : 58, 738.  
 Bouisson Fernand : 519.  
 Boulle René : 37, 38.  
 Bouneau Christine : 107, 356, 726, 736, 738.  
 Bourdelle Antoine : 76.  
 Bourdieu Pierre : 26, 731.  
 Braibant Charles : 394, 646.  
 Bran Friedrich : 252, 287-289, 297, 298, 385-387, 391, 399, 646, 732.  
 Brasillach Robert : 213, 721.  
 Brault Eliane : 444, 478, 522, 646, 652.  
 Breitscheid Rudolf : 324.  
 Brest Léon-Marie : 384, 385, 507, 508, 540, 544, 545, 559, 563, 646, 652.  
 Breuer Stefan : 249, 439, 731-733.  
 Briand Aristide : 15, 46, 48, 87, 123-125, 154, 166, 192, 194, 231, 233, 239, 240, 245, 260-265, 267-270, 275, 276, 278, 282, 285, 293, 295, 298, 312, 323, 326, 330-332, 335, 338, 340-343, 349, 350, 353, 354, 356, 362, 374-376, 378, 380, 384, 393, 394, 396, 406, 409, 421, 466, 497, 519, 526, 535, 540, 555, 559-561, 583, 584, 591, 595, 602, 646, 712, 730.  
 Bridoux Eugène Marie Louis : 575.  
 Brinon Fernand de : 23, 465, 512, 525, 555, 560, 565, 567, 575, 576, 740.  
 Brockhausen Karl : 393, 394, 646.  
 Broqueville Charles de : 497, 646.  
 Brossolette Gilberte : 40, 121.  
 Brossolette Pierre : 15, 18, 40, 54, 77, 120-122, 124, 173, 199, 201, 214, 224-226, 228, 231, 232, 239, 240, 264-266, 269-272, 280, 293, 294, 297, 298, 302, 314, 325-340, 345, 346, 352, 356, 361, 362-375, 377, 379, 382, 391, 393, 403, 413, 415, 417, 421-427, 429, 443, 451, 461-463, 467, 468-470, 476, 480, 496-504, 507, 514-516, 553, 554, 573, 579, 590-594, 600, 601, 646, 652, 674, 675, 678-680, 721, 739.  
 Brüning Heinrich : 269, 308, 311, 317-319, 322, 333, 338, 346, 350, 365, 375, 384, 394, 396, 403.  
 Brunshwicg Cécile : 433.  
 Bucard Marcel : 522, 577.  
 Bunau-Varilla Maurice : 40, 567, 574.  
 Buré Emile : 417, 553, 557.  
 Burrin Philippe : 270, 449, 457, 458, 544, 727, 733, 740.  
 Bussard Claude : 134, 156, 184-189, 408, 646, 652.  
 Caillaux Joseph : 40, 47-49, 76, 120, 139, 145, 155, 194, 233, 483, 722, 734.  
 Cain Pierre du : 562.  
 Callias Suzanne de : 393, 646.  
 Calloni Marina : 23, 722.  
 Calmels E. : 38, 39.  
 Campargue Paul : 38, 39, 41.  
 Candar Gilles : 456, 726, 729.  
 Canguilhem Georges : 286, 738.  
 Caplat Guy : 22, 725.  
 Carbuccia Horace de : 560.  
 Catalogne Gérard de : 159.  
 Cathala Pierre : 572.  
 Cedroni Lorella : 23, 722.  
 Céline : 561, 562.  
 Celli Rose : 23, 722.  
 Cendrars Blaise : 217.  
 Chabannes Jacques : 121, 122, 127, 206, 207, 214, 215, 222, 240, 261, 268, 282, 314, 315, 384, 393, 413, 417, 437, 443, 474, 486, 494, 504, 510, 512, 513, 515, 517, 540, 579, 647, 652, 717, 721, 723.  
 Chamson André : 102, 103, 107-114, 117, 127, 128, 130, 158, 259, 693, 723.  
 Chardonne Jacques : 280.  
 Charle Christophe : 26, 725, 731.

Charles-Albert : 96, 139-141, 158, 543.  
 Charles d'Autriche : 50.  
 Charles-Henry : 215, 647.  
 Charpentier Armand : 97, 647.  
 Charrier Landry : 394, 735.  
 Chastenet Jacques : 571.  
 Chatriot Alain : 82, 89, 140, 144, 167, 408, 452, 453, 533, 728, 729.  
 Chautemps Camille : 198, 352, 456, 477, 479, 481, 482, 499, 505, 544-546, 558, 593, 749.  
 Chauveron Albert de : 289, 646.  
 Chéron Henry : 60, 409.  
 Chiappe Jean : 479, 480.  
 Cincinnatus : 519.  
 Clauss Max : 289, 391, 647.  
 Clemenceau Georges : 45, 60, 65, 106, 256.  
 Clerc Henri : 447, 647, 652.  
 Cleuet Auguste : 453, 647.  
 Cogniat Raymond : 226, 723.  
 Cohen Richard : 250, 722.  
 Colin de Venière : 509.  
 Colin Paul : 121, 647.  
 Comte Auguste : 100, 203.  
 Comte Gilbert : 395, 647.  
 Coppens Maurice : 402.  
 Coquet James de : 216, 647.  
 Coquet Lucien : 496, 647.  
 Cornelis : 252, 647.  
 Cornu André : 447, 647.  
 Cot Pierre : 149, 155, 161, 176, 196, 200, 254, 327, 359, 376, 412, 447, 461, 484, 647, 739.  
 Coty François : 160, 273, 334, 335.  
 Coudenhove-Kalergi Richard : 251, 252, 267, 392, 394, 402, 403, 408, 439, 529, 534, 535, 647, 652, 730.  
 Cournot Antoine-Augustin : 100.  
 Cousteau Pierre-Antoine : 575.  
 Coutrot Jean : 519, 728.  
 Crémieux Benjamin : 26, 280, 287.  
 Crémieux Jean-Louis : 440, 647.  
 Crête Jean : 101, 734.  
 Crevel René : 115.  
 Crouzet Guy : 32, 33, 38, 126, 128, 155-162, 168, 189, 191-196, 200, 201, 224, 230, 231, 266, 269, 282, 308, 313, 314, 341, 393, 401, 408, 413, 416, 420, 429, 440, 443, 517, 530, 561-564, 573, 575, 647, 652, 716, 717.  
 Crouzet Paul : 401.  
 Crouzet Philippe : 32, 37.  
 Cudenet Gabriel : 53, 467, 478, 492, 532, 647, 652.  
 Curtius Ernst Robert : 243, 284, 386.  
 Curtius Julius : 266, 322, 328, 330-333, 338, 342, 591, 746.  
 Dähnhardt Heinz : 243-246, 250, 251, 391, 392, 647.  
 Daladier Édouard : 76, 146, 150, 192, 199, 200, 409, 411, 418, 424, 443-448, 451, 454, 455, 459, 460, 462, 465, 472, 477-480, 497, 498, 530, 544, 545, 549, 551, 556-558, 582, 593, 739.  
 Dami Aldo : 441, 647.  
 Dandieu Arnaud : 287, 295.  
 Daniel-Rops : 16, 100, 102, 103, 107, 108, 110, 111-117, 122, 126, 127, 130, 155, 158, 174, 204, 205-209, 214, 215, 217, 589, 647, 723.  
 Dankworth Herbert : 235, 242, 647.  
 Darcy Paul : 512, 723.  
 Dard Olivier : 15, 16, 21, 26, 41, 42, 45, 51, 55, 63, 69, 82, 100, 127, 130, 138-141, 154, 158, 161, 192, 207, 213, 222, 249, 285, 314, 335, 385, 420, 421, 439, 441, 490, 515, 519, 521, 525, 527, 531, 535, 536, 539, 574, 579, 580, 723, 727, 728, 731, 732, 737, 738, 740.  
 Darlan François : 574.  
 Darnand Joseph : 23, 575, 576, 740.  
 Daroy Jack : 67.  
 Dars Jean : 40, 77, 267.  
 Daudet Léon : 531.  
 Dauriac Fernande : 22, 36, 540, 647.  
 d'Auriac Gabriel : 32, 33, 540.  
 Dauriac Jean : 76, 77, 80-98, 129, 131, 133, 139, 197, 233, 586, 599, 622, 647.  
 Dauriac Lionel : 22.  
 Dausat Albert : 96.  
 Davel Gilbert : 530, 540, 545, 647, 652.  
 Davis Norman : 468.  
 Déat Marcel : 167, 168, 270, 358, 417, 446-451, 458, 484-486, 489, 554, 555, 569, 574-577, 647, 652, 721, 727.  
 Debu-Bridel Jacques : 454, 647.  
 Delaisi Francis : 206, 717.  
 Delannoy Marcel : 215, 443, 516, 647, 652.  
 Delaunay Jean-Marc : 393, 732.  
 Delbos Yvon : 40, 82, 202, 539, 540.  
 Delbreil Jean-Claude : 141, 381, 472, 727.  
 Delporte Christian : 40, 570, 574, 726, 735, 736.  
 Delteil Joseph : 216, 647.  
 Demagny Pierre : 158.  
 Demangeon Albert : 206.  
 Dempf : 389-391, 647.  
 Denain (Général) : 483.  
 Denéchère Yves : 393, 732.  
 Depfel : 508.  
 Descartes René : 249.  
 Deschamps Etienne : 26, 161, 314, 421, 439, 441, 527, 728, 731, 732.  
 Deschênes Marguerite : 258, 647.  
 Deschizeaux Louis : 552, 557, 647.  
 Desjardins Paul : 183.  
 Desprès Fernand : 67.  
 Dessauer Friedrich : 395, 647.  
 Deutsch Léon : 215.  
 Deval Jacques : 128.  
 Dickens Charles : 22.  
 Dietrich Hermann : 317.  
 Dilthey Wilhelm : 100, 101, 130, 734.  
 Dioudonnat Pierre-Marie : 125, 735.  
 Döblin Alfred : 315.  
 Dominique Pierre : 139, 140, 158, 166, 190, 191, 193-197, 206, 224, 281, 516, 521, 522, 553.  
 d'Orange Guillaume : 262.  
 Dorgèlès Roland : 32, 280.  
 Doriot Jacques : 85, 270, 449, 528, 543, 575, 576, 727.  
 Dormoy Marie : 393, 647.  
 Douglas Allen : 42, 140, 193, 192, 739.  
 Doumergue Gaston : 328, 476, 482, 483, 487, 488, 491-493, 495, 498, 499, 516, 537, 543, 593, 594.  
 Dreyfus Alfred : 341, 561, 727.

Drieu La Rochelle : 93, 127, 158, 230, 280, 281, 429, 508, 509, 693, 717, 722.  
 Drouin Serge : 385, 393, 398-400, 405, 429, 441, 471, 647.  
 Drummond Eric : 261.  
 Dubarry Albert : 47, 49, 54, 76, 86, 87, 96-98, 120, 139, 140, 166, 232-234, 432, 522, 586, 716.  
 Dubois Ernest : 559, 647.  
 Duchenne Geneviève : 161, 421, 730.  
 Dufy Raoul : 281.  
 Duhamel Georges : 32, 105.  
 Dullin Charles : 216, 281.  
 Dumat Louis : 161, 165, 168, 170, 194, 588, 647.  
 Dumont Paul : 51, 52.  
 Dupeux Louis : 249, 733.  
 Dupuis Armand : 447, 647.  
 Dupuy Jean : 433, 647.  
 Dupuy Pierre : 567.  
 Duroselle Jean-Baptiste : 46, 120, 124, 194, 363, 365, 366, 425, 502, 524, 565-567, 722, 727, 740.  
 Durtain Luc : 280.  
  
 Eden Anthony : 497.  
 Edison Thomas : 185.  
 Ehrenstein Albert : 156, 235, 647.  
 Eich Hermann : 577.  
 Einstein Albert : 258.  
 Emile : 32.  
 Engesser Walter : 87, 88, 226, 235, 236, 251-255, 316, 317-319, 402-405, 440, 647, 652.  
 Epting Karl : 300, 732.  
 Eveno Patrick : 569, 735, 740.  
  
 Fabrègues Jean de : 160, 563.  
 Fabre-Luce Alfred : 121, 158, 215, 216, 401, 415, 429, 647, 722, 739.  
 Fauré-Fremiet Philippe : 66, 126, 128, 155, 208, 215, 218, 219, 224, 282, 286, 290, 297, 417, 481, 516, 589, 647, 652.  
 Favre Pierre : 101, 734.  
 Fayard Jean : 121, 226, 647.  
 Félice Pierre de : 357, 723.  
 Fels André de : 161, 452.  
 Fermat Robert : 158.  
 Fernandez Ramon : 158, 280, 403.  
 Ferrè Ferdinando : 33.  
 Ferrero Guglielmo : 24, 25, 67.  
 Ferrero Léo : 23-25, 28-30, 32, 33, 38, 66, 67, 77, 121, 126, 215, 647, 652, 722.  
 Ferry André : 439.  
 Feuchtwanger Lion : 470.  
 Flandin Pierre-Etienne : 166, 335, 336, 452, 476, 495, 496, 515, 518, 519, 530, 536, 537, 551, 558, 594.  
 Florence Jean : 43, 44, 46-54, 56, 62, 70, 71, 73, 134, 234, 585, 599, 620.  
 Flores Paolo : 32.  
 Foch Ferdinand : 160, 256.  
 Fonterossi Giuseppe : 33.  
 Ford Henry : 146.  
 Foucher-Créteau Roger : 471, 647.  
 Fourgeaud André : 141, 408, 647.  
 France Anatole : 66, 68, 76, 115, 218.  
  
 Francis Robert : 201, 510, 563.  
 Franck Paul : 63, 75, 76.  
 Franco Francisco : 539.  
 François-Poncet André : 465, 468.  
 Franklin-Bouillon Henry : 51, 52, 168, 275-278, 334, 335.  
 Fresnay Pierre : 128.  
 Freud Sigmund : 114, 258.  
 Friedmann Rudolf : 161, 252, 317, 395, 405, 438, 647, 652.  
 Frossard Ludovic-Oscar : 125, 563.  
 Frot Eugène : 480, 551, 552.  
  
 Gagey Roland : 35.  
 Gaillard M-F : 387.  
 Garbe Daniel : 401, 739.  
 Garnier Paul : 529.  
 Garric Robert : 156, 206, 648.  
 Garry Emmanuel : 393, 437, 471, 474, 525, 530, 559, 648, 652.  
 Gastaut Yvan : 234, 735.  
 Gattino Jean : 160.  
 Geisdoerffer Michel : 161.  
 George Nancy : 215, 649.  
 Georges VI (roi du Royaume-Uni) : 550.  
 Georges-Etienne René : 311, 509, 648.  
 Gérard Jean : 77.  
 Gerlach Helmut von : 472.  
 Germain André : 486.  
 Germain José : 96, 166.  
 Germain-Martin Louis : 493, 519, 648, 738.  
 Ghelli Alessandro : 32, 33.  
 Gicquel Jean : 82.  
 Giladi Amotz : 34, 731.  
 Gilbert Oscar-Paul : 19, 29, 31, 32, 34, 35, 37, 38, 66, 117, 121, 124, 150-154, 215, 223, 569, 571-573, 599, 601, 603, 609, 611, 648, 652, 684, 686, 700, 705, 707, 719, 720.  
 Gilson Paul : 159.  
 Giraudoux Jean : 121, 156, 648.  
 Gobetti Piero : 32, 33, 225.  
 Godmé JP : 159. (Voir JP Maxence)  
 Goebbels Joseph : 323, 438, 461, 477.  
 Goehringer René : 77, 78, 648.  
 Goeldel Denis : 277, 733.  
 Goethe J. W. von : 288.  
 Goldsky Jean : 158.  
 Gombault Georges : 562.  
 Gomez Pi. Fi. : 32, 33.  
 Gontier René : 561, 562, 648.  
 Göring Hermann : 395, 438.  
 Goy Jean : 506, 507, 648.  
 Grautoff Otto : 284, 324.  
 Green Julien : 66, 128, 648, 722.  
 Grémy : 148, 151, 159.  
 Grimm Hans : 386, 399.  
 Grisoni André : 447, 648.  
 Grossmann Johannes : 7, 253.  
 Grumbach Jean-Jacques : 402-405, 440, 441, 648, 652.  
 Grumbach Salomon : 562.  
 Grunewald Michel : 16, 51, 213, 249, 277, 731, 733, 735-739.

Grüsser JP : 396, 648.  
 Grüsser Walter : 513, 648.  
 Guéhenno Jean : 280, 403.  
 Guénon René : 206, 648.  
 Guernut Henri : 479, 482, 648.  
 Guieu Jean-Michel : 54, 730.  
 Guth Alfred : 254, 732.

Halévy Daniel : 440.  
 Harlaire André : 159.  
 Hartmann Hans : 161, 320, 321, 386, 391, 648, 724.  
 Hauck Henry : 165, 167-170, 267, 648.  
 Haurigot Paul : 540, 648, 652.  
 Haye Henri : 552.  
 Hecker Albert : 77, 78.  
 Heiden Konrad : 512, 724.  
 Heilbron Johan : 26, 731.  
 Heilbut Iwan : 513, 648.  
 Heine Henri : 513.  
 Heitz Georges : 66.  
 Hennessy Jean : 267.  
 Herder Johann Gottfried von : 388, 399.  
 Hermes Gertrud : 183.  
 Herriot Édouard : 36, 54, 60, 65, 78, 327, 359, 363, 364, 366-369, 371, 377, 408, 418, 424, 446, 481, 591, 738.  
 Hertel W. : 323, 648.  
 Hervé Gustave : 401, 739.  
 Hesmot Robert : 216, 648.  
 Hess Rudolf : 501, 502, 506, 601, 680.  
 Heuré Gilles : 401, 739.  
 Hibbelen Gérard : 572.  
 Hitler Adolf : 255, 270, 271, 282, 306, 313, 317, 319, 324, 350, 363, 395, 398, 400, 401, 405, 417, 422, 423, 427, 431, 436, 438, 439, 461-465, 468, 469, 471, 473-475, 501, 504, 506, 507, 509, 510, 512, 513, 515, 522-524, 532, 535-539, 543, 544, 547, 548, 550-552, 554, 555, 557-559, 566, 567, 737, 740.  
 Hofmannsthal Hugo von : 288, 298.  
 Hölderlin Friedrich : 388.  
 Honnorat André : 36.  
 Hoog Armand : 451.  
 Hoog Georges : 451, 648.  
 Hook Jochen : 82, 728.  
 Hoover Herbert : 319, 333-337, 341, 346, 347, 369, 397, 591.  
 Hotzel Curt : 401.  
 Houdaille Jacques : 265, 723.  
 Hugenberg Alfred : 253, 255, 270, 318, 324, 429, 438, 454.  
 Huxley Aldous : 22.

Irvine William D. : 449, 735.

Jacquier Marc : 167.  
 Jansen Sabine : 196, 739.  
 Jaspers Karl : 386.  
 Jaurès Jean : 105, 107, 475.  
 Jeanson Henri : 215, 516, 648, 652, 722.  
 Jèze Gaston : 531.  
 Jilek Lubor : 403, 730.  
 Johannsen Ernst : 314, 317, 648.

Jolly Edouard : 55.  
 Joly Hervé : 569, 740.  
 Jouglet René : 215, 648, 652.  
 Jourdan Henri : 254, 258.  
 Jouvenel Bertrand de : 35, 54, 57-59, 61, 62, 64, 68-73, 78, 117, 119-123, 125-127, 134, 143, 144, 150, 154, 159, 162, 167, 173, 175, 176, 181, 196, 197, 200, 203, 204, 219-222, 233, 289, 297, 300, 344, 377, 408, 429, 432, 433, 486, 492, 507-509, 525, 535, 536, 538, 539, 542, 543, 579, 580, 585, 648, 652, 722, 738.  
 Jouvenel Henry de : 56, 57, 326, 335, 385, 425, 509, 723, 739.  
 Jouvenel Robert de : 57, 58.  
 Juvet Louis : 216, 280.  
 Joyce James : 115.  
 Jünger Ernst : 249, 288, 298, 386, 732.  
 Junges Rudolf : 251-254, 310-312, 320-324, 397, 405, 648.

Kaas (Monseigneur) : 285.  
 Kahn Emile : 433, 562.  
 Kalman Samuel : 42, 140, 738.  
 Kappes (Pasteur) : 244, 386, 390, 391, 648.  
 Kayser Jacques : 38, 40, 54, 55, 58, 76, 78, 122, 128, 148, 149, 155, 161, 167, 176, 194, 195, 200, 216, 226, 267, 269, 403, 461, 465, 542, 648, 717, 738.  
 Keller Hans : 511, 648.  
 Keller Thomas : 509, 728.  
 Kemal Mustapha : 51, 52, 275, 422.  
 Kerillis Henri de : 176, 273, 274, 383, 481, 531, 553, 554, 557, 558.  
 Kessel Joseph : 128, 560.  
 Kesten Hermann : 393, 648.  
 Keynes John Maynard : 46, 63, 65, 70.  
 Keyserling (Comte) : 268.  
 Kolb Annette : 393, 394, 648, 732.  
 Kraemer-Bach Marcelle : 444, 648.  
 Krebs Gilbert : 241, 254, 404, 501, 731, 737.  
 Kriegel Annie : 31, 737.  
 Kriegk Otto : 323, 324.  
 Kühn : 299, 300, 509, 513.

La Fouchardière Georges de : 510.  
 la Porte René de : 141, 190, 191, 352, 358, 722.  
 Lacombe Sylvie : 32.  
 Lafforest R de : 159.  
 Lajeunie Etienne : 201.  
 Lamandé André : 67, 75.  
 Lambauer Barbara : 18, 240, 242, 243, 300, 392, 430, 433, 488, 507, 508, 511, 524, 525, 565, 740.  
 Lambert Raymond-Raoul : 250, 256-258, 284, 320, 321, 405, 438, 516, 648, 652, 722.  
 Lambert-Ribot : 197.  
 Lamour Philippe : 295, 441, 722.  
 Landowski Nadine : 517, 529, 648, 652, 693.  
 Lane Gilbert : 128, 216, 648.  
 Lang A. : 225, 648.  
 Lange Robert : 54, 58, 77, 122, 127, 190, 226, 229, 267, 314, 492-494, 496, 497, 507, 516, 517, 524, 527, 528, 530, 531, 584, 594, 600, 648, 652, 671.  
 Laparra Jacques-Olivier : 443, 648, 652, 693.  
 Lapauze Henry : 67.

Laroche Hervé : 54, 55.  
 Laronde : 510.  
 Lartillot Françoise : 249, 732.  
 Lasker-Schüler Else : 235, 648.  
 Lasteyrie Charles de : 60.  
 Laurat Lucien : 197.  
 Laval Pierre : 121, 125, 323, 330, 335-337, 340, 354, 362, 366, 369, 384, 494, 515, 519, 520, 522, 525, 527, 530, 537, 558, 565-567, 569, 572, 574-576, 580, 716, 717.  
 Lavisser Ernest : 22.  
 Layton Walter : 363.  
 Le Béguec Gilles : 54, 55, 77, 130, 165, 730, 737.  
 Le Troquer André : 254, 267.  
 Le Veneur Robert : 31.  
 Lebey André : 481, 648.  
 Lecache Bernard : 432, 433, 472, 553, 648.  
 Leclerc Marc : 105.  
 Lefebvre Henri : 116.  
 Lehman Lucien : 162.  
 Lemercier Claire : 285, 737.  
 Lenain Yves : 160.  
 Lenéru Marie : 22, 532.  
 Lénine : 185, 422.  
 Lenoir Remi : 26, 731.  
 Lenormand HR : 116, 281.  
 Lentz Waldemar : 309, 310, 314, 648.  
 Lescouvé René : 481.  
 Lesdain Jacques de : 575.  
 Lévy Claude : 15, 40, 76, 84, 123, 124, 127, 151, 320, 432, 443, 494, 515, 516, 522, 540, 554, 563, 565, 567, 570-572, 574, 580, 731, 740.  
 Leygues Georges : 36.  
 Leymarie Michel : 41, 213, 737, 738.  
 Liautey André : 149, 739.  
 Lichtenberger Henri : 403.  
 Lipiansky (Marc) Alexandre : 289, 295, 509, 728.  
 Loewel Pierre : 96.  
 Lombroso Gina : 23-25, 29, 33, 722.  
 Louzon Robert : 197.  
 Loyd George David : 48.  
 Lucain Marcel : 159.  
 Luchaire Achille : 22.  
 Luchaire Corinne : 121, 575, 577, 722.  
 Luchaire Jean : 15-59, 62, 65, 66, 70-73, 76-100, 102, 105, 116-139, 141-144, 146-154, 156, 157, 159, 162-187, 189-192, 194-202, 206-208, 210, 211, 213-215, 219, 222-248, 251-253, 256, 258-264, 266-268, 271-287, 290, 292, 295-300, 308-310, 314, 320-328, 338-361, 365, 368, 372, 374-385, 387, 392, 393, 396, 398, 405, 406-421, 426-436, 443-497, 502-509, 515-595, 599-603, 620, 649, 652, 659, 662, 666-673, 684, 686, 693-695, 707, 710, 712, 715-720, 723, 731, 740.  
 Luchaire Julien : 22, 24, 25, 34, 36, 314, 432, 532, 540, 564, 583, 649, 722, 729.  
 Lüders Marie-Elisabeth : 393, 732.  
 Ludwig Emil : 470.  
 Lyautey Hubert : 414.  
 Maass Hermann : 290-293, 295, 298, 299, 385, 391, 508-510, 649.  
 Mac Orlan Pierre : 206.  
 Macdonald Ramsay : 63, 365, 368, 371, 377, 424, 425, 469.  
 Machin Georges : 32.  
 Mademoiselle Falconetti : 128.  
 Maino Roberto : 33.  
 Maitron Jean : 452, 725, 729.  
 Mallet Alfred : 277, 443, 516, 573, 649, 652.  
 Man Henri de : 183, 386, 387, 390, 449.  
 Manescau Roland : 543.  
 Mangin Robert : 459, 649.  
 Manigand Christine : 54, 56, 229, 314, 425, 527, 731, 739.  
 Mann Heinrich : 241, 259, 284, 315, 470.  
 Mann Klaus : 257, 739.  
 Mann Thomas : 257, 258, 284, 314.  
 Mannhardt : 309.  
 Mannheim Karl : 101.  
 Marcel Gabriel : 116.  
 Marchand Léopold : 215.  
 Marchandean Paul : 558.  
 Marco Basil : 215, 649.  
 Marconi Guglielmo : 185.  
 Marconnet Georges : 54, 55.  
 Marcot François : 16, 185, 726.  
 Marcuse : 226, 228, 649, 652.  
 Mardrus Cecil : 240, 305, 388, 389, 405, 649.  
 Marguerite Victor : 40, 522, 649.  
 Maria Rilke Rainer : 121, 235, 386, 650.  
 Marie André : 447, 649.  
 Marin Louis : 169, 335, 366, 455.  
 Marion Paul : 353, 358, 408, 412, 413, 415, 443, 450, 451, 491, 517, 521, 529, 593, 649, 652, 716, 717.  
 Maritain Jacques : 205, 284, 476, 723.  
 Marquet Adrien : 451.  
 Martin du Gard Roger : 217.  
 Martin Kurt : 243, 649.  
 Martinaud-Deplat Léon : 447, 649.  
 Martin-Chauffier Louis : 18, 115, 116, 121, 122, 126-128, 156, 171, 183, 195, 206, 208-214, 224, 230, 231, 282, 284-286, 313, 341, 387, 388, 390, 406, 434, 435, 437, 466, 503, 516, 573, 583, 589, 601, 649, 652, 693, 717, 719.  
 Massis Henri : 160.  
 Maulnier Thierry : 213, 418-420, 457, 510, 563.  
 Maunoury Maurice : 60.  
 Mauriac François : 113, 723.  
 Maurice Gaston : 77, 81, 167, 649, 652.  
 Maurras Charles : 50, 192, 213, 284, 531.  
 Maus René : 55.  
 Maxence Jean-Pierre : 159, 200, 201, 213, 284, 285, 418, 419, 440, 542, 722.  
 Maybon Pierre : 77.  
 Meletta Cédric : 77, 82, 89, 737.  
 Menant Guy : 447, 451, 452, 510, 649, 652.  
 Ménard Jacques : 575, 576.  
 Mendès France Pierre : 15, 77, 81, 98, 121, 149, 156, 167, 189, 190, 200, 201, 214, 231, 265, 314, 444, 447, 459, 478, 493, 516, 649, 652, 723.  
 Mentré François : 101, 130, 734.  
 Mercier Ernest : 197.  
 Merlet J.F Louis : 76.

Merlio Gilbert : 249, 501, 727, 733, 737.  
 Mestre Achille : 309.  
 Métayer Georges : 447, 459, 649.  
 Meucci Ivo Carlo : 32.  
 Meyer-Kalkus Reinhart : 15, 127, 249, 303, 516, 731-733.  
 Michel Henri : 565, 740.  
 Millerand Alexandre : 82, 88.  
 Millet Claude : 67.  
 Mistler Jean : 161, 552, 649.  
 Mittelstrass Gustav : 242, 244, 245, 250, 251, 289, 290, 293, 295, 298, 391, 429, 649.  
 Moeller van den Bruck Arthur : 277, 386, 733.  
 Mola Emilio : 539.  
 Möller Horst : 351, 363, 727.  
 Monnier Robert : 488, 507, 649.  
 Monod-Herzen Gabriel-Édouard : 23, 24, 29-31, 37, 38, 58, 127, 128, 171, 195, 204, 207, 208, 214, 267, 268, 474, 516, 649, 652.  
 Monroe James : 566.  
 Montagnon Barthélémy : 196, 412-414, 417, 447-451, 484, 521, 649, 652, 717.  
 Montaignac Paul de : 572, 574.  
 Montaigne Michel de : 58, 59, 288.  
 Montety Henri de : 398, 441, 736.  
 Montigny Jean : 128, 144, 146, 148, 149, 155, 161, 176, 200, 357, 447, 557, 558, 567, 568, 649, 652, 717, 723.  
 Monzie Anatole de : 551, 558.  
 Mora Armand : 521, 522, 649.  
 Morand Paul : 280.  
 Moreau-Trichet Claire : 507, 732.  
 Morhange Pierre : 66, 116.  
 Morin Gilles : 530, 727.  
 Motta Giuseppe : 340.  
 Mounier Emmanuel : 441, 728.  
 Mowrer Edgar : 439, 724.  
 Muret Maurice : 206.  
 Murri Waldo : 33.  
 Mussolini : 44, 53, 140, 234, 327, 414, 422, 425, 427, 452, 457, 475, 506, 510, 514, 515, 526, 532, 539, 557, 558.  
  
 Nadolny : 424.  
 Naquet Emmanuel : 258, 729.  
 Natanson Jacques : 66, 215, 226, 649.  
 Navachine Dimitri : 408, 649.  
 Nels Jacques : 23, 25, 30, 32, 35-38, 41, 58, 65, 69, 70, 78, 122, 125-127, 216, 219, 486, 494, 507, 512, 516, 517, 529, 530, 540, 565, 579, 649, 652, 722.  
 Nicklas Thomas : 51.  
 Niemann : 306, 649.  
 Nizan Paul : 115, 554.  
 Noir Louis : 529, 649.  
  
 Oberg Karl : 575.  
 Offenstadt Nicolas : 285, 737.  
 Oppenheimer : 388, 389, 391.  
 Ormesson Wladimir d' : 318, 327, 337, 338, 403.  
 Ortega y Gasset José : 110, 130.  
 Osuski Stefan : 121.  
  
 Pabst Georg Wilhelm : 317.  
 Pacha Ismet : 51.  
 Padovani André : 22, 649.  
 Padovani Maria : 22.  
 Pagès Jean : 488, 649, 652.  
 Painlevé Paul : 45, 58, 736.  
 Palau Yves : 381, 736.  
 Papantoniou Zach : 215, 649.  
 Papini Giovanni : 33, 34, 44.  
 Passeur Stève : 116, 121, 122, 126, 215, 216, 649.  
 Passigli Franco : 35.  
 Passmore Kevin : 449, 733.  
 Patte Etienne : 562.  
 Paul-Boncour Joseph : 82, 121, 124, 367, 368, 408, 409, 411, 413, 418, 424, 444, 461, 462, 464-468, 478, 481, 484-486, 497, 505, 530, 536, 544, 546, 558, 592, 649, 722.  
 Paulhan Jean : 115, 280.  
 Paul-Kahn : 165, 166, 169, 649.  
 Pavolini Alessandro : 32, 33.  
 Paxton Robert Owen : 565, 722, 740.  
 Peignot Charles : 510.  
 Pellissier Béatrice : 250, 732, 736.  
 Pertinax (André Géraud) : 331, 553, 554, 557.  
 Pétaïn Philippe : 483, 499, 558, 565, 567-569, 575, 601, 695, 739, 740.  
 Peukert Detlev J. K. : 351, 727.  
 Peyerimhof Henri de : 197.  
 Peyrebère de Guilloutet : 559, 649, 652.  
 Pfeiffer Édouard : 124, 149, 200, 403, 443, 445, 446, 450, 453-455, 459-469, 471, 475, 476, 484, 503, 508, 509, 544, 649, 652, 717.  
 Pichot Henri : 506, 507, 649, 737.  
 Piha M. : 39.  
 Pineau Christian : 134, 156, 185-189, 649.  
 Pinsolle Dominique : 7, 40, 465, 570, 574, 736.  
 Piper Otto : 243, 251, 255, 256, 277, 386, 391, 649.  
 Pirandello Luigi : 116.  
 Pitoëff Georges : 216.  
 Pleven René : 54.  
 Poincaré Raymond : 46-48, 50, 53, 60, 61, 158, 232, 233, 245, 256, 257, 337, 369.  
 Poisson Ernest : 452, 453, 516, 593, 649, 652, 729.  
 Poldès Léo : 285.  
 Pol-Rab : 128, 226.  
 Pomaret Charles : 161, 447, 459, 558, 649.  
 Ponsot Georges : 40.  
 Potut Georges : 57, 78, 144, 145, 148, 649.  
 Poupault Christophe : 515, 529, 737.  
 Prade Georges : 579.  
 Prado-Gaillard Henri : 55, 122, 649.  
 Prélôt Marcel : 167, 169, 588, 649.  
 Pressard Georges : 481.  
 Prevel Sophie : 40, 738.  
 Prévost Jean : 102, 104, 105-108, 111, 127, 130, 219, 280, 413, 415, 443, 516, 649, 652, 693, 723.  
 Prévotat Jacques : 41, 737.  
 Prezzolini Giuseppe : 26.  
 Prince Albert : 479, 481, 482, 485.  
 Prochasson Christophe : 31, 726, 727.  
 Proix Jean : 267.  
 Prost Antoine : 326, 507, 729.



Proust Louis : 447, 649.  
 Proust Marcel : 114, 649.  
 Pujo Maurice : 531.  
 Puschner Uwe : 16, 249, 731, 732.  
  
 Querlin Marise : 216, 522, 529, 649, 652.  
  
 Racine-Furlaud Nicole : 31, 259, 729, 736.  
 Ralli Georges : 226, 649, 652.  
 Ramadier Paul : 533, 650.  
 Rank Martin : 237, 251, 650.  
 Ranzini Paola : 23, 722.  
 Raphael Henri : 215, 650.  
 Raulet Gérard : 249, 303, 733.  
 Rauschnig Hermann : 386.  
 Rauzy Alexandre : 161.  
 Ravoux Paul : 386, 395, 650.  
 Raynal Paul : 67, 111, 112, 729.  
 Rebatet Lucien : 575.  
 Reboux Paul : 66.  
 Reck-Malleczewen Fritz : 252, 650, 652.  
 Reclus Maurice : 271.  
 Rehrl Frantz : 237, 251, 650.  
 Reinebeck : 577.  
 Renaitour Jean-Michel : 558, 650.  
 Renan Ernest : 218.  
 Renard Isabelle : 22, 732.  
 Reusch Walter : 293, 294, 298, 387, 391, 429, 437, 438, 650.  
 Rey Jean : 567.  
 Reynaud Paul : 121, 166, 522, 565.  
 Ribbentrop Joachim von : 288, 289, 407, 500, 506, 507, 551, 553, 559.  
 Richard Gilles : 519, 530, 727, 728, 738.  
 Richard Lionel : 254, 732.  
 Riedl Richard : 397, 650.  
 Riou Gaston : 158, 183, 417, 418, 557, 650, 652.  
 Rives Paul : 413, 447, 448, 459, 650, 652.  
 Rivollet Georges : 483, 537.  
 Robertfrance Jacques : 280.  
 Roche Emile : 119, 120, 122-138, 141-144, 147-158, 177, 185, 194, 197, 200, 204, 206, 215, 227-229, 235, 248, 264, 323, 357, 444, 492, 516, 519, 521, 525, 528, 572, 584, 587, 601, 650, 652, 684, 686, 722, 738, 739.  
 Rogmann Heinz : 397, 650.  
 Rolland Romain : 67, 105, 416.  
 Romains Jules : 280, 449, 491.  
 Romier Lucien : 197, 209.  
 Rosanvallon Pierre : 82, 728.  
 Rosenberg Alfred : 403, 508.  
 Rosselli Carlo : 22-24, 33, 722.  
 Rosselli Nello : 23-25, 32, 36, 37, 722.  
 Rostand Maurice : 315.  
 Roussellier Nicolas : 82.  
 Rouso Henry : 575, 740.  
 Roux Georges : 357, 398, 413, 414, 429, 439, 441, 471, 503, 512, 516, 650, 652, 723.  
 Rudelle Odile : 82, 726.  
 Rupprecht de Bavière : 51.  
  
 Sableau Marcel : 543.  
 Saint-Prix Jean de : 67, 107, 720.  
 Saint-Prix Pierre de : 37, 38, 40, 58, 67.  
 Salengro Roger : 531.  
 Salvemini Fernande : voir Dauriac Fernande.  
 Salvemini Gaetano : 22, 24, 26, 29, 36.  
 Sangnier Marc : 38, 98, 141, 432, 434, 435.  
 Sanson Rosemonde : 40.  
 Sapelli Giulio : 23, 722.  
 Sapiro Gisèle : 26, 731.  
 Sardan Olivier de : 494.  
 Sarment Jean : 116, 215, 650, 652.  
 Sarraut Albert : 452, 454-456, 462, 530, 531, 558, 595.  
 Sauckel Fritz : 575.  
 Sauger André : 57-62, 69-73, 77, 78, 122, 128, 134, 156, 162-165, 171, 176, 187, 191, 194, 195, 197, 198, 219, 221-223, 588, 650, 652.  
 Sauvage J. : 39, 40.  
 Savonarole : 470.  
 Scapini Georges : 523-525, 560.  
 Schacht Hjalmar : 234, 318, 558, 738.  
 Schirmann Sylvain : 336, 344, 738.  
 Schleicher Kurt von : 364, 368, 383.  
 Schlesinger Hans : 252, 405, 650.  
 Schlumberger Jean : 259.  
 Schmitt : 568.  
 Schmitt Carl : 288, 298.  
 Schober Johann : 328, 330-333, 342, 591.  
 Schoch Albert : 396, 397, 650.  
 Schreiber Emile : 413-415, 650.  
 Schumann Werner : 252, 315, 316, 402, 405, 591, 650.  
 Schweitzer Albert : 386.  
 Sée Ida R. : 522, 534, 540, 545, 561, 562, 650, 652.  
 Seignobos Charles : 41.  
 Senatus (René Gast) : 355, 381, 382, 384, 650.  
 Serge S. : 439, 530, 650, 652.  
 Séverine : 32, 40.  
 Sévilla Nathalie : 45, 531, 737.  
 Sfez Lucien : 82, 728.  
 Sieburg Friedrich : 401.  
 Signac Paul : 281.  
 Sikorski Jean : 150, 266, 650, 652.  
 Silbert Alfred : 248-250, 256, 258, 259, 303, 308, 309, 313, 314, 400, 435, 508, 509, 650, 652, 717.  
 Silvain Jean : 216, 650.  
 Simon Henry : 36.  
 Simonin : 159.  
 Sirinelli Jean-François : 31, 101, 726, 727, 734, 736.  
 Sobernheim Rudolf : 259, 310, 311, 387, 650.  
 Sohlman Roff : 77.  
 Sonnabend Gaby : 290, 739.  
 Soucy Robert : 449, 733.  
 Soupault Philippe : 501.  
 Spender Arthur : 24.  
 Spengler Oswald : 206, 307, 320, 724.  
 Springer Ralph : 514, 650.  
 Staline Joseph : 414, 422, 546.  
 Stavisky Alexandre : 477-481, 488, 493, 522.  
 Steeg Théodore : 154, 340, 353, 354.  
 Steinbrinck Otto : 313.  
 Steinthal Hans : 250, 650.  
 Sternhell Zeev : 449, 733, 734.  
 Strasser Otto : 400, 401.  
 Stresemann Gustav : 232, 236, 266, 383, 535, 739.

Stresemann Wolfgang : 156, 236, 237, 254, 274, 650.  
 Suarez Georges : 545, 559-561, 595, 650, 652, 717.  
 Sun-Yat-Sen : 422.

Tabanou Jean : 545, 546, 650, 652.  
 Tardieu André : 192, 198, 199, 245, 262, 352-354, 362, 363, 365-366, 369, 376, 377, 453, 454, 482, 499, 582, 739.  
 Tarducci Mario : 33.  
 Taylor Frederick W. : 146.  
 Tellier Thibault : 522.  
 Tenger Robert : 77.  
 Tessan François de : 161, 413, 461, 650, 717.  
 Thayaht : 33.  
 Thérive André : 156, 504, 650.  
 Thomas Louis : 471, 472, 650.  
 Thorez Maurice : 543.  
 Tiemann Dieter : 240, 242, 299, 392, 732.  
 Tison Franck : 119, 738, 739.  
 Tonarelli I S : 545, 650.  
 Tönnies Ferdinand : 249.  
 Torquemada Yveline de : 530, 650, 652.  
 Torrès Henry : 560.  
 Touchard Jean : 100, 728.  
 Toumarkine Georges : 507, 650.  
 Toussaint Du Wast Nicole : 25, 104, 721.  
 Traysnel Henri de : 62, 70, 71, 73, 134, 203, 650.  
 Trebitsch Michel : 15, 127, 249, 286, 303, 516, 731-733, 738.  
 Trochu (Abbé) : 124.  
 Truchy Henri : 267.

Unruh Fritz von : 113.  
 Unteutsch Barbara : 240, 288, 299, 732.

Vaillant Gaston : 37-39, 650.  
 Vaillant-Couturier Paul : 32.  
 Vaïsse Maurice : 269, 326-328, 331, 335, 363, 365, 369, 373, 374, 421, 426, 461, 464, 465, 497, 498, 499, 502, 565, 726, 729, 738, 740.  
 Valayer Paul : 535, 650.  
 Valentin Jean-Marie : 254, 732.  
 Valiani Léo : 23, 722.  
 Vallentin Antonina : 236, 383, 540, 650.  
 Vallery-Radot Robert : 160.  
 Vallon Louis : 484, 491, 533, 650.  
 Valois Georges : 16, 21, 41, 42, 84, 85, 96, 139-141, 143, 158, 159, 166, 181, 183, 190-193, 197, 201, 223, 226, 230, 265, 268, 352, 357, 358, 360, 408, 449, 516, 554, 586, 728, 739.  
 Van Parys Georges : 35, 579, 650, 652, 717, 722.  
 Van Zeeland Paul : 521.

Verdier Olivier : 149, 739.  
 Vialar Paul : 66, 650, 652, 693.  
 Vial-Mazel Georges : 50-52, 56-58.  
 Vibraye Régis de : 403, 432, 463, 471-474, 503, 511, 516, 525, 593, 650, 652.  
 Victor-Emmanuel III : 44.  
 Vidal Gaston : 40, 82, 202.  
 Viénot Pierre : 290, 294, 348, 349, 403, 496, 651, 724, 739.  
 Vignon Max : 543, 651.  
 Vildrac Charles : 280.  
 Villet Albert : 471, 472, 544, 651.  
 Vincent Jean-Paul : 32.  
 Vlamynck Maurice de : 281.  
 Vockel (Dr.) : 324.  
 von Grohlman : 243, 388, 648.  
 Von Grote : 568.

Walle Marianne : 393, 732.  
 Wappice Walter : 267.  
 Weber (lieutenant) : 568, 569.  
 Weber Max : 243.  
 Wehner Magnus : 386.  
 Weil-Curiel André : 295, 302, 305, 310, 312, 313, 341, 433, 507, 509, 516, 565, 567, 651, 652, 740.  
 Weise Otto : 300.  
 Weiss Louise : 393, 722, 732.  
 Wells HG : 32, 156, 651.  
 de Wendel : 273, 334, 335, 384.  
 Weygand Maxime : 367.  
 Widal Pierre : 216, 651.  
 Willekens H. : 420, 421, 651.  
 Wilson Woodrow : 45, 105, 107, 108, 245, 260.  
 Winckler Henri : 23, 722.  
 Winock Michel : 18, 101, 441, 726, 728, 734, 736.  
 Wittman Jean-Michel : 213, 728.  
 Wohl Robert : 449, 734.  
 Wood Diana : 444, 514, 530, 545, 651, 652.  
 Wright Wilbur : 185.  
 Zara Philippe de : 514, 651, 652.  
 Zay Jean : 581, 651, 722.  
 Zeller Jules : 22.  
 Zimmer Bernard : 116, 225, 651.  
 Zuccarelli Guy : 517, 521, 530, 540, 545, 564, 717.  
 Zweig Stefan : 258, 284.

## TABLE DES MATIERES GENERALE

SOMMAIRE.....	11
LISTE DES SIGLES.....	13
INTRODUCTION.....	15
<b>Première partie. LA CONSTRUCTION DE LA PENSEE POLITIQUE DE JEAN LUCHAIRE. PRODROMES DE LA CREATION DE <i>NOTRE TEMPS</i>.....</b>	<b>21</b>
<b>Chapitre premier. Premières initiatives entre France et Italie.</b>	<b>14</b>
I. L'enfance de Jean Luchaire.....	21
A. La famille de Jean Luchaire.....	21
B. Une adolescence franco-italienne.....	22
C. Une première revue : <i>Les jeunes auteurs</i> , 1913-1918.....	23
II. L'éveil précoce d'une conscience politique.....	24
A. La Ligue latine de la jeunesse et la revue <i>Vita Latina</i> .....	25
B. <i>Vita</i> , 1919.....	32
<b>Chapitre deux. La maturation politique de Jean Luchaire.....</b>	<b>35</b>
I. Les essais pour une représentation de la jeunesse française.....	35
A. Le dynamisme multiforme de Jean Luchaire.....	35
a) Mariage et premier emploi.....	35
b) L'Effort. 1920-1921.....	36
c) <i>La Jeune Europe</i> , novembre 1921-mars 1922.....	38
B. L'entrée dans le journalisme professionnel : <i>L'Ère nouvelle</i> 1921-1923.....	40
a) La rubrique des jeunes.....	40
b) Luchaire, journaliste régulier à <i>L'Ère nouvelle</i> .....	43
1. La défense d'une politique franco-italienne.....	44
2. La Conférence de Gênes.....	46
c) Les « Libres Opinions » de Jean Florence à la Une de <i>L'Ère nouvelle</i> .....	47
d) Variété des préoccupations de politique internationale.....	50
1. L'Allemagne réactionnaire et les nationalistes français.....	50
2. Une politique turque ?.....	51
3. Suite et fin de la collaboration à <i>L'Ère nouvelle</i> .....	52
C. L'apprentissage politique dans les cénacles de jeunes, 1922-1923.....	54
a) Le Groupement universitaire pour la Société des Nations, la Molé et le Groupe d'études diplomatiques, économiques et sociales.....	54
b) Le Comité de Conférences Démocratiques et d'Action Sociale.....	56
c) « L'éducateur » Robert de Jouvenel.....	57
II. <i>Vita</i> , 1924. Une jeune revue originale au sein de la gauche républicaine.....	58
A. <i>Vita</i> , une revue de gauche ?.....	59
a) La critique du Bloc national.....	59

b) La défense d'une politique internationale de conciliation.....	61
c) La jeune littérature et la littérature pacifiste. ....	65
B. <i>Vita</i> , une revue révolutionnaire ? .....	68
a) Le « chaos » politique depuis 1919. ....	68
b) Des réformes pour renforcer la République et consacrer la primauté de l'économique. .....	70
C. La rhétorique révolutionnaire. Quelle vision de la République ? .....	72
III. La promotion de la jeunesse dans <i>La Volonté</i> , 1925-1927.....	76
A. Les rapports de Jean Luchaire avec la Fédération des Jeunesses laïques et républicaines à travers « La Volonté des jeunes ». ....	77
a) La promotion du travail de la Fédération des Jeunesses laïques et républicaines.	78
b) La révision de la constitution : un projet antidémocratique ? .....	81
B. Le positionnement original de Luchaire. ....	83
a) Les interprétations de Dauriac sur le sens de l'engagement aux Jeunesses laïques et républicaines.....	83
b) La position de Luchaire vis-à-vis de Valois et du Faisceau. ....	84
c) Une séparation d'avec la Fédération des Jeunesses laïques et républicaines ?	86
1. La critique des cadres de la Fédération.....	86
2. Le congrès de Reims et l'éloignement des Jeunesses laïques et républicaines en 1926. .....	87
C. Une histoire de l'engagement politique de la jeunesse depuis la fin du conflit.	89
a) La définition de la « nouvelle génération ». ....	89
b) L'unité psychologique et politique de la jeunesse.....	91
1. Une révision des valeurs de l'engagement politique.....	92
2. L'espoir d'un rapprochement avec la Jeune Droite.....	93
c) Le primat du facteur international sur toutes les autres considérations politiques.	94
D. Un commentateur politique iconoclaste.....	95
a) Luchaire confirme une stratégie hors des partis traditionnels... ..	95
b) ...dans le sillage de Dubarry.....	96
<b>Chapitre trois. Histoire du concept de « génération réaliste », les fondements de <i>Notre Temps</i></b> .....	98
I. Des adolescents spectateurs de la guerre.....	104
A. Le patriotisme adolescent en temps de guerre.....	104
B. La paix, un idéal en construction qui bouleverse les représentations.....	104
C. 1918, une réalité amère. 1919, la révolte pour détruire le monde ancien... ..	105
II. La naissance d'une génération. ....	109
A. Une contexte déterminant : grandir en guerre. ....	109
B. Prise de distance avec les combattants et séparation des aînés. ....	110
C. 1919, année charnière, solitude définitive. ....	112
III. La production d'un discours sur soi à la recherche des fondements de l'identité.	112
A. Affirmation d'une identité commune. ....	112

- B. Les aspirations de la jeune génération. Un portrait psychologique. .... 114
- C. Les engagements de la jeune génération, pratiques politiques et littéraires. 115

**Deuxième Partie. NOTRE TEMPS, « REVUE DES NOUVELLES GENERATIONS ».**  
1927-1930..... 119

**Chapitre Premier. Naissance d'une revue originale.** ..... 119

I. Définitions des cadres de la revue..... 119

A. La création de *Notre Temps*. ..... 119

a) Une entreprise collective basée sur l'amitié..... 120

b) Les temporalités de la revue..... 122

c) La délicate question du financement..... 123

d) L'équipe rédactionnelle..... 125

e) Les rubriques..... 127

B. Un projet éditorial axé autour d'une recherche..... 128

a) La définition de la « nouvelle génération ». ..... 129

b) La « Discipline politique » de la « nouvelle génération ». ..... 132

c) L'engagement européen. .... 134

d) La « nouvelle génération » érigée au rang de concept. .... 137

II. Un positionnement politique encore délicat. .... 139

A. Un premier aperçu du « réalisme ». ..... 139

a) La vigueur du « réalisme » en 1927..... 139

b) La signification donnée du « réalisme »..... 141

1. Le « réalisme » et la critique de la politique traditionnelle..... 142

2. Les vertus de l'économique et sa primauté sur le politique..... 144

B. Le voisinage du Parti radical. .... 146

a) L'engagement aux côtés du Parti radical, un paradoxe et une stratégie. ... 146

b) *Notre Temps* : la revue des « Jeunes Turcs » ? ..... 147

c) Un tournant dans la carrière de Luchaire : la rupture avec Emile Roche. .... 150

**Chapitre 2. La confrontation des idées-phares de *Notre Temps* au débat public.** 155

I. Quelle appartenance politique pour les « jeunes équipes » ?..... 155

A. La pérennisation de *Notre Temps*. ..... 155

B. La « Chronique des jeunes équipes ». ..... 156

a) Le premier cercle des « jeunes équipes ». ..... 157

1. Les démocrates populaires..... 158

2. Les Cahiers bleus. .... 158

b) Les « jeunes équipes » entendues au sens large..... 159

1. Les « jeunes équipes » vues de droite..... 160

2. Le regard vers l'étranger..... 161

C. La ligne politique défendue par André Sauger. .... 162

D. L'ouverture politique de *Notre Temps*, une campagne en faveur de la concentration. 165

a) La proximité dans le discours. Reprise des termes chers à *Notre Temps*. . 165

1. Le rapprochement des jeunes de l'Alliance démocratique et du Parti radical. 166

2. Marcel Prélot et l'idée du « parti central ».....	167
3. Des socialistes « réalistes » en prise à une querelle de génération ? .....	167
4. Une large union jusqu'à la droite ? Au moins contre le marxisme. ....	168
b) Participer au débat pour mieux mettre en avant sa propre maison. ....	168
1. Renforcer l'Alliance Démocratique.....	168
2. Prélot en faveur d'une concentration autour du Parti démocrate populaire. ....	169
3. La distance qui sépare Luchaire des jeunes socialistes. ....	169
4. Une participation symbolique de Dumat. ....	170
II. Un discours technicien, marque du « réalisme ».....	171
A. La recherche théorique de Luchaire.....	171
a) De la révolte de la jeunesse à la révision de la politique. ....	171
b) « L'évolutionnisme : une combinaison du « spiritualisme et du « réalisme ».....	173
1. Le rôle du Parti radical.....	174
2. Qui sont les évolutionnistes ? .....	176
3. Les modalités d'action pour la révision générale des idées. Dans et hors les partis. ....	176
c) « L'ère scientifique ».....	177
1. L'Etat technique.....	178
2. L'exemple italien à l'époque de l'avènement du fascisme. ....	180
3. « La démocratie culturelle ».....	182
B. Le discours scientifique dans <i>Notre Temps</i> .....	184
a) La science au secours de la politique.....	184
b) Le plaidoyer pour une politique rationnelle. ....	187
III. L'impossible réunion des « jeunes équipes ».....	189
A. 1930, La séparation des « jeunes équipes » et la remise en cause des concepts de « réalisme » et de « nouvelle génération ».....	189
B. L'impossible rapprochement avec les autres pôles de la jeunesse : premier échec de <i>Notre Temps</i> ? .....	200
<b>Chapitre 3. <i>Notre Temps</i>, miroir des perceptions d'une époque.....</b>	<b>203</b>
I. Une empreinte spiritualiste.....	203
A. A la recherche d'une identité psychologique commune.....	203
B. La participation de Daniel-Rops.....	204
C. La contribution de Louis Martin-Chauffier.....	208
a) Martin-Chauffier précurseur de la réflexion personaliste ? .....	209
b) Les prises de position de Martin-Chauffier ou la convergence avec Luchaire.....	210
c) L'engagement au service de la vérité et de la justice.....	212
d) Les limites de la communauté de vues avec Luchaire.....	213
D. Une empreinte spiritualiste dans <i>Notre Temps</i> . ....	214
II. Les illustrations littéraires du concept de génération.....	215
A. La réflexion littéraire et artistique.....	215
B. Le discours sur la génération. ....	217



a) La contribution de Philippe Fauré-Frémiet.....	217
b) La publication de témoignages personnels, entre histoire de la décennie et promotion du concept de génération. ....	219
c) Le goût de Luchaire pour l'autobiographie appliquée à sa génération.....	223
d) Un exercice imposé pour les membres de <i>Notre Temps</i> .....	223
e) Les sociabilités autour de l'idée de génération. ....	225
III. La politique internationale dans et autour de <i>Notre Temps</i> .....	226
A. Le fait international dans <i>Notre Temps</i> entre 1927 et 1930.....	226
a) La « conscience européenne » des promoteurs de <i>Notre Temps</i> . ....	226
b) Le débat sur le projet européen structuré autour de la place de la Grande-Bretagne dans l'équilibre continental.....	228
B. Jean Luchaire dans <i>La Volonté</i> de 1927 à 1930. ....	232
C. L'Allemagne dans <i>Notre Temps</i> . ....	234

### Troisième partie.

« LA REVUE DES NOUVELLES GENERATIONS EUROPEENNES ». 1930-1933.	239
--	-----

<b>Chapitre premier. Un hebdomadaire briandiste</b> .....	239
I. L'œuvre de rapprochement intellectuel entreprise par <i>Notre Temps</i> . ....	241
A. Le Sohlberg, conférences et commentaires. ....	241
a) Le déroulement de la rencontre.....	241
1. Un séjour d'immersion du 28 juillet au 3 août 1930. ....	241
2. Le menu des conférences : discours allemands et français.....	243
b) Jean Luchaire au Sohlberg.....	245
1. Les tendances politiques de la « nouvelle génération » française. ....	245
2. Parmi ses conclusions, l'idée européenne et le fait national.....	246
c) La réception du congrès en France et en Allemagne. ....	248
B. Les signataires allemands et français pour le rapprochement des jeunesses.251	
a) Evaluation quantitative des participations allemandes de 1930 à 1934.....	251
b) Nature des participations allemandes en 1930.....	252
1. Une information objective en provenance d'Allemagne et d'Autriche. ....	252
2. Les signataires allemands favorables au rapprochement. ....	253
3. Dans le contexte des élections allemandes. ....	254
c) Les membres de <i>Notre Temps</i> en faveur du rapprochement.....	256
d) La lecture du Congrès de Mannheim par <i>Notre Temps</i> .....	258
II. La politique extérieure dans <i>Notre Temps</i> en 1930. ....	259
A. Défense du projet de Fédération européenne dans <i>Notre Temps</i> .....	259
a) Luchaire et l'organisation européenne.....	260
b) L'examen de l'actualité internationale par Pierre Brossolette. ....	264
c) La rubrique « La Fédération européenne ».....	266
d) Les rédacteurs de <i>Notre Temps</i> et l'idée européenne. ....	268
B. Deux signatures au service d'une politique internationale de détente. ....	269
a) La priorité de Brossolette : l'organisation pacifique du continent. ....	269

1. Le rapprochement franco-allemand dans l'optique d'une organisation de la paix.	269
2. Une mise en perspective des nationalismes français et allemand.	270
b) Le rapprochement franco-allemand, cheval de bataille du directeur de <i>Notre Temps</i> .	272
1. Une analyse « réaliste » et les enseignements du Sohlberg.	272
2. Les visions déformées du nationalisme français.	273
3. La reconnaissance du nationalisme allemand.	276
<b>Chapitre deux. Le tournant des relations intellectuelles franco-allemandes.</b>	<b>280</b>
I. <i>Notre Temps</i> , fer de lance du rapprochement intellectuel franco-allemand.	280
A. De l'engagement des intellectuels au service de la paix.	280
a) Les deux manifestes.	280
1. Le manifeste français.	280
2. La réflexion autour du manifeste français.	281
3. Le « Manifeste des 188 intellectuels artistes et savants d'Allemagne ».	283
b) La réception des manifestes en France et en Allemagne.	284
1. Le débat en France sur l'attitude de la jeunesse vis-à-vis de l'Allemagne.	285
2. Quel engagement pour les intellectuels ?	286
B. Rethel ou l'ambiguïté des relations intellectuelles.	286
a) L'ancrage des positions.	287
1. La mise en avant du concept de <i>Volkstum</i> .	287
2. Les Français : des agneaux dans le débat de politique internationale ?	297
b) L'influence du <i>Sohlbergkreis</i> sur <i>Notre Temps</i> , un transfert culturel ?	300
1. La lecture de Rethel par François Berge.	300
2. La poursuite des contacts franco-allemands, entre <i>Jugendbewegung</i> et <i>Volkstum</i> .	305
3. Le regard de <i>Notre Temps</i> sur d'autres rencontres de jeunes.	308
c) La poursuite du rapprochement après Rethel.	313
C. Une participation allemande plurielle.	315
a) Une voix démocratique : Werner Schumann et le théâtre allemand.	315
b) Expliquer l'Allemagne sans instrumentalisation.	316
c) Les démocrates plaident également l'amélioration du sort de l'Allemagne.	318
d) Le rapprochement franco-allemand au service des exigences allemandes.	320
e) Conclusion sur la signification du « rapprochement franco-allemand » en 1931.	324
II. La politique extérieure dans <i>Notre Temps</i> en 1931.	325
A. Brossolette ou le respect du droit face à l'actualité internationale.	325
a) La politique de désarmement.	326
1. Un élément de l'organisation de la sécurité.	327
2. Un outil de négociation en matière de dettes et de réparations.	329
b) Une confiance maintenue dans les institutions internationales.	330
1. La réaction face au projet Curtius-Schober.	331
2. Une conception politique de l'Europe.	333
c) La crise des réparations.	333
1. De Chequers au moratoire Hoover, l'actualité brûlante.	333
2. Un regard lucide sur l'Allemagne.	337

3. Le renoncement de Brossolette au rapprochement intellectuel. ....	339
B. Une pensée européenne à même d'apaiser l'Allemagne. ....	340
a) La promotion de la Fédération européenne à travers la célébration de Briand. ....	340
b) Un projet européen aux perspectives obscures. ....	342
c) La germanophilie de Jean Luchaire. ....	345
III. La politique intérieure dans <i>Notre Temps</i> hebdomadaire. ....	352
A. Un soutien chronique apporté aux différents cabinets. ....	353
B. La réactivation du discours des « jeunes équipes ». ....	354
a) Au service des « jeunes équipes ». ....	354
b) <i>Notre Temps</i> , représentant d'un mouvement. ....	356
c) La réforme de l'Etat à travers la rubrique « L'Etat nouveau ». ....	357
d) Observations critiques du parti socialiste et du Parti radical. ....	358

### **Chapitre trois. Maintenir le cap malgré l'échec des conférences internationales. 361**

I. Les réparations et le désarmement : les deux préoccupations de Brossolette. ....	361
A. La position de Brossolette quant aux réparations. ....	361
B. Le suivi de la question du désarmement. ....	365
a) Un engagement idéologique. ....	366
b) Un soutien mesuré à Herriot. ....	367
c) Suivi des événements et défense de propositions hardies. ....	369
d) Dans un contexte toujours plus difficile, le plan de Brossolette. ....	370
II. Le rapprochement franco-allemand, coûte que coûte. ....	374
A. La confusion de Luchaire entre Locarno et une politique pro-allemande. ....	375
B. L'opposition à une alliance franco-anglaise. ....	379
c. Héritage et adaptation du briandisme. ....	380
D. Premières polémiques autour des positions de Jean Luchaire. ....	380
III. Le rapprochement franco-allemand dans les pages de <i>Notre Temps</i> . ....	384
A. La poursuite de l'offensive allemande à Mayence. ....	384
B. La diversité des expressions du rapprochement franco-allemand. ....	392
a) Le rapprochement de « bonne volonté ». ....	393
b) La connaissance, facteur d'entente. ....	395
C. Les discours proprement politiques. ....	396
a) Les partisans de la révision des traités. ....	396
b) Les « Jeunes équipes » et l'Allemagne par Georges Benaben. ....	401
c) Le prolongement d'une exigence républicaine. ....	402
D. Vers la fin du rapprochement intellectuel ? ....	405
a) Le départ des principaux animateurs du rapprochement franco-allemand. ....	405
b) Les différentes significations du rapprochement franco-allemand et des relations intellectuelles. ....	406

### **Chapitre quatre. Ruptures et continuités sous la pression de l'actualité allemande.**

.....	408
I. De la réforme de l'Etat à la remise en cause de la démocratie.....	408
A. Le soutien apporté à Paul-Boncour.....	408
B. La crise du socialisme français dans <i>Notre Temps</i> .....	412
C. Les discours défendant une réforme politique.....	413
D. Du néo-socialisme à la « Jeune Droite », le positionnement politique très vague de Jean Luchaire.....	418
II. De la résignation aux renoncements, la primauté du pacifisme.....	421
A. Le regard posé sur l'Allemagne par Brossolette.....	421
B. Maintenir l'idée du désarmement malgré la mauvaise volonté allemande..	423
C. L'espoir dans le Pacte à Quatre, une rupture dans la doctrine de Brossolette.	425
III. Un engagement franco-allemand amplifié par l'actualité.....	426
A. La supériorité de l'objectif de paix.....	427
B. Luchaire, seul à la pointe du combat pour le rapprochement intellectuel...	429
C. Le crépuscule du rapprochement intellectuel au profit d'une interprétation strictement politique.....	437
D. Quel regard sur l'Allemagne ?.....	439
<b>Quatrième partie. LES VICISSITUDES D'UN JOURNAL DANS LES REMOUS DES ANNEES TRENTE.....</b>	<b>443</b>
<b>Chapitre premier. 1933-1934, <i>Notre Temps</i> quotidien.....</b>	<b>443</b>
I. <i>Notre Temps</i> , un quotidien radical ?.....	443
A. Un journal au service du pouvoir radical.....	443
a) La composition de <i>Notre Temps</i> quotidien.....	443
b) Conditions de la croissance de <i>Notre Temps</i> .....	444
c) La campagne en faveur du vote du budget : sauver le cabinet Daladier. ...	444
d) Le suivi du congrès radical de Vichy.....	445
B. Les liens de <i>Notre Temps</i> avec d'autres mouvements politiques.....	447
a) Présentation du néo-socialisme.....	447
1. Sauver la démocratie et le rapport au fascisme.....	448
2. La proximité entre <i>Notre Temps</i> et les néo-socialistes.....	449
3. L'engouement de Paul Marion.....	450
b) La Jeune République.....	451
c) Le congrès de l'Alliance démocratique.....	452
d) Ernest Poisson et l'économie coopérative.....	452
C. La campagne pour la concentration.....	453
D. Un climat de dénigrement du parlementarisme.....	455
II. La politique étrangère dans <i>Notre Temps</i> à l'automne 1933.....	459
A. Les positions du journal.....	459

a) Quelle attitude préconiser face à l'Allemagne ?.....	460
b) Réactions au départ de l'Allemagne de la SDN.....	462
c) <i>Notre Temps</i> , deux directeurs, deux lectures de la situation internationale.....	463
d) Brossolette sur la voie de la négociation au risque de subir les exigences allemandes. .....	467
B. Les perceptions de l'Allemagne nationale-socialiste. ....	470
a) Peu d'Allemands écrivent. ....	470
b) Les rédacteurs français et l'Allemagne. ....	471
c) Régis de Vibraye, un pacifiste conquis par le régime hitlérien.....	472
d) Les illusions des clercs de <i>Notre Temps</i> . ....	474
 III. Les fluctuations politiques d'un journal en temps de crise. ....	476
A. Le soutien politique et stratégique de <i>Notre Temps</i> aux cabinets Chautemps et Daladier. ....	477
a) Luchaire défenseur de la démocratie et du régime républicain. ....	477
b) L'opposition aux manifestations du 6 février 1934.....	478
c) La fidélité de Luchaire envers ses pourvoyeurs de fonds. ....	479
 B. L'attitude de <i>Notre Temps</i> face au cabinet Doumergue. ....	482
a) Une trêve politique pour la réforme de l'Etat.....	482
b) Le projet politique de Luchaire.....	483
c) La participation des néo-socialistes. ....	484
 C. L'originalité politique de Luchaire. ....	487
a) Les « force vives de la nation » au service de la réforme de l'Etat. ....	487
b) Un itinéraire hors de tout classement politique. ....	488
c) L'espoir en l'union de la jeunesse.....	490
 D. Luchaire, un mercenaire en quête de soutiens financiers. ....	492
a) Une lutte acharnée contre le cabinet Doumergue. ....	493
b) Un rythme calqué sur celui du Ministère des Affaires étrangères.....	494
c) Soutien au cabinet Flandin malgré son libéralisme.....	495
 IV. Comment s'entendre avec l'Allemagne hitlérienne ?.....	496
A. Brossolette ou la soif de désarmement. ....	496
a) La note du 17 avril 1934 et la campagne contre Barthou. ....	498
b) La perception de l'Allemagne au cours du premier semestre 1934. ....	500
c) Les alliances de la France. ....	502
d) Remarques sur l'apport de Brossolette à <i>Notre Temps</i> .....	503
 B. La marginalisation de <i>Notre Temps</i> .....	504
a) L'Allemagne hitlérienne, un partenaire pour la paix. ....	504
1. Luchaire imperturbable partisan d'une entente avec l'Allemagne. ....	504
2. L'utilisation des anciens combattants au service de la propagande allemande.....	506
b) Les résultats du rapprochement intellectuel. ....	507

1. L'ultime rencontre des jeunesses franco-allemandes. ....	507
2. Les autres voix favorables à l'Allemagne hitlérienne. ....	510
3. Les pages culturelles de <i>Notre Temps</i> , entre « objectivité » et bienveillance. ....	512
4. Témoignages d'Allemagne. ....	513
c) Les aléas de la politique internationale et ses conséquences sur <i>Notre Temps</i> . ....	514
1. L'Italie et <i>Notre Temps</i> . ....	514
2. L'éclatement du « cercle » de <i>Notre Temps</i> . ....	515
<b>Chapitre deux. L'isolement de Jean Luchaire. ....</b>	<b>517</b>
I. Des initiatives pour rebondir. ....	517
A. <i>Notre Temps</i> tourmenté. ....	517
a) Un nouveau départ ? ....	517
b) Survivre malgré les contradictions. ....	518
c) Une certaine continuité affichée. ....	521
B. <i>Notre Temps</i> à l'heure italienne. ....	522
a) La Conférence de Stresa et les alliances de la France. ....	523
b) La doctrine de la SDN soumise aux contingences de l'année 1935. ....	526
c) Le départ de Robert Lange : le respect du pacifisme juridique. ....	527
d) Une campagne de <i>Notre Temps</i> en faveur de l'Italie. ....	529
II. <i>Notre Temps</i> et le Front populaire. ....	530
A. <i>Notre Temps</i> , un hebdomadaire suranné ? ....	530
a) Avec Sarraut contre les « agitateurs ». ....	530
b) L'inconfort de Luchaire à l'heure de la bipolarisation politique. ....	531
B. Luchaire zéléateur de l'entente franco-allemande. ....	534
a) L'illusion d'un débat dans les pages de <i>Notre Temps</i> . ....	534
b) La remilitarisation de la Rhénanie : « un nouveau pacte de paix ». ....	535
c) Les prérogatives des « nations dynamiques ». ....	537
C. <i>Notre Temps</i> spectateur des reclassements politiques. ....	538
III. Quelle place pour <i>Notre Temps</i> en 1937 ? ....	540
A. De vieilles recettes pour tromper l'isolement. ....	541
B. La dérive autoritaire. ....	542
C. Une « dérive fasciste » ou les atermoiements d'un caméléon ? ....	544
<b>Chapitre trois. Le dernier acte de <i>Notre Temps</i>. 1938-1940. ....</b>	<b>545</b>
I. La ligne Luchaire, au service de la paix ou de l'Allemagne ? ....	545
A. Construire une politique extérieure sur les ruines du Front populaire. ....	545
a) Le rejet définitif du Front populaire. ....	545
b) Une Allemagne légitimement dynamique face à une France affaiblie. ....	547
c) Une interprétation très personnelle de la diplomatie française. ....	549
B. Une revue munichoise. ....	551



a) Les accords de Munich : le retour à une normalité selon <i>Notre Temps</i> . ....	551
b) Polémiques avec les antimunichois. ....	552
c) Luchaire immuable après l'annexion de la Tchécoslovaquie. ....	555
 II. Une variété d'expressions au service d'une même cause. ....	557
A. Les servitudes de la revue. ....	557
a) La participation des députés munichois. ....	557
b) Les portraits de Nadar. ....	558
c) <i>Notre Temps</i> une revue de propagande au service de l'Allemagne ? Les chroniques d'une complaisance jusqu'à l'été 1939. ....	558
B. L'illusion d'offrir un lieu de débats. ....	559
a) Un autre « héritier » de Briand, Georges Suarez à <i>Notre Temps</i> . ....	559
b) Les questions du sionisme et de l'antisémitisme évoquées, non discutées. ....	561
c) L'espoir toujours vivace d'une convergence avec les relèves de droite. ....	563
C. Ultime avatar. <i>Notre Temps</i> , revue de propagande pour la victoire française. ....	563
 <b>EPILOGUE.</b> Luchaire et les <i>Nouveaux Temps</i> : du pacifisme germanophile à l'alignement collaborationniste. ....	565
Quelle place pour Jean Luchaire à l'été 1940 ? ....	565
La création des <i>Nouveaux Temps</i> , une appellation et ses sous-entendus. ....	570
Dernières illusions à Sigmaringen. ....	575
 <b>CONCLUSION GENERALE</b> .....	579
 TABLE DES MATIERES (volume 1) .....	585
 TABLE DES ANNEXES .....	599
ANNEXES .....	603
ARCHIVES. ....	716
SOURCES. ....	721
BIBLIOGRAPHIE. ....	725
INDEX .....	741
TABLE DES MATIERES GENERALE. ....	750